

TABLE NOMINATIVE 2008 - DÉBATS DU SÉNAT

ABOUT (Nicolas)
sénateur (Yvelines)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires sociales.

Premier vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé ; puis membre le 4 novembre 2008.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre suppléant du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre ès qualités du Conseil pour la transparence des statistiques de l'assurance-maladie ; nouvelle nomination le 7 octobre 2008.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 116 (2007-2008)] pour le pouvoir d'achat [n° 166 (2007-2008)] (16 janvier 2008) - **Famille - PME, commerce et artisanat - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 180 (2007-2008)] (29 janvier 2008) - **Famille - PME, commerce et artisanat - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à interdire la vente d'alcool aux mineurs [n° 377 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Famille - PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à assurer une plus grande équité dans notre politique de sécurité routière, notamment en matière de retrait des points du permis de conduire [n° 378 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Transports.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (10 janvier 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Demande de priorité** (p. 166) : demande de priorité sur les amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 8 ; priorité accordée. - **Articles additionnels après l'article 8 (priorité)** : son amendement n° 66 : qualification de démissionnaire attribuée au salarié s'inscrivant comme demandeur d'emploi après avoir abandonné son poste de travail ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'insertion"** - (17 janvier 2008) - président de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 296, 298).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur - **Discussion générale** : son intervention (p. 395, 397). Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption du projet de loi sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 421) : position de la commission sur la motion n° 63 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 424) : position de la commission sur la motion n° 56 de M. Pierre-Yves Collombat tendant à poser la question préalable. - **Article 1er (Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)** (p. 427, 430) : position de la commission sur les amendements n° 32 de Mme Raymonde Le Texier, n° 94 de M. Guy Fischer, n° 71 et n° 72 de Mme Annie David. (p. 432, 436) : position de la commission sur les amendements n° 99, n° 96, n° 95, n° 80 et n° 81 de M. Guy Fischer et n° 73 de Mme Annie David. (p. 437, 441) : position de la commission sur les amendements n° 78, n° 74, n° 76 et n° 75 de Mme Annie David, n° 77, n° 79 et n° 102 de M. Guy Fischer. (p. 442, 450) : ses amendements n° 1 : précision selon laquelle le salarié peut racheter la totalité de ses jours de RTT ;

et n° 2 : précision selon laquelle la majoration de salaire due au titre du rachat des jours de RTT est au moins égale au taux de majoration de la première heure supplémentaire applicable à l'entreprise ; adoptés ; n° 3 : clarification ; devenu sans objet ; n° 4 : fixation au 30 septembre 2008 du délai limite pour le paiement des jours de RTT acquis au titre de 2007 ; n° 5 : précision selon laquelle, pour le calcul de l'exonération, le taux de majoration applicable au rachat des jours de RTT est pris en compte dans la limite du taux maximal de majoration des heures supplémentaires applicable dans l'entreprise ; n° 6 : précision ; et n° 7 : précision selon laquelle le rachat des jours de RTT au titre de 2008 est soumis au régime d'exonérations fiscales et sociales prévu par la loi en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 33 et n° 34 de Mme Raymonde Le Texier, n° 59 de M. Michel Mercier, n° 97, n° 101, et n° 103 de M. Guy Fischer, n° 61 de Mme Catherine Procaccia et n° 25 de M. Alain Gournac. - **Article 1er bis** (*Garantie des droits accumulés dans un compte épargne-temps*) (p. 450, 451) : position de la commission sur les amendements n° 105 et n° 106 de M. Guy Fischer. - **Article 1er ter** (*Conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale*) (p. 452) : position de la commission sur les amendements n° 35 de Mme Raymonde Le Texier, n° 104 de M. Guy Fischer et n° 27 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 2** (*Déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise*) (p. 457, 461) : ses amendements n° 8 : cohérence ; et n° 9 : conclusion obligatoire d'un accord collectif pour le déblocage intégral de la réserve de participation lorsque l'entreprise est soumise à un régime dérogatoire plus favorable que le régime légal ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 107, n° 113, n° 108, n° 112, n° 114, n° 111, n° 115, n° 109 et n° 110 de M. Guy Fischer et sur l'amendement n° 62 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 3** (*Versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises non assujetties au régime de la participation*) (p. 463, 464) : son amendement n° 141 : possibilité de cumuler le déblocage de la participation et l'attribution d'une prime exceptionnelle dans les entreprises de moins de cinquante salariés ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 118 de M. Guy Fischer, n° 58 de M. Alain Gournac et n° 60 de M. Michel Mercier.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 474, 482) : position de la commission sur les amendements n° 48 de M. Thierry Repentin, n° 84, n° 86 et n° 98 de Mme Odette Terrade, n° 85 de M. Michel Billout et n° 87 de Mme Annie David. (p. 483, 485) : position de la commission sur les amendements n° 124 et n° 131 de Mme Odette Terrade et n° 46 de M. Thierry Repentin. (p. 488, 493) : position de la commission sur les amendements n° 47 de M. Thierry Repentin et n° 126, n° 128, n° 129 et n° 130 de Mme Odette Terrade. Reprend l'amendement de M. Bernard Barraux n° 55 : extension aux baux ruraux de l'indice de référence des loyers ; adopté. Son amendement n° 142 : extension à la location-accession à la propriété du bénéfice d'indexation des loyers sur les prix à la consommation ; adopté. - **Article 5** (*Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur*) (p. 496) : position de la commission sur les amendements n° 11 de M. André Lardeux et n° 16 de Mme Muguette Dini. (p. 498, 499) : interroge la ministre sur le caractère facultatif ou obligatoire de la garantie du risque locatif universelle que le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre. (p. 512, 515) : position de la commission sur les amendements n° 49, n° 51, n° 52 et n° 50 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 516, 517) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 41 (application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux ventes de terrains et de logements neufs acquis par les bénéficiaires du prêt à taux zéro ainsi qu'aux travaux effectués par eux) et n° 53 (extension de l'application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux réseaux de chaleur). - **Division additionnelle avant l'article 4 (précédemment réservée)** (p. 519) : position de la commission sur l'amendement n° 139 de Mme Marie-France Beaufilets (division additionnelle - Mesures relatives au service de base bancaire). - **Articles additionnels avant l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 520, 524) : position de la commission sur les amendements

de Mme Marie-France Beaufilets n° 90 (création d'un service public bancaire de base) et n° 123 (relèvement du plafond du livret A à 20.000 euros), et de M. Guy Fischer n° 91 (évaluation et centralisation auprès de la Banque de France des coûts imputables au service public bancaire de base), n° 92 (précisions quant au fonctionnement du service public bancaire de base) et n° 93 (remise d'un rapport par le Gouvernement sur le bureau du Sénat, avant le 1er juillet 2008, portant sur les crédits à taux variable). - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 526, 528) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 45 de M. Thierry Repentin et n° 125 de Mme Odette Terrade (extension à l'ensemble du territoire national de la possibilité offerte au Gouvernement de bloquer temporairement par décret en Conseil d'Etat la hausse des loyers à la relocation en allongeant la durée de validité de ce décret), n° 70 (création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes ayant pour mission d'étudier la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes) et n° 121 de M. Guy Fischer (suppression des cautions exigées par le centre régional des œuvres universitaires et scolaires, CROUS, pour la location des chambres en cité universitaire). - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 529, 534) : son amendement n° 10 : possibilité pour le bailleur ou le prêteur de percevoir directement l'allocation de logement à caractère social ou l'allocation de logement à caractère familial lorsque le locataire ou l'emprunteur en est propriétaire ; adopté après modification par le sous-amendement n° 143 du Gouvernement (précision selon laquelle les bailleurs sociaux et assimilés peuvent continuer à percevoir l'aide en tiers payant lorsqu'ils s'engagent par convention avec l'Etat à rendre décentes leurs logements). Position de la commission sur le sous-amendement précité n° 143 du Gouvernement, sur les amendements respectivement identiques de M. André Lardeux n° 12, n° 13, n° 14 et n° 15 et de Mme Muguette Dini n° 18 (abrogation des dispositions du code de procédure civile et du code de la construction et de l'habitation permettant de retarder l'exécution des décisions de justice à la fin de la procédure), n° 17 (réduction d'un mois du délai qui suit le commandement de payer dans le cadre de la procédure de résiliation pour défaut de paiement du loyer), n° 20 (bénéfice du sursis hivernal réservé aux locataires de bonne foi) et n° 19 (raccourcissement de la procédure d'indemnisation par l'Etat en cas de refus du concours de la force publique et imputation à la collectivité des conséquences du sursis hivernal à expulsion) ainsi que sur le n° 36 de M. Claude Domeizel (compensation par le budget de l'Etat à la sécurité sociale des exonérations de cotisations sociales prévues par la présente loi et par la loi TEPA du 21 août 2007). - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 535, 539) : position de la commission sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 28 (modulation du taux de la contribution des employeurs en fonction du nombre de salariés en contrat à durée déterminée et en mission d'intérim), n° 29 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales d'origine légale dans les entreprises relevant de branches dans lesquelles les salaires minima conventionnels sont inférieurs au SMIC), n° 30 (plafonnement du dépassement d'honoraires demandé aux patients à 15 % du montant de la prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie), n° 31 (dépôt devant le Parlement d'un rapport sur l'application des franchises en matière médicale) et n° 54 (abrogation de l'article 11 de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs autorisant l'ouverture dominicale des magasins d'ameublement). Volonté de la commission des affaires sociales de discuter du bilan des franchises médicales lors du prochain projet de loi de financement de la sécurité sociale. (p. 541, 544) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 65 (revalorisation du SMIC de 20 %) et n° 69 (dépôt par le Gouvernement sur le bureau du Sénat d'un rapport relatif à l'augmentation de la rémunération des élèves en apprentissage), de Mme Marie-France Beaufilets n° 67 (fixation du taux normal de la TVA à 17 % à compter du 1er août 2008), n° 68 (instauration de la TVA au taux de 5 % sur la commercialisation des fruits et légumes et de l'ensemble des produits alimentaires de première nécessité) et n° 116 (abrogation du "bouclier fiscal"). - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 545) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de M. Alain Gournac

(possibilité pour des salariés qui renoncent à leurs jours de RTT, de mutualiser leurs rémunérations afin de financer le maintien de la rémunération d'autres salariés de l'entreprise utilisant un congé pour des activités d'intérêt général) et sur le sous-amendement s'y rapportant n° 140 de Mme Raymonde Le Texier (précision selon laquelle l'employeur participe à égalité avec les salariés au financement du projet d'activités d'intérêt général). - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 546, 547) : position de la commission sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Bricq (instauration d'un dispositif permettant à l'ensemble des salariés de bénéficier d'une part de la plus-value jusqu'ici réservée aux mandataires sociaux à travers les stock-options) et n° 83 de M. Guy Fischer (rétablissement de l'indexation des retraites sur l'évolution du niveau moyen des salaires bruts). - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 548, 550) : position de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 22 (possibilité de conclure des accords dérogatoires de participation sur la base des trois tiers), n° 23 (remise d'un rapport au Parlement par le Gouvernement, avant la fin du premier semestre 2008, traitant de la politique d'intéressement dans le secteur public), n° 24 (doublement des plafonds d'abondement de l'employeur des versements sur un plan d'épargne) et sur le n° 38 de Mme Nicole Bricq (mise en place d'un indicateur dans les entreprises faisant le rapport entre l'ensemble des sommes perçues par les salariés au titre de l'intéressement et de la participation et la masse salariale de l'entreprise). - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 551, 552) : position de la commission sur les amendements de M. Guy Fischer n° 117 (dépôt par le Gouvernement, sur le bureau du Sénat, d'un rapport sur l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire), n° 120 (réduction du montant de la taxe d'habitation à hauteur de 2 % du revenu fiscal et augmentation à due concurrence des taux applicables aux deux dernières tranches de l'ISF) et n° 122 (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des prestations et services funéraires). - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 553, 556) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Thierry Repentin n° 39 et n° 40 (généralisation du remboursement sur la fiche de paie du coût de l'abonnement de transport, après présentation d'un justificatif), de M. Guy Fischer n° 88 (possibilité pour les organisations professionnelles de déterminer un prix de référence qui permette aux producteurs de vivre correctement), n° 89 (exonération des étudiants de la taxe d'habitation) et n° 119 (abrogation de l'article 1er de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs visant à baisser le seuil de revente à perte).

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 674, 675) : son intervention.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat - Commission mixte paritaire [n° 180 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - président de la commission des affaires sociales, rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** : son intervention (p. 760, 761). Demande l'adoption du texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (6 février 2008) - président de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 962, 963).

- **Question orale avec débat de M. Gérard Dériot sur la politique de lutte contre l'obésité** - (27 mars 2008) - président de la commission des affaires sociales (p. 1288, 1289) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Deuxième lecture [n° 198 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1504) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) - président de la commission des affaires sociales (p. 1525, 1527) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Article 1er** (art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé) (p. 1564, 1566) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (limitation à deux demi-journées des possibilités de fractionnement de la journée de solidarité).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1590) : intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Bariza Khiari (rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur l'évolution de la diversité dans le secteur de l'audiovisuel). - **Article 1er** (*Transposition de la définition communautaire de la discrimination directe, de la discrimination indirecte et du harcèlement*) (p. 1598, 1599) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rappel de la distinction entre discrimination et traitement différencié des salariés) et sur le sous-amendement n° 52 de Mme Annie David qui le modifie. - **Article 2** (*Divers régimes d'interdiction des discriminations*) (p. 1604) : sur les amendements identiques, retire le n° 4 de la commission et souhaite le retrait des n° 19 de Mme Jacqueline Alquier et n° 39 de Mme Annie David (suppression de la possibilité d'organiser des enseignements en regroupant les élèves par sexe). - **Article 6** (art. L. 122-45, L. 122-45-3, L. 122-45-5, L. 122-45-6 nouveau, L. 411-5 du code du travail - *Coordination juridique dans le code du travail et application du droit communautaire*) (p. 1615) : intervient sur les amendements n° 54 de la commission (suppression d'une liste indicative des buts légitimes susceptibles d'autoriser les inégalités de traitement fondées sur l'âge), n° 24 de Mme Jacqueline Alquier (limitation des possibilités de différences de traitement fondées sur l'âge) et n° 42 de Mme Annie David (possibilité de légitimation d'une inégalité de traitement fondée sur l'âge par les objectifs d'une politique de l'emploi). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1629) : remerciements.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Motion d'ordre** (p. 1921) : propose de disjoindre de la discussion commune les amendements de suppression n° 44 et n° 64, à l'article 2, n° 51 et n° 74, à l'article 5, et n° 79, à l'article 6 ; demande acceptée. - **Article 2** (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - *Durée de la période d'essai*) (p. 1961, 1962) : maintient l'amendement n° 4 de la commission (extension du bénéfice du délai de prévenance aux salariés en CDD pour les contrats stipulant une période d'essai d'au moins une semaine).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1991) : soutient l'amendement n° 16 de M. François Zocchetto (possibilité pour le salarié de se faire assister par un conseil extérieur à l'entreprise lors de l'entretien de négociation de la rupture conventionnelle) ; retiré. (p. 1998) : soutient l'amendement n° 54 de M. François Zocchetto (attribution d'une compétence exclusive aux bâtonniers pour trancher les litiges relatifs aux conventions de rupture qui concernent les avocats salariés) ; adopté. - **Article 8** (art. L. 1251-60 et L. 8241-1 du code du travail - *Portage salarial*) (p. 2010, 2011) : soutient l'amendement n° 17 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (mise en œuvre de l'organisation du portage salarial par un accord ou une convention collective de branche étendue) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2017) : remerciements.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations** - *Commission mixte paritaire [n° 324 (2007-2008)]* - (15 mai 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 2191) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur la lutte contre les addictions** - (11 juin 2008) (p. 2759, 2761) : sa question.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2867, 2868) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2918, 2919) : intervient sur les amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution). - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2927, 2928) : sur l'amendement n° 95 de la commission (reprise du texte relatif aux langues régionales adopté par l'Assemblée nationale et insertion de dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale entre les femmes et les hommes), ses sous-amendements n° 399 : accès à un emploi des personnes handicapées ; et n° 400 : maintien en activité des personnes âgées de plus de cinquante ans ; devenus sans objet.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Motion d'ordre** (p. 3428) : demande de disjoindre de la discussion commune prévue à l'article 1er celle des amendements identiques n° 11 et n° 34 ; demande acceptée. - **Article 2** (*art. L. 5412-1 du code du travail - Motifs de radiation de la liste des demandeurs d'emploi*) (p. 3484) : position de la commission sur l'amendement n° 12 de Mme Raymonde Le Texier (avis des partenaires sociaux sur le projet de décret précisant les conditions de radiation des demandeurs d'emploi). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3488, 3489) : remerciements.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) - président de la commission des affaires sociales (p. 4679, 4681) : la commission des affaires sociales soutient l'action du Gouvernement.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4848, 4849) : intervient sur l'amendement n° 11 de la commission (négociations portant sur les critères de représentativité des organisations patronales). - **Article 2** (*art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social*) (p. 4851, 4858) : à titre personnel, soutient les amendements de M. Jean-Paul Amoudry n° 111 (définition de la représentativité des syndicats dans les entreprises de plus de mille salariés) ; n° 112 (mesure d'audience des organisations syndicales dans les branches regroupant des entreprises sans élections professionnelles) ; n° 125 (prise en compte des élections nationales professionnelles pour déterminer la représentativité des syndicats catégoriels au niveau de la branche) ; retirés ; et n° 124 (critères de représentativité syndicale au niveau des branches professionnelles) ; rejeté. (p. 4859, 4863) : en tant que président de la commission des affaires sociales, position de la commission sur les amendements n° 198 et 200 de Mme Annie David et n° 180 de M. Philippe Dominati. Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (composition du Haut conseil du dialogue social). - **Article 3** (*art. L. 2314-22, L. 2314-24, L. 2316-3 et L. 2324-4 du code du travail - Modalités des élections professionnelles*) (p. 4868) : à titre personnel, soutient l'amendement n° 108 de M. Jean-Paul

Amoudry (dispositions relatives aux salariés mis à disposition par une entreprise extérieure) ; retiré. - **Article 3 bis** (*art. L. 2312-5, L. 2314-3-1 (nouveau), L. 2314-8, L. 2314-11, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-1, L. 2324-4-1 (nouveau), L. 2324-11, L. 2324-13, L. 2324-21 et L. 2327-7 du code du travail - Modalités de préparation des élections au sein de l'entreprise*) (p. 4874) : en tant que président de la commission des affaires sociales, intervient sur l'amendement n° 207 de Mme Annie David (conditions de validité du protocole d'accord préélectoral). - **Article 5** (*art. L. 2142-1 et L. 2142-1-1 à L. 2142-1-4 nouveaux du code du travail - Conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale*) (p. 4879) : à titre personnel, soutient l'amendement n° 113 de M. Jean-Paul Amoudry (participation à titre consultatif du représentant de section syndicale à la négociation des accords collectifs) ; retiré. (p. 4881, 4882) : en tant que président de la commission des affaires sociales, défavorable à l'amendement n° 181 de M. Philippe Dominati (prérogatives du représentant de la section syndicale).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 7** (*art. L. 2232-21 à L. 2232-27, L. 2232-27-1 nouveau, L. 2232-8 et L. 2232-29 du code du travail - Négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés*) (p. 4901) : à titre personnel, soutient l'amendement n° 114 de M. Jean-Paul Amoudry (limitation de ce dispositif aux entreprises de moins de cinquante salariés) ; retiré. - **Article 8** (*Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles*) (p. 4907) : en tant que président de la commission des affaires sociales, intervient sur l'amendement n° 183 de M. Philippe Dominati (suppression de la possibilité de créer une contribution des entreprises pour le financement du dialogue social). (p. 4911) : à titre personnel, soutient l'amendement n° 105 de M. Jean-Paul Amoudry (suppression du report au 30 juin 2009 de l'entrée en vigueur des dispositions issues de l'accord sur le financement du dialogue social) ; adopté. - **Article 16** (*art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement*) (p. 4936) : à titre personnel, soutient l'amendement n° 117 de M. Jean-Paul Amoudry (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche) ; retiré. (p. 4954) : soutient l'amendement n° 118 de M. Jean-Paul Amoudry (négociation du taux de rémunération des heures supplémentaires à partir d'un taux ne pouvant être inférieur à 25 %) ; retiré. - **Organisation des débats** (p. 4958) : en tant que président de la commission des affaires sociales. - **Article 17** (*art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - Conventions de forfait*) (p. 4970) : à titre personnel, soutient l'amendement n° 116 de M. Jean-Paul Amoudry (primauté des accords de branche étendus sur les accords d'entreprise ou d'établissement pour la fixation des conditions préalables à la signature de conventions individuelles de forfait en heures sur l'année) ; devenu sans objet. (p. 4973, 4975) : soutient les amendements de M. Jean-Paul Amoudry n° 121 (fixation à deux cent dix-huit du nombre maximal légal de jours travaillés par an) ; n° 122 (octroi de jours de repos en contrepartie des jours travaillés en dépassement du forfait) ; et n° 119 (application du régime de majoration des heures supplémentaires aux jours travaillés hors forfait) ; devenus sans objet. (p. 4976, 4980) : soutient les amendements de M. Jean-Paul Amoudry n° 123 (majoration de la rémunération des jours travaillés entre le deux cent-dixième et le deux cent dix-huitième dans le cadre des forfaits fixés à deux cent dix-huit jours) ; et n° 115 (fixation par décret du plafond maximal annuel d'heures travaillées pour les salariés titulaires d'une convention individuelle de forfait en heures) ; devenus sans objet.

- **Commission mixte paritaire [n° 486 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5161) : remerciements.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (20 octobre 2008) - **Article 17** (*art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements*)

pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU (p. 5743, 5744) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (p. 5811) : à titre personnel, intervient sur le sous-amendement n° 330 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, portant sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux).

- **Rappel au règlement** - (21 octobre 2008) - président de la commission des affaires sociales (p. 5834) : son regret d'avoir dû ajourner les travaux de la commission des affaires sociales, faute de la présence d'un nombre suffisant de commissaires appartenant à la majorité.

- **Rappel au règlement** - (23 octobre 2008) - président de la commission des affaires sociales (p. 6020) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Desessard.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6022) : à titre personnel, sur l'amendement n° 117 de M. Yves Krattinger (exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA), son sous-amendement n° 308 ; retiré.

- Président de la commission des affaires sociales (p. 6034, 6035) : intervient sur l'amendement n° 69 de M. Michel Mercier (transmission au conseil général par les organismes payeurs d'informations sur les dépenses liées au RSA). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6064) : réponse à Mme Annie David sur le rôle des parlementaires dans la définition du contenu des négociations entre partenaires sociaux. (p. 6068) : défavorable à l'amendement n° 195 de Mme Annie David (évaluation annuelle du RSA par l'Observatoire national de la pauvreté). - **Article 3** (*Compensation des charges nouvelles incombant aux départements*) (p. 6072) : demande le retrait de l'amendement n° 198 de Mme Annie David (clarification).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - Président de la commission des affaires sociales - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6123, 6124) : intervient sur l'amendement n° 84 de M. Michel Mercier (attribution des aides versées par les centres communaux d'action sociale, les fonds de secours des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, sur la base du niveau des ressources et de la composition du foyer, et non plus par référence au statut de l'allocataire d'un minimum social). - **Article 9** (art. L. 1111-3, L. 1251-33, L. 1251-37, L. 2313-5, L. 2323-48, L. 2323-54, L. 3252-3, L. 5132-3, L. 5132-5, L. 5132-11-1 nouveau, L. 5132-15-1 nouveau, L. 5133-1 et L. 5133-2 du code du travail - *Insertion par l'activité économique*) (p. 6138) : position de la commission sur l'amendement n° 108 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article 9 bis** (art. L. 5132-1 et L. 5132-15-2 nouveau du code du travail - *Coordination des structures d'insertion par l'activité économique*) (p. 6142) : position de la commission sur l'amendement n° 111 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article 10** (art. L. 5134-19-1 à L. 5134-19-4 du code du travail - *Contrat unique d'insertion*) (p. 6145) : position de la commission sur l'amendement n° 104 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article 11** (art. L. 5134-20, L. 5134-21-1 nouveau, L. 5134-22, L. 5134-23-1 nouveau, L. 5134-23-2 nouveau, L. 5134-25-1 nouveau, L. 5134-26, L. 5134-28-1 nouveau, L. 5134-29, L. 5134-30, L. 5134-30-1 nouveau et L. 5134-30-2 nouveau du code du travail - *Modification du contrat d'accompagnement dans l'emploi*) (p. 6148) : position de la commission sur l'amendement n° 85 de M. Michel Mercier. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6172) : remerciements. Votera ce texte.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - président de la commission

des affaires sociales - **Organisation des débats** (p. 6199). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6223, 6226) : demande le rejet de l'amendement de la commission saisie pour avis n° 25 (modification du calcul de la réserve spéciale de participation).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 6708, 6709) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2008) - **Organisation des débats** (p. 6748) : favorable à la demande de report de l'examen des articles 51 à 69.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 6766) : demande le retrait de l'amendement n° 427 de M. Serge Dassault (remplacement des cotisations et des taxes liées au financement de la sécurité sociale pour les branches maladie et allocations familiales, par une contribution dont l'assiette est déterminée par la différence entre le montant du chiffre d'affaires et le montant de la masse salariale augmenté des charges salariales afférentes).

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) - **Motion d'ordre** (p. 6777) : demande l'examen séparé des amendements de suppression des articles 13 et 18.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6850) : position de la commission sur les amendements n° 111 de M. François Autain (suppression des remises sur le prix du médicament) et n° 263 de M. Bernard Cazeau (régulation du marché du médicament en privilégiant la baisse de prix par rapport aux remises). - **Article 15** (art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation*) (p. 6855) : son amendement n° 398 : remplacement des diverses taxations sur les produits alcoolisés par un seul taux directement proportionnel au degré d'alcool par volume des produits concernés ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 6885, 6886) : soutient l'amendement n° 5 de la commission (augmentation des minima de perception applicables aux cigarettes et aux tabacs à rouler) ; retiré. - **Article 18** (art. L. 2241-2, L. 2242-8 et L. 3261-2 à L. 3261-5 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 131-4-1 et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge des frais de transport domicile-travail*) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (caractère facultatif du plan de mobilité). - **Demande de priorité** (p. 6908) : favorable à la demande du Gouvernement tendant à l'examen par priorité des articles 65 à 69. - **Article 22** (art. L. 131-4-1, L. 131-7, L. 242-1, L. 242-4-2 et L. 242-4-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-10, L. 741-10-3 et L. 741-10-4 du code rural ; art. L. 3261-2 du code du travail ; art. 7 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat ; art. 1er de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - *Non-compensation par le budget de l'Etat des pertes de recettes liées à certains dispositifs*) (p. 6911) : favorable à la demande du Gouvernement tendant au vote par priorité de l'amendement n° 521 de la commission (soumission, au forfait de 2 % créé à l'article 13, de la prime exceptionnelle de 1 500 euros applicable dans les entreprises ayant conclu un nouvel accord d'intéressement). - **Article 23** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 6917) : invoque l'irrecevabilité sociale de l'amendement n° 118 de M. Guy Fischer (suppression). - **Demande de seconde délibération de la troisième partie** (p. 6929) : position de la commission sur la demande de seconde délibération du Gouvernement. - **Seconde délibération de la troisième partie** - **Article 12 bis** (p. 6933) :

intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement (suppression).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 67 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 6952) : intervient sur l'amendement n° 207 de M. Guy Fischer (suppression). - **Demande de priorité** (p. 6962) : demande l'examen par priorité des articles 61 bis et 61 ter ; priorité ordonnée. - **Article 52 (priorité)** (art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficiaire du droit à réversion) (p. 6963) : intervient sur l'amendement n° 312 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de la condition d'âge nécessaire pour bénéficiaire de la pension de réversion). - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A) (p. 6969, 6970) : son amendement n° 252 : suppression ; devenu sans objet. - **Article 61 ter (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section D) (p. 6975) : son amendement n° 253 : suppression ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 62 (priorité)** (p. 7040) : position de la commission sur l'amendement n° 358 de M. Dominique Leclerc (extension des dispositions de l'article 61 aux présidents de conseil d'administration des établissements publics de l'État).

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7102, 7114) : défavorable aux amendements n° 275 de Mme Raymonde Le Texier (évaluation de l'efficacité des nouveaux médicaments) et n° 229 de M. Gilbert Barbier (rétablissement des compétences ordinaires). - **Article 34** (art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série) (p. 7117) : intervient sur l'amendement n° 528 du Gouvernement (rôle de la Haute Autorité de santé dans l'élaboration et la validation des référentiels).

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 47** (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1221-14 nouveau, L. 3111-9, L. 3122-1 et L. 3122-5 du code de la santé publique - Procédure d'indemnisation à l'amiable par l'office national d'indemnisation des accidents médicaux pour les victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine - Dotation pour 2009 à l'Oniam) (p. 7190, 7191) : position de la commission sur les amendements n° 317, 321 et 323 de M. Ambroise Dupont. (p. 7192) : utilisation de l'adverbe "notamment" dans les textes législatifs. - **Article 48** (article 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Dotations pour 2009 au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires) (p. 7192) : son amendement n° 41 : diminution de la dotation du FIQCS ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7194) : position de la

commission sur les amendements portant sur le même objet n° 249 de M. François Autain et n° 388 de M. Bernard Cazeau (interdiction pour les praticiens hospitaliers d'ouvrir un cabinet privé ou d'exercer une activité rémunérée dans un établissement de santé privé durant deux ans). - **Article 49** (Fixation des objectifs de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès) (p. 7196) : position de la commission sur l'amendement n° 500 du Gouvernement. - **Article 50** (Fixation du montant de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de sa ventilation) (p. 7197) : position de la commission sur l'amendement n° 287 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7198) : à titre personnel, son amendement n° 429 : information du patient sur le coût d'une prothèse dentaire préalablement à sa pose ; adopté après modification par le sous-amendement n° 531 du Gouvernement (suppression de la mention obligatoire du lieu de fabrication de la prothèse dans le devis remis au patient) qu'à titre personnel il accepte. (p. 7199, 7201) : position de la commission sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 78, n° 481 de M. Jean-Marc Juilhard et n° 349 de Mme Muguette Dini analogues à son amendement précité n° 429. (p. 7207) : remboursement des implants dentaires. - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 7221) : intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (recentrage du crédit impôt famille sur les dépenses de financement des crèches). - **Article 76** (Fixation des prévisions des charges des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale) (p. 7223) : position de la commission sur l'amendement n° 490 du Gouvernement. - **Article 77** (art. L. 162-1-14 du code de la sécurité sociale - Révision de la procédure des pénalités financières) (p. 7226, 7227) : ses amendements n° 58 (absence de sanction à l'égard d'un professionnel de santé refusant de reporter un acte ou une consultation dans le dossier médical personnel d'un patient en cas d'opposition de ce dernier à ce report) ; n° 59 (suppression du mot "manifeste" qualifiant une fraude) ; et n° 60 (suppression de la transmission aux organismes locaux d'assurance maladie de l'information des pénalités prononcées à l'encontre des usagers) ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 218 et 221 de M. Guy Fischer et n° 309 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels après l'article 77** (p. 7227) : position de la commission sur l'amendement n° 223 de M. Guy Fischer. - **Article 78** (art. L. 161-1-5 nouveau, L. 553-2, L. 821-5-1 nouveau, L. 835-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles - Amélioration du recouvrement des indus et extension de la procédure de contrainte) (p. 7230) : ses amendements n° 524 (correction d'une erreur matérielle) ; et n° 525 (recouvrement des indus sur les prestations à échoir) ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 80** (p. 7231) : position de la commission sur l'amendement n° 225 de M. François Autain (pérennisation du financement des mises à disposition de salariés des entreprises du secteur privé non lucratif sanitaire, social et médico-social auprès des organisations syndicales représentatives). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7234) : remarque sur les conditions de travail imposées à la commission lors de l'examen de ce texte. Remerciements.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Commission mixte paritaire [n° 77 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - président de la commission des affaires sociales - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7745) : remerciements.

ACKERMANN (Yves)
sénateur (Territoire de Belfort)
NI, puis SOC

Devenu sénateur le 8 septembre 2008 (remplace M. Dreyfus-Schmidt, décédé).

Non réélu le 21 septembre 2008.

ADNOT (Philippe)
sénateur (Aube)
NI

Réélu le 21 septembre 2008.

Délégué de La Réunion administrative des Sénateurs ne figurant sur la liste d'aucun groupe.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre suppléant du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités le 7 février 2008 ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la commission des finances : Le financement des universités : pour un SYstème de répartition des Moyens à l'Activité et à la Performance (SYMPA) [n° 382 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 99 tome 3 annexe 22 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1365, 1366) : assure les ministres de son soutien.

- **Mises au point au sujet de votes** - (25 juin 2008) (p. 3422).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3810, 3817) : ses amendements n° 619 (limitation de l'usage détourné du dispositif d'exonération au titre de l'ISF par des professionnels) ; retiré puis repris par Mme Marie-France Beaufils ; n° 634 : substitution de la société de capital-investissement à la holding introduite par le législateur ; rejeté ; n° 633 : augmentation des plafonds permettant aux sociétés de capital-investissement de procéder à des investissements à l'étranger ; retiré ; et n° 621 : unification des pourcentage et plafond d'exonération au titre de l'ISF pour investissement dans les PME ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 3838, 3840) : son amendement n° 635 : relèvement des seuils fiscaux et des charges sociales de dix à quinze salariés et de vingt à vingt-cinq salariés ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 3863, 3865) : ses amendements n° 626 : suppression du droit d'opposition existant dans le cas d'une conversion d'actions de préférence aboutissant à une réduction de capital non motivée par des pertes ; n° 622 : limitation du recours à la procédure des avantages particuliers attachés aux actions de préférence ; n° 624 : assouplissement des mesures de protection des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la mesure où la société émettrice ne fait pas appel public à l'épargne ; n° 630 : constitution d'une masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital dans les seules sociétés faisant appel public à l'épargne ; et n° 625 : remplacement du régime de nullité absolue par une nullité relative s'appliquant en cas de violation des règles d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ; retirés ; et n° 623 : attribution aux sociétés émettrices du droit de modifier les règles de répartition des bénéfices et des bonis de liquidation sous réserve de l'inscription de cette faculté dans le contrat d'émission ; adopté. - **Article additionnel après l'article 36 (priorité)** (p. 3904, 3905) : son amendement n° 616 : réintégration des dépenses ayant bénéficié d'avances remboursables dans l'assiette des

dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche, CIR ; rejeté. - **Article 37 B (priorité)** (*Aménagement du régime des fondations partenariales*) (p. 3906) : son amendement n° 615 : possibilité pour les établissements publics à caractère scientifique et technologique de créer des fondations partenariales ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 37 (priorité)** (p. 3907, 3908) : son amendement n° 614 : exonération d'ISF à hauteur de 75 % de l'investissement des dons en numéraire et en pleine propriété de titres de sociétés au profit d'organismes de recherche ; retiré. - **Article additionnel après l'article 37 (priorité)** (p. 3915) : son amendement n° 613 : extension de la réduction d'ISF en faveur des dons à certains organismes d'intérêt général aux dons consentis au profit des fonds de dotation et au profit des fondations universitaires et partenariales et création d'une exonération de droit de mutation à titre gratuit en faveur des dons et legs consentis aux fonds de dotation ; adopté.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5177) : son intervention. Votera, ainsi que quatre de ses collègues sénateurs non inscrits, en faveur de la politique étrangère du Gouvernement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5255, 5256) : son intervention.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre de la loi de solidarité active*) (p. 6000) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6518) : son intervention. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (*art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7031) : son amendement n° 356 : possibilité pour l'employeur de se dégager de son obligation de prolonger le contrat de travail, en cas d'incapacité manifeste du salarié à poursuivre l'exercice de son activité professionnelle ; retiré. (p. 7036) : intervient sur son amendement n° 356 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7466) : défavorable à l'amendement n° I-236 de la commission (alignement du régime fiscal des dons aux associations reconnues d'utilité publique ou aux associations de bienfaisance sur celui dont bénéficient les fondations reconnues d'utilité publique).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 15** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 7565, 7566) : défavorable à l'amendement n° I-257 du Gouvernement (prélèvement de 25 millions d'euros sur les ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle afin de limiter la diminution des variables d'ajustement). - **Article 25** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 7584) : favorable à l'amendement n° I-146 de M. Louis Pinton (augmentation de la part du produit des amendes radars affectée aux départements).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (27 novembre 2008) (p. 7770) : au nom de Mme Sylvie Desmarescaux.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7844, 7845) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7872) : position de la commission sur les amendements n° II-129 et II-140 du Gouvernement. - **Article 66 bis** (*Rapport sur l'impact financier de la mise en œuvre de mesures permettant la délivrance de conventions de stages par les établissements d'enseignement supérieur ou les établissements scolaires*) (p. 7873) : son amendement n° II-44 : diffusion du rapport au Parlement ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 66 ter** : à titre personnel, ses amendements n° II-113 : suppression de la gratuité de l'enseignement pour les élèves de classes préparatoires aux grandes écoles et à l'enseignement supérieur des établissements d'enseignement public du second degré ; retiré ; et n° II-95 : participation des étudiants aux dépenses de médecine préventive ; adopté.

Articles non rattachés

(8 décembre 2008) - **Article 44** (*Réforme du régime de la location meublée*) (p. 8612) : son amendement n° II-118 : suppression de la réforme du régime des micro-entreprises pour les loueurs de logements meublés ; retiré.

Suite de la discussion - (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 8659) : ses amendements n° II-59 : introduction d'un dispositif anti-abus pour les holdings éligibles à la réduction d'ISF ; adopté ; et n° II-60 : distinction des holdings selon le nombre d'associés ou d'actionnaires au regard du régime de réduction d'ISF pour investissement dans les PME ; retiré. (p. 8661) : ses amendements n° II-61 : alignement du taux et du plafond de la réduction d'ISF en cas de souscription de parts de fonds communs de placement sur le régime de l'investissement direct ; et n° II-62 : relèvement du plafond de la réduction d'ISF en cas de souscription de parts de fonds communs de placement sur le régime de l'investissement direct ; retirés. (p. 8662) : son amendement n° II-63 : création d'un surplafond de 10 000 euros pour la réduction d'ISF au titre des dons, en ce qui concerne les établissements de recherche ; retiré.

ALBANEL (Christine)
ministre de la culture et de la
communication

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)] (18 juin 2008) - **Culture - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel et relatif à ses archives [n° 470 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2005-2006)** (p. 30, 32) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 470 (2005-2006).** - (8 janvier 2008) - **Article 1er** (*Principe de modification du code du patrimoine*) (p. 44) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 45) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission (clarification) et sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 40 (actualisation de la définition des archives) et n° 41 (consolidation du statut du Conseil supérieur des archives). - **Article 2** (*art. L. 211-4 du code du patrimoine - Définition des archives publiques*) (p. 46, 47) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de la commission, n° 42 de la commission saisie pour avis et n° 68 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 3** (*art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine - Collecte, conservation et protection des archives publiques*) (p. 48, 51) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 69 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 3 à n° 9 et n° 75 de la commission et n° 43, n° 44 et n° 55 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 52) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission (conservation des archives des groupements de collectivités territoriales) et de la commission saisie pour avis n° 45 (conservation des archives des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 4** (*art. L. 212-9 du code du patrimoine - Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat*) (p. 54) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60 de M. Louis de Broissia et n° 70 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 56) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 56, 57) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 12 (coordination) et n° 13 (possibilité pour les grandes communes de faire conserver leurs archives par un groupement de collectivités territoriales), et n° 61 de M. Michel Charasse (absence de charges supplémentaires pour les collectivités territoriales et pour leurs groupements du fait de la mise en œuvre des dispositions de ce texte). - **Article 5** (*art. L. 212-18 du code du patrimoine - Allongement du délai de la procédure de classement d'archives privées*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de la commission et n° 46 de la commission saisie pour avis. - **Article 6** (*art. L. 212-23 du code du patrimoine - Transposition aux archives privées classées des mesures protectrices applicables aux objets mobiliers*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 58) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 48 (autorisation et contrôle scientifique et technique de l'administration des archives pour tous travaux engagés sur des archives classées). - **Article 7**

(*art. L. 212-29 du code du patrimoine - Droit de reproduction d'archives privées avant exportation*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de la commission saisie pour avis. - **Article 8** (*art. L. 212-31 du code du patrimoine - Informations données à l'administration des archives en cas de vente publique d'archives privées*) (p. 59) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 50 de la commission saisie pour avis. - **Article 11** (*art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - Délai de communicabilité des archives publiques*) (p. 60) : accepte la demande d'examen prioritaire des amendements n° 56 de M. Yves Détraigne, n° 16 et n° 19 de la commission et du sous-amendement n° 66 de M. Yves Fréville s'y rapportant. (p. 60, 63) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15, n° 16 et n° 19 de la commission, n° 51 de la commission saisie pour avis, n° 56 de M. Yves Détraigne, ainsi que sur le sous-amendement n° 66 de M. Yves Fréville portant sur l'amendement n° 19 précité. (p. 64, 68) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17, n° 18, n° 21, n° 22, n° 23, n° 24 de la commission, n° 58, n° 59 de M. Yves Détraigne, n° 52 de la commission saisie pour avis, n° 65 de M. Yves Fréville ainsi que sur le sous-amendement n° 64 de ce dernier portant sur l'amendement n° 17 précité. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 68) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de la commission (assouplissement du régime de communication des archives judiciaires audiovisuelles). - **Article 12** (*art. L. 214-1 à L. 214-5, art. nouveaux L. 214-6 à L. 214-10 du code du patrimoine - Dispositions pénales du code du patrimoine*) (p. 69) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de la commission. - **Article 13** (*art. L. 730-1 du code du patrimoine - Coordination avec les dispositions applicables à Mayotte*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de la commission. - **Article 15** (*art. L. 730-3 du code du patrimoine - Précisions sur les fonctions notariales des cadis à Mayotte*) (p. 69, 70) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 et n° 29 de la commission. - **Article 16** (*art. L. 730-3 du code du patrimoine - Coordination avec les dispositions applicables dans les îles Wallis et Futuna*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 18** : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 53 (extension aux archives historiques du dispositif fiscal applicable aux objets mobiliers classés au titre des monuments historiques). - **Article 19** (*art. 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques - Coordination avec la loi de 1951 sur le secret en matière de statistiques*) (p. 72) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31, n° 32 de la commission et n° 67 de M. Yves Fréville. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 72, 74) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 33 (fixation à 25 ans du délai dans lequel la communication non autorisée des travaux d'une commission d'enquête parlementaire est passible de sanctions pénales), n° 34 (application aux archives du principe constitutionnel d'autonomie des Assemblées parlementaires), n° 35 (harmonisation des définitions des documents administratifs et des archives publiques), n° 36 (clarification de la notion d'actes des Assemblées parlementaires) ainsi que sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 54 (application aux archives du principe constitutionnel d'autonomie des Assemblées parlementaires) . Sur l'amendement n° 34 précité, son sous-amendement n° 72 ; retiré. (p. 75) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 37 (coordination des différents régimes de communicabilité des documents administratifs), n° 38 (précision) et n° 39 (coordination). (p. 76) : son amendement n° 63 : définition plus large et plus cohérente de la notion de biens culturels, extension de la protection pénale spécifique des biens culturels en cas de vol et adaptation du maximum des peines encourues ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Valade sur l'expérimentation de la gratuité des musées** - (26 mars 2008) (p. 1242, 1246) : sa réponse.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2040, 2043) : sa réponse.

- **Projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel - Deuxième lecture [n° 304 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2007-2008)** (p. 2165, 2167) : son intervention. (p. 2173, 2174) : réponse aux intervenants. - **Article 2** (*Entrée en vigueur de la loi organique*) (p. 2175) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Projet de loi relatif aux archives - Deuxième lecture [n° 305 (2007-2008)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 304 (2007-2008)**. - (15 mai 2008) - **Article 3** (*art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine - Collecte, conservation et protection des archives publiques*) (p. 2176) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 11** (*art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - Délai de communicabilité des archives publiques*) (p. 2179) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5, 6, 7 et 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2181) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de Mme Catherine Procaccia (autorisation d'hébergement des données de santé par un tiers). - **Art. 29** (*Habilitation donnée au Gouvernement à agir par ordonnance pour harmoniser les régimes d'accès aux données publiques*) (p. 2182) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 1 de la commission. - **Article 30** (*Présentation d'un rapport au Parlement sur la pérennité de l'archivage numérique*) (p. 2183) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6341, 6345) : son intervention. - **Organisation des débats** (p. 6350) : avis du Gouvernement sur les demandes de M. Jacques Legendre relatives à l'organisation des débats. - **Discussion générale** (p. 6362, 6364) : réponse aux orateurs intervenus sur ce texte.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 6379, 6381) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de la commission (intitulé du titre III du livre III du code de la propriété intellectuelle) et n° 124 de M. Serge Lagache (rémunération des ayants droit dans le cadre de la copie privée). - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6384, 6387) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 et 5 de la commission et n° 154 de M. Ivan Renar. Avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 67 de la commission saisie pour avis et n° 100 de Mme Catherine Morin-Desailly portant sur l'amendement n° 5 de la commission. (p. 6387) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. (p. 6387, 6392) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, 8 et 9 de la commission, n° 68 et 69 de la commission saisie pour avis, n° 125, 126 et 127 de M. Serge Lagache, n° 37 et 51 de Mme Catherine Morin-Desailly ainsi que sur l'amendement n° 110 de M. Richard Yung. (p. 6392, 6394) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 et 140 de M. Ivan Renar, n° 10 et 11 de la commission, n° 52 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 128 de M. Serge Lagache. (p. 6395) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 et 13 de la commission, n° 152 de M. Ivan Renar ainsi que sur le sous-amendement n° 153 de M. Ivan Renar portant sur l'amendement n° 12 de la commission. (p. 6395, 6397) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 111 de M. Yves Pozzo di Borgo portant sur l'amendement n° 15 de la commission. (p. 6398, 6401) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 et 61 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 118 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 155 de M. Ivan Renar et n° 21 de la commission. Son amendement n° 97 : limitation de la saisine de la Haute autorité aux sociétés de perception et de répartition des droits, aux organismes de défense professionnelle, et au CNC ; adopté. (p. 6401, 6408) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 de la commission, n° 70, 71 et 73 de la commission saisie pour avis, n° 141 et 148 de M. Ivan Renar, n° 66, 63 et 54 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 130 et 131 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 132 de M. Serge Lagache et sur le sous-

amendement n° 178 de Mme Catherine Procaccia portant sur l'amendement n° 132 précité. (p. 6408, 6412) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 et 24 de la commission, n° 74 et n° 75 de la commission saisie pour avis, n° 151 et 142 de M. Ivan Renar, n° 64 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 165 de M. Michel Houel, n° 113 de Mme Catherine Procaccia et n° 133 de M. Serge Lagache. (p. 6416, 6428) : recherche de la sanction la plus adéquate. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de la commission, n° 55 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 120 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 76 et n° 77 de la commission saisie pour avis, et n° 105 et 107 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 6432, 6435) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26, 27, 28, 29 et 30 de la commission, n° 78 et n° 79 de la commission saisie pour avis, n° 134 de M. Claude Domeizel, n° 121 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 146 de M. Ivan Renar, n° 58 de Mme Catherine Morin-Desailly. (p. 6436, 6440) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 94 de Mlle Sophie Joissains, n° 32, 33 et 34 de la commission, n° 80, 83 et 81 de la commission saisie pour avis, n° 109, 108 et 104 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 143, 147 et 149 de M. Ivan Renar. (p. 6440, 6443) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 95 de Mlle Sophie Joissains et n° 84 de la commission saisie pour avis portant sur l'amendement n° 35 de la commission, ainsi que sur les amendements n° 163 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 106 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 86 de la commission saisie pour avis, et n° 35 et 36 de la commission. (p. 6443, 6445) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37, 38, 39 et 40 de la commission ainsi que sur les sous-amendements n° 119 et 122 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 40 précité. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6446) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 161 de M. Ivan Renar (évaluation du dispositif proposé pour la protection des revenus de la création dans un délai de deux ans). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 6446) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre VI du titre III du livre III du code de la propriété intellectuelle). - **Article 5** (*Procédure devant le président du tribunal de grande instance pour faire cesser les atteintes aux droits d'auteur et aux droits voisins sur les services de communication en ligne*) (p. 6447) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 87 de la commission saisie pour avis et n° 42 de la commission, ainsi que sur le sous-amendement n° 179 de la commission portant sur l'amendement précité de la commission saisie pour avis. - **Article 6** (*Obligation de surveillance de l'accès à Internet par le titulaire de l'abonnement*) (p. 6448, 6450) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43, 44 et 45 de la commission, ainsi que sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 88, n° 89 et n° 90. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6450, 6452) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Serge Lagache n° 136 (conclusion d'un accord entre les partenaires de la filière cinéma-audiovisuel avant le 30 juin 2009), n° 137 (dépôt, par la Haute autorité, d'un rapport annuel sur le bureau de chaque assemblée) et n° 138 (création d'un système de référencement permettant aux moteurs de recherche d'afficher en tête des pages les offres légales de l'œuvre désignée). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 6452, 6453) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 112 de Mme Alima Boumediene-Thiery (intégration des vidéogrammes dans le dispositif prévu par la loi dans la confiance numérique et mise en cohérence du texte avec la pratique actuelle de mise à disposition gratuite de vidéos en ligne). - **Article 8** (*Information des abonnés, par les fournisseurs d'accès à Internet, sur les moyens techniques de sécurisation de cet accès*) (p. 6453) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de la commission. - **Division additionnelle après l'article 9** (p. 6453) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de la commission (coordination). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 6455) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de la commission (information des élèves sur les dangers du téléchargement illégal) et n° 160 de M. Ivan Renar (information des élèves sur les dangers du téléchargement illégal) ainsi que sur les sous-amendements n° 62 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 96 de Mlle Sophie Joissains portant sur l'amendement précité n° 48 de la commission. - **Division additionnelle après l'article 9** (p. 6455) : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° 49 de la commission (coordination). - **Article additionnel après l'article 9 ou après l'article 10** (p. 6457, 6460) : sur l'amendement n° 50 de la commission (mise en place d'une base juridique au dispositif de chronologie des médias), son sous-amendement n° 99 ; adopté. Son amendement n° 98 : coordination ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 50 de la commission (mise en place d'une base juridique au dispositif de chronologie des médias) et n° 135 de M. Serge Lagache (réaménagement et accélération de la chronologie des médias) ainsi que sur les sous-amendements n° 101, 102 et 103 de Mme Catherine Morin-Desailly portant sur l'amendement précité n° 50 de la commission et sur le sous-amendement n° 91 de la commission saisie pour avis portant sur son amendement n° 98 (coordination). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6462, 6463) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Ivan Renar n° 144 (précision des délais de disparition des mesures techniques de protection des œuvres musicales et cinématographiques) et n° 158 (affichage de la part revenant à la création sur le prix de vente de l'œuvre), et n° 60 de Mme Catherine Morin-Desailly (suppression, par la voie d'un accord professionnel dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, de l'ensemble des mesures techniques empêchant toute utilisation normale des fichiers musicaux). - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 6463) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 92 (disponibilité, en vidéo à la demande, des films bénéficiant d'une aide du CNC). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 6464) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 159 de M. Ivan Renar (instauration d'un nouveau droit à rémunération assis sur les recettes publicitaires des sites hébergeant des œuvres culturelles). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 6465) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 93 (entrée en vigueur de la présente loi six mois après sa publication). - **Article additionnel avant l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 6466) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 145 de M. Ivan Renar (transparence des modalités de calcul de la rémunération des ayants droit pour la diffusion de leurs œuvres sur les réseaux de communication). - **Article 1er (précédemment réservé)** (*Dispositions modifiant le code de la propriété intellectuelle*) (p. 6467) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 2 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6474) : remerciements. Se félicite de la défense, dans ce projet de loi, des droits de la création dans le cadre de la révolution numérique.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Article 3 bis** (*art. 60-1, 77-1 et 99-3 du code de procédure pénale - Nullité des réquisitions judiciaires portant atteinte au secret des sources*) (p. 6567) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. - **Article 3 ter** (*art. 100-5 du code de procédure pénale - Nullité des transcriptions de*

correspondance portant atteinte au secret des sources) (p. 6568) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 16 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6570) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) (p. 8464, 8467) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8469) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-133 et n° II-134. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8470) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-135. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 8471) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-85 (renforcement du contrôle parlementaire sur la société "Audiovisuel extérieur de la France") et de M. Jack Ralite n° II-228 (diminution du seuil d'audience au-delà duquel s'applique le dispositif anticoncentration en matière télévisuelle) et n° II-229 (abrogation de l'article 143 de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie autorisant l'Etat à détenir RFI via la holding "Audiovisuel extérieur de la France"). - **Organisation des débats** (p. 8472) : souhaite la poursuite des débats malgré l'heure tardive.

Culture

- (5 décembre 2008) (p. 8482, 8485) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8486, 8487) : ses amendements n° II-131 (majoration des crédits du programme "Transmission des savoirs et démocratisation de la culture" en conséquence du rattachement de la direction du développement des médias au ministère de la culture et de la communication) ; n° II-194 (annulation des crédits du titre 2 du programme "Transmission du savoir et démocratisation de la culture" en conséquence des mesures de décentralisation de l'Inventaire général des monuments historiques) ; et n° II-384 (transfert de crédits entre les titres de cette mission en conséquence de la prise en charge par le musée d'Orsay et le Centre national des arts plastiques de la rémunération de leurs dirigeants) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-11 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 59 octies** (p. 8487) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° II-189 de M. Yann Gaillard et n° II-241 de M. Yves Dauge (augmentation du taux et du tarif de la redevance d'archéologie préventive).

ALDUY (Jean-Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

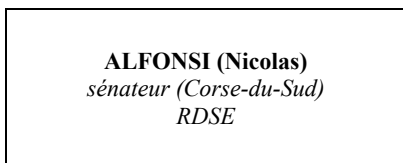
Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**



Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Justice - Protection judiciaire de la jeunesse** [n° 104 tome 5 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 611, 612). Le groupe RDSE votera ce projet de loi. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 639, 640) : défavorable à l'amendement n° 5 de

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2038) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture** [n° 425 (2007-2008)] - (9 juillet 2008) - **Article 1er** (art. premier de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 4362, 4363) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Sueur (instauration d'un montant plancher pour le recours aux contrats de partenariat).

M. François Marc (modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe).

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental** [n° 158 (2007-2008)] - (31 janvier 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 812) : la majorité des membres du groupe RDSE votera contre ce texte.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes** [n° 200 (2007-2008)] - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1084) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2027, 2028) : sa question.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2866, 2867) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales) (p. 2932, 2933) : votera contre les amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3043) : intervient sur l'amendement n° 265 de M. Pierre Fauchon (instauration d'un régime présidentiel assurant l'indépendance des pouvoirs exécutif et législatif, tout en conservant une possibilité de dissolution en cas de désaccord sur un texte essentiel). - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3070) : votera contre l'amendement n° 310 de M. Alain Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 3098, 3106) : soutient l'amendement n° 386 de M. Jean-Michel Baylet (suppression) ; adopté. - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès) (p. 3111,

3114) : votera contre les amendements identiques n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 329 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 428 de M. Bernard Frimat (suppression), et l'amendement n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de débattre de la déclaration du Président de la République en sa présence). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 3137) : intervient sur les amendements identiques n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3154, 3155) : son amendement n° 313 : suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales ; rejeté. - **Article 12** (Vote de résolutions par les assemblées parlementaires) (p. 3198) : intervient sur les amendements identiques n° 109 de la commission et de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 138 (rétablissement et encadrement par une loi organique).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 33** (priorité) (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3271) : intervient sur les amendements identiques n° 133 de la commission, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel et n° 493 de M. Bernard Frimat (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 3315, 3321) : parole sur l'article. Son amendement n° 314 : suppression de l'article 23 ; devenu sans objet. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3346, 3351) : soutient l'amendement n° 393 de M. Jean-Michel Baylet (suppression de

la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République) ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5401, 5402) : le groupe RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6569) : le groupe RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Article 15** (Evolution des compensations d'exonérations) (p. 7562, 7565) : sur l'amendement n° I-16 de la commission (limitation de la réduction du montant des variables d'ajustement de l'enveloppe normée), son sous-amendement n° I-230 ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois (p. 7968, 7969) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits du programme "Protection judiciaire de la jeunesse";

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble des deux projets de loi** (p. 8939) : à titre personnel, votera contre le projet de loi organique. La majorité du groupe RDSE est favorable à ces deux textes.

ALLIOT-MARIE (Michèle)
ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et
des collectivités territoriales

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : sa réponse (p. 373, 377).

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [n° 194 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 929, 930). - **Article unique** (p. 938) : avis du Gouvernement sur l'amendement de suppression n° 1 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 939) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Yannick Bodin (application du texte à partir du 1er janvier 2009).

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture [n° 110 (2007-2008)]** - (25 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1185, 1186) : son intervention. (p. 1194, 1195) : réponse aux orateurs. - **Article 1er A** (Observatoire national du comportement canin) (p. 1196) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Muller. - **Article 1er** (art. L. 211-11 et L. 211-14-1 du code

rural - Formation des maîtres de chiens dangereux à la demande du maire) (p. 1197) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission et n° 13 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 1er** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de M. Jacques Muller (création d'un groupe de travail sur le contrôle des chiens dangereux dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance). - **Article 2** (art. L. 211-13-1 du code rural - Obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et de deuxième catégories et de formation pour leurs détenteurs) (p. 1198) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de la commission et n° 14 de la commission saisie pour avis. - **Article 2 bis A** (art. L. 211-14 du code rural - Institution d'un permis de détention des chiens de première et de deuxième catégories) (p. 1200, 1201) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de Mme Françoise Férat, n° 3 et n° 4 de la commission et n° 15 et n° 16 de la commission saisie pour avis. - **Article 3 bis** (art. L. 211-12-1 du code rural - Fichier national canin) (p. 1203) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission et, sur celui-ci, sur les sous-amendements n° 41 et n° 42 de M. Jean-Claude Merceron sur l'amendement n° 17 de la commission saisie pour avis et sur l'amendement n° 30 de Mme Eliane Assassi. - **Article 4** (article L. 211-14-2 du code rural - Contrôle des chiens "mordeurs") (p. 1204) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de la commission et n° 18 de la commission saisie pour avis. - **Article 4 bis** (article L. 211-14-2 du code rural - Evaluation comportementale de chiens n'appartenant pas aux catégories légales de chiens dangereux) (p. 1205, 1207) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, n° 20 et n° 21 de la commission saisie pour avis. - **Article 5 ter** (art. 6, 6-1-1 et 6-1-2 nouveaux de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Agents de sécurité et de gardiennage) (p. 1209) : avis du Gouvernement

sur les amendements n° 7 de la commission et n° 22 de la commission saisie pour avis. - **Article 8 bis** (art. 222-6-2, 222-19-2 et 222-20-2 nouveaux et 222-21 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents ou d'homicides) (p. 1211) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 de Mme Éliane Assassi, n° 38 de M. Roger Madec et n° 8 et n° 9 de la commission. - **Article 11** (art. L. 211-28 du code rural - Compétences du préfet de police de Paris) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de la commission et n° 23 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 1213) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 28 de Mme Françoise Férat, n° 40 de M. Roger Madec et n° 26 de M. Bernard Barraux (extension du champ des règles dérogatoires pour l'acquisition, la détention et l'utilisation des médicaments vétérinaires nécessaires à la réalisation des actes vétérinaires dispensés gratuitement dans les établissements des associations et fondations de protection des animaux) ainsi que sur l'amendement de ce dernier n° 27 (repli). - **Article 13** (Dispositions transitoires) (p. 1214) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de la commission et n° 24 de la commission saisie pour avis. - **Article 20** (art. L. 211-15, titre VII du livre II, art. L. 272-1 et L. 274-1 à L. 274-7 nouveaux du code rural ; art. 52-1 nouveau du décret du 12 décembre 1874 - Adaptation outre-mer de la législation relative aux chiens dangereux) (p. 1216) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article additionnel après l'article 22** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de la commission (application des dispositions de l'article 8 bis en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna et en Nouvelle-Calédonie).

- **Troisième lecture [n° 344 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2784, 2785) : son intervention. (p. 2789) : réponse aux orateurs.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) (p. 3585, 3586) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 39 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6486, 6487) : son intervention. Avis favorable du Gouvernement sur cette proposition de loi. (p. 6492, 6494) : réponse aux orateurs. - **Article unique** (p. 6495) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 1 de Mme Éliane Assassi et n° 2 de M. Charles Gautier (suppression).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7504, 7508) : réponse aux orateurs.

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) (p. 8069, 8076) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel après 73** (p. 8078) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-84 et de la commission des lois saisie pour avis n° II-98 (rapport sur les frais occasionnés par les transfèrments et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice), ainsi que sur le sous-amendement n° II-178 de M. François Rebsamen portant sur l'amendement n° II-84 précité.

Sécurité civile

- (2 décembre 2008) (p. 8085, 8087) : réponse aux orateurs.

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8139, 8141) : réponse aux orateurs.

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8409, 8411) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8412, 8417) : son amendement n° II-193 : minoration des crédits du programme "Administration territoriale" matérialisant le transfert d'effectifs et de responsabilités entre l'État et les conseils généraux pour la gestion du RMI et du fonds de solidarité logement ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-239 de M. Philippe Dominati, n° II-240 de M. Bruno Gilles, et n° II-26 de la commission. - **Article 56** (Création d'un droit de timbre perçu en cas de renouvellement anticipé de la carte nationale d'identité, CNI) (p. 8418) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-245 de M. Pierre Jarlier. - **Article 57** (Création d'un droit de timbre perçu par l'Etat lors de la délivrance du certificat d'immatriculation d'un véhicule) (p. 8419) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-244 de M. Pierre Jarlier. - **Article 58** (Création d'une dotation pour les titres sécurisés) (p. 8420) : son amendement n° II-385 : relèvement de l'indemnisation forfaitaire des communes équipées par l'État en stations d'enregistrement des demandes et des remises des titres d'identité et de voyage sécurisés ; adopté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) (p. 8432, 8435) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) : son amendement n° II-196 : majoration des crédits de la dotation générale de décentralisation, DGD, du fait des transferts de compétences non compensés par des transferts de recettes fiscales ; adopté. - **Article 67** (Modification, en faveur de la péréquation, des règles d'évolution de certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8440, 8441) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-230 de Mme Marie-France Beaufile, n° II-212 et II-213 de M. Jean-Jacques Jégou, n° II-216 et II-217 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° II-210 de Mme Françoise Laborde. - **Article additionnel après l'article 67** (p. 8442, 8443) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-221 de M. Georges Patient (suppression du plafonnement de la dotation supercommunale perçue par les communes de Guyane et affectation du reliquat à l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune bénéficiaire est membre), et de M. François Marc n° II-222 (extension du bénéfice de la dotation "Cœur de parc naturel national" aux communes insulaires situées dans un parc naturel national) et n° II-223 (instauration d'un montant plancher de dotation au bénéfice des communes ne disposant d'aucune ressource au titre des quatre taxes directes locales et qui sont membres d'un EPCI à fiscalité propre). - **Article 68** (Révision du droit à compensation des régions au titre de la compétence "Services régionaux de voyageurs", SRI) (p. 8444) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-218 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8445, 8446) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-219 de Mme Nicole Bricq (majoration de la dotation de compensation attribuée aux régions afin de neutraliser les dépenses résultant de l'assujettissement à la taxe sur les salaires de la contribution pour l'exploitation des services transférés versée par les régions aux entreprises de transport) et n° II-224 de M. François Patriat (modification de l'année de référence des données utilisées pour la répartition de la dotation de péréquation entre les régions). - **Article 69** (Effets de la diminution de la dotation de compensation de taxe professionnelle, DCTP, en 2009 au profit des communes les plus défavorisées) (p. 8447) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-231 et II-232 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 70** (Réforme de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU) (p. 8449) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-154 de M. Jean-Claude Gaudin. - **Article 71** (Dotation d'aménagement urbain destinée à financer les projets d'aménagement et de développement des communes prioritaires éligibles à la DSU) (p. 8450) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-233 de Mme Marie-France Beaufile, n° II-220 de Mme Nicole Bricq et n° II-10 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 8451, 8452) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Denis Detcheverry n° II-237 (majoration de la quote-part de la dotation d'aménagement revenant aux

deux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon-Langlade et suppression du dispositif global de majoration de la DGF des deux communes) et n° II-243 (mise en place d'une garantie de non-baisse individuelle en faveur de chacun des départements et collectivités d'outre-mer éligible à la DGF des départements) et n° II-18 de la commission (prise en compte, dans la répartition 2009 de la part insertion du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI, des expérimentations du RSA conduites en 2008 par certains départements et possibilité d'individualiser dans les comptes du département les dépenses relatives au RSA).

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire - Deuxième lecture [n° 108 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8837) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8847, 8848) : remerciements.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8859, 8861) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8988, 8991) : son intervention. (p. 9007, 9009) : réponse aux orateurs. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9011) : avis du Gouvernement sur la motion n° 43 de M. Jean-Louis Carrère tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9013) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de Mme Virginie Klès (rapport analysant la possibilité de créer une instance parlementaire chargée d'examiner les conditions de mise en œuvre et d'exploitation des traitements automatisés des données à caractère personnel). - **Article 1er** (art. L. 1142-1 et L. 3211-2 et art. L. 3211-3 et L. 3225-1 [nouveaux] du code de la défense - Rattachement de la gendarmerie nationale au ministre de l'Intérieur, confirmation de son statut militaire et définition de ses missions) (p. 9016) : sur l'amendement n° 3 de la commission (précision des missions de la gendarmerie), son sous-amendement n° 59 ; retiré. (p. 9019) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 2, 3 et 4 de la commission, n° 20 et 21 de la commission saisie pour avis, et n° 44, 47 et 49 de M. Jean-Louis Carrère. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9020, 9021) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Yves Pozzo di Borgo n° 36 (autonomie de la direction générale de la gendarmerie nationale au sein du ministère de l'intérieur) et n° 37 (désignation du directeur général de la gendarmerie nationale parmi les officiers généraux de gendarmerie) ainsi que sur les amendements identiques n° 5 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 23 (principe du libre choix du service enquêteur par l'autorité judiciaire). - **Article 2** (art. L. 1321-1 du code de la défense - Suppression de la procédure de réquisition pour l'emploi de la gendarmerie nationale au maintien de l'ordre) (p. 9023) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de Mme Michelle Demessine, n° 45 de M. Jean-Louis Carrère et n° 24 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9024) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 25 (extension aux CRS et aux gendarmes mobiles de la nouvelle procédure d'autorisation d'usage des armes à feu pour le maintien de l'ordre aux fins de disperser un attroupement). - **Article 3** (art. 34 de la loi du n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, art. L. 6112-2, L. 6212-3, L. 6312-3 et L. 6412-2 du code général des collectivités territoriales, art. 2 de la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut de la Polynésie française et art. 120 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité

intérieure - Renforcement des pouvoirs des préfets) (p. 9029) : avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° 40 de Mme Michelle Demessine et n° 46 de M. Jean-Louis Carrère, ainsi que sur l'amendement n° 8 de la commission (encadrement du dispositif plaçant les commandants locaux des services de police et d'unités de la gendarmerie sous l'autorité des préfets). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 9030) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 27 (mise en œuvre de la politique de prévention de la délinquance à Paris par le préfet de police et le maire).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2008) - **Intitulé du chapitre II** (Des militaires de la gendarmerie nationale) (p. 9039) : son amendement n° 55 : modification de l'intitulé du chapitre ; adopté. - **Article 5** (art. L. 4145-1, L. 4145-2 et L. 4145-3 [nouveaux] du code de la défense - Reconnaissance du rôle de la réserve, rappel de l'obligation du logement en caserne et octroi d'une grille indiciaire spécifique) (p. 9040, 9042) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 et 10 de la commission, n° 28, 29 et 30 de la commission saisie pour avis, n° 11 de M. Jean-Louis Carrère, et n° 41 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 9043, 9044) : sur l'amendement n° 15 de la commission (modalités de cumul de la qualité de réserviste avec celle de titulaire d'un mandat électif public), son sous-amendement n° 62 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 12 (mise en œuvre de la clause de réactivité par le ministre de l'intérieur), n° 13 (possibilité pour le ministre de l'intérieur d'autoriser les réservistes de la gendarmerie à servir au sein d'une administration de l'État, d'un établissement public administratif, d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ou d'une organisation internationale) et n° 14 (remboursement au ministère de l'intérieur de la solde versée aux réservistes de la gendarmerie nationale). - **Article 6** (art. L. 4136-3, L. 4137-4, L. 4138-8, L. 4141-1, L. 4141-4, L. 4231-5 et L. 4231-5 du code de la défense - Transfert au ministre de l'Intérieur de compétences en matière de gestion des ressources humaines) (p. 9045, 9046) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de M. Jean-Louis Carrère, n° 53 de M. Jean Faure, et n° 16 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 9046, 9050) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 31 (coordination), n° 33 (modalités de rémunération des informateurs) et n° 34 (délivrance par le ministre de l'intérieur de l'autorisation pour les militaires de la gendarmerie radiés de leurs cadres d'exercer une activité privée de sécurité), de la commission n° 17 (modalités de la vérification des conditions requises pour concourir) et n° 18 (répartition des compétences entre le ministre de la défense et le ministre de l'intérieur en matière d'octroi et de retrait des grades conférés aux militaires à titre temporaire), et n° 50 de M. Jean-Louis Carrère (élection des membres du conseil militaire de la gendarmerie). (p. 9051) : ses amendements n° 56 (modalités de transfert au ministère de l'intérieur des personnels civils de la gendarmerie nationale) ; et n° 57 (modalités de transfert au ministère de l'intérieur des agents non titulaires de la gendarmerie nationale) ; adoptés. - **Article 8** (Abrogation du décret du 20 mai 1903) (p. 9053) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Louis Carrère. - **Article 9** (Entrée en vigueur) (p. 9053, 9054) : son amendement n° 54 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 9055) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Leleux (présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement dressant le bilan de la mise en œuvre concrète du rattachement organique et budgétaire de la gendarmerie nationale au ministère de l'intérieur). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9056) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 19 de la commission saisie pour avis. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9058, 9059) : remerciements.

ALQUIER (Jacqueline)
sénateur (Tarn)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation pour la planification le 4 novembre 2008.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles le 10 avril 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Pour une politique de désenclavement durable [n° 410 (2007-2008)] (19 juin 2008) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1577, 1578) : son intervention. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article 1er** (*Transposition de la définition communautaire de la discrimination directe, de la discrimination indirecte et du harcèlement*) (p. 1591, 1593) : ses amendements n° 13 : suppression du mot "race" ; et n° 14 : précision ; rejetés. - **Article 2** (*Divers régimes d'interdiction des discriminations*) (p. 1600, 1606) : ses amendements n° 16 : suppression du mot "race" ; n° 15 : élargissement du champ de l'interdiction des discriminations ; n° 17 : diminution du champ des dérogations en matière d'inégalité de traitement dans le domaine du travail ; n° 18 : extension de la protection contre les discriminations aux hommes bénéficiant d'un congé de paternité ; rejetés ; et n° 20 : suppression de la dérogation accordée aux médias en matière de discriminations fondées sur le sexe ; adopté. - **Article 3** (*Protection contre les rétorsions*) (p. 1609) : son amendement n° 21 : suppression de la précision selon laquelle seuls les témoins de "bonne foi" sont protégés par les dispositions de cet article ; rejeté. - **Article 6** (*art. L. 122-45, L. 122-45-3, L. 122-45-5, L. 122-45-6 nouveau, L. 411-5 du code du travail - Coordination juridique dans le code du travail et application du droit communautaire*) (p. 1615) : son amendement n° 24 : limitation des possibilités de différences de traitement fondées sur l'âge ; devenu sans objet. (p. 1617) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 6 de la commission (obligation d'afficher la section du code pénal consacrée aux discriminations dans les lieux de travail et d'embauche). - **Article 7** (*art. L. 1132-1, L. 1132-2, L. 1132-3, L. 1132-4 nouveau et L. 2141-1 du nouveau code du travail - Mesures de coordination dans le nouveau code du travail*) (p. 1618) : son amendement n° 25 : coordination ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1618, 1623) : ses amendements n° 26 : autorisation pour les associations de se porter partie civile dans les affaires de discrimination concernant les fonctionnaires ; n° 27 : codification des définitions communautaires de la discrimination et du harcèlement dans le code du travail et le code pénal ; n° 28 : obligation de négociation annuelle dans les entreprises sur les objectifs en matière de lutte contre les discriminations ; et n° 29 :

présentation annuelle par le chef d'entreprise au comité d'entreprise des mesures prises en matière de lutte contre les discriminations ; rejetés.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Article 1er (priorité)** (*art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime*) (p. 6206) : favorable aux amendements de suppression n° 21 de la commission saisie pour avis, n° 35 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 73 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6213) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (examen de l'évolution des primes d'intéressement lors des négociations annuelles sur les salaires) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6222) : soutient l'amendement n° 44 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion parmi les missions de la Commission nationale de la négociation collective, CNNC de l'examen de l'évolution des accords d'intéressement et de participation) ; rejeté. - **Article 3** (*art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - Modernisation de la procédure de fixation du Smic*) (p. 6247) soutient l'amendement n° 53 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (maintien au 1er juillet de la date de fixation du SMIC) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Article 4** (*art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 et 12-1 de la loi n° 96-987 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Conditionnalité des allègements de cotisations sociales au respect de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires*) (p. 6286) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (suppression de l'allègement de charges sociales en cas d'absence d'accord salarial à l'issue de trois années de négociation) ; rejeté. - **Article 5** (*art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic*) (p. 6292) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (suppression des sanctions à l'égard des branches n'ayant pas porté leurs minima conventionnels à un niveau supérieur au SMIC au cours des deux années précédentes) ; rejeté.

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) (p. 8346, 8348) : réponse aux orateurs.

AMARA (Fadela)
secrétaire d'État chargée de la politique
de la ville
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

AMOUDRY (Jean-Paul)
sénateur (Haute-Savoie)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative jusqu'au 27 novembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

ANDRÉ (Michèle)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC

Vice-présidente du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008 ; a présidé les séances des 8, 15, 22, 29 janvier, 5 février, 25, 26 mars, 8, 15, 29 avril, 13, 27 mai, 3, 5, 10, 24 juin, 10 et 16 juillet 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008 ; puis présidente le 3 décembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (24 juin 2008) - **Article 31** (*art. 71-1 nouveau de la Constitution - Création d'un Défenseur des droits des citoyens*) (p. 3393, 3394) : son amendement n° 290 : délimitation législative des compétences du défenseur des droits des citoyens au regard des juridictions et des autorités administratives indépendantes ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4814, 4816) : son intervention. - **Article 1er** (*art. L. 2121-1 du code du travail - Critères de représentativité syndicale*) (p. 4845, 4848) : ses amendements n° 110 : référence aux élections prud'homales pour mesurer l'audience syndicale ; et n° 120 : demande de négociations sur les critères de représentativité des organisations d'employeurs ; retirés.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne jusqu'au 17 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Contribution à la réflexion sur la maternité pour autrui [n° 421 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 99 tome 3 annexe 2 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Départementalisation de Mayotte : sortir de l'ambiguïté, faire face aux responsabilités [n° 115 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Japon** - (10 juillet 2008) (p. 4457).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5324, 5325) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Thierry Repentin sur la crise du logement et le développement du crédit hypothécaire** - (29 octobre 2008) (p. 6324, 6325) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 7432, 7433) : soutient l'amendement n° I-108 de M. Jean-Pierre Sueur (application du taux réduit de TVA aux entreprises de pompes funèbres) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 30** (*Augmentation du droit de timbre perçu sur les demandes de passeport*) (p. 7588, 7590) : son amendement n° I-64 : minoration du droit de timbre pour les passeports lorsque le demandeur fournit lui-même les deux photos d'identité nécessaires ; adopté.

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8404, 8405) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8412, 8417) : son amendement n° II-26 : création et dotation d'un nouveau programme "Titres sécurisés - concours aux communes" ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° II-239 de M. Philippe Dominati, n° II-193 du Gouvernement et n° II-240 de M. Bruno Gilles. - **Article 56** (*Création d'un droit de timbre perçu en cas de renouvellement anticipé de la carte nationale d'identité, CNI*) (p. 8418) : position de la commission sur l'amendement n° II-245 de M. Pierre Jarlier. - **Article 57** (*Création d'un droit de timbre perçu par l'Etat lors de la délivrance du certificat d'immatriculation d'un véhicule*) (p. 8419) : position de la commission sur l'amendement n° II-244 de M. Pierre Jarlier. - **Article 58** (*Création d'une dotation pour les titres sécurisés*) (p. 8420) : position de la commission sur l'amendement n° II-385 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9168, 9170) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 18 ter** (p. 9240) : soutient l'amendement n° 77 de M. Thierry Repentin (recentrage et doublement du prêt à taux zéro) ; rejeté. - **Article 18 quater** (*Création d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans le secteur locatif privé*) (p. 9245, 9247) : soutient l'amendement n° 111 de M. Thierry Repentin (remplacement au 31 décembre 2009 du dispositif "Robien" par un nouveau système de déduction au titre de l'amortissement) ; rejeté. Logements "Robien" inoccupés à Clermont-Ferrand. - **Article 39** (*Modification de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules*) (p. 9297, 9298) : intervient sur l'amendement n° 138 de M. Auguste Cazalet (actualisation du code général des impôts en lien avec la mise en place du système d'immatriculation des véhicules).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 48 bis** (*Base légale pour le traitement par les communes des demandes et de la délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 9368, 9369) : intervient sur l'amendement n° 197 du Gouvernement (augmentation de l'indemnisation par titre d'identité versée aux communes pour les années 2005-2008). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 9370, 9371) :

favorable à l'amendement n° 27 de la commission (diminution du droit de timbre fiscal pour les demandeurs d'un passeport biométrique fournissant eux-mêmes leurs photos d'identité).

ANDRÉ (Pierre)
sénateur (Aisne)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation pour la planification ; puis membre le 4 novembre 2008 ; puis vice-président le 12 novembre 2008.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC) jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles jusqu'au 9 février 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Ville et logement [n° 101 tome 7 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8331, 8332) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 82** (*Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU*) (p. 8351, 8352) : son amendement n° II-105 : suppression ; adopté.

ANDREONI (Serge)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111

(2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

ANGELS (Bernard)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation pour la planification ; puis vice-président le 12 novembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : Retour sur l'économie des dépenses publiques [n° 441 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services public - Compte spécial : prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés [n° 99 **tome 3 annexe 14 (2008-2009)**] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6611) : sa question à la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. - **Article 6** (*Evolution des prélèvements sur recettes et des crédits affectés aux collectivités territoriales*) (p. 6632, 6634) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 23 (suppression) ; et n° 24 (retrait du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée de l'enveloppe normée) ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7254, 7255) : son intervention.

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 7311, 7313) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-111 (plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu) ; et n° I-92 (modification du régime fiscal dérogatoire pour les dépenses d'hébergement des personnes dépendantes) ; retirés ; et de M. François Marc n° I-93 (crédit d'impôt en matière de travaux d'économie d'énergie) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7319) : soutient l'amendement n° I-109 de M. Jean-Pierre Sueur (augmentation du niveau de déductibilité des frais funéraires de l'actif de succession) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Article 9** (*Amenagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7386) : soutient l'amendement n° I-73 de M. Gérard Miquel (soumission de la co-incinération à la taxe générale sur les activités polluantes) ; retiré. (p. 7388) : son amendement n° I-70 : dégrèvement de la taxe générale sur les activités polluantes pour les usines d'incinération des ordures ménagères respectant les valeurs limites d'émission de gaz polluants prévues par le plan de protection de l'atmosphère ; retiré. (p. 7389, 7390) : soutient l'amendement n° I-72 de M. Gérard Miquel (pondération du tarif de la taxe générale sur les activités polluantes applicable aux déchets traités dans une installation de stockage ou d'incinération, en fonction des efforts réalisés par la collectivité territoriale en matière de valorisation de ces déchets) ; retiré. (p. 7391) : intervient sur les amendements n° I-70 et n° I-72 précités. (p. 7403, 7404) : soutient l'amendement n° I-74 de M. Gérard Miquel (refus de la double taxation des déchets réceptionnés et stockés dans les installations d'incinération) ; devenu sans objet. (p. 7413) : intervient sur l'amendement n° I-233 de la commission (modalités de taxation des déchets traités par les installations de stockage, réparties en quatre catégories).

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7933, 7934) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7939) : son amendement n° II-7 : réorganisation des services et réduction des dépenses consacrées aux expertises mises en œuvre par des cabinets de conseil ; adopté.

- **Question orale avec débat de Mme Muguette Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8806, 8807) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 48 nonies** (*Exonération facultative de versement pour dépassement du plafond légal de densité, VD/PLD*) (p. 9376) : soutient l'amendement n° 78 de Mme Nicole Bricq (application de ce dispositif uniquement sur délibération du conseil municipal et pour une durée de trois ans) ; adopté.

ANTOINETTE (Jean-Etienne)
sénateur (Guyane)
SOC-A

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 46** (*Instauration d'une taxe minière spécifique applicable à la production d'or en Guyane*) (p. 9358, 9359) : défavorable à l'amendement n° 26 de la commission (report de l'entrée en vigueur de cette taxe jusqu'à la création effective du conservatoire écologique de Guyane).

ANZIANI (Alain)
sénateur (Gironde)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Membre suppléant du Comité des finances locales le 18 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

ARNAUD (Philippe)
sénateur (Charente)
UC-UDF

Non réélu le 21 septembre 2008.

Secrétaire du Sénat.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Administration générale et territoriale de l'État [n° 104 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) (p. 7977, 7978) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre les crédits de la mission "Justice".

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8405, 8406) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de cette mission qu'à titre personnel, il ne votera pas.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi visant à instaurer une imposition forfaitaire sur les lignes de chemin de fer à grande vitesse concédées [n° 493 (2007-2008)] (24 juillet 2008) - **Aménagement du territoire - Transports - Économie et finances, fiscalité.**

ARTHUIS (Jean)
sénateur (Mayenne)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude le 23 juillet 2008.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation) ; nouvelle nomination le 7 octobre 2008.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : "L'affaire" EADS : des pistes pour une meilleure gouvernance publique (Rapport) [n° 251 tome 1 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : "L'affaire" EADS : des pistes pour une meilleure gouvernance publique (Auditions) [n° 251 tome 2 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La finance islamique en France : quelles perspectives ? [n° 329 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 10) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera le texte amendé sur proposition de la commission.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les fonds souverains : une menace à relativiser, un partenariat à construire [n° 336 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Bilan de l'application de l'article 40 de la Constitution depuis le 1er juillet 2007 [n° 401 (2007-2008)] (18 juin 2008) - **Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 23, 26) : son amendement n° 6 : sécurisation des consommateurs professionnels d'électricité ayant bénéficié du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (9 janvier 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 85, 86) : modalités d'application de l'article 40 de la Constitution. Amendement déposé par M. Jean-Claude Peyronnet lors du débat sur le projet de loi relatif aux archives.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (6 février 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation : son intervention (p. 961, 962).

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion** [n° 212 (2007-2008)] - (26 mars 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Demande**

de renvoi à la commission (p. 1256) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission ; adoptée.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2008) - président de la commission des finances - **Article 4** (*Contenu des conventions passées entre les conseils généraux et les organismes payeurs*) (p. 2084) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2088) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3055, 3056) : son amendement n° 146 : abrogation de l'article 40 de la Constitution ; rejeté. (p. 3065, 3066) : intervient sur son amendement n° 146 précité. - **Article 11 (priorité)** (*art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi*) (p. 3071) : son amendement n° 302 : intégration dans la loi constitutionnelle du principe de consolidation de l'examen et du vote sur les prélèvements sociaux et fiscaux ; retiré. (p. 3073, 3075) : intervient sur son amendement n° 302 précité. Son amendement n° 301 : nécessité de conférer aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale une compétence de confirmation de l'ensemble des dispositifs d'exonération votés en cours d'année ; adopté.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 33 (priorité)** (*art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3272) : votera les amendements identiques n° 133 de la commission, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel et n° 493 de M. Bernard Frimat (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum). - **Article 21** (*art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - Rôle de la Cour des comptes*) (p. 3286) : son amendement n° 303 : opinion de la Cour des comptes sur la sincérité des comptes de l'Etat et de la sécurité sociale ; adopté. (p. 3290) : intervient sur l'amendement n° 144 de M. Hugues Portelli (création d'un office parlementaire d'évaluation et de contrôle des politiques publiques).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3736, 3737) : son amendement n° 735 : suppression de la majoration fiscale appliquée aux entrepreneurs individuels non adhérents à un organisme agréé et faisant appel aux services des professionnels de l'expertise comptable ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 23** (*Habilitation à créer par voie d'ordonnance une Autorité de la concurrence*) (p. 4187, 4188) : votera cet article. - **Article 25** (*Réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA*) (p. 4203) : défavorable à l'amendement n° 140 de la commission (non-assujettissement à la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat des magasins présents dans les centres commerciaux mais ne faisant pas partie d'une chaîne).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - président de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4274) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (information du Parlement sur le coût des grands programmes d'armement). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4275) : intervient sur l'amendement n° 2 de la commission (réduction du délai de transmission au Parlement des référés de la Cour des comptes). - **Article 10** (*Création d'une annexe récapitulant les mesures fiscales et relatives aux cotisations sociales adoptées en cours d'année*) (p. 4276) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4278, 4279) : remerciements. Nouveauté de la démarche d'auditions des ministres en "petit hémicycle". Réunion, pour la première fois, d'une commission mixte paritaire sur un projet de loi de règlement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) - président de la

commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 4677, 4679) : son intervention.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 - Commission mixte paritaire [n° 481 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5142) : son intervention. Hommage à M. Paul Girod, rapporteur de ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5248, 5249) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5369, 5370) : son intervention. (p. 5374) : réponse au secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services.

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation **Article 6** (*Garanties apportées au secteur financier*) (p. 5392) : intervient sur l'amendement n° 10 de Mme Nicole Bricq (association du Parlement au contrôle du contenu des conventions). (p. 5399) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Vera (engagement de la société Dexia Crédit local de France à consentir des prêts à taux préférentiels aux collectivités territoriales). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5401) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Muller (encadrement des fonds d'investissement LBO, Leveraged buy-out).

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5921, 5923) : son intervention. Son département de la Mayenne.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 5999, 6000) : réponse à M. Jean-Pierre Godefroy, à propos du bouclier fiscal.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - président de la commission des finances - **Article 2** (*Objectifs de la programmation pluriannuelle des finances publiques*) (p. 6623, 6625) : favorable au sous-amendement n° 2 de la commission (suppression de la décomposition entre les différentes administrations publiques de l'objectif de solde budgétaire) portant sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (actualisation des prévisions économiques). - **Article 9** (*Encadrement des mesures nouvelles relatives aux impôts, cotisations et contributions sociales affectés au budget de l'Etat ou à la sécurité sociale*) (p. 6637) : intervient sur les amendements de la commission n° 6 (prévision exercice par exercice de la compensation des mesures nouvelles) et n° 7 (interdiction des mesures conduisant à une réduction des recettes fiscales en cas de déficit supérieur à 1,5 point du PIB). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6641, 6642) : recommande l'adoption de ce projet de loi amendé par le Sénat.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (20 novembre 2008) - **Article 72** (*art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2324-1 du code de la*

santé publique ; art. 80 sexies du code général des impôts - Assouplissement des conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel) (p. 7217, 7219) : expérimentation de regroupements d'assistants maternels en Mayenne. Votera contre l'amendement n° 215 de M. Guy Fischer (suppression). Intervient sur l'amendement n° 313 de Mme Marie-Thérèse Hermange (étude d'impact sur la prestation d'accueil du jeune enfant, PAJE).

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7244, 7246) : son intervention.

Première partie :

- (21 novembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7297) : intervient sur les amendements n° I-107 de Mme Nicole Bricq (retour aux anciens plafonds des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) et n° I-176 de M. Thierry Foucaud (modification des plafonds éligibles aux réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde d'enfants). - **Article 2 bis** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 7300) : parole sur l'article. (p. 7303) : votera l'amendement n° I-1 de la commission (suppression). - **Article 2 ter** (*Réduction d'impôt sur le revenu et déduction de l'impôt sur les sociétés pour le financement de projets économiques dans les pays en développement*) (p. 7309, 7311) : favorable à l'amendement n° I-2 de la commission (suppression). - **Article 3 bis** (*Déductibilité de certaines charges des bénéficiaires imposables*) (p. 7321) : intervient sur l'amendement n° I-152 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article 3 quater** (*Régime fiscal de certains entrepreneurs indépendants*) (p. 7328, 7329) : intervient sur l'amendement n° I-241 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7342, 7345) : son amendement n° I-22 : clarification du régime fiscal des revenus des équipes de gestion des fonds communs de placement à risque et des sociétés de capital risque ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-246 du Gouvernement.

- Président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7358, 7361) : intervient sur l'amendement n° I-117 de M. Jean-Jacques Jégou (remboursement immédiat des créances du crédit d'impôt recherche afin d'améliorer à court terme les trésoreries des entreprises) ainsi que sur le sous-amendement n° I-252 de M. Michel Charasse s'y rapportant. - **Article 7 bis** (*Régime fiscal des "parachutes dorés"*) (p. 7364) : intervient sur l'amendement n° I-145 de la commission (demande de précisions sur les régimes de retraite à prestations définies, autres que les parachutes dorés). - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7393, 7394) : intervient sur l'amendement n° I-142 de M. Yves Détraigne (encouragement au développement de l'utilisation des sacs biodégradables). (p. 7410) : demande une suspension de séance afin que la commission des finances puisse se réunir, et demande le vote par priorité de l'amendement n° I-233 de la commission (modalités de taxation des déchets traités par les installations de stockage, réparties en quatre catégories). (p. 7413, 7414) : intervient sur l'amendement n° I-233 précité. - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7439, 7440) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° I-94 de Mme Nicole Bricq et n° I-163 de M. Thierry Foucaud (suppression du "bouclier fiscal"). (p. 7443) : intervient sur l'amendement n° I-14 de la commission (possibilité pour le contribuable assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune d'obtenir la liquidation et le remboursement de ses créances sur l'État sans démarche particulière).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7459, 7460) : intervient sur les amendements portant sur le même objet de M. Philippe Dominati n° I-217 et I-218 (relèvement de l'abattement sur la résidence principale au titre de l'ISF). - **Article 21** (*Création du compte d'affectation spéciale "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"*) (p. 7470) : intervient sur l'amendement n° I-18 de la commission (affectation au désendettement de l'Etat d'au moins 15 % du produit des redevances acquittées par les opérateurs privés pour l'utilisation des bandes de fréquences libérées par les ministères sauf par celui de la défense). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7484, 7486) : son intervention. - **Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7521) : souhaite l'adoption de l'amendement n° I-249 du Gouvernement (application d'un taux de progression de 2 % à la DGF). - **Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice de la FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7530, 7531) : à titre personnel, reprend le sous-amendement de M. Alberic de Montgolfier, déposé sur l'amendement n° I-15 de la commission (rétablissement de cet article dans sa version initiale), n° I-229 : extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet ; adopté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - président de la commission des finances - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7649, 7650) : votera la première partie du projet de loi de finances pour 2009.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7806, 7810) : position de la commission sur l'amendement n° II-121 du Gouvernement. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 7812, 7813) : position de la commission sur l'amendement n° II-123 du Gouvernement. - **Article additionnel avant l'article 60** (p. 7813, 7815) : son amendement n° II-19 : dissolution de l'agence pour le financement des infrastructures des transports de France ; retiré. - **Article 60** (*Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures*) (p. 7821, 7831) : position de la commission sur les amendements n° II-76 et n° II-74 de M. Dominique de Legge, n° II-78 et II-79 de Mme Odette Herviaux, n° II-83 de M. Alberic de Montgolfier, n° II-70, II-69 et II-68 de M. François Marc et n° II-64 et II-65 de M. Michel Teston. Son amendement n° II-6 : présentation d'un rapport d'évaluation de la taxe ; adopté après modification par les sous-amendements n° II-77 de M. Dominique de Legge, n° II-112 de M. Francis Grignon, n° II-137 de Mme Odette Herviaux et n° II-144 du Gouvernement, qu'il accepte.

Pouvoirs publics

- (28 novembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, en remplacement de M. Henri de Raincourt, rapporteur spécial (p. 7887) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7892) : position de la commission sur l'amendement n° II-117 de M. Gérard Larcher.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

- (28 novembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7940) : intervient sur l'amendement n° II-7 de la commission (réorganisation des services et réduction des dépenses consacrées aux expertises mises en œuvre par des cabinets de conseil).

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (28 novembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, en remplacement de M. Bertrand Auban, rapporteur spécial (p. 7942, 7943) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7946) : position de la commission sur l'amendement n° II-141 du Gouvernement. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 7947) : position de la commission sur l'amendement n° II-143 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 66 ter** (p. 7948) : position de la commission sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° II-114 (transmission au Parlement de données statistiques par les régimes spéciaux de retraite) et n° II-115 (transmission au Parlement, par les régimes spéciaux de retraite, d'une évaluation prospective de leurs engagements et de leurs équilibres financiers).

Remboursements et dégrèvements

- (28 novembre 2008) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7958) : position de la commission sur l'amendement n° II-139 du Gouvernement.

Justice

- (1er décembre 2008) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7986, 7990) : transfèrement des détenus. Efficience des systèmes d'information.

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8006) : souhait d'une réflexion commune permettant d'imaginer un autre financement de la protection sociale. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8007) : intervient sur l'amendement n° II-165 du Gouvernement (majoration des crédits du programme "Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi" afin de financer l'extension du contrat de transition professionnelle, CTP, et l'augmentation des dépenses de chômage partiel). - **Article 79** (*Mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés*) (p. 8014) : souhaite le rejet des amendements de suppression n° II-127 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° II-149 de Mme Annie David.

Défense

- (1er décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8039, 8040) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8049) : intervient sur l'amendement n° II-14 de la commission (majoration des crédits affectés aux opérations intérieures).

Sécurité

- (2 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article additionnel après 73** (p. 8078, 8079) : favorable aux amendements identiques de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-84 et de la commission des lois saisie pour avis n° II-98 (rapport sur les frais occasionnés par les transfèrements et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice).

Sécurité civile

- (2 décembre 2008) - président de la commission des finances (p. 8087, 8088) : son intervention.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) - Président de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 74** (p. 8111) : intervient sur l'amendement n° II-160 de Mme Isabelle Pasquet (possibilité pour les régies de quartier d'obtenir un agrément dérogatoire permettant de bénéficier d'exonérations fiscales).

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8208, 8209) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole). (p. 8212) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole).

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8310, 8311) : intervient sur l'amendement n° II-190 de M. Adrien Gouteyron (création d'un programme "Garantie de l'exercice du droit d'asile").

Ville et logement

- (4 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 82** (*Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU*) (p. 3854) : favorable à l'amendement n° II-39 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 83** (p. 8359) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-181 (inscription dans la loi du taux d'effort du locataire donnant accès à la garantie des risques locatifs).

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8396, 8397) : organisation des débats.

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8413, 8417) : souhaite le retrait de l'amendement n° II-239 de M. Philippe Dominati (réduction des aides publiques accordées aux partis politiques). Intervient sur l'amendement n° II-26 de la commission (création et dotation d'un nouveau programme "Titres sécurisés - concours aux communes"). - **Article 58** (*Création d'une dotation pour les titres sécurisés*) (p. 8420) : rappel de l'amendement de la commission tendant à moduler le droit de timbre applicable au passeport, discuté lors de la première partie du projet de loi de finances.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - président de la commission des finances - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8435) : nécessité de prévoir un complément de crédits au sein du programme 119 "Concours financier aux communes et groupements de communes". - **Article 67** (*Modification, en faveur de la péréquation, des règles d'évolution de certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8441) : propose le retrait de l'amendement n° II-213 de M. Jean-Jacques Jégou (repli) au profit de l'amendement du même auteur n° II-212 (modification des règles de calcul de la DGF pour les communes ayant procédé à des recensements

complémentaires compte tenu de l'augmentation de leur population liée aux constructions réalisées depuis 1999).

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation, en remplacement de M. Claude Belot, rapporteur spécial (p. 8453, 8454) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission et du compte spécial. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8469) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires étrangères saisi pour avis n° II-133 et n° II-134. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8470) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires étrangères saisi pour avis n° II-135. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 8471) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires étrangères saisi pour avis n° II-85 (renforcement du contrôle parlementaire sur la société "Audiovisuel extérieur de la France") et de M. Jack Ralite n° II-228 (diminution du seuil d'audience au-delà duquel s'applique le dispositif anticoncentration en matière télévisuelle) et n° II-229 (abrogation de l'article 143 de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie autorisant l'Etat à détenir RFI via la holding "Audiovisuel extérieur de la France").

- Président de la commission des finances - **Organisation des débats** (p. 8472) : souhaite la poursuite des débats malgré l'heure tardive.

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Demande de priorité** (p. 8508) : demande l'examen par priorité de l'article 78 ; priorité ordonnée. - **Article 78 (priorité)** (*Aménagement du droit à l'image collective, DIC, des sportifs professionnels*) (p. 8511, 8514) : intervient sur l'amendement n° II-37 de la commission (nouvelle rédaction de l'article visant à limiter le DIC) ainsi que sur le sous-amendement de cette dernière n° II-392 portant sur l'amendement n° II-386 du Gouvernement (seuil d'exonération du DIC).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8555, 8565) : à titre personnel, ses amendements n° II-309 : suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 % ; rejeté ; et n° II-387 : repli ; retiré.

- Président de la commission des finances (p. 8576, 8577) : intervient sur l'amendement n° II-249 de la commission (imputation des moins-values issues des cessions de valeurs mobilières réalisées en 2008 sur le revenu global). - **Article 42** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux"*) (p. 8581, 8583) : intervient sur l'amendement n° II-250 de la commission (suppression, au terme d'un délai de vingt ans, des avantages fiscaux liés au dispositif Malraux). (p. 8591, 8592) : s'interroge sur la nature des mesures présentées dans le projet de loi de finances rectificative pour 2008. - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 8610) : intervient sur l'amendement n° II-306 de M. Thierry Repentin (entrée en vigueur du transfert de la compétence d'autorisation de changement d'usage des logements). - **Article 44 nonies** (*Majoration du plafond pour les primo-bénéficiaires de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'emploi d'un salarié à domicile*) (p. 8628) : à titre personnel, défavorable aux amendements identiques n° II-317 de M. Thierry Foucaud et n° II-374 de Mme Nicole Bricq (suppression). Ne votera pas l'article 44 nonies de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes

économiques de la nation - **Article 45** (*Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens*) (p. 8649, 8650) : retire l'amendement n° II-259 de la commission (suppression) au profit du n° II-393 du Gouvernement (modification du plafond de l'éco-prêt à taux zéro et des conditions de ressources des emprunteurs ; clarification des responsabilités entre la banque et l'emprunteur lorsque ce dernier ne produit pas les justificatifs de la réalisation effective des travaux). Intervient sur l'amendement n° II-345 de Mme Monique Papon (extension du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro aux travaux sur les portes d'entrée extérieure). - **Article 46** (*Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique des logements neufs pour l'application du prêt à taux zéro en faveur de l'accession à la propriété*) (p. 8652) : intervient sur l'amendement n° II-260 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 8661) : intervient sur les amendements de M. Philippe Adnot n° II-61 (alignement du taux et du plafond de la réduction d'ISF en cas de souscription de parts de fonds communs de placement sur le régime de l'investissement direct) et n° II-62 (relèvement du plafond de la réduction d'ISF en cas de souscription de parts de fonds communs de placement sur le régime de l'investissement direct). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8681) : favorable à l'amendement n° II-368 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (majoration du taux de la taxe communale additionnelle au droit de mutation). (p. 8683) : intervient sur l'amendement n° II-334 de M. Albéric de Montgolfier (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conditions de l'équilibre économique de l'industrie éolienne, et en particulier sur son régime fiscal). (p. 8685) : intervient sur l'amendement n° II-299 de M. Yannick Botrel (régime dérogatoire de France Télécom en matière de taxe professionnelle). - **Articles additionnels après l'article 55 quinquies** (p. 8729) : intervient sur l'amendement n° II-310 de M. Philippe Dominati (création d'un crédit d'impôt pour la relocalisation en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles réalisées par des entreprises de production établies hors de France). - **Demande de seconde délibération** (p. 8731) : favorable à la demande de seconde délibération du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8757, 8758) : remerciements.

- **Fait personnel** - (11 décembre 2008) (p. 8897) : s'insurge contre l'intervention de Mme Odette Terrade, qui a présenté un amendement déposé par lui comme visant à supprimer l'ISF alors que sa préoccupation première était l'abrogation du bouclier fiscal, dont l'application est injuste.

- **Projet de loi de finances pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 138 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (17 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 9069, 9071) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 9271, 9272) : intervient sur l'amendement n° 40 de M. Alain Lambert (instauration d'une déduction des frais, droits et intérêts d'emprunt pour l'acquisition de parts et d'actions d'une société). - **Article 21 bis** (*Exonération d'impôt sur le revenu des gains réalisés par les associés personnes physiques dits "passifs" de sociétés de personnes lors de la cession de leurs parts ou droits dans ces sociétés*) (p. 9278) : intervient sur l'amendement n° 13 de la commission (suppression). - **Article 30** (*Lutte contre la fraude via Internet*) (p. 9287, 9289) : intervient sur les amendements n° 16 de la commission (définition du seuil de transactions faisant passer l'activité du vendeur de la catégorie occasionnelle à l'activité répétitive) et n° 175 du Gouvernement (extension du droit de communication de l'administration fiscale aux prestataires de service sur Internet).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9323) : souhaite le retrait de l'amendement n° 154 de Mme Catherine Dumas (création d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants). - **Article 42 ter** (*Exonération d'impôt sur le revenu du produit de la vente, par des particuliers, d'électricité produite à partir d'une installation photovoltaïque*) (p. 9329, 9330) : intervient sur l'amendement n° 169 de la commission (suppression) auquel, à titre personnel, il est profondément attaché. - **Article 43 bis** (*Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour certaines sociétés du secteur textile, habillement et cuir*) (p. 9337, 9338) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 9341) : intervient sur les amendements identiques n° 68 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 147 de M. Laurent Bêteille (report d'un an du nouveau régime fiscal des assurances mutuelles et institutions de prévoyance). - **Article 44** (*Modifications de la déduction fiscale en faveur du mécénat d'entreprises*) (p. 9346) : intervient sur les amendements identiques n° 24 de la commission et n° 85 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis. - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9353) : intervient sur les amendements de la commission n° 25 (revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation) et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle) et n° 87 (modification de la règle de calcul de l'arrondi dans le cadre de l'indexation du montant de la redevance audiovisuelle sur l'inflation). - **Article 45** (*Aménagement du dégrèvement de*

taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre) (p. 9357) : intervient sur l'amendement n° 171 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 9365) : intervient sur l'amendement n° 65 de M. Jean-Paul Amoudry (réforme des taxes locales sur l'électricité). - **Article 48 bis** (*Base légale pour le traitement par les communes des demandes et de la délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 9369) : souhaite l'adoption de l'article 48 modifié par l'amendement n° 197 du Gouvernement (augmentation de l'indemnisation par titre d'identité versée aux communes pour les années 2005-2008). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 9371, 9372) : souhaite l'adoption de l'amendement n° 27 de la commission (diminution du droit de timbre fiscal pour les demandeurs d'un passeport biométrique fournissant eux-mêmes leurs photos d'identité). - **Article 63** (*Financement du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TaRTAM*) (p. 9390, 9391) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9395) : souhaite l'adoption de l'amendement n° 34 de la commission (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9405) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire* [n° 149 (2008-2009)] - (22 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9455, 9456) : remerciements.

ASSASSI (Éliane)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour le 11 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Modernisation de l'Etat [n° 104 tome 6 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Fonction publique - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie**.

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture** [n° 110 (2007-2008)] - (25 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1190, 1191) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 3 bis** (*art. L. 211-12-1 du code rural - Fichier national canin*) (p. 1201) : son amendement n° 30 : suppression ; rejeté. - **Article 5 ter** (*art. 6, 6-1-1 et 6-1-2 nouveaux de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Agents de sécurité et de gardiennage*) (p. 1209) : son amendement n° 32 : prise en charge par l'employeur de la formation imposée aux maîtres-chiens ; retiré. - **Article 8 bis** (*art. 222-6-2, 222-19-2 et 222-20-2 nouveaux et 222-21 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales à l'encontre des*

détenteurs de chiens à l'origine d'accidents ou d'homicides) (p. 1210) : son amendement n° 33 : suppression ; rejeté.

- **Proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [n° 197 (2007-2008)]** - (10 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1643, 1644) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2583, 2585) : son intervention. Le groupe CRC votera ce texte et rejettera la question préalable.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Troisième lecture [n° 344 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2790, 2791) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2894, 2897) : soutient la motion de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2949, 2950) : soutient l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3117) : soutient l'amendement n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement) ; rejeté. - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3163) : soutient l'amendement n° 185 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (composition de la commission chargée d'examiner la délimitation des circonscriptions électorales) ; devenu sans objet. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3182, 3183) : soutient l'amendement n° 189 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 3241, 3242) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 202 (suppression) ; et n° 203 (délais minimaux avant discussion en séance) ; devenus sans objet. (p. 3244) : soutient l'amendement n° 403 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (délai minimal entre le dépôt ou la transmission d'un texte et la discussion publique) ; devenu sans objet. - **Article 20** (art. 46 de la Constitution - Délai séparant le dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi organique de son examen) (p. 3281, 3282) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 212 (suppression de la procédure accélérée et de la pratique de la commission mixte paritaire en matière de loi organique) ; et n° 213 (suppression du droit de veto du Sénat sur les lois organiques qui le concernent) ; rejetés.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4606, 4608) : son intervention. Votera contre ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 2625) : soutient l'amendement n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (droit de vote des étrangers aux élections locales) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi) (p. 4731, 4732) : soutient l'amendement n° 59 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de l'article 41 de la Constitution) ; rejeté. - **Article**

16 (art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 4733) : soutient l'amendement n° 60 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (20 octobre 2008) - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5739, 5740) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 5750, 5751) : soutient l'amendement n° 288 de Mme Odette Terrade (mesures décourageant la vacance de logements spéculative) ; rejeté. - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Interdiction pour les bailleurs personnes morales de recourir au cautionnement) (p. 5753) : sur l'amendement n° 90 de la commission (maintien, pour les personnes morales, d'une possibilité de cautionnement apporté par la garantie Loca-pass ou les garanties du Fonds de solidarité pour le logement, et renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour l'établissement de la liste des organismes susceptibles d'apporter ces garanties), soutient le sous-amendement n° 639 de M. Jean-François Voguet ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 613-1 et L. 613-2 du code de la construction et de l'habitation - Réduction des délais accordés par les juridictions dans le cadre des procédures d'expulsion) (p. 5760) : parole sur l'article. (p. 5763, 5764) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 204 (non-assimilation de l'hébergement au relogement), et, portant sur le même objet, n° 320 et 205 (cohérence) ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5796, 5797) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 39 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6490, 6491) : son intervention. Le groupe CRC votera contre cette proposition de loi. - **Article unique** (p. 6494) : son amendement n° 1 : suppression ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6505, 6506) : son intervention. Favorable à cette proposition de loi.

- **Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6516, 6518) : son intervention. Le groupe CRC votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7934, 7935) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Sécurité

- (2 décembre 2008) (p. 8065, 8066) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera les crédits de cette mission.

Sécurité civile

- (2 décembre 2008) (p. 8083, 8084) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission.

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) (p. 8296, 8298) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 62** (*Ressources propres du futur opérateur en charge de*

la politique d'immigration et d'intégration) (p. 8312) : son amendement n° II-186 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement [n° 464 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) (p. 8982, 8983) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ces projets de loi.

ASSOULINE (David)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008 ; secrétaire de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 2 le 4 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Les nouveaux médias : des jeunes libérés ou abandonnés ? [n° 46 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Culture - Société - Éducation.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Médias - Avances à l'audiovisuel - Presse [n° 100 tome 6 fasc. 2 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Culture.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2887, 2889) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2937) : intervient sur les amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2965, 2966) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2988, 2990) : soutient l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression) ; rejeté. (p. 2994, 2996) : soutient l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios) ; rejeté. (p. 3000) : défavorable au sous-amendement n° 513 de M. Michel Charasse et favorable au sous-amendement n° 512 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat portant sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat précité.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 7** (*art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3114, 3115) : importance politique de cet article, véritable objectif de la réforme constitutionnelle. - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3120, 3121) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 364 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 429, 430 et 431 de M. Bernard Frimat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement). - **Article 9** (*art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3138) : favorable aux amendements identiques n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3152) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 439 et 440 de M. Bernard Frimat (modalités de constitution d'une commission d'enquête). - **Article 10** (*art. 25*

de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3159) : intervient sur les amendements identiques n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales). Interrogation sur la date d'entrée en vigueur des nouvelles dispositions. - **Article 11** (*art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi*) (p. 3191, 3192) : soutient l'amendement n° 455 de M. Bernard Frimat (inscription des dispositions relatives à la définition de la liberté du pluralisme et de l'indépendance des médias dans le domaine la loi) ; adopté. - **Article 12** (*Vote de résolutions par les assemblées parlementaires*) (p. 3197, 3198) : intervient sur les amendements identiques n° 109 de la commission et de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 138 (rétablissement et encadrement par une loi organique). - **Article additionnel après l'article 13 ou avant l'article 13 bis** (p. 3201, 3202) : favorable à l'amendement n° 44 de Mme Bariza Khiari (obligation de publier les règlements d'application d'une loi dans les six mois suivant sa promulgation).

- **Deuxième lecture** [n° 459 (2007-2008)] - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4614, 4615) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4627) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 93 et 94 de M. Bernard Frimat (droit de vote des étrangers aux élections locales). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4635, 4636) : soutient l'amendement n° 96 de M. Bernard Frimat (indépendance et pluralisme des médias) ; rejeté. (p. 4638) : soutient l'amendement n° 97 de M. Bernard Frimat (décompte dans les médias du temps de parole du Président de la République avec celui des personnalités de la même sensibilité politique) ; rejeté. - **Article 4** (*art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République*) (p. 4643) : intervient sur l'amendement n° 98 de M. Bernard Frimat (composition et prérogatives de ces commissions).

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7860, 7861) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8455, 8456) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission et du compte spécial. (p. 8463, 8464) : son intervention.

AUBAN (Bertrand)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 11 décembre 2008.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La caisse de retraite du personnel de la RATP : comment maîtriser le financement du régime spécial de la RATP ? [n° 452 (2007-2008)] (9 juillet 2008) - **Fonction publique - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : pensions [n° 99 tome 3 annexe 23 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

AUTAIN (François)
sénateur (Loire-Atlantique)
CRC-R, puis CRC-SPG-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Deuxième lecture** [n° 198 (2007-2008)] - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1502, 1503) : son intervention. Le groupe CRC subordonnera son vote à l'accueil réservé à ses amendements. - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 1506) : son amendement n° 1 : non-renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament en cas d'absence de réalisation des études post-AMM prescrites ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale - Application de sanctions en cas de non-réalisation d'une étude post-AMM) (p. 1507) : son amendement n° 2 : non-prise en charge par l'assurance maladie d'un médicament n'ayant pas satisfait aux obligations en matière d'études épidémiopharmacologiques post-AMM ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1508) : son amendement n° 3 : extension des possibilités de prescription d'études post-AMM à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS, et à la Haute Autorité de santé, HAS ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1509, 15010) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1527, 1529) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur la lutte contre les addictions** - (11 juin 2008) (p. 2763, 2765) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales) (p. 2936) : favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc

Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (10 juillet 2008) - **Article 34** (art. L. 611-10, L. 611-11, L. 611-16, L. 612-12, L. 613-2, L. 613-24, L. 613-25, L. 614-6 et L. 614-12 du code de la propriété intellectuelle - Adaptation du code de la propriété intellectuelle à la convention révisée sur le brevet européen) (p. 4538) : son amendement n° 340 : suppression partielle ; rejeté. (p. 4539) : son amendement n° 341 : maintien d'une politique du médicament générique malgré la brevetabilité de la seconde application thérapeutique ; rejeté. (p. 4540, 4541) : intervient sur l'amendement n° 533 de Mme Odette Terrade (suppression). (p. 4541) : intervient sur son amendement n° 341 précité.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion** [n° 7 (2008-2009)] - (23 octobre 2008) - **Article 3** (Compensation des charges nouvelles incombant aux départements) (p. 6071) : parole sur l'article. (p. 6072) : intervient sur l'amendement n° 198 de Mme Annie David (clarification).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6170, 6171) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009** [n° 80 (2008-2009)]

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6792, 6794) : son intervention.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 10** (art. 2, 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale et ressources de cette caisse) (p. 6821) : favorable aux amendements de suppression n° 96 de M. Guy Fischer et n° 254 de M. Bernard Cazeau. - **Article 12** (art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie) (p. 6832) : favorable à l'amendement n° 101 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 14** (art. L. 138-10, L. 245-5-1 A, L. 245-5-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Contributions à la charge des entreprises pharmaceutiques) (p. 6846, 6847) : ne votera pas l'amendement de la commission saisi pour avis n° 63 (augmentation du taux de la contribution du chiffre d'affaires de l'industrie du médicament au cours des années 2009 à 2011) . Son amendement n° 456 : fixation annuelle, par le Parlement, du taux de la contribution du chiffre d'affaires de l'industrie du médicament ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6849, 6852) : défavorable à l'amendement de la commission saisi pour avis n° 65 (rôle et composition du conseil stratégique des industries de santé). Ses amendements n° 111 : suppression des remises sur le prix du médicament ; et n° 441 : modification du taux et de l'assiette de la taxe sur les dépenses de promotion du médicament ; rejetés.

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 56 (priorité)** (art. L. 173-7 nouveau, L. 351-14-1 et L. 382-29 du code de la sécurité sociale ; art. L. 742-3 du code rural ; art. 114 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Modification des règles de "rachat" de trimestres pour l'ouverture du droit à retraite anticipée pour carrière longue) (p. 7002, 7003) : soutient l'amendement n° 183 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 7061, 7062) : son amendement n° 121 : reconnaissance du caractère illicite des dépassements d'honoraires ne correspondant pas aux devis, et possibilité pour les assurés de récupérer les paiements indus ; rejeté. (p. 7063, 7064) : son amendement n° 122 : fixation d'un plafond conventionnel au-delà duquel les dépassements d'honoraires sont

illicites ; rejeté. (p. 7065, 7067) : ses amendements n° 123 : possibilité pour les patients d'engager une action auprès de l'assurance maladie s'ils ont fait l'objet de dépassements d'honoraires abusifs ; et n° 449 : extension à tous les médecins conventionnés de l'application de l'option de coordination figurant dans la convention du 12 janvier 2005 ; rejetés. - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins) (p. 7073) : son amendement n° 132 : représentation des usagers au sein de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article 33** (art. L. 183-1-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Rémunération des enseignants de médecine générale) (p. 7100) : votera l'amendement n° 16 de la commission (application aux enseignants de médecine générale d'un contrat type élaboré par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie) et l'article 33 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7102, 7113) : ses amendements n° 437 : non-inscription sur la liste des médicaments remboursables des médicaments n'apportant aucune amélioration du service médical rendu ; n° 438 et 138 : repli ; n° 434 : prescription par l'AFSSPS, la Haute Autorité de santé ou le Comité économique des produits de santé des études pharmaco-épidémiologiques postérieures à la mise sur le marché ; n° 435 : sanctions en cas de non-réalisation des études postérieures à la mise sur le marché dans un délai de cinq ans ; et n° 439 : suppression de la procédure de dépôt de prix ; rejetés. Favorable aux amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 275 (évaluation de l'efficacité des nouveaux médicaments) et n° 276 (classement par la Haute Autorité de santé des médicaments selon leur niveau d'amélioration du service médical rendu). Défavorable à l'amendement n° 229 de M. Gilbert Barbier (rétablissement des compétences ordinaires). - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 7119, 7120) : ses amendements n° 440 : participation des patients au système de pharmaco-vigilance ; adopté ; et n° 445 : suppression du dispositif dérogatoire autorisant les publicités télévisées ou radiodiffusées pour le grand public en faveur des vaccins ; rejeté. - **Article 36** (art. L. 162-22-7-2, L. 162-5-17 nouveaux et L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale - Dispositif de régulation des prescriptions de spécialités pharmaceutiques financées en sus des groupes homogènes de séjour et validation de la prescription des médicaments orphelins) (p. 7125) : soutient l'amendement n° 149 de M. Guy Fischer (suppression des sanctions encourues par les établissements publics de santé) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 7127, 7128) : ses amendements n° 448 : inclusion des métabolites actifs dans la définition retenue pour les génériques ; et n° 447 : régime des autorisations de mise sur le marché ; rejetés. - **Article 37 ter** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - Obligation de recours à la dénomination commune internationale) : Défavorable aux amendements identiques n° 19 de la commission et n° 411 de M. Philippe Darniche (suppression). - **Article 39** (art. L. 162-21-3, L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8, L. 162-22-9, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-6, L. 227-1, L. 314-3 et L. 314-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives au financement des établissements de santé) (p. 7134, 7139) : ses amendements

n° 246 : prise en compte d'indicateurs régionaux dans la régulation prix-volume ; et n° 153 : intégration dans la conduite de la convergence tarifaire des écarts de charges résultant d'obligations légales et réglementaires ; rejetés. (p. 7140) : votera contre l'article 39 de ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7140, 7141) : son amendement n° 247 : participation des fédérations de santé publique à la fixation des forfaits d'imagerie médicale ; rejeté. - **Article 40** (art. L. 6143-3, L. 6143-3-1, L. 6161-3-1 et L. 6162-1 du code de la santé publique - Clarification du traitement des situations de déséquilibre financier des établissements publics de santé et harmonisation des mises sous administration provisoire) (p. 7149, 7151) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (possibilité de placer un établissement sous administration provisoire dans une situation pouvant porter atteinte à la qualité et à la sécurité des soins). Ne votera pas l'article 40 de ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 7156, 7157) : son amendement n° 457 : établissement d'un rapport fixant les modalités de mise en œuvre et de financement d'un plan permettant aux hôpitaux de retraiter les effluents chimiques toxiques déversés à l'égoût ; retiré. - **Article 43** (art. L. 133-4-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Récupération sur les tarifs soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes des dépenses d'assurance maladie indûment prises en charge à titre individuel par un organisme d'assurance maladie) (p. 7160, 7161) : ses amendements n° 248 : suppression ; et n° 167 : prescription au bout d'un an de l'action en recouvrement ; rejetés. - **Article 44 et article additionnel après l'article 44** (Tarification de la ressource des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 7165) : son amendement n° 169 : établissement d'un moratoire jusqu'au 1er janvier 2012 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 45** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5126-6-1 du code de la santé publique - Réintégration des dépenses de médicaments dans le tarif soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 7183, 7184) : ses amendements n° 454 : ouverture des fonctions de pharmacien référent à l'ensemble des pharmaciens ; et n° 451 : précision ; devenus sans objet. Sur l'amendement n° 37 de la commission (contribution du médecin coordonnateur, en collaboration avec les professionnels de santé exerçant dans l'EHPAD, à la bonne adaptation aux impératifs gériatriques des prescriptions de médicaments), ses sous-amendements n° 453 ; retiré ; et n° 452 ; rejeté. (p. 7186) : intervient sur son sous-amendement n° 452, déposé sur l'amendement précité n° 37 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7193, 7195) : son amendement n° 249 : interdiction pour les praticiens hospitaliers d'ouvrir un cabinet privé ou d'exercer une activité rémunérée dans un établissement de santé privé durant deux ans ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7202) : son amendement n° 446 : rapport du Gouvernement sur l'opportunité de créer un nouveau sous-objectif de dépenses permettant au sein de l'ONDAM de distinguer les charges et l'évolution des crédits du secteur public et ceux relevant du secteur privé ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 80** (p. 7231) : son amendement n° 225 : pérennisation du financement des mises à disposition de salariés des entreprises du secteur privé non lucratif sanitaire, social et médico-social auprès des organisations syndicales représentatives ; rejeté.

BACHELOT-NARQUIN (Roselyne)
ministre de la santé, de la jeunesse et des sports
(jusqu'au 18 mars 2008)
ministre de la santé, de la jeunesse, des sports et de la vie associative
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - **Article 6 (priorité)** (art. L. 3711-1 à L. 3711-3 et art. L. 3711-4-1 du code de la santé publique - Modifications relatives à la mise en œuvre de l'injonction de soins) (p. 791, 793) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 et n° 28 de la commission. Son intervention sur la fonction de médecin coordonnateur. - **Article 8 (priorité)** (art. L. 6141-5 du code de la santé publique - Coordination - Obligation pour le personnel médical de signaler un risque sérieux pour la sécurité) (p. 795) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Dériot sur la politique de lutte contre l'obésité** - (27 mars 2008) (p. 1296, 1300) : sa réponse.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Deuxième lecture [n° 198 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1499, 1500) : son intervention. Souhaite l'adoption de ce texte. (p. 1504) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 1506) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. François Autain (non-renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament en cas d'absence de réalisation des études post-AMM prescrites). - **Article 8** (art. L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale - Application de sanctions en cas de non-réalisation d'une étude post-AMM) (p. 1507) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. François Autain. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1508) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. François Autain (extension des possibilités de prescription d'études post-AMM à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS, et à la Haute Autorité de santé, HAS). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1510, 1511) : réponse aux explications de vote de MM. François Autain et André Lardeux.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1542, 1545) : sa réponse.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur la lutte contre les addictions** - (11 juin 2008) (p. 2768, 2771) : sa réponse.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6689, 6692) : son intervention. (p. 6732, 6735) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2008) - **Organisation des débats** (p. 6748) : demande le report de l'examen des articles 51 à 69. - **Question préalable** (p. 6751) : avis du Gouvernement sur la motion n° 483 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6755) : avis du Gouvernement sur la motion n° 458 de Mme Raymonde Le Texier tendant au renvoi à la commission.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 3** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2008) (p. 6760) : son amendement n° 491 : révision des prévisions de recettes de l'ensemble des branches du régime général ; adopté. - **Article 4** (Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites) (p. 6762) : réponse à l'intervention de M. Guy Fischer portant sur l'article. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 6764) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 427 de M. Serge Dassault (remplacement des cotisations et des taxes liées au financement de la sécurité sociale pour les branches maladie et allocations familiales, par une contribution dont l'assiette est déterminée par la différence entre le montant du chiffre d'affaires et le montant de la masse salariale augmenté des charges salariales afférentes). - **Article 5** (art. 60, 74 et 78 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Rectification des montants des dotations du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et de l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires) (p. 6767, 6768) : position de la commission sur l'amendement n° 94 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 8** (Rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie) (p. 6770) : réponse à Mme Annie David au sujet de l'IRCANTEC.

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6770, 6774) : son intervention. (p. 6797, 6811) : réponses aux orateurs.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 9 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal) (p. 6817) : son amendement n° 492 : conséquences de la révision des hypothèses macroéconomiques quadriennales ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 95 de M. Guy Fischer. - **Article 10** (art. 2, 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale et ressources de cette caisse) (p. 6820, 6821) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 96 de M. Guy Fischer et n° 254 de M. Bernard Cazeau. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 6822) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 97 de M. Guy Fischer (abrogation de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 6823, 6824) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de M. Guy Fischer (réforme des cotisations sociales patronales favorisant les PME et les entreprises à fort taux de main d'œuvre), et de M. Bernard Cazeau n° 255 (conditionnement des exonérations de cotisations sociales à l'existence d'un accord salarial) et n° 256 (évaluation régulière des dispositifs d'exonération des cotisations de sécurité sociale). - **Article 11** (art. L. 245-16 du code de la sécurité sociale - Modification de la clé de répartition des prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement) (p. 6825) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission et n° 99 et 100 de M. Guy Fischer. - **Article 12** (art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie) (p. 6829) : son amendement n° 513 : rédaction, pour les services statistiques responsables de l'élaboration des comptes de la santé, du rapport sur les comptes des organismes complémentaires d'assurance maladie ; adopté. (p. 6830, 6832) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de M. André Lardeux, n° 257 de M. Bernard Cazeau, n° 62 de la commission saisie pour avis, et n° 101, 102, 103 et 104 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6835, 6836) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 105 de M. Guy Fischer (augmentation des ressources de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale par la création d'une contribution assise sur les revenus de type stock-options), n° 258 de M. Bernard Cazeau (création d'une taxe additionnelle de 11 % aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine) et

n° 329 de Mme Muguette Dini (développement du dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé). - **Article 13** (art. L. 137-15 à L. 137-17 nouveaux et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Contribution sur les rémunérations ou gains exclus de l'assiette des cotisations sociales) (p. 6838, 6842) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de la commission, n° 331 et 342 de Mme Muguette Dini, n° 106 et 107 de M. Guy Fischer, n° 259, 260, 261 et 262 de M. Bernard Cazeau. - **Article 14** (art. L. 138-10, L. 245-5-1 A, L. 245-5-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Contributions à la charge des entreprises pharmaceutiques) (p. 6846, 6848) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 456 de M. François Autain, n° 63 et 64 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6849) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 65 (rôle et composition du conseil stratégique des industries de santé) ainsi que sur le sous-amendement n° 514 de M. Bernard Cazeau s'y rapportant. - **Article 15** (art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation) (p. 6854, 6855) : intervient sur les amendements de suppression n° 93 de M. Gérard César, n° 228 de M. André Lardeux et n° 423 de M. Roland Courteau. (p. 6858) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 398 de M. Nicolas About, n° 235 de M. Michel Doublet, n° 402 de M. Roland Courteau, n° 89 de Mme Sylvie Desmarescaux, n° 80 de Mme Françoise Henneron et n° 264 de M. Serge Larcher.

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 7062, 7067) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 121 (reconnaissance du caractère illicite des dépassements d'honoraires ne correspondant pas aux devis, et possibilité pour les assurés de récupérer les paiements indus), n° 122 (fixation d'un plafond conventionnel au-delà duquel les dépassements d'honoraires sont illicites), n° 123 (possibilité pour les patients d'engager une action auprès de l'assurance maladie s'ils ont fait l'objet de dépassements d'honoraires abusifs) et n° 449 (extension à tous les médecins conventionnés de l'application de l'option de coordination figurant dans la convention du 12 janvier 2005). - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins) (p. 7069, 7075) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 124, 125, 126 et 127 de M. Guy Fischer, n° 132 de M. François Autain, n° 330 de Mme Muguette Dini, n° 359 de M. Dominique Leclerc et n° 416 de M. Bruno Gilles. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 7075) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 240 de M. André Lardeux (extension aux centres de santé des dispositions relatives aux dépassements d'honoraires applicables aux professionnels de santé libéraux).

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) (p. 7089) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 353 de M. Guy Fischer (présentation d'un rapport d'évaluation sur les franchises médicales). - **Article 31 bis** (art. L. 162-9, L. 162-14-1 et L. 722-4 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des cotisations sociales des chirurgiens dentistes) (p. 7091, 7093) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 234 de M. André Lardeux, n° 273 de Mme Raymonde Le Texier, n° 341 de Mme Muguette Dini et n° 371 de Mme Sylvie Desmarescaux. - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 7094) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 362 de M. Dominique Leclerc (en cas de dépassement des plafonds de garantie prévus dans les contrats d'assurance, non-subrogation de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux). - **Article 32** (art. L. 111-11 et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Suivi des propositions formulées par le rapport annuel sur l'évolution des charges et des produits de l'assurance maladie) (p. 7095) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 69 de la

commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 7097) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 133 de M. Guy Fischer (dispense des épreuves de vérification de langue pour les médecins titulaires d'un diplôme interuniversitaire de santé). - **Article 33** (art. L. 183-1-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Rémunération des enseignants de médecine générale) (p. 7099) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 230 de M. Gilbert Barbier, n° 16 de la commission et n° 70 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7101, 7112) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 de M. Guy Fischer (définition d'une période minimale d'exercice au sein des établissements publics pour les masseurs-kinésithérapeutes), de Mme Raymonde Le Texier n° 275 (évaluation de l'efficacité des nouveaux médicaments) et n° 276 (classement par la Haute Autorité de santé des médicaments selon leur niveau d'amélioration du service médical rendu), de M. François Autain n° 437 (non-inscription sur la liste des médicaments remboursables des médicaments n'apportant aucune amélioration du service médical rendu), de repli n° 438 et n° 138, n° 444 (publication des délibérations du comité économique des produits de santé), n° 434 (prescription par l'AFSSPS, la Haute Autorité de santé ou le Comité économique des produits de santé des études pharmaco-épidémiologiques postérieures à la mise sur le marché), n° 436 (sanctions en cas de non-réalisation des études postérieures à la mise sur le marché), n° 435 (sanctions en cas de non-réalisation des études postérieures à la mise sur le marché dans un délai de cinq ans), n° 439 (suppression de la procédure de dépôt de prix), n° 430 (publication des conventions conclues entre les membres des professions médicales et les entreprises produisant ou commercialisant des produits de santé) et sur l'amendement n° 229 de M. Gilbert Barbier (rétablissement des compétences ordinaires). - **Article 34** (art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série) (p. 7116, 7119) : son amendement n° 528 : rôle de la Haute Autorité de santé dans l'élaboration et la validation des référentiels ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 141 de M. Guy Fischer, n° 274 de Mme Raymonde Le Texier, n° 350 de Mme Muguette Dini, n° 390 de M. Alain Milon et n° 384 de M. Gilbert Barbier. - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 7119, 7120) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 440 (participation des patients au système de pharmaco-vigilance) et n° 445 (suppression du dispositif dérogatoire autorisant les publicités télévisées ou radiodiffusées pour le grand public en faveur des vaccins). - **Article 35** (art. L. 161-36-4-3 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 1111-8-1 du code de la santé publique - Groupement d'intérêt public chargé du développement des systèmes d'information de santé partagés) (p. 7121, 7122) : son amendement n° 526 : modalités de recrutement des personnels du groupement d'intérêt public chargé du développement des systèmes d'information de santé partagés ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 142 et 143 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7122) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 335 de Mme Anne-Marie Payet (certification obligatoire des logiciels d'aide à la prescription médicale à compter du 1er janvier 2010) et n° 277 de M. Claude Domeizel (possibilité pour un patient d'être adressé à un spécialiste par un médecin du travail sans consulter son médecin traitant). - **Article 35 bis** (art. L. 161-36-1, L. 161-36-2 et L. 161-36-3-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Expérimentation d'un dossier médical sur support mobile) (p. 7123) : sur l'amendement n° 17 de la commission (précision), son sous-amendement n° 529 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 147 de M. Guy Fischer et n° 503 de la commission. - **Article additionnel après l'article 35 bis** (p. 7124) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 361 de M. Dominique Leclerc (obligation pour les pharmaciens d'officines ou pharmaciens de pharmacie à usage intérieur d'un établissement de santé de consulter et d'alimenter le dossier pharmaceutique lors de la délivrance des médicaments). - **Article 36** (art. L. 162-22-7-2, L. 162-5-17 nouveaux et L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale - Dispositif de régulation des prescriptions de spécialités pharmaceutiques financées en sus des groupes homogènes de

séjour et validation de la prescription des médicaments orphelins) (p. 7125) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 71 de la commission des finances saisie pour avis et n° 149 de M. Guy Fischer. - **Article 37 bis** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - *Modification des règles d'inscription des médicaments au répertoire des groupes génériques*) (p. 7126, 7127) : ses amendements n° 519 (rédaction) ; et n° 520 (élargissement de la possibilité de substitution à des spécialités contenant le même principe actif sous une forme chimique différente) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 410 de M. Philippe Darniche. - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 7128) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. François Autain n° 448 (inclusion des métabolites actifs dans la définition retenue pour les génériques) et n° 447 (régime des autorisations de mise sur le marché). - **Article 37 ter** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - *Obligation de recours à la dénomination commune internationale*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de la commission et n° 411 de M. Philippe Darniche. - **Article 37 quater** (*Nouvelle procédure d'évaluation de certains médicaments*) (p. 7129) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de la commission et n° 72 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7130) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 150 de M. Guy Fischer et n° 334 de Mme Anne-Marie Payet (suivi des dépenses liées aux dispositifs médicaux inscrits sur la liste des produits et prestations remboursables). - **Article 38 bis** (*Remise d'un rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge des moyens contraceptifs*) (p. 7131) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de la commission. - **Article 39** (art. L. 162-21-3, L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8, L. 162-22-9, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-6, L. 227-1, L. 314-3 et L. 314-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - *Dispositions diverses relatives au financement des établissements de santé*) (p. 7133, 7139) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 73 de la commission des finances saisie pour avis, n° 246 et 153 de M. François Autain, n° 278 et 279 de Mme Raymonde Le Texier, n° 152 et 151 de M. Guy Fischer et n° 373 de M. Philippe Marini. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7140, 7141) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 247 de M. François Autain et n° 280 de Mme Raymonde Le Texier (participation des fédérations de santé publique à la fixation des forfaits d'imagerie médicale) et sur l'amendement n° 155 de M. Guy Fischer (pour les établissements privés autres que les établissements privés non lucratifs, intégration des honoraires des médecins libéraux dans les tarifs). - **Article 39 bis** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ; art. L. 162-22-6, L. 174-2 et L. 174-2-1 du code de la sécurité sociale - *Transmission directe des factures des établissements de santé publique aux caisses d'assurance maladie*) (p. 7142) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 et 23 de la commission. - **Article 40** (art. L. 6143-3, L. 6143-3-1, L. 6161-3-1 et L. 6162-1 du code de la santé publique - *Clarification du traitement des situations de déséquilibre financier des établissements publics de santé et harmonisation des mises sous administration provisoire*) (p. 7148, 7150) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 156, 157, 158, 159, 160, 161, 355, 164, 165, 162 et 163 de M. Guy Fischer et n° 24, 25, 504 et 26 de la commission. - **Article additionnel après l'article 40** (p. 7151) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 281 de Mme Raymonde Le Texier (financement complémentaire pour les mesures salariales concernant la fonction publique hospitalière décidées après l'adoption de la loi de financement de la sécurité sociale). - **Article 40 bis** (art. L. 6132-3, L. 6143-1, L. 6143-6 et L. 6145-16 du code de la santé publique - *Certification des comptes des établissements publics de santé*) (p. 7152) : sur l'amendement n° 27 de la commission (modalités de certification des comptes des hôpitaux), son sous-amendement n° 530 ; adopté. - **Article 41** (art. L. 6113-10, L. 6113-10-1 et L. 6113-10-2 nouveaux du code de la santé publique ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Création de l'agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux*) (p. 7154, 7155) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 166 de M. Guy

Fischer et n° 75, 76 et 77 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 7156) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 457 de M. François Autain (établissement d'un rapport fixant les modalités de mise en œuvre et de financement d'un plan permettant aux hôpitaux de retraiter les effluents chimiques toxiques déversés à l'égoût). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - *Extension du champ des mises sous accord préalable à des prestations d'hospitalisation atypiques*) (p. 7157) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 505 de la commission. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 7158) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Godefroy (allongement de deux semaines du congé maternité). - **Article additionnel avant l'article 43** (p. 7159) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission (autorisation pour les pédicures-podologues de renouveler pendant trois ans ou d'adapter les prescriptions médicales initiales d'orthèses plantaires).

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 47** (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1221-14 nouveau, L. 3111-9, L. 3122-1 et L. 3122-5 du code de la santé publique - *Procédure d'indemnisation à l'amiable par l'office national d'indemnisation des accidents médicaux pour les victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine - Dotation pour 2009 à l'Oniam*) (p. 7190, 7191) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 317, 321, 322 et 323 de M. Ambroise Dupont. - **Article 48** (article 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Dotations pour 2009 au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 7192, 7193) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7194, 7196) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 249 de M. François Autain et n° 388 de M. Bernard Cazeau (interdiction pour les praticiens hospitaliers d'ouvrir un cabinet privé ou d'exercer une activité rémunérée dans un établissement de santé privé durant deux ans). - **Article 49** (*Fixation des objectifs de dépenses de la branche maladie, maternité, invalidité et décès*) : son amendement n° 500 : révision des objectifs de dépenses en conséquence de la révision des hypothèses macroéconomiques ; adopté. - **Article 50** (*Fixation du montant de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de sa ventilation*) (p. 7197) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 287 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7198, 7199) : sur l'amendement n° 429 de M. Nicolas About (information du patient sur le coût d'une prothèse dentaire préalablement à sa pose), son sous-amendement n° 531 du Gouvernement (suppression de la mention obligatoire du lieu de fabrication de la prothèse dans le devis remis au patient) ; adopté. (p. 7200, 7203) : avis du Gouvernement sur l'amendement cité n° 429 de M. Nicolas About et, analogues à celui-ci, sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 78, n° 481 de M. Jean-Marc Juilhard et n° 349 de Mme Muguette Dini ainsi que sur les amendements n° 288 de Mme Raymonde Le Texier (renforcement de l'obligation d'affichage de leurs tarifs par les professionnels de santé), n° 348 de Mme Muguette Dini (possibilité pour les apprentis de passer la visite médicale obligatoire auprès de leur médecin de famille) et n° 446 de M. François Autain (rapport du Gouvernement sur l'opportunité de créer un nouveau sous-objectif de dépenses permettant au sein de l'ONDAM de distinguer les charges et l'évolution des crédits du secteur public et ceux relevant du secteur privé). Remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 112 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 7677, 7678) : son intervention. - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel*) (p. 7715) : son amendement n° 1 (coordination) ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 23** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 7716) : son amendement n° 6 (coordination) ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 24 et annexe C** (*Fixation des prévisions de*

recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base): ses amendements de coordination n° 2 et n° 3; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base): son amendement n° 4 (coordination); adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 26** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général): son amendement n° 5; coordination; adopté. - **Article 72 bis** (Réforme du crédit impôt famille pour inciter les entreprises à financer des services de garde d'enfants) (p. 7717): son amendement n° 7 (coordination); adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7718): remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

BADINTER (Robert)
sénateur (Hauts-de-Seine)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Deuxième partie :

Santé

- (28 novembre 2008) (p. 7922, 7926) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 7926, 7930) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-51 de M. Philippe Dominati et n° II-33, II-34 et II-35 de la commission. Son amendement n° II-142 (minoration des crédits du programme "Offres de soins et qualité du système de soins"); adopté - **Article additionnel après l'article 73** (p. 7932, 7933) : son amendement n° II-151 : possibilité pour l'Institut national du cancer de lancer des appels à projet en matière de recherche d'une durée de cinq ans; adopté.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel et relatif à ses archives [n° 470 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2005-2006)** (p. 42, 44) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 470 (2005-2006).**

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 682, 684) : son intervention. - **Article 1er** (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - *Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire*) (p. 708) : hospitalisation d'office des détenus. (p. 714) : son amendement n° 53 : suppression partielle ; devenu sans objet. (p. 725) : favorable à l'amendement n° 3 de la commission (nature juridictionnelle de la commission chargée de demander une rétention de sûreté). Son amendement n° 82 : publicité du débat contradictoire sur la décision de rétention de sûreté ; adopté. (p. 731) : favorable à l'amendement n° 14 de la commission (évaluation de la dangerosité dans l'année suivant un placement en rétention de sûreté ainsi que pour les condamnés à une peine de réclusion criminelle égale ou supérieure à quinze ans et possibilité d'un transfert en unité hospitalière spécialement aménagée).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 788, 790) : non-rétroactivité de la loi pénale plus sévère. Intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Hugues Portelli portant sur l'amendement n° 29 de la commission (avis conforme de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté avant toute libération conditionnelle de condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, et prise en compte de l'assignation à résidence et de la sortie sous surveillance pénitentiaire dans le régime de la "surveillance de sûreté"). - **Article 3** (*titre XXVIII nouveau, chapitre premier nouveau, art. 706-119 à 706-128 nouveaux, chapitre II nouveau, section 1 nouvelle, art. 706-129 à 706-132 nouveaux et section 2 nouvelle, art. 706-133 et 706-134, chapitre III nouveau, art. 706-135 A à 706-139 nouveaux du code de procédure pénale - Décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental*) (p. 802, 804) : son amendement n° 57 : renvoi de la décision sur la réparation des dommages causés aux victimes devant une juridiction civile ; rejeté.

- **Commission mixte paritaire [n° 192 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 992, 994) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel - Deuxième lecture [n° 304 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Article 2** (*Entrée en vigueur de la loi organique*) (p. 2175) : le groupe socialiste votera le projet de loi organique.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2708, 2710) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2** (p. 2716, 2718) : son amendement n° 13 : suppression de l'exigence consistant à demander aux plaignants d'apporter la preuve d'un plan concerté en matière de crime contre l'humanité ; rejeté. - **Article 2** (*art. 212-1 nouveau du code pénal - Définition élargie des autres crimes contre*

l'humanité) (p. 2720) : son amendement n° 14 : facilitation de la poursuite du crime d'apartheid ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 3 ou après l'article 7** (p. 2722, 2723) : son amendement n° 24 : absence d'impunité ou d'immunité attachée à une fonction, quelle qu'elle soit ; rejeté. - **Article 7** (*art 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - Crimes de guerre*) (p. 2730) : son amendement n° 18 : élargissement du champ d'application de l'incrimination des actes de traîtrise, afin d'assurer la protection des adversaires combattants ; adopté. (p. 2731, 2732) : ses amendements n° 17 : incrimination du fait d'attaquer ou de bombarder des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires ; n° 19 : incrimination des atteintes aux biens protégés et n° 20 : incrimination du fait de contraindre un prisonnier de guerre à servir dans les forces armées de la partie adverse ; retirés. (p. 2734) : son amendement n° 21 : responsabilité pénale du supérieur hiérarchique civil ; adopté. (p. 2735) : son amendement n° 23 : conditions de prise en compte de la légitime défense comme cause d'exonération de la responsabilité ; rejeté. (p. 2740) : défavorable aux amendements identiques n° 39 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 57 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression des dispositions tendant à considérer que l'utilisation de l'arme nucléaire ne constitue pas un crime de guerre). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2742, 2744) : sur l'amendement n° 61 de la commission (compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre), son sous-amendement n° 62 ; rejeté. Son amendement n° 26 : possibilité de juger toute personne présumée auteur ou complice d'un crime ou d'un délit défini dans le statut de Rome, sous réserve de l'exercice par la Cour pénale internationale de sa compétence ; devenu sans objet. (p. 2747) : intervient sur son sous-amendement n° 62 précité. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2752) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2868, 2870) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2914, 2915) : ne votera pas les amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution). Proposition alternative. - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2934, 2935) : intervient sur les amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2941) : défavorable à l'amendement n° 509 de la commission (disposition en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, responsabilités professionnelles et sociales). (p. 2942) : votera l'amendement n° 368 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mention explicite de critères de discrimination fondée sur le sexe et l'orientation sexuelle).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2992) : intervient sur l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression). - **Article 2** (*art. 6 de la Constitution - Limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs*) (p. 3005) : intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (rédaction) ainsi que sur le sous-amendement n° 350 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant. - **Article 3 bis** (*art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3036, 3037) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3043, 3044) : intervient sur l'amendement n° 265 de M. Pierre Fauchon (instauration d'un régime présidentiel assurant l'indépendance des pouvoirs exécutif et législatif, tout en conservant une

possibilité de dissolution en cas de désaccord sur un texte essentiel).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure) (p. 3097) : défavorable à l'article 5 de ce projet de loi. - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 3104, 3105) : favorable à l'amendement n° 386 de M. Jean-Michel Baylet (suppression). - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès) (p. 3110, 3111) : favorable aux amendements identiques n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 329 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 428 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3116) : défavorable à l'amendement n° 9 de M. Michel Charasse (ajout des actes pris en application de l'article 65 de la Constitution à la liste des actes dispensés de contreseing). - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3119) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 364 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 429, 430 et 431 de M. Bernard Frimat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 3137) : favorable aux amendements identiques n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés). (p. 3143, 3144) : défavorable à l'amendement n° 103 de la commission (limitation du nombre de sénateurs).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 3320) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3335, 3342) : intervient sur les amendements n° 351 de Mme Alima Boumediene-Thiery (adoption de la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe) et n° 71 de M. Hugues Portelli (appréciation de la conformité des dispositions législatives aux engagements internationaux par le Conseil d'Etat et par la Cour de cassation - intervention du Conseil constitutionnel en cas de conflit de jurisprudence entre les deux hautes juridictions). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3342, 3344) : son amendement n° 321 : requalification du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle" ; adopté. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des

membres du Conseil constitutionnel) (p. 3345) : ses amendements n° 487 : nomination des membres du Conseil constitutionnel après avis public de la commission permanente compétente de l'Assemblée concernée, à la majorité des trois cinquièmes ; rejeté ; et n° 488 : suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République ; adopté. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 3359) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Charasse (respect des décisions du Conseil constitutionnel). - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3361, 3378) : son amendement n° 489 : composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature ; rejeté. - **Article 30 quater** (art. 72-3 de la Constitution - Collectivités d'outre-mer) (p. 3388) : favorable à l'amendement n° 498 de M. Christian Cointat (mention de l'île de Clipperton dans la Constitution). - **Article 31** (art. 71-1 nouveau de la Constitution - Création d'un Défenseur des droits des citoyens) (p. 3391, 3392) : soutient l'amendement n° 491 de M. Bernard Frimat (constitutionnalisation du Médiateur de la République) ; rejeté.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 12** (art. 34-1 nouveau de la Constitution - Résolutions) (p. 4717) : intervient sur l'amendement n° 110 de M. Bernard Frimat (suppression de l'avis du Gouvernement en matière de vote des résolutions par le Parlement). - **Article 24 bis (supprimé)** (art. 54 de la Constitution - Saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire en matière d'accords internationaux) (p. 4766, 4767) : intervient sur l'amendement n° 78 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (rétablissement du texte adopté par le Sénat à l'unanimité de ses membres permettant à un groupe parlementaire de saisir le Conseil constitutionnel en matière d'accords internationaux). - **Article 24 ter (supprimé)** (changement de dénomination du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle") (p. 4767, 4768) : son amendement n° 134 : changement de dénomination du Conseil constitutionnel en Cour constitutionnelle ; rejeté. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 4768) : ses amendements n° 135 : avis public de la commission permanente concernée statuant à la majorité des trois cinquièmes pour les nominations des membres du Conseil constitutionnel par le président des assemblées ; et n° 136 : suppression partielle ; rejetés. - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 4776, 4777) : son amendement n° 137 : fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature ; rejeté.

BADRÉ (Denis)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN).

Membre suppléant du Comité consultatif du secteur financier.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 293 (2007-2008)] autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes [n° 303 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression de tous les élus locaux [n° 16 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à laisser libre les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 18 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Affaires européennes et article 33 : évaluation du prélèvement opéré sur les recettes de l'État au titre de la participation de la France au budget des Communautés européennes [n° 99 tome 2 fasc. 2 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes [n° 293 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2144, 2147) : son intervention. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption de ce projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2827, 2829) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveau], L. 36-6, L. 36-

8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - **Équipement des immeubles pour le très haut débit**) (p. 4481) : soutient l'amendement n° 644 de M. Philippe Nogrix (fixation par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes des conditions financières des accords d'itinérance locales) ; retiré.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (16 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - **Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes**) (p. 5491, 5493) : sur l'amendement n° 10 de la commission (réécriture de cet article en limitant le prélèvement aux seuls organismes ayant une activité locative), soutient les sous-amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 567 (prise en compte des opérations en cours de réalisation dans le calcul du prélèvement) ; retiré ; et n° 566 : report de la date d'entrée en vigueur de ce dispositif au 1er janvier 2011 ; adopté. (p. 5493, 5495) : soutient les amendements n° 551 de M. Michel Mercier (suppression du paragraphe I relatif aux modalités du calcul du prélèvement) ; et n° 568 de M. Jean-Léonce Dupont (limite de l'assiette du nouveau prélèvement aux logements locatifs sociaux des sociétés d'économie mixte) ; devenus sans objet. (p. 5502, 5503) : intervient sur les sous-amendements précités n° 566 et 567 de M. Jean-Léonce Dupont déposés sur l'amendement précité n° 10 de la commission.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5698, 5699) : soutient l'amendement n° 559 de M. Daniel Dubois (possibilité pour le préfet de prononcer le retrait de l'autorisation de fouilles archéologiques si celles-ci n'ont pas été engagées dans un délai de six mois) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5706) : intervient sur l'amendement n° 644 du Gouvernement (transfert aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale de la compétence pour délivrer un permis de construire demandé par les offices départementaux ou interdépartementaux d'HLM).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Article 2 bis** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 7302) : soutient l'amendement n° I-122 de M. Yves Détraigne (régime d'imposition des indemnités perçues au titre du préjudice moral) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7357, 7361) : soutient l'amendement n° I-117 de M. Jean-Jacques Jégou (remboursement immédiat des créances du crédit d'impôt recherche afin d'améliorer à court terme les trésoreries des entreprises) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7373, 7374) : soutient l'amendement n° I-118 de M. Christian Gaudin (mesures fiscales favorisant les dépenses exposées pour la réalisation d'opérations confiées à des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7377) : soutient l'amendement n° I-119 de M. Jean-Jacques Jégou (renforcement temporaire du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu pour les souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Débat sur la participation de la France au budget des communautés européennes et article 33** (p. 7544, 7546) : son intervention. Recommande l'adoption de cet article.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8561, 8562) : favorable à l'amendement n° II-309 de M. Jean

Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %). - **Article 42 (Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux")** (p. 8579, 8591) : soutient les amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° II-272 (simplification) ; n° II-330 (déductibilité des dépenses de travaux de transformation en logement dans le volume bâti existant) ; et n° II-363 (repli) ; adoptés ; n° II-350 (délai de trois ans avant l'application du plafonnement du nouveau dispositif Malraux pour les secteurs protégés créés avant le 1er juillet 2009) ; n° II-331 (éligibilité des dépenses à la réduction d'impôt à compter du dépôt de la demande de permis de construire et du dépôt de la demande de déclaration préalable) ; n° II-332 (précision) ; n° II-357 (augmentation du taux de la réduction d'impôt et suppression de la hiérarchisation entre secteurs sauvegardés et ZPPAUP) ; n° II-364 (relèvement du plafond de 100 000 à 200 000 euros par an) ; et n° II-365 (report de la fraction des dépenses éligibles excédant le plafonnement annuel de la réduction d'impôt) ; retirés. - **Article 42 bis (Aménagements du régime fiscal applicable aux monuments historiques)** (p. 8593, 8596) : soutient l'amendement n° II-211 de Mme Jacqueline Gourault (suppression) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Article 52 bis (Modification des règles du prélèvement effectué au profit du fonds de solidarité de la région Ile-de-France, FSRIF)** (p. 8689, 8690) : parole sur l'article. (p. 8693, 8695) : sur l'amendement n° II-406 du Gouvernement (aménagement du dispositif élargissant aux EPCI le financement du fonds de solidarité des

communes de la région Ile-de-France), son sous-amendement n° II-410 ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 42 bis (Déductibilité des charges financières du nu-proprétaire d'un immeuble dont l'usufruitier est bailleur social)** (p. 9328) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (élargissement du dispositif aux sociétés d'économie mixte et aux organismes disposant de l'agrément prévu) ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 9340, 9341) : soutient l'amendement n° 68 de M. Jean-Paul Amoudry (report d'un an du nouveau régime fiscal des assurances mutuelles et institutions de prévoyance) ; adopté. - **Article 44 bis (Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation)** (p. 9352) : sur les amendements de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, estime prématuré le débat sur le n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle) et s'oppose au n° 87 (modification de la règle de calcul de l'arrondi dans le cadre de l'indexation du montant de la redevance audiovisuelle sur l'inflation). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 9360, 9364) : soutient les amendements de Mme Jacqueline Gourault n° 45 (aménagement du régime d'épargne retraite des élus locaux, Fonpel) ; et n° 65 de M. Jean-Paul Amoudry (réforme des taxes locales sur l'électricité) ; retirés.

BAILLY (Gérard)
sénateur (Jura)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Revenons à nos moutons : un impératif pour nos territoires et notre pays [n° 168 (2007-2008)] (16 janvier 2008) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Croatie : une "nouvelle Côte d'Azur" pour l'Union européenne ? (mission effectuée en Croatie du 15 au 19 juillet 2008) [n° 49 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1257, 1260) : sa question.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels après l'article 13** (p. 7532, 7533) : soutient l'amendement n° I-27 de M. Michel Doublet (éligibilité au FCTVA des dépenses engagées par les

collectivités territoriales pour la numérisation du cadastre ; adopté.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8266, 8267) : son intervention. Elevage dans le Jura. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8276) : soutient l'amendement de M. Philippe Leroy n° II-155 (majoration des crédits destinés à améliorer les dessertes forestières) ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-215 du Gouvernement.

BALARELLO (José)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

BARBIER (Gilbert)
sénateur (Jura)
RDSE

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 4 novembre 2008.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé ; puis membre le 4 novembre 2008.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 9 octobre 2008 ; puis secrétaire le 22 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2933) : favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gérard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre titulaire du Conseil national du syndrome immunodéficient acquis (sida) jusqu'au 26 octobre 2008.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 198 (2007-2008)] ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament [n° 237 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Questions sociales et santé - Union européenne.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Action Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Mildt) [n° 103 tome 5 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Deuxième lecture** [n° 198 (2007-2008)] - (3 avril 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1501) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte dans la rédaction votée par l'Assemblée nationale. - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 1506) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. François Autain (non-renouvellement de l'autorisation de mise sur le marché d'un médicament en cas d'absence de réalisation des études post-AMM prescrites). - **Article 8** (art. L. 162-17-4 du code de la sécurité sociale - Application de sanctions en cas de non-réalisation d'une étude post-AMM) (p. 1507) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. François Autain. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1508) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. François Autain (extension des possibilités de prescription d'études post-AMM à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS, et à la Haute Autorité de santé, HAS).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009** [n° 80 (2008-2009)] - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6709, 6711) : son intervention. Votera ce projet de loi.

Quatrième partie :

BARNIER (Michel)

ministre de l'agriculture et de la pêche

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 149 (2007-2008)] - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 854, 856) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1271, 1275) : sa réponse.

- **Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire** [n° 214 (2007-2008)] - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6335, 6338) : son intervention. Souhaite que le Sénat suive les conclusions de la commission et n'adopte pas cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8184, 8188) : réponse aux orateurs.

- (18 novembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 7062) : intervient sur l'amendement n° 121 de M. François Autain (reconnaissance du caractère illicite des dépassements d'honoraires ne correspondant pas aux devis, et possibilité pour les assurés de récupérer les paiements indus).

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article 33** (art. L. 183-1-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Rémunération des enseignants de médecine générale) (p. 7098, 7100) : son amendement n° 230 : détermination par les URCA du montant de la rémunération ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7102, 7113) : défavorable à l'amendement n° 275 de Mme Raymonde Le Texier (évaluation de l'efficacité des nouveaux médicaments). Son amendement n° 229 : rétablissement des compétences ordinaires ; adopté. - **Article 34** (art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série) (p. 7116) : son amendement n° 384 : précision ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 7878, 7879) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 7881, 7882) : son intervention.

Santé

- (28 novembre 2008) (p. 7918, 7919) : son intervention. Votera les crédits de cette mission.

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8197) : sa question.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8267, 8274) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8274, 8279) : ses amendements n° II-208 (transfert de crédits des programmes "Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation" et "Économie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires" vers l'enseignement technique agricole) ; et n° II-192 (minoration des crédits du programme "Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture" en conséquence du transfert aux collectivités territoriales des personnels des services d'aménagement foncier) ; adoptés. Sur l'amendement n° II-155 de M. Philippe Leroy (majoration des crédits destinés à améliorer les dessertes forestières) qu'il accepte, son sous-amendement n° II-215. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-132 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° II-168 de Mme Odette Herviaux. - **Article 59 A** (*Rapport au Parlement sur l'impact de la réorganisation de l'Office national des forêts*) (p. 8280) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-5 de la commission. - **Article 59 B** (*Rapport au Parlement sur l'impact de la réorganisation de l'Office national des forêts outre-mer*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-21 de la commission. - **Article 59 C** (*Rapport au Parlement sur l'organisation des centres régionaux de la propriété forestière*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-25 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 59** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-169 de Mme Odette Herviaux (rapport sur l'évolution des enveloppes consacrées par

l'État aux prêts bonifiés consentis aux coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA). - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 8281, 8282) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-170 de M. Gérard César (reconnaissance de la certification de gestion durable au titre de la certification de conformité environnementale ou écocertification prévue par le

code de la consommation). Annonce d'un groupe de travail sur ce sujet).

BARRAUX (Bernard)
sénateur (Allier)
UMP-R

INTERVENTIONS

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture** [n° 110 (2007-2008)] - (25 mars 2008) - **Articles additionnels après l'article 11** : ses amendements n° 26 : extension du champ des règles dérogatoires pour l'acquisition, la détention et l'utilisation des médicaments vétérinaires nécessaires à la réalisation des actes vétérinaires dispensés gratuitement dans les établissements des associations et fondations de protection des animaux ; et n° 27 : repli ; rejetés.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1263, 1264) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (2 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3830) : soutient l'amendement n° 263 de M. Dominique Mortemousque (application du nouvel indice de référence des loyers sur des locations d'habitation accessoires à un bail à ferme) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3873) : sur l'amendement n° 755 de M. François Trucy (assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral), son sous-amendement n° 1063 : exclusion des professions de santé du champ de cette mesure ; retiré puis repris par Mme Catherine Procaccia.

BAYLET (Jean-Michel)
sénateur (Tarn-et-Garonne)
RDSE

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 214 (2007-2008)] (18 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dangerosité des pistolets à impulsions électriques TASER [n° 26 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement** [n° 170 (2007-2008)] - (4 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** : son intervention (p. 12, 13). Le groupe RDSE votera ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] -

(17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2856, 2857) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 7** (*art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3113, 3114) : favorable à l'article 7 de ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Congrès du Parlement [n° 459 (2007-2008)]** - (21 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8, 10) : le RDSE votera le texte.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5185, 5186) : son intervention. Les radicaux de gauche voteront en faveur de la politique étrangère du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5366, 5367) : son intervention. Soutien des radicaux de gauche à ce projet de loi.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article unique** : intervient sur les amendements de M. Yvon Collin n° 1

(représentation de tous les groupes politiques parlementaires à l'une ou l'autre des fonctions de président de commission permanente ou de vice-président du Sénat) et n° 2 (conséquence).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7491, 7493) : son intervention. Les radicaux de gauche n'approuveront pas les dispositions de ce projet de loi de finances.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8190) : sa question.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8664, 8665) : soutient l'amendement n° II-226 de M. Yvon Collin (exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des terres arboricoles et viticoles) ; adopté.

BEAUFILS (Marie-France)
sénateur (Indre-et-Loire)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 16 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Remboursements et dégrèvements [n° 99 tome 3 annexe 25 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie**.

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - **Question préalable** (p. 1851, 1854) : soutient la motion n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 3** (art. L. 4132-13 nouveau du code de la défense - Accès des fonctionnaires civils aux corps militaires) (p. 1858, 1859) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) ; rejeté. - **Article 7** (art. 36 et 44-1 à 44-4 nouveaux de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - Réorientation professionnelle) (p. 1864, 1865) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) ; rejeté. - **Article 9** (art. 3 des lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et 84-53 du 26 janvier 1984 - Remplacement momentané des fonctionnaires par des agents non titulaires) (p. 1871) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) ; rejeté. - **Article 11** (art. 14-2 nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Reprise des contrats de non titulaires en cas de transfert d'activités entre personnes morales de droit public) (p. 1875) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du paragraphe permettant le licenciement d'un contractuel en cas de refus de celui-ci d'accepter les modifications de son contrat) ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement) (p. 3768, 3780) : intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (possibilité, pour le ministre chargé de l'économie et après avis du Conseil de la concurrence, d'autoriser, dans certains secteurs n'ayant pu conclure d'accord interprofessionnel d'ici fin 2008, un dépassement transitoire du délai légal). Soutient l'amendement n° 513 de Mme Odette Terrade (suppression du III de l'article) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 511 de Mme Odette Terrade (instauration d'un délai légal de paiement de sept jours pour les produits agricoles frais et périssables, suivant la date de réception de la marchandise). - **Article 7** (art. L. 214-41 du code monétaire et financier - Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes) (p. 3791, 3796) : soutient l'amendement n° 501 de Mme Odette Terrade (suppression de l'article) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 407 de M. Daniel Raoul (relèvement du taux d'attribution des marchés publics réservés aux PME innovantes à 20 %). - **Article 9** (art. 8, 62, 163 univocis, 206, 211, 211 bis, 221, et 239 bis AB [nouveau] du code général des impôts - Faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes) (p. 3805) : son amendement n° 462 : suppression de l'article ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 3812) : reprend l'amendement de M. Philippe Adnot n° 619 : limitation de l'usage détourné du dispositif d'exonération au titre de l'ISF par des professionnels ; rejeté. - **Article 10 ter** (art. 24-1 [nouveau] de la loi n° 95-96 du 1er février 1995 - Compensation des variations du coût des carburants) (p. 3827) : parole sur l'article. - **Article 11** (art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Suppression de l'interdiction d'indexation automatique des loyers des baux commerciaux sur l'inflation) (p. 3829, 3830) : soutient l'amendement n° 528 de Mme Odette Terrade (possibilité, pour le ministre chargé de l'économie, de prendre un décret de gel temporaire de révision des baux commerciaux) ; devenu sans objet. - **Article 12** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 3834, 3836) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 498 (élargissement de l'application du dispositif du versement transports) ; rejeté ; et n° 499 de M. Michel Billout (suppression du VIII de l'article) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre Ier du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3983) : son amendement n° 884 : exclusion des sociétés financières du champ des entreprises financées par le livret A et

le livret de développement durable ; rejeté. (p. 4001, 4007) : intervient sur son amendement présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin n° 893 : possibilité pour le Trésor public de procéder gratuitement au prélèvement des impôts sur les livrets A. Le groupe CRC votera l'amendement n° 387 de Mme Nicole Bricq (conditions d'accès au service bancaire universel). - **Article 40 (priorité)** (Section 4 du chapitre VIII du titre Ier du livre V, art. L. 518-101 du code monétaire et financier et art. 125 A du code général des impôts - Règles transitoires relatives à la réforme du livret A) (p. 4011, 4012) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 32 de la commission (clôture ou transfert préalable d'un premier livret A avant l'ouverture d'un nouveau dans un autre établissement). - **Intitulé du Chapitre Ier bis (priorité)** (Dispositions relatives au réseau des caisses d'épargne) (p. 4019, 4020) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 33 de la commission (nouvel intitulé de la division - Dispositions relatives au réseau des caisses d'épargne et du Crédit mutuel). - **Article 40 bis (priorité)** (art. L. 512-85, L. 512-91, L. 512-92, L. 512-94, L. 512-95, L. 512-99 et L. 512-100 du code monétaire et financier - Adaptation du statut et des missions des caisses d'épargne) : son amendement n° 911 : suppression des dispositions relatives à l'allègement de la fiscalité sur les patrimoines et à l'élargissement du bouclier fiscal ; rejeté. - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 512-93 et L. 512-99 du code monétaire et financier - Mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 4021) : son amendement n° 902 : suppression ; rejeté. - **Article 40 quater (priorité)** (Représentation des EPCI au sein des conseils d'orientation et de surveillance des sociétés locales d'épargne dont ils sont sociétaires) : son amendement n° 903 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 40 quater (priorité)** (p. 4022) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 35 de la commission (abrogation de l'article L. 512-57 du code monétaire et financier). - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4025, 4026) : parole sur l'article. (p. 4031) : favorable à l'amendement n° 395 de Mme Nicole Bricq (composition de la commission de surveillance). (p. 4033) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin, n° 908 : suppression du texte proposé pour définir le fonctionnement de la commission de surveillance. Affaire EADS. - **Article 42 bis (priorité)** (art. L. 511-41 du code monétaire et financier - Renforcement du contrôle interne des établissements de crédit) (p. 4046) : parole sur l'article. (p. 4047) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (simplification). Respect de la présomption d'innocence. - **Article 42 septies (priorité)** (art. 1er de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. 228 du code général des impôts, art. L. 214-14 du code de l'éducation - Exonération de la taxe d'apprentissage à raison des dépenses exposées pour la réalisation des parcours de formation personnalisés mis en œuvre par les écoles de la deuxième chance) (p. 4051, 4053) : son amendement n° 910 : suppression ; rejeté. - **Article 16** (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant) (p. 4060, 4061) : défavorable à l'amendement n° 8 de la commission (dispositif "anti-abus"). - **Article 17** (art. 199 terdecies-0 B du code général des impôts - Amélioration de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des emprunts contractés pour acquérir une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une opération de reprise) (p. 4063, 4064) : son amendement n° 470 : suppression ; rejeté. - **Article 18** (Habilitation à réformer par ordonnance le régime des incapacités commerciales et industrielles) (p. 4070, 4071) : soutient l'amendement n° 503 de Mme Odette Terrade (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4078) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 241 de la commission (infractions hors du code pénal pouvant donner lieu au prononcé d'une peine complémentaire d'interdiction d'exercer en matière commerciale ou industrielle). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 4089, 4090) : favorable à l'amendement n° 608 de M. Thierry Repentin (régime

d'assurance chômage des travailleurs saisonniers). - **Articles additionnels avant l'article 21 A** (p. 4094) : soutient l'amendement n° 505 de Mme Odette Terrade (création d'une action de groupe en faveur des consommateurs); rejeté. - **Article additionnel après l'article 21 B** (p. 4104) : le groupe CRC votera l'amendement n° 916 de M. Philippe Dominati (ajout à la liste des clauses abusives de la possibilité pour une banque de ne pas rendre effective immédiatement la dénonciation d'un compte joint). - **Article 21 C** (art. L. 132-1 [et son annexe] du code de la consommation - Liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfutable comme abusives) (p. 4106) : favorable à l'amendement n° 516 de Mme Odette Terrade (renforcement des mesures destinées à lutter contre les clauses abusives). - **Articles additionnels après l'article 21 D** (p. 4110, 4112) : favorable à l'amendement n° 767 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de l'électricité au-delà du 1er juillet 2010). Sur l'amendement n° 835 de la commission (conditions de souscription d'un contrat relatif à la fourniture d'énergie), soutient le sous-amendement n° 1074 de Mme Odette Terrade ; rejeté.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4253, 4255) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi. - **Article 10** (Création d'une annexe récapitulatif des mesures fiscales et relatives aux cotisations sociales adoptées en cours d'année) (p. 4277) : le groupe CRC ne participera pas au vote sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4390) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 287 de M. Michel Houel (application d'un seuil de 1000 mètres carrés pour les regroupements de surfaces de vente lorsque l'activité est à prédominance alimentaire). (p. 4391) : favorable à l'amendement n° 800 de M. Thierry Repentin (suppression d'une disposition dérogatoire pour les gares de centre-ville). (p. 4398) : intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (précision des critères d'autorisation des commissions départementales d'aménagement commercial). - **Article 28** (art. 30-1 à 30-3 [nouveaux] du code de l'industrie cinématographique et L. 111-6-1, L. 122-1, L. 122-2 et L. 452-8 du code de l'urbanisme - Aménagement cinématographique) (p. 4408, 4409) : parole sur l'article. - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L.33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4422) : sur l'amendement n° 778 de M. Daniel Raoul (obligation pour l'assemblée générale d'un immeuble de statuer sur toute proposition d'installation de ligne à très haut débit en fibre optique), son sous-amendement n° 1088 ; rejeté. (p. 4428) : intervient sur l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1092 de M. Daniel Raoul.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 33 bis** (art. L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 4527) : parole sur l'article. (p. 4528) : intervient sur les amendements de la commission n° 250 (rédaction) et n° 251 (suppression d'une disposition superflue). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 4534) : le groupe CRC votera l'amendement n° 364 de M. Richard Yung (création d'une nouvelle dotation destinée à compenser l'impact des restructurations des services ou établissements publics dépendant de l'Etat). - **Article 45** (art. 30-1 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et art. 15 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 - Prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 4552, 4553) : parole sur l'article. -

Articles additionnels après l'article 45 (p. 4556, 4557) : soutient l'amendement n° 540 de Mme Odette Terrade (interdiction des coupures d'énergie); rejeté. (p. 4571) : intervient sur le sous-amendement n° 1097 de Mme Nicole Bricq à l'amendement n° 57 de la commission (simplification et modernisation du régime des taxes communales sur la publicité). - **Seconde délibération - Article 39** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 4581) : intervient sur l'amendement n° A-4 du Gouvernement (suppression du mécanisme retenu pour le financement du logement social). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4583, 4584) : le groupe CRC ne votera pas le projet de loi.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Question préalable** (p. 5375, 5377) : soutient la motion n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable ; rejetée.

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5386, 5388) : soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 17 (relèvement et réévaluation automatique du plafond du livret A); et n° 15 (taxation des primes et rémunérations exceptionnelles); rejetés. - **Article 6** (Garanties apportées au secteur financier) (p. 5395, 5400) : soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 21 (définition des taux d'intérêt des prêts en fonction des emplois et investissements productifs générés); n° 19 (engagement de la société Dexia Crédit local de France à consentir des prêts à taux préférentiels aux collectivités territoriales); et n° 20 (inaccessibilité des parts sociales du capital d'un établissement bancaire ou financier acquises par l'Etat); rejetés.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6612, 6613) : sa question au ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique. - **Rappel au règlement** (p. 6619) : article 30 du règlement du Sénat. Déploie le dépôt tardif de nombreux amendements du Gouvernement sur le projet de loi relatif à la programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012. - **Article 1er** (Objet de la programmation pluriannuelle des finances publiques) (p. 6619) : son amendement n° 10 : objectifs de la programmation des finances publiques; rejeté. - **Article 2** (Objectifs de la programmation pluriannuelle des finances publiques) (p. 6623) : votera le sous-amendement n° 2 de la commission (suppression de la décomposition entre les différentes administrations publiques de l'objectif de solde budgétaire) portant sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (actualisation des prévisions économiques). - **Article 4 A** (Evolution des dépenses publiques en volume pour la programmation de 1,1 % en moyenne annuelle) (p. 6628) : son amendement n° 13 : suppression; rejeté. - **Article 5** (Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat) (p. 6631) : son amendement n° 15 : suppression; rejeté. - **Article 6** (Evolution des prélèvements sur recettes et des crédits affectés aux collectivités territoriales) (p. 6633) : son amendement n° 16 : rôle de la programmation des finances publiques à l'égard des collectivités territoriales; rejeté. (p. 6634) : le groupe CRC votera l'amendement n° 24 de Mme Nicole Bricq (retrait du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée de l'enveloppe normée). - **Article 8** (Affectation des surplus des impositions de toute nature à la réduction du déficit du budget de l'Etat) (p. 6635) : son amendement n° 18 : suppression; rejeté. - **Article 9** (Encadrement des mesures nouvelles relatives aux impôts, cotisations et contributions sociales affectés au budget de l'Etat ou à la sécurité sociale) (p. 6636) : son amendement n° 19 : suppression; rejeté. - **Article 10** (Encadrement des "niches"

fiscales et sociales) (p. 6638) : son amendement n° 20 : évaluation de l'ensemble des dispositifs de dépense fiscale, d'allègements de cotisations sociales, de remboursements et de dégrèvements d'impôts ; rejeté. (p. 6639, 6640) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (principe d'extinction automatique des niches fiscales et sociales créées durant la durée de la programmation). - **Article 11** (*Suivi des niches fiscales et sociales*) (p. 6640) : son amendement n° 21 : cohérence ; rejeté. - **Article 12** (*Bilan annuel et mesures correctives éventuelles*) : son amendement n° 22 : cohérence ; rejeté.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7256, 7258) : son intervention. Le groupe CRC ne pourra pas voter ce projet de loi de finances.

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7489, 7490) : son intervention. - **Rappel au règlement** (p. 7508, 7509) : article 30 du règlement du Sénat relatif à l'organisation des travaux. Mise à contribution des collectivités territoriales pour réduire le déficit budgétaire. Accord probable entre le président de la République française et la Chancellerie allemande sur un assouplissement des critères de convergence européens. Propose de modifier le contenu du projet de loi de finances pour 2009 et d'adapter les concours budgétaires dévolus aux collectivités territoriales aux exigences de la relance de l'activité économique. - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 7514, 7515) : son amendement n° I-185 : révision générale de la réforme de la taxe professionnelle de 2006 ; rejeté. - **Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7517) : son amendement n° I-186 : intégration de l'évolution des prix à la consommation et de la moitié du taux de croissance du PIB dans la formule d'indexation de la DGF ; devenu sans objet. (p. 7524) : défavorable à l'amendement n° I-249 du Gouvernement (application d'un taux de progression de 2 % à la DGF). - **Article 12 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations d'investissement*) (p. 7528) : favorable à l'amendement n° I-220 de Mme Nathalie Goulet (motivation des refus d'attribution de dotation globale d'équipement des communes, DGEC). - **Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice du FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7530) : son amendement n° I-189 : augmentation du taux de compensation forfaitaire du FCTVA ; devenu sans objet. (p. 7532) : intervient sur le sous-amendement n° I-229 de M. Jean Arthuis (extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet) déposé sur l'amendement n° I-15 de la commission (rétablissement de cet article dans sa version initiale). - **Articles additionnels avant l'article 15 ou après l'article 15** (p. 7535) : son amendement n° I-191 : réduction de la contribution des collectivités territoriales aux frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 15** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 7561, 7568) : son amendement n° I-192 : versement du produit de la cotisation minimale de taxe professionnelle au profit du fonds national de péréquation ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° I-257 du Gouvernement (prélèvement de 25 millions d'euros sur les ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle afin de limiter la diminution des variables d'ajustement).

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics

- (28 novembre 2008) (p. 7935, 7936) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (28 novembre 2008) (p. 7951, 7952) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article additionnel après l'article 85** (p. 7956) : le groupe CRC-SPG ne votera pas l'amendement n° II-29 de la commission (affectation à hauteur de 15 % des produits de cessions de biens immobiliers au désendettement).

Remboursements et dégrèvements

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7956, 7958) : son intervention. Propose l'adoption de ces crédits. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7958) : position de la commission sur l'amendement n° II-139 du Gouvernement.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - **Article 68** (*Révision du droit à compensation des régions au titre de la compétence "Services régionaux de voyageurs", SRV*) (p. 8443) : parole sur l'article. - **Article 69** (*Effets de la diminution de la dotation de compensation de taxe professionnelle, DCTP, en 2009 au profit des communes les plus défavorisées*) (p. 8446, 8447) : ses amendements n° II-231 : suppression ; et n° II-232 : repli ; rejetés. - **Article 70** (*Réforme de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU*) (p. 8448) : parole sur l'article. - **Article 71** (*Dotation d'aménagement urbain destinée à financer les projets d'aménagement et de développement des communes prioritaires éligibles à la DSU*) (p. 8449, 8450) : son amendement n° II-233 : suppression ; rejeté.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 45** (p. 8643) : soutient l'amendement n° II-328 de M. Thierry Foucaud (atténuation du régime des plus-values à long terme sur les titres de sociétés d'investissements immobiliers cotées) ; rejeté. - **Article 47** (*Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique des logements neufs pour l'application du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt versés au titre de l'acquisition ou de la construction de l'habitation principale*) (p. 8656, 8657) : soutient l'amendement n° II-325 de M. Thierry Foucaud (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8665) : ne votera pas l'amendement n° II-226 de M. Yvon Collin (exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des terres arboricoles et viticoles). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8685) : votera l'amendement n° II-299 de M. Yannick Botrel (régime dérogatoire de France Télécom en matière de taxe professionnelle). - **Article 52 bis** (*Modification des règles du prélèvement effectué au profit du fonds de solidarité de la région Ile-de-France, FSRIF*) (p. 8693, 8694) : intervient sur l'amendement n° II-291 de Mme Nicole Bricq (accroissement du nombre d'EPCI à taxe professionnelle unique soumis au second prélèvement du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8699) : s'abstiendra sur l'amendement n° II-292 de Mme Nicole Bricq (révision générale des valeurs locatives). - **Article 54 bis** (*Prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle sur sept bassins d'emploi*) (p. 8711) : défavorable à l'amendement n° II-166 du Gouvernement (extension de 7 à 25 bassins d'emploi du contrat de transition professionnelle). - **Article additionnel après l'article 55 quater** (p. 8723, 8724) : soutient l'amendement n° II-320 de M. Thierry Foucaud (diminution de moitié de la taxe intérieure sur les consommations de gaz naturel pour les collectivités territoriales) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9171, 9173) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (*Affectation aux régions d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les*

produits pétroliers, TIPP (p. 9182) : parole sur l'article. - **Article 2** (*Affectation aux départements d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP*) (p. 9187) : le groupe CRC-SPG votera l'amendement n° 74 de M. François Marc (modification du mécanisme d'application de la garantie constitutionnelle de compensation des charges transférées aux départements). - **Article 3** (*Affectation du produit des amendes de police*) (p. 9188) : soutient l'amendement n° 118 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Article 7** (*Affectation des excédents du panier de recettes destiné au financement des exonérations sur les heures supplémentaires*) (p. 9209) : parole sur l'article. - **Article 10** (*Modalités de clôture du Fonds pour le renouvellement urbain, FRU*) (p. 9211) : soutient l'amendement n° 119 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Article 11 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 9214, 9215) : le groupe CRC-SPG ne votera pas cet article. (p. 9217) : intervient sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (conséquences et ajustement du tableau de financement). - **Article 13 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 9223, 9224) : soutient l'amendement n° 120 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Article 18** (*Dégrèvement permanent de taxe professionnelle pour les investissements nouveaux réalisés entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2009*) (p. 9231) : favorable aux amendements identiques n° 4 de la commission et n° 122 de M. Bernard Vera (déliaison partielle des taux de fiscalité locale). - **Article 18 bis** (*Majoration de 0,5 point des coefficients d'amortissement dégressif*) (p. 9237, 9238) : soutient l'amendement n° 123 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Article 18 quater** (*Création d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans le secteur locatif privé*) (p. 9243) : soutient l'amendement n° 124 de M. Bernard Vera (suppression des dispositifs "Robien" et "Borloo") ; rejeté. - **Article 20** (*Refonte de la procédure d'abus de droit*) (p. 9266, 9267) : parole sur l'article. - **Article 21 quater** (*Relèvement du montant de la fraction de groupement foncier agricole ou de bail agricole à long terme bénéficiant d'une exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit*) (p. 9280) : soutient l'amendement n° 126 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Article 32** (*Harmonisation des dates de dépôts des déclarations annuelles des professionnels*) (p. 9292, 9293) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 41 bis** (p. 9314, 9315) : soutient l'amendement n° 132 de M. Bernard Vera (réduction de moitié de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel, TICGN, pour les collectivités territoriales) ; rejeté. - **Article 42 sexies** (*Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur*

le revenu pour souscription au capital de petites et moyennes entreprises en phase d'amorçage) (p. 9333) : favorable à l'amendement n° 127 de M. Bernard Vera (suppression). - **Article 43 septies** (*Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour toutes les entreprises à titre exceptionnel*) (p. 9344) : soutient l'amendement n° 129 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 9345) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 61 (recentrage du crédit d'impôt famille sur des crèches d'entreprises). - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9354, 9355) : intervient sur les amendements de la commission n° 25 (revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation) et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle). - **Article 48 bis** (*Base légale pour le traitement par les communes des demandes et de la délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 9369) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 197 du Gouvernement (augmentation de l'indemnisation par titre d'identité versée aux communes pour les années 2005-2008). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 9370) : soutient l'amendement n° 136 de M. Bernard Vera (diminution du droit de timbre fiscal pour les demandeurs d'un passeport biométrique fournissant eux-mêmes leurs photos d'identité) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 48 ter** (p. 9372, 9373) : soutient l'amendement n° 137 de M. Bernard Vera (modifications du régime de la taxe locale sur la publicité extérieure) ; adopté. - **Article 52** (*Octroi de la garantie de l'Etat à "OSEO Garantie SA" au titre de prêts aux étudiants*) (p. 9381, 9382) : parole sur l'article. - **Article 54** (*Octroi de la garantie de l'Etat aux livrets d'épargne réglementée centralisés dans le fonds d'épargne*) (p. 9383) : parole sur l'article. - **Article 55 ter** (*Octroi de la garantie de l'Etat à Dexia dans le cadre de la cession de FSA*) (p. 9384) : parole sur l'article. - **Article 63** (*Financement du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TaRTAM*) (p. 9392) : parole sur l'article. - **Article 69** (*Rapport sur le régime, au regard de l'allocation de chômage partiel, des agents des régies locales chargées d'un service public industriel et commercial*) (p. 9399) : parole sur l'article. - **Article 70** (*Contribution de l'INPI au financement de l'effort d'OSEO en faveur des petites et moyennes entreprises*) (p. 9400) : soutient l'amendement n° 130 de M. Bernard Vera (suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9403, 9404) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

BEAUMONT (René)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 399 (2007-2008)] visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation [n° 438 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Environnement - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 36 (2008-2009)] autorisant l'approbation de l'accord sous forme d'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la création de bureaux à contrôles nationaux juxtaposés en gares de Pontarlier et de Vallorbe [n° 125 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1269, 1270) : son intervention.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1990) : son amendement n° 18 : possibilité pour le salarié de se faire assister par un avocat lors de l'entretien de négociation de la rupture conventionnelle ; retiré.

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 269 (2006-2007)]** - (13 mai 2008) -

Articles additionnels après l'article 21 (p. 2064, 2065) : son amendement n° 7 : procédé de marquage systématique du gibier des chasses commerciales ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - *Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République*) (p. 3106) : favorable aux amendements n° 386 de M. Jean-Michel Baylet (suppression) et n° 427 de M. Bernard Frimat (suppression du recours à l'avis d'une commission pour user du droit de grâce).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4382) : son amendement n° 776 : mise en place d'un dispositif introduisant une obligation de rénovation et d'amélioration des sites commerciaux anciens assorti d'un crédit d'impôt ; retiré. - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - *Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4323) : son amendement n° 775 : encadrement durant une période limitée des modalités d'extension des surfaces de vente n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation préalable en raison de leur taille ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4396) : son amendement n° 291 : prise en compte des documents d'urbanisme existants ; devenu sans objet. (p. 4399) : son amendement n° 777 : caractère prépondérant de la voix du maire de la commune d'implantation future ; retiré.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Deuxième lecture [n° 399 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 4455, 4457) : la commission recommande de voter la proposition de loi sous réserve de l'adoption de son unique amendement. - **Article 2** (Art. L. 129 et L. 129-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Obligation d'installer des détecteurs de fumée dans les logements*) (p. 4461) : son amendement n° 1 : installation du détecteur de fumée à la charge du propriétaire de locaux, fonctionnement et entretien sous la responsabilité de l'occupant ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° 3 et 2 de M. Roger Madec à son amendement n° 1 précité. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4464) : position de la commission sur les amendements de M. Roger Madec n° 4 (information des acquéreurs ou des occupants sur l'usage et l'entretien des détecteurs de fumées et les comportements à adopter en cas de survenance d'un sinistre) et n° 5 (dispositions fiscales en faveur de l'installation des détecteurs).

- **Proposition de loi visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 39 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Article unique** (p. 6496) : le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8045) : sa question.

BÉCOT (Michel)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Article 2 (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - Durée de la période d'essai)** (p. 1959) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Christiane Demontès (imputation de la durée du stage sur la période d'essai et prise en compte de cette durée dans le calcul de l'ancienneté du salarié).

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (21 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2311) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 8712) : soutient l'amendement n° II-269 de M. Michel Houel (obligation pour les micro-entreprises qui ne sont pas tenues de faire appel aux services d'un expert-comptable ou d'une association de gestion et de comptabilité de soumettre leurs documents comptables au contrôle d'un organisme agréé); retiré. (p. 8713, 8714) : soutient les amendements de M. Michel Houel n° II-172 (réduction du délai de solidarité fiscale entre le cédant et le cessionnaire d'une entreprise); et n° II-171 (dépenalisation de certains contentieux sur des questions douanières); retirés.

BEL (Jean-Pierre)
sénateur (Ariège)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

Président du Groupe Socialiste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 605, 606) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement** [n° 170 (2007-2008)] - (4 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5, 6) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi constitutionnelle.

- **Rappel au règlement** - (13 mai 2008) (p. 2026) : le groupe socialiste souhaite interroger le ministre des affaires étrangères sur les actions menées par la France et par l'Europe pour faire face à la situation en Birmanie.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs** [n° 322 (2007-2008)] - (4 juin 2008) - premier signataire de la proposition de loi - **Discussion générale** (p. 2572, 2575) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2594) : conséquence de l'adoption de la motion n° 1 de la commission tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2850, 2851) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2964, 2965) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2995) : favorable à l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios). - **Article 4 (art.13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République)** (p. 3046, 3047) : soutient l'amendement n° 425 de M. Bernard Frimat (sur les emplois ou fonctions relevant du pouvoir de nomination du Président de la République, avis public d'une commission parlementaire paritaire constituée des membres des deux assemblées, à la proportionnelle des groupes, et se prononçant à la majorité des trois cinquièmes) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 7 (art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès)** (p. 3113) : défavorable à l'article 7 de ce projet de loi, véritable objectif de la réforme constitutionnelle.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 13 bis (art. 38 de la Constitution - Ratification expresse des ordonnances)** (p. 3223) : favorable à l'amendement n° 462 de M. Bernard Frimat (exclusion de la protection des droits et libertés des citoyens du champ d'intervention des ordonnances).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22 (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour)** (p. 3312) : intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées). - **Article 24 (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées)** (p. 3331, 3332) : intervient sur l'amendement n° 519 de la commission (reconnaissance, dans la Constitution, de droits spécifiques aux groupes d'opposition ainsi qu'aux groupes minoritaires). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3334) : intervient sur l'amendement n° 351 de Mme Alima Boumediène-Thiery (adoption de la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe).

- **Rappel au règlement** - (7 octobre 2008) (p. 5227) : rappel de la volonté de transparence exprimée par le président du Sénat. Souhait d'une reconnaissance des droits de l'opposition. Question sur l'attribution de présidences de commissions sénatoriales à l'opposition.

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Rappel au règlement** (p. 6511) : qualifie de "censure" la décision de la majorité sénatoriale d'adopter une motion de renvoi à la commission d'une proposition de loi présentée par le groupe socialiste dans le cadre de la séance mensuelle réservée, et quitte l'hémicycle

BELOT (Claude)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 1er octobre 2008.

Président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

BERGÉ-LAVIGNE (Maryse)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

accompagné des membres de son groupe et de ceux du groupe CRC.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (*art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7035) : son intervention.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Le nouvel espace rural français [n° 468 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Médias - Compte spécial avances à l'audiovisuel [n° 99 tome 3 annexe 17 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Culture.**

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

BÉRIT-DÉBAT (Claude)
sénateur (Dordogne)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

BERNARD-REYMOND (Pierre)
sénateur (Hautes-Alpes)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation le 1er avril 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 302 (2007-2008)] portant modernisation du marché du travail [n° 306 (2007-2008)] (30 avril 2008) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 364 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Entreprises - Travail.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Immigration, asile et intégration [n° 99 tome 3 annexe 15 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 617, 619). Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail** [n° 302 (2007-2008)] - (6 mai 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1919, 1921) : son intervention. - **Question préalable** (p. 1937) : position de la commission sur la motion n° 56 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1940) : position de la commission sur la motion n° 39 de Mme Raymonde Le Texier tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. L. 1221-2, L. 2313-5, L. 2323-47 et L. 2323-51 du code du travail -

Information des élus du personnel sur le recours aux contrats à durée déterminée et aux contrats d'intérim (p. 1944, 1947) : position de la commission sur les amendements n° 57, n° 58, n° 59, n° 60, n° 61, n° 62 et n° 63 de Mme Annie David, n° 41 et n° 42 de M. Jacques Muller, et n° 25 de Mme Christiane Demontès. Son amendement n° 1 : information des délégués du personnel ou du comité d'entreprise sur les contrats conclus avec les sociétés de portage salarial ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1948) : position de la commission sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Muller (instauration d'une taxe de précarité à l'encontre des entreprises dont le nombre de salariés en contrat précaire excède 10 % de l'effectif total). - **Article 2** (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - *Durée de la période d'essai*) (p. 1952, 1963) : ses amendements n° 2 : rédaction ; n° 3 : obligation de stipuler expressément la période d'essai et la possibilité de la renouveler dans le contrat de travail ou dans la lettre d'engagement du salarié ; n° 4 : extension du bénéfice du délai de prévenance aux salariés en CDD pour les contrats stipulant une période d'essai d'au moins une semaine ; n° 5 : réduction du délai de prévenance à vingt-quatre heures en cas de présence du salarié dans l'entreprise inférieure à huit jours ; et n° 6 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 44, n° 45, n° 46 et n° 47 de M. Jacques Muller, n° 64, n° 65, n° 66, n° 67, n° 68, n° 69, n° 70 et n° 71 de Mme Annie David et n° 27, n° 26, n° 28, n° 29 et n° 30 de Mme Christiane Demontès. - **Article 3** (art. L. 1226-1 du code du travail - *Ancienneté requise pour bénéficier de l'indemnisation conventionnelle de la maladie*) (p. 1965) : position de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Muller. - **Article 4** (art. L. 1232-1, L. 1233-2, L. 1234-9 et L. 1234-20 du code du travail - *Adaptations du droit du licenciement*) (p. 1967, 1969) : position de la commission sur les amendements n° 72 et n° 73 de Mme Annie David, n° 50 de M. Jacques Muller et n° 31 de Mme Christiane Demontès. Son amendement n° 7 : suppression de la disposition prévoyant que le salarié ne peut dénoncer le reçu pour solde de tout compte que par écrit et de façon motivée ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1982) : position de la commission sur les amendements n° 51 de M. Jacques Muller et n° 74 de Mme Annie David. (p. 1985, 1991) : ses amendements n° 8 : correction d'une erreur d'imputation ; et n° 9 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 75 de Mme Annie David, n° 32 de Mme Christiane Demontès, n° 18 de M. René Beaumont, n° 19 de M. Laurent Bêteille, et n° 16 de M. François Zocchetto. (p. 1992, 1999) : ses amendements n° 10 : précision selon laquelle, dans les entreprises de moins de cinquante salariés, l'employeur peut être assisté par un membre de son organisation patronale ou par un autre employeur de la même branche au cours de l'entretien préalable à la rupture conventionnelle ; et n° 11 : attribution au Conseil des prud'hommes de la compétence pour statuer en premier et dernier ressort sur les conventions de rupture du contrat de travail ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 76, n° 77, n° 78 de Mme Annie David, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36 de Mme Christiane Demontès, n° 53 de M. Louis Souvet, n° 40 de M. Laurent Bêteille et n° 54 de M. François Zocchetto. - **Article 6** (*Contrat à durée déterminée à objet défini*) (p. 2002, 2007) : position de la commission sur les amendements n° 79, n° 80, n° 81, n° 82, n° 83, n° 84 de Mme Annie David, n° 21, n° 22 de M. Serge Dassault et n° 37 de Mme Christiane Demontès. Son amendement n° 12 : précision selon laquelle la rupture du CDD à objet défini peut intervenir au bout de 18 mois puis à la date anniversaire de sa conclusion ; adopté. - **Article 7** (art. L. 1226-4-1 du code du travail - *Création d'un fonds de mutualisation*) (p. 2008) : position de la commission sur les amendements n° 38 de Mme Christiane Demontès et n° 85 de Mme Annie David. - **Article 8** (art. L. 1251-60 et L. 8241-1 du code du travail - *Portage salarial*) (p. 2010, 2011) : ses amendements n° 13 : codification ; n° 14 : autorisation des entreprises de travail temporaire d'exercer l'activité de portage salarial ; adoptés ; et n° 15 : négociation de l'accord de branche organisant le portage

dans le secteur de l'intérim après concertation avec les organisations représentatives du portage salarial ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 86 et 87 de Mme Annie David, n° 55 de M. Louis Souvet et n° 17 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 2015) : position de la commission sur l'amendement n° 20 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance les dispositions du texte pour en permettre l'application aux marins).

- *Commission mixte paritaire* [n° 364 (2007-2008)] - (5 juin 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 2669, 2670) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (1er juillet 2008) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 3689).

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

BERTHOU (Jacques)
sénateur (Ain)
SOC-A

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

BERTRAND (Xavier)
ministre du travail, des relations sociales
et de la solidarité
(jusqu'au 18 mars 2008)
ministre du travail, des relations
sociales, de la famille et de la solidarité
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat** [n° 151 (2007-2008)] - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 391, 394). Réponse aux orateurs (p. 415, 417). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 421) : avis du Gouvernement sur la motion

- (4 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8292, 8293) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8310, 8311) : sur l'amendement n° II-190 de M. Adrien Gouteyron (création d'un programme "Garantie de l'exercice du droit d'asile"), son sous-amendement n° II-9 ; adopté. - **Article 62** (*Ressources propres du futur opérateur en charge de la politique d'immigration et d'intégration*) (p. 8313) : ses amendements n° II-17 : détermination du montant de la taxe versée par l'employeur au titre de l'embauche d'un travailleur étranger ; n° II-28 : indexation sur l'inflation des montants de droit de timbre applicables aux personnes étrangères ; et n° II-32 : modification du régime de sanction applicable aux employeurs ayant embauché des travailleurs étrangers dépourvus d'autorisation à exercer une activité salariée ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° II-186 de Mme Éliane Assassi.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

n° 63 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (*Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés*) (p. 427, 430) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 de Mme Raymonde Le Texier, n° 94 de M. Guy Fischer, n° 71 et n° 72 de Mme Annie David. (p. 432, 436) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 99, n° 96, n° 95, n° 80 et n° 81 de M. Guy Fischer et n° 73 de Mme Annie David. (p. 437, 441) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 78, n° 74, n° 76 et n° 75 de Mme Annie David, n° 77, n° 79 et n° 102 de M. Guy Fischer. (p. 446, 450) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 et n° 34 de Mme Raymonde Le Texier, n° 59 de M. Michel Mercier, n° 97, n° 101, et n° 103 de M. Guy Fischer, n° 61 de Mme Catherine Procaccia, n° 1, n° 2, n° 3, n° 4, n° 5, n° 6 et n° 7 de la commission, n° 21 de la commission des finances saisie pour avis et n° 25 de M. Alain Gournac. - **Article 1er bis** (*Garantie des droits accumulés dans un compte épargne-temps*) (p. 451) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 105 et n° 106 de M. Guy Fischer. - **Article 1er ter** (*Conversion du repos compensateur de remplacement en une*

majoration salariale) (p. 452) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de Mme Raymonde Le Texier, n° 104 de M. Guy Fischer et n° 27 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 2** (*Déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise*) (p. 459, 461) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 107, n° 113, n° 108, n° 112, n° 114, n° 111, n° 115, n° 109 et n° 110 de M. Guy Fischer, n° 62 de Mme Catherine Procaccia et n° 8 et n° 9 de la commission. - **Article 3** (*Versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises non assujetties au régime de la participation*) (p. 463, 464) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118 de M. Guy Fischer, n° 58 de M. Alain Gournac, n° 60 de M. Michel Mercier et n° 141 de la commission.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 535, 539) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 28 (modulation du taux de la contribution des employeurs en fonction du nombre de salariés en contrat à durée déterminée et en mission d'intérim), n° 29 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales d'origine légale dans les entreprises relevant de branches dans lesquelles les salaires minima conventionnels sont inférieurs au SMIC), n° 30 (plafonnement du dépassement d'honoraires demandé aux patients à 15 % du montant de la prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie), n° 31 (dépôt devant le Parlement d'un rapport sur l'application des franchises en matière médicale) et n° 54 (abrogation de l'article 11 de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs autorisant l'ouverture dominicale des magasins d'ameublement). (p. 541, 544) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 65 (revalorisation du SMIC de 20 %) et n° 69 (dépôt par le Gouvernement sur le bureau du Sénat d'un rapport relatif à l'augmentation de la rémunération des élèves en apprentissage), de Mme Marie-France Beaufilet n° 67 (fixation du taux normal de la TVA à 17 % à compter du 1er août 2008), n° 68 (instauration de la TVA au taux de 5 % sur la commercialisation des fruits et légumes et de l'ensemble des produits alimentaires de première nécessité) et n° 116 (abrogation du "bouclier fiscal"). - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 546, 547) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de Mme Nicole Bricq (instauration d'un dispositif permettant à l'ensemble des salariés de bénéficier d'une part de la plus-value jusqu'ici réservée aux mandataires sociaux à travers les stock-options) et n° 83 de M. Guy Fischer (rétablissement de l'indexation des retraites sur l'évolution du niveau moyen des salaires bruts). - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 548, 550) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisi pour avis n° 22 (possibilité de conclure des accords dérogatoires de participation sur la base des trois tiers), n° 23 (remise d'un rapport au Parlement par le Gouvernement, avant la fin du premier semestre 2008, traitant de la politique d'intéressement dans le secteur public), n° 24 (doublement des plafonds d'abondement de l'employeur des versements sur un plan d'épargne), et n° 38 de Mme Nicole Bricq (mise en place d'un indicateur dans les entreprises faisant le rapport entre l'ensemble des sommes perçues par les salariés au titre de l'intéressement et de la participation et la masse salariale de l'entreprise). - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 551, 552) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Guy Fischer n° 117 (dépôt par le Gouvernement, sur le bureau du Sénat, d'un rapport sur l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire), n° 120 (réduction du montant de la taxe d'habitation à hauteur de 2 % du revenu fiscal et augmentation à due concurrence des taux applicables aux deux dernières tranches de l'ISF) et n° 122 (application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des prestations et services funéraires). - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 553, 556) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Thierry Repentin n° 39 et n° 40 (généralisation du remboursement sur la fiche de paie du coût de l'abonnement de transport, après présentation d'un justificatif), de M. Guy Fischer n° 88 (possibilité pour les organisations professionnelles de déterminer un prix de référence qui permette

aux producteurs de vivre correctement), n° 89 (exonération des étudiants de la taxe d'habitation) et n° 119 (abrogation de l'article 1er de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs visant à abaisser le seuil de revente à perte). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 558) : remerciements.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 1932, 1934) : réponse aux intervenants. - **Article 1er** (*art. L. 1221-2, L. 2313-5, L. 2323-47 et L. 2323-51 du code du travail - Information des élus du personnel sur le recours aux contrats à durée déterminée et aux contrats d'intérim*) (p. 1944, 1947) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission, n° 57, n° 58, n° 59, n° 60, n° 61, n° 62 et n° 63 de Mme Annie David, n° 41 et n° 42 de M. Jacques Muller, et n° 25 de Mme Christiane Demontès. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1948) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Muller (instauration d'une taxe de précarité à l'encontre des entreprises dont le nombre de salariés en contrat précaire excède 10 % de l'effectif total). (p. 1949, 1950) : réponse à M. Jean-Luc Mélenchon à propos de l'amendement n° 43 précité de M. Jacques Muller. - **Article 2** (*art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - Durée de la période d'essai*) (p. 1953, 1963) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44, n° 45, n° 46 et n° 47 de M. Jacques Muller, n° 64, n° 65, n° 66, n° 67, n° 68, n° 69, n° 70 et n° 71 de Mme Annie David, n° 27, n° 26, n° 28, n° 29 et n° 30 de Mme Christiane Demontès et n° 2, n° 3, n° 4, n° 5 et n° 6 de la commission. - **Article 3** (*art. L. 1226-1 du code du travail - Ancienneté requise pour bénéficier de l'indemnisation conventionnelle de la maladie*) (p. 1965) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de M. Jacques Muller. - **Article 4** (*art. L. 1232-1, L. 1233-2, L. 1234-9 et L. 1234-20 du code du travail - Adaptations du droit du licenciement*) (p. 1967, 1969) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 72 et n° 73 de Mme Annie David, n° 50 de M. Jacques Muller, n° 7 de la commission et n° 31 de Mme Christiane Demontès. Réponse à M. Jean-Luc Mélenchon sur l'article 4.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (*art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1982) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 51 de M. Jacques Muller et n° 74 de Mme Annie David. (p. 1985, 1991) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 et n° 9 de la commission, n° 75 de Mme Annie David, n° 32 de Mme Christiane Demontès, n° 18 de M. René Beaumont, n° 19 de M. Laurent Béteille, et n° 16 de M. François Zocchetto. (p. 1992, 1999) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10, n° 11 de la commission, n° 76, n° 77, n° 78 de Mme Annie David, n° 33, n° 34, n° 35, n° 36 de Mme Christiane Demontès, n° 53 de M. Louis Souvet, n° 40 de M. Laurent Béteille et n° 54 de M. François Zocchetto. - **Article 6** (*Contrat à durée déterminée à objet défini*) (p. 2002, 2007) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79, n° 80, n° 81, n° 82, n° 83, n° 84 de Mme Annie David, n° 21, n° 22 de M. Serge Dassault, n° 37 de Mme Christiane Demontès et n° 12 de la commission. - **Article 7** (*art. L. 1226-4-1 du code du travail - Création d'un fonds de mutualisation*) (p. 2008) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de Mme Christiane Demontès et n° 85 de Mme Annie David. - **Article 8** (*art. L. 1251-60 et L. 8241-1 du code du travail - Portage salarial*) (p. 2011) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13, 14 et 15 de la commission, n° 86, n° 87 de Mme Annie David, n° 55 de M. Louis Souvet et n° 17 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe. - **Article 9** (*art. L. 1223-1 à L. 1223-4, L. 1236-1 à L. 1236-6, L. 5423-15 à L. 5423-17 et L. 6322-26 et L. 6323-4 du code du travail - Abrogation du CNE*) (p. 2014) : remercie M. Serge Dassault du retrait de ses amendements n° 23 (suppression) et n° 24 (repli). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 2015) : son amendement n° 20 : habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance les dispositions du texte pour en permettre l'application aux marins ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2017, 2018) : remerciements.

- **Rappel au règlement** - (17 juillet 2008) (p. 4806) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4807, 4811) : son intervention. (p. 4832, 4834) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4837, 4838) : avis du Gouvernement sur la motion n° 283 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4840) : avis du Gouvernement sur la motion n° 60 de Mme Gisèle Printz tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. L. 2121-1 du code du travail - Critères de représentativité syndicale) (p. 4842, 4848) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62, 61 et 63 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 193 et 194 de Mme Annie David, et n° 110 et 120 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4847, 4848) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission (négociations portant sur les critères de représentativité des organisations patronales). - **Division additionnelle avant l'article 2** (p. 4850) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 195 de Mme Annie David (ajout d'une division additionnelle portant sur la représentativité syndicale dans les établissements employant moins de onze salariés). - **Article 2** (art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social) (p. 4851, 4864) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 111, 124, 112 et 125 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 64, 66, 68, 65, 67 et 69 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 196, 198, 200, 197 et 199 de Mme Annie David, n° 180 de M. Philippe Dominati, n° 178 de M. Claude Lise, n° 131 de M. Jean Desessard, n° 12, 13, 14, 15, 16 et 17 de la commission. - **Article 3** (art. L. 2314-22, L. 2314-24, L. 2316-3 et L. 2324-4 du code du travail - Modalités des élections professionnelles) (p. 4866, 4870) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 201, 203, 204, 205 et 202 de Mme Annie David, n° 70 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 108 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 18, 19 et 20 de la commission. - **Article 3 bis** (art. L. 2312-5, L. 2314-3-1 (nouveau), L. 2314-8, L. 2314-11, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-1, L. 2324-4-1 (nouveau), L. 2324-11, L. 2324-13, L. 2324-21 et L. 2327-7 du code du travail - Modalités de préparation des élections au sein de l'entreprise) (p. 4873) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 206, 207 et 208 de Mme Annie David. - **Article 4** (art. L. 2143-3 à L. 2143-6, L. 2143-11 et L. 2324-2 du code du travail - Conditions de désignation des délégués syndicaux) (p. 4874, 4876) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21, 22, 23 et 24 de la commission, n° 71 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 209 de Mme Annie David, ainsi que sur le sous-amendement n° 192 de Mme Catherine Procaccia portant sur l'amendement n° 21 précité. - **Article 5** (art. L. 2142-1 et L. 2142-1-1 à L. 2142-1-4 nouveaux du code du travail - Conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale) (p. 4878, 4882) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 134 de M. Jean Desessard, n° 25, 26 et 28 de la commission, n° 72 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 113 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 210 et 213 de Mme Annie David et n° 180 de M. Philippe Dominati. Sur l'amendement n° 27 de la commission (clarification), son sous-amendement n° 288 ; adopté. - **Article 5 bis** (art. L. 2141-5 et L. 2242-20 nouveau du code du travail - Carrière syndicale, vie professionnelle et reconnaissance de l'expérience acquise des représentants du personnel) (p. 4882) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de la commission. - **Article 5 ter** (art. L. 6111-1 du code du travail - Validation des acquis de l'expérience des délégués syndicaux) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission. - **Article 6** (art. L. 2231-1, L. 2232-2, L. 2232-2-1 nouveau, L. 2232-6, L. 2232-7, L. 2232-12 à L. 2232-15 et L. 2232-34 du code du travail - Conditions de validité des accords collectifs de travail) (p. 4885, 4889) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 214, 216, 218, 220, 223, 215, 217, 219, 222 et 221 de Mme Annie David, et n° 31, 32 et 285 de la commission.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 7** (art. L. 2232-21 à L. 2232-27, L. 2232-27-1 nouveau, L. 2232-8

et L. 2232-29 du code du travail - Négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés) (p. 4901, 4902) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 73 et 74 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 114 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 224 de Mme Annie David. - **Article 8** (Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles) (p. 4906, 4907) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 183, 184 et 186 de M. Philippe Dominati, n° 226 et 227 de Mme Annie David, n° 33 et 34 de la commission. (p. 4910, 4911) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 228 de Mme Annie David, n° 75 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 105 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article 9** (Date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social) (p. 4913) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35, 36, 37 et 38 de la commission. Son amendement n° 126 : maintien en vigueur des règles de représentativité actuelles dans la fonction publique ; adopté. - **Article 12** (Période transitoire pour la validité des accords conclus par les représentants élus du personnel ou les salariés mandatés) (p. 4914) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 15 bis** (p. 4915) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 229 de Mme Annie David (possibilité pour les salariés de disposer de deux heures d'information sur le droit syndical, le mouvement syndical et la représentation des salariés). - **Article 15 bis** (art. L. 3142-8 du code du travail - Périodicité de la rémunération des congés de formation économique et sociale et de formation syndicale) (p. 4916) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 230 de Mme Annie David. - **Intitulé du Titre II** (Le temps de travail) (p. 4917, 4919) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 76 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 139 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 4920, 4926) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion dans ce texte de l'article 17 de la position commune permettant de déroger, à titre expérimental, par accord d'entreprise majoritaire au contingent annuel d'heures supplémentaires) et n° 231 de Mme Annie David (limitation de la semaine de travail à cinq jours consécutifs). - **Article 16** (art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement) (p. 4932) : avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° 78 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 232 de Mme Annie David. (p. 4937, 4938) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 141 et 142 de M. Jean Desessard, n° 233, 234 et 235 de Mme Annie David, n° 79 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 117 de M. Jean-Paul Amoudry. (p. 4941, 4947) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 143, 144, 145, 146 et 147 de M. Jean Desessard, n° 236, 237, 238, 239 et 240 de Mme Annie David et n° 40 de la commission. (p. 4949) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 148 et 149 de M. Jean Desessard, n° 241, 242 et 243 de Mme Annie David, n° 80, 81 et 82 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 4955) : avis du Gouvernement sur amendements n° 83 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 150 et 151 de M. Jean Desessard, n° 244 de Mme Annie David et n° 118 de M. Jean-Paul Amoudry. (p. 4957) : son amendement n° 284 : application du dispositif de repos compensateur au-delà du contingent réglementaire aux seules entreprises agricoles n'ayant pas d'activité de production agricole ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 41 et 42 de la commission, n° 84 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 152 et 153 de M. Jean Desessard et n° 245 et 246 de Mme Annie David. - **Article 17** (art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - Conventions de forfait) (p. 4963, 4965) : avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° 85 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 247 de Mme Annie David. (p. 4981, 4983) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 43 et n° 44, de M. Jean-Pierre Godefroy n° 86 à n° 93, de M. Jean Desessard n° 155, 156, 157, 160, 164, 165 et 166, de Mme Annie David n° 248 à n° 260, n° 262 à n° 265, et n° 267, de M. Jean-Paul Amoudry n° 115, n° 116, n° 119, n° 121, n° 122 et n° 123, de Mme Catherine Procaccia n° 190, et sur les sous-amendements de Mme Annie David n° 261 et 266 déposés sur l'amendement n° 43 de la commission.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Article 18** (section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail) (p. 4994, 5007) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 95, 96, 97, 98 et 99 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274 et 275 de Mme Annie David, n° 168, 169, 170, 171, 173 et 174 de M. Jean Desessard, n° 45, 46, 47 et 286 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 18** (P. 5007) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 48 (coordination avec le code rural) et n° 49 (réduction de un mois à dix jours de la durée minimale de travail requis dans l'entreprise pour ouvrir droit au congé annuel). - **Article 19** (art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et art. 81 quater du code général des impôts - Adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat) (p. 5010) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 100 et 101 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 276 de Mme Annie David et n° 50, 51 et 52 de la commission. - **Article 20** (art. L. 3121-15, L. 3123-14, L. 3123-17, L. 3133-8, L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3141-5, L. 3141-11, L. 3141-21, L. 3141-22, L. 3151-2, L. 3152-1, L. 3152-2, L. 3171-1 et L. 6321-4 du code du travail - Coordination - Simplification des modalités d'alimentation et de fonctionnement du compte épargne-temps) (p. 5012) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 102 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 277 et 278 de Mme Annie David, n° 53, 54, 55, 56 et 57 de la commission. - **Article 21** (art. L. 3151-1, L. 3153-1, L. 3153-2 et L. 3153-4 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps) (p. 5014) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 58 de la commission et n° 279 de Mme Annie David. - **Article 22** (art. L. 3153-3 du code du travail, L. 242-4-3 nouveau du code de la sécurité sociale et 83 du code général des impôts - Régime fiscal et social applicable en cas d'utilisation de droits accumulés sur le compte épargne-temps en vue de la retraite) (p. 5015, 5016) : son amendement n° 289 : régime fiscal des droits affectés à un compte épargne-temps et utilisés pour alimenter un plan d'épargne pour la retraite collectif ; adopté. (p. 5017) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 280 de Mme Annie David, n° 59 de la commission, et n° 191 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 23** (art. L. 3154-1 à L. 3154-3 du code du travail - Garantie et liquidation des droits accumulés sur le compte épargne-temps) (p. 5018) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 281 et 282 de Mme Annie David. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5027, 5028) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 486 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5144, 5145) : son intervention. - **Article 13** (p. 5161) : son amendement n° 1 (coordination) ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5161) : remerciements.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6181, 6184) : son intervention. Demande l'adoption de ce texte. (p. 6198, 6199) : réponse aux orateurs. - **Organisation des débats** (p. 6199). - **Question préalable** (p. 6202) : avis du Gouvernement sur la motion n° 32 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable. - **Article 1er (priorité)** (art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime) (p. 6205, 6209) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de la commission saisie pour avis, n° 35 et 36 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 73 de Mme Annie David, n° 61 de Mme Françoise Henneron et n° 1 et 2 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 6211) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Annie David n° 68 (taxation à 100 % des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise au-delà d'un certain seuil de revenus), n° 69 (soumission à l'assemblée générale des actionnaires et au comité d'entreprise de la définition des conditions de rémunération des dirigeants), n° 70 (taxation à

100 % des plus values sur les stock options) et n° 71 (extension de la négociation annuelle sur les salaires à ceux des dirigeants salariés de l'entreprise). - **Article 1er A** (intitulé du livre troisième de la troisième partie du code du travail - Dividende du travail) (p. 6212) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 34 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 72 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6213) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (examen de l'évolution des primes d'intéressement lors des négociations annuelles sur les salaires) et n° 93 de M. Philippe Dominati (mise en place unilatérale d'un régime d'intéressement par le chef d'entreprise). - **Article 1er bis** (art. L. 3312-8 nouveau du code du travail - Conclusion d'un accord d'intéressement au niveau de la branche) (p. 6214, 6215) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 74 de Mme Annie David et n° 95 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 6217) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 de Mme Françoise Henneron (limitation du calcul du redressement de cotisations et contributions) et n° 38 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (diminution à dix salariés du seuil de la participation obligatoire) ainsi que sur le sous-amendement n° 102 de la commission saisie pour avis déposé sur ce dernier. - **Article 2** (art. L. 3324-10 et L. 3325-2 du code du travail, art. 158 et 163 bis AA du code général des impôts - Modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation) (p. 6221) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39, 40, 41, 42 et 43 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 75, 76 et 77 de Mme Annie David, n° 22, n° 23 et n° 24 de la commission saisie pour avis, n° 65 de Mme Catherine Procaccia, n° 3, 4 et 5 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6222, 6227) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion parmi les missions de la Commission nationale de la négociation collective, CNNC de l'examen de l'évolution des accords d'intéressement et de participation), de la commission saisie pour avis n° 26 (formation des salariés à la gestion de l'entreprise dans le cadre de la formation professionnelle continue), n° 27 (introduction de la notion de gestion participative dans l'entreprise parmi les objectifs de la participation) et n° 25 (modification du calcul de la réserve spéciale de participation) ainsi que sur le sous-amendement n° 103 de Mme Isabelle Pasquet déposé sur ce dernier. - **Article 2 ter** (art. L. 3312-5 du code du travail - Possibilité de renouvellement d'un accord d'intéressement par tacite reconduction) (p. 6228) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 6 de la commission. - **Article 2 quater** (art. L. 3321-1 et L. 3323-10 du code du travail - Champ d'application de la participation dans le secteur public) (p. 6229) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 6230) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 46 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité pour le personnel de l'État mis à la disposition de la société DCNS ou de ses filiales de bénéficier de la participation) et n° 7 de la commission (rectification d'une erreur de codification). - **Article 2 quinquies** (art. L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3324-5, L. 3324-7, L. 3324-8, L. 3324-10, L. 3324-11, L. 3324-12 et L. 3325-2 du code du travail - Extension dans certains cas du bénéfice de la participation au chef d'entreprise) (p. 6233) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 47 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 79 de Mme Annie David, et n° 8 et 100 de la commission. - **Article 2 sexies** (art. L. 3312-3 et L. 3332-2 du code du travail - Modification du seuil d'effectifs en deçà duquel le chef d'entreprise peut bénéficier d'un accord d'intéressement et d'un plan d'épargne salariale) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 80 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 6234) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de Mme Catherine Procaccia (extension de l'accès au plan d'épargne salariale aux agents généraux d'assurance et aux agents commerciaux). - **Article 2 septies** (art. L. 3332-11 du code du travail - Possibilité pour l'entreprise de verser un abondement lorsque le salarié affecte sa participation sur un plan d'épargne salariale) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 2 nonies** (p. 6235) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la

commission (mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif, PERCO, sur décision de l'employeur). - **Article 2 nonies** (art. L. 3334-5-1 nouveau du code du travail - *Adhésion par défaut à un plan d'épargne pour la retraite collectif*) (p. 6236) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 81 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 2 nonies** (p. 6240, 6241) : son amendement n° 20 : association de la distribution de stock-options ou d'actions aux mandataires sociaux à un dispositif permettant à tous les salariés de bénéficier des fruits de la croissance de l'entreprise ; adopté. (p. 6238, 6250) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Annie David n° 82 (précision selon laquelle les négociations annuelles obligatoires des salaires devront être "loyales") et n° 83 (reconnaissance de la validité des seuls accords salariaux majoritaires), de la commission saisie pour avis n° 29 (réduction de trois à cinq ans du délai durant lequel doit s'ouvrir une négociation en vue de la mise en place d'un plan d'épargne retraite collectif, PERCO, dans les entreprises disposant d'un plan d'épargne retraite) et n° 28 (autorisation pour les gestionnaires de plans d'épargne retraite collectifs de prendre en charge les comptes d'épargne pour la retraite signés par un salarié venu d'un autre pays européen travailler en France), de la commission n° 11 (autorisation pour une entreprise d'effectuer un versement initial dans un plan d'épargne retraite collectif, PERCO, même en l'absence de contribution du salarié), n° 12 (remplacement du Conseil supérieur de la participation, CSP, par le Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionnariat salarié, COPIESAS, rattaché au premier ministre), n° 13 (possibilité pour une entreprise de plus de cinq cents salariés souhaitant procéder à une augmentation de capital réservé aux adhérents du plan d'épargne retraite, d'évaluer la valeur de ses titres selon la méthode de l'actif net réévalué) et n° 14 (simplification de la procédure d'agrément des fonds communs de placement d'entreprise, FCPE) ainsi que sur le sous-amendement n° 92 de Mme Nicole Bricq déposé sur son amendement n° 20 précité. - **Article 3** (art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - *Modernisation de la procédure de fixation du Smic*) (p. 6248) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50, 51, 52 et 53 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 84, 85 et 86 de Mme Annie David, n° 96 de M. Philippe Dominati, n° 15, 16 et 17 de la commission.

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6503, 6505) : son intervention. (p. 6510, 6511) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6692, 6694) : son intervention. (p. 6735, 6736) : réponse aux orateurs.

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 6886) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 5 de la commission et n° 265 de M. Bernard Cazeau (augmentation des minima de perception applicables aux cigarettes et aux tabacs à rouler). - **Article 16** (art. L. 721-1, L. 723-12, L. 723-34, L. 731-1 à L. 731-5, L. 731-10 et L. 762-1-1 du code rural ; art. L. 134-11-1 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. 1609 vices, 1618 septies et 1647 du code général des impôts - *Suppression du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles et intégration financière à la Caisse nationale d'assurance maladie de la branche maladie du régime de protection sociale des non-salariés agricoles*) (p. 6888) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 507 de la commission. - **Article 17** (art. L. 731-10-1 nouveau, L. 741-10-4 nouveau, L. 725-24, L. 741-16, L. 751-1, L. 751-8, L. 751-10 et L. 751-18 du code rural - *Mesures relatives aux régimes agricoles*) (p. 6889) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 393 de la commission. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 6890) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 394 de la commission (harmonisation entre le régime agricole et le régime général). - **Article 17 bis** (art. L. 651-5 du code de la sécurité sociale -

Aménagement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés) (p. 6891) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6 de la commission et n° 66 de la commission saisie pour avis. - **Article 18** (art. L. 2241-2, L. 2242-8 et L. 3261-2 à L. 3261-5 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 131-4-1 et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge des frais de transport domicile-travail*) (p. 6893, 6899) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, 8, 9 et 10 de la commission, n° 112 de M. Guy Fischer, n° 266 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 267, 268, 269 et 270 de M. Bernard Cazeau. - **Article additionnel après l'article 18** (p. 6900, 6901) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 326 de M. Jean-Pierre Godefroy (dépôt par le Gouvernement, en 2009, sur le bureau de l'Assemblée nationale et du Sénat, d'un rapport évaluant la possibilité d'accroître le montant de l'allocation aux adultes handicapés à hauteur du salaire minimum interprofessionnel de croissance). - **Article 19** (art. L. 225-1-1, L. 243-6-1, L. 243-6-3, L. 243-6-4 nouveau, L. 243-7-2 et L. 243-7-3 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 725-24 du code rural - *Sécurité juridique des cotisants*) (p. 6904) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 113 de M. Guy Fischer, n° 11 de la commission, et n° 67 de la commission saisie pour avis. - **Article 20** (art. L. 131-6, L. 131-6-1, L. 133-6-8, L. 136-6, L. 136-7, L. 642-2, L. 722-4, L. 723-5, L. 723-15 et L. 756-5 du code de la sécurité sociale - *Assujettissement des revenus distribués excédentaires des travailleurs non salariés non agricoles*) (p. 6905, 6906) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 372 de M. Philippe Marini et n° 508 de la commission. - **Article 21** (art. L. 131-9, L. 161-25-3, L. 242-13, L. 380-3-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 761-10 du code rural - *Cotisation d'assurance maladie majorée sur les revenus imposables à l'étranger*) (p. 6906, 6907) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6907) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 401 de M. Dominique Leclerc (mesures en faveur de la consolidation des droits des participants aux institutions de retraite supplémentaire). - **Demande de priorité** (p. 6908) : demande l'examen par priorité des articles 65 à 69 ; priorité ordonnée. - **Article 22** (art. L. 131-4-1, L. 131-7, L. 242-1, L. 242-4-2 et L. 242-4-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-10, L. 741-10-3 et L. 741-10-4 du code rural ; art. L. 3261-2 du code du travail ; art. 7 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat ; art. 1er de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - *Non-compensation par le budget de l'Etat des pertes de recettes liées à certains dispositifs*) (p. 6911) : demande le vote par priorité de l'amendement n° 521 de la commission (soumission, au forfait de 2 % créé à l'article 13, de la prime exceptionnelle de 1 500 euros applicable dans les entreprises ayant conclu un nouvel accord d'intéressement). (p. 6912) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 115 et 116 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6912, 6916) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de la commission (ciblage des allègements généraux de cotisations de sécurité sociale sur les entreprises de moins de cinquante salariés), n° 117 de M. Guy Fischer (suppression des exonérations de cotisations patronales lorsque l'employeur se dispense de respecter ses obligations légales en terme de politique salariale) et n° 227 de M. Richard Yung (suspension, pour l'année 2009, de l'obligation pour les Français expatriés de s'acquitter d'un droit d'entrée lorsqu'ils souhaitent adhérer à une assurance volontaire maladie-maternité-invalidité). - **Article 23** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 6917) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 118 de M. Guy Fischer. - **Article 24 et annexe C** (*Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 6921, 6922) : avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 119 de M. Guy Fischer portant sur son amendement n° 493 (conséquence de la révision des hypothèses macroéconomiques pour l'année 2009) ; adopté. (p. 6924) : son amendement n° 494 : conséquence ; adopté. - **Article 25** (*Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base*) (p. 6925) : son amendement n° 495 : conséquence ; adopté. - **Article 26** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général*) (p. 6925) : son amendement

n° 496 : conséquence ; adopté. - **Article 27** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale*) : son amendement n° 497 : conséquence ; adopté. - **Article 28** (*Objectif d'amortissement de la dette sociale et affectation de recettes au fonds de réserve pour les retraites*) : son amendement n° 498 : conséquence ; adopté. - **Article 30** (*Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 6926, 6928) : son amendement n° 499 : conséquence ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 120 de M. Guy Fischer et n° 68 de la commission saisie pour avis. - **Demande de seconde délibération de la troisième partie** (p. 6928, 6929) : son intervention. - **Seconde délibération de la troisième partie - Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriennal - annexe B*) (p. 6932) : son amendement n° A-2 : coordination ; adopté. - **Article 12 bis** (p. 6932, 6933) : son amendement n° A-1 : suppression ; adopté. - **Article 24 et annexe C** (*Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 6936, 6937) : ses amendements de coordination n° A-3 et n° A-4 ; adoptés. - **Article 25** (*Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base*) (p. 6938) : son amendement n° A-5 : coordination ; adopté. - **Article 26** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général*) : son amendement n° A-6 : coordination ; adopté.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 65 (priorité)** (p. 6939) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 192 de M. Guy Fischer (composition de la Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles). - **Article 65 (priorité)** (art. L. 431-1 et L. 432-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 751-42 du code rural - *Amélioration de la prise en charge des frais paramédicaux*) (p. 6941) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 354 de M. Guy Fischer. - **Article 65 bis (priorité)** (art. L. 143-10 nouveau du code de la sécurité sociale - *Transmission du dossier médical en cas de contestation du taux d'incapacité*) (p. 6943) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 198 et 199 de M. Guy Fischer. - **Article 66 (priorité)** (art. L. 412-8 et L. 443-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1226-7 du code du travail - *Maintien des indemnités journalières et prévention de la désinsertion professionnelle*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 201, 204 et 205 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel avant l'article 67 (priorité)** (p. 6946) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 206 de M. Guy Fischer (prise en compte de la situation très spécifique des salariés exposés à l'amiante durant leur activité professionnelle). - **Article 67 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - *Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*) (p. 6950, 6952) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79 de la commission saisie pour avis, n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 340 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, et n° 207 et 208 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 6954) : son amendement n° 506 : possibilité pour les ressortissants des régimes spéciaux d'accidents du travail et de maladies professionnelles de faire reconnaître le caractère professionnel de leur maladie liée à l'amiante ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 68 (priorité)** (p. 6955) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 212 de M. Guy Fischer (renforcement des sanctions contre les employeurs en cas de non-remise de l'attestation d'exposition à certaines substances dangereuses, ou d'entraves à la procédure de reconnaissance des accidents du travail et des maladies professionnelles). - **Article 51 (priorité)** (art. L. 815-1, L. 815-2, L. 815-13, L. 815-24, L. 815-24-1 nouveau et L. 816-2 du code de la sécurité sociale - *Revalorisation du minimum vieillesse*) (p. 6958, 6960) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 352 de M. Guy Fischer, n° 345 de Mme Muguette Dini et n° 291, 289 et 290 de Mme Christiane Demontès. - **Demande de priorité** (p. 6962) :

avis du Gouvernement sur la demande d'examen par priorité des articles 61 bis et 61 ter formulée par la commission. - **Article 52 (priorité)** (art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - *Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficier du droit à réversion*) (p. 6963, 6964) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 176 de M. Guy Fischer, n° 312 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 382 de M. Denis Detcheverry. - **Articles additionnels après l'article 52 (priorité)** (p. 6964, 6965) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42 de la commission (avis de la Commission de garantie des retraites sur la question des modalités techniques de remplacement du système de calcul par annuités de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, par celui des comptes notionnels de retraite) et n° 292 de Mme Raymonde Le Texier (évaluation par le Gouvernement des conditions de l'ouverture des droits à pension de réversion aux concubins et aux personnes liées par un pacte civil de solidarité). - **Article 52 bis (priorité)** (art. L. 161-1-6 nouveau du code de la sécurité sociale - *Mise en place d'un nouveau système d'échange d'informations entre les régimes de retraite*) (p. 6965) : son amendement n° 515 : mesures en faveur des échanges d'informations entre régimes de retraite ; adopté. - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A*) (p. 6971, 6972) : demande le vote par priorité de son amendement n° 517 (dispositions relatives aux pilotes et aux copilotes) ; adopté. - **Article 61 ter (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section D*) (p. 6976) : demande le vote par priorité de son amendement n° 518 (dispositions relatives aux personnels navigant commerciaux) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 53 (priorité)** (art. L. 321-5, L. 731-16, L. 732-34, L. 732-35, L. 732-54-1 à L. 732-54-4 du code rural ; art. L. 173-1-1 nouveau du code de la sécurité sociale - *Revalorisation des petites retraites agricoles*) (p. 6995) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 177 de M. Guy Fischer et n° 396 de la commission. - **Article additionnel après l'article 53 (priorité)** (p. 6996) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 510 de la commission (consolidation du dispositif de rachat des périodes d'aide familial agricole accomplies entre quatorze et vingt et un ans dans le cadre des exploitations familiales). - **Article 54 (priorité)** (art. L. 161-23-1, L. 643-1 et L. 643-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; article 13 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - *Revalorisation des pensions de retraite au 1er avril de chaque année*) (p. 6997) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 181 de M. Guy Fischer et n° 294 de Mme Christiane Demontès. - **Article 55 (priorité)** (art. L. 173-2, L. 351-10-1 nouveaux, L. 351-10 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale - *Recentrage du dispositif du minimum contributif sur les salariés ayant eu de longues carrières faiblement rémunérées*) (p. 7000) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 182 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 55 (priorité)** (p. 7001) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 421 de M. Bernard Cazeau (revalorisation de la retraite minimum des non-salariés agricoles). - **Article 55 bis (priorité)** (art. L. 351-10 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles de calcul de la pension des travailleurs lourdement handicapés*) (p. 7001) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de la commission. - **Article 56 (priorité)** (art. L. 173-7 nouveau, L. 351-14-1 et L. 382-29 du code de la sécurité sociale ; art. L. 742-3 du code rural ; art. 114 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - *Modification des règles de "rachat" de trimestres pour l'ouverture du droit à retraite anticipée pour carrière longue*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 183 de M. Guy Fischer et n° 295 de Mme Patricia Schillinger. - **Articles additionnels après l'article 56 (priorité)** (p. 7004, 7005) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de la commission (application du principe

générationnel aux régimes de la fonction publique). Son amendement n° 516 : prise en compte, dans la détermination de la durée d'assurance, des périodes d'affiliation aux régimes de pension des organisations internationales ; adopté. - **Article 57 (priorité)** (art. L. 634-2-1 du code de la sécurité sociale - Validation de trimestres au bénéfice des commerçants et artisans) (p. 7006) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de la commission. - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office) (p. 7032, 7034) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 301 de Mme Christiane Demontès, n° 356 de M. Philippe Adnot, n° 245 de Mme Catherine Procaccia, n° 186, 187 et 188 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 62 (priorité)** (p. 7040) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 358 de M. Dominique Leclerc (extension des dispositions de l'article 61 aux présidents de conseil d'administration des établissements

publics de l'État) et n° 512 de la commission (suppression des compensations démographiques existant entre les différents régimes d'avantage social vieillesse).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) (p. 8001, 8002) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8009) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-126 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (majoration des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, ANACT).

BESSE (Roger)
sénateur (Cantal)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

BESSON (Eric)
*secrétaire d'Etat chargé de la
 prospective et de l'évaluation des
 politiques publiques
 (jusqu'au 18 mars 2008)*
*secrétaire d'Etat chargé de la
 prospective, de l'évaluation des
 politiques publiques et du développement
 de l'économie numérique
 (à partir du 18 mars 2008)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2692, 2693) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 2698) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission (protection des personnes auditionnées dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire). - **Article unique** (p. 2699) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de la commission et n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2704) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Intitulé du Chapitre Ier (Développer l'accès au très haut débit et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication)** (p. 4419) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 159 de la commission. - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L.33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4423, 4433) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 160, 161 et 167 de la commission, n° 744 de M. Jean-Pierre Vial, n° 842 et 841 de M. Philippe Leroy, n° 485 de Mme Odette Terrade, n° 699 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 779, 545, 791, 780, 782, 778 et 781 de M. Daniel Raoul et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1088 de Mme Odette Terrade,

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) (p. 4472) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 784, 997, 786 et 785 de M. Daniel Raoul, n° 163 de la commission, n° 836 de M. Paul Girod, n° 876 de Mme Marie-France Beaufils, n° 94 de M. Pierre Hérisson et n° 702 de M. Yves Pozzo di Borgo. (p. 4477) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 844 et 843 de M. Philippe Leroy, n° 168 et 169 de la commission, n° 783 de M. Daniel Raoul, n° 93 de M. Pierre Hérisson et n° 700 et 698 de M. Yves Pozzo di Borgo. (p. 4478, 4484) : son amendement n° 1089 : cadre juridique permettant aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité, d'eau potable et d'assainissement collectif d'assurer le passage de la fibre optique ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 838 et n° 850 de M. Philippe Leroy, n° 92 de M. Pierre Hérisson, n° 644 de M. Philippe Nogrix, n° 164 et 165 de la commission, n° 877 de Mme Marie-France Beaufils, n° 788 de M. Daniel Raoul, n° 166 de la commission et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1094 de M. Philippe Leroy. - **Articles**

additionnels après l'article 29 (p. 4485, 4487) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Philippe Leroy n° 849 (conditions de diffusion des services de télévision locale par les grands opérateurs de télévision) et n° 839 (obligation faite aux opérateurs de fournir des prestations d'accès à la sous-boucle locale équivalentes à celles offertes sur la boucle locale). - **Article 29 bis** (art. L. 35-9 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Tarifs sociaux pour la téléphonie mobile) (p. 4489, 4490) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 170 de la commission et n° 300 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 29 ter** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - Possibilité, pour l'ARCEP, d'assortir une mise en demeure d'obligations intermédiaires) (p. 4491) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 171, 173 et 174 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1095 de M. Philippe Leroy. - **Articles additionnels après l'article 29 ter** (p. 4493, 4496) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Philippe Leroy n° 848 (information des collectivités territoriales sur l'exécution des conventions de délégation de service public et réaffirmation de leurs droits de propriété sur les réseaux et infrastructures de communications électroniques), de la commission n° 853 (éligibilité au FCTVA des dépenses d'investissement des collectivités territoriales pour le déploiement de la fibre optique), n° 185 (modalités d'utilisation partagée des infrastructures publiques de génie civil) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1087 de M. Philippe Leroy. - **Article 30** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - Modalités d'assignation des fréquences hertziennes par l'ARCEP) (p. 4497) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 479 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 30 bis** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Publication par le CSA des zones retenues pour leur desserte en TNT) (p. 4499) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 175 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 1032 et 1033 de M. Pierre Hérisson. - **Article 30 ter** (art. 99 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses) (p. 4501) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 176 de la commission. - **Article 30 quater** (art. 19 de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - Obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 de tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs TNT individuel) (p. 4502) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 177 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 4504) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 103 de M. Pierre Hérisson (obligation d'intégrer la radio numérique dans les récepteurs radio commercialisés en France). - **Article 30 quinquies** (Bilan de l'intervention des collectivités territoriales au titre de l'art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 4505) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 845 de M. Philippe Leroy et n° 178 de la commission. - **Article 30 sexies** (Réseau partagé en téléphonie mobile de troisième génération) (p. 4509) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 179, 181 et 180 de la commission, n° 480 de Mme Marie-France Beaufils, n° 701 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 790 de M. Daniel Raoul, n° 643 de M. Philippe Nogrix et n° 977, 978 et 1003 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 30 sexies** (p. 4512) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 986 de la commission et sur le sous-amendement n° 1075 de M. Christian Cambon s'y rapportant.

BESSON (Jean)
sénateur (Drôme)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz jusqu'au 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8389) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

BÉTEILLE (Laurent)
sénateur (Essonne)
 UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 211 (2007-2008)] relatif aux contrats de partenariat [n° 239 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 323 (2007-2008)] portant réforme de la prescription en matière civile [n° 358 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)] - (Rapport) [n° 413 tome 1 (2007-2008)] (24 juin 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 398 (2007-2008)] de modernisation de l'économie [n° 413 tome 2 (2007-2008)] (24 juin 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 425 (2007-2008)] relatif aux contrats de partenariat [n° 432 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées [n° 31 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Justice.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 39 (2008-2009)] visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 61 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - *Sanctions pénales*) (p. 1044, 1045) : défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi). - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - *Responsabilité des exploitants cultivant des PGM*) (p. 1056) : favorable à l'amendement n° 118 de M. Jacques Muller (mention explicite des apiculteurs dans la définition des exploitants agricoles bénéficiant d'indemnités en cas de contamination). La région du Gâtinais dans son département de l'Essonne.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1342, 1344) : sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission des lois proposera de voter le présent texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1382) : position de la commission sur la motion n° 96 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1394) : position de la commission sur les amendements n° 98 de Mme Josiane Mathon-Poinat (encadrement des contrats de partenariat) et n° 117 de M. Jean-Pierre Sueur (précision selon laquelle les contrats de partenariat tels que présentés dans le présent projet de loi sont dérogeatoires au droit commun de la commande publique). - **Article 1er** (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat*) (p. 1387) : son amendement n° 1 : réécriture de l'article visant à distinguer les critères facultatifs des critères obligatoires du contrat de partenariat, à clarifier le champ du contrat et à subordonner la rémunération du partenaire privé à des objectifs de performance ; adopté. (p. 1389, 1390) : position de la commission sur les amendements n° 99 et n° 100 de Mme Josiane Mathon-Poinat, de M. Jean-Pierre Sueur n° 118 et n° 123, n° 125 et n° 124 portant respectivement sur le même objet que les sous-amendements du même auteur n° 119, n° 122 et n° 121 déposés sur son amendement n° 1 précité. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 1392) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet de M. Jean-Pierre Sueur n° 126 et n° 127 (assujettissement de l'attributaire du contrat de partenariat aux règles du code des marchés publics).

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1404, 1410) : ses amendements n° 2 : réintégration dans l'article de la disposition de l'ordonnance du 17 juin 2004 prévoyant le concours d'un organisme expert pour la réalisation de l'évaluation préalable ; n° 3 : restriction de la possibilité d'évaluation succincte aux

seules situations imprévisibles ; n° 4 : définition des projets présentant le caractère de l'urgence comme des moyens de rattraper un retard préjudiciable à l'intérêt général, affectant la réalisation d'équipements collectifs ou l'exercice d'une mission de service public, ou de faire face à une situation imprévisible ; n° 5 : suppression, parmi les critères permettant de juger le contrat de partenariat, des contraintes pesant sur les personnes publiques ; n° 6 : précision selon laquelle aucune dérogation sectorielle sur le fondement d'une présomption d'urgence ne pourra être accordée en cas d'évaluation préalable simplement défavorable ; n° 7 : rédaction ; n° 174 : rectification d'une référence ; et n° 8 : extension des dérogations sectorielles aux contrats de partenariat portant sur des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments publics ; adoptés. (p. 1411, 1418) : position de la commission sur les amendements n° 101 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 129, n° 131, n° 130, n° 134, n° 132, n° 133, n° 135 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 50, n° 54 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 76, n° 75, n° 77 de la commission des finances saisie pour avis, n° 91 de M. Paul Girod, n° 95 de M. André Ferrand et n° 169 de M. Philippe Marini, repris par M. Jean-Pierre Sueur. **Article additionnel après l'article 2** (p. 1419) : son amendement n° 9 : harmonisation de la rédaction des principes fondamentaux régissant les contrats de partenariat avec celle du code des marchés publics ; adopté. - **Article 4** (art. 5 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Procédures applicables aux contrats de partenariat) (p. 1420, 1421) : ses amendements n° 10 : possibilité pour la personne publique d'engager une procédure de dialogue compétitif quel que soit le fondement juridique du recours au contrat de partenariat ; et n° 11 : harmonisation rédactionnelle ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 102 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 136 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 56 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) (p. 1421) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. Son amendement n° 12 : rédaction ; adopté. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Description des procédures applicables aux contrats de partenariat) (p. 1422, 1424) : ses amendements n° 13 : clarification de la notion de programme fonctionnel, qui détermine les besoins et les objectifs de la personne publique ; et n° 14 : harmonisation avec le code des marchés publics ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 137 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 103 et n° 104 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 1425, 1427) : position de la commission sur les amendements n° 141, n° 140, n° 139 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 59 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 94 de M. Jean-René Lecerf et n° 105 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 8** (art. 9 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Autorité compétente pour autoriser la signature d'un contrat de partenariat) (p. 1428) : position de la commission sur l'amendement n° 106 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1428) : son amendement n° 15 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 107 de Mme Josiane Mathon-Poinat (abrogation de l'article 10 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 permettant à une entreprise de présenter une offre spontanée en vue d'obtenir un contrat de partenariat). - **Article 29 (priorité)** (art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat et aux BEH) (p. 1429, 1430) : son amendement n° 44 : suppression de la cession de créance spécifique prévue dans le code monétaire et financier pour les contrats de partenariat ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 172 du Gouvernement. - **Article 9** (art. 11 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Clauses obligatoires du contrat de partenariat) (p. 1431) : ses amendements n° 16 : rédaction ; retiré ; et n° 18 : extension de la protection du cautionnement à l'ensemble des prestataires du contrat de partenariat, quelle que soit leur mission ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 171 du Gouvernement et n° 142 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 10**

(art. 12 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Coordination avec l'article premier) (p. 1432) : son amendement n° 19 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** : son amendement n° 20 : remise d'un rapport annuel à la personne publique par le titulaire du contrat de partenariat afin de permettre le suivi de l'exécution du contrat ; adopté. - **Article 11** (art. 13 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement) (p. 1433, 1434) : son amendement n° 21 : possibilité pour le titulaire du contrat de partenariat de consentir des baux sur le domaine privé de la personne publique, avec l'accord de cette dernière, au-delà de la durée du contrat de partenariat et dans les conditions du droit privé ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 108 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 13** (art. 25 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Régime juridique des contrats de partenariat des groupements d'intérêt public et extension de la liste des personnes pouvant recourir aux contrats de partenariat) (p. 1435) : position de la commission sur l'amendement n° 109 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 14** (art. 25 bis nouveau de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Harmonisation des régimes de subventions accordées dans le cadre de la "loi MOP" ou dans celui d'un contrat de partenariat) : position de la commission sur l'amendement n° 110 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15** (art. L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du régime des contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 1437) : son amendement n° 22 : reprise par coordination des dispositions du chapitre 1er modifiant l'ordonnance du 17 juin 2004 ; adopté. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 1439, 1443) : ses amendements n° 23, 24, 25, 26 et 27 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 79 de la commission des finances saisie pour avis, n° 63 et n° 66 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 158 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 92 de M. Philippe Leroy. - **Article 17** (art. L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales - Interdictions de soumissionner à un contrat de partenariat) (p. 1444) : son amendement n° 28 : harmonisation ; adopté. - **Article 18** (art. L. 1414-5 du code général des collectivités territoriales - Procédures applicables aux contrats de partenariat) : Ses amendements n° 29 et 30 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 69 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 19** (art. L. 1414-6 du code général des collectivités territoriales - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) (p. 1445) : son amendement n° 31 : coordination ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 70 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 20** (art. L. 1414-7 du code général des collectivités territoriales - Description des procédures applicables aux contrats de partenariat) : Ses amendements n° 32 et 33 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 71 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 22** (art. L. 1414-9 du code général des collectivités territoriales - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 1446) : position de la commission sur les amendements n° 165 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 72 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 22** : ses amendements n° 34 : harmonisation rédactionnelle avec les dispositions applicables aux contrats de partenariat de l'Etat ; et n° 35 : coordination ; adoptés. - **Article 23** (art. L. 1414-12 du code général des collectivités territoriales - Clauses obligatoires du contrat de partenariat) (p. 1447) : position de la commission sur l'amendement n° 73 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. Ses amendements n° 38 : coordination ; et n° 39 : harmonisation rédactionnelle avec les dispositions applicables aux contrats de partenariat de l'Etat ; adoptés. - **Article 24** (art. L. 1414-13 du code général des collectivités territoriales - Coordination avec l'article L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 1448) : son amendement n° 40 : coordination ; adopté. - **Article 25** (art. L. 1414-16 du code général des collectivités territoriales - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du

domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement) : son amendement n° 41 : coordination ; adopté. - **Article 26** (art. L. 112-2 du code de l'urbanisme - Exonération du versement pour dépassement de plafond légal de densité) (p. 1449) : son amendement n° 42 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 114 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 27** (art. L. 520-7 du code de l'urbanisme - Exonération de la redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en Ile-de-France) (p. 1450) : son amendement n° 43 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 115 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 28** (art. 742 et 1048 ter nouveau du code général des impôts - Taxe de publicité foncière - Alignement des régimes d'imposition applicables pour la publicité des actes portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public) (p. 1453) : position de la commission sur les amendements n° 116 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 81 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1454, 1457) : position de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 82 (éligibilité au fonds de compensation de la TVA des baux emphytéotiques administratifs dans les mêmes conditions que les contrats de partenariat), n° 84 (clarification du statut des cessions de créances prévues dans le cadre des partenariats public-privé au regard de l'impôt sur les sociétés), n° 85 (exonération de contribution annuelle sur les revenus locatifs de la mise à disposition de locaux dans le cadre de partenariats public-privé), n° 83 (exonération des cessions de créances liées à des partenariats public-privé de la taxe de publicité foncière), n° 86 (exonération des ouvrages mis à la disposition des personnes publiques dans le cadre des partenariats public-privé de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) et n° 87 (alignement du régime des partenariats public-privé, en matière d'architecture préventive, sur le régime général des équipements publics). - **Article 30** (art. 30 de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 - Compétence des sociétés pour le financement des économies d'énergie, SOFERGIE, pour participer à des contrats de partenariat) (p. 1458) : son amendement n° 45 : rédaction ; adopté. - **Article 31** (art. L. 242-1 du code des assurances - Dispense d'assurance dommages ouvrage pour les maîtres d'ouvrage dans le cadre d'un contrat de partenariat) (p. 1459) : son amendement n° 46 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 1460, 1462) : son amendement n° 47 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. Position de la commission sur les amendements de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 74 (évaluation préalable obligatoire des projets de baux conclus par l'Etat dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public assortie d'une location avec option d'achat anticipé), n° 90 de M. Jean-Léonce Dupont (plafonnement symétrique de l'obligation d'assurance dommages ouvrage et de l'obligation d'assurance responsabilité civile décennale) et n° 93 de M. Jean-Paul Virapoullé (exclusion des activités financées en contrats de partenariat du bénéfice de la défiscalisation réservé aux investissements productifs outre-mer). - **Article 32** (Application de la loi aux contrats en cours de passation) (p. 1463) : position de la commission sur l'amendement n° 168 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1610) : soutient l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Hyest (clarification des incidences de la réduction éventuelle de trente ans à cinq ans du délai de droit commun de la prescription extinctive en matière de lutte contre les discriminations au travail) ; adopté.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - Rupture conventionnelle du contrat de travail) (p. 1991) : son amendement n° 19 : possibilité pour le salarié de se faire assister par un avocat lors de l'entretien de négociation de la rupture conventionnelle ; retiré. (p. 1998) : son amendement n° 40 : attribution d'une compétence exclusive aux

bâtonniers pour trancher les litiges relatifs aux conventions de rupture qui concernent les avocats salariés ; adopté.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile - Deuxième lecture [n° 323 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2656, 2657) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption sans modification de la proposition de loi. - **Article 1er** (art. 1792-4-1, 1792-4-2 et 1792-4-3 nouveaux et titre XX du livre troisième du code civil - Réforme des règles de la prescription extinctive) (p. 2663) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin. - **Article 8** (art. L. 3243-3, L. 3245-1 et L. 1134-5 nouveau du code du travail, art. 7 bis nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prescription en matière salariale et en matière de discrimination au travail) (p. 2665, 2666) : position de la commission sur les amendements n° 2 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 4 de M. Richard Yung. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2669) : remerciements.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales) (p. 2925) : sur l'amendement n° 95 de la commission (reprise du texte relatif aux langues régionales adopté par l'Assemblée nationale et insertion de dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale entre les femmes et les hommes), son sous-amendement n° 304 : suppression de la référence aux langues régionales ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 21** (art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - Rôle de la Cour des comptes) (p. 3288) : soutient l'amendement n° 144 de M. Hugues Portelli (création d'un office parlementaire d'évaluation et de contrôle des politiques publiques) ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - rapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3602, 3604) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Division additionnelle avant le titre 1er** (p. 3666) : position de la commission sur l'amendement n° 507 de Mme Odette Terrade (insertion d'une division et d'un article concernant le pouvoir d'achat des personnels des grandes surfaces de distribution). - **Article 1er A** (Définition législative des particuliers employeurs) (p. 3667, 3668) : son amendement n° 186 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3669, 3672) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 539 (participation des sociétés pétrolières au redressement des comptes publics), n° 508 (organisation d'un Grenelle des salaires) et n° 510 (rapport au Parlement sur les conséquences pour le pouvoir d'achat des salariés à revenus modestes de la très faible revalorisation du SMIC). - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quatercivies, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises) (p. 3679, 3680) : ses amendements n° 188 : mesure complétant le dispositif supprimant la déclaration unique des revenus des travailleurs indépendants ; et n° 187 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 324 et 325 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 452 et 911 de Mme Marie-France Beaufils, n° 603 de M. Jacques Blanc et n° 966 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3686) : position de la commission sur l'amendement n° 65 de M. Michel Houel (dispositions relatives à l'entrepreneur individuel). - **Article 1er bis** (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B et 293 G du code général des impôts - Augmentation des seuils permettant de bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise) (p. 3688) : son amendement n° 1036 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 453 de Mme Marie-France Beaufils et n° 602 de M. Jacques Blanc. - **Article 1er ter** (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B, 293 G, 302 septies A et 302 septies A bis du code général des impôts - Actualisation des seuils permettant de bénéficier du régime de la micro-

entreprise, du régime simplifié de liquidation des taxes sur chiffre d'affaires et du régime du bénéfice réel (p. 3690) : son amendement n° 189 : précision ; retiré. (p. 3691) : position de la commission sur les amendements n° 454 de Mme Marie-France Beaufiles et n° 1016 de M. Philippe Dominati. - **Article 2** (art. L. 243-6-3, art. L. 133-6-9 et L. 133-6-10 [nouveau] du code de la sécurité sociale, art. L. 725-24 du code rural - *Extension du champ d'application du rescrit social*) (p. 3693, 3694) : position de la commission sur l'amendement n° 455 de M. Guy Fischer. Son amendement n° 190 : mise en œuvre de la généralisation du rescrit fiscal ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3694) : position de la commission sur l'amendement n° 442 de M. Michel Houel (insertion d'un chapitre relatif à l'instauration d'une date unique pour l'ensemble des prélèvements sociaux dans le code de la sécurité sociale). - **Article 2 bis** (art. L. 133-4-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Calcul des redressements effectués sur les exonérations des cotisations de sécurité sociale accordées sur la part contributive de l'employeur dans les titres-restaurant et les chèques-transport*) (p. 3695) : position de la commission sur l'amendement n° 456 de M. Guy Fischer. - **Article 2 ter** (art. L. 242-12-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale*) : son amendement n° 191 : suppression ; adopté. - **Article 2 quater** (art. L. 5112-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - *Procédure de rescrit concernant les aides au maintien et à la sauvegarde de l'emploi*) (p. 3697) : son amendement n° 192 : réécriture de l'article ; adopté. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - *Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services*) (p. 3700) : position de la commission sur les amendements n° 299 de Mme Nathalie Goulet, n° 326 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 458 de Mme Marie-France Beaufiles. (p. 3701) : son amendement n° 193 : élargissement de la dispense d'immatriculation ; adopté après modification par les sous-amendements n° 1028 de M. Dominique Mortemousque, n° 600 de M. Jacques Blanc et n° 1047 de M. Yves Détraigne. (p. 3705) : sur son amendement n° 193 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 1031 de M. Bernard Barraux, n° 1011 de M. Philippe Dominati, n° 1028 de M. Dominique Mortemousque, n° 600 de M. Jacques Blanc, n° 1047 de M. Yves Détraigne et n° 64 de M. Michel Houel. Position de la commission sur l'amendement n° 327 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 443 et 444 de Mme Nathalie Goulet. (p. 3709, 3710) : son amendement n° 194 : entrée en vigueur du dispositif du guichet unique, limitation de l'application de la dispense d'immatriculation et domiciliation des personnes physiques commerçantes ; adopté. (p. 3707, 3711) : position de la commission sur les amendements n° 328 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 447 de M. Christian Cambon et n° 673 de M. Philippe Nogrix. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3714) : son amendement n° 195 : augmentation du nombre plafond des membres des chambres de commerce et d'industrie ; adopté. (p. 3712, 3716) : position de la commission sur les amendements n° 758 de M. François Trucy (extension de l'allègement comptable à tous les commerçants soumis au régime fiscal des micro-entreprises), n° 961 de M. Philippe Dominati (extension de l'allègement comptable à tous les commerçants soumis au régime fiscal des micro-entreprises), de M. Michel Houel n° 108 (modalités d'affiliation à la chambre de métier et de l'artisanat et à la chambre de commerce et d'industrie) et n° 66 (rétablissement du schéma de la formation des artisans), n° 61 de M. Gérard Longuet (élargissement de la présomption de travailleur indépendant aux auto-entrepreneurs) et n° 105 de M. Gérard Cornu (renvoi à un décret pour la fixation du délai pendant lequel peut s'exercer le droit à la formation). - **Article 4** (art. L. 443-11, L. 631-7, L. 631-7-2 et L. 631-7-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 123-10 et 145-1 du code de commerce - *Réforme du régime d'autorisation des changements d'usage et d'usage mixte des locaux d'habitation*) (p. 3719, 3723) : ses amendements n° 1037 : séparation du régime d'autorisation pour

changement d'usage et usage mixte et du régime applicable dans les zones urbaines sensibles ; n° 197 : articulation du chapitre 1er du titre III du livre 6 de code de la construction et de l'habitation ; n° 198 : rédaction ; n° 199 : compétence pour la délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux ; n° 200 : compétence exclusive des maires en matière d'autorisation des usages mixtes ; n° 201 : coordination ; n° 196 : précision ; n° 202 : cohérence ; n° 203 : rétablissement de l'autorisation administrative en cas d'utilisation mixte d'un local d'habitation situé au rez-de-chaussée ; n° 204 : fixation d'un régime juridique en matière d'autorisation des usages mixtes dans les logements HLM ; et n° 205 : initiative donnée au maire pour la soumission à autorisation du changement d'usage des locaux d'habitation ; adoptés. (p. 3719, 3723) : position de la commission sur les amendements n° 459 de Mme Marie-France Beaufiles, n° 764 et n° 765 de M. Daniel Raoul. Sur son amendement n° 198 précité, position de la commission sur le sous-amendement n° 859 de Mme Bariza Khiari. Sur son amendement n° 199 précité, position de la commission sur le sous-amendement n° 1010 de M. Philippe Dominati. - **Article 5** (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - *Insaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société*) (p. 3728, 3729) : ses amendements n° 206 : limitation de l'insaisissabilité aux biens fonciers non affectés à un usage professionnel ; n° 207 : rédaction ; n° 208 : possibilité pour le cessionnaire de se prévaloir de la renonciation du bénéficiaire ; et n° 209 : suppression du report des effets de la déclaration d'insaisissabilité par décès de l'entrepreneur individuel au décès de son conjoint survivant ; adoptés. (p. 3727, 3731) : position de la commission sur les amendements n° 397, 398, 399 et 400 de M. Daniel Raoul, n° 712 de M. Daniel Soulage, n° 985 de M. Alain Lambert, n° 67 de M. Michel Houel, et sur le sous-amendement n° 656 de Mme Anne-Marie Payet à son amendement n° 207 précité. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3735, 3738) : position de la commission sur les amendements n° 63 de M. Michel Houel (suppression de la majoration fiscale appliquée aux entrepreneurs individuels non adhérents à un organisme agréé et faisant appel aux services de professionnels de l'expertise comptable), n° 735 de M. Jean Arthuis (suppression de la majoration fiscale appliquée aux entrepreneurs individuels non adhérents à un organisme agréé et faisant appel aux services de professionnels de l'expertise comptable) et n° 550 de M. Gérard Dériot (possibilité de transfert des produits de retraite facultatifs en capitalisation). - **Article 5 bis** (art. L. 121-8 [nouveau] du code de commerce - *Extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité*) (p. 3739) : son amendement n° 210 : cohérence ; adopté. (p. 3740) : position de la commission sur les amendements n° 401 de M. Daniel Raoul et n° 491 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3742) : position de la commission sur l'amendement n° 106 de M. Gérard Cornu (suppression du double assujettissement des conjoints associés à la contribution à la formation professionnelle). - **Article 5 ter** (*Habilitation à étendre par ordonnance la qualité de constituant d'une fiducie aux personnes physiques*) (p. 3744) : son amendement n° 211 : extension de la fiducie aux personnes physiques ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 460 de Mme Marie-France Beaufiles. - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 3745) : position de la commission sur l'amendement n° 750 de M. François Trucy (durée maximale du contrat de fiducie porté à 99 ans). - **Article 5 quater** (*Rapport au Parlement sur l'extension du statut de conjoint collaborateur au concubin du chef d'entreprise*) (p. 3745) : son amendement n° 212 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 497 de Mme Odette Terrade. (p. 3746, 3747) : ses amendements n° 213 : prorogation d'exercice de trois ans des centres de gestion agréés et habilités ; et n° 254 : définition des particuliers employeurs ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 3828, 3829) : son amendement n° 214 : précision ; adopté. - **Intitulé du chapitre III** (*Simplifier le fonctionnement des petites et moyennes*

entreprises) (p. 3829) : son amendement n° 215 : rédaction ; adopté. - **Article 11** (art. L. 112-3 du code monétaire et financier - Suppression de l'interdiction d'indexation automatique des loyers des baux commerciaux sur l'inflation) (p. 3829, 3830) : son amendement n° 216 : prise en compte de l'indice du prix et de l'inflation dans les baux commerciaux ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 528 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 3830) : position de la commission sur l'amendement n° 263 de M. Dominique Mortemousque (application du nouvel indice de référence des loyers sur des locations d'habitation accessoires à un bail à ferme). - **Article 11 bis** (art. L. 121-4 du code de commerce - Mention du conjoint collaborateur sur les registres de publicité légale à caractère professionnel) (p. 3830) : son amendement n° 217 : rédaction ; adopté. - **Article 11 ter** (art. L. 145-2 du code de commerce - Assujettissement conventionnel des parties à un bail professionnel au régime des baux commerciaux) (p. 3831) : son amendement n° 218 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 3831, 3832) : ses amendements n° 219 : possibilité de renouvellement du bail commercial de courte durée dans la limite de deux ans ; n° 220 : suppression de la référence aux usages locaux dans le statut des baux commerciaux ; adoptés. - **Article 11 quater** (art. L. 145-29 du code de commerce - Délai de restitution des lieux en cas d'éviction du preneur d'un bail commercial) (p. 3832) : son amendement n° 221 : allongement à trois mois de la durée accordée au locataire pour quitter les lieux après un refus de renouvellement de bail ; adopté. - **Article 11 quinquies** (art. L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce et art. L. 112-2 du code monétaire et financier - Création de l'indice des loyers commerciaux) (p. 3832) : son amendement n° 222 : rédaction ; adopté. - **Article 12** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 3837, 3839) : son amendement n° 223 : application des mesures de gel et d'étalement à la contribution des entreprises au financement des transports en commun, quand le franchissement du seuil de vingt salariés résulte d'une absorption ou d'une reprise d'entreprise ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 495 et 498 de Mme Odette Terrade, n° 329 et 330 de M. Jacques Gillot, n° 826 de M. Thierry Repentin, n° 645 de M. Philippe Arnaud, n° 499 de M. Michel Billout, n° 967 de M. Jean Desessard et n° 635 de M. Philippe Adnot.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3851, 3854) : son amendement n° 224 : définition d'une typologie d'entreprises pour les besoins de l'analyse statistique et économique ; adopté. Position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 331 (versement de la part contributive de l'employeur dans le chèque-transport sur le bulletin de paye des salariés) et n° 335 (détermination du régime d'assurance chômage des travailleurs saisonniers par des accords de branche conclus entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés), de M. Dominique Mortemousque n° 74 (fixation par décret du contenu des relations conventionnelles entre l'employeur, l'apprenti et l'entreprise européenne susceptible d'accueillir temporairement ce dernier) et n° 73 (enregistrement par les chambres consulaires des contrats d'apprentissage conclus par des associations et les membres de professions libérales), et n° 314 de M. Rémy Pointereau (règlement auprès des chambres régionales de commerce et d'industrie des frais exposés pour la délivrance de la carte professionnelle de courtier en vins). - **Article 12 bis** (art. L. 123-29, L. 123-30 et L. 123-31 nouveaux du code de commerce, art. 1er, 2 et 11 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969, art. 613 nonies et 613 decies du code général des impôts - Condition d'exercice d'activités commerciales ou artisanales ambulantes) (p. 3855) : son amendement n° 248 : précision et harmonisation ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 756 de M. François Trucy. - **Article additionnel après l'article 12 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 84 de M. Gérard Cornu (simplification de la réglementation de la vente au déballage). - **Article 12 ter** (art. L. 1274-1 du code du travail - Extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3856, 3857) : position de la commission sur les amendements n° 541 de Mme Odette Terrade et n° 85 de

M. Gérard Cornu. - **Article 13** (art. L. 141-1, L. 210-5, L. 223-1, L. 223-22, L. 223-27 et L. 223-31 du code de commerce - Simplification du fonctionnement de la société à responsabilité limitée - Conditions de vente d'un fonds de commerce) (p. 3859) : ses amendements n° 227 : suppression de l'interdiction faite à une entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée, EURL, d'en détenir une autre ; retiré ; n° 225 : restauration de la possibilité pour les statuts d'une SARL de prévoir un droit d'opposition des associés à la tenue d'une assemblée par les moyens de visioconférence ou de télécommunication ; et n° 226 : cohérence ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 464 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 13 bis** (art. L. 225-25, L. 225-72, L. 225-124 et L. 228-15 du code de commerce - Simplification du régime de la société anonyme) : p. 3861, 3862) : ses amendements n° 228 : évaluation des avantages particuliers résultant d'une émission d'actions de préférence dans le rapport spécial du commissaire aux comptes présenté à l'assemblée générale extraordinaire compétente pour la décision de cette émission ; et n° 229 : simplification de la procédure d'attribution d'options au bénéfice des membres du personnel salarié de la société anonyme, par le biais de délégations pouvant être accordées par le conseil d'administration au président, au directeur général, aux directeurs généraux délégués afin de procéder à des constatations et à des modifications des statuts. Position de la commission sur l'amendement n° 465 de Mme Marie-France Beaufils. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 3863, 3865) : son amendement n° 983 : suppression du droit préférentiel de souscription attaché aux actions de préférence sans droit de vote pour toute augmentation de capital en numéraire ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 366 de M. Richard Yung (publicité sous forme d'extraits des conclusions de la Commission de conciliation et d'expertise douanière, CCED), de M. Philippe Adnot n° 626 (suppression du droit d'opposition existant dans le cas d'une conversion d'actions de préférence aboutissant à une réduction de capital non motivée par des pertes), n° 622 (limitation du recours à la procédure des avantages particuliers attachés aux actions de préférence), n° 623 (attribution aux sociétés émettrices du droit de modifier les règles de répartition des bénéfices et des bonis de liquidation sous réserve de l'inscription de cette faculté dans le contrat d'émission), n° 624 (assouplissement des mesures de protection des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la mesure où la société émettrice ne fait pas appel public à l'épargne), n° 630 (constitution d'une masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital dans les seules sociétés faisant appel public à l'épargne) et n° 625 (remplacement du régime de nullité absolue par une nullité relative s'appliquant en cas de violation des règles d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société). - **Article 14** (art. L. 227-1, L. 227-2, L. 227-9, L. 227-9-1 et L. 227-9-2 [nouveaux], L. 227-10 et L. 232-23 du code de commerce - Simplification des modalités de fonctionnement de la société par actions simplifiée) (p. 3868, 3871) : ses amendements n° 231 : assouplissement du recours aux apports en industrie ; n° 232 : suppression de l'exigence de dépôt du rapport de gestion au registre du commerce dans le cas d'un associé unique, personne physique, assumant personnellement la présidence de la société ; n° 234 : obligation de désigner un commissaire aux comptes pour toute société par actions simplifiée relevant d'un groupe de sociétés ; n° 230 : extension de l'application de la norme professionnelle simplifiée des commissaires aux comptes à l'ensemble des sociétés commerciales inférieures à certains seuils de bilan, de chiffre d'affaires et d'effectif salarié, à l'exception des sociétés anonymes et des sociétés en commandite par actions ; et n° 233 : cohérence ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 466 de Mme Marie-France Beaufils, n° 80 de M. Jean-Claude Carle, n° 367 de M. Richard Yung et n° 666 et 674 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3873, 3877) : position de la commission sur les amendements identiques n° 755 de M. François Trucy et n° 962 de M. Philippe Dominati (assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral) ainsi que sur le sous-amendement n° 1068 de Mme Catherine Procaccia qui les modifie et sur l'amendement n° 763 de M. Philippe Darniche (possibilité pour les professionnels exerçant dans une

société d'exercice libéral de détenir la majorité du capital et des droits de vote par l'intermédiaire d'une société de participation financière de professions libérales). - **Article 14 bis** (intitulé du titre III du livre Ier et art. L. 135-1 à L. 135-3 nouveaux du code de commerce, art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. 1457 du code général des impôts, art. 3 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 - Régime juridique des vendeurs à domicile indépendants) (p. 3878) : position de la commission sur l'amendement n° 753 de M. François Trucy. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3879) : son amendement n° 235 : protection des adhérents des réseaux de vente multi-niveaux ; adopté. - **Article 14 ter** (Rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) (p. 3880) : son amendement n° 236 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3881) : position de la commission sur les amendements n° 727 de M. Daniel Soulage (modification du calcul du crédit d'impôt formation des associés des GAEC) et n° 729 de Mme Anne-Marie Payet (création d'offices régionaux d'information, de formation et de formalités des professions libérales). - **Article 15** (art. 635, 639, 719, 721, 722, 722 bis et 726 du code général des impôts - Convergence du taux des droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux et de fonds de commerce) (p. 3883) : son amendement n° 7 : relèvement du taux harmonisé des droits de mutation à titre onéreux ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 342 de M. Marc Massion et n° 467 de Mme Marie-France Beaufls.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 17 bis** (art. L. 129-1 du code de commerce - Tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 4067) : position de la commission sur les amendements n° 627 de M. Gérard Longuet et n° 751 de M. François Trucy. - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 4068, 4069) : son amendement n° 237 (extension de la garantie de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS, aux salariés souscrivant au capital de leur entreprise transformée en société coopérative ouvrière de production) ; retiré puis repris par M. Richard Yung. - **Article 18** (Habilitation à réformer par ordonnance le régime des incapacités commerciales et industrielles) (p. 4074) : son amendement n° 238 : nouvelle rédaction de l'article permettant d'éviter le recours à une habilitation à légiférer par voie d'ordonnance ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 356 de M. Richard Yung et n° 503 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4075, 4077) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 239, 240 et 241 : infractions hors du code pénal pouvant donner lieu au prononcé d'une peine complémentaire d'interdiction d'exercer en matière commerciale ou industrielle ; adoptés. - **Article 19** (Habilitation à modifier par ordonnance les règles relatives aux difficultés des entreprises, à la fiducie et au gage sans dépossession) (p. 4080, 4081) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 244, 242 et 243 : modification du champ de l'habilitation ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 19** : position de la commission sur les amendements identiques n° 628 de M. Gérard Longuet et n° 757 de M. François Trucy (détermination par décret de la durée maximale de communication par la Banque de France d'informations relatives à la situation des dirigeants et des entrepreneurs). - **Article 19 bis** (art. L. 611-7 et L. 626-26 du code de commerce - Renforcement de la possibilité, pour les créanciers publics, de remettre des dettes ou d'abandonner des privilèges au cours de la conciliation et en cas de modification substantielle du plan de sauvegarde ou de redressement) (p. 4082) : position de la commission sur l'amendement n° 504 de Mme Odette Terrade. - **Article 19 ter** (Application dans le temps des règles relatives à la reprise des poursuites individuelles des créanciers et au relèvement des interdictions de gérer dans le cadre d'une procédure collective) (p. 4083) : position de la commission sur l'amendement n° 515 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 19 quater** (p. 4083) : ses amendements n° 245 : attribution d'un droit de rétention au créancier titulaire d'un gage sans dépossession ; et n° 246 : extension des attributions de l'agent des sûretés ; adoptés. - **Article 20** (art. L. 3332-17, L. 3332-17-1 [nouveau] et L. 3334-13 du code du travail ; art. L. 131-85, L. 213-12, L. 213-13,

L. 214-4, L. 511-6, et L. 511-33 du code monétaire et financier ; art. L. 313-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Développement de l'économie solidaire et du micro-crédit) (p. 4086, 4088) : position de la commission sur les amendements n° 827, 828, 829, 333 et 334 de M. Thierry Repentin, n° 332 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 688 de M. Daniel Dubois. Ses amendements n° 1076 : coordination ; et n° 247 : détermination par décret de l'effectif salarié des entreprises susceptibles de bénéficier de prêts pour la création et pour le développement d'entreprises de la part de fondations reconnues d'utilité publique ou d'associations sans but lucratif ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 4089) : position de la commission sur l'amendement n° 608 de M. Thierry Repentin (régime d'assurance chômage des travailleurs saisonniers). - **Articles additionnels avant l'article 21 A** (p. 4095) : position de la commission sur les amendements n° 358 de Mme Nicole Bricq (création d'un recours collectif au profit des consommateurs) et, portant sur le même objet, de Mme Odette Terrade n° 506 et n° 505 (création d'une action de groupe en faveur des consommateurs).

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 4342, 4343) : la commission des lois propose l'adoption sans modification du présent projet de loi. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4355) : position de la commission sur la motion n° 4 de M. Pierre-Yves Collombat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4358) : position de la commission sur la motion n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à poser la question préalable. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4359) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Sueur (rappel du caractère dérogatoire du contrat de partenariat). - **Article 1er** (art. premier de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 4360, 4362) : position de la commission sur les amendements n° 28 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 8, 6 et 7 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 4365, 4366) : position de la commission sur les amendements n° 29 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 9, 10, 11 et 12 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) (p. 4367) : position de la commission sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 4369, 4370) : position de la commission sur les amendements n° 14 et 15 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 8 bis** (art. 10 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Harmonisation rédactionnelle avec l'article 6 de l'ordonnance) (p. 4371) : position de la commission sur l'amendement n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9** (art. 11 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Clauses obligatoires du contrat de partenariat) (p. 4372) : position de la commission sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 11** (art. 13 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement) (p. 4372) : position de la commission sur l'amendement n° 31 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15** (art. L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du régime des contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 4374, 4377) : position de la commission sur les amendements n° 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24 et 25 de M. Jean-Pierre Sueur déposés à cet article et sur les articles suivants. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 4375) : position de la commission sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 28 bis** (art. L. 1311-3 et art. L. 1615-13 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Eligibilité des baux emphytéotiques administratifs au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA) (p. 4378) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Charles Guéné. - **Article 31 quinquies** (Habilitation du Gouvernement à prendre,

par ordonnances, les mesures nécessaires pour transposer des directives sur les marchés publics) (p. 4380) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 32** (Application de la loi aux contrats en cours de passation) (p. 4380) : position de la commission sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - rapporteur de la commission spéciale - **Article 32** (art. L. 314-15 [nouveau] et L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident pour contribution économique exceptionnelle) (p. 4515) : position de la commission sur les amendements n° 368 de Mme Bariza Khiari et n° 502 et 871 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 4518, 4521) : position de la commission sur les amendements de Mme Nathalie Goulet portant sur le même objet n° 312 et 313 (exceptions à l'application du code de l'entrée du séjour des étrangers et du droit d'asile) et n° 912 et 914 (appréciation des compétences linguistiques des fonctionnaires et agents servant dans les postes diplomatiques) et n° 1007 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (traitement en priorité de certaines demandes de visas). - **Article 33** (Poursuite de l'expérimentation de la décentralisation de la gestion des fonds structurels européens) (p. 4522) : son amendement n° 249 : convention entre l'Etat et les collectivités territoriales ou les groupements européens de coopération territoriale pour la mise en œuvre de programmes relevant de la Communauté européenne ; retiré. (p. 4524) : position de la commission sur les amendements n° 359, 361 et 360 de M. Richard Yung et sur le sous-amendement de ce dernier n° 1056 à son amendement n° 249. - **Articles additionnels après l'article 33** : position de la commission sur l'amendement n° 362 de M. Richard Yung (faculté pour les associations représentatives des collectivités territoriales d'être membre d'un groupement européen de coopération territoriale). - **Article 33 bis** (art. L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 4528) : ses amendements n° 250 : rédaction ; et n° 251 : suppression d'une disposition superflue ; adoptés. - **Article 33 ter** (art. L. 122-18 du code de l'urbanisme - Possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale) (p. 4529) : son amendement n° 252 : conditions dans lesquelles tout syndicat mixte peut élaborer, suivre et réviser le schéma de cohérence territoriale ; adopté. - **Article 33 quater** (Etude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat) (p. 4529) : son amendement n° 253 : limitation de la portée de l'article à la fixation des objectifs et du cadre général de l'étude d'impact économique et social ; retiré au profit de l'amendement identique n° 998 de M. Bernard Barraux. (p. 4530, 4532) : position de la commission sur les amendements n° 271 et 301 de Mme Nathalie Goulet, n° 998 de M. Bernard Barraux et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1093 de M. Thierry Repentin.

- **Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - rapporteur-adjoint pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5039, 5040) : son intervention. Souhaite l'adoption de ce projet de loi.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (17 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5668) : intervient sur l'amendement n° 474 de M. Charles Revet (taxe forfaitaire de droit sur la cession à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles).

- **Proposition de loi visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 39 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6484, 6485) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte dans sa rédaction issue des conclusions de la commission. - **Article unique** (p. 6495) : position de la commission sur les amendements identiques n° 1 de Mme Éliane Assassi et n° 2 de M. Charles Gautier (suppression).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9** (Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP) (p. 7389) : son amendement n° I-213 : dégrèvement supplémentaire de la taxe générale sur les activités polluantes en faveur des usines d'incinération d'ordures ménagères situées dans le périmètre du plan de protection de l'atmosphère d'Ile-de-France, et ayant investi de manière importante dans un traitement destiné à limiter les émissions de fumées polluantes ; retiré.

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) (p. 7973, 7974) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 8673) : son amendement n° II-273 : mise en place d'un dispositif fiscal incitant les cabinets d'avocats à développer leurs activités à l'étranger ; adopté.

BIARNÈS (Pierre)

sénateur (Français établis hors de France (Série A))
CRC-R

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

BILLARD (Joël)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

BILLOUT (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la mission d'information : Infrastructures de transport : remettre la France sur la bonne voie [n° 196 (2007-2008)] (6 février 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de résolution sur le troisième paquet énergie (textes E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [n° 296 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Union européenne - Énergie.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 13, 14) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 15, 17) : ses amendements n° 2 : demande de moratoire sur les directives européennes ; et n° 5 : fusion d'Electricité de France et de Gaz de France au sein d'un pôle public de l'énergie ; rejetés. - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 19, 20) : son amendement n° 3 : suppression de la date butoir du

1er juillet 2010 ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 29, 30) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Etats-Unis d'Amérique, d'autre part** [n° 207 (2007-2008)] - (27 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1326, 1327) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat** [n° 211 (2007-2008)] - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1347, 1349) : le groupe CRC ne votera pas ce texte en l'état. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1383, 1384) : soutient l'amendement n° 98 de Mme Josiane Mathon-Poinat (encadrement des contrats de partenariat) ; rejeté. - **Article 1er** (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 1388) : soutient l'amendement n° 100 de Mme Josiane Mathon-Poinat (obligation pour le partenaire privé de reverser dans un délai de trente jours les sommes encaissées dans le cadre des mandats de collecte de l'argent public, sous peine de pénalités de retard) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 1403) : soutient l'amendement n° 101 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) ; rejeté. (p. 1417) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 95 de M. André Ferrand (prise en compte des besoins de l'enseignement français à l'étranger parmi les dérogations sectorielles prévues à l'article), ni les amendements identiques n° 8 de la commission et de la commission des finances saisie pour avis n° 55 (extension des dérogations sectorielles aux contrats de partenariat portant sur des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments publics). - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Description des procédures applicables aux contrats de partenariat) (p. 1423, 1424) : soutient l'amendement n° 103 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression de l'obligation de versement d'une prime aux candidats évincés qui ont fourni un investissement significatif dans le cadre du dialogue compétitif) ; rejeté. - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 1426) : soutient l'amendement n° 105 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des dispositions attribuant au pouvoir réglementaire la définition des PME) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1428) : soutient l'amendement n° 107 de Mme Josiane Mathon-Poinat (abrogation de l'article 10 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 permettant à une entreprise de présenter une offre spontanée en vue d'obtenir un contrat de partenariat) ; rejeté. - **Article 13** (art. 25 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Régime juridique des contrats de partenariat des groupements d'intérêt public et extension de la liste des personnes pouvant recourir aux contrats de partenariat) (p. 1434) : soutient l'amendement n° 109 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 1438, 1439) : parole sur l'article. - **Article 27** (art. L. 520-7 du code de l'urbanisme - Exonération de la redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en Ile-de-France) (p. 1450) : soutient l'amendement n° 115 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) ; rejeté. - **Article 28** (art. 742 et 1048 ter nouveau du code général des impôts - Taxe de publicité foncière - Alignement des régimes d'imposition applicables pour la publicité des actes portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public) (p. 1451, 1452) : soutient l'amendement n° 116 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression) ; rejeté. Situation spécifique de l'opération du service des archives diplomatiques installé à la Courneuve.

- **Projet de loi portant réforme portuaire** [n° 300 (2007-2008)] - (21 mai 2008) - **Article 10** (Mesures d'accompagnement du transfert de personnel à défaut d'accord cadre) (p. 2304, 2305) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 45 (suppression) ; et n° 44 (repli) ; rejetés.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** - *Commission mixte paritaire* [n° 335 (2007-2008)] - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2346, 2347) : son intervention. Les sénateurs du groupe CRC voteront contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France** [n° 380 (2007-2008)] - (12 juin 2008) - **Article 1er** (Art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France - Subdélégation des compétences du STIF) (p. 2782) : son amendement n° 1 : définition limitative des personnes morales de droit privé pouvant par délégation organiser la desserte des transports scolaires ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (1er juillet 2008) - **Question préalable** (p. 3663, 3665) : soutient la motion n° 953 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3669, 3672) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 539 (participation des sociétés pétrolières au redressement des comptes publics) ; et n° 510 (rapport au Parlement sur les conséquences pour le pouvoir d'achat des salariés à revenus modestes de la très faible revalorisation du SMIC) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 36 (priorité)** (art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - *Rescrit en matière de crédit d'impôt recherche*) (p. 3900, 3901) : soutient l'amendement n° 481 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3932, 3933) : parole sur l'article. (p. 3941) : soutient l'amendement n° 886 de Mme Marie-France Beaufile (rédaction) ; rejeté. (p. 3943, 3944) : le groupe CRC votera l'amendement n° 556 de M. Thierry Repentin (obligation pour les banques désirant proposer le livret A de disposer de guichets permettant le retrait et le dépôt des sommes en espèces). (p. 3951, 3952) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 28 de la commission (rédaction). (p. 3957) : le groupe CRC votera l'amendement n° 377 de Mme Nicole Bricq (centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de l'ensemble des sommes collectées par les établissements bancaires au titre du livret A). (p. 3963) : soutient l'amendement n° 883 de Mme Marie-France Beaufile (affectation de la collecte des livrets défiscalisés à hauteur des besoins de financement par la Caisse des dépôts et consignations du logement social et de la politique de la ville) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 23** (Habilitation à créer par voie d'ordonnance une Autorité de concurrence) (p. 4182, 4183) : sur l'amendement n° 139 de la commission (coordination), soutient les sous-amendements de Mme Odette Terrade n° 1080 et 1081 ; rejetés. - **Article 24** (art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - Régime des soldes) (p. 4190) : soutient l'amendement n° 484 de Mme Odette Terrade (suppression) ; rejeté. (p. 4192, 4193) : soutient l'amendement n° 525 de Mme Odette Terrade (réglementation restrictive des soldes flottantes) ; rejeté. - **Article 25** (Réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA) (p. 4200) : soutient l'amendement n° 471 de M. Gérard Le Cam (suppression) ; rejeté. - **Article 26** (art. L. 750-1 et L. 750-1-1 [nouveau] du code de commerce et art. 1er de la loi du 27 décembre 1973 - Renforcement du FISAC) (p. 4206, 4207) : soutient l'amendement n° 472 de M. Gérard Le Cam (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat** - *Deuxième lecture* [n° 425 (2007-2008)] - (9 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4346, 4347) : les membres du groupe CRC voteront contre le projet de loi. - **Article 1er** (art. premier de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 4360, 4361) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des contrats de partenariat) ; rejeté. - **Article 8 bis**

(art. 10 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Harmonisation rédactionnelle avec l'article 6 de l'ordonnance) (p. 4370, 4371) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression du système de prime pour idée innovante) ; rejeté.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur la participation de la France au budget des communautés européennes et article**

33 (p. 7549, 7551) : son intervention. Le groupe CRC votera contre cet article.

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8383, 8384) : son intervention.

BIWER (Claude)
sénateur (Meuse)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports le 8 décembre 2008.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la mission d'information : Infrastructures de transport : remettre la France sur la bonne voie **[n° 196 (2007-2008)]** (6 février 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports.**

Proposition de loi visant à permettre l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants ayant quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 **[n° 223 (2007-2008)]** (29 février 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur le rôle des centrales d'achat dans la fixation des prix à la consommation et les délocalisations d'entreprises **[n° 249 (2007-2008)]** (1er avril 2008) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Pour une politique de désenclavement durable **[n° 410 (2007-2008)]** (19 juin 2008) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association **[n° 19 (2008-2009)]** (14 octobre 2008) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1271) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 182 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1479) : son intervention. Exemple de la région Lorraine. Le groupe UC-UDF votera ce texte. - **Article unique** (p. 1487) : son amendement n° 1 : autorisation pour les groupements européens de coopération territoriale, GECT, de souscrire des contrats de partenariat public-privé ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3626, 3628) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 20** (art. L. 3332-17, L. 3332-17-1 [nouveau] et L. 3334-13 du code du travail ; art. L. 131-85, L. 213-12, L. 213-13, L. 214-4, L. 511-6, et L. 511-33 du code monétaire et financier ; art. L. 313-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Développement de l'économie solidaire et du micro-crédit) (p. 4088) : soutient l'amendement n° 688 de M. Daniel Dubois (limitation aux chômeurs et aux titulaires de minima sociaux des prêts à la création et au développement d'entreprises pouvant être accordés par des fondations d'utilité publique et des associations sans but lucratif) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 21 B** (p. 4099) : son amendement n° 663 : interdiction des accords d'exclusivité entre partenaires commerciaux ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 21 B** (p. 4102) : soutient l'amendement n° 692 de M. Pierre Fauchon (modalités de détermination du caractère abusif des clauses contractuelles) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 21 D** (p. 4108) : soutient l'amendement n° 761 de Mme Anne-Marie Payet (encadrement des services après-vente) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L.33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Équipement des immeubles pour

le très haut débit (p. 4427) : intervient sur l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles). Et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 1092 de M. Daniel Raoul.

- *Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]* - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5044, 5046) : son intervention. La majorité du groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 7346) : son amendement n° I-120 : suppression de la TVA portant sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; retiré. - **Article 5** (*Diminution de la défiscalisation accordée aux biocarburants*) (p. 7347) : son amendement n° I-121 : mise en cohérence des dispositions fiscales prises en faveur des biocarburants avec le maintien sur trois ans d'une défiscalisation adaptée au développement des esters méthyliques d'huiles animales ; retiré.

BIZET (Jean)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 149 (2007-2008)] relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 181 (2007-2008)] (29 janvier 2008) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Où en est la transposition de la "directive services" ? [n° 199 (2007-2008)] (7 février 2008) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 269 (2007-2008)] relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 284 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8244, 8245) : son intervention. Elevage dans le département de la Meuse.

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) (p. 8324, 8325) : son intervention. Son département de la Meuse. Le groupe de l'UC votera les crédits de cette mission.

- **Question orale avec débat de Mme Muguette Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8810, 8812) : son intervention.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 335 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 288 (2006-2007)] relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 348 (2007-2008)] (21 mai 2008) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 450 (2007-2008)] (8 juillet 2008) - **Environnement - Union européenne**.

Proposition de résolution sur le bilan de santé de la politique agricole commune [n° 6 (2008-2009)] (7 octobre 2008) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 6 (2008-2009)] sur le bilan de santé de la politique agricole commune [n° 30 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Agriculture et pêche - Union européenne**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Ecologie, développement et aménagement durables : Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 101 tome 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Environnement - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 856, 858) : la commission des affaires économiques propose l'adoption de ce projet de loi sous réserve des amendements qu'elle présentera. - **Question préalable** (p. 882) : position de la commission sur la motion n° 49 tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 883, 889) : position de la commission sur les amendements de M. Gérard Le Cam n° 58 (interdiction des importations de denrées agricoles végétales ou animales génétiquement modifiées), n° 60 (organisation d'un débat public national sur les organismes génétiquement modifiés), n° 85 (organisation d'un grand débat public européen sur les organismes génétiquement modifiés et rediscussion des directives européennes à leur sujet), n° 77 (mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement) et sur l'amendement n° 221 de M. Jean-Marc Pastor (interdiction de la brevetabilité sur un gène). - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 892) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. (p. 893, 894) : position de la commission sur les amendements n° 86, n° 87, n° 88 et n° 89 de M. Jacques Muller, sur l'amendement n° 182 de M. Jean-Marc Pastor et sur l'amendement n° 144 de M. Jean-François Le Grand. (p. 895, 900) : ses amendements n° 2 : information sur les bénéfices potentiels découlant des OGM ; retiré ; n° 3 : respect des prescriptions communautaires ; adopté. (p. 895, 901) : position de la commission sur les amendements n° 90, n° 92, n° 93 et n° 94 de M. Jacques Muller, n° 183, n° 184 et n° 222 de M. Jean-Marc Pastor, n° 65 et n° 64 de M. Gérard Le Cam, n° 231 de Mme Marie-Christine Blandin, et n° 146 et n° 134 de M. Jean-François Le Grand. - **Intitulé du chapitre 1er** (*La Haute autorité sur les organismes génétiquement modifiés*) (p. 902) : son amendement n° 4 : remplacement de la dénomination "Haute autorité sur les OGM" par celle de "Haut conseil des biotechnologies" ; adopté. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire) (p. 904, 914) : ses amendements n° 5 : inclusion de l'évaluation des bénéfices des OGM dans le champ des avis du Haut conseil ; n° 7 : exercice des missions du Haut conseil sous réserve des compétences exercées par l'agence française de sécurité sanitaire des aliments et l'agence française de sécurité sanitaire des produits de santé ; adoptés ; et n° 6 : exclusion de la surveillance biologique du territoire des missions données au Haut conseil des biotechnologies ; retiré. (p. 906, 914) : son amendement n° 8 : élargissement de la saisine du Haut conseil ; adopté après modification par le sous-amendement n° 236 du Gouvernement. Ses amendements n° 9 : précision sur les missions du Haut conseil ; n° 10 : rédaction ; et n° 12 : fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies ; adoptés ; n° 11 : information du Haut conseil sur le risque environnemental lié à la dissémination d'OGM ; retiré. (p. 905, 918) : position de la commission sur les amendements n° 66, n° 62, n° 75, n° 72 et n° 73 de M. Gérard Le Cam, n° 97, n° 99, n° 101, n° 102, n° 103, n° 104, n° 105 et n° 106 de M. Jacques Muller, n° 188, n° 187, n° 189, n° 190, et n° 191 de M. Jean-Marc Pastor, n° 157, n° 148 et n° 151 de M. Jean-François Le Grand. Sur son amendement n° 8, position de la commission sur les sous-amendements n° 167 de M. Jean-François Le Grand et n° 236 du Gouvernement. Sur son amendement n° 9, position de la commission sur le sous-amendement n° 169 de Mme Marie-Christine Blandin. Sur son amendement n° 12, position de la commission sur les sous-amendements n° 232 de M. Christian Gaudin, n° 224 et n° 226

de M. Jean-Marc Pastor, n° 52 de M. Daniel Soulage, n° 180 de M. Jean-Paul Emorine et n° 171 de M. Jean-François Le Grand. Position de la commission sur les amendements n° 238 et n° 237 du Gouvernement, et n° 179 de M. Jean-Paul Emorine.

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) (p. 1005, 1006) : son amendement n° 13 : composition du comité scientifique et du comité de la société civile ; adopté après modification par le sous-amendement n° 239 du Gouvernement. (p. 1007) : son amendement n° 14 : information préalable du président du Haut conseil avant toute prise de parole publique d'un membre sur les questions ayant fait ou susceptibles de faire l'objet d'une décision ; adopté. (p. 1006, 1007) : position de la commission sur le sous-amendement n° 239 à son amendement n° 13 précité et sur les amendements n° 108 et n° 109 de M. Jacques Muller. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1008) : position de la commission sur l'amendement n° 80 de M. Gérard Le Cam (contenu du rapport d'évaluation transmis par l'Etat à la commission européenne lors de demandes d'autorisations). - **Intitulé du Chapitre II** (*Responsabilité*) (p. 1009) : son amendement n° 15 : modification de l'intitulé du chapitre ; adopté. - **Division additionnelle avant l'article 3** : position de la commission sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Marc Pastor (insertion d'une division additionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 3 ou après l'article 7** (p. 1010) : son amendement n° 16 : obligation d'étiquetage des semences contenant des OGM ; retiré. (p. 1010, 1012) : position de la commission sur les amendements n° 127 de M. Jacques Muller (obligation de mentionner le caractère d'OGM d'une variété commercialisée) et n° 218 de M. Jean-Marc Pastor (mention obligatoire du caractère d'OGM d'une variété commercialisée). - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1013, 1014) : son amendement n° 17 : cohérence ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 110, n° 111 de M. Jacques Muller, n° 53 de M. Daniel Soulage et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 241 du Gouvernement ainsi que sur les amendements n° 194 de M. Jean-Marc Pastor, n° 192 de M. Jean-Marc Pastor, n° 76, n° 59 de M. Gérard Le Cam, n° 54 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 227 et n° 228 de M. Daniel Soulage. - **Rappel au règlement** (p. 1034) : intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Le Cam. Confirme la déclaration d'urgence sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés. Précise qu'elle ne sera pas appliquée. - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1036) : son amendement n° 19 : modalités de fixation des conditions techniques ; adopté. (p. 1039) : son amendement n° 20 : pouvoir donné à l'autorité administrative d'ordonner la destruction totale ou partielle des cultures en cas de non-respect des prescriptions ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 78 de M. Gérard Le Cam, n° 112, n° 113, n° 114 de M. Jacques Muller, n° 195, n° 196, n° 197 de M. Jean-Marc Pastor, n° 55 de M. Jean-Paul Amoudry. Sur son amendement n° 19, position de la commission sur les sous-amendements n° 225 de M. Jean-Marc Pastor et n° 240 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1041) : position de la commission sur l'amendement n° 223 de M. Thierry Repentin (extension des pouvoirs de l'Institut national de l'origine et de la qualité, INAO). - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - Sanctions pénales) (p. 1042) : son amendement n° 21 : sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi ; adopté. (p. 1042, 1047) : position de la commission sur les amendements n° 244 du Gouvernement, n° 115 de M. Jacques Muller et n° 198 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - Responsabilité des exploitants cultivant des PGM) (p. 1050, 1051) : son amendement n° 22 : cohérence ; retiré. (p. 1053) : ses amendements n° 23, 24 et 25 : simplification rédactionnelle ; adoptés. (p. 1054, 1058) : position de la commission sur les amendements n° 79 de M. Gérard Le Cam, n° 116, n° 117, n° 118, n° 119 et n° 122 de M. Jacques Muller, n° 199, n° 200, n° 204, n° 201, n° 203 et n° 206 de M. Jean-Marc Pastor. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1060, 1061) : position de la commission sur les amendements n° 71 de M. Gérard Le Cam (exclusion du champ de la contrefaçon de la reproduction par un agriculteur de semences de ferme pour les besoins de son exploitation agricole) et n° 123 de M. Jacques

Muller (obligation d'obtenir l'autorisation du bailleur avant d'implanter une culture à base de plantes génétiquement modifiées). - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - *Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1062, 1064) : son amendement n° 26 : création d'un comité de surveillance biologique du territoire ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 207 de M. Jean-Marc Pastor et n° 51 de M. Daniel Soulage.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1082, 1084) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (8 février 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - *Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1115, 1118) : position de la commission sur les amendements n° 129 et n° 124 de M. Jacques Muller, n° 50 de M. Gérard César, n° 81, n° 82 de M. Gérard Le Cam et n° 209 et n° 208 de M. Jean-Marc Pastor. Son amendement n° 27 : avis du comité de biovigilance avant la publication du rapport gouvernemental sur la surveillance biologique du territoire ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1119, 1122) : position de la commission sur l'amendement n° 210 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi pour chaque site expérimental). - **Article 7** (art. L. 535-3 du code de l'environnement - *Limites à la publicité des données contenues dans les demandes d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché d'OGM*) (p. 1123, 1125) : son amendement n° 28 : organisation du texte et précision relative à la divulgation des données contenues dans les dossiers de demande d'autorisation d'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 125 et n° 126 de M. Jacques Muller et n° 211 de M. Jean-Marc Pastor, ainsi que sur les sous-amendements n° 57 et n° 56 de Mme Françoise Férat, portant sur son amendement n° 28 précité. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1126, 1130) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 61 de M. Gérard Le Cam et de M. Jean-Marc Pastor n° 219 (étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés) et du même auteur n° 213 (conditions d'expérimentation sur les animaux). - **Intitulé du chapitre IV (Dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière d'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés)** (p. 1131) : son amendement n° 29 : cohérence ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 1131, 1132) : son amendement n° 30 : cohérence ; adopté. Position de la commission sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 181 (définition d'un organisme génétiquement modifié) et n° 214 (processus d'expérimentation précédant la mise sur le marché d'un organisme génétiquement modifié). - **Article 8** (art. L. 515-13, L. 531-1 et L. 531-2, L. 532-1 à L. L. 532-6 et L. 536-3 du code de l'environnement - *Utilisation confinée d'OGM*) (p. 1134, 1138) : ses amendements n° 31 et 32 : coordination ; n° 34 : rédaction ; n° 35 : cohérence ; adoptés ; n° 33 : rédaction ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 128 et n° 129 de M. Jacques Muller, n° 70, n° 74, n° 69, n° 68 et n° 83 de M. Gérard Le Cam, n° 215 de M. Jean-Marc Pastor ainsi que sur le sous-amendement n° 216 de ce dernier portant sur l'amendement n° 33 précité. - **Intitulé du chapitre V (Autres dispositions d'adaptation)** : son amendement n° 36 : suppression ; adopté. - **Article 9** (art. L. 533-2 à L. 533-3-1 [nouveau], L. 533-5 à L. 533-7-1 [nouveau], L. 535-2, L. 535-4, L. 535-5, L. 536-1, L. 536-2, L. 536-4 et L. 536-5 du code de l'environnement - *Utilisation d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1139, 1144) : ses amendements n° 37, 38, 39 et 41 : rôle du Haut conseil des biotechnologies ; n° 42 et 45 : cohérence ; et n° 44 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 212 et n° 217 de M. Jean-Marc Pastor, n° 131, n° 132, n° 133 et n° 130 de M. Jacques Muller ainsi que sur l'amendement n° 84 de M. Gérard Le Cam. - **Division additionnelle avant l'article 10** : son amendement n° 46 : coordination ; adopté. - **Article 10**

(art. L. 251-2 du code rural - *Simplification de la procédure d'élaboration d'un décret en Conseil d'Etat*) : position de la commission sur les amendements n° 63 de M. Gérard Le Cam et n° 220 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 11** (art. L. 5147 [nouveau] du code de la santé publique - *Applications aux médicaments de la législation sur les OGM*) (p. 1145) : position de la commission sur l'amendement n° 233 du Gouvernement. - **Division additionnelle après l'article 11** : son amendement n° 47 : nouvelle division - Soutien à la recherche en génomique végétale ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1146, 1149) : son amendement n° 48 : création d'un dispositif de soutien au financement de la recherche en génomique végétale ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 1149) : position de la commission sur l'amendement n° 245 du Gouvernement (garantie de la validité juridique des décisions d'agrément prises avant la mise en place du nouveau dispositif). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1155, 1157) : remerciements. Ses observations.

- **Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1741, 1742) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1763, 1765) : position de la commission sur les amendements identiques n° 2 de M. Gérard Le Cam et n° 92 de M. Philippe Darniche (lors de la présidence européenne française, proposition par la France d'un débat relatif aux organismes génétiquement modifiés et d'une renégociation de la réglementation européenne) ainsi que sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 21 (interdiction de mise sur le marché d'animal transgénique ou cloné) et n° 22 (définition des organismes génétiquement modifiés). - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 1767, 1769) : son amendement n° 12 : définition du "sans organismes génétiquement modifiés" ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 54 de M. Jacques Muller, n° 26 de M. Jean-Marc Pastor et n° 93 de M. Philippe Darniche. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Haut conseil des biotechnologies*) (p. 1777) : position de la commission sur les amendements n° 13 et n° 19 de Mme Fabienne Keller. - **Article 3 A** (art. L. 334-8 [nouveau] du code de l'environnement - *Parcs nationaux et parcs naturels régionaux*) (p. 1779, 1780) : position de la commission sur les amendements n° 49 et n° 50 de M. Daniel Soulage ainsi que sur l'amendement n° 96 de M. Philippe Darniche. - **Article 3 B** (art. L. 642-5-1 [nouveau] du code rural - *Protection des signes de qualité et d'origine*) (p. 1781) : position de la commission sur l'amendement n° 53 de M. Gérard César. - **Article 3** (art. L. 663-2 et L. 663-3 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1782, 1785) : position de la commission sur les amendements n° 14 et n° 15 de Mme Fabienne Keller, n° 94 de M. Philippe Darniche et n° 51 de M. Daniel Soulage. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1786) : position de la commission sur l'amendement n° 95 de M. Philippe Darniche (possibilité d'inclure dans un contrat de bail l'interdiction de cultiver des organismes génétiquement modifiés). - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - *Responsabilité des exploitants cultivant des PGM*) (p. 1788) : position de la commission sur les amendements n° 16, 17 et 20 de Mme Fabienne Keller. - **Article 6 bis** (art. L. 663-1 et L. 671-13-1 [nouveau] du code rural - *Déclaration des parcelles, information des voisins et tenue d'un registre public*) (p. 1791) : position de la commission sur l'amendement n° 52 de Mme Françoise Férat. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1792, 1793) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de Mme Fabienne Keller (étiquetage des produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1798, 1799) : ses observations.

- **Commission mixte paritaire [n° 335 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2342) : son intervention. Proposera l'adoption de ce projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2358) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - rapporteur de la commission des affaires

économiques - **Discussion générale** (p. 2385, 2387) : son intervention. Sous réserve des modifications qu'elle proposera, avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption du projet de loi. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2401, 2402) : position de la commission sur la motion n° 122 de M. Thierry Repentin tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - *Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement*) (p. 2408, 2413) : ses amendements n° 1 : précision selon laquelle l'exploitant visé par le texte est celui qui exerce la maîtrise opérationnelle effective sur une activité économique ; et n° 2 : simplification et précision de la définition des dommages causés à l'environnement avec des renvois directs aux directives communautaires "Oiseaux" et "Habitat" ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 53, 48, 49 et 50 de Mme Évelyne Didier, sur le sous-amendement n° 86 de M. Jean Desessard déposé sur son amendement n° 1, sur le sous-amendement n° 127 du Gouvernement déposé sur son amendement n° 2, sur les amendements n° 67, 68, 69 et 70 de M. Jean Desessard, n° 99, 101 et 102 de Mme Odette Herviaux et n° 100 de M. Paul Raoult. (p. 2414, 2416) : ses amendements n° 3 et 4 : rédaction ; n° 5 : simplification rédactionnelle visant à un renvoi direct à l'annexe IV de la directive, s'agissant des conventions relatives aux hydrocarbures ; et n° 6 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 95 du Gouvernement, n° 51 de Mme Évelyne Didier, n° 71 de M. Jean Desessard, n° 92 de Mme Fabienne Keller, n° 104 et 105 de Mme Odette Herviaux. (p. 2417, 2419) : ses amendements n° 7 : exclusion des dommages dus à des pollutions diffuses lorsqu'aucun lien de causalité avec l'activité des exploitants ne peut être établi par l'autorité administrative ; adopté après modification souhaitée par le Gouvernement ; n° 8 : suppression du texte proposé pour l'article L. 161-3 du code de l'environnement par coordination avec son amendement n° 5 précité ; n° 9 : limitation de la responsabilité d'un propriétaire de navire en application de conventions internationales ; n° 10 et 11 : rédaction ; n° 12 : précision selon laquelle sont exclus du champ d'application de l'article les dommages dont le fait générateur a définitivement cessé avant le 30 avril 2007 ; et n° 13 : conséquence ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 126 du Gouvernement sur son amendement n° 7, sur les amendements n° 65 de Mme Évelyne Didier, n° 72, 74 et 84 de M. Jean Desessard, n° 106 et 107 de Mme Odette Herviaux. (p. 2420, 2421) : son amendement n° 14 : précision selon laquelle le lien de causalité entre l'activité et le dommage doit être établi par l'autorité administrative compétente, qui peut demander à l'exploitant les évaluations et informations nécessaires ; adopté après modification souhaitée par le Gouvernement. Position de la commission sur les sous-amendements n° 91 de M. Jean Desessard et n° 125 du Gouvernement sur son amendement n° 14, sur les amendements n° 75 de M. Jean Desessard, n° 54 de Mme Évelyne Didier et n° 109 de Mme Odette Herviaux. (p. 2422, 2429) : ses amendements n° 15 : conséquence ; n° 16 : rédaction ; n° 17 : distinction des mesures de prévention et des mesures de réparation s'agissant des objectifs ; et n° 18 : distinction des mesures de prévention et des mesures de réparation s'agissant de la mise en œuvre ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 110, 111, 112, 113 et 114 de Mme Odette Herviaux, n° 52 de Mme Évelyne Didier et n° 73 de M. Jean Desessard. (p. 2430, 2434) : ses amendements n° 19 : coordination ; adopté ; n° 20 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 87 de M. Jean Desessard (possibilité pour les agents chargés de contrôler les mesures de prévention ou de réparation d'accéder aux locaux, lieux, installations et moyens de transport de l'exploitant) ; n° 21 : rédaction et coordination ; n° 22 : coordination ; n° 23 : clarification des dispositions relatives aux coûts mis à la charge de l'exploitant et précision selon laquelle ce dernier est exonéré des frais de consultation du public sur les mesures de réparation d'un dommage ; n° 24 : rédaction ; n° 25 : répartition, proportionnellement à leur participation au dommage, des responsabilités entre le fabricant et les exploitants utilisateurs du produit mis en cause ; n° 26 : précision ; et n° 27 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 57 de Mme Évelyne Didier, n° 77, 78 et 79 de M. Jean Desessard, n° 116, 117 et 118 de Mme Odette Herviaux et sur le sous-

amendement n° 87 de M. Jean Desessard sur son amendement n° 20. (p. 2435, 2439) : ses amendements n° 28 : fixation par l'autorité administrative et en concertation avec les parties délégataires des mesures de prévention et de réparation, d'une somme maximale à ne pas dépasser ; retiré ; n° 29 : précision selon laquelle l'autorité administrative peut engager une procédure de recouvrement des coûts des mesures de prévention et de réparation, non seulement contre l'exploitant mais aussi contre le tiers responsable ; et n° 30 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 58 de Mme Évelyne Didier, n° 80 de M. Jean Desessard, et n° 93 de Mme Fabienne Keller. (p. 2441, 2446) : ses amendements n° 31, 32, 33 et 34 : rédaction ; n° 35 : suppression de références inutiles ; n° 36 : précision selon laquelle la liste des activités soumises à un régime de responsabilité sans faute sera fixée par décret conformément à l'annexe III de la directive du 21 avril 2004 ; et n° 37 : précision et coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 121, 119, 108 et 115 de Mme Odette Herviaux, n° 128 du Gouvernement, n° 59 et 55 de Mme Évelyne Didier, n° 81 et 76 de M. Jean Desessard et n° 94 de Mme Fabienne Keller.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2454) : position de la commission sur les amendements identiques n° 60 de Mme Évelyne Didier, n° 82 de M. Jean Desessard et n° 120 de Mme Odette Herviaux (régime des actions en réparation). - **Article 2** (Art. 9 et 20 de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics - *Adaptation de la loi du 29 décembre 1892 pour faciliter des travaux de réparation*) (p. 2454) : son amendement n° 38 : rédaction ; adopté. - **Article 4** (Art. L. 651-8 [nouveau] du code de l'environnement - *Adaptation du titre VI du livre Ier du code de l'environnement à Mayotte*) (p. 2455) : son amendement n° 39 : coordination ; adopté après modification par le sous-amendement n° 123 du Gouvernement qu'il accepte. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2457) : position de la commission sur l'amendement n° 66 de M. Bruno Retailleau (possibilité donnée aux collectivités territoriales de se constituer partie civile en cas de catastrophe environnementale) et le sous-amendement n° 132 du Gouvernement. - **Article 5** (Art. L. 229-13 du code de l'environnement - *Plan National d'Allocations de Quotas de gaz à effet de serre*) (p. 2458) : son amendement n° 40 : suppression ; adopté. - **Division additionnelle après l'article 5** : son amendement n° 41 : création d'un titre relatif à la transposition de plusieurs directives communautaires ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2460, 2461) : son amendement n° 42 : répression de la pollution marine ; adopté. (p. 2463, 2464) : position de la commission sur les sous-amendements de M. Henri de Richemont n° 62 (plafonnement de l'amende à 5 millions d'euros), n° 63 (suppression du deuxième niveau de gravité), n° 64 (application des mêmes sanctions aux navires français et étrangers en cas d'infraction de pollution) et de M. Jean Desessard n° 88 (engagement de la responsabilité de l'affrètement ou du commanditaire du fret), n° 89 (cohérence), n° 90 (suppression partielle) portant sur son amendement n° 42 précité. (p. 2472) : son amendement n° 43 : création d'un chapitre relatif à la qualité de l'air ; adopté après modification par le sous-amendement n° 130 de M. Jean Desessard (mention de la qualité de l'air intérieur) qu'il accepte. (p. 2474, 2476) : son amendement n° 44 : corrections apportées à la transposition de trois directives ; adopté. Position de la commission sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) portant sur son amendement n° 44 précité. (p. 2484) : son amendement n° 45 : compétence du ministère chargé de l'environnement pour délivrer les autorisations transitoires de mise sur le marché ; adopté. (p. 2486) : position de la commission sur l'amendement n° 47 de M. Dominique Braye (mise en conformité avec la directive 2002/96/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques). (p. 2488, 2493) : position de la commission sur les amendements n° 96 et 97 (habilitation du Gouvernement à procéder par voie d'ordonnance pour mettre le code de l'environnement en conformité avec le droit européen en matière de transfert des déchets) et n° 98 du Gouvernement (régime des "Evaluations des incidences Natura 2000"). - **Intitulé du projet**

de loi (p. 2495) : son amendement n° 46 : modification de l'intitulé du projet de loi ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2498, 2499) : ses observations.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (24 juin 2008) - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - *Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne*) (p. 3400, 3401) : parole sur l'article. Intervient sur les amendements identiques n° 132 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 141 (requalification des "commissions chargées des affaires européennes" en "comités chargés des affaires européennes").

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 134 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 4441, 4442) : recommande l'adoption du texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6024) : son amendement n° 279 : conditions d'exonération pour les revenus professionnels et patrimoniaux les plus faibles ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de

la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7776, 7777) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7809, 7810) : son amendement n° II-82 : rétablissement du dispositif financier d'aide à l'élaboration des schémas de cohérence territoriale ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 41 ter** (p. 9318) : favorable aux amendements de M. Charles Revet n° 145 (réduction de la taxe intérieure sur la consommation en faveur de certains biocarburants de deuxième génération) et n° 146 (modification du régime de prise en compte de l'incorporation de certains biocarburants pour l'application du prélèvement supplémentaire de TGAP). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9327) : son amendement n° 101 : fixation à 125 euros du droit de timbre pour la cession de gré à gré d'un navire de pêche artisanale ; adopté. - **Article 42 ter** (*Exonération d'impôt sur le revenu du produit de la vente, par des particuliers, d'électricité produite à partir d'une installation photovoltaïque*) (p. 9330) : défavorable à l'amendement n° 169 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 42 septies** (p. 9334) : soutient l'amendement n° 58 de M. Gérard César (neutralité fiscale des restructurations rendues obligatoires par la loi d'orientation agricole de 2006) ; adopté. - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9350) : avis favorable du groupe UMP sur l'amendement n° 25 de la commission (revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation).

BLANC (Christian)
*secrétaire d'État chargé du
développement de la région capitale
(à partir du 18 mars 2008)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - **Article 1er** (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - *Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement*) (p. 2420, 2421) :

sur l'amendement n° 14 de la commission (précision selon laquelle le lien de causalité entre l'activité et le dommage doit être établi par l'autorité administrative compétente, qui peut demander à l'exploitant les évaluations et informations nécessaires), son sous-amendement n° 125 (suppression des dispositions faisant peser la charge de l'établissement du lien de causalité uniquement sur l'autorité administrative) ; retiré. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission et sur le sous-amendement n° 91 de M. Jean Desessard s'y rapportant, sur les amendements n° 75 de M. Jean Desessard, n° 54 de Mme Évelyne Didier et n° 109 de Mme Odette Herviaux. (p. 2422, 2427) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15, 16 et 17 de la commission, n° 110, 111 et 112 de Mme Odette Herviaux, n° 52 de Mme Évelyne Didier et n° 73 de M. Jean Desessard.

BLANC (Jacques)
*sénateur (Lozère)
UMP*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration des "Parcs nationaux de France".

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 84 (2007-2008)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République italienne relative au tunnel routier sous le Mont-Blanc [n° 186 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Traités et conventions**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 279 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la mise à disposition de personnels de la police nationale française au profit de la Principauté de Monaco à l'occasion d'événements particuliers [n° 319 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Police et sécurité - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 332 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire [n° 443 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : La politique européenne de voisinage (rapport d'étape) [n° 451 (2007-2008)] (9 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 623, 624). Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes**

connexes [n° 200 (2007-2008)] - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1072, 1074) : son intervention.

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2109, 2110) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 2949).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3262) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quatercivies, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises) (p. 3675) : le groupe de l'UMP votera l'article 1er. (p. 3678) : son amendement n° 603 : limitation aux trois premières années d'activité de la faculté d'option offerte au micro-entrepreneur pour son régime social ; retiré. (p. 3682) : votera contre les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 324 (suppression) et n° 325 (limitation aux trois premières années d'activité du statut dérogatoire de la micro-entreprise). - **Article 1er bis** (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B et 293 G du code général des impôts - Augmentation des seuils permettant de bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise) (p. 3687) : son amendement n° 602 : suppression ; retiré. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3702) : sur l'amendement n° 193 de la commission (élargissement de la dispense d'immatriculation), son sous-amendement n° 600 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur la participation de la France au budget des communautés européennes et article 33** (p. 7551, 7552) : son intervention.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7791, 7792) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8264, 8265) : son intervention.

BLANC (Paul)
sénateur (Pyrénées-Orientales)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne jusqu'au 17 novembre 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil national consultatif des personnes handicapées.

Membre titulaire de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 103 tome 6 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'insertion"** - (17 janvier 2008) - au nom de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 298, 299).

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article 1er** (art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé) (p. 1566) : votera cet article.

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (13 mai 2008) - **Article 6** (Dispositions finales) (p. 2086) : son amendement n° 9 : report de la date d'application de ce texte au 1er juillet 2009 ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4413) : votera l'amendement n° 261 de M. Gérard César (possibilité de diffuser sur Internet, à l'exception des sites destinés à la jeunesse, des messages informationnels ou éditoriaux sur les boissons alcoolisées dès lors que les auteurs de la publication n'en retirent aucune contrepartie financière). - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L.33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4424) : son amendement n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles) ; retiré puis repris par M. Daniel Raoul.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5927, 5929) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 7435) : soutient l'amendement n° I-26 de M. Jean-Pierre Vial (exonération du malus automobile en faveur des personnes handicapées) ; adopté.

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) - **Article 79** (*Mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés*) (p. 8011, 8013) : son amendement n° II-148 : réduction de moitié de la contribution demandé à l'AGEFIPH au titre de la rémunération des stagiaires handicapés de la

formation professionnelle des centres de rééducation professionnelle ; retiré.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8089, 8090) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

BLANDIN (Marie-Christine)
sénateur (Nord)
SOC-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport de l'OPECSST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Risques chimiques au quotidien : éthers de glycol et polluants de l'air intérieur. Quelle expertise pour notre santé ? Conclusions du rapporteur (tome 1) [n° 176 tome 1 (2007-2008)] (23 janvier 2008) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport de l'OPECSST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Risques chimiques au quotidien : éthers de glycol et polluants de l'air intérieur. Quelle expertise pour notre santé ? Compte-rendu des auditions (tome 2) [n° 176 tome 2 (2007-2008)] (23 janvier 2008) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence exercée par les entreprises semencières sur les parlementaires français [n° 288 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Agriculture et pêche - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les carences du dispositif français d'évaluation des risques suicidaires en prison [n° 45 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance et la production d'effets en France des partenariats et unions civiles enregistrés à l'étranger [n° 121 (2008-2009)] (3 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés** [n° 47 (2007-2008)] - (22 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 350, 353) : les sénateurs Verts sont favorables à la discussion de la proposition de loi de Mme Michelle Demessine.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 149 (2007-2008)] - (5 février 2008) - **Question préalable** (p. 882) : le groupe socialiste et les Verts voteront la motion n° 49 tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 885, 886) : favorable aux amendements de M. Gérard Le Cam n° 60 (organisation d'un débat public national sur les organismes génétiquement modifiés) et n° 77 (mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement). - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 889, 890) : parole sur l'article. (p. 898) : son amendement n° 231 : garantie de la liberté de consommer et de produire sans OGM ; rejeté. (p. 900, 901) : intervient sur les amendements n° 92 de M. Jacques Muller (garantie de la liberté d'exercice des apiculteurs sur l'ensemble du territoire sans risque supplémentaire) et n° 3 de la commission (respect des prescriptions communautaires). - **Intitulé du chapitre 1er** (*La Haute autorité sur les organismes génétiquement modifiés*) (p. 902) : s'abstiendra sur les amendements identiques n° 4 de la commission et n° 186 de M. Jean-Marc Pastor (remplacement de la dénomination "Haute autorité sur les OGM" par celle de "Haut conseil des biotechnologies"). - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire) (p. 911) : reprend le sous-amendement n° 169 de M. Jean-François Le Grand à l'amendement n° 9 de la commission (précision sur les missions du Haut conseil) ; retiré. (p. 912, 913) : intervient sur les amendements n° 190 de M. Jean-Marc Pastor (adaptation à l'état actuel des progrès techniques des réglementations visant les autorisations de mise sur le marché et des protocoles des tests d'évaluation de toxicité), n° 103 de M. Jacques Muller (publicité des positions non consensuelles) et n° 237 du Gouvernement (mise en œuvre des méthodes d'évaluation conformes aux dispositions communautaires et aux recommandations internationales). (p. 920) : intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. Jean-Paul Emorine à l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies).

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1017, 1019) : favorable à l'amendement n° 59 de M. Gérard Le Cam (priorité au respect de l'existant pour les distances de recul). Reprend l'amendement de M. Daniel Soulage n° 54 : interdiction de la culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux et régionaux ; rejeté. (p. 1035) : favorable à l'amendement n° 227 de M. Daniel Soulage (définition des distances d'éloignement). - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - Sanctions pénales) (p. 1042) : intervient sur l'amendement n° 244 du Gouvernement (définition du champ du délit en matière de non-respect des conditions techniques). (p. 1043) : défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi). (p. 1048) : favorable à l'amendement n° 198 de M. Jean-Marc Pastor (rédaction). - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - Responsabilité des exploitants cultivant des PGM) (p. 1055) : favorable aux amendements n° 79 de M. Gérard Le Cam (responsabilité de plein droit de l'ensemble de la filière OGM en cas de contamination) et n° 116

de M. Jacques Muller (extension de la responsabilité d'une contamination aux cultures expérimentales). - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert) (p. 1062) : parole sur l'article. (p. 1064) : favorable à l'amendement n° 51 de M. Daniel Soulage (information obligatoire préalablement aux semis des exploitants des parcelles entourant les cultures d'OGM).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes** [n° 200 (2007-2008)] - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1084, 1086) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 149 (2007-2008)] - (8 février 2008) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1120) : favorable à l'amendement n° 210 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi pour chaque site expérimental). - **Article 7** (art. L. 535-3 du code de l'environnement - Limites à la publicité des données contenues dans les demandes d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché d'OGM) (p. 1124, 1125) : favorable à l'amendement n° 125 de M. Jacques Muller (accès des membres de la Haute autorité et du Comité de biovigilance aux informations confidentielles). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1127, 1128) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 61 de M. Gérard Le Cam et n° 219 de M. Jean-Marc Pastor (étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés). - **Article 9** (art. L. 533-2 à L. 533-3-1 [nouveau], L. 533-5 à L. 533-7-1 [nouveau], L. 535-2, L. 535-4, L. 535-5, L. 536-1, L. 536-2, L. 536-4 et L. 536-5 du code de l'environnement - Utilisation d'OGM en milieu ouvert) (p. 1143, 1144) : soutient l'amendement n° 130 de M. Jacques Muller (possibilité pour les collectivités locales d'interdire les cultures d'organismes génétiquement modifiés sur leur territoire) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1147) : intervient sur l'amendement n° 48 de la commission (création d'un dispositif de soutien au financement de la recherche en génomique végétale).

- **Deuxième lecture** [n° 269 (2007-2008)] - (16 avril 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1764) : favorable aux amendements identiques n° 2 de M. Gérard Le Cam et n° 92 de M. Philippe Darniche (lors de la présidence européenne française, proposition par la France d'un débat relatif aux organismes génétiquement modifiés et d'une renégociation de la réglementation européenne). - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 1770) : les sénateurs Verts voteront contre l'amendement n° 12 de la commission (définition du "sans organismes génétiquement modifiés"). (p. 1773) : les sénateurs Verts se retirent du débat.

- **Commission mixte paritaire** [n° 335 (2007-2008)] - (22 mai 2008) - **Article 1er** (p. 2355, 2356) : parole sur l'article.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales) (p. 2936, 2937) : les Verts voteront contre les amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire** [n° 389 (2007-2008)] - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3516, 3518) : son intervention. - **Article 7** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - Utilisation des locaux de l'école pour l'organisation par les communes du service d'accueil) (p. 3552) : soutient l'amendement n° 47 de M. Serge Lagauche (suppression) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3555, 3556) :

le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 10 de la commission (établissement d'une liste de personnes susceptibles de participer à l'organisation du service d'accueil).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 12** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 3837) : soutient l'amendement n° 967 de M. Jean Desessard (suppression du VIII de l'article) ; adopté.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6614, 6615) : sa question à la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

BLONDIN (Maryvonne)
sénateur (Finistère)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé le 4 novembre 2008.

Membre suppléante de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale le 28 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7792, 7793) : son intervention. (p. 7805) : sa question au secrétaire d'Etat chargé des transports.

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7857, 7859) : son intervention. Les sénateurs Verts ne voteront pas les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7872) : intervient sur l'amendement n° II-140 du Gouvernement (modification des crédits en raison d'un transfert de personnel vers les collectivités territoriales).

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5843) : soutient l'amendement n° 434 de M. Thierry Repentin (suppression) ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 5851, 5852) : soutient l'amendement n° 407 de M. Thierry Repentin (blocage transitoire des loyers au moment de la relocation) ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Article 2** **quinquies** (art. L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3324-5, L. 3324-7, L. 3324-8, L. 3324-10, L. 3324-11, L. 3324-12 et L. 3325-2 du code du travail - Extension dans certains cas du bénéfice de la participation au chef d'entreprise) (p. 6231, 6232) : soutient l'amendement n° 47 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (suppression) ; rejeté. - **Article 2** **sexies** (art. L. 3312-3 et L. 3332-2 du code du travail - Modification du seuil d'effectifs en deçà duquel le chef d'entreprise peut bénéficier d'un accord d'intéressement et d'un plan d'épargne salariale) (p. 6233) : soutient l'amendement n° 48 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (suppression) ; rejeté.

BOCKEL (Jean-Marie)
secrétaire d'Etat chargé de la
coopération et de la francophonie
(jusqu'au 18 mars 2008)
secrétaire d'Etat à la défense et aux
anciens combattants
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [n° 324 (2006-2007)]** - (15 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1711, 1712 ; 1716, 1717) : son intervention. - **Article 1er (chapitre IV du titre III du livre III du CPMIVG - Refonte du dispositif des emplois réservés)** (p. 1720, 1721) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 1, 5, 3, 4 et 27. Son amendement n° 17 : ouverture du bénéfice des emplois réservés aux enfants de harkis ; adopté. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 2 portant sur son amendement n° 17 précité. (p. 1722) : son amendement n° 18 : suppression de l'examen professionnel et des listes de classement au profit d'un mécanisme de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission et les sous-amendements de la commission n° 29 et 28 portant sur son amendement n° 18 précité. (p. 1723, 1724) : ses amendements n° 19 (assouplissement de la procédure de recrutement dans la fonction publique d'Etat et dans la fonction publique hospitalière) ; n° 20 (respect de l'ordre de priorité des listes d'aptitude de la fonction publique territoriale) ; n° 21 (possibilité pour le candidat de refuser le poste proposé sous réserve du délai de maintien sur les listes régionales et nationale) ; n° 22 (possibilité de proposer à d'autres publics prioritaires les postes non pourvus par la voie des emplois réservés) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Article 2 (Période transitoire)** (p. 1725) : son amendement n° 23 : aménagements du dispositif actuel pendant la période transitoire ; adopté. - **Article 3 (Accès à l'examen des candidats concernés par la période transitoire)** (p. 1725) : son amendement n° 24 : extension de la durée des listes régionales ou nationale pour les candidats issus du précédent dispositif ; adopté. - **Article 4 (Caducité au terme de la période transitoire)** (p. 1726) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 5 (Coordination avec le code du travail)** (p. 1726) : avis du

BODIN (Yannick)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 18 novembre 2008 ; puis vice-président le 3 décembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission. - **Article 6 (Accès dérogatoire des conjoints et partenaires de PACS des personnels civils et militaires de la Défense décédés au corps des secrétaires administratifs du ministère de la Défense)** (p. 1726) : son amendement n° 25 : possibilité pour les conjoints de militaires ou de policiers décédés, d'être recrutés directement en catégorie B au sein du ministère de la défense et de l'intérieur ; adopté. - **Article 7 (Transfert aux tribunaux départementaux des pensions du contentieux des soins gratuits)** (p. 1727) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de la commission. - **Article 8 (Suppression de la référence aux commissions régionales des soins gratuits)** (p. 1727) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Article 10 (Régime des servitudes des anciens établissements militaires de la Société nationale des poudres et explosifs)** (p. 1728) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1728) : son amendement n° 26 : entrée en vigueur de la loi dès la publication des décrets d'application et, au plus tard, au 31 décembre 2009 ; adopté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense [n° 270 (2008-2009)]** - (14 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2122, 2123) : son intervention. Souhaite l'approbation de ce texte. (p. 2129, 2130) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (28 novembre 2008) (p. 7901, 7905) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7907, 7912) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-87, II-93, II-86, II-88, II-91, II-90 et II-89 de Mme Gisèle Printz et n° II-120 et II-119 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 59 septies** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-92 de Mme Gisèle Printz (abaissement de l'âge permettant aux anciens combattants de bénéficier d'une demi-part supplémentaire au titre de l'impôt sur le revenu).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration (ENA) jusqu'au 10 novembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 373 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Transports - Éducation.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [n° 194 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Article additionnel après l'article unique** (p. 939) : son amendement n° 2 : application du texte à partir du 1er janvier 2009 ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** (p. 947, 949) : son intervention. Son département de Seine-et-Marne.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [n° 309 (2007-2008)]** - (21 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2319, 2320) : son intervention. Le groupe socialiste ne pourra pas voter ce texte. - **Article 1er** (art. L. 232-9 du code du sport - *Interdictions applicables aux sportifs en matière de produits dopants*) (p. 2323) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 1 de la commission (interdiction de détenir et d'utiliser des produits dopants dans l'ensemble des compétitions et manifestations sportives organisées sur le territoire français, définition du caractère interdit des substances et des produits en fonction de la seule liste élaborée en application de la convention internationale contre le dopage dans le sport, suppression de l'obligation de prouver la détention de produits dopants en vue d'un usage personnel par le sportif pour constituer une infraction et limitation de l'incrimination de détention aux seules substances et procédés les plus dopants) et le sous-amendement n° 25 du Gouvernement qui le modifie. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2324) : votera l'amendement n° 3 de la commission (possibilité pour l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD, d'effectuer un contrôle antidopage pendant la garde à vue d'un sportif soupçonné du délit de détention, de pourvoyeur ou de trafic de produits dopants). - **Article 6** (art. L. 232-26 du code du sport - *Quantum des peines applicables*) (p. 2327) : favorable au sous-amendement n° 15 de M. Jean-François Voguet déposé sur l'amendement n° 4 de la commission (modification de la codification). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2333) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 381 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2805, 2806) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3128) : soutient l'amendement de M. Bernard Frimat n° 433 (possibilité pour les assemblées parlementaires de voter des résolutions) ; rectifié en vue d'un examen à l'article 12 de ce projet de loi. (p. 3132) : soutient l'amendement n° 435 de M. Bernard Frimat (élection

d'un dixième des députés à la représentation proportionnelle) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - *Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi*) (p. 3226) : soutient l'amendement n° 466 de M. Bernard Frimat (publicité des avis du Conseil d'Etat après leur adoption en conseil des ministres) ; rejeté.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3515, 3516) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 2** (art. L. 133-1 du code de l'éducation - *Consécration du droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques*) (p. 3527) : soutient l'amendement n° 39 de M. Serge Lagache (suppression) ; rejeté. (p. 3529) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (mise en place d'un service d'accueil gratuit des élèves en cas d'impossibilité matérielle ou légale de remplacement d'un enseignant).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7859, 7860) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7872) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° II-140 du Gouvernement (modification des crédits en raison d'un transfert de personnel vers les collectivités territoriales).

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8824, 8825) : son intervention. Union des maires de Seine-et-Marne. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

BONNEFOY (Nicole)
sénateur (Charente)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

BORDIER (Pierre)
sénateur (Yonne)
UMP

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jacques Valade sur l'expérimentation de la gratuité des musées** - (26 mars 2008) (p. 1240, 1241) : son intervention.

BORLOO (Jean-Louis)
ministre d'État, ministre de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
(jusqu'au 18 mars 2008)
ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 851, 854) : son intervention. (p. 878, 879) : réponse aux intervenants. - **Question préalable** (p. 882) : avis du Gouvernement sur la motion n° 49 tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 883, 889) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Gérard Le Cam n° 58 (interdiction des importations de denrées agricoles végétales ou animales génétiquement modifiées), n° 60 (organisation d'un débat public national sur les organismes génétiquement modifiés), n° 85 (organisation d'un grand débat public européen sur les organismes génétiquement modifiés et rediscussion des directives européennes à leur sujet), n° 77 (mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement) et sur l'amendement n° 221 de M. Jean-Marc Pastor (interdiction de la brevetabilité sur un gène). - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 895, 901) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 183, n° 184 et n° 222 de M. Jean-Marc Pastor, n° 2 et n° 3 de la commission, n° 92, n° 93 et n° 94 de M. Jacques Muller, n° 65 et n° 64 de M. Gérard Le Cam, et n° 231 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Intitulé du chapitre 1er** (*La Haute autorité sur les organismes génétiquement modifiés*) (p. 902) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 4 de la commission et n° 186 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 913) : ses amendements n° 237 (mise en œuvre des méthodes d'évaluation conformes aux dispositions communautaires et aux recommandations internationales) ; et n° 238 (consultation du Haut conseil sur le plan annuel de surveillance et transmission du rapport annuel de surveillance des OGM) ; adoptés. (p. 922) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies).

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - *Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1064) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) - **Intitulé du chapitre IV** (**Dispositions d'adaptation au droit communautaire en matière d'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés**) (p. 1131) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article**

8 (p. 1132) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 181 (définition d'un organisme génétiquement modifié) et n° 214 (processus d'expérimentation précédant la mise sur le marché d'un organisme génétiquement modifié) ainsi que sur l'amendement n° 30 de la commission (cohérence). - **Article 8** (art. L. 515-13, L. 531-1 et L. 531-2, L. 532-1 à L. 532-6 et L. 536-3 du code de l'environnement - *Utilisation confinée d'OGM*) (p. 1134, 1138) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31, n° 32, n° 33, n° 34 et n° 35 de la commission, n° 128 et n° 129 de M. Jacques Muller, n° 70, n° 74, n° 69, n° 68 et n° 83 de M. Gérard Le Cam, n° 215 de M. Jean-Marc Pastor ainsi que sur le sous-amendement n° 216 de ce dernier portant sur l'amendement n° 33 précité. - **Intitulé du chapitre V** (**Autres dispositions d'adaptation**) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de la commission. - **Article 9** (art. L. 533-2 à L. 533-3-1 [nouveau], L. 533-5 à L. 533-7-1 [nouveau], L. 535-2, L. 535-4, L. 535-5, L. 536-1, L. 536-2, L. 536-4 et L. 536-5 du code de l'environnement - *Utilisation d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1139, 1144) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37, n° 38, n° 39, n° 41, n° 42, n° 45 et n° 44 de la commission, n° 217 et n° 212 de M. Jean-Marc Pastor, n° 131, n° 132, n° 133 et n° 130 de M. Jacques Muller et n° 84 de M. Gérard Le Cam. - **Division additionnelle avant l'article 10** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de la commission (coordination). - **Article 10** (art. L. 251-2 du code rural - *Simplification de la procédure d'élaboration d'un décret en Conseil d'Etat*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 de M. Gérard Le Cam et n° 220 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 11** (art. L. 5147 [nouveau] du code de la santé publique - *Applications aux médicaments de la législation sur les OGM*) (p. 1145) : son amendement n° 233 : rectification ; adopté. - **Division additionnelle après l'article 11** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de la commission (nouvelle division - Soutien à la recherche en génomique végétale). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1146, 1148) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 48 de la commission (création d'un dispositif de soutien au financement de la recherche en génomique végétale). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 1149) : son amendement n° 245 : garantie de la validité juridique des décisions d'agrément prises avant la mise en place du nouveau dispositif ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1149, 1150) : ses observations.

- **Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1740, 1741) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1764, 1765) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 2 de M. Gérard Le Cam et n° 92 de M. Philippe Darniche (lors de la présidence européenne française, proposition par la France d'un débat relatif aux organismes génétiquement modifiés et d'une renégociation de la réglementation européenne) ainsi que sur les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 21 (interdiction de mise sur le marché d'animal transgénique ou cloné) et n° 22 (définition des organismes génétiquement modifiés). - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 1769, 1773) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission, n° 54 de M. Jacques Muller, n° 26 de M. Jean-Marc Pastor et n° 93 de M. Philippe Darniche. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1799, 1800) : ses observations.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** -

(27 mai 2008) - **Article 1er** (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - *Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement*) (p. 2409, 2413) : sur l'amendement n° 2 de la commission (simplification et précision de la définition des dommages causés à l'environnement avec des renvois directs aux directives communautaires "Oiseaux" et "Habitat"), son sous-amendement n° 127 (précision); retiré. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et n° 2 de la commission, n° 53, 48, 49 et 50 de Mme Évelyne Didier, n° 67, 68, 69 et 70 de M. Jean Desessard, n° 99, 101, 102 et 103 de Mme Odette Herviaux, n° 100 de M. Paul Raoult et sur le sous-amendement n° 86 de M. Jean Desessard sur l'amendement n° 1 de la commission. (p. 2414, 2416) : son amendement n° 95 : rédaction; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 et 4 de la

commission, n° 51 de Mme Évelyne Didier, n° 71 de M. Jean Desessard, n° 92 de Mme Fabienne Keller, n° 104 et 105 de Mme Odette Herviaux. (p. 2417, 2420) : sur l'amendement n° 7 de la commission (exclusion des dommages dus à des pollutions diffuses lorsqu'aucun lien de causalité avec l'activité des exploitants ne peut être établi par l'autorité administrative), son sous-amendement n° 126 (suppression des dispositions faisant peser la charge de l'établissement du lien de causalité uniquement sur l'autorité administrative); retiré. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la commission, n° 65 de Mme Évelyne Didier, n° 72, 74 et 84 de M. Jean Desessard, n° 106 et 107 de Mme Odette Herviaux.

BOROTRA (Didier)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UC-UDF, puis UC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

BORVO COHEN-SEAT (Nicole)
sénateur (Paris)
CRC, puis CRC-SPG

Proposition de loi relative à l'accès à l'activité de conducteur et à la profession d'exploitant de taxi [n° 292 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Société - Transports.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum [n° 178 (2007-2008)] (24 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 491) : intervient sur l'amendement n° 128 de Mme Odette Terrade (révision annuelle des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux par référence minimale à l'évolution du salaire minimum de croissance). - **Article 5** (*Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur*) (p. 498, 499) : intervient sur l'amendement n° 11 de M. André Lardeux (rétablissement de la possibilité pour le bailleur de demander deux mois de loyer au titre de dépôt de garantie, assortie de l'étalement sur les dix premiers mois du bail du paiement du deuxième mois).

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 591, 592) : sa motion tendant à demander un référendum ; rejetée. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 626, 628) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article 1er** (*art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité de Lisbonne*) (p. 644) : son amendement n° 14 : réserve d'interprétation relative à l'article 106 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; rejeté. - **Article 2** (*art. 88-1, 88-2, 88-4, 88-5 et 88-6 à 88-7 [nouveaux] de la Constitution - Modification du titre XV de la Constitution relatif aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 650) : ses amendements n° 7 : suppression ; n° 9 et 11 : réserve d'interprétation sur l'article 42 du traité sur l'Union européenne ; n° 13 : réserve d'interprétation sur l'article 48 du traité sur l'Union européenne ; n° 15 : réserve d'interprétation sur l'article 106 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; n° 17 : réserve d'interprétation sur l'article 282 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ; et n° 19 : participation de la France à l'Union européenne dans le respect du principe de laïcité ; rejetés.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum [n° 178 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de loi constitutionnelle** (p. 651, 652) : sa demande de discussion immédiate ; rejetée.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 677, 679) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 693, 694) : le groupe CRC votera la motion n° 51 de M. Richard Yung tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (*art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire*) (p. 712) : sur l'amendement n° 1 de la commission (délimitation du champ d'application de la rétention de sûreté), son sous-amendement n° 67 ; rejeté. (p. 713) : son amendement n° 66 : suppression partielle ; devenu sans objet. (p. 731) : favorable à l'amendement n° 14 de la commission (évaluation de la dangerosité dans l'année suivant un placement en rétention de sûreté ainsi que pour les condamnés à une peine de réclusion criminelle égale ou supérieure à quinze ans et possibilité d'un transfert en unité hospitalière spécialement aménagée).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) (p. 774) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (définition d'une liste précise d'établissements pénitentiaires spécialisés dans les traitements médicaux psychologiques). - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 780) : son amendement n° 77 : suppression de l'article ; rejeté. (p. 786, 787) : hospitalisation d'office des détenus. - **Article 3** (*titre XXVIII nouveau, chapitre premier nouveau, art. 706-119 à 706-128 nouveaux, chapitre II*

nouveau, section 1 nouvelle, art. 706-129 à 706-132 nouveaux et section 2 nouvelle, art. 706-133 et 706-134, chapitre III nouveau, art. 706-135 A à 706-139 nouveaux du code de procédure pénale - Décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental) (p. 802) : son amendement n° 74 : suppression des sanctions pénales applicables à l'encontre des personnes déclarées pénalement irresponsables en cas de non-respect d'une mesure de sûreté ; rejeté. - **Article 4** (*Coordinations*) (p. 805) : son amendement n° 75 : suppression ; rejeté. - **Article 12 bis** (*art. 706-53-7 du code de procédure pénale - Consultation du FIJAIS par les représentants de collectivités territoriales*) (p. 806) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 809) : intervient sur l'amendement n° 30 de la commission (évaluation par le Parlement des dispositions relatives à la rétention de sûreté dans un délai maximum de cinq ans). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 809, 810) : le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 170 (2007-2008)]** - (4 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** : son intervention (p. 6, 7). Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi constitutionnelle.

- **Question orale avec débat de M. Georges Othily sur les droits de l'homme** - (6 février 2008) : son intervention (p. 969, 971).

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental - Commission mixte paritaire [n° 192 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 994, 996) : le groupe CRC votera contre le projet de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1088, 1089) : sa motion n° 2 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article unique** (p. 1099) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (nullité de tout acte européen remettant en cause les fondements et principes de la République française tels que l'exclusion du communautarisme et la laïcité conformément aux décisions du Conseil constitutionnel).

- **Rappel au règlement** - (1er avril 2008) (p. 1339) : le groupe CRC maintient avec fermeté sa demande de vote sur la déclaration du Gouvernement relative au renforcement de la présence militaire de la France en Afghanistan, demande évoquée sans succès lors de la conférence des présidents de ce jour.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article 1er** (*Transposition de la définition communautaire de la discrimination directe, de la discrimination indirecte et du harcèlement*) (p. 1593) : favorable aux amendements identiques n° 13 de Mme Jacqueline Alquier et n° 31 de Mme Annie David (suppression du mot "race"). (p. 1598) : défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (rappel de la distinction entre discrimination et traitement différencié des salariés). - **Article 2** (*Divers régimes d'interdiction des discriminations*) (p. 1605) : favorable aux amendements identiques n° 4 de la commission, n° 19 de Mme Jacqueline Alquier, n° 39 de Mme Annie David (suppression de la possibilité d'organiser des enseignements en regroupant les élèves par sexe). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1612) : favorable au sous-amendement n° 53 de Mme Annie David déposé sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Hyst (clarification des incidences de la réduction éventuelle de trente ans à cinq ans du délai de droit commun de la prescription extinctive en matière de lutte contre les discriminations au travail).

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 171 (2007-2008)]** - (15 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1697, 1698) : son intervention. - **Art. 1er** (*Titre XIV bis nouveau, art. 706-15-*

1, 706-15-2, 474-1 nouveaux et 706-11 du code de procédure pénale - *Institution d'un dispositif d'aide au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions* (p. 1700) : son intervention sur l'amendement n° 5 de la commission (possibilité, pour la victime, de recourir à l'aide au recouvrement dans les délais légaux lorsque la personne condamnée fait l'objet d'un sursis avec mise à l'épreuve sur plusieurs années). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 17100) : le groupe CRC s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Question préalable** (p. 2596) : le groupe CRC votera contre la motion n° 1 de la commission tendant à poser la question préalable.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2700) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2704) : votera ce texte.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2711, 2712) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2** (p. 2718) : intervient sur son amendement, présenté par M. Robert Bret, n° 40 : suppression de l'exigence consistant à demander aux plaignants d'apporter la preuve d'un plan concerté en matière de crime contre l'humanité. - **Article 2** (*art. 212-1 nouveau du code pénal - Définition élargie des autres crimes contre l'humanité*) (p. 2719) : son amendement n° 41 : définition conforme au statut de la Cour pénale internationale ; rejeté. - **Article 7** (*art 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - Crimes de guerre*) (p. 2728) : son amendement n° 44 : prise en compte de l'esclavage sexuel dans la liste des crimes de guerre ; rejeté. (p. 2730) : votera contre le sous-amendement n° 60 de M. Hugues Portelli portant sur l'amendement n° 3 de la commission (incrimination de l'implication des mineurs de dix-huit ans dans les conflits armés). Son amendement n° 46 : élargissement du champ d'application de l'incrimination des actes de trahison, afin d'assurer la protection des adversaires combattants ; adopté. (p. 2731) : son amendement n° 47 : élargissement du champ d'incrimination du pillage d'une ville ou d'une localité ; adopté. (p. 2733) : son amendement n° 50 : incrimination de l'usage des armes réglementées d'une manière non conforme à cette réglementation ; rejeté. (p. 2734) : son amendement n° 52 : responsabilité pénale du supérieur hiérarchique civil ; adopté. (p. 2735) : son amendement n° 53 : cohérence ; rejeté. (p. 2739, 2740) : son amendement n° 57 : suppression des dispositions tendant à considérer que l'utilisation de l'arme nucléaire ne constitue pas un crime de guerre ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2744) : son amendement n° 58 : instauration d'une compétence territoriale élargie du juge français pour les crimes les plus graves affectant l'ensemble de la communauté internationale ; devenu sans objet. (p. 2749) : ne votera pas les amendements n° 10 de M. Pierre Fauchon (extension de la compétence universelle des tribunaux français pour juger des crimes contre l'humanité, des crimes de génocide, des crimes et des délits de guerre) et n° 61 de la commission (compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2751) : le groupe CRC votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2853, 2856) : défavorable à ce texte.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2910, 2911) : son amendement n° 159 : inscription dans la Constitution de la notion de droit opposable ; rejeté. (p. 2917, 2918) : intervient sur les amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat

(suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution). - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2935) : proposition de certains membres du groupe CRC de citer les langues régionales à l'article 2. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2940) : sur l'amendement n° 509 de la commission (disposition en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, responsabilités professionnelles et sociales), son sous-amendement n° 510 : substitution du mot "assure" au mot "favorise" ; rejeté. (p. 2942, 2943) : son amendement n° 158 : inscription dans la Constitution du principe de la démocratie participative ; rejeté. (p. 2947, 2948) : son amendement n° 162 : inscription dans la Constitution du principe du mode de scrutin proportionnel pour la mise en œuvre du suffrage universel ; rejeté. - **Article 1er** (*art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 2972) : le groupe CRC votera l'amendement n° 261 de M. Michel Mercier (garantie du pluralisme de la représentation et de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2990) : favorable à l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression). (p. 2995, 2996) : sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios), son sous-amendement n° 512 ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 3001, 3002) : son amendement n° 166 : élection du Président de la République par le Parlement réuni en Congrès ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3008, 3009) : ses amendements n° 168 : possibilité pour les candidats à l'élection présidentielle de se maintenir au second tour dès lors qu'ils ont recueilli plus de 10 % des suffrages exprimés ; n° 169 : soumission de la nomination du Premier ministre par le Président de la République à l'approbation de l'Assemblée nationale ; et n° 167 : présidence du conseil des ministres par le Premier ministre ; rejetés. - **Article 3 bis** (*art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3033) : s'abstiendra sur cet article. - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 3037, 3038) : son amendement n° 171 : caractère obligatoire du recours au référendum pour l'adoption de tout projet de loi contenant des dispositions précédemment rejetées par le peuple consulté par un référendum ; rejeté. - **Article 4** (*art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République*) (p. 3053) : intervient sur son amendement n° 417 : avis conforme d'une commission constituée des membres des deux assemblées du Parlement pour l'ensemble des emplois auxquels nomme le Président de la République. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3056, 3057) : son amendement n° 200 : abrogation de l'article 40 de la Constitution ; rejeté. (p. 3064) : intervient sur les amendements déposés sur cet article. (p. 3066) : intervient sur l'amendement n° 48 de M. Gérard Delfau (assouplissement des modalités d'application de l'article 40 de la Constitution). (p. 3070) : intervient sur l'amendement n° 310 de M. Alain Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement). - **Article 11 (priorité)** (*art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi*) (p. 3076) : votera contre l'amendement n° 301 de M. Jean Arthuis (nécessité de conférer aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale une compétence de confirmation de l'ensemble des dispositifs d'exonération votés en cours d'année).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 5** (*art. 16 de la Constitution - Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure*) (p. 3097) : intervient sur ses amendements présentés par Mme Josiane Mathon-Poinat n° 175 : abrogation de l'article 16 de la Constitution et n° 176 : repli. - **Article 6** (*art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République*) (p. 3103, 3104) : intervient sur

son amendement présenté par Mme Josiane Mathon-Poinat n° 177 : procédure encadrant le droit de grâce. - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - *Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3106, 3113) : son amendement n° 178 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3121) : intervient sur son amendement présenté par Mme Eliane Assassi n° 179 : régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3123, 3124) : parole sur l'article. (p. 3128) : son amendement n° 181 : attribution au Parlement de la conduite de la politique économique, sociale et budgétaire du pays ; rejeté. (p. 3129, 3137) : favorable à l'amendement n° 437 de M. Bernard Frimat (renouvellement intégral des deux assemblées parlementaires). (p. 3141, 3142) : ses amendements n° 182 : représentativité du Sénat ; et n° 180 : participation citoyenne ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3152) : favorable à l'amendement n° 440 de M. Bernard Frimat (modalités de constitution d'une commission d'enquête). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3154, 3159) : votera l'amendement n° 361 de Mme Alima Boumediene-Thiery (reconversion professionnelle des anciens parlementaires). Favorable aux amendements identiques n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales). (p. 3162, 3168) : favorable aux amendements de M. Bernard Frimat n° 444 (interdiction du cumul des mandats) et n° 445 (repli). Intervient sur son amendement présenté par Mme Eliane Assassi n° 185 : composition de la commission chargée d'examiner la délimitation des circonscriptions électorales. - **Article additionnel avant l'article 10 bis ou après l'article 10** (p. 3173) : son amendement n° 186 : coordination ; rejeté. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 3177, 3180) : ses amendements n° 187 : impossibilité pour le Parlement de déléguer sa compétence législative ; rejeté ; n° 191 : rétablissement du rappel de la fonction législative du Parlement ; retiré ; et n° 192 : suppression de la possibilité de porter atteinte au principe de non-rétroactivité ; adopté. (p. 3192) : votera l'amendement n° 455 de M. Bernard Frimat (inscription des dispositions relatives à la définition de la liberté du pluralisme et de l'indépendance des médias dans le domaine la loi). - **Article 12** (*Vote de résolutions par les assemblées parlementaires*) (p. 3197) : intervient sur son amendement présenté par M. Jean-François Voguet n° 188 : possibilité pour les assemblées parlementaires de voter des résolutions s'imposant au Gouvernement.

- **Rappel au règlement** - (23 juin 2008) (p. 3217) : protestation contre les accusations à l'encontre d'associations ou d'individus portées par des parlementaires de la majorité à la suite de l'incendie ayant détruit le centre de rétention de Vincennes.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)] (suite)** - (23 juin 2008) - **Article 13 bis** (art. 38 de la Constitution - *Ratification expresse des ordonnances*) (p. 3218, 3220) : ses amendements n° 195 : suppression de l'article 38 de la Constitution ; n° 196 : exclusion du champ d'application de l'article 38 de la Constitution des mesures concernant les garanties fondamentales ; n° 197 : exclusion du champ d'application de l'article 38 de la Constitution de la transposition des actes de l'Union européenne ; et n° 414 : suspension du délai de ratification d'une ordonnance en cas de saisine de la juridiction administrative ; rejetés. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - *Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi*) (p. 3225) : son amendement n° 199 : publicité des avis du Conseil d'Etat ; rejeté. (p. 3231) : favorable à l'amendement n° 463 de M. Bernard Frimat (suppression de la priorité d'examen par le Sénat de textes concernant l'organisation des collectivités territoriales). (p. 3236) : son amendement n° 198 : obligation faite aux présidents des assemblées de soumettre

toutes les propositions de loi à l'avis du Conseil d'Etat ; retiré. - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - *Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi*) (p. 3239) : son amendement n° 201 : suppression de l'article 41 de la Constitution ; devenu sans objet. - **Article 17** (art. 43 de la Constitution - *Augmentation du nombre de commissions permanentes*) (p. 3250) : défavorable à l'amendement n° 367 de Mme Alima Boumediene-Thiery (plafond du nombre de commissions permanentes porté à dix). - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 3251, 3252) : parole sur l'article. (p. 3253, 3254) : son amendement n° 204 : suppression ; rejeté. (p. 3254) : son amendement n° 207 : droit d'amendement accordé à tout instant du débat aux parlementaires ; devenu sans objet. (p. 3256) : sur l'amendement n° 118 de la commission (exercice du droit d'amendement), ses sous-amendements n° 514 ; et n° 508 ; rejetés. (p. 3260) : demande de scrutin public sur son sous-amendement n° 514 à l'amendement n° 118 de la commission précité. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - *Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire*) (p. 3273, 3276) : ses amendements n° 208 : pouvoir donné à l'Assemblée nationale de statuer définitivement en cas de désaccord après trois lectures ; n° 209 et 210 : possibilité pour les groupes parlementaires de s'opposer au recours à la procédure d'urgence ; rejetés ; et n° 402 : suppression des conditions de recevabilité des amendements ; adopté. (p. 3281) : favorable à l'amendement n° 478 de M. Bernard Frimat (irrecevabilité des amendements du Gouvernement lors de la lecture des conclusions d'une commission mixte paritaire). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 3283) : son amendement n° 214 : compétences du Parlement en matière de politique économique, sociale et budgétaire ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - *Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour*) (p. 3303, 3312) : sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées), ses sous-amendements n° 517, 515 et 516 ; rejetés. Ses amendements n° 218 : représentation des groupes parlementaires au sein de la conférence des présidents ; n° 412 : rédaction ; n° 219 : maintien du principe de deux semaines consacrées à l'examen des textes ; n° 221 : aménagement des initiatives parlementaires ; n° 220 : suppression du troisième alinéa du texte proposé pour le nouvel article 48 de la Constitution ; et n° 222 : accès à la journée d'initiative parlementaire aux seuls groupes n'ayant pas déclaré appartenir à la majorité de l'assemblée intéressée ; devenus sans objet. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 3313) : son amendement n° 223 : instauration d'un droit d'initiative législative populaire ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 3314) : son amendement n° 224 : possibilité, pour tous les groupes parlementaires, de déposer une motion de censure ; rejeté. - **Article 23 bis** (art. 50-1 nouveau de la Constitution - *Déclaration à caractère thématique du Gouvernement devant les assemblées*) (p. 3327) : son amendement n° 227 : suppression de l'article ; adopté. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - *Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées*) (p. 3328, 3332) : ses amendements n° 228 : détermination des droits des groupes parlementaires par le règlement de chaque assemblée ; n° 230 : suppression du critère de l'appartenance à la majorité de l'assemblée concernée pour la détermination des droits spécifiques aux groupes parlementaires ; devenus sans objet. Son amendement n° 229 : reconnaissance du droit, pour tous les groupes parlementaires, de demander l'ouverture de commissions d'enquête, d'auditions de ministres, de responsables administratifs ou de dirigeants d'entreprises publiques et de saisir la Cour des comptes ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 519 de la commission (reconnaissance, dans la Constitution, de droits spécifiques aux groupes d'opposition ainsi qu'aux groupes minoritaires). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3344) : intervient sur l'amendement n° 321 de M. Robert Badinter (requalification du "Conseil constitutionnel"

en "Cour constitutionnelle"). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3348) : favorable à l'amendement n° 366 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République). - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3353) : son amendement n° 235 : élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires ; adopté. - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel) (p. 3354) : son amendement n° 236 : suppression de l'article ; rejeté. - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3373, 3382) : ses amendements n° 416 : élection du président de chaque formation du Conseil supérieur de la magistrature en son sein ; n° 405 : parité entre personnalités extérieures et mode de désignation de ces personnalités ; n° 415 : coordination ; n° 406 : parité entre personnalités extérieures et magistrats au sein des formations du Conseil supérieur de la magistrature ; n° 404 : alignement des conditions de nomination des magistrats du parquet sur celles des magistrats du siège ainsi que des pouvoirs des deux formations en matière disciplinaire ; n° 407 : clarification des relations institutionnelles entre le ministre de la justice et le Conseil supérieur de la magistrature ; devenus sans objet. Intervient sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature). - **Article 31** (art. 71-1 nouveau de la Constitution - Création d'un Défenseur des droits des citoyens) (p. 3390, 3396) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 491 de M. Bernard Frimat (constitutionnalisation du Médiateur de la République). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3410, 3411) : le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4617, 4619) : sa motion n° 146 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Question préalable** (p. 4622) : le groupe CRC votera la motion n° 92 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4628) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 93 et 94 de M. Bernard Frimat (droit de vote des étrangers aux élections locales). - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique) (p. 4634, 4635) : favorable à l'amendement n° 95 de M. Bernard Frimat (garantie des droits de l'opposition). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 4641, 4642) : son amendement n° 40 : composition et prérogatives de ces commissions ; rejeté. - **Article 6** (art. 17 de la constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 4645) : son amendement n° 41 : modalités d'exercice de ce droit ; rejeté. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 4652) : intervient sur les amendements analogues n° 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 103 de M. Bernard Frimat (injection d'une dose de proportionnelle aux élections législatives).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4705, 4706) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 4709) : intervient sur le sous-amendement n° 147 de M. Michel Dreyfus-Schmidt à son amendement n° 50 : renforcement de l'indépendance des médias, défendu par Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 12** (art. 34-1 nouveau de la Constitution - Résolutions) (p. 4715) : ses amendements n° 52 : suppression de l'avis du Gouvernement en matière de vote des résolutions par le Parlement ; et n° 51 : valeur contraignante des résolutions ; rejetés. (p. 4717) : intervient sur l'amendement n° 110 de M. Bernard Frimat (suppression de l'avis du Gouvernement en matière de vote des résolutions par le Parlement). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4729) : son amendement n° 58 : abrogation de l'article 40 de la Constitution ; rejeté. - **Article 16** (art. 42 de la

Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 4735, 4736) : le groupe CRC est opposé à cet article. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4737, 4738) : sa motion n° 148 tendant au renvoi de cet article à la commission ; rejetée. (p. 4743) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Josiane Mathon-Poinat n° 62 : suppression. - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 4753, 4756) : ses amendements n° 70 : organisation d'une juste représentation de l'ensemble des groupes parlementaires au sein de la conférence des présidents ; n° 71 : suppression partielle ; n° 72 : limitation de la maîtrise de l'ordre du jour par le Gouvernement ; n° 73 : suppression des débats de l'ordre du jour réservé au Gouvernement ; et n° 74 : augmentation du nombre de jours de séances réservés à l'ordre du jour des groupes d'opposition et des groupes minoritaires ; rejetés. - **Article 24 bis (supprimé)** (art. 54 de la Constitution - Saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire en matière d'accords internationaux) (p. 4765, 4766) : intervient sur son amendement n° 78 : rétablissement du texte adopté par le Sénat à l'unanimité de ses membres permettant à un groupe parlementaire de saisir le Conseil constitutionnel en matière d'accords internationaux. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 4770, 4771) : favorable à l'amendement n° 136 de M. Robert Badinter (suppression partielle). - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 4786) : intervient sur l'amendement n° 18 de M. Bruno Retailleau identique à son amendement, présenté par M. Robert Bret, n° 86 : suppression. - **Article 33 bis** (art. 89 de la Constitution - Conditions de délai pour l'examen de la révision) (p. 4787) : son amendement n° 88 : suppression du droit de veto du Sénat en matière constitutionnelle ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4791) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5799) : favorable à l'amendement n° 206 de Mme Odette Terrade (suppression).

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 6030) : favorable à l'amendement n° 117 de M. Yves Krattinger (exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA).

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6308, 6309) : le groupe CRC votera cette proposition de résolution. - **Article unique** (p. 6311) : le groupe CRC votera l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (introduction du principe de la parité dans la constitution du bureau).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (28 novembre 2008) (p. 7876) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2008) (p. 7882, 7883) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (1er décembre 2008) (p. 7965) : s'associe au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)**

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) (p. 7972, 7973) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7990, 7991) : votera contre les crédits de la mission "Justice".

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) - **Article 76 bis (Création d'un document de politique transversale relatif à la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes)** (p. 8112, 8113) : parole sur l'article.

BOTREL (Yannick)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

BOULAUD (Didier)
sénateur (Nièvre)
SOC

Secrétaire du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8683, 8684) : son amendement n° II-299 : régime dérogatoire de France Télécom en matière de taxe professionnelle ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 42 (Réforme de la déduction pour aléas)** (p. 9320, 9321) : soutient l'amendement n° 113 de Mme Nicole Bonnefoy (hausse du plafond de déduction pour investissement et modification des règles de progressivité) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 9360, 9366) : soutient l'amendement n° 81 de M. Jean-Claude Frécon (aménagement du régime d'épargne retraite des élus locaux, FONPEL) ; retiré. Son amendement n° 79 : renforcement du dispositif de compensation des pertes de taxe professionnelle au titre des établissements de France Telecom ; retiré.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre titulaire de la Commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale jusqu'au 7 avril 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Défense - Environnement et soutien de la politique de défense [n° 102 tome 4 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1355, 1357) : son intervention.

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2101, 2103) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2829, 2832) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (19 juin 2008) - **Article 13 (priorité)** (art. 35 de la Constitution - *Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3013, 3014) : parole sur l'article. (p. 3016) : soutient l'amendement n° 457 de M. Bernard Frimat (organisation d'un débat suivi d'un vote au Parlement lors de l'intervention des forces armées à l'étranger) ; rejeté. (p. 3018) : soutient l'amendement n° 459 de M. Bernard Frimat (renouvellement périodique de l'autorisation donnée par le Parlement de prolonger l'intervention des forces armées à l'étranger) ; devenu sans objet. (p. 3019) : soutient l'amendement n° 458 de M. Bernard Frimat (possibilité de réunir le Parlement en session extraordinaire pour autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger) ; rejeté. (p. 3020) : soutient l'amendement n° 460 de M. Bernard Frimat (information du Parlement par le Gouvernement du contenu des accords de défense et de coopération militaire en vigueur) ; rejeté. (p. 3027) : intervient sur l'amendement n° 457 précité.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) (p. 3576, 3579) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 13** (art. 35 de la Constitution - *Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 4717, 4718) : parole sur l'article. (p. 4719, 4722) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 111 (tenue d'un débat obligatoire suivi d'un vote facultatif lors de l'information du Parlement sur l'engagement des forces armées à l'étranger) ; n° 112 (soumission au vote des assemblées de la poursuite des opérations) ; n° 113 (convocation de droit du Parlement en session extraordinaire) ; et n° 114 (information du Parlement sur le contenu des accords de défense et de coopération militaire) ; rejetés.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5178, 5180) : son intervention. Hommage aux soldats français morts en

Afghanistan. Votera contre la politique étrangère du Gouvernement.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8021, 8022) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères sur les crédits des programmes "Environnement et prospective de la politique de

défense" et "Soutien de la politique de défense". (p. 8029, 8032) : à titre personnel, son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

- Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)] - (16 décembre 2008) - **Rappel au règlement** (p. 8988) : article 37, alinéa 1 du règlement du Sénat. Souhaite la participation du ministre de la défense aux débats.

BOUMEDIENE-THIERY (Alima)
sénateur (Paris)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire le 11 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum [n° 178 (2007-2008)] (24 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence exercée par les entreprises semencières sur les parlementaires français [n° 288 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Agriculture et pêche - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les carences du dispositif français d'évaluation des risques suicidaires en prison [n° 45 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance et la production d'effets en France des partenariats et unions civiles enregistrés à l'étranger [n° 121 (2008-2009)] (3 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 615, 617). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 650, 651) : position des Verts sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental** [n° 158 (2007-2008)] - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 685, 687) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 704) : son amendement n° 40 : lutte contre la pédopornographie sur les sites de mise à disposition gratuite de fichiers vidéos ; retiré. - **Article 1er** (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - *Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire*) (p. 709) : son amendement n° 34 : suivi du condamné au-delà de l'exécution de sa peine par le dispositif de "surveillance de sûreté" ; rejeté. (p. 711) : sur l'amendement n° 1 de la commission (délimitation du champ d'application de la rétention de sûreté), son sous-amendement n° 32 ; rejeté. (p. 713) : sur l'amendement précité n° 1 de la commission, son sous-amendement n° 33 ; devenu sans objet. (p. 719) : sur l'amendement n° 2 de la commission (renforcement du dispositif d'évaluation de dangerosité), son sous-amendement n° 47 ; retiré. (p. 722) : ses amendements n° 84 : mise en place d'un dispositif de surveillance de sûreté ; n° 35 : rédaction ; et n° 39 : articulation entre le placement en centre médico-socio-judiciaire, le placement en centre pénitentiaire spécialisé et l'hospitalisation d'office ; rejetés. (p. 724) : ses amendements n° 49 : substitution de la rétention de sûreté aux réductions de peine accordées aux condamnés ; et n° 85 : suivi du condamné au-delà de l'exécution de sa peine par un dispositif de surveillance de sûreté ; rejetés. (p. 726) : son amendement n° 45 : rédaction ; retiré. (p. 727) : son amendement n° 37 : suppression partielle ; rejeté. (p. 728) : son amendement n° 48 : rédaction ; devenu sans objet. (p. 729) : son amendement n° 87 : suppression partielle ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) (p. 775, 776) : ses amendements portant sur le même objet n° 44, n° 46 ; et n° 42 : respect du secret médical ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 779) : son amendement n° 36 : renforcement du caractère pluridisciplinaire de la commission chargée d'évaluer la dangerosité ; rejeté. - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 781) : son amendement n° 41 : suppression du I, du II, et du premier alinéa du III ; rejeté. - **Article 2** (art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - *Limitation des réductions de peine en cas de refus de soins*) (p. 797) : ses amendements n° 38 : suppression du II de l'article ; et n° 88 : retrait des crédits de peine ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 810, 811) : les Verts ne voteront pas ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2036, 2037) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Commission mixte paritaire** [n° 335 (2007-2008)] - (22 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2356, 2357) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale** [n° 308 (2006-2007)] - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2714, 2715) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2** (p. 2717) : son amendement n° 29 : mise en cohérence de la définition du génocide du code pénal, avec celle

du statut de Rome de la Cour pénale internationale ; rejeté. - **Article 2** (art. 212-1 nouveau du code pénal - *Définition élargie des autres crimes contre l'humanité*) (p. 2720) : ses amendements n° 34 : suppression de la notion de "plan concerté" ; n° 30 : prise en considération de la notion d'esclavage sexuel dans la liste des crimes de guerre ; rejetés ; et n° 36 : intégration de la notion de soustraction à l'empire de la loi dans la définition des disparitions forcées ; adopté. - **Article 7** (art 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - *Crimes de guerre*) (p. 2728) : ses amendements n° 28 : prise en compte du viol et de l'esclavage sexuel dans la liste des crimes de guerre ; et n° 32 : repli ; rejetés. (p. 2736) : sur l'amendement n° 7 de la commission (conditions dans lesquelles l'auteur d'un crime de guerre peut s'exonérer de sa responsabilité en cas de légitime défense) son sous-amendement n° 37 ; rejeté. (p. 2737) : son amendement n° 38 : inscription dans le droit pénal du principe d'imprescriptibilité des crimes de guerre ; retiré. (p. 2739) : son amendement n° 39 : suppression des dispositions tendant à considérer que l'utilisation de l'arme nucléaire ne constitue pas un crime de guerre ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2744, 2745) : son amendement n° 59 : reconnaissance du principe de compétence universelle pour les crimes énumérés par le statut de la Cour pénale internationale ; devenu sans objet. - **Article 8** (*Coordinations*) (p. 2750) : son amendement n° 35 : principe de primauté des traités, lois et coutumes internationales ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2835, 2836) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2877, 2878) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2912, 2913) : son amendement n° 354 : suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution ; rejeté. - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - *Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2927) : sur l'amendement n° 95 de la commission (reprise du texte relatif aux langues régionales adopté par l'Assemblée nationale et insertion de dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale entre les femmes et les hommes), son sous-amendement n° 349 : substitution du mot "assure" au mot "favorise" ; devenu sans objet. (p. 2928) : son amendement n° 356 : déplacement de la référence aux langues régionales de l'article 1er à l'article 2 de la Constitution ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2940) : sur l'amendement n° 509 de la commission (disposition en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, responsabilités professionnelles et sociales), son sous-amendement n° 511 : substitution du mot "assure" au mot "favorise" ; rejeté. (p. 2942) : son amendement n° 368 : mention explicite de critères de discrimination fondée sur le sexe et l'orientation sexuelle ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2952, 2953) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 369, 371 et 372 : droit de vote et éligibilité aux élections locales des résidents étrangers ; rejetés. - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - *Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 2967) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3000) : intervient sur les sous-amendements n° 512 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 513 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios). - **Article 2** (art. 6 de la Constitution - *Limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs*) (p. 3003) : sur l'amendement n° 97 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 350 ; rejeté. - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - *Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3009) : parole sur l'article. - **Article 13 (priorité)** (art. 35 de

la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger) (p. 3019, 3020) : ses amendements n° 341 : renouvellement périodique de l'autorisation donnée par le Parlement de prolonger l'intervention des forces armées à l'étranger ; et n° 362 : possibilité de convoquer le Parlement en session extraordinaire pour autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger ; rejetés. - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 3048) : sur l'amendement n° 101 de la commission (sur les emplois ou fonctions relevant du pouvoir de nomination du Président de la République, avis public d'une commission mixte paritaire issue des commissions permanentes compétentes de chaque assemblée, et s'exprimant à la majorité des trois cinquièmes), ses sous-amendements n° 346 et 344 ; rejetés. (p. 3053) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure) (p. 3094) : son amendement n° 363 : abrogation de l'article 16 de la Constitution ; rejeté. - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 3098, 3106) : son amendement n° 339 : abrogation de l'article 17 de la Constitution ; retiré. - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès) (p. 3108, 3114) : son amendement n° 329 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3117, 3121) : son amendement n° 364 : régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (20 juin 2008) (p. 3122) : article 40, alinéa 1, du règlement du Sénat. Attaques personnelles contre Mme Dominique Voynet.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)] (suite)** - (20 juin 2008) - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 3131, 3138) : ses amendements n° 332 : suppression de la limitation du nombre de députés ; et n° 325 : élection d'un dixième des députés à la représentation proportionnelle intégrale ; rejetés. (p. 3140, 3141) : son amendement n° 334 : représentativité du Sénat ; devenu sans objet. (p. 3146, 3147) : son amendement n° 348 : restriction des possibilités de cumul entre mandat parlementaire et autres mandats électifs ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3149) : ses amendements n° 327 : limitation dans le temps du nombre de mandats parlementaires ; et n° 328 : modalités de constitution d'une commission d'enquête ; rejetés. - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3153) : son amendement n° 361 : reconversion professionnelle des anciens parlementaires ; rejeté. (p. 3159) : intervient sur les amendements identiques n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales). (p. 3162, 3163) : sur l'amendement n° 104 de la commission (rectification), ses sous-amendements n° 343 ; et n° 347 ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3169, 3170) : ses amendements n° 374 : instauration d'une limite d'âge pour les mandats parlementaires ; n° 375 : remplacement des députés ou des sénateurs en cas d'empêchement temporaire ; et n° 331 : sanction de l'absentéisme ; rejetés. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3177) : parole sur l'article. (p. 3183, 3184) : son amendement n° 365 : suppression de mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels ; devenu sans objet. - **Article 12** (Vote de résolutions par les assemblées parlementaires) (p. 3194, 3195) : son amendement n° 353 : rétablissement et encadrement du droit pour les assemblées parlementaires de voter des résolutions ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - Possibilité pour les présidents des assemblées

d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi) (p. 3239) : son amendement n° 373 : extension des possibilités de saisine du Conseil constitutionnel par les parlementaires aux cas de désaccord sur le caractère applicable de l'irrecevabilité ; devenu sans objet. - **Article 17** (art. 43 de la Constitution - Augmentation du nombre de commissions permanentes) (p. 3249) : son amendement n° 367 : plafond du nombre de commissions permanentes porté à dix ; devenu sans objet. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 3256) : sur l'amendement n° 118 de la commission (exercice du droit d'amendement), son sous-amendement n° 338 ; rejeté. (p. 3259, 3260) : intervient sur l'amendement n° 474 de M. Bernard Frimat (encadrement du pouvoir d'amendement du Gouvernement). - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3262, 3263) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 3272) : ses amendements n° 337 : examen des amendements du Gouvernement par le Conseil d'Etat ; et n° 336 : interdiction pour le Gouvernement de déposer des amendements sans lien avec le texte discuté ; rejetés. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 3275, 3277) : ses amendements n° 359 : rédaction ; devenu sans objet ; n° 326 : encadrement du recours à la procédure d'urgence ; et n° 330 : impossibilité de convoquer une commission mixte paritaire en cas d'adoption d'une motion de procédure ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 3314) : favorable à l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'un droit d'initiative législative populaire). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 3324) : son amendement n° 355 : suppression du recours à l'article 49-3 de la Constitution autrement que pour les projets de loi de finances et les projets de loi de financements de la sécurité sociale ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3333) : ses amendements n° 333 : élargissement de la ratification législative aux réserves et aux déclarations négociées dans le cadre d'un traité international ; n° 351 : adoption de la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe ; rejetés. - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3367, 3379) : sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature), son sous-amendement n° 342 ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 489 de M. Robert Badinter (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature). - **Article additionnel après l'article 28** (p. 3382) : son amendement n° 357 : garantie de la dignité des personnes privées de liberté ; rejeté. - **Article 31** (art. 71-1 nouveau de la Constitution - Création d'un Défenseur des droits des citoyens) (p. 3390) : parole sur l'article. - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne) (p. 3401) : son amendement n° 360 : requalification des "comités chargés des affaires européennes" en "comités chargés des affaires européennes" ; devenu sans objet. - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 3405, 3408) : parole sur l'article. Ses amendements n° 340 : suppression du caractère rétroactif de la disposition permettant aux membres du Gouvernement de retrouver leur siège de parlementaires ; et n° 358 : coordination ; rejetés.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4613, 4614) : son intervention. Les sénateurs Verts voteront contre ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4624) : son amendement n° 13 : droit de vote des étrangers aux élections locales ; rejeté. (p. 4630) : intervient sur son amendement n° 13

précité. - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 4642, 4643) : son amendement n° 9 : modalités de vote de ces commissions ; rejeté. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 4650) : son amendement n° 12 : injection d'une dose de proportionnelle aux élections législatives ; rejeté. (p. 4652, 4653) : son amendement n° 14 : représentation des collectivités territoriales au Sénat en fonction de leur population ; rejeté. (p. 4655) : son amendement n° 10 : incompatibilité du mandat parlementaire avec certains mandats locaux ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4656, 4658) : ses amendements n° 7 : limitation des mandats parlementaires dans le temps ; et n° 3 : impossibilité pour un parlementaire de se présenter à une élection au-delà d'un certain âge ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 13** (art. 35 de la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger) (p. 4721) : son amendement n° 11 : mise en place d'un contrôle régulier du maintien des troupes françaises à l'étranger ; rejeté. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4739) : son amendement n° 8 : suppression de tout encadrement du droit d'amendement parlementaire par une loi organique ; rejeté. (p. 4744) : intervient sur les amendements identiques n° 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 121 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 4758) : son amendement n° 2 : suppression partielle ; rejeté. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées) (p. 4761, 4762) : son amendement n° 6 : droit de tirage des groupes parlementaires en matière de commission d'enquête ; rejeté. - **Article 30 septies** (art. 75-1 de la Constitution - Langues régionales) (p. 4778) : parole sur l'article. - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne) (p. 4781) : son amendement n° 5 : substitution du mot "comité" au mot "commission" ; rejeté. - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 4782) : défavorable à l'article. - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 4788) : son amendement n° 4 : suppression du caractère rétroactif de la disposition visant à permettre aux membres du Gouvernement de retrouver leur siège de parlementaire ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4791, 4792) : Le groupe socialiste rejette cette réforme constitutionnelle.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6361, 6362) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Article 2** (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet) (p. 6384) : intervient sur la procédure de sanction prévue à l'article L. 331-25 du code de la propriété intellectuelle. (p. 6399) : soutient l'amendement n° 118 de Mme Marie-Christine Blandin (protection du droit d'auteur des photographes) ; retiré. (p. 6402, 6408) : soutient les amendements similaires de Mme Marie-Christine Blandin n° 130 et n° 131 (respect du caractère privé et confidentiel des contenus téléchargés ou mis à disposition) ; adoptés. Intervient sur les amendements n° 132 de M. Serge Lagache (possibilité, pour les abonnés, de contester les recommandations de manière électronique) et n° 54 de Mme Catherine Morin-Desailly (motivation des recommandations). (p. 6429) : favorable à l'amendement n° 76 de la commission saisie pour avis. Ses amendements n° 105 : extension du champ de compétence du juge statuant sur la légalité de la sanction ; n° 107 : caractère suspensif des recours ; rejetés. Soutient l'amendement n° 120 de Mme Marie-Christine Blandin (interdiction du cumul des procédures de sanction) ;

rejeté. (p. 6434) : soutient l'amendement n° 121 de Mme Marie-Christine Blandin (non-application de la suspension de l'accès à Internet si celle-ci entraîne également la suspension des autres types de services inclus dans l'offre commerciale composite) ; rejeté. (p. 6436, 6439) : ses amendements similaires n° 109 et n° 108 : caractère suspensif du recours ; rejetés ; n° 104 : renforcement du droit à l'information sur les voies de recours ; adopté. (p. 6441, 6442) : son amendement n° 106 : garantie des droits d'accès, de modification et de suppression des personnes inscrites sur le répertoire national ; retiré. (p. 6444, 6445) : soutient les sous-amendements de Mme Marie-Christine Blandin n° 119 et n° 122 portant sur l'amendement n° 40 de la commission (mise en place d'un "label" d'offre légale de contenus culturels et évaluation et suivi des expérimentations en matière de reconnaissance de contenu et de filtrage par la Haute autorité) ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 6452) : son amendement n° 112 : intégration des vidéogrammes dans le dispositif prévu par la loi dans la confiance numérique et mise en cohérence du texte avec la pratique actuelle de mise à disposition gratuite de vidéos en ligne ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 39 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6491, 6492) : son intervention. Les sénateurs Verts voteront contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6540, 6541) : son intervention. Déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article 1er** (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense) (p. 6546, 6547) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de cet article en supprimant la disposition limitant aux seules questions dites d'intérêt général le bénéfice de la protection du secret des sources, en étendant explicitement cette protection à l'ensemble de la chaîne d'information et en complétant les conditions requises pour porter atteinte au secret des sources dans le cadre d'une procédure pénale), ses sous-amendements n° 17, 20, 23, 19, 18 et 22 ; rejetés.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) (p. 8300, 8301) : son intervention. Les sénateurs Verts ne voteront pas les crédits de cette mission.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8898, 8900) : sa motion n° 12 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article 3** (art. L.O. 319 du code électoral - Remplacement temporaire au Sénat d'un sénateur élu au scrutin majoritaire et ayant accepté des fonctions gouvernementales) (p. 8912) : son amendement n° 2 : remplacement temporaire des sénateurs élus au scrutin majoritaire en cas de vacance de sièges d'une durée d'au moins six mois ; rejeté. - **Article 4** (art. L.O. 320 du code électoral - Remplacement temporaire au Sénat des sénateurs élus à la représentation proportionnelle) (p. 8513) : son amendement n° 3 : remplacement temporaire des sénateurs élus à la représentation proportionnelle en cas de vacance de siège d'au moins six mois ; rejeté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement [n° 464 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) (p. 8984, 8985) : son intervention. Les Verts voteront contre ce projet de loi.

BOURDIN (Joël)
sénateur (Eure)
 UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Président de la Délégation pour la planification ; puis membre le 4 novembre 2008 ; puis président le 12 novembre 2008.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les Haras nationaux. Pour un outil modernisé au service de la filière cheval [n° 218 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Que faire de l'AFICAR ? Les promesses non tenues de la communication agricole [n° 391 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Agriculture et pêche - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : Enseignement supérieur : le défi des classements [n° 442 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Fonction publique - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : L'économie française et les finances publiques à l'horizon 2013 : les défis d'une nouvelle croissance économique [n° 91 (2008-2009)] (12 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Politique agricole commune : la France à l'amende [n° 93 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Agriculture et pêche - Budget - Union européenne.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte spécial développement agricole et rural [n° 99 tome 3 annexe 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Agriculture et pêche - Budget.**

INTERVENTIONS

- **Mises au point au sujet de votes** - (25 juin 2008) (p. 3422) : au nom de M. Philippe Dominati.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7251, 7252) : son intervention. Le groupe UMP soutiendra ce texte.

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Article 15** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 7563, 7564) : sur l'amendement n° I-257 du Gouvernement, soutient le sous-amendement n° I-258 de M. Henri de Raincourt ; adopté. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7653, 7654) : le groupe UMP votera la première partie du projet de loi de finances pour 2009.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8236, 8237) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission et du compte d'affectation spéciale. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8275) : son amendement n° II-31 : réaffectation des crédits de l'Agence française d'information et communication agricole et rurale, AFICAR, aux coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA ; retiré au profit de l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis n° II-132 (majoration des crédits destinés à financer les charges de bonification des prêts consentis aux Coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA, et au Centre national des expositions et concours agricoles, CENECA). Position de la commission sur les amendements n° II-208 et II-192 du Gouvernement, n° II-168 de Mme Odette Herviaux et n° II-155 de M. Philippe Leroy, ainsi que sur le sous-amendement n° II-215 du Gouvernement déposé sur ce dernier. - **Article 59 A** (*Rapport au Parlement sur l'impact de la réorganisation de l'Office national des forêts*) (p. 8280) : son amendement n° II-5 :

rédaction ; adopté. - **Article 59 B** (*Rapport au Parlement sur l'impact de la réorganisation de l'Office national des forêts outre-mer*) : son amendement n° II-21 : suppression ; adopté. - **Article 59 C** (*Rapport au Parlement sur l'organisation des centres régionaux de la propriété forestière*) : son amendement n° II-25 : suppression ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 59** : position de la commission sur l'amendement n° II-169 de Mme Odette Herviaux (rapport sur l'évolution des enveloppes consacrées par l'État aux prêts bonifiés consentis aux coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA). - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 8281) : position de la commission sur l'amendement n° II-170 de M. Gérard César (reconnaissance de la certification de gestion durable au titre de la certification de conformité

environnementale ou écocertification prévue par le code de la consommation).

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8698, 8699) : ne votera pas l'amendement n° II-292 de Mme Nicole Bricq (révision générale des valeurs locatives).

- **Question orale avec débat de Mme Muguette Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8814, 8815) : son intervention.

BOURQUIN (Martial)
sénateur (Doubs)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Thierry Repentin sur la crise du logement et le développement du crédit hypothécaire** - (29 octobre 2008) (p. 6321, 6322) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur la participation de la France au budget des communautés européennes et article 33** (p. 7554, 7555) : son intervention.

BOURZAI (Bernadette)
sénateur (Corrèze)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour la planification le 4 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

BOUT (Brigitte)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Vice-présidente de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) (p. 8500, 8501) : son intervention, en son nom et au nom de Marie-Christine Blandin. Son département de la Corrèze. Le groupe socialiste et les sénateurs Verts ne voteront pas les crédits de cette mission.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 497 (2007-2008)] de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 10 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale** [n° 308 (2006-2007)] - (10 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2751) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** [n° 497 (2007-2008)] - (14 octobre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5292, 5293) : son intervention. Avis

favorable de la commission des affaires sociales sous réserve de l'adoption de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes) (p. 5490, 5491) : sur l'amendement n° 10 de la commission (réécriture de cet article en limitant le prélèvement aux seuls organismes ayant une activité locative), son sous-amendement n° 324 : report de la date d'entrée en vigueur de ce dispositif après la présentation des comptes de l'exercice 2009 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) - **Article 7** (Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) (p. 5621) : sur l'amendement n° 47 de la commission (clarification des objectifs chiffrés du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés), son sous-amendement n° 325 ; adopté. - **Article 8** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003, art. L. 321-1-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 321-1, L. 325-1 et L. 326-1 du code de l'urbanisme - Mise en œuvre du PNRQAD) (p. 5631) : son amendement n° 326 : gestion et création des fonds locaux de réhabilitation de l'habitat privé ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5739) : parole sur l'article. - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Interdiction pour les bailleurs personnes morales de recourir au cautionnement) (p. 5753) : son amendement n° 327 : maintien, pour les personnes morales,

d'une possibilité de cautionnement apporté par la garantie Locapass ou les garanties du Fonds de solidarité pour le logement, et renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour l'établissement de la liste des organismes susceptibles d'apporter ces garanties ; adopté. - **Article 19** (art. L. 613-1 et L. 613-2 du code de la construction et de l'habitation - Réduction des délais accordés par les juridictions dans le cadre des procédures d'expulsion) (p. 5761, 5762) : son amendement n° 328 : possibilité pour les juges de réduire les délais d'occupation locative supplémentaires accordés en cas d'expulsion, et adoucissement des conditions d'octroi de ces délais ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5801, 5804) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux), ses sous-amendements n° 329 et n° 330 ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5865, 5867) : ses amendements n° 331 : mise en place d'un dispositif de veille sociale chargée d'accueillir les personnes sans abri ou en détresse ; et n° 332 : dispositif de veille sociale spécifique à la région Ile-de-France ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 682 de Mme Dominique Voynet portant sur l'amendement n° 332 précité. - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) (p. 5872, 5873) : ses amendements n° 333 : pouvoir d'arbitrage du préfet de région ; et n° 334 : coordination ; adoptés.

BOUTANT (Michel)
sénateur (Charente)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes** [n° 341 (2007-2008)] - (5 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6566) : soutient l'amendement n° 36 de M. Jean-Pierre Sueur (impossibilité d'intercepter des communications téléphoniques ou électroniques d'un journaliste) ; rejeté. - **Article 3 ter** (art. 100-5 du code de procédure pénale - Nullité des transcriptions de correspondance portant atteinte au secret des sources) (p. 6568) : soutient l'amendement n° 38 de M. Jean-Pierre Sueur (extension du champ de ce dispositif aux communications de toute nature) ; retiré.

BOUTIN (Christine)
ministre du logement et de la ville

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)] (28 juillet 2008) - **Logement et urbanisme - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 394, 395). Réponse aux orateurs (p. 417, 419). - **Question préalable** (p. 424) : avis du Gouvernement sur la motion n° 56 tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 474, 482) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48 de M. Thierry Repentin, n° 84, n° 86 et n° 98 de Mme Odette Terrade, n° 85 de M. Michel Billout et n° 87 de Mme Annie David. (p. 483, 487) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 124 et n° 131 de Mme Odette Terrade et n° 46 de M. Thierry Repentin. (p. 488, 493) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 47 de M. Thierry Repentin, n° 55 de M. Bernard Barraux repris par la commission, n° 126, n° 128, n° 129, n° 130 de Mme Odette Terrade, et n° 142 de la commission. - **Article 5** (*Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur*) (p. 496, 498) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11 de M. André Lardeux et n° 16 de Mme Muguette Dini. Réitère l'engagement formel du Gouvernement sur la garantie du risque locatif universelle qui fera l'objet d'un prochain projet de loi. - **Demande de priorité** (p. 500) : demande l'examen en priorité, après l'article 5, des amendements portant articles additionnels avant l'article 4, division additionnelle avant l'article 4, articles additionnels avant l'article 4, après l'article 4 et après l'article 5 ; priorité ordonnée. - **Article 5** (*Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur*) (p. 513, 515) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49, n° 51, n° 52 et n° 50 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels avant l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 516, 518) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 41 (application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux ventes de terrains et de logements neufs acquis par les bénéficiaires du prêt à taux zéro ainsi qu'aux travaux effectués par eux) et n° 53 (extension de l'application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux réseaux de chaleur). - **Division additionnelle avant l'article 4 (précédemment réservée)** (p. 519) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 139 de Mme Marie-France Beaufile (division additionnelle - Mesures relatives au service de base bancaire). - **Articles additionnels avant l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 520, 524) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 90 (création d'un service public bancaire de base) et n° 123 (relèvement du plafond du livret A à 20.000 euros), de M. Guy Fischer n° 91 (évaluation et centralisation auprès de la Banque de France des coûts imputables au service public bancaire de base), n° 92 (précisions quant au fonctionnement du service public bancaire de base) et n° 93 (remise d'un rapport par le Gouvernement sur le bureau du Sénat, avant le 1er juillet 2008, portant sur les crédits à taux variable). - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 526, 528) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 45 de M. Thierry Repentin et n° 125 de Mme Odette Terrade (extension à l'ensemble du territoire national de la possibilité offerte au Gouvernement de bloquer temporairement par décret en Conseil d'Etat la hausse des loyers à la relocation en allongeant la durée de validité de ce décret), n° 70 (création

d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes ayant pour mission d'étudier la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes) et n° 121 de M. Guy Fischer (suppression des cautions exigées par le centre régional des œuvres universitaires et scolaires, CROUS, pour la location des chambres en cité universitaire). - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 530, 534) : sur l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour le bailleur ou le prêteur de percevoir directement l'allocation de logement à caractère social ou l'allocation de logement à caractère familial lorsque le locataire ou l'emprunteur en est propriétaire), son sous-amendement n° 143 (précision selon laquelle les bailleurs sociaux et assimilés peuvent continuer à percevoir l'aide en tiers payant lorsqu'ils s'engagent par convention avec l'Etat à rendre décents leurs logements) ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 précité de la commission, sur les amendements respectivement identiques de M. André Lardeux n° 12, n° 13, n° 14 et n° 15 et de Mme Muguette Dini n° 18 (abrogation des dispositions du code de procédure civile et du code de la construction et de l'habitation permettant de retarder l'exécution des décisions de justice à la fin de la procédure), n° 17 (réduction d'un mois du délai qui suit le commandement de payer dans le cadre de la procédure de résiliation pour défaut de paiement du loyer), n° 20 (bénéfice du sursis hivernal réservé aux locataires de bonne foi) et n° 19 (raccourcissement de la procédure d'indemnisation par l'Etat en cas de refus du concours de la force publique et imputation à la collectivité des conséquences du sursis hivernal à expulsion) ainsi que sur le n° 36 de M. Claude Domeizel (compensation par le budget de l'Etat à la sécurité sociale des exonérations de cotisations sociales prévues par la présente loi et par la loi TEPA du 21 août 2007).

- **Commission mixte paritaire [n° 180 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 764, 766). Remerciements.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Article 39 (priorité)** (*section 1 du chapitre Ier du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A*) (p. 3936, 3937) : parole sur l'article. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 371 de Mme Nicole Bricq, n° 979 de M. Jean Desessard et n° 890 de Mme Marie-France Beaufile.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Deuxième lecture [n° 399 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4444) : son intervention. (p. 4460) : réponse aux orateurs. - **Article 2** (*Art. L. 129 et L. 129-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Obligation d'installer des détecteurs de fumée dans les logements*) (p. 4062) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 3 et 2 de M. Roger Madec. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4464) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Roger Madec n° 4 (information des acquéreurs ou des occupants sur l'usage et l'entretien des détecteurs de fumées et les comportements à adopter en cas de survenance d'un sinistre) et n° 5 (dispositions fiscales en faveur de l'installation des détecteurs).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5285, 5288) : son intervention. (p. 5297, 5298) : réponse aux rapporteurs. (p. 5325, 5329) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5332) : avis du Gouvernement sur la motion n° 224 de Mme Odette Terrade tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5337) : avis du Gouvernement sur la motion n° 519 de Mme Dominique Voynet tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5408) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 239 de M. Thierry Repentin

(définition du logement en tant que bien de première nécessité et mise en œuvre effective du droit au logement par l'Etat). - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5412, 5420) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 160, 512 et 161 de Mme Odette Terrade, n° 236, 232, 228 et 227 de M. Thierry Repentin, n° 563 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 2, 3 et 4 de la commission ainsi que, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 524 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5447, 5456) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 162, 617, 163 et 164 de Mme Odette Terrade, n° 230, 226 et 233 de M. Thierry Repentin, n° 564, 619 et 565 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 5 de la commission. (p. 5456) : sur l'amendement n° 6 de la commission (prise en compte des accords collectifs intercommunaux et départementaux dans le volet "occupation sociale" des conventions et diminution du délai de remplacement des conventions APL par des conventions d'utilité sociale pour les logements construits après la date de promulgation de la loi relative aux libertés et responsabilités locales) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 633 ; adopté. (p. 5460, 5462) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 165 de Mme Odette Terrade, n° 231 et 548 de M. Thierry Repentin, n° 234 de M. Daniel Raoul et n° 7 et 8 de la commission. (p. 5464, 5466) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 166 et 167 de Mme Odette Terrade, n° 229 et 235 de M. Thierry Repentin, n° 9 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 525 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5469, 5470) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 237 de M. Daniel Raoul (abrogation d'un article du code de la construction et de l'habitat excluant des conventions les programmes HLM réalisés depuis l'entrée en vigueur de la loi relative aux libertés et responsabilités de 2004 et dont la convention APL a été signée par le président de l'EPCI), n° 247 de M. Thierry Repentin (mise en place d'une procédure d'arbitrage en cas de conflit entre l'Etat et l'organisme HLM dans le cadre de la convention d'utilité sociale) et n° 322 de Mme Odette Terrade (augmentation et réévaluation automatique du plafond du livret A). - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 15** (p. 5471, 5472) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 359 de M. Thierry Repentin (prorogation jusqu'en 2014 du bénéfice de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux construits jusqu'au 31 décembre 2009) et n° 614 de M. Daniel Dubois (prorogation jusqu'en 2020 du bénéfice de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux construits jusqu'au 31 décembre 2009). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5473, 5474) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 460 de M. Charles Revet (création d'une Caisse nationale de dépôt des garanties logements sociaux et de garantie du logement social). - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes) (p. 5491) : sur l'amendement n° 10 de la commission (réécriture de cet article en limitant le prélèvement aux seuls organismes ayant une activité locative), son sous-amendement n° 622 (fixation au 30 novembre de chaque année du délai de versement du prélèvement) ; adopté. (p. 5496, 5500) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168 et 169 de Mme Odette Terrade, n° 568 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 245, 249, 244, 243, 246 et 242 de M. Thierry Repentin et n° 551 de M. Michel Mercier. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission ainsi que, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 172, 171 et 170 de Mme Odette Terrade, n° 567 et 566 de M. Denis Badré, n° 631 et 248 de M. Thierry Repentin, et n° 324 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5506, 5508) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 251 de M. Thierry Repentin (remplacement de la notion d'"utilité sociale" par celle d'"intérêt général" dans la définition des actions menées en faveur du logement des personnes les plus défavorisées), n° 607

de Mme Dominique Voynet (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants) et n° 589 de M. Serge Dassault (suppression de la garantie des communes aux emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour leurs opérations de construction). - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1% logement) (p. 5516, 5522) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 173, 174 et 175 de Mme Odette Terrade, n° 311 et 295 de M. Thierry Repentin, n° 554 de M. Daniel Dubois, n° 252 de la commission des finances saisie pour avis, et n° 11 de la commission. (p. 5526, 5530) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 315 et 296 de M. Daniel Raoul, n° 313, 314, 527 et 528 de M. Thierry Repentin, n° 176 de Mme Odette Terrade, de la commission des finances saisie pour avis n° 253, n° 13 et 12 de la commission ainsi que, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 526 et 300 de M. Thierry Repentin. (p. 5536) : avis du Gouvernement sur n° 292 de M. Thierry Repentin, n° 177 de Mme Odette Terrade et n° 14 de la commission ainsi que sur les sous-amendements déposés sur ce dernier n° 642, 643 et 641 de M. Thierry Repentin et n° 638 de la commission des finances saisie pour avis. (p. 5537, 5542) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 298, 312, 290 et 539 de M. Thierry Repentin, n° 306 de M. Daniel Raoul, n° 556 et 555 de M. Daniel Dubois, n° 613 de M. Philippe Dominati, n° 15 et 16 de la commission et n° 255 et 256 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5562, 5584) : sur l'amendement n° 17 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 623 ; adopté. Sur l'amendement n° 24 de la commission (réorganisation des fonds gérés par l'Union d'économie sociale du logement, UESL), son sous-amendement n° 625 ; adopté. Ses amendements n° 637 (modification de la gouvernance de l'UESL), n° 624 (restriction au droit de vote individuel des commissaires du Gouvernement présents au sein du conseil d'administration de l'UESL) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 628, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 33 de la commission, n° 178, 179, 180, 181 et 182 de Mme Odette Terrade, n° 308, 293, 316, 310, 309, 302 et 307 de M. Thierry Repentin, n° 468, 470 et 469 de M. Charles Revet, n° 291 de M. Daniel Raoul, n° 258, 260 et 262 de la commission des finances saisie pour avis. Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 630 de M. Charles Revet portant sur l'amendement n° 20 de la commission, les sous-amendements n° 257 et 634 de la commission des finances saisie pour avis et n° 299 de M. Thierry Repentin portant sur les amendements n° 23 de la commission et n° 297 de M. Thierry Repentin et n° 635 de la commission des finances saisie pour avis portant sur l'amendement n° 24 de la commission. Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5585, 5586) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de la commission (missions et gouvernance de l'Agence nationale de l'habitat, ANAH). Son amendement n° 626 (élargissement des missions de l'ANAH) ; rejeté (p. 5598). - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM) (p. 5593) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 36 de la commission, n° 183 de Mme Odette Terrade, et n° 283, 284, 543, 584, 439 et 440 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5597) : financement du dispositif de son amendement précité n° 626. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5598) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 37 de la commission, n° 185 de Mme Odette Terrade et n° 529 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 5600) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 608 de Mme Dominique Voynet (possibilité, pour les maires, de recourir aux réquisitions d'immeubles vides). - **Division additionnelle avant l'article 5** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de la commission (création, dans le projet de loi, d'un chapitre relatif à l'amélioration du fonctionnement des copropriétés). - **Article 5**

(art. L. 443-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Obligation de constituer des provisions spéciales dans les copropriétés HLM) (p. 5603) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 39 de la commission et n° 341 de M. Thierry Repentin ainsi que sur le sous-amendement n° 184 de Mme Odette Terrade portant sur l'amendement n° 39 de la commission. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5605) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 358 de Mme Jacqueline Alquier (interdiction de vente de logements HLM ne répondant pas aux critères d'efficacité énergétique de la loi de programme du Grenelle de l'environnement). - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 5606) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 336 de Mme Odette Terrade (création d'un compte d'épargne à plafond majoré pour la gestion de trésorerie courante des syndicats de copropriété). - **Article 6** (art. 29-1 à 29-6 et art. 29-7 et 29-8 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Création d'une procédure d'alerte dans les copropriétés en difficulté) (p. 5610) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 345 et 344 de M. Daniel Raoul, n° 186 de Mme Odette Terrade, n° 40 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 343 de M. Daniel Raoul portant sur l'amendement n° 40 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 6 ou après l'article 27** (p. 5611, 5616) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 41 (extension des mesures conservatoires de l'article 68 de la loi du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution aux charges de copropriété impayées), n° 42 (extension du régime de notification simplifiée aux injonctions sur les façades), n° 43 (pérennisation du régime de révision simplifiée des règlements de copropriété), de Daniel Raoul n° 348 (création d'un permis de mise en copropriété), n° 347 (possibilité de réaliser des travaux d'économie d'énergie sur les parties privatives à la majorité des copropriétaires présents ou représentés) et n° 349 (modification d'adoption des décisions au bénéfice de la majorité des copropriétaires présents ou représentés), et sur l'amendement n° 620 de M. Hubert Haenel (modification des dispositions relatives au livre foncier et à la publicité foncière de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans le département du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle), son sous-amendement n° 632 ; adopté. - **Article 7** (Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) (p. 5623, 5628) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44, 45, 46 et 47 de la commission, n° 187 et 188 de Mme Odette Terrade, n° 354, 353, 586 et 350 de M. Thierry Repentin, n° 263, 264, 265 et 266 de la commission des finances saisie pour avis, n° 357 de Mme Jacqueline Alquier ainsi que sur les sous-amendements n° 351 de M. Thierry Repentin portant sur l'amendement n° 44 de la commission, n° 585 de M. Thierry Repentin et n° 325 de la commission des affaires sociales saisie pour avis portant sur l'amendement n° 47 de la commission. Renouvellement urbain au travers du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés. Participation du 1 % logement au financement du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés. - **Article 8** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003, art. L. 321-1-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 321-1, L. 325-1 et L. 326-1 du code de l'urbanisme - Mise en œuvre du PNRQAD) (p. 5632) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 48, 49, 50, 51, 52, 53 et 54 de la commission, n° 326 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et identiques n° 189 de Mme Odette Terrade et n° 355 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5633) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 421 de M. Thierry Repentin (gestion de fonds locaux de réhabilitation par les établissements publics fonciers locaux). - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat) (p. 5636, 5654) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 190 et 287 de Mme Odette Terrade, n° 365, 360, 361, 363 et 364 de M. Daniel Raoul, n° 55, 56, 57, 58, 59, 60 et 61 de la commission, n° 368, 369, 362, 367, 370 et 371 de M. Thierry Repentin et n° 356 de M. Daniel Raoul ainsi que sur les sous-amendements n° 282 de M. Philippe Dallier, n° 366 de

M. Roland Ries et n° 372 de M. Thierry Repentin portant sur l'amendement n° 56 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5654, 5673) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 62 (délais de mise en compatibilité des PLH et des PLU), n° 63 (possibilité, pour les communes, de délimiter dans leur PLU des secteurs à l'intérieur desquels les programmes devront comporter un pourcentage défini de logements de taille moyenne), n° 64 (suppression du droit de délaissement), n° 65 (extension du droit de préemption à la cession de la majorité des parts d'une SCI), n° 69 (liste des établissements publics soumis au droit de priorité des communes), n° 67 (plafond global de la taxe spéciale d'équipement en cas de superposition d'un établissement public foncier local et d'un établissement public foncier d'État), n° 68 (alignement des bases de la taxe spéciale d'équipement perçue par les établissements publics fonciers locaux sur celle de la TSE des établissements publics fonciers d'État), n° 70 (modification de l'assiette de la taxe forfaitaire sur la cession des terrains rendus constructibles) et n° 66 (transfert au préfet du droit de préemption des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence), de M. Thierry Repentin n° 457 (fixation d'un prix de vente maximal pour les logements relevant de l'accession sociale à la propriété), n° 611 (constitution de sociétés publiques locales d'aménagement sous la forme de société par actions simplifiées), n° 546 (association des établissements publics de SCOT à la réalisation de programmes locaux de l'habitat), n° 545 (association des établissements publics de SCOT à la réalisation des plans départementaux de l'habitat), n° 420 (coopération entre établissements publics fonciers locaux et établissements fonciers d'État), n° 449 (transmission de la déclaration d'intention d'aliéner au préfet) et n° 445 (bilan annuel d'utilisation du droit de préemption urbain des communes), de M. Daniel Raoul n° 381 (possibilité, pour le préfet, de suspendre l'opposabilité du PLU tant que les besoins du plan départemental d'accueil et de logement de personnes défavorisées ne sont pas satisfaits), n° 379 (harmonisation du code de l'urbanisme et du code général des collectivités territoriales) et n° 380 (partage de la plus-value engendrée par l'urbanisation d'un terrain entre le propriétaire et la collectivité territoriale) ainsi que sur les amendements de M. Charles Revet n° 473 (mise en œuvre d'une procédure de révision simplifiée en cas de non-dépôt du rapport du commissaire-enquêteur dans un délai de deux mois), n° 472 (transformation de bâtiments agricoles désaffectés en habitations) et n° 474 (taxe forfaitaire de droit sur la cession à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles). Avis du Gouvernement sur les sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 645 et n° 636 portant sur l'amendement précité n° 64 de la commission. Prend l'amendement de la commission n° 66 (transfert au préfet du droit de préemption des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence) ; adopté. Intervient sur l'amendement précité n° 449 repris par M. Jean-Marie Vanlerenberghe.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) (p. 5681, 5689) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 379 de M. Daniel Raoul (harmonisation du code de l'urbanisme et du code général des collectivités territoriales) et sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 422 (obligation pour l'État de vendre ses terrains et immeubles à des prix inférieurs à la valeur vénale quand ils sont destinés à la construction de logements, notamment sociaux), n° 452 (obligation pour les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU de fixer un pourcentage minimal de logements locatifs sociaux dans le plan local d'urbanisme), n° 446 (dans l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux transmis au préfet, comptabilisation de deux logements lorsqu'une commune soumise à l'article 55 de la loi SRU réalise un nouveau logement financé en prêt locatif aidé d'intégration), n° 451 (multiplication par cinq du prélèvement effectué par logement social manquant dans les communes ne respectant pas les prescriptions relatives au nombre de logements locatifs sociaux), n° 442 (obligation pour les communes n'ayant pas atteint l'objectif de 20 % de logements locatifs sociaux de consacrer 50 % des nouveaux programmes immobiliers à la construction de ces logements), n° 453 (renforcement du pouvoir de substitution du préfet pour la construction de logements dans les communes en constat de carence au regard de l'article 55 de la loi SRU), n° 448 (création d'une part supplémentaire au sein de la dotation globale de

fonctionnement en faveur des communes compétentes en matière de politique du logement), n° 450 (confirmation de l'importance de la variable "nombre de logements sociaux" dans le calcul de l'indice synthétique de ressources et de charges permettant la répartition de la dotation de solidarité urbaine), n° 447 (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements conventionnés sociaux et très sociaux, et donnés en location ou en mandat de gestion à des organismes agréés) et n° 444 (interdiction des reversements internes entre EPCI et communes tendant à réduire l'efficacité du dispositif de solidarité). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 5689, 5690) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Charles Revet n° 463 (modalités d'attribution de droit du permis de construire dans les communes ne disposant pas de plan d'occupation des sols), n° 464 (possibilité pour le conseil municipal de délimiter des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant au moins une moitié de logements locatifs sociaux bénéficie d'une majoration du coefficient d'occupation des sols), n° 466 (possibilité de transformer une cour-masure en maison d'habitation lorsqu'elle n'abrite plus d'activités agricoles), n° 465 (possibilité pour les communes de recourir à la procédure de révision simplifiée pour classer de nouveaux terrains en zone constructible) et n° 461 (prise en charge par les propriétaires des travaux de voirie et réseaux divers nécessaires à la viabilisation des terrains classés en zone constructible par les communes dans le cadre de la procédure de révision simplifiée). - **Article 10** (art. L. 123-1-1, L. 127-1, L. 127-2 et L. 123-1-4 (nouveau) du code de l'urbanisme - Majoration des règles de construction dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, PLU) (p. 5692, 5697) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 376 de M. Thierry Repentin, n° 71, 72, 73 et 74 de la commission, n° 191, 192 et 618 de Mme Odette Terrade, n° 373 et 374 de M. Daniel Raoul et n° 544 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5697, 5699) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 382 de M. Daniel Raoul (possibilité pour l'autorité responsable du plan local d'urbanisme de définir des zones dans lesquelles un volume minimal de construction est nécessaire pour obtenir un permis de construire) et n° 559 de M. Daniel Dubois (possibilité pour le préfet de prononcer le retrait de l'autorisation de fouilles archéologiques si celles-ci n'ont pas été engagées dans un délai de six mois). - **Article 11** (art. 1er de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement et L. 300-6 du code de l'urbanisme - Réalisation de logements sur des terrains publics ayant valeur d'opérations d'intérêt national) (p. 5701) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 75, 76 et 77 de la commission ainsi que sur les amendements n° 289 de Mme Odette Terrade et n° 547 de M. Thierry Repentin. - **Article 12** (art. L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de l'urbanisme - Convention de projet urbain partenarial) (p. 5704) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 78, 79, 80, 81 et 82 de la commission, n° 193 de Mme Odette Terrade et n° 384, 385 et 612 de M. Thierry Repentin. - **Article 13** (art. L. 123-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des règles d'urbanisme pour améliorer l'accessibilité des logements existants aux personnes handicapées) (p. 5705) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 83 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5706, 5707) : son amendement n° 644 : transfert aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale de la compétence pour délivrer un permis de construire demandé par les offices départementaux ou interdépartementaux d'HLM ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 388 de Mme Jacqueline Alquier (possibilité pour les maires de déroger sous certaines conditions aux dispositions du plan local d'urbanisme afin d'atteindre les objectifs de développement durable). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5708) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 606 de Mme Dominique Voynet (obligation de consulter les habitants des quartiers concernés par des opérations de rénovation urbaine). - **Article 14** (Art. 14 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 - Extension des interventions de l'ANRU aux structures d'hébergement et de transition) (p. 5710) : son amendement n° 629 : précision des conditions de financement des structures d'hébergement par l'Agence nationale de rénovation urbaine, aussi bien dans le programme national de

requalification des quartiers anciens dégradés ; adopté. (p. 5711) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 194 de Mme Odette Terrade, n° 387 de M. Thierry Repentin ainsi que sur le sous-amendement n° 84 de la commission portant sur l'amendement n° 629 précité. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 5714, 5717) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 399 (suppression du dispositif "Robien" à partir du 31 décembre 2009) et n° 400 (mesures tendant à rendre plus équitable le dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties, prévu en faveur des organismes d'HLM réalisant des travaux permettant d'effectuer des économies d'énergie). - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5725) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 et 86 de la commission, n° 195, 196 et 197 de Mme Odette Terrade, n° 390 et 532 de M. Thierry Repentin, n° 389 et 391 de M. Daniel Raoul, n° 593 de M. Pierre Jarlier, n° 335 de M. Jean-Claude Carle ainsi que sur les sous-amendements n° 674 et 531 de M. Thierry Repentin portant sur l'amendement n° 85 précité. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5728, 5730) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 393 (établissement d'un bilan par les services de l'Etat sur les logements financés par le dispositif "Robien"), n° 394 (possibilité pour les préfets et les EPCI compétents en matière de logement de fixer les plafonds de ressources ouvrant droit à la déduction fiscale prévue par les dispositifs "Robien" et "Borloo"), n° 395 (possibilité pour les préfets et les EPCI compétents en matière de logement de fixer les plafonds de ressources et de loyer du "Robien recentré") et n° 396 (modification du régime de TVA applicable aux ventes et prestations de travaux pour les ménages ayant recours au prêt à taux zéro). - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5732) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 198 de Mme Odette Terrade (amélioration du prêt à taux zéro) et n° 455 de M. Thierry Repentin (amélioration des conditions d'accès au prêt à taux zéro en faveur des ménages en ayant le plus besoin). - **Article 16** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - Extension des avantages fiscaux du "Pass-Foncier" aux logements collectifs) (p. 5734) : ses amendements n° 673 (redéfinition des règles de récupération de la TVA en cas de revente d'un logement bénéficiant de la TVA à taux réduit) ; et n° 679 (encouragement de l'utilisation du foncier public pour soutenir le secteur de l'immobilier, et extension aux opérations réalisées grâce au Pass-Foncier de la décote prévue par les textes sur la valeur des terrains de l'Etat vendus pour construire du logement social) ; adoptés. (p. 5735) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 392 de M. Thierry Repentin, n° 269 de la commission des finances saisie pour avis, et n° 87 et 88 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 5736, 5737) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 397 (obligation d'accompagner toute offre ou tout contrat de crédit immobilier, souscrit à des fins de réalisation d'un investissement locatif, d'un descriptif des dispositifs existants permettant de conventionner le logement et de sécuriser le paiement du loyer) et n° 398 (insertion dans les contrats immobiliers d'une clause offrant à l'emprunteur la possibilité, sans pénalités et sans souscrire une assurance, de reporter le paiement des mensualités dues ou d'en moduler le montant lors de la survenance d'événements graves affectant ses ressources en dehors de sa volonté). - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5745, 5746) : réponse aux orateurs ayant pris la parole sur l'article. (p. 5749) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de M. Thierry Repentin, n° 89 de la commission, n° 199 de Mme Odette Terrade, n° 549 de M. Michel Mercier, n° 595 de M. Pierre Jarlier et n° 459 de M. Charles Revet. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 5750, 5751) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 200 (inéligibilité des maires dont les communes ne respecteraient pas l'objectif de réalisation d'au moins 20 % de logements locatifs sociaux) et n° 288 (mesures décourageant la vacance de logements spéculative). - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Interdiction pour les bailleurs personnes morales

de recourir au cautionnement) (p. 5754, 5755) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 90 de la commission, n° 475, 488 et 489 de Mme Odette Herviaux, de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 327, n° 573 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 201 de Mme Odette Terrade ainsi que sur le sous-amendement n° 639 de M. Jean-François Voguet portant sur l'amendement n° 90 précité. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5755, 5757) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Herviaux, n° 482 (échelonnement du paiement du dépôt de garantie sur dix mois, à compter de la signature du bail), et portant sur le même objet n° 480 et n° 481 (amélioration des conditions de restitution du dépôt de garantie au locataire). - **Article additionnel après l'article 18 ou après l'article 27** (p. 5757) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 de la commission (clarification des conditions dans lesquelles le dépôt de garantie doit être restitué au locataire en cas de changement de propriétaire) et n° 479 de Mme Odette Herviaux (restitution du dépôt de garantie par le nouveau bailleur en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des locaux loués). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 5759) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 483 de Mme Odette Herviaux (alignement des conditions imposées aux locataires des appartements meublés sur celles pesant sur les locataires de logements vides). - **Article 19** (art. L. 613-1 et L. 613-2 du code de la construction et de l'habitation - Réduction des délais accordés par les juridictions dans le cadre des procédures d'expulsion) (p. 5764, 5765) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 202, 203, 204, 205, 319 et 320 de Mme Odette Terrade, n° 476 et 478 de Mme Odette Herviaux et n° 328 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. (p. 5766) : réponse à M. Dominique Braye sur les indemnités de l'Etat et les conséquences pour les bailleurs sociaux en cas de refus d'octroi du concours de la force publique. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5766, 5767) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 477 (possibilité de prononcer un sursis à exécution d'une expulsion en cas de bonne foi du locataire et s'il a déposé une demande dans le cadre de la procédure du droit au logement opposable), n° 484 (création d'une "déclaration d'intention d'expulser" pour les congés délivrés par le bailleur), n° 485 (possibilité pour le préfet de missionner, après l'établissement d'un diagnostic, un organisme tiers tel qu'une association pour assurer, si nécessaire, le maintien dans les lieux du ménage en prenant à bail son logement et en assurant l'accompagnement social) et n° 486 (création obligatoire de la commission de prévention des expulsions). - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5769) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 588 de M. Jean-Pierre Fourcade (prise en compte dans les modalités d'application du supplément de loyer de solidarité, de la réalité du marché locatif selon les zones géographiques).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5799, 5812) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 206, 208 et 207 de Mme Odette Terrade, n° 429, 430, 428 et 426 de M. Thierry Repentin, n° 600 de M. Pierre Jarlier, n° 91 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 514 et 515 de Mme Catherine Procaccia, n° 648, 650, 652, 653, 649, 651, 655, 656 et 654 de Mme Odette Terrade, n° 675, 533, 427 et 676 de M. Thierry Repentin, n° 329 et n° 330 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° 552 de M. Daniel Dubois. (p. 5821, 5822) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 209 de Mme Odette Terrade, n° 431 de M. Thierry Repentin, n° 597 de M. Pierre Jarlier, n° 92 de la commission, et sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 665, 664, 662, 668, 659, 660, 661, 657, 658, 663, 669, 670, 671 et 672 de Mme Odette Terrade, n° 534 de M. Thierry Repentin et n° 553 de M. Daniel Dubois. (p. 5824, 5833) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99 et 100 de la commission, n° 210, 211, 212, 213, 214 et 337 de Mme Odette Terrade, sur les sous-amendements n° 666 et n° 667 du même auteur portant sur l'amendement n° 94 précité, sur les amendements n° 574 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 425

de M. Thierry Repentin, et sur le sous-amendement n° 536 de ce dernier portant sur l'amendement n° 97 précité. Sur l'amendement n° 96 précité, avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 558 de M. Daniel Dubois, n° 535 de M. Thierry Repentin et n° 577 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 5834, 5835) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 436 de M. Thierry Repentin (établissement d'un bilan relatif aux logements conventionnés) et n° 338 de Mme Odette Terrade (possibilité de suspendre par décret les dispositions relatives à la vente de logements HLM). - **Articles additionnels après l'article 20 ou après l'article 27** (p. 5839, 5841) : sur l'amendement n° 101 de la commission (modernisation des dispositions relatives aux sociétés d'économie mixte gérant des logements locatifs sociaux), son sous-amendement n° 680 ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 101 précité et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 223 de Mme Odette Terrade, n° 561 et 562 de M. Daniel Dubois, n° 677 et 678 de M. Thierry Repentin ainsi que sur les amendements de M. Jean-Léonce Dupont portant sur le même objet n° 576 et n° 575 (extension du dispositif aux sociétés d'économie mixte). - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5846, 5847) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 216 et 215 de Mme Odette Terrade, n° 434, 435, 433 et 432 de M. Thierry Repentin, et n° 587 de M. Jean-Pierre Fourcade et n° 102 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5849, 5851) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 217 (majoration des plafonds de ressources maximales pour accéder à un logement social en location), n° 340 (limitation de la hausse des loyers) et n° 339 (augmentation du nombre de références retenues pour la fixation du loyer), n° 437 de M. Thierry Repentin (modification des plafonds de ressources des candidats à l'accession sociale à la propriété) et n° 578 de M. Jean-Léonce Dupont (date de référence prise en compte pour la révision des loyers). - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 5852, 5854) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 406 (limitation des hausses de loyers consécutives à des travaux effectués par les propriétaires) et, portant sur le même objet, n° 407 et n° 404 (blocage transitoire des loyers au moment de la relocation), sur les amendements de M. Pierre Hérisson n° 520 (précision) et, portant sur le même objet, n° 521, n° 523 et n° 522 (accueil des gens du voyage). - **Article 22** (art. L. 121-15 et L. 121-17 du code de l'action sociale - Modalités de fonctionnement de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 5856, 5857) : son amendement n° 627 : rôle de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers migrants ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 218 de Mme Odette Terrade et n° 103 de la commission. - **Article 23** (art. 21 de la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994, art. 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, art. L. 311-9 et L. 312-5 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des obligations des communes en matière d'hébergement) (p. 5862) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 491 et 490 de Mme Odette Herviaux, n° 219 de Mme Odette Terrade, et n° 270 de la commission des finances saisie pour avis, n° 104 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 646 et n° 271 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5864, 5868) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 105 (possibilité pour les réservataires de logements locatifs sociaux d'être signataires des accords collectifs intercommunaux et interdépartementaux relatifs aux attributions de ces logements à des personnes défavorisées), de Mme Odette Terrade n° 318 (évolution des aides personnelles au logement), de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 331 (mise en place d'un dispositif de veille sociale chargée d'accueillir les personnes sans abri ou en détresse) et n° 332 (dispositif de veille sociale spécifique à la région Ile-de-France), de Mme Odette Herviaux n° 500 (mission du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées), de M. Michel Mercier n° 550 (intégration dans le champ des dons ouvrant droit à la réduction à l'ISF des dons au profit des associations reconnues d'utilité publique travaillant à l'insertion par le logement) et sur le sous-amendement n° 682 de

Mme Dominique Voynet portant sur l'amendement n° 332 précité. - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) (p. 5874, 5875) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 220 de Mme Odette Terrade, n° 494, 492 et 493 de M. Serge Lagache, n° 273, n° 272, n° 274, n° 275 et n° 276 de la commission des finances saisie pour avis, n° 501 et 508 de Mme Odette Herviaux, n° 106 et 108 de la commission, et n° 333 et n° 334 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 5876, 5879) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 278 (montant des astreintes en cas de condamnation de l'État), n° 279 (association des communes et des EPCI à l'information des publics éligibles au droit au logement opposable), n° 280 (indication de la superficie des biens loués dans les contrats de location) et n° 281 (utilisation des sommes allouées au fonds d'aménagement urbain), de Mme Odette Herviaux n° 616 (évaluation du besoin d'aide ou d'accompagnement social nécessaire) et n° 509 (conditions de délégation du contingent préfectoral de logements locatifs sociaux), n° 542 de M. Thierry Repentin (création d'un dossier unique d'enregistrement des demandeurs de logement social), et n° 681 de la commission (conditions de délégation du contingent préfectoral de logements locatifs sociaux). - **Article 25** (art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'habitat indigne) (p. 5880) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 496 (suppression), n° 510 (définition de l'habitat indigne), n° 495 (précision) et de la commission n° 109 (précision) et n° 110 (coordination). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5881, 5883) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 111 (clarification), n° 112 (clarification des règles relatives aux interdictions de division de locaux), n° 113 (renforcement de l'information des observatoires départementaux de l'habitat par la transmission au préfet des jugements relatifs aux litiges portant sur le respect des caractéristiques du logement décent), sur les amendements identiques n° 537 de Mme Dominique Voynet et n° 114 de la commission (modalités d'évaluation de la valeur des fonds de commerce des établissements d'hébergement en cas d'expropriation), et sur l'amendement n° 502 de Mme Odette Herviaux (identification des logements présentant un caractère insalubre ou dangereux). - **Article 26** (art. L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3 et art. L. 444-7, L. 444-8 et L. 444-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Extension des possibilités d'intermédiation locative des organismes HLM) (p. 5886) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 498 et 497 de Mme Odette Herviaux et n° 115 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5887, 5888) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 504 (en cas d'expulsion, soumission de l'octroi de la force publique à une offre de relogement pour les personnes expulsées) et n° 506 (relèvement à 70 % de l'avantage fiscal prévu en cas de location d'un logement à un organisme en vue de sa sous-location à des personnes défavorisées). - **Article 27** (art. L. 321-5, L. 321-11, L. 321-12 et L. 321-13 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Régime des rapports locatifs dans les logements locatifs conventionnés pris à bail par des organismes publics ou privés en vue de leur sous-location ou de l'hébergement de personnes en difficulté) (p. 5888) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 116 de la commission. - **Division additionnelle après l'article 27** (p. 5889) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de la commission (nouvelle division - chapitre VI, dispositions diverses). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5889, 5894) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 118 (modification des règles relatives aux participations croisées entre sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accession à la propriété), de Mme Odette Terrade n° 222 (conditions d'applicabilité des accords signés entre bailleurs et associations de locataires) et n° 221 (possibilité, sous certaines

conditions, pour les bailleurs de demander à leur locataire de participer au financement de travaux favorisant des économies d'énergie), de M. Thierry Repentin n° 413 (extension à trois ans de la période d'exonération fiscale pour les cessions de biens réalisées par des établissements publics fonciers), n° 416 (suppression des honoraires de négociation pour les titulaires ou délégataires du droit de préemption), n° 414 (suppression de l'envoi d'une déclaration d'intention d'aliéner pour un propriétaire vendant un terrain à un établissement public foncier local), n° 419 (simplification de la modification des statuts de l'établissement public foncier local), n° 418 (fonctionnement des établissements publics fonciers locaux) et n° 417 (obligation pour le comptable d'un établissement public foncier local d'exercer ses fonctions dans les locaux de l'établissement), de M. Jean-Léonce Dupont n° 582 (assimilation de la non-conformité apparente et des vices apparents à la livraison au niveau du régime de la prescription) et n° 591 (possibilité pour les sociétés d'économie mixte de réaliser des logements HLM dans le cadre de la conception-réalisation), n° 560 de M. Jean Arthuis (possibilité pour les organismes HLM et les sociétés d'économie mixte de construction de recourir à la procédure de conception-réalisation pour la construction de logements locatifs sociaux) et de Mme Catherine Procaccia n° 518 (obligation pour le ministère en charge du logement de tenir un répertoire des logements locatifs à partir des informations transmises par les bailleurs sociaux) et n° 517 (possibilité pour les organismes HLM de réaliser et gérer des résidences hôtelières à vocation sociale en partenariat avec des sociétés civiles immobilières). - **Demande de seconde délibération** (p. 5895) : sa demande de seconde délibération portant sur l'article 21 ; seconde délibération ordonnée. - **Seconde délibération - Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5896) : son amendement n° A-1 : rétablissement ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5900, 5901) : remerciements.

- **Question orale avec débat de M. Thierry Repentin sur la crise du logement et le développement du crédit hypothécaire** - (29 octobre 2008) (p. 6325, 6328) : sa réponse.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) (p. 8342, 8346) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8349) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-202 de M. Thierry Repentin. - **Article 82 (Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU)** (p. 8354) : son amendement n° II-247 : sortie progressive du dispositif des zones franches urbaines ; devenu sans objet. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-39 de la commission, n° II-105 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° II-153 de M. Jean-Claude Gaudin, n° II-179 des affaires sociales saisie pour avis, et n° II-201 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 82** (p. 8355, 8356) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-40 de la commission (indexation de la valeur du terme constant de la participation personnelle des ménages) et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° II-104 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 83** (p. 8357, 8359) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-180 (indexation du montant du remboursement de la CNAF pour les frais de gestion de l'APL sur le nombre de dossiers traités) et n° II-181 (inscription dans la loi du taux d'effort du locataire donnant accès à la garantie des risques locatifs).

BOYER (André)
sénateur (Lot)
RDSE

Décédé le 24 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 24 septembre 2008.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 206 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie relatif à la coopération en matière d'application de la législation relative à la pêche dans les zones maritimes adjacentes aux Terres australes et antarctiques françaises, à l'île Heard et aux îles McDonald [n° 315 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Traités et conventions.**

BOYER (Jean)
sénateur (Haute-Loire)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) jusqu'au 9 février 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

DÉPÔTS

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 277 (2007-2008)] autorisant l'adhésion à la convention internationale pour le contrôle et la gestion des eaux de ballast et sédiments des navires [n° 318 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Agriculture et pêche - Traités et conventions - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 375 (2007-2008)] autorisant la ratification de la convention de La Haye du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes [n° 434 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : L'évolution de la formation dans la marine [n° 490 (2007-2008)] (23 juillet 2008) - **Défense - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) (p. 3573, 3574) : son intervention.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Carle sur l'avenir de la formation professionnelle en France** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 329, 330).

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 362, 363).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Article 3** (*Versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises non assujetties au régime de la participation*) (p. 463, 464) : soutient l'amendement n° 60 de M. Michel Mercier (intégration des salariés du secteur de l'économie sociale dans le champ d'application de l'article) ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - **Article 31** (*art. L. 242-1 du code des assurances - Dispense d'assurance dommages ouvrage pour les maîtres d'ouvrage dans le cadre d'un contrat de partenariat*) (p. 1459) : soutient l'amendement n° 89 de M. Jean-Léonce Dupont (suppression) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 1461, 1462) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jean-Léonce Dupont (plafonnement symétrique de l'obligation d'assurance dommages ouvrage et de l'obligation d'assurance responsabilité civile décennale) ; adopté.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif et modifiant le code du sport [n° 310 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2604, 2605) : son intervention. Favorable à l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3611, 3612) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3703) : sur l'amendement n° 193 de la commission (élargissement de la dispense d'immatriculation), soutient le sous-amendement n° 1047 de M. Yves Détraigne ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 4204) : soutient l'amendement n° 660 de M. Claude Biwer (institution d'une taxe additionnelle à la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat en faveur des commerces de centre-ville et de proximité) ; retiré.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5933, 5934) : son intervention. Le groupe de l'UC votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6715, 6716) : son intervention.

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 18** (p. 6900, 6901) : soutient l'amendement de Mme Muguette Dini n° 326 (dépôt par le Gouvernement, en 2009, sur le bureau de

l'Assemblée nationale et du Sénat, d'un rapport évaluant la possibilité d'accroître le montant de l'allocation aux adultes handicapés à hauteur du salaire minimum interprofessionnel de croissance) ; retiré puis repris par M. Jean-Pierre Godefroy. - **Article 22** (art. L. 131-4-1, L. 131-7, L. 242-1, L. 242-4-2 et L. 242-4-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-10, L. 741-10-3 et L. 741-10-4 du code rural ; art. L. 3261-2 du code du travail ; art. 7 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat ; art. 1er de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Non-compensation par le budget de l'Etat des pertes de recettes liées à certains dispositifs) (p. 6910) : soutient l'amendement n° 325 de Mme Muguette Dini (suppression) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8259, 8260) : son intervention. Votera les crédits de cette mission.

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) (p. 8318, 8319) : son intervention. Son département de la Haute-Loire.

BOYER (Yolande)
sénateur (Finistère)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Vice-présidente de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

BRANGER (Jean-Guy)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme le 9 janvier 2008.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

INTERVENTIONS

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2110, 2112) : son intervention.

BRAYE (Dominique)
sénateur (Yvelines)
UMP

Secrétaire du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil national de l'habitat ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux le 4 juillet 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 110 (2007-2008)] renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 185 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 497 (2007-2008)] de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 8 (2008-2009)] (8 octobre 2008) - **Logement et urbanisme - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 887) : intervient sur l'amendement n° 77 de M. Gérard Le Cam (mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement). - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire) (p. 921, 922) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies).

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - Sanctions pénales) (p. 1043, 1044) : favorable à l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi). (p. 1048) : intervient sur l'amendement n° 198 de M. Jean-Marc Pastor (rédaction).

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture [n° 110 (2007-2008)]** - (25 mars 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 1188, 1190) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques sous réserve de l'adoption de ses amendements. - **Article 1er** (art. L. 211-11 et L. 211-14-1 du code rural - Formation des maîtres de chiens dangereux à la demande du maire) (p. 1197) : son amendement n° 13 : suppression de la disposition prévoyant la détermination par décret du barème d'évaluation de la dangerosité des chiens ; adopté. - **Article 2** (art. L. 211-13-1 du code rural - Obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et de deuxième catégories et de formation pour leurs détenteurs) (p. 1198) : son amendement n° 14 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Article 2 bis A** (art. L. 211-14 du code rural - Institution d'un permis de détention des chiens de première et de deuxième catégories) (p. 1200, 1201) : ses amendements n° 15 : nouvelle rédaction des dispositions relatives aux conditions de délivrance du permis et possibilité pour le maire d'en refuser la délivrance au vu des résultats de l'évaluation ; et n° 16 : suppression de l'interdiction de confier un chien de première ou de deuxième catégorie à une personne non titulaire d'un permis, suppression des dispositions relatives à la validité du permis et à son contrôle et dispense de l'obtention du permis et de l'obligation de formation des personnes détenant un chien de première ou deuxième catégorie à titre temporaire et à la demande du propriétaire ; adoptés. - **Article 3 bis** (art. L. 211-12-1 du code rural - Fichier national canin) (p. 1203) : son amendement n° 17 : clarification des finalités du fichier national canin, définition des données pouvant être enregistrées dans ce fichier et précision du contenu des modalités d'application de cet article ; devenu sans objet. - **Article 4** (article L. 211-14-2 du code rural - Contrôle des chiens "mordeurs") (p. 1204) : son amendement n° 18 : rétablissement du principe de la déclaration des morsures de chiens supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Article 4 bis** (article L. 211-14-2 du code rural - Évaluation comportementale de chiens n'appartenant pas aux catégories légales de chiens dangereux) (p. 1205, 1207) : ses amendements n° 19 : rétablissement de l'obligation d'évaluation

comportementale des chiens mordeurs supprimée par l'Assemblée nationale ; n° 21 : coordination ; adoptés ; et n° 20 : encadrement de la rémunération des évaluations comportementales ; retiré. - **Article 5 ter** (art. 6, 6-1-1 et 6-1-2 nouveaux de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Agents de sécurité et de gardiennage) (p. 1208) : son amendement n° 22 : amélioration de l'insertion de ce dispositif dans la loi du 12 juillet 1983, prise en considération de toutes les personnes exerçant des activités de surveillance et de gardiennage à l'aide de chiens et obtention obligatoire d'une qualification professionnelle spécifique pour pouvoir travailler avec un chien ; adopté. - **Article 11** (art. L. 211-28 du code rural - Compétences du préfet de police de Paris) : son amendement n° 23 : coordination ; adopté. - **Article 13** (Dispositions transitoires) (p. 1214) : son amendement n° 24 : allongement du délai prévu pour l'obtention du permis de détention, fixation d'un délai identique pour l'obtention des qualifications professionnelles exigées des agents de sécurité utilisant des chiens et prise en charge de cette formation par leurs employeurs ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1758, 1760) : son intervention. Votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (28 mai 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2469) : intervient sur le sous-amendement n° 64 de M. Henri de Richemont (application des mêmes sanctions aux navires français et étrangers en cas d'infraction de pollution) portant sur l'amendement n° 42 de la commission (répression de la pollution marine). (p. 2477, 2478) : intervient sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) portant sur l'amendement n° 44 de la commission (corrections apportées à la transposition de trois directives). (p. 2486) : son amendement n° 47 : mise en conformité avec la directive 2002/96/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2496) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 380 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2783, 2784) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Troisième lecture [n° 344 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2787, 2789) : son intervention. Votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2941) : votera contre l'amendement n° 509 de la commission (disposition en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, responsabilités professionnelles et sociales). - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2963, 2964) : bien que favorable sur le fond, ne votera pas l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 juin 2008) (p. 3093) : au nom de M. Raymond Couderc.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)] (suite)** - (20 juin 2008) - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 3105) : favorable à l'amendement n° 386 de M. Jean-Michel Baylet (suppression).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 5290, 5292) : son intervention. Sous réserve de l'approbation de ses amendements, la commission des affaires économiques propose l'adoption de ce texte. - **Organisation des débats** (p. 5296, 5297). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5332) : position de la commission sur la motion n° 224 de Mme Odette Terrade tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5336, 5337) : position de la commission sur la motion n° 519 de Mme Dominique Voynet tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5408) : position de la commission sur l'amendement n° 239 de M. Thierry Repentin (définition du logement en tant que bien de première nécessité et mise en œuvre effective du droit au logement par l'État). - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5415, 5417) : ses amendements n° 2 : précision ; n° 3 : définition législative des plans stratégiques du patrimoine ; adoptés ; et n° 4 : association des EPCI et des départements à l'élaboration des dispositions de la convention ; adopté après modification par le sous-amendement n° 524 de M. Thierry Repentin qu'il accepte. (p. 5412, 5420) : position de la commission sur les amendements n° 160, 512 et 161 de Mme Odette Terrade, n° 236, 232, 228 et 227 de M. Thierry Repentin et n° 563 de M. Jean-Léonce Dupont.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5450) : son amendement n° 5 : reformulation des sanctions imposées aux organismes HLM en cas de non-respect des engagements fixés par la convention ; adopté. (p. 5447, 5455) : position de la commission sur les amendements n° 162, 617, 163 et 164 de Mme Odette Terrade, n° 230, 226 et 233 de M. Thierry Repentin, n° 564, 619 et 565 de M. Jean-Léonce Dupont. (p. 5456) : son amendement n° 6 : prise en compte des accords collectifs intercommunaux et départementaux dans le volet "occupation sociale" des conventions et diminution du délai de remplacement des conventions APL par des conventions d'utilité sociale pour les logements construits après la date de promulgation de la loi relative aux libertés et responsabilités locales ; adopté après modification par le sous-amendement n° 633 du Gouvernement qu'à titre personnel il accepte. (p. 5459, 5460) : position de la commission sur les amendements n° 165 de Mme Odette Terrade, n° 231 et 548 de M. Thierry Repentin, n° 234 de M. Daniel Raoul. Ses amendements n° 7 : précision ; et n° 8 : suppression du rapport au Parlement sur le bilan des expérimentations en matière de loyers modulables ; adoptés. (p. 5463) : son amendement n° 9 : maintien en 2010 du bénéfice de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes d'HLM ayant conclu ou renouvelé une convention tendant à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires ; adopté. (p. 5464, 5466) : position de la commission sur les amendements n° 166 et 167 de Mme Odette Terrade, n° 229 et 235 de M. Thierry Repentin ainsi que sur le sous-amendement n° 525 de ce dernier déposé sur son amendement n° 9 précité. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5467, 5469) : position de la commission sur les amendements n° 237 de M. Daniel Raoul (abrogation d'un article du code de la construction et de l'habitation excluant des conventions les programmes HLM réalisés depuis l'entrée en vigueur de la loi relative aux libertés et responsabilités de 2004 et dont la convention APL a été signée par le président de l'EPCI), n° 247 de M. Thierry Repentin (mise en place d'une procédure d'arbitrage en cas de conflit entre l'État et l'organisme HLM dans le cadre de la convention d'utilité sociale) et n° 322 de Mme Odette Terrade (augmentation et réévaluation automatique du plafond du livret A). - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 15** (p. 5471) : position de la commission sur les amendements n° 359 de M. Thierry Repentin (prorogation jusqu'en 2014 du bénéfice de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux construits jusqu'au 31 décembre

2009) et n° 614 de M. Daniel Dubois (prorogation jusqu'en 2020 du bénéfice de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux construits jusqu'au 31 décembre 2009). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5473) : position de la commission sur l'amendement n° 460 de M. Charles Revet (création d'une Caisse nationale de dépôt des garanties logements sociaux et de garantie du logement social). - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes*) (p. 5489) : son amendement n° 10 : réécriture de cet article en limitant le prélèvement aux seuls organismes ayant une activité locative ; adopté après modification par le sous-amendement n° 622 du Gouvernement (fixation au 30 novembre de chaque année du délai de versement du prélèvement) et n° 566 de M. Denis Badré (report de la date d'entrée en vigueur de ce dispositif au 1er janvier 2011) qu'il accepte. (p. 5495, 5497) : position de la commission sur les amendements n° 168 et 169 de Mme Odette Terrade, n° 568 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 245, 249, 244, 243, 246 et 242 de M. Thierry Repentin et n° 551 de M. Michel Mercier. Sur son amendement n° 10 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 172, 171 et 170 de Mme Odette Terrade, n° 567 et 566 de M. Denis Badré, n° 631 et 248 de M. Thierry Repentin, n° 622 du Gouvernement, et n° 324 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5504, 5507) : position de la commission sur les amendements n° 251 de M. Thierry Repentin (remplacement de la notion d'"utilité sociale" par celle d'"intérêt général" dans la définition des actions menées en faveur du logement des personnes les plus défavorisées), n° 607 de Mme Dominique Voynet (doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants) et n° 589 de M. Serge Dassault (suppression de la garantie des communes aux emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour leurs opérations de construction). - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - *Réforme de la gouvernance du 1 % logement*) (p. 5521) : son amendement n° 11 : suppression du financement d'actions dans le domaine de la politique de la ville par les fonds de la participation des entreprises à l'effort de construction, PEEC ; adopté. (p. 5515, 5522) : position de la commission sur les amendements n° 173, 174 et 175 de Mme Odette Terrade, n° 311 et 295 de M. Thierry Repentin, n° 554 de M. Daniel Dubois, et n° 252 de la commission des finances saisie pour avis. (p. 5523) : son amendement n° 12 : rétablissement de la faculté donnée aux entreprises de reporter sur les exercices postérieurs les excédents versés sur leurs ressources propres au titre du logement de leurs salariés ; adopté. (p. 5528) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. (p. 5525, 5529) : sur son amendement n° 12 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 526 et 300 de M. Thierry Repentin et sur les amendements n° 315 et 296 de M. Daniel Raoul, n° 313, 314, 527 et 528 de M. Thierry Repentin, n° 176 de Mme Odette Terrade et de la commission des finances saisie pour avis n° 253. (p. 5531, 5532) : son amendement n° 14 : hiérarchisation des catégories d'emploi de la PEEC ; adopté après modification par le sous-amendement n° 638 de la commission des finances saisie pour avis qu'il accepte. (p. 5531, 5536) : position de la commission sur les amendements n° 292 de M. Thierry Repentin et n° 177 de Mme Odette Terrade ainsi que sur les sous-amendements n° 642, 643 et 641 de M. Thierry Repentin déposés sur son amendement n° 14 précité. (p. 5537) : son amendement n° 15 : ajout des prises de participation aux formes d'emploi du 1 % logement ; adopté. (p. 5538, 5539) : son amendement n° 16 : rédaction ; retiré. (p. 5537, 5542) : position de la commission sur les amendements n° 298, 312, 290 et 539 de M. Thierry Repentin, n° 306 de M. Daniel Raoul, n° 556 et 555 de M. Daniel Dubois, n° 613 de M. Philippe Dominati et n° 255 et 256 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5562, 5584) : ses amendements n° 17 : rédaction ; n° 18 : coordination ; n° 19 : rédaction ; n° 20 : précision ; n° 21 : pouvoir de sanction de

l'ANPEEC ; n° 22 : précision ; n° 23 : rédaction ; n° 24 : réorganisation des fonds gérés par l'Union d'économie sociale du logement, UESL ; n° 25 : coordination, n° 628 : rédaction ; n° 26 : restrictions au droit de vote individuel des commissaires du Gouvernement présents au sein du conseil d'administration de l'UESL ; n° 27 : coordination ; n° 28 et 29 : rédaction ; n° 30 : insertion dans le code de la construction et de l'habitation, des dispositions relatives à l'association foncière logement, AFL ; n° 31 : précision ; et n° 32 et 33 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 623 du Gouvernement portant sur son amendement n° 17, sur le sous-amendement n° 630 de M. Charles Revet portant sur son amendement n° 20, sur les sous-amendements n° 257 et 634 de la commission et n° 299 de M. Thierry Repentin portant sur son amendement n° 23, sur les sous-amendements n° 625 du Gouvernement, n° 297 de M. Thierry Repentin et n° 635 de la commission des finances saisie pour avis portant sur son amendement n° 24. Position de la commission sur les amendements n° 178, 179, 180, 181 et 182 de Mme Odette Terrade, n° 308, 293, 316, 310, 309, 302 et 307 de M. Thierry Repentin, n° 468, 470 et 469 de M. Charles Revet, n° 637 et 624 du Gouvernement, n° 258, 260 et 262 de la commission des finances saisie pour avis et n° 291 de M. Daniel Raoul. Intervient sur l'amendement n° 293 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5585, 5586) : son amendement n° 35 : missions et gouvernance de l'Agence nationale de l'habitat, ANAH ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 626 du Gouvernement (élargissement des missions de l'ANAH). Demande la réserve du vote sur l'amendement précité n° 626 du Gouvernement. - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM) (p. 5589, 5595) : son amendement n° 36 : achat de logements en VEFA par les organismes HLM ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 183 de Mme Odette Terrade, et n° 283, 284, 543, 584, 439 et 440 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5596, 5597) : position de la commission sur l'amendement n° 626 du Gouvernement (élargissement des missions de l'ANAH) précédemment évoqué. Modalités de financement du dispositif prévu par cet amendement. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5598) : son amendement n° 37 : clarification du mécanisme anti-spéculatif de cession des logements sociaux ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 5599, 5600) : position de la commission sur l'amendement n° 608 de Mme Dominique Voynet (possibilité, pour les maires, de recourir aux réquisitions d'immeubles vides). - **Division additionnelle avant l'article 5** : son amendement n° 38 : création, dans le projet de loi, d'un chapitre relatif à l'amélioration du fonctionnement des copropriétés ; adopté. - **Article 5** (art. L. 443-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Obligation de constituer des provisions spéciales dans les copropriétés HLM) (p. 5602, 5603) : son amendement n° 39 : régime des provisions spéciales au titre des logements locatifs dégradés ; adopté. Position de la commission sur le sous-amendement n° 184 de Mme Odette Terrade portant sur son amendement précité n° 39. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5604, 5605) : position de la commission sur l'amendement n° 358 de Mme Jacqueline Alquier (interdiction de vente de logements HLM ne répondant pas aux critères d'efficacité énergétique de la loi de programme du Grenelle de l'environnement). - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 5606) : position de la commission sur l'amendement n° 336 de Mme Odette Terrade (création d'un compte d'épargne à plafond majoré pour la gestion de trésorerie courante des syndicats de copropriété). - **Article 6** (art. 29-1 à 29-6 et art. 29-7 et 29-8 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Création d'une procédure d'alerte dans les copropriétés en difficulté) (p. 5108, 5110) : son amendement n° 40 : nomination d'un mandataire ad hoc en cas de dégradations dans la copropriété ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 345 et 344 de M. Daniel Raoul, n° 186 de Mme Odette Terrade, ainsi que sur le sous-amendement n° 343 de M. Daniel Raoul portant sur l'amendement n° 40 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 6 ou après l'article 27** (p. 5610, 5616) : ses amendements n° 41 : extension

des mesures conservatoires de l'article 68 de la loi du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution aux charges de copropriété impayées ; retiré ; n° 42 : extension du régime de notification simplifiée aux injonctions sur les façades ; et n° 43 : pérennisation du régime de révision simplifiée des règlements de copropriété ; adoptés. Position de la commission sur les amendements de M. Daniel Raoul n° 348 (création d'un permis de mise en copropriété), n° 347 (possibilité de réaliser des travaux d'économie d'énergie sur les parties privatives à la majorité des copropriétaires présents ou représentés), n° 349 (modification d'adoption des décisions au bénéfice de la majorité des copropriétaires présents ou représentés), n° 620 de M. Hubert Haenel (modification de dispositions relatives au livre foncier et à la publicité foncière de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) ainsi que sur le sous-amendement n° 632 du Gouvernement portant sur l'amendement précité n° 620 de M. Hubert Haenel. - **Article 7** (*Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés*) (p. 5618, 5627) : ses amendements n° 44 : critères d'éligibilité au programme national de requalification des quartiers anciens dégradés ; n° 45 : affirmation de l'objectif de développement du logement locatif social du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés ; n° 46 : rédaction ; n° 47 : clarification des objectifs chiffrés du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 187 et 188 de Mme Odette Terrade, n° 354, 353, 586 et 350 de M. Thierry Repentin, n° 263, 264, 265 et 266 de la commission des finances saisie pour avis, n° 357 de Mme Jacqueline Alquier ainsi que sur les sous-amendements n° 351 de M. Thierry Repentin portant sur l'amendement n° 44 de la commission, n° 325 de la commission des affaires sociales saisie pour avis et n° 585 de M. Thierry Repentin portant sur son amendement précité n° 47. - **Article 8** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003, art. L. 321-1-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 321-1, L. 325-1 et L. 326-1 du code de l'urbanisme - Mise en œuvre du PNRQAD) (p. 5630, 5632) : ses amendements n° 48 : rédaction ; n° 49 : coordination ; n° 50 : rédaction ; n° 51 : gestion et création des fonds locaux de réhabilitation de l'habitat privé ; n° 52 et 54 : coordination ; adoptés ; n° 53 : possibilité d'instruction et de traitement des demandes d'aide à la réhabilitation de l'habitat privé par les établissements publics fonciers locaux ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 326 de la commission des affaires sociales saisie pour avis ainsi que sur les amendements identiques n° 189 de Mme Odette Terrade et n° 355 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5633) : position de la commission sur l'amendement n° 421 de M. Thierry Repentin (gestion de fonds locaux de réhabilitation par les établissements publics fonciers locaux). - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat) (p. 5636, 5654) : position de la commission sur les amendements n° 190 et 287 de Mme Odette Terrade, n° 365, 360, 361, 363 et 364 de M. Daniel Raoul, n° 368, 369, 362, 367, 370 et 371 de M. Thierry Repentin et n° 366 de M. Roland Ries ainsi que sur les sous-amendements n° 282 de M. Philippe Dallier, n° 356 de M. Daniel Raoul et n° 372 de M. Thierry Repentin portant sur l'amendement n° 56 de la commission. Ses amendements n° 55 : rédaction ; n° 56 : modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH ; n° 57 : rédaction ; n° 58 : coordination ; n° 59 : abaissement à 20 000 habitants du seuil au-delà duquel les communes n'appartenant pas à un EPCI ont l'obligation d'élaborer un PLH ; n° 60 : délai de deux ans, à compter de la publication de cette loi, accordé aux EPCI et communes astreints à se doter d'un PLH ; n° 61 : possibilité, pour certains EPCI de proroger d'un an la durée de la convention de délégation à l'adoption d'un PLH ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5654, 5673) : ses amendements n° 62 : délais de mise en compatibilité des PLH et des PLU ; n° 63 : possibilité, pour les communes, de délimiter dans leur PLU des secteurs à l'intérieur desquels les programmes devront comporter un pourcentage défini de logements de taille moyenne ; n° 64 :

suppression du droit de délaissement ; n° 65 : extension du droit de préemption à la cession de la majorité des parts d'une SCI ; n° 69 : liste des établissements publics soumis au droit de priorité des communes ; n° 67 : plafond global de la taxe spéciale d'équipement en cas de superposition d'un établissement public foncier local et d'un établissement public foncier d'État ; n° 68 : alignement des bases de la taxe spéciale d'équipement perçue par les établissements publics fonciers locaux sur celle de la TSE des établissements publics fonciers d'État ; n° 70 : modification de l'assiette de la taxe forfaitaire sur la cession des terrains rendus constructibles ; adoptés ; et n° 66 (transfert au préfet du droit de préemption des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence) ; retiré puis repris par le Gouvernement. Position de la commission sur les sous-amendements n° 636 et 645 de M. Thierry Repentin portant sur l'amendement précité n° 64 de la commission. Position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 457 (fixation d'un prix de vente maximal pour les logements relevant de l'accession sociale à la propriété), n° 611 (constitution de sociétés publiques locales d'aménagement sous la forme de société par actions simplifiées), n° 546 (association des établissements publics de SCOT à la réalisation de programmes locaux de l'habitat), n° 545 (association des établissements publics de SCOT à la réalisation des plans départementaux de l'habitat), n° 420 (coopération entre établissements publics fonciers locaux et établissements fonciers d'État), n° 449 (transmission de la déclaration d'intention d'aliéner au préfet) et n° 445 (bilan annuel d'utilisation du droit de préemption urbain des communes), de M. Daniel Raoul n° 381 (possibilité, pour le préfet, de suspendre l'opposabilité du PLU tant que les besoins du plan départemental d'accueil et de logement de personnes défavorisées ne sont pas satisfaits), n° 379 (harmonisation du code de l'urbanisme et du code général des collectivités territoriales) et n° 380 (partage de la plus-value engendrée par l'urbanisation d'un terrain entre le propriétaire et la collectivité territoriale), de M. Charles Revet n° 473 (mise en œuvre d'une procédure de révision simplifiée en cas de non-dépôt du rapport du commissaire-enquêteur dans un délai de deux mois), n° 472 (transformation de bâtiments agricoles désaffectés en habitations) et n° 474 (taxe forfaitaire de droit sur la cession à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) (p. 5681, 5689) : position de la commission sur l'amendement n° 379 de M. Daniel Raoul (harmonisation du code de l'urbanisme et du code général des collectivités territoriales) et sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 422 (obligation pour l'État de vendre ses terrains et immeubles à des prix inférieurs à la valeur vénale quand ils sont destinés à la construction de logements, notamment sociaux), n° 452 (obligation pour les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU de fixer un pourcentage minimal de logements locatifs sociaux dans le plan local d'urbanisme), n° 446 (dans l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux transmis au préfet, comptabilisation de deux logements lorsqu'une commune soumise à l'article 55 de la loi SRU réalise un nouveau logement financé en prêt locatif aidé d'intégration), n° 451 (multiplication par cinq du prélèvement effectué par logement social manquant dans les communes ne respectant pas les prescriptions relatives au nombre de logements locatifs sociaux), n° 442 (obligation pour les communes n'ayant pas atteint l'objectif de 20 % de logements locatifs sociaux de consacrer 50 % des nouveaux programmes immobiliers à la construction de ces logements), n° 453 (renforcement du pouvoir de substitution du préfet pour la construction de logements dans les communes en constat de carence au regard de l'article 55 de la loi SRU), n° 448 (création d'une part supplémentaire au sein de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes compétentes en matière de politique du logement), n° 450 (confirmation de l'importance de la variable "nombre de logements sociaux" dans le calcul de l'indice synthétique de ressources et de charges permettant la répartition de la dotation de solidarité urbaine), n° 447 (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements conventionnés sociaux et très sociaux, et donnés en location ou en mandat de gestion à des organismes agréés) et n° 444 (interdiction des reversements internes entre EPCI et communes tendant à réduire l'efficacité du dispositif de solidarité). - **Articles additionnels avant l'article 10**

(p. 5690) : position de la commission sur les amendements de M. Charles Revet n° 463 (modalités d'attribution de droit de permis de construire dans les communes ne disposant pas de plan d'occupation des sols), n° 464 (possibilité pour le conseil municipal de délimiter des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant au moins une moitié de logements locatifs sociaux bénéficie d'une majoration du coefficient d'occupation des sols), n° 466 (possibilité de transformer une cour-masure en maison d'habitation lorsqu'elle n'abrite plus d'activités agricoles), n° 465 (possibilité pour les communes de recourir à la procédure de révision simplifiée pour classer de nouveaux terrains en zone constructible) et n° 461 (prise en charge par les propriétaires des travaux de voirie et réseaux divers nécessaires à la viabilisation des terrains classés en zone constructible par les communes dans le cadre de la procédure de révision simplifiée). - **Article 10** (art. L. 123-1-1, L. 127-1, L. 127-2 et L. 123-1-4 (nouveau) du code de l'urbanisme - Majoration des règles de construction dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, PLU) (p. 5692) : son amendement n° 71 : possibilité pour les communes de majorer dans certains secteurs les règles de construction du PLU par une délibération ; adopté. (p. 5694) : son amendement n° 72 : rédaction ; adopté. (p. 5696, 5697) : ses amendements n° 73 : possibilité pour les communes d'appliquer de manière combinée la majoration de leur coefficient d'occupation des sols pour favoriser les constructions à haute performance énergétique avec la majoration correspondant à la part de logements sociaux d'un programme, tout en demeurant en deça du plafond de 50 % ; et n° 74 : validité des délibérations prises sur le fondement de l'article L. 127-1 du code de l'urbanisme ; adoptés. (p. 5692, 5697) : position de la commission sur les amendements n° 376 de M. Thierry Repentin, n° 191, 618 et 192 de Mme Odette Terrade, n° 373 et 374 de M. Daniel Raoul et n° 544 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5697, 5699) : position de la commission sur les amendements n° 382 de M. Daniel Raoul (possibilité pour l'autorité responsable du plan local d'urbanisme de définir des zones dans lesquelles un volume minimal de construction est nécessaire pour obtenir un permis de construire) et n° 559 de M. Daniel Dubois (possibilité pour le préfet de prononcer le retrait de l'autorisation de fouilles archéologiques si celles-ci n'ont pas été engagées dans un délai de six mois). - **Article 11** (art. 1er de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement et L. 300-6 du code de l'urbanisme - Réalisation de logements sur des terrains publics ayant valeur d'opérations d'intérêt national) (p. 5700, 5701) : ses amendements rédactionnels n° 75 ; et n° 77 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 289 et 547 de M. Thierry Repentin. Son amendement n° 76 : coordination ; adopté. - **Article 12** (art. L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de l'urbanisme - Convention de projet urbain partenarial) (p. 5702, 5703) : ses amendements n° 78 : maintien des programmes d'aménagement d'ensemble au côté des projets urbains partenariaux ; et n° 79 : extension de la possibilité de conclure des conventions de projet urbain partenarial aux communes dotées d'une carte communale et à celles qui sont dépourvues de document d'urbanisme ; n° 80 : rédaction ; n° 81 : possibilité d'acquiescer la participation demandée dans le cadre d'un projet urbain partenarial par un apport de terrains, y compris bâtis ; et n° 82 : coordination ; adoptés. (p. 5704) : position de la commission sur les amendements n° 193 de Mme Odette Terrade, n° 384, 385 et 612 de M. Thierry Repentin. - **Article 13** (art. L. 123-5 du code de l'urbanisme - Adaptation des règles d'urbanisme pour améliorer l'accessibilité des logements existants aux personnes handicapées) (p. 5705) son amendement n° 83 : possibilité pour l'autorité compétente délivrant le permis de construire d'accorder des dérogations aux règles des plans locaux d'urbanisme et des plans d'occupation des sols ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5705, 5706) : position de la commission sur les amendements n° 388 de Mme Jacqueline Alquier (possibilité pour les maires de déroger sous certaines conditions aux dispositions du plan local d'urbanisme afin d'atteindre les objectifs de développement durable) et n° 644 du Gouvernement (transfert aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale de la compétence pour délivrer un permis de construire demandé par les offices départementaux ou

interdépartementaux d'HLM). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5707) : position de la commission sur l'amendement n° 606 de Mme Dominique Voynet (obligation de consulter les habitants des quartiers concernés par des opérations de rénovation urbaine). - **Article 14** (Art. 14 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 - *Extension des interventions de l'ANRU aux structures d'hébergement et de transition*) (p. 5710, 5711) : sur l'amendement n° 629 du Gouvernement (précision des conditions de financement des structures d'hébergement par l'Agence nationale de rénovation urbaine, aussi bien dans le programme national de rénovation urbaine que dans le programme national de requalification des quartiers anciens dégradés), son sous-amendement n° 84 ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 194 de Mme Odette Terrade, n° 387 de M. Thierry Repentin et n° 629 du Gouvernement précité. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 5713, 5717) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 399 (suppression du dispositif "Robien" à partir du 31 décembre 2009) et n° 400 (mesures tendant à rendre plus équitable le dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties, prévu en faveur des organismes d'HLM réalisant des travaux permettant d'effectuer des économies d'énergie). - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - *Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus*) (p. 5720) : son amendement n° 85 : rédaction ; adopté. (p. 5722) : son amendement n° 86 : maintien des avantages fiscaux accordés aux investissements locatifs réalisés dans les zones de revitalisation rurale ; adopté. (p. 5724, 5727) : position de la commission sur les amendements n° 195, 196 et 197 de Mme Odette Terrade, n° 390 et 532 de M. Thierry Repentin, n° 389 et 391 de M. Daniel Raoul, n° 593 de M. Pierre Jarlier, n° 335 de M. Jean-Claude Carle ainsi que sur les sous-amendements n° 674 et 531 de M. Thierry Repentin portant sur l'amendement n° 85 précité. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5728, 5730) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 393 (établissement d'un bilan par les services de l'Etat sur les logements financés par le dispositif "Robien"), n° 394 (possibilité pour les préfets et les EPCI compétents en matière de logement de fixer les plafonds de ressources ouvrant droit à la déduction fiscale prévue par les dispositifs "Robien" et "Borloo"), n° 395 (possibilité pour les préfets et les EPCI compétents en matière de logement de fixer les plafonds de ressources et de loyer du "Robien recentré") et n° 396 (modification du régime de TVA applicable aux ventes et prestations de travaux pour les ménages ayant recours au prêt à taux zéro). - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5732) : position de la commission sur les amendements n° 198 de Mme Odette Terrade (amélioration du prêt à taux zéro) et n° 455 de M. Thierry Repentin (amélioration des conditions d'accès au prêt à taux zéro en faveur des ménages en ayant le plus besoin). - **Article 16** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - *Extension des avantages fiscaux du "Pass-Foncier" aux logements collectifs*) (p. 5734, 5735) : ses amendements n° 87 : rédaction ; et n° 88 : extension à l'année 2010 du bénéfice du taux réduit de TVA de 5,5 % pour les opérations individuelles réalisées à l'aide d'un Pass-Foncier ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 392 de M. Thierry Repentin, de la commission des finances saisie pour avis n° 269 et n° 673 et 679 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 5736, 5737) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 397 (obligation d'accompagner toute offre ou tout contrat de crédit immobilier, souscrit à des fins de réalisation d'un investissement locatif, d'un descriptif des dispositifs existants permettant de conventionner le logement et de sécuriser le paiement du loyer) et n° 398 (insertion dans les contrats immobiliers d'une clause offrant à l'emprunteur la possibilité, sans pénalités et sans souscrire une assurance, de reporter le paiement des mensualités dues ou d'en moduler le montant lors de la survenance d'événements graves affectant ses ressources en dehors de sa volonté). - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - *Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 5738, 5739) : parole sur l'article. (p. 5747, 5748) : son amendement n° 89 : suppression ; adopté. - **Articles**

additionnels après l'article 17 (p. 5750, 5751) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 200 (inélégibilité des maires dont les communes ne respecteraient pas l'objectif de réalisation d'au moins 20 % de logements locatifs sociaux) et n° 288 (mesures tendant à la vacance de logements spéculative). - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Interdiction pour les bailleurs personnes morales de recourir au cautionnement*) (p. 5752, 5753) : son amendement n° 90 : maintien, pour les personnes morales, d'une possibilité de cautionnement apporté par la garantie Loca-pass ou les garanties du Fonds de solidarité pour le logement, et renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour l'établissement de la liste des organismes susceptibles d'apporter ces garanties ; adopté. (p. 5754) : position de la commission sur les amendements n° 475, 488 et 489 de Mme Odette Herviaux, de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 327, n° 573 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 201 de Mme Odette Terrade ainsi que sur le sous-amendement n° 639 de M. Jean-François Voguet portant sur l'amendement n° 90 précité. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5755, 5757) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Herviaux, n° 482 (échelonnement du paiement du dépôt de garantie sur dix mois, à compter de la signature du bail), et portant sur le même objet n° 480 et n° 481 (amélioration des conditions de restitution du dépôt de garantie au locataire). - **Article additionnel après l'article 18 ou après l'article 27** (p. 5757) : son amendement n° 119 : clarification des conditions dans lesquelles le dépôt de garantie doit être restitué au locataire en cas de changement de propriétaire ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 479 de Mme Odette Herviaux (restitution du dépôt de garantie par le nouveau bailleur en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des locaux loués). - **Article additionnel après l'article 18** (p. 5759) : position de la commission sur l'amendement n° 483 de Mme Odette Herviaux (alignement des conditions imposées aux locataires des appartements meublés sur celles pesant sur les locataires de logements vides). - **Article 19** (art. L. 613-1 et L. 613-2 du code de la construction et de l'habitation - *Réduction des délais accordés par les juridictions dans le cadre des procédures d'expulsion*) (p. 5764) : position de la commission sur les amendements n° 202, 203, 204, 205, 319 et 320 de Mme Odette Terrade, n° 476 et 478 de Mme Odette Herviaux et de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 328. (p. 5765, 5766) : question au Gouvernement sur les indemnisations de l'Etat et les conséquences pour les bailleurs sociaux en cas de refus d'octroi du concours de la force publique. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5766, 5767) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 477 (possibilité de prononcer un sursis à exécution d'une expulsion en cas de bonne foi du locataire et s'il a déposé une demande dans le cadre de la procédure du droit au logement opposable), n° 484 (création d'une "déclaration d'intention d'expulser" pour les congés délivrés par le bailleur), n° 485 (possibilité pour le préfet de missionner, après l'établissement d'un diagnostic, un organisme tiers tel qu'une association pour assurer, si nécessaire, le maintien dans les lieux du ménage en prenant à bail son logement et en assurant l'accompagnement social) et n° 486 (création obligatoire de la commission de prévention des expulsions). - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5769) : position de la commission sur l'amendement n° 588 de M. Jean-Pierre Fourcade (prise en compte dans les modalités d'application du supplément de loyer de solidarité, de la réalité du marché locatif selon les zones géographiques).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (5798, 5812) : son amendement n° 91 : modification du régime du droit au maintien dans les lieux ; adopté après modification par les sous-amendements n° 533 et 676 de M. Thierry Repentin, n° 552 de M. Daniel Dubois, n° 654 de Mme Odette Terrade et n° 329 et 330 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 206, 208 et 207 de Mme Odette Terrade,

n° 429, 430, 428 et 426 de M. Thierry Repentin, n° 600 de M. Pierre Jarlier, et sur les sous-amendements n° 514 et 515 de Mme Catherine Procaccia, n° 648, 650, 652, 653, 649, 651, 655 et 656 de Mme Odette Terrade, n° 675 et 427 de M. Thierry Repentin, portant sur son amendement n° 91 précité. (p. 5814, 5821) : son amendement n° 92 : dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution des logements sociaux ; adopté après modification par les sous-amendements n° 534 de M. Thierry Repentin et n° 553 de M. Daniel Dubois, qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 209 de Mme Odette Terrade, n° 431 de M. Thierry Repentin, n° 597 de M. Pierre Jarlier, et sur les sous-amendements n° 665, 664, 662, 668, 659, 660, 661, 657, 658, 663, 669, 670, 671 et 672 de Mme Odette Terrade, portant sur l'amendement n° 92 précité. (p. 5823, 5833) : son amendement n° 93 : possibilité d'étendre le dispositif aux zones non tendues ; adopté ; ses amendements rédactionnels n° 94, 98 et 100 ; n° 95 : en cas de démolition de logements sociaux, perte du droit au maintien dans les lieux après trois refus de propositions de relogement ; et n° 99 : actualisation ; adoptés. Ses amendements n° 96 : conditions de sous-location ; adopté après modification par les sous-amendements n° 577 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 558 de M. Daniel Dubois, qu'il accepte ; et n° 97 : définition de la notion de personnes vivant au foyer ; adopté après modification par le sous-amendement n° 536 de M. Thierry Repentin, auquel il est, à titre personnel, favorable. Position de la commission sur les amendements n° 210, 211, 212, 213, 214 et 337 de Mme Odette Terrade, sur les sous-amendements n° 666 et n° 667 du même auteur portant sur son amendement n° 94 précité, sur les amendements n° 574 de M. Jean-Léonce Dupont, n° 425 de M. Thierry Repentin, et sur le sous-amendement n° 535 du même auteur, portant sur son amendement n° 96 précité. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 5834, 5835) : position de la commission sur les amendements n° 436 de M. Thierry Repentin (établissement d'un bilan relatif aux logements conventionnés) et n° 338 de Mme Odette Terrade (possibilité de suspendre par décret les dispositions relatives à la vente de logements HLM). - **Articles additionnels après l'article 20 ou après l'article 27** (p. 5837, 5840) : son amendement n° 101 : modernisation des dispositions relatives aux sociétés d'économie mixte gérant des logements locatifs sociaux ; adopté après modification par les sous-amendements n° 680 du Gouvernement, n° 561 et 562 de M. Daniel Dubois, n° 677 et 678 de M. Thierry Repentin, qu'il accepte. Position de la commission sur le sous-amendement n° 223 de Mme Odette Terrade, portant sur l'amendement n° 101 précité, et sur les amendements de M. Jean-Léonce Dupont portant sur le même objet n° 576 et n° 575 (extension du dispositif aux sociétés d'économie mixte). - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5844, 5846) : son amendement n° 102 : délai de deux mois pour l'entrée en vigueur de cette mesure ; devenu sans objet. Position de la commission sur les amendements n° 215 et 216 de Mme Odette Terrade, n° 434, 435, 432 et 433 de M. Thierry Repentin, et n° 587 de M. Jean-Pierre Fourcade. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5849, 5851) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 217 (majoration des plafonds de ressources maximales pour accéder à un logement social en location), n° 340 (limitation de la hausse des loyers) et n° 339 (augmentation du nombre de références retenues pour la fixation du loyer), n° 437 de M. Thierry Repentin (modification des plafonds de ressources des candidats à l'accès sociale à la propriété) et n° 578 de M. Jean-Léonce Dupont (date de référence prise en compte pour la révision des loyers). - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 5852, 5854) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 406 (limitation des hausses de loyers consécutives à des travaux effectués par les propriétaires) et, portant sur le même objet, n° 407 et n° 404 (blocage transitoire des loyers au moment de la relocation), sur les amendements de M. Pierre Hérisson n° 520 (précision) et, portant sur le même objet, n° 521, n° 523 et n° 522 (accueil des gens du voyage). - **Article 22** (art. L. 121-15 et L. 121-17 du code de l'action sociale - Modalités de fonctionnement de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 5856) : son amendement n° 103 : fonctionnement

de l'Agence nationale pour la cohésion sociale ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 218 de Mme Odette Terrade et n° 627 du Gouvernement. - **Article 23** (art. 21 de la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994, art. 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, art. L. 311-9 et L. 312-5 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des obligations des communes en matière d'hébergement) (p. 5859, 5862) : son amendement n° 104 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté après modification par les sous-amendements n° 646 et n° 271 de la commission des finances saisie pour avis, qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 491 et 490 de Mme Odette Herviaux, n° 219 de Mme Odette Terrade, et n° 270 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5864, 5868) : son amendement n° 105 : possibilité pour les réservataires de logements locatifs sociaux d'être signataires des accords collectifs intercommunaux et interdépartementaux relatifs aux attributions de ces logements à des personnes défavorisées ; adopté. Position de la commission sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 318 (évolution des aides personnelles au logement), de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 331 (mise en place d'un dispositif de veille sociale chargée d'accueillir les personnes sans abri ou en détresse) et n° 332 (dispositif de veille sociale spécifique à la région Ile-de-France), n° 500 de Mme Odette Herviaux (mission du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées), n° 550 de M. Michel Mercier (intégration dans le champ des dons ouvrant droit à la réduction à l'ISF des dons au profit des associations reconnues d'utilité publique travaillant à l'insertion par le logement). - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) (p. 5871, 5874) : ses amendements n° 106 : rédaction ; et n° 108 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 220 de Mme Odette Terrade, n° 494, 493 et 492 de M. Serge Lagauche, n° 273, n° 272, n° 274, n° 275, n° 276 de la commission des finances saisie pour avis, n° 501 et 508 de Mme Odette Herviaux, n° 333 et n° 334 de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 5876, 5878) : son amendement n° 681 : conditions de délégation du contingent préfectoral de logements locatifs sociaux ; adopté. Position de la commission sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 278 (montant des astreintes en cas de condamnation de l'État), n° 279 (association des communes et des EPCI à l'information des publics éligibles au droit au logement opposable), n° 280 (indication de la superficie des biens loués dans les contrats de location) et n° 281 (utilisation des sommes allouées au fonds d'aménagement urbain), de Mme Odette Herviaux n° 616 (évaluation du besoin d'aide ou d'accompagnement social nécessaire) et n° 509 (conditions de délégation du contingent préfectoral de logements locatifs sociaux), et n° 542 de M. Thierry Repentin (création d'un dossier unique d'enregistrement des demandeurs de logement social). - **Article 25** (art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'habitat indigne) (p. 5879, 5880) : ses amendements n° 109 : précision ; et n° 110 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 496 (suppression), n° 510 (définition de l'habitat indigne) et n° 495 (précision). - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5881, 5883) : ses amendements n° 111 : clarification ; n° 112 : clarification des règles relatives aux interdictions de division de locaux ; n° 113 : renforcement de l'information des observatoires départementaux de l'habitat par la transmission au préfet des jugements relatifs aux litiges portant sur le respect des caractéristiques du logement décent ; et n° 114 : modalités d'évaluation de la valeur des fonds de commerce des établissements d'hébergement en cas d'expropriation ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 502 de Mme Odette Herviaux (identification des logements présentant un caractère insalubre ou dangereux). - **Article 26** (art. L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3 et art. L. 444-7, L. 444-8 et L. 444-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Extension des possibilités d'intermédiation locative des organismes HLM) (p. 5885, 5886) : son amendement n° 115 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. Position de la

commission sur les amendements n° 498 et 497 de Mme Odette Herviaux et n° 580, 581 et 579 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5887, 5888) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Herviaux n° 504 (en cas d'expulsion, soumission de l'octroi de la force publique à une offre de relogement pour les personnes expulsées) et n° 506 (relèvement à 70 % de l'avantage fiscal prévu en cas de location d'un logement à un organisme en vue de sa sous-location à des personnes défavorisées). - **Article 27** (art. L. 321-5, L. 321-11, L. 321-12 et L. 321-13 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Régime des rapports locatifs dans les logements locatifs conventionnés pris à bail par des organismes publics ou privés en vue de leur sous-location ou de l'hébergement de personnes en difficulté) (p. 5888) : son amendement n° 116 : clarification des conditions de prise à bail par des associations de logements du parc privé en vue de les sous-louer ou de les utiliser pour l'hébergement de personnes en difficulté ; adopté. - **Division additionnelle après l'article 27** (p. 5889) : son amendement n° 117 : nouvelle division - chapitre VI, dispositions diverses ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5889, 5894) : son amendement n° 118 : modification des règles relatives aux participations croisées entre sociétés anonymes coopératives d'intérêt collectif pour l'accès à la propriété ; adopté. Position de la commission sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 222 (conditions d'applicabilité des accords signés entre bailleurs et associations de locataires) et n° 221 (possibilité, sous certaines conditions, pour les bailleurs de demander à leur locataire de participer au financement de travaux favorisant des économies d'énergie), de M. Thierry Repentin n° 413 (extension à trois ans de la période d'exonération fiscale pour les cessions de biens réalisées par des établissements publics fonciers), n° 416 (suppression des honoraires de négociation pour les titulaires ou délégués du droit de préemption), n° 414 (suppression de l'envoi d'une déclaration d'intention d'aliéner pour un propriétaire vendant un terrain à un établissement public foncier local), n° 419 (simplification de la modification des statuts de l'établissement public foncier local), n° 418 (fonctionnement des établissements publics fonciers locaux) et n° 417 (obligation pour le comptable d'un établissement public foncier local d'exercer ses fonctions dans les locaux de l'établissement), de M. Jean-Léonce Dupont n° 582 (assimilation de la non-conformité apparente et des vices apparents à la livraison au niveau du régime de la prescription) et n° 591 (possibilité pour les sociétés d'économie mixte de réaliser des logements HLM dans le cadre de la conception-réalisation), de Mme Catherine Procaccia n° 518 (obligation pour le ministère en charge du logement de tenir un répertoire des logements locatifs à partir des informations transmises par les bailleurs sociaux) et n° 517 (possibilité pour les organismes HLM de réaliser et gérer des résidences hôtelières à vocation sociale en partenariat avec des sociétés civiles immobilières) et n° 560 de M. Jean Arthuis (possibilité pour les organismes HLM et les sociétés d'économie mixte de construction de recourir à la procédure de conception-réalisation pour la construction de logements locatifs sociaux). - **Demande de seconde délibération** (p. 5895) : accepte la demande de seconde délibération du Gouvernement portant sur l'article 21. - **Seconde délibération - Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5896) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5900) : remerciements.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7383, 7384) : parole sur l'article. (p. 7387, 7388) : ses amendements n° I-135 : soumission des installations de co-incinération à la taxe générale sur les activités polluantes ; et n° I-134 : lissage sur cinq ans de la hausse de la taxe générale sur les activités polluantes pesant sur l'incinération, et soumission de la co-incinération à cette taxe ; retirés. (p. 7391) : intervient sur son amendement n° I-134 précité. (p. 7393) : défavorable à l'amendement n° I-142 de M. Yves Détraigne (encouragement au développement de l'utilisation des sacs biodégradables). (p. 7398) : intervient sur l'amendement n° I-234 de la commission (affectation de la moitié du produit de la TGAP "granulats" aux départements et aux communes sur le territoire desquels sont extraits les matériaux). (p. 7401) : son amendement n° I-131 : tarifs réduits de la taxe générale sur les activités polluantes pour les installations conformes à la norme internationale ISO 14001, ou faisant l'objet d'une revalorisation énergétique du biogaz de plus de 75 % ; devenu sans objet. (p. 7404) : son amendement n° I-133 : refus de la double taxation des déchets réceptionnés puis stockés dans une installation d'incinération ; devenu sans objet. (p. 7412, 7413) : intervient sur l'amendement n° I-233 de la commission (modalités de taxation des déchets traités par les installations de stockage, réparties en quatre catégories). (p. 7414, 7415) : son amendement n° I-136 : exclusion des résidus de traitement du champ de la taxe générale sur les activités polluantes ; retiré. (p. 7416) : sur l'amendement n° I-11 de la commission (rapport du Gouvernement évaluant l'impact économique et environnemental des dispositions de cet article), son sous-amendement n° I-231 ; adopté. (p. 7417, 7418) : son amendement n° I-137 : exonération de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques au profit des déchets dangereux utilisés dans les installations dédiées à leur incinération ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7422, 7423) : son amendement n° I-141 : instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière d'ameublement ; retiré. (p. 7424) : son amendement n° I-140 : instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière des déchets d'activités de soins à risques infectieux ; adopté. (p. 7425, 7426) : ses amendements n° I-139 : instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière des déchets ménagers dangereux ; et n° I-138 : déduction de la TGAP du montant dû au titre de la taxe locale sur les centres de stockage et d'incinération ; adoptés. - **Article 9 ter** (*Instauration d'un abattement sur le "malus" automobile tenant compte de la composition du foyer*) (p. 7434) : intervient sur l'amendement n° I-12 de la commission.

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) - **Article 82** (*Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU*) (p. 8352, 8353) : soutient l'amendement n° II-153 de M. Jean-Claude Gaudin (suppression) ; adopté.

BRET (Robert)

sénateur (Bouches-du-Rhône)

CRC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

Secrétaire de la Délégation pour l'Union européenne.

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

DÉPÔTS

Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum [n° 178 (2007-2008)] (24 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 609, 610). Le groupe CRC votera contre ce projet de loi. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 633, 634) : sa motion n° 20 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er (art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité de Lisbonne)** (p. 641, 644) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 6 (suppression) ; n° 8 et 10 (réserve d'interprétation relative à l'article 42 du traité sur l'Union européenne) ; n° 12 (réserve d'interprétation relative à l'article 48 du traité sur l'Union européenne) ; et n° 16 (réserve d'interprétation relative à l'article 282 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) ; rejetés.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1074, 1075) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Dériot sur la politique de lutte contre l'obésité** - (27 mars 2008) (p. 1293, 1294) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires - Deuxième lecture [n° 190 (2007-2008)]** - (27 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1302, 1304) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes [n° 293 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2149, 2151) : son intervention. Le groupe CRC s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Question préalable** (p. 2241, 2244) : soutient la motion n° 18 de M. Gérard Le Cam tendant à poser la question préalable ; rejetée. Exemple du port de Marseille. - **Article 1er (Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes)** (p. 2266, 2267) : soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 53 (présence d'un représentant des ouvriers dockers au sein du conseil de surveillance) ; rejeté ; et n° 54 (présence d'un représentant de la chambre de commerce et d'industrie au sein du conseil de surveillance) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (21 mai 2008) - **Article 6 (Projet stratégique)** (p. 2297) : soutient l'amendement n° 34 de M. Gérard Le Cam (prévention des situations de monopole privé) ; rejeté. - **Article 7 (Procédures de vente des outillages)** (p. 2298) : soutient l'amendement n° 35 de M. Gérard Le Cam (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2309) : le groupe CRC votera l'amendement n° 91 du Gouvernement (ouverture de négociations pour la mise en place avant le 30 juin 2009 d'une convention collective pour l'ensemble des travailleurs portuaires). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2312) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2** (p. 2716) : soutient l'amendement n° 40 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de l'exigence consistant à demander aux plaignants d'apporter la preuve d'un plan concerté en matière de crime contre l'humanité) ; rejeté. - **Article 1er (art. 211-2 nouveau du code pénal - Incrimination de l'incitation publique et directe à commettre un génocide)** (p. 2718) : parole sur l'article. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 2721, 2722) : soutient l'amendement n° 42 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (mention du caractère manifestement illégal de l'ordre enjoignant de commettre un génocide ou un crime contre l'humanité) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 3 ou après l'article 7** (p. 2723) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (responsabilité pénale des personnes ayant une qualité officielle) ; rejeté. - **Article 7 (art 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - Crimes de guerre)** (p. 2732) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 48 (incrimination des atteintes aux biens protégés) ; et n° 49 (incrimination du fait de contraindre un prisonnier de guerre à servir dans les forces armées de la partie adverse) ; retirés. (p. 2734) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (définition de la notion de conflit armé non international) ; rejeté. (p. 2735) : soutient l'amendement n° 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (conditions de prise en compte de la légitime défense comme cause d'exonération de la responsabilité) ; rejeté. (p. 2737, 2738) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (imprescriptibilité des crimes de guerre et des peines prononcées) ; retiré.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2820, 2824) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (17 juin 2008) (p. 2849) : rejet du traité de Lisbonne par le peuple irlandais.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2901, 2902) : sa motion n° 505 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Article 1er A (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales)** (p. 2935) : favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2944) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la mention de l'organisation décentralisée de la République) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2952) : soutient l'amendement n° 239 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (insertion d'un titre XII bis "Du droit de vote des étrangers aux élections municipales") ; rejeté. (p. 2954) : soutient l'amendement n° 408 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (cohérence) ; rejeté. (p. 2956) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la

Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2997) : favorable à l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios) ainsi qu'au sous-amendement n° 512 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat s'y rapportant. - **Article 13 (priorité)** (art. 35 de la Constitution - *Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3014) : soutient l'amendement n° 193 de Mme Michelle Demessine (nécessité d'obtenir l'autorisation du Parlement pour toutes interventions des forces armées à l'extérieur du territoire de la République) ; rejeté. (p. 3015, 3016) : soutient l'amendement n° 257 de Mme Michelle Demessine (organisation d'un débat suivi d'un vote au Parlement en cas d'engagement des troupes dans des opérations à l'étranger) ; rejeté. (p. 3017, 3018) : soutient l'amendement n° 258 de Mme Michelle Demessine (renouvellement périodique de l'autorisation donnée par le Parlement de prolonger l'intervention des forces armées à l'étranger) ; devenu sans objet. (p. 3020) : soutient l'amendement n° 259 de Mme Michelle Demessine (information du Parlement par le Gouvernement du contenu des accords de défense et de coopération militaire en vigueur) ; rejeté. (p. 3024, 3025) : intervient sur les amendements déposés sur l'article. (p. 3027) : intervient sur l'amendement n° 457 de M. Bernard Frimat (organisation d'un débat suivi d'un vote au Parlement lors de l'intervention des forces armées à l'étranger). - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - *Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3029, 3030) : soutient l'amendement n° 170 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (nécessité de modifier le référendum d'initiative parlementaire pour se rapprocher d'une véritable initiative populaire) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - *Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 3321, 3326) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 225 (suppression du troisième alinéa de l'article 49 de la Constitution) ; et n° 226 (suppression du recours à l'article 49-3 de la Constitution autrement que pour les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale) ; devenu sans objet. Défavorable à l'amendement n° 124 de la commission (obligation, pour le Gouvernement, de consulter la conférence des présidents de l'Assemblée nationale avant d'engager sa responsabilité sur le vote d'un texte à l'exception des projets de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3336, 3339) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 231 (ratification des traités par le Premier ministre) ; n° 232 (droit d'amendement parlementaire en matière d'adoption de conventions, d'accords ou de traités internationaux) ; rejetés. Soutient l'amendement n° 233 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élargissement du droit de saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires) ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 3398, 3399) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 411 (suppression du second alinéa de l'article 88-1 de la Constitution) ; et n° 410 (suppression de l'article 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008) ; rejetés. - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - *Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne*) (p. 3402) : soutient l'amendement n° 240 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (caractère contraignant, pour le Gouvernement, des résolutions votées dans le cadre de l'article 88-4 de la Constitution) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 33 ou après l'article 35** (p. 3403, 3404) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 246 (suppression du droit de veto du Sénat en matière constitutionnelle) ; et n° 245 (primauté du recours au référendum en matière de révision constitutionnelle en cas de désaccord entre les deux assemblées) ; rejetés. - **Article 35** (art. 88-4 et 88-5 de la Constitution, art. 4 de la loi constitutionnelle du 1er mars 2005 et art. 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008 - *Modifications liées à*

l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne) (p. 3409) : soutient l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de l'article) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - *Définitions du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi*) (p. 3464) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Annie David (renforcement des obligations de la nouvelle institution à l'égard des demandeurs d'emploi et possibilité de saisine de la commission de recours par ces derniers) ; rejeté. (p. 3470, 3473) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 35 (transformation de la révision périodique et automatique du PPAE en une faculté ouverte au demandeur d'emploi et modification des paliers de dégressivité de ses droits) ; n° 37 (fixation à six mois du premier palier de dégressivité) ; et n° 40 (fixation à 85 % de l'ancien salaire du taux de rémunération acceptable au bout de douze mois d'inscription) ; rejetés.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 4647, 4648) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 42 (contrôle par le Parlement de l'utilisation des fonds publics par les entreprises privées) ; et n° 43 (non-limitation du nombre de sièges au Parlement) ; rejetés. (p. 4653) : soutient l'amendement n° 44 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (représentation des collectivités territoriales au Sénat en fonction de leur population) ; rejeté. (p. 4655, 4656) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 46 (instauration du mode de scrutin proportionnel pour chaque élection) ; et n° 47 (repli) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 13** (art. 35 de la Constitution - *Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 4718, 4721) : soutient l'amendement n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (autorisation du Parlement pour toute intervention des forces armées à l'extérieur du territoire de la République) ; rejeté ; et les amendements de Mme Michelle Demessine n° 55 (vote du Parlement sur l'opportunité d'une opération extérieure quinze jours après le début de l'intervention) ; n° 57 (renouvellement de l'autorisation de prolongation tous les quatre mois) ; et n° 56 (autorisation de la prolongation par voie législative) ; rejetés. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - *Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire*) (p. 4745, 4747) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 68 (suppression du régime des commissions mixtes paritaires et de la procédure d'urgence) ; n° 67 (suppression partielle) ; et n° 61 (avis conforme des conférences des présidents à la majorité des trois cinquièmes pour l'engagement de la procédure accélérée) ; rejetés. - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - *Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 4757) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression partielle) ; rejeté. - **Article 24 bis (supprimé)** (art. 54 de la Constitution - *Saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire en matière d'accords internationaux*) (p. 4765) : soutient l'amendement n° 78 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (rétablissement du texte adopté par le Sénat à l'unanimité de ses membres permettant à un groupe parlementaire de saisir le Conseil constitutionnel en matière d'accords internationaux) ; rejeté. - **Article 25 ter (supprimé)** (art. 61 de la Constitution - *Saisine du Conseil constitutionnel*) (p. 4771) : soutient l'amendement n° 79 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (rétablissement du texte adopté par le Sénat sur l'élargissement du droit de saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires à l'unanimité de leurs membres) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 4780) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 84 (suppression partielle) ; et n° 85 (suppression

des dispositions devant s'appliquer lors de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne); rejetés. - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 4784, 4785) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 86 (suppression); et n° 87 (élargissement de la procédure référendaire à tout nouveau traité européen); rejetés. - **Article 35** (art. 88-4 et 88-5 de la Constitution, art. 4 de la loi constitutionnelle du 1er mars 2005 et art. 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008 - Modifications liées à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne) (p. 4789) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 90 (suppression); et n° 89 (instauration d'un recours de droit devant la Cour de justice de l'Union européenne par un groupe parlementaire); rejetés.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (22 juillet 2008) - **Article 18** (section première du chapitre II du titre II du

livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail) (p. 4998, 5005) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 270 (conditions de modulation du temps de travail); et n° 274 (conservation du supplément de rémunération perçue par le salarié en cas de rupture du contrat de travail pour motif économique); rejetés. - **Article 19** (art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et art. 81 quater du code général des impôts - Adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat) (p. 5010) : intervient sur les amendements identiques n° 100 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 276 de Mme Annie David (suppression).

BRICQ (Nicole)
sénateur (Seine-et-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 8 octobre 2008; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire de l'Observatoire de la sécurité de cartes de paiement.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat le 11 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : "L'affaire" EADS : des pistes pour une meilleure gouvernance publique (Rapport) [n° 251 tome 1 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : "L'affaire" EADS : des pistes pour une meilleure gouvernance publique (Auditions) [n° 251 tome 2 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 373 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Transports - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La gestion de l'épizootie de fièvre catarrhale ovine (FCO) : tirer des enseignements pour l'avenir [n° 460 (2007-2008)] (10 juillet 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Engagements financiers de l'État - compte spécial participations financières de l'État - Compte spécial gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 99 tome 3 annexe 12 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 408, 409). - **Article 2 (Déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise)** (p. 460, 461) : le groupe socialiste votera

l'amendement n° 108 de M. Guy Fischer (exclusion des sociétés coopératives ouvrières de production du champ d'application du déblocage de la participation).

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) - rapporteure spéciale de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 1260, 1261) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [n° 197 (2007-2008)]** - (10 avril 2008) - **Article 1er (art. L. 321-1 du code de la route - Commercialisation des véhicules non soumis à réception par des professionnels - Interdiction de leur vente aux mineurs)** (p. 1648) : son intervention sur l'amendement n° 1 de la commission (rédaction).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire [n° 314 (2007-2008)]** - (3 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2542, 2543) : son intervention. Avis a priori favorable du groupe socialiste sur le projet de loi.

- **Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 380 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2780, 2781) : son intervention. Dépôt par le groupe socialiste de l'un des deux textes en discussion. Exemple de la Seine-et-Marne.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3057) : soutient l'amendement n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution) ; rejeté. (p. 3062) : favorable aux amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 précité. (p. 3069) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 310 de M. Alain Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement). - **Article 11 (priorité) (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi)** (p. 3072, 3073) : soutient l'amendement n° 451 de M. Bernard Frimat (mise en place d'une loi de financement unique comportant l'ensemble des ressources et des charges et concernant à la fois les dépenses de l'État et les dépenses des régimes sociaux) ; retiré. (p. 3074, 3075) : soutient l'amendement n° 447 de M. Bernard Frimat (approbation par les lois de finances et les lois de financement de la sécurité sociale de toute disposition législative en matière de fiscalité et de régime des cotisations sociales) ; retiré. (p. 3077) : soutient l'amendement n° 449 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3150, 3151) : soutient les amendements portant sur le même objet n° 439 et 440 de M. Bernard Frimat (modalités de constitution d'une commission d'enquête) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 13 bis (art. 38 de la Constitution - Ratification expresse des ordonnances)** (p. 3223) : favorable à l'amendement n° 462 de M. Bernard Frimat (exclusion de la protection des droits et libertés des citoyens du champ d'intervention des ordonnances). - **Article 21 (art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - Rôle de la Cour des comptes)** (p. 3286) : soutient l'amendement n° 480 de M. Bernard Frimat (opinion de la Cour des comptes sur la sincérité des comptes de l'État et de la sécurité sociale) ; adopté.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Article 8 (art. L. 133-6 du code de l'éducation - Contribution financière versée par l'État aux communes pour la mise en œuvre du service d'accueil)** (p. 3557, 3560) : parole sur l'article. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote des amendements identiques n° 11 de la commission et de la

commission saisie pour avis n° 54 (substitution du mot "compensation" au mot "contribution"). Intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (création d'une compensation plancher et indexation de celle-ci).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3628, 3630) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 3667) : favorable à l'amendement n° 507 de Mme Odette Terrade (insertion d'une division et d'un article concernant le pouvoir d'achat des personnels des grandes surfaces de distribution). - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quatervicies, 197 C, 200 sexies, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises) (p. 3678) : soutient l'amendement n° 325 de M. Jean-Pierre Godefroy (limitation aux trois premières années d'activité du statut dérogatoire de la micro-entreprise) ; rejeté. (p. 3684) : défavorable à l'article 1er.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 9** (art. 8, 62, 163 unvicies, 206, 211, 211 bis, 221, et 239 bis AB [nouveau] du code général des impôts - Faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes) (p. 3806, 3807) : son amendement n° 365 : extension du dispositif de l'article aux sociétés coopératives ; retiré. Favorable à l'amendement n° 462 de Mme Marie-France Beaufile (suppression de l'article). - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 3812, 3818) : favorable à l'amendement n° 619 de Mme Marie-France Beaufile (limitation de l'usage détourné du dispositif d'exonération au titre de l'ISF par des professionnels). Défavorable aux amendements identiques n° 448 de M. Éric Doligé et n° 982 de M. Philippe Dominati (exonération d'ISF, pour la partie concernée, des responsables d'entreprise apportant leurs actifs mobiliers en garantie d'une PME).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3876) : intervient sur les amendements identiques n° 755 de M. François Trucy et n° 962 de M. Philippe Dominati (assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral) ainsi que sur le sous-amendement n° 1068 de Mme Catherine Procaccia qui les modifie. - **Article 31 (priorité)** (art. 81 C [nouveau] du code général des impôts - Amélioration du régime fiscal des impatriés) (p. 3890, 3891) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 31 bis (priorité)** (art. 1465 du code général des impôts - Amélioration des facultés d'exonération de taxe professionnelle par les collectivités territoriales) (p. 3893, 3894) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 15 de la commission (rectification et cohérence). - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 111-2-2 du code de la sécurité sociale - Régime social des impatriés) (p. 3899) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (élargissement du régime d'exemption d'affiliation à la sécurité sociale aux travailleurs indépendants exerçant leur activité en France sur une période limitée). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - Rescrit en matière de crédit d'impôt recherche) (p. 3901, 3902) : son amendement n° 369 : bénéfice du crédit d'impôt recherche, CIR, accordé aux seules grandes entreprises associant les PME ou les organismes de recherche à leurs projets ; retiré. - **Intitulé du Chapitre V (Garantir l'indépendance du service statistique public)** (p. 3925) : votera contre l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'intitulé initial du chapitre V - Créer une Autorité de la statistique publique). - **Article 38 (priorité)** (art. 1er et 1er bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - Renforcement de l'indépendance du service statistique public) (p. 3927, 3928) : soutient l'amendement n° 441 de M. Daniel Raoul (saisine du Conseil supérieur de la statistique par le président du Conseil économique et social) ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 23 de la commission (création d'une Autorité de la statistique publique, fixation de sa composition et renvoi à un décret en conseil d'État pour déterminer ses attributions et ses modalités de fonctionnement). - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27,

L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3931) : parole sur l'article. (p. 3941, 3942) : soutient l'amendement n° 556 de M. Thierry Repentin (obligation pour les banques désirant proposer le livret A de disposer de guichets permettant le retrait et le dépôt des sommes en espèces) ; rejeté. (p. 3947) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Bariza Khiari, n° 372 : extension de la mission d'accessibilité bancaire à tous les établissements distributeurs du livret A. (p. 3954, 3955) : soutient l'amendement n° 561 de M. Thierry Repentin (définition de manière égalitaire par tous les établissements bancaires concernés du montant minimal des opérations sur le livret A) ; rejeté. (p. 3957) : son amendement n° 377 : centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de l'ensemble des sommes collectées par les établissements bancaires au titre du livret A ; rejeté. (p. 3963) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 563 (rédaction) ; et n° 564 (affectation de la collecte des dépôts des livrets défiscalisés à hauteur des besoins de financement par la Caisse des dépôts et consignations du logement social et de la politique de la ville) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3986, 3987) : son amendement n° 380 : rémunération des établissements distribuant le livret A et le livret de développement durable ; rejeté. (p. 3988, 3992) : ses amendements n° 383 : avis des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat pour définir les modalités de compensation ; et n° 385 : composition de l'Observatoire de l'épargne réglementée ; rejetés. Soutient l'amendement n° 570 de M. Thierry Repentin (garantie par l'État du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts des consignations) ; retiré. (p. 3998) : favorable à l'amendement n° 575 de M. Thierry Repentin (garantie du maintien de la défiscalisation des intérêts du livret A). - **Article 40 (priorité)** (Section 4 du chapitre VIII du titre 1er du livre V, art. L. 518-101 du code monétaire et financier et art. 125 A du code général des impôts - Règles transitoires relatives à la réforme du livret A) (p. 4009, 4111) : ses amendements n° 390 : consultation du Parlement pour déterminer la rémunération complémentaire transitoire prévue au bénéfice des distributeurs historiques du livret A ; n° 391 : taux de centralisation pendant la période transitoire ; et n° 392 : durée de la période de transition ; rejetés. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4024) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 22 quater** (art. L. 120-20-12, L. 314-1 et L. 314-12 du code de la consommation - Prêt viager hypothécaire) (p. 4168) : son amendement n° 771 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4170, 4171) : défavorable à l'amendement n° 137 de la commission (introduction dans la loi des dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Autorité de la concurrence). (p. 4178) : défavorable à l'amendement n° 138 de la commission (seconde étape de l'intégration dans le projet de loi de la réforme du contrôle de la concurrence). - **Article 23 (Habilitation à créer par voie d'ordonnance une Autorité de la concurrence)** (p. 4180) : son amendement n° 428 : suppression ; rejeté. (p. 4184) : soutient l'amendement n° 429 de M. Pierre-Yves Collombat (transmission à l'Autorité de la concurrence des indices de pratiques anticoncurrentielles détectés par la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) ; devenu sans objet. (p. 4187) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4188) : son amendement n° 430 : rapport annuel de l'Autorité de la concurrence sur l'évolution des pratiques de marges dans la distribution ; rejeté.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Article 10** (Création d'une annexe récapitulant les mesures fiscales et relatives aux cotisations sociales adoptées en

cours d'année) (p. 4276, 4277) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 3 de la commission (suppression).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Article 30 sexies** (*Réseau partagé en téléphonie mobile de troisième génération*) (p. 4507) : soutient l'amendement n° 790 de M. Daniel Raoul (élargissement du champ des modalités de partage par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) ; devenu sans objet. - **Article 33** (*Poursuite de l'expérimentation de la décentralisation de la gestion des fonds structurels européens*) (p. 4522, 4523) : sur l'amendement n° 249 de la commission (convention entre l'Etat et les collectivités territoriales ou les groupements européens de coopération territoriale pour la mise en œuvre de programmes relevant de la Communauté européenne), soutient le sous-amendement n° 1056 de M. Richard Yung ; devenu sans objet. Soutient les amendements de M. Richard Yung n° 359 (mise en place d'une décentralisation de principe sur simple demande des collectivités territoriales) ; n° 361 (possibilité pour les départements de se voir confier la gestion des crédits relevant du fonds social européen) ; et n° 360 (possibilité pour l'Etat de confier aux collectivités territoriales la gestion de l'ensemble des programmes de la politique de cohésion économique et sociale de la Communauté européenne) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4526) : soutient l'amendement n° 362 de M. Richard Yung (faculté pour les associations représentatives des collectivités territoriales d'être membre d'un groupement européen de coopération territoriale) ; adopté. - **Article 33 bis** (*art. L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat*) (p. 4527, 4528) : parole sur l'article. - **Article 33 quater** (*Etude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat*) (p. 4532) : sur l'amendement n° 998 de M. Bernard Barraux (limitation de la portée de l'article à la fixation des objectifs et du cadre général de l'étude d'impact économique et social), soutient le sous-amendement n° 1093 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Article 43** (*art. L. 16 B et L. 38 du livre des procédures fiscales, art. 64 du code des douanes - Amélioration des voies de recours contre les perquisitions fiscales*) (p. 4548) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 4559, 4560) : intervient sur l'amendement n° 1030 du Gouvernement (instauration d'un régime d'autorisation simplifiée pour les installations classées) (p. 4565, 4566) : sur l'amendement n° 57 de la commission (simplification et modernisation du régime des taxes communales sur la publicité), ses sous-amendements n° 1097, 1098, 1099 et 1096 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4585) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4693, 4695) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 11** (*art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi*) (p. 4712) : soutient l'amendement n° 109 de M. Bernard Frimat (application des règles relatives aux impôts et aux cotisations sociales au-delà du 31 décembre suivant leur entrée en vigueur lorsqu'une loi de finances ou une loi de financement de la sécurité sociale le prévoit) ; rejeté. - **Article 21** (*art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - Rôle de la Cour des comptes*) (p. 4742, 4743) : soutient l'amendement n° 127 de M. Bernard Frimat (expression de la Cour des comptes sur la sincérité des comptes de l'Etat et de la sécurité sociale) ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5265, 5266) : sa question au ministre du budget et des comptes publics.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5358, 5361) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Article 6** (*Garanties apportées au secteur financier*) (p. 5392) : intervient sur ses amendements, soutenus par M. François Marc, n° 9 : précision portant sur les contreparties de la garantie accordée par l'Etat pour le refinancement et n° 10 : association du Parlement au contrôle du contenu des conventions. (p. 5397) : son amendement n° 12 : précision rédactionnelle ; rejeté.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6028, 6029) : favorable à l'amendement n° 117 de M. Yves Krattinger (exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA). - **Article 3** (*Compensation des charges nouvelles incombant aux départements*) (p. 6073, 6086) : soutient les amendements de M. Yves Krattinger n° 119 (remplacement de la notion d'extension de compétences par celle de transfert de compétences) ; n° 118 (modalités de compensation financière des charges transférées aux départements) ; rejetés ; et n° 124 (réunion annuelle de la commission consultative d'évaluation des charges) ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 246 du Gouvernement (précision), soutient le sous-amendement n° 306 de M. Yves Krattinger ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6197, 6198) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6225, 6226) : favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 25 (modification du calcul de la réserve spéciale de participation). - **Articles additionnels après l'article 2 nonies** (p. 6241) : sur l'amendement n° 20 du Gouvernement (association de la distribution de stock-options ou d'actions aux mandataires sociaux à un dispositif permettant à tous les salariés de bénéficier des fruits de la croissance de l'entreprise), son sous-amendement n° 92 ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6496, 6499) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Rappel au règlement** (p. 6598) : article 92, alinéa 1 du règlement du Sénat. Proteste contre les modalités d'organisation du débat relatif au projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012, et aux prélèvements obligatoires. - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6598, 6600) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi. - **Article 2** (*Objectifs de la programmation pluriannuelle des finances publiques*) (p. 6622, 6623) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1 de la commission (précision) ainsi que le sous-amendement de cette dernière n° 2 (suppression de la décomposition entre les différentes administrations publiques de l'objectif de solde budgétaire), portant sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (actualisation des prévisions économiques). - **Article 6** (*Evolution des prélèvements sur recettes et des crédits affectés aux collectivités territoriales*) (p. 6634, 6635) : intervient sur son amendement, présenté par M. Bernard Angels, n° 24 : retrait du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée de l'enveloppe normée. - **Article 10** (*Encadrement des "niches" fiscales et sociales*) (p. 6639) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (principe d'extinction automatique des niches fiscales et sociales créées durant la durée de la programmation). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6641) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7246, 7247) : son intervention.

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7288) : soutient l'amendement n° I-83 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif "Robien" d'aide à l'investissement locatif) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7290, 7291) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° I-115 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail) et pour l'amendement n° I-162 de M. Thierry Foucaud (régime d'imposition des rémunérations différées au montant excédant six fois le plafond annuel de la sécurité sociale). - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7295, 7296) : son amendement n° I-107 : retour aux anciens plafonds des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7298) : son amendement n° I-91 : barème de la prime pour l'emploi ; rejeté. - **Article 2 bis** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 7304, 7305) : défavorable à l'amendement n° I-1 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7315, 7316) : soutient les amendements n° I-104 de M. Bertrand Auban (abaissement de l'âge ouvrant le bénéfice de la demi-part supplémentaire pour les titulaires de la carte du combattant) ; rejeté ; et n° I-90 de M. Thierry Repentin (recentrage du taux réduit de TVA appliqué à la vente d'immeubles dans les quartiers de rénovation urbaine) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7320) : son amendement n° I-110 : fixation du montant de la réserve spéciale de participation au tiers du bénéfice après impôt ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7419, 7421) : son amendement n° I-56 : création d'une taxe carbone ; rejeté. (p. 7427) : son amendement n° I-79 : minoration de la taxe intérieure de consommation de gaz naturel pour les administrations publiques ; rejeté. - **Article 9 ter** (*Instauration d'un abattement sur le "malus" automobile tenant compte de la composition du foyer*) (p. 7434) : reprend l'amendement de la commission n° I-12 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 7435) : son amendement n° I-67 : exonération du malus automobile en faveur des titulaires de la carte d'invalidité ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7442, 7444) : votera contre l'amendement n° I-14 de la commission (possibilité pour le contribuable assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune d'obtenir la liquidation et le remboursement de ses créances sur l'État sans démarche particulière). Ses amendements n° I-96 : limitation de l'application du "bouclier fiscal" en matière d'impôt de solidarité sur la fortune ; et n° I-106 : nonaccès au "bouclier fiscal" pour les bénéficiaires de levées d'option ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) (p. 7455) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° I-216 de M. Philippe Dominati (suppression de l'ISF). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 7468, 7469) : soutient l'amendement n° I-105 de M. François Marc (inéligibilité aux mesures de soutien des banques pour les établissements recourant à l'hypothèque "rechargeable") ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 7470) : soutient l'amendement n° I-114 de M. Serge Lagauche (réévaluation du barème de la taxe sur la publicité) ; rejeté. - **Article 23** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 7478) : le groupe socialiste votera les amendements n° I-196 de M. Jack Ralite (augmentation de la redevance audiovisuelle) et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° I-221 (exclusion du groupement d'intérêt public "France télé numérique" du champ des bénéficiaires de la redevance audiovisuelle). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7516, 7518) : ses amendements n° I-57 : suppression ; et n° I-58 : intégration de l'évolution des prix à la consommation dans la formule d'indexation de la DGF ; devenus sans objet. (p. 7522, 7523) : intervient sur l'amendement n° I-249 du Gouvernement (application d'un taux de progression de 2 % à la DGF). - **Articles additionnels avant l'article 15 ou**

après l'article 15 (p. 7535) : son amendement n° I-63 : réduction de la contribution des collectivités territoriales aux frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 15** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 7560, 7561) : son amendement n° I-62 : suppression de l'article ; rejeté. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 7617, 7618) : son intervention. - **Seconde délibération - Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 7649) : intervient sur les amendements n° A-1, A-2, A-3, A-4, A-5, A-6, A-7, A-8 et A-9 du Gouvernement. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7651, 7652) : le groupe socialiste ne votera pas la première partie du projet de loi de finances pour 2009.

*Deuxième partie :***Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat**

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7949, 7950) : son intervention. Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 7954) : ses amendements n° II-20 : rédaction ; adopté et n° II-12 : augmentation de la part du produit des cessions immobilières affectée au désendettement de l'Etat ; retiré. - **Article additionnel après l'article 85** : son amendement n° II-29 : affectation à hauteur de 15 % des produits de cessions de biens immobiliers au désendettement ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-152 du Gouvernement qu'elle accepte.

Articles de récapitulation des crédits

- (8 décembre 2008) - **Article 41** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) (p. 8553) : intervient sur l'amendement n° II-389 du Gouvernement (modification de la liste des programmes bénéficiant d'une autorisation de reports de crédits de paiement supérieur à 3 %).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8563, 8564) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %) et votera l'amendement n° II-311 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal). (p. 8574) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° II-249 de la commission (imputation des moins-values issues des cessions de valeurs mobilières réalisées en 2008 sur le revenu global). - **Article 44** (*Réforme du régime de la location meublée*) (p. 8612) : soutient l'amendement n° II-372 de M. Michel Sergent (suppression de la réforme du régime de la micro-entreprise pour les loueurs de logements meublés) ; retiré. - **Article 44 bis** (*Plafonnement global de certains avantages propres à l'impôt sur le revenu*) (p. 8620) : favorable à l'amendement n° II-322 de M. Thierry Foucaud (abaissement du seuil d'effet du plafonnement global des niches fiscales). (p. 8624) : son amendement n° II-373 : demande de rapport parlementaire sur l'évaluation du plafonnement global ; retiré. - **Article 44 ter** (*Demi-part des personnes vivant seules ayant élevé un enfant*) (p. 8626) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-316 de M. Thierry Foucaud (suppression). - **Article 44 nonies** (*Majoration du plafond pour les primo-bénéficiaires de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'emploi d'un salarié à domicile*) (p. 8627, 8628) : son amendement n° II-374 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 44 nonies** (p. 8638, 8639) : soutient l'amendement n° II-375 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif "Robien") ; rejeté. (p. 8641) : soutient l'amendement n° II-379 de M. Thierry Repentin (modification des règles du

prêt à taux zéro) ; rejeté. (p. 8642) : soutient l'amendement n° II-380 de M. Thierry Repentin (exonération de taxe foncière sur les logements sociaux loués à des organismes agréés) ; rejeté. - **Article 45** (*Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens*) (p. 8651) : votera contre l'amendement n° II-393 du Gouvernement (modification du plafond de l'éco-prêt à taux zéro et des conditions de ressources des emprunteurs ; clarification des responsabilités entre la banque et l'emprunteur lorsque ce dernier ne produit pas les justificatifs de la réalisation effective des travaux). - **Article 46** (*Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique des logements neufs pour l'application du prêt à taux zéro en faveur de l'accession à la propriété*) (p. 8654) : intervient sur l'amendement n° II-260 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8686) : son amendement n° II-298 ; possibilité pour les régies de quartier et de territoire d'être éligibles à l'agrément en tant qu'organismes prestataires de services à la personne ; rejeté. - **Article 52 bis** (*Modification des règles du prélèvement effectué au profit du fonds de solidarité de la région Ile-de-France, FSRIF*) (p. 8690, 8691) : son amendement n° II-291 : accroissement du nombre d'EPCI à taxe professionnelle unique soumis au second prélèvement du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France ; rejeté. (p. 8695) : défavorable à l'amendement n° II-406 du Gouvernement (aménagement du dispositif élargissant aux EPCI le financement du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France). - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8700) : ses amendements n° II-294 : augmentation de 0,1 point des taux du versement transport en Ile-de-France ; et n° II-295 : application du taux réduit de TVA aux redevances versées à Réseau Ferré de France ; rejetés. - **Article 55 quinquies** (*Présentation de scénarii économiques alternatifs, en annexe aux projets de lois de finances*) (p. 8726) : ne votera pas l'amendement n° II-411 du Gouvernement (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8763, 8765) : ne votera pas ce budget.

- *Commission mixte paritaire [n° 138 (2008-2009)]*

Discussion générale :

- (17 décembre 2008) (p. 9065, 9066) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Question préalable** (p. 9180) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de la motion n° 155 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Article 5 bis** (*Dotations de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy*) (p. 9191) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 6** (*Cadre budgétaire de gestion par l'Etat des quotas de CO2*) (p. 9207, 9208) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression). - **Article 12 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 9220) : soutient l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Sueur (redéploiement de crédits au profit des sinistrés de la sécheresse de 2003) ; rejeté. - **Article 18 quater** (*Création d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans le secteur locatif privé*) (p. 9247, 9248) : intervient sur le sous-amendement n° 194 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 160 de la commission (aménagement des modalités de ce dispositif). - **Article 19**

(*Instauration d'aides fiscales et sociales dans les zones de restructuration de la défense*) (p. 9255, 9256) : soutient l'amendement n° 75 de M. Jean-Marc Todeschini (extension du critère de perte d'emploi des ZRD aux emplois indirects) ; rejeté. - **Article 30** (*Lutte contre la fraude via Internet*) (p. 9287, 9289) : soutient l'amendement n° 112 de M. François Patriat (encadrement des données relatives aux vendeurs sur Internet pouvant être transmises à l'administration fiscale) ; retiré. Défavorable à l'amendement n° 16 de la commission (définition du seuil de transactions faisant passer l'activité du vendeur de la catégorie occasionnelle à l'activité répétitive). Intervient sur l'amendement n° 175 du Gouvernement (extension du droit de communication de l'administration fiscale aux prestataires de service sur Internet) - **Article 40** (*Extension du champ d'application de la TVA au taux réduit pour la fourniture de chaleur à partir de certaines sources d'énergies renouvelables*) (p. 9298) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 41** (*Annualisation du malus automobile pour les voitures particulières les plus polluantes*) (p. 9313) : sur l'amendement n° 17 de la commission (remplacement de l'annualisation du malus automobile par une majoration du malus à l'achat du véhicule), son sous-amendement n° 76 ; devenu sans objet. - **Article 41 bis** (*Baisse du tarif de taxe intérieure de consommation applicable à l'aquazole*) (p. 9314) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 18 de la commission (suppression). - **Article 42 ter** (*Exonération d'impôt sur le revenu du produit de la vente, par des particuliers, d'électricité produite à partir d'une installation photovoltaïque*) (p. 9330) : défavorable à l'amendement n° 169 de la commission (suppression). - **Article 42 sexies** (*Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites et moyennes entreprises en phase d'amorçage*) (p. 9333) : intervient sur l'amendement n° 127 de M. Bernard Vera (suppression). - **Article 43 bis** (*Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour certaines sociétés du secteur textile, habillement et cuir*) (p. 9338) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (suppression). - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9352, 9353) : intervient sur les amendements de la commission n° 25 (revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation), de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 87 (modification de la règle de calcul de l'arrondi dans le cadre de l'indexation du montant de la redevance audiovisuelle sur l'inflation) et n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle) ainsi que sur le sous-amendement n° 195 de M. Jack Ralite déposé sur ce dernier. - **Article 48 quinquies** (*Taxe foncière sur les forêts domaniales*) (p. 9375) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 28 de la commission (confirmation législative de l'assujettissement de l'Office nationale des forêts à la taxe foncière sur les propriétés non bâties). - **Article 63** (*Financement du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TaRTAM*) (p. 9392) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9402, 9403) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- *Commission mixte paritaire [n° 149 (2008-2009)]* - (22 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9418, 9419) : son intervention.

BRISEPIERRE (Paulette)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série A))*
UMP

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre des affaires étrangères et européennes le 8 juillet 2008 ; fin de mission le 30 septembre 2008.

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 224 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Environnement.**

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 203 (2007-2008)] autorisant l'approbation de la convention de partenariat pour la coopération culturelle et le développement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume du Maroc [n° 286 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés des Français établis hors de France [n° 492 (2007-2008)] (24 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

de BROISSIA (Louis)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP

Non réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France Télévisions.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique jusqu'au 9 avril 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2834, 2835) : son intervention.

BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse)
sénateur (Hérault)
UMP-A

DÉPÔTS

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

BRUN (Elie)
sénateur (Var)
UMP

Devenu sénateur le 19 avril 2008 (remplace M. Hubert Falco, nommé membre du Gouvernement).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles du 29 avril 2008 au 6 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7501, 7502) : son intervention.

BUFFET (François-Noël)
sénateur (Rhône)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire jusqu'au 17 janvier 2008.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance le 21 mai 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale des compétences et des talents.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 341 (2007-2008)] relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 420 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Culture - Justice.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Sécurité - Immigration, asile et intégration [n° 104 tome 11 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 171 (2007-2008)]** - (15 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1695, 1697) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1847, 1849) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 4 (art. 14-1 nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Droit au départ des fonctionnaires dans une autre administration ou dans le secteur privé)** (p. 1860) : sur l'amendement n° 6 de la

commission (précision), son sous-amendement n° 52 ; adopté. Son amendement n° 25 : cohérence ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1868, 1869) : son amendement n° 24 : possibilité pour les collectivités territoriales d'expérimenter, au titre des années 2008 à 2010, le remplacement de la notation des fonctionnaires par un entretien professionnel ; adopté. - **Article 10 (art. 3-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 3-2 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 9-2 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 1252-1 et art. L. 1251-60 à L. 1251-63 nouveaux du code du travail - Recours à l'intérim)** (p. 1874) : son amendement n° 22 : limitation, différenciée selon les cas, de la durée totale des contrats de mission ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1879) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2703, 2704) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6531, 6532) : son intervention. - **Article 1er (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense)** (p. 6544, 6546) : son amendement n° 1 : réécriture de cet article en supprimant la disposition limitant aux seules questions dites d'intérêt général le bénéfice de la protection du secret des sources, en étendant explicitement cette protection à l'ensemble de la chaîne d'information et en complétant les conditions requises pour porter atteinte au secret des sources dans le cadre d'une procédure pénale ; adopté. (p. 6551, 6552) : sur son amendement n° 1 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 17, 20, 22, 23, 19 et 18 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 24, 26, 27 et 28 de M. Jean-Pierre Sueur. Position de la commission sur les amendements n° 40, 41, 43 et 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 25 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 6557) : son amendement n° 2 : ajout des documents issus d'une violation du secret professionnel à la liste de ceux pouvant être produits pour sa défense par un prévenu poursuivi pour diffamation, sans encourir de poursuites pour recel ; adopté. - **Article 2 (art. 56-2 du code de procédure pénale - Perquisitions et garanties du secret des sources)** (p. 6558, 6561) : ses amendements de rédaction n° 3, 4 et 5 ; et de coordination n° 6, 7, 8, 9, 10 et 11 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 29 et 30 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 44 et 45 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6562) : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 32 de M. Jean-Pierre Sueur (présence obligatoire de deux journalistes en qualité de témoins lors d'une perquisition au domicile de l'un de leurs confrères). - **Article 3 (art. 326 et 437 du code de procédure pénale - Droit au silence des journalistes entendus comme témoin)** (p. 6563) : ses amendements n° 13 et 14 : cohérence ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6564, 6566) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 34 (strict encadrement de la garde à vue des journalistes), n° 36 (impossibilité d'intercepter des communications téléphoniques ou électroniques d'un journaliste) ainsi que sur les amendements analogues n° 35 de ce dernier et n° 21 de Mme Alima Boumediene-Thiery (interdiction de placer en garde à vue un journaliste afin d'obtenir la divulgation de ses sources). - **Article 3 bis (art. 60-1, 77-1 et 99-3 du code de procédure pénale - Nullité des réquisitions judiciaires portant atteinte au secret des sources)** (p. 6567) : son amendement n° 15 : suppression du caractère disproportionné de l'atteinte au secret des sources ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 37 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 46 de

Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 3 ter** (art. 100-5 du code de procédure pénale - Nullité des transcriptions de correspondance portant atteinte au secret des sources) (p. 6568) : position de la commission sur l'amendement n° 38 de M. Jean-Pierre Sueur. Son amendement n° 16 : suppression du caractère disproportionné de l'atteinte au secret des sources ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6569, 6570) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

BUSSEREAU (Dominique)
secrétaire d'État chargé des transports
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires - Deuxième lecture [n° 190 (2007-2008)]** - (27 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1300, 1301) : son intervention. (p. 1305, 1306) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part [n° 207 (2007-2008)]** - (27 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1324, 1326) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Rappel au règlement** (p. 2224) : répond au rappel au règlement de M. Gérard Le Cam. - **Discussion générale** (p. 2224, 2227) : son intervention. Souhaite l'adoption de ce texte. (p. 2240, 2241) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 2245) : avis du Gouvernement sur la motion n° 18 de M. Gérard Le Cam tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2248) : avis du Gouvernement sur la motion n° 28 de M. Gérard Le Cam tendant au renvoi à la commission. - **Intitulé du titre Ier (Organisation portuaire et grands ports maritimes)** (p. 2249) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2250) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de M. Gérard Le Cam (présentation d'un bilan de la réforme de 1992 relative au régime du travail dans les ports maritimes). - **Article 1er (Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes)** (p. 2257) : son amendement n° 84 : inscription parmi les missions des grands ports maritimes de la gestion et de la préservation du domaine public naturel et des espaces naturels ; adopté. Exemple de la Charente-Maritime. Sur l'amendement n° 51 de M. Gérard Le Cam qu'il accepte, son sous-amendement n° 88 ; adopté. (p. 2253, 2260) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37, n° 38, n° 57, n° 56 de M. Gérard Le Cam, n° 24 de M. Jean-François Le Grand, n° 58, n° 75 de M. Charles Josselin et n° 2, n° 3 et n° 4 de la commission. (p. 2265) : sur l'amendement n° 83 de la commission (modification de la composition du conseil de surveillance), son sous-amendement n° 90 ; adopté. (p. 2261, 2268) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50, 46, 53 et 54 de M. Gérard Le Cam, n° 59, 61, 60, 81 et 63 de M. Charles Josselin, n° 25 de M. Jean-François Le Grand, n° 27 de Mme Sylvie Desmarescaux, n° 5 et 83 de la commission et, sur ce dernier, avis sur le sous-amendement n° 62 de M. Charles Josselin. (p. 2269) : sur l'amendement n° 6 de la commission (certification des comptes annuels du port par un commissaire aux comptes), son sous-amendement n° 89 ; adopté. (p. 2273) : son amendement n° 85 : prise en compte des différentes zones du port et de leur vocation dans le projet stratégique ; adopté. (p. 2269, 2277) : avis du

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8293, 8294) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Gouvernement sur les amendements n° 6, 7, 8, 9, 10, 11 et 12 de la commission, n° 64, 65, 80, 66, 79 et 67 de M. Charles Josselin, n° 20 et 19 de M. Francis Grignon, n° 48, 82 et 55 de M. Gérard Le Cam. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2278) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de M. Gérard Le Cam (abrogation de l'ordonnance du 2 août 2005 permettant aux ports de gérer eux-mêmes le réseau ferré situé à l'intérieur de leur circonscription). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2279) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-François Legrand n° 22 (transfert à l'autorité portuaire du pouvoir d'affecter le produit des droits de port), n° 21 (possibilité pour les groupements régionaux d'aménager et d'exploiter les ports maritimes de commerce et les ports de plaisance) et n° 23 (suppression du délai de trois ans fixé par la loi du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports, pour la création de sociétés portuaires).

- **Suite de la discussion** (21 mai 2008) - **Article 3 (Art. 1518 A bis et 1464 J [nouveaux] du code général des impôts - Avantages fiscaux des entreprises de manutention ayant acquis des outillages publics)** (p. 2293) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32, 31, 29 et 30 de M. Gérard Le Cam et n° 13 de la commission. - **Intitulé du titre III (Dispositions transitoires et finales)** (p. 2294) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de M. Charles Josselin. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 2295) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. Gérard Le Cam (avant la vente des outillages, rapport sur leur évaluation financière détaillée et motivée). - **Article 5 (Délai de cession des outillages et régime de propriété)** (p. 2297) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de M. Gérard Le Cam. - **Article 6 (Projet stratégique)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Gérard Le Cam. - **Article 7 (Procédures de vente des outillages)** (p. 2300) : son amendement n° 86 : communication au public de l'avis rendu par la commission d'évaluation ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de M. Gérard Le Cam, n° 14 de la commission et n° 76 et 77 de M. Charles Josselin. - **Article 8 (Liste des critères de transfert du personnel)** (p. 2301) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de M. Gérard Le Cam. - **Article 9 (Accord cadre tripartite relatif aux mesures d'accompagnement du transfert de personnel)** (p. 2303) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 et 47 de M. Gérard Le Cam, n° 71 et 72 de M. Charles Josselin. - **Article 10 (Mesures d'accompagnement du transfert de personnel à défaut d'accord cadre)** (p. 2306) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 et 44 de M. Gérard Le Cam, n° 73 de M. Charles Josselin et n° 15 de la commission. - **Article 11 (Convention ou accord dans l'entreprise)** : avis du Gouvernement sur les amendements n° 49 de M. Gérard Le Cam et n° 16 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2308) : son amendement n° 91 : ouverture de négociations pour la mise en place avant le 30 juin 2009 d'une convention collective pour l'ensemble des travailleurs portuaires ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 de la commission (régime de retraite de salariés non cadres) et n° 41 de M. Gérard Le Cam (à partir du 1er semestre 2010, rapport annuel dressant un bilan économique, social, financier et environnemental de la réforme engagée). - **Article 12 (Biens remis aux ports autonomes et vente des biens immobiliers)** (p. 2310) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 74 de M. Charles Josselin. - **Article**

additionnel après l'article 12 : son amendement n° 87 : création de conseils scientifiques d'estuaires pour la Seine, la Loire et la Gironde ; adopté. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2311) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de M. Charles Josselin (prévention par l'Etat de la constitution de monopole). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2313, 2314) : remerciements. Emergence d'un consensus sur quelques amendements.

- **Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 380 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2779, 2780) : son intervention. - **Article 1er (Art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France - Subdélégation des compétences du STIF)** (p. 2783) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Michel Billout.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 134 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4442, 4443) : le Gouvernement recommande l'adoption des conclusions du rapport de la commission mixte paritaire. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4454) : remerciements.

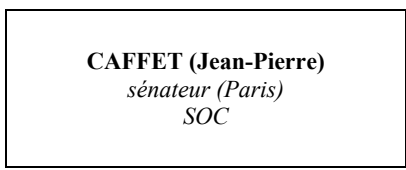
- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de

la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7794, 7798) : réponse aux orateurs. (p. 7799, 7804) : réponse aux questions des sénateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7806, 7810) : son amendement n° II-121 : modification des crédits visant à ajuster les transferts de personnel ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-27 de la commission, n° II-81 de Mme Nicole Bricq, et n° II-82 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 36 et état C (Crédits des budgets annexes)** (p. 7811, 7812) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-16 de la commission. - **Article 37 et état D (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)** (p. 7812) : son amendement n° II-123 : coordination ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 60** (p. 7814) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-19 de la commission (dissolution de l'agence pour le financement des infrastructures des transports de France). - **Article 60 (Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures)** (p. 7821, 7831) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-76 et n° II-74 de M. Dominique de Legge, n° II-78 et II-79 de Mme Odette Herviaux, n° II-83 de M. Albéric de Montgolfier, n° II-70, II-69 et II-68 de M. François Marc et n° II-64 et II-65 de M. Michel Teston. Sur l'amendement n° II-6 de la commission (présentation d'un rapport d'évaluation de la taxe), son sous-amendement n° II-144 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° II-77 de M. Dominique de Legge, n° II-112 de M. Francis Grignon, n° II-137 de Mme Odette Herviaux portant sur l'amendement n° II-6 précité.



CAFFET (Jean-Pierre)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

CAMBON (Christian)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 25 mars 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles du 16 janvier 2008 au 25 mars 2008.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 16 janvier 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération) le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 273 (2007-2008)] autorisant la ratification du traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes [n° 368 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture - Traités et conventions.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Aide publique au développement [n° 102 tome 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes** [n° 283 (2007-2008)] - (5 juin 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2637, 2638) : son amendement n° 19 : exclusion des comptes des organismes professionnels indépendants du contrôle de la Cour des comptes ; retiré.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Deuxième lecture** [n° 399 (2007-2008)] - (10 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4458, 4459) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (10 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 30 sexies** (p. 4511, 4512) : sur l'amendement n° 986 de la commission (obligation d'information des consommateurs par les industriels et les distributeurs d'équipement électronique grand public), son sous-amendement n° 1075 ; retiré.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** [n° 497 (2007-2008)] - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5312, 5314) : son intervention. Exemple du département du Val-de-Marne et de sa ville de Saint-Maurice.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

- (1er décembre 2008) (p. 8040, 8041) : sa question.

Deuxième partie :

Défense

CAMPION (Claire-Lise)
sénateur (Essonne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6729, 6730) : son intervention.

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6809, 6810) : sa question au ministre de la santé.

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 58 (priorité)** (art. L. 2241-4 du code du travail ; art. L. 138-24 à L. 138-27 nouveaux et L. 241-3 du code de la sécurité sociale - *Incitation des entreprises à maintenir les seniors en emploi sous peine du versement d'une pénalité*) (p. 7008, 7009) : soutient les amendements de Mme Patricia Schillinger n° 297 (élargissement du champ des entreprises concernées par un accord ou un plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés) ; n° 296 (évaluation annuelle de l'accord ou du plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés) ; n° 299 (affectation, au fonds de réserve pour les retraites, des pénalités appliquées en cas d'absence d'accord ou de plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés) ; et n° 300 (évaluation annuelle du plan d'action relatif à l'emploi des salariés âgés, et pénalité instituée en cas d'objectif non atteint) ; rejetés ; et n° 298 (harmonisation) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 42** (p. 7158) : soutient l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Godefroy (allongement de deux semaines du congé maternité) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 70** (art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale - *Financement par la caisse nationale des allocations familiales de l'intégralité des majorations de pensions pour enfants*) (p. 7203, 7204) : parole sur l'article. (p. 7206) : favorable aux amendements de suppression n° 52 de la commission et n° 214 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 70** (p. 7208) : intervient sur l'amendement n° 53 de la commission (instauration d'un taux de salaire horaire maximum pour la

rémunération des assistants maternels, ouvrant droit au remboursement intégral des charges sociales). - **Article 71** (art. L. 531-5 et L. 531-6 du code de la sécurité sociale - *Modulation de la prestation de complément de libre choix du mode de garde en cas d'horaires d'accueil atypiques*) (p. 7209) : parole sur l'article. - **Article 72** (art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2324-1 du code de la santé publique ; art. 80 sexes du code général des impôts - *Assouplissement des conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel*) (p. 7211) : parole sur l'article. (p. 7212, 7214) : ses amendements n° 308 : maintien de l'agrément pour trois enfants ; rejeté ; n° 304 : maintien du caractère expérimental du regroupement des assistants maternels ; n° 305 : limitation à quatre du nombre d'assistants maternels pouvant se regrouper et à dix du nombre d'enfants accueillis ; n° 307 : désignation d'un assistant maternel responsable au sein de la structure de regroupement ; et n° 306 : rapport d'évaluation de l'expérimentation du regroupement de plusieurs assistants maternels dans un local distinct de leur domicile ; devenus sans objet. Sur l'amendement n° 523 de la commission (amélioration de la définition des conditions du regroupement des assistants maternels), son sous-amendement n° 532 ; rejeté. (p. 7216, 7220) : intervient sur les amendements n° 215 de M. Guy Fischer (suppression) et n° 313 de Mme Marie-Thérèse Hermange (étude d'impact sur la prestation d'accueil du jeune enfant, PAJE). - **Article 78** (art. L. 161-1-5 nouveau, L. 553-2, L. 821-5-1 nouveau, L. 835-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles - *Amélioration du recouvrement des indus et extension de la procédure de contrainte*) (p. 7230) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8100, 8101) : son intervention.

CANTEGRIT (Jean-Pierre)
sénateur (Français établis hors de France (Série B))
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil d'administration du centre hospitalier national d'ophtalmologie des Quinze-Vingts jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire de la Commission permanente pour la protection sociale des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 224 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Environnement.**

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (10 janvier 2008) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 156, 157) : son amendement n° 29 : possibilité pour les salariés expatriés privés d'emploi de s'inscrire auprès des comités consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Commission mixte paritaire [n° 335 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2357) : le groupe UMP votera le texte issu des travaux de la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6916) : intervient sur l'amendement n° 227 de M. Richard Yung (suspension, pour l'année 2009, de l'obligation pour les Français expatriés de s'acquitter d'un droit d'entrée lorsqu'ils

souhaitent adhérer à une assurance volontaire maladie-maternité-invalidité).

Quatrième partie :

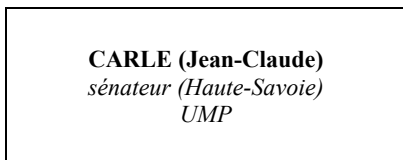
- (17 novembre 2008) - **Article 66 (priorité)** (*art. L. 412-8 et L. 443-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1226-7 du code du travail - maintien des indemnités journalières et prévention de la désinsertion professionnelle*) (p. 6944, 6945) : intervient sur l'amendement n° 201 de M. Guy Fischer (mise en place d'un revenu de remplacement au bénéfice des victimes d'accident du travail et de maladie professionnelle, versé jusqu'à leur réinsertion professionnelle).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8379, 8380) : son intervention.



CARLE (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 106 (2007-2008)] tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 191 (2007-2008)] (31 janvier 2008) - **Collectivités territoriales - Éducation.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 19 (2008-2009)] visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 88 (2008-2009)] (12 novembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Enseignement scolaire [n° 100 tome 5 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (9 janvier 2008) - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-1-1 et L. 311-1-2 du code du travail - *Coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 113) : son amendement n° 88 : élargissement de la composition du Conseil national de l'emploi, CNE, aux entreprises privées de placement, aux agences d'intérim et aux organismes de formation autres que l'AFPA ; retiré.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Carle sur l'avenir de la formation professionnelle en France** - (22 janvier 2008) : sa question (p. 318, 321).

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** : son intervention (p. 945, 947). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 955) : réponse à M. Pierre-Yves Collombat.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3508, 3509) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 5** (art. L. 133-4 du code de l'éducation - *Organisation du service d'accueil par la commune*) (p. 3548, 3549) : son amendement n° 17 : précision portant sur l'inclusion d'un jour ouvré dans le délai de 48 heures fixé pour la déclaration individuelle d'intention de participer à un mouvement de grève ; adopté. - **Article 8** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - *Contribution financière versée par l'État aux communes pour la mise en œuvre du service d'accueil*) (p. 3559) : votera l'amendement n° 57 du Gouvernement (création d'une compensation plancher et indexation de celle-ci). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3564) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce

et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - *Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services*) (p. 3701, 3702) : sur l'amendement n° 193 de la commission (élargissement de la dispense d'immatriculation) soutient le sous-amendement n° 1031 de M. Bernard Barraux ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8170, 8172) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission, sous réserve de l'approbation de son amendement. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8209) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole).

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - auteur de la proposition de loi et rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 8821, 8823) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte. - **Article 1er** (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - *Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves*) (p. 8833) : position de la commission sur les amendements n° 3 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 2 de M. Pierre-Yves Collombat, ainsi que sur le sous-amendement n° 4 de M. Michel Charasse déposé sur ce dernier.

CARRÈRE (Jean-Louis)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008 ; secrétaire de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au 1 de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 333 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord relatif aux transports aériens entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Mongolie [n° 430 (2007-2008)] (1er juillet 2008) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - Culture - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - Entreprises - Société - Travail.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - Union européenne.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Défense - Préparation et emploi des forces [n° 102 tome 6 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - Budget - Défense.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - Famille - Société - Union européenne.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 35 (2008-2009)] autorisant la ratification de l'accord entre la République française et le Royaume d'Espagne relatif au bureau à contrôles nationaux juxtaposés de Biriattou [n° 124 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2029, 2030) : son intervention.

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 269 (2006-2007)]** - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2046, 2048) : son intervention. - **Article 12** (Art. L. 425-12-1 nouveau du code de l'environnement - Indemnisation des dégâts de gibier) (p. 2059, 2060) : soutient l'amendement n° 1 de M. Jean-Marc Pastor (suppression de l'article); devenu sans objet. - **Article 16** (Art. L. 421-14 et L. 421-5 du code de l'environnement -

Agrément au titre de la protection de l'environnement (p. 2061) : soutient l'amendement n° 2 de M. Jean-Marc Pastor (avis motivé du préfet sur la reconnaissance de la qualité d'associations agréées aux fédérations de chasseurs); adopté. - **Article 19** (*Transport de parties de gibier*) (p. 2063) : défavorable à l'amendement n° 6 de M. Gérard Le Cam (suppression de l'article). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2066) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2106, 2107) : son intervention.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2703) : défavorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8025) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 8047, 8048) : son intervention.

Sécurité

- (2 décembre 2008) - **Article additionnel après 73** (p. 8080) : favorable aux amendements identiques de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-84 et de la commission des lois saisie pour avis n° II-98 (rapport sur les frais occasionnés par les transfèrements et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice).

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9010, 9012) : sa motion n° 43 tendant au renvoi à la commission; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 1142-1 et L. 3211-2 et art. L. 3211-3 et L. 3225-1 [nouveaux] du code de la défense - Rattachement de la gendarmerie nationale au ministre de l'Intérieur, confirmation de son statut militaire et définition de ses missions) (p. 9016, 9017) : son amendement n° 47 : ancrage territorial de la gendarmerie nationale, et statut militaire de son personnel; devenu sans objet. (p. 9019) : intervient sur son amendement de suppression n° 44 et sur les amendements identiques n° 2 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 20 (clarification rédactionnelle). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9021) : votera les amendements identiques n° 5 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 23 (principe du libre choix du service enquêteur par l'autorité judiciaire). - **Article 2** (art. L. 1321-1 du code de la défense - Suppression de la procédure de réquisition pour l'emploi de la gendarmerie nationale au maintien de l'ordre) (p. 9024) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 24 (procédure d'autorisation pour l'usage, par la gendarmerie, de moyens militaires spécifiques en matière de maintien de l'ordre public). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9025) : intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 25 (extension aux CRS et aux gendarmes mobiles de la nouvelle procédure d'autorisation d'usage des armes à feu pour le maintien de l'ordre aux fins de disperser un attroupement). - **Article 3** (art. 34 de la loi du n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, art. L. 6112-2, L. 6212-3, L. 6312-3 et L. 6412-2 du code général des collectivités territoriales, art. 2 de la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut de la Polynésie française et art. 120 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité

intérieure - Renforcement des pouvoirs des préfets) (p. 9026) : son amendement n° 46 : suppression ; rejeté. (p. 9029) : ne votera pas contre l'amendement n° 8 de la commission (encadrement du dispositif plaçant les commandants locaux des services de police et d'unités de la gendarmerie sous l'autorité des préfets). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 9030) : ne s'opposera pas à l'adoption de l'amendement de la commission saisie pour avis n° 25 (extension aux CRS et aux gendarmes mobiles de la nouvelle procédure d'autorisation d'usage des armes à feu pour le maintien de l'ordre aux fins de disperser un attroupement).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2008) - **Intitulé du chapitre II** (*Des militaires de la gendarmerie nationale*) (p. 9039, 9040) : intervient sur l'amendement n° 55 du Gouvernement (modification de l'intitulé du chapitre). - **Article 5** (art. L. 4145-1, L. 4145-2 et L. 4145-3 [nouveaux] du code de la défense - *Reconnaissance du rôle de la réserve, rappel de l'obligation du logement en caserne et octroi d'une grille indiciaire spécifique*) (p. 9041, 9043) : reprend l'amendement de la commission n° 11 : obligation du logement en caserne ; rejeté. Favorable à l'amendement n° 41 de Mme Michelle Demessine (rôle du conseil militaire de la gendarmerie en matière de concertation et de représentation des personnels). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 9044) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 15 de la commission (modalités de cumul de la qualité de réserviste avec celle de titulaire d'un mandat électif public) et le sous-amendement n° 62 du

Gouvernement s'y rapportant. - **Article 6** (art. L. 4136-3, L. 4137-4, L. 4138-8, L. 4141-1, L. 4141-4, L. 4231-5 et L. 4231-5 du code de la défense - *Transfert au ministre de l'Intérieur de compétences en matière de gestion des ressources humaines*) (p. 9045, 9046) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Virginie Klès, n° 48 : suppression. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 9046, 9049) : son amendement n° 50 : élection des membres du conseil militaire de la gendarmerie ; rejeté. (p. 9051) : le groupe socialiste votera les amendements du Gouvernement n° 56 (modalités de transfert au ministère de l'intérieur des personnels civils de la gendarmerie nationale) et n° 57 (modalités de transfert au ministère de l'intérieur des agents non titulaires de la gendarmerie nationale). - **Article 8** (*Abrogation du décret du 20 mai 1903*) (p. 9053) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Daniel Reiner, n° 51 : suppression. - **Article 9** (*Entrée en vigueur*) (p. 9054) : intervient sur l'amendement n° 54 du Gouvernement (suppression). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 9055) : favorable à l'amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Leleux (présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement dressant le bilan de la mise en œuvre concrète du rattachement organique et budgétaire de la gendarmerie nationale au ministère de l'intérieur). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9057, 9058) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

CARTRON (Françoise)
sénateur (Gironde)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8198) : sa question. Suppression de postes RASED en Gironde.

CAZALET (Auguste)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la Commission centrale de classement des débits de tabac ; nouvelle nomination le 10 janvier 2008.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire de la Commission d'étude sur la retraite anticipée pour les anciens combattants en Afrique du Nord.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 212 (2007-2008)] renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 235 (2007-2008)] (25 mars 2008) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport supplémentaire, fait au nom de la commission des finances, sur la proposition de loi [n° 212 (2007-2008)] renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 320 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 99 tome 3 annexe 29 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - Sanctions pénales) (p. 1047) : s'abstient sur l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi).

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (26 mars 2008) - rapporteur de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 1247, 1248) : son intervention après un renvoi à la commission et de nouvelles investigations.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2008) (p. 2066, 2068) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2080) : position de la commission sur la motion n° 8 tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (Amélioration de l'information des conseils généraux sur l'acompte qui leur est demandé par les organismes payeurs au titre du revenu minimum d'insertion et de la prime forfaitaire) (p. 2082) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Guy Fischer. - **Article 2** (Information du département lors de la reprise des versements après une décision de suspension des droits au RMI) (p. 2083) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (Renforcement des informations transmises aux conseils généraux sur les paiements induits) (p. 2084) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de M. Guy Fischer. - **Article 4** (Contenu des conventions passées entre les conseils généraux et les organismes payeurs) (p. 2084) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer. - **Article 5** (Confrontation des données des organismes payeurs avec celles d'autres administrations publiques) (p. 2085) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Guy Fischer. - **Article 6** (Dispositions finales) (p. 2086) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Paul Blanc.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8088) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

CAZEAU (Bernard)
sénateur (Dordogne)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis vice-président le 22 octobre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre suppléant du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Pour une gestion responsable de l'hôpital [n° 403 (2007-2008)] (18 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Ouvrir la couverture maladie au secteur privé : l'expérience néerlandaise [n° 471 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Sécurité sociale - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique tendant à prévoir l'approbation par les lois de financement de la sécurité sociale des mesures de réduction et d'exonération de cotisations et de contributions de sécurité sociale adoptées en cours d'exercice [n° 140 (2007-2008)] - (22 janvier 2008) -**

Discussion générale (p. 380, 381) : le groupe socialiste s'abstiendra sur le texte.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5948, 5951) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6711, 6714) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

Première partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 1er** (*Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2007*) (p. 6756, 6757) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 3** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2008*) (p. 6761) : intervient sur l'amendement n° 491 du Gouvernement (révision des prévisions de recettes de l'ensemble des branches du régime général). - **Article 8** (*Rectification du montant et de la ventilation de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 6769, 6770) : votera contra la deuxième partie de ce projet de loi.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel*) (p. 6817) : intervient sur l'amendement n° 95 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 10** (*art. 2, 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale et ressources de cette caisse*) (p. 6819) : son amendement n° 254 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 6822, 6823) : ses amendements n° 255 : conditionnement des exonérations de cotisations sociales à l'existence d'un accord salarial ; rejeté ; et n° 256 : évaluation régulière des dispositifs d'exonération des cotisations de sécurité sociale ; retiré. - **Article 11** (*art. L. 245-16 du code de la sécurité sociale - Modification de la clé de répartition des prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement*) (p. 6825) : votera l'amendement n° 1 de la commission (financement des majorations de pensions pour enfants par un versement direct des produits de la Caisse nationale d'allocations familiales vers la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés). - **Article 12** (*art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie*) (p. 6828) : son amendement n° 257 : caractère exceptionnel de l'augmentation du taux de la taxe sur le chiffre d'affaires des organismes complémentaires ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6835) : son amendement n° 258 : création d'une taxe additionnelle de 11 % aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine ; rejeté. - **Article 13** (*art. L. 137-15 à L. 137-17 nouveaux et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Contribution sur les rémunérations ou gains exclus de l'assiette des cotisations sociales*) (p. 6838, 6839) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 2 de la commission (élargissement de l'assiette du forfait social). (p. 6840) : son amendement n° 259 : suppression des dispositions visant à exclure les attributions de stock-options et d'actions gratuites de l'assiette du forfait social ; rejeté. (p. 6841) : son amendement n° 260 : soumission des revenus tirés des parachutes dorés au forfait social, au taux de 5 % ; rejeté. (p. 6842) : son amendement n° 261 : création d'une contribution additionnelle au forfait social pour alimenter le fonds de réserve des retraites ; rejeté. - **Article 13 bis** (*art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de rupture supérieures à un million d'euros*) (p. 6845) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 4 de la commission (augmentation de la taxation des parachutes

dorés). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6849) : sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 65 (rôle et composition du conseil stratégique des industries de santé), son sous-amendement n° 514 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 15** (p. 6886, 6887) : son amendement n° 265 : augmentation des minima de perception applicables aux cigarettes et aux tabacs à rouler ; rejeté. - **Article 16** (*art. L. 721-1, L. 723-12, L. 723-34, L. 731-1 à L. 731-5, L. 731-10 et L. 762-1-1 du code rural ; art. L. 134-11-1 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. 1609 viciés, 1618 septies et 1647 du code général des impôts - Suppression du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles et intégration financière à la Caisse nationale d'assurance maladie de la branche maladie du régime de protection sociale des non-salariés agricoles*) (p. 6888, 6889) : favorable à l'amendement n° 507 de la commission (rédaction). - **Article 17 bis** (*art. L. 651-5 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 6891) : défavorable aux amendements de suppression n° 6 de la commission et n° 66 de la commission saisie pour avis. - **Article 18** (*art. L. 2241-2, L. 2242-8 et L. 3261-2 à L. 3261-5 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 131-4-1 et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des frais de transport domicile-travail*) (p. 6893, 6894) : ses amendements n° 267 : prise en charge par l'employeur des frais de covoiturage ; et n° 268 : caractère obligatoire de l'aide directe au salarié pour la prise en charge des frais de transport entre son domicile et son lieu de travail ; rejetés. (p. 6895, 6896) : son amendement n° 269 : prise en charge par l'employeur des frais exposés pour l'alimentation de véhicule électrique ; adopté. (p. 6898) : son amendement n° 270 : caractère obligatoire et déplaçonnement de l'aide directe au salarié pour la prise en charge des frais de transport entre son domicile et son lieu de travail ; rejeté. - **Article 22** (*art. L. 131-4-1, L. 131-7, L. 242-1, L. 242-4-2 et L. 242-4-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-10, L. 741-10-3 et L. 741-10-4 du code rural ; art. L. 3261-2 du code du travail ; art. 7 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat ; art. 1er de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Non-compensation par le budget de l'Etat des pertes de recettes liées à certains dispositifs*) (p. 6910) : son amendement n° 271 : suppression ; devenu sans objet. (p. 6911, 6912) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 521 de la commission (soumission, au forfait de 2 % créé à l'article 13, de la prime exceptionnelle de 1 500 euros applicable dans les entreprises ayant conclu un nouvel accord d'intéressement). - **Article 23** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 6917) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 118 de M. Guy Fischer (suppression). - **Article 24 et annexe C** (*Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 6922) : le groupe socialiste votera contre les prévisions de recettes et les tableaux d'équilibre des articles 24 à 27. - **Seconde délibération de la troisième partie - Article 12 bis** (p. 6932, 6933) : votera contre l'amendement n° A-1 du Gouvernement (suppression).

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 53 (priorité)** (*art. L. 321-5, L. 731-16, L. 732-34, L. 732-35, L. 732-54-1 à L. 732-54-4 du code rural ; art. L. 173-1-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Revalorisation des petites retraites agricoles*) (p. 6995) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 55 (priorité)** (p. 7001) : reprend l'amendement de M. Alain Vasselle n° 421 : revalorisation de la retraite minimum des non-salariés agricoles ; rejeté. - **Article 61 (priorité)** (*art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7035, 7036) : votera contre cet article. - **Article 31** (*art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation et*

l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins (p. 7069) : ne votera pas l'amendement n° 124 de M. Guy Fischer (refus de la participation du secteur assurantiel privé à but lucratif, aux négociations conventionnelles). (p. 7072) : intervient sur l'amendement n° 127 de M. Guy Fischer (mesures en faveur de la rémunération au forfait).

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article 31 bis** (art. L. 162-9, L. 162-14-1 et L. 722-4 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge des cotisations sociales des*

chirurgiens dentistes) (p. 7093) : intervient sur l'amendement n° 273 de Mme Raymonde Le Texier (suppression). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7113) : intervient sur l'amendement n° 229 de M. Gilbert Barbier (rétablissement des compétences ordinales). - **Article 37 ter** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - *Obligation de recours à la dénomination commune internationale*) (p. 7128) : défavorable aux amendements identiques n° 19 de la commission et n° 411 de M. Philippe Darniche (suppression).

CERISIER-ben GUIGA (Monique)
sénateur (Français établis hors de France (Série B))
SOC

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008 ; vice-présidente de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 23 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Action extérieure de l'État : rayonnement culturel et scientifique [n° 102 tome 2 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2833, 2834) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3120) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 364 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 429, 430 et 431 de M. Bernard Frimat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement). - **Article 9** (*art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3136) : favorable aux amendements identiques n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés). - **Article 10** (*art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3161, 3168) : favorable à l'amendement n° 444 de M. Bernard Frimat (interdiction du cumul des mandats). - **Article 11** (*art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi*) (p. 3187, 3188) : ses amendements n° 453 : inscription des dispositions relatives à l'organisation des instances représentatives des français établis hors de France dans

le domaine de la loi ; devenu sans objet ; et n° 452 : inscription des dispositions relatives au régime législatif et à l'organisation particulière des Français établis hors de France dans le domaine législatif ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Article 37 ter (priorité)** (*art. 47 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale, RFI*) (p. 3922) : son amendement n° 1024 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers

- (3 décembre 2008) (p. 8223, 8224) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8370, 8371) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 8374, 8376) : à titre personnel, son intervention. - **Art 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8399, 8400) : ses amendements n° II-47 : modification de l'intitulé du programme 185 - Action culturelle et scientifique extérieure ; retiré ; et n° II-48 : transfert des crédits de l'action 4 "Contribution internationale" vers le programme "Français, langue maternelle" et vers le programme "Plan pluriannuel pour le français dans l'Union européenne" ; adoptés.

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) (p. 8464) : son intervention.

CÉSAR (Gérard)
sénateur (Gironde)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte spécial : développement agricole et rural [n° 101 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Agriculture et pêche - Budget.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (8 février 2008) - **Article 6** (*art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1115, 1116) : son amendement n° 50 : nature des informations devant être rendues publiques relativement à la localisation des cultures d'organismes génétiquement modifiés ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1150, 1151) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 214 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6334, 6335) : son intervention. Le groupe UMP ne votera pas cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8210) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole).

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8237, 8238) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisi pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8275) : son amendement n° II-132 : majoration des crédits destinés à financer les charges de bonification des prêts consentis aux Coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA, et au Centre national des expositions et concours agricoles, CENECA ; adopté. - **Article additionnel après l'article 59 quater** (p. 8281, 8282) : son amendement n° II-170 : reconnaissance de la certification de gestion durable au titre de

la certification de conformité environnementale ou écocertification prévue par le code de la consommation ; retiré.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 42** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux"*) (p. 8584, 8591) : soutient les amendements de M. Jean-Paul Fournier n° II-359 (déductibilité des dépenses de travaux de transformation en logement dans le volume bâti existant) ; devenu sans objet ; n° II-351 (éligibilité des dépenses à la réduction d'impôt à compter du dépôt de la demande de permis de construire et du dépôt de la demande de déclaration préalable) ; et n° II-336 (report de la fraction des dépenses éligibles excédant le plafonnement annuel de la réduction d'impôt) ; retirés. - **Article 44** (*Réforme du régime de la location meublée*) (p. 8612, 8616) : ses amendements n° II-341 : exclusion explicite des gîtes ruraux, chambres d'hôtes et meublés de tourisme de la réforme proposée ; adopté ; n° II-277 : prorogation du régime fiscal relatif aux loueurs en meublés professionnels ; et n° II-276 : application de la nouvelle réduction d'impôt aux résidences pour personnes âgées non dépendantes ; retirés. Soutient l'amendement n° II-358 de M. Alain Vasselle (élargissement du périmètre d'application de la nouvelle réduction d'impôt) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Article 51** (*Mesures d'incitation à la réalisation d'investissements en faveur de la restructuration foncière forestière*) (p. 8676, 8677) : soutient les amendements de M. Philippe Leroy n° II-157 (suppression des engagements de conservation pour les propriétaires forestiers se livrant à des travaux) ; et n° II-158 (suppression des engagements de conservation pour les groupements forestiers ou les sociétés d'épargne forestière se livrant à des travaux) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8699) : son amendement n° II-339 : révision des valeurs locatives ; retiré. (p. 8702) : son amendement n° II-340 : introduction d'un complément technique à la possibilité offerte aux établissements publics de coopération intercommunale ayant opté pour le dispositif fiscal de la taxe professionnelle unique de créer une commission intercommunale des impôts directs ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 8708) : son amendement n° II-338 : allongement du délai pendant lequel les communes et les établissements publics de coopération intercommunale peuvent financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9263) : souhaite le retrait de l'amendement n° 43 de M. Aymeri de Montesquiou (augmentation de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie). Chambre d'agriculture de la Gironde. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 9294) : ses amendements n° 140 : dématérialisation des déclarations de récolte de raisin et de production de vin ; et n° 142 : abrogation de l'obligation de déclarer à l'administration le procédé de fabrication des vins mousseux ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 38** (p. 9296) : soutient l'amendement n° 143 de M. Auguste Cazalet (mesures de coordination au sein du code des douanes et du code général des impôts) ; adopté. - **Article 39** (*Modification de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules*) (p. 9297) : soutient l'amendement n° 138 de M. Auguste Cazalet (actualisation du code général des impôts en lien avec la mise en place du système d'immatriculation des véhicules) ; adopté. - **Article 40 bis** (*Mensualisation des remboursements de crédits de TVA pour les exploitants agricoles*) (p. 9298) : son amendement n° 55 : substitution d'une option quinquennale à l'option irrévocable concernant le choix pour les exploitants agricoles de procéder à des déclarations mensuelles de TVA ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 42** (*Réforme de la déduction pour aléas*) (p. 9320, 9322) : ses amendements n° 57 : hausse du plafond de déduction pour investissement et modification des règles de progressivité ; et n° 52 : réintroduction d'un complément de déduction pour aléas

par emploi salarié ; adoptés ; n° 48 : repli ; devenu sans objet ; et n° 49 : réintroduction de l'aléa économique pour l'utilisation de la déduction pour aléa et référence au résultat plutôt qu'au chiffre d'affaires ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9324, 9325) : ses amendements n° 50 : définition des avances aux cultures pour la détermination du résultat imposable, en cas d'imposition d'après le bénéfice réel ; et n° 56 : élargissement à huit nouveaux châteaux du classement

des grands crus de Saint-Emilion ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 42 septies** (p. 9335) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Jean Bizet, n° 58 : neutralité fiscale des restructurations rendues obligatoires par la loi d'orientation agricole de 2006.

CHARASSE (Michel)
sénateur (Puy-de-Dôme)
SOC, puis RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire du Conseil d'orientation stratégique du fonds de solidarité prioritaire (anciennement : Comité directeur du Fonds d'aide et de coopération).

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaillance le 11 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Aide publique au développement. Compte spécial prêts à des États étrangers et Compte spécial accords monétaires internationaux [n° 99 tome 3 annexe 4 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Article 3** (art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine - *Collecte, conservation et protection des archives publiques*) (p. 48, 49) : intervient sur les amendements rédactionnels de la commission n° 5 et n° 6. - **Article 4** (art. L. 212-9 du code du patrimoine - *Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat*) (p. 54) : votera les amendements identiques n° 60 de M. Louis de Broissia et n° 70 de M. Jean-Claude Peyronnet (élargissement du champ de recrutement des directeurs départementaux des services d'archives). - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 57) : son amendement n° 61 : absence de charges supplémentaires pour les collectivités territoriales et pour leurs groupements du fait de la mise en œuvre des dispositions de ce texte ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 58) : intervient sur l'amendement n° 48 (autorisation et contrôle scientifique et technique de l'administration des archives pour tous travaux engagés sur des archives classées) de la commission saisie pour avis. - **Article 11** (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - *Délai de communicabilité des archives publiques*) (p. 63) : intervient sur l'amendement n° 19 de la commission (aménagement du délai

applicable aux documents susceptibles de porter atteinte à la protection de la vie privée). (p. 65) : défavorable à l'amendement n° 59 de M. Yves Détraigne (diminution du délai d'accessibilité aux documents relatifs à la construction, à l'équipement et au fonctionnement des ouvrages, bâtiments ou partie de bâtiments utilisés pour la détention des personnes ou recevant habituellement des personnes détenues). (p. 67) : son amendement n° 62 : possibilité pour le Président de la République de choisir le sort de ses propres archives ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 18** (p. 71) : favorable à l'amendement n° 53 (extension aux archives historiques du dispositif fiscal applicable aux objets mobiliers classés au titre des monuments historiques) de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 73, 75) : intervient sur les amendements identiques de la commission saisie pour avis n° 34 et n° 54 (application aux archives du principe constitutionnel d'autonomie des Assemblées parlementaires) ainsi que sur l'amendement n° 36 de la commission (clarification de la notion d'actes des Assemblées parlementaires). (p. 77) : intervient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (définition plus large et plus cohérente de la notion de biens culturels, extension de la protection pénale spécifique des biens culturels en cas de vol et adaptation du maximum des peines encourues).

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 593, 594) : favorable à la recevabilité de la motion de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à demander un référendum. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 637, 638) : défavorable à l'amendement n° 5 de M. François Marc (modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe). - **Article 1er** (art. 88-1 de la Constitution - *Autorisation de ratifier le traité de Lisbonne*) (p. 641, 648) : ses amendements analogues n° 3, et portant sur l'article 2, n° 4 : constitutionnalisation des réserves d'interprétation du Conseil constitutionnel ; retirés.

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 955, 956) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - *Sanctions pénales*) (p. 1043, 1046) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article unique** (p. 1096, 1098) : son amendement n° 1 : nullité de tout acte européen remettant en cause les fondements et principes de la République française tels que l'exclusion du communautarisme et la laïcité conformément aux décisions du Conseil constitutionnel ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2917) : défavorable aux amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution). Favorable à la rédaction proposée par M. Robert Badinter. - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - *Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2920) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. (p. 2925) : sur l'amendement n° 95 de la commission (reprise du texte relatif aux langues régionales adopté par l'Assemblée nationale et insertion de dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale entre les femmes et les hommes), son sous-amendement n° 4 : précision de la non-remise en cause des principes constitutionnels d'indivisibilité de la République, d'égalité

devant la loi et d'unicité du peuple français par l'usage et la pratique des langues régionales ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2945) : ne votera pas l'amendement n° 161 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la mention de l'organisation décentralisée de la République). (p. 2947) : intervient sur l'amendement n° 381 de M. Jean-Michel Baylet (rappel du principe républicain de laïcité). - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - *Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 2968) : son amendement n° 5 : rappel de l'interdiction du mandat impératif ; retiré. (p. 2972) : intervient sur les amendements n° 96 de la commission (garantie de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la nation dans le respect du pluralisme) et n° 261 de M. Michel Mercier (garantie du pluralisme de la représentation et de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation).

- **Rappel au règlement** - (19 juin 2008) (p. 2987, 2988) : gêne occasionnée par les travaux dans le Palais du Luxembourg.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)] (suite)** - (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2991) : intervient sur l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression). (p. 2998) : sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios), son sous-amendement n° 513 ; rejeté. (p. 3000) : intervient sur son sous-amendement n° 513 précité. - **Article 2** (art. 6 de la Constitution - *Limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs*) (p. 3004, 3005) : intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (rédaction) ainsi que sur le sous-amendement n° 350 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant. (p. 3007) : reprend l'amendement M. Patrice Gélard n° 78 : détermination de la situation des anciens Présidents de la République par une loi organique ; retiré. - **Article 13 (priorité)** (art. 35 de la Constitution - *Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3016, 3017) : son amendement n° 20 : possibilité de convoquer le Parlement en session extraordinaire et de mettre en œuvre la responsabilité du Parlement lors de l'intervention des forces armées à l'étranger ; retiré. (p. 3027) : intervient sur l'amendement n° 457 de M. Bernard Frimat (organisation d'un débat suivi d'un vote au Parlement lors de l'intervention des forces armées à l'étranger). (p. 3028) : intervient sur les amendements identiques n° 111 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 140 (subordination au vote d'une loi de l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger). - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - *Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3029) : sur l'amendement n° 98 de la commission (institution d'un référendum d'initiative parlementaire appuyé par un certain nombre de citoyens), son sous-amendement n° 502 ; adopté. (p. 3030) : son amendement n° 6 : impossibilité d'organiser un référendum sur le même sujet avant l'expiration d'un délai de deux ans suivant le rejet du texte par le peuple ; retiré. (p. 3032, 3033) : intervient sur les amendements identiques n° 255 de M. Adrien Gouteyron et n° 263 de M. Yves Détraigne (suppression). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - *Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République*) (p. 3049) : sur l'amendement n° 101 de la commission (sur les emplois ou fonctions relevant du pouvoir de nomination du Président de la République, avis public d'une commission mixte paritaire issue des commissions permanentes compétentes de chaque assemblée, et s'exprimant à la majorité des trois cinquièmes), son sous-amendement n° 7 ; retiré. (p. 3053) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3061, 3062) : ne votera pas les amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution). (p. 3066) : votera l'amendement de M. Christian Cointat n° 48 (assouplissement des modalités d'application de l'article 40 de la Constitution). (p. 3068) : intervient sur l'amendement n° 310 de M. Alain

Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement). - **Article 11 (priorité)** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 3071) : soutient l'amendement n° 312 de M. Alain Lambert (mise en place d'une loi de financement unique comportant l'ensemble des ressources et des charges et concernant à la fois les dépenses de l'Etat et les dépenses des régimes sociaux) ; retiré. (p. 3073) : intervient sur l'amendement n° 312 précité. (p. 3076) : son amendement n° 18 : nécessité pour les lois de programmation de respecter le domaine et le contenu des lois organiques sur les lois de finances et sur les lois de financement de la sécurité sociale ; devenu sans objet. (p. 3078) : son amendement n° 19 : nécessité de préciser que les dépenses sociales sont concernées par la règle de l'équilibre ; devenu sans objet. Soutient l'amendement n° 380 de M. Alain Lambert (exécution en équilibre des comptes publics de la France à compter de l'exercice de l'année 2012) ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (20 juin 2008) (p. 3092) : interrogation sur l'organisation des débats relatifs à la réforme constitutionnelle.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)] (suite)** - (20 juin 2008) - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - *Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure*) (p. 3096, 3097) : favorable aux amendements identiques n° 175 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 363 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 426 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 16 de la Constitution). - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - *Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République*) (p. 3100, 3103) : son amendement n° 8 : recours facultatif à une commission avant d'user du droit de grâce ; devenu sans objet. - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - *Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3111, 3116) : favorable aux amendements identiques n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 329 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 428 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3116) : intervient sur son amendement présenté par Mme Nathalie Goulet n° 9 : ajout des actes pris en application de l'article 65 de la Constitution à la liste des actes dispensés de contreseing. - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3122) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 364 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 429, 430 et 431 de M. Bernard Frimat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3126, 3135) : son amendement n° 10 : rôle du Parlement dans l'évaluation des politiques publiques ; retiré. (p. 3129, 3130) : votera contre l'amendement n° 437 de M. Bernard Frimat (renouvellement intégral des deux assemblées parlementaires). Son amendement n° 11 : suppression de la limitation du nombre de députés ; rejeté. (p. 3140, 3145) : sur l'amendement n° 103 de la commission (limitation du nombre de sénateurs), son sous-amendement n° 12 ; rejeté. (p. 3147, 3149) : ses amendements n° 13 : détermination par une loi organique des règles relatives à l'autonomie administrative et financière des assemblées parlementaires ; et n° 306 : possibilité de préciser et de compléter le présent article par une loi organique ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3153) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 439 et 440 de M. Bernard Frimat (modalités de constitution d'une commission d'enquête). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3156, 3157) : intervient sur les amendements identiques n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales). (p. 3166) : intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (rectification). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3170) : intervient sur l'amendement n° 375 de Mme Alima Boumediene-Thiery (remplacement des députés ou des sénateurs

en cas d'empêchement temporaire). - **Article additionnel avant l'article 10 bis** (p. 3174, 3175) : son amendement n° 15 : publication au Journal officiel des travaux des commissions en cas d'établissement par ces dernières du texte discuté en séance publique ; retiré. - **Article 10 bis** (art. 33 de la Constitution - *Publicité des auditions des commissions*) (p. 3176) : favorable aux amendements identiques n° 105 de la commission et n° 274 de M. Yves Détraigne (suppression). - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 3178, 3184) : défavorable à l'amendement n° 187 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (impossibilité pour le Parlement de déléguer sa compétence législative). Ses amendements n° 16 : suppression de la mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels ; et n° 17 : repli ; devenus sans objet. (p. 3192) : favorable à l'amendement n° 455 de M. Bernard Frimat (inscription des dispositions relatives à la définition de la liberté du pluralisme et de l'indépendance des médias dans le domaine la loi). - **Article 12** (*Vote de résolutions par les assemblées parlementaires*) (p. 3196, 3197) : intervient sur les amendements identiques n° 109 de la commission et de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° 138 (rétablissement et encadrement par une loi organique). - **Article additionnel après l'article 13 ou avant l'article 13 bis** (p. 3201) : intervient sur l'amendement n° 44 de Mme Bariza Khiari (obligation de publier les règlements d'application d'une loi dans les six mois suivant sa promulgation).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 13 bis** (art. 38 de la Constitution - *Ratification expresse des ordonnances*) (p. 3222) : défavorable à l'amendement n° 195 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de l'article 38 de la Constitution). (p. 3224) : intervient sur l'article 13 bis. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - *Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi*) (p. 3227) : défavorable aux amendements identiques n° 199 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 280 de M. Michel Mercier (publicité des avis du Conseil d'Etat) et n° 466 de M. Bernard Frimat (publicité des avis du Conseil d'Etat après leur adoption en conseil des ministres). (p. 3232) : son amendement n° 21 : suppression des dispositions relatives à la détermination par une loi organique des conditions d'élaboration des projets de loi ; retiré. - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - *Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi*) (p. 3240) : intervient sur les amendements identiques de suppression n° 113 de la commission et n° 468 de M. Bernard Frimat. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 3242, 3243) : son amendement n° 22 : élargissement de la liste des textes pour lesquels la discussion en séance publique portera sur le texte du gouvernement ou sur le texte transmis et non sur le texte adopté par la commission ; devenu sans objet. (p. 3245) : son amendement n° 23 : conséquence ; devenu sans objet. (p. 3244, 3248) : intervient sur les amendements de la commission n° 114 (délai minimal entre le dépôt ou la transmission d'un texte et la discussion publique), n° 115 (application des délais en cas de procédure accélérée) et n° 116 (modalités d'exception à l'application des délais). - **Article additionnel après l'article 17** (p. 3250, 3251) : son amendement n° 24 : inscription des commissions d'enquête dans la Constitution ; retiré. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 3260) : sur l'amendement n° 118 de la commission (exercice du droit d'amendement), son sous-amendement n° 518 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 3284) : intervient sur l'amendement n° 50 de M. Christian Cointat (avis obligatoire des commissions parlementaires sur les projets de décret tendant aux indisponibilités de crédits). - **Article additionnel avant l'article 21** : soutient l'amendement n° 379 de M. Alain Lambert (respect par le projet de loi de finances du principe de sincérité par une prestation de serment du Gouvernement) ; retiré. - **Article 21** (art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - *Rôle de la Cour des comptes*) (p. 3285, 3286) : son amendement n° 26 : impossibilité pour la Cour des comptes de porter une

appréciation d'opportunité sur les politiques publiques et les comptes qui lui sont soumis ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - *Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour*) (p. 3310, 3313) : intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 3315) : défavorable à l'amendement n° 224 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité, pour tous les groupes parlementaires, de déposer une motion de censure). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - *Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 3316, 3325) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3333, 3338) : défavorable aux amendements n° 333 de Mme Alima Boumediene-Thiery (élargissement de la ratification législative aux réserves et aux déclarations négociées dans le cadre d'un traité international) et n° 232 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (droit d'amendement parlementaire en matière d'adoption de conventions, d'accords ou de traités internationaux). Favorable à l'amendement n° 233 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élargissement du droit de saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3344) : intervient sur l'amendement n° 321 de M. Robert Badinter (requalification du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle"). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - *Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 3349) : sur l'amendement n° 73 de M. Hugues Portelli (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République), son sous-amendement n° 520 ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3352) : son amendement n° 28 : compétence du Conseil constitutionnel en matière de loi constitutionnelle ; retiré. - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - *Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel*) (p. 3354, 3357) : son amendement n° 33 : impossibilité de saisir une seconde fois le Conseil constitutionnel sur un texte ou une disposition législative précédemment examinée ; retiré. Parole sur l'article. - **Article 27** (art. 62 de la Constitution - *Effets des décisions du Conseil constitutionnel*) (p. 3357) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 3358, 3359) : son amendement n° 34 : respect des décisions du Conseil constitutionnel ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 28 bis** (p. 3383, 3385) : son amendement n° 36 : désignation, par le Président de la République, d'un ordonnateur et d'un comptable des recettes et des dépenses de la Présidence de la République ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Deuxième lecture [n° 283 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Article 9** (art. L. 131-12 du code des juridictions financières - *Suppression du pouvoir de remise gracieuse du ministre chargé du budget en matière d'amendes*) (p. 5786) : parole sur l'article. - **Article 21** (chapitre II du titre IV de la première partie du livre II du code des juridictions financières - *Procédure juridictionnelle applicable devant les chambres régionales des comptes*) (p. 5787) : parole sur l'article. - **Article 29 ter** (art. L. 131-2, L. 231-3, L. 253-4, L. 262-33 et L. 272-35 du code des juridictions financières, art. 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 - *Réduction à cinq ans du délai de prescription de l'action en responsabilité contre les comptables publics et les comptables de fait*) (p. 5789) : parole sur l'article.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Article unique** (p. 6310) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (introduction du principe de la parité dans la constitution du bureau). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6315) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6541, 6542) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7289, 7290) : favorable à l'amendement n° I-115 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail). (p. 7291) : défavorable à l'amendement n° I-162 de M. Thierry Foucaud (régime d'imposition des rémunérations différées au montant excédant six fois le plafond annuel de la sécurité sociale). - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7296, 7297) : favorable aux amendements n° I-107 de Mme Nicole Bricq (retour aux anciens plafonds des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) et n° I-176 de M. Thierry Foucaud (modification des plafonds éligibles aux réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde d'enfants). - **Article 2 bis** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 7300, 7301) : parole sur l'article. (p. 7305) : intervient sur l'amendement n° I-1 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7358, 7360) : sur l'amendement n° I-117 de M. Jean-Jacques Jégou (remboursement immédiat des créances du crédit d'impôt recherche afin d'améliorer à court terme les trésoreries des entreprises), son sous-amendement n° I-252 ; devenu sans objet. - **Article 7 bis** (*Régime fiscal des "parachutes dorés"*) (p. 7364) : intervient sur l'amendement n° I-145 de la commission (demande de précisions sur les régimes de retraite à prestations définies, autres que les parachutes dorés). - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7393, 7394) : défavorable à l'amendement n° I-142 de M. Yves Détraigne (encouragement au développement de l'utilisation des sacs biodégradables). (p. 7396) : ne prendra pas part au vote sur l'amendement n° I-81 de M. Jean-Marc Pastor (mesures en faveur de la méthanisation permettant de récupérer l'énergie contenue dans les déchets). (p. 7399) : favorable à l'amendement n° I-234 de la commission (affectation de la moitié du produit de la TGAP "granulats" aux départements et aux communes sur le territoire desquels sont extraits les matériaux).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7460) : défavorable aux amendements portant sur le même objet de M. Philippe Dominati n° I-217 et I-218 (relèvement de l'abattement sur la résidence principale au titre de l'ISF). (p. 7466) : défavorable à l'amendement n° I-236 de la commission (alignement du régime fiscal des dons aux associations reconnues d'utilité publique ou aux associations de bienfaisance sur celui dont bénéficient les fondations reconnues d'utilité publique).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 7579, 7580) : reprend l'amendement de la commission n° I-20 : champ d'application de la provision pour investissement des entreprises de presse ; retiré. Sur son amendement n° I-20 précité, son sous-amendement n° I-260 ; retiré.

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers

- (3 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8216, 8218) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission sous réserve de l'approbation de ses deux amendements. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8231, 8233) : son amendement n° II-3 : majoration des crédits du programme "Solidarité à l'égard des pays en développement" pour soutenir les dons-projets bilatéraux de l'Agence française de développement ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-191 du Gouvernement. Position de la commission sur ce sous-amendement. - **Article additionnel avant l'article 59 quinquies** (p. 8234, 8235) : son amendement

n° II-23 : versement de la totalité du dividende de l'Agence française de développement, AFD, aux recettes non fiscales du budget général de l'État au plus tard le 31 décembre de l'année de sa constatation ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-206 du Gouvernement qu'à titre personnel il accepte.

Articles de récapitulation des crédits

- (8 décembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 8550, 8551) : intervient sur son amendement, présenté par M. Adrien Gouteyron, n° II-304 : mise sous plafond d'emploi des établissements à autonomie financière du ministère des affaires étrangères.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8557, 8562) : sur l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %), son sous-amendement n° II-401 ; rejeté. Sur l'amendement n° II-387 de M. Jean Arthuis (repli), son sous-amendement n° II-402 ; devenu sans objet. (p. 8574, 8575) : défavorable à l'amendement n° II-249 de la commission (imputation des moins-values issues des cessions de valeurs mobilières réalisées en 2008 sur le revenu global). - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 8610) : intervient sur l'amendement n° II-306 de M. Thierry Repentin (entrée en vigueur du transfert de la compétence d'autorisation de changement d'usage des logements).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8685) : intervient sur l'amendement n° II-299 de M. Yannick Botrel (régime dérogatoire de France Télécom en matière de taxe professionnelle). (p. 8688) : reprend l'amendement de Mlle Sophie Joissains n° II-177 : instauration d'un crédit d'impôt égal à 25 % des dépenses engagées par les entreprises pour assurer leur sécurité ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8698) : intervient sur l'amendement n° II-292 de Mme Nicole Bricq (révision générale des valeurs locatives). (p. 8701) : intervient sur l'amendement n° II-287 de M. Daniel Reiner (impact des levées d'options de crédit-bail sur la valeur locative des immobilisations) ainsi que sur le sous-amendement n° II-409 de la commission s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 55 quinquies** (p. 8730) : intervient sur l'amendement n° II-310 de M. Philippe Dominati (création d'un crédit d'impôt pour la relocalisation en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles réalisées par des entreprises de production établies hors de France).

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Article 1er** (art. L. 442-5-1 du

code de l'éducation - Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves) (p. 8831) : parole sur l'article. (p. 8832, 8835) : sur l'amendement n° 2 de M. Pierre-Yves Collombat (prise en compte des regroupements pédagogiques intercommunaux, RPI, dans l'appréciation des capacités d'accueil des communes), son sous-amendement n° 4 ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Article 2** (*Affectation aux départements d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP*) (p. 9187) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. François Marc (modification du mécanisme d'application de la garantie constitutionnelle de compensation des charges transférées aux départements). - **Article 18** (*Dégrèvement permanent de taxe professionnelle pour les investissements nouveaux réalisés entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2009*) (p. 9232) : intervient sur les amendements identiques n° 4 de la commission et n° 122 de M. Bernard Vera (déliation partielle des taux de fiscalité locale), du même auteur n° 121 (suppression du dispositif proposé d'un nouveau dégrèvement de taxe professionnelle et relèvement du taux de plafonnement de la cotisation minimale de taxe professionnelle) et n° 82 de Mme Nicole Bricq (déliation des taux de fiscalité locale). - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9261, 9264) : intervient sur l'amendement n° 43 de M. Aymeri de Montesquiou (augmentation de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie). Son amendement n° 44 : récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA dès lors que l'actif net successoral dépasse 100 000 euros ; retiré puis repris par M. Alain Lambert. - **Article 20** (*Refonte de la procédure d'abus de droit*) (p. 9268) : votera l'amendement n° 11 de la commission (introduction du principe du contradictoire dans le cadre de la procédure devant le comité de l'abus de droit fiscal).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9351, 9356) : favorable à l'amendement n° 25 de la commission (revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation). Sur les amendements de la commission des affaires culturelles saisi pour avis, estime satisfait le n° 87 (modification de la règle de calcul de l'arrondi dans le cadre de l'indexation du montant de la redevance audiovisuelle sur l'inflation) et estime prématuré le débat sur le n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle). - **Article 59** (*Définition de l'assiette de taxation des jeux de casino exploités sous forme électronique*) (p. 9388, 9389) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9397) : intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer).

CHASTAN (Yves)
sénateur (Ardèche)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

CHATEL (Luc)
secrétaire d'Etat chargé de la consommation et du tourisme (jusqu'au 18 mars 2008)
secrétaire d'Etat chargé de l'industrie et de la consommation, porte-parole du Gouvernement (à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 7, 9) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 16, 18) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Michel Billout n° 2 (demande de moratoire sur les directives européennes) et n° 5 (fusion d'Electricité de France et de Gaz de France au sein d'un pôle public de l'énergie). - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 22, 23) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Xavier Pintat, n° 3 de M. Michel Billout, n° 10 de M. Daniel Raoul, n° 11 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 12 de M. Xavier Pintat s'y rapportant. (p. 25, 26) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Jean Arthuis. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 27) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de vente de gaz naturel pour les sites raccordés aux réseaux entre le 1er juillet 2007 et la date de publication de cette loi).

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction - Deuxième lecture** [n° 136 (2007-2008)] - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 845, 846) : souhait d'un vote conforme par le Sénat. - **Article 1er** (*Obligation générale de sécurité pour les manèges, machines et installations*) (p. 849, 850) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et n° 2 de M. Jean-Marc Pastor. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 851) : remerciements.

- **Proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés** [n° 197 (2007-2008)] - (10 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1639, 1640) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1646) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet (mise en place de plans départementaux de randonnées motorisées). - **Article 1er** (art. L. 321-1 du code de la route - *Commercialisation des véhicules non soumis à réception par des professionnels - Interdiction de leur vente aux mineurs*) (p. 1647, 1648) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 2** (art. L. 321-1-1 du code de la route - *Utilisation des véhicules non soumis à réception*) (p. 1649) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1650, 1651) : sur l'amendement n° 3 de la commission (déclaration obligatoire de véhicules non soumis à réception

dont la vitesse peut excéder vingt-cinq kilomètres par heure), son sous-amendement n° 6 ; adopté ; avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission (confiscation des véhicules ayant servi à commettre une infraction).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (3 juillet 2008) - **Article 31 (priorité)** (art. 81 C [nouveau] du code général des impôts - *Amélioration du régime fiscal des impatriés*) (p. 3889) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 473 de Mme Marie-France Beaufilet, n° 14, 13 et 12 de la commission.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Intitulé du Chapitre Ier** (*Mettre en œuvre la deuxième étape de la réforme des relations commerciales*) (p. 4091) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 123 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 21 A** (p. 4095, 4096) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 358 de Mme Nicole Bricq (création d'un recours collectif au profit des consommateurs) et, portant sur le même objet, de Mme Odette Terrade n° 506 et n° 505 (création d'une action de groupe en faveur des consommateurs). - **Articles additionnels avant l'article 21 B** (p. 4098, 4100) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 522 (redéfinition de la vente liée), n° 531 (affichage individualisé du prix des produits contenus dans une offre commerciale), n° 529 (interdiction des accords d'exclusivité entre partenaires commerciaux) et sur l'amendement n° 663 de M. Claude Biwer (interdiction des accords d'exclusivité entre partenaires commerciaux). - **Article 21 B** (art. L. 121-1-1 et L. 122-11-1 du code de la consommation - *Liste des pratiques commerciales réputées trompeuses ou agressives*) (p. 4101) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 124 de la commission. - **Article additionnel après l'article 21 B** (p. 4103, 4104) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 692 de M. Pierre Fauchon (modalités de détermination du caractère abusif des clauses contractuelles) et n° 916 de M. Philippe Dominati (ajout à la liste des clauses abusives de la possibilité pour une banque de ne pas rendre effective immédiatement la dénonciation d'un compte joint). - **Article 21 C** (art. L. 132-1 [et son annexe] du code de la consommation - *Liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives*) (p. 4105, 4106) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 516 de Mme Odette Terrade, n° 956 de M. Philippe Dominati et n° 125 de la commission. - **Article additionnel après l'article 21 C** (p. 4107) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 517 de Mme Odette Terrade (extension de la protection contre les clauses abusives à tous les contrats identiques conclus par le même professionnel). - **Article 21 D** (*Numéro non surtaxé pour obtenir la bonne exécution d'un contrat*) (p. 4108) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 126 de la commission et n° 534 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 21 D** (p. 4108, 4114) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 835 (conditions de souscription d'un contrat relatif à la fourniture d'énergie), n° 128 (charge financière des contrôles préalables à la mise sur le marché d'un produit), n° 127 (applicabilité directe en droit interne des décisions communautaires relatives à la suspension de la mise sur le marché d'un produit dangereux), n° 761 de Mme Anne-Marie Payet (encadrement des services après-vente), n° 767 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de l'électricité au-delà du 1er juillet 2010) et sur les sous-amendements n° 1067 et 1077 de M. Daniel Raoul et n° 1074 de Mme Odette Terrade portant sur l'amendement n° 835 précité.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Division additionnelle avant l'article 21** (p. 4126) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 266 de la commission (conséquence). - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 4126, 4127) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 547 de M. François Fortassin (mise en place d'un double étiquetage mentionnant le prix payé par le consommateur et le prix d'achat au producteur). - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - *Conditions générales de vente*) (p. 4131) : parole sur l'article. (p. 4133, 4150) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 769 et 770 de M. Daniel Raoul, n° 509, 526, 527, 532, 869, 872 et 873 de Mme Odette Terrade, n° 638, 639, 724 et 725 de Mme Anne-Marie Payet, n° 715 de M. Daniel Soulage, n° 641, 650, 668 et 705 de M. Claude Biwer, n° 988 de M. Bruno Retailleau, n° 69 et 70 de M. Michel Houel, n° 597 de M. Alain Vasselle, n° 120 et 130 de la commission ainsi que sur les sous-amendements n° 1029 de M. Claude Biwer, n° 1050 de M. Daniel Raoul, n° 1061 de M. Michel Houel, n° 1053 de M. Bruno Retailleau et n° 870 de Mme Odette Terrade s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 4151, 4152) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 682 de M. Claude Biwer (nullité des conventions interdisant à des commerçants de revendre leurs magasins à un acheteur qui n'est pas membre du même réseau) et n° 421 de M. Daniel Raoul (impossibilité de retourner au fournisseur les produits agroalimentaires acceptés par le distributeur lors de la livraison). - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - *Sanction des abus dans la relation commerciale*) (p. 4153) : réponse à M. Gérard Longuet. (p. 4157, 4158) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 422, 424 et 425 de M. Daniel Raoul, n° 874 et 875 de Mme Odette Terrade, n° 659 et 661 de M. Claude Biwer, n° 649 de Mme Anne-Marie Payet, n° 286 de Mme Esther Sittler et n° 132 de la commission. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 598 de M. Alain Vasselle. (p. 4158, 4160) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 598 de M. Alain Vasselle, n° 949 de M. Henri de Raincourt, n° 423 de M. Daniel Raoul, n° 83 de M. Gérard Cornu, n° 690 de Mme Anne-Marie Payet et n° 987 de M. Bruno Retailleau. (p. 4161, 4162) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 426 de M. Daniel Raoul, n° 665 et 669 de M. Claude Biwer et n° 133 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 4163, 4165) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 530 de Mme Odette Terrade (possibilité pour un franchisé qui se voit contraint, en fin de contrat, de respecter une période de non-concurrence, dont la longueur est de nature à mettre en péril la pérennité et la continuité de son entreprise, d'obtenir une indemnisation de la part de son franchiseur), n° 989 de M. Bruno Retailleau (présentation annuelle par le Gouvernement aux assemblées parlementaires d'un bilan annuel sur la mise en œuvre de ce titre) et n° 427 de M. Daniel Raoul (encouragement à l'émergence d'une véritable organisation du commerce de centre-ville). - **Article 22 bis** (art. L. 440-1 du code de commerce - *Désignation du président de la CEPC*) (p. 4165) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 536 de Mme Odette Terrade et n° 134 de la commission. - **Article 22 ter** (art. L. 442-9 du code de commerce - *Prise en compte de la hausse du coût des céréales dans le prix des produits de consommation courante*) (p. 4166) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 135 de la commission. - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 4166, 4167) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 759 de M. Éric Doligé (autorisation des relevés de prix entre commerçants concurrents). - **Article 22 quater** (art. L. 120-20-12, L. 314-1 et L. 314-12 du code de la consommation - *Prêt viager hypothécaire*) (p. 4168) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 136 de la commission, n° 537 de Mme Odette Terrade et n° 771 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4170, 4178) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 760 de Mme Anne-Marie Payet (dispositions destinées à rendre plus opérationnelles les règles dérogatoires relatives au contrôle des opérations de concentration dans les collectivités et départements d'outre-mer), n° 137 et 138 de la commission (seconde étape de l'intégration dans le projet de loi de la réforme du contrôle de la concurrence) ainsi que sur les sous-amendements n° 990, 991, 1054 et 1055 de M. Bruno Retailleau s'y rapportant. - **Article 23** (*Habilitation à créer par voie*

d'ordonnance une Autorité de la concurrence) (p. 4183) : sur l'amendement n° 139 de la commission (coordination), son sous-amendement n° 1035 ; adopté. (p. 4186, 4188) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 de la commission, n° 693 de M. Pierre Fauchon, n° 429 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 428 de Mme Nicole Bricq, n° 488, 518, 519, 520 et 521 de Mme Odette Terrade et sur les sous-amendements n° 664 de M. Claude Biwer, n° 671 de Mme Anne-Marie Payet, n° 1079, 1080, 1081 et 1082 de Mme Odette Terrade portant sur l'amendement n° 139 précité. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4189, 4190) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 430 de Mme Nicole Bricq (rapport annuel de l'Autorité de la concurrence sur l'évolution des pratiques de marges dans la distribution) et n° 691 de M. Pierre Fauchon (impossibilité pour les juridictions devant statuer sur des actions en dommages et intérêts concernant une pratique visée à l'article 81 ou 82 du traité instituant la Communauté européenne, de rendre une décision contraire à celle de l'Autorité de la concurrence concluant à l'existence d'une infraction). - **Article 24** (art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - *Régime des soldes*) (p. 4194) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 431, 432, 433 et 434 de M. Daniel Raoul, n° 484, 514 et 525 de Mme Odette Terrade, n° 72 de M. Michel Houel et n° 59 de M. Gérard Longuet. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4197, 4199) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 90 de M. Jean-Patrick Courtois (limitation de l'implantation des Villages de marques à la proximité des usines de production) et de M. Daniel Raoul n° 435 (renforcement des sanctions contre la vente à perte) et n° 436 (prise en compte de l'ensemble des charges de fonctionnement du magasin dans le calcul de la revente à perte).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4282, 4283) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 776 de M. René Beaumont (mise en place d'un dispositif introduisant une obligation de rénovation et d'amélioration des sites commerciaux anciens assorti d'un crédit d'impôt). - **Article 26 bis** (art. L. 214-1 et L. 214-2 du code de l'urbanisme - *Préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial*) (p. 4286) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 792 et 793 de M. Thierry Repentin, n° 144 de la commission et n° 487 de Mme Odette Terrade. - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - *Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4294, 4295) : parole sur l'article. (p. 4296, 4298) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 494 de Mme Odette Terrade, n° 646 de M. Yves Détraigne, n° 794 et 831 de M. Thierry Repentin et n° 149 de la commission. (p. 4299, 4303) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 795 de M. Thierry Repentin, n° 273 de M. Gérard Cornu, n° 1091 et 146 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1070 de M. Alain Fouché. (p. 4304, 4306) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 796 de M. Thierry Repentin, n° 154 de la commission, n° 714 de M. Daniel Soulage et n° 583 de M. Gérard Longuet. (p. 4309) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 670 de M. Philippe Nogrix, n° 824 de M. Philippe Darniche, n° 695 de Mme Anne-Marie Payet et n° 797 de M. Thierry Repentin. (p. 4312, 4315) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 798 et 802 de M. Thierry Repentin, et n° 968 de M. Jean Desessard. (p. 4318, 4325) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 704 de Mme Jacqueline Gourault, n° 799 et 803 de M. Thierry Repentin, n° 258 de M. Alain Fouché, n° 612 de M. Philippe Adnot, n° 822 de M. Philippe Darniche, n° 683 de Mme Françoise Férat, n° 658 de Mme Anne-Marie Payet, n° 272 de M. Gérard Cornu, n° 585 de M. Gérard Longuet, n° 775 de M. René Beaumont, n° 971, 972 et 973 de M. Jean Desessard, n° 147 de la commission, et sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 805, 807 et 804 de M. Thierry Repentin, n° 806 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 918 de Mme Elisabeth Lamure. (p. 4329, 4330) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 801 et 809 de M. Thierry Repentin, n° 255 de M. Michel Houel, n° 116 de la commission et n° 268 de Mme Nathalie Goulet.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4388) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 654 de M. Claude

Biwer, n° 684 de Mme Anne-Marie Payet, n° 855 de M. Francis Grignon et n° 832, 833 et 834 de M. Thierry Repentin. (p. 4390) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 974, 975 et 976 de M. Jean Desessard. (p. 4390, 4397) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 800 de M. Thierry Repentin, n° 813 et 811 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 275 de M. Gérard Cornu, n° 291 de M. René Beaumont, n° 647 et 672 de M. Yves Détraigne, n° 969 et 970 de M. Jean Desessard et n° 151 et 145 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 993 de M. Bruno Retailleau. (p. 4398, 4400) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 821 et 825 de M. Philippe Darniche, n° 259 de M. Alain Fouché, n° 777 de M. René Beaumont, n° 302 de Mme Nathalie Goulet et n° 810 de M. Jacques Gillot. (p. 4403) : son amendement n° 1049 : contrôle des contrats passés à l'occasion d'un projet d'aménagement commercial dont le montant est supérieur à un seuil fixé par décret ; adopté. (p. 4401, 4404) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 152, 1091 et 153 de la commission, n° 276 et 277 de M. Gérard Cornu, n° 260 de M. Alain Fouché et n° 667 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 4404) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Patrick Courtois (simplification du transfert d'officine de pharmacie à l'intérieur d'une même commune). - **Article 27 ter** (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Prise en compte des besoins en matière de commerce dans les PLU*) (p. 4405) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 155 de la commission. - **Article 27 quater** (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme - *Possibilité de déterminer dans le PLU les zones de développement de la diversité commerciale*) (p. 4406) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 156 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 4407) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1021 et 1020 de M. Serge Lagache (renforcement de la réglementation de la gestion des cartes d'accès illimitées au cinéma). - **Article 28** (art. 30-1 à 30-3 [nouveaux] du code de l'industrie cinématographique et L. 111-6-1, L. 122-1, L. 122-2 et L. 452-8 du code de l'urbanisme - *Aménagement cinématographique*) (p. 4410) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1022 de M. Serge Lagache. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4411) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 261 de M. Gérard César (possibilité de diffuser sur Internet, à

l'exception des sites destinés à la jeunesse, des messages informationnels ou éditoriaux sur les boissons alcoolisées dès lors que les auteurs de la publication n'en retirent aucune contrepartie financière). (p. 4413, 4414) : son amendement n° 1078 : prolongation de l'autorisation d'utiliser l'appellation "Saint-Emilion Grand cru" ; adopté. - **Article 28 bis** (art. L. 212-3 du code du tourisme - *Dérogation à la règle d'exclusivité d'activité des agents de voyages en matière de prestations accessoires aux foires et salons*) (p. 4414) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 657 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 28 ter** (loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 - *Abrogation de la loi relative aux voitures de petite remise*) : son amendement n° 107 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 4415, 4419) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 685 (interdiction de la vente de tabac hors taxes dans les boutiques des aéroports pour les personnes voyageant entre la France métropolitaine et un département d'outre-mer), n° 686 (suppression des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant des départements d'outre-mer), n° 687 (exclusion des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant de l'île de La Réunion), n° 718 (interdiction de la vente de produits de tabac en distributeur automatique), n° 640 (interdiction de toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail) et n° 696 de Mme Mugette Dini (application de la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures de petite remise aux sociétés de transport de personnes à moto).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7867, 7869) : réponse aux orateurs.

- **Question orale avec débat de Mme Mugette Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8815, 8818) : sa réponse.

CHATILLON (Alain)
sénateur (Haute-Garonne)
UMP-R

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8247, 8248) : son intervention.

CHAUVEAU (Jean-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

CHEVÉ (Jacqueline)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Article 21 (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux)** (p. 5844) : soutient l'amendement n° 435 de M. Thierry Repentin (suppression de la baisse des plafonds de ressources nécessaires pour accéder au parc HLM) ; devenu sans objet.

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6803) : sa question au ministre de la santé.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 51 (priorité)** (art. L. 815-1, L. 815-2, L. 815-13, L. 815-24, L. 815-24-1 nouveau et L. 816-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation du minimum vieillesse) (p. 6959, 6960) : soutient l'amendement n° 290 de Mme Christiane Demontès (évaluation par le Gouvernement des conditions d'extension de la revalorisation du minimum vieillesse) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 56 (priorité)** (art. L. 173-7 nouveau, L. 351-14-1 et L. 382-29 du code de la sécurité sociale ; art. L. 742-3 du code rural ;

art. 114 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Modification des règles de "rachat" de trimestres pour l'ouverture du droit à retraite anticipée pour carrière longue) (p. 7003) : soutient l'amendement n° 295 de Mme Patricia Schillinger (suppression) ; rejeté. - **Article 57 (priorité)** (art. L. 634-2-1 du code de la sécurité sociale - Validation de trimestres au bénéfice des commerçants et artisans) (p. 7005) : parole sur l'article.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8099, 8100) : son intervention.

CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre)
sénateur (Territoire de Belfort)
RDSE

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5253, 5255) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Article 6** (Garanties apportées au secteur financier) (p. 5389, 5390) : parole sur l'article.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 7615, 7617) : son intervention.

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8027, 8029) : son intervention.

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) (p. 8321, 8323) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8372, 8374) : son intervention.

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8408, 8409) : son intervention.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) (p. 8427, 8428) : son intervention.

CLÉACH (Marcel-Pierre)
sénateur (Sarthe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

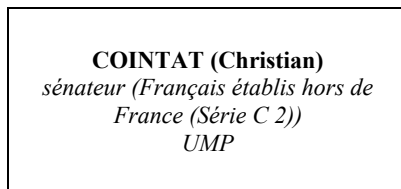
Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Marée amère : pour une gestion durable de la pêche [n° 132 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Agriculture et pêche - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6513, 6514) : son intervention.



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 224 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Environnement.**

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés des Français établis hors de France [n° 492 (2007-2008)] (24 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Outre-mer** [n° 104 tome 7 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Départementalisation de Mayotte : sortir de l'ambiguïté, faire face aux responsabilités [n° 115 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Outre-mer**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Droits et libertés des communes de Polynésie française : de l'illusion à la réalité [n° 130 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Outre-mer**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental** [n° 158 (2007-2008)] - (30 janvier 2008) - **Article 1er** (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - *Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire*) (p. 717) : ne votera pas le sous-amendement n° 80 de M. Pierre Fauchon déposé sur l'amendement n° 1 de la commission (délimitation du champ d'application de la rétention de sûreté).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 789) : s'abstiendra sur le sous-amendement n° 78 de M. Hugues Portelli portant sur l'amendement n° 29 de la commission (avis conforme de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté avant toute libération conditionnelle de condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, et prise en compte de l'assignation à résidence et de la sortie sous surveillance pénitentiaire dans le régime de la "surveillance de sûreté").

- **Proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale** [n° 182 (2007-2008)] - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1481, 1482) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat afin d'intégrer les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans les effectifs des commissions permanentes** [n° 345 (2007-2008)] - (4 juin 2008) - **Article unique** (p. 2600) : votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - *Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux*

responsabilités professionnelles et sociales) (p. 2925) : sur l'amendement n° 95 de la commission (reprise du texte relatif aux langues régionales adopté par l'Assemblée nationale et insertion de dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale entre les femmes et les hommes), son sous-amendement n° 38 : précision du caractère culturel du patrimoine mentionné ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2962) : intervient sur l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - *Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3033) : intervient sur l'amendement n° 98 de la commission (institution d'un référendum d'initiative parlementaire appuyé par un certain nombre de citoyens) et sur le sous-amendement n° 79 de M. Patrice Gélard s'y rapportant. - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - *Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République*) (p. 3048) : sur l'amendement n° 101 de la commission (sur les emplois ou fonctions relevant du pouvoir de nomination du Président de la République, avis public d'une commission mixte paritaire issue des commissions permanentes compétentes de chaque assemblée, et s'exprimant à la majorité des trois cinquièmes), son sous-amendement n° 147 ; retiré. (p. 3054) : votera l'amendement précité n° 101 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3058) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 46 et 47 ; retirés ; et n° 48 (assouplissement des modalités d'application de l'article 40 de la Constitution) ; retiré puis repris par M. Gérard Delfau. (p. 3063) : intervient sur ses amendements, portant sur le même objet, n° 46, 47 et 48 précités. (p. 3066) : retire son amendement n° 48 précité. (p. 3069) : ne votera pas l'amendement n° 310 de M. Alain Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - *Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République*) (p. 3105) : favorable à l'amendement n° 427 de M. Bernard Frimat (suppression du recours à l'avis d'une commission pour user du droit de grâce).

- Au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, en remplacement de M. Jean-Jacques HYEST - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3118) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 364 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 429, 430 et 431 de M. Bernard Frimat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement).

A titre personnel - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3130, 3136) : à titre personnel, son amendement n° 39 : assouplissement de la limitation du nombre de députés ; retiré. (p. 3139, 3143) : sur l'amendement n° 103 de la commission (limitation du nombre de sénateurs), qu'il votera, son sous-amendement n° 40 ; retiré. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 3181) : son amendement n° 41 : référence à l'article 8 de la déclaration des Droits de l'homme et du citoyen ; retiré au profit de l'amendement n° 106 de la commission (suppression de la possibilité de porter atteinte au principe de non-rétroactivité). (p. 3186, 3188) : sur l'amendement n° 503 de la commission (inscription des dispositions relatives au statut de l'élu local dans le domaine de la loi), son sous-amendement n° 504 ; adopté. Sur l'amendement n° 151 de M. Jean Puech (inscription du statut de l'élu local dans le domaine législatif), son sous-amendement n° 155 ; devenu sans objet. Ses amendements n° 43 ; repli ; devenu sans objet ; et n° 42 : inscription du régime législatif et de l'organisation particulière des Français établis hors de France dans le domaine législatif ; retiré. - **Article additionnel après l'article 13 ou avant l'article 13 bis** (p. 3199, 3200) : son

amendement n° 44 (obligation de publier les règlements d'application d'une loi dans les six mois suivant sa promulgation) ; retiré puis repris par Mme Bariza Khiari.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 3228) : son amendement n° 45 : rétablissement de l'examen prioritaire par le Sénat des projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français de l'étranger ; retiré. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 3255) : son amendement n° 49 : exercice du droit d'amendement ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 3283) : son amendement n° 50 : avis obligatoire des commissions parlementaires sur les projets de décret tendant aux indisponibilités de crédits ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 3304, 3309) : sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées), son sous-amendement n° 507 ; adopté. - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 3322, 3323) : son amendement n° 150 : obligation, pour le Gouvernement, de consulter la conférence des présidents de l'Assemblée nationale avant d'engager sa responsabilité sur le vote d'un texte ; retiré. Favorable à l'amendement n° 124 de la commission (obligation, pour le Gouvernement, de consulter la conférence des présidents de l'Assemblée nationale avant d'engager sa responsabilité sur le vote d'un texte à l'exception des projets de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3344) : favorable à l'amendement n° 321 de M. Robert Badinter (requalification du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle"). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3350) : favorable à l'amendement n° 73 de M. Hugues Portelli (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République). - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3352) : intervient sur l'amendement n° 28 de M. Michel Charasse (compétence du Conseil constitutionnel en matière de loi constitutionnelle). - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3372, 3382) : sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature), son sous-amendement n° 149 ; retiré. - **Article 28 bis** (Intitulé du titre XI de la Constitution - Conseil économique, social et environnemental) (p. 3385, 3386) : son amendement n° 52 : suppression de l'article ; retiré. - **Article 29** (art. 69 de la Constitution - Saisine du Conseil économique, social et environnemental par voie de pétition et extension de ses compétences au domaine environnemental) : Ses amendements n° 53 : suppression de l'expression "Conseil économique, social et environnemental" dans le premierement de l'article ; et n° 54 : suppression du mot "environnemental" dans le second alinéa du deuxième de l'article ; retirés. - **Article 30 bis** (art. 71 de la Constitution - Dénomination du Conseil économique, social et environnemental) : son amendement n° 55 : suppression de l'article ; retiré. - **Article 30 ter** (art. 71 de la Constitution - Limitation du nombre de membres du Conseil économique, social et environnemental) (p. 3387) : son amendement n° 56 : coordination ; retiré. - **Article 30 quater** (art. 72-3 de la Constitution - Collectivités d'outre-mer) (p. 3387, 3388) : son amendement n° 498 : mention de l'île de Clipperton dans la Constitution ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 3388, 3390) : ses amendements n° 399 (accès à un emploi des personnes handicapées) ; n° 500 : possibilité de recourir aux ordonnances pour actualiser le droit applicable outre-mer ; adoptés ; et n° 501 : possibilité pour le représentant de l'Etat en Nouvelle-Calédonie, dans les TAAF et à Clipperton, de prendre des mesures relevant normalement du domaine du décret ; retiré.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4629, 4630) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 93 et 94 de M. Bernard Frimat (droit de vote des étrangers aux élections locales). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4657) : intervient sur l'amendement n° 7 de Mme Alima Boumediene-Thiery (limitation des mandats parlementaires dans le temps).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 4736) : intervient sur les amendements n° 60 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression), n° 120 de M. Bernard Frimat (en matière d'examen en séance publique des textes issus des travaux de la commission permanente saisie au fond, suppression de l'exception en faveur des projets de loi de finances, de projets de financement de la sécurité sociale, et des projets de révision constitutionnelle) et n° 23 de M. Alain Lambert (suppression du régime particulier en matière de délai applicable aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale). - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4743, 4744) : intervient sur les amendements identiques n° 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 121 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 4783, 4784) : votera l'article.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (24 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6132) : favorable à l'amendement n° 103 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides octroyées en fonction des politiques de recrutement et de passage au temps plein pratiquées par les entreprises).

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2** (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet) (p. 6406) : intervient sur l'amendement n° 132 de M. Serge Lagauche (possibilité, pour les abonnés, de contester les recommandations de manière électronique). Considère que les pouvoirs du Parlement sont réduits par les nouvelles modalités d'application de l'article 40 de la Constitution. (p. 6413) : s'inquiète des conditions d'application de la suspension de l'accès à Internet. (p. 6437, 6438) : soutient l'amendement n° 94 de Mlle Sophie Joissains (rédaction) ; adopté. (p. 6440) : soutient le sous-amendement n° 95 de Mlle Sophie Joissains portant sur l'amendement n° 35 de la commission (rédaction) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 6454) : sur l'amendement n° 48 de la commission (information des élèves sur les dangers du téléchargement illégal), soutient le sous-amendement n° 96 de Mlle Sophie Joissains ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9 ou après l'article 10** (p. 6460, 6461) : favorable aux sous-amendements n° 101, 102 et 103 de Mme Catherine Morin-Desailly portant sur l'amendement n° 50 de la commission (mise en place d'une base juridique au dispositif de chronologie des médias).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

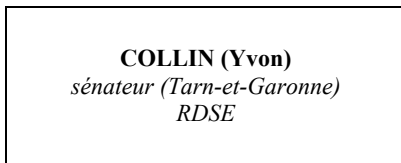
Outre-mer

- (2 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois - (p. 8117, 8118) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-**

2009] - (11 décembre 2008) - **Article 2** (*Habilitation du Gouvernement à procéder au découpage des circonscriptions législatives par ordonnance*) (p. 8929, 8930) : parole sur l'article. - **Article 3** (*Livre III, art. L. 125 et L. 394 du code électoral - Diverses dispositions relatives à l'élection des députés élus par les Français établis hors de France et aux circonscriptions législatives*) (p. 8934, 8937) : parole sur l'article. Demande le retrait de l'amendement n° 18 de M. Richard Yung (autorisation du vote par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique pour les Français établis hors de France). - **Explications de vote sur l'ensemble des deux projets de loi** (p. 8940, 8941) : le groupe UMP votera ces deux textes.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 42 ter** (*Exonération d'impôt sur le revenu du produit de la vente, par des particuliers, d'électricité produite à partir d'une installation photovoltaïque*) (p. 9330) : votera contre l'amendement n° 169



Secrétaire du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

Président du Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen à compter du 2 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire de la Délégation pour la planification ; puis membre le 4 novembre 2008 ; puis secrétaire le 12 novembre 2008.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 18 novembre 2008.

Membre titulaire du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la sécurité des piscines publiques et ouvertes au public [n° 165 (2007-2008)] (16 janvier 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 214 (2007-2008)] (18 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la dangerosité des pistolets à impulsions électriques TASER [n° 26 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité.**

de la commission (suppression). - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9356) : défavorable à l'amendement n° 25 de la commission (revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation). - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 9371) : s'abstiendra lors du vote des amendements portant sur le même objet n° 27 de la commission et n° 136 de M. Bernard Vera (diminution du droit de timbre fiscal pour les demandeurs d'un passeport biométrique fournissant eux-mêmes leurs photos d'identité). - **Articles additionnels après l'article 48 ter** (p. 9374) : son amendement n° 150 : précision relative au versement de la dotation d'intercommunalité aux EPCI de Polynésie française ; adopté. - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9396, 9397) : défavorable à l'amendement n° 34 de la commission (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer).

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres [n° 99 tome 3 annexe 10 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5252, 5253) : son intervention.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5298, 5300) : son intervention. Les sénateurs radicaux de gauche ne voteront pas ce texte.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5929, 5930) : son intervention. La majorité du groupe du RDSE votera ce texte.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 6312) : ses amendements n° 1 : représentation de tous les groupes politiques parlementaires à l'une ou l'autre des fonctions de président de commission permanente ou de vice-président du Sénat ; et n° 2 : conséquence ; retirés.

- **Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 214 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6328, 6332) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 7021) : au nom de M. François Vendasi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]** - (26 novembre 2008) - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7654, 7655) : la majorité du groupe RDSE ne votera pas la première partie du projet de loi de finances pour 2009.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7773, 7774) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7810) : position de la commission sur l'amendement n° II-82 des affaires

économiques saisie pour avis. - **Article 36 et état C (Crédits des budgets annexes)** (p. 7811, 7812) : son amendement n° II-16 : regroupement des crédits de formation au sein du programme "Formation aéronautique" ; retiré.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8241, 8243) : son intervention. Les Radicaux de gauche ne voteront pas les crédits de cette mission.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8761, 8762) : la majorité du RDSE n'approuvera pas ce budget.

COLLOMB (Gérard)
sénateur (Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

COLLOMBAT (Pierre-Yves)
sénateur (Var)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Vice-président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 363, 366).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Question préalable** (p. 422, 424) : sa motion n° 56 tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 697, 699) : sa motion n° 50 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire)** (p. 708) : soutient l'amendement n° 52 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. (p. 725) : intervient sur l'amendement n° 3

de la commission (nature juridictionnelle de la commission chargée de demander une rétention de sûreté).

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) (p. 774) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (définition d'une liste précise d'établissements pénitentiaires spécialisés dans les traitements médicaux psychologiques). (p. 778) : intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (substitution de la "surveillance de sûreté" à la surveillance judiciaire). (p. 779) : intervient sur l'amendement n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression partielle). - **Article 12 (priorité) (Entrée en vigueur)** (p. 787) : parole sur l'article. - **Article 6 (priorité) (art. L. 3711-1 à L. 3711-3 et art. L. 3711-4-1 du code de la santé publique - Modifications relatives à la mise en œuvre de l'injonction de soins)** (p. 793) : favorable aux amendements de la commission n° 27 (possibilité de faire appel à des médecins ayant suivi une formation appropriée pour exercer la fonction de médecin coordonnateur) et n° 28 (suppression des deux derniers alinéas de l'article).

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [n° 194 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Article unique** (p. 938) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat (suppression).

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 954, 955) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article unique** (p. 1100, 1101) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1374, 1375) : le groupe socialiste est défavorable à la banalisation des partenariats public-privé. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1384) : soutient l'amendement n° 117 de M. Jean-Pierre Sueur (précision selon laquelle les contrats de partenariat tels que présentés dans le présent projet de loi sont dérogoratoires au droit commun de la commande publique) ; rejeté. - **Article 1er (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat)** (p. 1388) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article visant à distinguer les critères facultatifs des critères obligatoires du contrat de partenariat, à clarifier le champ du contrat et à subordonner la rémunération du partenaire privé à des objectifs de performance), soutient le sous-amendement n° 121 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression de la possibilité pour la personne publique de mandater son cocontractant dans l'encaissement des recettes issues du paiement par les usagers du service public) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1455) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 82 (éligibilité au fonds de compensation de la TVA des baux emphytéotiques administratifs dans les mêmes conditions que les contrats de partenariat). - **Article 31 (art. L. 242-1 du code des assurances - Dispense d'assurance dommages ouvrage pour les maîtres d'ouvrage dans le cadre d'un contrat de partenariat)** (p. 1459) : soutient l'amendement n° 167 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression) ; adopté. - **Article 32 (Application de la loi aux contrats en cours de passation)** (p. 1763) : soutient l'amendement n° 168 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1465, 1466) : défavorable à la banalisation du contrat de partenariat.

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 171 (2007-2008)]** - (15 avril 2008) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 1708) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (présentation d'un rapport gouvernemental avant le 1er décembre 2008 sur le relèvement des plafonds de ressources ouvrant droit à l'aide juridique).

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - **Question préalable** (p. 1855) : le groupe socialiste votera la n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à poser la question préalable. - **Article 8 (chapitre IX bis et art. 72-1 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 25 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007, art. 104 et 104-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, chapitre IX bis et art. 98-1 nouveaux de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Généralisation des possibilités de cumul d'emplois permanents à temps non complet dans la fonction publique)** (p. 1868) : favorable aux amendements de suppression n° 40 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 49 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1879) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2694, 2696) : son intervention. - **Article unique** (p. 2698, 2704) : son amendement n° 3 : convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire ; retiré.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2749) : favorable au sous-amendement n° 62 de M. Robert Badinter portant sur l'amendement n° 61 de la commission (compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2883) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 24 (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées)** (p. 3332) : intervient sur l'amendement n° 519 de la commission (reconnaissance, dans la Constitution, de droits spécifiques aux groupes d'opposition ainsi qu'aux groupes minoritaires). - **Article 25 (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel)** (p. 3349, 3350) : intervient sur l'amendement n° 73 de M. Hugues Portelli (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République). - **Article 28 (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature)** (p. 3381) : intervient sur le sous-amendement n° 506 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature). - **Article 34 (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi)** (p. 3407, 3409) : intervient sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 340 (suppression du caractère rétroactif de la disposition permettant aux membres du Gouvernement de retrouver leur siège de parlementaires) et n° 358 (coordination).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3518) : son intervention. - **Article 2 (art. L. 133-1 du code de l'éducation - Consécration du droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques)** (p. 3528) : intervient sur les amendements de la commission n° 2 (suppression de la mention du caractère obligatoire du temps scolaire) et n° 3 (mise en place d'un service d'accueil gratuit des élèves en cas d'impossibilité matérielle ou légale de remplacement d'un enseignant). - **Article 4 (art. L. 133-3 du code de l'éducation - Compétence d'organisation du service d'accueil en cas de grève)** (p. 3544, 3547) : son amendement n° 37 : mise en place du service d'accueil par les seules communes de plus 3 500 habitants ; rejeté. - **Article 5 (art. L. 133-4 du code de**

l'éducation - Organisation du service d'accueil par la commune) (p. 3551) : intervient sur l'amendement n° 8 de la commission (relèvement, à 20 % des enseignants d'une école, du seuil déclenchant l'organisation par la commune d'un service d'accueil). - **Article 7** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - *Utilisation des locaux de l'école pour l'organisation par les communes du service d'accueil*) (p. 3553, 3554) : favorable aux amendements de suppression n° 24 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 47 de M. Serge Lagauche. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3555, 3556) : intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (établissement d'une liste de personnes susceptibles de participer à l'organisation du service d'accueil). - **Article 8** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - *Contribution financière versée par l'Etat aux communes pour la mise en œuvre du service d'accueil*) (p. 3560) : intervient sur l'amendement n° 57 du Gouvernement (création d'une compensation plancher et indexation de celle-ci). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3561, 3562) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (transfert à l'Etat de la responsabilité administrative des communes pour la mise en œuvre du service d'accueil). - **Article 9** (art. L. 133-7 du code de l'éducation - *Prestation de services pour l'organisation du service d'accueil*) (p. 3563) : favorable à l'amendement n° 55 de M. Ambroise Dupont (exercice par les EPCI de la compétence d'organisation du service d'accueil en cas de transfert à ces derniers du fonctionnement des écoles publiques).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 7** (art. L. 214-41 du code monétaire et financier - *Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes*) (p. 3796) : intervient sur l'amendement n° 407 de M. Daniel Raoul (relèvement du taux d'attribution des marchés publics réservés aux PME innovantes à 20 %).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3852) : favorable à l'amendement n° 335 de M. Thierry Repentin (détermination du régime d'assurance chômage des travailleurs saisonniers par des accords de branche conclus entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 26 bis** (art. L. 214-1 et L. 214-2 du code de l'urbanisme - *Préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial*) (p. 4286) : ses observations sur l'article. - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - *Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4311) : soutient l'amendement n° 798 de M. Thierry Repentin (maintien à 300 mètres carrés du seuil de soumission des projets d'équipement commercial à l'autorisation de la CDAC) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4353, 4355) : sa motion n° 4 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Question préalable** (p. 4358) : intervient sur la motion n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. premier de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat*) (p. 4361) : soutient l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Sueur (instauration d'un montant plancher pour le recours aux contrats de partenariat) ; rejeté. - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 4366) : soutient l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression du cas d'éligibilité basé sur le bilan entre les avantages et les inconvénients plus favorable que ceux d'autres contrats de la commande publique) ; rejeté. - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat*) (p. 4368) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien du résultat du concours d'architecture préalable dans le dossier de consultation remis aux candidats à un contrat de partenariat). - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat*) (p. 4369) : soutient l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Sueur (retour à la

règle de l'offre la mieux disante, adoptée par le Sénat en première lecture) ; rejeté. - **Article 31 quinquies** (*Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures nécessaires pour transposer des directives sur les marchés publics*) (p. 4380) : soutient l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Question préalable** (p. 4622) : votera la motion n° 92 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4636) : favorable à l'amendement n° 96 de M. Bernard Frimat (indépendance et pluralisme des médias). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - *Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République*) (p. 4644) : intervient sur l'amendement n° 98 de M. Bernard Frimat (composition et prérogatives de ces commissions). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 4650, 4651) : soutient l'amendement n° 103 de M. Bernard Frimat (injection d'une dose de proportionnelle aux élections législatives) ; rejeté. Intervient sur les amendements analogues n° 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 103 de M. Bernard Frimat (injection d'une dose de proportionnelle aux élections législatives).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4707) : intervient sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Frimat (suppression du renouvellement partiel du Sénat). - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 4741) : soutient l'amendement n° 122 de M. Bernard Frimat (interdiction des cavaliers législatifs) ; rejeté. (p. 4744) : intervient sur les amendements identiques n° 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 121 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - *Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 4758) : soutient l'amendement n° 129 de M. Bernard Frimat (suppression partielle) ; rejeté. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - *Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées*) (p. 4761) : soutient l'amendement n° 133 de M. Bernard Frimat (constitution d'une commission d'enquête à l'initiative de soixante députés ou sénateurs) ; retiré. (p. 4763) : intervient sur l'amendement n° 132 de M. Bernard Frimat (suppression partielle). - **Article 30 septies** (art. 75-1 de la Constitution - *Langues régionales*) (p. 4780) : intervient sur l'amendement n° 91 de M. Ivan Renar (suppression). - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - *Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 4786) : votera les amendements identiques n° 18 de M. Bruno Retailleau et n° 86 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression).

- **Rappel au règlement** - (15 octobre 2008) (p. 5406, 5407) : article 44 du règlement du Sénat. Protestation contre l'accusation de dévoiement du Règlement du Sénat formulé par le rapporteur de la commission des affaires économiques lors de la présentation d'une motion tendant à poser la question préalable sur le projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5407, 5409) : soutient l'amendement n° 239 de M. Thierry Repentin (définition du logement en tant que bien de première nécessité et mise en œuvre effective du droit au logement par l'Etat) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5454) : intervient sur l'amendement n° 564 de M. Jean-Léonce Dupont (suppression de la définition par décret des indicateurs de mesure des différents objectifs). (p. 5457, 5461) : soutient l'amendement n° 231 de M. Thierry Repentin

(suppression du dispositif d'expérimentation de la modulation des loyers) ; rejeté.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8261, 8262) : son intervention. Forêt de Collobrières.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) (p. 8423, 8425) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8436) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) : Le groupe socialiste votera contre les crédits de ce compte spécial. - **Article 67** (*Modification, en faveur de la péréquation, des règles d'évolution de certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8439) : le groupe socialiste votera les amendements de M. Jean-Jacques Jégou n° II-212 (modification des règles de calcul de la DGF pour les communes ayant procédé à des

recensements complémentaires compte tenu de l'augmentation de leur population liée aux constructions réalisées depuis 1999) et n° II-213 (repli). Ses amendements n° II-216 : indexation sur le taux prévisionnel de l'inflation de la dotation par habitant perçue par les communautés d'agglomération et de la dotation d'intercommunalité perçue par les communautés urbaines, les syndicats et les communautés d'agglomération nouvelle ; rejeté ; et n° II-217 : extension du bénéfice de la clause de garantie prévue pour les communautés urbaines aux intercommunalités créées avant le 1er janvier 2009 ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Article 1er** (*art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Obligation de financement de classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves*) (p. 8832) : son amendement n° 2 : prise en compte des regroupements pédagogiques intercommunaux, RPI, dans l'appréciation des capacités d'accueil des communes ; adopté après modification par le sous-amendement n° 4 de M. Michel Charasse. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8836) : le groupe socialiste votera ce texte.

CORNU (Gérard)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Économie**, [n° 101 tome 2 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3713) : soutient l'amendement n° 108 de M. Michel Houel (modalités d'affiliation à la chambre de métier et de l'artisanat et à la chambre de commerce et d'industrie) ; retiré. (p. 3715, 3716) ; soutient l'amendement n° 66 de M. Michel Houel (rétablissement du schéma de la formation des artisans) ; retiré. Son amendement n° 105 : renvoi à un décret pour la fixation du délai pendant lequel peut s'exercer le droit à la formation ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 3741, 3742) : son amendement n° 106 : suppression du double assujettissement des conjoints associés à la contribution à la formation professionnelle ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4301) : son amendement n° 273 : soumission à une autorisation d'exploitation commerciale des projets de réouverture au public de locaux inexploités depuis trois ans et représentant une surface de vente supérieure à 1000 mètres carrés ; adopté. (p. 4307, 4308) : soutient l'amendement n° 824 de M. Philippe Darniche (avis des chambres consulaires pour l'élaboration des schémas de développement commercial) ; retiré. Son amendement, portant sur le même objet, n° 81 ;

retiré. (p. 4316, 4317) : soutient l'amendement n° 822 de M. Philippe Darniche (fixation à 500 mètres carrés du seuil de soumission de la création d'une surface commerciale à l'autorisation de la CDAC) ; retiré. Son amendement n° 272 : fixation à 2000 mètres carrés du seuil de soumission à la CDAC d'un changement d'activité d'une surface de vente et à 1000 mètres carrés pour une activité nouvelle à prédominance alimentaire ; adopté.

COUDERC (Raymond)
sénateur (Hérault)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 366, 367).

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2034, 2035) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2391, 2393) : son intervention. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) (p. 8066, 8067) : son intervention. Sa ville de Béziers. Votera les crédits de cette mission.

COURTEAU (Roland)
sénateur (Aude)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie le 2 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et la sécurité en matière nucléaire le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre l'obésité [n° 312 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi définissant les conditions de paiement, lors des transactions commerciales, sur le vin [n° 374 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Écologie, développement et aménagement durables : Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 101 tome 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - Budget - Environnement - Transports.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 637) : favorable à l'amendement n° 5 de M. François Marc (modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1037, 1039) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 196 (réévaluation fréquente et régulière de l'efficacité des mesures) ; et n° 197 (cohérence) ; rejetés. - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - Responsabilité des exploitants cultivant des PGM) (p. 1053) : soutient l'amendement n° 201 de M. Jean-Marc Pastor (appréciation du préjudice économique) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert) (p. 1117) : soutient l'amendement n° 209 de M. Jean-Marc Pastor (communication aux communes des informations relatives à la culture d'organismes génétiquement modifiés) ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du

code de commerce - Réduction des délais de paiement) (p. 3768, 3770) : soutient l'amendement n° 403 de M. Daniel Raoul (retour au critère de la date d'émission de la facture comme unique point de départ du délai de paiement) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3782, 3785) : ses amendements n° 773 : durée maximale de paiement ramenée à quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole ; adopté ; n° 774 : délai maximal de paiement ramené à cinquante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole ; n° 772 : versement d'un acompte d'au moins 15 % du montant de la commande dans un délai de dix jours francs suivant signature du contrat dans le secteur viticole ; retirés. Sur l'amendement n° 1019 du Gouvernement (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole), son sous-amendement n° 1051 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 1019 du Gouvernement (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5411, 5412) : soutient l'amendement n° 236 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5449, 5450) : soutient l'amendement n° 233 de M. Thierry Repentin (modulation des indicateurs de mesure des différents objectifs sur proposition des comités régionaux de l'habitat) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes*) (p. 5492) : sur l'amendement n° 10 de la commission (réécriture de cet article en limitant le prélèvement aux seuls organismes ayant une activité locative), soutient le sous-amendement n° 248 de M. Thierry Repentin (emploi du produit des pénalités à la construction de nouveaux logements locatifs sociaux) ; rejeté. (p. 5494) : soutient l'amendement n° 243 de M. Thierry Repentin (possibilité de versement des pénalités à une ou plusieurs filiales) ; devenu sans objet. - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - *Réforme de la gouvernance du 1 % logement*) (p. 5523) : sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de la faculté donnée aux entreprises de reporter sur les exercices postérieurs les excédents versés sur leurs ressources propres au titre du logement de leurs salariés), soutient le sous-amendement n° 526 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 5524) : soutient l'amendement n° 313 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les entreprises de verser le 1 % logement aux établissements publics fonciers locaux) ; devenu sans objet. (p. 5530, 5531) : soutient l'amendement n° 292 de M. Thierry Repentin (définition des affectations des fonds du 1 % logement) ; rejeté. (p. 5538) : soutient l'amendement n° 290 de M. Thierry Repentin (avis conforme des organisations syndicales et patronales, membre de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction sur le décret définissant l'emploi des fonds du 1 % logement) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5563, 5579) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 308 (remise, par l'Agence nationale pour la participation à l'effort de construction, ANPEEC, d'un rapport annuel au Parlement) ; devenu sans objet ; et n° 310 (suppression de la ponction sur le 1 % logement instituée lors de la loi portant engagement national pour le logement, ENL) ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Régime juridique des opérations*

réalisées en VEFA par les organismes HLM) (p. 5588) : soutient l'amendement n° 283 de M. Thierry Repentin (suppression de l'article) ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5604, 5605) : soutient l'amendement n° 358 de Mme Jacqueline Alquier (interdiction de vente de logements HLM ne répondant pas aux critères d'efficacité énergétique de la loi de programme du Grenelle de l'environnement) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6 ou après l'article 27** (p. 5613, 5614) : soutient les amendements de M. Daniel Raoul n° 347 (possibilité de réaliser des travaux d'économie d'énergie sur les parties privatives à la majorité des copropriétaires présents ou représentés) ; n° 349 (modification d'adoption des décisions au bénéfice de la majorité des copropriétaires présents ou représentés) ; rejetés. - **Article 7** (*Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés*) (p. 5619) : soutient l'amendement n° 353 de M. Thierry Repentin (création de logements locatifs sociaux dans le cadre de la réhabilitation de l'habitat insalubre) ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - *Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat*) (p. 5642, 5651) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 368 (inscription d'objectifs précis de mixité sociale dans les programmes d'actions détaillées) ; devenu sans objet ; et n° 371 (suppression du V de l'article) ; rejeté. Soutient l'amendement n° 366 de M. Roland Ries (mise en conformité, dans le délai d'un an à compter de l'application de cette loi, des PLH adoptées depuis moins de cinq ans) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5672) : soutient l'amendement n° 445 de M. Thierry Repentin (bilan annuel d'utilisation du droit de préemption urbain des communes) ; retiré.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Article 2 ter** (art. L. 3312-5 du code du travail - *Possibilité de renouvellement d'un accord d'intéressement par tacite reconduction*) (p. 6227) : soutient l'amendement n° 45 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 15** (art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation*) (p. 6854) : son amendement n° 423 : suppression ; rejeté. (p. 6855) : son amendement n° 402 : suppression de l'augmentation du droit de consommation pour le vin, le cidre, l'hydromel et le poiré ; rejeté.

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - *Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7025, 7026) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7780, 7781) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. A titre personnel, défavorable à l'adoption de ces crédits.

COURTOIS (Jean-Patrick)
sénateur (Saône-et-Loire)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des gens du voyage.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 110 (2007-2008)] renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 184 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 197 (2007-2008)] relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [n° 256 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Collectivités territoriales - Police et sécurité - Transports**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 344 (2007-2008)] renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux [n° 372 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 499 (2007-2008)] relatif à la gendarmerie nationale [n° 67 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Défense - Fonction publique - Police et sécurité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Sécurité - Immigration, asile et intégration [n° 104 tome 11 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La vidéosurveillance : pour un nouvel encadrement juridique [n° 131 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Police et sécurité - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture [n° 110 (2007-2008)]** - (25 mars 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p.1186, 1188) : son intervention. Au nom de la commission des lois, propose l'adoption de ce texte sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Article 1er A (Observatoire national du comportement canin)** (p. 1196) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Jacques Muller. - **Article 1er (art. L. 211-11 et L. 211-14-1 du code rural - Formation des maîtres de chiens dangereux à la demande du maire)** (p. 1197) : son amendement n° 1 : suppression de la disposition prévoyant la détermination par décret du barème d'évaluation de la dangerosité des chiens ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er** : position de la commission sur l'amendement n° 35 de M. Jacques Muller (création d'un groupe de travail sur le contrôle des chiens dangereux dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance). - **Article 2 (art. L. 211-13-1 du code rural - Obligation d'évaluation comportementale des chiens de première et de deuxième catégories et de formation pour leurs détenteurs)** (p. 1198) : son amendement n° 2 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Article 2 bis A (art. L. 211-14 du code rural - Institution d'un permis de détention des chiens de première et de deuxième catégories)** (p. 1199, 1201) : ses amendements n° 3 : nouvelle rédaction des dispositions relatives aux conditions de délivrance du permis et possibilité pour le maire d'en refuser la délivrance au vu des résultats de l'évaluation ; et n° 4 : suppression de l'interdiction de confier un chien de première ou de deuxième catégorie à une personne non titulaire d'un permis, suppression des dispositions relatives à la validité du permis et à son contrôle et dispense de l'obtention du permis et de l'obligation de formation des personnes détenant un chien de première ou deuxième catégorie à titre temporaire et à la demande du propriétaire ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 29 de Mme Françoise Férat. - **Article 3 bis (art. L. 211-12-1 du code rural - Fichier national canin)** (p.1202, 1203) : son amendement n° 5 : clarification des finalités du fichier national canin, définition des données pouvant être enregistrées dans ce fichier et précision du contenu des modalités d'application de cet article ; adopté après modification par le sous-amendement n° 41 de M. Jean-Claude Merceron. Position de la commission sur les sous-amendements de ce dernier n° 41 et n° 42 déposés sur son amendement n° 5 précité. - **Article 4 (article L. 211-14-2 du code rural - Contrôle des chiens "mordeurs")** (p. 1204) : son amendement n° 6 : rétablissement du principe de la déclaration des morsures de chiens supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Article 4 bis (article L. 211-14-2 du code rural - Evaluation comportementale de chiens n'appartenant pas aux catégories légales de chiens dangereux)** (p. 1205, 1207) : position de la commission sur les amendements n° 19, n° 20 et n° 21 de la commission saisie pour avis. - **Article 5 ter (art. 6, 6-1-1 et 6-1-2 nouveaux de la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 - Agents de sécurité et de gardiennage)** (p. 1208) : son amendement n° 7 : amélioration de l'insertion de ce dispositif dans la loi du 12 juillet 1983, prise en considération de toutes les personnes exerçant des activités de surveillance et de gardiennage à l'aide de chiens et obtention obligatoire d'une qualification professionnelle spécifique pour pouvoir travailler avec un chien ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 32 de Mme Eliane Assassi. - **Article 8 bis (art. 222-6-2, 222-19-2 et 222-20-2 nouveaux et 222-21 du code pénal - Renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents ou d'homicides)** (p. 1211) : ses amendements n° 8 : coordination et simplification rédactionnelle ; et n° 9 : cohérence ; adoptés. Position de la

commission sur les amendements n° 33 de Mme Éliane Assassi et n° 38 de M. Roger Madec. - **Article 11** (art. L. 211-28 du code rural - *Compétences du préfet de police de Paris*) : son amendement n° 10 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 1212, 1213) : position de la commission sur les amendements identiques n° 28 de Mme Françoise Férat, n° 40 de M. Roger Madec et n° 26 de M. Bernard Barraux (extension du champ des règles dérogatoires pour l'acquisition, la détention et l'utilisation des médicaments vétérinaires nécessaires à la réalisation des actes vétérinaires dispensés gratuitement dans les établissements des associations et fondations de protection des animaux) ainsi que sur l'amendement de ce dernier n° 27 (repli). - **Article 13** (*Dispositions transitoires*) (p. 1214) : son amendement n° 11 : allongement du délai prévu pour l'obtention du permis de détention, fixation d'un délai identique pour l'obtention des qualifications professionnelles exigées des agents de sécurité utilisant des chiens et prise en charge de cette formation par leurs employeurs ; adopté. - **Article 20** (art. L. 211-15, titre VII du livre II, art. L. 272-1 et L. 274-1 à L. 274-7 nouveaux du code rural ; art. 52-1 nouveau du décret du 12 décembre 1874 - *Adaptation outre-mer de la législation relative aux chiens dangereux*) (p. 1216) : son amendement n° 12 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 22** : son amendement n° 43 : application des dispositions de l'article 8 bis en Polynésie française, dans les îles Wallis-et-Futuna et en Nouvelle-Calédonie ; adopté.

- **Proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [n° 197 (2007-2008)]** - (10 avril 2008) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 1640, 1641) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1646) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet (mise en place de plans départementaux de randonnées motorisées). - **Article 1er** (art. L. 321-1 du code de la route - *Commercialisation des véhicules non soumis à réception par des professionnels - Interdiction de leur vente aux mineurs*) (p. 1647, 1648) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 2** (art. L. 321-1 du code de la route - *Utilisation des véhicules non soumis à réception*) (p. 1649) : son amendement n° 2 : dispositions juridiques relatives aux véhicules à moteur non soumis à réception ainsi qu'à leur utilisation par des mineurs de moins de quatorze ans ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** : ses amendements n° 3 : déclaration obligatoire de véhicules non soumis à réception dont la vitesse peut excéder vingt-cinq kilomètres par heure ; et n° 4 : confiscation des véhicules ayant servi à commettre une infraction ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 6 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 3 précité.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Troisième lecture [n° 344 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2785) : son intervention. Au nom de la commission des lois, demande l'adoption de ce texte sans modification.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (24 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3412, 3413) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 27** (p. 4404) : son amendement n° 88 : simplification du transfert

d'officine de pharmacie à l'intérieur d'une même commune ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8060, 8061) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article additionnel après 73** (p. 8077, 8078) : son amendement n° II-98 : rapport sur les frais occasionnés par les transfèvements et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice ; adopté.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8993, 8994) : son intervention. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission des lois propose l'adoption de ce projet de loi. - **Article 1er** (art. L. 1142-1 et L. 3211-2 et art. L. 3211-3 et L. 3225-1 [nouveaux] du code de la défense - *Rattachement de la gendarmerie nationale au ministre de l'Intérieur, confirmation de son statut militaire et définition de ses missions*) (p. 9015, 9016) : ses amendements n° 20 : clarification rédactionnelle ; et n° 21 : précision des missions de la gendarmerie ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 9021) : son amendement n° 23 : principe du libre choix du service enquêteur par l'autorité judiciaire ; adopté. - **Article 2** (art. L. 1321-1 du code de la défense - *Suppression de la procédure de réquisition pour l'emploi de la gendarmerie nationale au maintien de l'ordre*) (p. 9023) : son amendement n° 24 : procédure d'autorisation pour l'usage, par la gendarmerie, de moyens militaires spécifiques en matière de maintien de l'ordre public ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9025) : son amendement n° 25 : extension aux CRS et aux gendarmes mobiles de la nouvelle procédure d'autorisation d'usage des armes à feu pour le maintien de l'ordre aux fins de disperser un attroupement ; adopté. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 9030) : son amendement n° 27 : mise en œuvre de la politique de prévention de la délinquance à Paris par le préfet de police et le maire ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2008) - **Article 5** (art. L. 4145-1, L. 4145-2 et L. 4145-3 [nouveaux] du code de la défense - *Reconnaissance du rôle de la réserve, rappel de l'obligation du logement en caserne et octroi d'une grille indiciaire spécifique*) (p. 9040, 9041) : ses amendements rédactionnels n° 28 et n° 29 ; adoptés. Son amendement n° 30 : obligation du logement en caserne ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 9046) : son amendement n° 31 : coordination ; adopté. (p. 9050) : ses amendements n° 33 : modalités de rémunération des informateurs ; et n° 34 : délivrance par le ministre de l'intérieur de l'autorisation pour les militaires de la gendarmerie radiés de leurs cadres d'exercer une activité privée de sécurité ; adoptés. - **Intitulé du projet de loi** (p. 9056) : son amendement n° 19 : modification de l'intitulé ; adopté.

DALLIER (Philippe)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
 UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Quartier de la Défense : aux collectivités territoriales de prendre le relais [n° 246 (2007-2008)] (27 mars 2008) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de l'observatoire de la décentralisation : Le Grand Paris : un vrai projet pour un enjeu capital [n° 262 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Quartier de la Défense : la reprise en mains [n° 469 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 497 (2007-2008)] de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 11 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Droit au logement opposable : répétition générale et derniers réglages [n° 92 (2008-2009)] (12 novembre 2008) - **Logement et urbanisme - Société**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Ville et logement [n° 99 tome 3 annexe 32 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Logement et urbanisme**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2938) : favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5293, 5296) : son intervention. Avis favorable de la commission des finances saisie pour avis sous réserve de l'adoption de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Article 3** (*art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement*) (p. 5514) : parole sur l'article. (p. 5521) : son amendement n° 252 : remplacement des mots "de la politique de la ville" par "de la rénovation urbaine" dans le cadre du financement d'actions par les fonds de la participation des entreprises à l'effort de construction, PEEC ; devenu sans objet. (p. 5529) : son amendement n° 253 : possibilité d'affectation partielle du 1 % logement aux organismes collecteurs ; adopté. (p. 5530) : son amendement n° 254 : hiérarchisation des catégories d'emploi de la PEEC ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 14 de la commission. (p. 5532) : sur l'amendement précité n° 14 de la commission, son sous-amendement n° 638 ; adopté. (p. 5540, 5541) : ses amendements n° 255 : transmission au Parlement d'un document de programmation, fixant la répartition des ressources de la PEEC, établi pour une durée de trois ans par les ministres chargés du logement et du budget après consultation de l'Union d'économie sociale du logement, UESL ; adopté ; et n° 256 : repli ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5572, 5584) : sur l'amendement n° 23 de la commission (rédaction), ses sous-amendements n° 257 et n° 634 ; adoptés. Sur l'amendement n° 24 de la commission (réorganisation des fonds gérés par l'Union d'économie sociale du logement, UESL), son sous-amendement n° 635 ; adopté. Ses amendements n° 258 et 262 : coordination ; adoptés ; et n° 260 : représentation du Gouvernement au sein du conseil d'administration de l'UESL ; retiré. - **Article 7** (*Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés*) (p. 5618, 5627) : ses amendements n° 263 : rédaction et précision ; adopté ; n° 264 : précision ; et n° 265 : suppression de la référence à l'objectif de réhabilitation de 240 000 logements ; devenus sans objet ; et n° 266 : information régulière du Parlement par le biais d'un rapport gouvernemental annuel sur le suivi du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés ; adopté. - **Article 9** (*art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat*) (p. 5640, 5646) : sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH), son sous-amendement n° 282 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5709) : intervient sur l'amendement n° 606 de Mme Dominique Voynet (obligation de consulter les habitants des quartiers concernés par des opérations de rénovation urbaine). - **Article 16** (*art. 278 sexes et 284 du code général des impôts - Extension des avantages fiscaux du "Pass-Foncier" aux logements collectifs*) (p. 5733) : son

amendement n° 269 : dans un même programme et pour des appartements présentant des caractéristiques équivalentes, maintien du prix hors taxes d'un appartement bénéficiant du taux réduit de TVA de 5,5 % en deçà de celui d'un appartement vendu avec un taux de TVA normal ; adopté. (p. 5735) : Position de la commission des finances saisie pour avis sur l'amendement n° 673 du Gouvernement. - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - *Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 5744, 5745) : à titre personnel, parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 5750, 5751) : position de la commission des finances saisie pour avis sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 200 (inéligibilité des maires dont les communes ne respecteraient pas l'objectif de réalisation d'au moins 20 % de logements locatifs sociaux) et n° 288 (mesures décourageant la vacance de logements spéculative).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 23** (art. 21 de la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994, art. 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, art. L. 311-9 et L. 312-5 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation - *Réforme des obligations des communes en matière d'hébergement*) (p. 5860, 5863) : sur l'amendement n° 104 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), ses sous-amendements n° 646 et n° 271 ; adoptés. Son amendement n° 270 : dispositions spécifiques à Paris et aux départements limitrophes ; adopté. - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France*) (p. 5870, 5875) : ses amendements n° 273 : possibilité de créer plusieurs commissions de médiation ; n° 274 : en Ile-de-France, impossibilité de saisir plus d'une commission de médiation départementale et n° 275 : rédaction ; adoptés ; n° 272 : information des maires de la commune concernée ; et n° 276 : précision ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 5875, 5877) : ses amendements n° 278 : montant des astreintes en cas de condamnation de l'État ; n° 279 : association des communes et des EPCI à l'information des publics éligibles au droit au logement opposable ; n° 280 : indication de la superficie des biens loués dans les contrats de location ; adoptés ; et n° 281 : utilisation des sommes allouées au fonds d'aménagement urbain ; retiré.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6313, 6314) : défavorable à cette proposition de résolution.

- **Question orale avec débat de M. Thierry Repentin sur la crise du logement et le développement du crédit**

hypothécaire - (29 octobre 2008) (p. 6319, 6321) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7498, 7499) : son intervention.

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8328, 8331) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8349) : position de la commission sur l'amendement n° II-202 de M. Thierry Repentin. - **Article 82** (*Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU*) (p. 8351, 8354) : son amendement n° II-39 : suppression ; adopté. (p. 3854) : position de la commission sur l'amendement n° II-247 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 82** (p. 8355, 8356) : son amendement n° II-40 : indexation de la valeur du terme constant de la participation personnelle des ménages ; adopté. Sur ce dernier, position de la commission sur le sous-amendement n° II-104 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 83** (p. 8357, 8358) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-180 (indexation du montant du remboursement de la CNAF pour les frais de gestion de l'APL sur le nombre de dossiers traités) et n° II-181 (inscription dans la loi du taux d'effort du locataire donnant accès à la garantie des risques locatifs).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - **Article 67** (*Modification, en faveur de la péréquation, des règles d'évolution de certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8437) : parole sur l'article. Sa commune de Pavillon-sous-Bois.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9173, 9175) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

DANGLOT (Jean-Claude)
sénateur (Pas-de-Calais)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports le 8 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice**.

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie**.

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales [n° 297 (2006-2007)]** - (16 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 253, 255). - **Article 4** (*Conditions de délivrance des autorisations*) (p. 267) : défavorable à l'amendement n° 13 de la commission (clarification). - **Article 14** (*Action récursoire de l'Etat*) (p. 271, 272) : son amendement n° 39 : suppression des plafonds en cas de faute intentionnelle de l'opérateur privé ; adopté.

- **Rappel au règlement** - (1er juillet 2008) (p. 3672) : demande au Gouvernement la transmission des divers projets d'ordonnance préparés en application de plusieurs articles du projet de loi de modernisation de l'économie.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quater, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises) (p. 3674, 3675) : le groupe CRC s'opposera à l'article 1er. (p. 3676, 3677) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufilets n° 452 (suppression) ; et n° 911 (suppression des dispositions relatives à l'allègement de la fiscalité sur les patrimoines et à l'élargissement du bouclier fiscal) ; rejetés. (p. 3683, 3684) : défavorable à l'article 1er. - **Article 1er bis** (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B et 293 G du code général des impôts - Augmentation des seuils permettant de bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise) (p. 3687) : soutient l'amendement n° 453 de Mme Marie-France Beaufilets (suppression) ; rejeté. - **Article 1er ter** (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B, 293 G, 302 septies A et 302 septies A bis du code général des impôts - Actualisation des seuils permettant de bénéficier du régime de la micro-entreprise, du régime simplifié de liquidation des taxes sur chiffre d'affaires et du régime du bénéfice réel) (p. 3690) : soutient l'amendement n° 404 de M. Daniel Raoul (réduction progressive du délai de paiement) ; retiré. - **Article 2 bis** (art. L. 133-4-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Calcul des redressements effectués sur les exonérations des cotisations de sécurité sociale accordées sur la part contributive de l'employeur dans les titres-restaurant et les chèques-transport) (p. 3695) : soutient l'amendement n° 456 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Article 2 ter** (art. L. 242-12-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 3696) : soutient l'amendement n° 457 de M. Guy Fischer (suppression) ; adopté. - **Article 2 quater** (art. L. 5112-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Procédure de rescrit concernant les aides au maintien et à la sauvegarde de l'emploi) (p. 3697) : soutient l'amendement n° 496 de Mme Odette Terrade (suppression) ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi

n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3698, 3699) : parole sur l'article. (p. 3700) : soutient l'amendement n° 458 de Mme Marie-France Beaufilets (suppression) ; rejeté. (p. 3710, 3711) : le groupe CRC ne votera l'amendement n° 194 de la commission (entrée en vigueur du dispositif du guichet unique, limitation de l'application de la dispense d'immatriculation et domiciliation des personnes physiques commerçantes). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3714, 3715) : intervient sur l'amendement n° 195 de la commission (augmentation du nombre plafond des membres des chambres de commerce et d'industrie). - **Article 5 bis** (art. L. 121-8 [nouveau] du code de commerce - Extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité) (p. 3740) : soutient l'amendement n° 491 de Mme Odette Terrade (extension du statut de conjoint collaborateur aux concubins) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3994, 3997) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufilets n° 891 (pouvoir de sanction confié à l'Observatoire de l'épargne réglementée) ; et n° 892 (garantie du maintien de la défiscalisation des intérêts du livret A) ; rejetés. - **Article 40 (priorité)** (Section 4 du chapitre VIII du titre 1er du livre V, art. L. 518-101 du code monétaire et financier et art. 125 A du code général des impôts - Règles transitoires relatives à la réforme du livret A) (p. 4010, 4111) : soutient l'amendement n° 900 de Mme Marie-France Beaufilets (suppression des mesures tendant à la disparition de la Caisse nationale d'épargne) ; rejeté. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4027, 4029) : favorable aux amendements de Mme Marie-France Beaufilets n° 904 (rétablissement de la possibilité pour le ministre de l'économie d'appliquer à la Caisse des dépôts et consignations des règles particulières) et n° 905 (suppression du texte proposé pour définir les missions de la Caisse des dépôts et consignations). - **Article 42 (priorité)** (Ordonnances tendant à la modernisation de la place financière française) (p. 4038, 4039) : soutient l'amendement n° 482 de Mme Marie-France Beaufilets (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente) (p. 4128) : défavorable à cet article. (p. 4134) : soutient l'amendement n° 509 de Mme Odette Terrade (présentation au Parlement par le Gouvernement d'un rapport sur l'évolution des coûts et la formation des prix des produits de première nécessité) ; rejeté. (p. 4137) : soutient l'amendement n° 872 de Mme Odette Terrade (transparence complète des conditions générales de vente) ; rejeté. (p. 4141) : soutient l'amendement n° 869 de Mme Odette Terrade (suppression des dispositions visant à permettre la rémunération des services distincts sous forme de réductions de prix portées sur la facture du fournisseur) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4295, 4296) : soutient l'amendement n° 494 de Mme Odette Terrade (suppression) ; rejeté. Exemple de son département du Pas-de-Calais. (p. 4305) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 154 de la commission (suppression de la référence à la concurrence parmi les champs de compétences des

personnes qualifiées devant siéger à la CDAC). (p. 4313) : soutien du groupe CRC aux amendements visant à maintenir le seuil actuel de soumission des projets d'équipement commercial à l'autorisation de la CDAC.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Deuxième lecture [n° 399 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4459, 4460) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4469, 4470) : soutient l'amendement n° 876 de Mme Marie-France Beaufile (suppression de la généralisation de l'itinérance locale) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (17 octobre 2008) - **Article 5** (art. L. 443-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Obligation de constituer des provisions spéciales dans les copropriétés HLM) (p. 5600) : parole sur l'article. - **Article 7** (Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) (p. 5617, 5621) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 187 (suppression) ; rejeté ; n° 188 (précision) ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat) (p. 5634) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés - (8 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 8607, 8609) : son amendement n° II-204 : suppression de la Banque postale ; rejeté.

DARCOS (Xavier)

ministre de l'éducation nationale

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 389 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Fonction publique - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 953, 954).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3501, 3504) : son intervention. (p. 3519) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3522) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Serge Lagache tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 3525) : avis du Gouvernement sur la motion n° 18 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (Création d'un chapitre III au titre III du livre 1er du code de l'éducation) (p. 3526) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de M. Serge Lagache, n° 19 et 20 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 2** (art. L. 133-1 du code de l'éducation - Consécration du droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques) (p. 3528) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, n° 39 de M. Serge Lagache, n° 2 et 3 de la commission. - **Article 3** (art. L. 133-2 du code de l'éducation - Prévention des conflits dans l'enseignement scolaire public du premier degré) (p. 3542) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, n° 41 de M. Serge Lagache et n° 4 de la

commission. - **Article 4** (art. L. 133-3 du code de l'éducation - Compétence d'organisation du service d'accueil en cas de grève) (p. 3545) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, n° 42 de M. Serge Lagache, n° 5 et 6 de la commission, n° 53 de M. Philippe Arnaud et n° 37 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 5** (art. L. 133-4 du code de l'éducation - Organisation du service d'accueil par la commune) (p. 3550, 3551) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44 et 45 de M. Serge Lagache, n° 17 de M. Jean-Claude Carle, n° 36 de M. Yves Détraigne, n° 7 et 8 de la commission. - **Article 6** (art. L. 133-5 du code de l'éducation - Protection des informations issues des déclarations individuelles d'intention de participer à la grève) (p. 3552) : ses observations. - **Article 7** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - Utilisation des locaux de l'école pour l'organisation par les communes du service d'accueil) (p. 3553) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, n° 47 de M. Serge Lagache et n° 9 de la commission. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3554, 3557) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission (établissement d'une liste de personnes susceptibles de participer à l'organisation du service d'accueil). - **Article 8** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - Contribution financière versée par l'État aux communes pour la mise en œuvre du service d'accueil) (p. 3558, 3560) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission, n° 54 de la commission saisie pour avis et n° 50 de M. Serge Lagache. Son amendement n° 57 : création d'une compensation plancher et indexation de celle-ci ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3561) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission (transfert à l'Etat de la responsabilité administrative des communes pour la mise en œuvre du service d'accueil) et n° 48 de M. Serge Lagache (transfert de la responsabilité administrative des communes et de la responsabilité pénale du maire à l'Etat pour la mise en œuvre du service d'accueil). - **Article 9** (art. L. 133-7 du code de l'éducation - Prestation de services pour l'organisation du service d'accueil) (p. 3563) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 51 de M. Serge Lagache, n° 13 de la commission et n° 55 de M. Ambroise Dupont. - **Article 10** (Entrée en vigueur des dispositions du projet de loi) (p. 3564) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52 de M. Serge Lagache et n° 14 de la commission. - **Intitulé du projet de loi** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission (modification de l'intitulé du projet de loi - Droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire). - **Explications de vote sur l'ensemble** : Remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 140 (2007-2008)]* - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5126) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (3 décembre 2008) (p. 8166) : répond aux rappels au règlement de MM. Ivan Renard et Claude Domeizel.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8185, 8188) : réponse aux orateurs. (p. 8189, 8205) : réponse aux questions des sénateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8208) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-66. (p. 8211, 8214) : son amendement n° II-207 : redéploiement de crédits en faveur de l'enseignement technique agricole ; adopté. (p. 8214) : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° II-182 de M. Jacques Muller.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8823, 8824) : son intervention. Souhaite l'adoption de ce texte. - **Article 1er** (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - *Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves*) (p. 8833) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 2 de M. Pierre-Yves Collombat, ainsi que sur le sous-amendement n° 4 de M. Michel Charasse déposé sur ce dernier.



Secrétaire du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 2 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1763) : son amendement n° 92 : lors de la présidence européenne française, proposition par la France d'un débat relatif aux organismes génétiquement modifiés et d'une renégociation de la réglementation européenne ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 1772) : défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (définition du "sans organismes

génétiquement modifiés"). - **Article 3 A** (art. L. 334-8 [nouveau] du code de l'environnement - *Parcs nationaux et parcs naturels régionaux*) (p. 1779, 1780) : son amendement n° 96 : possibilité d'exclure la culture d'organismes génétiquement modifiés des parcs nationaux et régionaux avec l'accord de la majorité des exploitants agricoles concernés ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 663-2 et L. 663-3 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1783) : son amendement n° 94 : distance de 500 mètres entre les champs d'organismes génétiquement modifiés et les autres cultures ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 3** (p.1786) : son amendement n° 95 : possibilité d'inclure dans un contrat de bail l'interdiction de cultiver des organismes génétiquement modifiés ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1797) : avec son collègue, M. Bruno Retailleau, votera contre ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3686) : son amendement n° 65 : dispositions relatives à l'entrepreneur individuel ; retiré. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - *Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services*) (p. 3705) : son amendement n° 816 : gratuité de l'immatriculation ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - *Réduction des délais de paiement*) (p. 3766) : son amendement n° 820 : réduction des délais de paiement ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5357, 5358) : son intervention. Avec les sénateurs non inscrits, votera en faveur de ce texte.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6410) : soutient l'amendement n° 165 de M. Michel Houel (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Article 37 bis** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - *Modification des règles d'inscription des*

médicaments au répertoire des groupes génériques) (p. 7126) : son amendement n° 410 : suppression ; retiré. - **Article 37 ter** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - Obligation de recours à la dénomination commune internationale) (p. 7128) : son amendement n° 411 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 45** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5126-6-1 du code de la santé publique - Réintégration des dépenses de médicaments dans le tarif soins des

établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 7183, 7184) : ses amendements n° 412 : suppression de l'avis du médecin coordonnateur pour la désignation du pharmacien d'officine référent et association de ce dernier à la gestion financière des médicaments ; devenu sans objet ; et n° 413 : définition dans la convention de critères permettant la désignation du pharmacien référent ; rejeté.

DASSAULT (Serge)
sénateur (Essonne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 116 (2007-2008)] pour le pouvoir d'achat [n° 172 (2007-2008)] (22 janvier 2008) - **Famille - PME, commerce et artisanat - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Fusion ANPE - UNÉDIC : Quel calendrier et quel coût pour la réforme du service public de l'emploi [n° 409 (2007-2008)] (19 juin 2008) - **Questions sociales et santé - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 502 (2007-2008)] en faveur des revenus du travail [n° 48 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Travail et emploi [n° 99 tome 3 annexe 31 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Travail.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** : son intervention (p. 397, 398). Sous le bénéfice de ses observations, avis favorable de la commission des finances saisi pour avis à l'adoption du projet de loi. - **Article 1er** (*Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés*) (p. 434) : défavorable à l'amendement n° 95 de M. Guy Fischer (conditionnement des allègements de charges sociales à l'engagement des entreprises d'augmenter les salaires dans le cadre d'un accord majoritaire avec les organisations syndicales). (p. 441) : à titre personnel, plutôt favorable à l'amendement n° 75 de Mme Annie David (suppression des exonérations de cotisations sociales et fiscales bénéficiant aux sommes abondant les comptes épargne-temps). (p. 445) : favorable à l'amendement n° 97 de M. Guy Fischer (suppression des allègements de charges sociales sur les bas salaires) sous réserve de ses observations. Son amendement n° 21 : précision ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 476) : défavorable à l'amendement n° 84 de Mme Odette Terrade (majoration de l'impôt sur les sociétés pétrolières). - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 527) : défavorable à l'amendement n° 70 de M. Guy Fischer (création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes ayant pour mission d'étudier la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes). - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 535) : à titre personnel, sa position sur les contrats dits "précaires". Intervient sur l'amendement n° 29 de Mme Raymonde Le Texier (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales d'origine légale dans les entreprises relevant de branches dans lesquelles les salaires minima conventionnels sont inférieurs au SMIC). (p. 540, 541) : à titre personnel, opposé à l'amendement n° 65 de M. Guy Fischer (revalorisation du SMIC de 20 %). Défavorable aux amendements n° 67 (fixation du taux normal de la TVA à 17 % à compter du 1er août 2008) et n° 116 de Mme Marie-France Beaufile (abrogation du "bouclier fiscal"). - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 548, 550) : ses amendements n° 22 : possibilité de conclure des accords dérogatoires de participation sur la base des trois tiers ; retiré ; n° 23 : remise d'un rapport au Parlement par le Gouvernement, avant la fin du premier semestre 2008, traitant de la politique d'intéressement dans le secteur public ; adopté ; et n° 24 : doublement des plafonds d'abondement de l'employeur des versements sur un plan d'épargne ; retiré.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 1931, 1932) : son intervention. Souhaite la poursuite des réformes et l'application du projet de loi avec maintien d'un CNE modifié.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 6** (*Contrat à durée déterminée à objet défini*) (p. 2002, 2004) : ses amendements n° 22 : réduction de la durée minimale du contrat à durée déterminée à objet défini de 18 mois à 6 mois ; et n° 21 : extension du contrat à durée déterminée à objet défini à toutes les catégories de salariés ; retirés. - **Article 9** (*art. L. 1223-1 à L. 1223-4, L. 1236-1 à L. 1236-6, L. 5423-15 à L. 5423-17 et L. 6322-26 et L. 6323-4 du code du travail - Abrogation du CNE*) (p. 2013, 2014) : ses amendements n° 23 : suppression ; et n° 24 : repli ; retirés.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4699, 4700) : son intervention.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4827, 4828) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5018) : son amendement n° 188 : suppression de la réduction générale des cotisations de sécurité sociale à la charge de l'employeur ; retiré.

- **Ouverture de la session ordinaire de 2008-2009** - (1er octobre 2008) (p. 5209).

- **Allocution de M. le Président d'âge** - (1er octobre 2008) (p. 5210, 5213).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5317, 5318) : son intervention. Votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5505, 5508) : son amendement n° 589 : suppression de la garantie des communes aux emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour leurs opérations de construction ; retiré.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 6187, 6189) : son intervention. Avis favorable de la commission des finances saisie pour avis sur ce texte. - **Article 1er (priorité)** (*art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime*) (p. 6203) : son amendement n° 21 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 6216, 6217) : sur l'amendement n° 38 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (diminution à dix salariés du seuil de la participation obligatoire), son sous-amendement n° 102 ; rejeté. - **Article 2** (*art. L. 3324-10 et L. 3325-2 du code du travail, art. 158 et 163 bis AA du code général des impôts - Modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation*) (p. 6219, 6220) : ses amendements n° 22 : maintien de la durée de blocage des fonds issus de la participation à huit ans en cas d'application du régime d'autorité ; et n° 23 : précision ; adoptés ; et n° 24 :

application différée des dispositions de cet article pour les entreprises dont la comptabilité ne correspond pas à l'année civile ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6223, 6227) : ses amendements n° 25 : modification du calcul de la réserve spéciale de participation ; rejeté ; n° 26 : formation des salariés à la gestion de l'entreprise dans le cadre de la formation professionnelle continue ; et n° 27 : introduction de la notion de gestion participative dans l'entreprise parmi les objectifs de la participation ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 2 nonies** (p. 6237, 6238) : son amendement n° 29 : réduction de trois à cinq ans du délai durant lequel doit s'ouvrir une négociation en vue de la mise en place d'un plan d'épargne retraite collectif, PERCO, dans les entreprises disposant d'un plan d'épargne retraite ; adopté. (p. 6242) : son amendement n° 28 : autorisation pour les gestionnaires de plans d'épargne retraite collectifs de prendre en charge les comptes d'épargne pour la retraite signés par un salarié venu d'un autre pays européen travailler en France ; adopté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6719, 6720) : son intervention.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 6763, 6766) : son amendement n° 427 : remplacement des cotisations et des taxes liées au financement de la sécurité sociale pour les branches maladie et allocations familiales, par une contribution dont l'assiette est déterminée par la différence entre le montant du chiffre d'affaires et le montant de la masse salariale augmenté des charges salariales afférentes ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7261, 7262) : son intervention.

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7991, 7993) : son intervention. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8006, 8009) : position de la commission sur les amendements n° II-165 du Gouvernement, n° II-125 et n° II-126 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Article 79** (*Mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés*) (p. 8012) : position de la commission sur les amendements n° II-127 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° II-149 de Mme Annie David et n° II-148 de M. Paul Blanc. - **Article 80** (*Suppression de la prise en charge par l'Etat de l'allocation de fin de formation, AFF*) (p. 8015) : position de la commission sur les amendements n° II-128 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° II-150 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 81** (p. 8016, 8017) : son amendement n° II-38 : rapport du Gouvernement sur l'efficacité des allègements de cotisations sociales au regard de la politique de l'emploi ; adopté.

DATI (Rachida)
garde des sceaux, ministre de la justice

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-392 du 22 mars 2007 portant extension et adaptation en Polynésie française de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique et extension et adaptation de l'aide juridictionnelle en matière pénale à Mayotte, dans les îles Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie [n° 233 (2007-2008)] (19 mars 2008) - **Justice - Outre-mer**.

Projet de loi pénitentiaire [n° 495 (2007-2008)] (28 juillet 2008) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 598, 599). Réponse aux orateurs (p. 624). - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 637, 640) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. François Marc (modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe).

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum** [n° 178 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de loi constitutionnelle** (p. 653) : avis du Gouvernement sur la demande de discussion immédiate de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental** [n° 158 (2007-2008)] - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 669, 672) : son intervention. (p. 687, 689) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 692, 693) : avis du Gouvernement sur la motion n° 51 de M. Richard Yung tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 696) : avis du Gouvernement sur la motion n° 83 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable - **Demande de renvoi à la commission** (p. 699) : avis du Gouvernement sur la motion n° 50 de M. Pierre-Yves Collombat tendant au renvoi à la commission. - **Demande de priorité** (p. 704) : accepte la demande de priorité portant sur l'examen de l'article 12. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 705) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de Mme Alima Boumediene-Thiery (lutte contre la pédopornographie sur les sites de mise à disposition gratuite de fichiers vidéos). - **Article 1er** (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire) (p. 708) : hospitalisation d'office des détenus. (p. 709) : avis du Gouvernement sur les amendements de suppression n° 52 de M. Robert Badinter et n° 64 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 715) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 34 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 65 et n° 66 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 53 de M. Robert Badinter ainsi que sur les sous-amendements n° 80 et n° 81 de M. Pierre Fauchon, n° 32 et n° 33 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 63 de M. Hugues Portelli sur

l'amendement n° 1 de la commission. (p. 716) : son intervention sur le régime des victimes mineures dans le cadre de la rétention de sûreté. (p. 719) : sur l'amendement n° 2 de la commission (renforcement du dispositif d'évaluation de dangerosité), son sous-amendement n° 90 ; retiré. (p. 720, 721) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 2 de la commission ainsi que sur les sous-amendements n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat portant sur l'amendement précité n° 2 de la commission. (p. 723, 727) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3, n° 4 et n° 5 de la commission, les amendements n° 84, n° 35, n° 39, n° 49, n° 85 et n° 45 de Mme Alima Boumediene-Thiery et sur l'amendement n° 82 de M. Robert Badinter. (p. 727, 729) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6, n° 7, n° 8, n° 9, n° 10, n° 11 et n° 12 de la commission ainsi que sur les amendements n° 37, n° 48 et n° 87 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 730, 732) : sur l'amendement n° 14 de la commission, son sous-amendement n° 91 ; retiré. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 13, n° 14 et n° 15 de la commission.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) (p. 773, 775) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission. Intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (définition d'une liste précise d'établissements pénitentiaires spécialisés dans les traitements médicaux psychologiques). (p. 776, 778) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 44, n° 46 et n° 42 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 70 et n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 17, n° 18, n° 19, n° 20 et n° 21 de la commission. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 780) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de Mme Alima Boumediene-Thiery (renforcement du caractère pluridisciplinaire de la commission chargée d'évaluer la dangerosité). - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 783, 784) : sur l'amendement n° 29 de la commission (avis conforme de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté avant toute libération conditionnelle de condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, et prise en compte de l'assignation à résidence et de la sortie sous surveillance pénitentiaire dans le régime de la "surveillance de sûreté"), son sous-amendement n° 92 . Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 41 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 89 et n° 29 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 78 de M. Hugues Portelli portant sur l'amendement n° 29 de la commission précité. - **Demande de priorité** (p. 790) : accepte la demande de priorité de la commission portant sur l'examen des articles 5 à 8. - **Article 2** (art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Limitation des réductions de peine en cas de refus de soins) (p. 796) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 54 de M. Robert Badinter et n° 72 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur les amendements n° 38 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 88 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3** (titre XXVIII nouveau, chapitre premier nouveau, art. 706-119 à 706-128 nouveaux, chapitre II nouveau, section 1 nouvelle, art. 706-129 à 706-132 nouveaux et section 2 nouvelle, art. 706-133 et 706-134, chapitre III nouveau, art. 706-135 A à 706-139 nouveaux du code de procédure pénale - Décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental) (p. 803, 804) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 55 de M. Robert Badinter et n° 73 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, sur les amendements n° 22, n° 23, n° 24, n° 25 et n° 26 de la commission, n° 57 de M. Robert Badinter, n° 74 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (*Coordinations*) (p. 806) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 56 de M. Robert Badinter et n° 75 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur l'amendement n° 58 de M. Robert Badinter. - **Article 12 bis** (art. 706-53-7 du code de procédure pénale - Consultation du FIJAIS par les représentants de collectivités territoriales) (p. 808) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60 de M. Robert Badinter et n° 79 de M. Hugues Portelli. - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 809) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission (évaluation par le Parlement des dispositions relatives à la rétention de sûreté dans un délai maximum de cinq ans). - **Article 13** (*Application aux collectivités d'outre mer*) (p. 809) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de la

commission (régime d'application des lois à Mayotte et dans les Terres australes et antarctiques françaises, TAAF). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 814) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 192 (2007-2008)]* - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 990, 991) : recommande l'adoption de ce texte équilibré et consensuel. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1004) : son intervention.

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 171 (2007-2008)]** - (15 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1692, 1694 ; 1698, 1699) : son intervention. - **Art. 1er** (*Titre XIV bis nouveau, art. 706-15-1, 706-15-2, 474-1 nouveaux et 706-11 du code de procédure pénale - Institution d'un dispositif d'aide au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions*) (p. 1700, 1702) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 5, n° 1, n° 3, n° 2, n° 4, n° 6, n° 7, n° 12 et n° 8. - **Article 2** (*art. L. 422-4, section 1 et section 2 nouvelles, art. 422-7 à 422-10 nouveaux du code des assurances - Mise en œuvre de l'aide au recouvrement*) (p. 1703) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 9, n° 10 et n° 11. - **Article 3** (*art. 706-14 du code de procédure pénale - Amélioration des conditions d'indemnisation d'un propriétaire de véhicule détruit*) (p. 1704) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de la commission. - **Article 5** (*art. 559-1 nouveau du code de procédure pénale - Délai de quarante-cinq jours fixé aux huissiers pour signifier les décisions pénales*) (p. 1705) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de la commission. - **Article 6** (*art. 557 et 558 du code de procédure pénale - Avis de passage et signification de la décision à l'étude de l'huissier*) (p. 1706) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1706) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission (aménagement au dispositif de signification des décisions de justice). - **Article 7** (*art. 530-4 nouveau du code de procédure pénale - Possibilité donnée au Trésor public d'accorder des remises sur les amendes forfaitaires majorées*) (p. 1707) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 1707, 1709) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de la commission (évaluation de la présente loi d'ici à trois ans) et n° 11 de la commission (coordination). Son amendement n° 26 : applicabilité du projet de loi outre-mer ; adopté. - **Article 11** (*Dates d'entrée en vigueur*) (p. 1710) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 17 et n° 25.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire [n° 314 (2007-2008)]** - (3 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2538, 2539) : son intervention. (p. 2547, 2548) : réponse aux intervenants. - **Article 1er** (*section IV nouvelle du chapitre VI du titre III du livre II du code de commerce ; art. L. 236-25 à L. 236-32 nouveaux du code de commerce - Régime applicable aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux*) (p. 2549, 2550) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2, 3, 4 et 5 de la commission. - **Article 5** (*titre VII nouveau du livre III de la deuxième partie ; art. L. 2371-1 à L. 2375-1 nouveaux du code du travail - Participation des salariés dans la société issue d'une fusion transfrontalière, ses filiales et établissements*) (p. 2553, 2554) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14 de la commission. - **Article 5 bis** (*art. L. 2411-1, L. 2412-1, L. 2412-6, L. 2413-1, L. 2414-1, L. 2421-4, L. 2434-3 et L. 2434-4 nouveaux du code du travail - Protection des salariés membres du groupe spécial de négociation ou du comité de la société issue d'une fusion transfrontalière ou d'une société coopérative européenne*) (p. 2555) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15, 16 et 17 de la commission. - **Article 10** (*art. L. 236-10 du code de commerce - Dispense de rapport écrit sur les modalités de fusion de sociétés anonymes*) (p. 2557) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission. - **Article 15** (*titre III bis nouveau de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - Régime de la société coopérative européenne*) (p. 2561) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, 20, 21 et 22 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 2563) : avis du

Gouvernement sur les amendements n° 23 de la commission (simplification de l'admission d'associés non coopérateurs dans les sociétés coopératives agricoles) et n° 30 de Mme Catherine Dumas (simplification du régime de dévolution de l'actif net en cas de liquidation d'une société coopérative agricole). - **Article 23** (*art. L. 225-37 du code de commerce - Rapport sur le contrôle interne dans les sociétés anonymes à structure moniste*) (p. 2564) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de la commission. - **Article 24** (*art. L. 225-68 du code de commerce - Rapport sur le contrôle interne dans les sociétés anonymes à structure dualiste*) (p. 2565) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de la commission. - **Article additionnel après l'article 24** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de la commission. - **Article additionnel après l'article 25** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de la commission (application des modalités de publicité prévues par l'autorité des marchés financiers aux informations contenues dans le rapport sur le contrôle interne des sociétés de capitaux). - **Article 26** (*Application outre-mer du présent projet de loi*) (p. 2566) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile - Deuxième lecture [n° 323 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2655, 2656) : son intervention. (p. 2660, 2661) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (*art. 1792-4-1, 1792-4-2 et 1792-4-3 nouveaux et titre XX du livre troisième du code civil - Réforme des règles de la prescription extinctive*) (p. 2663, 2664) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin. - **Article 8** (*art. L. 3243-3, L. 3245-1 et L. 1134-5 nouveau du code du travail, art. 7 bis nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prescription en matière salariale et en matière de discrimination au travail*) (p. 2666, 2667) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 4 de M. Richard Yung. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2669) : remerciements. Qualité du travail de la Haute assemblée, sur l'initiative de Jean-Jacques Hyest.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2705, 2707) : son intervention. (p. 2715, 2716) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2** (p. 2717) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 11 de M. Pierre Fauchon, n° 13 de M. Robert Badinter et n° 40 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de l'exigence consistant à demander aux plaignants d'apporter la preuve d'un plan concerté en matière de crime contre l'humanité) ainsi que sur le n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en cohérence de la définition du génocide du code pénal, avec celle du statut de Rome de la Cour pénale internationale). - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 2722) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (mention du caractère manifestement illégal de l'ordre enjoignant de commettre un génocide ou un crime contre l'humanité). - **Article additionnel après l'article 3 ou après l'article 7** (p. 2723) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de M. Robert Badinter (absence d'impunité ou d'immunité attachée à une fonction, quelle qu'elle soit) et n° 43 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (responsabilité pénale des personnes ayant une qualité officielle). - **Article 5** (*art. 222-3, 222-8, 222-10, 222-12 et 222-13, et art. 434-4-1 et 432-23-1 nouveaux du code pénal - Atteintes à l'administration de la justice de la CPI*) (p. 2724) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Article 6** (*art. 222-3, 222-8, 222-10, 222-12 et 222-13, et art. 434-4-1 et 432-23-1 nouveaux du code pénal - Atteintes à l'administration de la justice de la CPI*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 7** (*art. 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - Crimes de guerre*) (p. 2729) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 et 32 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 44 et 45 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 3 de la commission. (p. 2730, 2732) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 de la commission, n° 17, 18 et 19 de M. Robert Badinter, n° 46, 47 et 48 de Mme Nicole Borvo

Cohen-Seat. (p. 2733, 2734) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50, 51 et 52 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 5 et 6 de la commission, et n° 21 de M. Robert Badinter. (p. 2735, 2736) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 et 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 23 de M. Robert Badinter, n° 7 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 37 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant. (p. 2738, 2740) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 et 39 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 56 et 57 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2745, 2746) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26 de M. Robert Badinter (possibilité de juger toute personne présumée auteur ou complice d'un crime ou d'un délit défini dans le statut de Rome, sous réserve de l'exercice par la Cour pénale internationale de sa compétence), n° 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'une compétence territoriale élargie du juge français pour les crimes les plus graves affectant l'ensemble de la communauté internationale), n° 59 de Mme Alima Boumediene-Thiery (reconnaissance du principe de compétence universelle pour les crimes énumérés par le statut de la Cour pénale internationale), n° 10 de M. Pierre Fauchon (extension de la compétence universelle des tribunaux français pour juger des crimes contre l'humanité, des crimes de génocide, des crimes et des délits de guerre), n° 61 de la commission (compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre) ainsi que sur le sous-amendement n° 62 de M. Robert Badinter s'y rapportant. - **Article 8 (Coordinations)** (p. 2750) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 8 de la commission et n° 35 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 9 (Application aux collectivités outre-mer)** (p. 2751) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2892, 2894) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2897) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2900) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2902) : avis du Gouvernement sur la motion n° 505 de M. Robert Bret tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2911, 2914) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution) et n° 159 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la notion de droit opposable). - **Article 1er A (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales)** (p. 2930, 2932) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron, n° 260 de M. Yves Détraigne et n° 95 de la commission. Sur ce dernier, avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 304 de M. Laurent Bêteille, n° 38 de M. Christian Cointat, n° 276 de M. Yves Détraigne, n° 156 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 399, n° 400 de M. Nicolas About et n° 4 de M. Michel Charasse. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 315 de M. Jean-René Lecerf, n° 57 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 356 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 376 de M. Jacques Legendre. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2942) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 368 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mention explicite de critères de discrimination fondée sur le sexe et l'orientation sexuelle). (p. 2943, 2948) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 158 (inscription dans la Constitution du principe de la démocratie participative), n° 161 (suppression de la mention de l'organisation décentralisée de la République), n° 162 (inscription dans la Constitution du

principe du mode de scrutin proportionnel pour la mise en œuvre du suffrage universel) et de M. Jean-Michel Baylet n° 381 (rappel du principe républicain de laïcité). - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2949, 2955) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 163 (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers), n° 239 (insertion d'un titre XII bis "Du droit de vote des étrangers aux élections municipales"), n° 408 (cohérence), n° 394 de M. Jean-Michel Baylet (droit de vote et d'éligibilité aux fonctions municipales, cantonales et régionales des étrangers résidant en France), de M. Bernard Frimat n° 420 (droit de vote et éligibilité accordés pour l'élection des conseils des collectivités territoriales aux résidents étrangers), n° 421 (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales accordés aux résidents étrangers), et de Mme Alima Boumediene-Thiery, portant sur le même objet, n° 369, 371, 370 et 372 (droit de vote et éligibilité aux élections locales des résidents étrangers). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2967) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 165 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution du principe de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats). - **Article 1er (art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique)** (p. 2970, 2971) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 96 de la commission, n° 5 de M. Michel Charasse, n° 261 de M. Michel Mercier et n° 422 de M. Bernard Frimat.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2989) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression). (p. 2995) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios). (p. 2999) : avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 512 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 513 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat précité. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 3002) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élection du Président de la République par le Parlement réuni en Congrès). - **Article 2 (art. 6 de la Constitution - Limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs)** (p. 3004) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 97 de la commission (rédaction) ainsi que sur le sous-amendement n° 350 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant. (p. 3006) : avis du Gouvernement sur l'amendement de M. Patrice Gélard n° 78 (détermination de la situation des anciens Présidents de la République par une loi organique). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3008, 3009) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 168 (possibilité pour les candidats à l'élection présidentielle de se maintenir au second tour dès lors qu'ils ont recueilli plus de 10 % des suffrages exprimés), n° 169 (soumission de la nomination du Premier ministre par le Président de la République à l'approbation de l'Assemblée nationale) et n° 167 (présidence du conseil des ministres par le Premier ministre). - **Article 3 bis (art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs)** (p. 3030, 3031) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de la commission, n° 255 de M. Adrien Gouteyron, n° 263 de M. Yves Détraigne, n° 68 de M. Hugues Portelli, n° 170 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 6 de M. Michel Charasse, et les sous-amendements n° 264 de M. Yves Détraigne, n° 502 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 98 précité. (p. 3035) : intervient sur l'amendement précité n° 98 de la commission. - **Article additionnel après l'article 3 bis** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 171 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (caractère obligatoire du recours au référendum pour l'adoption de tout projet de loi contenant des dispositions précédemment rejetées par le peuple consulté par un référendum). - **Article 3 ter (art. 11 de la Constitution - Extension du champ du référendum législatif)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 99 de la commission (suppression). - **Article 3 quater (art. 11 de la Constitution - Promulgation des propositions de loi référendaires)** : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° 100 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3040, 3041) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 383 de M. Jean-Michel Baylet (abrogation de l'article 12 de la Constitution) et n° 265 de M. Pierre Fauchon (instauration d'un régime présidentiel assurant l'indépendance des pouvoirs exécutif et législatif, tout en conservant une possibilité de dissolution en cas de désaccord sur un texte essentiel). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - *Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République*) (p. 3045) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Michel Baylet. (p. 3051, 3052) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 417, 172 et 174 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 385 de M. Jean-Michel Baylet, n° 425 de M. Bernard Frimat, n° 101 de la commission et sur les sous-amendements n° 344 et 346 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 147 de M. Christian Cointat, n° 7 de M. Michel Charasse se rapportant à l'amendement n° 101 précité. (p. 3054) : favorable à la demande de priorité portant sur l'amendement n° 101 précité.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - *Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure*) (p. 3095, 3096) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 175 et 176 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 363 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 426 de M. Bernard Frimat et n° 267 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - *Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République*) (p. 3101, 3103) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 386 de M. Jean-Michel Baylet, n° 339 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 427 de M. Bernard Frimat, n° 177 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 8 de M. Michel Charasse. - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - *Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3109) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 329 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 428 de M. Bernard Frimat et n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3116) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Michel Charasse (ajout des actes pris en application de l'article 65 de la Constitution à la liste des actes dispensés de contreseing). - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3118, 3119) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 364 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 429, 430 et 431 de M. Bernard Frimat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3154, 3160) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 361 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat. (p. 3161, 3166) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 444, 445 et 443 de M. Bernard Frimat, n° 185 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 81 de M. Patrice Gélard ainsi que sur l'amendement n° 104 de la commission et sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 343 et 347 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 270 de M. Michel Mercier. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 3178, 3185) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 187 et 192 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 365 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 83 et 84 de M. Patrice Gélard, n° 275 et 294 de M. Michel Mercier, n° 446 et 448 de M. Bernard Frimat, n° 41 de M. Christian Cointat, n° 16 et 17 de M. Michel Charasse, n° 69 de M. Hugues Portelli, n° 106 et 107 de la commission. (p. 3187, 3192) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 503 de la commission, n° 151 de M. Jean Puech, n° 453, 454 et 452 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, n° 43 et 42 de M. Christian Cointat, n° 450 et 455 de M. Bernard Frimat et les sous-amendements n° 504 et 155 de M. Christian Cointat, portant respectivement sur les amendements n° 503 et n° 151 précités. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3199) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 461 de M. Bernard Frimat (au-delà de douze jours, nécessité de recourir à la loi pour proroger l'état de siège et l'état d'urgence). - **Article additionnel après l'article 13 ou avant l'article 13 bis**

(p. 3200) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Christian Cointat n° 44 (obligation de publier les règlements d'application d'une loi dans les six mois suivant sa promulgation) et n° 194 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abrogation de l'article 37 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 13 bis** (art. 38 de la Constitution - *Ratification expresse des ordonnances*) (p. 3221) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 195, 196, 197 et 414 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 70 de M. Hugues Portelli, n° 61 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 462 de M. Bernard Frimat. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - *Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi*) (p. 3226) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 199 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 280 de M. Michel Mercier et n° 466 de M. Bernard Frimat. (p. 3230, 3237) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 45 de M. Christian Cointat, n° 463, 464 et 465 de M. Bernard Frimat, n° 21 de M. Michel Charasse, n° 112 de la commission, n° 320 de M. Philippe Marini, n° 87 de M. Patrice Gélard, n° 198 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 281 de M. Michel Mercier. - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - *Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3268) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 241 et 242 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 133 de la commission, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel, n° 493 de M. Bernard Frimat, et n° 154 de M. Jean-René Lecerf.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - *Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour*) (p. 3308, 3309) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 123 de la commission ainsi que sur les sous-amendements n° 77, 515 et 516 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 297 de M. Michel Mercier, n° 507 de M. Christian Cointat portant sur l'amendement n° 123 précité. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 218, 412, 219, 221, 220 et 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 482 et 481 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3333, 3342) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 333 (élargissement de la ratification législative aux réserves et aux déclarations négociées dans le cadre d'un traité international), n° 351 (adoption de la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 231 (ratification des traités par le Premier ministre), n° 232 (droit d'amendement parlementaire en matière d'adoption de conventions, d'accords ou de traités internationaux), n° 233 (élargissement du droit de saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires) et n° 71 de M. Hugues Portelli (appréciation de la conformité des dispositions législatives aux engagements internationaux par le Conseil d'Etat et par la Cour de cassation - intervention du Conseil constitutionnel en cas de conflit de jurisprudence entre les deux hautes juridictions). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3343) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 321 de M. Robert Badinter (requalification du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle"). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - *Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 3348) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 234 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 487 et 488 de M. Robert Badinter, n° 366 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 393 de M. Jean-Michel Baylet et n° 73 de M. Hugues Portelli. - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3351, 3353) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 127 de la commission (possibilité, pour le Conseil constitutionnel, de contrôler la conformité à la Constitution d'une proposition de loi avant qu'elle ne soit soumise à référendum dans les conditions de l'article 3 bis du présent projet de loi), n° 28 de M. Michel Charasse (compétence du Conseil constitutionnel en matière de loi constitutionnelle), n° 235 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires) et n° 74 de M. Hugues Portelli (extension à quinze jours du délai imparti au

Conseil constitutionnel pour statuer en urgence sur la conformité des lois). - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel) (p. 3356) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 236 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 33 de M. Michel Charasse, n° 352 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 75 de M. Hugues Portelli, n° 128 de la commission et n° 63 de M. Jean-Paul Virapoullé. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 3358) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 34 de M. Michel Charasse (respect des décisions du Conseil constitutionnel). - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3369, 3378) : sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature), son sous-amendement n° 506 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 489 de M. Robert Badinter, n° 129 de la commission, les sous-amendements n° 342 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 288 et 289 de M. Pierre Fauchon, n° 283 de M. Yves Détraigne, n° 319 et 153 de M. Jean-René Lecerf, n° 287 de Mme Jacqueline Gourault et n° 149 de M. Christian Cointat portant sur l'amendement n° 129 de la commission. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 416, 405, 415, 406, 404 et 407 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 92 de M. Patrice Gélard et n° 64 de M. Jean-Paul Virapoullé. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 3383) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 357 de Mme Alima Boumediene-Thiery (garantie de la dignité des personnes privées de liberté). - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 3389, 3390) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Christian Cointat n° 499, n° 500 (possibilité de recourir aux ordonnances pour actualiser le droit applicable outre-mer) et n° 501 (possibilité pour le représentant de l'Etat en Nouvelle-Calédonie, dans les TAAF et à Clipperton, de prendre des mesures relevant normalement du domaine du décret). - **Article 31** (art. 71-1 nouveau de la Constitution - Création d'un Défenseur des droits des citoyens) (p. 3394, 3396) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 491 de M. Bernard Frimat, n° 131 de la commission, n° 65 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 37 de M. Michel Charasse et n° 290 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 3397, 3398) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 237 (affirmation de l'égalité et de la solidarité entre citoyens dans le cadre de la politique de décentralisation), n° 238 (suppression de la possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger aux dispositions législatives régissant l'exercice de leurs compétences) et n° 377 de M. Jacques Legendre (inscription de la francophonie dans la Constitution). - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 3399) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 411 (suppression du second alinéa de l'article 88-1 de la Constitution) et n° 410 (suppression de l'article 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008). - **Articles additionnels après l'article 33 ou après l'article 35** (p. 3404, 3405) : avis du Gouvernement sur les amendements Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 245 (primauté du recours au référendum en matière de révision constitutionnelle en cas de désaccord entre les deux assemblées), n° 246 (suppression du droit de veto du Sénat en matière constitutionnelle), n° 134 de la commission (application des délais inscrits à l'article 42 de la Constitution aux textes constitutionnels) et n° 294 de M. Michel Mercier (suppression de la mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels). - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 3406, 3408) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 495 et 497 de M. Bernard Frimat, n° 136 et 135 de la commission, n° 340 et 358 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 35** (art. 88-4 et 88-5 de la Constitution, art. 4 de la loi constitutionnelle du 1er mars 2005 et art. 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008 - Modifications liées à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne) (p. 3410) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 137 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3413, 3414) : remerciements.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4615, 4617) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4619) : avis du Gouvernement sur la motion n° 146 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4622) : avis du Gouvernement sur la la motion n° 92 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4626, 4627) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 93 et 94 de M. Bernard Frimat (droit de vote des étrangers aux élections locales). (p. 4630, 4632) : intervient sur les amendements précités n° 13, n° 82 et n° 93 et 94. - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique) (p. 4634, 4635) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 95 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4636, 4639) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 36 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 97 de M. Bernard Frimat (décompte dans les médias du temps de parole du Président de la République avec celui des personnalités de la même sensibilité politique) et n° 96 (indépendance et pluralisme des médias) de ce dernier. - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs) (p. 4640, 4641) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37, 38 et 39 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 4643) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 40 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 98 de M. Bernard Frimat et n° 9 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 4645) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 99 de M. Bernard Frimat et n° 41 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4646) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 100 de M. Bernard Frimat (interdiction du cumul de la fonction ministérielle avec tout mandat électif).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 17** (art. 43 de la Constitution - Augmentation du nombre de commissions permanentes) (p. 4737) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4738) : avis du Gouvernement sur la motion n° 148 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission. - **Article 24 bis (supprimé)** (art. 54 de la Constitution - Saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire en matière d'accords internationaux) (p. 4765) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 24 ter (supprimé)** (changement de dénomination du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle") (p. 4768) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 134 de M. Robert Badinter. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 4770) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 135 et 136 de M. Robert Badinter. - **Article 25 ter (supprimé)** (art. 61 de la Constitution - Saisine du Conseil constitutionnel) (p. 4771) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 79 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4772, 4773) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Hubert Haenel (reconnaissance de la légitimité de la législation particulière aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin). - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 4775, 4776) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 81 et 80 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 137 de M. Robert Badinter. - **Article 30 quinquies** (art. 73 de la Constitution - Adaptation des lois et règlements aux départements et régions d'outre-mer) (p. 4778) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Frimat n° 138 ainsi que le n° 139, déposé à l'article suivant. - **Article 30 septies** (art. 75-1 de la Constitution - Langues régionales) (p. 4779) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 91 de M. Ivan Renar. - **Articles additionnels avant l'article**

32 (p. 4781) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 84 (suppression partielle) et n° 85 (suppression des dispositions devant s'appliquer lors de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne). - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 4785) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de M. Bruno Retailleau, n° 86 et 87 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 141 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 4786) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 142 de M. Bernard Frimat (modalités de révision de la Constitution). - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 4788) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 143 et 144 de M. Bernard Frimat et n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 35** (art. 88-4 et 88-5 de la Constitution, art. 4 de la loi constitutionnelle du 1er mars 2005 et art. 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008 - Modifications liées à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne) (p. 4789) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 90 et 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6515, 6516) : son intervention. - **Article unique** (p. 6521) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Troendle (extension aux médias audiovisuels disposant de sites Internet de la dérogation accordée aux publications de presse légalement déclarées).

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6528, 6531) : son intervention. (p. 6542, 6544) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense) (p. 6552, 6553) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 17, 20, 22, 23, 19 et 18 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 24, 26, 27 et 28 de M. Jean-Pierre Sueur. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 40, 41, 43 et 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 25 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 6557) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission (ajout

des documents issus d'une violation du secret professionnel à la liste de ceux pouvant être produits pour sa défense par un prévenu poursuivi pour diffamation, sans encourir de poursuites pour recel). - **Article 2** (art. 56-2 du code de procédure pénale - Perquisitions et garanties du secret des sources) (p. 6558, 6561) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 de la commission, n° 29 et 30 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 44 et 45 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6562) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission (coordination) et n° 32 de M. Jean-Pierre Sueur (présence obligatoire de deux journalistes en qualité de témoins lors d'une perquisition au domicile de l'un de leurs confrères). - **Article 3** (art. 326 et 437 du code de procédure pénale - Droit au silence des journalistes entendus comme témoin) (p. 6563) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 13 et 14 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6564, 6566) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 34 (strict encadrement de la garde à vue des journalistes), n° 36 (impossibilité d'intercepter des communications téléphoniques ou électroniques d'un journaliste) ainsi que sur les amendements analogues n° 35 de ce dernier et n° 21 de Mme Alima Boumediene-Thiery (interdiction de placer en garde à vue un journaliste afin d'obtenir la divulgation de ses sources).

- **Rappel au règlement** - (1er décembre 2008) (p. 7965) : répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Sueur. Rappel de l'indépendance des juges d'instruction. Amélioration de la protection du secret des sources depuis l'adoption du projet de loi. Sa demande de communication au parquet du dossier de la procédure.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) (p. 7980, 7984) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7985, 7990) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-1 de la commission et de la commission des lois saisie pour avis n° II-52 et n° II-53.

DAUDIGNY (Yves)
sénateur (Aisne)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5938, 5939) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 6000) : parole sur l'article. (p. 6022) : soutient l'amendement n° 117 de M. Yves Krattinger (exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA) ; rejeté. (p. 6043, 6044) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 93 (allongement du délai de signature d'un contrat d'insertion professionnelle par les bénéficiaires du RSA) ; et n° 95 (suppression des dispositions précisant le contenu du contrat d'insertion professionnelle de l'allocataire du RSA) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6066, 6068) : soutient les amendements analogues de Mme Raymonde Le Texier n° 100 et n° 101 (dispositions visant à inciter les entreprises embauchant au moins un quart de leurs salariés à temps partiel à augmenter la durée de travail de ces derniers) ; rejetés. - **Article 3** (Compensation des charges nouvelles incombant aux départements) (p. 6075, 6087) : favorable à l'amendement n° 119 de M. Yves Krattinger (remplacement de la notion d'extension de compétences par celle de transfert de compétences). Soutient les amendements de M. Yves Krattinger n° 121 (calcul de la compensation versée par l'État aux départements au titre du RSA) ; adopté ; n° 123 (précision) ; n° 126 (établissement par le Gouvernement d'un bilan financier de la loi du 18 décembre 2003 portant décentralisation du RMI) ; et n° 125 (prise en compte par la commission consultative d'évaluation des charges des coûts supportés par les départements pour l'accompagnement social renforcé des bénéficiaires du RSA) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Article 6** (art. 81, 200 sexes, 200 octies, 1414, 1605 bis, 1649-0 A, 1665 bis et 1665 ter du code général des impôts - Articulation du RSA avec la prime pour l'emploi et conditions d'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle) (p. 6117) : soutient l'amendement n° 127 de M. Yves Krattinger (refus de l'application du bouclier fiscal en matière de financement du RSA) ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 263-1 à L. 263-4, L. 263-15, L. 263-16, L. 263-18 et L. 263-19 du code de l'action sociale et des familles - Gouvernance des politiques d'insertion) (p. 6128) : soutient l'amendement n° 102 de Mme Raymonde Le Texier (participation des représentants du monde du travail et de l'entreprise à l'élaboration du pacte territorial pour l'insertion) ;

adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6130, 6132) : soutient l'amendement n° 103 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides octroyées en fonction des politiques de recrutement et de passage au temps plein pratiquées par les entreprises) ; adopté. - **Article 9 bis** (art. L. 5132-1 et L. 5132-15-2 nouveau du code du travail - Coordination des structures d'insertion par l'activité économique) (p. 6141) : soutient l'amendement n° 111 de Mme Raymonde Le Texier (définition de l'insertion par l'activité économique) ; adopté. - **Article 10** (art. L. 5134-19-1 à L. 5134-19-4 du code du travail - Contrat unique d'insertion) (p. 6145) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Raymonde Le Texier (prise en compte des possibilités de développement économique des territoires dans l'appréciation de la réussite des politiques d'insertion) ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6789, 6790) : son intervention.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 13** (art. L. 137-15 à L. 137-17 nouveaux et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Contribution sur les rémunérations ou gains exclus de l'assiette des cotisations sociales) (p. 6840) : soutient l'amendement n° 262 de M. Bernard Cazeau (limitation de l'assiette du forfait social au seul montant de la participation dite légale) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6850) : soutient l'amendement n° 263 de M. Bernard Cazeau (régulation du marché du médicament en privilégiant la baisse de prix par rapport aux remises) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 14** (précédemment réservé) (Reconduction du fonds de mobilisation départemental pour l'insertion, FMDI) (p. 7533, 7534) : parole sur l'article.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Commission mixte paritaire [n° 77 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 7722, 7724) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7747) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

DAUGE (Yves)
sénateur (Indre-et-Loire)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Action extérieure de l'État [n° 100 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2008) (p. 8227) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8371, 8372) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission.

Culture

- (5 décembre 2008) (p. 8481, 8482) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 59 octies** (p. 8487) : son amendement n° II-241 : augmentation du taux et du tarif de la redevance d'archéologie préventive ; adopté.

Articles de récapitulation des crédits

- (8 décembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 8550) : sur l'amendement n° II-304 de M. Michel Charasse (mise sous plafond d'emploi des établissements à autonomie financière du ministère des affaires étrangères), favorable au sous-amendement n° II-400 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 42 (Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux")** (p. 8581, 8583) : défavorable à l'amendement n° II-250 de la commission (suppression, au terme d'un délai de vingt ans, des avantages fiscaux liés au dispositif Malraux). (p. 8585) : intervient sur l'amendement n° II-399 du Gouvernement (réduction d'impôt pour les travaux de transformation en logement de tout ou partie des locaux situés dans des immeubles à usage d'habitation). (p. 8588) : son amendement n° II-369 : relèvement de la réduction d'impôt et suppression de la hiérarchisation entre les secteurs sauvegardés et les ZPPAUP ; rejeté. (p. 8590) : intervient sur l'amendement n° II-361 de M. Philippe Richert (relèvement du plafond à 150 000 euros). - **Article 42 bis (Aménagements du régime fiscal applicable aux monuments historiques)** (p. 8596, 8597) : intervient sur l'amendement n° II-251 de la commission (suppression du plafonnement à 200 000 euros de l'avantage fiscal en faveur de monuments privés non ouverts au public).

DAUNIS (Marc)
sénateur (Alpes-Maritimes)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 4 novembre 2008.

Membre titulaire du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Comité consultatif des subventions aux exploitants d'aérodromes le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

DAVID (Annie)
sénateur (Isère)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement jusqu'au 13 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi** [n° 141 (2007-2008)] - (9 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 96, 99). Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-1-1 et L. 311-1-2 du code du travail - *Coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 111, 113) : ses amendements n° 37 : suppression ; et n° 38 : modification de la composition du Conseil national de l'emploi, CNE ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 122, 130) : ses amendements n° 40 : précision de la nature publique du nouvel opérateur ; n° 42 : participation du nouvel organisme à la lutte contre les discriminations à l'embauche ; adoptés ; n° 43 : précision des missions du nouvel organisme dans sa relation avec les demandeurs d'emploi ; n° 44 : élargissement des missions du service public de l'emploi ; n° 45 : participation du nouvel organisme à l'élaboration de statistiques ; rejetés ; et n° 41 : constitution du nouvel organisme sous la forme d'un établissement public administratif ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2008) (p. 139, 142) : ses amendements n° 47 : modification de la composition du conseil d'administration ; n° 48 : détermination par le conseil d'administration des règles statutaires applicables aux agents ; et n° 49 : modification du mode de nomination du directeur général du conseil d'administration ; rejetés. (p. 144) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 4 de la commission (institution d'une procédure de révocation du directeur général à la demande du conseil d'administration). (p. 148) : ses amendements n° 50 : soumission de la nouvelle institution aux règles applicables aux établissements publics administratifs en matière de gestion financière et comptable ; et n° 51 : confirmation du statut public des agents ; rejetés. (p. 150, 155) : ses amendements n° 52 : cohérence ; n° 53 : unification du contentieux relatif aux prestations d'assurance chômage ; n° 54 : précision de la nature

publique des biens immobiliers ; n° 55 : décision de sanction prise par les seuls services de l'État ; et n° 56 : création d'une commission interne de recours contentieux ; rejetés. - **Article 3** (art. L. 351-21, L. 351-22 et L. 354-1 du code du travail - *Nouvelle organisation du régime d'assurance chômage*) (p. 159) : son amendement n° 57 : gestion du régime d'assurance chômage par l'UNEDIC ; rejeté. (p. 163) : son amendement n° 58 : suppression de la possibilité de transfert des fichiers de demandeurs d'emploi entre les administrations ; rejeté. - **Article 5** (*Instance de préfiguration de la nouvelle institution*) (p. 180) : son amendement n° 60 : participation des organisations syndicales représentatives du personnel de l'ANPE et des ASSEDIC aux négociations avec le délégué général sur le statut public du personnel ; rejeté. - **Article 6** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des personnels de l'ANPE et de l'Unedic*) (p. 181) : son amendement n° 61 : allongement de la durée du droit d'option des agents de l'ANPE entre le maintien de leur statut ou la convention collective, possibilité pour les salariés des ASSEDIC de choisir le statut d'agent public de la nouvelle institution et garantie du maintien du régime de retraite complémentaire attaché au statut d'agent public ; rejeté. (p. 185) : refus par le rapporteur du droit d'option. - **Article 7** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des biens de l'ANPE et des Assedic*) (p. 186) : ses amendements n° 62 : exclusion des biens mobiliers de l'ANPE du transfert à la nouvelle institution ; et n° 63 : suppression du paragraphe transférant à titre gratuit les biens mobiliers de l'ANPE ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 196, 197) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Carle sur l'avenir de la formation professionnelle en France** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 321, 323).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat** [n° 151 (2007-2008)] - (23 janvier 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 419, 421) : sa motion n° 63 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. Le groupe CRC ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (*Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés*) (p. 428, 430) : ses amendements n° 71 : réunion annuelle d'une conférence nationale sur les salaires ; et n° 72 : principe selon lequel aucune grille de salaire ne peut débiter en dessous du SMIC ; rejetés. (p. 432, 436) : intervient sur l'amendement n° 99 de M. Guy Fischer (conditions du recours au travail temporaire). Soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 96 (obligation de négocier dès 2009 sur le relèvement des salaires minimum de certaines branches en dessous du SMIC) ; et n° 95 (conditionnement des allègements de charges sociales à l'engagement des entreprises d'augmenter les salaires dans le cadre d'un accord majoritaire avec les organisations syndicales) ; rejetés. Son amendement n° 73 : abrogation du quatrième alinéa de l'article L. 212-4 du code du travail excluant le temps de déplacement professionnel pour se rendre sur le lieu d'exécution du contrat de travail du temps de travail effectif ; rejeté. (p. 437, 441) : intervient sur son amendement présenté par M. Guy Fischer n° 78 : requalification du contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein lorsque le nombre d'heures supplémentaires atteint ou dépasse la durée légale du travail. Soutient l'amendement n° 102 de M. Guy Fischer (encadrement du recours par l'employeur aux heures supplémentaires) ; rejeté. Ses amendements n° 76 : rétablissement du seuil annuel maximal de 130 heures supplémentaires réalisables ; et n° 75 : suppression des exonérations de cotisations sociales et fiscales bénéficiant aux sommes abondant les comptes épargne-temps ; rejetés. (p. 447) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 2 de la commission (précision selon laquelle la majoration de salaire due au titre du rachat des jours de RTT est au moins égale au taux de majoration de la première heure supplémentaire applicable à l'entreprise). Intervient sur les propos du rapporteur concernant son amendement n° 75 précité. (p. 449) : intervient sur l'amendement n° 103 de M. Guy Fischer (suppression des conventions de forfait jour). - **Article 1er bis** (*Garantie des droits accumulés dans un compte épargne-temps*) (p. 451) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 106 (précision selon laquelle le droit au congé compensateur de remplacement est obligatoire dès lors que le salarié effectue un nombre certain d'heures supplémentaires) ; et n° 104 (suppression de l'article

1er ter) ; rejetés. - **Article 2** (*Débloccage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise*) (p. 454, 455) : parole sur l'article. (p. 456, 458) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 112 (abrogation des dispositions instaurant une notion de dividende du travail qui se substitue à celle d'augmentation de salaire et de pouvoir d'achat) ; n° 114 (abrogation du dispositif d'attribution gratuite d'actions aux salariés) ; n° 111 (rétablissement de la contribution Delalande) ; n° 115, 109 et 110 (suppression de l'extension des possibilités de recours à la distribution d'actions gratuites en lieu et place du versement d'un salaire) ; rejetés. (p. 460, 461) : intervient sur les amendements de M. Guy Fischer n° 108 (exclusion des sociétés coopératives ouvrières de production du champ d'application du déblocage de la participation) et sur le n° 111 précité. - **Article 3** (*Versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises non assujetties au régime de la participation*) (p. 463, 464) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Guy Fischer (instauration d'un barème de salaires minimaux par grands niveaux de qualifications). - **Article 3 bis** (*Dégreèvement de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus*) (p. 465) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 473, 474) : parole sur l'article. (p. 480, 481) : son amendement n° 87 : interdiction de toute coupure de fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 521, 522) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 91 (évaluation et centralisation auprès de la Banque de France des coûts imputables au service public bancaire de base) ; et n° 92 (précisions quant au fonctionnement du service public bancaire de base) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 525, 526) : soutient l'amendement n° 125 de Mme Odette Terrade (extension à l'ensemble du territoire national de la possibilité offerte au Gouvernement de bloquer temporairement par décret en Conseil d'Etat la hausse des loyers à la relocation en allongeant la durée de validité de ce décret) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 535) : souscrit aux propos de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'amendement n° 28 de Mme Raymonde Le Texier (modulation du taux de la contribution des employeurs en fonction du nombre de salariés en contrat à durée déterminée et en mission d'intérim), tant sur le fond que sur l'organisation des travaux du Sénat.

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 183 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 741, 743) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat - Commission mixte paritaire [n° 180 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 762, 764). Le groupe CRC s'opposera au texte.

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1560, 1562) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1567, 1568) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Rappel au règlement** (p. 1568) : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat. Déclaration de la secrétaire d'Etat chargée de la solidarité au sujet d'un document de la Commission européenne approuvant le projet de loi relatif à la lutte contre les discriminations. Demande sa transmission aux parlementaires. - **Discussion générale** (p. 1580, 1582) : son intervention. Le groupe CRC déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Article 1er** (*Transposition de la définition communautaire de la discrimination directe, de la discrimination indirecte et du harcèlement*) (p. 1592, 1594) : ses amendements n° 31 : suppression du mot "race" ; et n° 36 : remplacement du mot "sexe" par le mot "genre" ; rejetés. (p. 1596) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 32 et

35 : précision de la définition du harcèlement sexuel ; rejetés. Sur l'amendement n° 3 de la commission (rappel de la distinction entre discrimination et traitement différencié des salariés), son sous-amendement n° 52 ; adopté. - **Article 2** (*Divers régimes d'interdiction des discriminations*) (p. 1599, 1606) : ses amendements n° 37 : élargissement du champ de l'interdiction des discriminations ; n° 38 : repli ; n° 39 : suppression de la possibilité d'organiser des enseignements en regroupant les élèves par sexe ; rejetés ; n° 40 : suppression de la dérogation accordée aux médias en matière de discriminations fondées sur le sexe ; adopté. (p. 1609) : le groupe CRC votera contre cet article. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1610) : sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Hyest (clarification des incidences de la réduction éventuelle de trente ans à cinq ans du délai de droit commun de la prescription extinctive en matière de lutte contre les discriminations au travail), son sous-amendement n° 53 ; rejeté. - **Article 6** (*art. L. 122-45, L. 122-45-3, L. 122-45-5, L. 122-45-6 nouveau, L. 411-5 du code du travail - Coordination juridique dans le code du travail et application du droit communautaire*) (p. 1615, 1616) : ses amendements n° 42 : possibilité de légitimation d'une inégalité de traitement fondée sur l'âge par les objectifs d'une politique de l'emploi ; devenu sans objet ; et n° 41 : encadrement des différences de traitement liées à l'âge prises sur le fondement de la santé ou de la sécurité des travailleurs ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1619, 1623) : ses amendements n° 43 : autorisation pour les associations de se porter partie civile dans les affaires de discrimination concernant les fonctionnaires ; portant sur le même objet, n° 44 et 45 : codification des définitions communautaires de la discrimination et du harcèlement dans le code du travail et le code pénal ; rejetés ; et n° 48 : instauration d'une taxe assise sur les salaires sanctionnant les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes ; retiré. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1625, 1626) : son amendement n° 46 : création d'un délit d'entrave à l'action de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 1627) : ses amendements n° 49 : rapport sur le droit de vote des résidents extracommunautaires aux élections locales ; et n° 50 : instauration d'un enseignement obligatoire sur toutes les formes de discrimination dès l'école primaire ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1628) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 1927, 1929) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi. - **Article 1er** (*art. L. 1221-2, L. 2313-5, L. 2323-47 et L. 2323-51 du code du travail - Information des élus du personnel sur le recours aux contrats à durée déterminée et aux contrats d'intérim*) (p. 1941, 1942) : parole sur l'article. (p. 1944, 1946) : le groupe CRC votera ses amendements soutenus par M. Guy Fischer n° 57 : nouvelle rédaction de la définition de la forme normale du contrat de travail et n° 58 : précision selon laquelle le contrat de travail à durée indéterminée est à temps plein. Ses amendements n° 59 : suppression des dispositions relatives au dialogue social dans l'entreprise ; rejeté ; n° 61 et 63 : information des délégués du personnel ou du comité d'entreprise sur les contrats d'accompagnement dans l'emploi, les contrats d'avenir, les contrats insertion revenu minimum d'activité et les contrats initiative emploi ; retirés. (p. 1947) : intervient sur ses amendements n° 60 : nécessité pour l'employeur de s'expliquer sur les "motifs" du recours aux emplois atypiques et non sur les "éléments" de ce recours, soutenu par M. Guy Fischer, et n° 61 précité. - **Article 2** (*art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - Durée de la période d'essai*) (p. 1950, 1951) : parole sur l'article. (p. 1952, 1957) : ses amendements n° 64 : suppression ; n° 67 : suppression des dispositions autorisant des périodes d'essai plus longues que les maxima prévus à l'article ; rejetés ; et n° 68 : précision selon laquelle la durée de la période d'essai est présumée être d'un mois en l'absence de stipulation expresse de sa durée dans le contrat de travail ; retiré. (p. 1959, 1960) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Christiane Demontès (imputation de la durée du stage sur la période d'essai et prise en compte de cette durée dans le calcul de l'ancienneté

du salarié) ainsi que, soutenu par M. Guy Fischer, sur son amendement n° 69 identique à l'amendement n° 46 de M. Jacques Muller (imputation intégrale sur la période d'essai de la durée du stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études). (p. 1961, 1963) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (extension du bénéficiaire du délai de prévenance aux salariés en CDD pour les contrats stipulant une période d'essai d'au moins une semaine). Son amendement n° 70 : fixation du délai de prévenance à cinq jours ouvrés en cas de présence du salarié dans l'entreprise entre 8 jours et un mois ; devenu sans objet. Le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement n° 5 de la commission (réduction du délai de prévenance à vingt-quatre heures en cas de présence du salarié dans l'entreprise inférieure à huit jours). - **Article 4** (art. L. 1232-1, L. 1233-2, L. 1234-9 et L. 1234-20 du code du travail - *Adaptations du droit du licenciement*) (p. 1965, 1966) : parole sur l'article. (p. 1967, 1968) : son amendement n° 72 : remplacement du mot "justifié" par le terme "motivé" dans la définition du régime du licenciement ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecies du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1981, 1982) : son amendement n° 74 : suppression ; rejeté. (p. 1987, 1988) : intervient sur son amendement soutenu par M. Guy Fischer n° 75 : obligation de motiver la rupture conventionnelle qui résulte de l'initiative de l'employeur. (p. 1992) : son amendement n° 76 : possibilité pour l'employeur, au cours de l'entretien préalable à la rupture conventionnelle, de se faire assister par une personne de son choix appartenant au personnel de l'entreprise à condition que le salarié ait lui-même fait valoir ce droit ; retiré. (p. 1995, 1997) : avec le groupe CRC, ne votera pas l'amendement n° 11 de la commission (attribution au Conseil des prud'hommes de la compétence pour statuer en premier et dernier ressort sur les conventions de rupture du contrat de travail). Son amendement n° 77 : suppression des dispositions relatives à la protection des salariés détenteurs d'un mandat syndical ; rejeté. - **Article 6** (*Contrat à durée déterminée à objet défini*) (p. 1999, 2000) : parole sur l'article. (p. 2004, 2007) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 21 de M. Serge Dassault (extension du contrat à durée déterminée à objet défini à toutes les catégories de salariés). Ses amendements n° 81 : suppression de la référence à l'accroissement temporaire d'activité pour justifier le recours au CDD à objet défini ; n° 80 : suppression de la référence aux nécessités économiques pour justifier le recours au CDD à objet défini ; rejetés ; n° 83 : intégration des salariés embauchés en CDD à objet défini dans l'effectif du personnel ; retiré ; et n° 84 : suppression de la possibilité pour l'employeur de rompre le CDD à objet défini à sa date anniversaire ; devenu sans objet. - **Article 7** (art. L. 1226-4-1 du code du travail - *Création d'un fonds de mutualisation*) (p. 2008) : le groupe CRC est favorable à l'amendement n° 38 de Mme Christiane Demontès (possibilité pour le fonds de mutualisation d'effectuer une avance mensuelle des indemnités dues au salarié dans l'attente de la conclusion de la procédure de licenciement pour cause d'inaptitude consécutive à une maladie ou à un accident non professionnel). Son amendement n° 85 : inscription dans la loi du principe de l'abondement du fonds de mutualisation ; rejeté. - **Article 8** (art. L. 1251-60 et L. 8241-1 du code du travail - *Portage salarial*) (p. 2008, 2010) : parole sur l'article. Ses amendements n° 86 : suppression ; et n° 87 : limitation à trois ans de la durée maximale du contrat de portage ; rejetés. (p. 2011) : maintient son amendement précité n° 87. - **Article 9** (art. L. 1223-1 à L. 1223-4, L. 1236-1 à L. 1236-6, L. 5423-15 à L. 5423-17 et L. 6322-26 et L. 6323-4 du code du travail - *Abrogation du CNE*) (p. 2012, 2013) : parole sur l'article. Le groupe CRC votera l'article 9. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2015) : opposition résolue du groupe CRC à l'ensemble du texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - *Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2927) : sur l'amendement n° 95 de la commission (reprise du texte relatif

aux langues régionales adopté par l'Assemblée nationale et insertion de dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale entre les femmes et les hommes), soutient le sous-amendement n° 156 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (substitution du mot "assure" au mot "favorise") ; devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2941) : favorable au sous-amendement n° 510 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (substitution du mot "assure" au mot "favorise") à l'amendement n° 509 de la commission (disposition en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, responsabilités professionnelles et sociales).

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3433, 3435) : son intervention. Le groupe CRC ne votera pas ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3448) : ses amendements n° 43 : participation des représentants des salariés à la gestion de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS ; et n° 44 : rapport sur la situation financière de l'AGS ; rejetés. - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - *Définitions du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi*) (p. 3449) : parole sur l'article. (p. 3452, 3454) : ses amendements n° 19 : suppression du paragraphe II définissant le parcours personnalisé d'accès à l'emploi, PPAE, et l'offre raisonnable d'emploi, ORE ; et n° 21 : possibilité pour le demandeur d'emploi de se faire accompagner lors de la signature de son PPAE ; rejetés. Intervient sur son amendement présenté par M. Guy Fischer n° 22 : instauration d'un droit de rétractation avant la signature définitive du PPAE. (p. 3458, 3461) : ses amendements n° 23 : création d'une commission de recours gracieux ; n° 24 : dans le PPAE, suppression des notions de zone géographique privilégiée et de marché du travail local, prise en compte des compétences acquises par le salarié durant sa carrière et précision du type de contrat de travail recherché ; rejetés ; n° 25 : remplacement de la notion d'"emplois recherchés" par celle d'"emploi recherché" ; et n° 28 : remplacement de la notion de "zone géographique privilégiée" par celle de "zone géographique déterminée par le demandeur d'emploi" ; devenus sans objet. (p. 3465) : son amendement n° 31 : garantie de l'accès à la formation pour les demandeurs d'emploi ; rejeté. (p. 3467, 3474) : ses amendements n° 32 : suppression de la définition de l'offre raisonnable d'emploi, ORE ; n° 34 : suppression de l'actualisation périodique du PPAE et de la redéfinition de l'ORE ; n° 20 : suppression de la révision au bout de trois mois des éléments constitutifs de l'ORE ; n° 38 et 39 : modification du critère salarial de l'ORE ; n° 41 et 42 : fixation au SMIC du salaire acceptable au bout d'un an d'inscription ; rejetés. (p. 3476, 3477) : intervient sur son amendement, présenté par M. Guy Fischer, n° 36 : limitation de l'ORE aux seules offres correspondant à la qualification du demandeur et sur son amendement n° 38 précité. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3478) : son amendement n° 45 : obligation de dépôt des offres d'emploi auprès du seul service public ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 5412-1 du code du travail - *Motifs de radiation de la liste des demandeurs d'emploi*) (p. 3479, 3480) : parole sur l'article. (p. 3481, 3483) : ses amendements n° 46 : suppression de la liste des motifs de radiation de l'obligation d'accomplir des actes positifs et répétés de recherche d'emploi ; et n° 48 : suppression de la liste des motifs de radiation des refus d'accepter un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou une action d'insertion ; rejetés. (p. 3484) : défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (radiation de la liste des demandeurs d'emploi des personnes refusant de définir ou d'actualiser leur PPAE). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3485) : son amendement n° 49 : entrée en vigueur de ce texte subordonnée à la mise en œuvre de la nouvelle offre de service de la nouvelle institution ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3486) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 12** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - *Neutrisation de l'impact financier du franchissement des seuils*

de dix et vingt salariés) (p. 3133, 3134) : soutient l'amendement n° 495 de Mme Odette Terrade (suppression de l'article) ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (17 juillet 2008) (p. 4806) : art. 32 du règlement. Evolution des négociations avec les partenaires sociaux sur la pénibilité du travail.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4822, 4825) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4837, 4838) : intervient sur sa motion n° 283 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (art. L. 2121-1 du code du travail - *Critères de représentativité syndicale*) (p. 4841, 4847) : parole sur l'article. Le groupe CRC votera l'amendement n° 62 de M. Jean-Pierre Godefroy (extension aux organisations syndicales d'employeurs des critères cumulatifs de représentativité). Son amendement n° 194 : rédaction ; retiré. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4848) : le groupe CRC votera l'amendement n° 11 de la commission (négociations portant sur les critères de représentativité des organisations patronales). - **Article 2** (art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - *Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social*) (p. 4853, 4854) : le groupe CRC votera les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 64 (retour à une périodicité de deux ans pour les élections professionnelles) et n° 69 (retour à une périodicité de deux ans pour les élections professionnelles) et sur les amendements de la commission, il votera contre le n° 12 (possibilité d'apprécier la représentativité syndicale au niveau d'une partie du groupe) et pour le n° 17 (dispositions spécifiques aux entreprises de presse). Ses amendements n° 196 : précision ; n° 198 : suppression de la définition d'un programme pour la négociation des branches ; et n° 200 : suppression du Haut conseil du dialogue social ; rejetés. - **Article 3** (art. L. 2314-22, L. 2314-24, L. 2316-3 et L. 2324-4 du code du travail - *Modalités des élections professionnelles*) (p. 4866, 4871) : ses amendements n° 201 : prise en compte dans les effectifs des entreprises des salariés titulaires d'un contrat de mission ; portant sur le même objet n° 203 et n° 204 : modification des délais de présence dans l'entreprise requis pour autoriser le vote aux élections professionnelles des salariés mis à disposition par une entreprise extérieure ; et n° 205 : cohérence ; rejetés. - **Article 3 bis** (art. L. 2312-5, L. 2314-3-1 (nouveau), L. 2314-8, L. 2314-11, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-1, L. 2324-4-1 (nouveau), L. 2324-11, L. 2324-13, L. 2324-21 et L. 2327-7 du code du travail - *Modalités de préparation des élections au sein de l'entreprise*) (p. 4872, 4873) : ses amendements n° 206 : suppression ; et n° 208 : cohérence ; rejetés. - **Article 4** (art. L. 2143-3 à L. 2143-6, L. 2143-11 et L. 2324-2 du code du travail - *Conditions de désignation des délégués syndicaux*) (p. 4875, 4876) : le groupe CRC votera l'amendement n° 21 de la commission (mode dérogatoire de désignation d'un délégué syndical). Son amendement n° 209 : interdiction de licencier un candidat à un mandat de délégué syndical dans les douze mois suivant les élections ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 2142-1 et L. 2142-1-1 à L. 2142-1-4 nouveaux du code du travail - *Conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale*) (p. 4880, 4881) : ses amendements n° 210 : prérogatives du représentant de la section syndicale ; et n° 213 : augmentation du contingent d'heures de délégation accordé aux représentants de section syndicale ; retirés. - **Article 6** (art. L. 2231-1, L. 2232-2, L. 2232-2-1 nouveau, L. 2232-6, L. 2232-7, L. 2232-12 à L. 2232-15 et L. 2232-34 du code du travail - *Conditions de validité des accords collectifs de travail*) (p. 4886, 4887) : ses amendements portant sur le même objet n° 215, n° 217, n° 219 et n° 222 : relèvement à 50 % des suffrages du seuil d'entrée en vigueur d'un accord collectif ; et n° 221 : allongement du délai accordé aux organisations syndicales représentatives pour contester un accord d'entreprise ou d'établissement ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 7** (art. L. 2232-21 à L. 2232-27, L. 2232-27-1 nouveau, L. 2232-8 et L. 2232-29 du code du travail - *Négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés*) (p. 4901, 4902) : son amendement n° 224 : exclusion du champ

d'application de cet article du nouveau dispositif relatif au temps de travail négocié ; rejeté. - **Article 8** (*Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles*) (p. 4904, 4905) : son amendement n° 226 : suppression de la référence à un accord collectif de travail destiné au financement du dialogue social ; devenu sans objet. (p. 4909, 4910) : défavorable à l'amendement n° 183 de M. Philippe Dominati (suppression de la possibilité de créer une contribution des entreprises pour le financement du dialogue social). Son amendement n° 228 : mention dans le bilan social de l'entreprise des contributions versées au profit du dialogue social et des salariés mis à la disposition des organisations syndicales et professionnelles ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 15 bis** (p. 4915) : son amendement n° 229 : possibilité pour les salariés de disposer de deux heures d'information sur le droit syndical, le mouvement syndical et la représentation des salariés ; rejeté. - **Article 15 bis** (art. L. 3142-8 du code du travail - *Périodicité de la rémunération des congés de formation économique et sociale et de formation syndicale*) : son amendement n° 230 : précision sur l'assimilation du temps de formation au temps de travail et sur sa rémunération ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 4924, 4925) : son amendement n° 231 : limitation de la semaine de travail à cinq jours consécutifs ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - *Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement*) (p. 4931, 4932) : son amendement n° 232 : suppression ; rejeté. (p. 4935, 4936) : son amendement n° 234 : définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche ; rejeté. (p. 4940, 4945) : ses amendements n° 236 : obligation d'informer l'inspecteur du travail ou les institutions représentatives du personnel de l'ensemble des heures supplémentaires effectuées ; n° 238 : possibilité pour les inspecteurs du travail d'interdire le recours aux heures supplémentaires au-delà du contingent annuel ; et n° 239 : ouverture d'un droit à repos compensateur pour chaque heure de travail supplémentaire effectuée dans le cadre du contingent légal ; rejetés. (p. 4947, 4949) : ses amendements n° 241 : modalités du repos compensateur obligatoire et assimilation de celui-ci à une période de travail effectif pour le calcul des droits des salariés ; n° 242 : repli ; et n° 243 : avis du comité d'entreprise sur les modalités d'utilisation et sur l'éventuel dépassement du contingent annuel d'heures supplémentaires ; rejetés. (p. 4951) : favorable à l'amendement n° 81 de M. Jean-Pierre Godefroy (liberté pour le salarié de refuser d'effectuer des heures supplémentaires au-delà du contingent annuel sans que ce refus soit constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement). (p. 4957) : ses amendements n° 245 : suppression du caractère transitoire de la contrepartie obligatoire en repos pour toute heure supplémentaire effectuée au-delà du contingent réglementaire ; et n° 246 : ouverture d'un droit à repos compensateur obligatoire pour les heures supplémentaires effectuées à l'intérieur du contingent réglementaire dans les entreprises de plus de vingt salariés ; rejetés. - **Organisation des débats** (p. 4958, 4959). - **Article 17** (art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - *Conventions de forfait*) (p. 4960) : parole sur l'article. (p. 4964) : intervient sur son amendement de suppression n° 247 présenté par M. Guy Fischer. (p. 4969, 4972) : ses amendements n° 248 : subordination de la conclusion des conventions de forfait sur l'année à une convention ou à un accord collectif d'entreprise ou d'établissement ; n° 252 : suppression pour les salariés non-cadres de la possibilité de conclure une convention de forfait en jours sur l'année ; et n° 253 : cohérence ; devenus sans objet. (p. 4974, 4975) : ses amendements n° 256 : suppression de la possibilité pour un salarié, en accord avec son employeur, de travailler au-delà de la durée annuelle fixée par la convention individuelle de forfait ou de renoncer à ses jours de repos en contrepartie d'une majoration de son salaire ; et n° 257 : faculté pour un salarié de refuser d'effectuer des heures au-delà de la durée annuelle fixée par la convention individuelle de forfait sans que ce refus soit constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement ; devenus sans objet. (p. 4976, 4977) : ses amendements n° 259 : suppression de l'entretien individuel annuel entre l'employeur et le salarié titulaire d'une convention de forfait en jours sur l'année ; n° 262 : maintien de la limitation des durées maximales journalières et hebdomadaires de travail pour les salariés titulaires d'une convention de forfait en jours ;

devenus sans objet. Sur l'amendement n° 43 de la commission (réécriture de cet article en précisant l'obligation de compatibilité du nombre maximal de jours travaillés dans l'année par un salarié titulaire d'une convention de forfait en jours avec les dispositions du code du travail sur les jours fériés et chômés), son sous-amendement n° 261 ; adopté. (p. 4979, 4983) : ses amendements n° 264 : réintroduction d'une disposition du code du travail relative aux documents permettant de comptabiliser les heures de travail de chaque salarié ; devenu sans objet ; n° 267 : suppression du maintien en vigueur des conventions de forfait conclues avant l'adoption de ce projet de loi ; rejeté. Sur l'amendement n° 43 de la commission (réécriture de cet article en précisant l'obligation de compatibilité du nombre maximal de jours travaillés dans l'année par un salarié titulaire d'une convention de forfait en jours avec les dispositions du code du travail sur les jours fériés et chômés), son sous-amendement n° 266 ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Article 18** (section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail) (p. 4993, 5005) : ses amendements n° 268 : suppression ; et n° 271, 272 et 275 : suppression partielle ; rejetés. - **Article 19** (art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et art. 81 quater du code général des impôts - Adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat) (p. 5008) : son amendement n° 276 : suppression ; rejeté. - **Article 20** (art. L. 3121-15, L. 3123-14, L. 3123-17, L. 3133-8, L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3141-5, L. 3141-11, L. 3141-21, L. 3141-22, L. 3151-2, L. 3152-1, L. 3152-2, L. 3171-1 et L. 6321-4 du code du travail - Coopération - Simplification des modalités d'alimentation et de fonctionnement du compte épargne-temps) (p. 5012) : son amendement n° 278 : suppression partielle ; devenu sans objet. (p. 5013) : intervient sur l'amendement n° 57 de la commission (coordination). - **Article 21** (art. L. 3151-1, L. 3153-1, L. 3153-2 et L. 3153-4 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps) (p. 5014) : son amendement n° 279 : suppression partielle ; devenu sans objet. - **Article 22** (art. L. 3153-3 du code du travail, L. 242-4-3 nouveau du code de la sécurité sociale et 83 du code général des impôts - Régime fiscal et social applicable en cas d'utilisation de droits accumulés sur le compte épargne-temps en vue de la retraite) (p. 5015) : son amendement n° 280 : suppression ; rejeté. - **Article 23** (art. L. 3154-1 à L. 3154-3 du code du travail - Garantie et liquidation des droits accumulés sur le compte épargne-temps) (p. 5017, 5018) : ses amendements n° 281 : suppression ; et n° 282 : suppression partielle ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5019, 5020) : le groupe CRC votera unanimement contre le projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi - Commission mixte paritaire [n° 485 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5133, 5135) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5332, 5333) : intervient sur la motion n° 224 de Mme Odette Terrade tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Article 6** (Garanties apportées au secteur financier) (p. 5396, 5397) : soutient les amendements de M. Bernard Vera n° 22 (exclusion de toute forme de rémunération fondée sur l'intéressement aux résultats des dirigeants de la société de refinancement) ; et n° 25 (exclusion de toute forme de rémunération fondée sur l'intéressement aux

résultats des dirigeants de la société de recapitalisation des sociétés) ; rejetés.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5413) : favorable aux amendements de suppression n° 160 de Mme Odette Terrade et n° 236 de M. Thierry Repentin. (p. 5418) : soutient l'amendement n° 161 de Mme Odette Terrade (signature facultative des conventions) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5457, 5461) : soutient l'amendement n° 165 de Mme Odette Terrade (suppression du dispositif d'expérimentation de la modulation des loyers) ; rejeté.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 6038, 6045) : ses amendements n° 185 : suppression des devoirs associés au RSA ; portant sur le même objet n° 188 et 257 : suppression de l'obligation pour les bénéficiaires de minima sociaux de conclure un projet personnalisé d'accès à l'emploi ; n° 189 : allongement du délai de signature d'un contrat d'insertion professionnelle par un bénéficiaire du RSA ; rejetés ; n° 190 : suppression de l'obligation pour les bénéficiaires du RSA d'accepter l'offre d'emploi correspondant à l'emploi recherché ; retiré puis repris par la commission sous la forme de l'amendement n° 313. (p. 6048, 6058) : ses amendements n° 192 : libre appréciation du président du conseil général à l'égard de la suspension du versement du RSA ; devenu sans objet ; et n° 193 : suppression des dispositions relatives au contrôle du train de vie des bénéficiaires du RSA ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 70 de M. Michel Mercier (information du président du conseil général par l'organisme payeur lors de la reprise d'un versement après une décision de suspension). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6064, 6068) : défavorable à l'amendement n° 30 de la commission (négociation annuelle obligatoire sur le temps partiel subi). Ses amendements n° 197 : dispositions visant à inciter les entreprises embauchant un quart de leurs salariés à temps partiel à augmenter la durée de travail de ces derniers ; rejeté ; et n° 195 : évaluation annuelle du RSA par l'Observatoire national de la pauvreté ; retiré. - **Article 2 bis** (Rapport sur les conditions d'intégration de l'allocation de solidarité spécifique au revenu de solidarité active) (p. 6069) : son amendement n° 196 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (Compensation des charges nouvelles incombant aux départements) (p. 6070, 6071) : parole sur l'article. (p. 6074, 6086) : ses amendements n° 199 : remplacement de la notion d'extension de compétences par celle de transfert de compétences ; et n° 200 : établissement par le Gouvernement d'un bilan financier de la loi du 18 décembre 2003 portant décentralisation du RMI ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Article 4** (art. L. 111-3, L. 121-7, L. 131-2, L. 134-1, L. 211-10, L. 214-7, L. 264-1, L. 512-1 du code de l'action sociale et des familles - Dispositions de coordination dans le code de l'action sociale et des familles et réforme du régime de réservation de places en crèche pour les enfants des bénéficiaires de minima sociaux) (p. 6110) : le groupe CRC ne s'opposera pas à l'adoption de cet article. - **Article 6** (art. 81, 200 sexes, 200 octies, 1414, 1605 bis, 1649-0 A, 1665 bis et 1665 ter du code général des impôts - Articulation du RSA avec la prime pour l'emploi et conditions d'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle) (p. 6115, 6116) : le groupe CRC votera contre cet article. Son amendement n° 203 : suppression ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 331-2, L. 334-2, L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation, art. L. 351-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 375-9-1 et 495-5 du code civil - Diverses dispositions de coordination) (p. 6126) : son amendement n° 204 : suppression du recours à un délégué aux prestations familiales, en cas de versement du RSA aux personnes isolées ;

rejeté. - **Article 8** (art. L. 263-1 à L. 263-4, L. 263-15, L. 263-16, L. 263-18 et L. 263-19 du code de l'action sociale et des familles - Gouvernance des politiques d'insertion) (p. 6127, 6128) : son amendement n° 105 : suppression ; rejeté. (p. 6129, 6130) : son amendement n° 206 : association des représentants des employeurs à la conclusion du pacte territorial pour l'insertion ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6131) : intervient sur son amendement, présenté par M. Guy Fischer, n° 207 : possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides économiques distribuées aux entreprises en fonction de la politique de recrutement, des emplois créés et de leur pérennité. - **Article 8 bis** (art. L. 265-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-12 du code de la sécurité sociale - Statut des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires) (p. 6132) : parole sur l'article. - **Article 9** (art. L. 1111-3, L. 1251-33, L. 1251-37, L. 2313-5, L. 2323-48, L. 2323-54, L. 3252-3, L. 5132-3, L. 5132-5, L. 5132-11-1 nouveau, L. 5132-15-1 nouveau, L. 5133-1 et L. 5133-2 du code du travail - Insertion par l'activité économique) (p. 6135, 6136) : parole sur l'article. Son amendement n° 208 : prise en compte, dans le calcul des effectifs des entreprises, des salariés titulaires d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi ou d'un contrat initiative-emploi ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 5134-20, L. 5134-21-1 nouveau, L. 5134-22, L. 5134-23-1 nouveau, L. 5134-23-2 nouveau, L. 5134-25-1 nouveau, L. 5134-26, L. 5134-28-1 nouveau, L. 5134-29, L. 5134-30, L. 5134-30-1 nouveau et L. 5134-30-2 nouveau du code du travail - Modification du contrat d'accompagnement dans l'emploi) (p. 6148) : son amendement n° 209 : possibilité pour les titulaires d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi de suspendre de manière simple leur contrat ; retiré. (p. 6149) : son amendement n° 210 : suppression de l'exonération fiscale accordée aux acteurs du secteur non marchand signant des contrats aidés ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6155) : le groupe CRC ne votera pas contre l'amendement n° 291 du Gouvernement (création d'un fonds d'expérimentation en faveur des jeunes). - **Article 13 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Accueil en stage des personnes handicapées) (p. 6157, 6158) : son amendement n° 211 : suppression ; rejeté. (p. 6160) : le groupe CRC vote contre cet article. - **Article 14** (Entrée en vigueur de la réforme) (p. 6162) : son amendement n° 216 : suppression du bouclier fiscal pour les contributions assises sur les revenus du patrimoine et de placement destinées au financement du revenu de solidarité active ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6189, 6191) : son intervention. Exemple du département de l'Isère. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi. - **Article 1er (priorité)** (art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime) (p. 6204, 6205) : son amendement n° 73 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 6210, 6211) : ses amendements n° 68 : taxation à 100 % des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise au-delà d'un certain seuil de revenus ; n° 69 : soumission à l'assemblée générale des actionnaires et au comité d'entreprise de la définition des conditions de rémunération des dirigeants ; n° 70 : taxation à 100 % des plus values sur les stock options ; et n° 71 : extension de la négociation annuelle sur les salaires à ceux des dirigeants salariés de l'entreprise ; rejetés. - **Article 1er A** (intitulé du livre troisième de la troisième partie du code du travail - Dividende du travail) (p. 6212) : son amendement n° 72 : suppression ; rejeté. - **Article 1er bis** (art. L. 3312-8 nouveau du code du travail - Conclusion d'un accord d'intéressement au niveau de la branche) (p. 6215) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Isabelle Pasquet, n° 74 : suppression. - **Article 2** (art. L. 3324-10 et L. 3325-2 du code du travail, art. 158 et 163 bis AA du code général des impôts - Modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation) (p. 6219, 6221) : ses amendements n° 76 : maintien de la durée de blocage des fonds issus de la participation à huit ans en cas d'application d'un régime d'autorité ; adopté ; et n° 77 : instauration d'un régime dérogatoire pour les sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP ; rejeté. - **Article 2 quinquies** (art. L. 3323-

6, L. 3324-2, L. 3324-5, L. 3324-7, L. 3324-8, L. 3324-10, L. 3324-11, L. 3324-12 et L. 3325-2 du code du travail - Extension dans certains cas du bénéfice de la participation au chef d'entreprise) (p. 6232) : son amendement n° 79 : suppression ; rejeté. - **Article 2 nonies** (art. L. 3334-5-1 nouveau du code du travail - Adhésion par défaut à un plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 6235, 6236) : son amendement n° 81 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 nonies** (p. 6236, 6237) : ses amendements n° 82 : précision selon laquelle les négociations annuelles obligatoires des salaires devront être "loyales" ; et n° 83 : reconnaissance de la validité des seuls accords salariaux majoritaires ; rejetés. (p. 6242, 6243) : le groupe CRC votera contre les amendements n° 20 du Gouvernement (association de la distribution de stock-options ou d'actions aux mandataires sociaux à un dispositif permettant à tous les salariés de bénéficier des fruits de la croissance de l'entreprise) et n° 28 (autorisation pour les gestionnaires de plans d'épargne retraite collectifs de prendre en charge les comptes d'épargne pour la retraite signés par un salarié venu d'un autre pays européen travailler en France) de la commission saisie pour avis. - **Article 3** (art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - Modernisation de la procédure de fixation du Smic) (p. 6244, 6247) : ses amendements n° 84 : suppression ; n° 85 : repli ; et n° 86 : maintien au 1er juillet de la date de fixation du SMIC ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Article 4** (art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 et 12-1 de la loi n° 96-987 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Conditionnalité des allègements de cotisations sociales au respect de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires) (p. 6287) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Guy Fischer, n° 87 : suppression de l'allègement de charges sociales en cas d'absence d'accord salarial à l'issue de deux années de négociation. - **Article 5** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic) (p. 6289, 6292) : ses amendements n° 88 : conditionnalité des allègements de charges sociales à l'obligation pour les grilles salariales de débiter au SMIC ; n° 90 : instauration d'un barème de salaires minimaux par grands niveaux de qualification ; et n° 91 : suppression d'une série de mesures figurant dans la loi n° 2006-1770 du 30 décembre 2006 destinées à favoriser l'épargne salariale et l'actionariat salarié ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6296, 6297) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (13 novembre 2008) - **Question préalable** (p. 6748, 6750) : sa motion n° 483 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

Première partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 1er** (Approbation des tableaux d'équilibre relatifs à l'exercice 2007) (p. 6756) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 6764, 6765) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 427 de M. Serge Dassault (remplacement des cotisations et des taxes liées au financement de la sécurité sociale pour les branches maladie et allocations familiales, par une contribution dont l'assiette est déterminée par la différence entre le montant du chiffre d'affaires et le montant de la masse salariale augmentée des charges salariales afférentes). - **Article 6** (art. L. 161-23-1 et L. 351-11 du code de la sécurité sociale, art. L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Revalorisation exceptionnelle de 0,8 % des pensions des salariés, commerçants, artisans et fonctionnaires au 1er septembre 2008) (p. 6768, 6769) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 6821, 6822) : soutient l'amendement n° 97 de M. Guy Fischer (abrogation de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 6823, 6824) : soutient l'amendement n° 98 de M. Guy Fischer (réforme des cotisations sociales patronales favorisant les PME et les entreprises à fort taux de main d'œuvre) ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie) (p. 6833) : votera contre cet article. - **Article 13** (art. L. 137-15 à L. 137-17 nouveaux et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Contribution sur les rémunérations ou gains exclus de l'assiette des cotisations sociales) (p. 6837) : parole sur l'article. (p. 6839) : soutient l'amendement n° 106 de M. Guy Fischer (suppression des dispositions visant à exclure les attributions de stock-options et d'actions gratuites de l'assiette du forfait social) ; rejeté. (p. 6841, 6842) : soutient l'amendement n° 107 de M. Guy Fischer (doublement du montant de la contribution sociale proposée par ce projet de loi) ; rejeté. - **Article 13 bis** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de rupture supérieures à un million d'euros) (p. 6843, 6844) : son amendement n° 250 : conditionnement de la constitution des "retraites chapeaux" ; assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de licenciement supérieures à un certain montant ; application immédiate de la contribution sociale de 2,5 % sur les avantages résultant des stock-options ; rejeté. (p. 6845) : le groupe CRC votera l'amendement n° 4 de la commission (augmentation de la taxation des parachutes dorés).

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6907) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 401 de M. Dominique Leclerc (mesures en faveur de la consolidation des droits des participants aux institutions de retraite supplémentaire). - **Article 22** (art. L. 131-4-1, L. 131-7, L. 242-1, L. 242-4-2 et L. 242-4-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-10, L. 741-10-3 et L. 741-10-4 du code rural ; art. L. 3261-2 du code du travail ; art. 7 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat ; art. 1er de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - Non-compensation par le budget de l'Etat des pertes de recettes liées à certains dispositifs) (p. 6909, 6910) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 114 (suppression) ; devenu sans objet ; et n° 115 (suppression de la non-compensation d'exonération de cotisations sociales sur les indemnités perçues au titre de la rupture conventionnelle du contrat de travail) ; rejeté. (p. 6911) : soutient l'amendement n° 116 de M. Guy Fischer (suppression de l'exonération des cotisations sur la prime de 1 000 euros accordée par l'employeur à des salariés de manière exceptionnelle) ; rejeté. (p. 6911) : le groupe CRC votera l'amendement n° 521 de la commission (soumission, au forfait de 2 % créé à l'article 13, de la prime exceptionnelle de 1 500 euros applicable dans les entreprises ayant conclu un nouvel accord d'intéressement). - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6913, 6914) : soutient l'amendement n° 117 de M. Guy Fischer (suppression des exonérations de cotisations patronales lorsque l'employeur se dispense de respecter ses obligations légales en terme de politique salariale) ; rejeté.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 65 (priorité)** (p. 6938) : soutient l'amendement n° 192 de M. Guy Fischer (composition de la Commission des accidents du travail et des maladies professionnelles) ; rejeté. - **Article 65 (priorité)** (art. L. 431-1 et L. 432-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 751-42 du code rural - Amélioration de la prise en charge des frais paramédicaux) (p. 6940, 6941) : soutient l'amendement n° 354 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement sur les conséquences, pour les comptes sociaux, de l'instauration d'un mécanisme de prise en charge intégrale des dépenses liées à un accident ou à une maladie du travail) ; rejeté. - **Article 65 bis (priorité)** (art. L. 143-10 nouveau du code de la sécurité sociale - Transmission du dossier médical en

cas de contestation du taux d'incapacité) (p. 6942, 6943) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 198 (suppression) ; et n° 199 (repli) ; rejetés. - **Article 66 (priorité)** (art. L. 412-8 et L. 443-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1226-7 du code du travail - maintien des indemnités journalières et prévention de la désinsertion professionnelle) (p. 6944, 6946) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 201 (mise en place d'un revenu de remplacement au bénéfice des victimes d'accident du travail et de maladie professionnelle, versé jusqu'à leur réinsertion professionnelle) ; n° 204 (suppression de la suspension du contrat de travail des salariés victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle) ; et n° 205 (absence de sanctions à l'égard du salarié refusant de participer à des actions mentionnées dans cet article) ; rejetés. - **Article additionnel avant l'article 67 (priorité)** (p. 6946) : soutient l'amendement n° 206 de M. Guy Fischer (prise en compte de la situation très spécifique des salariés exposés à l'amiante durant leur activité professionnelle) ; rejeté. - **Article 67 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 6951) : favorable à l'amendement n° 207 de M. Guy Fischer (suppression). - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 6953, 6954) : soutient l'amendement n° 210 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement sur la situation des salariés des régimes spéciaux victimes de l'amiante, qui ne peuvent plus tenter une action en reconnaissance du caractère professionnel de leur maladie) ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 68 (priorité)** (p. 6955) : soutient l'amendement n° 212 de M. Guy Fischer (renforcement des sanctions contre les employeurs en cas de non-remise de l'attestation d'exposition à certaines substances dangereuses, ou d'entraves à la procédure de reconnaissance des accidents du travail et des maladies professionnelles) ; rejeté. - **Article 52 (priorité)** (art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficier du droit à réversion) (p. 6962) : soutient l'amendement n° 176 de M. Guy Fischer (suppression de la condition d'âge limitant les droits des conjoints survivants) ; rejeté. - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A) (p. 6968, 6969) : soutient l'amendement n° 190 de M. Guy Fischer (suppression) ; devenu sans objet. (p. 6973) : votera contre l'amendement n° 517 du Gouvernement (dispositions relatives aux pilotes et aux copilotes).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 54 (priorité)** (art. L. 161-23-1, L. 643-1 et L. 643-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; article 13 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Revalorisation des pensions de retraite au 1er avril de chaque année) (p. 6997, 6998) : soutient l'amendement n° 181 de M. Guy Fischer (revalorisation des pensions au 1er janvier et, en tant que de besoin, au 1er avril de chaque année) ; rejeté. - **Article 55 (priorité)** (art. L. 173-2, L. 351-10-1 nouveaux, L. 351-10 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale - Recentrage du dispositif de minimum contributif sur les salariés ayant eu de longues carrières faiblement rémunérées) (p. 6999, 7000) : soutient l'amendement n° 182 de M. Guy Fischer (refus des nouvelles règles ouvrant droit au minimum contributif) ; rejeté. - **Article 58 (priorité)** (art. L. 2241-4 du code du travail ; art. L. 138-24 à L. 138-27 nouveaux et L. 241-3 du code de la sécurité sociale - Incitation des entreprises à maintenir les seniors en emploi sous peine de versement d'une pénalité) (p. 7007, 7008) : parole sur l'article. (p. 7012) : évocation du cas des salariés de l'entreprise Tyco Electronics située à Chapareillan. - **Article 59 (priorité)** (art. L. 161-22, L. 352-1, L. 634-6, L. 643-6, L. 723-11-1 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-39 du code rural ; art. L. 84 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Libéralisation du

cumul emploi retraite) (p. 7018, 7020) : soutient l'amendement n° 185 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - *Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7038) : le groupe CRC votera contre cet article. - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - *Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins*) (p. 7069, 7070) : soutient l'amendement n° 125 de M. Guy Fischer (précision) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 7089) : favorable à l'amendement n° 353 de M. Guy Fischer (présentation d'un rapport d'évaluation sur les franchises médicales). - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7107, 7109) : soutient les amendements de M. François Autain n° 444 (publication des délibérations du comité économique des produits de santé) ; et n° 436 (sanctions en cas de non-réalisation des études postérieures à la mise sur le marché) ; rejetés. - **Article 35** (art. L. 161-36-4-3 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 1111-8-1 du code de la santé publique - *Groupement d'intérêt public chargé du développement des systèmes d'information de santé partagés*) (p. 7120, 7122) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 142 (suppression) ; rejeté ; et n° 143 (établissement d'un rapport au Parlement sur l'état d'avancement des travaux du groupement d'intérêt public chargé du développement des systèmes d'information de santé partagés) ; retiré. - **Article 40** (art. L. 6143-3, L. 6143-3-1, L. 6161-3-1 et L. 6162-1 du code de la santé publique - *Clarification du traitement des situations de déséquilibre financier des établissements publics de santé et harmonisation des mises sous administration provisoire*) (p. 7145, 7149) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 158 (précision) ; devenu sans objet ; n° 161 (suppression du caractère automatique du placement sous administration provisoire d'un établissement en cas d'échec du plan de redressement) ; et n° 165 (information du conseil d'administration par les administrateurs provisoires) ; rejetés. Favorable à l'amendement n° 159 de M. Guy Fischer (respect des objectifs fixés par le schéma régional d'organisation sanitaire dans le plan de redressement). - **Article additionnel après l'article 42** (p. 7158) : le groupe CRC votera l'amendement

n° 282 de M. Jean-Pierre Godefroy (allongement de deux semaines du congé maternité).

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 72** (art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2324-1 du code de la santé publique ; art. 80 sexies du code général des impôts - *Assouplissement des conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel*) (p. 7216, 7219) : intervient sur les amendements n° 215 de M. Guy Fischer (suppression) et n° 313 de Mme Marie-Thérèse Hermange (étude d'impact sur la prestation d'accueil du jeune enfant, PAJE). - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 7221, 7222) : soutient l'amendement n° 216 de M. Guy Fischer (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du cycle d'étude de l'enfant) ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail - Commission mixte paritaire [n° 76 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 7750, 7751) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Santé

- (28 novembre 2008) - **Article 73** (*Mode de calcul et de recouvrement de certaines taxes affectées à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS*) (p. 7931, 7932) : parole sur l'article.

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) (p. 7994, 7995) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8009, 8010) : explication du vote négatif du groupe CRC-SPG sur les crédits de cette mission. - **Article 79** (*Mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés*) (p. 8011, 8013) : son amendement n° II-149 : suppression ; rejeté. - **Article 80** (*Suppression de la prise en charge par l'Etat de l'allocation de fin de formation, AFF*) (p. 8015) : son amendement n° II-150 : suppression ; rejeté.

DEBRÉ (Isabelle)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 502 (2007-2008)] en faveur des revenus du travail [n° 43 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 76 (2008-2009)] (4 novembre 2008) - **Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'insertion"** - (17 janvier 2008) : son intervention (p. 303, 305).

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés** [n° 47 (2007-2008)] - (22 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 349, 350) : le groupe UMP votera les conclusions négatives de la commission.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat** [n° 151 (2007-2008)] - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 401, 402).

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 530, 531) : favorable à l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour le bailleur ou le prêteur de percevoir directement l'allocation de logement à caractère social ou l'allocation de logement à caractère familial lorsque le locataire ou l'emprunteur en est propriétaire) et votera le sous-amendement s'y rapportant n° 143 du Gouvernement (précision selon laquelle les bailleurs sociaux et assimilés peuvent continuer à percevoir l'aide en tiers payant lorsqu'ils s'engagent par convention avec l'Etat à rendre décents leurs logements) en dépit de quelques réserves.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (20 juin 2008) - **Article 7 (art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès)** (p. 3113) : remarques sur l'intervention de M. Jean-Pierre Bel.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi** [n° 390 (2007-2008)] - (25 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3431, 3433) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (3 juillet 2008) - vice-présidente de la commission spéciale - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3935) : position de la commission sur les amendements n° 371 de Mme Nicole Briçq, n° 979 de M. Jean Desessard et n° 890 de Mme Marie-France Beaufrils.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail** [n° 448 (2007-2008)] - (18 juillet 2008) - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 4926) : intervient sur l'amendement n° 231 de Mme Annie David (limitation de la semaine de travail à cinq jours consécutifs).

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail** [n° 502 (2007-2008)] - (27 octobre 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 6185, 6187) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte. - **Question préalable** (p. 6202) : position de la commission sur la motion n° 32 de Mme Raymonde Le Texier tendant à poser la question préalable. - **Article 1er (priorité)** (art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime) (p. 6205, 6209) : ses amendements n° 1 : précision du contenu de l'avenant ; et n° 2 : remise d'un unique rapport au Parlement avant le 31 décembre 2012 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 21 de la commission saisie pour avis, n° 35 et 36 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 73 de Mme Annie David et n° 61 de Mme Françoise Henneron. - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 6210, 6211) : position de la commission sur les amendements de Mme Annie David n° 68 (taxation à 100 % des indemnités de départ des dirigeants d'entreprise au-delà d'un certain seuil de revenus), n° 69 (soumission à l'assemblée générale des actionnaires et au comité d'entreprise de la définition des conditions de rémunération des dirigeants), n° 70 (taxation à 100 % des plus values sur les stock options) et n° 71 (extension de la négociation annuelle sur les salaires à ceux des dirigeants salariés de l'entreprise). - **Article 1er A (intitulé du livre troisième de la troisième partie du code du travail - Dividende du travail)** (p. 6212) : position de la commission sur les amendements n° 34 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 72 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6213) : position de la commission sur les amendements n° 37 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (examen de l'évolution des primes d'intéressement lors des négociations annuelles sur les salaires) et n° 93 de M. Philippe Dominati (mise en place unilatérale d'un régime d'intéressement par le chef d'entreprise). - **Article 1er bis** (art. L. 3312-8 nouveau du code du travail - Conclusion d'un accord d'intéressement au niveau de la branche) (p. 6214) : position de la commission sur les amendements n° 74 de Mme Annie David et n° 95 de M. Philippe Dominati. - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 6217) : position de la commission sur les amendements n° 62 de Mme Françoise Henneron (limitation du calcul du redressement de cotisations et contributions) et n° 38 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (diminution à dix salariés du seuil de la participation obligatoire) ainsi que sur le sous-amendement n° 102 de la commission saisie pour avis déposé sur ce dernier. - **Article 2** (art. L. 3324-10 et L. 3325-2 du code du travail, art. 158 et 163 bis AA du code général des impôts - Modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation) (p. 6219, 6220) : ses amendements n° 3 : maintien de la durée de blocage des fonds issus de la participation à huit ans en cas d'application d'un régime d'autorité ; n° 4 : possibilité pour les accords de participation conclus dans les sociétés coopératives ouvrières de production de prévoir un blocage obligatoire de tout ou partie de la participation pendant cinq ans ; et n° 5 : application des dispositions de cet article aux

droits à participation attribués au titre des exercices clos après la promulgation de la loi ; adoptés. (p. 6221) : position de la commission sur les amendements n° 39, 40, 41, 42 et 43 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 75, 76 et 77 de Mme Annie David, n° 22, n° 23 et n° 24 de la commission saisie pour avis, et n° 65 de Mme Catherine Procaccia. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6222, 6227) : position de la commission sur les amendements n° 44 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion parmi les missions de la Commission nationale de la négociation collective, CNNC de l'examen de l'évolution des accords d'intéressement et de participation), de la commission saisie pour avis n° 26 (formation des salariés à la gestion de l'entreprise dans le cadre de la formation professionnelle continue), n° 27 (introduction de la notion de gestion participative dans l'entreprise parmi les objectifs de la participation) et n° 25 (modification du calcul de la réserve spéciale de participation) ainsi que sur le sous-amendement n° 103 de Mme Isabelle Pasquet déposé sur ce dernier. - **Article 2 ter** (art. L. 3312-5 du code du travail - Possibilité de renouvellement d'un accord d'intéressement par tacite reconduction) (p. 6228) : son amendement n° 6 : précision sur l'identité des parties habilitées à demander la renégociation de l'accord d'intéressement ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 45 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Article 2 quater** (art. L. 3321-1 et L. 3323-10 du code du travail - Champ d'application de la participation dans le secteur public) (p. 6229) : position de la commission sur l'amendement n° 78 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 6230) : position de la commission sur l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité pour le personnel de l'État mis à la disposition de la société DCNS ou de ses filiales de bénéficier de la participation). Son amendement n° 7 : rectification d'une erreur de codification ; adopté. - **Article 2 quinquies** (art. L. 3323-6, L. 3324-2, L. 3324-5, L. 3324-7, L. 3324-8, L. 3324-10, L. 3324-11, L. 3324-12 et L. 3325-2 du code du travail - Extension dans certains cas du bénéfice de la participation au chef d'entreprise) (p. 6232) : ses amendements de coordination n° 8 et n° 100 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 47 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 79 de Mme Annie David. - **Article 2 sexies** (art. L. 3312-3 et L. 3332-2 du code du travail - Modification du seuil d'effectifs en deçà duquel le chef d'entreprise peut bénéficier d'un accord d'intéressement et d'un plan d'épargne salariale) (p. 6233) : position de la commission sur les amendements n° 48 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 80 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 6234) : position de la commission sur l'amendement n° 30 de Mme Catherine Procaccia (extension de l'accès au plan d'épargne salariale aux agents généraux d'assurance et aux agents commerciaux). - **Article 2 septies** (art. L. 3332-11 du code du travail - Possibilité pour l'entreprise de verser un abondement lorsque le salarié affecte sa participation sur un plan d'épargne salariale) : son amendement n° 9 : faculté offerte à l'entreprise de verser au salarié un abondement de fidélisation lorsque ce dernier décide de bloquer les sommes qu'il détient dans son plan d'épargne entreprise pendant au moins cinq ans à l'expiration du délai d'indisponibilité prévu par la loi ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 2 nonies** (p. 6235) : son amendement n° 10 : mise en place d'un plan d'épargne pour la retraite collectif, PERCO, sur décision de l'employeur ; adopté. - **Article 2 nonies** (art. L. 3334-5-1 nouveau du code du travail - Adhésion par défaut à un plan d'épargne pour la retraite collectif) (p. 6236) : position de la commission sur les amendements n° 49 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 81 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 2 nonies** (p. 6238, 6239) : ses amendements n° 11 : autorisation pour une entreprise d'effectuer un versement initial dans un plan d'épargne retraite collectif, PERCO, même en l'absence de contribution du salarié ; n° 12 : remplacement du Conseil supérieur de la participation, CSP, par le Conseil d'orientation de la participation, de l'intéressement, de l'épargne salariale et de l'actionariat salarié, COPIESAS, rattaché au premier ministre ; n° 13 : possibilité pour une entreprise de plus de cinq cents salariés souhaitant procéder à une augmentation de capital réservée aux adhérents du plan d'épargne retraite, d'évaluer la valeur de ses titres selon la méthode de l'actif net réévalué ; et n° 14 : simplification de la procédure d'agrément

des fonds communs de placement d'entreprise, FCPE ; adoptés. (p. 6236, 6242) : position de la commission sur les amendements de Mme Annie David n° 82 (précision selon laquelle les négociations annuelles obligatoires des salaires devront être "loyales") et n° 83 (reconnaissance de la validité des seuls accords salariaux majoritaires), de la commission saisie pour avis n° 29 (réduction de trois à cinq ans du délai durant lequel doit s'ouvrir une négociation en vue de la mise en place d'un plan d'épargne retraite collectif, PERCO, dans les entreprises disposant d'un plan d'épargne retraite) et n° 28 (autorisation pour les gestionnaires de plans d'épargne retraite collectifs de prendre en charge les comptes d'épargne pour la retraite signés par un salarié venu d'un autre pays européen travailler en France), n° 20 du Gouvernement (association de la distribution de stock-options ou d'actions aux mandataires sociaux à un dispositif permettant à tous les salariés de bénéficier des fruits de la croissance de l'entreprise) ainsi que sur le sous-amendement n° 92 de Mme Nicole Bricq déposé sur ce dernier. - **Article 3** (art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - Modernisation de la procédure de fixation du Smic) (p. 6246, 6247) : ses amendements n° 15 : recentrage des travaux du groupe d'experts sur la seule évolution du SMIC ; n° 16 : précision rédactionnelle ; adoptés ; et n° 17 : maintien au 1er juillet de la date de fixation du SMIC ; rejeté. Position de la commission sur les amendements n° 50, 51, 52 et 53 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 84, 85 et 86 de Mme Annie David, et n° 96 de M. Philippe Dominati.

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6284) : position de la commission sur les amendements n° 54 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (application uniforme du SMIC à l'ensemble du territoire et à l'ensemble des salariés) et n° 67 de Mme Christiane Kammermann (autorisation pour les associations caritatives de percevoir des dons sous forme de titres-restaurant). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 6285) : position de la commission sur l'amendement n° 55 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (transmission préalable aux représentants du personnel des informations figurant dans le rapport annuel présenté à l'assemblée générale des actionnaires). - **Article 4** (art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 et 12-1 de la loi n° 96-987 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Conditionnalité des allègements de cotisations sociales au respect de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires) (p. 6287) : position de la commission sur les amendements n° 56 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 87 de Mme Annie David. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 6288) : position de la commission sur l'amendement n° 57 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (création d'un forfait minimal de cotisations sociales patronales pour les entreprises de plus de vingt salariés employant plus du quart de leurs effectifs en contrat à durée déterminée, en contrat à temps partiel ou en contrat d'intérim). - **Article 5** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic) (p. 6293) : ses amendements n° 18 : clarification rédactionnelle ; et n° 101 : possibilité de report au-delà du 1er janvier 2011 de l'entrée en vigueur de ce dispositif sous réserve d'une diminution de moitié du nombre de branches dont les minima salariaux sont inférieurs au SMIC ; adoptés. (p. 6294, 6295) : position de la commission sur les amendements n° 58, 59 et 60 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 88, 89, 90 et 91 de Mme Annie David, n° 66 de M. Jean-René Lecerf, n° 97 et 98 de M. Philippe Dominati, n° 31 de M. Gérard César et n° 99 de Mme Catherine Procaccia. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6297, 6298) : remerciements.

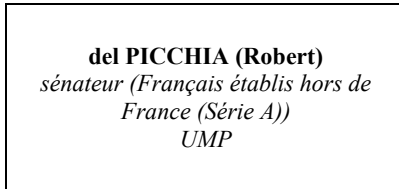
- **Commission mixte paritaire [n° 76 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 7748, 7749) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés - (8 décembre 2008) - **Article 44** (*Réforme du régime de la location meublée*) (p. 8615) : soutient l'amendement n° II-342 de Mme Marie-Thérèse Hermange

(élargissement de la nouvelle réduction d'impôt à l'accueil familial salarié de personnes âgées ou handicapées) ; adopté.



Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger le 23 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 224 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Environnement**.

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : L'Union européenne et la Turquie à la veille de la présidence française [n° 412 (2007-2008)] (23 juin 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 204 (2007-2008)] autorisant la ratification de la convention relative à l'adhésion des nouveaux États membres de l'Union européenne à la convention sur la loi applicable aux obligations contractuelles, ouverte à la signature à Rome le 19 juin 1980, ainsi qu'aux premier et deuxième protocoles concernant son interprétation par la Cour de justice des Communautés européennes [n° 436 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 177 (2007-2008)] autorisant la ratification du protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (protocole III) [n° 437 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés des Français établis hors de France [n° 492 (2007-2008)] (24 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 372, 373).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (24 janvier 2008) - **Article 4 (Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers)** (p. 476) : intervient sur l'amendement n° 84 de Mme Odette Terrade (majoration de l'impôt sur les sociétés pétrolières) - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 544, 545) : soutient l'amendement n° 57 de M. Alain Gournac (possibilité pour des salariés qui renoncent à leurs jours de RTT, de mutualiser leurs rémunérations afin de financer le maintien de la rémunération d'autres salariés de l'entreprise utilisant un congé pour des activités d'intérêt général) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 557) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 621, 623). Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 183 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 759, 760) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat - Commission mixte paritaire [n° 180 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** : son intervention (p. 769, 770). Les membres du groupe UMP voteront ce texte.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 790) : intervient sur le sous-amendement n° 78 de M. Hugues Portelli portant sur l'amendement n° 29 de la commission (avis conforme de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté avant toute libération conditionnelle de condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, et prise en compte de l'assignation à résidence et de la sortie sous surveillance pénitentiaire dans le régime de la "surveillance de sûreté"). - **Article 12 bis** (*art. 706-53-7 du code de procédure pénale - Consultation du FIJAIS par les représentants de collectivités territoriales*) (p. 807) : soutient l'amendement n° 79 de M. Hugues Portelli (condition d'accès des collectivités locales au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 812, 813) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Georges Othily sur les droits de l'homme** - (6 février 2008) - en remplacement de M. Josselin de Rohan, président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées : son intervention (p. 964, 966). À titre personnel, son intervention (p. 968, 969).

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2103, 2105) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux archives - Deuxième lecture [n° 305 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2183, 2184) : son intervention. Le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Commission mixte paritaire [n° 324 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2194) : le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2832, 2833) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2889, 2890) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2956) : défavorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 3002) : défavorable à l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élection du Président de la République par le Parlement réuni en Congrès).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (*art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi*) (p. 3231) : intervient sur les amendements n° 45 de M. Christian Cointat (rétablissement de l'examen prioritaire par le Sénat des projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français de l'étranger) et n° 463 de M. Bernard Frimat (suppression de la priorité d'examen par le Sénat des textes concernant l'organisation des collectivités territoriales). - **Article 33 (priorité)** (*art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3270) : favorable aux amendements identiques n° 133 de la commission, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel

Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel et n° 493 de M. Bernard Frimat (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum).

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Deuxième lecture [n° 399 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4465) : le groupe UMP adoptera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 4561) : sur l'amendement n° 55 de la commission (cas d'exclusion du champ de limitation du cumul des mandats d'administrateur), son sous-amendement n° 1072 ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4584) : le groupe UMP votera le projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4792) : satisfaction des Français de l'étranger.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (17 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 6 ou après l'article 27** (p. 5615, 5616) : soutient l'amendement n° 620 de M. Hubert Haenel (modification des dispositions relatives au livre foncier et à la publicité foncière de la loi du 1er juin 1924 mettant en vigueur la législation civile française dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle) ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers

- (3 décembre 2008) - en remplacement de M. Christian Cambon, rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8221) : Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 8222, 8223) : à titre personnel, son intervention. Votera les crédits de cette mission.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8384, 8385) : son intervention. - **Art 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8400, 8401) : son amendement n° II-209 : rattachement au programme 151 "Français à l'étranger et affaires consulaires" des crédits de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, AEFÉ ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 8402) : son amendement n° II-187 : mise en place d'un double plafonnement de la prise en charge des frais de scolarité des enfants français dans les lycées français de l'étranger et remise au Parlement d'une étude d'impact sur les modalités de financement préalablement à toute extension de la gratuité des frais de scolarité ; devenu sans objet.

Articles de récapitulation des crédits

- (8 décembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 8551) : intervient sur l'amendement n° II-304 de M. Michel Charasse (mise sous plafond d'emploi des établissements à autonomie financière du ministère des affaires étrangères).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Question préalable** (p. 8906) : intervient sur la motion n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Article 7** (*art. L.O. 176-1, L.O. 393-1, L.O. 455, L.O. 479, L.O. 506 et L.O. 533 du code électoral - Abrogations*) (p. 8916) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 1 (suppression) de M. Michel Magras repris par M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Article 2** (*Habilitation du Gouvernement à procéder au découpage des circonscriptions législatives par ordonnance*) (p. 8928, 8929) : parole sur l'article. - **Article 3** (*Livre III, art. L. 125 et L. 394 du code électoral - Diverses dispositions relatives à l'élection des députés élus par les Français établis hors de France et aux circonscriptions législatives*) (p. 8937, 8938) : votera contre l'amendement n° 18 de M. Richard Yung (autorisation du vote

par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique pour les Français établis hors de France).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9404) : le groupe UMP votera ce texte.

DELEVOYE (Jean-Paul)
médiateur de la République

INTERVENTIONS

- **Communication du Médiateur de la République** - (27 mars 2008) - Médiateur de la République (p. 1318, 1322) : son intervention.

DELFAU (Gérard)
sénateur (Hérault)
RDSE

Non réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à favoriser la prise en compte des exigences du développement durable dans le domaine des fournitures scolaires [n° 494 (2007-2008)] (24 juillet 2008) - **Environnement - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2945) : soutient l'amendement n° 381 de M. Jean-Michel Baylet (rappel du principe républicain de laïcité) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2950, 2951) : soutient l'amendement n° 394 de M. Jean-Michel Baylet (droit de vote et d'éligibilité aux fonctions municipales, cantonales et régionales des étrangers résidant en France) ; rejeté. (p. 2959, 2960) : favorable

à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers). - **Article 1er** (*art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 2973) : intervient sur les amendements n° 96 de la commission (garantie de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la nation dans le respect du pluralisme) et n° 261 de M. Michel Mercier (garantie du pluralisme de la représentation et de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Article 3 bis** (*art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3034) : votera l'amendement n° 98 de la commission (institution d'un référendum d'initiative parlementaire appuyé par un certain nombre de citoyens). - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3039) : soutient l'amendement n° 383 de M. Jean-Michel Baylet (abrogation de l'article 12 de la Constitution) ; retiré. - **Article 4** (*art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République*) (p. 3044, 3045) : soutient l'amendement n° 384 de M. Jean-Michel Baylet (soumission des nominations par le président de la République, prises en Conseil des ministres, à un avis conforme du Parlement) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3066) : reprend l'amendement de M. Christian Cointat n° 48 : assouplissement des modalités d'application de l'article 40 de la Constitution ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3783, 3786) : intervient sur les amendements identiques n° 262 de M. Gérard César et n° 773 de M. Roland Courteau (durée maximale de paiement ramenée à quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole) ainsi que sur l'amendement n° 1019 du Gouvernement (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (*art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4297) : favorable aux amendements identiques

n° 646 de M. Yves Détraigne et n° 794 de M. Thierry Repentin (rétablissement parmi les objectifs de la politique d'urbanisme commercial du maintien des activités commerciales dans les zones rurales et de montagne ainsi que dans les centres-villes). (p. 4300) : favorable à l'amendement n° 795 de M. Thierry Repentin (inscription comme membre de la commission départementale d'aménagement commercial, CDAC, du président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale ou d'un adjoint au maire de la commune d'implantation). (p. 4303) : favorable au sous-amendement n° 1070 de M. Alain Fouché, déposé sur l'amendement n° 146 de la commission (pour les projets ayant une zone de chalandise

dépassant les limites du département d'implantation, participation à la CDAC d'un élu ou d'une personnalité qualifiée de chaque département voisin concerné). (p. 4305) : intervient sur l'amendement n° 796 de M. Thierry Repentin (inscription parmi les membres de la CDAC de représentants d'une association de consommateurs, d'une association agréée pour la protection de l'environnement et d'une personne qualifiée en matière de développement durable et d'aménagement du territoire).

DEMERLIAT (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Provisions [n° 99 tome 3 annexe 21 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Provisions

DEMESSINE (Michelle)
sénateur (Nord)
CRC, puis CRC-SPG

Secrétaire du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Quel avenir pour la gendarmerie ? [n° 271 (2007-2008)] (10 avril 2008) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7941) : son intervention. Avis favorable de la commission à l'adoption des crédits de cette mission.

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - auteur de la proposition de loi - **Discussion générale** : son intervention (p. 333, 337). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 354, 356) : le groupe CRC votera contre les conclusions négatives de la commission des affaires sociales sur sa proposition de loi.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1359, 1361) : le groupe CRC condamne fermement le projet de renforcer les effectifs militaires français en Afghanistan.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense [n° 270 (2008-2009)]** - (14 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2128, 2129) : son intervention. Le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) (p. 3571, 3573) : son intervention.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5183, 5185) : son intervention. Le groupe CRC s'associe à la douleur des familles des soldats tombés en Afghanistan. Votera contre la prolongation de l'intervention française dans ce pays.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8033, 8035) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. (p. 8043) : sa question. Restructuration des implantations militaires dans le département du Nord.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9000, 9002) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi. - **Article 2 (art. L. 1321-1 du code de la défense - Suppression de la procédure de réquisition pour l'emploi de la gendarmerie**

nationale au maintien de l'ordre (p. 9022) : son amendement n° 38 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (art. 34 de la loi du n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, art. L. 6112-2, L. 6212-3, L. 6312-3 et L. 6412-2 du code général des collectivités territoriales, art. 2 de la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut de la Polynésie française et art. 120 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Renforcement des pouvoirs des préfets) (p. 9026) : son amendement n° 40 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2008) - **Article 5** (art. L. 4145-1, L. 4145-2 et L. 4145-3 [nouveaux] du code de la défense - Reconnaissance du rôle de la réserve, rappel de l'obligation du logement en caserne et octroi d'une grille indiciaire spécifique) (p. 9042) : son amendement n° 41 : rôle du conseil militaire de la gendarmerie en matière de concertation et de représentation des personnels ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9058) : le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

DEMONTÈS (Christiane)
sénateur (Rhône)
SOC

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 8 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (9 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 92, 95). - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-1-1 et L. 311-1-2 du code du travail - *Coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 114, 115) : ses amendements n° 69 : précision du rôle de l'AFPA dans les orientations et les interventions du Conseil national de l'emploi, CNE ; rejeté ; et n° 70 : consultation du comité de coordination régionale de l'emploi et de la formation professionnelle, CCREFP, sur l'organisation territoriale du service public de l'emploi dans la région ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 119, 120) : son amendement n° 71 : prorogation de vingt-quatre mois des conventions conclues entre le représentant de l'Etat en région, les régions et l'AFPA ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2008) - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 140, 143) : ses amendements n° 75 : participation de représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration ; adopté ; et n° 76 : nomination du directeur général sur proposition du conseil d'administration ; rejeté. (p. 149) : son amendement n° 78 : précision ; rejeté. (p. 150, 154) : ses amendements n° 79 : participation des collectivités territoriales à la convention signée entre l'Etat et la direction régionale de la nouvelle institution ; et n° 80 : séparation de la mission de contrôle de celle d'accompagnement ou de placement des demandeurs d'emploi ; rejetés. - **Article 5** (*Instance de préfiguration de la nouvelle institution*) (p. 180) : son amendement n° 84 : participation au conseil de la nouvelle instance nationale provisoire d'un représentant de chaque niveau de collectivités territoriales ; retiré. - **Article 6** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des personnels de l'ANPE et de l'Unedic*) (p. 184, 185) : ne votera pas l'amendement n° 15 de la commission (encadrement de la durée de négociation de la convention collective de la nouvelle institution). - **Article 11** (art. L. 1134-4, L. 1144-3, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 1235-16, L. 1236-2, L. 1251-46, L. 1274-2, L. 2211-2, L. 3253-14, L. 3253-15, L. 3253-16, L. 3253-17, L. 3253-20, L. 3253-21, L. 5112-1 et L. 5112-2 nouveaux, L. 5133-5, L. 5134-55, L. 5134-97, L. 5134-61, L. 5212-7, L. 5311-2, L. 5311-5, L. 5312-1 à L. 5312-14 nouveaux, L. 5313-2, L. 5411-1, L. 5411-2, L. 5411-4, L. 5422-4, L. 5422-24, L. 5423-14, L. 5423-17, L. 5424-2, L. 5424-21, L. 5426-1, L. 5427-1 à L. 5427-5, L. 5427-7, L. 5427-9, L. 6332-17, L. 6341-1, L. 6341-6, L. 8272-1 du nouveau code du travail - *Insertion dans le nouveau code du travail des dispositions figurant aux articles 1er à 3*) (p. 194) : son amendement n° 102 : consultation du CCREFP sur l'organisation territoriale du service public de l'emploi ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 197) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Carle sur l'avenir de la formation professionnelle en France** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 325, 328).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 183 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 740, 741) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 1923, 1926) : son intervention. Vigilance du groupe socialiste lors des négociations à venir et quant au contenu des décrets qui seront pris. - **Article 1er** (art. L. 1221-2, L. 2313-5, L. 2323-47 et L. 2323-51 du code du travail - *Information des élus du personnel sur le recours aux contrats à durée déterminée et aux contrats d'intérim*) (p. 1944) : son amendement n° 25 : information des délégués du personnel de chaque établissement de l'entreprise, qu'il y ait ou non un comité d'entreprise, du recours par l'employeur aux contrats à durée déterminée et à l'intérim ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - *Durée de la période d'essai*) (p. 1953, 1956) : ses amendements n° 27 : indication par écrit dans le contrat de travail de la durée maximale de l'essai ; n° 28 : information du salarié des motifs du renouvellement de la période d'essai ; et n° 29 : suppression des dispositions autorisant des périodes d'essai plus longues que les maxima prévus à l'article ; rejetés. (p. 1959) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Jean-Pierre Godefroy, n° 30 : imputation de la durée du stage sur la période d'essai et prise en compte de cette durée dans le calcul de l'ancienneté du salarié.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1989) : son amendement n° 32 : précision selon laquelle le versement des allocations d'assurance chômage, dans le cadre d'une rupture conventionnelle, intervient dans "les" conditions de droit commun et non pas dans "des" conditions de droit commun ; devenu sans objet. (p. 1995, 1998) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 11 de la commission (attribution au Conseil des prud'hommes de la compétence pour statuer en premier et dernier ressort sur les conventions de rupture du contrat de travail). Ses amendements n° 35 : précision selon laquelle les dispositions du présent article sont applicables à compter de la signature par les partenaires sociaux du renouvellement suivant de la convention d'assurance chômage ; et n° 36 : rapport au Parlement sur l'évaluation du fonctionnement de la rupture conventionnelle ; rejetés. - **Article 6** (*Contrat à durée déterminée à objet défini*) (p. 2003) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 22 de M. Serge Dassault (réduction de la durée minimale du contrat à durée déterminée à objet défini de 18 mois à 6 mois).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4697, 4699) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 4738, 4739) : soutient l'amendement n° 121 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4825, 4827) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Article 18** (*section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail*) (p. 4996) : soutient l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Godefroy (fixation de la modulation du temps de travail par un accord collectif étendu) ; rejeté. - **Article 19** (art. 1er, 2 et 4 de la loi

n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et art. 81 quater du code général des impôts - *Adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat* (p. 5008, 5009) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 100 (suppression) ; et n° 101 (protection des travailleurs à temps partiel) ; rejetés. - **Article 20** (art. L. 3121-15, L. 3123-14, L. 3123-17, L. 3133-8, L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3141-5, L. 3141-11, L. 3141-21, L. 3141-22, L. 3151-2, L. 3152-1, L. 3152-2, L. 3171-1 et L. 6321-4 du code du travail - *Coordination - Simplification des modalités d'alimentation et de fonctionnement du compte épargne-temps*) (p. 5011) : soutient l'amendement n° 102 de M. Jean-Pierre Godefroy

(suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5021, 5022) : le groupe socialiste est opposé à ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8091, 8092) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

DEMUYNCK (Christian)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion : La lutte contre la pauvreté et l'exclusion : une responsabilité à partager (rapport) [n° 445 tome 1 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion : La lutte contre la pauvreté et l'exclusion : une responsabilité à partager (auditions et déplacements) [n° 445 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7856, 7857) : son intervention. Votera les crédits de cette mission.

DENEUX (Marcel)
sénateur (Somme)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 4 novembre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale le 4 décembre 2008.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports jusqu'au 8 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de résolution sur le troisième paquet énergie (textes E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [n° 296 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Union européenne - Énergie.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression de tous les élus locaux [n° 16 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à laisser libre les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 18 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de résolution sur les propositions de directive et de décision du Parlement européen et du Conseil n° E 3771, E 3772, E 3774 et E 3780 [n° 73 (2008-2009)] (4 novembre 2008) - **Environnement - Union européenne - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 73 (2008-2009)] sur les propositions de directive et de décision du Parlement européen et du Conseil n° E 3771, E 3772, E 3774 et E 3780 [n° 87 (2008-2009)] (12 novembre 2008) - **Environnement - Union européenne - Énergie.**

DÉRIOT (Gérard)
sénateur (Allier)
UMP-R

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre titulaire du Conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie jusqu'au 21 septembre 2008.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (28 mai 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2478) : intervient sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) portant sur l'amendement n° 44 de la commission (corrections apportées à la transposition de trois directives).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7799, 7800) : sa question au secrétaire d'Etat chargé des transports. - **Article 60** (*Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures*) (p. 7828) : défavorable à l'amendement n° II-70 de M. François Marc (prise en compte de la périphéricité et de la faiblesse de l'offre alternative à la route pour moduler la taxe).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)] - **Accidents du travail et maladies professionnelles [n° 83 tome 6 (2008-2009)]** (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard Dériot sur la politique de lutte contre l'obésité** - (27 mars 2008) (p. 1285, 1288) : sa question.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1531, 1534) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les accidents du travail et les maladies professionnelles - **Discussion générale** (p. 6703, 6705) : son intervention. La commission des affaires sociales propose l'adoption des dispositions relatives aux accidents du travail et aux maladies professionnelles.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 65 (priorité)** (p. 6939) : position de la commission sur

l'amendement n° 192 de M. Guy Fischer. - **Article 65 (priorité)** (art. L. 431-1 et L. 432-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 751-42 du code rural - Amélioration de la prise en charge des frais paramédicaux) (p. 6941) : position de la commission sur l'amendement n° 354 de M. Guy Fischer. - **Article 65 bis (priorité)** (art. L. 143-10 nouveau du code de la sécurité sociale - Transmission du dossier médical en cas de contestation du taux d'incapacité) (p. 6942, 6943) : position de la commission sur les amendements n° 198 et 199 de M. Guy Fischer. - **Article 66 (priorité)** (art. L. 412-8 et L. 443-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1226-7 du code du travail - maintien des indemnités journalières et prévention de la désinsertion professionnelle) (p. 6944, 6946) : position de la commission sur les amendements n° 201, 204 et 205 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel avant l'article 67 (priorité)** (p. 6946) : position de la commission sur l'amendement n° 206 de M. Guy Fischer (prise en compte de la situation très spécifique des salariés exposés à l'amiante durant leur activité professionnelle). - **Article 67 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 6949, 6951) : position de la commission sur les amendements n° 79 de la commission saisie pour avis, n° 88 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 340 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, et n° 207 et 208 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 67 (priorité)** (p. 6954) : position de la commission sur les amendements n° 210 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement sur la situation des salariés des régimes spéciaux victimes de l'amiante, qui ne peuvent plus tenter une action en reconnaissance du caractère professionnel de leur maladie) et n° 506 du Gouvernement (possibilité pour les ressortissants des

régimes spéciaux d'accidents du travail et de maladies professionnelles de faire reconnaître le caractère professionnel de leur maladie liée à l'amiante). - **Article additionnel avant l'article 68 (priorité)** (p. 6955) : position de la commission sur l'amendement n° 212 de M. Guy Fischer (renforcement des sanctions contre les employeurs en cas de non-remise de l'attestation d'exposition à certaines substances dangereuses, ou d'entraves à la procédure de reconnaissance des accidents du travail et des maladies professionnelles).

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 35 bis** (p. 7124) : à titre personnel, soutient l'amendement n° 361 de M. Dominique Leclerc (obligation pour les pharmaciens d'officines ou pharmaciens de pharmacie à usage intérieur d'un établissement de santé de consulter et d'alimenter le dossier pharmaceutique lors de la délivrance des médicaments) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 45** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5126-6-1 du code de la santé publique - Réintégration des dépenses de médicaments dans le tarif soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 7181, 7182) : à titre personnel, soutient l'amendement n° 351 de Mme Marie-Thérèse Hermange (report de la date de remise du rapport sur les expérimentations, élargissement de la notion de proximité géographique des pharmaciens appelés à conclure des conventions pour la fourniture de médicaments et suppression de la désignation du pharmacien d'officine référent par le médecin coordonnateur) ; rejeté.

DESCAMPS (Béatrice)
sénateur (Nord)
UMP-A

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

DES ESGAULX (Marie-Hélène)
sénateur (Gironde)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 423 (2007-2008)] tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 60 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

DESESSARD (Jean)
sénateur (Paris)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6506, 6507) : son intervention. Le groupe UMP votera la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)]** - (4 novembre 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6514, 6515) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte dans sa rédaction issue des conclusions de la commission. - **Article unique** (p. 6520, 6521) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de Mme Catherine Troendle (extension aux médias audiovisuels disposant de sites Internet de la dérogation accordée aux publications de presse légalement déclarées).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8263, 8264) : son intervention. Situation de l'ostréiculture dans le bassin d'Arcachon.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8680, 8681) : son amendement n° II-368 : majoration du taux de la taxe communale additionnelle au droit de mutation ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire - Deuxième lecture [n° 108 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8846, 8847) : le groupe UMP votera ce texte.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum [n° 178 (2007-2008)] (24 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence exercée par les entreprises semencières sur les parlementaires français [n° 288 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Agriculture et pêche - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les carences du dispositif français d'évaluation des risques suicidaires en prison [n° 45 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance et la production d'effets en France des partenariats et unions civiles enregistrés à l'étranger [n° 121 (2008-2009)] (3 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'insertion"** - (17 janvier 2008) : son intervention (p. 307, 308).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 908) : favorable au sous-amendement n° 236 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 8 de la commission (élargissement de la saisine du Haut conseil). (p. 912) : favorable au sous-amendement n° 169 de Mme Marie-Christine Blandin à l'amendement n° 9 de la commission (précision sur les missions du Haut conseil). (p. 916, 917) : soutient les amendements de M. Jacques Muller n° 104 (délibération conjointe du comité scientifique et du comité économique, éthique et social) ; n° 105 (repli) ; et n° 106 (repli) ; devenus sans objet. (p. 919, 922) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies) et sur les sous-amendements n° 232 de M. Christian Gaudin, n° 224 de M. Jean-Marc Pastor, n° 52 de M. Daniel Soulage, n° 180 de M. Jean-Paul Emorine, n° 171 de M. Jean-François Le Grand et n° 226 de M. Jean-Marc Pastor.

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) (p. 1006) : s'abstient sur l'amendement n° 13 de la commission (composition du comité scientifique et du comité de la société civile). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1009) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (remplacement de la dénomination "Haute autorité sur les OGM" par celle de "Haut conseil des biotechnologies"). - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - *Sanctions pénales*) (p. 1045) : défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article unique** (p. 1100) : décalage entre les résultats du référendum du 29 mai 2005 et le vote des parlementaires.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (8 février 2008) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1128) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 61 de M. Gérard Le Cam et n° 219 de M. Jean-Marc Pastor (étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés). (p. 1130) : favorable à l'amendement n° 213 de M. Jean-Marc Pastor (conditions d'expérimentation sur les animaux). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1148) : les sénateurs Verts voteront contre l'amendement n° 48 de la commission (création d'un dispositif de soutien au financement de la recherche en génomique végétale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1155) : les sénateurs Verts ne voteront pas ce projet de loi.

- **Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 1771) : défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (définition du "sans organismes génétiquement modifiés").

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2397, 2398) : son intervention. - **Article 1er** (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - *Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement*) (p. 2408, 2412) : sur l'amendement n° 1 de la commission (précision selon laquelle l'exploitant visé par le texte est celui qui exerce la maîtrise opérationnelle effective sur une activité économique), son sous-amendement n° 86 : extension du champ d'application de l'article aux activités exercées à titre privé ; retiré. Ses amendements n° 67 : précision selon laquelle la conservation

des sites visés à l'article a pour objet leur maintien à court, moyen et long terme ; n° 68 : reprise intégrale de la liste des espèces protégées telle qu'établie par les directives de 1979 et de 1992 ; n° 69 : précision selon laquelle les atteintes portées aux sites Natura 2000 sont constitutives de dommages environnementaux, même si elles n'affectent pas spécifiquement les habitats à l'origine du classement du site ; et n° 70 : extension du principe de la responsabilité environnementale à l'ensemble des sites répondant à un objectif de préservation des habitats et des espèces de faune et de flore, tels que les parcs naturels régionaux ; devenus sans objet. (p. 2415, 2417) : son amendement n° 71 : suppression des dispositions exonérant de responsabilité environnementale les dommages liés au transport des hydrocarbures ou à la production d'énergie nucléaire ; rejeté. (p. 2418, 2419) : ses amendements n° 72 : suppression du texte proposé pour l'article L. 161-3 du code de l'environnement par coordination avec son amendements n° 71 précité ; adopté ; n° 74 : reprise de la définition de l'exploitant responsable telle que contenue dans la directive ; devenu sans objet ; et n° 84 : application du principe pollueur-payeur à l'ensemble des exploitants qui utilisent des organismes génétiquement modifiés ; retiré. (p. 2420, 2422) : sur l'amendement n° 14 de la commission (précision selon laquelle le lien de causalité entre l'activité et le dommage doit être établi par l'autorité administrative compétente, qui peut demander à l'exploitant les évaluations et informations nécessaires), son sous-amendement n° 91 : précision selon laquelle la liste des activités susceptibles d'engager la responsabilité environnementale est définie dans le cadre de la loi et non par un décret ; rejeté. Son amendement n° 75 : repli ; devenu sans objet. Le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 14 de la commission précité. (p. 2424, 2427) : ses amendements n° 73 : précision selon laquelle le nouveau régime de responsabilité environnementale créé par la directive du 21 avril 2004 ne porte atteinte ni aux régimes de responsabilité en vigueur dans les Etats membres, ni à la définition de l'intérêt à agir des tiers ; rejeté ; et n° 76 : précision selon laquelle les mesures de réparation sont arrêtées conformément à l'annexe II de la directive du 21 avril 2004 ; adopté. (p. 2431, 2433) : ses amendements n° 77 : obligation pour l'administration d'exercer ses pouvoirs de police en cas de menace ou de survenance d'un dommage ; n° 78 : obligation pour l'administration de mettre en demeure l'exploitant qui n'a pas pris les mesures de prévention ou de réparation nécessaires, d'y procéder dans un délai déterminé ; et n° 79 : obligation pour l'administration de prendre les mesures de prévention ou de réparation nécessaires aux frais de l'exploitant défaillant ; rejetés. Sur l'amendement n° 20 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 87 : possibilité pour les agents chargés de contrôler les mesures de prévention ou de réparation d'accéder aux locaux, lieux, installations et moyens de transport de l'exploitant ; adopté. (p. 2436, 2440) : votera contre l'amendement n° 28 de la commission (fixation par l'autorité administrative et en concertation avec les parties délégataires des mesures de prévention et de réparation, d'une somme maximale à ne pas dépasser). Son amendement n° 80 : suppression des dispositions prévoyant l'exonération de responsabilité de l'exploitant pour risque de développement ; rejeté. (p. 2442, 2446) : son amendement n° 81 : constitution obligatoire de garanties financières par l'exploitant ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2453) : son amendement n° 82 : régime des actions en réparation ; rejeté. - **Division additionnelle après l'article 5** (p. 2458) : intervient sur l'amendement n° 41 de la commission (création d'un titre relatif à la transposition de plusieurs directives communautaires). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2462, 2463) : sur l'amendement n° 42 de la commission (répression de la pollution marine), ses sous-amendements n° 88 : engagement de la responsabilité de l'affréteur ou du commanditaire du fret ; n° 90 : suppression partielle ; rejetés ; et n° 89 : cohérence ; devenu sans objet. (p. 2471) : ne votera pas l'amendement n° 42 précité. (p. 2473) : sur l'amendement n° 43 de la commission (création d'un chapitre relatif à la qualité de l'air), son sous-amendement n° 130 : mention de la qualité de l'air intérieur ; adopté. (p. 2476) : intervient sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) à son amendement de

suppression n° 44. (p. 2485) : sur l'amendement n° 45 de la commission (compétence du ministère chargé de l'environnement pour délivrer les autorisations transitoires de mise sur le marché), son sous-amendement n° 131 ; rejeté. (p. 2493, 2494) : intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (régime des "Evaluations des incidences Natura 2000"). - **Intitulé du projet de loi** (p. 2495, 2496) : intervient sur l'amendement n° 46 de la commission (modification de l'intitulé du projet de loi). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2497) : les sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2948) : les Verts voteront l'amendement n° 162 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution du principe du mode de scrutin proportionnel pour la mise en œuvre du suffrage universel). - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2957) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers). - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - *Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 2971) : intervient sur l'amendement n° 261 de M. Michel Mercier (garantie du pluralisme de la représentation et de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - *Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 3346, 3351) : soutient l'amendement n° 366 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République) ; adopté. Conteste la pratique des délégations de vote dans l'hémicycle. - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - *Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel*) (p. 3354) : soutient l'amendement n° 352 de Mme Alima Boumediene-Thiery (élargissement du recours en exception d'inconstitutionnalité aux juridictions ne relevant ni de la Cour de cassation ni du Conseil d'Etat) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3439, 3441) : son intervention. Défavorable à ce texte. - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - *Définitions du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi*) (p. 3451, 3457) : intervient sur les amendements n° 5 de Mme Raymonde Le Texier (suppression de l'obligation d'accepter les offres raisonnables d'emploi, ORE) et de Mme Annie David n° 19 (suppression du paragraphe II définissant le parcours personnalisé d'accès à l'emploi, PPAE, et l'offre raisonnable d'emploi, ORE), n° 21 (possibilité pour le demandeur d'emploi de se faire accompagner lors de la signature de son PPAE) et n° 22 (instauration d'un droit de rétractation avant la signature définitive du PPAE). (p. 3459) : sur l'amendement n° 2 de la commission (précision), son sous-amendement n° 52 ; retiré. (p. 3466) : intervient sur l'amendement n° 31 de Mme Annie David (garantie de l'accès à la formation pour les demandeurs d'emploi). (p. 3468) : intervient sur les amendements identiques n° 10 de Mme Raymonde Le Texier et n° 32 de Mme Annie David (suppression de la définition de l'offre raisonnable d'emploi, ORE). (p. 3474) : ses amendements n° 17 : limitation de l'exigence de mobilité des demandeurs d'emploi à l'existence de moyens de transport ; et n° 50 : encadrement financier de l'exigence de mobilité des demandeurs d'emploi ; rejetés. (p. 3476) : intervient sur l'amendement n° 36 de Mme Annie David (limitation de l'ORE aux seules offres correspondant à la qualification du demandeur). - **Article 2** (art. L. 5412-1 du code du travail - *Motifs de radiation de la liste des demandeurs d'emploi*) (p. 3480) : son amendement n° 16 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3487, 3488) : ses observations.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3641, 3642) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Question préalable** (p. 3665) : votera la motion n° 953 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 3667) : intervient sur l'amendement n° 507 de Mme Odette Terrade (insertion d'une division et d'un article concernant le pouvoir d'achat des personnels des grandes surfaces de distribution).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 37 ter (priorité)** (art. 47 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale, RFI) (p. 3924) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 303 de Mme Nathalie Goulet (garantie de la mise à disposition par l'Etat des moyens appropriés au rayonnement international de la France assuré par RFI). - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3934) : son amendement n° 979 : suppression ; rejeté. (p. 3938, 3939) : intervient sur son amendement n° 979 précité. (p. 3943) : intervient sur l'amendement n° 551 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond du livret A). (p. 3947) : intervient sur l'amendement n° 372 de Mme Nicole Bricq (extension de la mission d'accessibilité bancaire à tous les établissements distributeurs du livret A). (p. 3950, 3955) : intervient sur les amendements n° 27 de la commission (interdiction de cumuler un livret bleu ouvert avant le 1er janvier 2009 et un livret A), n° 879 de Mme Marie-France Beaufile (dépôt des sommes versées en excédent du plafond prévu pour le livret A sur un livret supplémentaire non défiscalisé) ainsi que sur les amendements identiques n° 880 de cette dernière et n° 561 de M. Thierry Repentin (définition de manière égalitaire par tous les établissements bancaires concernés du montant minimal des opérations sur le livret A). (p. 3957) : parole sur l'article L. 221-5 du code monétaire et financier relatif aux sommes collectées par les établissements bancaires au titre du livret A. (p. 3958, 3959) : intervient sur l'amendement n° 377 de Mme Nicole Bricq (centralisation à la Caisse des dépôts et consignations de l'ensemble des sommes collectées par les établissements bancaires au titre du livret A). (p. 3964) : intervient sur l'amendement n° 379 de Mme Nicole Bricq (fixation à 70% du taux minimal de centralisation des dépôts collectés au titre du livret A et du livret de développement durable).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4031, 4032) : défavorable aux amendements identiques n° 37 de la commission et n° 733 de M. Michel Mercier (suppression de l'obligation pour les assemblées parlementaires de désigner au moins un membre n'appartenant pas à la majorité pour siéger à la commission de surveillance). (p. 4033) : intervient sur l'amendement n° 908 de Mme Marie-France Beaufile (suppression du texte proposé pour définir le fonctionnement de la commission de surveillance). Affaire EADS. (p. 4035) : votera contre l'amendement n° 38 de la commission (coordination).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4303) : ne votera pas l'amendement n° 146 de la commission (pour les projets ayant une zone de chalandise dépassant les limites du département d'implantation, participation à la CDAC d'un élu ou d'une personnalité qualifiée de chaque département voisin concerné) ni le sous-amendement n° 1070 de M. Alain Fouché qui le modifie. (p. 4306) : intervient sur l'amendement n° 583 de M. Gérard Longuet

(validation des autorisations d'exploitation commerciale délivrées jusqu'au 1er janvier 2009 et contestées devant le juge administratif sur le fondement du caractère non nominatif de l'arrêté désignant les membres de la commission départementale d'équipement commercial, CDEC). (p. 4312) : son amendement n° 968 : maintien à 300 mètres carrés du seuil de soumission des projets d'équipement commercial à l'autorisation de la CDAC ; rejeté. (p. 4324) : ses amendements n° 971 : implantation de surfaces commerciales soumises à autorisation d'exploitation dans les seules zones déjà urbanisées ; n° 972 : obligation pour les surfaces commerciales soumises à autorisation d'exploitation de produire une part de l'énergie qu'elle consomme ; et n° 973 : réduction des effets sur l'imperméabilisation des sols de l'implantation de nouvelles surfaces commerciales soumises à autorisation d'exploitation ; devenus sans objet. (p. 4330) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote des amendements n° 255 de M. Michel Houel (extension de la saisine de la CDAC aux projets de constructions de commerces d'une surface de 300 à 1000 mètres carrés aux maires des communes de moins de 20 000 habitants) et n° 116 de la commission (faculté reconnue aux maires et aux présidents d'EPCI appartenant à des zones d'aménagement commercial de saisir la CDAC pour des projets de construction de commerce d'une surface comprise entre 300 et 1000 mètres carrés).

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4389) : ses amendements n° 974 : limitation des regroupements des surfaces de vente aux zones déjà urbanisées ; n° 975 : obligation faite au projet d'exploitation commerciale d'assurer une part de leur consommation énergétique ; et n° 976 : lutte contre l'imperméabilisation des sols ; devenus sans objet. (p. 4393) : favorable à l'amendement n° 813 de M. Jean-Pierre Sueur (organisation d'un concours d'architecture pour les édifices commerciaux de plus de 1000 mètres carrés). (p. 4396) : ses amendements n° 969 : prise en compte des effets sur la consommation énergétique ; et n° 970 : prise en compte des effets sur la biodiversité ; devenus sans objet. (p. 4398) : intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (précision des critères d'autorisation des commissions départementales d'aménagement commercial).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 30 ter** (art. 99 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses) (p. 4501) : intervient sur l'amendement n° 176 de la commission (encadrement du schéma national d'arrêt de la diffusion analogique et du basculement vers le numérique). - **Article 30 sexies** (Réseau partagé en téléphonie mobile de troisième génération) (p. 4507, 4508) : ses amendements n° 977 : réalisation d'une étude d'impact sur la santé humaine et sur l'environnement ; n° 978 : information de la population avant toute installation ou modification d'un équipement ; et n° 1003 : réalisation d'une étude d'impact sur la santé humaine et sur l'environnement ; rejetés. (p. 4509, 4511) : intervient sur ses amendements précités n° 977 et n° 978. - **Article 32** (art. L. 314-15 [nouveau] et L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident pour contribution économique exceptionnelle) (p. 4516) : intervient sur les amendements identiques n° 368 de Mme Bariza Khiari et n° 502 de Mme Odette Terrade (suppression). - **Article 33 bis** (art. L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat) (p. 4527) : parole sur l'article. - **Article 33 quater** (Etude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat) (p. 4531) : intervient sur l'amendement n° 998 de M. Bernard Barraux (limitation de la portée de l'article à la fixation des objectifs et du cadre général de l'étude d'impact économique et social). - **Article 45** (art. 30-1 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et art. 15 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 - Prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 4555) : intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (caractère définitif du renoncement par un consommateur du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché). - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 4558, 4559) : sur l'amendement n° 1030 du Gouvernement (instauration d'un régime d'autorisation simplifiée pour les

installations classées), ses sous-amendements n° 1100, 1101 et 1102 ; devenus sans objet. - **Seconde délibération - Article 39** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 4581) : intervient sur l'amendement n° A-4 du Gouvernement (suppression du mécanisme retenu pour le financement du logement social). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4584, 4585) : les sénatrices et les sénateurs Verts voteront contre le projet de loi.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4828, 4830) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 2121-1 du code du travail - Critères de représentativité syndicale) (p. 4844, 4846) : favorable aux amendements identiques n° 193 de Mme Annie David et n° 61 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition du respect des valeurs républicaines). Intervient sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Paul Amoudry (référence aux élections prud'homales pour mesurer l'audience syndicale). - **Article 2** (art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social) (p. 4853, 4864) : votera l'amendement n° 64 de M. Jean-Pierre Godefroy (retour à une périodicité de deux ans pour les élections professionnelles). Sur les amendements de la commission, votera le n° 17 (dispositions spécifiques aux entreprises de presse) et s'abstiendra sur le n° 16 (composition du Haut conseil du dialogue social). Favorable à l'amendement n° 198 de Mme Annie David (suppression de la définition d'un programme pour la négociation des branches). Son amendement n° 131 : retour à une périodicité de deux ans pour les élections professionnelles ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 2142-1 et L. 2142-1-1 à L. 2142-1-4 nouveaux du code du travail - Conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale) (p. 4878) : son amendement n° 134 : possibilité de créer un syndicat d'une seule personne ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 8** (Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles) (p. 4908, 4909) : défavorable à l'amendement n° 183 de M. Philippe Dominati (suppression de la possibilité de créer une contribution des entreprises pour le financement du dialogue social). - **Intitulé du Titre II (Le temps de travail)** (p. 4916, 4917) : son amendement n° 139 : suppression de cette division ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 4921, 4928) : intervient sur les amendements n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion dans ce texte de l'article 17 de la position commune permettant de déroger, à titre expérimental, par accord d'entreprise majoritaire au contingent annuel d'heures supplémentaires) et n° 231 de Mme Annie David (limitation de la semaine de travail à cinq jours consécutifs). - **Article 16** (art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement) (p. 4933, 4934) : son amendement n° 141 : suppression de la fixation du contingent annuel d'heures supplémentaires par convention ou accord collectif d'entreprise ou d'établissement ; rejeté. (p. 4936, 4940) : son amendement n° 142 : primauté de l'accord de branche sur l'accord d'entreprise pour la fixation du contingent annuel d'heures supplémentaires ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 235 de Mme Annie David (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche étendu). (p. 4940, 4946) : ses amendements n° 143 : obligation d'informer l'inspecteur du travail de l'ensemble des heures supplémentaires effectuées ; n° 144 : liberté pour un salarié de refuser d'exécuter des heures supplémentaires sans que ce refus soit constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement ; n° 145 : repli ; n° 146 : ouverture d'un droit à repos compensateur à partir de la quarante et unième heure ; et n° 147 : consultation des représentants du personnel sur les modalités d'utilisation du contingent des heures supplémentaires ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 236 de

Mme Annie David (obligation d'informer l'inspecteur du travail ou les institutions représentatives du personnel de l'ensemble des heures supplémentaires effectuées) (p. 4947, 4948) : ses amendements n° 148 : modalités du repos compensateur obligatoire et assimilation de celui-ci à une période de travail effectif pour le calcul des droits des salariés ; et n° 149 : repli ; rejetés. (p. 4953) : intervient sur l'amendement n° 82 de M. Jean-Pierre Godefroy (modalités du repos compensateur obligatoire et assimilation de celui-ci à une période de travail effectif pour le calcul des droits des salariés). (p. 4954, 4955) : ses amendements n° 150 : rétablissement de l'article L. 3121-32 relatif au repos compensateur des travailleurs saisonniers ; et n° 151 : négociation du taux de rémunération des heures supplémentaires à partir d'un taux ne pouvant être inférieur à 25 % ; rejetés. (p. 4957) : ses amendements n° 152 : suppression du caractère transitoire de la contrepartie obligatoire en repos pour toute heure supplémentaire effectuée au-delà du contingent réglementaire ; et n° 153 : ouverture d'un droit à repos compensateur obligatoire pour les heures supplémentaires effectuées à l'intérieur du contingent réglementaire dans les entreprises de plus de vingt salariés ; rejetés. - **Article 17** (art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - Conventions de forfait) (p. 4964) : intervient sur les amendements de suppression n° 85 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 247 de Mme Annie David. (p. 4968, 4970) : ses amendements n° 155 : suppression de la faculté d'étendre les conventions de forfait en heures sur la semaine ou sur le mois à tous les salariés ; n° 156 : limitation du recours aux conventions de forfait en heures sur la semaine ou sur le mois aux seuls cadres intermédiaires ni dirigeants ni intégrés ; et n° 157 : primauté des accords de branche étendus sur les accords d'entreprise ou d'établissement pour la fixation des conditions préalables à la signature des conventions individuelles de forfait en heures sur l'année ; devenus sans objet. (p. 4973, 4975) : ses amendements n° 160 : limitation à deux cent dix-huit du nombre maximal de jours travaillés par an ; et n° 164 : application du régime de majoration des heures supplémentaires aux jours travaillés hors forfait ; devenus sans objet. (p. 4977, 4978) : ses amendements n° 165 : maintien de la limitation des durées maximales journalières et hebdomadaires de travail pour les salariés titulaires d'une convention de forfait en jours ; et n° 166 : application des conventions de forfait en heures sur l'année aux salariés itinérants ; devenus sans objet. (p. 4981) : intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (réécriture de cet article en précisant l'obligation de compatibilité du nombre maximal de jours travaillés dans l'année par un salarié titulaire d'une convention de forfait en jours avec les dispositions du code du travail sur les jours fériés et chômés).

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5023, 5024) : les sénateurs et sénatrices Vert voteront contre le texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (20 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5684) : soutient l'amendement n° 446 de M. Thierry Repentin (dans l'inventaire annuel des logements locatifs sociaux transmis au préfet, comptabilisation de deux logements lorsqu'une commune soumise à l'article 55 de la loi SRU réalise un nouveau logement financé en prêt locatif aidé d'intégration) ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5707, 5708) : soutient l'amendement n° 606 de Mme Dominique Voinet (obligation de consulter les habitants des quartiers concernés par des opérations de rénovation urbaine) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 5714) : intervient sur l'amendement n° 399 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif "Robien" à partir du 31 décembre 2009).

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5940, 5942) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5968, 5969) : favorable à l'amendement n° 160 de Mme Annie David (abrogation des dispositions transitoires mettant en œuvre la loi relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi). - **Article 1er** (art. L. 115-1, L. 115-2 et L. 115-4 du code de l'action sociale et des familles - Principes des politiques

d'insertion) (p. 5973) : favorable à l'amendement n° 162 de Mme Annie David (objectifs du revenu de solidarité active, RSA).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en "du revenu de solidarité active*) (p. 6005, 6011) : votera les amendements de Mme Annie David n° 174 (création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes) et n° 173 (suppression des dispositions relatives aux critères de calcul du RSA) ainsi que l'amendement n° 297 de la commission (possibilité pour le président du conseil général d'accorder le RSA en dehors du cadre réglementaire dans des cas exceptionnels). (p. 6012, 6019) : ses amendements n° 143 : prise en charge par les caisses d'allocation familiale des démarches visant à récupérer les créances alimentaires dues aux bénéficiaires du RSA ; rejeté ; et n° 154 : réexamen mensuel du montant de l'allocation ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 15 de la commission (réexamen périodique du montant de l'allocation), son sous-amendement n° 155 ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (23 octobre 2008) (p. 6020, 6021) : s'interroge sur la partialité éventuelle des administrateurs des commissions.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)] (suite)** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6022, 6025) : ses amendements n° 147 : exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA ; n° 145 : élargissement de l'assiette des contributions finançant le RSA ; et n° 146 : inclusion des stock-options dans l'assiette des contributions finançant le RSA ; rejetés. (p. 6034, 6038) : défavorable aux amendements n° 69 de M. Michel Mercier (transmission au conseil général par les organismes payeurs d'informations sur les dépenses liées au RSA) et n° 293 du Gouvernement (précision). Ses amendements n° 148 : suppression de l'assujettissement à un engagement contractuel de réinsertion pour les personnes tirant de faibles revenus de leur activité professionnelle ; rejeté ; et n° 150 : prise en compte du bénévolat comme action pouvant être entreprise par les bénéficiaires du RSA en vue d'une meilleure insertion sociale et professionnelle ; retiré. (p. 6049, 6059) : intervient sur l'amendement n° 25 de la commission (suppression de l'obligation pour le président du conseil général de motiver la décision de ne pas suspendre le versement du RSA). Ses amendements n° 149 : inclusion des associations de lutte contre l'exclusion dans les équipes pluridisciplinaires ; retiré ; n° 151 : suppression des dispositions relatives au contrôle du train de vie des bénéficiaires du RSA ; rejeté ; et n° 152 : exclusion du patrimoine professionnel des éléments du train de vie des bénéficiaires du RSA pris en compte pour le contrôle ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6065, 6066) : son amendement n° 153 : rapport sur les modalités de mise en place d'un revenu d'existence individuel ; rejeté. - **Article 3** (*Compensation des charges nouvelles incombant aux départements*) (p. 6083) : intervient sur les amendements identiques n° 66 de la commission des finances saisie pour avis et n° 121 de M. Yves Krattinger (calcul de la compensation versée par l'État aux départements au titre du RSA).

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Article 6** (*art. 81, 200 sexes, 200 octies, 1414, 1605 bis, 1649-0 A, 1665 bis et 1665 ter du code général des impôts - Articulation du RSA avec la prime pour l'emploi et conditions d'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle*) (p. 6121) : favorable à l'amendement n° 127 de M. Yves Krattinger (refus

de l'application du bouclier fiscal en matière de financement du RSA). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6124) : intervient sur l'amendement n° 84 de M. Michel Mercier (attribution des aides versées par les centres communaux d'action sociale, les fonds de secours des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, sur la base du niveau des ressources et de la composition du foyer, et non plus par référence au statut de l'allocataire d'un minimum social). - **Article 8** (*art. L. 263-1 à L. 263-4, L. 263-15, L. 263-16, L. 263-18 et L. 263-19 du code de l'action sociale et des familles - Gouvernance des politiques d'insertion*) (p. 6128) : son amendement n° 157 : association de tous les acteurs et professionnels de la lutte contre l'exclusion à la conclusion du pacte territorial pour l'insertion ; adopté. - **Article 13 bis** (*art. L. 5212-7 du code du travail - Accueil en stage des personnes handicapées*) (p. 6159, 6160) : favorable à l'amendement n° 105 de Mme Raymonde Le Texier (suppression). S'abstient sur l'amendement n° 314 de la commission (durée minimale de quatre mois pour les stages proposés aux personnes handicapées). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6171, 6172) : les sénatrices et les sénateurs Verts s'abstiendront sur ce texte.

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6509, 6510) : son intervention. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 61 bis (priorité)** (*art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A*) (p. 6967, 6968) : parole sur l'article. (p. 6973, 6974) : défavorable à l'amendement n° 517 du Gouvernement (dispositions relatives aux pilotes et aux copilotes).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (*art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7024, 7025) : parole sur l'article. (p. 7036, 7037) : intervient sur l'amendement n° 188 de M. Guy Fischer (possibilité de partir à la retraite à partir de 37,5 annuités, avec une pension au moins égale à 75 % du salaire brut moyen).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7781, 7782) : son intervention.

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) (p. 8000, 8001) : son intervention. Les sénateurs Verts ne voteront pas les crédits de cette mission.

DESMARESCAUX (Sylvie)
sénateur (Nord)
NI

Chargée d'une mission temporaire auprès du haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté le 28 novembre 2008.

Secrétaire du Sénat à compter du 12 novembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 8 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre titulaire du Comité national de l'organisation sanitaire et sociale.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 47 (2007-2008)] visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 167 (2007-2008)] (16 janvier 2008) - **Entreprises - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 195 (2007-2008)] relative à l'extension du chèque emploi associatif [n° 254 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille - PME, commerce et artisanat - Société**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)] - Secteur médico-social [n° 83 tome 3 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à l'inscription d'une initiation à l'utilisation du défibrillateur cardiaque entièrement automatique dans le déroulement de la Journée d'appel de préparation à la défense [n° 117 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Défense - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** : son intervention (p. 337, 341). La commission propose au Sénat de se prononcer en faveur des conclusions négatives qu'elle a adoptées sur la présente proposition de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** : son intervention (p. 356).

- **Proposition de loi relative à l'extension du chèque emploi associatif [n° 195 (2008-2009)]** - (8 avril 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1516, 1517) : son intervention. Propose l'adoption sans modification de ce texte. (p. 1521, 1522) : réponse aux orateurs.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1529, 1530) : son intervention.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Article 1er (Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes)** (p. 2267) : son amendement n° 27 : présence d'un représentant de la chambre de commerce et d'industrie au sein du conseil de surveillance ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Article 27 (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial)** (p. 4316) : soutient l'amendement n° 612 de M. Philippe Adnot (fixation à 500 mètres carrés du seuil de soumission de la création d'une surface commerciale à l'autorisation de la CDAC) ; retiré. Exemple de la commune de Bergues.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour le médico-social - **Discussion générale** (p. 6705, 6706) : son intervention. La commission des affaires sociales propose l'adoption des dispositions relatives au secteur médico-social.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 15 (art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation)** (p. 6856) : son amendement n° 89 : conditionnement de l'augmentation des droits d'accises acquittés par la profession brassicole, à l'évolution des volumes fabriqués sur le territoire national ; retiré.

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Article 31 bis (art. L. 162-9, L. 162-14-1 et L. 722-4 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des cotisations sociales des chirurgiens dentistes)** (p. 7091, 7093) : son amendement n° 371 : suppression ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 43** (p. 7159) : son amendement n° 28 : autorisation pour les pédicures-podologues de renouveler pendant trois ans ou d'adapter les prescriptions médicales initiales d'orthèses plantaires ; adopté. - **Article 43 (art. L. 133-4-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Récupération sur les tarifs soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes des dépenses d'assurance maladie**

indûment prises en charge à titre individuel par un organisme d'assurance maladie) (p. 7162) : son amendement n° 29 : rectification ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 248 et 167 de M. François Autain et n° 284 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article 44 et article additionnel après l'article 44** (*Tarifification à la ressource des établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 7164, 7166) : ses amendements n° 30 : obligation pour les EHPAD de produire un état des prévisions de recettes et de dépenses ; n° 31 : rédaction ; et n° 32 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 168 de M. Guy Fischer, n° 285 de Mme Raymonde Le Texier, n° 169 de M. François Autain et n° 314 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 45** (*art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5126-6-1 du code de la santé publique - Réintégration des dépenses de médicaments dans le tarif soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 7181) : ses amendements n° 33 et 34 : précision ; n° 35 : rédaction ; n° 36 : extension du principe de la "liste en sus" de médicaments coûteux à tous les établissements, y compris ceux comprenant une pharmacie à usage intérieur et ceux membres d'un groupement de coopération sanitaire ; et n° 379 : suppression de l'avis du médecin coordonnateur pour la désignation du pharmacien d'officine référent ; adoptés.

(p. 7184, 7186) : ses amendements n° 37 : contribution du médecin coordonnateur, en collaboration avec les professionnels de santé exerçant dans l'EHPAD, à la bonne adaptation aux impératifs gériatriques des prescriptions de médicaments ; et n° 38 : rectification ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 170 et 172 de M. Guy Fischer, n° 286 de Mme Raymonde Le Texier, n° 351 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 333 de Mme Muguet Dini, n° 412 et 413 de M. Philippe Darniche, n° 454 et 451 de M. François Autain, et sur les sous-amendements n° 452 et 453 de ce dernier, déposés sur son amendement n° 37 précité. - **Article 46** (*art. L. 14-10-5 et L. 14-10-9 du code de l'action sociale et des familles - Financement de la formation des aidants et accueillants familiaux*) (p. 7187) : ses amendements n° 39 : rédaction ; et n° 40 : correction d'un oubli ; adoptés.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8828) : son intervention. Inquiétude des maires du secteur des Flandres. Votera ce texte.

DETCHEVERRY (Denis)

sénateur (Saint-Pierre-et-Miquelon)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6723, 6725) : son intervention.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 52 (priorité)** (*art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficier du droit à réversion*) (p. 6964) : son amendement n° 382 : extension des bénéficiaires de la majoration de la pension de réversion aux retraités relevant du régime d'assurance vieillesse de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 59 (priorité)** (*art. L. 161-22, L. 352-1, L. 634-6, L. 643-6, L. 723-11-1 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-39 du code rural ; art. L. 84 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Libéralisation du cumul emploi retraite*) (p. 7019) : son amendement n° 383 : dispositions relatives au régime d'assurance vieillesse de Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté. - **Article 63 (priorité)** (*Réforme des "surpensions" d'outre-mer*) (p. 7059) : ses amendements n° 391 : rapport du Gouvernement présentant les perspectives d'instauration ou d'extension de dispositif de retraite complémentaire pour les fonctionnaires servant outre-mer ; adopté ; et n° 392 : rapport du Gouvernement sur le niveau des prix et du coût de la vie de chacune des collectivités concernées par l'indemnité temporaire de retraite, ainsi que sur l'impact économique de l'évolution de cette indemnité ; rejeté.

DÉTRAIKNE (Yves)
sénateur (Marne)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Comité consultatif pour la gestion du Fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales (FNDAE).

Membre titulaire de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Secrétaire de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression de tous les élus locaux [n° 16 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à laisser libre les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 18 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Justice et accès au droit [n° 104 tome 4 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Justice.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Départementalisation de Mayotte : sortir de l'ambiguïté, faire face aux responsabilités [n° 115 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel et relatif à ses archives [n° 470 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2005-2006)** (p. 37, 38) : son intervention. Soutien du groupe UC-UDF à ces projets de loi.

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 470 (2005-2006).** - (8 janvier 2008) - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 52) : favorable à l'amendement n° 10 de la commission (conservation des archives des groupements de collectivités territoriales). - **Article 11** (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - *Délai de communicabilité des archives publiques*) (p. 61, 62) : son amendement n° 56 : aménagement du délai applicable aux documents susceptibles de porter atteinte à la protection de la vie privée ; devenu sans objet. (p. 64, 66) : ses amendements n° 57 : possibilité pour une personne ayant déposé ses archives de déléguer à quelqu'un d'autre le soin de donner l'accord requis avant tout accès à ces documents ; n° 58 : amélioration de l'accès aux documents déposés auprès des archives publiques par un Président de la République, un Premier ministre ou un membre du Gouvernement ; et n° 59 : diminution du délai d'accessibilité aux documents relatifs à la construction, à l'équipement et au fonctionnement des ouvrages, bâtiments ou partie de bâtiments utilisés pour la détention des personnes ou recevant habituellement des personnes détenues ; retirés.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 867, 868) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 951, 952). Défavorable à cette proposition de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 955) : le groupe UC-UDF votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture [n° 110 (2007-2008)]** - (25 mars 2008) - **Article 2 bis A** (art. L. 211-14 du code rural - *Institution d'un permis de détention des chiens de première et de deuxième catégories*) (p. 1200) : soutient l'amendement n° 29 de Mme Françoise Férat (précision des qualifications des professionnels de l'éducation canine devant dispenser la formation et délivrer l'attestation d'aptitude) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 1212) : soutient l'amendement n° 28 de Mme Françoise Férat (extension du champ des règles dérogatoires pour l'acquisition, la détention et l'utilisation des médicaments vétérinaires nécessaires à la réalisation des actes vétérinaires dispensés gratuitement dans les établissements des associations et fondations de protection des animaux) ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1556, 1557) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera ce texte. - **Article 1er** (art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - *Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé*) (p. 1564) : favorable à l'amendement n° 1 de la commission (limitation à deux demi-journées des possibilités de fractionnement de la journée de solidarité).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article 9** (art. L. 112-1-1 du code de la mutualité et art. L. 931-3-2 du code de la sécurité sociale - *Interdiction des discriminations en matière de mutualité et de prévoyance*) (p. 1624) : soutient l'amendement n° 51 de Mme Catherine Morin-Desailly (extension aux mutuelles des dérogations au principe de non-discrimination entre les sexes dont bénéficient les assurances) ; adopté.

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 171 (2007-2008)]** - (15 avril 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1710) : le groupe UC-UDF votera la proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-**

2008] - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1846, 1847) : son intervention. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 1877, 1878) : ses amendements n° 31 : introduction de nouvelles dérogations au principe du remboursement obligatoire par les organismes bénéficiaires pour les mises à disposition de fonctionnaires de l'Etat ; et n° 29 : prolongation jusqu'en 2013 d'une mesure transitoire permettant à des médecins du travail non qualifiés mais déjà en poste de régulariser leur situation grâce à une formation diplômante ; retirés.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** - *Commission mixte paritaire [n° 335 (2007-2008)]* - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2343, 2345) : son intervention. La majorité des sénateurs du groupe UC-UDF votera en faveur de ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Article 16 bis** (*art. L. 231-4 du code des juridictions financières, art. L. 1612-19-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 421-21 du code de la construction et de l'habitation* - *Suppression de la compétence reconnue à l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale pour statuer sur l'utilité publique de dépenses ayant donné lieu à gestion de fait*) (p. 2645) : le groupe UC-UDF est défavorable à l'amendement n° 10 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 2651, 2654) : sur l'amendement n° 16 de la commission (harmonisation à cinq ans de la durée des délais de prescription des actions en responsabilité personnelle dirigées contre les comptables publics et les gestionnaires de fait), son sous-amendement n° 20 : allongement de cinq ans à six ans de la prescription des gestions de fait et maintien à six ans de la prescription relative aux comptabilités publiques patentes ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2923) : son amendement n° 260 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Article 3 bis** (*art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3010) : son amendement n° 263 : suppression ; rejeté. (p. 3028) : sur l'amendement n° 98 de la commission (institution d'un référendum d'initiative parlementaire appuyé par un certain nombre de citoyens), son sous-amendement n° 264 ; retiré. (p. 3032) : intervient sur son amendement de suppression n° 263.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 28** (*art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 3368, 3369) : sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature), son sous-amendement n° 283 ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Article 27** (*art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4296) : son amendement n° 646 : rétablissement parmi les objectifs de la politique d'urbanisme commercial du maintien des activités commerciales dans les zones rurales et de montagne ainsi que dans les centres-villes ; adopté. (p. 4315) : soutient l'amendement n° 704 de Mme Jacqueline Gourault (maintien du seuil actuel de soumission des projets d'équipement commercial à l'autorisation de la CDAC) ; retiré.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire** - *Commission mixte paritaire [n° 140 (2007-2008)]* - (23 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5131) : la majorité du groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes** - *Deuxième lecture [n° 283 (2007-2008)]* - (21 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5789, 5790) : le groupe de l'UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6608, 6609) : sa question au ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7392, 7395) : son amendement n° I-142 : encouragement au développement de l'utilisation des sacs biodégradables ; retiré. (p. 7403) : soutient l'amendement n° I-132 de M. Dominique Braye (tarifs réduits de la taxe générale sur les activités polluantes pour les installations de stockage conformes à la norme internationale ISO 14001) ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois (p. 7969, 7970) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits consacrés au service judiciaire et à l'accès au droit. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7987, 7989) : ses amendements n° II-52 : majoration des crédits du programme "Justice judiciaire" permettant un renforcement des moyens en personnel des tribunaux d'instance et des maisons de justice et du droit, MJD ; et n° II-53 : majoration des crédits du programme "Accès au droit et à la justice" permettant l'ouverture et l'amélioration de l'équipement des MJD ; retirés.

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8042, 8043) : sa question. Restructuration des implantations militaires dans le département de la Marne.

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8193, 8194) : sa question.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8256, 8257) : son intervention.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 54 bis** (p. 8708, 8709) : son amendement n° II-116 : assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes des sacs plastiques à usage unique ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8719) : soutient l'amendement n° II-268 de M. Dominique Braye (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie aux producteurs dans le domaine des déchets dangereux des ménages) ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8825, 8826) : son intervention. Le groupe UC votera ce texte.

DIDIER (Évelyne)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-présidente de la Délégation pour la planification ; puis membre le 4 novembre 2008 ; puis vice-présidente le 12 novembre 2008.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Comité national de l'eau le 16 octobre 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice**.

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie**.

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 149 (2007-2008)] - (5 février 2008) - **Question préalable** (p. 880, 882) : sa motion n° 49 tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) - **Articles additionnels avant l'article 3 ou après l'article 7** (p. 1011) : favorable à l'amendement n° 218 de M. Jean-Marc Pastor (mention obligatoire du caractère d'OGM d'une variété commercialisée). - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1010) : soutient l'amendement n° 59 de M. Gérard Le Cam (priorité au respect de l'existant pour les distances de recul) ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - Sanctions pénales) (p. 1044) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi).

- **Deuxième lecture** [n° 269 (2007-2008)] - (16 avril 2008) - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 1770) : défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (définition du "sans organismes génétiquement modifiés").

- **Projet de loi portant réforme portuaire** [n° 300 (2007-2008)] - (20 mai 2008) - **Article 1er** (Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes) (p. 2257) : soutient l'amendement n° 51 de M. Gérard Le Cam (inscription parmi les missions des grands ports maritimes de l'organisation des dessertes ferroviaires et fluviales en coopération avec les opérateurs concernés) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 88 du Gouvernement. (p. 2260) : le groupe CRC votera le sous-amendement n° 88 du Gouvernement déposé sur l'amendement précité n° 51 de M. Gérard Le Cam. (p. 2263, 2264) : soutient l'amendement n° 46 de M. Gérard Le Cam (suppression du chapitre portant sur l'organisation portuaire) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2277) : soutient l'amendement n° 52 de M. Gérard Le Cam (abrogation de l'ordonnance du 2 août 2005 permettant aux ports de gérer eux-mêmes le réseau ferré situé à l'intérieur de leur circonscription) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement** [n° 288 (2006-2007)] - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2393, 2395) : son intervention. Le groupe CRC réservera son vote à la prise en compte des amendements visant à renforcer les dispositifs mis en place. - **Article 1er** (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement) (p. 2408, 2412) : ses amendements n° 53 : introduction dans la loi du principe de responsabilité des sociétés-mères pour les dommages causés par leurs filiales ; n° 48 : reprise intégrale de la liste des espèces protégées telle qu'établie par les directives de 1979 et de 1992 ; et n° 50 : extension du principe de la responsabilité environnementale à l'ensemble des sites répondant à un objectif de préservation des habitats et des espèces de faune et de flore, tels que les parcs naturels régionaux ; devenus sans objet. (p. 2414, 2415) : son amendement n° 51 : suppression des dispositions exonérant de responsabilité environnementale les dommages liés au transport des hydrocarbures ou à la production d'énergie nucléaire ; rejeté. (p. 2418) : son amendement n° 65 : suppression du texte proposé pour l'article L. 161-3 du code de l'environnement par coordination avec son amendement n° 51 précité ; adopté. (p. 2421) : son amendement n° 54 : précision selon laquelle le décret devant fixer la liste des activités pour lesquelles la responsabilité de l'exploitant pourra

être engagée sans faute devra reprendre la liste établie par la directive du 21 avril 2004 ; devenu sans objet. (p. 2424, 2425) : son amendement n° 52 : précision selon laquelle le nouveau régime de responsabilité environnementale créé par la directive du 21 avril 2004 ne porte atteinte ni aux régimes de responsabilité en vigueur dans les Etats membres, ni à la définition de l'intérêt à agir des tiers ; rejeté. (p. 2430, 2431) : son amendement n° 57 : obligation pour l'administration d'exercer ses pouvoirs de police en cas de menace ou de survenance d'un dommage ; rejeté. (p. 2442, 2443) : son amendement n° 59 : constitution obligatoire de garanties financières par l'exploitant ; rejeté. (p. 2446) : son amendement n° 55 : précision selon laquelle les mesures de réparation sont transposées conformément à l'annexe II de la directive du 21 avril 2004 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2453) : son amendement n° 60 : régime des actions en réparation ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2471) : intervient sur l'amendement n° 42 de la commission (répression de la pollution marine). (p. 2473) : intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (création d'un chapitre relatif à la qualité de l'air). (p. 2483) : refus de participer au vote du sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) portant sur l'amendement n° 44 de la commission (corrections apportées à la transposition de trois directives). (p. 2485, 2486) : s'abstiendra sur l'amendement n° 45 de la commission (compétence du ministère chargé de l'environnement pour délivrer les autorisations transitoires de mise sur le marché). (p. 2487) : intervient sur l'amendement n° 47 de M. Dominique Braye (mise en conformité avec la directive 2002/96/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques). (p. 2490) : le groupe CRC est défavorable aux amendements n° 96 et 97 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à procéder par voie d'ordonnance pour mettre le code de l'environnement en conformité avec le droit européen en matière de transfert des déchets). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2496, 2497) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4293) : parole sur l'article. (p. 4297) : le groupe CRC votera les amendements identiques n° 646 de M. Yves Détraigne et n° 794 de M. Thierry Repentin (rétablissement parmi les objectifs de la politique d'urbanisme commercial du maintien des activités commerciales dans les zones rurales et de montagne ainsi que dans les centres-villes). (p. 4306) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 583 de M. Gérard Longuet (validation des autorisations d'exploitation commerciale délivrées jusqu'au 1er janvier 2009 et contestées devant le juge administratif sur le fondement du caractère non nominatif de l'arrêté désignant les membres de la commission départementale d'équipement commercial, CDEC). (p. 4327, 4328) : intervient sur l'amendement n° 147 de la commission (délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial présentant des spécificités en matière d'aménagement du territoire, de qualité d'urbanisme ou de protection de l'environnement et précision sur l'adoption des documents d'aménagement provisoire de ces zones par les SCOT ou à défaut par les EPCI compétents pour leur élaboration) ainsi que sur le sous-amendement n° 807 de M. Thierry Repentin modifiant ce dernier.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4393) : favorable à l'amendement n° 813 de M. Jean-Pierre Sueur (organisation d'un concours d'architecture pour les édifices commerciaux de plus de 1000 mètres carrés). (p. 4401) : intervient sur l'amendement n° 810 de M. Jacques Gillot (avis consultatif des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et de l'artisanat). - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L.33-6,

L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4431, 4432) : soutient l'amendement n° 485 de Mme Odette Terrade (suppression de la disposition permettant à un opérateur de transformer d'office en fibre optique son réseau à haut débit) ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 134 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4443) : le groupe CRC votera contre le texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (20 octobre 2008) - **Article 10** (art. L. 123-1-1, L. 127-1, L. 127-2 et L. 123-1-4 (nouveau) du code de l'urbanisme - Majoration des règles de construction dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, PLU) (p. 5695, 5696) : soutient l'amendement n° 618 de Mme Odette Terrade (cohérence) ; rejeté. - **Article 11** (art. 1er de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement et L. 300-6 du code de l'urbanisme - Réalisation de logements sur des terrains publics ayant valeur d'opérations d'intérêt national) (p. 5700) : soutient l'amendement n° 289 de Mme Odette Terrade (encadrement de la cession de terrains appartenant à l'Etat dans la perspective de la réalisation de logements sociaux, et mise en place de baux de longue durée en alternative à la cession de biens) ; rejeté. - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5718) : parole sur l'article. (p. 5721) : soutient l'amendement n° 196 de Mme Odette Terrade (suppression de la défiscalisation des investissements locatifs privés) ; devenu sans objet. (p. 5723) : soutient l'amendement n° 197 de Mme Odette Terrade (cohérence) ; devenu sans objet. (p. 5726, 5727) : intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (rédaction). - **Article 16** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - Extension des avantages fiscaux du "Pass-Foncier" aux logements collectifs) (p. 5735) : le groupe CRC votera l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5741) : parole sur l'article. - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Interdiction pour les bailleurs personnes morales de recourir au cautionnement) (p. 5754) : soutient l'amendement n° 201 de Mme Odette Terrade (maintien pour les bailleurs HLM de la possibilité de demander aux locataires qu'ils fournissent un cautionnement donné par l'Union d'économie sociale pour le logement, le Fonds de solidarité pour le logement, ou tout organisme sans but lucratif) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7782, 7783) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. (p. 7800, 7801) : sa question au secrétaire d'Etat chargé des transports.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8252, 8254) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

DINI (Muguette)
sénateur (Rhône)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre titulaire du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 241 (2007-2008)] portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 253 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Justice - Société - Travail - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 324 (2007-2008)] (13 mai 2008) - **Justice - Société - Travail - Union européenne.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression de tous les élus locaux [n° 16 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à laisser libre les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 18 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de résolution [n° 58 (2008-2009)] sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 72 (2008-2009)] (30 octobre 2008) - **Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (9 janvier 2008) - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-1-1 et L. 311-1-2 du code du travail - *Coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 113) : soutient l'amendement n° 31 de M. Jean-Jacques Jégou (exclusion de l'AFPA du service public de l'emploi) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 118) : soutient l'amendement n° 32 de M. Jean-Jacques Jégou (création d'une commission nationale d'évaluation de l'emploi, de la formation et de l'insertion) ; retiré. - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 122) : soutient l'amendement n° 35 de M. Michel Mercier (précision de la nature publique du nouvel opérateur) ; adopté.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Carle sur l'avenir de la formation professionnelle en France** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 324, 325).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Article 1er** (*Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés*) (p. 443) : soutient l'amendement n° 59 de M. Michel Mercier (instauration d'un régime pérenne de rachat des jours de RTT) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 5** (*Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur*) (p. 493, 494) : parole sur l'article. (p. 496, 497) : son amendement n° 16 : rétablissement de la possibilité pour le bailleur de demander deux mois de loyer au titre du dépôt de garantie, assortie de l'étalement sur les dix premiers mois du bail du paiement du deuxième mois ; retiré.

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [n° 194 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 933, 934). Votera contre cette proposition de loi. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 940) : ne participera pas au vote sur l'amendement n° 2 de M. Yannick Bodin (application du texte à partir du 1er janvier 2009).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les**

discriminations [n° 241 (2007-2008)] - (9 avril 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1571, 1573) : son intervention. Au nom de la commission des affaires sociales, propose l'adoption de ce texte sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1589, 1590) : position de la commission sur les amendements de Mme Bariza Khiari n° 10 (rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur l'évolution de la diversité dans le secteur de l'audiovisuel) et n° 12 (obligation pour les services publics et les entreprises de cinquante salariés ou plus d'intégrer dans leur bilan social annuel un chapitre sur l'évolution de la diversité). - **Article 1er** (*Transposition de la définition communautaire de la discrimination directe, de la discrimination indirecte et du harcèlement*) (p. 1594, 1595) : ses amendements n° 1 : suppression de la comparaison fictive contenue dans la définition de la discrimination directe ; et n° 2 : suppression d'une possibilité de sanction pour des faits hypothétiques ; adoptés. (p. 1597) : son amendement n° 3 : rappel de la distinction entre discrimination et traitement différencié des salariés ; rejeté. Sur ce dernier, accepte le sous-amendement n° 52 de Mme Annie David. (p. 1592, 1597) : position de la commission sur les amendements n° 13, n° 14 de Mme Jacqueline Alquier, n° 31, n° 36, n° 32 et n° 35 de Mme Annie David. - **Article 2** (*Divers régimes d'interdiction des discriminations*) (p. 1602) : son amendement n° 4 : suppression de la possibilité d'organiser des enseignements regroupant les élèves par sexe ; retiré. (p. 1601, 1608) : position de la commission sur les amendements n° 37, n° 38, n° 39, n° 40 de Mme Annie David, n° 16, n° 15, n° 17, n° 18, n° 19, n° 20 de Mme Jacqueline Alquier, n° 9 de Mme Christiane Hummel et n° 30 de M. Pierre Hérisson. - **Article 3** (*Protection contre les rétorsions*) (p. 1609) : position de la commission sur l'amendement n° 21 de Mme Jacqueline Alquier. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1610) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Hyst (clarification des incidences de la réduction éventuelle de trente ans à cinq ans du délai de droit commun de la prescription extinctive en matière de lutte contre les discriminations au travail) et sur le sous-amendement n° 53 de Mme Annie David qui le modifie. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 1613) : son amendement n° 5 : suppression, dans le code du travail, de la liste des professions non soumises au régime d'interdiction des discriminations fondées sur le sexe ; retiré. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1614) : position de la commission sur l'amendement n° 23 de Mme Bariza Khiari (possibilité pour les étudiants étrangers extracommunautaires ayant obtenu leur diplôme d'architecture en France de s'inscrire à l'ordre des architectes sans autre procédure dérogatoire). - **Article 6** (*art. L. 122-45, L. 122-45-3, L. 122-45-5, L. 122-45-6 nouveau, L. 411-5 du code du travail - Coordination juridique dans le code du travail et application du droit communautaire*) (p. 1615, 1617) : ses amendements n° 54 : suppression d'une liste indicative des buts légitimes susceptibles d'autoriser les inégalités de traitement fondées sur l'âge ; et n° 6 : obligation d'afficher la section du code pénal consacrée aux discriminations dans les lieux de travail et d'embauche ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 24 de Mme Jacqueline Alquier, n° 42 et n° 41 de Mme Annie David. - **Article 7** (*art. L. 1132-1, L. 1132-2, L. 1132-3, L. 1132-4 nouveau et L. 2141-1 du nouveau code du travail - Mesures de coordination dans le nouveau code du travail*) (p. 1618) : ses amendements n° 55 : suppression d'une liste indicative des buts légitimes susceptibles d'autoriser les inégalités de traitement fondées sur l'âge ; et n° 7 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 25 de Mme Jacqueline Alquier. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1619, 1623) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 26 de Mme Jacqueline Alquier et n° 43 de Mme Annie David (autorisation pour les associations de se porter partie civile dans les affaires de discrimination concernant les fonctionnaires), portant également sur le même objet, n° 27 de Mme Jacqueline Alquier et n° 44 et n° 45 de Mme Annie David (codification des définitions communautaires de la discrimination et du harcèlement dans le code du travail et le code pénal), sur les amendements de Mme Jacqueline Alquier n° 28 (obligation de négociation annuelle dans les entreprises sur les objectifs en matière de lutte contre les discriminations) et n° 29 (présentation annuelle par le chef d'entreprise au comité

d'entreprise des mesures prises en matière de lutte contre les discriminations) et n° 48 de Mme Annie David (instauration d'une taxe assise sur les salaires sanctionnant les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes). - **Article 9** (*art. L. 112-1-1 du code de la mutualité et art. L. 931-3-2 du code de la sécurité sociale - Interdiction des discriminations en matière de mutualité et de prévoyance*) (p. 1624) : position de la commission sur l'amendement n° 51 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1626) : position de la commission sur l'amendement n° 46 de Mme Annie David (création d'un délit d'entrave à l'action de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 1627) : position de la commission sur les amendements de Mme Annie David n° 49 (rapport sur le droit de vote des résidents extracommunautaires aux élections locales) et n° 50 (instauration d'un enseignement obligatoire sur toutes les formes de discrimination dès l'école primaire).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (29 avril 2008) (p. 1809) : au nom de M. Didier Borotra.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Commission mixte paritaire [n° 324 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 2184, 2185) : son intervention. Recommande l'adoption du texte tel qu'il est soumis. - **Article 6** (p. 2194) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Article 1er** (*Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes*) (p. 2268) : le groupe UC-UDF votera le sous-amendement n° 90 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 83 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [n° 309 (2007-2008)]** - (21 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2318, 2319) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2926) : sur l'amendement n° 95 de la commission (reprise du texte relatif aux langues régionales adopté par l'Assemblée nationale et insertion de dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale entre les femmes et les hommes), soutient le sous-amendement n° 276 de M. Yves Détraigne (suppression des dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale des femmes et des hommes) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3437, 3439) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3512, 3513) : son intervention. - **Article 4** (*art. L. 133-3 du code de l'éducation - Compétence d'organisation du service d'accueil en cas de grève*) (p. 3543, 3544) : soutient l'amendement n° 53 de M. Philippe Arnaud (possibilité pour les communes de confier l'accueil des enfants à un centre aéré) ; retiré. - **Article 5** (*art. L. 133-4 du code de l'éducation - Organisation du service d'accueil par la commune*) (p. 3550) : soutient l'amendement n° 36 de M. Yves Détraigne (relèvement, à 30 % des enseignants d'une école, du seuil déclenchant l'organisation par la commune d'un service d'accueil) ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3564) : le groupe UC-UDF, dans sa grande majorité, votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (7 juillet 2008) - **Mise au point au sujet de votes** (p. 4179) : au nom de Mme Jacqueline Gourault et de MM. François Zocchetto, Jean-Paul Amoudry et Daniel Dubois.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 4418) : son amendement n° 696 : application de la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures de petite remise aux sociétés de transport de personnes à moto ; retiré.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Deuxième lecture [n° 399 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4465) : votera la proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6722, 6723) : son intervention.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 67 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 6948) : soutient l'amendement n° 340 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe (maintien de la contribution versée par les entreprises au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante) ; retiré. - **Article 51 (priorité)** (art. L. 815-1, L. 815-2, L. 815-13, L. 815-24, L. 815-24-1 nouveau et L. 816-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation du minimum vieillesse) (p. 6959) : son amendement n° 345 : modalités de revalorisation de l'allocation supplémentaire d'invalidité ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 58 (priorité)** (art. L. 2241-4 du code du travail ; art. L. 138-24 à L. 138-27 nouveaux et L. 241-3 du code de la sécurité sociale - Incitation des entreprises à maintenir les seniors en emploi sous peine du versement d'une pénalité) (p. 7009) : son amendement n° 328 : lissage de l'effet de seuil dont pourraient pâtir les entreprises en raison de l'application du dispositif créé par cet article ; adopté. - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins) (p. 7073) : son amendement n° 330 : représentation des usagers au sein de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article 31 bis** (art. L. 162-9, L. 162-14-1 et L. 722-4 du code de la sécurité

sociale - Prise en charge des cotisations sociales des chirurgiens dentistes) (p. 7090, 7093) : son amendement n° 341 : suppression ; retiré. - **Article 34** (art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série) (p. 7115, 7116) : son amendement n° 350 : libre appréciation des professionnels de santé pour la mise en œuvre des référentiels validés par la Haute Autorité de santé et relatifs aux actes en série ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 45** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5126-6-1 du code de la santé publique - Réintégration des dépenses de médicaments dans le tarif soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 7179, 7180) : parole sur l'article. (p. 7182) : son amendement n° 333 : extension aux pharmacies mutualistes de la possibilité de signer avec les EHPAD ne disposant pas d'une pharmacie à usage intérieur des conventions relatives à la fourniture de médicaments ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7198) : son amendement n° 349 : information du patient sur le coût d'une prothèse dentaire préalablement à sa pose ; retiré. (p. 7202) : son amendement n° 348 : possibilité pour les apprentis de passer la visite médicale obligatoire auprès de leur médecin de famille ; retiré. - **Article 72** (art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2324-1 du code de la santé publique ; art. 80 sexies du code général des impôts - Assouplissement des conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel) (p. 7212) : son amendement n° 344 : augmentation du plafond hebdomadaire d'heures de travail des assistants maternels ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Santé

- (28 novembre 2008) (p. 7915, 7916) : son intervention. Le groupe de l'UC votera les crédits de cette mission.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8092, 8093) : son intervention. Le groupe de l'UC votera les crédits de cette mission.

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8199) : sa question.

- **Question orale avec débat de Mme Muguette Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8804, 8806) : sa question.

DOLIGÉ (Éric)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre suppléant du Conseil national de sécurité civile jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 7 (2008-2009)] généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 32 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Outre-mer [n° 99 tome 3 annexe 18 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 370, 372).

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1375, 1376) : réalisation dans son département du Loiret du premier collège de France construit en partenariat public-privé. Souhaite le vote du texte dans sa totalité. - **Article 1er** (*art. 1er de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat*) (p. 1391) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Jean-Pierre Sueur (réécriture de l'article et introduction d'un seuil de 50 millions d'euros en dessous duquel ne peut être conclu un contrat de partenariat).

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (*art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du*

recours aux contrats de partenariat) (p. 1415, 1416) : intervient sur l'amendement n° 130 de M. Jean-Pierre Sueur (suppression du troisième cas de recours au contrat de partenariat fondé sur un bilan plus favorable que les autres formules de marché public).

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2070, 2071) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2890, 2891) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 9** (*art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3129) : intervient sur l'amendement n° 437 de M. Bernard Frimat (renouvellement intégral des deux assemblées parlementaires). (p. 3144, 3145) : remarques sur l'intervention de M. Robert Badinter. (p. 3147) : défavorable à l'amendement n° 348 de Mme Alima Boumediene-Thiery (restriction des possibilités de cumul entre mandat parlementaire et autres mandats électifs).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3640, 3641) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Article 4** (*art. L. 443-11, L. 631-7, L. 631-7-2 et L. 631-7-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 123-10 et 145-1 du code de commerce - Réforme du régime d'autorisation des changements d'usage et d'usage mixte des locaux d'habitation*) (p. 3724) : intervient sur l'amendement n° 459 de Mme Marie-France Beaufile (suppression).

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3786, 3788) : son amendement n° 267 : indexation des droits fixes perçus par les chambres de métiers sur le montant annuel du plafond de la sécurité sociale en vigueur l'année d'imposition ; retiré. - **Article 7** (*art. L. 214-41 du code monétaire et financier - Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes*) (p. 3795) : intervient sur l'amendement n° 408 de M. Daniel Raoul (extension du dispositif préférentiel à toutes les PME de moins de 250 salariés). - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 3817, 3818) : son amendement n° 448 : exonération d'ISF, pour la partie concernée, des responsables d'entreprise apportant leurs actifs immobiliers en garantie d'une PME ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 21** (*art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente*) (p. 4134) : ne votera pas les amendements de suppression n° 413 de M. Daniel Raoul et n° 526 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 4166, 4167) : son amendement n° 759 : autorisation des relevés de prix entre commerçants concurrents ; adopté. - **Article 25** (*Réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA*) (p. 4203) : votera l'amendement n° 140 de la commission (non-assujettissement à la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat des magasins présents dans les centres commerciaux mais ne faisant pas partie d'une chaîne).

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4349, 4351) : votera le projet de loi. - **Article 5** (*art. 6 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat*) (p. 4367, 4368) : intervient sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien du résultat du concours d'architecture préalable dans le dossier de consultation remis aux candidats à un contrat de partenariat). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4381) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Article 27** (*art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19,*

L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial (p. 4394) : intervient sur l'amendement n° 813 de M. Jean-Pierre Sueur (organisation d'un concours d'architecture pour les édifices commerciaux de plus de 1000 mètres carrés).

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5919, 5921) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6030, 6031) : défavorable à l'amendement n° 117 de M. Yves Krattinger (exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA). (p. 6033, 6034) : son amendement n° 59 : intégration dans les conventions passées entre les organismes payeurs et les conseils généraux d'éléments améliorant l'information de ces derniers ; adopté. Favorable à l'amendement n° 69 de M. Michel Mercier (transmission au conseil général par les organismes payeurs d'informations sur les dépenses liées au RSA). (p. 6041) : défavorable à l'amendement n° 187 de Mme Annie David (contenu des conventions conclues entre les départements et les organismes en charge de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA). (p. 6051, 6054) : ses amendements n° 60 : information du président du conseil général par l'organisme payeur lors de la reprise d'un versement après une décision de suspension ; et n° 61 : confrontation systématique des données entre les organismes payeurs et les autres administrations publiques ; adoptés. (p. 6060) : soutient l'amendement n° 62 de la commission (transmission au président du conseil général par les organismes payeurs d'informations relatives aux indus) ; adopté. - **Article 3** (*Compensation des charges nouvelles incombant aux départements*) (p. 6072, 6072) : intervient sur l'amendement n° 198 de Mme Annie David (clarification). (p. 6078, 6083) : ses amendements n° 64 : alignement du montant forfaitaire majoré sur le montant de l'API ; n° 66 : calcul de la compensation versée par l'État aux départements au titre du RSA ; adoptés ; et n° 65 : précision ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 121 de M. Yves Krattinger (calcul de la compensation versée par l'État aux départements au titre du RSA). Sur l'amendement n° 246 du Gouvernement (précision), son sous-amendement n° 305 ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7496, 7497) : son intervention.

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (2 décembre 2008) (p. 8084, 8085) : son intervention. Votera les crédits de cette mission.

Outre-mer

- (2 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8114, 8115) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 65** (*Réforme des exonérations de cotisations patronales en faveur de l'outre-mer*) (p. 8152, 8155) : son amendement n° II-8 : date d'entrée en vigueur du dispositif ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° II-164 de M. Claude Lise, n° II-50 de M. Michel Magras, n° II-163 et II-55 de M. Daniel marsin, n° II-97 et II-96 de M. Louis-Constant Fleming, n° II-94 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° II-106 et II-107 de la commission des affaires sociales saisie pour avis, et sur le sous-amendement n° II-184 du Gouvernement, portant sur l'amendement n° II-107 précité. - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 8156, 8159) : position de la commission sur les amendements de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° II-108 (encadrement de la vente au détail du tabac dans les départements d'outre-mer), n° II-109 (possibilité pour les conseils généraux d'augmenter l'assiette servant à la détermination des droits de consommation sur le tabac vendu dans les départements d'outre-mer) et n° II-110 (abaissement des contingents de produits du tabac bénéficiant d'une franchise de TVA et de droits d'accises pour les voyageurs en provenance ou à destination d'un département d'outre-mer), sur les amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry n° II-124 (modification des critères de répartition du fonds régional pour le développement et l'emploi) et n° II-161 (modification des critères de répartition du fonds routier), et sur le sous-amendement n° II-197 du Gouvernement, portant sur l'amendement n° II-108 précité.

DOMEIZEL (Claude)
sénateur (Alpes de Haute-Provence)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes le 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 8 octobre 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL) le 4 décembre 2008.

Membre suppléant du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre suppléant du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre titulaire de Conseil d'orientation des retraites jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1557, 1559) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé) (p. 1564) : votera contre l'amendement n° 1 de la commission (limitation à deux demi-journées des possibilités de fractionnement de la journée de solidarité).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Article 4** (art. L. 133-3 du code de l'éducation - Compétence d'organisation du service d'accueil en cas de grève) (p. 3546) : favorable aux amendements de suppression n° 23 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 42 de M. Serge Lagauche et à l'amendement n° 37 de M. Pierre-Yves Collombat (mise en place du service d'accueil par les seules communes de plus 3 500 habitants).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 5853) : soutient l'amendement n° 404 de M. Thierry Repentin (blocage transitoire des loyers au moment de la relocation) ; rejeté.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2** (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet) (p. 6391) : soutient l'amendement n° 127 de M. Serge Lagauche (suppression des dispositions transitoires relatives à la durée du mandat des membres du collège de la HADOPI) ; devenu sans objet. (p. 6427) : intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime). (p. 6432) : son amendement n° 134 : possibilité, pour la Haute autorité, d'assortir la suspension de l'abonnement d'un sursis à exécution ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 51 (priorité)** (art. L. 815-1, L. 815-2, L. 815-13, L. 815-24, L. 815-24-1 nouveau et L. 816-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation du minimum vieillesse) (p. 6956, 6958) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 291 de Mme Christiane Demontès (évaluation par le Gouvernement des conditions d'évolution de l'allocation supplémentaire d'invalidité) ; rejeté. - **Articles additionnels**

après l'article 52 (priorité) (p. 6965) : intervient sur l'amendement n° 292 de Mme Raymonde Le Texier (évaluation par le Gouvernement des conditions de l'ouverture des droits à pension de réversion aux concubins et aux personnes liées par un pacte civil de solidarité). - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A) (p. 6970) : soutient l'amendement n° 302 de Mme Patricia Schillinger (suppression) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 53 (priorité)** (art. L. 321-5, L. 731-16, L. 732-34, L. 732-35, L. 732-54-1 à L. 732-54-4 du code rural ; art. L. 173-1-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Revalorisation des petites retraites agricoles) (p. 6994) : parole sur l'article. - **Article 55 bis (priorité)** (art. L. 351-10 du code de la sécurité sociale - Modification des règles de calcul de la pension des travailleurs lourdement handicapés) (p. 7001, 7002) : votera contre l'amendement n° 43 de la commission (mise en place d'un délai suffisant pour permettre aux caisses de retraite de mettre en œuvre les nouvelles modalités de calcul des pensions). - **Article**

61 (priorité) (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office) (p. 7036) : votera les amendements identiques de M. Guy Fischer n° 186 et n° 301 de Mme Christiane Demontès (suppression).

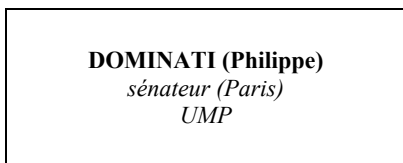
- **Rappel au règlement** - (3 décembre 2008) (p. 8166) : exprime son émotion à la suite des événements survenus dans un collège de Marciac au cours d'une opération de prévention menée par la gendarmerie.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8200, 8201) : sa question.



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3643) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quater viciés, 197 C, 200 sexies, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises) (p. 3679) : son amendement n° 966 : intégration des régimes de protection sociale des professionnels libéraux dans le dispositif de l'interlocuteur social unique ; adopté. - **Article 1er ter** (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B, 293 G, 302 septies A et

302 septies A bis du code général des impôts - Actualisation des seuils permettant de bénéficier du régime de la micro-entreprise, du régime simplifié de liquidation des taxes sur chiffre d'affaires et du régime du bénéfice réel) (p. 3691) : son amendement n° 1016 : conditions d'exonération de la taxe professionnelle pour les jeunes créateurs d'entreprise ; adopté. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3702) : sur l'amendement n° 193 de la commission (élargissement de la dispense d'immatriculation), son sous-amendement n° 1011 ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3712) : son amendement n° 961 : extension de l'allégement comptable à tous les commerçants soumis au régime fiscal des micro-entreprises ; adopté. - **Article 4** (art. L. 443-11, L. 631-7, L. 631-7-2 et L. 631-7-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 123-10 et 145-1 du code de commerce - Réforme du régime d'autorisation des changements d'usage et d'usage mixte des locaux d'habitation) (p. 3720, 3721) : sur l'amendement n° 199 de la commission (compétence pour la délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux), son sous-amendement n° 1010 ; retiré. (p. 3725) : intervient sur son sous-amendement n° 1010 à l'amendement précité n° 199 de la commission.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement) (p. 3773, 3776) : ses amendements n° 959 : pérennisation de l'activité commerciale des PME exerçant leurs activités sur des marchés connaissant une forte saisonnalité des ventes ; rejeté ; n° 960 : suppression des troisième à dernier alinéas du III de l'article ; n° 958 : prorogation des accords dérogatoires du III jusqu'en 2015 pour les commerces saisonniers ; retirés. - **Article 9** (art. 8, 62, 163 unviés, 206, 211, 211 bis, 221, et 239 bis AB [nouveau] du code général des impôts - Faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes) (p. 3805, 3806) : son amendement n° 1017 : abaissement du seuil de détention minimale, par des personnes physiques, du capital et des droits de vote des sociétés éligibles au régime de transparence fiscale à 50 % ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3808) : soutient l'amendement n° 617 de M. Philippe Adnot (renforcement du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de PME) ; retiré. Son amendement n° 982 : exonération d'ISF, pour la

partie concernée, des responsables d'entreprise apportant leurs actifs mobiliers en garantie d'une PME ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 14** (art. L. 227-1, L. 227-2, L. 227-9, L. 227-9-1 et L. 227-9-2 [nouveaux], L. 227-10 et L. 232-23 du code de commerce - Simplification des modalités de fonctionnement de la société par actions simplifiée) (p. 3872) : intervient sur l'amendement n° 234 de la commission (obligation de désigner un commissaire aux comptes pour toute société par actions simplifiée relevant d'un groupe de sociétés). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3873) : son amendement n° 962 : assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral ; adopté. (p. 3875) : sur l'amendement, identique au sien, n° 755 de M. François Trucy, défavorable au sous-amendement de Mme Catherine Procaccia n° 1063 (exclusion des professions de santé du champ de cette mesure).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 40 (priorité)** (p. 4016, 4018) : ses amendements n° 957 : interdiction de la pratique des taux d'appel ; adopté ; et n° 955 : interdiction de l'amortissement négatif ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 42 (priorité)** (p. 4042) : son amendement n° 954 : disposition tendant à améliorer la mobilité bancaire ; retiré. - **Article additionnel après l'article 21 B** (p. 4102, 4104) : son amendement n° 916 : ajout à la liste des clauses abusives de la possibilité pour une banque de ne pas rendre effective immédiatement la dénonciation d'un compte joint ; adopté. - **Article 21 C** (art. L. 132-1 [et son annexe] du code de la consommation - Liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 4105, 4106) : son amendement n° 956 : reprise par décret de la liste des clauses abusives annexées à l'article L. 132-1 du code de la consommation ; adopté.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Article 2** (art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social) (p. 4862) : son amendement n° 180 : suppression du Haut conseil du dialogue social ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 2142-1 et L. 2142-1-1 à L. 2142-1-4 nouveaux du code du travail - Conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale) (p. 4881, 4882) : son amendement n° 181 : prérogatives du représentant de la section syndicale ; retiré. - **Article 6** (art. L. 2231-1, L. 2232-2, L. 2232-2-1 nouveau, L. 2232-6, L. 2232-7, L. 2232-12 à L. 2232-15 et L. 2232-34 du code du travail - Conditions de validité des accords collectifs de travail) (p. 4888) : son amendement n° 182 : cohérence ; retiré.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 8** (Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles) (p. 4904, 4910) : ses amendements n° 183 : suppression de la possibilité de créer une contribution des entreprises pour le financement du dialogue social ; adopté ; n° 184 : repli ; et n° 186 : impossibilité d'extension par voie réglementaire de l'accord collectif de travail destiné au financement du dialogue social ; devenus sans objet.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (16 octobre 2008) - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement) (p. 5541) : son amendement n° 613 : plafonnement à la moitié des sommes collectées de l'emploi du 1 % logement en faveur de programmes relevant du périmètre de l'Etat ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes

locaux de l'habitat) (p. 5646) : votera le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5723, 5724) : soutient l'amendement n° 335 de M. Jean-Claude Carle (transformation du régime d'amortissement fiscal dit "Robien/Borloo" en un dispositif de réduction d'impôt étalé sur neuf ans) ; retiré.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5951) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 6021, 6022) : son amendement n° 282 : mode de financement du RSA ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6166, 6167) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 6213) : son amendement n° 93 : mise en place unilatérale d'un régime d'intéressement par le chef d'entreprise ; retiré. - **Article 1er bis** (art. L. 3312-8 nouveau du code du travail - Conclusion d'un accord d'intéressement au niveau de la branche) (p. 6214) : son amendement n° 95 : mise en place dans les petites et très petites entreprises d'un régime d'intéressement défini par un accord collectif conclu au niveau de la branche ; retiré. - **Article 3** (art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - Modernisation de la procédure de fixation du Smic) (p. 6244) : son amendement n° 96 : suppression ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Article 5** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic) (p. 6292, 6293) : soutient l'amendement n° 66 de M. Jean-René Lecerf (conditionnalité des allègements de charges sociales à l'obligation pour la partie patronale de proposer, lors des négociations salariales de branche, un relèvement du salaire minimum conventionnel à un niveau au moins égal au SMIC) ; retiré. Ses amendements n° 97, analogue à l'amendement n° 66 précité ; et n° 98 : maintien de l'allègement de charges sociales sous réserve d'une proposition unilatérale de la branche alignant le minimum conventionnel sur le SMIC ; retirés.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6613, 6614) : sa question au ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Article 2 ter** (Réduction d'impôt sur le revenu et déduction de l'impôt sur les sociétés pour le financement de projets économiques dans les pays en développement) (p. 7310) : défavorable à l'amendement n° I-2 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7454) : son amendement n° I-216 : suppression de l'ISF ; retiré. (p. 7462) : ses amendements portant sur le même objet n° I-217 et I-218 : relèvement de l'abattement sur la résidence principale au titre de l'ISF ; et n° I-219 : relèvement du plafond de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME ; retirés.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 7602, 7603) : son intervention.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) - en remplacement de M. Michel Houel, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7849) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Santé

- (28 novembre 2008) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7926) : son amendement n° II-51 : réduction des crédits de l'aide médicale d'Etat, AME ; retiré.

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) (p. 8298, 8299) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8412) : son amendement n° II-239 : réduction des aides publiques accordées aux partis politiques ; retiré.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 55 quinquies** (p. 8728, 8729) : son amendement n° II-310 : création d'un crédit d'impôt pour la relocalisation en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles réalisées par des entreprises de production établies hors de France ; adopté après

modification par le sous-amendement n° II-412 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9233, 9234) : ses amendements n° 156 : ouverture immédiate de l'option pour le régime de l'auto-entrepreneur pour les créateurs d'entreprise ; adopté ; et n° 91 : création d'un régime spécial de retenue à la source pour les artistes non résidents ; adopté après modification par le sous-amendement n° 164 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 41** (*Annualisation du malus automobile pour les voitures particulières les plus polluantes*) (p. 9312) : son amendement n° 92 : suppression ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 41 ter** (p. 9317) : soutient les amendements de M. Charles Revet n° 145 (réduction de la taxe intérieure sur la consommation en faveur de certains biocarburants de deuxième génération) ; et n° 146 (modification du régime de prise en compte de l'incorporation de certains biocarburants pour l'application du prélèvement supplémentaire de TGAP) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9325) : son amendement n° 95 : élargissement à huit nouveaux châteaux du classement des grands crus de Saint-Emilion ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 56 de M. Gérard César. - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9350) : souhaite le retrait des amendements n° 25 de la commission (revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation) et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle) et n° 87 (modification de la règle de calcul de l'arrondi dans le cadre de l'indexation du montant de la redevance audiovisuelle sur l'inflation).

DOUBLET (Michel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

DREYFUS-SCHMIDT (Michel)
sénateur (Territoire de Belfort)
 SOC

Décédé le 7 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 7 septembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre suppléant de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

Membre suppléant de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 594, 595) : intervient sur la motion de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à demander un référendum. Conditions de délégation des pouvoirs en commission.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (8 février 2008) (p. 1131).

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1530, 1531) : son intervention.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** [n° 260 (2007-2008)] - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2700, 2701) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale** [n° 308 (2006-2007)] - (10 juin 2008) - **Article 7 (art 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - Crimes de guerre)** (p. 2733) : intervient sur l'amendement n° 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (incrimination de l'usage des armes réglementées d'une manière non conforme à cette réglementation). (p. 2736) : favorable au sous-amendement n° 37 de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2748) : favorable au sous-amendement n° 62 de M. Robert Badinter portant sur l'amendement n° 61 de la commission (compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture** [n° 459 (2007-2008)] - (15 juillet 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4619) : intervient sur la motion n° 146 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4628, 4629) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 93 et 94 de M. Bernard

Frimat (droit de vote des étrangers aux élections locales). - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4636, 4637) : favorable à l'amendement n° 96 de M. Bernard Frimat (indépendance et pluralisme des médias). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 4643, 4644) : favorable à l'amendement n° 98 de M. Bernard Frimat (composition et prérogatives de ces commissions). - **Article 6** (art. 17 de la constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 4645, 4646) : ne votera pas l'amendement n° 41 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (modalités d'exercice de ce droit). Favorable à l'amendement n° 99 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 4649, 4650) : favorable aux amendements de M. Bernard Frimat n° 101 (suppression de la mention fixant un nombre maximal de députés dans la Constitution) et n° 102 (suppression de la mention fixant le nombre maximal de sénateurs dans la Constitution). (p. 4651) : intervient sur les amendements analogues n° 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 103 de M. Bernard Frimat (injection d'une dose de proportionnelle aux élections législatives). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4657) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 7 de Mme Alima Boumediene-Thiery (limitation des mandats parlementaires dans le temps). (p. 4658) : intervient sur l'amendement n° 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery (impossibilité pour un parlementaire de se présenter à une élection au-delà d'un certain âge).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 4708) : sur l'amendement n° 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de l'indépendance des médias), son sous-amendement n° 147 ; rejeté. (p. 4714) : intervient sur l'amendement n° 109 de M. Bernard Frimat (application des règles relatives aux impôts et aux cotisations sociales au-delà du 31 décembre suivant leur entrée en vigueur lorsqu'une loi de finances ou une loi de financement de la sécurité sociale le prévoit). - **Article 12** (art. 34-1 nouveau de la Constitution - Résolutions) (p. 4716, 4717) : le groupe socialiste votera contre l'article 12. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 4725) : intervient sur l'amendement n° 116 de M. Bernard Frimat (publicité des avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi). (p. 4727) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 118 de M. Bernard Frimat (suppression partielle). - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 4734, 4735) : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Alain Lambert (suppression du régime particulier en matière de délai applicable aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale).

DUBOIS (Daniel)
sénateur (Somme)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1368, 1370) : son intervention. Projet de partenariat de Voies navigables de France pour la construction du canal Seine-Nord Europe traversant son département de la Somme. Le groupe UC-UDF soutiendra l'ensemble des mesures proposées.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (4 juillet 2008) - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3990) : favorable à l'amendement n° 678 de Mme Anne-

Marie Payet (non-report sur les prêts au logement social du coût de l'accessibilité bancaire).

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4347, 4349) : malgré quelques réserves, les membres du groupe UC-UDF voteront ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5303, 5304) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5418) : soutient l'amendement n° 523 de M. Pierre Hérisson (report au 30 décembre 2012 de la date limite de signature des conventions) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM) (p. 5589, 5594) : soutient l'amendement n° 570 de M. Jean-Léonce Dupont (extension, aux sociétés d'économie mixte, des dispositifs visant à faciliter le recours à la VEFA) ; retiré. Défavorable aux amendements de suppression n° 183 de Mme Odette Terrade et n° 283 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5596) : demande le retrait de l'amendement n° 626 du Gouvernement (élargissement des missions de l'ANAH).

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5803) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux) son sous-amendement n° 552 ; adopté. (p. 5818) : sur l'amendement n° 92 de la commission (dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution des logements sociaux), son sous-amendement

n° 553 ; adopté. (p. 5827, 5828) : sur l'amendement n° 96 de la commission (conditions de sous-location), son sous-amendement n° 558 ; adopté. Sur le même amendement, soutient le sous-amendement n° 577 de M. Jean-Léonce Dupont ; adopté. (p. 5832) : soutient l'amendement n° 574 de M. Jean-Léonce Dupont (extension du dispositif aux logements locatifs sociaux des sociétés d'économie mixtes) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20 ou après l'article 27** (p. 5839, 5840) : sur l'amendement n° 101 de la commission (modernisation des dispositions relatives aux sociétés d'économie mixte gérant des logements locatifs sociaux), ses sous-amendements n° 561 et n° 562 ; adoptés. Soutient les amendements de M. Jean-Léonce Dupont portant sur le même objet n° 576 et n° 575 (extension du dispositif aux sociétés d'économie mixte) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5851) : soutient l'amendement n° 578 de M. Jean-Léonce Dupont (date de référence prise en compte pour la révision des loyers) ; rejeté. - **Article 26** (art. L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3 et art. L. 444-7, L. 444-8 et L. 444-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Extension des possibilités d'intermédiation locative des organismes HLM) (p. 5886) : soutient les amendements portant sur le même objet de M. Jean-Léonce Dupont n° 580, n° 581 et n° 579 (extension aux sociétés d'économie mixte de la possibilité de prendre en gestion ou à bail des logements du parc locatif privé en vue de les louer ou de les sous-louer) ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5892, 5893) : soutient les amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 582 (assimilation de la non-conformité apparente et des vices apparents à la livraison au niveau du régime de la prescription) ; et n° 591 (possibilité pour les sociétés d'économie mixte de réaliser des logements HLM dans le cadre de la conception-

réalisation) ; adoptés. Soutient l'amendement n° 560 de M. Jean Arthuis (possibilité pour les organismes HLM et les sociétés d'économie mixte de construction de recourir à la procédure de conception-réalisation pour la construction de logements locatifs sociaux) ; adopté.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7495, 7496) : son intervention. - **Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7518) : son amendement n° I-126 : intégration de la moitié du taux de croissance du PIB dans la formule d'indexation de la DGF ; retiré. (p. 7523) : votera l'amendement n° I-249 du Gouvernement (application d'un taux de progression de 2 % à la DGF). - **Article 12 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations d'investissement*) (p. 7527, 7528) : ses amendements n° I-123 : indexation de la dotation départementale d'équipement des collèges, DDEC, sur l'inflation ; et n° I-124 : indexation de la dotation régionale d'équipement scolaire, DRES, sur l'inflation ; retirés.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 17** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 7573) : intervient sur l'amendement n° I-256 du Gouvernement (ajustement des fractions de tarifs de TIPP attribuées aux régions).

DUFAUT (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008 ; secrétaire de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau le 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 309 (2007-2008)] relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [n° 327 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Justice - Police et sécurité - Sports.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [n° 381 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Justice - Police et sécurité - Sports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à modifier le fonctionnement des groupes d'élus [n° 136 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [n° 309 (2007-2008)]** - (21 mai 2008) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 2315, 2316) : son intervention. Au nom de la commission des affaires culturelles et sous réserve de l'approbation de ses amendements, propose l'adoption de ce texte. - **Article 1er** (art. L. 232-9 du code du sport - *Interdictions applicables aux sportifs en matière de produits dopants*) (p. 2322) : son amendement n° 1 : interdiction de détenir et d'utiliser des produits dopants dans l'ensemble des compétitions et manifestations sportives organisées sur le territoire français, définition du caractère interdit des substances et des produits en fonction de la seule liste élaborée en application de la convention internationale contre le dopage dans le sport, suppression de l'obligation de prouver la détention de produits dopants en vue d'un usage personnel par le sportif pour constituer une infraction et limitation de l'incrimination de détention aux seules substances et procédés les plus dopants ; adopté. Avis, à titre personnel, sur le sous-amendement n° 25 du Gouvernement déposé sur l'amendement précité n° 1 de la commission. - **Article 2** (art. L. 232-10 du code du sport - *Interdictions applicables à toute personne en matière de produits dopants*) (p. 2323) : son amendement n° 2 : rédaction ; adopté après modification par le sous-amendement n° 24 du Gouvernement qu'il accepte. - **Article additionnel après l'article 2** : son amendement n° 3 : possibilité pour l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD, d'effectuer un contrôle antidopage pendant la garde à vue d'un sportif soupçonné du délit de détention, de pourvoyeur ou de trafic de produits dopants ; adopté. - **Article 4** (art. L. 232-19 du code du sport - *Saisies par les agents chargés du contrôle*) (p. 2325) : position de la commission sur les amendements n° 16 de M. Jean-François Voguet et n° 21 du Gouvernement. - **Article 6** (art. L. 232-26 du code du sport - *Quantum des peines applicables*) : son amendement n° 4 : modification de la codification ; adopté après modification par le sous-amendement n° 15 de M. Jean-François Voguet. (p. 2326) : position de la commission sur les amendements n° 20, 17 et 18 de M. Jean-François Voguet ainsi que sur les sous-amendements du même auteur n° 15 et n° 19 déposés sur l'amendement précité n° 4 de la commission. - **Article 7** (art. L. 232-27 du code du sport - *Peines complémentaires*) (p. 2327) : son amendement n° 5 : suppression ; adopté. - **Article 9** (art. L. 232-2 du code du sport - *Mesure de coordination relative au régime des autorisations pour usage à des fins thérapeutiques*) (p. 2328) : son amendement n° 6 : possibilité de détenir ou d'utiliser des produits dopants sans sanction disciplinaire ou pénale pour un sportif possesseur d'une autorisation pour usage à des fins thérapeutiques délivrée ou reconnue par l'AFLD ; retiré au profit

de l'amendement portant sur le même objet n° 23 du Gouvernement. - **Article 10** (art. L. 232-5 du code du sport - *Reconnaissance et missions de l'Agence française de lutte contre le dopage*) (p. 2329) : son amendement n° 7 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 14** : son amendement n° 8 : sanction des sportifs étrangers participant à une compétition ou manifestation sportive en France ; adopté. - **Article 15** (art. L. 232-24-1 nouveau du code du sport - *Application des décisions disciplinaires des autorités de Nouvelle-Calédonie*) (p. 2330) : son amendement n° 9 : codification ; adopté. - **Article 17** (art. L. 241-3 du code du sport - *Régime des infractions pénales en matière de dopage animal*) : son amendement n° 10 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 2331) : position de la commission sur l'amendement n° 14 de M. Ambroise Dupont (homogénéisation des règles en matière de lutte antidopage pour toutes les activités équestres). - **Article 18** (art. L. 241-4 du code du sport - *Précision relative au régime du contrôle en matière de dopage animal*) : son amendement n° 11 : réalisation des contrôles antidopages sur les animaux sous la responsabilité d'un vétérinaire ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 22 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2332) : ses amendements n° 12 : ratification de l'ordonnance relative à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs en Nouvelle-Calédonie ; et n° 13 : calcul des charges sociales afférentes aux médecins et vétérinaires préleveurs de l'AFLD ; adoptés.

- **Commission mixte paritaire [n° 381 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 2801, 2802) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte. - **Article 4** (p. 2805) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6313) : le groupe UMP adoptera cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) (p. 8497, 8498) : son intervention.

DULAIT (André)
sénateur (Deux-Sèvres)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 324 (2006-2007)] relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [n° 264 (2007-2008)] (9 avril 2008) - **Défense.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public.

Membre titulaire du Haut conseil de la coopération internationale.

Membre titulaire de la Commission chargée de l'élaboration du livre blanc sur la défense et la sécurité nationale du 9 janvier 2008 au 17 juin 2008.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 270 (2007-2008)] ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense [n° 317 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Défense**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Défense - Préparation et emploi des forces [n° 102 tome 6 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 37 (2008-2009)] autorisant la ratification de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République du Tadjikistan, d'autre part [n° 126 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 122 (2008-2009)] autorisant l'approbation d'un accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérative du Brésil relatif à la coopération dans le domaine de la défense et au statut de leurs forces [n° 128 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1357, 1359) : approbation par le groupe UMP du renforcement du contingent français en Afghanistan.

- **Projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [n° 324 (2006-2007)]** - (15 avril 2008) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1712, 1713) : son intervention. - **Article 1er** (*chapitre IV du titre III du livre III du CPMIVG - Refonte du dispositif des emplois réservés*) (p. 1719, 1721) : ses amendements n° 3 : suppression des dispositions prévoyant un traitement particulier pour les militaires réformés ; n° 1, 5 et 4 : rédaction ; adoptés. Sur l'amendement n° 17 du Gouvernement (ouverture du bénéfice des emplois réservés aux enfants de harkis), son sous-amendement n° 2 ; adopté. Son amendement n° 27 : élargissement des emplois réservés à la catégorie A ; retiré. Position de la commission sur le sous-amendement n° 16 de M. André Trillard portant sur son amendement n° 1 précité. (p. 1722) : son amendement n° 6 : élargissement du dispositif des emplois réservés à l'ensemble des recrutements de la fonction publique ; adopté. Sur l'amendement n° 18 du Gouvernement (suppression de l'examen professionnel et des listes de classement au profit d'un mécanisme de reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle), ses sous-amendements n° 29 ; adopté ; et n° 28 ; retiré. (p. 1724) : son amendement n° 7 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 19, 20, 21 et 22. - **Article 2** (*Période transitoire*) (p. 1725) : son amendement

n° 8 : aménagement du dispositif actuel pendant la période transitoire ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 23 du Gouvernement. - **Article 3** (*Accès à l'examen des candidats concernés par la période transitoire*) (p. 1725) : son amendement n° 9 : rédaction ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 24 du Gouvernement. - **Article 4** (*Caducité au terme de la période transitoire*) (p. 1726) : son amendement n° 10 : rédaction ; adopté. - **Article 5** (*Coordination avec le code du travail*) (p. 1726) : son amendement n° 11 : rédaction ; adopté. - **Article 6** (*Accès dérogatoire des conjoints et partenaires de PACS des personnels civils et militaires de la Défense décédés au corps des secrétaires administratifs du ministère de la Défense*) (p. 1727) : son amendement n° 12 : remplacer la référence à l'art. L. 403 par celle de l'art. L. 402 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 25 du Gouvernement. - **Article 7** (*Transfert aux tribunaux départementaux des pensions du contentieux des soins gratuits*) (p. 1727) : son amendement n° 13 : suppression de l'exception de compétence des juridictions des pensions pour le contentieux de l'appareillage ; adopté. - **Article 8** (*Suppression de la référence aux commissions régionales des soins gratuits*) (p. 1727) : son amendement n° 14 : suppression des juridictions des soins gratuits et transfert des procédures en cours aux juridictions des pensions ; adopté. - **Article 10** (*Régime des servitudes des anciens établissements militaires de la Société nationale des poudres et explosifs*) (p. 1728) : son amendement n° 15 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1728) : position de la commission sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (entrée en vigueur de la loi dès la publication des décrets d'application et, au plus tard, au 31 décembre 2009).

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1869) : son amendement n° 26 : modification du code des pensions militaires afin de permettre aux fonctionnaires de l'Etat en situation de réorientation professionnelle d'occuper des emplois relevant du dispositif des emplois réservés ; adopté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense [n° 270 (2008-2009)]** - (14 mai 2008) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 2123, 2124) : son intervention. Au nom de la commission des affaires étrangères, propose l'adoption de ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) (p. 3579, 3581) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Article 14** (*art. L. 227-1, L. 227-2, L. 227-9, L. 227-9-1 et L. 227-9-2 [nouveaux], L. 227-10 et L. 232-23 du code de commerce - Simplification des modalités de fonctionnement de la société par actions simplifiée*) (p. 3868) : soutient l'amendement n° 80 de M. Jean-Claude Carle (maintien de l'obligation de recours à un commissaire aux comptes pour l'ensemble des sociétés par actions simplifiées) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (p. 8024, 8025) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption

des crédits de cette mission. (p. 8026, 8027) : son intervention au nom du groupe UMP.

DUMAS (Catherine)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation) le 4 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique le 9 avril 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Les arts culinaires : patrimoine culturel de la France [n° 440 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Culture - Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

DUPONT (Ambroise)
sénateur (Calvados)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire [n° 314 (2007-2008)]** - (3 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2543, 2544) : son intervention. Le groupe UMP votera ce projet de loi. - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 2563) : son amendement n° 30 : simplification du régime de dévolution de l'actif net en cas de liquidation d'une société coopérative agricole ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - **Article 70** (*Réforme de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU*) (p. 8448, 8449) : soutient l'amendement n° II-154 de M. Jean-Claude Gaudin (suppression du plafonnement de l'accroissement de la DSU pour les villes de plus de 500 000 habitants) ; retiré. Exemple de la ville de Marseille.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9235) : son amendement n° 153 : correction de deux erreurs rédactionnelles ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 9401, 9402) : soutient l'amendement n° 139 de M. Gérard César (aménagement du régime de la redevance pour contrôle sanitaire perçue à l'importation des végétaux) ; adopté. Son amendement n° 148 : exclusion des produits d'occasion du champ d'application de la taxe sur les produits de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie et des arts de la table ; adopté.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970) ; nouvelle nomination le 7 février 2008.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Écologie, développement et aménagement durables [n° 100 tome 4 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 875, 876) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [n° 309 (2007-2008)]** - (21 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2316, 2317) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 2331) : son amendement n° 14 : homogénéisation des règles en matière de lutte antidopage pour toutes les activités équestres ; adopté.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Article 9** (art. L. 133-7 du code de l'éducation - *Prestation de services pour l'organisation du service d'accueil*) (p. 3563) : son amendement n° 55 : exercice par les EPCI de la compétence d'organisation du service d'accueil en cas de transfert à ces derniers du fonctionnement des écoles publiques ; adopté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3646, 3648) : son intervention.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6425, 6426) : favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (20 novembre 2008) - **Article 47** (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1221-14 nouveau, L. 3111-9, L. 3122-1 et L. 3122-5 du code de la santé publique - *Procédure d'indemnisation à l'amiable par l'office national d'indemnisation des accidents médicaux pour les victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine - Dotation pour 2009 à l'Oniam*) (p. 7189, 7191) : ses amendements n° 317 : suppression de l'adverbe "notamment" permettant d'appliquer à tous les cas la présomption légale d'imputabilité de la contamination aux transfusions reçues ; et, portant sur le même objet, n° 321, 322 et 323 : suppression des dispositions relatives au remplacement par un conseil d'orientation des commissions d'indemnisation chargées d'examiner collégialement les demandes des victimes ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 7776) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

DUPONT (Bernadette)
sénateur (Yvelines)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'office national des anciens combattants et victimes de guerre le 25 mars 2008.

Membre suppléant de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 7 (2008-2009)] généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 25 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 77 (2008-2009)] (4 novembre 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (24 janvier 2008) - **Article 5 (Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)** (p. 497) : assez favorable aux amendements identiques n° 11 de M. André Lardeux et n° 16 de Mme Muguette Dini (rétablissement de la possibilité pour le bailleur de demander deux mois de loyer au titre du dépôt de garantie, assorti de l'étalement sur les dix premiers mois du bail du paiement du deuxième mois).

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 684, 685) : son intervention.

- **Modification de l'ordre du jour** - (20 octobre 2008) (p. 5717).

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 5916, 5919) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5958) : position de la commission sur la motion n° 283 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5963) : position de la commission sur la motion n° 115 de M. Yves Krattinger tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5967) : position de la commission sur la motion n° 89 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5969) : position de la commission sur l'amendement n° 160 de Mme Annie David (abrogation des dispositions transitoires mettant en œuvre la loi relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi). - **Article 1er** (art. L. 115-1, L. 115-2 et L. 115-4 du code de l'action sociale et des familles - *Principes des politiques d'insertion*) (p. 5971, 5975) : son amendement n° 1 : suppression

de dispositions redondantes ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 162, 163, 164 et 161 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) (p. 5987, 5988) : ses amendements n° 2 : précision ; et n° 3 : rédaction ; adoptés. Avis de la commission sur l'amendement n° 167 de Mme Annie David. - **Article 1er bis (Présentation au Parlement du bilan des expérimentations du revenu de solidarité active)** (p. 5990) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 168 de Mme Annie David. - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6003, 6012) : ses amendements n° 5 : précision ; n° 7 : rectification ; n° 8 : accès au RSA pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire ; n° 9 : suppression de l'obligation faite aux ressortissants de l'Union européenne de produire un avis de non-imposition de leur pays d'origine ; n° 297 : possibilité pour le président du conseil général d'accorder le RSA en dehors du cadre réglementaire dans des cas exceptionnels ; n° 12 : articulation entre le RSA et la pension de retraite des bénéficiaires ; et n° 6 et n° 10 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 169, 170, 173, 174 et 176 de Mme Annie David, n° 221, 222, 223 et 224 de M. Michel Mercier et n° 285 du Gouvernement. (p. 6012, 6019) : ses amendements n° 298 : coordination ; n° 13 : possibilité pour le président du conseil général de déléguer aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale l'instruction des demandes de RSA ; et n° 15 : réexamen périodique du montant de l'allocation ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 226 et 227 de M. Michel Mercier, n° 178 et 179 de Mme Annie David, n° 143 et 154 de M. Jean Desessard, sur le sous-amendement n° 155 du même auteur portant sur son amendement n° 15 précité et sur les amendements n° 243 du Gouvernement et n° 281 de M. Albéric de Montgolfier. (p. 6026) : position de la commission sur les amendements n° 282 de M. Philippe Dominati, n° 147, 145 et 146 de M. Jean Desessard, n° 181, 180 et 182 de Mme Annie David, n° 279 de M. Jean Bizet, n° 117 de M. Yves Krattinger et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 308 de M. Nicolas About. (p. 6033, 6046) : ses amendements n° 18 : ajout de l'ACOSS à la liste des organismes participant au versement des fonds dus au titre du RSA ; n° 19 : possibilité pour certains bénéficiaires du RSA de solliciter un entretien annuel auprès des organismes de placement ou du service public de l'emploi ; n° 21 : possibilité d'orienter les bénéficiaires du RSA vers une maison de l'emploi ou un plan local pluriannuel pour l'insertion et l'emploi exerçant une activité de placement ; n° 22 : extension à l'Etat et aux collectivités autres que le département de la possibilité de traiter les problèmes des bénéficiaires du RSA liés au logement et à la santé ; n° 300 et 301 : coordination ; n° 23 : contenu des conventions conclues entre les départements et les organismes en charge de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA ; et n° 313 : impossibilité pour un bénéficiaire du RSA de refuser plus de deux offres raisonnables d'emploi ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 59 de la commission des finances saisi pour avis, n° 71, 228 et 69 de M. Michel Mercier, n° 184, 185, 187, 186, 188, 257, 189 et 190 de Mme Annie David, n° 148 et 150 de M. Jean Desessard, n° 94, 92, 96, 93 et 95 de Mme Raymonde Le Texier et n° 293 du Gouvernement. (p. 6046, 6056) : ses amendements n° 24 : réduction du délai de signature d'un contrat d'insertion professionnelle par les bénéficiaires du RSA ; n° 302 : rédaction ; n° 25 : suppression de l'obligation pour le président du conseil général de motiver la décision de ne pas suspendre le versement du RSA ; n° 303 : rédaction ; n° 26 : précision ; et n° 304 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 229, 230, 231, 70, 232, 233 et 72 de M. Michel Mercier, n° 97 de Mme Raymonde Le Texier, n° 192 et 193 de Mme Annie David, n° 60 et 61 de la commission des finances saisi pour avis, et n° 149, 151 et 152 de M. Jean Desessard. (p. 6059, 6063) : ses amendements n° 27 : coordination ; n° 28 : rectification ; adoptés ; et n° 29 : transmission aux départements par la Caisse nationale des allocations familiales et la Caisse centrale de mutualité sociale agricole des informations concernant les bénéficiaires et relevant de leur ressort ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 234 et 236 de M. Michel Mercier, n° 62 de la

commission des finances saisie pour avis, n° 244 et 245 du Gouvernement et n° 98 et 99 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6063, 6068) : ses amendements n° 30 : négociation annuelle obligatoire sur le temps partiel subi ; et n° 31 : rapport sur la situation des jeunes au regard de l'insertion sociale et professionnelle ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 153 de M. Jean Desessard (rapport sur les modalités de mise en place d'un revenu d'existence individuel), n° 195 de Mme Annie David (évaluation annuelle du RSA par l'Observatoire national de la pauvreté) et sur les amendements analogues de Mme Raymonde Le Texier n° 100 et n° 101 (dispositions visant à inciter les entreprises embauchant au moins un quart de leurs salariés à temps partiel à augmenter la durée de travail de ces derniers), et n° 197 de Mme Annie David. - **Article 2 bis** (*Rapport sur les conditions d'intégration de l'allocation de solidarité spécifique au revenu de solidarité active*) (p. 6069) : position de la commission sur l'amendement n° 196 de Mme Annie David. - **Article 3** (*Compensation des charges nouvelles incombant aux départements*) (p. 6071, 6087) : son amendement n° 32 : coordination ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 198, 199 et 200 de Mme Annie David, n° 119, 118, 120, 122, 121, 123, 124, 126 et 125 de M. Yves Krattinger, n° 75 de M. Michel Mercier, n° 64, 66 et 65 de la commission des finances saisie pour avis, n° 246 du Gouvernement, et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 306 de M. Yves Krattinger et n° 305 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 3 bis** (*chapitre III du titre III du livre Ier de la cinquième partie du code du travail - Création d'une aide personnalisée au retour à l'emploi*) (p. 6088, 6089) : son amendement n° 33 : modalités d'attribution et régime juridique de l'aide personnalisée de retour à l'emploi ; adopté après modification par le sous-amendement n° 309 du Gouvernement qu'elle accepte.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Article 5** (*art. L. 114-17, L. 115-2, L. 241-6, L. 412-8, L. 511-1, L. 531-5, L. 551-1, L. 552-1, L. 553-3, L. 816-1 et L. 816-2 code de la sécurité sociale - Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Couverture maladie universelle complémentaire et contribution pour le remboursement de la dette sociale*) (p. 6112, 6114) : ses amendements rédactionnels n° 35 et n° 37 ; et de coordination n° 34 et n° 36 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 247 et 248 du Gouvernement et n° 201 de Mme Annie David. - **Article 6** (*art. 81, 200 sexes, 200 octies, 1414, 1605 bis, 1649-0 A, 1665 bis et 1665 ter du code général des impôts - Articulation du RSA avec la prime pour l'emploi et conditions d'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle*) (p. 6116) : son amendement n° 38 : coordination ; adopté. (p. 6118) : position de la commission sur les amendements n° 127, 128, 129 et 130 de M. Yves Krattinger et n° 203 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6122, 6127) : position de la commission sur les amendements n° 84 de M. Michel Mercier (attribution des aides versées par les centres communaux d'action sociale, les fonds de secours des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, sur la base du niveau des ressources et de la composition du foyer, et non plus par référence au statut de l'allocataire d'un minimum social) et n° 91 de Mme Raymonde Le Texier (modalités de calcul de la cotisation due au titre de l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles, acquittée par l'exploitant allocataire du RSA). - **Article 7** (*art. L. 331-2, L. 334-2, L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation, art. L. 351-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 375-9-1 et 495-5 du code civil - Diverses dispositions de coordination*) (p. 6126) : position de la commission sur l'amendement n° 204 de Mme Annie David. - **Article 8** (*art. L. 263-1 à L. 263-4, L. 263-15, L. 263-16, L. 263-18 et L. 263-19 du code de l'action sociale et des familles - Gouvernance des politiques d'insertion*) (p. 6127, 6130) : ses amendements n° 39 : rédaction ; n° 40 : suppression de la référence aux plans locaux pour l'insertion et l'emploi ; n° 41 : cohérence ; n° 42 : participation des organisations syndicales représentatives et des organismes consulaires à l'élaboration du pacte territorial pour l'insertion ; n° 43 : rétablissement du caractère facultatif des déclinaisons locales du pacte territorial pour l'insertion ; adoptés. Position de la commission sur les

amendements n° 100 de Mme Raymonde Le Texier, n° 157 de M. Jean Desessard et n° 205 et 206 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6131, 6132) : position de la commission sur les amendements n° 103 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides octroyées en fonction des politiques de recrutement et de passage au temps plein pratiquées par les entreprises) et n° 207 de Mme Annie David (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides économiques distribuées aux entreprises en fonction de la politique de recrutement, des emplois créés et de leur pérennité). - **Article 8 bis** (*art. L. 265-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-12 du code de la sécurité sociale - Statut des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires*) (p. 6133) : position de la commission sur l'amendement n° 310 du Gouvernement. - **Article 9** (*art. L. 1111-3, L. 1251-33, L. 1251-37, L. 2313-5, L. 2323-48, L. 2323-54, L. 3252-3, L. 5132-3, L. 5132-5, L. 5132-11-1 nouveau, L. 5132-15-1 nouveau, L. 5133-1 et L. 5133-2 du code du travail - Insertion par l'activité économique*) (p. 6136, 6140) : ses amendements analogues n° 44, 45, 294 et 295 : coordination ; et n° 46 : validation de l'ensemble des trimestres travaillés en contrat à durée indéterminée d'insertion, pour le calcul des cotisations d'assurance vieillesse ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 208 de Mme Annie David, n° 108 de Mme Raymonde Le Texier et n° 249, 250 et 251 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6140, 6141) : position de la commission sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 109 (mise en place dans les associations intermédiaires d'un dispositif d'aide au poste d'accompagnement identique à celui des entreprises d'insertion) et n° 110 (cohérence). - **Article 9 bis** (*art. L. 5132-1 et L. 5132-15-2 nouveau du code du travail - Coordination des structures d'insertion par l'activité économique*) (p. 6141, 6142) : son amendement n° 47 : suppression de la mention tendant à permettre à une personne morale de droit privé de porter ou de coordonner une ou plusieurs "actions d'insertion" ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 111 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article 10** (*art. L. 5134-19-1 à L. 5134-19-4 du code du travail - Contrat unique d'insertion*) (p. 6144, 6145) : ses amendements n° 48 : possibilité pour le département de déléguer la signature et la mise en œuvre du contrat unique d'insertion à d'autres opérateurs ; et n° 49 : prise en compte, pour déterminer la participation de chacun des financeurs du contrat unique d'insertion, des résultats en matière d'insertion durable des personnes bénéficiaires du RSA embauchées dans le cadre de ce contrat ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 286 du Gouvernement et n° 104 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article 11** (*art. L. 5134-20, L. 5134-21-1 nouveau, L. 5134-22, L. 5134-23-1 nouveau, L. 5134-23-2 nouveau, L. 5134-25-1 nouveau, L. 5134-26, L. 5134-28-1 nouveau, L. 5134-29, L. 5134-30, L. 5134-30-1 nouveau et L. 5134-30-2 nouveau du code du travail - Modification du contrat d'accompagnement dans l'emploi*) (p. 6147, 6149) : ses amendements n° 50 : fixation de la durée maximale des conventions individuelles liées aux contrats d'accompagnement dans l'emploi ; et n° 52 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 85 de M. Michel Mercier, n° 209 et 210 de Mme Annie David et n° 252, 253, 254 et 287 du Gouvernement. - **Article 12** (*art. L. 5134-65, L. 5134-66, L. 5134-66-1 nouveau, L. 5134-67-1 nouveau, L. 5134-67-2 nouveau, L. 5134-69-1 nouveau, L. 5134-69-2 nouveau, L. 5134-70-1 nouveau, L. 5134-70-2 nouveau, L. 5134-71, L. 5134-72, L. 5134-72-1 nouveau, L. 5134-72-2 nouveau du code du travail - Suppression du contrat d'avenir et du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, régime juridique du contrat initiative emploi*) (p. 6150, 6151) : ses amendements n° 53 : mention de la formation professionnelle dans le régime juridique du contrat initiative-emploi ; n° 54 : fixation dans la loi de la durée maximale des conventions individuelles accompagnant les contrats initiative-emploi ; n° 56 : clarification ; et n° 296 : rédaction ; adoptés. - **Article 13** (*art. L. 5141-1, L. 5141-4, L. 5423-19, L. 5423-24, L. 5425-4 du code du travail, art. L. 821-7-2 du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 98-657 du 28 juillet 1998 - Modifications législatives de conséquence*) (p. 6152) : son amendement n° 57 : rédaction ;

adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6153, 6155) : position de la commission sur les amendements n° 291 du Gouvernement (création d'un fonds d'expérimentation en faveur des jeunes) et de Mme Annie David n° 213 (suppression de la réduction de cotisations sociales patronales en l'absence d'accord salarial au niveau de l'entreprise) et n° 214 (ouverture d'une négociation sur les voies et moyens de résorber la précarité et la pauvreté au travail). - **Article 13 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - *Accueil en stage des personnes handicapées*) (p. 6157) : son amendement n° 314 : durée minimale de quatre mois pour les stages proposés aux personnes handicapées ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 105 de Mme Raymonde Le Texier et n° 211 de Mme Annie David. - **Article 13 ter** (art. L. 5212-14 du code du travail - *Modalités de calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des personnes handicapées*) (p. 6160) : position de la commission sur l'amendement n° 106 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 6161) : position de la commission sur l'amendement n° 215 de Mme Annie David. - **Article 14** (*Entrée en vigueur de la réforme*) (p. 6161, 6163) : position de la commission sur les amendements n° 107 de Mme Raymonde Le Texier, n° 216 de Mme Annie David, n° 288 et 292 du Gouvernement. - **Article 15** (*Application de la loi dans les départements et les collectivités d'outre mer*) (p. 6163) : position de la commission sur l'amendement n° 312 du Gouvernement. - **Article 16** (art. 142 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 52 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale et art. 18 à 23 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat - *Fin des expérimentations relatives au RSA et au contrat unique aidé*) (p. 6164) : position de la commission sur l'amendement n° 289 du Gouvernement. - **Article 17** (*Dispositions transitoires*) (p. 6165, 6166) : son amendement n° 58 : correction d'une erreur de référence ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 67 de M. Michel Mercier et n° 290, 255 et 311 du Gouvernement.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet** [n° 405 (2007-2008)] - (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6428) : suspension de l'accès à Internet.

- **Mises au point au sujet de votes** - (21 novembre 2008) (p. 7285) : au nom de Mme Brigitte Bout.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

DUPONT (Jean-Léonce)
sénateur (*Calvados*)
UC-UDF, puis UC

Réélu le 21 septembre 2008.

Secrétaire du Sénat ; puis vice-président du Sénat à compter du 12 novembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

- (21 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7297) : défavorable aux amendements n° I-107 de Mme Nicole Bricq (retour aux anciens plafonds des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) et n° I-176 de M. Thierry Foucaud (modification des plafonds éligibles aux réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde d'enfants).

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion** - *Commission mixte paritaire* [n° 77 (2008-2009)] - (27 novembre 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p.7719) : son intervention. - **Article 13 bis** (*Accueil en stage des personnes handicapées*) (p. 7744) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 13 ter** (*Modalités de calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des personnes handicapées*) : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 14** (*Entrée en vigueur de la réforme*) : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 49** (*Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements économes en énergie*) (p. 8663) : son amendement n° II-366 : possibilité pour les collectivités de porter au-delà de cinq ans l'exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8666) : son amendement n° II-367 : possibilité pour les collectivités d'exonérer de taxe d'habitation les constructions de logements à haut niveau de performance énergétique ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008** [n° 134 (2008-2009)] - (19 décembre 2008) - au nom de la commission des affaires sociales - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9380, 9381) : soutient l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 62 (extension du bénéfice de la garantie des risques locatifs aux locataires les plus modestes dont le loyer représente moins de 50 % de leurs ressources) ; adopté.

Membre titulaire du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut des Hautes études pour la science et la technologie.

Membre titulaire du Comité de suivi de la loi relative aux libertés et responsabilités des universités le 7 février 2008 ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la commission des finances : Le financement des universités : pour un SYstème de répartition des Moyens à l'Activité et à la Performance (SYMIPA) [n° 382 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 100 tome 7 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

DURRIEU (Josette)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Présidente déléguée de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 368, 370).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 7847, 7848) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisi pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 66 bis (Rapport sur l'impact financier de la mise en œuvre de mesures permettant la délivrance de conventions de stages par les établissements d'enseignement supérieur ou les établissements scolaires)** (p. 7873) : son amendement n° II-57 : diffusion du rapport au Parlement ; adopté.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Travaux de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale au cours de la seconde partie de la 53ème session ordinaire (2007) de cette assemblée [n° 228 (2007-2008)] (13 mars 2008) - **Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Travaux de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe au cours de la première partie de la session ordinaire de 2008 [n° 229 (2007-2008)] (13 mars 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Où va la Russie ? [n° 416 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale : Première partie de la 54^{ème} session ordinaire -2008- de la délégation à l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale [n° 478 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Les travaux de la délégation française à cette Assemblée, au cours de la troisième partie de la session ordinaire de 2008 de la délégation à l'Assemblée du Conseil de l'Europe [n° 479 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Georges Othily sur les droits de l'homme** - (6 février 2008) : son intervention (p. 966, 968).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8044, 8045) : sa question.

DUSSAUT (Bernard)
sénateur (Gironde)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

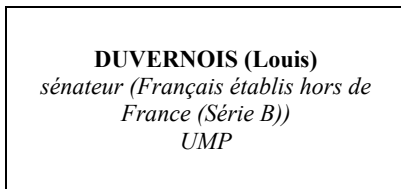
Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 149 (2007-2008)] - (5 février 2008) - **Article 1er (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM)** : soutient l'amendement n° 182 de M. Jean-Marc Pastor (mesures visant à éviter la présence accidentelle d'organismes génétiquement modifiés dans d'autres produits) ; rejeté.



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France internationale (RFI).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 224 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Environnement**.

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés des Français établis hors de France [n° 492 (2007-2008)] (24 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Aide publique au développement - La Francophonie : une force à valoriser dans la mondialisation [n° 100 tome 2 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8219, 8220) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission.

ÉMIN (Jean-Paul)
sénateur (Ain)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports**.

EMORINE (Jean-Paul)
sénateur (Saône-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) - **Art 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8400) : son amendement n° II-188 : transfert des crédits de l'action 4 "Contribution internationale" vers le programme "Français, langue maternelle" et vers le programme "Plan pluriannuel pour le français dans l'Union européenne" ; adopté.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 6** (*art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement*) (p. 3765, 3781) : son amendement n° 951 : réduction progressive des délais de paiement ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (possibilité, pour le ministre chargé de l'économie et après avis du Conseil de la concurrence, d'autoriser, dans certains secteurs n'ayant pu conclure d'accord interprofessionnel d'ici fin 2008, un dépassement transitoire du délai légal).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 915, 916) : sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies), son sous-amendement n° 180 ; adopté. (p. 917) : son amendement n° 179 : nomination du président du Haut conseil ; devenu sans objet. (p. 921) : intervient sur son sous-amendement n° 180 portant sur l'amendement n° 12 de la commission précité.

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) - président de la commission des affaires économiques - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1008) : intervient sur l'amendement n° 80 de M. Gérard Le Cam (contenu du rapport d'évaluation transmis par l'Etat à la commission européenne lors de demandes d'autorisations).

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - président de la commission des affaires économiques - **Motion d'ordre** (p. 2229) : demande de disjoindre l'examen de l'amendement de suppression n° 37 de celui des autres amendements déposés à l'article 1er ; demande acceptée.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Commission mixte paritaire [n° 335 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - président de la commission des affaires économiques - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2358) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (28 mai 2008) - président de la commission des affaires économiques - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2479) : intervient sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) portant sur l'amendement n° 44 de la commission (corrections apportées à la transposition de trois directives). (p. 2495) : intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (régime des "Evaluations des incidences Natura 2000").

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) - président de la commission des affaires économiques (p. 2818, 2820) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4410, 4411) : soutient l'amendement n° 261 de M. Gérard César (possibilité de diffuser sur Internet, à l'exception des sites destinés à la jeunesse, des messages informationnels ou éditoriaux sur les boissons alcoolisées dès lors que les auteurs de la publication n'en retirent aucune contrepartie financière) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - président de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 5355, 5357) : son intervention.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) - président de la commission des affaires économiques - **Organisation des débats** (p. 5407).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - président de la commission des affaires économiques, en remplacement de M. Jean-François Le Grand, rapporteur pour avis (p. 7778, 7779) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) - président de la commission des affaires économiques - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8276) : remerciements à la commission des finances pour avoir retiré son amendement n° II-31 (réaffectation des crédits de l'Agence française d'information et communication agricole et rurale, AFICAR, aux coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA) au profit de l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-132 (majoration des crédits destinés à financer les charges de bonification des prêts consentis aux Coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA, et au Centre national des expositions et concours agricoles, CENECA).

ESCOFFIER (Anne-Marie)
sénateur (Aveyron)
RDSE

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires) le 11 décembre 2008.

Vice-présidente de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6796, 6797) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 7598, 7599) : son intervention.

Deuxième partie :

Pouvoirs publics

- (28 novembre 2008) (p. 7888, 7889) : son intervention.

Justice

- (1er décembre 2008) (p. 7974, 7976) : son intervention.

Sécurité

- (2 décembre 2008) (p. 8062, 8064) : son intervention.

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) (p. 8299, 8300) : son intervention. Ne votera pas les crédits de cette mission.

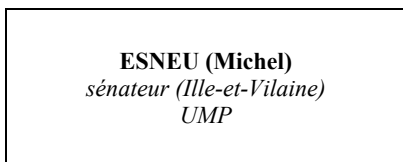
Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) (p. 8498, 8499) : son intervention. Le groupe du RDSE ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Question orale avec débat de Mme Muguet Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8812, 8813) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire - Deuxième lecture [n° 108 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8840, 8841) : son intervention. Le groupe RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8996, 8997) : son intervention. Dans sa grande majorité, le groupe du RDSE ne votera pas ce texte.



Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

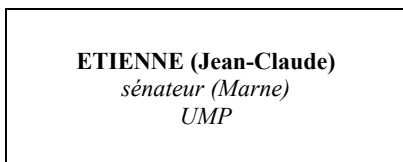
Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 6 octobre 2008.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques ; puis premier vice-président le 4 novembre 2008.

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire jusqu'au 22 septembre 2008.

Membre titulaire du Comité ad hoc pour la recherche sur les cellules souches embryonnaires-Conseil d'orientation de l'Agence de la biomédecine le 8 février 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la création d'une première année commune aux études de santé et facilitant la réorientation des étudiants [n° 64 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion** [n° 7 (2008-2009)] - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5945, 5946) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009** [n° 80 (2008-2009)]

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (*art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7026, 7027) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9 quater** (*Instauration d'un abattement sur le malus automobile au bénéfice des véhicules "flex-fuel"*) (p. 7436, 7437) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7852, 7853) : son intervention.

Santé

- (28 novembre 2008) (p. 7917, 7918) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

FALCO (Hubert)

sénateur (Var)

UMP

*(jusqu'au 18 avril 2008)
secrétaire d'Etat chargé de
l'aménagement du territoire
(à partir du 18 mars 2008)*

Devenu membre du Gouvernement le 18 avril 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles du 25 mars 2008 au 18 avril 2008.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 25 mars 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse** [n° 269 (2006-2007)] - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2045, 2046 ; 2054, 2055) : son intervention. - **Article 2** (*Art. L. 424-16 du code de l'environnement - Décret en Conseil d'Etat sur les mesures de sécurité*) (p. 2055) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Gérard Le Cam. - **Article 5** (*Art. L. 423-21-1 du code de l'environnement - Diminution de la redevance annuelle*) (p. 2056) : son amendement n° 8 : augmentation des redevances acquittées par les chasseurs ne validant pas leur permis pour la première fois ; rejeté. - **Article 8** (*Art. L. 428-17 du code de l'environnement - Procédure de restitution du permis suspendu*) (p. 2057) : son amendement n° 10 : audition facultative, par le juge, du chasseur demandant la restitution de son permis ; adopté. - **Article 9** (*Art. L. 428-21 du code de l'environnement - Saisie du gibier*) (p. 2058) : son amendement n° 11 : harmonisation de la législation sur la saisie de gibier ; adopté. - **Article 11** (*Art. L. 428-3-1 nouveau du code de l'environnement*

- *Lutte contre le sabotage des actions de chasse* (p. 2059) : son amendement n° 12 : suppression de l'article ; adopté. - **Article 12** (*Art. L. 425-12-1 nouveau du code de l'environnement - Indemnisation des dégâts de gibier*) (p. 2060) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 16** (*Art. L. 421-14 et L. 421-5 du code de l'environnement - Agrément au titre de la protection de l'environnement*) (p. 2062) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 19** (*Transport de parties de gibier*) (p. 2062, 2063) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2064, 2065) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 3 de M. Alain Vasselle (mise en place d'une déduction fiscale pour les salaires versés aux gardes particuliers) et n° 7 de M. René Beaumont (procédé de marquage systématique du gibier des chasses commerciales). - **Article 22** (*Gage financier*) (p. 2065) : son intervention sur l'article 11. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2066) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (28 mai 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2485) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de la commission (compétence du ministère chargé de

l'environnement pour délivrer les autorisations transitoires de mise sur le marché) et le sous-amendement n° 131 de M. Jean Desessard. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 47 de M. Dominique Braye (mise en conformité avec la directive 2002/96/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques). (p. 2488, 2492) : ses amendements n° 96 et 97 (habilitation du Gouvernement à procéder par voie d'ordonnance pour mettre le code de l'environnement en conformité avec le droit européen en matière de transfert des déchets) ; et n° 98 (régime des "Evaluations des incidences Natura 2000") ; adoptés. - **Intitulé du projet de loi** (p. 2495) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de la commission (modification de l'intitulé du projet de loi). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2498) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) (p. 8325, 8328) : réponse aux orateurs.

FAUCHON (Pierre)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC-UDF, puis UC

INTERVENTIONS

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Vers la présidence française de l'union européenne : blanchiment, protection civile, immigration, asile et terrorisme [n° 342 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (10 janvier 2008) - **Articles additionnels après l'article 8 (priorité)** (p. 167) : votera l'amendement n° 66 de M. Nicolas About (qualification de démissionnaire attribuée au salarié s'inscrivant comme demandeur d'emploi après avoir abandonné son poste de travail). - **Article 4** (*art. L. 143-11-4, L. 143-11-6, L. 351-5-1 nouveau, L. 351-6, L. 351-6-1, L. 351-8 du code du travail, L. 114-12, L. 142-1, L. 142-2, L. 213-1, L. 243-7 du code de la sécurité sociale - Transfert du recouvrement des cotisations Assedic aux Urssaf*) (p. 169) : soutient l'amendement n° 30 de M. Jean-Paul Amoudry (introduction d'une dérogation au principe du transfert aux URSSAF du recouvrement des cotisations de chômage pour les professions de la production cinématographique, de l'audiovisuel et du spectacle) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 681, 682) : son intervention. - **Article 1er** (*art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire*) (p. 711) : sur l'amendement n° 1 de la commission (délimitation du champ d'application de la rétention de sûreté), son sous-amendement n° 81 : rédaction ; adopté. (p. 712) : sur l'amendement n° 1 de la commission (délimitation du champ d'application de la rétention de sûreté), son sous-amendement n° 80 ; retiré.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 787, 788) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 813, 814) : la majorité des membres du groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 170 (2007-2008)]** - (4 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** : son intervention (p. 7, 8). Le groupe UC-UDF votera ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble**

mental - *Commission mixte paritaire* [n° 192 (2007-2008)] - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 996, 997) : votera le projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Valade sur l'expérimentation de la gratuité des musées** - (26 mars 2008) (p. 1236, 1237) : son intervention.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale** [n° 308 (2006-2007)] - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2712, 2714) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2** (p. 2716) : son amendement n° 11 : suppression de l'exigence consistant à demander aux plaignants d'apporter la preuve d'un plan concerté en matière de crime contre l'humanité ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2740, 2741) : son amendement n° 10 : extension de la compétence universelle des tribunaux français pour juger des crimes contre l'humanité, des crimes de génocide, des crimes et des délits de guerre ; adopté. (p. 2746, 2747) : intervient sur son amendement n° 10 précité.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2872, 2873) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2918) : défavorable aux amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution). - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2955, 2956) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers). - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - *Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 2972, 2973) : favorable à l'amendement n° 261 de M. Michel Mercier (garantie du pluralisme de la représentation et de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3039, 3040) : son amendement n° 265 : instauration d'un régime présidentiel assurant l'indépendance des pouvoirs exécutif et législatif, tout en conservant une possibilité de dissolution en cas de désaccord sur un texte essentiel ; retiré. (p. 3044) : intervient sur son amendement n° 265 précité.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - *Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3109) : soutient l'amendement n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de débattre de la déclaration du Président de la République en sa présence) ; retiré. - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3162) : s'abstiendra sur les amendements de M. Bernard Frimat n° 444 (interdiction du cumul des mandats) et n° 445 (repli). - **Article 10 bis** (art. 33 de la Constitution - *Publicité des auditions des commissions*) (p. 3176) : soutient l'amendement n° 274 de M. Yves Détraigne (suppression) ; adopté. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 3181) : favorable aux amendements identiques n° 83 de M. Patrice Gélard, n° 106 de la commission, n° 192 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 275 de M. Michel Mercier et n° 446 de M. Bernard Frimat (suppression de la possibilité de porter atteinte au principe de non-rétroactivité). (p. 3183) : soutient l'amendement n° 294 de M. Michel Mercier (suppression de la mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - *Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil*

d'Etat sur les propositions de loi) (p. 3226, 3227) : défavorable aux amendements identiques n° 199 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 280 de M. Michel Mercier (publicité des avis du Conseil d'Etat) et n° 466 de M. Bernard Frimat (publicité des avis du Conseil d'Etat après leur adoption en conseil des ministres). - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 3248, 3249) : favorable aux amendements de la commission n° 114 (délai minimal entre le dépôt ou la transmission d'un texte et la discussion publique), n° 115 (application des délais en cas de procédure accélérée) et n° 116 (modalités d'exception à l'application des délais). - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 3261, 3262) : le groupe UC-UDF votera l'amendement n° 118 de la commission (exercice du droit d'amendement). - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - *Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3265, 3266) : soutient l'amendement n° 292 de M. Michel Mercier (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum) ; adopté. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - *Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire*) (p. 3274) : soutient l'amendement n° 282 de M. Yves Détraigne (suppression de l'inscription dans la Constitution de l'interdiction de déposer un amendement sans lien avec le texte en discussion) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - *Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour*) (p. 3304) : sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées), soutient le sous-amendement n° 297 de M. Michel Mercier ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 3314, 3315) : favorable à l'amendement n° 224 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité, pour tous les groupes parlementaires, de déposer une motion de censure). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - *Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 3319, 3323) : parole sur l'article. Sur l'amendement n° 124 de la commission (obligation, pour le Gouvernement, de consulter la conférence des présidents de l'Assemblée nationale avant d'engager sa responsabilité sur le vote d'un texte à l'exception des projets de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale), soutient le sous-amendement n° 298 de M. Michel Mercier ; rejeté. Soutient l'amendement n° 295 de M. Michel Mercier (suppression du recours à l'article 49-3 de la Constitution autrement que les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale) ; devenu sans objet. - **Article 23 bis** (art. 50-1 nouveau de la Constitution - *Déclaration à caractère thématique du Gouvernement devant les assemblées*) (p. 3327) : soutient l'amendement n° 185 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (composition de la commission chargée d'examiner la délimitation des circonscriptions électorales) ; devenu sans objet. - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3344) : favorable à l'amendement n° 321 de M. Robert Badinter (requalification du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle"). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - *Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 3350) : favorable à l'amendement n° 73 de M. Hugues Portelli (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République). - **Article additionnel après l'article 27** (p. 3359) : intervient sur l'amendement n° 34 de M. Michel Charasse (respect des décisions du Conseil constitutionnel). - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - *Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 3368, 3380) : sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature), ses sous-amendements n° 288 et 289 ; rejetés. - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - *Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne*) (p. 3401, 3402) : intervient sur les amendements n° 132 de la commission (requalification des

"commissions chargées des affaires européennes" en "comités chargés des affaires européennes") et de la commission saisie pour avis n° 141 (requalification des "commissions chargées des affaires européennes" en "comités chargés des affaires européennes") . - **Articles additionnels après l'article 33 ou après l'article 35** (p. 3405) : intervient sur l'amendement n° 246 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du droit de veto du Sénat en matière constitutionnelle).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) (p. 7970, 7972) : son intervention.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8875, 8876) : son intervention. Le groupe UC est favorable aux conclusions de la commission. - **Question préalable** (p. 8904, 8905) : défavorable à la motion

n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**. - (11 décembre 2008) - **Article 1er** (*Livre VIII du code électoral, art. L-567-1 à L. 567-8 nouveaux - Commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution*) (p. 8920) : intervient sur les amendements de M. Bernard Frimat n° 3 (nomination, par le président de l'Assemblée nationale, de deux personnalités qualifiées, dont l'une sur proposition conjointe des groupes politiques d'opposition) et n° 4 (nomination, par le président du Sénat, de deux personnalités qualifiées dont l'une sur proposition conjointe des groupes politiques d'opposition). - **Explications de vote sur l'ensemble des deux projets de loi** (p. 8939, 8940) : favorable à ces deux textes.

FAUCONNIER (Alain)
sénateur (Aveyron)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

FAURE (Jean)
sénateur (Isère)
UMP

Questeur du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Quel avenir pour la gendarmerie ? [n° 271 (2007-2008)] (10 avril 2008) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 499 (2007-2008)] relatif à la gendarmerie nationale [n° 66 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Défense - Fonction publique - Police et sécurité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Sécurité : Gendarmerie nationale [n° 102 tome 9 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8061, 8062) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article additionnel après 73** (p. 8076, 8078) : son amendement n° II-84 : rapport sur les frais occasionnés par les transfèremens et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice ; adopté. Sur ce dernier, défavorable au sous-amendement n° II-178 de M. François Rebsamen.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 8991, 8993) : son intervention. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission des affaires étrangères propose l'adoption de ce projet de loi. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 9011) : position de la commission sur la motion n° 43 de M. Jean-Louis Carrère tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9013) : position de la commission sur l'amendement n° 52 de Mme Virginie Klès (rapport analysant la possibilité de créer une instance parlementaire chargée d'examiner les conditions de mise en œuvre et d'exploitation des traitements automatisés des données à caractère personnel). - **Article 1er** (art. L. 1142-1 et L. 3211-2 et art. L. 3211-3 et L. 3225-1 [nouveaux] du code de la défense - Rattachement de la gendarmerie nationale au ministre de l'Intérieur, confirmation de son statut militaire et définition de ses missions) (p. 9015, 9016) : ses amendements n° 2 : clarification rédactionnelle ; et n° 3 : précision des missions de la gendarmerie ; adoptés. (p. 9017) : son amendement n° 4 : désignation des autorités de tutelle de la gendarmerie nationale en fonction de ses attributions ; adopté. (p. 9018) : position de la commission sur les amendements n° 44, 47 et 49 de M. Jean-Louis Carrère, n° 35 de M. Yves Pozzo di Borgo ainsi que sur le sous-amendement n° 59 du Gouvernement portant sur son amendement précité n° 3. -

Articles additionnels après l'article 1er (p. 9020) : position de la commission sur les amendements de M. Yves Pozzo di Borgo n° 36 (autonomie de la direction générale de la gendarmerie nationale au sein du ministère de l'intérieur) et n° 37 (désignation du directeur général de la gendarmerie nationale parmi les officiers généraux de gendarmerie). (p. 9021) : son amendement n° 5 : principe du libre choix du service enquêteur par l'autorité judiciaire ; adopté. - **Article 2** (art. L. 1321-1 du code de la défense - Suppression de la procédure de réquisition pour l'emploi de la gendarmerie nationale au maintien de l'ordre) (p. 9023, 9024) : position de la commission sur les amendements n° 38 de Mme Michelle Demessine, n° 45 de M. Jean-Louis Carrère et n° 24 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 9025) : position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 25 (extension aux CRS et aux gendarmes mobiles de la nouvelle procédure d'autorisation d'usage des armes à feu pour le maintien de l'ordre aux fins de disperser un attroupement). - **Article 3** (art. 34 de la loi du n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, art. L. 6112-2, L. 6212-3, L. 6312-3 et L. 6412-2 du code général des collectivités territoriales, art. 2 de la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut de la Polynésie française et art. 120 de la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure - Renforcement des pouvoirs des préfets) (p. 9027, 9028) : son amendement n° 8 : encadrement du dispositif plaçant les commandants locaux des services de police et d'unités de la gendarmerie sous l'autorité des préfets ; adopté. (p. 9029) : position de la commission sur les amendements de suppression n° 40 de Mme Michelle Demessine et n° 46 de M. Jean-Louis Carrère. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 9030) : position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 27 (mise en œuvre de la politique de prévention de la délinquance à Paris par le préfet de police et le maire).

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2008) - **Intitulé du chapitre II** (Des militaires de la gendarmerie nationale) (p. 9039, 9040) : position de la commission sur l'amendement n° 55 du Gouvernement. - **Article 5** (art. L. 4145-1, L. 4145-2 et L. 4145-3 [nouveaux] du code de la défense - Reconnaissance du rôle de la réserve, rappel de l'obligation du logement en caserne et octroi d'une grille indiciaire spécifique) (p. 9040, 9041) : ses amendements rédactionnels n° 9 et n° 10 ; adoptés. Son amendement n° 11 (obligation du logement en caserne) ; retiré puis repris par M. Jean-Louis Carrère. (p. 9042) : position de la commission sur l'amendement n° 41 de Mme Michelle Demessine. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 9043, 9044) : ses amendements n° 12 : mise en œuvre de la clause de réactivité par le ministre de l'intérieur ; n° 13 : possibilité pour le ministre de l'intérieur d'autoriser les réservistes de la gendarmerie à servir au sein d'une administration de l'État, d'un établissement public administratif, d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ou d'une organisation internationale ; n° 14 : remboursement au ministère de l'intérieur de la solde versée aux réservistes de la gendarmerie nationale ; adoptés ; et n° 15 : modalités de cumul de la qualité de réserviste avec celle de titulaire d'un mandat électif public ; adopté après modification par le sous-amendement n° 62 du Gouvernement. - **Article 6** (art. L. 4136-3, L. 4137-4, L. 4138-8, L. 4141-1, L. 4141-4, L. 4231-5 et L. 4231-5 du code de la défense - Transfert au ministre de l'Intérieur de compétences en matière de gestion des ressources humaines) (p. 9045) : position de la commission sur l'amendement n° 48 de M. Jean-Louis Carrère. Ses amendements n° 53 : rédaction ; et n° 16 : rectification d'une erreur matérielle ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 9046, 9051) : position de la commission sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 31 (coordination), n° 33 (modalités de rémunération des informateurs) et n° 44 (suppression), du Gouvernement n° 55 (modification de l'intitulé du chapitre) et n° 56 (modalités de transfert au ministère de l'intérieur des personnels civils de la gendarmerie nationale), et n° 50 de M. Jean-Louis Carrère (élection des membres du conseil militaire de la gendarmerie). (p. 9049, 9050) : ses amendements n° 17 : modalités de la vérification des conditions requises pour concourir ; retiré ; n° 18 : répartition des compétences entre le ministre de la défense et le ministre de l'intérieur en matière d'octroi et de

retrait des grades conférés aux militaires à titre temporaire ; adopté. - **Article 8** (*Abrogation du décret du 20 mai 1903*) (p. 9052, 9053) : position de la commission sur l'amendement n° 51 de M. Jean-Louis Carrère. - **Article 9** (*Entrée en vigueur*) (p. 9054) : position de la commission sur l'amendement n° 54 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 9055) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de M. Jean-Pierre Leleux (présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement dressant le bilan de la mise en œuvre

concrète du rattachement organique et budgétaire de la gendarmerie nationale au ministère de l'intérieur). - **Intitulé du projet de loi** (p. 9055, 9056) : son amendement n° 1 : modification de l'intitulé ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9056, 9057) : son intervention.

FELTZ (Henri)
membre du Conseil économique et social

rapporteur de la section du cadre de vie du Conseil économique, social et environnemental sur l'article 12 du projet de loi - **Discussion générale** (p. 5288, 5290) : son intervention.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) -

FÉRAT (Françoise)
sénateur (Marne)
UC-UDF, puis UC

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Enseignement scolaire [n° 100 tome 5 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - Budget - Éducation.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi visant à garantir le droit d'expression de tous les élus locaux [n° 16 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Justice - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à laisser libre les heures de sorties des patients en arrêt de travail pour une affection cancéreuse [n° 18 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Troisième lecture [n° 344 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2785, 2786) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants - Commission mixte paritaire [n° 381 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2806) : le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Article 27** (*art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4304) : soutient l'amendement n° 714 de M. Daniel Soulage (inscription parmi les membres de la CDAC d'au moins un représentant des chambres consulaires) ; rejeté. (p. 4307) : soutient l'amendement n° 670 de M. Philippe Nogrix (avis des chambres consulaires pour l'élaboration des schémas de développement commercial) ; retiré. (p. 4317) : son amendement n° 683 : prise en compte de la densité de zone de chalandise en grandes surfaces pour la fixation du seuil de soumission d'un projet d'implantation commerciale à l'autorisation de la CDAC ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8172, 8174) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission, sous réserve de l'adoption de son

amendement. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8206, 8207) : son amendement n° II-66 : remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole ; adopté.



Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale des bourses de l'agence pour l'enseignement français à l'étranger jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration d'UBIFRANCE, Agence française pour le développement international des entreprises jusqu'au 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 224 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Environnement.**

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Immigration professionnelle : difficultés et enjeux d'une réforme [n° 414 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Economie. Compte spécial : gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 99 tome 3 annexe 11 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat** [n° 211 (2007-2008)] - (2 avril 2008) - **Article 2** (*art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1409, 1410) : son amendement n° 95 : prise en compte des besoins de l'enseignement français à l'étranger parmi les dérogations sectorielles prévues à l'article ; adopté. (p. 1417) : maintient son amendement précité n° 95.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8201, 8203) : sa question. Enseignement français à l'étranger.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8392) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 8402) : sur l'amendement n° II-15 de la commission (mise en place d'un double plafonnement de la prise en charge des frais de scolarité des enfants français dans les lycées français de l'étranger et remise au Parlement d'une étude d'impact sur les modalités de financement préalablement à toute extension de la gratuité des frais de scolarité), son sous-amendement n° II-214 ; adopté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 8451) : soutient les amendements de M. Denis Detcheverry n° II-237 (majoration de la quote-part de la dotation d'aménagement revenant aux deux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon-Langlade et suppression du dispositif global de

majoration de la DGF des deux communes) ; et n° II-243 (mise en place d'une garantie de non-baisse individuelle en faveur de chacun des départements et collectivités d'outre-mer éligible à la DGF des départements) ; adoptés.

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de

la nation (p. 8518, 8519) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de ce compte spécial (p. 8522, 8523) : en remplacement de M. François Rebsamen, rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaires et des comptes économiques de la nation. Son intervention. Propose l'adoption des crédits de ce compte spécial.

FICHET (Jean-Luc)
sénateur (Finistère)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour la planification le 4 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

FILLON (François)
Premier ministre

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 595, 598).

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement** [n° 170 (2007-2008)] -

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** [n° 497 (2007-2008)] - (21 octobre 2008) - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5845) : soutient l'amendement n° 433 de M. Thierry Repentin (application des nouvelles mesures aux seuls nouveaux entrants dans le parc social) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice du FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7531) : favorable au sous-amendement n° I-229 de M. Jean Arthuis (extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet) déposé sur l'amendement n° I-15 de la commission (rétablissement de cet article dans sa version initiale).

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8191, 8193) : sa question. Accueil des très jeunes enfants à l'école maternelle dans le Finistère.

(4 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 3, 5).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1350, 1353) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2840, 2844) : son intervention.

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (15 juillet 2008) (p. 4600) : remerciements.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture** [n° 459

(2007-2008) - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4600, 4603) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Congrès du Parlement [n° 459 (2007-2008)]** - (21 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 3, 7) : son intervention.

FISCHER (Guy)
sénateur (Rhône)
CRC, puis CRC-SPG

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008 ; puis vice-président du Sénat à compter du 12 novembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale ; puis secrétaire le 22 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5169, 5173) : son intervention. Demande un vote de soutien de la politique étrangère et de défense du Gouvernement.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice**.

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie**.

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi** [n° 141 (2007-2008)] - (9 janvier 2008) - **Question préalable** (p. 105, 107) : sa motion n° 65 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-1-1 et L. 311-1-2 du code du travail - *Coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 114) : soutient l'amendement n° 39 de Mme Annie David (instauration d'une loi de programmation pluriannuelle définissant les axes de

développement du service public de l'emploi et son financement par l'Etat) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 129, 130) : soutient l'amendement n° 46 de Mme Annie David (habilitation des seuls Etat et collectivités territoriales à confier des missions nouvelles à l'institution créée) ; rejeté.

- **Proposition de loi organique tendant à prévoir l'approbation par les lois de financement de la sécurité sociale des mesures de réduction et d'exonération de cotisations et de contributions de sécurité sociale adoptées en cours d'exercice [n° 140 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 381, 382) : le groupe CRC ne votera pas la proposition de loi.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 402, 405). - **Article 1er** (*Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés*) (p. 425, 427) : parole sur l'article. Son amendement n° 94 : suppression ; rejeté. (p. 432, 435) : ses amendements n° 99 : conditions du recours au travail temporaire ; rejeté ; n° 80 : fixation à trente-cinq heures de la durée légale de travail des salariés de la branche cafés, hôtels et restaurants ; retiré ; et n° 81 : plafonnement à 10 % de l'effectif de l'entreprise du nombre de personnes embauchées en contrat autre qu'un CDI ; rejeté. (p. 436, 440) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 78 (requalification du contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein lorsque le nombre d'heures supplémentaires atteint ou dépasse la durée légale du travail) ; et n° 74 (suppression du compte épargne-temps) ; rejetés. Ses amendements n° 77 : requalification du contrat de travail à temps partiel en contrat de travail à temps plein lorsque, pendant une période de trois mois, l'horaire moyen effectué équivaut ou dépasse un horaire à temps complet ; et n° 79 et 101 : modalités de la majoration des heures complémentaires effectuées par le salarié ; rejetés. (p. 445, 448) : ses amendements n° 97 : suppression des allègements de charges sociales sur les bas salaires ; et n° 103 : suppression des conventions de forfait jour ; rejetés. - **Article 1er bis** (*Garantie des droits accumulés dans un compte épargne-temps*) (p. 450, 451) : son amendement n° 105 : interdiction de monétiser les repos compensateurs obligatoires ; rejeté. - **Article 2** (*Déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise*) (p. 455, 458) : ses amendements n° 107 : suppression ; n° 113 : suppression des dispositions généralisant les plans d'épargne pour la retraite collectifs, PERCO ; et n° 108 : exclusion des sociétés coopératives ouvrières de production du champ d'application du déblocage de la participation ; rejetés. - **Article 3** (*Versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises non assujetties au régime de la participation*) (p. 462) : son amendement n° 118 : instauration d'un barème de salaires minimaux par grands niveaux de qualifications ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 474, 475) : le groupe CRC votera l'amendement n° 48 de M. Thierry Repentin (blocage des loyers pendant un an). (p. 479, 482) : intervient sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 86 (réalisation par la commission des affaires économiques du Sénat, avant le 31 janvier 2008, d'un rapport examinant le respect par les sociétés délégataires du service public de l'eau de leurs obligations) et n° 98 (exclusion des prestations familiales de la détermination de la capacité de remboursement dans le cadre des procédures de surendettement). Le groupe CRC maintiendra l'amendement n° 87 de Mme Annie David (interdiction de toute coupure de fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques). (p. 483) : intervient sur l'amendement n° 124 de Mme Odette Terrade (intégration des logements neufs mis en première location dans le champ d'application de l'article). (p. 485, 487) : le groupe CRC votera l'amendement n° 46 de M. Thierry Repentin (blocage de la hausse des loyers au moment de la relocation du logement pendant une période transitoire de trois ans). - **Articles additionnels avant l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 518) : le groupe CRC votera l'amendement n° 53 de M. Thierry Repentin (extension de l'application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux réseaux de

chaleur) sur lequel il demande un scrutin public. (p. 522) : soutient l'amendement n° 123 de Mme Marie-France Beaufile (relèvement du plafond du livret A à 20.000 euros) ; rejeté. (p. 524, 525) : intervient sur son amendement présenté par Mme Brigitte Gonthier-Maurin n° 93 : remise d'un rapport par le Gouvernement sur le bureau du Sénat, avant le 1er juillet 2008, portant sur les crédits à taux variable. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 531) : intervient sur le sous-amendement n° 143 du Gouvernement (précision selon laquelle les bailleurs sociaux et assimilés peuvent continuer à percevoir l'aide en tiers payant lorsqu'ils s'engagent par convention avec l'Etat à rendre décents leurs logements) déposé sur l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour le bailleur ou le prêteur de percevoir directement l'allocation de logement à caractère social ou l'allocation de logement à caractère familial lorsque le locataire ou l'emprunteur en est propriétaire). Situation des corons appartenant à l'établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 537) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Raymonde Le Texier (plafonnement du dépassement d'honoraires demandé aux patients à 15 % du montant de la prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie). (p. 539) : le groupe CRC votera l'amendement n° 54 de Mme Raymonde Le Texier (abrogation de l'article 11 de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs autorisant l'ouverture dominicale des magasins d'ameublement). (p. 541, 543) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 67 (fixation du taux normal de la TVA à 17 % à compter du 1er août 2008) ; n° 68 (instauration de la TVA au taux de 5 % sur la commercialisation des fruits et légumes et de l'ensemble des produits alimentaires de première nécessité) ; et n° 116 (abrogation du "bouclier fiscal") ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 546, 547) : son amendement n° 83 : rétablissement de l'indexation des retraites sur l'évolution du niveau moyen des salaires bruts ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 551, 552) : ses amendements n° 120 : réduction du montant de la taxe d'habitation à hauteur de 2 % du revenu fiscal et augmentation à due concurrence des taux applicables aux deux dernières tranches de l'ISF ; et n° 122 : application du taux réduit de la TVA à l'ensemble des prestations et services funéraires ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 556, 557) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 182 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1486) : réponse à l'intervention de M. Jean-Jacques Hyest, président de la commission des lois. Suivi des initiatives parlementaires.

- **Projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [n° 324 (2006-2007)]** - (15 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1714, 1715) : son intervention. - **Article 1er** (*Chapitre IV du titre III du livre III du CPMIVG - Refonte du dispositif des emplois réservés*) (p. 1720) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'ensemble des amendements de la commission et du Gouvernement.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Question préalable** (p. 1934, 1937) : soutient la motion n° 56 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 1221-2, L. 2313-5, L. 2323-47 et L. 2323-51 du code du travail - *Information des élus du personnel sur le recours aux contrats à durée déterminée et aux contrats d'intérim*) (p. 1943, 1946) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 57 (nouvelle rédaction de la définition de la forme normale du contrat de travail) ; n° 58 (précision selon laquelle le contrat de travail à durée indéterminée est à temps plein) ; n° 60 (nécessité pour l'employeur de s'expliquer sur les "motifs" du recours aux emplois atypiques et non sur les "éléments" de ce recours) ; et n° 62 (obligation pour l'employeur de consulter le comité

d'entreprise sur le recours aux contrats de travail à durée déterminée et aux contrats de mission); rejetés. - **Article 2** (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - *Durée de la période d'essai*) (p. 1953, 1958): soutient les amendements de Mme Annie David n° 65 et 66 (réduction de moitié des durées d'essai prévues à l'article); et n° 69 (imputation intégrale sur la période d'essai de la durée du stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études); rejetés. (p. 1963): soutient l'amendement n° 71 de Mme Annie David (suppression des dispositions prévoyant l'extinction en 2009 des mesures instituant des durées d'essai plus courtes que celles prévues à l'article); rejeté. - **Article 4** (art. L. 1232-1, L. 1233-2, L. 1234-9 et L. 1234-20 du code du travail - *Adaptations du droit du licenciement*) (p. 1968, 1969): soutient l'amendement n° 73 de Mme Annie David (suppression de la disposition rétablissant le caractère libératoire du reçu pour solde de tout compte); rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1983): intervient sur les amendements de suppression n° 51 de M. Jacques Muller et n° 74 de Mme Annie David. (p. 1986): soutient l'amendement n° 75 de Mme Annie David (obligation de motiver la rupture conventionnelle qui résulte de l'initiative de l'employeur); rejeté. (p. 1998, 1999): soutient l'amendement n° 78 de Mme Annie David (rapport au Parlement sur l'évaluation des conséquences, sur le régime d'indemnisation du chômage, de la réduction de la durée d'ancienneté requise pour bénéficier de l'assurance chômage); rejeté. - **Article 6** (*Contrat à durée déterminée à objet défini*) (p. 2001, 2002): soutient les amendements de Mme Annie David n° 79 (suppression); et n° 82 (suppression de la possibilité de subordonner le recours à un CDD à objet défini à la conclusion d'un accord d'entreprise); rejetés.

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (13 mai 2008) - **Question préalable** (p. 2078, 2080): sa motion n° 8 tendant à poser la question préalable; rejetée. - **Article 1er** (*Amélioration de l'information des conseils généraux sur l'acompte qui leur est demandé par les organismes payeurs au titre du revenu minimum d'insertion et de la prime forfaitaire*) (p. 2082): son amendement n° 2: suppression de l'article; rejeté. - **Article 3** (*Renforcement des informations transmises aux conseils généraux sur les paiements indus*) (p. 2083, 2084): son amendement n° 4: suppression de l'article; rejeté. - **Article 5** (*Confrontation des données des organismes payeurs avec celles d'autres administrations publiques*) (p. 2085): son amendement n° 6: suppression de l'article; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2087, 2088): le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail - Commission mixte paritaire [n° 364 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2673, 2675): son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2863, 2866): son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2912): soutient l'amendement n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2962): favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Organisation de la discussion des articles** (p. 3055).

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) -

Question préalable (p. 3444, 3447): soutient la motion n° 4 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - *Définitions du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi*) (p. 3450, 3456): soutient les amendements de Mme Annie David n° 18 (suppression de l'obligation de participer à l'élaboration du projet personnalisé d'accès à l'emploi, PPAE, et d'accepter les offres raisonnables d'emploi); et n° 22 (instauration d'un droit de rétractation avant la signature définitive du PPAE); rejetés. Favorable à l'amendement n° 21 de Mme Annie David (possibilité pour le demandeur d'emploi de se faire accompagner lors de la signature de son PPAE). (p. 3461, 3462): soutient l'amendement n° 29 de Mme Annie David (dans le PPAE, suppression de la référence au montant du salaire attendu par le demandeur d'emploi); devenu sans objet. (p. 3468, 3472): soutient les amendements de Mme Annie David n° 33 (possibilité pour le demandeur d'emploi de préciser la durée, la nature et le type de contrat recherché); et n° 36 (limitation de l'ORE aux seules offres correspondant à la qualification du demandeur); rejetés. (p. 3477): intervient sur l'amendement n° 41 de Mme Annie David (fixation au SMIC du salaire acceptable au bout d'un an d'inscription). - **Article 2** (art. L. 5412-1 du code du travail - *Motifs de radiation de la liste des demandeurs d'emploi*) (p. 3481, 3482): soutient l'amendement n° 47 de Mme Annie David (suppression de la liste des motifs de radiation de la possibilité de refuser sans motif légitime et à deux reprises une ORE); rejeté.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4834, 4837): soutient la motion n° 283 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité; rejeté. - **Question préalable** (p. 4840, 4841): le groupe CRC votera la motion n° 60 de Mme Gisèle Printz tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. L. 2121-1 du code du travail - *Critères de représentativité syndicale*) (p. 4842, 4843): soutient l'amendement n° 193 de Mme Annie David (définition du respect des valeurs républicaines); adopté. - **Division additionnelle avant l'article 2** (p. 4849): soutient l'amendement n° 195 de Mme Annie David (ajout d'une division additionnelle portant sur la représentativité syndicale dans les établissements employant moins de onze salariés); retiré. - **Article 2** (art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - *Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social*) (p. 4856, 4859): soutient les amendements de Mme Annie David n° 197 (retour à une périodicité de deux ans pour les élections professionnelles); et n° 199 (repli); rejetés. - **Article 3** (art. L. 2314-22, L. 2314-24, L. 2316-3 et L. 2324-4 du code du travail - *Modalités des élections professionnelles*) (p. 4868): soutient l'amendement n° 202 de Mme Annie David (suppression des mesures relatives aux salariés mis à disposition par une entreprise extérieure); rejeté. - **Article 3 bis** (art. L. 2312-5, L. 2314-3-1 (nouveau), L. 2314-8, L. 2314-11, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-1, L. 2324-4-1 (nouveau), L. 2324-11, L. 2324-13, L. 2324-21 et L. 2327-7 du code du travail - *Modalités de préparation des élections au sein de l'entreprise*) (p. 4872, 4873): soutient l'amendement n° 207 de Mme Annie David (conditions de validité du protocole d'accord préélectoral); rejeté. - **Article 6** (art. L. 2231-1, L. 2232-2, L. 2232-1 nouveau, L. 2232-6, L. 2232-7, L. 2232-12 à L. 2232-15 et L. 2232-34 du code du travail - *Conditions de validité des accords collectifs de travail*) (p. 4884, 4885): soutient les amendements de Mme Annie David portant sur le même objet n° 214, n° 216, n° 218, n° 220, et n° 223 (ouverture aux organisations syndicales non-représentatives ayant requis au moins 30 % des suffrages de la possibilité de s'opposer à un accord collectif); rejetés.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 8** (*Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles*) (p. 4905, 4906): soutient l'amendement n° 227 de Mme Annie David (répartition proportionnelle de la contribution des entreprises entre les organisations syndicales); devenu sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 16**

(p. 4924) : intervient sur l'amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion dans ce texte de l'article 17 de la position commune permettant de déroger, à titre expérimental, par accord d'entreprise majoritaire au contingent annuel d'heures supplémentaires). - **Article 16** (art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - *Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement*) (p. 4929, 4930) : parole sur l'article. - **Rappel au règlement** (p. 4932) : organisation des travaux. Conformément à la demande de M. Michel Mercier lors de la conférence des présidents, souhaite qu'il n'y ait pas de séance de nuit ce jour. - **Article 16** (art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - *Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement*) (p. 4934, 4936) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 233 (suppression de la fixation du contingent annuel d'heures supplémentaires par convention ou accord collectif d'entreprise ou d'établissement) ; et n° 235 (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche étendu) ; rejetés. (p. 4943, 4946) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 237 (liberté pour un salarié de refuser d'exécuter des heures supplémentaires sans que ce refus soit constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) ; et n° 240 (instauration d'un contingent d'heures supplémentaires réduit pour les entreprises couvertes par un aménagement du temps de travail) ; rejetés. (p. 4954, 4955) : soutient l'amendement n° 244 de Mme Annie David (rétablissement de l'article L. 3121-32 relatif au repos compensateur des travailleurs saisonniers) ; rejeté. (p. 4955) : favorable à l'amendement n° 151 de M. Jean Desessard (négociation du taux de rémunération des heures supplémentaires à partir d'un taux ne pouvant être inférieur à 25 %). - **Article 17** (art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - *Conventions de forfait*) (p. 4962, 4963) : soutient l'amendement n° 247 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. (p. 4968, 4970) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 249 (suppression de l'article L. 3121-38 du code du travail relatif aux conventions de forfait en heures sur la semaine ou sur le mois) ; n° 250 (suppression de l'article L. 3121-39 du code du travail relatif aux conventions de forfait sur l'année) ; et n° 251 (suppression de l'extension des forfaits sur l'année à l'ensemble des salariés) ; devenus sans objet. (p. 4972, 4973) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 254 (suppression de l'article L. 3121-41 du code du travail relatif au plafond de la durée du travail pour un salarié titulaire d'une convention de forfait en jours sur l'année) ; et n° 255 (repli) ; devenus sans objet. (p. 4975, 4976) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 258 (application du régime de majoration des heures supplémentaires aux jours travaillés hors forfait) ; et n° 260 (présence du médecin du travail à l'entretien individuel annuel entre l'employeur et le salarié titulaire d'une convention de forfait en jours sur l'année) ; devenus sans objet. (p. 4978, 4979) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 263 (suppression de l'application des conventions de forfait en heures sur l'année aux salariés disposant d'une autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps) ; et n° 265 (accord de l'inspecteur du travail pour la mise en œuvre d'une convention individuelle de forfait en heures sur l'année) ; devenus sans objet. (p. 4983) : le groupe CRC votera contre l'article 17.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Congrès du Parlement [n° 459 (2007-2008)]** - (21 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 16, 17) : le groupe CRC vote contre la révision constitutionnelle.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (22 juillet 2008) - **Article 18** (section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - *Dispositifs d'aménagement du temps de travail*) (p. 4991, 4992) : le groupe CRC est opposé à cet article. (p. 4995) : intervient sur les amendements identiques n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 268 de Mme Annie David (suppression). (p. 4997, 5003) : soutient les amendements de Mme Anne-Marie David n° 269 (cohésion) ; et n° 273

(possibilité d'une organisation du temps de travail sur plusieurs semaines avec l'approbation du comité d'entreprise) ; rejetés. (p. 5001) : intervient sur l'amendement n° 170 de M. Jean Desessard (contrepartie accordée aux salariés en cas de réduction du délai de prévenance). - **Article 19** (art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et art. 81 quater du code général des impôts - *Adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat*) (p. 5010) : intervient sur les amendements identiques n° 100 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 276 de Mme Annie David (suppression). (p. 5011) : le groupe CRC vote contre l'amendement n° 50 de la commission (cohérence) et l'article 19. - **Article 20** (art. L. 3121-15, L. 3123-14, L. 3123-17, L. 3133-8, L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3141-5, L. 3141-11, L. 3141-21, L. 3141-22, L. 3151-2, L. 3152-1, L. 3152-2, L. 3171-1 et L. 6321-4 du code du travail - *Coordination - Simplification des modalités d'alimentation et de fonctionnement du compte épargne-temps*) (p. 5011, 5012) : soutient l'amendement n° 277 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5025) : le groupe CRC votera résolument contre ce texte et demandera un scrutin public.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie - Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5123, 5124) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi - Commission mixte paritaire [n° 485 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5138) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail - Commission mixte paritaire [n° 486 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5145, 5147) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Question préalable** (p. 5337, 5338) : le groupe CRC votera la motion n° 519 de Mme Dominique Voynet tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5401) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Muller (encadrement des fonds d'investissement LBO, Leveraged buy-out).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5411, 5414) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 160 (suppression) ; et n° 512 (réécriture de l'article en supprimant le régime fiscal des sociétés d'investissement immobilier, en augmentant la taxation sur les revenus des placements mobiliers et en affectant certaines ressources de l'État directement à l'Agence nationale pour la rénovation urbaine, ANRU) ; rejetés.

- **Rappel au règlement** - (21 octobre 2008) (p. 5792, 5793) : organisation des travaux parlementaires.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)] (suite)** - (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de

l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5802) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux), soutient les sous-amendements n° 652 et 653 de Mme Odette Terrade ; rejetés. (p. 5815, 5816) : sur l'amendement n° 92 de la commission (dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution des logements sociaux), soutient les sous-amendements n° 665 et 662 de Mme Odette Terrade. (p. 5824, 5830) : sur l'amendement n° 94 de la commission, soutient le sous-amendement n° 666 de Mme Odette Terrade ; rejeté. Soutient l'amendement n° 213 de Mme Odette Terrade (suppression des dispositions contestant le droit au maintien dans les lieux pour les personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution de logements sociaux) ; rejeté. (p. 5833) : le groupe CRC votera contre l'article 20 de ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (21 octobre 2008) (p. 5834) : intervient sur le rappel au règlement de M. Nicolas About.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)] (suite)** - (21 octobre 2008) - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5842) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5850) : soutient l'amendement n° 339 de Mme Odette Terrade (augmentation du nombre de références retenues pour la fixation du loyer) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5865) : soutient l'amendement n° 318 de Mme Odette Terrade (évolution des aides personnelles au logement) ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) (p. 5869) : parole sur l'article. - **Article 26** (art. L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3 et art. L. 444-7, L. 444-8 et L. 444-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Extension des possibilités d'intermédiation locative des organismes HLM) (p. 5886) : favorable à l'amendement n° 498 de Mme Odette Herviaux (suppression). - **Demande de seconde délibération** (p. 5895) : défavorable à la demande de seconde délibération du Gouvernement portant sur l'article 21 du projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5899, 5900) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5925, 5927) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5960) : favorable à la motion n° 283 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (art. L. 115-1, L. 115-2 et L. 115-4 du code de l'action sociale et des familles - Principes des politiques d'insertion) (p. 5970, 5975) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 162 de Mme Annie David (objectifs du revenu de solidarité active, RSA). Soutient l'amendement n° 161 de Mme Annie David (rôle des employeurs et des organismes de sécurité sociale dans la mise en œuvre des objectifs du revenu de solidarité active, RSA) ; adopté le 23 octobre 2008 (p. 5987).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) (p. 5987, 5988) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Annie David (partage entre l'État et les départements de la responsabilité des politiques et d'insertion) ; rejeté. Ne votera pas l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 1er bis** (Présentation au Parlement du bilan des expérimentations du revenu de solidarité active) (p. 5990) : soutient l'amendement n° 168 de Mme Annie David (entrée en vigueur du revenu de solidarité active à l'issue des expérimentations en cours et après la remise au Parlement d'un bilan de celles-ci) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 5997, 5998) : parole sur l'article. (p. 6002, 6010) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 169 (suppression) ; n° 170 (cohérence) ; n° 173 (suppression des dispositions relatives aux critères de calcul du RSA) ; n° 174 (création d'une commission nationale

pour l'autonomie des jeunes) ; et n° 176 (suppression des conditions d'accès au RSA pour les conjoints et enfants des étrangers extracommunautaires) ; rejetés. Le groupe CRC votera l'amendement n° 8 de la commission (accès au RSA pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire). Votera l'amendement n° 285 du Gouvernement (précision). (p. 6012, 6015) : votera l'amendement n° 143 de M. Jean Desessard (prise en charge par les caisses d'allocation familiale des démarches visant à récupérer les créances alimentaires dues aux bénéficiaires du RSA). Soutient les amendements de Mme Annie David n° 178 (clarification) ; adopté ; et n° 179 (non-suppression du RSA en cas d'hospitalisation) ; retiré. (p. 6023, 6032) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 181 (exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA) ; n° 180 (élargissement de l'assiette des contributions finançant le RSA) ; et n° 182 (garantie par l'État de l'attribution de ressources suffisantes au financement intégral du RSA) ; rejetés. (p. 6034, 6040) : défavorable à l'amendement n° 69 de M. Michel Mercier (transmission au conseil général par les organismes payeurs d'informations sur les dépenses liées au RSA). Soutient les amendements de Mme Annie David n° 184 (suppression de l'application aux conjoints, concubins ou partenaires des droits et devoirs associés au RSA) ; rejeté ; et, portant sur le même objet, n° 187 ; rejeté ; et n° 186 ; devenu sans objet. (p. 6047, 6055) : défavorable aux amendements de M. Michel Mercier n° 229 (rétablissement des dispositions définissant le contenu de l'obligation d'information incombant au bénéficiaire du RSA à l'égard des organismes payeurs et du conseil général) et n° 231 (précision), ainsi qu'à l'amendement de la commission des finances saisi pour avis n° 61 (confrontation systématique des données entre les organismes payeurs et les autres administrations publiques). (p. 6062, 6063) : le groupe CRC votera contre l'article 2 de ce projet de loi. - **Article 3** (Compensation des charges nouvelles incombant aux départements) (p. 6070) : parole sur l'article. (p. 6071, 6073) : soutient l'amendement n° 198 de Mme Annie David (clarification) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Article 4** (art. L. 111-3, L. 121-7, L. 131-2, L. 134-1, L. 211-10, L. 214-7, L. 264-1, L. 512-1 du code de l'action sociale et des familles - Dispositions de coordination dans le code de l'action sociale et des familles et réforme du régime de réservation de places en crèche pour les enfants des bénéficiaires de minima sociaux) (p. 6109) : parole sur l'article. - **Article 5** (art. L. 114-17, L. 115-2, L. 241-6, L. 412-8, L. 511-1, L. 531-5, L. 551-1, L. 552-1, L. 553-3, L. 816-1 et L. 816-2 code de la sécurité sociale - Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Couverture maladie universelle complémentaire et contribution pour le remboursement de la dette sociale) (p. 6111, 6112) : parole sur l'article. (p. 6113, 6114) : soutient l'amendement n° 201 de Mme Annie David (exonération de la contribution pour le remboursement de la dette sociale, pour les sommes perçues au titre du revenu de solidarité active) ; rejeté. - **Article 6** (art. 81, 200 sexes, 200 octies, 1414, 1605 bis, 1649-0 A, 1665 bis et 1665 ter du code général des impôts - Articulation du RSA avec la prime pour l'emploi et conditions d'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle) (p. 6120) : favorable à l'amendement n° 203 de Mme Annie David (suppression). - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6123) : défavorable à l'amendement n° 84 de M. Michel Mercier (attribution des aides versées par les centres communaux d'action sociale, les fonds de secours des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, sur la base du niveau des ressources et de la composition du foyer, et non plus par référence au statut de l'allocataire d'un minimum social). - **Article 8** (art. L. 263-1 à L. 263-4, L. 263-15, L. 263-16, L. 263-18 et L. 263-19 du code de l'action sociale et des familles - Gouvernance des politiques d'insertion) (p. 6127) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6130, 6131) : soutient l'amendement n° 207 de Mme Annie David (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides économiques distribuées aux entreprises en fonction de la politique de recrutement, des emplois créés et de leur pérennité) ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 1111-3, L. 1251-33, L. 1251-37, L. 2313-5, L. 2323-48, L. 2323-54, L. 3252-3, L. 5132-3, L. 5132-5, L. 5132-11-1 nouveau, L. 5132-

15-1 nouveau, L. 5133-1 et L. 5133-2 du code du travail - Insertion par l'activité économique (p. 6137) : favorable à l'amendement n° 208 de Mme Annie David (prise en compte, dans le calcul des effectifs des entreprises, des salariés titulaires d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi ou d'un contrat initiative-emploi). - **Article 10** (art. L. 5134-19-1 à L. 5134-19-4 du code du travail - Contrat unique d'insertion) (p. 6143) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6152, 6153) : soutient l'amendement n° 213 de Mme Annie David (suppression de la réduction de cotisations sociales patronales en l'absence d'accord salarial au niveau de l'entreprise) ; rejeté. (p. 6154) : soutient l'amendement n° 214 de Mme Annie David (ouverture d'une négociation sur les voies et moyens de résorber la précarité et la pauvreté au travail) ; retiré. (p. 6155) : intervient sur l'amendement n° 291 du Gouvernement (création d'un fonds d'expérimentation en faveur des jeunes). - **Article 13 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Accueil en stage des personnes handicapées) (p. 6160) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 314 de la commission (durée minimale de quatre mois pour les stages proposés aux personnes handicapées). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 6160, 6161) : soutient l'amendement n° 215 de Mme Annie David (conclusion anticipée des négociations relatives à l'égalité salariale) ; rejeté. - **Article 17** (Dispositions transitoires) (p. 6166) : le groupe CRC vote contre l'amendement n° 67 de M. Michel Mercier (possibilité de recouvrir les indus constatés sur le paiement des prestations fusionnées au sein du revenu de solidarité active, ainsi que sur le paiement des prestations de revenu de solidarité active expérimental). Le groupe CRC vote contre cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6167, 6168) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Article 1er (priorité)** (art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime) (p. 6207, 6208) : favorable aux amendements de suppression n° 21 de la commission saisie pour avis, n° 35 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 73 de Mme Annie David. - **Article 1er bis** (art. L. 3312-8 nouveau du code du travail - Conclusion d'un accord d'intéressement au niveau de la branche) (p. 6215) : le groupe CRC votera contre cet article. - **Article 2** (art. L. 3324-10 et L. 3325-2 du code du travail, art. 158 et 163 bis AA du code général des impôts - Modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation) (p. 6218) : soutient l'amendement n° 75 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. - **Article 2 sexies** (art. L. 3312-3 et L. 3332-2 du code du travail - Modification du seuil d'effectifs en deçà duquel le chef d'entreprise peut bénéficier d'un accord d'intéressement et d'un plan d'épargne salariale) (p. 6233) : soutient l'amendement n° 80 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - Modernisation de la procédure de fixation du Smic) (p. 6249) : favorable aux amendements identiques n° 17 de la commission, n° 53 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 86 de Mme Annie David (maintien au 1er juillet de la date de fixation du SMIC).

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6284) : favorable à l'amendement n° 54 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (application uniforme du SMIC à l'ensemble du territoire et à l'ensemble des salariés). - **Article 4** (art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 et 12-1 de la loi n° 96-987 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Conditionnalité des allègements de cotisations sociales au respect de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires) (p. 6287) : soutient l'amendement n° 87 de Mme Annie David (suppression de l'allègement de charges sociales en cas d'absence d'accord salarial à l'issue de deux années de négociation) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic) (p. 6290) : soutient l'amendement n° 89 de Mme Annie David (prévision de négociations salariales avant le 30 juin 2009

sur le relèvement des minima sociaux de branche à des taux de rémunération au moins égaux au SMIC) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6716, 6719) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

Première partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 2 et annexe A** (Approbation du rapport figurant en annexe A et décrivant les modalités d'affectation des excédents et de couverture des déficits constatés pour l'exercice 2007) (p. 6757, 6758) : parole sur l'article.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 3** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2008) (p. 6760, 6761) : intervient sur l'amendement n° 491 du Gouvernement (révision des prévisions de recettes de l'ensemble des branches du régime général). - **Article 4** (Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites) (p. 6761, 6762) : parole sur l'article. - **Article 5** (art. 60, 74 et 78 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Rectification des montants des dotations du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et de l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires) (p. 6766, 6767) : son amendement n° 94 : suppression ; rejeté.

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6805) : sa question au ministre de la santé.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 9 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel) (p. 6814, 6815) : son amendement n° 95 : suppression ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie) (p. 6827, 6829) : ses amendements n° 101 : suppression ; n° 102 : suppression des dispositions tendant à ce que le Fonds de financement de la couverture maladie universelle complémentaire repose uniquement sur les organismes mutualistes ; n° 103 : refus des dispositions tendant à ce que les excédents du Fonds de financement de la couverture maladie universelle complémentaire soient affectés à la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés ; et n° 104 : caractère exceptionnel de l'augmentation du taux de la taxe sur le chiffre d'affaires des organismes complémentaires ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6834, 6835) : son amendement n° 105 : augmentation des ressources de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale par la création d'une contribution assise sur les revenus de type stock-options ; rejeté. - **Article 13** (art. L. 137-15 à L. 137-17 nouveaux et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Contribution sur les rémunérations ou gains exclus de l'assiette des cotisations sociales) (p. 6838) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 2 de la commission (élargissement de l'assiette du forfait social). - **Article 13 bis** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de rupture supérieures à un million d'euros) (p. 6842, 6843) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2008) - **Article 18** (art. L. 2241-2, L. 2242-8 et L. 3261-2 à L. 3261-5 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 131-4-1 et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des frais de transport domicile-travail) (p. 6892) : son amendement n° 112 : prise en charge par les employeurs des mécanismes dits de voiture partagée ou d'autopartage ; rejeté. (p. 6899) : votera cet article. - **Article 19** (art. L. 225-1-1, L. 243-6-1, L. 243-6-3,

L. 243-6-4 nouveau, L. 243-7-2 et L. 243-7-3 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 725-24 du code rural - Sécurité juridique des cotisants) (p. 6903) : son amendement n° 113 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6914, 6915) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Annie David, n° 117 : suppression des exonérations de cotisations patronales lorsque l'employeur se dispense de respecter ses obligations légales en terme de politique salariale. - **Article 23** (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 6916, 6918) : son amendement n° 118 : suppression ; irrecevable. - **Article 24 et annexe C** (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 6922) : sur l'amendement n° 493 du Gouvernement (conséquence de la révision des hypothèses macroéconomiques pour l'année 2009), son sous-amendement n° 119 ; rejeté. - **Article 30** (Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt) (p. 6926, 6927) : son amendement n° 120 : inscription dans le texte du plafond des avances accordées aux régimes obligatoires de base et à ceux qui concourent à leur financement ; rejeté. - **Seconde délibération de la troisième partie - Article 12 bis** (p. 6932) : votera contre l'amendement n° A-1 du Gouvernement (suppression).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 67 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 6947, 6948) : son amendement n° 207 : suppression ; rejeté. (p. 6952) : intervient sur son amendement n° 207 précité. - **Article 51 (priorité)** (art. L. 815-1, L. 815-2, L. 815-13, L. 815-24, L. 815-24-1 nouveau et L. 816-2 du code de la sécurité sociale - Revalorisation du minimum vieillesse) (p. 6958) : son amendement n° 352 : rapport du Gouvernement sur les conséquences, pour les comptes sociaux, de la revalorisation de l'allocation supplémentaire d'invalidité, dans les mêmes conditions que l'allocation de solidarité aux personnes âgées ; rejeté. (p. 6960) : intervient sur l'article. - **Article 52 (priorité)** (art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficier du droit à réversion) (p. 6961, 6962) : parole sur l'article. - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A) (p. 6966) : parole sur l'article. (p. 6974) : votera contre l'amendement n° 517 du Gouvernement (dispositions relatives aux pilotes et aux copilotes). - **Article 61 ter (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section D) (p. 6975) : son amendement n° 191 : suppression ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office) (p. 7022, 7023) : parole sur l'article. (p. 7029, 7030) : son amendement n° 187 : abrogation de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites ; rejeté. (p. 7034, 7035) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Isabelle Pasquet, n° 186 : suppression. - **Organisation des débats** (p. 7039) : répond à M. Alain Vasselle au sujet d'une modification du règlement intérieur. - **Article 62 (priorité)** (article 1er-3 nouveau de la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public - Suppression des clauses couperets dans la fonction publique) (p. 7039) : parole sur l'article. - **Article 63 (priorité)** (Réforme des "surpensions" d'outre-mer) (p. 7058) : soutient les amendements de Mme Gélita Hoarau n° 236 (consultation et association des partenaires sociaux dans le cadre de la réforme

de l'indemnité temporaire de retraite) ; et n° 237 (report d'une année de cette réforme) ; rejetés. - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins) (p. 7068, 7069) : son amendement n° 124 : refus de la participation du secteur assurantiel privé à but lucratif, aux négociations conventionnelles ; rejeté. (p. 7071, 7072) : son amendement n° 127 : mesures en faveur de la rémunération au forfait ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 7088, 7089) : son amendement n° 353 : présentation d'un rapport d'évaluation sur les franchises médicales ; rejeté. - **Article 32** (art. L. 111-11 et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Suivi des propositions formulées par le rapport annuel sur l'évolution des charges et des produits de l'assurance maladie) (p. 7096) : le groupe CRC votera contre l'article 32 de ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 7096, 7097) : son amendement n° 133 : dispense des épreuves de vérification de langue pour les médecins titulaires d'un diplôme interuniversitaire de santé ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7100, 7101) : son amendement n° 135 : définition d'une période minimale d'exercice au sein des établissements publics pour les masseurs-kinésithérapeutes ; retiré. - **Article 34** (art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série) (p. 7114, 7118) : son amendement n° 141 : suppression ; devenu sans objet. Défavorable à l'amendement n° 528 du Gouvernement (rôle de la Haute Autorité de santé dans l'élaboration et la validation des référentiels). - **Article 35 bis** (art. L. 161-36-1, L. 161-36-2 et L. 161-36-3-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Expérimentation d'un dossier médical sur support mobile) (p. 7123) : son amendement n° 147 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7129) : son amendement n° 150 : suivi des dépenses liées aux dispositifs médicaux inscrits sur la liste des produits et prestations remboursables ; rejeté. - **Article 39** (art. L. 162-21-3, L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8, L. 162-22-9, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-6, L. 227-1, L. 314-3 et L. 314-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives au financement des établissements de santé) (p. 7134, 7136) : ses amendements n° 152 : suppression de la possibilité de déterminer des tarifs plafonds pour les unités ou centres de soins de longue durée ; et n° 151 : suppression du mécanisme de convergence tarifaire entre les hôpitaux publics et les cliniques privées ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7141) : son amendement n° 155 : pour les établissements privés autres que les établissements privés non lucratifs, intégration des honoraires des médecins libéraux dans les tarifs ; rejeté. - **Article 39 bis** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ; art. L. 162-22-6, L. 174-2 et L. 174-2-1 du code de la sécurité sociale - Transmission directe des factures des établissements de santé publique aux caisses d'assurance maladie) (p. 7142) : le groupe CRC votera contre l'article 39 bis de ce projet de loi. - **Article 40** (art. L. 6143-3, L. 6143-3-1, L. 6161-3-1 et L. 6162-1 du code de la santé publique - Clarification du traitement des situations de déséquilibre financier des établissements publics de santé et harmonisation des mises sous administration provisoire) (p. 7144, 7148) : ses amendements n° 156 : suppression ; n° 160 : suppression des sanctions visant les établissements publics de santé échouant à mettre en place un plan de redressement ; portant sur le même objet n° 162 et 163 : consultation des élus locaux avant le placement d'un établissement public de santé sous administration provisoire ; rejetés. - **Article 41** (art. L. 6113-10, L. 6113-10-1 et L. 6113-10-2 nouveaux du code de la santé publique ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Création de l'agence nationale

d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux) (p. 7154) : son amendement n° 166 : exclusion des établissements médico-sociaux du champ de compétence de l'agence nationale d'appui à la performance ; rejeté. - **Article 44 et article additionnel après l'article 44** (*Tarifification à la ressource des établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 7163) : son amendement n° 168 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 45** (*art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5126-6-1 du code de la santé publique - Réintégration des dépenses de médicaments dans le tarif soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 7180, 7182) : ses amendements n° 170 : suppression ; devenu sans objet ; et n° 172 : extension aux pharmacies mutualistes de la possibilité de signer avec les EHPAD ne disposant pas d'une pharmacie à usage intérieur des conventions relatives à la fourniture de médicaments ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7203) : remarque sur la concomitance des débats en séance publique et des réunions de commission. - **Article 71** (*art. L. 531-5 et L. 531-6 du code de la sécurité sociale - Modulation de la prestation de complément de libre choix du mode de garde en cas d'horaires d'accueil atypiques*) (p. 7210) : parole sur l'article. - **Article 77** (*art. L. 162-1-14 du code de la sécurité sociale - Révision de la procédure des pénalités financières*) (p. 7226) : ses amendements n° 218 : suppression ; et n° 221 : participation des représentants des associations d'usagers aux commissions chargées de prononcer des pénalités à l'encontre des usagers ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 77** (p. 7227) : son amendement n° 223 : abrogation des articles L. 114-19, L. 114-20 et L. 114-21 du code de la sécurité sociale relatifs au contrôle et à la lutte contre la fraude ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7232) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 112 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 7678, 7680) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Commission mixte paritaire [n° 77 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 7721, 7722) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (28 novembre 2008) (p. 7897, 7898) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7906, 7908) : ses amendements n° II-120 : revalorisation de la retraite du combattant et n° II-119 : revalorisation du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant ; rejetés.

Santé

- (28 novembre 2008) (p. 7916, 7917) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Question préalable** (p. 8903, 8904) : soutient la motion n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable ; rejetée.

FLEMING (Louis-Constant)
sénateur (Saint-Martin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Election le 21 septembre 2008.

FLOSSE (Gaston)
sénateur (Polynésie française)
NI

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 30 septies** (*art. 75-1 de la Constitution - Langues régionales*) (p. 4779) : défavorable à l'amendement n° 91 de M. Ivan Renar (suppression).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 63 (priorité)** (*Réforme des "surpensions" d'outre-mer*) (p. 7041, 7042) : parole sur l'article. (p. 7049, 7050) : ses amendements n° 407 : augmentation du plafond de l'indemnité temporaire de retraite pour l'Océan indien et pour le Pacifique ; n° 409 : suppression des dispositions rétroactives prévoyant un plafonnement de l'indemnité temporaire de retraite pour les fonctionnaires déjà retraités à la date du 1er janvier 2009 ; rejetés ; et n° 408 : modalités de décroissance et de dégressivité du plafond de l'indemnité temporaire de retraite ; devenu sans objet. (p. 7052, 7053) : son

NOMINATIONS

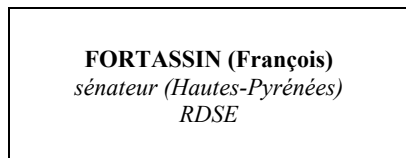
Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

amendement n° 405 : report de la date d'entrée en vigueur de la réforme de l'indemnité temporaire de retraite ; rejeté. (p. 7055, 7056) : son amendement n° 406 : réduction de quinze ans à dix ans de la durée minimale de séjour exigée des fonctionnaires pour déterminer une résidence durable outre-mer ; rejeté. (p. 7060) : votera contre cet article.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Outre-mer



FORTASSIN (François)
sénateur (Hautes-Pyrénées)
RDSE

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008 ; secrétaire de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire de la Commission supérieure des sites, perspectives et paysages (anciennement commission supérieure des sites régie par le décret n°70-288 du 31 mars 1970).

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative jusqu'au 27 novembre 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Revenons à nos moutons : un impératif pour nos territoires et notre pays [n° 168 (2007-2008)] (16 janvier 2008) - **Agriculture et pêche - Environnement**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Croatie : une "nouvelle Côte d'Azur" pour l'Union européenne ? (mission effectuée en Croatie du 15 au 19 juillet 2008) [n° 49 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

- (2 décembre 2008) (p. 8125, 8127) : son intervention. Exemple de la collectivité de Polynésie française. Votera contre les crédits de cette mission.

Articles non rattachés - (8 décembre 2008) - **Article 43** (*Plafonnement des réductions d'impôt obtenues au titre des investissements réalisés outre-mer*) (p. 8598, 8600) : parole sur l'article.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte spécial : développement agricole et rural [n° 101 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Agriculture et pêche - Budget**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 873) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1349, 1350) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2387, 2388) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2481) : intervient sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) portant sur l'amendement n° 44 de la commission (corrections apportées à la transposition de trois directives).

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif et modifiant le code du sport [n° 310 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Article 1er** (*art. L. 222-5 à L. 222-12 du code du sport - Conditions d'exercice de la profession d'agent sportif*) (p. 2611) : votera l'amendement n° 9 de M. Jean-François Voguet (clarification du principe d'interdiction de rémunération d'un intermédiaire en cas de signature d'un contrat par un sportif mineur).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2918) : défavorable aux amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution). - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2933) : favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2943) : intervient sur l'amendement n° 158 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution du principe de la démocratie participative).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 24** (*art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes*)

politiques au sein des règlements des assemblées) (p. 3329) : soutient l'amendement n° 392 de M. Jean-Michel Baylet (reconnaissance, dans la Constitution, de droits aux groupes d'opposition ainsi qu'aux groupes minoritaires de chaque assemblée) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3336) : intervient sur les amendements n° 351 de Mme Alima Boumediene-Thiery (adoption de la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe) et n° 71 de M. Hugues Portelli (appréciation de la conformité des dispositions législatives aux engagements internationaux par le Conseil d'Etat et par la Cour de cassation - intervention du Conseil constitutionnel en cas de conflit de jurisprudence entre les deux hautes juridictions). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3351) : favorable à l'amendement n° 73 de M. Hugues Portelli (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3624, 3626) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quater vicies, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises) (p. 3684, 3685) : ne votera pas l'article 1er. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3706) : intervient sur le sous-amendement n° 600 de M. Jacques Blanc à l'amendement n° 193 de la commission (élargissement de la dispense d'immatriculation).

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4393, 4394) : défavorable à l'amendement n° 813 de M. Jean-Pierre Sueur (organisation d'un concours d'architecture pour les édifices commerciaux de plus de 1000 mètres carrés).

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Article unique** (p. 6311) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (introduction du principe de la

parité dans la constitution du bureau). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6314) : son intervention.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Commission mixte paritaire [n° 77 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7747) : la majorité du groupe du RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers

- (3 décembre 2008) (p. 8221, 8222) : son intervention.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8240, 8241) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption des crédits de cette mission.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Article 1er** (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves) (p. 8831) : parole sur l'article. (p. 8835) : intervient sur le sous-amendement n° 4 de M. Michel Charasse déposé sur l'amendement n° 2 de M. Pierre-Yves Collombat (prise en compte des regroupements pédagogiques intercommunaux, RPI, dans l'appréciation des capacités d'accueil des communes).

- **Rappel au règlement** - (11 décembre 2008) (p. 8869) : s'interroge sur l'intérêt de cette séance pour examiner le projet de loi organique et le projet de loi alors même que la courtoisie sénatoriale impose de ne pas s'occuper des questions relatives à l'Assemblée nationale et d'émettre un vote conforme.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8901, 8902) : intervient sur la motion n° 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité.

FOUCAUD (Thierry)
sénateur (Seine-Maritime)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Enseignement scolaire [n° 99 tome 3 annexe 13 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Éducation.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme portuaire** [n° 300 (2007-2008)] - (20 mai 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2246, 2248) : soutient la motion n° 28 de M. Gérard Le Cam tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (21 mai 2008) - **Article 3** (*Art. 1518 A bis et 1464 J [nouveaux] du code général des impôts - Avantages fiscaux des entreprises de manutention ayant acquis des outillages publics*) (p. 2290, 2292) : parole sur l'article. Soutient les amendements de M. Gérard Le Cam n° 32 (suppression) ; n° 31 (suppression du dispositif d'allègement temporaire de la taxe professionnelle et des taxes foncières) ; n° 29 (suppression de la possibilité pour les collectivités territoriales et les EPCI d'exonérer de taxe professionnelle les entreprises exploitant les infrastructures en fonction de leurs

investissements nouveaux ou de remplacement) ; et n° 30 (cohérence) ; rejetés.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (1er juillet 2008) - **Article 1er A** (*Définition législative des particuliers employeurs*) (p. 3668) : soutient l'amendement n° 451 de Mme Marie-France Beaufls (suppression) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 39** (*priorité*) (*section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A*) (p. 3945, 3946) : soutient l'amendement n° 896 de Mme Marie-France Beaufls (extension de la mission d'accessibilité bancaire à tous les établissements bancaires distributeurs du livret A) ; rejeté. (p. 3953) : soutient l'amendement n° 878 de Mme Marie-France Beaufls (garantie de la prise en compte des seules sommes déposées sur le livret A dans le calcul du plafonnement) ; rejeté. (p. 3959, 3960) : soutient l'amendement n° 881 de Mme Marie-France Beaufls (centralisation à la Caisse des dépôts et consignations d'une quote-part du livret A, du livret de développement durable, du livret d'épargne populaire et du livret jeune) ; rejeté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4688, 4689) : son intervention.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 - Commission mixte paritaire** [n° 481 (2007-2008)] - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5141, 5142) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5259, 5261) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Deuxième lecture** [n° 283 (2007-2008)] - (21 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5791) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** [n° 497 (2007-2008)] - (21 octobre 2008) - **Article 20** (*art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (p. 5818, 5819) : sur l'amendement n° 92 de la commission (dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution des logements sociaux), soutient les sous-amendements de Mme Odette Terrade n° 663 ; devenu sans objet ; n° 669, n° 670, n° 671 et n° 672 ; rejetés.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012** [n° 55 (2008-2009)] - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6602, 6603) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Question préalable** (p. 6616, 6618) : sa motion n° 25 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 2** (*Objectifs de la programmation pluriannuelle des finances publiques*) (p. 6620) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Marie-France Beaufls (suppression) ; rejeté. - **Article 3** (*Approbation du rapport annexé à la présente loi*) (p. 6625) : soutient l'amendement n° 12 de Mme Marie-France Beaufls (suppression) ; rejeté. - **Article 4** (*Norme annuelle de progression des dépenses de l'Etat*) (p. 6629) : soutient l'amendement n° 14 de Mme Marie-France Beaufls (définition des finances publiques) ; rejeté. - **Article 7** (*Norme annuelle d'évolution de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 6635) : soutient l'amendement n° 17 de M. Guy Fischer (rôle de la programmation des finances

publiques à l'égard de la sécurité sociale) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6641) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7249, 7251) : son intervention. - **Question préalable** (p. 7270) : intervient sur sa motion soutenue par M. Bernard Vera n° I-150 tendant à poser la question préalable.

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7286) : son amendement n° I-172 : baisse du taux de TVA ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7288) : son amendement n° I-161 : suppression du dispositif "Robien" d'aide à l'investissement locatif ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7290, 7293) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° I-115 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail). Ses amendements n° I-162 : régime d'imposition des rémunérations différées au montant excédant six fois le plafond annuel de la sécurité sociale ; et n° I-175 : réduction des taux de défiscalisation des investissements productifs en outre-mer ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7295, 7296) : son amendement n° I-176 : modification des plafonds éligibles aux réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde d'enfants ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7300) : son amendement n° I-178 : relèvement du taux d'imposition des plus-values ; rejeté. - **Article 2 bis** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 7304) : défavorable à l'amendement n° I-1 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Article 4** (*Suppression de l'imposition forfaitaire annuelle sur trois ans*) (p. 7339, 7340) : ses amendements n° I-154 : suppression ; et n° I-181 : augmentation du taux d'imposition sur les bénéficiaires des sociétés ; rejetés. - **Article 6** (*Reconduction de la taxe exceptionnelle mise à la charge des entreprises pétrolières en vue de financer la prime à la cuve versée aux foyers les plus modestes*) (p. 7353) : son amendement n° I-157 : requalification du crédit d'impôt "prime à la cuve" en charges déductibles du résultat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7356, 7357) : son amendement n° I-173 : modulation de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires ; rejeté. (p. 7363) : son amendement n° I-179 : augmentation du taux de collecte du 1 % logement ; rejeté. - **Article 7 ter** (*Création au profit des PME d'un régime analogue au bénéfice mondial consolidé*) (p. 7366, 7367) : son amendement n° I-156 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7370, 7373) : défavorable aux amendements de la commission n° I-7 (report de l'application du plafond de détention de 60 % du capital des sociétés d'investissements immobiliers cotées, SIIC ; précision des règles de sortie et de retour dans le dispositif fiscal des SIIC ; possibilité d'extension du champ d'application du régime des SIIC aux droits réels immobiliers), n° I-8 (prorogation du régime d'externalisation d'actifs immobiliers détenus par des entreprises commerciales, industrielles et financières vers les sociétés d'investissements immobiliers, et augmentation du taux de taxation de la plus-value) et n° I-9 (aménagement du dispositif relatif à l'obligation de conservation des actifs pour les sociétés d'investissements immobiliers cotées, SIIC). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7377) : son amendement n° I-166 : augmentation du taux d'imposition du montant des plus-values à long terme ; rejeté. (p. 7379) : son amendement n° I-170 : soumission des avantages résultant de la pratique de distribution de stock-options à une contribution sociale au taux de 8 % ; rejeté. - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7382, 7383) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7429, 7430) : son amendement n° I-171 : mise en œuvre de la taxe

"Tobin" ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7439, 7440) : son amendement n° I-163 : suppression du "bouclier fiscal" ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (25 novembre 2008) (p. 7453) : article 36 du règlement du Sénat relatif à l'organisation des travaux. Adoption le 24 novembre 2008 d'un amendement permettant l'autoliquidation du bouclier fiscal par les contribuables bénéficiant de cette niche fiscale, qu'il juge irrecevable. Le groupe CRC demandera une seconde délibération sur cet article.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7455) : intervient sur l'amendement n° I-216 de M. Philippe Dominati (suppression de l'ISF). (p. 7458) : son amendement n° I-168 : suppression de la réduction d'ISF pour les titres de société dont le propriétaire est salarié de l'entreprise concernée ; rejeté. (p. 7467, 7468) : son amendement n° I-180 : majoration de 10 % des cotisations d'ISF ; rejeté. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7522) : favorable à l'amendement n° I-57 de Mme Nicole Bricq (suppression). - **Article 11 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations de fonctionnement*) (p. 7525, 7526) : soutient l'amendement n° I-187 de Mme Marie-France Beaufils (suppression) ; rejeté. - **Article 14 (précédemment réservé)** (*Reconduction du fonds de mobilisation départemental pour l'insertion, FMDI*) (p. 7534, 7535) : soutient l'amendement n° I-190 de Mme Marie-France Beaufils (augmentation du FMDI) ; rejeté.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8169, 8170) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8210) : le groupe CRC-SPG s'abstiendra lors du vote de l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole).

Articles de récapitulation des crédits

- (8 décembre 2008) - **Article 35 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 8544, 8545) : parole sur l'article. - **Article 39** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 8547) : parole sur l'article.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 42 A** (*Actualisation du taux d'inflation pris en compte en 2009 pour les revalorisations annuelles effectuées par référence au rapport économique, social et financier*) (p. 8554) : son amendement n° II-312 : revalorisation de 2 % du barème de l'ISF ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8565) : intervient sur l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libérateur sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %). (p. 8575, 8576) : le groupe CRC-SGP votera contre l'amendement n° II-249 de la commission (imputation des moins-values issues des cessions de valeurs mobilières réalisées en 2008 sur le revenu global). - **Article 42 bis** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux monuments historiques*) (p. 8597) : défavorable aux amendements identiques de la commission n° II-251 et de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-146 (suppression du plafonnement à 200 000 euros de l'avantage fiscal en faveur des monuments privés non ouverts au public). - **Article 43** (*Plafonnement des réductions d'impôt obtenues au titre des investissements réalisés outre-mer*) (p. 8601, 8602) : son amendement n° II-321 : limitations des réductions d'impôt sur le revenu pouvant être obtenues au titre des investissements en

outré-mer ; rejeté. - **Article 44 bis** (*Plafonnement global de certains avantages propres à l'impôt sur le revenu*) (p. 8619, 8621) : son amendement n° II-322 : abaissement du seuil d'effet du plafonnement global des niches fiscales ; rejeté. - **Article 44 ter** (*Demi-part des personnes vivant seules ayant élevé un enfant*) (p. 8625, 8626) : son amendement n° II-316 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 44 nonies** (p. 8638) : son amendement n° II-313 : suppression du dispositif "Robien" ; rejeté. (p. 8641) : son amendement n° II-324 : concentration du prêt à taux zéro sur les familles les plus modestes ; rejeté. - **Article 48** (*Mise en place d'une "éco-conditionnalité" pour le bénéfice des dispositifs fiscaux en faveur des investissements locatifs*) (p. 8657) : son amendement n° II-318 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 48 bis** : son amendement n° II-327 : suppression des niches fiscales de l'ISF ; rejeté. - **Article 48 bis** (*Éligibilité des dons aux groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune*) (p. 8658) : ses amendements n° II-319 : suppression ; et n° II-326 : réduction du plafond des réductions d'ISF pour investissement dont bénéficient les PME, et pour dons ; rejetés. - **Article 54 bis** (*Prorogation de*

l'expérimentation du contrat de transition professionnelle sur sept bassins d'emploi) (p. 8709, 8710) : parole sur l'article. - **Article 55** (*Affectations de droits sur les tabacs*) (p. 8712) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 55 ter** (p. 8721, 8722) : son amendement n° II-349 : réduction des abattements applicables en matière de droits de succession et de donation ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8765, 8767) : votera contre ce budget.

- *Commission mixte paritaire* [n° 138 (2008-2009)]

Discussion générale :

- (17 décembre 2008) (p. 9066, 9068) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 - Commission mixte paritaire** [n° 149 (2008-2009)] - (22 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9419, 9421) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre ce texte.

FOUCHÉ (Alain)
sénateur (Vienne)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 26 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux (EPARECA) le 4 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission d'examen des pratiques commerciales.

Membre titulaire de l'Observatoire économique de l'achat public.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à l'aide active à mourir dans le respect des consciences et des volontés [n° 65 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion** [n° 212 (2007-2008)] - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2077) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3630, 3631) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (*art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4302) : sur l'amendement n° 146 de la commission (pour les projets ayant une zone de chalandise dépassant les limites du département d'implantation, participation à la CDAC d'un élu ou d'une personnalité qualifiée de chaque département voisin concerné), son sous-amendement n° 1070 ; rejeté. (p. 4307, 4308) : ses amendements n° 256 : institution d'une commission interdépartementale d'aménagement commercial pour les projets ayant une zone de chalandise dépassant le territoire du département ; et n° 257 :

élaboration et opposabilité des schémas de développement commercial aux schémas de cohérence territoriale ; devenus sans objet. (p. 4316) : son amendement n° 258 : fixation à 500 mètres carrés du seuil de soumission de la création d'une surface commerciale à l'autorisation de la CDAC ; retiré.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5942, 5943) : son intervention. Votera ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6132) : intervient sur l'amendement n° 103 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides octroyées en fonction des politiques de recrutement et de passage au temps plein pratiquées par les entreprises).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

FOURCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie le 11 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux jusqu'au 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Où va la Russie ? [n° 416 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Sécurité

- (2 décembre 2008) - **Article additionnel après 73** (p. 8079, 8080) : favorable aux amendements identiques de la commission des affaires étrangères saisi pour avis n° II-84 et de la commission des lois saisi pour avis n° II-98 (rapport sur les frais occasionnés par les transfèvements et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice).

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) (p. 8320, 8321) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9007) : son intervention.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Engagements financiers de l'État - compte spécial participations financières de l'État - Compte spécial gestion du patrimoine immobilier de l'État [n° 99 tome 3 annexe 12 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Deuxième lecture [n° 198 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1508, 1509) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 3 de M. François Autain (extension des possibilités de prescription d'études post-AMM à l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé, AFSSAPS, et à la Haute Autorité de santé, HAS).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1756, 1757) : son intervention.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (7 mai 2008) - **Article 5** (*art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1984, 1985) : intervient sur les amendements de suppression n° 51 de M. Jacques Muller et n° 74 de Mme Annie David. (p. 1988) : réponse à M. Jean-Luc Mélenchon.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2935, 2936) : favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Article 13 (priorité)** (*art. 35 de la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3025) : parole sur l'article. - **Article 4** (*art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la*

République) (p. 3053, 3054) : favorable à l'amendement n° 101 de la commission (sur les emplois ou fonctions relevant du pouvoir de nomination du Président de la République, avis public d'une commission mixte paritaire issue des commissions permanentes compétentes de chaque assemblée, et s'exprimant à la majorité des trois cinquièmes). - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3064) : défavorable aux amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi) (p. 3240) : favorable aux amendements identiques de suppression n° 113 de la commission et n° 468 de M. Bernard Frimat. - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3271) : favorable aux amendements identiques n° 133 de la commission, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel et n° 493 de M. Bernard Frimat (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3339) : défavorable à l'amendement n° 233 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élargissement du droit de saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires). - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel) (p. 3356, 3357) : parole sur l'article.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4729) : défavorable à l'amendement n° 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abrogation de l'article 40 de la Constitution).

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4830, 4832) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 8** (Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles) (p. 4909) : favorable à l'amendement n° 183 de M. Philippe Dominati (suppression de la possibilité de créer une contribution des entreprises pour le financement du dialogue social). - **Article 9** (Date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social) (p. 4913) : intervient sur l'amendement n° 126 du Gouvernement (maintien en vigueur des règles de représentativité actuelles dans la fonction publique). - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 4923, 4924) : défavorable à l'amendement n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion dans ce texte de l'article 17 de la position commune permettant de déroger, à titre expérimental, par accord d'entreprise majoritaire au contingent annuel d'heures supplémentaires). - **Article 16** (art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement) (p. 4938) : intervient sur les amendements de Mme Annie David n° 234 (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche) et n° 235 (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche étendu), n° 117 de M. Jean-Paul Amoudry (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche) et n° 142 de M. Jean Desessard (primauté de l'accord de branche sur l'accord d'entreprise pour la fixation du contingent annuel d'heures supplémentaires). - **Article 17** (art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - Conventions de forfait) (p. 4965) : défavorable aux amendements de suppression n° 85 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 247 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5018, 5019) : soutient

l'amendement n° 187 de M. Serge Dassault (diminution progressive des allègements de cotisation de sécurité sociale accordés aux entreprises) ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5020, 5021) : le groupe UMP votera unanimement le texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5264) : sa question au ministre du budget et des comptes publics.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5364, 5366) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5403) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (17 octobre 2008) - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement) (p. 5567, 5585) : intervient sur les amendements n° 291 de M. Daniel Raoul (composition du conseil d'administration de l'ANPEEC) et n° 293 de M. Thierry Repentin (représentation du Gouvernement au sein du conseil d'administration de l'UESL). Le groupe UMP votera cet article. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5596) : intervient sur l'amendement n° 626 du Gouvernement (élargissement des missions de l'ANAH). - **Article 7** (Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) (p. 5626) : intervient sur les amendements identiques n° 187 de Mme Odette Terrade et n° 354 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat) (p. 5637, 5645) : intervient sur l'amendement n° 355 de M. Thierry Repentin (suppression de l'article) ainsi que sur le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5709) : votera contre l'amendement n° 606 de Mme Dominique Voinet (obligation de consulter les habitants des quartiers concernés par des opérations de rénovation urbaine). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 5714, 5715) : défavorable à l'amendement n° 399 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif "Robien" à partir du 31 décembre 2009). - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5742, 5743) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5833) : le groupe UMP votera l'article 20 de ce projet de loi.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (21 octobre 2008) (p. 5833, 5834) : au nom de MM. Paul Blanc et Elie Brun.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)] (suite)** - (21 octobre 2008) - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5844) : son amendement n° 587 : suppression de la baisse des plafonds de ressources nécessaires pour accéder au parc HLM ; devenu sans objet.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 6028) : ne votera pas l'amendement n° 282 de M. Philippe Dominati (mode de financement du RSA).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6610) : sa question à la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. - **Article 2** (Objectifs de la programmation pluriannuelle des finances publiques) (p. 6623) : le groupe UMP votera le sous-amendement n° 2 de la commission (suppression de la décomposition entre les différentes administrations publiques de l'objectif de solde budgétaire) portant sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (actualisation des prévisions économiques). - **Article 5** (Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat) (p. 6632) : intervient sur l'amendement n° 29 du Gouvernement (modification des crédits inscrits dans le budget triennal par mission pour traduire l'impact des prévisions économiques sur la charge de la dette). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6640, 6641) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6914) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 117 de M. Guy Fischer (suppression des exonérations de cotisations patronales lorsque l'employeur se dispense de respecter ses obligations légales en terme de politique salariale).

Quatrième partie :

- (20 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7195) : le groupe UMP votera contre les amendements portant sur le même objet n° 249 de M. François Autain et n° 388 de M. Bernard Cazeau (interdiction pour les praticiens hospitaliers d'ouvrir un cabinet privé ou d'exercer une activité rémunérée dans un établissement de santé privé durant deux ans). - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7200) : intervient sur le sous-amendement n° 531 du Gouvernement (suppression de la mention obligatoire du lieu de fabrication de la prothèse dans le devis remis au patient), déposé sur l'amendement n° 429 de M. Nicolas About (information du patient sur le coût d'une prothèse dentaire préalablement à sa pose). - **Article 70** (art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale - Financement par la caisse nationale des allocations familiales de l'intégralité des majorations de pensions pour enfants) (p. 7206) : le groupe UMP ne votera pas les amendements de suppression n° 52 de la commission et n° 214 de M. Guy Fischer.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7297) : votera contre les amendements n° I-107 de Mme Nicole Bricq (retour aux anciens plafonds des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) et n° I-176 de M. Thierry Foucaud (modification des plafonds éligibles aux réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde d'enfants). - **Article 2 bis** (Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice) (p. 7305, 7306) : s'abstiendra sur l'amendement n° I-1 de la commission (suppression). - **Article 2 ter** (Réduction d'impôt sur le revenu et déduction de l'impôt sur les sociétés pour le financement de projets économiques dans les pays en développement) (p. 7310, 7311) : favorable à l'amendement n° I-2 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7345) : favorable à l'amendement n° I-22 de M. Jean Arthuis (clarification du régime fiscal des revenus des équipes de gestion des fonds communs de placement à risque et des sociétés de capital risque). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7358) : défavorable à l'amendement n° I-117 de M. Jean-Jacques Jégou (remboursement immédiat des créances du crédit d'impôt recherche afin d'améliorer à court terme les trésoreries des entreprises).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7455) : défavorable à l'amendement n° I-216 de M. Philippe Dominati (suppression de l'ISF). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7490, 7491) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 15** (Evolution des compensations d'exonérations) (p. 7568) : intervient sur l'amendement n° I-257 du Gouvernement (prélèvement de 25 millions d'euros sur les ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle afin de limiter la diminution des variables d'ajustement).

- Rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 7608, 7609) : son intervention.

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7948, 7949) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 7954) : position de la commission sur l'amendement n° II-138 du Gouvernement.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) (p. 8426, 8427) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8560, 8561) : favorable à l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %). - **Article 42** (Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux") (p. 8591) : s'interroge sur le plan de relance évoqué par la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi. - **Article 44 bis** (Plafonnement global de certains avantages propres à l'impôt sur le revenu) (p. 8620) : intervient sur l'amendement n° II-322 de M. Thierry Foucaud (abaissement du seuil d'effet du plafonnement global des niches fiscales).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Article 45** (Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens) (p. 8651) : votera l'amendement n° II-393 du Gouvernement (modification du plafond de l'éco-prêt à taux zéro et des conditions de ressources des emprunteurs ; clarification des responsabilités entre la banque et l'emprunteur lorsque ce dernier ne produit pas les justificatifs de la réalisation effective des travaux). - **Article 52 bis** (Modification des règles du prélèvement effectué au profit du fonds de solidarité de la région Ile-de-France, FSRIF) (p. 8690) : parole sur l'article. - **Article 55 quinquies** (Présentation de scénarii économiques alternatifs, en annexe aux projets de lois de finances) (p. 8726) : s'abstiendra sur l'amendement n° II-411 du Gouvernement (suppression).

- **Commission mixte paritaire [n° 138 (2008-2009)]**

Discussion générale :

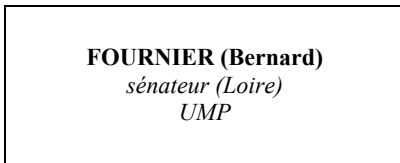
- (17 décembre 2008) (p. 9068, 9069) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Article 11 et état A (Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois)** (p. 9216, 9217) : intervient sur l'amendement n° 190 du Gouvernement (conséquences et ajustement du tableau de financement).

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 42 bis (Déductibilité des charges financières du nu-propriétaire d'un immeuble dont l'usufruitier est bailleur social)** (p. 9328, 9329) : favorable à l'amendement n° 97 de M. Jean-Marie

Vanlerenberghe (élargissement du dispositif aux sociétés d'économie mixte et aux organismes disposant de l'agrément prévu). - **Article 43 bis (Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour certaines sociétés du secteur textile, habillement et cuir)** (p. 9337) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (suppression).

- **Commission mixte paritaire [n° 149 (2008-2009)]** - (22 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9454, 9455) : le groupe UMP votera ce projet de loi.



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale le 28 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales [n° 297 (2006-2007)]** - (16 janvier 2008) - **Discussion générale :** son intervention (p. 256, 257). Le groupe UMP votera ce projet de loi.

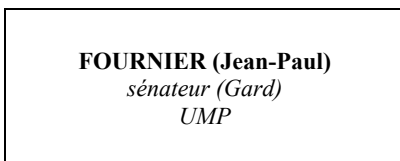
- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 112 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7718) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8260, 8261) : son intervention. Elevage dans le département de la Loire.



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

Election le 21 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

FRANÇOIS-PONCET (Jean)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)] - Le traité de Lisbonne [n° 188 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 200 (2007-2008)] autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 201 (2007-2008)] (7 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne**.

FRASSA (Christophe-André)
sénateur (Français établis hors de France (Série A))
UMP-R

Election le 21 septembre 2008.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire : Le nouvel espace rural français [n° 468 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1067, 1071) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1090) : position de la commission sur la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 1094, 1095) : position de la commission sur la motion n° 3 de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à poser la question préalable. - **Article unique** (p. 1087) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5181, 5183) : son intervention. Au nom de l'UMP, rend hommage aux soldats français tombés en Afghanistan. Votera en faveur de la politique étrangère du Gouvernement.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

- (5 décembre 2008) (p. 8389, 8390) : son intervention.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution** [n° 105 (2008-2009)] - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8881, 8882) : son intervention. Votera les deux textes.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés** [n° 106 (2008-2009)] - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009).**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

FRÉCON (Jean-Claude)
sénateur (Loire)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale le 28 octobre 2008.

Membre suppléant du Comité des finances locales le 11 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 11 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative jusqu'au 27 novembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 373 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Transports - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Conseil et contrôle de l'Etat [n° 99 tome 3 annexe 6 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

FRÉVILLE (Yves)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP-R

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement.

Membre titulaire du Comité des finances locales jusqu'au 1er avril 2008.

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le régime des pensions militaires est-il adapté aux besoins d'une armée professionnelle ? [n° 236 (2007-2008)] (25 mars 2008) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7874) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Article 1er (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves)** (p. 8834) : intervient sur le sous-amendement n° 4 de M. Michel Charasse déposé sur l'amendement n° 2 de M. Pierre-Yves Collombat (prise en compte des regroupements pédagogiques intercommunaux, RPI, dans l'appréciation des capacités d'accueil des communes).

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La structure intégrée de maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense (SIMMAD), et le maintien en condition opérationnelle des matériels aéronautiques du ministère de la défense [n° 352 (2007-2008)] (21 mai 2008) - **Défense.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Article 11 (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - Délai de communicabilité des archives publiques)** (p. 62, 63) : sur l'amendement n° 19 de la commission (aménagement du délai applicable aux documents susceptibles de porter atteinte à la protection de la vie privée), son sous-amendement n° 66 ; adopté. (p. 64) : sur l'amendement n° 17 de la commission (coordination), son sous-amendement n° 64 ; adopté. Son amendement n° 65 : conséquence ; adopté. - **Article 19 (art. 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques - Coordination avec la loi de 1951 sur le secret en matière de statistiques)** (p. 71, 72) : son amendement n° 67 : élargissement des compétences du comité du secret statistique ; adopté.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - au nom de la commission des finances - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4273) : son amendement n° 1 : information du Parlement sur le coût des grands programmes d'armement ; adopté.

FRIMAT (Bernard)
sénateur (Nord)
SOC

Vice-président du Sénat à compter du 7 octobre 2008 ; a présidé les séances des 17, 21, 22, 29 octobre, 12, 13, 19, 21, 26 novembre, 4, 5, 9 et 18 décembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Droits et libertés des communes de Polynésie française : de l'illusion à la réalité [n° 130 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Outre-mer.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 26) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 6 de M. Jean Arthuis (sécurisation des consommateurs professionnels d'électricité ayant bénéficié du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché).

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général** [n° 194 (2007-2008)] - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 934, 936). - **Article unique** (p. 937, 938) : son amendement n° 1 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 941) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2587, 2590) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat afin d'intégrer les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans les effectifs des commissions permanentes [n° 345 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Article unique** (p. 2599, 2600) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2859, 2861) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2900) : intervient sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2916) : intervient sur les amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et sur son amendement présenté par M. David Assouline n° 419 : suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution. - **Rappel au règlement** (p. 2926) : dans la discussion de l'article 1er A du projet de loi relatif à la modernisation des institutions de la Ve République, demande une distinction entre la question des langues régionales et celle de l'égal accès des hommes et des femmes aux responsabilités professionnelles et sociales. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2961, 2962) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers). - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - *Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 2969) : son amendement n° 422 : droits accordés aux partis et groupements politiques ne participant pas de la majorité dans chacune des assemblées parlementaires ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2991, 2992) : intervient sur son amendement présenté par M. David Assouline n° 423 : concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression. (p. 2997) : intervient sur son amendement présenté par M. David Assouline n° 424 : modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios. - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 3012) : au nom de M. Pierre-Yves Collombat. - **Organisation de la discussion des articles** (p. 3012) : demande de précisions. - **Article 13 (priorité)** (art. 35 de la Constitution - *Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3025, 3026) : intervient sur l'ensemble des amendements déposés sur cet article. - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - *Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3035, 3036) : votera contre l'amendement n° 263 de M. Yves Détraigne (suppression) et s'abstiendra sur l'amendement n° 98 de la commission (institution d'un référendum d'initiative parlementaire appuyé par un certain nombre de citoyens). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - *Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République*) (p. 3052, 3053) : intervient sur les amendements déposés sur cet article. - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 3054) : au nom de M. Jean-Pierre Godefroy. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3060, 3061) : intervient sur son amendement présenté par Mme Nicole Bricq n° 467 : abrogation de l'article 40 de la Constitution.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - *Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République*) (p. 3099) : son amendement n° 427 : suppression du recours à l'avis d'une commission pour user du droit de grâce ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3117, 3118) : ses amendements portant sur le même objet n° 429, 430 et 431 : régime d'incompatibilité applicable à la fonction de

de membre de Gouvernement ; rejetés. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3123) : parole sur l'article. (p. 3129, 3132) : ses amendements n° 437 : renouvellement intégral des deux assemblées parlementaires ; n° 436 : suppression de la limitation du nombre de députés ; rejetés. (p. 3141) : son amendement n° 434 : représentativité du Sénat ; devenu sans objet. - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3155) : son amendement n° 442 : suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales ; rejeté. (p. 3160, 3168) : ses amendements n° 444 : interdiction du cumul des mandats ; n° 445 : repli ; rejetés. Son amendement n° 443 : composition et modalités de consultation de la commission indépendante chargée d'examiner la délimitation des circonscriptions électorales ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3169) : défavorable à l'amendement n° 374 de Mme Alima Boumediene-Thiery (instauration d'une limite d'âge pour les mandats parlementaires). - **Article 10 bis** (art. 33 de la Constitution - *Publicité des auditions des commissions*) (p. 3176, 3177) : favorable aux amendements identiques n° 105 de la commission et n° 274 de M. Yves Détraigne (suppression). - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 3187) : favorable au sous-amendement n° 504 de M. Christian Cointat portant sur l'amendement n° 503 de la commission (inscription des dispositions relatives au statut de l'élu local dans le domaine de la loi). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3198, 3199) : son amendement n° 461 : au-delà de douze jours, nécessité de recourir à la loi pour proroger l'état de siège et l'état d'urgence ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 3202) : demande la levée de la séance.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 13 bis** (art. 38 de la Constitution - *Ratification expresse des ordonnances*) (p. 3218, 3219) : son amendement n° 462 : exclusion de la protection des droits et libertés des citoyens du champ d'intervention des ordonnances ; rejeté. (p. 3224) : intervient sur l'article 13 bis. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - *Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi*) (p. 3231) : intervient sur l'amendement n° 45 de M. Christian Cointat (rétablissement de l'examen prioritaire par le Sénat des projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français de l'étranger). (p. 3232) : son amendement n° 464 : suppression des dispositions relatives à la détermination par une loi organique des conditions d'élaboration des projets de loi ; rejeté. (p. 3236) : son amendement n° 465 : suppression de la référence à l'avis du Conseil d'Etat avant l'examen en commission d'une proposition de loi ; retiré. - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - *Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi*) (p. 3238, 3239) : son amendement n° 468 : suppression ; adopté. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 3244) : sur l'amendement n° 114 de la commission (délai minimal entre le dépôt ou la transmission d'un texte et la discussion publique), son sous-amendement n° 470 ; adopté. Son amendement n° 471 : augmentation des délais d'examen devant la seconde assemblée ; devenu sans objet. (p. 3245) : son amendement n° 472 : suppression de la non-application des délais minimaux aux projets relatifs aux états de crise ; devenu sans objet. - **Article 17** (art. 43 de la Constitution - *Augmentation du nombre de commissions permanentes*) (p. 3250) : intervient sur les amendements n° 117 de la commission (attribution aux commissions permanentes et non aux commissions spéciales de la compétence de principe pour examiner les textes de loi) et n° 367 de Mme Alima Boumediene-Thiery (plafond du nombre de commissions permanentes porté à dix). - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 3252, 3253) : parole sur l'article. (p. 3254) : son amendement n° 473 : suppression ; rejeté. (p. 3257) : son amendement n° 474 : encadrement du pouvoir

d'amendement du Gouvernement ; rejeté. Intervient sur son amendement n° 474 précité. - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3263) : parole sur l'article. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 3277, 3278) : soutient l'amendement n° 477 de M. Bernard Frimat (encadrement du nombre de déclarations d'urgence) ; rejeté. - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 3281) : au nom de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 20** (art. 46 de la Constitution - Délai séparant le dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi organique de son examen) (p. 3282) : son amendement n° 479 : suppression du droit de veto du Sénat sur les lois organiques qui le concernent ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 3306, 3312) : ses amendements n° 482 : coordination ; et n° 481 : instauration d'une semaine de séance sur quatre réservée à l'initiative des groupes parlementaires et répartie conformément à la règle de la proportionnalité ; devenus sans objet. Intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 3315, 3324) : parole sur l'article. Son amendement n° 483 : suppression du recours à l'article 49-3 de la Constitution autrement que pour les projets de loi de finances et de financement de la sécurité sociale ; devenu sans objet. - **Article 23 bis** (art. 50-1 nouveau de la Constitution - Déclaration à caractère thématique du Gouvernement devant les assemblées) (p. 3327) : son amendement n° 484 : suppression de l'article ; adopté. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées) (p. 3327, 3332) : son amendement n° 485 : adoption du règlement de chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes de ses membres et détermination des droits des groupes parlementaires en son sein ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 519 de la commission (reconnaissance, dans la Constitution, de droits spécifiques aux groupes d'opposition ainsi qu'aux groupes minoritaires). - **Article 30 ter** (art. 71 de la Constitution - Limitation du nombre de membres du Conseil économique, social et environnemental) (p. 3387) : son amendement n° 490 : application du principe de parité au sein du Conseil économique, social et environnemental ; rejeté. - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne) (p. 3401) : son amendement n° 492 : requalification des "commissions chargées des affaires européennes" en "comités chargés des affaires européennes" ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 33 ou après l'article 35** (p. 3403) : son amendement n° 494 : obligation pour le Président de la République de convoquer un Congrès ou de provoquer un référendum dans un délai de six mois après l'adoption en termes identiques d'une révision constitutionnelle par les deux assemblées et suppression du droit de veto du Sénat en matière de révision constitutionnelle ; rejeté. - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 3405, 3408) : ses amendements n° 495 : suppression de la référence "le dernier alinéa de l'article 25" dans le I de l'article ; et n° 497 : coordination ; rejetés. Intervient sur l'amendement n° 340 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression du caractère rétroactif de la disposition permettant aux membres du Gouvernement de retrouver leur siège de parlementaires). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3411, 3412) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4610, 4612) : son intervention. Les sénateurs socialistes voteront contre ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4625, 4626) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 93 et

94 : droit de vote des étrangers aux élections locales ; rejetés. - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique) (p. 4633, 4634) : son amendement n° 95 : garantie des droits de l'opposition ; rejeté. - **Article 6** (art. 17 de la constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 4644, 4645) : son amendement n° 99 : suppression ; rejeté. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 4649) : ses amendements n° 101 : suppression de la mention fixant un nombre maximal de députés dans la Constitution ; et n° 102 : suppression de la mention fixant le nombre maximal de sénateurs dans la Constitution ; rejetés. (p. 4653) : son amendement n° 104 : représentation des collectivités territoriales au Sénat en fonction de leur population ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 4714) : son amendement n° 108 : suppression partielle ; rejeté. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 4724) : son amendement n° 116 : publicité des avis du Conseil d'Etat sur les projets de loi ; rejeté. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4742, 4743) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Christiane Demontès, n° 121 : suppression. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 4747) : son amendement n° 125 : limite d'engagement de la procédure accélérée à cinq fois par session ordinaire ; rejeté. - **Article 20** (art. 46 de la Constitution - Délai séparant le dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi organique de son examen) (p. 4750) : son amendement n° 126 : suppression du droit de veto du Sénat prévu en matière de loi organique le concernant ; rejeté. - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 4755) : son amendement n° 128 : principe d'une semaine de séance sur 4 réservée exclusivement à l'initiative des groupes parlementaires ; rejeté. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées) (p. 4759, 4761) : ses amendements n° 131 : adoption du règlement de chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes ; et n° 132 : suppression partielle ; rejetés. - **Article 30 quinquies** (art. 73 de la Constitution - Adaptation des lois et règlements aux départements et régions d'outre-mer) (p. 4777) : son amendement n° 138 : suppression ; rejeté. - **Article 30 sexies** (art. 74-1 de la Constitution - Adaptation de la législation aux collectivités d'outre-mer et à la Nouvelle-Calédonie) : son amendement n° 139 : suppression ; rejeté. - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne) (p. 4781) : son amendement n° 140 : substitution du mot "comité" au mot "commission" ; rejeté. - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 4783) : le groupe socialiste est défavorable à cet article. Son amendement n° 141 : modalités de ratification d'un traité relatif à l'adhésion d'un état à l'Union européenne et aux communautés européennes ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 4786) : son amendement n° 142 : modalités de révision de la Constitution ; rejeté. - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 4787) : ses amendements n° 143 : création au 1er janvier 2009 de la commission chargée de donner un avis sur le découpage des circonscriptions ; et n° 144 : suppression du caractère rétroactif de la disposition visant à permettre aux membres du Gouvernement de retrouver leur siège de parlementaire ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4790, 4791) : les sénateurs socialistes voteront à l'unanimité contre le texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Congrès du Parlement [n° 459 (2007-2008)]** - (21 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7, 8) : les sénateurs socialistes rejeteront la révision constitutionnelle.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Article unique** (p. 6311) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (introduction du principe de la parité dans la constitution du bureau).

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Article 1er** (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - *Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense*) (p. 6554, 6555) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de cet article en supprimant la disposition limitant aux seules questions dites d'intérêt général le bénéfice de la protection du secret des sources, en étendant explicitement cette protection à l'ensemble de la chaîne d'information et en complétant les conditions requises pour porter atteinte au secret des sources dans le cadre d'une procédure pénale), se déclare favorable au sous-amendement n° 23 de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Mises au point au sujet de votes** - (19 novembre 2008) (p. 7086) : en son nom et au nom de M. Jean-Marie Vanlerenberghe.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8127, 8128) : son intervention, au nom de M. Claude Lise.

- **Rappel au règlement** - (11 décembre 2008) (p. 8868, 8869) : s'interroge sur la pertinence d'examiner le projet de loi ordinaire avant le projet de loi organique portant sur l'application de l'article 25 de la Constitution et l'élection des députés, alors même que l'usage veut que l'examen de la loi organique précède celui de la loi ordinaire.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8872, 8875) : son intervention. - **Article 1er** (art. L.O. 119 du code électoral - *Nombre des députés*) (p. 8907, 8908) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera cet article. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8909, 8910) : intervient sur l'amendement n° 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des sièges de députés et de sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin). - **Article 2** (art. L.O. 135, L.O. 176 et L.O. 178 du code électoral - *Remplacement temporaire à l'Assemblée nationale des députés ayant accepté des fonctions gouvernementales*) (p. 8910, 8912) : son amendement n° 4 : assimilation du renoncement d'un ministre à siéger à l'Assemblée nationale, après la cessation de ses fonctions gouvernementales, à une démission entraînant une élection partielle ; rejeté. - **Article 3** (art. L.O. 319 du code électoral - *Remplacement temporaire au Sénat d'un sénateur élu au scrutin majoritaire et ayant accepté des fonctions gouvernementales*) (p. 8912) : son amendement n° 5 : assimilation du renoncement d'un ministre à siéger au Sénat, après la cessation de ses fonctions gouvernementales, à une

démission entraînant une élection partielle ; rejeté. - **Article 4** (art. L.O. 320 du code électoral - *Remplacement temporaire au Sénat des sénateurs élus à la représentation proportionnelle*) (p. 8913) : son amendement n° 6 : coordination ; rejeté. - **Article 5** (Livre VIII et art. L.O. 567-9 du code électoral - *Procédure de désignation d'une personnalité par le Président de la République pour siéger à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution*) (p. 8913, 8914) : son amendement n° 7 : suppression ; rejeté. - **Article 7** (art. L.O. 176-1, L.O. 393-1, L.O. 455, L.O. 479, L.O. 506 et L.O. 533 du code électoral - *Abrogations*) (p. 8915) : reprend l'amendement de M. Michel Magras n° 1 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**. - (11 décembre 2008) - **Article 1er** (Livre VIII du code électoral, art. L-567-1 à L. 567-8 nouveaux - *Commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution*) (p. 8918, 8926) : ses amendements n° 2 : suppression de la possibilité donnée au président de la République de nommer une personnalité qualifiée pour siéger à la commission chargée de donner un avis public avant toute nouvelle délimitation ou modification de la répartition des sièges des députés ou des sénateurs ; n° 3 : nomination, par le président de l'Assemblée nationale, de deux personnalités qualifiées, dont l'une sur proposition conjointe des groupes politiques d'opposition ; n° 4 : nomination, par le président du Sénat, de deux personnalités qualifiées dont l'une sur proposition conjointe des groupes politiques d'opposition ; n° 6 : élection du président de la commission en son sein ; n° 8 : obligation, pour la commission, de siéger en présence de la totalité de ses membres et de délibérer à la majorité absolue ; et n° 9 : publication au Journal officiel des opinions dissidentes éventuellement émises au sein de la commission ; rejetés ; et n° 5 : suppression de l'application du dispositif de l'article 13 de la Constitution pour les nominations par le Président de la République à certains emplois, fonctions ou nominations par les présidents des assemblées de personnalités qualifiées pour siéger dans cette commission ; et n° 7 : renouvellement des membres de la commission ; retirés. Le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 21 de Mme Josiane Mathon-Poinat (nomination d'un membre de la commission par chaque groupe parlementaire). - **Article 2** (*Habilitation du Gouvernement à procéder au découpage des circonscriptions législatives par ordonnance*) (p. 8930, 8932) : ses amendements n° 11 : suppression ; n° 12 : suppression de l'habilitation permettant au Gouvernement de déterminer le nombre de députés par département, collectivités d'outre-mer et pour les Français établis hors de France ; n° 15 : examen spécifique des ordonnances relatives à la répartition des sièges de députés ou de sénateurs et des délimitations de circonscriptions pour l'élection des députés ; rejetés. - **Article 3** (Livre III, art. L. 125 et L. 394 du code électoral - *Diverses dispositions relatives à l'élection des députés élus par les Français établis hors de France et aux circonscriptions législatives*) (p. 8935, 8937) : son amendement n° 16 : suppression ; rejeté. - **Article 4** (*Remplacement temporaire au Parlement européen des représentants français nommés membres du Gouvernement*) (p. 8939) : son amendement n° 20 : suppression de la possibilité pour un membre du Gouvernement précédemment élu au Parlement européen de retrouver son mandat au terme de ses fonctions ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble des deux projets de loi** (p. 8941) : le groupe socialiste votera contre ces deux textes. (p. 8942) : remerciements.

GAILLARD (Yann)
sénateur (Aube)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds forestier national jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation); nouvelle nomination le 11 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission du suivi du mémorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 210 (2007-2008)] (12 janvier 2008) - **Culture**.

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à favoriser le développement du marché de l'art en France [n° 209 (2007-2008)] (12 février 2008) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les DRAC et la LOLF : une administration en devenir [n° 386 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Budget - Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Culture [n° 99 tome 3 annexe 7 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Culture**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (24 juin 2008) - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3344) : intervient sur l'amendement n° 321 de M. Robert Badinter (requalification du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle").

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007** [n° 429 (2007-2008)] - (8 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4252, 4253) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (10 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 4535, 4536) : soutient les amendements de M. Philippe Leroy n° 945 (adaptation du régime des associations syndicales de gestion forestière); et n° 946 (valorisation des forêts en l'absence d'alternative économique envisageable aux transports routiers); adoptés.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Article 2 bis** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*)

(p. 7306) : votera l'amendement n° I-1 de la commission (suppression).

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8254, 8255) : son intervention.

Culture

- (5 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8472, 8473) : son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7486, 7487) : son amendement n° II-11 : diminution des autorisations d'engagement de cette mission ; retiré. Position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° II-131, II-194 et II-384. - **Article additionnel avant l'article 59 octies** (p. 8487) : son amendement n° II-189 : augmentation du taux et du tarif de la redevance d'archéologie préventive ; adopté.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 8598) : intervient sur l'amendement n° II-333 de M. Albéric de Montgolfier (présentation d'un rapport au Parlement sur les fouilles archéologiques).

Suite de la discussion - (9 décembre 2008) - **Article 51 (Mesures d'incitation à la réalisation d'investissements en faveur de la restructuration foncière forestière)** (p. 8675) : soutient l'amendement n° II-156 de M. Philippe Leroy (obligation de se doter d'un plan simple de gestion agréée pour les terrains boisés dont la superficie est comprise entre cinq et dix hectares) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 51** (p. 8678) : intervient sur l'amendement n° II-302 de M. Jean-Pierre Bel (assujettissement de l'Office national des forêts à la taxe foncière sur les propriétés non bâties au titre des terrains non bâtis de l'Etat dont il a la charge).

- *Commission mixte paritaire [n° 138 (2008-2009)]*

Discussion générale :

- (17 décembre 2008) - En remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances (p. 9061, 9063) : son intervention. Succès de la CMP. - **Article 4 bis** (p. 9135) : position de la commission sur l'ensemble des amendements déposés par le Gouvernement sur ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 42 (Réforme de la déduction pour aléas)** (p. 9321) : votera les amendements identiques n° 57 de M. Gérard César et n° 113 de Mme Nicole Bonnefoy (hausse du plafond de déduction pour investissement et modification des règles de progressivité). - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9323, 9324) : soutient l'amendement n° 154 de Mme Catherine Dumas (création d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants) ; retiré. - **Article 48 quinquies (Taxe foncière sur les forêts domaniales)** (p. 9375) : favorable à l'amendement n° 28 de la commission (confirmation législative de l'assujettissement de l'Office nationale des forêts à la taxe foncière sur les propriétés non bâties).

- *Commission mixte paritaire [n° 149 (2008-2009)]* - (22 décembre 2008) - En remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la commission des finances - **Discussion générale** (p. 9415, 9417) : son intervention. - **Article 18 ter (pour coordination)** (p. 9453) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 18 quater** : position de la commission sur l'amendement n° 2 du Gouvernement. - **Article 42 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. - **Article 42 octies** : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 46 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Article 48 ter A** : position de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement. - **Article 48 septies** : position de la commission sur l'amendement n° 7 du Gouvernement.

GARREC (René)
sénateur (Calvados)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

Questeur du Sénat.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 304 (2007-2008)] relatif aux archives du Conseil constitutionnel [n° 313 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 260 (2007-2008)] relative au statut des témoins devant les commissions d'enquête parlementaires [n° 371 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel et relatif à ses archives [n° 470 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2005-2006)** (p. 32, 35) : son intervention. Position de la commission des lois sur ces textes.

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 470 (2005-2006)**. - (8 janvier 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er (Principe de modification du code du patrimoine)** (p. 44) : son amendement n° 73 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 45) : son amendement n° 1 : clarification ; adopté. Position de la commission sur les amendements de la commission saisie pour avis n° 40 (actualisation de la définition des archives) et n° 41 (consolidation du statut du Conseil supérieur des archives). - **Article 2 (art. L. 211-4 du code du patrimoine - Définition des archives publiques)** (p. 46) : son amendement n° 2 : régime juridique des archives des assemblées parlementaires ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 68 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 3 (art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine - Collecte, conservation et protection des archives publiques)** (p. 47, 49) : ses amendements n° 3 : clarification ; n° 7 : précision ; n° 8 : coordination et, portant sur le même objet, n° 4, 5 et 6 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 43 et n° 55 de la commission saisie pour avis. Son amendement n° 75 : harmonisation de ce projet de loi avec le texte de la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ; adopté. (p. 50, 51) : son amendement n° 9 : précision ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 69 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 44 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 51, 52) : son amendement n° 10 : conservation des archives des groupements de collectivités territoriales ; adopté. Position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 45 (conservation des archives des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 4 (art. L. 212-9 du code du patrimoine - Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat)** (p. 54) : position de la commission sur les amendements n° 60 de M. Louis de Broissia et n° 70 de M. Jean-Claude Peyronnet. (p. 56) : son amendement n° 11 : rédaction ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 56, 57) : ses amendements n° 12 : coordination ; et n° 13 : possibilité pour les grandes communes de faire conserver leurs archives par un groupement de collectivités territoriales ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 61 de M. Michel Charasse (absence de charges supplémentaires pour les collectivités territoriales et pour leurs groupements du fait de la mise en œuvre des dispositions de ce texte). - **Article 5 (art. L. 212-18 du code du patrimoine - Allongement du délai de la procédure de classement d'archives privées)** (p. 57) : son amendement n° 14 : suppression ; adopté. - **Article 6 (art. L. 212-23 du code du**

patrimoine - Transposition aux archives privées classées des mesures protectrices applicables aux objets mobiliers) : position de la commission sur l'amendement n° 47 de la commission saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 58) : position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 48 (autorisation et contrôle scientifique et technique de l'administration des archives pour tous travaux engagés sur des archives classées). - **Article 7 (art. L. 212-29 du code du patrimoine - Droit de reproduction d'archives privées avant exportation)** : position de la commission sur l'amendement n° 49 de la commission saisie pour avis. - **Article 8 (art. L. 212-31 du code du patrimoine - Informations données à l'administration des archives en cas de vente publique d'archives privées)** : position de la commission sur l'amendement n° 50 de la commission saisie pour avis. - **Article 11 (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - Délai de communicabilité des archives publiques)** (p. 60, 63) : ses amendements n° 15 : communicabilité de plein droit des archives publiques ; et n° 16 : coordination ; adoptés ; et n° 19 : aménagement du délai applicable aux documents susceptibles de porter atteinte à la protection de la vie privée ; adopté après modification par le sous-amendement n° 66 de M. Yves Fréville. Position de la commission sur les amendements n° 51 de la commission saisie pour avis, n° 56 de M. Yves Détraigne ainsi que sur le sous-amendement n° 66 précité. (p. 64, 68) : ses amendements de coordination n° 21 et n° 22 ; de rédaction n° 23 et n° 24 ; et n° 18 : rectification ; adoptés. Son amendement n° 17 : coordination ; adopté après modification par le sous-amendement n° 64 de M. Yves Fréville. Position de la commission sur les amendements n° 57, n° 58 et n° 59 de M. Yves Détraigne, n° 52 de la commission saisie pour avis, n° 65 de M. Yves Fréville, ainsi que sur le sous-amendement n° 64 de ce dernier portant sur l'amendement n° 17 précité. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 68) : son amendement n° 25 : assouplissement du régime de communication des archives judiciaires audiovisuelles ; adopté. - **Article 12 (art. L. 214-1 à L. 214-5, art. nouveaux L. 214-6 à L. 214-10 du code du patrimoine - Dispositions pénales du code du patrimoine)** (p. 69) : son amendement n° 26 : coordination ; adopté. - **Article 13 (art. L. 730-1 du code du patrimoine - Coordination avec les dispositions applicables à Mayotte)** : son amendement n° 27 : coordination ; adopté. - **Article 15 (art. L. 730-3 du code du patrimoine - Précisions sur les fonctions notariales des cadis à Mayotte)** (p. 69, 70) : ses amendements n° 28 : coordination ; et n° 29 : correction ; adoptés. - **Article 16 (art. L. 730-3 du code du patrimoine - Coordination avec les dispositions applicables dans les îles Wallis et Futuna)** : son amendement n° 30 : coordination ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 18** : position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 53 (extension aux archives historiques du dispositif fiscal applicable aux objets mobiliers classés au titre des monuments historiques). - **Article 19 (art. 6 de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques - Coordination avec la loi de 1951 sur le secret en matière de statistiques)** (p. 72) : ses amendements n° 31 : coordination ; et n° 32 : réparation d'un oubli du texte ; devenus sans objet. Position de la commission sur l'amendement n° 67 de M. Yves Fréville. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 72, 74) : ses amendements n° 33 : fixation à 25 ans du délai dans lequel la communication non autorisée des travaux d'une commission d'enquête parlementaire est passible de sanctions pénales ; n° 34 : application aux archives du principe constitutionnel d'autonomie des Assemblées parlementaires ; n° 35 : harmonisation des définitions des documents administratifs et des archives publiques ; et n° 36 : clarification de la notion d'actes des Assemblées parlementaires ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 54 de la commission saisie pour avis et sur le sous-amendement n° 72 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 34 précité. (p. 75) : ses amendements n° 37 : coordination des différents régimes de communicabilité des documents administratifs ; n° 38 : précision ; n° 39 : coordination ; adoptés. (p. 76) : position de la commission sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (définition plus large et plus cohérente de la notion de biens culturels, extension de la protection pénale spécifique des biens culturels en cas de vol et adaptation du maximum des peines encourues).

- **Projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel - Deuxième lecture [n° 304 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2007-2008)** (p. 2167, 2169) : son intervention. - **Article 2 (Entrée en vigueur de la loi organique)** (p. 2175) : son amendement n° 1 : entrée en vigueur de la loi organique ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux archives - Deuxième lecture [n° 305 (2007-2008)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 304 (2007-2008)**. - (15 mai 2008) - rapporteur de la commission des lois - **Article 3 (art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine - Collecte, conservation et protection des archives publiques)** (p. 2176) : position de la commission sur l'amendement n° 4 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 11 (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - Délai de communicabilité des archives publiques)** (p. 2179) : position de la commission sur les amendements n° 5, 6, 7 et 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2180, 2181) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de Mme Catherine Procaccia (autorisation d'hébergement des données de santé par un tiers). - **Art. 29 (Habilitation donnée au Gouvernement à agir par ordonnance pour harmoniser les régimes d'accès aux données publiques)** (p. 2182) : son amendement n° 1 : fixation des délais pour la prise des ordonnances et pour le dépôt du projet de loi de ratification ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 9 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 30 (Présentation d'un rapport au Parlement sur la pérennité de l'archivage numérique)** (p. 2183) : son amendement n° 2 : contenu du rapport présenté au Parlement ; adopté.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Article 16 bis (art. L. 231-4 du code des juridictions financières, art. L. 1612-19-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 421-21 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la compétence reconnue à l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale pour statuer sur l'utilité publique de dépenses ayant donné lieu à gestion de fait)** (p. 2645) : intervient sur l'amendement n° 10 de la commission (suppression) et sur les propos de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2693, 2694) : son intervention. Sous réserve de l'adoption des amendements qu'elle soumet au Sénat, la commission des lois propose l'adoption de la proposition de loi. - **Article additionnel avant l'article unique** (p. 2697, 2698) : son amendement n° 1 : protection des personnes auditionnées dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire ; adopté. - **Article unique** (p. 2698, 2704) : son amendement n° 2 : unification des dispositions régissant l'immunité accordée aux personnes auditionnées dans le cadre d'une commission d'enquête parlementaire ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Intitulé de la proposition de loi** (p. 2704) : son amendement n° 4 : clarification de l'intitulé ; adopté.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2 (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active)** (p. 6019) : sur l'amendement n° 15 de la commission (réexamen périodique du montant de l'allocation), défavorable au sous-amendement n° 155 de M. Jean Desessard.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (20 novembre 2008) - **Article 47 (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1221-14 nouveau, L. 3111-9, L. 3122-1 et L. 3122-5 du code de la santé publique - Procédure d'indemnisation à l'amiable par l'office national d'indemnisation des accidents médicaux pour les victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine - Dotation pour 2009 à l'Oniam)** (p. 7191) : utilisation de l'adverbe "notamment" dans les textes législatifs.

GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle)
sénateur (Français établis hors de
France (Série C 1))
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Secrétaire de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 18 novembre 2008 ; puis secrétaire le 3 décembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel jusqu'au 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 224 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Environnement.**

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 220 (2007-2008)] autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants [n° 316 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 395 (2007-2008)] autorisant la ratification de la convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées [n° 435 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Traités et conventions.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (9 janvier 2008) - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 128) : son amendement n° 92 : création d'une base de données des Français à la recherche d'un emploi à l'étranger ou y travaillant déjà ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2008) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 158) : favorable à l'amendement n° 29 de M. Jean-Pierre Cantegrit (possibilité pour les salariés expatriés privés d'emploi de s'inscrire auprès des comités consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle).

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2112, 2113) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3644, 3646) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 37 (priorité)** (art. L. 562-2-1 du code monétaire et financier et art. 200, 206, 219 bis, 238 bis et 1740 A du code général des impôts - *Création de fonds de dotation*) (p. 3910) : son amendement n° 1006 : possibilité d'utiliser les fonds de dotation à l'étranger ; retiré. - **Article 37 ter (priorité)** (art. 47 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale, RFI*) (p. 3922) : son amendement n° 1008 : suppression ; retiré.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 4519) : son amendement n° 1007 : traitement en priorité de certaines demandes de visas ; retiré.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5318, 5319) : son intervention. Evocation des difficultés des Français de l'étranger.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6427) : intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (28 novembre 2008) (p. 7898, 7900) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8027) : son intervention.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8387, 8389) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Article 3** (*Livre III, art. L. 125 et L. 394 du code électoral - Diverses dispositions relatives à l'élection des députés élus par les Français établis hors de France et aux circonscriptions législatives*) (p. 8936, 8938) : favorable à l'amendement n° 18 de M. Richard Yung (autorisation du vote par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique pour les Français établis hors de France).

GAUDIN (Christian)
sénateur (Maine-et-Loire)
 UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 11 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

Membre titulaire du Conseil de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la commission des finances : Le financement des universités : pour un SYstème de répartition des Moyens à l'Activité et à la Performance (SYMPA) [n° 382 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport de l'OPECSST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : Faut-il créer un observatoire de l'Arctique ? (compte-rendu de l'audition publique du 26 juin 2008) [n° 503 (2007-2008)] (3 octobre 2008) - **Environnement - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 99 tome 3 annexe 22 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales [n° 297 (2006-2007)]** - (16 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 257, 259) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 903) : parole

sur l'article. (p. 914, 919) : sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies), son sous-amendement n° 232 ; retiré.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4691, 4693) : son intervention.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6600, 6601) : son intervention. Le groupe de l'UC votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 7618, 7619) : son intervention. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7652, 7653) : la grande majorité du groupe UC votera la première partie du projet de loi de finances pour 2009.

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7845, 7847) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7870) : son amendement n° II-43 : suppression du programme "Recherche duale" ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 66 ter** (p. 7873) : position de la commission sur l'amendement n° II-95 de M. Philippe Adnot (participation des étudiants aux dépenses de médecine préventive).

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 44 (Réforme du régime de la location meublée)** (p. 8612) : soutient l'amendement n° II-356 de M. Hervé Maurey (exclusion explicite des gîtes ruraux, chambres d'hôtes et meublés de tourisme de la réforme proposée) ; adopté. (p. 8615, 8618) : soutient les amendements de M. Daniel Soulage n° II-227 (application de la nouvelle réduction d'impôt à l'accueil familial salarié de personnes âgées ou handicapées) ; adopté ; n° II-286 (réduction d'impôt supplémentaire pour les investissements dans des structures d'hébergement de personnes âgées ou handicapées proposant des places habilitées à l'aide sociale) ; et n° II-307 (réduction d'impôt supplémentaire dans les territoires ruraux de développement prioritaire) ; retirés.

- **Suite de la discussion** - (9 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8655) : son amendement n° II-198 : alignement du régime des dépenses de recherche et développement sous-traitées aux groupements d'universités, sur le régime des mêmes dépenses sous-traitées aux universités au regard du crédit d'impôt recherche ; adopté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9170, 9171) : son intervention. - **Article 22 (Légalisation de la procédure de rescrit valeur)** (p. 9281) : soutient l'amendement n° 104 de M. Jean-Léonce Dupont (appel à un expert extérieur pour l'évaluation d'une entreprise dans le cadre d'une transmission à titre gratuit ou onéreux) ; retiré. - **Article 28 (Dispositif de lutte contre la fraude fiscale via les paradis fiscaux)** (p. 9285) : soutient l'amendement n° 72 de M. Jean-Jacques Jégou (aménagement du droit de reprise de l'administration) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 31 ter** (p. 9292) : soutient l'amendement n° 105 de M. Jean-Léonce Dupont (suspension du privilège du Trésor) ; retiré.

GAUDIN (Jean-Claude)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Vietnam** - (25 juin 2008) (p. 3426).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Organisation des débats** (p. 7038) : répond à M. Alain Vasselle au sujet d'une modification du règlement intérieur.

Réélu le 21 septembre 2008.

Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 15, 22 janvier, 5 février, 8, 15, 29 avril, 6, 20 mai, 17, 25 juin, 1er, 8 juillet, 14, 21, 28, 30 octobre, 4, 18, 25, 26 novembre, 2, 8, 16 et 19 décembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

GAUTIER (Charles)
sénateur (Loire-Atlantique)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum [n° 178 (2007-2008)] (24 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La vidéosurveillance : pour un nouvel encadrement juridique [n° 131 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Police et sécurité - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat** [n° 211 (2007-2008)] - (2 avril 2008) - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 1426) : soutient l'amendement n° 139

de M. Jean-Pierre Sueur (suppression des dispositions attribuant au pouvoir réglementaire la définition des PME) ; rejeté. - **Article 9** (art. 11 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Clauses obligatoires du contrat de partenariat*) (p. 1431, 1432) : soutient l'amendement n° 142 de M. Jean-Pierre Sueur (obligation de constituer une caution au moment de la signature des contrats entre le titulaire du contrat de partenariat et les prestataires qu'il fait intervenir) ; rejeté.

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines** [n° 171 (2007-2008)] - (15 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1694, 1695) : son intervention.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** [n° 260 (2007-2008)] - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2701, 2702) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Proposition de loi visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers** [n° 39 (2008-2009)] - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6487, 6489) : son intervention. Grand scepticisme du groupe socialiste sur la pertinence de cette proposition de loi. - **Article unique** (p. 6494) : son amendement n° 2 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) (p. 8064) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera les crédits de cette mission.

GAUTIER (Gisèle)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 18 novembre 2008.

Membre titulaire de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale le 28 octobre 2008 ; puis vice-présidente le 26 novembre 2008.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes : Rapport d'activité 2007-2008 et compte rendu des travaux sur le thème " Orientation et insertion professionnelle : vers un rééquilibrage entre femmes et hommes dans tous les métiers" [n° 404 (2007-2008)] (18 juin 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 394 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Costa Rica sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles [n° 431 (2007-2008)] (1er juillet 2008) - **Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général** [n° 194 (2007-2008)] - (6 février 2008) - présidente de la délégation aux droits

des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** : son intervention (p. 931, 933).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations** [n° 241 (2007-2008)] - (9 avril 2008) - présidente de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes - **Discussion générale** (p. 1574, 1575) : son intervention. - **Article 2 (Divers régimes d'interdiction des discriminations)** (p. 1607) : favorable aux amendements identiques n° 9 de Mme Christiane Hummel, n° 20 de Mme Jacqueline Alquier et n° 40 de Mme Annie David (suppression de la dérogation accordée aux médias en matière de discriminations fondées sur le sexe).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense** [n° 270 (2008-2009)] - (14 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2126, 2128) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2891, 2892) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2940) : votera l'amendement n° 509 de la commission (disposition en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, responsabilités professionnelles et sociales).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (9 juillet 2008) - **Article 27 (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial)** (p. 4394) : intervient sur l'amendement n° 813 de M. Jean-Pierre Sueur (organisation d'un concours d'architecture pour les édifices commerciaux de plus de 1000 mètres carrés). - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 4415) : favorable aux amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 685 (interdiction de la vente de tabac hors taxes dans les boutiques des aéroports pour les personnes voyageant entre la France métropolitaine et un département d'outre-mer), n° 686 (suppression des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant des départements d'outre-mer) et n° 687 (exclusion des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant de l'île de La Réunion).

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

GAUTIER (Jacques)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 6 octobre 2008.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 314 (2007-2008)] portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire [n° 347 (2007-2008)] (21 mai 2008) - **Entreprises - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1019) : défavorable à l'amendement n° 54 de Mme Marie-Christine Blandin (interdiction de la culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux et régionaux).

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires - Deuxième lecture [n° 190 (2007-2008)]** - (27 mars 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1307) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes [n° 293 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Article unique** (p. 2152) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales - Deuxième lecture [n° 272 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2370) : approbation du projet de loi par l'ensemble des membres du groupe UMP.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire [n° 314 (2007-2008)]** - (3 juin 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2540, 2542) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois à l'essentiel du projet de loi sur lequel elle présentera vingt-huit amendements. - **Article 1er** (section IV nouvelle du chapitre VI du titre III du livre II du code de commerce ; art. L. 236-25 à L. 236-32 nouveaux du code de commerce - *Régime applicable aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux*) (p. 2549, 2550) : ses amendements n° 1 : précision ; n° 2 : précision selon laquelle la société issue de la fusion est liée par la décision de l'autorité nationale chargée de conduire la procédure d'analyse et de modification du rapport d'échange des titres ou d'indemnisation des associés minoritaires ; n° 3 : fixation par décret en Conseil d'Etat d'un délai maximum pour la délivrance par le greffier du tribunal de l'attestation de conformité des actes et formalités préalables à la fusion ; n° 4 : fixation par décret en Conseil d'Etat d'un délai maximum pour l'exercice, par le notaire ou par le greffier du tribunal, du contrôle de la légalité de la réalisation de la fusion et de la constitution de la société nouvelle issue de la fusion ; et n° 5 : précision de la date de prise d'effet de la fusion en cas de transmission à une société existante ; adoptés. - **Article 5** (titre VII nouveau du livre III de la deuxième partie ; art. L. 2371-1 à L. 2375-1 nouveaux du code du travail - *Participation des salariés dans la société issue d'une fusion transfrontalière, des filiales et établissements*) (p. 2553, 2554) : ses amendements n° 6 : précision selon laquelle les dispositions relatives à la participation des salariés ne s'appliquent qu'aux sociétés ayant leur siège sur les territoires français ; n° 7 : simplification ; n° 8 : suppression d'une disposition redondante ; n° 9 : renforcement de la protection accordée aux salariés membres du groupe spécial de négociation de la société issue de la fusion transfrontalière ; n° 10 : coordination ; n° 11 : obligation de procéder à un examen comparatif des différents systèmes nationaux de participation des salariés en cas de fusion-

absorption de sociétés ; n° 12 : précision selon laquelle les dirigeants qui déterminent la forme de la participation des salariés applicable sont les dirigeants de toutes les sociétés participant à la fusion transfrontalière ; n° 13 et 14 : précision rédactionnelle ; adoptés. - **Article 5 bis** (art. L. 2411-1, L. 2412-1, L. 2412-6, L. 2413-1, L. 2414-1, L. 2421-4, L. 2434-3 et L. 2434-4 nouveaux du code du travail - *Protection des salariés membres du groupe spécial de négociation ou du comité de la société issue d'une fusion transfrontalière ou d'une société coopérative européenne*) (p. 2555) : ses amendements n° 15 : garantie du droit à réintégration dans l'emploi des membres du groupe spécial de négociation s'ils ont été licenciés à la suite d'une autorisation de l'inspecteur du travail annulée sur recours hiérarchique ou juridictionnel ; n° 16 : coordination rédactionnelle ; et n° 17 : clarification rédactionnelle ; adoptés. - **Article 10** (art. L. 236-10 du code de commerce - *Dispense de rapport écrit sur les modalités de fusion de sociétés anonymes*) (p. 2556, 2557) : son amendement n° 18 : réécriture de l'article L.236-10 du code de commerce dispensant les actionnaires de désigner un commissaire à la fusion sauf lorsque l'opération de fusion conduit à des apports en nature ou des avantages particuliers ; adopté. - **Article 15** (titre III bis nouveau de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération - *Régime de la société coopérative européenne*) (p. 2561) : ses amendements n° 19 : suppression d'une disposition inutile ; n° 20 : application du régime d'incompatibilités prévu par le code de commerce au commissaire à la fusion qui interviendra à l'occasion de la constitution de la société coopérative européenne ; n° 21 : fixation par décret en Conseil d'Etat d'un délai maximum pour l'exercice, par le notaire ou par le greffier du tribunal, du contrôle de la légalité de la constitution par voie de fusion d'une société coopérative européenne ; et n° 22 : suppression d'une mention inutile ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 22 ter** (p. 2563) : son amendement n° 23 : simplification de l'admission d'associés non coopérateurs dans les sociétés coopératives agricoles ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 30 de Mme Catherine Dumas (simplification du régime de dévolution de l'actif net en cas de liquidation d'une société coopérative agricole). - **Article 23** (art. L. 225-37 du code de commerce - *Rapport sur le contrôle interne dans les sociétés anonymes à structure moniste*) : son amendement n° 24 : possibilité pour les sociétés de renvoyer simplement à leurs statuts les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales ; adopté. - **Article 24** (art. L. 225-68 du code de commerce - *Rapport sur le contrôle interne dans les sociétés anonymes à structure dualiste*) (p. 2565) : son amendement n° 25 : possibilité pour les sociétés de renvoyer simplement à leurs statuts les modalités de participation des actionnaires aux assemblées générales ; adopté. - **Article additionnel après l'article 24** : son amendement n° 26 : extension aux sociétés en commandite par actions des exigences de la directive 2006/46CE en matière de gouvernement d'entreprise ; adopté. - **Article additionnel après l'article 25** : son amendement n° 27 : application des modalités de publicité prévues par l'autorité des marchés financiers aux informations contenues dans le rapport sur le contrôle interne des sociétés de capitaux ; adopté. - **Article 26** (*Application outre-mer du présent projet de loi*) (p. 2566) : son amendement n° 28 : extension à la Nouvelle-Calédonie et à Wallis et Futuna des dispositions modifiant le droit français des sociétés coopératives et les règles de contrôle interne applicables dans le cadre des sociétés en commandite par actions ; adopté.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile - Deuxième lecture [n° 323 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2668) : le groupe UMP adoptera cette proposition de loi.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Article 7** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - *Utilisation des locaux de l'école pour l'organisation par les communes du service d'accueil*) (p. 3553) : votera l'amendement n° 9 de la commission (précision).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3694) : soutient l'amendement n° 442 de M. Michel Houel (insertion d'un chapitre relatif à l'instauration d'une date unique pour l'ensemble des prélèvements sociaux dans le code de la sécurité sociale) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 12** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 3840) : intervient sur les amendements identiques n° 300 de Mme Nathalie Goulet, n° 499 de M. Michel Billout, n° 645 de M. Philippe Arnaud et n° 967 de M. Jean Desessard (suppression du VIII de l'article).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 17 bis** (art. L. 129-1 du code de commerce - Tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 4067) : soutient l'amendement n° 751 de M. François Trucy (amélioration des conditions fiscales du tutorat bénévole) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 4081) : soutient l'amendement n° 757 de M. François Trucy (détermination par décret de la durée maximale de communication par la Banque de France d'informations relatives à la situation des dirigeants et des entrepreneurs) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction des abus dans la relation commerciale) (p. 4160) : soutient l'amendement n° 83 de M. Gérard Cornu (extension de la sanction de l'abus, dans la relation commerciale, aux clauses des contrats permettant à une centrale d'achat ou à un grossiste de figer un fonds de commerce dans son circuit de distribution en obtenant de son client un droit de préférence en cas de cession, sans lui fournir en contrepartie des actifs immatériels) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 33 quater** (Etude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat) (p. 4530) : soutient l'amendement n° 998 de M. Bernard Barraux (limitation de la portée de l'article à la fixation des objectifs et du cadre général de l'étude d'impact économique et social) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 4575) : soutient l'amendement n° 611 de M. Alain Vasselle (possibilité pour les groupes d'assurance mutualiste de faire bénéficier leur personnel des mêmes outils d'intéressement que les entreprises) ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5122, 5123) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (17 octobre 2008) - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat) (p. 5647) : s'abstiendra sur le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 20** (p. 5768, 5769) : soutient l'amendement n° 588 de M. Jean-Pierre Fourcade (prise en compte dans les modalités d'application du supplément de loyer de solidarité, de la réalité du marché locatif selon les zones géographiques) ; retiré.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** -

(6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6615, 6616) : sa question à la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 13** (art. L. 137-15 à L. 137-17 nouveaux et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Contribution sur les rémunérations ou gains exclus de l'assiette des cotisations sociales) (p. 6838) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° 2 de la commission (élargissement de l'assiette du forfait social).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 novembre 2008) (p. 7207) : au nom de M. Alain Vasselle.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Pouvoirs publics

- (28 novembre 2008) (p. 7890) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (28 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 66 ter** (p. 7947) : soutient les amendements de Mme Catherine Procaccia n° II-114 (transmission au Parlement de données statistiques par les régimes spéciaux de retraite) ; retiré ; et n° II-115 (transmission au Parlement, par les régimes spéciaux de retraite, d'une évaluation prospective de leurs engagements et de leurs équilibres financiers) ; adopté.

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8043) : sa question.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Article 10** (Modalités de clôture du Fonds pour le renouvellement urbain, FRU) (p. 9212) : soutient l'amendement n° 106 de M. Philippe Dallier (modalités du financement des réhabilitations de zones commerciales en zones urbaines sensibles à partir des fonds affectés à la clôture du fonds de renouvellement urbain) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 9279, 9280) : soutient l'amendement n° 100 de M. Laurent Béteille (octroi du régime de "translucidité" fiscale des sociétés de l'article 8 du code général des impôts aux associés dirigeants de sociétés par actions simplifiées) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 9293) : soutient l'amendement n° 115 de M. Alain Gournac (rétablissement et encadrement du régime d'exonération d'impôt sur le revenu du complément de rémunération résultant de la contribution employeur à l'acquisition de titres-restaurant par les salariés) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 42 ter** (Exonération d'impôt sur le revenu du produit de la vente, par des particuliers, d'électricité produite à partir d'une installation photovoltaïque) (p. 9330) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 169 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 9340) : soutient l'amendement n° 147 de M. Laurent Béteille (report d'un an du nouveau régime fiscal des assurances mutuelles et institutions de prévoyance) ; adopté.

GÉLARD (Patrice)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-président de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 18 novembre 2008 ; puis secrétaire le 3 décembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Membre titulaire de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre suppléant de la Commission du suivi du memorandum d'accord signé le 26 novembre 1996 entre la France et la Fédération de Russie.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 170 (2007-2008)] modifiant le titre XV de la Constitution [n° 175 (2007-2008)] (23 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 308 (2006-2007)] portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 326 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 345 (2007-2008)] tendant à actualiser le Règlement du Sénat afin d'intégrer les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans les effectifs des commissions permanentes [n° 359 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution [n° 3 (2008-2009)] tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 44 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi organique [n° 105 (2008-2009)] portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 120 (2008-2009)] (3 décembre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) - au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale : son intervention (p. 359, 361).

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** : son intervention (p. 601, 602). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 628) : position de la commission sur la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 632) : position de la commission sur la motion n° 2 de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à poser la question préalable. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 637) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. François Marc (modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe). - **Article 1er** (art. 88-1 de la Constitution - *Autorisation de ratifier le traité de Lisbonne*) (p. 645, 646) : position de la commission sur les amendements n° 6, n° 8, n° 10, n° 12, n° 16, n° 18, n° 14, n° 7, n° 9, n° 11, n° 13, n° 15, n° 17, n° 19 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur les amendements n° 3, n° 4 de M. Michel Charasse. - **Article 2** (art. 88-1, 88-2, 88-4, 88-5 et 88-6 à 88-7 [nouveaux] de la Constitution - *Modification du titre XV de la Constitution relatif aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 649) : réponse à M. Charles Josselin.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution - Congrès du Parlement [n° 170 (2007-2008)]** - (4 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** : son intervention (p. 6). Le groupe UMP votera ce projet de loi constitutionnelle.

- **Projet de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [n° 194 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Article unique** (p. 938) : ne prendra pas part au vote sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2231, 2233) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat afin d'intégrer les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans les effectifs des commissions permanentes [n° 345 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2598) : son intervention. Au nom de la commission des lois, propose l'adoption de ce texte.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des**

assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)] - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2701) : défavorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2707, 2708) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er ou avant l'article 2** (p. 2717) : position de la commission sur les amendements analogues n° 11 de M. Pierre Fauchon, n° 13 de M. Robert Badinter et n° 40 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de l'exigence consistant à demander aux plaignants d'apporter la preuve d'un plan concerté en matière de crime contre l'humanité) ainsi que sur le n° 29 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en cohérence de la définition du génocide du code pénal, avec celle du statut de Rome de la Cour pénale internationale). - **Article 2** (art. 212-1 nouveau du code pénal - Définition élargie des autres crimes contre l'humanité) (p. 2721) : position de la commission sur les amendements n° 30, 34 et 36 de Mme Alima Boumediene-Thiery ainsi que sur les n° 41 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 14 de M. Robert Badinter. - **Article additionnel avant l'article 3** (p. 2722) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (mention du caractère manifestement illégal de l'ordre enjoignant de commettre un génocide ou un crime contre l'humanité). - **Article additionnel après l'article 3 ou après l'article 7** (p. 2723) : position de la commission sur les amendements n° 24 de M. Robert Badinter (absence d'impunité ou d'immunité attachée à une fonction, quelle qu'elle soit) et n° 43 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (responsabilité pénale des personnes ayant une qualité officielle). - **Article 5** (art. 222-3, 222-8, 222-10, 222-12 et 222-13, et art. 434-4-1 et 432-23-1 nouveaux du code pénal - Atteintes à l'administration de la justice de la CPI) (p. 2724) : son amendement n° 1 : simplification rédactionnelle ; adopté. - **Article 6** (art. 222-3, 222-8, 222-10, 222-12 et 222-13, et art. 434-4-1 et 432-23-1 nouveaux du code pénal - Atteintes à l'administration de la justice de la CPI) : son amendement n° 2 : simplification rédactionnelle ; adopté. - **Article 7** (art. 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - Crimes de guerre) (p. 2730, 2732) : position de la commission sur les amendements n° 17, 18 et 19 de M. Robert Badinter, n° 46, 47 et 48 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 4 : élargissement du champ d'incrimination du pillage d'une ville ou d'une localité ; adopté. (p. 2733) : son amendement n° 5 : incrimination de l'enrôlement forcé de toute personne protégée de la partie adverse ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 50, 51 et 52 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 21 de M. Robert Badinter. Son amendement n° 6 : responsabilité pénale du supérieur hiérarchique civil ; adopté. (p. 2735, 2736) : son amendement n° 7 : conditions dans lesquelles l'auteur d'un crime de guerre peut s'exonérer de sa responsabilité en cas de légitime défense ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 53 et 54 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 23 de M. Robert Badinter et sur le sous-amendement n° 37 de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur son amendement n° 7 précité. (p. 2738, 2740) : position de la commission sur les amendements n° 38 et 37 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 56 et 57 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2742) : son amendement n° 61 : compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre ; adopté. (p. 2745) : position de la commission sur les amendements n° 10 de M. Pierre Fauchon (extension de la compétence universelle des tribunaux français pour juger des crimes contre l'humanité, des crimes de génocide, des crimes et des délits de guerre), n° 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'une compétence territoriale élargie du juge français pour les crimes les plus graves affectant l'ensemble de la communauté internationale), n° 59 de Mme Alima Boumediene-Thiery (reconnaissance du principe de compétence universelle pour les crimes énumérés par le statut de la Cour pénale internationale), n° 26 de

M. Robert Badinter (possibilité de juger toute personne présumée auteur ou complice d'un crime ou d'un délit défini dans le statut de Rome, sous réserve de l'exercice par la Cour pénale internationale de sa compétence) ainsi que sur le sous-amendement n° 62 de ce dernier portant sur l'amendement n° 61 précité. - **Article 8** (*Coordinations*) : son amendement n° 8 : application du régime plus sévère d'interdiction en matière de crime contre l'humanité ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 35 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 9** (*Application aux collectivités outre-mer*) (p. 2750, 2751) : son amendement n° 9 : application des dispositions des articles 1er à 8 dans les îles Wallis et Futuna, en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2881, 2883) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales) (p. 2920) : son amendement n° 77 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2940) : ne prendra pas part au vote de l'amendement n° 509 de la commission (disposition en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, responsabilités professionnelles et sociales) ni des sous-amendements identiques n° 510 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 511 de Mme Alima Boumediene-Thiery (substitution du mot "assure" au mot "favorise").

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2999) : intervient sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios). - **Article 2** (art. 6 de la Constitution - Limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs) (p. 3005, 3006) : à titre personnel, son amendement n° 78 (détermination de la situation des anciens Présidents de la République par une loi organique) ; retiré puis repris par M. Michel Charasse.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 3324, 3325) : son amendement n° 89 : rédaction ; devenu sans objet. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3349) : intervient sur l'amendement n° 73 de M. Hugues Portelli (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République). - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel) (p. 3357) : parole sur l'article. - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3374) : à titre personnel, son amendement n° 92 : exclusion du Président du Conseil économique et social du nombre des personnalités ayant à désigner un membre non magistrat au sein du Conseil supérieur de la magistrature ; devenu sans objet.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4707) : position de la commission sur l'amendement n° 106 de M. Bernard Frimat (incompatibilité du mandat parlementaire de député avec l'exercice de tout autre mandat ou fonction électif). - **Article 17** (art. 43 de la Constitution - Augmentation du nombre de commissions permanentes) (p. 4737) : position de la commission sur l'amendement n° 27 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4738) : position de la commission sur la motion n° 148 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant au renvoi à la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4790) : le groupe UMP votera le texte.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 6305, 6306) : son intervention. Avis favorable de la commission à l'adoption de cette proposition de résolution. - **Article unique** (p. 6310) : position de la commission sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (introduction du principe de la parité dans la constitution du bureau). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 6312, 6313) : position de la commission sur les amendements de M. Yvon Collin n° 1 (représentation de tous les groupes politiques parlementaires à l'une ou l'autre des fonctions de président de commission permanente ou de vice-président du Sénat) et n° 2 (conséquence).

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8866, 8868) : son intervention. La commission propose le vote conforme du projet de loi organique et du projet de loi. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8900, 8901) : à titre personnel, défavorable à la motion n° 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 8905) : à titre personnel, défavorable à la motion n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8509) : position de la commission sur l'amendement n° 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des sièges de députés et de sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin). - **Article 2** (art. L.O. 135, L.O. 176 et L.O. 178 du code électoral - Remplacement temporaire à l'Assemblée nationale des députés ayant accepté des fonctions gouvernementales) (p. 8911) : position de la commission sur les amendements n° 9 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 4 de M. Bernard Frimat. - **Article 3** (art. L.O. 319 du code électoral - Remplacement temporaire au Sénat d'un sénateur élu au scrutin majoritaire et ayant accepté des fonctions gouvernementales) (p. 8912) : position de la commission sur les amendements n° 10 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 5 de M. Bernard Frimat et n° 2

de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 4** (art. L.O. 320 du code électoral - Remplacement temporaire au Sénat des sénateurs élus à la représentation proportionnelle) (p. 8913) : position de la commission sur les amendements n° 11 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 6 de M. Bernard Frimat et n° 3 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 5** (Livre VIII et art. L.O. 567-9 du code électoral - Procédure de désignation d'une personnalité par le Président de la République pour siéger à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution) (p. 8914) : position de la commission sur l'amendement n° 7 de M. Bernard Frimat. - **Article 7** (art. L.O. 176-1, L.O. 393-1, L.O. 455, L.O. 479, L.O. 506 et L.O. 533 du code électoral - Abrogations) (p. 8915) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Michel Magras, repris par M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**. - (11 décembre 2008) - rapporteur - **Article 1er** (Livre VIII du code électoral, art. L. 567-1 à L. 567-8 nouveaux - Commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution) (p. 8918, 8926) : position de la commission sur les amendements n° 2, 3, 4, 6, 8 et 9 de M. Bernard Frimat et n° 21, 22 et 23 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 2** (Habilitation du Gouvernement à procéder au découpage des circonscriptions législatives par ordonnance) (p. 8932) : position de la commission sur les amendements n° 11, 12 et 15 de M. Bernard Frimat, n° 24 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 13 et 14 de M. Richard Yung. - **Article 3** (Livre III, art. L. 125 et L. 394 du code électoral - Diverses dispositions relatives à l'élection des députés élus par les Français établis hors de France et aux circonscriptions législatives) (p. 8935, 8937) : position de la commission sur les amendements n° 16 et 17 de M. Bernard Frimat et n° 18 de M. Richard Yung. - **Article 4** (Remplacement temporaire au Parlement européen des représentants français nommés membres du Gouvernement) (p. 8939) : position de la commission sur les amendements n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 20 de M. Bernard Frimat.

GÉRARD (Alain)
sénateur (Finistère)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

GERBAUD (François)
sénateur (Indre)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Vice-président de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Conseil supérieur du service public ferroviaire.

Membre du Comité consultatif des liaisons aériennes d'aménagement du territoire.

Membre titulaire du Comité consultatif des subventions aux exploitants d'aérodromes.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

GHALI (Samia)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) (p. 8340, 8341) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

GILLES (Bruno)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

GILLOT (Jacques)
sénateur (Guadeloupe)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6810) : sa question au ministre de la santé.

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins) (p. 7074) : son amendement n° 416 : majorité des deux tiers au conseil de l'Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie, pour la signature des accords avec les professionnels de santé et l'assurance maladie obligatoire ; retiré.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2040) : son intervention.

GINÉSY (Charles)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

GIRAUD (Adrien)
sénateur (Mayotte)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion** [n° 7 (2008-2009)] - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5946, 5947) : son intervention. Son département de la Guadeloupe. En l'état, ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7502, 7503) : son intervention. Départements et collectivités ultra-marins.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8133, 8134) : son intervention. Son département de la Guadeloupe. Ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 65 (Réforme des exonérations de cotisations patronales en faveur de l'outre-mer)** (p. 8147, 8149) : parole sur l'article.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

opération de reprise) (p. 4064) : soutient l'amendement n° 651 de Mme Anne-Marie Payet (cohérence) ; retiré.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (24 janvier 2008) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 531, 533) : soutient les amendements de Mme Muguet Dini n° 18 (abrogation des dispositions du code de procédure civile et du code de la construction et de l'habitation permettant de retarder l'exécution des décisions de justice à la fin de la procédure) ; n° 17 (réduction d'un mois du délai qui suit le commandement de payer dans le cadre de la procédure de résiliation pour défaut de paiement du loyer) ; n° 20 (bénéfice du sursis hivernal réservé aux locataires de bonne foi) ; et n° 19 (raccourcissement de la procédure d'indemnisation par l'Etat en cas de refus du concours de la force publique et imputation à la collectivité des conséquences du sursis hivernal à expulsion) ; retirés.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (4 juillet 2008) - **Article 17 (art. 199 terdecies-0 B du code général des impôts - Amélioration de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des emprunts contractés pour acquérir une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une**

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2 (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet)** (p. 6389) : soutient l'amendement de M. Yves Pozzo di Borgo n° 110 (désignation de représentants d'associations d'utilisateurs d'Internet au sein des personnalités qualifiées), retiré puis repris par M. Richard Yung. (p. 6396) : sur l'amendement n° 15 de la commission (possibilité, pour la Haute Autorité, d'avoir recours à des experts dans le cadre de l'exercice de ses missions), soutient le sous-amendement n° 111 de M. Yves Pozzo di Borgo ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8119, 8120) : son intervention. Sa collectivité de Mayotte. Votera les crédits de cette mission.

GIRAUD (Francis)

*sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP*

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

GIROD (Paul)

*sénateur (Aisne)
UMP*

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 30 septembre 2008.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre titulaire du Haut conseil du secteur public jusqu'au 16 mars 2008.

Membre suppléant du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité (INHES).

Membre titulaire du Conseil national de sécurité civile.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le patrimoine immobilier de la banque de France : poursuivre sa rationalisation, moderniser sa gestion [n° 396 (2007-2008)] (12 juin 2008) - **Fonction publique - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 481 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (10 janvier 2008) - **Article 6** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des personnels de l'ANPE et de l'Unedic*) (p.184) : le groupe UMP votera l'amendement n° 15 de la commission (encadrement de la durée de négociation de la convention collective de la nouvelle institution). - **Article 11** (*art. L. 1134-4, L. 1144-3, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 1235-16, L. 1236-2, L. 1251-46, L. 1274-2, L. 2211-2, L. 3253-14, L. 3253-15, L. 3253-16, L. 3253-17, L. 3253-20, L. 3253-21, L. 5112-1 et L. 5112-2 nouveaux, L. 5133-5, L. 5134-55, L. 5134-97, L. 5134-61, L. 5212-7, L. 5311-2, L. 5311-5, L. 5312-1 à L. 5312-14 nouveaux, L. 5313-2, L. 5411-1, L. 5411-2, L. 5411-4, L. 5422-4, L. 5422-24, L. 5423-14, L. 5423-17, L. 5424-2, L. 5424-21, L. 5426-1, L. 5427-1 à L. 5427-5, L. 5427-7, L. 5427-9, L. 6332-17, L. 6341-1, L. 6341-6, L. 8272-1 du nouveau code du travail - Insertion dans le nouveau code du travail des dispositions figurant aux articles 1er à 3*) (p.195) : favorable à l'amendement de coordination n° 25 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 197, 198) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1372, 1374) : soutien du groupe UMP au texte.

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (*art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1407, 1408) : son amendement n° 91 : possibilité de recourir au contrat de partenariat lorsque le caractère innovant du projet requiert des compétences existant chez le co-contractant ; retiré. (p. 1413) : retire son amendement n° 91 précité.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Commission mixte paritaire [n° 335 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2357) : réponse aux propos de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 6** (*art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement*) (p. 3781) : intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (possibilité, pour le ministre chargé de l'économie et après avis du Conseil de la concurrence, d'autoriser, dans certains secteurs n'ayant pu conclure d'accord interprofessionnel d'ici fin 2008, un dépassement transitoire du délai légal).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Rappel au règlement** : non-respect de la présomption d'innocence.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 29** (*art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit*) (p. 4468) : son amendement n° 836 : prise en compte dans le décret d'application des contraintes de la sécurité publique et de la sécurité nationale ; adopté.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4838) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 - Commission mixte paritaire [n° 481 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5139, 5140) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5143) : remerciements.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

GIUDICELLI (Colette)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

GODEFROY (Jean-Pierre)
sénateur (Manche)
SOC

Secrétaire du Sénat à compter du 12 novembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Secrétaire de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé ; puis membre le 4 novembre 2008.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale jusqu'au 9 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de la Commission nationale des comptes de la formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi** [n° 141 (2007-2008)] - (9 janvier 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 107, 110) : sa motion n° 67 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 125, 126) : intervient sur l'amendement n° 42 de Mme Annie David (participation du nouvel organisme à la lutte contre les discriminations à l'embauche). Soutient l'amendement n° 74 de Mme Christiane Demontès (possibilité pour les demandeurs

d'emplois de refuser une offre incompatible avec leur formation, leur qualification ou leurs conditions de vie) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2008) (p. 150) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 7 de la commission (application d'une convention de branche). - **Articles additionnels après l'article 8 (priorité)** (p. 166, 167) : défavorable à l'amendement n° 66 de M. Nicolas About (qualification de démissionnaire attribuée au salarié s'inscrivant comme demandeur d'emploi après avoir abandonné son poste de travail). - **Article 4** (art. L. 143-11-4, L. 143-11-6, L. 351-5-1 nouveau, L. 351-6, L. 351-6-1, L. 351-8 du code du travail, L. 114-12, L. 142-1, L. 142-2, L. 213-1, L. 243-7 du code de la sécurité sociale - *Transfert du recouvrement des cotisations Assedic aux Urssaf*) (p. 168) : soutient l'amendement n° 83 de Mme Christiane Demontès (suppression) ; rejeté. - **Article 6** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des personnels de l'ANPE et de l'Unedic*) (p. 181, 182) : soutient l'amendement n° 85 de Mme Christiane Demontès (allongement de la durée du droit d'option des agents de l'ANPE entre le maintien de leur statut actuel et la convention collective et institution du même dispositif pour les salariés des ASSÉDIC) ; rejeté.

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 345, 349) : le groupe socialiste votera les conclusions négatives de la commission.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Article 1er** (*Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés*) (p. 444) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Raymonde Le Texier (repli) ; rejeté. (p. 449) : intervient sur l'amendement n° 103 de M. Guy Fischer (suppression des conventions de forfait jour). - **Article 2** (*Déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise*) (p. 453, 454) : parole sur l'article. - **Article 3** (*Versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises non assujetties au régime de la participation*) (p. 461, 462) : parole sur l'article. Le groupe socialiste ne votera pas l'article 3. - **Article 3 bis** (*Dégreèvement de redevance audiovisuelle pour les personnes âgées disposant de faibles revenus*) (p. 464, 465) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 530) : intervient sur le sous-amendement n° 143 du Gouvernement (précision selon laquelle les bailleurs sociaux et assimilés peuvent continuer à percevoir l'aide en tiers payant lorsqu'ils s'engagent par convention avec l'Etat à rendre décents leurs logements) déposé sur l'amendement n° 10 de la commission (possibilité pour le bailleur ou le prêteur de percevoir directement l'allocation de logement à caractère social ou l'allocation de logement à caractère familial lorsque le locataire ou l'emprunteur en est propriétaire). Situation des coronas appartenant à l'établissement public de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais. (p. 534) : soutient l'amendement n° 36 de M. Claude Domeizel (compensation par le budget de l'Etat à la sécurité sociale des exonérations de cotisations sociales prévues par la présente loi et par la loi TEPA du 21 août 2007) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 535, 539) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 28 (modulation du taux de la contribution des employeurs en fonction du nombre de salariés en contrat à durée déterminée et en mission d'intérim) ; n° 29 (suppression des exonérations de cotisations sociales patronales d'origine légale dans les entreprises relevant de branches dans lesquelles les salaires minima conventionnels sont inférieurs au SMIC) ; n° 30 (plafonnement du dépassement d'honoraires demandé aux patients à 15 % du montant de la prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie) ; n° 31 (dépôt devant le Parlement d'un rapport sur l'application des franchises en matière médicale) ; et n° 54 (abrogation de l'article 11 de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs autorisant l'ouverture dominicale des magasins d'ameublement) ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 544, 545) : sur

l'amendement n° 57 de M. Alain Gournac (possibilité pour des salariés qui renoncent à leurs jours de RTT, de mutualiser leurs rémunérations afin de financer le maintien de la rémunération d'autres salariés de l'entreprise utilisant un congé pour des activités d'intérêt général), soutient le sous-amendement n° 140 de Mme Raymonde Le Texier (précision selon laquelle l'employeur participe à égalité avec les salariés au financement du projet d'activités d'intérêt général). A titre personnel, votera l'amendement n° 57 précité. - **Articles additionnels avant l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 546) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Nicole Bricq (instauration d'un dispositif permettant à l'ensemble des salariés de bénéficier d'une part de la plus-value jusqu'ici réservée aux mandataires sociaux à travers les stock-options) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 (précédemment réservés)** (p. 550) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Nicole Bricq (mise en place d'un indicateur dans les entreprises faisant le rapport entre l'ensemble des sommes perçues par les salariés au titre de l'intéressement et de la participation et la masse salariale de l'entreprise) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 557, 558) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Dériot sur la politique de lutte contre l'obésité** - (27 mars 2008) (p. 1289, 1292) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1523, 1525) : sa question.

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article 1er** (art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - *Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé*) (p. 1565) : défavorable à l'amendement n° 1 de la commission (limitation à deux demi-journées des possibilités de fractionnement de la journée de solidarité).

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Article 2** (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - *Durée de la période d'essai*) (p. 1957, 1958) : soutient l'amendement n° 30 de Mme Christiane Demontès (imputation de la durée du stage sur la période d'essai et prise en compte de cette durée dans le calcul de l'ancienneté du salarié) ; rejeté. (p. 1960) : se rallie aux amendements identiques n° 46 de M. Jacques Muller et n° 69 de Mme Annie David (imputation intégrale sur la période d'essai de la durée du stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études).

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1993) : soutient l'amendement n° 34 de Mme Christiane Demontès (extension à quinze jours ouvrables du délai d'instruction de la demande d'homologation de la convention) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 2015) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 20 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à adapter par voie d'ordonnance les dispositions du texte pour en permettre l'application aux marins).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quater vicies, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - *Régime fiscal et social des micro-entreprises*) (p. 3675, 3676) : son amendement n° 324 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - *Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services*) (p. 3704) : son amendement

n° 327 : rapport au Parlement sur les conséquences de l'application de la dispense d'immatriculation ; devenu sans objet. (p. 3707) : son amendement n° 328 : suppression de la dispense du stage de préparation et d'accompagnement à l'installation destiné au futur entrepreneur ; rejeté. (p. 3710) : défavorable à l'amendement n° 194 de la commission (entrée en vigueur du dispositif du guichet unique, limitation de l'application de la dispense d'immatriculation et domiciliation des personnes physiques commerçantes).

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4411, 4412) : défavorable à l'amendement n° 261 de M. Gérard César (possibilité de diffuser sur Internet, à l'exception des sites destinés à la jeunesse, des messages informationnels ou éditoriaux sur les boissons alcoolisées dès lors que les auteurs de la publication n'en retirent aucune contrepartie financière).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 33 quater** (*Etude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat*) : Intervient sur le sous-amendement n° 1093 de M. Thierry Repentin à l'amendement n° 998 de M. Bernard Barraux (limitation de la portée de l'article à la fixation des objectifs et du cadre général de l'étude d'impact économique et social). - **Article 34** (*art. L. 611-10, L. 611-11, L. 611-16, L. 612-12, L. 613-2, L. 613-24, L. 613-25, L. 614-6 et L. 614-12 du code de la propriété intellectuelle - Adaptation du code de la propriété intellectuelle à la convention révisée sur le brevet européen*) (p. 4538) : ses amendements n° 440 : limites à la brevetabilité de la seconde indication thérapeutique ; et n° 439 : articulation entre le code de la propriété intellectuelle et le code de la santé publique ; rejetés. (p. 4541) : intervient sur son amendement n° 440 précité.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4816, 4821) : son intervention. - **Rappel au règlement** (p. 4838) : problème posé par les délégations de vote du groupe du RDSE. - **Article 1er** (*art. L. 2121-1 du code du travail - Critères de représentativité syndicale*) (p. 4842, 4844) : ses amendements n° 62 : extension aux organisations syndicales d'employeurs des critères cumulatifs de représentativité ; rejeté ; et n° 61 : définition du respect des valeurs républicaines ; adopté. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 110 de M. Jean-Paul Amoudry (référence aux élections prud'homales pour mesurer l'audience syndicale). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4848) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 11 de la commission (négociations portant sur les critères de représentativité des organisations patronales). - **Article 2** (*art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social*) (p. 4852, 4864) : ses amendements portant sur le même objet n° 66, n° 68 et n° 64 : retour à une périodicité de deux ans pour les élections professionnelles ; n° 65 : critères de représentativité syndicale au niveau des branches professionnelles ; et n° 67 : prise en compte des élections nationales professionnelles pour la détermination des syndicats catégoriels représentatifs au niveau de la branche ; rejetés. Soutient l'amendement n° 178 de M. Claude Lise (dispositions spécifiques aux départements d'outre-mer) ; retiré. Favorable à l'amendement n° 198 de Mme Annie David (suppression de la définition d'un programme pour la négociation des branches). Le groupe socialiste votera l'amendement n° 17 de la commission (dispositions spécifiques aux entreprises de presse). - **Article 3** (*art. L. 2314-22, L. 2314-24, L. 2316-3 et L. 2324-4 du code du travail - Modalités des élections professionnelles*) (p. 4867) : son amendement n° 70 : suppression des mesures relatives aux salariés mis à disposition par une entreprise extérieure ; rejeté. - **Article 4** (*art. L. 2143-3 à L. 2143-6, L. 2143-11 et L. 2324-2 du code du travail - Conditions de désignation des délégués syndicaux*) (p. 4875) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 21 de la commission (mode dérogatoire de désignation d'un délégué syndical). Son amendement n° 71 : modalités de désignation du délégué syndical central ; devenu sans objet. - **Article 5** (*art. L. 2142-1 et L. 2142-1-1 à L. 2142-1-4 nouveaux du code du travail -*

Conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale) (p. 4879) : son amendement n° 72 : participation à titre consultatif du représentant de la section syndicale à la négociation des accords collectifs ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 8** (*Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles*) (p. 4903, 4904) : parole sur l'article. (p. 4910, 4911) : intervient sur l'amendement n° 183 de M. Philippe Dominati (suppression de la possibilité de créer une contribution des entreprises pour le financement du dialogue social). Son amendement n° 75 : suppression du report au 30 juin 2009 de l'entrée en vigueur des dispositions issues de l'accord sur le financement du dialogue social ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 4919, 4922) : son amendement n° 77 : insertion dans ce texte de l'article 17 de la position commune permettant de déroger, à titre expérimental, par accord d'entreprise majoritaire au contingent annuel d'heures supplémentaires ; rejeté. - **Rappel au règlement** (p. 4933) : organisation des travaux. Demande d'éclaircissement sur le déroulement de la séance de ce jour. - **Article 16** (*art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement*) (p. 4935) : son amendement n° 79 : maintien des règles en vigueur de fixation du contingent annuel d'heures supplémentaires et rétablissement des conditions de dépassement de ce contingent en vigueur avant les lois du 17 janvier 2003 et du 4 mai 2004 ; rejeté. (p. 4950, 4952) : son amendement n° 82 : modalités du repos compensateur obligatoire et assimilation de celui-ci à une période de travail effectif pour le calcul des droits des salariés ; rejeté. (p. 4953) : son amendement n° 83 : suppression du paragraphe II abrogeant des dispositions du code du travail relatives au contingent d'heures supplémentaires et au repos compensateur obligatoire ; rejeté. (p. 4956) : son amendement n° 84 : rétablissement du repos compensateur appliqué dès la quarante et unième heure hebdomadaire ; rejeté. - **Article 17** (*art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - Conventions de forfait*) (p. 4967, 4968) : ses amendements n° 86 : rappel des durées maximales journalières et hebdomadaires de travail et des durées minimales de repos applicables à tous les salariés ayant signé une convention de forfait ; et n° 87 : encadrement des conventions de forfait par un accord collectif ; devenus sans objet. (p. 4968, 4973) : ses amendements n° 88 : suppression de l'article L. 3121-38 du code du travail relatif aux conventions de forfait en heures sur la semaine ou sur le mois ; n° 89 : suppression de l'extension des forfaits en heures sur l'année aux salariés non cadres ; et n° 90 : fixation à deux cent dix-huit du nombre maximal légal de jours travaillés par an ; devenus sans objet. (p. 4974, 4978) : ses amendements n° 91 : suppression de la possibilité pour un salarié, en accord avec son employeur, de travailler au-delà de la durée annuelle fixée par la convention individuelle de forfait ou de renoncer à ses jours de repos en contrepartie d'une majoration de son salaire ; n° 92 : faculté pour le salarié de refuser d'effectuer des heures au-delà de la durée annuelle fixée par la convention individuelle de forfait sans que ce refus soit constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement ; n° 93 : maintien de la limitation des durées maximales journalières et hebdomadaires de travail pour les salariés titulaires d'une convention de forfait en jours ; et n° 94 : suppression de l'application des conventions de forfait en heures sur l'année aux salariés disposant d'une autonomie dans l'organisation de leur emploi du temps ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Article 18** (*section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail*) (p. 4999, 5000) : son amendement n° 98 : priorité de l'accord de branche sur l'accord d'entreprise ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 170 de M. Jean Desessard (contrepartie accordée aux salariés en cas de réduction du délai de prévenance).

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** -

(22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5930, 5932) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5969) : favorable à l'amendement n° 160 de Mme Annie David (abrogation des dispositions transitoires mettant en œuvre la loi relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 5998, 5999) : parole sur l'article. (p. 6007, 6008) : votera les amendements n° 174 de Mme Annie David (création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes) et n° 8 de la commission (accès au RSA pour les bénéficiaires de la protection subsidiaire). (p. 6030) : favorable à l'amendement n° 117 de M. Yves Krattinger (exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 308 de M. Nicolas About. (p. 6042, 6046) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 94 (possibilité pour un bénéficiaire du RSA d'être accompagné par une personne de son choix lors de l'élaboration de son contrat d'insertion professionnelle) ; rejeté ; et n° 96 (précision) ; adopté. (p. 6053) : intervient sur l'amendement n° 304 de la commission (coordination). (p. 6061, 6062) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 98 (rétablissement du texte initial concernant les amendes administratives applicables en cas de fraude) ; adopté ; et n° 99 (transmission aux départements par la Caisse nationale des allocations familiales et la Caisse centrale de mutualité sociale agricole des informations concernant les bénéficiaires et relevant de leur ressort) ; retiré. - **Article 3** (Compensation des charges nouvelles incombant aux départements) (p. 6077, 6081) : soutient les amendements de M. Yves Krattinger n° 120 (rédaction) ; et n° 122 (montant de la compensation pour 2009) ; retirés.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Article 6** (art. 81, 200 sexes, 200 octies, 1414, 1605 bis, 1649-0 A, 1665 bis et 1665 ter du code général des impôts - Articulation du RSA avec la prime pour l'emploi et conditions d'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle) (p. 6117, 6118) : soutient l'amendement n° 128 de M. Yves Krattinger (maintien de la possibilité de paiement de la prime pour l'emploi par acomptes ou par versements mensuels pour les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés ou de l'allocation parentale d'éducation) ; rejeté. (p. 6121) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6123, 6125) : intervient sur l'amendement n° 84 de M. Michel Mercier (attribution des aides versées par les centres communaux d'action sociale, les fonds de secours des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, sur la base du niveau des ressources et de la composition du foyer, et non plus par référence au statut de l'allocataire d'un minimum social). Soutient l'amendement n° 91 de Mme Raymonde Le Texier (modalités de calcul de la cotisation due au titre de l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles, acquittée par l'exploitant allocataire du RSA) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6140, 6141) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 109 (mise en place dans les associations intermédiaires d'un dispositif d'aide au poste d'accompagnement identique à celui des entreprises d'insertion) ; retiré ; et n° 110 (cohérence) ; adopté. - **Article 13 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Accueil en stage des personnes handicapées) (p. 6156, 6158) : soutient l'amendement n° 105 de Mme Raymonde Le Texier (suppression) ; rejeté. (p. 6159) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 314 de la commission (durée minimale de quatre mois pour les stages proposés aux personnes handicapées). - **Article 13 ter** (art. L. 5212-14 du code du travail - Modalités de calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des personnes handicapées) (p. 6160) : soutient l'amendement n° 106 de Mme Raymonde Le Texier (suppression) ; rejeté. - **Article 14** (Entrée en vigueur de la réforme) (p. 6161) : soutient l'amendement n° 107 de Mme Raymonde Le Texier (conséquence) ; rejeté. (p. 6163) : le groupe socialiste s'abstient sur cet article. - **Article 17** (Dispositions transitoires) (p. 6166) : le groupe socialiste vote contre l'amendement n° 67 de M. Michel Mercier (possibilité de recouvrir les indus constatés sur le paiement des prestations fusionnées au sein du

revenu de solidarité active, ainsi que sur le paiement des prestations de revenu de solidarité active expérimental).

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (28 octobre 2008) - **Article 4** (art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 et 12-1 de la loi n° 96-987 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Conditionnalité des allègements de cotisations sociales au respect de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires) (p. 6288) : favorable aux amendements n° 56 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (suppression de l'allègement de charges sociales en cas d'absence d'accord salarial à l'issue de trois années de négociation) et n° 87 de Mme Annie David (suppression de l'allègement de charges sociales en cas d'absence d'accord salarial à l'issue de deux années de négociation).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 18** (art. L. 2241-2, L. 2242-8 et L. 3261-2 à L. 3261-5 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 131-4-1 et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des frais de transport domicile-travail) (p. 6894, 6895) : son amendement n° 266 : extension aux systèmes publics de location de vélos, de la prise en charge des frais d'abonnement des salariés à un service de transport collectif ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 18** (p. 6901) : son amendement n° 326 : dépôt par le Gouvernement, en 2009, sur le bureau de l'Assemblée nationale et du Sénat, d'un rapport évaluant la possibilité d'accroître le montant de l'allocation aux adultes handicapés à hauteur du salaire minimum interprofessionnel de croissance ; retiré. - **Seconde délibération de la troisième partie - Article 12 bis** (p. 6933) : intervient sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement (suppression).

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 65 (priorité)** (art. L. 431-1 et L. 432-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 751-42 du code rural - Amélioration de la prise en charge des frais paramédicaux) (p. 6939, 6940) : parole sur l'article. (p. 6941) : intervient sur l'amendement n° 354 de M. Guy Fischer (rapport du Gouvernement sur les conséquences, pour les comptes sociaux, de l'instauration d'un mécanisme de prise en charge intégrale des dépenses liées à un accident ou à une maladie du travail). - **Article 66 (priorité)** (art. L. 412-8 et L. 443-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 1226-7 du code du travail - maintien des indemnités journalières et prévention de la désinsertion professionnelle) (p. 6944) : intervient sur l'amendement n° 201 de M. Guy Fischer (mise en place d'un revenu de remplacement au bénéfice des victimes d'accident du travail et de maladie professionnelle, versé jusqu'à leur réinsertion professionnelle). - **Article 67 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 6946, 6947) : parole sur l'article. (p. 6948, 6953) : son amendement n° 88 : maintien de la contribution versée par les entreprises au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante ; rejeté. - **Article 69 (priorité)** (Fixation de l'objectif de dépenses de la branche accidents du travail et maladies professionnelles pour 2009) (p. 6955, 6956) : le groupe socialiste ne votera pas cet article. - **Article 52 (priorité)** (art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficiaire du droit à réversion) (p. 6963) : reprend l'amendement de Mme Marie-Thérèse Hermange n° 312 : suppression de la condition d'âge nécessaire pour bénéficiaire de

la pension de réversion ; rejeté. - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A*) (p. 6972, 6973) : défavorable à la demande d'examen par priorité de l'amendement n° 517 du Gouvernement (dispositions relatives aux pilotes et aux copilotes). Intervient sur cet amendement. - **Article 61 ter (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section D*) (p. 6976) : intervient sur l'amendement n° 518 du Gouvernement (dispositions relatives aux personnels navigant commerciaux).

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - *Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7023, 7024) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 7089) : intervient sur l'amendement n° 353 de M. Guy Fischer (présentation d'un rapport d'évaluation sur les franchises médicales).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) (p. 7998, 8000) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8009) : intervient sur l'amendement n° II-126 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (majoration des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, ANACT). - **Article 79 (Mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés)** (p. 8013) : favorable aux amendements de suppression n° II-127 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° II-149 de Mme Annie David.

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8046, 8047) : sa question. DCNS, son avenir et son éventuel rapprochement avec les Chantiers de l'Atlantique.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) - **Article 74 (Renforcement de la convergence tarifaire et de la rationalisation des coûts dans les établissements médico-sociaux financés par l'Etat)** (p. 8109) : parole sur l'article. - **Article 76 (Mesures en faveur de l'emploi des bénéficiaires de l'allocation aux adultes handicapés et réforme des modalités de revalorisation de l'allocation)** (p. 8112) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9327) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 101 de M. Jean Bizet (fixation à 125 euros du droit de timbre pour la cession de gré à gré d'un navire de pêche artisanale). - **Article 44 bis (Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation)** (p. 9355) : intervient sur les amendements de la commission n° 25 (revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation) et de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle) ainsi que sur le sous-amendement n° 195 de M. Jack Ralite qui le modifie. - **Article 55 quater (Garantie de l'Etat relative aux frais de dépollution de certains terrains de la société SNPE, à l'occasion de leur transfert au secteur privé)** (p. 9385) : votera contre l'amendement n° 188 de la commission (précision). - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9397) : intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer).

GONTHIER-MAURIN (Brigitte)
sénateur (Hauts-de-Seine)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre suppléant de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Enseignement scolaire [n° 100 tome 5 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Éducation.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'Etat d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 477) : soutient l'amendement n° 85 de M. Michel Billout (avis obligatoire du conseil de la concurrence sur tout renouvellement de contrat de délégation de service public de l'eau) ; rejeté. (p. 490, 491) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 128 (révision annuelle des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux par référence minimale à l'évolution du salaire minimum de croissance) ; et n° 129 (augmentation du plafond de ressources au-delà duquel est appliqué un surloyer aux bénéficiaires de logements locatifs sociaux) ; rejetés. - **Division additionnelle avant l'article 4 (précédemment réservée)** (p. 518, 519) : soutient l'amendement n° 139 de Mme Marie-France Beaufils (division additionnelle - Mesures relatives au service de base bancaire) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 520) : soutient l'amendement n° 90 de Mme Marie-France Beaufils (création d'un service public bancaire de base) ; rejeté. (p. 524) : soutient l'amendement n° 93 de M. Guy Fischer (remise d'un rapport par le Gouvernement sur le bureau du Sénat, avant le 1er juillet 2008, portant sur les crédits à taux variable) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 527, 528) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 70 (création d'une commission nationale pour l'autonomie des jeunes ayant pour mission d'étudier la création d'une allocation d'autonomie pour les jeunes) ; et n° 121 (suppression des cautions exigées par le centre régional des œuvres universitaires et scolaires, CROUS, pour la location des chambres en cité universitaire) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 540, 543) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 65 (revalorisation du SMIC de 20 %) ; et n° 69 (dépôt par le Gouvernement sur le bureau du Sénat d'un rapport relatif à l'augmentation de la rémunération des élèves en apprentissage) ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 551) : soutient l'amendement n° 117 de M. Guy Fischer (dépôt par le Gouvernement, sur le bureau du Sénat, d'un rapport sur l'augmentation de l'allocation de rentrée scolaire) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 554, 556) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 88 (possibilité pour les organisations professionnelles de déterminer un prix de référence qui permette aux producteurs de vivre correctement) ; n° 89 (exonération des étudiants de la taxe d'habitation) ; et n° 119 (abrogation de l'article 1er de la loi du 3 janvier 2008 pour le développement de la concurrence au service des consommateurs visant à abaisser le seuil de revente à perte) ; rejetés.

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 950, 951). Son département des Hauts-de-Seine. Le groupe CRC votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3171, 3173) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 184 (encadrement du recours aux sessions extraordinaires) ; et n° 183 (restriction relative à l'ordre du jour des sessions extraordinaires) ; rejetés.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - Définitions du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi) (p. 3460,

3461) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 26 et 27 (repli).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3509, 3512) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3522) : le groupe CRC votera la motion n° 1 de M. Serge Lagauche tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (*Création d'un chapitre III au titre III du livre Ier du code de l'éducation*) (p. 3526, 3527) : ses amendements n° 19 : suppression de la référence à l'accueil des élèves dans l'intitulé du Titre III du Livre Ier du code de l'éducation ; et n° 20 : cohérence ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 133-1 du code de l'éducation - *Consécration du droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques*) : son amendement n° 21 : suppression ; rejeté. (p. 3528) : défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (mise en place d'un service d'accueil gratuit des élèves en cas d'impossibilité matérielle ou légale de remplacement d'un enseignant). - **Article 3** (art. L. 133-2 du code de l'éducation - *Prévention des conflits dans l'enseignement scolaire public du premier degré*) (p. 3541) : son amendement n° 22 : suppression ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 133-3 du code de l'éducation - *Compétence d'organisation du service d'accueil en cas de grève*) (p. 3543) : son amendement n° 23 : suppression ; rejeté. (p. 3546) : le groupe CRC votera l'amendement n° 6 de la commission (précision). - **Article 6** (art. L. 133-5 du code de l'éducation - *Protection des informations issues des déclarations individuelles d'intention de participer à la grève*) (p. 3551, 3552) : le groupe CRC votera contre cet article. - **Article 7** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - *Utilisation des locaux de l'école pour l'organisation par les communes du service d'accueil*) (p. 3552) : son amendement n° 24 : suppression ; rejeté. (p. 3554) : défavorable à l'amendement n° 9 de la commission (précision). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3562) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 12 de la commission (transfert à l'Etat de la responsabilité administrative des communes pour la mise en œuvre du service d'accueil). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3564) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (4 juillet 2008) - **Article 39 (priorité)** (*section 1 du chapitre Ier du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A*) (p. 3985, 3988) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufils n° 888 (rémunération des établissements distribuant le livret A et le livret de développement durable) ; et n° 887 (cohérence) ; rejetés. (p. 3993) : le groupe CRC est favorable à l'amendement n° 384 de Mme Nicole Bricq (financement du logement social par les sommes collectées au titre de l'épargne réglementée). (p. 4000, 4002) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufils n° 893 (possibilité pour le Trésor public de procéder gratuitement au prélèvement des impôts sur les livrets A) ; et n° 894 (modalités de plafonnement des versements sur les livrets de développement durable) ; rejetés. - **Article 40 (priorité)** (*Section 4 du chapitre VIII du titre Ier du livre V, art. L. 518-101 du code monétaire et financier et art. 125 A du code général des impôts - Règles transitoires relatives à la réforme du livret A*) (p. 4009) : soutient l'amendement n° 898 de Mme Marie-France Beaufils (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 40 (priorité)** (p. 4017) : favorable aux amendements identiques n° 662 de M. Claude Biwer et n° 957 de M. Philippe Dominati (interdiction de la pratique des taux d'appel). - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - *Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations*) (p. 4032, 4033) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufils n° 907 (suppression du texte proposé pour définir le rôle de la commission de surveillance) ; et n° 908 (suppression du texte

proposé pour définir le fonctionnement de la commission de surveillance); rejetés. - **Article 42 sexies (priorité)** (art. L. 621-15 du code monétaire et financier - Amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 4049) : soutient l'amendement n° 483 de Mme Marie-France Beaufils (suppression); rejeté. - **Article 16 bis** (art. L. 790 A du code général des impôts - Abattement de 300.000 euros sur les donations de fonds et de clientèles) (p. 4062) : soutient l'amendement n° 469 de Mme Marie-France Beaufils (suppression); rejeté. - **Article 17 bis** (art. L. 129-1 du code de commerce - Tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 4067, 4068) : le groupe CRC votera contre les amendements analogues n° 627 de M. Gérard Longuet et n° 751 de M. François Trucy (amélioration des conditions fiscales du tutorat bénévole). - **Article 19** (Habilitation à modifier par ordonnance les règles relatives aux difficultés des entreprises, à la fiducie et au gage sans dépossession) (p. 4080) : soutient l'amendement n° 500 de Mme Odette Terrade (suppression); rejeté. - **Article 19 bis** (art. L. 611-7 et L. 626-26 du code de commerce - Renforcement de la possibilité, pour les créanciers publics, de remettre des dettes ou d'abandonner des privilèges au cours de la conciliation et en cas de modification substantielle du plan de sauvegarde ou de redressement) (p. 4082) : soutient l'amendement n° 504 de Mme Odette Terrade (suppression des possibilités d'abandon de créances publiques); rejeté. - **Article 19 ter** (Application dans le temps des règles relatives à la reprise des poursuites individuelles des créanciers et au relèvement des interdictions de gérer dans le cadre d'une procédure collective) (p. 4082, 4083) : soutient l'amendement n° 515 de Mme Odette Terrade (suppression); rejeté. - **Article 20** (art. L. 3332-17, L. 3332-17-1 [nouveau] et L. 3334-13 du code du travail; art. L. 131-85, L. 213-12, L. 213-13, L. 214-4, L. 511-6, et L. 511-33 du code monétaire et financier; art. L. 313-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Développement de l'économie solidaire et du micro-crédit) (p. 4084, 4085) : parole sur l'article. Le groupe CRC ne votera pas l'article 20 de ce projet de loi. - **Intitulé du Chapitre 1er** (Mettre en œuvre la deuxième étape de la réforme des relations commerciales) (p. 4091) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 123 de la commission (nouvel intitulé de la division - Renforcer la protection du consommateur).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire - Commission mixte paritaire [n° 140 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5126, 5128) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (16 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5447, 5448) : soutient l'amendement n° 617 de Mme Odette Terrade (participation des associations représentatives de locataires à l'élaboration et la mise en œuvre de la convention); rejeté. (p. 5463) : soutient l'amendement n° 166 de Mme Odette Terrade (maintien en 2010 et 2011 du bénéfice de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes d'HLM ayant conclu ou

renouvelé une convention tendant à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5469) : soutient l'amendement n° 322 de Mme Odette Terrade (augmentation et réévaluation automatique du plafond du livret A); rejeté. - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes) (p. 5486, 5487) : parole sur l'article. - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement) (p. 5514, 5520) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 173 (suppression); n° 174 (augmentation du plafond des cotisations du 1 % logement); et n° 175 (abaissement du seuil d'assujettissement à la collecte du 1 % logement); rejetés. (p. 5535) : soutient l'amendement n° 177 de Mme Odette Terrade (maintien de l'affectation du 1 % logement au dispositif Loca-pass); retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8174, 8175) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission, sous réserve de l'approbation de son amendement. (p. 8176, 8177) : à titre personnel, son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. (p. 8194, 8196) : sa question. Fermeture de postes RASED en Charente-Maritime. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8209, 8210) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole).

- **Question orale avec débat de Mme Muguette Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8810) : son intervention.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8826, 8827) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas ce texte. - **Article 1er** (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves) (p. 8832) : son amendement n° 3 : prise en compte des regroupements pédagogiques intercommunaux, RPI, dans l'appréciation des capacités d'accueil des communes; rejeté.

GOULET (Nathalie)

sénateur (Orne)

RDSE, puis UC-UDF, puis UC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 73) : archives des groupes interparlementaires d'amitié.

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 361, 362).

- **Question orale avec débat de M. Georges Othily sur les droits de l'homme** - (6 février 2008) : son intervention (p. 971, 972).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (8 février 2008) - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - *Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1117, 1118) : défavorable à l'amendement n° 209 de M. Jean-Marc Pastor (communication aux communes des informations relatives à la culture d'organismes génétiquement modifiés). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1121) : intervient sur l'amendement n° 210 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi pour chaque site expérimental). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1128) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 219 de M. Jean-Marc Pastor et n° 61 de M. Gérard Le Cam (étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1147) : favorable à l'amendement n° 48 de la commission (création d'un dispositif de soutien au financement de la recherche en génomique végétale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1153) : M. Pierre Laffitte ne prendra pas part au vote sur ce projet de loi. Les membres du groupe RDSE voteront en fonction de leurs convictions.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1266, 1267) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Dériot sur la politique de lutte contre l'obésité** - (27 mars 2008) (p. 1294, 1296) : son intervention.

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2105, 2106) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3116) : soutient l'amendement n° 9 de M. Michel Charasse (ajout des actes pris en application de l'article 65 de la Constitution à la liste des actes dispensés de contreseing) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3121) : intervient sur l'amendement n° 430 de M. Bernard Frimat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (20 juin 2008) (p. 3122).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)] (suite)** - (20 juin 2008) - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3145, 3146) : son amendement n° 249 : suppression de la création de sièges de

député des Français de l'étranger ; retiré. - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3154, 3155) : défavorable à l'amendement n° 361 de Mme Alima Boumediene-Thiery (reconversion professionnelle des anciens parlementaires). Son amendement n° 299 : restriction au remplacement temporaire des parlementaires ayant accepté des fonctions gouvernementales ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 31** (art. 71-1 nouveau de la Constitution - *Création d'un Défenseur des droits des citoyens*) (p. 3393, 3396) : soutient l'amendement n° 37 de M. Michel Charasse (contrôle budgétaire et financier du défenseur des droits des citoyens) ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3413) : la moitié du groupe RDSE s'abstiendra, l'autre moitié votera contre ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3610, 3611) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - *Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services*) (p. 3699) : son amendement n° 299 : suppression ; rejeté. (p. 3704) : ses amendements portant sur le même objet n° 443 et 444 : rappel des obligations légales, réglementaires et des usages professionnels en matière de concurrence déloyale ; retirés.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - *Réduction des délais de paiement*) (p. 3768, 3782) : son amendement n° 269 : assouplissement du système de plafonnement des délais de paiement ; retiré. - **Article 8** (art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique - *Réforme d'UBIFrance*) (p. 3798, 3802) : parole sur l'article. Ses amendements n° 308 : programmation pluriannuelle des objectifs et des missions d'UBIFrance ; n° 311 : création d'un partenariat entre UBIFrance et les Ordres des avocats, les compagnies des experts comptables et les compagnies des commissaires aux comptes afin d'informer les investisseurs étrangers sur notre fiscalité ; n° 309 : incompatibilité de la fonction de parlementaire avec celle de président d'UBIFrance ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3803) : son amendement n° 913 : présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur l'opportunité de fusionner UBIFrance et l'Agence française des investissements internationaux ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 3812) : intervient sur l'amendement n° 619 de Mme Marie-France Beaufils (limitation de l'usage détourné du dispositif d'exonération au titre de l'ISF par des professionnels).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 31 (priorité)** (art. 81 C [nouveau] du code général des impôts - *Amélioration du régime fiscal des impatriés*) (p. 3885, 3886) : parole sur l'article. (p. 3889) : intervient sur les amendements de la commission n° 14 (extension sous certaines conditions de ce dispositif aux non-salariés), n° 13 (coordination), et n° 12 (assise de l'imposition du patrimoine des impatriés sur leurs seuls biens situés en France). - **Article 36 (priorité)** (art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - *Rescrit en matière de crédit d'impôt recherche*) (p. 3904) : ses observations sur l'article. - **Article 37 (priorité)** (art. L. 562-2-1 du code monétaire et financier et art. 200, 206, 219 bis, 238 bis et 1740 A du code général des impôts - *Création de fonds de dotation*) (p. 3911, 3912) : ses amendements n° 304 : renvoi à un décret pour fixer les modalités de l'autorisation administrative ouvrant aux fonds de dotation le droit de faire appel à la générosité publique ; adopté ; et n° 305 : motivation du refus de l'autorité administrative d'accorder une autorisation à un fonds de dotation de faire appel à la générosité publique ; retiré. (p. 3914, 3915) : intervient sur l'amendement n° 18 de la commission (extension d'avantages fiscaux aux particuliers et aux entreprises effectuant

un don aux fonds de dotation réalisant des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité sur des monuments historiques classés ou inscrits). - **Article 37 ter (priorité)** (art. 47 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale, RFI) (p. 3920, 3923) : parole sur l'article. Ses amendements n° 310 : suppression ; retiré ; et n° 303 : garantie de la mise à disposition par l'Etat des moyens appropriés au rayonnement international de la France assuré par RFI ; adopté. - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3939) : intervient sur les amendements de suppression n° 371 de Mme Nicole Bricq, n° 979 de M. Jean Desessard et n° 890 de Mme Marie-France Beauvils. (p. 3942) : intervient sur l'amendement n° 551 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond du livret A). (p. 3950) : favorable à l'amendement n° 559 de M. Thierry Repentin (élargissement de l'accès au livret A à tous les organismes à but non lucratif). Exemple de l'association des élus ruraux de l'Orne.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3996) : votera contre l'amendement n° 578 de M. Thierry Repentin (précision). (p. 3999, 4006) : intervient sur les amendements n° 1073 de la commission (garantie du maintien de la défiscalisation du livret A) et n° 387 de Mme Nicole Bricq (conditions d'accès au service bancaire universel). Soutient l'amendement n° 337 de M. Michel Charasse (précision) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 40 (priorité)** (p. 4017, 4018) : favorable aux amendements identiques n° 662 de M. Claude Biwer et n° 957 de M. Philippe Dominati (interdiction de la pratique des taux d'appel). - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4026) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 42 octies (priorité)** (p. 4053, 4054) : soutient l'amendement n° 338 de M. Michel Charasse (consignation des sommes mises à la charge des compagnies d'assurance) ; retiré. - **Article 16 (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant)** (p. 4057, 4061) : son amendement n° 270 : extension du dispositif en faveur du dernier commerce de proximité en zone rurale ; retiré. - **Article additionnel après l'article 21 B** (p. 4103) : favorable à l'amendement n° 916 de M. Philippe Dominati (ajout à la liste des clauses abusives de la possibilité pour une banque de ne pas rendre effective immédiatement la dénonciation d'un compte joint).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 4126) : soutient l'amendement n° 547 de M. François Fortassin (mise en place d'un double étiquetage mentionnant le prix payé par le consommateur et le prix d'achat au producteur) ; retiré. - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente) (p. 4149) : intervient sur l'amendement n° 770 de M. Daniel Raoul (application des dispositions de cet article à compter du 1er janvier 2009).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4291, 4292) : parole sur l'article. Exemple de la ville d'Alençon. (p. 4302) : intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (pour les projets ayant une zone de chalandise dépassant les limites du département d'implantation, participation à la CDAC d'un élu ou d'une personnalité qualifiée de chaque département voisin concerné) et sur le sous-amendement n° 1070 de M. Alain Fouché qui le modifie. (p. 4307) : intervient sur l'amendement n° 583 de M. Gérard Longuet (validation des autorisations d'exploitation commerciale délivrées jusqu'au 1er janvier 2009 et contestées devant le juge

administratif sur le fondement du caractère non nominatif de l'arrêté désignant les membres de la commission départementale d'équipement commercial, CDEC). (p. 4315) : intervient sur l'amendement n° 802 de M. Thierry Repentin (inscription dans la loi de l'obligation pour toute implantation commerciale d'être conforme aux dispositions du schéma de cohérence territoriale, SCOT). (p. 4326) : intervient sur le sous-amendement n° 807 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 147 de la commission (délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial présentant des spécificités en matière d'aménagement du territoire, de qualité d'urbanisme ou de protection de l'environnement et précision sur l'adoption des documents d'aménagement provisoire de ces zones par les SCOT ou à défaut par les EPCI compétents pour leur élaboration). (p. 4329) : son amendement n° 268 : obligation pour les maires et présidents d'EPCI appartenant à des zones d'aménagement commercial de saisir la CDAC pour des projets de construction de commerce d'une surface comprise entre 300 et 1000 mètres carrés ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4398) : intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (précision des critères d'autorisation des commissions départementales d'aménagement commercial). (p. 4400) : son amendement n° 302 : saisine pour avis des chambres de commerce et d'industrie et des chambres de métiers et de l'artisanat ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 4414) : favorable aux amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 685 (interdiction de la vente de tabac hors taxes dans les boutiques des aéroports pour les personnes voyageant entre la France métropolitaine et un département d'outre-mer), n° 686 (suppression des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant des départements d'outre-mer) et n° 687 (exclusion des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant de l'île de La Réunion). (p. 4418) : intervient sur l'amendement n° 640 de Mme Anne-Marie Payet (interdiction de toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail). - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4427) : intervient sur l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 1092 de M. Daniel Raoul. (p. 4433) : intervient sur les amendements identiques n° 167 de la commission, n° 485 de Mme Odette Terrade, n° 699 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 782 de M. Daniel Raoul et n° 841 de M. Philippe Leroy (suppression de la disposition permettant à un opérateur de transformer d'office en fibre optique son réseau à haut débit).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) (p. 4473) : favorable à l'amendement n° 163 de la commission (information obligatoire des opérateurs sur les déploiements en zones grises et bilan d'évaluation établi par l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes). (p. 4480) : votera l'amendement n° 838 de M. Philippe Leroy (couverture des zones blanches). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 4488) : votera l'amendement n° 839 de M. Philippe Leroy (obligation faite aux opérateurs de fournir des prestations d'accès à la sous-boucle locale équivalentes à celles offertes sur la boucle locale). - **Article 29 bis** (art. L. 35-9 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - Tarifs sociaux pour la téléphonie mobile) (p. 4489) : son amendement n° 300 : réduction tarifaire en zone de revitalisation rurale ; retiré. - **Article 30 sexies** (Réseau partagé en téléphonie mobile de troisième génération) (p. 4510) : intervient sur les amendements de M. Jean Desessard n° 977 (réalisation d'une étude d'impact sur la santé humaine et sur l'environnement), n° 978 (information de la population avant toute installation ou modification d'un équipement) et n° 1003 (réalisation d'une étude d'impact sur la santé humaine et sur l'environnement). -

Articles additionnels après l'article 32 (p. 4518, 4520) : ses amendements portant sur le même objet n° 312 et 313 : exceptions à l'application du code de l'entrée du séjour des étrangers et du droit d'asile ; et n° 912 et 914 : appréciation des compétences linguistiques des fonctionnaires et agents servant dans les postes diplomatiques ; retirés. - **Article 33 quater** (*Etude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat*) (p. 4529) : parole sur l'article. (p. 4530, 4531) : ses amendements n° 271 : transmission des études d'impact avant toute prise de décision ; et n° 301 : obligation pour l'Etat et ses établissements publics de suivre les conclusions de l'étude d'impact ; devenus sans objet. - **Article 45** (*art. 30-1 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et art. 15 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 - Prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché*) (p. 4554) : son amendement n° 339 : prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché jusqu'au 31 décembre 2010 ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4581) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 17** (*art. 43 de la Constitution - Augmentation du nombre de commissions permanentes*) (p. 4737) : son amendement n° 27 : rappel de l'absence de personnalité juridique accordée aux commissions permanentes ; retiré.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) - **Article 1er** (*art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5410, 5411) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Article 3** (*art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement*) (p. 5520) : soutient l'amendement n° 554 de M. Daniel Dubois (réaffirmation de la vocation du 1 % logement à financer le logement des salariés des entreprises du secteur assujetties) ; retiré. (p. 5526) : votera le sous-amendement n° 526 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de la faculté donnée aux entreprises de reporter sur les exercices postérieurs les excédents versés sur leurs ressources propres au titre du logement de leurs salariés). (p. 5538) : soutient les amendements de M. Daniel Dubois n° 556 (avis des représentants des organisations syndicales et patronales, membre de l'Union d'économie sociale du logement, UESL, sur le décret définissant l'emploi des fonds du 1 % logement) ; et n° 555 (avis conforme des organisations syndicales et patronales, membre de l'Agence nationale pour la participation des employeurs à l'effort de construction sur le décret définissant l'emploi des fonds du 1 % logement).

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (24 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6122) : soutient l'amendement n° 84 de M. Michel Mercier (attribution des aides versées par les centres communaux d'action sociale, les fonds de secours des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, sur la base du niveau des ressources et de la composition du foyer, et non plus par référence au statut de l'allocataire d'un minimum social) ; adopté. (p. 6125) : intervient sur l'amendement précité n° 84. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6131) : favorable aux amendements n° 103 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides octroyées en fonction des politiques de recrutement et de passage au temps plein pratiquées par les entreprises) et n° 207 de Mme Annie David (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides économiques distribuées aux entreprises en fonction de la politique de recrutement, des emplois créés et de leur pérennité).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 13 bis** (*art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de rupture supérieures à un million d'euros*) (p. 6845) : intervient sur l'amendement n° 250 de Mme Annie David (conditionnement de la constitution des "retraites chapeaux" ; assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de licenciement supérieures à un certain montant ; application immédiate de la contribution sociale de 2,5 % sur les avantages résultant des stock-options). - **Article 15** (*art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation*) (p. 6859) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 80 de Mme Françoise Henneron et n° 264 de M. Serge Larcher (suppression de la surtaxe des spiritueux et des alcools forts).

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Article 34** (*art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série*) (p. 7118) : votera l'amendement n° 528 du Gouvernement (rôle de la Haute Autorité de santé dans l'élaboration et la validation des référentiels).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Article 2 bis** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 7306) : votera l'amendement n° I-1 de la commission (suppression) et ne votera pas l'amendement n° I-122 de M. Yves Détraigne (régime d'imposition des indemnités perçues au titre du préjudice moral). - **Article 2 ter** (*Réduction d'impôt sur le revenu et déduction de l'impôt sur les sociétés pour le financement de projets économiques dans les pays en développement*) (p. 7311) : défavorable à l'amendement n° I-2 de la commission (suppression).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Article 9** (*Amenagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7382) : parole sur l'article. (p. 7397) : son amendement n° I-127 : affectation de la moitié du produit de la TGAP "granulats" aux communes et à leurs groupements concernés par les sites d'extraction ; retiré. (p. 7398) : intervient sur l'amendement n° I-234 de la commission (affectation de la moitié du produit de la TGAP "granulats" aux départements et aux communes sur le territoire desquels sont extraits les matériaux).

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Article 23** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 7477) : intervient sur l'amendement n° I-196 de M. Jack Ralite (augmentation de la redevance audiovisuelle). Son opposition à la réforme et au financement prévu de l'audiovisuel public. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 9 bis (précédemment réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes ou leurs groupements aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 7512) : votera l'amendement n° I-130 de Mme Jacqueline Gourault (application de la TVA à taux réduit aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de leur voirie). - **Article 12 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations d'investissement*) (p. 7528, 7529) : son amendement n° I-220 : motivation des refus d'attribution de dotation globale d'équipement des communes, DGEC ; adopté. - **Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice du FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7531) : favorable à l'amendement n° I-15 de la commission (rétablissement de cet article dans sa version initiale) et au sous-amendement n° I-229 de M. Jean

Arthuis (extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet) qui le modifie.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 17** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 7573) : favorable à l'amendement n° I-256 du Gouvernement (ajustement des fractions de tarifs de TIPP attribuées aux régions). - **Seconde délibération - Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 7649) : Regrette le recours à la seconde délibération.

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (28 novembre 2008) (p. 7951) : son intervention.

Sécurité

- (2 décembre 2008) - **Article additionnel après 73** (p. 8079) : favorable aux amendements identiques de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-84 et de la commission des lois saisie pour avis n° II-98 (rapport sur les frais occasionnés par les transfèvements et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice).

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8209) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole). Exemple de l'Orme.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8376, 8378) : son intervention. - **Art 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8397, 8399) : ses amendements n° II-199 : diminution des crédits affectés à la coordination de l'action diplomatique ; n° II-200 : suppression de la contribution française à l'Union de l'Europe occidentale ; et n° II-203 : suppression de la dépense de loyer de l'ambassade de France auprès du Conseil de l'Europe ; retirés. - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 8404) : son amendement

n° II-235 : création d'une direction des ressources humaines au ministère des affaires étrangères ; retiré.

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) - **Article 78 (priorité)** (*Aménagement du droit à l'image collective, DIC, des sportifs professionnels*) (p. 8513) : favorable à l'amendement n° II-37 de la commission (nouvelle rédaction de l'article visant à limiter le DIC).

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) (p. 8526, 8527) : son intervention. Sa région de Basse-Normandie.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 42** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux"*) (p. 8583) : défavorable à l'amendement n° II-250 de la commission (suppression, au terme d'un délai de vingt ans, des avantages fiscaux liés au dispositif Malraux). (p. 8590) : favorable aux amendements n° II-364 de M. Jean-Léonce Dupont (relèvement du plafond de 100 000 à 200 000 euros par an) et n° II-361 de M. Philippe Richert (relèvement du plafond à 150 000 euros). - **Article 42 bis** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux monuments historiques*) (p. 8597) : favorable à l'amendement n° II-251 de la commission (suppression du plafonnement à 200 000 euros de l'avantage fiscal en faveur de monuments privés non ouverts au public). - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 8598) : intervient sur l'amendement n° II-333 de M. Albéric de Montgolfier (présentation d'un rapport au Parlement sur les fouilles archéologiques).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Article 45** (*Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens*) (p. 8650) : s'abstient sur l'amendement n° II-270 de M. Hervé Maurey (extension du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro aux communes de moins de 3 500 habitants). - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 8708) : son amendement n° II-305 : accélération du versement aux communes des attributions au titre du fonds de compensation de la TVA ; retiré.

GOURAULT (Jacqueline)
sénateur (Loir-et-Cher)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Vice-présidente de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

Rapporteur de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Fonction publique [n° 104 tome 2 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique** [n° 267 (2007-2008)] - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1839, 1840) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2990) : votera l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression). - **Article 2** (art. 6 de la Constitution - Limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs) (p. 3004) : intervient sur l'amendement n° 97 de la commission (rédaction) ainsi que sur le sous-amendement n° 350 de Mme Alima Boumediene-Thiery s'y rapportant.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3372) : sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature), son sous-amendement n° 287 ; rejeté.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3514, 3515) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 9 bis (précédemment réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes ou leurs groupements aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 7511) : son amendement n° I-130 : application de la TVA à taux réduit aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le déneigement de leur voirie ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7512) : son amendement n° I-129 : application de la TVA à taux réduit aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le balayage de leur voirie ; adopté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 7595, 7596) : son intervention.

Deuxième partie :

Pouvoirs publics

- (28 novembre 2008) - en remplacement de M. Yves Détraigne, rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7888) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7933, 7934) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8836) : votera ce texte.

GOURNAC (Alain)
sénateur (Yvelines)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis vice-président le 3 décembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur de la Mutualité ; nouvelle nomination le 8 février 2008.

Membre titulaire du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale des allocations familiales.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 448 (2007-2008)] portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 470 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 486 (2007-2008)] (23 juillet 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Travail et emploi [n° 103 tome 7 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Travail.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi** [n° 141 (2007-2008)] - (9 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 102, 103).

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2008) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 156) : soutient l'amendement

n° 89 de M. Jean-Claude Carle (intégration des services d'orientation professionnelle de l'AFPA dans la future institution) ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales** [n° 297 (2006-2007)] - (16 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 255, 256). Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (19 juin 2008) - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - *Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3010) : soutient l'amendement n° 255 de M. Adrien Gouteyron (suppression) ; retiré. (p. 3032) : intervient sur l'amendement précité n° 255 de M. Adrien Gouteyron.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (9 juillet 2008) - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - *Équipement des immeubles pour le très haut débit*) (p. 4426) : intervient sur le sous-amendement n° 1092 de M. Daniel Raoul à l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles).

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail** [n° 448 (2007-2008)] - (17 juillet 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 4812, 4814) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4837) : position de la commission sur la motion n° 283 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4840) : position de la commission sur la motion n° 60 de Mme Gisèle Printz tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. L. 2121-1 du code du travail - *Critères de représentativité syndicale*) (p. 4842, 4847) : position de la commission sur les amendements n° 62, 61 et 63 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 193 et 194 de Mme Annie David, et n° 110 et 120 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 4847, 4848) : son amendement n° 11 : négociations portant sur les critères de représentativité des organisations patronales ; rejeté. - **Division additionnelle avant l'article 2** (p. 4850) : position de la commission sur l'amendement n° 195 de Mme Annie David (ajout d'une division additionnelle portant sur la représentativité syndicale dans les établissements employant moins de onze salariés). - **Article 2** (art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - *Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social*) (p. 4851, 4864) : position de la commission sur les amendements n° 111, 124, 112 et 125 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 64, 66, 68, 65, 67 et 69 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 196, 198, 200, 197 et 199 de Mme Annie David, n° 180 de M. Philippe Dominati, n° 178 de M. Claude Lise et n° 131 de M. Jean Desessard. Ses amendements n° 12 : possibilité d'apprécier la représentativité syndicale au niveau d'une partie du groupe ; n° 13 : recours à la négociation pour déterminer les moyens de renforcer la représentation collective dans les petites entreprises ; n° 14 : clarification ; portant sur le même objet n° 15 et n° 16 : composition du Haut conseil du dialogue social ; et n° 17 : dispositions spécifiques aux entreprises de presse ; adoptés. - **Article 3** (art. L. 2314-22, L. 2314-24, L. 2316-3 et L. 2324-4 du code du travail - *Modalités des élections professionnelles*) (p. 4866, 4870) : position de la commission sur les amendements n° 201, 203, 204, 205 et 202 de Mme Annie David, n° 70 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 108 de M. Jean-Paul Amoudry. Ses amendements n° 18 : rédaction ; et, portant sur le même objet, n° 19 et n° 20 : choix pour les salariés mis à disposition par une entreprise extérieure d'exercer leur droit de vote dans l'entreprise d'origine ou dans l'entreprise utilisatrice ; adoptés. - **Article 3 bis** (art. L. 2312-5, L. 2314-3-1 (nouveau), L. 2314-8, L. 2314-11, L. 2314-31, L. 2322-5, L. 2324-1, L. 2324-4-1 (nouveau),

L. 2324-11, L. 2324-13, L. 2324-21 et L. 2327-7 du code du travail - Modalités de préparation des élections au sein de l'entreprise) (p. 4873) : position de la commission sur les amendements n° 206, 207 et 208 de Mme Annie David. - **Article 4** (art. L. 2143-3 à L. 2143-6, L. 2143-11 et L. 2324-2 du code du travail - Conditions de désignation des délégués syndicaux) (p. 4874, 4876) : ses amendements n° 21 : mode dérogatoire de désignation d'un délégué syndical ; n° 22 : rédaction ; n° 23 : modalités de désignation du délégué syndical central ; et n° 24 : modalités de désignation des représentants au comité d'entreprise ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 71 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 209 de Mme Annie David, ainsi que sur le sous-amendement n° 192 de Mme Catherine Procaccia portant sur l'amendement n° 21 précité. - **Article 5** (art. L. 2142-1 et L. 2142-1-1 à L. 2142-1-4 nouveaux du code du travail - Conditions de constitution des sections syndicales et création d'un représentant de la section syndicale) (p. 4878, 4882) : Ses amendements n° 25 : harmonisation ; n° 26 : conditions de mise à disposition d'un local par l'employeur au profit des différentes sections syndicales dans les entreprises de mille salariés ou plus ; n° 27 : clarification ; et n° 28 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 134 de M. Jean Desessard, n° 72 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 113 de M. Jean-Paul Amoudry, n° 210 et 213 de Mme Annie David et n° 180 de M. Philippe Dominati ainsi que sur le sous-amendement n° 288 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 27 précité. - **Article 5 bis** (art. L. 2141-5 et L. 2242-20 nouveau du code du travail - Carrière syndicale, vie professionnelle et reconnaissance de l'expérience acquise des représentants du personnel) (p. 4882) : son amendement n° 29 : rédaction ; adopté. - **Article 5 ter** (art. L. 6111-1 du code du travail - Validation des acquis de l'expérience des délégués syndicaux) (p. 4882) : son amendement n° 30 : coordination ; adopté. - **Article 6** (art. L. 2231-1, L. 2232-2, L. 2232-2-1 nouveau, L. 2232-6, L. 2232-7, L. 2232-12 à L. 2232-15 et L. 2232-34 du code du travail - Conditions de validité des accords collectifs de travail) (p. 4885, 4889) : position de la commission sur les amendements n° 214, 216, 218, 220, 223, 215, 217, 219, 222 et 221 de Mme Annie David. Ses amendements n° 31 : conditions de dénonciation d'un accord ; n° 32 : maintien d'un accord en cas de perte par toutes les organisations syndicales signataires de leur qualité d'organisation représentative ; et n° 285 : dispositions spécifiques aux entreprises de presse ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 7** (art. L. 2232-21 à L. 2232-27, L. 2232-27-1 nouveau, L. 2232-8 et L. 2232-29 du code du travail - Négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés) (p. 4901, 4902) : position de la commission sur les amendements n° 73 et 74 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 114 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 224 de Mme Annie David. - **Article 8** (Ressources et moyens des organisations syndicales et professionnelles) (p. 4904, 4905) : ses amendements n° 33 : précision portant sur le financement du dialogue social ; et n° 34 : garantie de l'affectation de la contribution des entreprises au seul financement du dialogue social ; devenus sans objet. (p. 4906) : position de la commission sur les amendements n° 183, 184 et 186 de M. Philippe Dominati, et n° 226 et 227 de Mme Annie David. (p. 4910, 4911) : position de la commission sur les amendements n° 228 de Mme Annie David, n° 75 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 105 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article 9** (Date limite de première mesure de l'audience au niveau des branches et au niveau national et interprofessionnel et règles transitoires de représentativité aux différents niveaux du dialogue social) (p. 4912, 4913) : ses amendements n° 35 : précision portant sur l'application de la présomption de représentativité des organisations syndicales au niveau des branches aux organisations nouvellement reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel ; n° 36 : application des nouvelles règles de représentativité aux seules élections dont la première réunion de négociation se tiendra postérieurement à la publication de cette loi ; n° 37 : rédaction ; et n° 38 : application de la présomption de représentativité aux syndicats issus de fusion ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 126 du Gouvernement. - **Article 12** (Période transitoire pour la validité des accords conclus par les représentants élus du personnel ou les salariés mandatés)

(p. 4914) : son amendement n° 39 : validité des conventions et accords de branche conclus avant la publication de cette loi autorisant des représentants du personnel ou des salariés mandatés à négocier des accords d'entreprise en cas d'absence de délégué syndical ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 15 bis** (p. 4915) : position de la commission sur l'amendement n° 229 de Mme Annie David (possibilité pour les salariés de disposer de deux heures d'information sur le droit syndical, le mouvement syndical et la représentation des salariés). - **Article 15 bis** (art. L. 3142-8 du code du travail - Périodicité de la rémunération des congés de formation économique et sociale et de formation syndicale) (p. 4916) : position de la commission sur l'amendement n° 230 de Mme Annie David. - **Intitulé du Titre II** (Le temps de travail) (p. 4917) : position de la commission sur les amendements n° 76 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 139 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 4920, 4928) : position de la commission sur les amendements n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion dans ce texte de l'article 17 de la position commune permettant de déroger, à titre expérimental, par accord d'entreprise majoritaire au contingent annuel d'heures supplémentaires) et n° 231 de Mme Annie David (limitation de la semaine de travail à cinq jours consécutifs). - **Article 16** (art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement) (p. 4932) : position de la commission sur les amendements de suppression n° 78 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 232 de Mme Annie David. (p. 4937) : position de la commission sur les amendements n° 141 et 142 de M. Jean Desessard, n° 233, 234 et 235 de Mme Annie David, n° 79 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 117 de M. Jean-Paul Amoudry. (p. 4940, 4946) : son amendement n° 40 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 143, 144, 145, 146 et 147 de M. Jean Desessard, et n° 236, 237, 238, 239 et 240 de Mme Annie David. (p. 4951) : position de la commission sur les amendements n° 148 et 149 de M. Jean Desessard, n° 241, 242 et 243 de Mme Annie David, n° 80, 81 et 82 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 4955) : position de la commission sur les amendements n° 83 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 150 et 151 de M. Jean Desessard, n° 244 de Mme Annie David et n° 118 de M. Jean-Paul Amoudry. (p. 4956) : ses amendements n° 41 : rétablissement et réécriture de l'article L. 3121-24 relatif au repos compensateur de remplacement supprimé par l'Assemblée nationale ; et n° 42 : maintien en vigueur en 2009 des accords collectifs relatifs aux heures choisies ; adoptés. (p. 4957) : position de la commission sur les amendements n° 84 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 152 et 153 de M. Jean Desessard, n° 245 et 246 de Mme Annie David et n° 284 du Gouvernement. - **Article 17** (art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - Conventions de forfait) (p. 4963) : position de la commission sur les amendements de suppression n° 85 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 247 de Mme Annie David. (p. 4966) : son amendement n° 43 : réécriture de cet article en précisant l'obligation de compatibilité du nombre maximal de jours travaillés dans l'année par un salarié titulaire d'une convention de forfait en jours avec les dispositions du code du travail sur les jours fériés et chômés ; adopté. (p. 4980, 4982) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 86 à n° 93, de M. Jean Desessard n° 155, 156, 157, 160, 164, 165 et 166, de Mme Annie David n° 248 à n° 260, n° 262 à n° 265, et n° 267, de M. Jean-Paul Amoudry n° 115, n° 116, n° 119 et n° 121, n° 122, n° 123, de Mme Catherine Procaccia n° 190, et sur les sous-amendements de Mme Annie David n° 261 et 266 déposés sur son amendement n° 43 précité. Son amendement n° 44 : rédaction ; adopté.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Article 18** (section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail) (p. 4999, 5006) : ses amendements n° 45 : cas des salariés à temps partiel ; n° 46 : lissage de la rémunération ; n° 47 : adaptation aux salariés à temps partiel des dispositions relatives aux heures complémentaires ; et n° 286 : coordination ; adoptés. (p. 4994,

5006) : position de la commission sur les amendements n° 95, 96, 97, 98 et 99 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274 et 275 de Mme Annie David, n° 168, 169, 170, 171, 173 et 174 de M. Jean Desessard. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5007) : ses amendements n° 48 : coordination avec le code rural ; et n° 49 : réduction de un mois à dix jours de la durée minimale de travail requis dans l'entreprise pour ouvrir droit au congé annuel ; adoptés. - **Article 19** (art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et art. 81 quater du code général des impôts - Adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat) (p. 5009) : ses amendements n° 50 : cohérence ; n° 51 et 52 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 100 et 101 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 276 de Mme Annie David. - **Article 20** (art. L. 3121-15, L. 3123-14, L. 3123-17, L. 3133-8, L. 3133-10 à L. 3133-12, L. 3141-5, L. 3141-11, L. 3141-21, L. 3141-22, L. 3151-2, L. 3152-1, L. 3152-2, L. 3171-1 et L. 6321-4 du code du travail - Coordination - Simplification des modalités d'alimentation et de fonctionnement du compte épargne-temps) (p. 5012) : ses amendements de coordination n° 53, 54, 55, 56 et 57 ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 102 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 277 et 278 de Mme Annie David. - **Article 21** (art. L. 3151-1, L. 3153-1, L. 3153-2 et L. 3153-4 du code du travail - Utilisation du compte épargne-temps) (p. 5014) : son amendement n° 58 : dispositions relatives au compte épargne-temps ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 279 de Mme Annie David. - **Article 22** (art. L. 3153-3 du code du travail, L. 242-4-3 nouveau du code de la sécurité sociale et 83 du code général des impôts - Régime fiscal et social applicable en cas d'utilisation de droits accumulés sur le compte épargne-temps en vue de la retraite) (p. 5016) : son amendement n° 59 : élargissement du champ de l'article ; adopté. Position de la

commission sur les amendements n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 280 de Mme Annie David, n° 289 du Gouvernement et n° 191 de Mme Catherine Procaccia. - **Article 23** (art. L. 3154-1 à L. 3154-3 du code du travail - Garantie et liquidation des droits accumulés sur le compte épargne-temps) (p. 5018) : position de la commission sur les amendements n° 281 et 282 de Mme Annie David. - **Explications de vote sur l'ensemble** : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 486 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5143, 5144) : son intervention. Invite le Sénat à adopter ce texte. - **Article 13** (p. 5161) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 7993, 7994) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales à l'adoption des crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9233, 9237) : soutient les amendements de M. Laurent Bêteille n° 99 (alignement fiscal et comptable de la date de prise en compte des dégrèvements) ; n° 98 (précision rédactionnelle) ; et n° 114 (aménagement de la sortie d'un groupe fiscal en cas de défaillance de la société mère) ; adoptés.

GOUTEYRON (Adrien)
sénateur (Haute-Loire)
UMP

Vice-président du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008 ; a présidé les séances des 9, 10, 22, 23, 24, 31 janvier, 6 février, 1er, 29 avril, 6, 15, 21, 28 mai, 11, 23, 24, 25, 26, 30 juin, 1er, 2, 3, 8, 16, 22 et 23 juillet 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes le 7 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence française de développement.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil de l'immobilier de l'Etat.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les cadres supérieurs du Quai d'Orsay : une réforme à engager d'urgence [n° 268 (2007-2008)] (9 avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Fonction publique.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Réussir le sauvetage de l'Institut du monde arabe [n° 360 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Quelles réponses apporter à une diplomatie culturelle en crise ? [n° 428 (2007-2008)] (30 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Action extérieure de l'Etat [n° 99 tome 3 annexe 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget**.

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires de Guinée équatoriale** - (24 janvier 2008) (p. 487).

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique** [n° 267 (2007-2008)] - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1843, 1844) : son intervention. Votera ce texte.

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2107, 2109) : son intervention.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de l'Assemblée nationale de la République de Hongrie** - (21 mai 2008) (p. 2292).

- **Rappel au règlement** - (28 mai 2008) (p. 2452) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Odette Herviaux. Evolution possible de la terminologie employée sur le site Internet du Sénat pour donner le "sort" des amendements examinés en séance publique.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2922, 2923) : son amendement n° 250 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 9** (*art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3126, 3127) : soutient l'amendement n° 300 de M. Jean Arthuis (rôle du Parlement dans l'évaluation des politiques publiques) ; retiré. - **Article 10** (*art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3153) : parole sur l'article. Défavorable aux dispositions permettant aux membres du Gouvernement anciennement parlementaires de retrouver leur siège à la fin de leur fonction ministérielle. - **Article 11** (*art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi*) (p. 3186) : soutient l'amendement n° 151 de M. Jean Puech (inscription du statut de l'élu local dans le domaine législatif) ; devenu sans objet.

- **Allocution ou message divers** - (2 juillet 2008) (p. 3810) : annonce la libération d'Ingrid Betancourt.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4700, 4702) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 7596, 7598) : son intervention.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8262, 8263) : son intervention.

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8309, 8311) : son amendement n° II-190 : création d'un programme "Garantie de l'exercice du droit d'asile" ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-9 de la commission.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8367, 8369) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission sous réserve du vote de ses amendements. - **Art 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8398) : son amendement n° II-2 : diminution des crédits affectés à l'Union latine ; retiré. (p. 8398, 8401) : position de la commission sur les amendements n° II-199, II-200 et II-203 de Mme Nathalie Goulet, n° II-188 de M. Louis Duvernois, n° II-209 de M. Robert del Picchia, et n° II-47 et II-48 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis. - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 8401, 8404) : son amendement n° II-15 : mise en place d'un double plafonnement de la prise en charge des frais de scolarité des enfants français dans les lycées français de l'étranger et remise au Parlement d'une étude d'impact sur les modalités de financement préalablement à toute extension de la gratuité des frais de scolarité ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-214 de M. André Ferrand qu'à titre personnel il accepte. Position de la commission sur les amendements portant sur le même objet que son amendement n° II-15 précité, n° II-187 de M. Robert del Picchia, n° II-45 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, et sur le n° II-235 de Mme Nathalie Goulet (création d'une direction des ressources humaines au ministère des affaires étrangères).

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8414) : soutient l'amendement n° II-240 de M. Bruno Gilles (création et dotation d'un nouveau programme "Titres sécurisés - concours aux communes") ; retiré.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) (p. 8430) : son intervention. Exemple de son département de la Haute-Loire.

Articles de récapitulation des crédits

- (8 décembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 8548, 8551) : soutient l'amendement n° II-304 de M. Michel Charasse (mise sous plafond d'emploi des établissements à autonomie financière du ministère des affaires étrangères) ; adopté. Sur ce dernier, défavorable au sous-amendement n° II-400 du Gouvernement.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence** [n° 20 (2008-2009)] - (10 décembre 2008) - **Article 1er** (*art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves*) (p. 8833) : favorable au sous-amendement n° 4 de M. Michel Charasse déposé sur l'amendement n° 2 de M. Pierre-Yves Collombat (prise en compte des regroupements

pédagogiques intercommunaux, RPI, dans l'appréciation des capacités d'accueil des communes).

GOY-CHAVENT (Sylvie)
sénateur (Ain)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour la planification le 4 novembre 2008 ; puis secrétaire le 12 novembre 2008.

GRIGNON (Francis)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale ; puis membre titulaire le 28 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière le 9 avril 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'informatisation du livre foncier d'Alsace-Moselle [n° 193 (2007-2008)] (5 février 2008) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à une clarification contractuelle obligatoire des compétences entre la région et le département [n° 222 (2007-2008)] (29 février 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Ecologie, développement et aménagement durables : Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 101 tome 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - Budget - Environnement - Transports.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Article 1er (Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes)** (p. 2260) : intervient sur le sous-amendement n° 88 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 51 de M. Gérard Le Cam (inscription parmi les missions des grands ports maritimes de l'organisation des dessertes ferroviaires et fluviales en coopération avec les

opérateurs concernés). (p. 2270, 2272) : ses amendements n° 20 : représentation des entreprises et établissements gestionnaires d'infrastructures de transports terrestres au sein du conseil de développement ; retiré ; et n° 19 : participation au conseil de coordination interportuaire des représentants des établissements gestionnaires d'infrastructures terrestres ou de l'établissement public en charge de la gestion des voies navigables ; adoptés.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4386) : son amendement n° 855 : obligation imposée aux ensembles commerciaux d'une autorisation pour toute création ou extension au-delà de 1000 mètres carrés ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4612) : son intervention.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (22 octobre 2008) (p. 5911) : au nom de M. Alain Vasselle.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7779, 7780) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 60** (Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures) (p. 7831) : sur l'amendement n° II-6 de la commission (présentation d'un rapport d'évaluation de la taxe), son sous-amendement n° II-112 ; adopté.

GRILLOT (Louis)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-A

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

GRUILLOT (Georges)
sénateur (Doubs)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

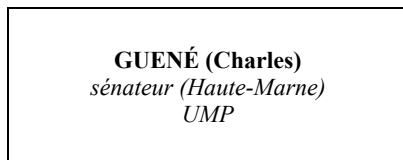
Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**



Chargé d'une mission temporaire auprès du ministre de l'agriculture et de la pêche le 24 juin 2008 ; fin de mission le 27 novembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire du Comité des finances locales ; nouvelle nomination le 11 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale du débat public jusqu'au 17 septembre 2008.

Membre titulaire du Comité local d'information et de suivi du laboratoire souterrain de Bure.

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour la prévention des risques naturels majeurs.

Membre titulaire de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours ; nouvelle nomination le 16 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Vice-président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 211 (2007-2008)] relatif aux contrats de partenariat [n° 243 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Les DIAC : une des premières mises en œuvre de la RGPP [n° 483 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Défense [n° 99 tome 3 annexe 8 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Défense.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique tendant à prévoir l'approbation par les lois de financement de la sécurité sociale des mesures de réduction et d'exonération de cotisations et de contributions de sécurité sociale adoptées en cours d'exercice [n° 140 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - **Article unique** (p. 382, 383) : le groupe UMP votera en faveur de ce texte.

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (26 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1253, 1254) : son intervention. Le groupe UMP approuve la volonté du rapporteur d'apporter une expertise supplémentaire avant de présenter ses conclusions.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 1345,

1347) : sous réserve de ses amendements, avis favorable de la commission des finances sur le présent projet de loi.

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1405, 1409) : ses amendements n° 76 : précision selon laquelle l'évaluation préalable du coût global est réalisée hors taxes, dans un souci de neutralité fiscale ; adopté ; n° 75 : suppression de la possibilité de réaliser une évaluation succincte lorsqu'il s'agit de faire face à une situation imprévue ; devenu sans objet ; et n° 77 (nécessité d'une évaluation préalable favorable pour justifier le recours aux contrats de partenariat dans les secteurs réputés présenter un caractère d'urgence) ; retiré. (p. 1410) : soutient l'amendement de M. Philippe Marini n° 169 (limitation de la dérogation sectorielle en matière de rénovation urbaine aux opérations approuvées par l'Agence nationale de la rénovation urbaine) ; retiré. (p. 1414, 1415) : s'agissant des amendements précités de la commission des finances saisie pour avis, maintient le n° 75 et retire le n° 77. Retire l'amendement précité n° 169 de M. Philippe Marini. - **Article 29 (priorité)** (art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - *Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat et aux BEH*) (p. 1429, 1430) : son amendement n° 88 : suppression de la cession de créance spécifique prévue dans le code monétaire et financier pour les contrats de partenariat ; retiré. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - *Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1439) : son amendement n° 79 : coordination ; adopté. - **Article 28** (art. 742 et 1048 ter nouveau du code général des impôts - *Taxe de publicité foncière - Alignement des régimes d'imposition applicables pour la publicité des actes portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public*) (p. 1452, 1453) : son amendement n° 81 : clarification de l'article ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1454, 1458) : ses amendements n° 82 : éligibilité au fonds de compensation de la TVA des baux emphytéotiques administratifs dans les mêmes conditions que les contrats de partenariat ; adopté ; n° 84 : clarification du statut des cessions de créances prévues dans le cadre des partenariats public-privé au regard de l'impôt sur les sociétés ; retiré ; n° 85 : exonération de contribution annuelle sur les revenus locatifs de la mise à disposition de locaux dans le cadre de partenariats public-privé ; n° 83 : exonération des cessions de créances liées à des partenariats public-privé de la taxe de publicité foncière ; adoptés ; n° 86 : exonération des ouvrages mis à la disposition des personnes publiques dans le cadre des partenariats public-privé de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ; retiré ; et n° 87 : alignement du régime des partenariats public-privé, en matière d'architecture préventive, sur le régime général des équipements publics ; adopté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna [n° 156 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - en remplacement de M. Philippe Marini, rapporteur général de la

commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 1466, 1467) : son intervention. - **Article unique** (p. 1468) : son amendement n° 1 : retrait de Mayotte du champ d'application de l'ordonnance ; adopté. - **Articles additionnels après l'article unique** : son amendement n° 2 : cohérence ; adopté. Position de la commission sur les amendements du Gouvernement n° 3 (extension de l'aide juridique à la Polynésie française et de l'aide juridictionnelle en matière pénale à Mayotte, Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie) et n° 4 (application à Saint-Pierre-et-Miquelon du régime des prestations familiales et du dispositif de retraite anticipée).

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (13 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2087) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4345, 4346) : votera en faveur de ce projet de loi. - **Article 28 bis** (art. L. 1311-3 et art. L. 1615-13 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - *Éligibilité des baux emphytéotiques administratifs au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA*) (p. 4378) : son amendement n° 1 : conditions d'éligibilité au FCTVA des baux emphytéotiques administratifs ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8020, 8021) : son intervention. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8049) : son amendement n° II-14 : majoration des crédits affectés aux opérations intérieures ; retiré. - **Article 59 decies** (*Versement d'un pécule modulable d'incitation à une seconde carrière*) (p. 8050) : ses amendements n° II-22 (non-remboursement de ce pécule par les anciens militaires admis dans un emploi au sein de l'Établissement public d'insertion de la Défense, EPIDe) ; retiré ; n° II-24 (rédaction) ; et n° II-30 (suppression d'une disposition inutile) ; adoptés.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 8674) : soutient l'amendement n° II-275 de M. Laurent Bêteille (inclusion des dépenses de frais d'avocat dans l'assiette du crédit d'impôt pour les PME au titre de leurs dépenses de prospection commerciale à l'étranger) ; adopté.

GUÉRINI (Jean-Noël)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Réélu le 21 septembre 2008.

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

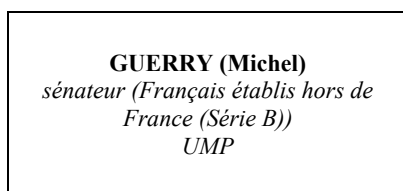
Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant réforme portuaire** [n° 300 (2007-2008)] - (20 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2237, 2239) : son intervention. Abstention du groupe socialiste sur ce texte. Exemple du port de marseille.

- **Suite de la discussion** (21 mai 2008) - **Article 9** (*Accord cadre tripartite relatif aux mesures d'accompagnement du transfert de personnel*) (p. 2302) : soutient l'amendement n° 71 de M. Charles Josselin (négociation et établissement d'une convention collective commune pour l'ensemble des personnels portuaires) ; rejeté.



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à la création d'un fonds de solidarité pour les Français établis à l'étranger victimes de catastrophes naturelles ou de crises politiques graves [n° 224 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget - Environnement.**

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi organique relative à l'élection de députés des Français établis hors de France [n° 492 (2007-2008)] (24 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8883, 8884) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**.

GUILLAUME (Didier)
sénateur (Drôme)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 53 (Doublement du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique)** (p. 8704) : soutient l'amendement n° II-296 de Mme Odette Herviaux (possibilité de cumuler le bénéfice du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique avec les aides en faveur de la conversion ou du maintien en mode de production biologique) ; rejeté.

HAENEL (Hubert)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

Chargé d'une mission temporaire auprès du secrétaire d'État chargé des transports le 6 mai 2008 ; fin de mission le 18 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre titulaire de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Président de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale de contrôle des interceptions de sécurité jusqu'au 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'informatisation du livre foncier d'Alsace-Moselle [n° 193 (2007-2008)] (5 février 2008) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à une clarification contractuelle obligatoire des compétences entre la région et le département [n° 222 (2007-2008)] (29 février 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Quel avenir pour la gendarmerie ? [n° 271 (2007-2008)] (10 avril 2008) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Les parlements nationaux et l'Union européenne après le traité de Lisbonne [n° 393 (2007-2008)] (12 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : L'Union européenne et la Turquie à la veille de la présidence française [n° 412 (2007-2008)] (23 juin 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 39 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne.**

Proposition de loi visant à la création d'un fonds d'indemnisation pour les gendarmes victimes d'atteintes à leur personne [n° 74 (2008-2009)] (4 novembre 2008) - **Budget - Police et sécurité - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - président de la délégation pour l'Union européenne - **Discussion générale** : son intervention (p. 603, 604).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - président de la délégation pour l'Union européenne - **Discussion générale** (p. 1071, 1072) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) - président de la délégation pour l'Union européenne (p. 2814, 2815) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2884, 2885) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3266) : son amendement n° 396 : possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3360) : parole sur l'article.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4773) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Catherine Troendle, n° 15 : reconnaissance de la légitimité de la législation particulière aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - président de la commission des affaires européennes - **Débat sur la participation de la France au budget des communautés européennes et article 33** (p. 7548, 7549) : son intervention.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9002, 9004) : son intervention.

HAUT (Claude)
sénateur (Vaucluse)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'ENSOSP : une délocalisation ambitieuse à parachever [n° 484 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Police et sécurité.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Sécurité civile [n° 99 tome 3 annexe 28 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (2 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8080, 8081) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

HENNERON (Françoise)
sénateur (Pas-de-Calais)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations** [n° 241 (2007-2008)] - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1578, 1580) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail** [n° 448 (2007-2008)] - (18 juillet 2008) - **Article 17** (art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - Conventions de forfait) (p. 4979) : soutient l'amendement n° 190 de Mme Catherine Procaccia (détermination du champ d'application des conventions de forfait en heures sur l'année par les partenaires sociaux) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail** [n° 502 (2007-2008)] - (27 octobre 2008) - **Article 1er (priorité)** (art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime) (p. 6208) : son amendement n° 61 : suppression de la possibilité d'effectuer un versement exceptionnel d'intéressement ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 6215) : son amendement n° 62 : limitation du calcul du redressement de cotisations et contributions ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009** [n° 80 (2008-2009)]

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6809) : sa question au ministre de la santé.

Troisième partie :

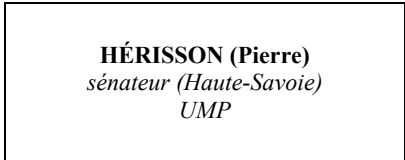
- (13 novembre 2008) - **Article 15** (art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation) (p. 6856) : son amendement n° 80 : suppression de la surtaxe des spiritueux et des alcools forts ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) (p. 7995, 7996) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.



Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales le 22 mai 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 2 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil national de la sécurité routière jusqu'au 9 février 2008.

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 136 (2007-2008)] relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction [n° 162 (2007-2008)] (15 janvier 2008) - **Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de résolution sur les propositions de directives européennes E-3701, E-3702 et E-3703 concernant le secteur des communications électroniques [n° 295 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 295 (2007-2008)] sur les propositions de directives européennes E-3701, E-3702 et E-3703 concernant le secteur des communications électroniques [n° 349 (2007-2008)] (21 mai 2008) - **Recherche, sciences et techniques - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Économie [n° 101 tome 2 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction - Deuxième lecture [n° 136 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 846, 847) : souhait d'une entrée en vigueur rapide du nouveau dispositif. - **Article 1er (Obligation générale de sécurité pour les manèges, machines et installations)** (p. 849, 850) : position de la commission sur les amendements n° 1 et n° 2 de M. Jean-Marc Pastor. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 851) : remerciements.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article 2 (Divers régimes d'interdiction des discriminations)** (p. 1608) : son amendement n° 30 : interdiction aux entreprises et aux assurances de refuser leurs services aux gens du voyage ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 6 (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement)** (p. 3769, 3775) : ses amendements n° 97 : retour au critère de la date d'émission de la facture comme unique point de départ du délai de paiement ; adopté ; n° 315 : suppression du III ; rejeté ; n° 316 : extension du délai dérogatoire à tous les opérateurs du secteur relevant des organisations professionnelles signataires de l'accord ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 29 (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Équipement des immeubles pour le très haut débit)** (p. 4470) : son amendement n° 94 : dispositif alternatif basé sur le partage d'infrastructures passives des opérateurs 2G ; retiré au profit de l'amendement n° 163 de la commission (information obligatoire des opérateurs sur les déploiements en zones grises et bilan d'évaluation établi par l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes). (p. 4475) : son amendement n° 93 : élargissement de l'appréciation du point de mutualisation ; retiré. (p. 4479, 4480) : intervient sur l'amendement n° 838 de M. Philippe Leroy (ouverture des zones blanches). (p. 4481) : son amendement n° 92 : fixation par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes des conditions financières des accords d'itinérance locale ; retiré. (p. 4485) : favorable à l'amendement n° 1089 du Gouvernement (cadre juridique permettant aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité, d'eau potable et d'assainissement collectif d'assurer le passage de la fibre optique). - **Article 30 bis (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Publication par le CSA des zones retenues pour leur desserte en TNT)** (p. 4498) : sur l'amendement n° 175 de la commission (publication par le CSA du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de la couverture des zones), ses sous-amendements n° 1032 et 1033 ; retirés. - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 4503) : son amendement n° 103 : obligation d'intégrer la radio numérique dans les récepteurs radio commercialisés en France ; adopté.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5321, 5322) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 5853, 5854) : ses amendements n° 520 : précision ; adopté ; et portant sur le même objet n° 521, n° 523 et n° 522 : accueil des gens du voyage ; retirés.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

HERMANGE (Marie-Thérèse)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Secrétaire de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé jusqu'au 26 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : La Convention Aeras : bilan et perspectives [n° 491 (2007-2008)] (23 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le sang de cordon : collecter pour chercher, soigner et guérir [n° 79 (2008-2009)] (4 novembre 2008) - **Famille - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1538, 1540) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur la lutte contre les addictions** - (11 juin 2008) (p. 2761, 2763) : son intervention.

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques, et en remplacement de M. Gérard Cornu (p. 8519, 8521) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de ce compte spécial.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4412, 4413) : défavorable à l'amendement n° 261 de M. Gérard César (possibilité de diffuser sur Internet, à l'exception des sites destinés à la jeunesse, des messages informationnels ou éditoriaux sur les boissons alcoolisées dès lors que les auteurs de la publication n'en retirent aucune contrepartie financière).

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Article 2** (art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social) (p. 4862) : votera les amendements portant sur le même objet n° 200 de Mme Annie David et n° 180 de M. Philippe Dominati (suppression du Haut conseil du dialogue social). (p. 4865) : s'abstiendra sur l'article 2 de ce projet de loi. - **Article 4** (art. L. 2143-3 à L. 2143-6, L. 2143-11 et L. 2324-2 du code du travail - Conditions de désignation des délégués syndicaux) (p. 4875) : sur l'amendement n° 21 de la commission (mode dérogatoire de désignation d'un délégué syndical), soutient le sous-amendement n° 192 de Mme Catherine Procaccia ; retiré.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Article 18** (section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail) (p. 5001) : intervient sur l'amendement n° 170 de M. Jean Desessard (contrepartie accordée aux salariés en cas de réduction du délai de prévenance).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6806) : sa question au ministre de la santé.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficiaire du droit à réversion) (p. 6962, 6963) : son amendement n° 312 (suppression de la condition d'âge nécessaire pour bénéficiaire de la pension de réversion) ; retiré puis repris par M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article 44 et article additionnel après l'article 44** (Tarification à la ressource des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 7165, 7166) : son amendement n° 314 : modalités de fonctionnement et de tarification pour l'accueil temporaire des personnes dépendantes ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 72** (art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ;

art. L. 2324-1 du code de la santé publique ; art. 80 sexies du code général des impôts - Assouplissement des conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel) (p. 7214) : son amendement n° 313 : étude d'impact sur la prestation d'accueil du jeune enfant, PAJE ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7233) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 44 (Réforme du régime de la location meublée)** (p. 8616, 8618) : ses amendements n° II-343 : réduction d'impôt supplémentaire pour les investissements

réalisés dans des structures d'hébergement de personnes âgées ou handicapées proposant des places habilitées à l'aide sociale ; n° II-344 : réduction d'impôt supplémentaire dans les territoires ruraux de développement prioritaire ; retirés.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - au nom de la commission des affaires sociales - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 9345, 9346) : soutient l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 61 (recentrage du crédit d'impôt famille sur des crèches d'entreprises) ; adopté.

HERVÉ (Edmond)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Aide publique au développement. Compte spécial prêts à des Etats étrangers et Compte spécial accords monétaires internationaux [n° 99 tome 3 annexe 4 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre Etat de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7493, 7495) : son intervention. - **Article 10 (précédemment réservé) (Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle)** (p. 7523, 7524) : intervient sur l'amendement n° I-249 du Gouvernement (application d'un taux de progression de 2 % à la DGF).

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers

- (3 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8218, 8219) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits des comptes spéciaux "Prêts à des Etats étrangers" et "Accords monétaires internationaux". - **Article 37 et état D (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)** (p. 8234) : position de la commission sur l'amendement n° II-185 du Gouvernement.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 67** (p. 8442) : soutient les amendements de M. François Marc n° II-222 (extension du bénéfice de la dotation "Coeur de parc naturel national" aux communes insulaires situées dans un parc naturel national) ; et n° II-223 (instauration d'un montant plancher de dotation au bénéfice des communes ne disposant d'aucune ressource au titre des quatre taxes directes locales et qui sont membres d'un EPCI à fiscalité propre) ; rejetés. Parc naturel marin d'Iroise. - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8446) : rappel de la mise en place d'un groupe de travail sur la dotation de péréquation régionale par le comité des finances locales.

HERVIAUX (Odette)
sénateur (Morbihan)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture** [n° 269 (2007-2008)] - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1754, 1756) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 1766, 1767) : sa parole sur l'article. (p. 1768) : soutient l'amendement n° 26 de M. Jean-Marc Pastor (définition du "sans organismes génétiquement modifiés") ; devenu sans objet.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2038, 2040) : son intervention.

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse** [n° 269 (2006-2007)] - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2053, 2054) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement** [n° 288 (2006-2007)] - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2389, 2391) : son intervention. Les membres du groupe socialiste ne voteront pas ce projet de loi en l'état. - **Article 1er** (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement) (p. 2410, 2412) : ses amendements n° 99 : précision selon laquelle les dommages causés au sol sont considérés aussi au regard de l'équilibre des écosystèmes locaux ; n° 101 : reprise intégrale de

la liste des espèces protégées telle qu'établie par les directives de 1979 et de 1992 ; et n° 103 : précision selon laquelle les atteintes portées aux sites Natura 2000 sont constitutives de dommages environnementaux, même si elles n'affectent pas spécifiquement les habitats à l'origine du classement du site ; devenus sans objet. (p. 2415, 2416) : ses amendements n° 104 et 105 : suppression des dispositions exonérant de responsabilité environnementale les dommages liés au transport des hydrocarbures ou à la production d'énergie nucléaire ; rejetés. (p. 2418, 2419) : ses amendements n° 106 : suppression du texte proposé pour l'article L. 161-3 du code de l'environnement par coordination avec ses amendements n° 104 et n° 105 précités ; adopté ; et n° 107 : reprise de la définition de l'exploitant responsable telle que contenue dans la directive ; devenu sans objet. (p. 2422, 2428) : ses amendements n° 110 : suppression des dispositions supprimant tout droit à indemnisation des parties privées à la suite d'un dommage causé à l'environnement ; rejeté ; n° 111 : repli ; retiré ; n° 115 : précision selon laquelle les mesures de réparation sont transposées conformément à l'annexe II de la directive du 21 avril 2004 ; adopté ; n° 113 : obligation pour l'exploitant d'informer sans délai l'autorité administrative lorsque se manifeste une menace imminente de dommage ; et n° 114 : amélioration de la transparence des évaluations prévues pour la mise en œuvre des mesures de réparation ; devenus sans objet. (p. 2434) : son amendement n° 118 : mise à la charge de l'exploitant des frais de publicité des procédures et d'évaluation ; devenu sans objet. (p. 2437) : le groupe socialiste est défavorable à l'amendement n° 28 de la commission (fixation par l'autorité administrative et en concertation avec les parties délégataires des mesures de prévention et de réparation, d'une somme maximale à ne pas dépasser). (p. 2443, 2446) : ses amendements n° 119 : constitution obligatoire de garanties financières par l'exploitant ; rejeté ; et n° 108 : précision selon laquelle la liste fixée par décret en conseil d'Etat précisant les activités susceptibles de causer des dommages comprendra obligatoirement celles qui sont prévues à l'annexe III de la directive du 21 avril 2004 ; devenu sans objet.

- **Rappel au règlement** - (28 mai 2008) (p. 2452) : désaccord sur la terminologie employée par le Sénat, sur son site Internet, pour donner le "sort" des amendements examinés en séance publique.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)] (suite)** - (28 mai 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2453, 2454) : son amendement n° 120 : régime des actions en réparation ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2457) : intervient sur l'amendement n° 66 de M. Bruno Retailleau (possibilité donnée aux collectivités territoriales de se constituer partie civile en cas de catastrophe environnementale). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2470, 2471) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 42 de la commission (répression de la pollution marine). (p. 2474) : intervient sur l'amendement n° 43 de la commission (création d'un chapitre relatif à la qualité de l'air). (p. 2485) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 45 de la commission (compétence du ministère chargé de l'environnement pour délivrer les autorisations transitoires de mise sur le marché). (p. 2487) : intervient sur l'amendement n° 47 de M. Dominique Braye (mise en conformité avec la directive 2002/96/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques). (p. 2490) : défavorable aux amendements n° 96 et 97 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à procéder par voie d'ordonnance pour mettre le code de l'environnement en conformité avec le droit européen en matière de transfert des déchets). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2497) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Article 1er** (art. premier de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 4362) : soutient l'amendement n° 7 de M. Jean-Pierre Sueur (interdiction du recours à un contrat de partenariat pour la gestion d'un service public) ; rejeté. - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Nombre de

personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) (p. 4367) : soutient l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Sueur (maintien du résultat du concours d'architecture préalable dans le dossier de consultation remis aux candidats à un contrat de partenariat) ; rejeté. - **Article 9** (art. 11 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Clauses obligatoires du contrat de partenariat) (p. 4371, 4372) : soutient l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Sueur (mise en place d'un cautionnement systématique) ; rejeté.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5315, 5317) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5419) : soutient l'amendement n° 228 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les organismes de construction ou de gestion de logements sociaux de signer leurs conventions avec leur institution de rattachement) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5466) : soutient l'amendement n° 235 de M. Thierry Repentin (établissement d'un rapport triennal de performance des organismes d'HLM par l'Union sociale pour l'habitat, USH) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5468) : soutient l'amendement n° 247 de M. Thierry Repentin (mise en place d'une procédure d'arbitrage en cas de conflit entre l'Etat et l'organisme HLM dans le cadre de la convention d'utilité sociale) ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement) (p. 5515, 5520) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 311 (suppression) ; et n° 295 (réaffirmation de la vocation du 1 % logement de financer le logement des salariés) ; rejetés. (p. 5527) : soutient l'amendement n° 527 de M. Thierry Repentin (diminution de la durée d'exonération d'assujettissement au 1 % logement pour les PME ayant au moins vingt salariés) ; rejeté. (p. 5541) : soutient l'amendement n° 539 de M. Thierry Repentin (plafonnement à la moitié des sommes collectées de l'emploi du 1 % logement en faveur de programmes relevant du périmètre de l'Etat) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5572, 5582) : sur l'amendement n° 23 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 299 de M. Thierry Repentin ; adopté ; ainsi que l'amendement n° 302 de M. Thierry Repentin (suppression du III de l'article) ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM) (p. 5590, 5592) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 284 (assouplissement des règles de négociation entre organismes HLM et promoteurs immobiliers dans le cadre d'achats de programmes en VEFA) ; et portant sur le même objet, n° 543 ; et n° 584 (prise en compte, dès la phase d'appel d'offres des programmes de logements, des enjeux du développement durable) ; rejetés. - **Article 6** (art. 29-1 à 29-6 et art. 29-7 et 29-8 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Création d'une procédure d'alerte dans les copropriétés en difficulté) (p. 5609) : soutient l'amendement n° 344 de M. Daniel Raoul (renforcement du dispositif de prévention des difficultés des copropriétaires) ; devenu sans objet. - **Article 7** (Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) (p. 5619, 5620) : soutient l'amendement n° 350 de M. Thierry Repentin (affirmation de l'objectif de développement du logement locatif social dans le programme de requalification des quartiers anciens dégradés) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article 10** (art. L. 123-1-1, L. 127-1, L. 127-2 et L. 123-1-4 (nouveau) du

code de l'urbanisme - Majoration des règles de construction dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, PLU) (p. 5694) : soutient l'amendement n° 373 de M. Daniel Raoul (cohérence) ; adopté. - **Article 12** (art. L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de l'urbanisme - Convention de projet urbain partenarial) (p. 5702) : parole sur l'article. - **Article 14** (art. 14 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 - Extension des interventions de l'ANRU aux structures d'hébergement et de transition) (p. 5710) : soutient l'amendement n° 387 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté. - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5721) : soutient l'amendement n° 390 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les communes d'exercer leur droit de retrait du dispositif fiscal si elles jugent trop important le parc de logements Robien/Borloo déjà existant sur leur territoire) ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 85 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 674 de M. Thierry Repentin ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5727, 5728) : soutient l'amendement n° 393 de M. Thierry Repentin (établissement d'un bilan par les services de l'Etat sur les logements financés par le dispositif "Robien") ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5731, 5732) : soutient l'amendement n° 455 de M. Thierry Repentin (amélioration des conditions d'accès au prêt à taux zéro en faveur des ménages en ayant le plus besoin) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 5737) : soutient l'amendement n° 398 de M. Thierry Repentin (insertion dans les contrats immobiliers d'une clause offrant à l'emprunteur la possibilité, sans pénalités et sans souscrire une assurance, de reporter le paiement des mensualités dues ou d'en moduler le montant lors de la survenance d'événements graves affectant ses ressources en dehors de sa volonté) ; rejeté. - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Interdiction pour les bailleurs personnes morales de recourir au cautionnement) (p. 5751, 5752) : parole sur l'article. (p. 5753) : son amendement n° 488 : limitation du recours à plusieurs cautionnements physiques, et lutte contre la discrimination par les ressources des personnes physiques amenées à cautionner ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5756) : son amendement n° 481 : amélioration des conditions de restitution du dépôt de garantie au locataire ; rejeté. - **Article 19** (art. L. 613-1 et L. 613-2 du code de la construction et de l'habitation - Réduction des délais accordés par les juridictions dans le cadre des procédures d'expulsion) (p. 5761) : son amendement n° 476 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5766, 5767) : son amendement n° 484 : création d'une "déclaration d'intention d'expulser" pour les congés délivrés par le bailleur ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) (p. 5871, 5872) : son amendement n° 501 : consultation des dispositifs partenariaux existants ; rejeté. Soutient l'amendement n° 492 de M. Serge Lagache (cohérence) ; rejeté. - **Article 25** (art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'habitat indigne) (p. 5879) : son amendement n° 496 : suppression ; rejeté. - **Article 26** (art. L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3 et art. L. 444-7, L. 444-8 et L. 444-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Extension des possibilités d'intermédiation locative des organismes HLM) (p. 5884) : son amendement n° 498 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7804) : sa question au secrétaire d'Etat chargé des transports. - **Article 60** (Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures) (p. 7823, 7831) : ses amendements n° II-78 : exonération possible pour les véhicules de transport de marchandises à température dirigée ; et n° II-79 : modification de la fourchette de la taxe ; rejetés. Sur l'amendement n° II-6 de la commission (présentation d'un rapport d'évaluation de la taxe), son sous-amendement n° II-137 ; adopté.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8243, 8244) : son intervention. Revenu agricole moyen en Bretagne. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8278, 8279) : son amendement n° II-168 : majoration des crédits destinés à financer les associations d'animation rurale ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 59** (p. 8280) : son amendement n° II-169 : rapport sur l'évolution des enveloppes consacrées par l'Etat aux prêts bonifiés consentis aux coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA ; adopté.

rapportant n° 140 de Mme Raymonde Le Texier (précision selon laquelle l'employeur participe à l'égalité avec les salariés au financement du projet d'activités d'intérêt général).

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (26 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1248, 1251) : son intervention. (p. 1255) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2008) (p. 2068, 2069) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2080, 2082) : avis du Gouvernement sur la motion n° 8 tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (Amélioration de l'information des conseils généraux sur l'acompte qui leur est demandé par les organismes payeurs au titre du revenu minimum d'insertion et de la prime forfaitaire) (p. 2082) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Guy Fischer. - **Article 2** (Information du département lors de la reprise des versements après une décision de suspension des droits au RMI) (p. 2083) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Guy Fischer. - **Article 3** (Renforcement des informations transmises aux conseils généraux sur les paiements induits) (p. 2084) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Guy Fischer. -

HIRSCH (Martin)

*haut-commissaire aux solidarités actives
contre la pauvreté*

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'insertion"** - (17 janvier 2008) : sa déclaration (p. 291, 296). Réponse aux orateurs (p. 308, 312).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (24 janvier 2008) - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 545) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de M. Alain Gournac (possibilité pour des salariés qui renoncent à leurs jours de RTT, de mutualiser leurs rémunérations afin de financer le maintien de la rémunération d'autres salariés de l'entreprise utilisant un congé pour des activités d'intérêt général) et sur le sous-amendement s'y

Article 4 (*Contenu des conventions passées entre les conseils généraux et les organismes payeurs*) (p. 2084) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer. - **Article 5** (*Confrontation des données des organismes payeurs avec celles d'autres administrations publiques*) (p. 2085) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de M. Guy Fischer. - **Article 6** (*Dispositions finales*) (p. 2086) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Paul Blanc.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5911, 5915) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 2008) (p. 5916) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Odette Terrade.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)] (suite)** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5952, 5955) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5958, 5960) : avis du Gouvernement sur la motion n° 283 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5963, 5964) : avis du Gouvernement sur la motion n° 115 de M. Yves Krattinger tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5967) : avis du Gouvernement sur la motion n° 89 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5969, 5970) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 160 de Mme Annie David (abrogation des dispositions transitoires mettant en œuvre la loi relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi). - **Article 1er** (*art. L. 115-1, L. 115-2 et L. 115-4 du code de l'action sociale et des familles - Principes des politiques d'insertion*) (p. 5972, 5975) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission, n° 162, 163, 164 et 161 de Mme Annie David.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) (p. 5987, 5990) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2 et 3 de la commission et n° 167 de Mme Annie David. - **Article 1er bis** (*Présentation au Parlement du bilan des expérimentations du revenu de solidarité active*) (p. 5990, 5991) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168 de Mme Annie David et n° 4 de la commission. - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6001, 6002) : réponse aux orateurs. (p. 6003, 6012) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 169, 170, 173, 174 et 176 de Mme Annie David, n° 221, 222, 223 et 224 de M. Michel Mercier et n° 5, 6, 7, 8, 9, 297, 10 et 12 de la commission. Son amendement n° 285 : précision ; adopté. (p. 6012, 6019) : son amendement n° 243 : précision ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 298, 13 et 15 de la commission, n° 226 et 227 de M. Michel Mercier, n° 178 et 179 de Mme Annie David, n° 143 et 154 de M. Jean Desessard, sur le sous-amendement n° 155 du même auteur portant sur l'amendement n° 15 précité et sur l'amendement n° 281 de M. Albéric de Montgolfier.

- **Rappel au règlement** - (23 octobre 2008) (p. 6021) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Desessard.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)] (suite)** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6026, 6032) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 282 de M. Philippe Dominati, n° 147, 145 et 146 de M. Jean Desessard, n° 181, 180 et 182 de Mme Annie David, n° 279 de M. Jean Bizet, n° 117 de M. Yves Krattinger et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 308 de M. Nicolas About. (p. 6034, 6046) : son amendement n° 293 : précision ; adopté. Reprend l'amendement de M. Michel Mercier n° 228 (validation du projet de création d'activité des bénéficiaires du RSA) ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 59 de la commission des finances saisie pour avis, n° 18, 29, 21, 22, 300, 301, 23 et 313 de la commission, n° 71 et 69 de M. Michel Mercier, n° 184, 185, 187, 186, 188,

257, 189 et 190 de Mme Annie David, n° 148 et 150 de M. Jean Desessard, n° 94, 92, 96, 93 et 95 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 6047, 6059) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24, 302, 25, 303, 26 et 304 de la commission, n° 229, 230, 231, 70, 232, 233 et 72 de M. Michel Mercier, n° 97 de Mme Raymonde Le Texier, n° 192 et 193 de Mme Annie David, n° 60 et 61 de la commission des finances saisie pour avis, et n° 149, 151 et 152 de M. Jean Desessard. (p. 6059, 6063) : ses amendements n° 244 (rédaction) ; et n° 245 (précision) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 27, 28 et 29 de la commission, n° 234 et 236 de M. Michel Mercier, n° 62 de la commission des finances saisie pour avis et n° 98 et 99 de Mme Raymonde Le Texier. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6064, 6068) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 30 (négociation annuelle obligatoire sur le temps partiel subi) et n° 31 (rapport sur la situation des jeunes au regard de l'insertion sociale et professionnelle), n° 153 de M. Jean Desessard (rapport sur les modalités de mise en place d'un revenu d'existence individuel), n° 195 de Mme Annie David (évaluation annuelle du RSA par l'Observatoire national de la pauvreté) et sur les amendements analogues de Mme Raymonde Le Texier n° 100 et n° 101 (dispositions visant à inciter les entreprises embauchant au moins un quart de leurs salariés à temps partiel à augmenter la durée de travail de ces derniers), et n° 197 de Mme Annie David. - **Article 2 bis** (*Rapport sur les conditions d'intégration de l'allocation de solidarité spécifique au revenu de solidarité active*) (p. 6069) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 196 de Mme Annie David. - **Article 3** (*Compensation des charges nouvelles incombant aux départements*) (p. 6071, 6087) : son amendement n° 246 (précision) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 305 de la commission des finances saisie pour avis, qu'il accepte. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 198, 199 et 200 de Mme Annie David, n° 119, 118, 120, 122, 121, 123, 124, 126 et 125 de M. Yves Krattinger, sur le sous-amendement n° 306 de ce dernier, portant sur son amendement n° 246 précité, sur les amendements n° 75 de M. Michel Mercier, n° 32 de la commission et n° 64, 66 et 65 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article 3 bis** (*chapitre III du titre III du livre Ier de la cinquième partie du code du travail - Création d'une aide personnalisée au retour à l'emploi*) (p. 6088) : sur l'amendement n° 33 de la commission (modalités d'attribution et régime juridique de l'aide personnalisée de retour à l'emploi), son sous-amendement n° 309 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Article 4** (*art. L. 111-3, L. 121-7, L. 131-2 L. 134-1, L. 211-10, L. 214-7, L. 264-1, L. 512-1 du code de l'action sociale et des familles - Dispositions de coordination dans le code de l'action sociale et des familles et réforme du régime de réservation de places en crèche pour les enfants des bénéficiaires de minima sociaux*) (p. 6109, 6110) : réponse à l'intervention de M. Guy Fischer portant sur l'article. - **Article 5** (*art. L. 114-17, L. 115-2, L. 241-6, L. 412-8, L. 511-1, L. 531-5, L. 551-1, L. 552-1, L. 553-3, L. 816-1 et L. 816-2 code de la sécurité sociale - Ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale - Couverture maladie universelle complémentaire et contribution pour le remboursement de la dette sociale*) (p. 6112, 6114) : ses amendements n° 247 (rédaction) ; et n° 248 (instauration d'un mécanisme permettant d'accorder plus systématiquement et plus rapidement la couverture maladie universelle complémentaire au futur bénéficiaire du revenu de solidarité active) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 34, 35, 36 et 37 de la commission ainsi que sur l'amendement n° 201 de Mme Annie David. - **Article 6** (*art. 81, 200 sexes, 200 octies, 1414, 1605 bis, 1649-0 A, 1665 bis et 1665 ter du code général des impôts - Articulation du RSA avec la prime pour l'emploi et conditions d'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle*) (p. 6118, 6120) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de la commission, n° 127, 128, 129 et 130 de M. Yves Krattinger et n° 203 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6122, 6127) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 84 de M. Michel Mercier (attribution des aides versées par les centres communaux d'action sociale, les fonds de secours des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, sur la base du niveau des ressources et de la

composition du foyer, et non plus par référence au statut de l'allocataire d'un minimum social) et n° 91 de Mme Raymonde Le Texier (modalités de calcul de la cotisation due au titre de l'assurance maladie, invalidité et maternité des exploitants agricoles, acquittée par l'exploitant allocataire du RSA). - **Article 7** (art. L. 331-2, L. 334-2, L. 334-5 et L. 334-9 du code de la consommation, art. L. 351-10 du code de la construction et de l'habitation et art. 375-9-1 et 495-5 du code civil - Diverses dispositions de coordination) (p. 6126) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 204 de Mme Annie David. - **Article 8** (art. L. 263-1 à L. 263-4, L. 263-15, L. 263-16, L. 263-18 et L. 263-19 du code de l'action sociale et des familles - Gouvernance des politiques d'insertion) (p. 6127, 6130) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 102 de Mme Raymonde Le Texier, n° 157 de M. Jean Desessard, n° 205 et 206 de Mme Annie David, n° 39, 40, 41, 42 et 43 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 6131, 6132) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 103 de Mme Raymonde Le Texier (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides octroyées en fonction des politiques de recrutement et de passage au temps plein pratiquées par les entreprises) et n° 207 de Mme Annie David (possibilité pour les collectivités territoriales de moduler les aides économiques distribuées aux entreprises en fonction de la politique de recrutement, des emplois créés et de leur pérennité). - **Article 8 bis** (art. L. 265-1 nouveau du code de l'action sociale et des familles, art. L. 241-12 du code de la sécurité sociale - Statut des personnes accueillies dans des organismes d'accueil communautaire et d'activités solidaires) (p. 6133) : son amendement n° 310 : rédaction ; adopté. - **Article 9** (art. L. 1111-3, L. 1251-33, L. 1251-37, L. 2313-5, L. 2323-48, L. 2323-54, L. 3252-3, L. 5132-3, L. 5132-5, L. 5132-11-1 nouveau, L. 5132-15-1 nouveau, L. 5133-1 et L. 5133-2 du code du travail - Insertion par l'activité économique) (p. 6136, 6140) : ses amendements n° 249 (assouplissement de la durée maximale des contrats à durée déterminée d'insertion conclus dans les entreprises d'insertion) ; n° 250 (assouplissement de la durée maximale des contrats à durée déterminée d'insertion dans les associations intermédiaires) ; et n° 251 (assouplissement de la durée maximale des contrats à durée déterminée d'insertion conclus dans les ateliers et chantiers d'insertion) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 208 de Mme Annie David, n° 108 de Mme Raymonde Le Texier, n° 44, 45, 46, 294 et 295 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6140, 6141) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 109 (mise en place dans les associations intermédiaires d'un dispositif d'aide au poste d'accompagnement identique à celui des entreprises d'insertion) et n° 110 (cohérence). - **Article 9 bis** (art. L. 5132-1 et L. 5132-15-2 nouveau du code du travail - Coordination des structures d'insertion par l'activité économique) (p. 6141, 6142) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 111 de Mme Raymonde Le Texier et n° 47 de la commission. - **Article 10** (art. L. 5134-19-1 à L. 5134-19-4 du code du travail - Contrat unique d'insertion) (p. 6143, 6145) : réponse à l'intervention de M. Guy Fischer portant sur l'article. Son amendement n° 286 : extension, à certaines composantes du service public de l'emploi élargi, de la possibilité de prescrire des contrats uniques d'insertion pour le compte de l'Etat ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 104 de Mme Raymonde Le Texier et n° 48 et 49 de la commission. - **Article 11** (art. L. 5134-20, L. 5134-21-1 nouveau, L. 5134-22, L. 5134-23-1 nouveau, L. 5134-23-2 nouveau, L. 5134-25-1 nouveau, L. 5134-26, L. 5134-28-1 nouveau, L. 5134-29, L. 5134-30, L. 5134-30-1 nouveau et L. 5134-30-2 nouveau du code du travail - Modification du contrat d'accompagnement dans l'emploi) (p. 6147, 6149) : ses amendements n° 254 (extension à tous les salariés embauchés dans le cadre d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi, par un employeur du secteur non marchand, de la possibilité d'effectuer une période d'immersion auprès d'un autre employeur) ; n° 252 (assouplissement de la durée maximale des conventions de contrats d'accompagnement dans l'emploi conclus dans le cadre des ateliers et chantiers d'insertion) ; n° 253 (assouplissement de la durée maximale des contrats d'accompagnement dans l'emploi conclus dans les ateliers et chantiers d'insertion) ; et n° 287 (mesures en faveur du financement des formations au

bénéfice des salariés en contrat d'accompagnement dans l'emploi, au sein des collectivités territoriales ou d'établissements publics relevant de ces collectivités territoriales) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 85 de M. Michel Mercier, n° 209 et 210 de Mme Annie David et n° 50 et 52 de la commission. - **Article 12** (art. L. 5134-65, L. 5134-66, L. 5134-66-1 nouveau, L. 5134-67-1 nouveau, L. 5134-67-2 nouveau, L. 5134-69-1 nouveau, L. 5134-69-2 nouveau, L. 5134-70-1 nouveau, L. 5134-70-2 nouveau, L. 5134-71, L. 5134-72, L. 5134-72-1 nouveau, L. 5134-72-2 nouveau du code du travail - Suppression du contrat d'avenir et du contrat d'insertion-revenu minimum d'activité, régime juridique du contrat initiative emploi) (p. 6151) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53, 54, 56 et 296 de la commission. - **Article 13** (art. L. 5141-1, L. 5141-4, L. 5423-19, L. 5423-24, L. 5425-4 du code du travail, art. L. 821-7-2 du code de la sécurité sociale, art. 9 de la loi n° 98-657 du 28 juillet 1998 - Modifications législatives de conséquence) (p. 6152) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 6153, 6155) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Annie David n° 213 (suppression de la réduction de cotisations sociales patronales en l'absence d'accord salarial au niveau de l'entreprise) et n° 214 (ouverture d'une négociation sur les voies et moyens de résorber la précarité et la pauvreté au travail). Son amendement n° 291 : création d'un fonds d'expérimentation en faveur des jeunes ; adopté. - **Article 13 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - Accueil en stage des personnes handicapées) (p. 6157, 6159) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 105 de Mme Raymonde Le Texier, n° 211 de Mme Annie David et n° 314 de la commission. - **Article 13 ter** (art. L. 5212-14 du code du travail - Modalités de calcul du nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi des personnes handicapées) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 106 de Mme Raymonde Le Texier. - **Article additionnel avant l'article 14** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 215 de Mme Annie David. - **Article 14** (Entrée en vigueur de la réforme) (p. 6161, 6163) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 107 de Mme Raymonde Le Texier et n° 216 de Mme Annie David. Ses amendements n° 288 (report de la date d'entrée en vigueur du contrat unique d'insertion) ; et n° 292 (anticipation de l'entrée en vigueur de certaines dispositions favorables du nouveau régime juridique des contrats aidés et du contrat à durée déterminée d'insertion) ; adoptés. - **Article 15** (Application de la loi dans les départements et les collectivités d'outre-mer) (p. 6163) : son amendement n° 312 : maintien du RMI dans les départements d'outre-mer ; adopté. - **Article 16** (art. 142 de la loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006 de finances pour 2007, art. 52 de la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale et art. 18 à 23 de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat - Fin des expérimentations relatives au RSA et au contrat unique aidé) (p. 6164) : son amendement n° 289 : poursuite des programmes expérimentaux jusqu'à la date d'entrée en vigueur du contrat unique d'insertion ; adopté. - **Article 17** (Dispositions transitoires) (p. 6165, 6166) : ses amendements de cohérence n° 290 et n° 311 et de précision n° 255 ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 de la commission et n° 67 de M. Michel Mercier. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6172) : remerciements.

- Commission mixte paritaire [n° 77 (2008-2009)] - (27 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 7719, 7721) : son intervention. - **Article 13 bis** (Accueil en stage des personnes handicapées) (p. 7744) : son amendement n° 1 (suppression de la notion de temps complet pour les stages) ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 14** (Entrée en vigueur de la réforme) : son amendement n° 3 (date d'entrée en vigueur des fonds d'appui aux expérimentations en faveur des jeunes) ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7748) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8105, 8107) : réponse aux orateurs. - **Article 75** (*Mesures de réforme de l'allocation de parent isolé, API*) (p. 8111) : son amendement n° II-58 : coordination ; adopté.

HOARAU (Gélita)
sénateur (La Réunion)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

HORTEFEUX (Brice)
ministre de l'immigration, de
l'intégration, de l'identité nationale et du
codéveloppement
(jusqu'au 18 mars 2008)
ministre de l'immigration, de
l'intégration, de l'identité nationale et du
développement solidaire
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2035, 2036) : son intervention.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5311, 5312) : son intervention. Exemple de La Réunion.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5934, 5935) : son intervention. Son département de La Réunion.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8120, 8122) : son intervention. Exemple du département de La Réunion.

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2008) (p. 8214, 8216) : son intervention.

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) (p. 8303, 8309) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8310) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-190 de M. Adrien Gouteyron et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° II-9 de la commission. - **Article 62** (*Ressources propres du futur opérateur en charge de la politique d'immigration et d'intégration*) (p. 8313) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-186 de Mme Éliane Assassi et n° II-17, II-28 et II-32 de la commission.

HOUËL (Michel)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 211 (2007-2008)] relatif aux contrats de partenariat [n° 240 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 354 (2007-2008)] (2 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Transports - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 354 (2007-2008)] relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 380 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Transports - Éducation.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 101 tome 6 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 1344, 1345) : avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption du texte sous réserve du vote des 27 amendements qu'elle présentera. - **Article 1er** (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 1388) : son amendement n° 48 : réécriture de l'article visant à distinguer les critères facultatifs des critères obligatoires du contrat de partenariat, à clarifier le champ du contrat et à subordonner la rémunération du partenaire privé à des objectifs de performance ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 1404, 1410) : ses amendements n° 49 : réintégration dans l'article de la disposition de l'ordonnance du 17 juin 2004 prévoyant le concours d'un organisme expert pour la réalisation de l'évaluation préalable ; n° 50 : obligation pour tout organisme expert d'élaborer, dans son domaine de compétence, une méthodologie déterminant les critères d'élaboration de son évaluation ; n° 51 : restriction de la possibilité d'évaluation succincte aux seules situations imprévisibles ; n° 52 : définition des projets présentant le caractère de l'urgence comme des moyens de rattraper un retard préjudiciable à l'intérêt général, affectant la réalisation d'équipements collectifs ou l'exercice d'une mission de service public, ou de faire face à une situation imprévisible ; n° 53 : précision selon laquelle aucune dérogation sectorielle sur le fondement d'une présomption d'urgence ne pourra être accordée en cas d'évaluation simplement défavorable ; n° 54 : extension aux ouvrages et équipements annexes de la dérogation sectorielle accordée aux projets d'infrastructures de transport ; et n° 55 : extension des dérogations sectorielles aux contrats de partenariat portant sur des projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre des bâtiments publics ; adoptés. - **Article 4** (art. 5 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Procédures applicables aux contrats de partenariat) (p. 1420) : son amendement n° 56 : recours facultatif au dialogue compétitif en cas de projet complexe ; adopté. - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) (p. 1421) : son amendement n° 57 : admission des candidatures de groupements d'entreprises aux contrats de partenariat ; adopté. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Description des procédures applicables aux

contrats de partenariat) (p. 1422) : son amendement n° 58 : clarification de la notion de programme fonctionnel qui détermine les besoins et les objectifs de la personne publique ; adopté. - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat*) (p. 1426) : son amendement n° 59 : prise en compte obligatoire des coûts d'exploitation parmi les critères d'attribution du contrat de partenariat ; adopté. - **Article 9** (art. 11 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Clauses obligatoires du contrat de partenariat*) (p. 1431) : son amendement n° 60 : précision de la notion de recettes annexes dans le cadre d'un contrat de partenariat afin d'éviter la confusion avec la délégation de service public ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1432) : son amendement n° 61 : remise d'un rapport annuel à la personne publique par le titulaire du contrat de partenariat afin de permettre le suivi de l'exécution du contrat ; adopté. - **Article 15** (art. L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement du régime des contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs groupements*) (p. 1437) : son amendement n° 62 : reprise par coordination des dispositions du chapitre 1er modifiant l'ordonnance du 17 juin 2004 ; adopté. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - *Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1439, 1442) : ses amendements n° 63, 64, 65, 66 et 68 : coordination ; adoptés. - **Article 17** (art. L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales - *Interdictions de soumissionner à un contrat de partenariat*) (p. 1444) : son amendement n° 67 : harmonisation ; adopté. - **Article 18** (art. L. 1414-5 du code général des collectivités territoriales - *Procédures applicables aux contrats de partenariat*) : son amendement n° 69 : coordination ; adopté. - **Article 19** (art. L. 1414-6 du code général des collectivités territoriales - *Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat*) (p. 1445) : son amendement n° 70 : coordination ; adopté. - **Article 20** (art. L. 1414-7 du code général des collectivités territoriales - *Description des procédures applicables aux contrats de partenariat*) : son amendement n° 71 : coordination ; adopté. - **Article 22** (art. L. 1414-9 du code général des collectivités territoriales - *Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat*) (p. 1446) : son amendement n° 72 : coordination ; adopté. - **Article 23** (art. L. 1414-12 du code général des collectivités territoriales - *Clauses obligatoires du contrat de partenariat*) (p. 1447) : son amendement n° 73 : coordination ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 1460, 1461) : son amendement n° 74 : évaluation préalable obligatoire des projets de baux conclus par l'Etat dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public assortie d'une location avec option d'achat anticipé ; adopté.

- **Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 380 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2778, 2779) : son intervention. Au nom de la commission des affaires économiques, souhaite l'adoption de ce texte. - **Article 1er** (Art. 1er de l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France - *Subdélégation des compétences du STIF*) (p. 2782, 2783) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Michel Billout.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - *Conditions générales de vente*) (p. 4139) : sur l'amendement n° 130 de la commission (clarification de la rédaction de l'article L. 441-7 du code de commerce), son sous-amendement n° 1061 ; adopté. (p. 4140) : son amendement n° 69 : modification de la définition des services de coopération commerciale figurant à l'article L. 141-7 du code de commerce ; devenu sans objet. (p. 4141) : son amendement n° 70 : suppression des dispositions visant à permettre la rémunération des services distincts sous forme de réductions de prix portées sur la facture du fournisseur ; devenu sans objet. (p. 4145) : soutient l'amendement n° 597 de M. Alain Vasselle (possibilité pour le fournisseur de contrôler les conditions de commercialisation de ses produits et le respect, par le distributeur, de ses obligations) ; retiré. - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - *Sanction des abus dans la*

relation commerciale) (p. 4156) : soutient l'amendement n° 286 de Mme Esther Sittler (amélioration de l'efficacité du dispositif proposé en matière de sanctions civiles) ; retiré. (p. 4158) : soutient l'amendement n° 598 de M. Alain Vasselle (possibilité pour un fournisseur d'accéder à un point de vente afin de vérifier les conditions de commercialisation de ses produits et le respect, par le distributeur, de ses obligations) ; retiré. - **Article 24** (art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - *Régime des soldes*) (p. 4192) : son amendement n° 72 : réduction des délais de paiement ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4198) : soutient l'amendement n° 90 de M. Jean-Patrick Courtois (limitation de l'implantation des Villages de marques à la proximité des usines de production) ; retiré. - **Article 25** (*Réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA*) (p. 4201) : son amendement n° 71 : réévaluation du barème de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat en faveur des commerces spécialisés et de ceux nécessitant des surfaces d'exposition anormalement élevées ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 4205) : soutient l'amendement n° 91 de M. Jean-Patrick Courtois (défense des commerces de bouche, en particulier dans les centres-villes) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - *Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4308) : son amendement n° 68 : avis des chambres consulaires pour l'élaboration des schémas de développement commercial ; retiré. (p. 4329) : son amendement n° 255 : extension de la saisine de la CDAC aux projets de constructions de commerces d'une surface de 300 à 1000 mètres carrés aux maires des communes de moins de 20 000 habitants ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4349) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - *Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4389) : son amendement n° 287 : application d'un seuil de 1000 mètres carrés pour les regroupements de surfaces de vente lorsque l'activité est à prédominance alimentaire ; adopté. Soutient l'amendement n° 274 de M. Gérard Cornu (abaissement du seuil de soumission à autorisation d'exploitation commerciale à 1000 mètres carrés pour les regroupements de surfaces de vente) ; retiré. (p. 4394, 4395) : soutient l'amendement n° 275 de M. Gérard Cornu (exercice de nouveaux droits de contrôle d'abus de position dominante par les maires) ; retiré. (p. 4399) : soutient l'amendement n° 259 de M. Alain Fouché (possibilité pour la commission départementale d'aménagement commercial d'entendre toute personne extérieure susceptible d'éclairer sa décision) ; adopté. (p. 4401) : soutient l'amendement n° 276 de M. Gérard Cornu (rédaction) ; adopté. (p. 4402, 4403) : soutient les amendements n° 260 de M. Alain Fouché (création d'une procédure de sanctions administratives) ; adopté ; et n° 277 de M. Gérard Cornu (suppression du droit d'auto-saisine du Conseil de la concurrence) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 27 ou après l'article 27 bis** (p. 4405) : soutient l'amendement n° 290 de M. Georges Mouly (représentativité des chambres de métiers et d'artisanat et des chambres de commerce et d'industrie) ; retiré.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6314) : défavorable à cette proposition de résolution.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Article 2** (*Objectifs de la programmation pluriannuelle des finances publiques*) (p. 6623) : intervient sur le sous-amendement n° 2 de la commission (suppression de la décomposition entre les différentes administrations publiques de

l'objectif de solde budgétaire) portant sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (actualisation des prévisions économiques).

- Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A) (p. 6972) : soutient l'amendement n° 425 de M. Serge Dassault (mise en œuvre des modifications relatives à la limite d'âge des pilotes et copilotes dès le 1er janvier 2009) ; devenu sans objet.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9** (Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP) (p. 7390) : soutient les amendements de M. Jacques Gautier n° I-204 (refus d'assujettir la taxe générale sur les activités polluantes à la TVA) ; et n° I-207 (diminution de la taxe générale sur les activités polluantes pour les unités de traitement des déchets ayant recours à des moyens de transport alternatifs à la voie routière) ; retirés. (p. 7414, 7415) : soutient les amendements de

M. Jacques Gautier portant sur le même objet n° I-208 et n° I-209 (exclusion de certains résidus de traitement du champ de la TGAP "déchets"). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7418, 7419) : son amendement n° I-33 : application d'un régime fiscal préférentiel aux entreprises artisanales consacrant une partie de leur activité aux services à la personne ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7462, 7464) : ses amendements n° I-37 : ouverture du bénéfice de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME aux "business angels" regroupés au sein des sociétés d'investissement reconnues par OSEO ; n° I-35 : assouplissement de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME dans le cadre d'une holding professionnelle ; et n° I-36 : ouverture du bénéfice de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME aux sociétés de capital risque, SCR ; retirés.

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) (p. 8524, 8525) : son intervention.

HOUËL (Alain)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Election le 21 septembre 2008.

HUE (Robert)
sénateur (Val-d'Oise)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Où va la Russie ? [n° 416 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2096, 2098) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

HUMBERT (Jean-François)
sénateur (Doubs)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

HUMMEL (Christiane)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers

- (3 décembre 2008) (p. 8224, 8225) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8378, 8379) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif et modifiant le code du sport [n° 310 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2600, 2602) : son intervention. Souhaite l'adoption de ce texte.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Rapport d'information, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, sur le projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)] - Lutte contre les discriminations [n° 252 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Travail - Union européenne**.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

HURÉ (Benoît)
sénateur (Ardennes)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations** [n° 241 (2007-2008)] - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1573, 1574) : avis favorable de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes sous réserve de l'adoption de ses recommandations. - **Article 2 (Divers régimes d'interdiction des discriminations)** (p. 1605, 1606) : son amendement n° 9 : suppression de la dérogation accordée aux médias en matière de discriminations fondées sur le sexe ; adopté.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8257, 8258) : son intervention. Votera les crédits de cette mission.

HYEST (Jean-Jacques)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

INTERVENTIONS

NOMINATIONS

Président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation ; puis vice-président le 1er octobre 2008.

Premier vice-président de la Délégation parlementaire au renseignement.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Membre ès qualités du Comité national chargé de la publication des travaux préparatoires des institutions de la Ve République ; nouvelle nomination le 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat afin d'intégrer les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans les effectifs des commissions permanentes [n° 345 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : La protection du droit et des libertés fondamentales en France. Un cycle d'auditions de la commission des lois (2007-2008) [n° 353 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Justice - Police et sécurité - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 365 (2007-2008)] de modernisation des institutions de la Ve République [n° 387 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 459 (2007-2008)] de modernisation des institutions de la Ve République [n° 463 (2007-2008)] (10 juillet 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 54 (2008-2009)] visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 62 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Départementalisation de Mayotte : sortir de l'ambiguïté, faire face aux responsabilités [n° 115 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Outre-mer.**

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - président de la commission des lois - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 52) : intervient sur les amendements n° 10 de la commission (conservation des archives des groupements de collectivités territoriales) et de la commission saisie pour avis n° 45 (conservation des archives des établissements publics de coopération intercommunale). - **Article 4** (art. L. 212-9 du code du patrimoine - *Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat*) (p. 55) : intervient sur les amendements identiques n° 60 de M. Louis de Broissia et n° 70 de M. Jean-Claude Peyronnet (élargissement du champ de recrutement des directeurs départementaux des services d'archives). - **Article 11** (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - *Délai de communicabilité des archives publiques*) (p. 60) : demande l'examen prioritaire des amendements n° 56 de M. Yves Détraigne (aménagement du délai applicable aux documents susceptibles de porter atteinte à la protection de la vie privée), n° 16 (coordination) et n° 19 de la commission (aménagement du délai applicable aux documents susceptibles de porter atteinte à la protection de la vie privée) et du sous-amendement n° 66 de M. Yves Fréville s'y rapportant. (p. 65) : demande le retrait de l'amendement n° 59 de M. Yves Détraigne (diminution du délai d'accessibilité aux documents relatifs à la construction, à l'équipement et au fonctionnement des ouvrages, bâtiments ou partie de bâtiments utilisés pour la détention des personnes ou recevant habituellement des personnes détenues). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 74) : archives des groupes interparlementaires d'amitié. (p. 77) : intervient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (définition plus large et plus cohérente de la notion de biens culturels, extension de la protection pénale spécifique des biens culturels en cas de vol et adaptation du maximum des peines encourues).

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation [n° 510 (2004-2005)]** - (15 janvier 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (*Ratification*) (p. 235) : groupe de travail sur la maternité pour autrui.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - président de la commission des lois - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 591) : position de la commission sur la recevabilité de la motion de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à demander un référendum. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 634, 635) : position de la commission sur la motion n° 20 de M. Robert Bret tendant au renvoi à la commission.

- **Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum [n° 178 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - président de la commission des lois - **Rejet d'une demande de discussion immédiate d'une proposition de loi constitutionnelle** (p. 652) : position de la commission sur la demande de discussion immédiate de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de priorité** (p. 704) : demande que l'article 12 soit examiné par priorité après l'amendement n° 36 de Mme Alima Boumediene-Thiery ; priorité ordonnée. - **Article 1er** (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - *Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de*

la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire) (p. 716) : son intervention sur le régime des victimes mineures dans le cadre de la rétention de sûreté.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 785, 786) : nature et applicabilité immédiate de la rétention de sûreté. - **Demande de priorité** (p. 790) : demande que les articles 5 à 8 soient examinés par priorité. La priorité est ordonnée. - **Article 6 (priorité)** (art. L. 3711-1 à L. 3711-3 et art. L. 3711-4-1 du code de la santé publique - *Modifications relatives à la mise en œuvre de l'injonction de soins*) (p. 792, 793) : son intervention sur la fonction de médecin coordonnateur. - **Article 12 bis** (art. 706-53-7 du code de procédure pénale - *Consultation du FIJAS par les représentants de collectivités territoriales*) (p. 808) : intervient sur l'amendement n° 79 de M. Hugues Portelli (condition d'accès des collectivités locales au fichier judiciaire national automatisé des auteurs d'infractions sexuelles).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article unique** (p. 1099) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (nullité de tout acte européen remettant en cause les fondements et principes de la République française tels que l'exclusion du communautarisme et la laïcité conformément aux décisions du Conseil constitutionnel).

- **Communication du Médiateur de la République** - (27 mars 2008) - président de la commission des lois (p. 1322, 1323) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Demande de priorité** (p. 1344) : demande d'examen en priorité de l'article 29, avant l'examen de l'article 9 ; priorité ordonnée.

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1418) : intervient sur l'amendement précité n° 169 de M. Philippe Marini, repris par M. Jean-Pierre Sueur, après avoir été soutenu puis retiré par M. Charles Guené. - **Chapitre II** (*Dispositions modifiant le code général des collectivités territoriales*) (p. 1435) : propose une suspension de séance pour déterminer la procédure de discussion des articles 15 à 25 afin de l'alléger de redondances. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1465) : le groupe UMP votera ce projet de loi tel qu'amendé par le Sénat.

- **Proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 182 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1486) : son intervention. Inscription à l'ordre du jour des propositions de loi. - **Article unique** (p. 1488) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Claude Biwer (autorisation pour les groupements européens de coopération territoriale, GECT, de souscrire des contrats de partenariat public-privé).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1575, 1577) : son intervention. - **Article 1er** (*Transposition de la définition communautaire de la discrimination directe, de la discrimination indirecte et du harcèlement*) (p. 1599) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (rappel de la distinction entre discrimination et traitement différencié des salariés). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1612) : intervient sur le sous-amendement n° 53 de Mme Annie David déposé sur son

amendement, soutenu par M. Laurent Bêteille, n° 8 : clarification des incidences de la réduction éventuelle de trente ans à cinq ans du délai de droit commun de la prescription extinctive en matière de lutte contre les discriminations au travail.

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 171 (2007-2008)]** - (15 avril 2008) - président de la commission des lois - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 1708) : son intervention sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (présentation d'un rapport gouvernemental avant le 1er décembre 2008 sur le relèvement des plafonds de ressources ouvrant droit à l'aide juridique) ainsi que sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (applicabilité du projet de loi outre-mer).

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - président de la commission des lois - **Article 9** (art. 3 des lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et 84-53 du 26 janvier 1984 - *Remplacement momentané des fonctionnaires par des agents non titulaires*) (p. 1871, 1872) : position de la commission sur l'amendement n° 53 de M. Hugues Portelli. - **Article 10** (art. 3-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 3-2 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 9-2 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 1252-1 et art. L. 1251-60 à L. 1251-63 nouveaux du code du travail - *Recours à l'intérim*) (p. 1874) : position de la commission sur les amendements n° 43 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 51 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 22 de M. François-Noël Buffet.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire [n° 314 (2007-2008)]** - (3 juin 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2547) : réponse aux propos de Mme Josianne Mathon-Poinat.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2587) : réponse aux propos de M. Bernard Frimat.

- **Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat afin d'intégrer les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans les effectifs des commissions permanentes [n° 345 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2599) : son intervention. Demande l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - président de la commission des lois - **Article 16 bis** (art. L. 231-4 du code des juridictions financières, art. L. 1612-19-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 421-21 du code de la construction et de l'habitation - *Suppression de la compétence reconnue à l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale pour statuer sur l'utilité publique de dépenses ayant donné lieu à gestion de fait*) (p. 2645, 2646) : invite à voter l'amendement n° 10 de la commission (suppression). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 2652, 2653) : intervient sur le sous-amendement n° 20 de M. Yves Détraigne (allongement de cinq ans à six ans de la prescription des gestions de fait et maintien à six ans de la prescription relative aux comptabilités publiques patentes) déposé sur l'amendement n° 16 de la commission (harmonisation à cinq ans de la durée des délais de prescription des actions en responsabilité personnelle dirigées contre les comptables publics et les gestionnaires de fait).

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile - Deuxième lecture [n° 323 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du

règlement et d'administration générale - **Article 8** (art. L. 3243-3, L. 3245-1 et L. 1134-5 nouveau du code du travail, art. 7 bis nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prescription en matière salariale et en matière de discrimination au travail) (p. 2667) : argumente en faveur du maintien de l'article 8 en l'état. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2669) : excellence du travail accompli avec la ministre et ses services.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - président de commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article unique** (p. 2702, 2703) : défavorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - président de la commission des lois - **Article 7** (art 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - Crimes de guerre) (p. 2728, 2729) : position de la commission sur les amendements n° 28 et 32 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 44 et 45 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Son amendement n° 3 (incrimination de l'implication des mineurs de dix-huit ans dans les conflits armés) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 60 de M. Hugues Portelli. Position de la commission sur ce sous-amendement. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2747, 2748) : défavorable au sous-amendement n° 62 de M. Robert Badinter portant sur l'amendement n° 61 de la commission (compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 2844, 2847) : son intervention. - **Motion d'ordre** (p. 2894) : demande que l'amendement n° 187 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (impossibilité pour le Parlement de déléguer sa compétence législative) fasse l'objet d'un examen séparé ; demande accordée. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 2897) : position de la commission sur la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 2899, 2900) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2902) : position de la commission sur la motion n° 505 de M. Robert Bret tendant au renvoi à la commission.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2911, 2914) : position de la commission sur les amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution) et n° 159 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la notion de droit opposable). - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales) (p. 2924) : son amendement n° 95 : reprise du texte relatif aux langues régionales adopté par l'Assemblée nationale et insertion de dispositions relatives à l'égalité professionnelle et sociale entre les femmes et les hommes ; devenu sans objet. (p. 2924, 2930) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron, n° 260 de M. Yves Détraigne, n° 315 de M. Jean-René Lecercq, n° 57 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 356 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 376 de M. Jacques Legendre et sur les sous-amendements n° 304 de M. Laurent Bêteille, n° 38 de M. Christian Cointat, n° 276 de M. Yves Détraigne, n° 156 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 349 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 399, n° 400 de M. Nicolas About et n° 4 de M. Michel Charasse à

son amendement n° 95 précité. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2940) : son amendement n° 509 : disposition en faveur de l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux, aux fonctions électives, responsabilités professionnelles et sociales ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements identiques n° 510 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 511 de Mme Alima Boumediene-Thiery (substitution du mot "assure" au mot "favorise") à son amendement n° 509 précité. (p. 2942) : position de la commission sur l'amendement n° 368 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mention explicite de critères de discrimination fondée sur le sexe et l'orientation sexuelle). (p. 2943, 2948) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 158 (inscription dans la Constitution du principe de la démocratie participative), n° 161 (suppression de la mention de l'organisation décentralisée de la République), n° 162 (inscription dans la Constitution du principe du mode de scrutin proportionnel pour la mise en œuvre du suffrage universel) et de M. Jean-Michel Baylet n° 381 (rappel du principe républicain de laïcité). - **Organisation de la discussion des articles** (p. 2949) : accepte la demande de modification du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2949, 2955) : position de la commission sur les amendements n° 163 (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers), n° 239 (insertion d'un titre XII bis "Du droit de vote des étrangers aux élections municipales"), n° 408 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (cohérence), n° 394 de M. Jean-Michel Baylet (droit de vote et d'éligibilité aux fonctions municipales, cantonales et régionales des étrangers résidant en France), n° 420 (droit de vote et d'éligibilité accordés pour l'élection des conseils des collectivités territoriales aux résidents étrangers), n° 421 de M. Bernard Frimat (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales accordés aux résidents étrangers), et de Mme Alima Boumediene-Thiery, portant sur le même objet, n° 369, 371, 370 et 372 (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales des résidents étrangers). - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2967) : position de la commission sur l'amendement n° 165 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution du principe de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats). - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique) (p. 2968) : son amendement n° 96 : garantie de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la nation dans le respect du pluralisme ; adopté. (p. 2969, 2970) : position de la commission sur les amendements n° 5 de M. Michel Charasse, n° 261 de M. Michel Mercier et n° 422 de M. Bernard Frimat.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, et rapporteur - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2989) : position de la commission sur l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression). (p. 2992) : intervient sur l'amendement n° 423 précité. (p. 2995) : position de la commission sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios). (p. 2999) : position de la commission sur les sous-amendements n° 512 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 513 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat précité. - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 3002) : position de la commission sur l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élection du Président de la République par le Parlement réuni en Congrès). - **Article 2** (art. 6 de la Constitution - Limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs) (p. 3003, 3005) : position de la commission sur le sous-amendement n° 350 de Mme Alima Boumediene-Thiery portant sur son amendement n° 97 : rédaction ; adopté. (p. 3006) : position de la commission sur l'amendement de M. Patrice Gélard n° 78 (détermination de la situation des anciens Présidents de la République par une loi organique). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3008, 3009) : position de la commission sur

les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 168 (possibilité pour les candidats à l'élection présidentielle de se maintenir au second tour dès lors qu'ils ont recueilli plus de 10 % des suffrages exprimés), n° 169 (soumission de la nomination du Premier ministre par le Président de la République à l'approbation de l'Assemblée nationale) et n° 167 (présidence du conseil des ministres par le Premier ministre). - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs) (p. 3011) : son amendement n° 98 : institution d'un référendum d'initiative parlementaire appuyé par un certain nombre de citoyens ; adopté. - **Organisation de la discussion des articles** (p. 3013) : réponse à la demande de précisions de M. Bernard Frimat. - **Article 13 (priorité)** (art. 35 de la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger) (p. 3014, 3015) : son amendement n° 110 : nécessité pour le Gouvernement d'informer le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger ; adopté. (p. 3017) : son amendement n° 111 : subordination au vote d'une loi de l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger ; adopté. (p. 3021, 3022) : position de la commission sur les amendements n° 193, 257, 258 et 259 de Mme Michelle Demessine, n° 139 et 140 de la commission saisie pour avis, n° 457, 458, 459 et 460 de M. Bernard Frimat, n° 20 de M. Michel Charasse, n° 279 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 341 et 362 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 3027) : intervient sur son amendement n° 111 précité ainsi que sur l'amendement identique n° 140 de la commission saisie pour avis. - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs) (p. 3029) : rectifie son amendement n° 98 précité pour y intégrer la disposition proposée par le sous-amendement n° 264 de M. Yves Détraigne s'y rapportant. (p. 3030) : position de la commission sur les amendements n° 255 de M. Adrien Gouteyron, n° 263 de M. Yves Détraigne, n° 68 de M. Hugues Portelli, n° 170 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 6 de M. Michel Charasse, et les sous-amendements n° 264 de M. Yves Détraigne, n° 502 de M. Michel Charasse portant sur son amendement n° 98 précité. (p. 3031, 3035) : intervient puis modifie son amendement n° 98 précité. - **Article additionnel après l'article 3 bis** (p. 3038) : position de la commission sur l'amendement n° 171 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (caractère obligatoire du recours au référendum pour l'adoption de tout projet de loi contenant des dispositions précédemment rejetées par le peuple consulté par un référendum). - **Article 3 ter** (art. 11 de la Constitution - Extension du champ du référendum législatif) : son amendement n° 99 : suppression ; adopté. - **Article 3 quater** (art. 11 de la Constitution - Promulgation des propositions de loi référendaires) : son amendement n° 100 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3040) : position de la commission sur les amendements n° 383 de M. Jean-Michel Baylet (abrogation de l'article 12 de la Constitution) et n° 265 de M. Pierre Fauchon (instauration d'un régime présidentiel assurant l'indépendance des pouvoirs exécutif et législatif, tout en conservant une possibilité de dissolution en cas de désaccord sur un texte essentiel). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 3044, 3045) : position de la commission sur l'amendement n° 384 de M. Jean-Michel Baylet. (p. 3047) : son amendement n° 101 : sur les emplois ou fonctions relevant du pouvoir de nomination du Président de la République, avis public d'une commission mixte paritaire issue des commissions permanentes compétentes de chaque assemblée, et s'exprimant à la majorité des trois cinquièmes ; adopté. (p. 3050, 3051) : position de la commission sur les amendements n° 417, 172 et 174 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 385 de M. Jean-Michel Baylet, n° 425 de M. Bernard Frimat, et les sous-amendements n° 344 et 346 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 147 de M. Christian Cointat, n° 7 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 101 précité. (p. 3054) : demande la priorité pour son amendement n° 101 précité. - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3058, 3059) : position de la commission sur les amendements de M. Christian Cointat, portant sur le même objet, n° 46, 47 et 48 (assouplissement des modalités d'application de l'article 40 de la Constitution), ainsi que sur les amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis,

n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution). (p. 3067) : position de la commission sur l'amendement n° 310 de M. Alain Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement). (p. 3069) : intervient sur l'amendement n° 310 précité. - **Article 11 (priorité)** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3072) : position de la commission sur les amendements n° 302 de M. Jean Arthuis, n° 312 de M. Alain Lambert et n° 451 de M. Bernard Frimat. (p. 3074, 3075) : position de la commission sur les amendements n° 301 de M. Jean Arthuis et n° 447 de M. Bernard Frimat. (p. 3077) : son amendement n° 108 : rédaction ; adopté. (p. 3078) : position de la commission sur les amendements n° 190 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 449 de M. Bernard Frimat, n° 380 de M. Alain Lambert, n° 18 et 19 de M. Michel Charasse.

- **Rappel au règlement** - (20 juin 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 3092, 3093) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Charasse.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)] (suite)** - (20 juin 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure) (p. 3095) : position de la commission sur les amendements n° 175 et 176 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 363 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 426 de M. Bernard Frimat et n° 267 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 3100, 3106) : position de la commission sur les amendements n° 386 de M. Jean-Michel Baylet, n° 339 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 427 de M. Bernard Frimat, n° 177 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 8 de M. Michel Charasse. - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès) (p. 3109) : position de la commission sur les amendements n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 329 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 428 de M. Bernard Frimat et n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3116) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Michel Charasse (ajout des actes pris en application de l'article 65 de la Constitution à la liste des actes dispensés de contreseing). - **Article additionnel après l'article 7, après l'article 8 ou avant l'article 9** (p. 3119, 3120) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 179 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 364 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 429, 430 et 431 de M. Bernard Frimat (régime d'incompatibilité applicable à la fonction de membre de Gouvernement). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 3125) : son amendement n° 102 : rôle du Parlement dans l'évaluation des politiques publiques ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 269 de M. Michel Mercier, n° 413 et 181 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 10 de M. Michel Charasse, n° 300 de M. Jean Arthuis et n° 432 de M. Bernard Frimat. (p. 3128, 3138) : position de la commission sur les amendements n° 180 et 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 433, 437, 436 et 435 de M. Bernard Frimat, n° 39 de M. Christian Cointat, n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 et 325 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 3138, 3142) : son amendement n° 103 : limitation du nombre de sénateurs ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 334 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 182 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 434 de M. Bernard Frimat et sur les sous-amendements n° 296 de M. Yves Détraigne et n° 12 de M. Michel Charasse, portant sur l'amendement n° 103 précité. (p. 3146, 3148) : position de la commission sur les amendements n° 249 de Mme Nathalie

Goulet, n° 348 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 13 et 306 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3149, 3151) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 327 (limitation dans le temps du nombre de mandats parlementaires) et n° 328 (modalités de constitution d'une commission d'enquête), de M. Bernard Frimat, portant sur le même objet, n° 439 et n° 440 (modalités de constitution d'une commission d'enquête). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3154, 3156) : position de la commission sur les amendements n° 361 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat. (p. 3161, 3165) : position de la commission sur les amendements n° 444, 445 et 443 de M. Bernard Frimat, n° 185 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 81 de M. Patrice Gélard. Son amendement n° 104 : rectification ; adopté. Sur ce dernier, position de la commission sur les sous-amendements n° 343 et 447 de M. Bernard Frimat, n° 270 de M. Michel Mercier. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3169, 3173) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 374 (instauration d'une limite d'âge pour les mandats parlementaires), n° 375 (remplacement des députés ou des sénateurs en cas d'empêchement temporaire) et n° 331 (sanction de l'absentéisme), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 184 (encadrement du recours aux sessions extraordinaires) et n° 183 (restriction relative à l'ordre du jour des sessions extraordinaires), et n° 441 de M. Bernard Frimat (instauration de séances de questions d'actualité lors des sessions extraordinaires). - **Article additionnel avant l'article 10 bis ou après l'article 10** (p. 3174) : position de la commission sur l'amendement n° 186 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (coordination). - **Article additionnel avant l'article 10 bis** (p. 3174) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Michel Charasse (publication au Journal officiel des travaux des commissions en cas d'établissement par ces dernières du texte discuté en séance publique). - **Article 10 bis** (art. 33 de la Constitution - *Publicité des auditions des commissions*) (p. 3176) : son amendement n° 105 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 274 de M. Yves Détraigne. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 3178, 3184) : position de la commission sur les amendements n° 187 et 192 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 365 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 83 et 84 de M. Patrice Gélard, n° 275 et 294 de M. Michel Mercier, n° 446 et 448 de M. Bernard Frimat, n° 41 de M. Christian Cointat, n° 16 et 17 de M. Michel Charasse, et n° 69 de M. Hugues Portelli. Ses amendements n° 106 : suppression de la possibilité de porter atteinte au principe de non-rétroactivité ; n° 107 : suppression de la mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels et à l'égalité hommes-femmes ; adoptés. (p. 3185, 3192) : son amendement n° 503 : inscription des dispositions relatives au statut de l' élu local dans le domaine de la loi ; adopté après modification par le sous-amendement n° 504 de M. Christian Cointat. Position de la commission sur les amendements n° 151 de M. Jean Puech, n° 453, 454 et 452 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga, n° 43 et 42 de M. Christian Cointat, n° 450 et 455 de M. Bernard Frimat et sur le sous-amendement n° 155 de M. Christian Cointat, portant sur l'amendement n° 151 précité. Son amendement n° 59 : inscription des dispositions relatives à la définition des principes fondamentaux de la recherche dans le domaine de la loi ; adopté. - **Article 12** (*Vote de résolutions par les assemblées parlementaires*) (p. 3193, 3197) : son amendement n° 109 : rétablissement et encadrement par une loi organique ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 138 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 188 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 278 de M. Michel Mercier, n° 353 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 456 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 3199) : position de la commission sur l'amendement n° 461 de M. Bernard Frimat (au-delà de douze jours, nécessité de recourir à la loi pour proroger l'état de siège et l'état d'urgence). - **Article additionnel après l'article 13 ou avant l'article 13 bis** (p. 3200) : position de la commission sur les amendements de M. Christian Cointat n° 44 (obligation de publier les règlements d'application d'une loi dans les six mois suivant sa

promulgation) et n° 194 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abrogation de l'article 37 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 13 bis** (art. 38 de la Constitution - *Ratification expresse des ordonnances*) (p. 3220, 3221) : position de la commission sur les amendements n° 195, 196, 197 et 414 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 70 de M. Hugues Portelli, n° 61 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 462 de M. Bernard Frimat. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - *Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi*) (p. 3226) : position de la commission sur les amendements n° 199 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 280 de M. Michel Mercier et n° 466 de M. Bernard Frimat. (p. 3233) : son amendement n° 112 : modalités de présentation des projets de loi ; adopté. (p. 3229, 3237) : position de la commission sur les amendements n° 45 de M. Christian Cointat, n° 463, 464 et 465 de M. Bernard Frimat, n° 21 de M. Michel Charasse, n° 320 de M. Philippe Marini, n° 87 de M. Patrice Gélard, n° 198 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 281 de M. Michel Mercier. - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - *Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi*) (p. 3238) : son amendement n° 113 : suppression ; adopté. (p. 3239) : position de la commission sur les amendements n° 201 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 373 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 3243, 3246) : ses amendements n° 114 : délai minimal entre le dépôt ou la transmission d'un texte et la discussion publique ; adopté après modification par le sous-amendement n° 470 ; n° 115 : application des délais en cas de procédure accélérée ; et n° 116 : modalités d'exception à l'application des délais ; adoptés. (p. 3245, 3246) : position de la commission sur les amendements n° 202, 203 et 403 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 398 de M. Nicolas About, n° 22 et 23 de M. Michel Charasse, n° 469, 471 et 472 de M. Bernard Frimat, et sur le sous-amendement n° 470 de ce dernier à son amendement n° 114 précité. - **Article 17** (art. 43 de la Constitution - *Augmentation du nombre de commissions permanentes*) (p. 3249) : son amendement n° 117 : attribution aux commissions permanentes et non aux commissions spéciales de la compétence de principe pour examiner les textes de loi ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 367 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 17** : position de la commission sur l'amendement n° 24 de M. Michel Charasse (inscription des commissions d'enquête dans la Constitution). - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 3255, 3256) : son amendement n° 118 : exercice du droit d'amendement ; adopté. (p. 3253, 3258) : position de la commission sur les amendements n° 204, 207, 206 et 205 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 473 et 474 de M. Bernard Frimat, n° 49 de M. Christian Cointat. Sur son amendement n° 118 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 338 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 508 et 514 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 3260, 3261) : position de la commission sur le sous-amendement n° 518 de M. Michel Charasse à son amendement n° 118 précité. - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - *Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3265) : son amendement n° 133 : possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum ; adopté. (p. 3267, 3268) : position de la commission sur les amendements n° 241 et 242 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel, n° 493 de M. Bernard Frimat, et n° 154 de M. Jean-René Lecerf. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 3273) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 337 (examen des amendements du Gouvernement par le Conseil d'Etat) et n° 336 (interdiction pour le Gouvernement de déposer des amendements sans lien

avec le texte discuté). - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - *Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire*) (p. 3274) : son amendement n° 119 : suppression de l'inscription dans la Constitution de l'interdiction de déposer un amendement sans lien avec le texte en discussion ; adopté. (p. 3276) : son amendement n° 121 : coordination ; adopté. (p. 3278) : position de la commission sur les amendements n° 208, 402, 209 et 210 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 282 de M. Yves Détraigne, n° 475, 476, 478 et 477 de M. Bernard Frimat, n° 62 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 359, 326 et 330 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 20** (art. 46 de la Constitution - *Délai séparant le dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi organique de son examen*) (p. 3282) : son amendement n° 122 : délai minimal d'examen d'un texte organique en cas de procédure accélérée ; adopté. (p. 3283) : position de la commission sur les amendements n° 212 et 213 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 479 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 3283, 3284) : position de la commission sur les amendements n° 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (compétences du Parlement en matière de politique économique, sociale et budgétaire) et n° 50 de M. Christian Cointat (avis obligatoire des commissions parlementaires sur les projets de décret tendant aux indisponibilités de crédits). - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 3285) : position de la commission sur l'amendement n° 379 de M. Alain Lambert (respect par le projet de loi de finances du principe de sincérité par une prestation de serment du Gouvernement). - **Article 21** (art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - *Rôle de la Cour des comptes*) (p. 3285, 3288) : position de la commission sur les amendements n° 26 de M. Michel Charasse, n° 303 de M. Jean Arthuis, n° 480 de M. Bernard Frimat, n° 217, 215 et 216 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 144 de M. Hugues Portelli.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - *Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour*) (p. 3302, 3313) : son amendement n° 123 : fixation de l'ordre du jour des assemblées ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° 517, 515 et 516 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 297 de M. Michel Mercier et n° 507 de M. Christian Cointat portant tous sur son amendement n° 123 précité et les amendements n° 218, 412, 219, 221, 220 et 222 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 482 et 481 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel après l'article 22** (p. 3314) : position de la commission sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'un droit d'initiative législative populaire). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 3314) : position de la commission sur l'amendement n° 224 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité, pour tous les groupes parlementaires, de déposer une motion de censure). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - *Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 3322, 3325) : son amendement n° 124 : obligation, pour le Gouvernement, de consulter la conférence des présidents de l'Assemblée nationale avant d'engager sa responsabilité sur le vote d'un texte à l'exception des projets de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 225 et 226 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 314 de M. Nicolas Alfonsi, n° 150 de M. Christian Cointat, n° 295 de M. Michel Mercier, n° 355 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 483 de M. Bernard Frimat, n° 89 de M. Patrice Gélard et les sous-amendements n° 298 et 297 de M. Michel Mercier, ce dernier portant sur l'amendement n° 124 de la commission. Demande le vote par priorité sur son amendement n° 124 ; demande acceptée par le Gouvernement. - **Article 23 bis** (art. 50-1 nouveau de la Constitution - *Déclaration à caractère thématique du Gouvernement devant les assemblées*) (p. 3327) : son amendement n° 125 : suppression de l'article ; adopté. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - *Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées*) (p. 3329, 3331) : son amendement n° 519 : reconnaissance, dans la Constitution, de droits spécifiques aux groupes d'opposition ainsi qu'aux groupes

minoritaires ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 485 de M. Bernard Frimat, n° 228, 230 et 229 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 392 de M. Jean-Michel Baylet. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3333, 3341) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 333 (élargissement de la ratification législative aux réserves et aux déclarations négociées dans le cadre d'un traité international), n° 351 (adoption de la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 231 (ratification des traités par le Premier ministre), n° 232 (droit d'amendement parlementaire en matière d'adoption de conventions, d'accords ou de traités internationaux), n° 233 (élargissement du droit de saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires) et n° 71 de M. Hugues Portelli (appréciation de la conformité des dispositions législatives aux engagements internationaux par le Conseil d'Etat et par la Cour de cassation - intervention du Conseil constitutionnel en cas de conflit de jurisprudence entre les deux hautes juridictions). - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3343) : position de la commission sur l'amendement n° 321 de M. Robert Badinter (requalification du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle"). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - *Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 3348) : position de la commission sur les amendements n° 234 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 487 et 488 de M. Robert Badinter, n° 366 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 393 de M. Jean-Michel Baylet et n° 73 de M. Hugues Portelli. Intervient sur le sous-amendement n° 520 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° 73 précité. - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3351, 3353) : son amendement n° 127 : possibilité, pour le Conseil constitutionnel, de contrôler la conformité à la Constitution d'une proposition de loi avant qu'elle ne soit soumise à référendum dans les conditions de l'article 3 bis du présent projet de loi ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 28 de M. Michel Charasse (compétence du Conseil constitutionnel en matière de loi constitutionnelle), n° 235 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élargissement de la saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires) et n° 74 de M. Hugues Portelli (extension à quinze jours du délai imparti au Conseil constitutionnel pour statuer en urgence sur la conformité des lois). - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - *Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel*) (p. 3355) : son amendement n° 128 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 236 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 33 de M. Michel Charasse, n° 352 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 75 de M. Hugues Portelli et n° 63 de M. Jean-Paul Virapoullé. - **Article 27** (art. 62 de la Constitution - *Effets des décisions du Conseil constitutionnel*) (p. 3357) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 3358) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Michel Charasse (respect des décisions du Conseil constitutionnel). - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - *Conseil supérieur de la magistrature*) (p. 3367, 3381) : son amendement n° 129 : composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 489 de M. Robert Badinter, les sous-amendements n° 342 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 288 et 289 de M. Pierre Fauchon, n° 283 de M. Yves Détraigne, n° 506 du Gouvernement, n° 319 et 153 de M. Jean-René Lecerf, n° 287 de Mme Jacqueline Gourault et n° 149 de M. Christian Cointat portant sur son amendement précité n° 129. Position de la commission sur les amendements n° 416, 405, 415, 406, 404 et 407 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 92 de M. Patrice Gélard et n° 64 de M. Jean-Paul Virapoullé. - **Article additionnel après l'article 28** (p. 3382) : position de la commission sur l'amendement n° 357 de Mme Alima Boumediene-Thiery (garantie de la dignité des personnes privées de liberté). - **Article additionnel avant l'article 28 bis** (p. 3384) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de M. Michel Charasse (désignation, par le Président de la République, d'un ordonnateur et d'un comptable des recettes et des dépenses de la Présidence de la République). - **Article 28 bis** (*Intitulé du titre XI de la Constitution - Conseil économique, social et environnemental*) (p. 3385) : position de

la commission sur les amendements n° 52, 53, 54 et 55 de M. Christian Cointat portant sur l'article 28 bis et suivants. - **Article 30** (art. 70 de la Constitution - Extension de la compétence du Conseil économique, social et environnemental au domaine de l'environnement) (p. 3386) : son amendement n° 130 : renforcement des modalités de saisine du Conseil économique, social et environnemental par le Parlement et par le Gouvernement ; adopté. - **Article 30 ter** (art. 71 de la Constitution - Limitation du nombre de membres du Conseil économique, social et environnemental) (p. 3387) : position de la commission sur l'amendement n° 490 de M. Bernard Frimat. - **Article 30 quater** (art. 72-3 de la Constitution - Collectivités d'outre-mer) (p. 3387, 3388) : position de la commission sur l'amendement n° 498 de M. Christian Cointat. - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 3388, 3389) : position de la commission sur les amendements de M. Christian Cointat n° 399 (accès à un emploi des personnes handicapées), n° 500 (possibilité de recourir aux ordonnances pour actualiser le droit applicable outre-mer) et n° 501 (possibilité pour le représentant de l'Etat en Nouvelle-Calédonie, dans les TAAF et à Clipperton, de prendre des mesures relevant normalement du domaine du décret). - **Article 31** (art. 71-1 nouveau de la Constitution - Création d'un Défenseur des droits des citoyens) (p. 3392, 3396) : son amendement n° 131 : statut et rôle du "défenseur des droits des citoyens" requalifié en "défenseur des droits" ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 491 de M. Bernard Frimat, n° 65 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 37 de M. Michel Charasse et n° 290 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 3397, 3398) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 237 (affirmation de l'égalité et de la solidarité entre citoyens dans le cadre de la politique de décentralisation), n° 238 (suppression de la possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger aux dispositions législatives régissant l'exercice de leurs compétences) et n° 377 de M. Jacques Legendre (inscription de la francophonie dans la Constitution). - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 3399) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 411 (suppression du second alinéa de l'article 88-1 de la Constitution) et n° 410 (suppression de l'article 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008). - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne) (p. 3400, 3402) : son amendement n° 132 : requalification des "commissions chargées des affaires européennes" en "comités chargés des affaires européennes" ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 360 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 492 de M. Bernard Frimat et n° 240 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Articles additionnels après l'article 33 ou après l'article 35** (p. 3404, 3405) : son amendement n° 134 : application des délais inscrits à l'article 42 de la Constitution aux textes constitutionnels ; adopté. Position de la commission sur les amendements Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 245 (primauté du recours au référendum en matière de révision constitutionnelle en cas de désaccord entre les deux assemblées), n° 246 (suppression du droit de veto du Sénat en matière constitutionnelle) et n° 294 de M. Michel Mercier (suppression de la mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels). - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 3406, 3408) : ses amendements n° 136 : coordination et extension des délais de mise en application des différentes dispositions concernant la procédure parlementaire ; n° 135 : suppression du III de l'article ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 495 et 497 de M. Bernard Frimat, et n° 340 et 358 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 35** (art. 88-4 et 88-5 de la Constitution, art. 4 de la loi constitutionnelle du 1er mars 2005 et art. 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008 - Modifications liées à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne) (p. 3410) : son amendement n° 137 : suppression du dispositif adopté par l'Assemblée nationale et permettant à soixante parlementaires de demander à leur assemblée la saisine de la Cour de justice de l'Union européenne pour méconnaissance du principe de subsidiarité ; adopté. Position de

la commission sur l'amendement n° 244 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4603, 4605) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois sur ce texte. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4619) : position de la commission sur la motion n° 146 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4622) : position de la commission sur la motion n° 92 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4626) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 93 et 94 de M. Bernard Frimat (droit de vote des étrangers aux élections locales). (p. 4630) : intervient sur les amendements précités n° 13, n° 82 et n° 93 et 94. - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique) (p. 4634, 4635) : position de la commission sur les amendements n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 95 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4636, 4637) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 36 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 97 de M. Bernard Frimat (décompte dans les médias du temps de parole du Président de la République avec celui des personnalités de la même sensibilité politique) et n° 96 (indépendance et pluralisme des médias) de ce dernier. - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs) (p. 4640, 4641) : position de la commission sur les amendements n° 37, 38 et 39 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 4643) : position de la commission sur les amendements n° 40 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 98 de M. Bernard Frimat et n° 9 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 6** (art. 17 de la constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 4645) : position de la commission sur les amendements n° 99 de M. Bernard Frimat et n° 41 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4646) : position de la commission sur l'amendement n° 100 de M. Bernard Frimat (interdiction du cumul de la fonction ministérielle avec tout mandat électif). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 4648, 4656) : position de la commission sur les amendements n° 42, 43, 44, 46 et 47 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 101, 102, 103 et 104 de M. Bernard Frimat, n° 10, 12 et 14 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 105 de M. Richard Yung. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4657, 4658) : position de la commission sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 7 (limitation des mandats parlementaires dans le temps) et n° 3 (impossibilité pour un parlementaire de se présenter à une élection au-delà d'un certain âge).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4706) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 10** : position de la commission sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Frimat (suppression du renouvellement partiel du Sénat). - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 4708, 4714) : position de la commission sur les amendements n° 1 et 19 de M. Alain Lambert, n° 109 et 108 de M. Bernard Frimat, n° 49 et 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 147 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. - **Article 12** (art. 34-1 nouveau de la Constitution - Résolutions) (p. 4715) : position de la commission sur les amendements n° 110 de M. Bernard Frimat et n° 52 et 51 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13** (art. 35 de la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger) (p. 4718, 4722) : position de la commission sur les amendements n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 55, 57 et 56 de Mme Michelle Demessine, n° 111, 112, 113 et 114 de M. Bernard Frimat et n° 11 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4724) :

position de la commission sur l'amendement n° 115 de M. Bernard Frimat (limitation du champ d'intervention des ordonnances). - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 4724, 4727) : position de la commission sur les amendements n° 116, 117 et 118 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4729, 4730) : position de la commission sur les amendements n° 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abrogation de l'article 40 de la Constitution) et n° 22 de M. Alain Lambert (présentation obligatoire au Parlement d'une évaluation du coût et de l'efficacité des dispositions fiscales dérogatoires). - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi) (p. 4731) : soutient l'amendement n° 119 de M. Bernard Frimat (suppression); rejeté. (p. 4731, 4732) : position de la commission sur les amendements n° 119 de M. Bernard Frimat et n° 59 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 4734) : position de la commission sur les amendements n° 60 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 120 de M. Bernard Frimat et n° 23 de M. Alain Lambert. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4737, 4741) : position de la commission sur les amendements n° 62, 63, 64, 65 et 66 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 121 et 122 de M. Bernard Frimat, n° 8 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 24 de M. Alain Lambert. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 4747, 4748) : position de la commission sur les amendements n° 68, 67 et 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 123, 124 et 125 de M. Bernard Frimat. - **Article 20** (art. 46 de la Constitution - Délai séparant le dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi organique de son examen) (p. 4750) : position de la commission sur les amendements n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 126 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 4750, 4751) : position de la commission sur l'amendement n° 25 de M. Alain Lambert (prestation de serment par le Gouvernement du respect par le projet de loi de finances du principe de sincérité). - **Article 21** (art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - Rôle de la Cour des comptes) (p. 4753) : position de la commission sur l'amendement n° 127 de M. Bernard Frimat. - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 4753, 4756) : position de la commission sur les amendements n° 70, 71, 72, 73 et 74 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 128 de M. Bernard Frimat. - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 4758) : position de la commission sur les amendements n° 75 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 2 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 129 de M. Bernard Frimat. - **Article 23 bis** (art. 50-1 nouveau de la Constitution - Déclaration à caractère thématique du Gouvernement devant les assemblées) (p. 4759) : position de la commission sur l'amendement n° 130 de M. Bernard Frimat. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées) (p. 4759, 4762) : position de la commission sur les amendements n° 131, 132 et 133 de M. Bernard Frimat, n° 76 et 77 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 6 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 24 bis (supprimé)** (art. 54 de la Constitution - Saisine du Conseil constitutionnel par un groupe parlementaire en matière d'accords internationaux) (p. 4765) : position de la commission sur l'amendement n° 78 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 24 ter (supprimé)** (changement de dénomination du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle") (p. 4768) : position de la commission sur l'amendement n° 134 de M. Robert Badinter. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution -

Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 4770) : position de la commission sur les amendements n° 135 et 136 de M. Robert Badinter. - **Article 25 ter (supprimé)** (art. 61 de la Constitution - Saisine du Conseil constitutionnel) (p. 4771) : position de la commission sur l'amendement n° 79 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4772) : position de la commission sur l'amendement n° 15 de M. Hubert Haenel (reconnaissance de la légitimité de la législation particulière aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin). - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 4775) : position de la commission sur les amendements n° 81 et 80 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 137 de M. Robert Badinter. - **Article 30 quinquies** (art. 73 de la Constitution - Adaptation des lois et règlements aux départements et régions d'outre-mer) (p. 4777, 4778) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Frimat n° 138 ainsi que le n° 139, déposé à l'article suivant. - **Article 30 septies** (art. 75-1 de la Constitution - Langues régionales) (p. 4779) : position de la commission sur l'amendement n° 91 de M. Ivan Renar. - **Articles additionnels avant l'article 32** (p. 4781) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 84 (suppression partielle) et n° 85 (suppression des dispositions devant s'appliquer lors de l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne). - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne) (p. 4781, 4782) : position de la commission sur les amendements n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 140 de M. Bernard Frimat. - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 4785) : position de la commission sur les amendements n° 18 de M. Bruno Retailleau, n° 86 et 87 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 141 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel après l'article 33** (p. 4786) : position de la commission sur l'amendement n° 142 de M. Bernard Frimat (modalités de révision de la Constitution). - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 4788) : position de la commission sur les amendements n° 143 et 144 de M. Bernard Frimat et n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 35** (art. 88-4 et 88-5 de la Constitution, art. 4 de la loi constitutionnelle du 1er mars 2005 et art. 2 de la loi constitutionnelle du 4 février 2008 - Modifications liées à l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne) (p. 4789) : position de la commission sur les amendements n° 90 et 89 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - président de la commission des lois - **Article unique** (p. 6310, 6311) : intervient sur l'amendement n° 3 de M. Jean-Pierre Michel (introduction du principe de la parité dans la constitution du bureau). - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 6313) : intervient sur les amendements de M. Yvon Collin n° 1 (représentation de tous les groupes politiques parlementaires à l'une ou l'autre des fonctions de président de commission permanente ou de vice-président du Sénat) et n° 2 (conséquence). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6314, 6315) : favorable à cette proposition de résolution.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Article 1er** (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense) (p. 6554) : réponse à l'intervention de M. Jean-Pierre Sueur. Méthodes de travail de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 8672) : soutient l'amendement n° II-274 de M. Laurent Bêteille (octroi du régime de "translucidité" fiscale des sociétés, prévu à l'article 8 du code général des impôts, aux associés dirigeants de société par actions simplifiée) ; adopté.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire - Deuxième lecture [n° 108 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8847) : félicitations à MM. Jean-Pierre Sueur et Jean-René Lecerf pour la qualité de leur travail.

- **Rappel au règlement** - (11 décembre 2008) - président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8869) : réponse au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Frimat sur l'ordre d'examen des textes portant sur l'application

de l'article 25 de la Constitution et l'élection des députés ; respect de la décision prise en conférence des présidents.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - président de la commission des lois - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8902) : intervient sur la motion n° 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (art. L.O. 119 du code électoral - *Nombre des députés*) (p. 8908) : mode de fixation du nombre de parlementaires dans chacune des assemblées. - **Article 7** (art. L.O. 176-1, L.O. 393-1, L.O. 455, L.O. 479, L.O. 506 et L.O. 533 du code électoral - *Abrogations*) (p. 8916) : intervient sur l'amendement n° 1 (suppression) de M. Michel Magras repris par M. Bernard Frimat.

IBRAHIM RAMADANI
(Soibahadine)
sénateur (Mayotte)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

IDRAC (Anne-Marie)
secrétaire d'État chargée du commerce
extérieur
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2008) (p. 8230, 8231) : réponse aux orateurs. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8131, 8133) : son intervention. Sa collectivité de Mayotte. Votera les crédits de cette mission.

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) (p. 8302, 8303) : son intervention. Votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8882, 8883) : son intervention. Votera le projet de loi organique.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009).**

et des comptes de concours financiers) (p. 8234) : son amendement n° II-185 : majoration des crédits du programme "Prêts à des États étrangers, de la Réserve pays émergents, en vue de faciliter la réalisation de projets d'infrastructure" ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 59 quinquies** (p. 8235) : sur l'amendement n° II-23 de la commission (versement de la totalité du dividende de l'Agence française de développement, AFD, aux recettes non fiscales du budget général de l'État au plus tard le 31 décembre de l'année de sa constatation) qu'elle accepte, son sous-amendement n° II-206 ; adopté.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 44 nonies** (p. 8639, 8642) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° II-375 (suppression du dispositif "Robien"), n° II-376 (suppression du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt), n° II-377 (limitation dans le temps du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt), n° II-378 (modification du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt), n° II-379 (modification des règles du prêt à taux zéro) et n° II-380 (exonération de taxe foncière sur les logements sociaux loués à

des organismes agréés), ainsi que sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-313 (suppression du dispositif "Robien") et n° II-324 (concentration du prêt à taux zéro sur les familles les plus modestes). - **Article additionnel avant l'article 45** (p. 8643) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-328 de M. Thierry Foucaud (atténuation du régime des plus-values à long terme sur les titres de sociétés d'investissements immobiliers cotées). - **Article 45** (*Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens*) (p. 8647, 8648) : son amendement n° II-393 : modification du plafond de l'éco-prêt à taux zéro et des conditions de ressources des emprunteurs ; clarification des responsabilités entre la banque et l'emprunteur lorsque ce dernier ne produit pas les justificatifs de la réalisation effective des travaux ; adopté. (p. 8650) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-345 de Mme Monique Papon, n° II-288 de M. Thierry Repentin, et n° II-270 de M. Hervé Maurey. - **Article 46** (*Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique des logements neufs pour l'application du prêt à taux zéro en faveur de l'accession à la propriété*) (p. 8652, 8655) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-260 de la commission. - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8655) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-198 de M. Christian Gaudin (alignement du régime des dépenses de recherche et développement soustraitées aux groupements d'universités, sur le régime des mêmes dépenses sous-traitées aux universités au regard du crédit d'impôt recherche). - **Article 47** (*Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique des logements neufs pour l'application du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt versés au titre de l'acquisition ou de la construction de l'habitation principale*) (p. 8656) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-325 de M. Thierry Foucaud, et n° II-261 de la commission. - **Article 48** (*Mise en place d'une "éco-conditionnalité" pour le bénéfice des dispositifs fiscaux en faveur des investissements localisés*) (p. 8657) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-318 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel avant l'article 48 bis** (p. 8658) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-327 de M. Thierry Foucaud. - **Article 48 bis** (*Eligibilité des dons aux groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune*) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-319 et II-326 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 8660) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Philippe Adnot n° II-59 (introduction d'un dispositif anti-abus pour les holdings éligibles à la réduction d'ISF) et n° II-60 (distinction des holdings selon le nombre d'associés ou d'actionnaires au regard du régime de réduction d'ISF pour investissement dans les PME). (p. 8661) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Philippe Adnot n° II-61 (alignement du taux et du plafond de la réduction d'ISF en cas de souscription de parts de fonds communs de placement sur le régime de l'investissement direct) et n° II-62 (relèvement du plafond de la réduction d'ISF en cas de souscription de parts de fonds communs de placement sur le régime de l'investissement direct). (p. 8662, 8663) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-63 de M. Philippe Adnot (création d'un

surplafond de 10 000 euros pour la réduction d'ISF au titre des dons, en ce qui concerne les établissements de recherche). - **Article 49** (*Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements économes en énergie*) (p. 8664) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-366 de Mme Bernadette Dupont. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8664, 8667) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-226 de M. Yvon Collin (exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des terres arboricoles et viticoles), n° II-367 de Mme Bernadette Dupont (possibilité pour les collectivités d'exonérer de taxe d'habitation les constructions de logements à haut niveau de performance énergétique), et n° II-54 de la commission (extension du droit d'instaurer la taxe communale sur les centres de déchets à ceux résultant d'une autorisation préfectorale obtenue avant le 1er juillet 2002). - **Article 50** (*Aménagement du crédit d'impôt sur le revenu en faveur des économies d'énergie et du développement durable*) (p. 8669, 8671) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-289 de M. François Marc, n° II-346 de M. Charles Revet et n° II-290 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 8714, 8715) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-63 de M. Philippe Adnot (création d'un surplafond de 10 000 euros pour la réduction d'ISF au titre des dons, en ce qui concerne les établissements de recherche) et de M. Michel Houel n° II-172 (réduction du délai de solidarité fiscale entre le cédant et le cessionnaire d'une entreprise) et n° II-171 (dépenalisation de certains contentieux sur des questions douaniers). - **Article 55 bis** (*Report de l'assujettissement des catalogues de vente par correspondance à la contribution environnementale sur les imprimés*) (p. 8716) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-264 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8718, 8719) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° II-267 de M. Dominique Braye et n° II-300 de M. Gérard Miquel (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière de l'ameublement) et n° II-268 de M. Dominique Braye et n° II-301 de M. Gérard Miquel (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans le domaine des déchets dangereux des ménages). - **Articles additionnels après l'article 55 ter** (p. 8720, 8721) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-303 de M. Jean-Pierre Sueur (exonération de la taxe sur les salaires des entrepreneurs de spectacles vivants) et n° II-349 de M. Thierry Foucaud (réduction des abattements applicables en matière de droits de succession et de donation). - **Article 55 quater** (*Réduction du délai de reprise en faveur des adhérents à un organisme de gestion agréé*) (p. 8723) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-265 de la commission. - **Article additionnel après l'article 55 quater** (p. 8724) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-320 de M. Thierry Foucaud. - **Article 55 quinquies** (*Présentation de scénarii économiques alternatifs, en annexe aux projets de lois de finances*) (p. 8724, 8725) : son amendement n° II-411 : suppression ; adopté.

JARLIER (Pierre)
sénateur (Cantal)
UMP-R

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales [n° 99 tome 3 annexe 24 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** [n° 497 (2007-2008)] - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5307, 5308) : son intervention. Le groupe UMP soutiendra ce texte.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5722, 5723) : son amendement n° 593 : maintien des avantages fiscaux accordés aux investissements locatifs réalisés dans les zones de revitalisation rurale ; adopté. - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5749) : son amendement n° 595 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5806, 5807) : son amendement n° 600 : maintien du caractère facultatif de la rupture de contrat ; devenu sans objet. (p. 5820) : son amendement n° 597 : marge d'appréciation des organismes HLM pour l'application des dispositions relatives aux locataires aux revenus excédant les plafonds de ressources ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (25 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7481, 7483) : son intervention.

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) - **Article 56** (Création d'un droit de timbre perçu en cas de renouvellement anticipé de la carte nationale d'identité, CNI) (p. 8418) : son amendement n° II-

245 : précision du montant des recettes affectées à l'Agence nationale des titres sécurisés ; adopté. - **Article 57** (Création d'un droit de timbre perçu par l'Etat lors de la délivrance du certificat d'immatriculation d'un véhicule) : son amendement n° II-244 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8420, 8422) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8435) : position de la commission sur l'amendement n° II-196 du Gouvernement. - **Article 67** (Modification, en faveur de la péréquation, des règles d'évolution de certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, DGF) (p. 8440) : position de la commission sur les amendements n° II-230 de Mme Marie-France Beaufile, n° II-212 et II-213 de M. Jean-Jacques Jégou, n° II-216 et II-217 de M. Pierre-Yves Collombat, et n° II-210 de Mme Françoise Laborde. - **Article additionnel après l'article 67** (p. 8442, 8443) : position de la commission sur les amendements n° II-221 de M. Georges Patient (suppression du plafonnement de la dotation superficielle perçue par les communes de Guyane et affectation du reliquat à l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune bénéficiaire est membre), et de M. François Marc n° II-222 (extension du bénéfice de la dotation "Coeur de parc naturel national" aux communes insulaires situées dans un parc naturel national) et n° II-223 (instauration d'un montant plancher de dotation au bénéfice des communes ne disposant d'aucune ressource au titre des quatre taxes directes locales et qui sont membres d'un EPCI à fiscalité propre). - **Article 68** (Révision du droit à compensation des régions au titre de la compétence "Services régionaux de voyageurs", SRV) (p. 8444) : position de la commission sur l'amendement n° II-218 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8445, 8446) : position de la commission sur les amendements n° II-219 de Mme Nicole Bricq (majoration de la dotation de compensation attribuée aux régions afin de neutraliser les dépenses résultant de l'assujettissement à la taxe sur les salaires de la contribution pour l'exploitation des services transférés versée par les régions aux entreprises de transport) et n° II-224 de M. François Patriat (modification de l'année de référence des données utilisées pour la répartition de la dotation de péréquation entre les régions). - **Article 69** (Effets de la diminution de la dotation de compensation de taxe professionnelle, DCTP, en 2009 au profit des communes les plus défavorisées) (p. 8447) : position de la commission sur les amendements n° II-231 et II-232 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 70** (Réforme de la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale, DSU) (p. 8449) : position de la commission sur l'amendement n° II-154 de M. Jean-Claude Gaudin. - **Article 71** (Dotation d'aménagement urbain destinée à financer les projets d'aménagement et de développement des communes prioritaires éligibles à la DSU) (p. 8450) : position de la commission sur les amendements n° II-233 de Mme Marie-France Beaufile et n° II-220 de Mme Nicole Bricq. Son amendement n° II-10 : coordination des priorités définies au titre de la DDU avec les contractualisations existantes dans le domaine de la politique de la ville ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 8452) : son amendement n° II-18 : prise en compte, dans la répartition 2009 de la part insertion du fonds de mobilisation départementale pour l'insertion, FMDI, des expérimentations du RSA conduites en 2008 par certains départements et possibilité d'individualiser dans les comptes du département les dépenses relatives au RSA ; adopté. Position de la commission sur les amendements de M. Denis Detcheverry n° II-237 (majoration de la quote-part de la dotation d'aménagement revenant aux deux communes de Saint-Pierre-et-Miquelon-Langlade et suppression du dispositif global de majoration de la DGF des deux communes) et n° II-243 (mise en place d'une garantie de non-baisse individuelle en faveur de chacun des départements et collectivités d'outre-mer éligible à la DGF des départements)

JARRAUD-VERGNOLLE (Annie)
sénateur (Pyrénées-Atlantiques)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (9 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p.100, 102). - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-1-1 et L. 311-1-2 du code du travail - *Coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 112) : soutient l'amendement n° 68 de Mme Christiane Demontès (dotation de la nouvelle institution d'un statut public) ; retiré. - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 123) : soutient l'amendement n° 72 de Mme Christiane Demontès (précision du caractère public de la nouvelle institution) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2008) (p.144, 145) : soutient l'amendement n° 77 de Mme Christiane Demontès (création dans le budget d'une nouvelle section séparant les dépenses d'intervention en faveur des demandeurs d'emploi des dépenses de fonctionnement et précision du cadre des interventions financières des collectivités territoriales) ; retiré. - **Article 3** (art. L.351-21, L. 351-22 et L. 354-1 du code du travail - *Nouvelle organisation du régime d'assurance chômage*) (p. 160) : soutient l'amendement n° 81 de Mme Christiane Demontès (suppression du paragraphe relatif au recouvrement des contributions des employeurs et des salariés à l'assurance chômage par les URSSAF et les caisses régionales de sécurité sociale dans les départements d'outre-mer) ; rejeté. (p. 165) : soutient l'amendement n° 82 de Mme Christiane Demontès (ventilation de la participation du régime d'assurance chômage au fonctionnement et à l'investissement de la nouvelle institution ainsi qu'aux dépenses d'intervention en faveur des demandeurs d'emploi) ; adopté.

- **Proposition de loi relative à l'extension du chèque emploi associatif [n° 195 (2008-2009)]** - (8 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1519, 1521) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - *Définitions du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi*) (p. 3450, 3451) : soutient l'amendement n° 5 de Mme Raymonde Le Texier (suppression de l'obligation d'accepter les offres raisonnables d'emploi, ORE) ; rejeté.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (22 juillet 2008) - **Article 18** (section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - *Dispositifs d'aménagement du temps de travail*) (p.4993, 5003) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 95 (suppression) ; et n° 99 (suppression partielle) ; rejetés. - **Article 21** (art. L. 3151-1, L. 3153-1, L. 3153-2 et L. 3153-4 du code du travail - *Utilisation du compte épargne-temps*) (p. 5013, 5014) : soutient l'amendement n° 103 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5022, 5023) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Commission mixte paritaire [n° 486 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5147, 5149) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6194, 6195) : son intervention. - **Article 1er (priorité)** (art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du

code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime) (p. 6204) : son amendement n° 35 : suppression ; rejeté. - **Article 1er A** (intitulé du livre troisième de la troisième partie du code du travail - *Dividende du travail*) (p. 6211, 6212) : son amendement n° 34 : suppression ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 3324-10 et L. 3325-2 du code du travail, art. 158 et 163 bis AA du code général des impôts - *Modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation*) (p. 6218, 6220) : ses amendements n° 39 : suppression ; rejeté ; n° 40 : maintien de la durée de blocage des fonds issus de la participation à huit ans en cas d'application d'un régime d'autorité ; et n° 41 : cohérence ; adoptés ; n° 42 : cohérence ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 6229, 6230) : soutient l'amendement n° 46 de M. Jean-Pierre Godefroy (possibilité pour le personnel de l'État mis à la disposition de la société DCNS ou de ses filiales de bénéficier de la participation) ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - *Modernisation de la procédure de fixation du Smic*) (p. 6243, 6245) : ses amendements n° 50 : suppression ; et n° 51 : suppression de la nouvelle instance regroupant des experts chargés de mesurer l'évolution du SMIC et de l'ensemble des revenus ; rejetés. (p. 6249) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Jacqueline Alquier, n° 53 : maintien au 1er juillet de la date de fixation du SMIC.

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6283) : son amendement n° 54 : application uniforme du SMIC à l'ensemble du territoire et à l'ensemble des salariés ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 6284) : son amendement n° 55 : transmission préalable aux représentants du personnel des informations figurant dans le rapport annuel présenté à l'assemblée générale des actionnaires ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - *Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic*) (p. 6289) : son amendement n° 58 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6297) : défavorable à ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6720, 6722) : son intervention.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 51 (priorité)** (art. L. 815-1, L. 815-2, L. 815-13, L. 815-24, L. 815-24-1 nouveau et L. 816-2 du code de la sécurité sociale - *Revalorisation du minimum vieillesse*) (p. 6959) : soutient l'amendement n° 289 de Mme Christiane Demontès (évaluation par le Gouvernement des conditions d'extension de la revalorisation du minimum vieillesse aux conjoints, concubins et aux partenaires liés par un pacte civil de solidarité) ; rejeté. - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A*) (p. 6967) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - *Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7029) : soutient l'amendement n° 301 de Mme Christiane Demontès (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail - Commission mixte paritaire [n° 76 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 7752, 7753) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) (p. 7996, 7998) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8007, 8009) : intervient sur l'amendement n° II-165 du Gouvernement (majoration des crédits du programme "Accompagnement des

mutations économiques et développement de l'emploi" afin de financer l'extension du contrat de transition professionnelle, CTP, et l'augmentation des dépenses de chômage partiel). Ses amendements n° II-125 : majoration des crédits de l'AFPA ; et n° II-126 : majoration des crédits de l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, ANACT ; rejetés. - **Article 79** (*Mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés*) (p. 8010, 8013) :

son amendement n° II-127 : suppression ; rejeté. - **Article 80** (*Suppression de la prise en charge par l'Etat de l'allocation de fin de formation, AFF*) (p. 8014, 8015) : son amendement n° II-128 : suppression ; rejeté.

JEANNEROT (Claude)
sénateur (Doubs)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5323, 5324) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5447) : soutient l'amendement n° 226 de M. Thierry Repentin (participation des associations représentatives de

locataires à l'élaboration de la convention) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes*) (p. 5494, 5495) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 246 (possibilité de versement des pénalités à une union d'économie sociale à gestion désintéressée) ; et n° 242 (possibilité de versement des pénalités à un établissement public foncier local) ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (p. 5803) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux) soutient le sous-amendement n° 533 de M. Thierry Repentin ; adopté. (p. 5805) : soutient l'amendement n° 430 de M. Thierry Repentin (suppression des dispositions relatives à la lutte contre la sous-occupation) ; devenu sans objet. (p. 5828) : sur l'amendement n° 96 de la commission (conditions de sous-location), soutient le sous-amendement n° 535 de M. Thierry Repentin ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 20 ou après l'article 27** (p. 5839) : sur l'amendement n° 101 de la commission (modernisation des dispositions relatives aux sociétés d'économie mixte gérant des logements locatifs sociaux) soutient le sous-amendement n° 667 de Mme Odette Terrade ; adopté. - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - *Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux*) (p. 5846) : soutient l'amendement n° 432 de M. Thierry Repentin (modification de la référence faisant évoluer le montant des plafonds de ressources) ; devenu sans objet. - **Article 23** (art. 21 de la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994, art. 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, art. L. 311-9 et L. 312-5 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation - *Réforme des obligations des communes en matière d'hébergement*) (p. 5861) : soutient l'amendement n° 490 de Mme Odette Herviaux (accord de l'EPCI concerné pour prévoir dans le plan départemental la réalisation de places d'hébergement dans une autre commune de l'agglomération) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 5876) : soutient l'amendement n° 616 de Mme Odette Herviaux (évaluation du besoin d'aide ou d'accompagnement social nécessaire) ; rejeté. - **Article 25** (art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - *Définition de l'habitat indigne*) (p. 5880) : soutient l'amendement n° 495 de Mme Odette Herviaux (précision) ; rejeté. - **Article 26** (art. L. 421-4, L. 422-2, L. 422-3 et art. L. 444-7, L. 444-8 et L. 444-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Extension des possibilités d'intermédiation locative des organismes HLM*) (p. 5885) : soutient l'amendement n° 497 de Mme Odette Herviaux (encadrement des sous-locations de logements conventionnés ou vacants) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 11 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations de fonctionnement*) (p. 7525) : soutient l'amendement n° I-60 de

Mme Nicole Bricq (suppression); rejeté. - **Article 12 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations d'investissement*) (p. 7526, 7527): soutient

l'amendement n° I-61 de Mme Nicole Bricq (suppression); rejeté. (p. 7528, 7529): interrogation sur le FCTVA.

JÉGO (Yves)
secrétaire d'État chargé de l'outre-mer
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 63 (priorité)** (*Réforme des "suspensions" d'outre-mer*) (p. 7044, 7047): réponse aux orateurs sur l'article. (p. 7051, 7060): avis du Gouvernement sur les amendements n° 461, 463 et 464 de M. Richard Tuhejiva, n° 226 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 405, 406, 407, 408 et 409 de M. Gaston Flosse, n° 482 de Mme Anne-Marie Payet, n° 400 de M. Simon Loueckhote, n° 236 et 237 de Mme Gérita Hoarau, n° 391 et 392 de M. Denis Detcheverry, et n° 46, 47, 48, 49 et 50 de la commission. - **Article 64 (priorité)** (*Objectifs de dépenses de la branche vieillesse*) (p. 7060): son amendement n° 501: prise en compte des conséquences de la révision des hypothèses macroéconomiques dans le domaine des dépenses de la branche vieillesse; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

JÉGOU (Jean-Jacques)
sénateur (Val-de-Marne)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 8 octobre 2008; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8141, 8145): réponse aux orateurs. - **Article 65** (*Réforme des exonérations de cotisations patronales en faveur de l'outre-mer*) (p. 8148): réponse à M. Jacques Gillot, à propos du fonds exceptionnel d'investissement pour l'outre-mer. (p. 8152, 8154): sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-107 (harmonisation), son sous-amendement n° II-184; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-164 de M. Claude Lise, n° II-50 de M. Michel Magras, n° II-163 et II-55 de M. Daniel marsin, n° II-97 et II-96 de M. Louis-Constant Fleming, n° II-8 de la commission, n° II-106 de la commission des affaires sociales saisi pour avis, et n° II-94 de M. Jean-Paul Virapoullé. - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 8156, 8159): sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-108 (encadrement de la vente au détail du tabac dans les départements d'outre-mer), son sous-amendement n° II-197; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° II-109 (possibilité pour les conseils généraux d'augmenter l'assiette servant à la détermination des droits de consommation sur le tabac vendu dans les départements d'outre-mer) et n° II-110 (abaissement des contingents de produits du tabac bénéficiant d'une franchise de TVA et de droits d'accises pour les voyageurs en provenance ou à destination d'un département d'outre-mer) et sur les amendements de Mme Lucette Michaux-Chevry n° II-124 (modification des critères de répartition du fonds régional pour le développement et l'emploi) et n° II-161 (modification des critères de répartition du fonds routier).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la participation.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale; nouvelle nomination le 19 juin 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie; nouvelle nomination le 11 décembre 2008.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles le 10 avril 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances: Industrie du médicament: mettre la fiscalité en perspective [n° 427 (2007-2008)] (30 juin 2008) - **Budget - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Avis, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 80 (2008-2009)] pour 2009 [n° 84 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Santé [n° 99 tome 3 annexe 26 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4246, 4249) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5257, 5259) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 6706, 6708) : son intervention. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, avis favorable de la commission des finances à l'adoption de ce projet de loi.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 4** (*Objectif d'amortissement rectifié de la caisse d'amortissement de la dette sociale et prévisions de recettes rectifiées du fonds de réserve pour les retraites*) (p. 6762) : parole sur l'article.

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6776, 6777) : son intervention.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 10** (*art. 2, 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale et ressources de cette caisse*) (p. 6819, 6820) : position de la commission saisie pour avis sur les amendements n° 96 de M. Guy Fischer et n° 254 de M. Bernard Cazeau. - **Article 12** (*art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie*) (p. 6826, 6827) : parole sur l'article. (p. 6828, 6829) : son amendement n° 62 : suppression de la disposition prévoyant une compensation intégrale des charges supportées par la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés, au titre des bénéficiaires de la couverture maladie universelle complémentaire ; rejeté. - **Article 14** (*art. L. 138-10, L. 245-5-1 A, L. 245-5-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Contributions à la charge des entreprises pharmaceutiques*) (p. 6846) : son amendement n° 63 : augmentation du taux de la contribution du chiffre d'affaires de l'industrie du médicament au cours des années 2009 à 2011 ; adopté. (p. 6848) : son

amendement n° 64 : fixation à 1,4 % pour les années 2009 à 2011 du taux K conditionnant le déclenchement de la clause de sauvegarde pour le chiffre d'affaires des entreprises pharmaceutiques ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6848, 6849) : son amendement n° 65 : rôle et composition du conseil stratégique des industries de santé ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2008) - **Article 17 bis** (*art. L. 651-5 du code de la sécurité sociale - Aménagement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 6890, 6891) : son amendement n° 66 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 18** (p. 6902) : intervient sur l'amendement n° 326 de M. Jean-Pierre Godefroy (dépôt par le Gouvernement, en 2009, sur le bureau de l'Assemblée nationale et du Sénat, d'un rapport évaluant la possibilité d'accroître le montant de l'allocation aux adultes handicapés à hauteur du salaire minimum interprofessionnel de croissance). - **Article 19** (*art. L. 225-1-1, L. 243-6-1, L. 243-6-3, L. 243-6-4 nouveau, L. 243-7-2 et L. 243-7-3 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 725-24 du code rural - Sécurité juridique des cotisants*) (p. 6904) : son amendement n° 67 : transposition dans le secteur agricole des dispositions de cet article ; adopté. - **Article 30** (*Habilitation des régimes de base et des organismes concourant à leur financement à recourir à l'emprunt*) (p. 6927, 6928) : son amendement n° 68 : diminution du plafond des avances accordées aux régimes obligatoires de base et à ceux qui concourent à leur financement ; retiré.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 67 (priorité)** (*art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante*) (p. 6948, 6951) : son amendement n° 79 : maintien de la contribution versée au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, et augmentation de la dotation de la branche accidents du travail et maladies professionnelles versée à ce fonds ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article 31 bis** (*art. L. 162-9, L. 162-14-1 et L. 722-4 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des cotisations sociales des chirurgiens dentistes*) (p. 7092) : défavorable aux amendements identiques n° 234 de M. André Lardeux, n° 273 de Mme Raymonde Le Texier, n° 341 de Mme Muguette Dini et n° 371 de Mme Sylvie Desmarescaux (suppression). - **Article 32** (*art. L. 111-11 et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Suivi des propositions formulées par le rapport annuel sur l'évolution des charges et des produits de l'assurance maladie*) (p. 7095, 7096) : son amendement n° 69 : réduction du seuil de déclenchement de la procédure d'alerte en cas de dépassement de l'ONDAM ; retiré. - **Article 33** (*art. L. 183-1-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Rémunération des enseignants de médecine générale*) (p. 7098, 7099) : son amendement n° 70 : subordination du versement de la rémunération complémentaire à l'atteinte des objectifs fixés par les contrats ; retiré. - **Article 36** (*art. L. 162-22-7-2, L. 162-5-17 nouveaux et L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale - Dispositif de régulation des prescriptions de spécialités pharmaceutiques financées en sus des groupes homogènes de séjour et validation de la prescription des médicaments orphelins*) (p. 7125) : son amendement n° 71 : précision ; adopté. - **Article 37 quater** (*Nouvelle procédure d'évaluation de certains médicaments*) (p. 7129) : son amendement n° 72 : suppression ; adopté. - **Article 39** (*art. L. 162-21-3, L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8, L. 162-22-9, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-6, L. 227-1, L. 314-3 et L. 314-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives au financement des établissements de santé*) (p. 7133) : son amendement n° 73 : suppression des références à l'Observatoire économique de l'hospitalisation publique et privée ; retiré. - **Article 41** (*art. L. 6113-10, L. 6113-10-1 et L. 6113-10-2 nouveaux du code de la santé publique ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la*

sécurité sociale pour 2001 - Création de l'agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux (p. 7154, 7155) : ses amendements n° 75 : missions de l'agence nationale d'appui à la performance ; n° 76 : rédaction ; et n° 77 : précision ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7197, 7199) : son amendement n° 78 : information du patient sur le coût d'une prothèse dentaire préalablement à sa pose ; retiré. (p. 7201) : votera le sous-amendement n° 531 du Gouvernement (suppression de la mention obligatoire du lieu de fabrication de la prothèse dans le devis remis au patient) déposé sur l'amendement n° 429 de M. Nicolas About analogue à son amendement n° 78 précité.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7247, 7249) : son intervention.

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7288, 7289) : son amendement n° I-115 : assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 3** (p. 7294, 7295) : soutient l'amendement n° I-143 de M. Philippe Adnot (pérennisation de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription à des parts de fonds d'investissement de proximité) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7296) : intervient sur les amendements n° I-107 de Mme Nicole Bricq (retour aux anciens plafonds des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) et n° I-176 de M. Thierry Foucaud (modification des plafonds éligibles aux réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde d'enfants). - **Article 2 bis** (*Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice*) (p. 7300) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** (p. 7318, 7319) : son amendement n° I-116 : réduction d'impôt au titre des cotisations versées à l'ordre national des infirmiers ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice du FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7531) : favorable au sous-amendement n° I-229 de M. Jean Arthuis (extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet), déposé sur l'amendement n° I-15 de la commission (rétablissement de cet article dans sa version initiale). Exemple de sa commune du Plessis-Tréville.

Deuxième partie :

Santé

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7913, 7914) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7926, 7930) : position de la commission sur les amendements n° II-51 de M. Philippe

Dominati et n° II-142 du Gouvernement. Ses amendements n° II-33 : réduction des crédits de l'Établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, n° II-34 : réduction de la subvention versée au groupement d'intérêt public "Carte de professionnel de santé" et n° II-35 : réduction de la subvention accordée au Conseil national de l'ordre des médecins au titre du financement de la formation médicale continue ; retirés. - **Article additionnel après l'article 73** (p. 7932) : position de la commission sur l'amendement n° II-151 du Gouvernement (possibilité pour l'Institut national du cancer de lancer des appels à projet en matière de recherche d'une durée de cinq ans).

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - **Article 67** (*Modification, en faveur de la péréquation, des règles d'évolution de certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8437, 8439) : parole sur l'article. Sa commune du Plessis-Tréville. Ses amendements n° II-212 : modification des règles de calcul de la DGF pour les communes ayant procédé à des recensements complémentaires compte tenu de l'augmentation de leur population liée aux constructions réalisées depuis 1999 ; adopté ; et n° II-213 : repli ; retiré.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8563) : le groupe de l'UC votera l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Article 19** (*Instauration d'aides fiscales et sociales dans les zones de restructuration de la défense*) (p. 9253, 9255) : soutient les amendements de M. Jean-Marie Vanlerenberghe n° 88 (extension aux EPCI des critères permettant d'appartenir à une ZRD du "premier cercle") ; retiré ; et n° 90 (fixation à 1000 euros du montant par salarié du crédit de taxe professionnelle prévu pour les ZRD du "second cercle") ; adopté ; et de M. Hervé Maurey n° 89 (suppression de la division des ZRD en deux "cercles") ; retiré. - **Article 20** (*Refonte de la procédure d'abus de droit*) (p. 9267, 9269) : ses amendements n° 70 : aménagement de la définition de l'abus de droit fondé sur des motivations exclusivement fiscales ; et n° 69 : suppression du taux de pénalité de 80 % pour abus de droit et fixation de ce taux à un maximum de 40 % ; retirés. - **Article 21** (*Contrôle sur demande en matière de donation et de succession*) (p. 9270) : son amendement n° 71 : limitation du contrôle fiscal à la demande en matière de droits de mutation à titre gratuit au seul cas où l'ensemble des bénéficiaires soit d'accord ; adopté après modification par le sous-amendement n° 196 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 9366) : intervient sur l'amendement n° 79 de M. Yannick Botrel (renforcement du dispositif de compensation des pertes de taxe professionnelle au titre des établissements de France Telecom).

JOISSAINS (Sophie)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Election le 21 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6356, 6358) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6425) : intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime).

JOSSÉLIN (Charles)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8687) : soutient l'amendement n° II-176 de M. Bruno Gilles (exonération d'impôts locaux des dispositifs de protection des chantiers et locaux professionnels) ; retiré. (p. 8688) : soutient l'amendement de M. Bruno Gilles n° II-177 (instauration d'un crédit d'impôt égal à 25 % des dépenses engagées par les entreprises pour assurer leur sécurité) ; retiré puis repris par M. Michel Charasse.

- *Commission mixte paritaire* [n° 138 (2008-2009)] - (17 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9142, 9143) : le groupe UMP votera ce texte.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Article 2** (art. 88-1, 88-2, 88-4, 88-5 et 88-6 à 88-7 [nouveaux] de la Constitution - Modification du titre XV de la Constitution relatif aux Communautés européennes et à l'Union européenne) : parole sur l'article (p. 649).

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires - Deuxième lecture [n° 190 (2007-2008)]** - (27 mars

2008) - **Discussion générale** (p. 1304, 1305) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1308) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2229, 2231) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2250) : votera l'amendement n° 40 de M. Gérard Le Cam (présentation d'un bilan de la réforme de 1992 relative au régime du travail dans les ports maritimes). - **Article 1er** (Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes) (p. 2254) : intervient sur l'amendement n° 38 de M. Gérard Le Cam (suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour l'institution des grands ports maritimes). (p. 2256, 2259) : ses amendements n° 58 : soustraction de la gestion par les grands ports maritimes des espaces classés ou affectés pour leur gestion au Conservatoire du littoral ; et n° 75 : inscription parmi les missions des grands ports maritimes de l'organisation des services portuaires d'intérêt économique général ; rejetés. (p. 2261, 2262) : ses amendements n° 59 : préservation du rôle de l'Etat dans le financement des investissements portuaires ; rejeté ; et n° 61 : soustraction des espaces classés ou affectés pour leur gestion au Conservatoire du littoral, des biens remis par l'Etat aux grands ports maritimes ; retiré. (p. 2265, 2266) : ses amendements n° 60 : présence d'un représentant de l'Agence des participations de l'Etat au sein du conseil de surveillance ; n° 81 : présence d'un représentant de la direction régionale de l'environnement, DIREN, au sein du conseil de surveillance ; et n° 63 : présence d'un représentant ouvrier au sein du conseil de surveillance ; devenu sans objet. Sur l'amendement n° 83 de la commission (modification de la composition du conseil de surveillance), son sous-amendement n° 62 ; adopté. (p. 2269, 2270) : ses amendements n° 64 : remplacement de la dénomination "président du directoire" par celle de "directeur général" ; et n° 65 : représentation paritaire du monde associatif et des collectivités territoriales au sein du conseil de développement ; retirés. (p. 2273, 2276) : ses amendements n° 80 : définition d'un schéma directeur d'aménagement sur la circonscription du port prenant en compte les enjeux naturels dans un objectif de développement durable ; rejeté ; n° 66 : obligation de conclure un contrat pluriannuel entre les acteurs du développement portuaire ; retiré ; n° 79 : réaffirmation du rôle de l'Etat en matière d'aménagement des accès des marchandises aux grands ports maritimes ; et n° 67 : suppression du caractère exceptionnel des dérogations accordées pour l'exploitation des outillages par le port ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (21 mai 2008) - **Article 3** (Art. 1518 A bis et 1464 J [nouveaux] du code général des impôts - Avantages fiscaux des entreprises de manutention ayant acquis des outillages publics) (p. 2293) : son intervention sur

l'ensemble de l'article 3. - **Intitulé du titre III (Dispositions transitoires et finales)** (p. 2294) : son amendement n° 70 : modification de l'intitulé du titre III - dispositions transitoires et finales relatives au personnel et à la propriété des outillages ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 2295, 2296) : abstention du groupe socialiste sur l'amendement n° 39 de M. Gérard Le Cam (avant la vente des outillages, rapport sur leur évaluation financière détaillée et motivée). - **Article 7 (Procédures de vente des outillages)** (p. 2299, 2300) : ses amendements n° 76 : mise en place d'une procédure de contrôle d'effectivité et de qualité des services de manutention portuaire rendus par l'opérateur et de sanctions financières en cas de non-respect des engagements conventionnels ; et n° 77 : communication des conclusions de la commission d'évaluation aux partenaires sociaux et au public ; rejetés. - **Article 9 (Accord cadre tripartite relatif aux mesures d'accompagnement du transfert de personnel)** (p. 2303) : son amendement n° 72 : suppression de la possibilité pour le Gouvernement de modifier cet accord-cadre ; rejeté. - **Article 10 (Mesures d'accompagnement du transfert de personnel à défaut d'accord cadre)** (p. 2305) : son amendement n° 73 : suppression de la référence temporelle limitant la possibilité de réintégrer dans les effectifs portuaires les personnels licenciés par leur entreprise privée d'accueil ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2309) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 91 du Gouvernement (ouverture de négociations pour la mise en place avant le 30 juin 2009 d'une convention collective pour l'ensemble des travailleurs portuaires). - **Article 12 (Biens remis aux ports autonomes et vente des biens immobiliers)** (p. 2310) : son amendement n° 74 : exclusion des espaces naturels classés ou gérés par le Conservatoire du littoral des biens remis en pleine propriété aux ports autonomes ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 12** : le groupe socialiste votera l'amendement n° 87 du Gouvernement (création de conseils scientifiques d'estuaires pour la Seine, la Loire et la Gironde). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2311) : son amendement n° 78 : prévention par l'Etat de la constitution de monopole ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2312, 2316) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4627, 4628) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 93 et 94 de M. Bernard Frimat (droit de vote des étrangers aux élections locales).

JOURNET (Alain)
sénateur (Gard)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au 1 de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - Logement et urbanisme.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - Affaires étrangères et coopération - Famille.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - Anciens combattants - Défense.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - Budget - Collectivités territoriales.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - Culture - Pouvoirs publics et Constitution.

JOUYET (Jean-Pierre)
secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes
(jusqu'au 12 décembre 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 599, 601). Réponse aux orateurs (p. 625). - **Exception d'irrecevabilité** (p. 628) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 632) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 635) : avis du Gouvernement sur la motion n° 20 de M. Robert Bret tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er (art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité de Lisbonne)** (p. 646, 648) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 6, n° 8, n° 10, n° 12, n° 14, n° 16, n° 18, n° 7, n° 9, n° 11, n° 13, n° 15, n° 17, n° 19 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur les amendements n° 3, n° 4 de M. Michel Charasse.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1065, 1066) : son intervention. (p. 1086, 1087) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1090) : avis du Gouvernement sur la motion n° 2 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. -

Question préalable (p. 1095, 1096) : avis du Gouvernement sur la motion n° 3 de M. Jean-Luc Mélenchon tendant à poser la question préalable. - **Article unique** (p. 1097, 1099) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse. (p. 1101) : remerciements.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2811, 2814) : son intervention. (p. 2836, 2840) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur la participation de la France au budget des communautés européennes et article 33** (p. 7555, 7558) : réponse aux orateurs.

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (28 novembre 2008) (p. 7876, 7877) : réponse aux orateurs.

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2008) (p. 7883, 7884) : sa réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7886) : son amendement n° II-130 : modification des crédits correspondant au transfert de la direction du développement des médias des services du Premier ministre au ministère de la culture et de la communication ; adopté. - **Article additionnel après l'article 59 duodecies** (p. 7886) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-46 (coordination) de la commission des lois saisie pour avis.

JOYANDET (Alain)
*secrétaire d'État chargé de la
coopération et de la francophonie
(à partir du 18 mars 2008)*

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des Etats étrangers

- (3 décembre 2008) (p. 8227, 8230) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8232, 8233) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-3 de la commission et sur ce dernier, son sous-amendement n° II-191 ; adopté.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement [n° 464 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) (p. 8979) : son intervention. (p. 8985) : réponse aux orateurs.

JUILHARD (Jean-Marc)
*sénateur (Puy-de-Dôme)
UMP*

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire du Conseil supérieur des prestations sociales agricoles.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du Fonds de financement des prestations sociales des non salariés agricoles le 10 avril 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

KAMMERMANN (Christiane)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série C 1))
UMP*

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis vice-présidente le 3 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission permanente pour l'emploi et la formation professionnelle des Français de l'étranger.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi relative à la représentation des Français établis hors de France au Parlement européen [n° 225 (2007-2008)] (4 mars 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

KAROUTCHI (Roger)
secrétaire d'État chargé des relations
avec le Parlement
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation [n° 510 (2004-2005)]** - (15 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 228, 229). Réponse aux orateurs (p. 234). - **Article 1er (Ratification)** (p. 236) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 4 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 2 (Coordination)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 3 (Entrée en vigueur)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2627, 2629) : son intervention. (p. 2636, 2637) : réponse aux intervenants. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2638) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de M. Christian Cambon (exclusion des comptes des organismes professionnels indépendants du contrôle de la Cour des comptes). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2639) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission (rédaction). - **Article 7 (art. L. 131-10 du code des juridictions financières - Suppression de la possibilité reconnue au juge des comptes d'infliger une amende pour retard dans la production des comptes aux héritiers d'un comptable décédé)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission. - **Article 8 (art. L. 131-11 du code des juridictions financières - Modification du régime des amendes pour gestion de fait)** (p. 2640) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Article 9 (art. L. 131-12 du code des juridictions financières - Suppression du pouvoir de remise gracieuse du ministre chargé du budget en matière d'amendes)** : avis du Gouvernement sur les amendements n° 4 et 5 de la commission. - **Article 10 (chapitre Ier nouveau du titre IV du livre Ier de la première partie du code des juridictions**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 22** : intervient sur l'amendement n° 227 de M. Richard Yung (suspension, pour l'année 2009, de l'obligation pour les Français expatriés de s'acquitter d'un droit d'entrée lorsqu'ils souhaitent adhérer à une assurance volontaire maladie-maternité-invalidité).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Médias - Compte spécial : avancées à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) (p. 8460, 8461) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

financières - Réorganisation des dispositions du code des juridictions financières communes aux activités juridictionnelles et administratives de la Cour des comptes) (p. 2641) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 11 (chapitre II nouveau du titre IV du livre Ier de la première partie du code des juridictions financières - Procédure juridictionnelle applicable devant la Cour des comptes)** (p. 2642) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, 8 et 9 de la commission. - **Article 16 bis (art. L. 231-4 du code des juridictions financières, art. L. 1612-19-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 421-21 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la compétence reconnue à l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale pour statuer sur l'utilité publique de dépenses ayant donné lieu à gestion de fait)** (p. 2644) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article 21 (chapitre II du titre IV de la première partie du livre II du code des juridictions financières - Procédure de jugement des comptes des comptables publics et des comptables de fait par les chambres régionales des comptes)** (p. 2646, 2647) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11, 12 et 13 de la commission. - **Article 28 (art. L. 254-4 et L. 256-1 du code des juridictions financières - Coordinations concernant les chambres territoriales des comptes)** (p. 2649) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Article 29 bis (art. 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 de finances pour 1963 - Coordinations à l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables)** (p. 2650) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 2653) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de la commission (harmonisation à cinq ans de la durée des délais de prescription des actions en responsabilité personnelle dirigées contre les comptables publics et les gestionnaires de fait) et sur le sous-amendement n° 20 de M. Yves Détraigne (allongement de cinq ans à six ans de la prescription des gestions de fait et maintien à six ans de la prescription relative aux comptabilités publiques patentes) s'y rapportant. - **Article 30 (Habilitation du gouvernement à étendre par ordonnance les dispositions du projet de loi aux collectivités d'outre-mer)** (p. 2654) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de la commission. - **Article 31 (Dispositions transitoires)** (p. 2655) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Organisation de la discussion des articles** (p. 2948) : proposition d'examen en priorité des articles 13, 11 et

des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 14 ; proposition acceptée.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Organisation de la discussion des articles** (p. 3013) : réponse à la demande de précision de M. Bernard Frimat.

- **Rappel au règlement** - (20 juin 2008) (p. 3092) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Charasse.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)] (suite)** - (20 juin 2008) - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - *Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3115) : réponse à M. Jean-Pierre Bel. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3124, 3125) : parole sur l'article. (p. 3127) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 102 de la commission et n° 413 et 181 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 3128, 3134) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 180 et 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 433, 437, 436 et 435 de M. Bernard Frimat, n° 39 de M. Christian Cointat, n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 et 325 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 3142) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 103 de la commission et sur ce dernier sur les sous-amendements n° 296 de M. Yves Détraigne, n° 40 de M. Christian Cointat et n° 12 de M. Michel Charasse. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 334 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 434 de M. Bernard Frimat, n° 182 et 180 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 3146, 3149) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 249 de Mme Nathalie Goulet, n° 348 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 13 et 306 de M. Michel Charasse. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3149, 3151) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 32 et n° 328 (modalités de constitution d'une commission d'enquête), de M. Bernard Frimat, portant sur le même objet, n° 439 et n° 440 (modalités de constitution d'une commission d'enquête). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3169, 3173) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 374 (instauration d'une limite d'âge pour les mandats parlementaires), n° 375 (remplacement des députés ou des sénateurs en cas d'empêchement temporaire) et n° 331 (sanction de l'absentéisme), de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 184 (encadrement du recours aux sessions extraordinaires) et n° 183 (restriction relative à l'ordre du jour des sessions extraordinaires), et n° 441 de M. Bernard Frimat (instauration de séances de questions d'actualité lors des sessions extraordinaires). - **Article additionnel avant l'article 10 bis ou après l'article 10** (p. 3174) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 186 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (coordination). - **Article additionnel avant l'article 10 bis** (p. 3174, 3175) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de M. Michel Charasse (publication au Journal officiel des travaux des commissions en cas d'établissement par ces dernières du texte discuté en séance publique). - **Article 10 bis** (art. 33 de la Constitution - *Publicité des auditions des commissions*) (p. 3176) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 105 de la commission et n° 274 de M. Yves Détraigne. - **Article 12** (*Vote de résolutions par les assemblées parlementaires*) (p. 3195, 3196) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 109 de la commission, n° 138 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° 188 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 278 de M. Michel Mercier, n° 353 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 456 de M. Bernard Frimat.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - *Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi*) (p. 3239, 3240) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 113 de la commission, n° 468 de M. Bernard Frimat, n° 201 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 373 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 3246, 3247) : avis du Gouvernement sur les amendements

n° 202, 203 et 403 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 398 de M. Nicolas About, n° 22 et 23 de M. Michel Charasse, n° 469, 471 et 472 de M. Bernard Frimat, n° 115, 116 et 114 de la commission et sur ce dernier sur le sous-amendement n° 470 de M. Bernard Frimat. - **Article 17** (art. 43 de la Constitution - *Augmentation du nombre de commissions permanentes*) (p. 3250) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de la commission. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 3250) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 24 de M. Michel Charasse (inscription des commissions d'enquête dans la Constitution). - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 3253, 3259) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 204, 207, 206 et 205 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 473 et 474 de M. Bernard Frimat, n° 118 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 338 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 508 et 514 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 3261) : avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 518 de M. Michel Charasse à l'amendement n° 118 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 3273) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 337 (examen des amendements du Gouvernement par le Conseil d'Etat) et n° 336 (interdiction pour le Gouvernement de déposer des amendements sans lien avec le texte discuté). - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - *Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire*) (p. 3278, 3279) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 208, 402, 209 et 210 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 119 et 121 de la commission, n° 282 de M. Yves Détraigne, n° 475, 476, 478 et 477 de M. Bernard Frimat, n° 62 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° 359, 326 et 330 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 20** (art. 46 de la Constitution - *Délai séparant le dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi organique de son examen*) (p. 3282, 3283) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 212 et 213 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 122 de la commission et n° 479 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 3284) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 214 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (compétences du Parlement en matière de politique économique, sociale et budgétaire) et n° 50 de M. Christian Cointat (avis obligatoire des commissions parlementaires sur les projets de décret tendant aux indisponibilités de crédits). - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 3285) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 379 de M. Alain Lambert (respect par le projet de loi de finances du principe de sincérité par une prestation de serment du Gouvernement). - **Article 21** (art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - *Rôle de la Cour des comptes*) (p. 3285, 3289) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26 de M. Michel Charasse, n° 303 de M. Jean Arthuis, n° 480 de M. Bernard Frimat, n° 217, 215 et 216 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 144 de M. Hugues Portelli.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article additionnel après l'article 22** (p. 3314) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 223 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (instauration d'un droit d'initiative législative populaire). - **Article additionnel avant l'article 23** (p. 3314) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 224 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité, pour tous les groupes parlementaires, de déposer une motion de censure). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - *Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 3300, 3325) : parole sur l'article. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 225 et 226 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 150 de M. Christian Cointat, n° 124 de la commission, n° 295 de M. Michel Mercier, n° 355 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 483 de M. Bernard Frimat, n° 89 de M. Patrice Gélard, et les sous-amendements n° 298 de M. Michel Mercier et n° 397 de M. Nicolas About portant sur l'amendement n° 124 de la commission. - **Article 23 bis** (art. 50-1 nouveau de la Constitution - *Déclaration à caractère thématique du Gouvernement devant les assemblées*) (p. 3327) : avis du Gouvernement sur les

amendements n° 125 de la commission, n° 227 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 285 de M. Michel Mercier et n° 484 de M. Bernard Frimat. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées) (p. 3331) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79 de M. Patrice Gélard, n° 485 de M. Bernard Frimat, n° 228, 230 et 229 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 392 de M. Jean-Michel Baylet. - **Article additionnel avant l'article 28 bis** (p. 3385) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de M. Michel Charasse (désignation, par le Président de la République, d'un ordonnateur et d'un comptable des recettes et des dépenses de la Présidence de la République). - **Article 28 bis** (Intitulé du titre XI de la Constitution - Conseil économique, social et environnemental) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52, 53, 54 et 55 de M. Christian Cointat portant sur l'article 28 bis et suivants. - **Article 30** (art. 70 de la Constitution - Extension de la compétence du Conseil économique, social et environnemental au domaine de l'environnement) (p. 3386) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 130 de la commission. - **Article 30 ter** (art. 71 de la Constitution - Limitation du nombre de membres du Conseil économique, social et environnemental) (p. 3387) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 490 de M. Bernard Frimat. - **Article 30 quater** (art. 72-3 de la Constitution - Collectivités d'outre-mer) (p. 3388) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 498 de M. Christian Cointat. - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne) (p. 3401) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 132 de la commission, n° 141 de la commission saisie pour avis, n° 360 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 492 de M. Bernard Frimat et n° 240 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 4648, 4656) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42, 43, 44, 46 et 47 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 101, 102, 103 et 104 de M. Bernard Frimat, n° 10, 12 et 14 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 105 de M. Richard Yung. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 4657, 4658) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 7 (limitation des mandats parlementaires dans le temps) et n° 3 (impossibilité pour un parlementaire de se présenter à une élection au-delà d'un certain âge).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4706) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4707) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 106 de M. Bernard Frimat (incompatibilité du mandat parlementaire de député avec l'exercice de tout autre mandat ou fonction électif). - **Article additionnel après l'article 10** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Frimat (suppression du renouvellement partiel du Sénat). - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 4708, 4714) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 et 19 de M. Alain Lambert, n° 109 et 108 de M. Bernard Frimat, n° 49 et 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 147 de M. Michel Dreyfus-Schmidt. - **Article 12** (art. 34-1 nouveau de la Constitution - Résolutions) (p. 4716) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 110 de M. Bernard Frimat et n° 52 et 51 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 13** (art. 35 de la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger) (p. 4718, 4722) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 55, 57 et 56 de Mme Michelle Demessine, n° 111, 112, 113 et 114 de M. Bernard Frimat et n° 11 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4724) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 115 de M. Bernard Frimat (limitation du champ d'intervention des ordonnances). - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du

Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 4724, 4727) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 116, 117 et 118 de M. Bernard Frimat. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4730) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 58 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abrogation de l'article 40 de la Constitution) et n° 22 de M. Alain Lambert (présentation obligatoire au Parlement d'une évaluation du coût et de l'efficacité des dispositions fiscales dérogatoires). - **Article 15** (art. 41 de la Constitution - Possibilité pour les présidents des assemblées d'opposer l'irrecevabilité fondée sur une méconnaissance du domaine de la loi) (p. 4731, 4732) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 de M. Bernard Frimat et n° 59 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 4734) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 60 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 120 de M. Bernard Frimat et n° 23 de M. Alain Lambert. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4737, 4741) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62, 63, 64, 65 et 66 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 121 et 122 de M. Bernard Frimat, n° 8 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 24 de M. Alain Lambert. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 4748, 4749) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 68, 67 et 61 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 123, 124 et 125 de M. Bernard Frimat. - **Article 20** (art. 46 de la Constitution - Délai séparant le dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi organique de son examen) (p. 4750) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 126 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 4751) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de M. Alain Lambert (prestation de serment par le Gouvernement du respect par le projet de loi de finances du principe de sincérité). - **Article 21** (art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - Rôle de la Cour des comptes) (p. 4753) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 127 de M. Bernard Frimat. - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 4755) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70, 71, 72, 73 et 74 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 128 de M. Bernard Frimat. - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 4758) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 75 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 2 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 129 de M. Bernard Frimat. - **Article 23 bis** (art. 50-1 nouveau de la Constitution - Déclaration à caractère thématique du Gouvernement devant les assemblées) (p. 4759) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 130 de M. Bernard Frimat. - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées) (p. 4759, 4763) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 131, 132 et 133 de M. Bernard Frimat, n° 76 et 77 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 6 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 32** (art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne) (p. 4782) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 5 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 140 de M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Deuxième lecture [n° 283 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5780, 5781) : son intervention. (p. 5784, 5785) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 6029, 6030) : réponse à Mme Nicole Bricq sur le financement du dispositif.

- **Éloge funèbre de Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur du territoire de Belfort** - (4 novembre 2008) (p. 6482, 6483).

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6512, 6513) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de la commission tendant au renvoi à la commission.

- **Éloge funèbre de André Boyer, sénateur du Lot** - (18 novembre 2008) (p. 7015).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

KELLER (Fabienne)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

Chargée d'une mission temporaire auprès du ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire et de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi le 25 septembre 2008.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'informatisation du livre foncier d'Alsace-Moselle [n° 193 (2007-2008)] (5 février 2008) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à une clarification contractuelle obligatoire des compétences entre la région et le département [n° 222 (2007-2008)] (29 février 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Comment limiter les émissions de CO2 des voitures ? [n° 361 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Environnement - Transports - Union européenne**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Droit communautaire de l'environnement : maintenir le cap [n° 402 (2007-2008)] (18 juin 2008) - **Environnement - Traités et conventions - Union européenne**.

Pouvoirs publics

- (28 novembre 2008) (p. 7891) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7892) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-117 de M. Gérard Larcher.

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2008) (p. 7893) : son intervention.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres [n° 99 tome 3 annexe 10 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Environnement**.

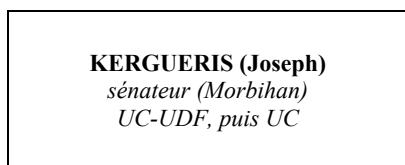
INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1753, 1754) : son intervention. - **Article 1er (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM)** (p. 1768, 1769) : soutient l'amendement n° 93 de M. Philippe Darniche (définition du "sans organismes génétiquement modifiés") ; devenu sans objet. - **Article 2 (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Haut conseil des biotechnologies)** (p. 1777) : ses amendements n° 13 : remplacement du comité scientifique par un comité d'experts ; et n° 19 : fonctionnement conjoint des deux comités composant le Haut conseil des biotechnologies ; rejetés. - **Article 3 (art. L. 663-2 et L. 663-3 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM)** (p. 1782, 1785) : ses amendements n° 14 : précision ; et n° 15 : référence aux seuils de détection ; rejetés. - **Article 5 (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - Responsabilité des exploitants cultivant des PGM)** (p. 1787, 1788) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 16, 17 et 20 : extension du régime de responsabilité ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1792, 1793) : son amendement n° 18 : étiquetage des produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2396, 2397) : son intervention. - **Article 1er (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de**

l'environnement [nouveaux] - Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement (p. 2415) : son amendement n° 92 : suppression des dispositions exonérant de responsabilité environnementale les dommages liés au transport des hydrocarbures ou à la production d'énergie nucléaire ; rejeté. (p. 2417) : s'abstient sur l'amendement n° 7 de la commission (exclusion des dommages dus à des pollutions diffuses lorsqu'aucun lien de causalité avec l'activité des exploitants ne peut être établi par l'autorité administrative). (p. 2438, 2439) : son amendement n° 93 : suppression des dispositions prévoyant l'exonération de responsabilité de l'exploitant pour risque de développement ; rejeté. (p. 2442) : son amendement n° 94 : constitution obligatoire de garanties financières par l'exploitant ; rejeté. (p. 2444) : intervient sur son amendement n° 94 précité identique aux amendements n° 81 de M. Jean Desessard et n° 59 de Mme Evelyne Didier (constitution obligatoire de garanties financières par l'exploitant).

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]



NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation pour la planification ; puis membre le 4 novembre 2008 ; puis vice-président le 12 novembre 2008.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 202 (2007-2008)] autorisant l'approbation du règlement de la Commission intergouvernementale concernant la sécurité de la liaison fixe trans-Manche [n° 285 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : Recherche et innovation en France : surmonter nos handicaps au service de la croissance [n° 392 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Culture - Entreprises - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Médias : audiovisuel extérieur [n° 102 tome 8 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Culture.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 7774, 7776) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7807, 7808) : son amendement n° II-27 : répartition des emplois et des dépenses de personnels entre les différents programmes de la mission ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-81 de Mme Nicole Bricq.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2938, 2939) : intervient sur les amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohenseat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5176, 5177) : son intervention. Hommage aux soldats français morts en Afghanistan. Le groupe UC est favorable au maintien des forces françaises armées dans ce pays.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5923, 5925) : son intervention. Son département du Morbihan. Le groupe de l'UC votera ce texte.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6009, 6011) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 221 (conditions d'attribution du RSA aux travailleurs indépendants) ; n° 222 (possibilité pour le président du conseil général d'accorder le RSA en dehors du cadre réglementaire dans des cas exceptionnels) ; retirés ; n° 223 et n° 224 (précision) ; adoptés. (p. 6013, 6019) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 226 (possibilité pour le président du conseil général de déléguer aux centres communaux et intercommunaux d'action sociale l'instruction des demandes de RSA) ; retiré au profit de l'amendement analogue n° 13 de la commission ; et n° 227 (prise en charge par l'organisme payeur du RSA de l'information des bénéficiaires sur l'évolution prévisible de leurs revenus en cas de retour à l'activité) ; retiré. Sur l'amendement n° 15 de la commission (réexamen périodique du montant de l'allocation), défavorable au sous-amendement n° 155 de M. Jean Desessard. (p. 6033, 6037) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 71 (intégration dans les conventions passées entre les organismes payeurs et les conseils généraux d'éléments améliorant l'information de ces derniers) ; n° 69 (transmission au conseil général par les organismes payeurs d'informations sur les dépenses liées au RSA) ; adoptés ; et n° 228 (validation du projet de création d'activité des bénéficiaires du RSA) ; retiré puis repris par le Gouvernement. (p. 6047, 6058) : soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 229 (rétablissement des

dispositions définissant le contenu de l'obligation d'information incombant au bénéficiaire du RSA à l'égard des organismes payeurs et du conseil général); n° 231 et 233 (précision); retirés; n° 230 (libre appréciation du président du conseil général à l'égard de la suspension du versement du RSA); et n° 72 (confrontation systématique des données entre les organismes payeurs et les autres administrations publiques); devenus sans objet; n° 70 (information du président du conseil général par l'organisme payeur lors de la reprise d'un versement après une décision de suspension); et n° 232 (précision); adoptés. Intervient sur les amendements identiques n° 151 de M. Jean Desessard et n° 193 de Mme Annie David (suppression des dispositions relatives au contrôle du train de vie des bénéficiaires du RSA). (p. 6059, 6061): soutient les amendements de M. Michel Mercier n° 234 (exclusion du bénéfice de la prescription de deux ans des bénéficiaires ayant déclaré tardivement leurs ressources ou leur changement de situation); et n° 236 (en cas de recours formé contre une décision relative au RSA, obligation d'aide entre organismes payeurs et organismes instructeurs); retirés. - **Article 3 (Compensation des charges nouvelles incombant aux départements)** (p. 6077): soutient l'amendement n° 75 de M. Michel Mercier (modalités de compensation financière des charges transférées aux départements); retiré.

- *Commission mixte paritaire [n° 77 (2008-2009)]* - (27 novembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7746, 7747): le groupe de l'UC votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

KHIARI (Bariza)
sénateur (Paris)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

- (1er décembre 2008) (p. 8032, 8033): son intervention. Le groupe UC votera les crédits de cette mission.

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères (p. 8456, 8457): son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de cette mission sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8467, 8469): ses amendements n° II-133: création et dotation d'un nouveau programme "Institut national de l'audiovisuel"; retiré; et n° II-134: remplacement de l'intitulé du programme "Audiovisuel extérieur" par "Action audiovisuelle extérieure"; adopté. - **Article 37 et état D (Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers)** (p. 8470): son amendement n° II-135: remplacement de l'intitulé du programme "Contribution au financement de l'audiovisuel extérieur de la France" par "Contribution au financement de l'action audiovisuelle extérieure"; adopté. - **Articles additionnels après l'article 63**: son amendement n° II-85: renforcement du contrôle parlementaire sur la société "Audiovisuel extérieur de la France"; retiré.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8999, 9000): son intervention.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9058): le groupe UC votera ce texte.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations** [n° 241 (2007-2008)] - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1582, 1584) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1589, 1590) : ses amendements n° 10 : rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur l'évolution de la diversité dans le secteur de l'audiovisuel ; et n° 12 : obligation pour les services publics et les entreprises de cinquante salariés ou plus d'intégrer dans leur bilan social annuel un chapitre sur l'évolution de la diversité ; rejetés. - **Article 1er** (*Transposition de la définition communautaire de la discrimination directe, de la discrimination indirecte et du harcèlement*) (p. 1593, 1595) : favorable aux amendements identiques n° 13 de Mme Jacqueline Alquier et n° 31 de Mme Annie David (suppression du mot "race"). Sur les amendements de la commission, favorable au n° 1 (suppression de la comparaison fictive contenue dans la définition de la discrimination directe) et défavorable au n° 2 (suppression d'une possibilité de sanction pour des faits hypothétiques). - **Article 2** (*Divers régimes d'interdiction des discriminations*) (p. 1603, 1606) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Jacqueline Alquier (suppression de la possibilité d'organiser des enseignements en regroupant les élèves par sexe) ; rejeté. (p. 1608) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1611) : favorable au sous-amendement n° 53 de Mme Annie David déposé sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Hyest (clarification des incidences de la réduction éventuelle de trente ans à cinq ans du délai de droit commun de la prescription extinctive en matière de lutte contre les discriminations au travail). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1613, 1614) : son amendement n° 23 : possibilité pour les étudiants étrangers extracommunautaires ayant obtenu leur diplôme d'architecture en France de s'inscrire à l'ordre des architectes sans autre procédure dérogatoire ; rejeté. - **Article 9** (*art. L. 112-1-1 du code de la mutualité et art. L. 931-3-2 du code de la sécurité sociale - Interdiction des discriminations en matière de mutualité et de prévoyance*) (p. 1625) : intervient sur l'amendement n° 51 de Mme Catherine Morin-Desailly (extension aux mutuelles des dérogations au principe de non-

discrimination entre les sexes dont bénéficient les assurances). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1627, 1628) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- *Commission mixte paritaire* [n° 324 (2007-2008)] - (15 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2187, 2188) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2194) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2913) : soutient l'amendement n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2947) : votera l'amendement n° 381 de M. Jean-Michel Baylet (rappel du principe républicain de laïcité). - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2951) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 420 (droit de vote et éligibilité accordés pour l'élection des conseils des collectivités territoriales aux résidents étrangers) ; rejeté ; et n° 421 (droit de vote et d'éligibilité aux élections locales accordés aux résidents étrangers) ; devenu sans objet. (p. 2961) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 11** (*art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi*) (p. 3189, 3190) : soutient l'amendement n° 450 de M. Bernard Frimat (inscription du droit au logement dans la Constitution) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 13 ou avant l'article 13 bis** (p. 3201) : reprend l'amendement de M. Christian Cointat n° 44 : obligation de publier les règlements d'application d'une loi dans les six mois suivant sa promulgation ; rejeté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (1er juillet 2008) - **Article 1er** (*art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quater, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises*) (p. 3684) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 1er. - **Article 3** (*art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services*) (p. 3699, 3700) : soutient l'amendement n° 326 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. - **Article 4** (*art. L. 443-11, L. 631-7, L. 631-7-2 et L. 631-7-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 123-10 et 145-1 du code de commerce - Réforme du régime d'autorisation des changements d'usage et d'usage mixte des locaux d'habitation*) (p. 3718, 3719) : parole sur l'article. (p. 3720, 3721) : sur l'amendement n° 198 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 859 ; rejeté. Son amendement n° 858 : compétence pour la délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux ; devenu sans objet. (p. 3725) : intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (compétence pour la délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux). - **Article 5 bis** (*art. L. 121-8 [nouveau] du code de commerce - Extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité*) (p. 3741) : favorable à l'amendement n° 401 de M. Daniel Raoul (extension du statut de conjoint collaborateur aux concubins).

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (*art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement*) (p. 3761) : parole sur l'article. - **Article 7** (*art. L. 214-41 du code monétaire et financier - Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes*) (p. 3790, 3791) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 31 (priorité)** (art. 81 C [nouveau] du code général des impôts - Amélioration du régime fiscal des impatriés) (p. 3886): parole sur l'article. (p. 3892): le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 37 (priorité)** (art. L. 562-2-1 du code monétaire et financier et art. 200, 206, 219 bis, 238 bis et 1740 A du code général des impôts - Création de fonds de dotation) (p. 3910): soutient l'amendement n° 370 de Mme Nicole Bricq (orientation des fonds de dotation vers le soutien à des organismes d'intérêt général ayant un caractère social, humanitaire ou culturel); retiré. - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre Ier du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3941): soutient l'amendement n° 551 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond du livret A); rejeté. (p. 3944): soutient l'amendement n° 372 de Mme Nicole Bricq (extension de la mission d'accessibilité bancaire à tous les établissements distributeurs du livret A); rejeté. (p. 3954): soutient l'amendement n° 375 de Mme Nicole Bricq (fixation à 1,5 euro du montant minimal des transactions sur le livret A); rejeté. (p. 3959, 3960): soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 562 (centralisation à la Caisse des dépôts et consignations d'une quote-part du livret A, du livret de développement durable, du livret d'épargne populaire et du livret jeune); et n° 572 (centralisation des sommes excédentaires par les établissements bancaires après accord du détenteur du livret A); rejetés.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3996): soutient l'amendement n° 574 de M. Thierry Repentin (simplification); rejeté. (p. 4000, 4003): soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 576 (possibilité pour le Trésor public de procéder gratuitement au prélèvement des impôts sur les livrets A); et n° 580 (interdiction aux établissements distribuant le livret A de refuser une demande d'ouverture de compte); rejetés. - **Article 40 (priorité)** (Section 4 du chapitre VIII du titre Ier du livre V, art. L. 518-101 du code monétaire et financier et art. 125 A du code général des impôts - Règles transitoires relatives à la réforme du livret A) (p. 4009): soutient l'amendement n° 389 de Mme Nicole Bricq (suppression); rejeté. - **Article 42 (priorité)** (Ordonnances tendant à la modernisation de la place financière française) (p. 4039): soutient l'amendement n° 941 de Mme Nicole Bricq (suppression); rejeté. - **Article 42 bis (priorité)** (art. L. 511-41 du code monétaire et financier - Renforcement du contrôle interne des établissements de crédit) (p. 4047): le groupe socialiste votera l'article 42 bis de ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 42 cinquièmes (priorité)** (p. 4048): le groupe socialiste votera l'amendement n° 46 de la commission (relèvement du plafond des sanctions pouvant être prises par l'autorité des marchés financiers à l'encontre des personnes morales). - **Article 42 sexies (priorité)** (art. L. 621-15 du code monétaire et financier - Amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 4050): le groupe socialiste votera l'article 42 sexies de ce projet de loi. - **Article 42 septies (priorité)** (art. 1er de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. 228 du code général des impôts, art. L. 214-14 du code de l'éducation - Exonération de la taxe d'apprentissage à raison des dépenses exposées pour la réalisation des parcours de formation personnalisés mis en œuvre par les écoles de la deuxième chance) (p. 4053): le groupe socialiste est favorable à l'article 42 septies de ce projet de loi. - **Article 17** (art. 199 terdecies-0 B du code général des impôts - Amélioration de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des emprunts contractés pour acquérir une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une opération de reprise) (p. 4063): soutient l'amendement n° 352 de M. Marc Massion (suppression); rejeté. - **Article 18** (Habilitation à réformer par ordonnance le régime des incapacités commerciales et industrielles) (p. 4070): soutient l'amendement n° 356 de M. Richard Yung (suppression); rejeté. - **Article 20** (art. L. 3332-17, L. 3332-17-1 [nouveau] et L. 3334-13 du code du travail; art. L. 131-85, L. 213-12, L. 213-13, L. 214-4, L. 511-6, et L. 511-33 du code monétaire et financier; art. L. 313-10 et L. 333-4 du code de la consommation -

Développement de l'économie solidaire et du micro-crédit) (p. 4086, 4088): soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 828 (détermination d'un écart de rémunération maximal entre salariés et dirigeants pour les entreprises solidaires); et n° 334 (limitation aux chômeurs et titulaires des minima sociaux du crédit à la création et au développement d'entreprises pouvant être accordé par des fondations reconnues d'utilité publique ou des associations sans but lucratif); rejetés; et n° 829 (repli); adopté.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente) (p. 4136, 4137): soutient les amendements de M. Daniel Raoul n° 417 (possibilité pour les entreprises pratiquant une éthique sociale favorable aux salariés de se voir accorder des conditions générales de vente particulières); et n° 415 (transparence complète des conditions générales de vente); rejetés. (p. 4148, 4149): soutient l'amendement n° 770 de M. Daniel Raoul (application des dispositions de cet article à compter du 1er janvier 2009); rejeté. - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction des abus dans la relation commerciale) (p. 4156): soutient l'amendement n° 425 de M. Daniel Raoul (majoration du montant des amendes civiles); rejeté. - **Article 24** (art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - Régime des soldes) (p. 4192): soutient les amendements de M. Daniel Raoul n° 431 (adaptation de la notion d'autorité compétente du département du lieu des soldes aux entreprises de vente à distance et sur Internet); adopté; et n° 434 (fixation d'une date au niveau du département pour les périodes des soldes "flottantes" par les représentants des commerçants); rejeté. (p. 4193, 4194): soutient les amendements de M. Daniel Raoul n° 433 (maintien de l'amende applicable aux commerçants réalisant des soldes en dehors des périodes définies par cet article); et n° 432 (suppression de la généralisation de la revente à perte); rejetés. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4198): favorable à l'amendement n° 436 de M. Daniel Raoul (prise en compte de l'ensemble des charges de fonctionnement du magasin dans le calcul de la revente à perte).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4303, 4305): soutient l'amendement n° 796 de M. Thierry Repentin (inscription parmi les membres de la CDAC de représentants d'une association de consommateurs, d'une association agréée pour la protection de l'environnement et d'une personne qualifiée en matière de développement durable et d'aménagement du territoire); rejeté. Intervient sur l'amendement n° 154 de la commission (suppression de la référence à la concurrence parmi les champs de compétences des personnes qualifiées devant siéger à la CDAC).

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4387): soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 832 (maintien de l'obligation d'autorisation pour la création et l'extension de toute installation de distribution au détail de combustible ou de carburant); et n° 833 (maintien de l'obligation d'autorisation pour les constructions de nouvelles installations hôtelières); devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 32** (art. L. 314-15 [nouveau] et L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident pour contribution économique exceptionnelle) (p. 4513, 4514): le groupe socialiste ne votera pas cet article. Son amendement n° 368: suppression; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 4533): soutient l'amendement n° 364 de M. Richard Yung (création d'une nouvelle dotation destinée à compenser l'impact des restructurations des services ou établissements publics dépendant de l'Etat); rejeté. - **Article 44** (Habilitation à prendre par ordonnance les mesures d'adaptation et d'application outre-mer de la présente loi et de certaines législations préexistantes) (p. 4550, 4551): parole sur l'article.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) -

Article 1er (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5414, 5416) : soutient l'amendement n° 232 de M. Thierry Repentin (maintien de l'appellation "convention globale de patrimoine") ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes) (p. 5488) : soutient l'amendement n° 245 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) - **Article 7** (Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) (p. 5617, 5625) : soutient l'amendement de M. Thierry Repentin n° 354 (suppression) et, portant sur l'amendement n° 47 de la commission (clarification des objectifs chiffrés du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés), soutient le sous-amendement n° 585 de M. Thierry Repentin ; rejeté. Intervient sur les amendements identiques de suppression n° 187 de Mme Odette Terrade et n° 354 de M. Thierry Repentin. - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat) (p. 5642, 5653) : soutient l'amendement n° 369 de M. Thierry Repentin (possibilité, pour les EPCI, conduisant des PLH de définir des zones dans lesquelles peuvent être construits des logements défiscalisés) ; devenu sans objet. Soutient les amendement de M. Daniel Raoul n° 364 (raccourcissement des délais de mise en compatibilité des PLU et des PLH à douze mois en cas de modification) ; n° 363 (raccourcissement des délais de mise en compatibilité des PLU et des PLH à douze mois en cas de révision) ; retirés. Le groupe socialiste votera contre le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5685) : soutient l'amendement n° 442 de M. Thierry Repentin (obligation pour les communes n'ayant pas atteint l'objectif de 20 % de logements locatifs sociaux de consacrer 50 % des nouveaux programmes immobiliers à la construction de ces logements) ; rejeté. (p. 5688) : soutient l'amendement n° 447 de M. Thierry Repentin (exonération de la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les logements conventionnés sociaux et très sociaux, et donnés en location ou en mandat de gestion à des organismes agréés) ; rejeté. - **Article 12** (art. L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de l'urbanisme - Convention de projet urbain partenarial) (p. 5704) : soutient l'amendement n° 612 de M. Thierry Repentin (dans le cadre des programmes d'aménagement d'ensemble, possibilité d'apporter non seulement des terrains mais aussi des immeubles) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5705) : soutient l'amendement n° 388 de Mme Jacqueline Alquier (possibilité pour les maires de déroger sous certaines conditions aux dispositions du plan local d'urbanisme afin d'atteindre les objectifs de développement durable) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 5716, 5717) : soutient

l'amendement n° 400 de M. Thierry Repentin (mesures tendant à rendre plus équitable le dégrèvement de taxe foncière sur les propriétés bâties, prévu en faveur des organismes d'HLM réalisant des travaux permettant d'effectuer des économies d'énergie) ; rejeté. - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5719, 5720) : parole sur l'article. (p. 5722) : soutient l'amendement n° 391 de M. Daniel Raoul (exclusion des communes ne satisfaisant pas aux exigences de mixité sociale du bénéfice des avantages fiscaux accordés aux investisseurs "Borloo" et "Robien") ; devenu sans objet. (p. 5727) : intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5729, 5730) : soutient l'amendement n° 396 de M. Thierry Repentin (modification du régime de TVA applicable aux ventes et prestations de travaux pour les ménages ayant recours au prêt à taux zéro) ; rejeté. - **Article 16** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - Extension des avantages fiscaux du "Pass-Foncier" aux logements collectifs) (p. 5733) : soutient l'amendement n° 392 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5797, 5798) : soutient l'amendement n° 429 de M. Thierry Repentin (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 5834) : soutient l'amendement n° 436 de M. Thierry Repentin (établissement d'un bilan relatif aux logements conventionnés) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20 ou après l'article 27** (p. 5840) : sur l'amendement n° 101 de la commission (modernisation des dispositions relatives aux sociétés d'économie mixte gérant des logements locatifs sociaux) soutient le sous-amendement n° 678 de M. Thierry Repentin ; adopté. - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5841, 5842) : parole sur l'article. - **Article 22** (art. L. 121-15 et L. 121-17 du code de l'action sociale - Modalités de fonctionnement de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 5856, 5857) : intervient sur l'amendement n° 627 du Gouvernement (rôle de l'Agence nationale de l'accueil des étrangers migrants). - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) (p. 5868, 5869) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 5878, 5879) : soutient l'amendement n° 542 de M. Thierry Repentin (création d'un dossier unique d'enregistrement des demandeurs de logement social) ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) (p. 8528, 8529) : son intervention.

KLÈS (Virginie)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Election le 21 septembre 2008.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 11 décembre 2008.

INTERVENTIONS

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) (p. 7978, 7980) : son intervention. Ne votera pas le budget de la mission "Justice".

Sécurité

- (2 décembre 2008) (p. 8068, 8069) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

- Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)] - (16 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9005, 9007) : son intervention. Ne votera pas ce projet de loi. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 9012, 9013) : son amendement n° 52 : rapport analysant la possibilité de créer une instance parlementaire chargée d'examiner les conditions de mise en œuvre et d'exploitation des traitements automatisés des données à caractère personnel ; rejeté.

- Suite de la discussion (17 décembre 2008) - **Article 6** (art. L. 4136-3, L. 4137-4, L. 4138-8, L. 4141-1, L. 4141-4, L. 4231-5 et L. 4231-5 du code de la défense - **Transfert au ministre de l'Intérieur de compétences en matière de gestion des ressources humaines**) (p. 9045) : soutient l'amendement n° 48 de M. Jean-Louis Carrère (suppression) ; rejeté.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie)
secrétaire d'État chargée de l'écologie
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)] - (5 février 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 887) : intervient sur l'amendement n° 77 de M. Gérard Le Cam (mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement). - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 893, 894) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission, n° 182 de M. Jean-Marc Pastor, n° 144 de M. Jean-François Le Grand et n° 86, n° 87, n° 88 et n° 89 de M. Jacques Muller. (p. 895) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 90 de M. Jacques Muller. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 905, 918) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 5, n° 6, n° 7 et n° 8 et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 167 de M. Jean-François Le Grand, n° 9, n° 10, n° 11, n° 12 et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 232 de M. Christian Gaudin, n° 224 et n° 226 de M. Jean-Marc Pastor, n° 52 de M. Daniel Soulage, n° 180 de M. Jean-Paul Emorine et n° 171 de M. Jean-François Le Grand. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 66, n° 62, n° 75, n° 72 et n° 73 de M. Gérard Le Cam, n° 97, n° 99, n° 101, n° 102, n° 103, n° 104, n° 105 et n° 106 de M. Jacques Muller, n° 188, n° 187, n° 190, n° 189 et n° 191 de M. Jean-Marc Pastor, n° 157, n° 148 et n° 151 de M. Jean-François Le Grand et n° 179 de M. Jean-Paul Emorine.

- Suite de la discussion (7 février 2008) (p. 1006) : sur l'amendement n° 13 de la commission (composition du comité scientifique et du comité de la société civile), son sous-amendement n° 239 ; adopté. (p. 1006, 1007) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 et n° 14 de la commission, n° 108 et n° 109 de M. Jacques Muller. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1008, 1009) : avis de la commission sur l'amendement n° 80 de M. Gérard Le Cam (contenu du rapport d'évaluation transmis par l'Etat à la commission européenne lors de demandes d'autorisations). - **Intitulé du Chapitre II (Responsabilité)** (p. 1009) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission (modification de l'intitulé du chapitre). - **Division additionnelle avant l'article 3** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 193 de M. Jean-Marc Pastor (insertion d'une division additionnelle). - **Articles additionnels avant l'article 3 ou après l'article 7** (p. 1010, 1012) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de la commission (obligation d'étiquetage des semences contenant des OGM), n° 127 de M. Jacques Muller (obligation de mentionner le caractère d'OGM d'une variété commercialisée) et n° 218 de M. Jean-Marc Pastor (mention obligatoire du caractère d'OGM d'une variété commercialisée). - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1015) : sur l'amendement n° 53 de M. Daniel Soulage (soumission de la mise en culture de la récolte, du stockage et du transport d'OGM au respect de conditions techniques), son sous-amendement n° 241 ; adopté. (p. 1021, 1022) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 110, n° 111 de M. Jacques Muller, n° 53, n° 227, n° 228 de M. Daniel Soulage, n° 194, n° 192 de M. Jean-Marc Pastor, n° 76, n° 59 de M. Gérard Le Cam et n° 54 de Mme Marie-Christine Blandin. - **Rappel au règlement** (p. 1034) : réponse au rappel au règlement de M. Gérard Le Cam sur la déclaration d'urgence relative au texte sur les organismes génétiquement modifiés. - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1036) : sur l'amendement n° 19 de la commission (modalités de fixation des conditions techniques), son sous-amendement n° 240 ; adopté.

(p. 1039) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de M. Gérard Le Cam, n° 112, n° 113, n° 114 de M. Jacques Muller, n° 195, n° 196, n° 197 de M. Jean-Marc Pastor, n° 19 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 225 de M. Jean-Marc Pastor, n° 55 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 20 de la commission. - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1041) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 223 de M. Thierry Repentin (extension des pouvoirs de l'Institut national de l'origine et de la qualité, INAO). - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - *Sanctions pénales*) (p. 1042) : son amendement n° 244 : définition du champ du délit en matière de non-respect des conditions techniques ; adopté. (p. 1043, 1047) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 115 de M. Jacques Muller, n° 21 de la commission et n° 198 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - *Responsabilité des exploitants cultivant des PGM*) (p. 1054, 1059) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79 de M. Gérard Le Cam, n° 116, n° 117, n° 118, n° 119, n° 121 de M. Jacques Muller et n° 122 de M. Jacques Muller, n° 199, n° 200, n° 204, n° 201, n° 203 et n° 206 de M. Jean-Marc Pastor, n° 23, 24 et 25 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1060, 1061) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 71 de M. Gérard Le Cam (exclusion du champ de la contrefaçon de la reproduction par un agriculteur de semences de ferme pour les besoins de son exploitation agricole) et n° 123 de M. Jacques Muller (obligation d'obtenir l'autorisation du bailleur avant d'implanter une culture à base de plantes génétiquement modifiées). - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - *Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1063, 1064) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de la commission, n° 207 de M. Jean-Marc Pastor et n° 51 de M. Daniel Soulage.

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) (p. 1115, 1118) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 129 et n° 124 de M. Jacques Muller, n° 50 de M. Gérard César, n° 27 de la commission, n° 81 et n° 82 de M. Gérard Le Cam, n° 208 et n° 209 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1120, 1122) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 210 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi pour chaque site expérimental). - **Article 7** (art. L. 535-3 du code de l'environnement - *Limites à la publicité des données contenues dans les demandes d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché d'OGM*) (p. 1123, 1125) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 57 et n° 56 de Mme Françoise Férat, ainsi que sur les amendements n° 125 et n° 126 de M. Jacques Muller et n° 211 de M. Jean-Marc Pastor. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1127, 1130) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 61 de M. Gérard Le Cam (étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés) et de M. Jean-Marc Pastor n° 219 (étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés) et n° 213 (conditions d'expérimentation sur les animaux).

- **Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1761) : son intervention. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Haut conseil des biotechnologies*) (p. 1777, 1778) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 et n° 19 de Mme Fabienne Keller. - **Article 3 A** (art. L. 334-8 [nouveau] du code de l'environnement - *Parcs nationaux et parcs naturels régionaux*) (p. 1780, 1781) : avis du Gouvernement sur les amendements de n° 49 et n° 50 de M. Daniel Soulage ainsi que sur l'amendement n° 96 de M. Philippe Darniche. - **Article 3 B** (art. L. 642-5-1 [nouveau] du code rural - *Protection des signes de qualité et d'origine*) (p. 1781, 1782) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de M. Gérard César. - **Article 3** (art. L. 663-2 et L. 663-3 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1783, 1785) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 et n° 15 de Mme Fabienne Keller, n° 94 de M. Philippe Darniche et n° 51 de M. Daniel Soulage. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 1786) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 95 de

M. Philippe Darniche (possibilité d'inclure dans un contrat de bail l'interdiction de cultiver des organismes génétiquement modifiés). - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - *Responsabilité des exploitants cultivant des PGM*) (p. 1788) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16, 17 et 20 de Mme Fabienne Keller. - **Article 6 bis** (art. L. 663-1 et L. 671-13-1 [nouveau] du code rural - *Déclaration des parcelles, information des voisins et tenue d'un registre public*) (p. 1791) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 52 de Mme Françoise Férat. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 1793) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de Mme Fabienne Keller (étiquetage des produits composés en tout ou partie d'organismes génétiquement modifiés). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1800) : ses observations.

- **Commission mixte paritaire [n° 335 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2342, 2343) : son intervention. Appelle à voter en faveur du projet de loi. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2359) : remerciements.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2384, 2385) : son intervention. (p. 2398) : réponse aux intervenants. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2402, 2403) : avis du Gouvernement sur la motion n° 122 de M. Thierry Repentin tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - *Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement*) (p. 2430) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de la commission, n° 113 et 114 de Mme Odette Herviaux et n° 56 de Mme Évelyne Didier. (p. 2431, 2434) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26 et 27 de la commission, n° 57 de Mme Évelyne Didier, n° 77, 78 et 79 de M. Jean Desessard, n° 116, 117 et 118 de Mme Odette Herviaux et sur le sous-amendement n° 87 de M. Jean Desessard sur l'amendement n° 20 de la commission. (p. 2435, 2439) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28, 29 et 30 de la commission, n° 58 de Mme Évelyne Didier, n° 80 de M. Jean Desessard et n° 93 de Mme Fabienne Keller. (p. 2441, 2446) : son amendement n° 128 : cohérence ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 121, 119, 108 et 115 de Mme Odette Herviaux, n° 31, 32, 33, 34, 35, 36 et 37 de la commission, n° 59 et 55 de Mme Évelyne Didier, n° 81 et 76 de M. Jean Desessard et n° 94 de Mme Fabienne Keller. Réponse à M. Paul Raoult sur les amendements précités n° 59 de Mme Évelyne Didier, n° 81 de M. Jean Desessard, et n° 94 de Mme Fabienne Keller.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2454) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 60 de Mme Évelyne Didier, n° 82 de M. Jean Desessard et n° 120 de Mme Odette Herviaux (régime des actions en réparation). - **Article 2** (Art. 9 et 20 de la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics - *Adaptation de la loi du 29 décembre 1892 pour faciliter des travaux de réparation*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de la commission. - **Article 4** (Art. L. 651-8 [nouveau] du code de l'environnement - *Adaptation du titre VI du livre 1er du code de l'environnement à Mayotte*) (p. 2455) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de la commission et sur ce dernier, son sous-amendement n° 123 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2456, 2457) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 66 de M. Bruno Retailleau (possibilité donnée aux collectivités territoriales de se constituer partie civile en cas de catastrophe environnementale) et sur ce dernier son sous-amendement n° 132 ; retiré. - **Article 5** (Art. L. 229-13 du code de l'environnement - *Plan National d'Allocations de Quotas de gaz à effet de serre*) (p. 2458) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de la commission. - **Division additionnelle après l'article 5** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de la commission (création d'un titre relatif à la transposition de plusieurs directives communautaires). - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2464, 2466) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 42 de la commission

(répression de la pollution marine) ainsi que sur les sous-amendements de M. Henri de Richemont n° 62 (plafonnement de l'amende à 5 millions d'euros), n° 63 (suppression du deuxième niveau de gravité), n° 64 (application des mêmes sanctions aux navires français et étrangers en cas d'infraction de pollution), n° 88 (engagement de la responsabilité de l'affrèteur ou du commanditaire du fret), n° 89 (cohérence) et n° 90 de M. Jean Desessard (suppression partielle). (p. 2473) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 43 de la commission (création d'un chapitre relatif à la qualité de l'air) et sur ce

dernier sur le sous-amendement n° 130 de M. Jean Desessard (mention de la qualité de l'air intérieur). (p. 2475, 2476) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de la commission (corrections apportées à la transposition de trois directives) et sur ce dernier son sous-amendement n° 129 (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) ; retiré.

KOUCHNER (Bernard)
ministre des affaires étrangères et européennes

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale ITER pour l'énergie de fusion relatif au siège de l'Organisation ITER et aux privilèges et immunités de l'Organisation ITER sur le territoire français [n° 153 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification du protocole additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à l'adoption d'un signe distinctif additionnel (protocole III) [n° 177 (2007-2008)] (23 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autres peines ou traitements inhumains ou dégradants [n° 220 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part [n° 227 (2007-2008)] (12 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes [n° 293 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire [n° 332 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux transports aériens entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Mongolie [n° 333 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services aériens entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine [n° 334 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° 351 (2007-2008)] (21 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant la ratification de la convention de La Haye sur le 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes [n° 375 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Australie concernant la coopération en matière de défense et le statut des forces [n° 422 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement [n° 464 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Congo relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement [n° 465 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'échange de renseignements sur les titulaires du certificat d'immatriculation de véhicules contenus dans les fichiers nationaux d'immatriculation des véhicules dans le but de sanctionner les infractions aux règles de la circulation [n° 488 (2007-2008)] (23 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume d'Espagne sur les dispositifs éducatifs, linguistiques et culturels dans les établissements de l'enseignement scolaire des deux États [n° 498 (2007-2008)] (21 août 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Roumanie relatif à une coopération en vue de la protection des mineurs roumains isolés sur le territoire de la République française et à leur retour dans leur pays d'origine ainsi qu'à la lutte contre les réseaux d'exploitation concernant les mineurs [n° 500 (2007-2008)] (27 août 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord relatif à la gestion concertée des flux migratoires entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Sénégal et de son avenant [n° 68 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord-cadre relatif à la gestion concertée des migrations et au développement solidaire, du protocole relatif à la gestion concertée des migrations et du protocole en matière de développement solidaire entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne [n° 69 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay sur l'emploi salarié des personnes à charge des membres des missions officielles [n° 81 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de la déclaration de certains gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais [n° 89 (2008-2009)] (12 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation du protocole portant amendement de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence spatiale européenne relatif au Centre spatial guyanais (CSG) [n° 90 (2008-2009)] (12 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse relatif à la coopération transfrontalière en matière judiciaire, policière et douanière [n° 142 (2008-2009)] (17 décembre 2008)

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2114, 2121) : son intervention et sa réponse aux orateurs.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5188, 5189) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8392, 8396) : réponse aux orateurs. - **Art 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8397, 8401) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-199, II-200 et II-203 de Mme Nathalie Goulet, n° II-2 de la commission, n° II-47 et II-48 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° II-188 de M. Louis Duvernois et n° II-209 de M. Robert del Picchia. - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 8402, 8404) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-235 de Mme Nathalie Goulet (création d'une direction des ressources humaines au ministère des affaires étrangères) et, portant sur le même objet, n° II-45 de la commission des affaires étrangères saisie pour avis, n° II-187 de M. Robert del Picchia et n° II-15 de la commission (mise en place d'un double plafonnement de la prise en charge des frais de scolarité des enfants français dans les lycées français de l'étranger et remise au Parlement d'une étude d'impact sur les modalités de financement préalablement à toute extension de la gratuité des frais de scolarité). Sur ce dernier, avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° II-214 de M. André Ferrand.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1366, 1367) : réponse aux intervenants.



NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour la planification.

Rapporteur de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Direction de l'action du Gouvernement [n° 99 tome 3 annexe 9 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion** [n° 7 (2008-2009)] - (22 octobre 2008) - **Question préalable** (p. 5961, 5962) : sa motion n° 115 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7878) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7886) : position de la commission sur l'amendement n° II-130 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 59 duodecimes** (p. 7886) : position de la commission sur l'amendement n° II-46 (coordination) de la commission des lois saisie pour avis.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

LABEYRIE (Philippe)
sénateur (Landes)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

LABORDE (Françoise)
sénateur (Haute-Garonne)
RDSE

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008 ; puis vice-présidente le 3 décembre 2008.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet** [n° 405 (2007-2008)] - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6358, 6359) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6425) : le groupe RDSE votera contre l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime).

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7853, 7854) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8180, 8181) : son intervention. Subordination du vote du groupe RDSE à l'engagement du ministre de mener une évaluation régulière des réformes engagées en concertation avec les professionnels concernés et les parents.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - **Article 67** (*Modification, en faveur de la péréquation, des règles d'évolution de certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8439, 8440) : son amendement n° II-210 : relèvement du montant de la dotation par habitant attribuée à la catégorie des communautés urbaines ; rejeté.

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) (p. 8461, 8462) : son intervention. Votera les crédits de cette mission

Culture

- (5 décembre 2008) (p. 8477, 8478) : son intervention.

LAFFITTE (Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
RDSE

Non réélu le 21 septembre 2008.

Président du Groupe du Rassemblement Démocratique et Social Européen.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société La Cinquième (de 1995 à 2000 : Conseil d'administration de la société Télévision du savoir).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 858, 859) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 886) : favorable à l'amendement n° 77 de M. Gérard Le Cam (mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement). (p. 888, 889) : intervient sur l'amendement n° 221 de M. Jean-Marc Pastor (interdiction de la brevetabilité sur un gène). - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 908) :

favorable au sous-amendement n° 236 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 8 de la commission (élargissement de la saisine du Haut conseil). (p. 920) : intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. Jean-Paul Emorine portant sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (23 juin 2008) - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - *Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3271) : favorable aux amendements identiques n° 133 de la commission, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel et n° 493 de M. Bernard Frimat (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Article 30 quater** (art. 19 de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - *Obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 de tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs TNT individuel*) (p. 4503) : intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (suppression de l'obligation d'intégrer un décodeur MPEG-4 HD dans les petits téléviseurs et les adaptateurs au 1er décembre 2011). - **Article 32** (art. L. 314-15 [nouveau] et L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance de la carte de résident pour contribution économique exceptionnelle*) (p. 4517) : intervient sur les amendements identiques n° 368 de Mme Bariza Khiari et n° 502 de Mme Odette Terrade (suppression). - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 4534) : son amendement n° 837 : homogénéisation des dotations par habitant de l'Etat ; retiré. - **Article 45** (art. 30-1 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et art. 15 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 - *Prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché*) (p. 4555) : intervient sur l'amendement n° 172 de la commission (caractère définitif du renoncement par un consommateur du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4581, 4582) : le groupe RDSE votera dans sa majorité le projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4790) : une majorité du groupe RDSE votera ce texte.

LAGARDE (Christine)
*ministre de l'économie, des finances et
 de l'emploi*
(jusqu'au 18 mars 2008)
*ministre de l'économie, de l'industrie et
 de l'emploi*
(à partir du 18 mars 2008)

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna [n° 156 (2007-2008)] (9 janvier 2008) - **Entreprises - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)] (13 février 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Fonction publique.**

Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Projet de loi ratifiant les ordonnances n° 2008-810 du 22 août 2008 et n° 2008-811 du 22 août 2008 relatives à la conformité des denrées avec la législation alimentaire et à la sécurité générale des produits [n° 82 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi** [n° 141 (2007-2008)] - (9 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 86, 90). Réponse aux orateurs (p. 104, 105). - **Question préalable** (p. 107) : avis du Gouvernement sur la motion n° 65 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 110) : avis du Gouvernement sur la motion n° 67 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-1-1 et L. 311-1-2 du code du travail - *Coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 116, 117) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37, n° 38 et n° 39 de Mme Annie David, n° 68, n° 69 et n° 70 de Mme Christiane Demontès, n° 31 de M. Jean-Jacques Jégou, n° 88 de M. Jean-Claude Carle et n° 2 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 118, 120) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 de M. Jean-Jacques Jégou (création d'une commission nationale d'évaluation de l'emploi, de la formation et de l'insertion) et n° 71 de Mme Christiane Demontès (prorogation de vingt-quatre mois des conventions conclues entre le représentant de l'Etat en région, les régions et l'AFPA). - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 123, 130) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de M. Michel Mercier, n° 40, n° 42, n° 43, n° 44, n° 45, n° 46 et n° 41 de Mme Annie David, n° 72, n° 73 et n° 74 de Mme Christiane Demontès et n° 92 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2008) (p. 141, 145) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 47, n° 48, n° 49 de Mme Annie David, n° 75, n° 76, n° 77 de Mme Christiane Demontès, n° 3, n° 4, n° 5 de la commission et n° 34 de M. Michel Mercier. (p. 146) : son amendement n° 93 : garantie de l'évolution de la contribution financière de l'Etat et du régime

d'assurance chômage à la nouvelle institution ; adopté. (p. 149, 150) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 50, n° 51 de Mme Annie David, n° 6, n° 7 de la commission, n° 36 de M. Michel Mercier et n° 78 de Mme Christiane Demontès. (p. 155) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52, n° 53, n° 54, n° 55, n° 56 de Mme Annie David, n° 79, n° 80 de Mme Christiane Demontès et n° 8 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 156, 158) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 89 de M. Jean-Claude Carle (intégration des services d'orientation professionnelle de l'AFPA dans la future institution) et n° 29 de M. Jean-Pierre Cantegrit (possibilité pour les salariés expatriés privés d'emploi de s'inscrire auprès des comités consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle). - **Article 3** (art. L. 351-21, L. 351-22 et L. 354-1 du code du travail - *Nouvelle organisation du régime d'assurance chômage*) (p. 160, 161) : son amendement n° 95 : transfert à la nouvelle institution du recouvrement de la surcontribution spécifique d'assurance chômage appliquée aux salariés du secteur de la production cinématographique, de l'audiovisuel et du spectacle ; adopté. (p. 159, 164) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 57 et n° 58 de Mme Annie David, n° 81 de Mme Christiane Demontès, n° 87 de M. Jean-Pierre Vial, n° 9 de la commission et sur le sous-amendement n° 91 de M. Jean-Claude Carle qui le modifie. (p. 165) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 82 de Mme Christiane Demontès. - **Demande de priorité** (p. 166) : accepte la demande d'examen en priorité des amendements tendant à insérer des articles additionnels après l'article 8. - **Articles additionnels après l'article 8 (priorité)** : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18 de la commission (présentation d'un rapport sur le transfert éventuel à la nouvelle institution des personnels de l'AFPA chargée de l'orientation professionnelle des demandeurs d'emploi) et n° 66 de M. Nicolas About (qualification de démissionnaire attribuée au salarié s'inscrivant comme demandeur d'emploi après avoir abandonné son poste de travail). - **Article 4** (art. L. 143-11-4, L. 143-11-6, L. 351-5-1 nouveau, L. 351-6, L. 351-6-1, L. 351-8 du code du travail, L. 114-12, L. 142-1, L. 142-2, L. 213-1, L. 243-7 du code de la sécurité sociale - *Transfert du recouvrement des cotisations Assedic aux Urssaf*) (p. 169, 170) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 83 de Mme Christiane Demontès, n° 12 et n° 13 de la commission. - **Article 5** (*Instance de préfiguration de la nouvelle institution*) (p. 180) : son amendement n° 103 : conséquences ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de la commission, n° 84 de Mme Christiane Demontès, n° 60 de Mme Annie David. - **Article 6** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des personnels de l'ANPE et de l'Unedic*) (p. 182, 184) : son amendement n° 96 : coordination ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 61 de Mme Annie David, n° 85 de Mme Christiane Demontès, n° 15 et n° 16 de la commission. - **Article 7** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des biens de l'ANPE et des Assedic*) (p. 185, 186) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 62 et n° 63 de Mme Annie David et n° 17 de la commission. - **Article 9** (*Cohérence rédactionnelle des textes législatifs et réglementaires en vigueur*) (p. 188, 189) : ses amendements n° 99 (recouvrement de la contribution de la convention de reclassement personnalisé, CRP) et de coordination n° 98 et n° 97. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission. - **Article 11** (art. L. 1134-4, L. 1144-3, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 1235-16, L. 1236-2, L. 1251-46, L. 1274-2, L. 2211-2, L. 3253-14, L. 3253-15, L. 3253-16, L. 3253-17, L. 3253-20, L. 3253-21, L. 5112-1 et L. 5112-2 nouveaux, L. 5133-5, L. 5134-55, L. 5134-97, L. 5134-61, L. 5212-7, L. 5311-2, L. 5311-5, L. 5312-1 à L. 5312-14 nouveaux, L. 5313-2, L. 5411-1, L. 5411-2, L. 5411-4, L. 5422-4, L. 5422-24, L. 5423-14, L. 5423-17, L. 5424-2, L. 5424-21, L. 5426-1, L. 5427-1 à L. 5427-5, L. 5427-7, L. 5427-9, L. 6332-17, L. 6341-1, L. 6341-6, L. 8272-1 du nouveau code du travail - *Insertion dans le nouveau code du travail des dispositions figurant aux articles 1er à 3*) (p. 193, 195) : ses amendements de coordination n° 100 ; n° 101 ; et n° 104 ; et n° 94 (clarification des règles de recouvrement applicables à la contribution spécifique) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 102 de Mme Christiane Demontès, n° 21, n° 22, n° 23, n° 24, n° 25 et n° 26 de la commission. - **Article 12** (art. L. 3253-14, L. 3253-18, L. 3253-21, L. 5422-16, L. 5422-17 à L. 5422-20 du nouveau

code du travail - Insertion dans le nouveau code du travail des dispositions figurant à l'article 4 (p. 196) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission. - **Intitulé du projet de loi** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission.

- *Commission mixte paritaire [n° 183 (2007-2008)]* - (31 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 739) : son intervention. (p. 743, 744) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1339, 1342) : son intervention. (p. 1376, 1379) : réponse aux intervenants. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1382) : avis du Gouvernement sur la motion n° 96 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1384, 1385) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 98 de Mme Josiane Mathon-Poinat (encadrement des contrats de partenariat) et n° 117 de M. Jean-Pierre Sueur (précision selon laquelle les contrats de partenariat tels que présentés dans le présent projet de loi sont dérogoratoires au droit commun de la commande publique). - **Article 1er** (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 1390, 1391) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 1 de la commission et n° 48 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 99 et n° 100 de Mme Josiane Mathon-Poinat, de M. Jean-Pierre Sueur n° 118 et n° 123, n° 125 et n° 124 portant respectivement sur le même objet que les sous-amendements du même auteur n° 119, n° 122 et n° 121 déposés sur l'amendement n° 1 précité de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 1392) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean-Pierre Sueur n° 126 et n° 127 (assujettissement de l'attributaire du contrat de partenariat aux règles du code des marchés publics).

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 1412, 1414) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 101 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 128, n° 129, n° 131, n° 130, n° 134, n° 132, n° 133, n° 135 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 49, n° 50, n° 54 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 76, n° 75, n° 77 de la commission des finances saisie pour avis, n° 91 de M. Paul Girod, n° 95 de M. André Ferrand, n° 169 de M. Philippe Marini, soutenu par M. Charles Guené, n° 5, n° 7, n° 174, n° 2, n° 3, n° 4, n° 6 et n° 8 de la commission. (p. 1417) : intervient sur l'amendement n° 133 de M. Jean-Pierre Sueur précité. (p. 1418) : intervient sur l'amendement précité n° 135 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1419) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission (harmonisation de la rédaction des principes fondamentaux régissant les contrats de partenariat avec celle du code des marchés publics). - **Article 4** (art. 5 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Procédures applicables aux contrats de partenariat) (p. 1421) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10, n° 11 de la commission, n° 102 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 136 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 56 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) (p. 1421) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 12 de la commission et n° 57 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Description des procédures applicables aux contrats de partenariat) (p. 1422, 1424) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 et n° 14 de la commission, n° 58 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 137 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 103 et n° 104 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 1425, 1427) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 141, n° 140, n° 139 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 59 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 94 de M. Jean-René Lecerf et n° 105 de Mme Josiane Mathon-Poinat. -

Article 8 (art. 9 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Autorité compétente pour autoriser la signature d'un contrat de partenariat) (p. 1428) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 106 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article additionnel après l'article 8** (p. 1429) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15 de la commission (rédaction) et n° 107 de Mme Josiane Mathon-Poinat (abrogation de l'article 10 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 permettant à une entreprise de présenter une offre spontanée en vue d'obtenir un contrat de partenariat). - **Article 29 (priorité)** (art. L. 313-29-1 du code monétaire et financier - Amélioration du régime de la cession de créance réservée aux contrats de partenariat et aux BEH) (p. 1430) : son amendement n° 172 : introduction d'un nouveau dispositif prévoyant la possibilité de céder la créance correspondant à l'ensemble des coûts d'investissement et de financement dans la limite d'un plafond fixé à 70 % ; adopté. - **Article 9** (art. 11 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Clauses obligatoires du contrat de partenariat) (p. 1431) : son amendement n° 171 : cohérence ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 et n° 18 de la commission, n° 60 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 142 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 10** (art. 12 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Coordination avec l'article premier) (p. 1432) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1433) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 20 de la commission et de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 61 (remise d'un rapport annuel à la personne publique par le titulaire du contrat de partenariat afin de permettre le suivi de l'exécution du contrat). - **Article 11** (art. 13 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement) (p. 1434) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 de la commission et n° 108 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 13** (art. 25 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Régime juridique des contrats de partenariat des groupements d'intérêt public et extension de la liste des personnes pouvant recourir aux contrats de partenariat) (p. 1435) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 109 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 14** (art. 25 bis nouveau de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Harmonisation des régimes de subventions accordées dans le cadre de la "loi MOP" ou dans celui d'un contrat de partenariat) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 110 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15** (art. L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du régime des contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 1437) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 22 de la commission et n° 62 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 1439, 1443) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 79 de la commission des finances saisie pour avis, n° 23, 24, 25, 26 et 27 de la commission, n° 63, n° 64, n° 65, n° 66 et n° 68 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 158 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 92 de M. Philippe Leroy. - **Article 17** (art. L. 1414-4 du code général des collectivités territoriales - Interdictions de soumissionner à un contrat de partenariat) (p. 1444) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de la commission et n° 67 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 18** (art. L. 1414-5 du code général des collectivités territoriales - Procédures applicables aux contrats de partenariat) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 et 30 de la commission et n° 69 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 19** (art. L. 1414-6 du code général des collectivités territoriales - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 de la commission des affaires économiques saisie pour avis et n° 31 de la commission. - **Article 20** (art. L. 1414-7 du code général des collectivités territoriales - Description des procédures applicables aux contrats de partenariat) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 32 et 33 de la commission et n° 71 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Article 22** (art. L. 1414-9 du code général

des collectivités territoriales - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 1446) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 165 de M. Jean-Pierre Sueur et n° 72 de la commission des affaires économiques saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 22** : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 34 (harmonisation rédactionnelle avec les dispositions applicables aux contrats de partenariat de l'Etat) et n° 35 (coordination). - **Article 23** (art. L. 1414-12 du code général des collectivités territoriales - *Clauses obligatoires du contrat de partenariat*) (p. 1447) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 73 de la commission des affaires économiques saisie pour avis, n° 38 et 39 de la commission. - **Article 24** (art. L. 1414-13 du code général des collectivités territoriales - *Coordination avec l'article L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 1448) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de la commission. - **Article 25** (art. L. 1414-16 du code général des collectivités territoriales - *Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de la commission. - **Article 26** (art. L. 112-2 du code de l'urbanisme - *Exonération du versement pour dépassement de plafond légal de densité*) (p. 1449) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42 de la commission et n° 114 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 27** (art. L. 520-7 du code de l'urbanisme - *Exonération de la redevance pour création de bureaux ou de locaux de recherche en Ile-de-France*) (p. 1450) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de la commission et n° 115 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 28** (art. 742 et 1048 *ter* nouveau du code général des impôts - *Taxe de publicité foncière - Alignement des régimes d'imposition applicables pour la publicité des actes portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public*) (p. 1453) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 116 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 81 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 1454, 1457) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 82 (éligibilité au fonds de compensation de la TVA des baux emphytéotiques administratifs dans les mêmes conditions que les contrats de partenariat), n° 84 (clarification du statut des cessions de créances prévues dans le cadre des partenariats public-privé au regard de l'impôt sur les sociétés), n° 85 (exonération de contribution annuelle sur les revenus locatifs de la mise à disposition de locaux dans le cadre de partenariats public-privé), n° 83 (exonération des cessions de créances liées à des partenariats public-privé de la taxe de publicité foncière), n° 86 (exonération des ouvrages mis à la disposition des personnes publiques dans le cadre des partenariats public-privé de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères) et n° 87 (alignement du régime des partenariats public-privé, en matière d'architecture préventive, sur le régime général des équipements publics). - **Article 30** (art. 30 de la loi n° 80-531 du 15 juillet 1980 - *Compétence des sociétés pour le financement des économies d'énergie, SOFERGIE, pour participer à des contrats de partenariat*) (p. 1459) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de la commission. - **Article 31** (art. L. 242-1 du code des assurances - *Dispense d'assurance dommages ouvrage pour les maîtres d'ouvrage dans le cadre d'un contrat de partenariat*) (p. 1459) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 46 de la commission, n° 89 de M. Jean-Léonce Dupont et n° 167 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 1460, 1462) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 47 de la commission (rectification d'une erreur matérielle), de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° 74 (évaluation préalable obligatoire des projets de baux conclus par l'Etat dans le cadre d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public assortie d'une location avec option d'achat anticipé), n° 90 de M. Jean-Léonce Dupont (plafonnement symétrique de l'obligation d'assurance dommages ouvrage et de l'obligation d'assurance responsabilité civile décennale) et n° 93 de M. Jean-Paul Virapoullé (exclusion des activités financées en contrats de partenariat du bénéfice de la défiscalisation réservé aux investissements productifs outre-mer). - **Article 32** (*Application de la loi aux contrats en cours de passation*) (p. 1463) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 168 de

M. Jean-Pierre Sueur. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1466) : remerciements.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna [n° 156 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1466) : son intervention. - **Article unique** (p. 1468) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission. - **Articles additionnels après l'article unique** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission (cohérence). Ses amendements n° 3 (extension de l'aide juridique à la Polynésie française et de l'aide juridictionnelle en matière pénale à Mayotte, Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie) et n° 4 (application à Saint-Pierre-et-Miquelon du régime des prestations familiales et du dispositif de retraite anticipée) ; adoptés.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3596, 3601) : son intervention. - **Organisation des débats** (p. 3632) : accepte les demandes de la commission. - **Discussion générale** (p. 3648, 3654) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 31 (priorité)** (p. 3892, 3893) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 717 de Mme Catherine Morin-Desailly (suppression du paiement à la douane française de la TVA sur les produits importés). - **Article 31 bis (priorité)** (art. 1465 du code général des impôts - *Amélioration des facultés d'exonération de taxe professionnelle par les collectivités territoriales*) (p. 3894) : parole sur l'article. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 111-2-2 du code de la sécurité sociale - *Régime social des impatriés*) (p. 3897, 3898) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 474 de Mme Marie-France Beaufils, n° 587, 588, 589 et 590 de M. Gérard Longuet et n° 16 de la commission. - **Article 36 (priorité)** (art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - *Rescrit en matière de crédit d'impôt recherche*) (p. 3902, 3903) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 481 de Mme Marie-France Beaufils, n° 740, 739 et 743 de M. Christian Gaudin, n° 17 et 1046 de la commission, et n° 369 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 36 (priorité)** (p. 3905) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 616 de M. Philippe Adnot (réintégration des dépenses ayant bénéficié d'avances remboursables dans l'assiette des dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche, CIR). - **Article 37 B (priorité)** (*Aménagement du régime des fondations partenariales*) (p. 3906) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 615 de M. Philippe Adnot. - **Article additionnel avant l'article 37 (priorité)** (p. 3907) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 614 de M. Philippe Adnot (exonération d'ISF à hauteur de 75 % de l'investissement des dons en numéraire et en pleine propriété de titres de sociétés au profit d'organismes de recherche). - **Article 37 (priorité)** (art. L. 562-2-1 du code monétaire et financier et art. 200, 206, 219 bis, 238 bis et 1740 A du code général des impôts - *Création de fonds de dotation*) (p. 3912) : sur l'amendement n° 19 de la commission (faculté pour les fonds de dotation de fonctionner selon le système dit de la fondation à capitaux consommables), son sous-amendement n° 1071 ; adopté. (p. 3910, 3914) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 370 de Mme Nicole Bricq, n° 1006 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, n° 304 et 305 de Mme Nathalie Goulet, n° 19, 20, 21 et 18 de la commission et n° 734 de Mme Muguet Dini. - **Article additionnel après l'article 37 (priorité)** (p. 3915) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 613 de M. Philippe Adnot (extension de la réduction d'ISF en faveur des dons à certains organismes d'intérêt général aux dons consentis au profit des fonds de dotation et au profit des fondations universitaires et partenariales et création d'une exonération de droit de mutation à titre gratuit en faveur des dons et legs consentis aux fonds de dotation). - **Article 37 bis (priorité)** (art. 39 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision*)

(p. 3917, 3918) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 535 de Mme Odette Terrade et n° 1023 de M. Serge Lagauche. - **Articles additionnels après l'article 37 bis (priorité)** (p. 3919, 3920) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 742 de Mme Catherine Morin-Desailly (exclusion des chaînes de la TNT du bénéfice des dispositions dérogatoires prévues en matière de soutien à la création) et n° 980 de M. Louis de Broissia (interdiction de tout accord d'exclusivité pour la reprise des programmes de France Télévisions diffusés par voie hertzienne terrestre). - **Article 37 ter (priorité)** (art. 47 de la loi n°86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale, RFI) (p. 3923, 3924) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 310 et 303 de Mme Nathalie Goulet, n° 476 de M. Jack Ralite, n° 1008 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 1024 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Intitulé du Chapitre V (Garantir l'indépendance du service statistique public)** (p. 3925) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de la commission (rétablissement de l'intitulé initial du chapitre V - Créer une Autorité de la statistique publique). - **Article 38 (priorité)** (art. 1er et 1er bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - Renforcement de l'indépendance du service statistique public) (p. 3927, 3928) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 477 de Mme Marie-France Beaufile, n° 23 de la commission et n° 441 de M. Daniel Raoul. - **Article 38 bis (priorité)** (art. L. 1411-8 et L. 2132-3 du code de la santé publique et art. 7 et 7 bis de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - Coordination avec l'art. 38) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de la commission et n° 478 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3935, 3937) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 371 de Mme Nicole Bricq, n° 979 de M. Jean Desessard et n° 890 de Mme Marie-France Beaufile. (p. 3942) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 557, 551, 558 et 556 de M. Thierry Repentin et n° 886 de Mme Marie-France Beaufile. (p. 3945, 3950) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 372 de Mme Nicole Bricq, n° 571, 553, 559 et 581 de M. Thierry Repentin, n° 896 et 897 de Mme Marie-France Beaufile et n° 582 de M. Gérard Longuet. (p. 3950, 3955) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 27 et 28 de la commission, n° 374 et 375 de Mme Nicole Bricq, n° 560 et 561 de M. Thierry Repentin et n° 878, 879 et 880 de Mme Marie-France Beaufile. (p. 3957, 3961) : parole sur l'article L. 221-5 du code monétaire et financier relatif aux sommes collectées par les établissements bancaires au titre du livret A. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 377 de Mme Nicole Bricq, n° 562 et 572 de M. Thierry Repentin, n° 881 et 882 de Mme Marie-France Beaufile. (p. 3964) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 379 et 378 de Mme Nicole Bricq, n° 676 et 677 de Mme Anne-Marie Payet, n° 554, 555, 563 et 564 de M. Thierry Repentin, n° 883 de Mme Marie-France Beaufile et n° 1057 de la commission.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3982, 3988) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 565, 566, 567, 568, 579, 569 et 573 de M. Thierry Repentin, n° 380 et 381 de Mme Nicole Bricq, n° 884, 885, 888 et 887 de Mme Marie-France Beaufile et n° 593 de M. Gérard Longuet. (p. 3988, 3996) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29, 30, 1058 et 1059 de la commission, n° 383, 385, 373 et 384 de Mme Nicole Bricq, n° 570, 578, 575 et 574 de M. Thierry Repentin, n° 678 et 679 de Mme Anne-Marie Payet, n° 889, 891 et 892 de Mme Marie-France Beaufile. (p. 3998, 4005) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1073, 1038, 25 et 26 de la commission, n° 552, 577, 576 et 580 de M. Thierry Repentin, n° 387, 386, 376 et 388 de Mme Nicole Bricq, n° 893 et 894 de Mme Marie-France Beaufile, et n° 337 de M. Michel Charasse. - **Article 40 (priorité)** (Section 4 du chapitre VIII du titre 1er du livre V, art. L. 518-101 du code monétaire et financier et art. 125 A du code général des impôts - Règles transitoires relatives à la réforme du livret A) (p. 4011) : son amendement n° 1065 : coordination ; adopté. Avis du Gouvernement sur les

amendements n° 389, 390, 391 et 392 de Mme Nicole Bricq, n° 898, 899 et 900 de Mme Marie-France Beaufile, et n° 32 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 40 (priorité)** (p. 4013, 4018) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Claude Biwer n° 736 (obligation pour les prêteurs de vérifier la solvabilité des emprunteurs), n° 737 (responsabilité des emprunteurs et des prêteurs) et n° 662 (interdiction de la pratique des taux d'appel), de M. Philippe Dominati n° 957 (interdiction de la pratique des taux d'appel) et n° 955 (interdiction de l'amortissement négatif), et sur le sous-amendement n° 1060 de la commission portant sur l'amendement n° 736 précité. - **Intitulé du Chapitre 1er bis (priorité)** (Dispositions relatives au réseau des caisses d'épargne) (p. 4019) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de la commission. - **Article 40 bis (priorité)** (art. L. 512-85, L. 512-91, L. 512-92, L. 512-94, L. 512-95, L. 512-99 et L. 512-100 du code monétaire et financier - Adaptation du statut et des missions des caisses d'épargne) (p. 4020) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 901 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 512-93 et L. 512-99 du code monétaire et financier - Mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 4021) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 902 de Mme Marie-France Beaufile et n° 34 de la commission. - **Article 40 quater (priorité)** (Représentation des EPCI au sein des conseils d'orientation et de surveillance des sociétés locales d'épargne dont ils sont sociétaires) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 903 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article additionnel après l'article 40 quater (priorité)** (p. 4022) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de la commission (abrogation de l'article L. 512-57 du code monétaire et financier). - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4027, 4036) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 904, 905, 906, 907, 908 et 909 de Mme Marie-France Beaufile, n° 393, 937, 395, 394, 938, 396 et 449 de Mme Nicole Bricq, n° 939 et 940 de M. Thierry Repentin, n° 36, 37 et 38 de la commission, n° 680 et 681 de Mme Anne-Marie Payet, n° 733 de M. Michel Mercier. Son amendement n° 1009 : précision relative au caractère public de la Caisse des dépôts et consignations ; adopté. - **Article 42 (priorité)** (Ordonnances tendant à la modernisation de la place financière française) (p. 4038) : parole sur l'article. (p. 4040) : son amendement n° 1064 : modification de l'habilitation pour la fusion de la commission bancaire et de l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 482 de Mme Marie-France Beaufile, n° 941 de Mme Nicole Bricq, n° 39, 40, 42 et 41 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 42 (priorité)** (p. 4042, 4046) : sur l'amendement n° 43 de la commission (création d'un nouveau cas d'offre publique de retrait), son sous-amendement n° 1069 ; adopté. Sur l'amendement n° 948 de M. Jean-Jacques Jégou (possibilité pour les établissements de crédit ou entreprises d'investissement de transmettre dans certains cas des informations confidentielles à des tiers sans autorisation préalable du client), son sous-amendement n° 1066 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 954 de M. Philippe Dominati (disposition tendant à améliorer la mobilité bancaire) et n° 947 de M. Jean-Jacques Jégou (transmission des informations relatives aux abus de marché au sein de groupes financiers). - **Article 42 bis (priorité)** (art. L. 511-41 du code monétaire et financier - Renforcement du contrôle interne des établissements de crédit) (p. 4047) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de la commission. - **Article 42 quater (priorité)** (art. L. 515-15 et L. 515-16 du code monétaire et financier - Adaptation du régime de refinancement de créances sur des personnes publiques détenues par les sociétés de crédit foncier) (p. 4048) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de la commission (rectification). - **Article additionnel après l'article 42 quinquies (priorité)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de la commission (relèvement du plafond des sanctions pouvant être prises par l'autorité des marchés financiers à l'encontre des personnes morales). - **Article 42 sexies (priorité)** (art. L. 621-15 du code monétaire et financier - Amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 4049,

4050) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 483 de Mme Marie-France Beauvils, n° 47 et 48 de la commission. - **Article 42 septies (priorité)** (art. 1er de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. 228 du code général des impôts, art. L. 214-14 du code de l'éducation - Exonération de la taxe d'apprentissage à raison des dépenses exposées pour la réalisation des parcours de formation personnalisés mis en œuvre par les écoles de la deuxième chance) (p. 4052) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 910 de Mme Marie-France Beauvils et n° 49 de la commission. - **Article additionnel après l'article 42 octies (priorité)** (p. 4053, 4054) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 338 de M. Michel Charasse (consignation des sommes mises à la charge des compagnies d'assurance). - **Article 16** (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant) (p. 4059, 4060) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349 et 350 de M. Marc Massion, n° 8 de la commission, n° 652 de Mme Anne-Marie Payet et n° 270 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 16 bis** (art. 790 A du code général des impôts - Abattement de 300.000 euros sur les donations de fonds et de clientèles) (p. 4062) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 351 de M. Marc Massion, n° 469 de Mme Marie-France Beauvils et n° 9 de la commission. - **Article 17** (art. 199 terdecies-0 B du code général des impôts - Amélioration de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des emprunts contractés pour acquérir une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une opération de reprise) (p. 4065) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 352, 353, 354 et 355 de M. Marc Massion, n° 470 de Mme Marie-France Beauvils, n° 10 de la commission et n° 651 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 4066) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de la commission (cohérence). - **Article 17 bis** (art. L. 129-1 du code de commerce - Tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 4067) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 627 de M. Gérard Longuet et n° 751 de M. François Trucy. - **Article additionnel après l'article 17 bis** (p. 4068, 4069) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission n° 237 (extension de la garantie de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS, aux salariés souscrivant au capital de leur entreprise transformée en société coopérative ouvrière de production). - **Article 18** (Habilitation à réformer par ordonnance le régime des incapacités commerciales et industrielles) (p. 4074) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 356 de M. Richard Yung, n° 503 de Mme Odette Terrade et n° 238 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 4075, 4077) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission, portant sur le même objet, n° 239, 240 et 241 (infractions hors du code pénal pouvant donner lieu au prononcé d'une peine complémentaire d'interdiction d'exercer en matière commerciale ou industrielle). - **Article 19** (Habilitation à modifier par ordonnance les règles relatives aux difficultés des entreprises, à la fiducie et au gage sans dépossession) (p. 4081) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 357 de M. Richard Yung, n° 500 de Mme Odette Terrade et n° 244, 242 et 243 de la commission. - **Article additionnel après l'article 19** : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 628 de M. Gérard Longuet et n° 757 de M. François Trucy (détermination par décret de la durée maximale de communication par la Banque de France d'informations relatives à la situation des dirigeants et des entrepreneurs). - **Article 19 bis** (art. L. 611-7 et L. 626-26 du code de commerce - Renforcement de la possibilité, pour les créanciers publics, de remettre des dettes ou d'abandonner des privilèges au cours de la conciliation et en cas de modification substantielle du plan de sauvegarde ou de redressement) (p. 4082) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 504 de Mme Odette Terrade. - **Article 19 ter** (Application dans le temps des règles relatives à la reprise des poursuites individuelles des créanciers et au relèvement des interdictions de gérer dans le cadre d'une procédure collective) (p. 4083) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 515 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 19 quater** : avis du Gouvernement

sur les amendements de la commission n° 245 (attribution d'un droit de rétention au créancier titulaire d'un gage sans dépossession) et n° 246 (extension des attributions de l'agent des sûretés). - **Article 20** (art. L. 3332-17, L. 3332-17-1 [nouveau] et L. 3334-13 du code du travail ; art. L. 131-85, L. 213-12, L. 213-13, L. 214-4, L. 511-6, et L. 511-33 du code monétaire et financier ; art. L. 313-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Développement de l'économie solidaire et du micro-crédit) (p. 4086, 4088) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 827, 828, 829, 333 et 334 de M. Thierry Repentin, n° 1076 et 247 de la commission, n° 332 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 688 de M. Daniel Dubois. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 4089) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 608 de M. Thierry Repentin (régime d'assurance chômage des travailleurs saisonniers). - **Article 20 bis** (art. 6 et 23 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale - Statut des associés de sociétés coopératives artisanales) (p. 4090) : réponse au président de la commission spéciale.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4341, 4342) : son intervention. (p. 4351, 4353) : réponse aux intervenants. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4355) : avis du Gouvernement sur la motion n° 4 de M. Pierre-Yves Collombat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4358) : avis du Gouvernement sur la motion n° 3 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à poser la question préalable. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4359) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Jean-Pierre Sueur (rappel du caractère dérogatoire du contrat de partenariat). - **Article 1er** (art. premier de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 4361, 4362) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 28 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 8, 6 et 7 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 4365, 4366) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 29 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 9, 10, 11 et 12 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 5** (art. 6 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) (p. 4367) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 4369) : parole sur l'article. (p. 4369, 4370) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 et 15 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 8 bis** (art. 10 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Harmonisation rédactionnelle avec l'article 6 de l'ordonnance) (p. 4371) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 9** (art. 11 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Clauses obligatoires du contrat de partenariat) (p. 4372) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 11** (art. 13 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement) (p. 4372) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15** (art. L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du régime des contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 4374, 4377) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24 et 25 de M. Jean-Pierre Sueur déposés à cet article et sur les articles suivants. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 4375) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 20 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 28 bis** (art. L. 1311-3 et art. L. 1615-13 [nouveau] du code général des collectivités territoriales - Eligibilité des baux emphytéotiques administratifs au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, FCTVA) (p. 4378) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Charles Guené. - **Article 31 quinquies** (Habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures nécessaires pour transposer des directives sur les marchés

publics) (p. 4380) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 32** (*Application de la loi aux contrats en cours de passation*) (p. 4381) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de M. Jean-Pierre Sueur.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Article 32** (*art. L. 314-15 [nouveau] et L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident pour contribution économique exceptionnelle*) (p. 4515) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 368 de Mme Bariza Khiari et n° 502 et 871 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 4518, 4521) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nathalie Goulet portant sur le même objet n° 312 et 313 (exceptions à l'application du code de l'entrée du séjour des étrangers et du droit d'asile) et n° 912 et 914 (appréciation des compétences linguistiques des fonctionnaires et agents servant dans les postes diplomatiques) et n° 1007 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam (traitement en priorité de certaines demandes de visas). - **Article 33** (*Poursuite de l'expérimentation de la décentralisation de la gestion des fonds structurels européens*) (p. 4524, 4525) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 359, 361 et 360 de M. Richard Yung et n° 249 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1056 de M. Richard Yung. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 4526) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 362 de M. Richard Yung (faculté pour les associations représentatives des collectivités territoriales d'être membre d'un groupement européen de coopération territoriale). - **Article 33 bis** (*art. L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - Coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat*) (p. 4528) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 250 et 251 de la commission. - **Article 33 ter** (*art. L. 122-18 du code de l'urbanisme - Possibilité pour les syndicats mixtes de gérer les schémas de cohérence territoriale*) (p. 4529) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 252 de la commission. - **Article 33 quater** (*Etude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat*) (p. 4530, 4532) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 253 de la commission, n° 271 et 301 de Mme Nathalie Goulet, n° 998 de M. Bernard Barraux et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1093 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 4536) : son amendement n° 1052 : simplification des démarches administratives dans le cas d'une exploitation regroupant des bois de plusieurs forêts communales ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 364 de M. Richard Yung (création d'une nouvelle dotation destinée à compenser l'impact des restructurations des services ou établissements publics dépendant de l'Etat), n° 837 de M. Pierre Laffitte (homogénéisation des dotations par habitant de l'Etat), n° 945 (adaptation du régime des associations syndicales de gestion forestière) et n° 946 de M. Philippe Leroy (valorisation des forêts en l'absence d'alternative économique envisageable aux transports routiers). - **Article 34** (*art. L. 611-10, L. 611-11, L. 611-16, L. 612-12, L. 613-2, L. 613-24, L. 613-25, L. 614-6 et L. 614-12 du code de la propriété intellectuelle - Adaptation du code de la propriété intellectuelle à la convention révisée sur le brevet européen*) (p. 4537, 4540) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 182 de la commission, n° 533 de Mme Odette Terrade, n° 340 et 341 de M. François Autain, n° 440 et 439 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 657 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 35** (*Habilitation du Gouvernement à adapter, par ordonnances, le code de la propriété intellectuelle pour le simplifier et le rendre conforme aux engagements de la France*) (p. 4543) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 486 de Mme Odette Terrade et n° 483 de Mme Marie-France Beauflis. - **Article 43** (*art. L. 16 B et L. 38 du livre des procédures fiscales, art. 64 du code des douanes - Amélioration des voies de recours contre les perquisitions fiscales*) (p. 4548) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1103, 53, 1039, 1043, 54, 1041, 1044, 1040, 50, 1042, 51 et 52 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 4549) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 697 de M. Pierre Fauchon (instauration d'une procédure de main-levée devant le tribunal d'instance). - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4551, 4552) : avis du Gouvernement sur les

amendements de Mme Odette Terrade n° 524 (restriction de la publicité télévisée ou radiodiffusée relative à des boissons ou à des produits alimentaires favorisant l'obésité chez les enfants et adolescents) et n° 538 (contenu du décret relatif à la sécurité des adenseurs). - **Article 45** (*art. 30-1 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et art. 15 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 - Prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché*) (p. 4554, 4555) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 339 de Mme Nathalie Goulet et n° 172 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 860 de M. Philippe Marini. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 4557) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 184 de la commission et n° 731 de M. Marcel Deneux (harmonisation des définitions des branchements et des extensions de réseaux électriques utilisées dans le droit électrique et dans le droit de l'urbanisme) et n° 540 de Mme Odette Terrade (interdiction des coupures d'énergie). Son amendement n° 1030 : instauration d'un régime d'autorisation simplifiée pour les installations classées ; retiré. (p. 4559) : sur son amendement n° 1030 précité, avis du Gouvernement sur les sous-amendements n° 1100, 1101 et 1102 de M. Jean Desessard. (p. 4560, 4571) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 58 (faculté pour les sociétés mutuelles de se regrouper au sein d'unions mutualistes de groupes), n° 56 (faculté pour les délégués composant l'assemblée générale d'un organisme mutualiste de voter par procuration), n° 55 (cas d'exclusion du champ de limitation du cumul des mandats d'administrateur) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1072 de M. Alain Gournac, et n° 57 (simplification et modernisation du régime des taxes communales sur la publicité) et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 1097, 1098, 1099 et 1096 de Mme Nicole Bricq. (p. 4572, 4575) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 926 de la commission (affectation au département et non plus au comité des finances locales de la majoration de 50 % de l'amende pénale en cas d'affichage illégal), de M. Jean Arthuis n° 728 (suppression du comité monétaire du conseil général de la Banque de France), n° 720 (conséquence) et n° 611 de M. Alain Vasselie (possibilité pour les groupes d'assurance mutualiste de faire bénéficier leur personnel des mêmes outils d'intéressement que les entreprises). - **Intitulé du projet de loi** (p. 4576) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 861 de Mme Odette Terrade. - **Seconde délibération** (p. 4576) : demande de seconde délibération sur les articles 16, 21 F, 29 et 39 ; demande acceptée. - **Article 16** (*art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant*) (p. 4577) : son amendement n° A-1 : inclusion dans le dispositif de réduction fiscale instauré par l'article 16 des taxes additionnelles aux droits d'enregistrements perçus par les communes et les départements ; adopté. - **Article 21 F** (*art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Préservation des tarifs réglementés de l'électricité au-delà du 1er juillet 2010*) (p. 4578) : son amendement n° A-2 : suppression ; adopté. - **Article 29** (*art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit*) (p. 4578) : son amendement n° A-3 : suppression du dispositif imposant sans concertation aux opérateurs la prise en charge de la couverture des communes non recensées dans le programme "zones blanches" ; adopté. - **Article 39** (*section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A*) (p. 4580, 4581) : son amendement n° A-4 : suppression du mécanisme retenu pour le financement du logement social ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5041, 5044) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5350, 5353) : son intervention. Demande l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6582, 6587) : son intervention. (p. 6603, 6616) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7239, 7241) : son intervention. (p. 7265, 7268) : son intervention. - **Question préalable** (p. 7270) : avis du Gouvernement sur la motion n° I-150 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable.

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7286) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-172 de M. Thierry Foucaud (baisse du taux de TVA). - **Article 2 (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2009)** (p. 7287) : avis du gouvernement sur l'amendement n° I-160 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7288) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° I-83 de M. Thierry Repentin et n° I-161 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif "Robien" d'aide à l'investissement locatif). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7289, 7293) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-115 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail) et de Thierry Foucaud n° I-162 (régime d'imposition des rémunérations différées au montant excédant six fois le plafond annuel de la sécurité sociale), n° I-174 (suppression de la mention d'un taux de défiscalisation pour les investissements en matière de logement en outre-mer) et n° I-175 (réduction des taux de défiscalisation des investissements productifs en outre-mer). - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 3** (p. 7294, 7295) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-182 de M. Thierry Foucaud (relèvement du plafond d'exonération du livret de développement durable) et n° I-143 de M. Philippe Adnot (pérennisation de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription à des parts de fonds d'investissement de proximité). - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7296) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-107 de Mme Nicole Bricq (retour aux anciens plafonds des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) et n° I-176 de M. Thierry Foucaud (modification des plafonds éligibles aux réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde d'enfants). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7299, 7300) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-91 de Mme Nicole Bricq (barème de la prime pour l'emploi) et de M. Thierry Foucaud n° I-177 (régime d'imposition sur les plus-values) et n° I-178 (relèvement du taux d'imposition des plus-values). - **Article 2 bis (Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice)** (p. 7302, 7303) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-1 de la commission et n° I-122 de M. Yves Détraigne. - **Article 2 ter (Réduction d'impôt sur le revenu et déduction de l'impôt sur les sociétés pour le financement de projets économiques dans les pays en développement)** (p. 7308, 7310) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-2 de la commission et n° I-151 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 7312, 7313) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-111 (plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu) et n° I-92 (modification du régime fiscal dérogatoire pour les dépenses d'hébergement des personnes dépendantes) et n° I-93 de M. François Marc (crédit d'impôt en matière de travaux d'économie d'énergie). - **Article 2 quater (Régime fiscal du capital versé aux mineurs pour le rachat de leur droit au logement et au chauffage)** (p. 7314, 7315) : avis du

Gouvernement sur les amendements n° I-201 de Mme Marie-France Beaufilets et n° I-49 de Mme Brigitte Bout. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7316, 7317) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-104 de M. Bertrand Auban (abaissement de l'âge ouvrant le bénéfice de la demi-part supplémentaire pour les titulaires de la carte du combattant) et n° I-90 de M. Thierry Repentin (recentrage du taux réduit de TVA appliqué à la vente d'immeubles dans les quartiers de rénovation urbaine). - **Article 2 quinquies (Exonération de l'impôt sur le revenu des primes versées au titre du prix Nobel)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-3 de la commission. - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** (p. 7318) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-116 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction d'impôt au titre des cotisations versées à l'ordre national des infirmiers). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7319, 7320) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-109 de M. Jean-Pierre Sueur (augmentation du niveau de déductibilité des frais funéraires de l'actif de succession) et n° I-110 de Mme Nicole Bricq (fixation du montant de la réserve spéciale de participation au tiers du bénéfice après impôt). - **Article 3 bis (Déductibilité de certaines charges des bénéfices imposables)** (p. 7321) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-152 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 7322, 7326) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° I-47 (instauration d'une déduction forfaitaire du revenu foncier au titre des charges de propriété), n° I-46 (définition des avances aux cultures pour la détermination du résultat imposable, en cas d'imposition d'après le bénéfice réel), n° I-43 (relèvement du seuil de comptabilisation des recettes accessoires pour la détermination du bénéfice agricole), n° I-41 (extension de l'abattement pour durée de détention applicable aux plus-values de cessions d'actions ou de parts de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés), n° I-40 (suppression pour les exploitants agricoles de l'irrévocabilité de l'option pour la TVA trimestrielle), n° I-42 (calcul du bénéfice de l'exploitation agricole pour l'application de l'impôt sur le revenu) et n° I-38 (exonération d'impôt sur le revenu des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale). - **Article 3 ter (Prorogation de certaines incitations fiscales dans le domaine de l'environnement)** (p. 7326) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-153 de M. Thierry Foucaud et n° I-5 de la commission. - **Article 3 quater (Régime fiscal de certains entrepreneurs indépendants)** (p. 7328) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-241 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 5329, 5333) : sur l'amendement n° I-225 de M. Alain Lambert (exonération au titre des plus-values professionnelles des cessions de sociétés civiles professionnelles ne comprenant qu'un seul associé), son sous-amendement n° I-247 ; adopté, et sur l'amendement n° I-226 de M. Alain Lambert (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit en faveur des engagements collectifs de conservation au profit des apports mixtes), son sous-amendement n° I-248 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Lambert n° I-222 (précision sur le champ des cessions de gré à gré de sociétés civiles à objet principalement agricole faisant l'objet d'un droit fixe d'enregistrement), n° I-223 (exonération de taxe départementale de publicité foncière des baux à construction conclus dans le cadre du "Pass foncier") et n° I-224 (mesures relatives à la taxe de publicité foncière ou au droit d'enregistrement) et n° I-48 de M. Roland du Luart (allongement du délai de transformation des centres de gestion agréés et habilités à tenir une comptabilité).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Article 9 (Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP)** (p. 7414, 7418) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-136 et I-137 de M. Dominique Braye, n° I-208 et I-209 de M. Jacques Gautier, n° I-203 de M. Charles Revet, n° I-71 de M. Gérard Miquel et n° I-11 de la commission, ainsi que sur le sous-amendement n° I-231 de M. Dominique Braye s'y rapportant. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7418, 7430) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-33 de M. Michel Houel (application d'un régime fiscal préférentiel aux entreprises artisanales consacrant une partie de leur activité aux services à la personne), n° I-23 de Mme Anne-Marie Escoffier (application du taux réduit de TVA aux

collecteurs flottants de déchets domestiques), n° I-171 de M. Thierry Foucaud (mise en œuvre de la taxe "Tobin"), ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-56 (création d'une taxe carbone) et n° I-59 (maintien en 2009 du mécanisme de régularisation de la DGF en appliquant cumulativement les régularisations de 2007 et de 2008), de M. Gérard Miquel n° I-77 (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière pharmaceutique) et n° I-80 (création d'un Fonds de développement de la chaleur renouvelable), et de M. Dominique Braye n° I-139 (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière des déchets ménagers dangereux), n° I-140 (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière des déchets d'activités de soins à risques infectieux) et n° I-141 (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière d'ameublement). - **Articles additionnels avant l'article 9 bis** (p. 7431) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-228 de la commission (suppression du "frottement fiscal" pour les sociétés d'avocats se transformant en associations d'avocats). - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 7433) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-149 de M. Thierry Repentin (restriction de l'application du taux réduit de TVA dans le cas des réseaux de chaleur) et n° I-108 de M. Jean-Pierre Sueur (application du taux réduit de TVA aux entreprises de pompes funèbres). - **Article 9 ter** (Instauration d'un abattement sur le "malus" automobile tenant compte de la composition du foyer) (p. 7433, 7434) : son amendement n° I-251 : aménagement de la "familialisation" du malus ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-12 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 7435, 7436) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-26 de M. Jean-Pierre Vial (exonération du malus automobile en faveur des personnes handicapées) et n° I-67 de Mme Nicole Bricq (exonération du malus automobile en faveur des titulaires de la carte d'invalidité). - **Article 9 quater** (Instauration d'un abattement sur le malus automobile au bénéfice des véhicules "flex-fuel") (p. 7437, 7438) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-13 de la commission (réduction du malus automobile en faveur des véhicules équipés pour fonctionner au superéthanol E85). - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7439, 7444) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-14 de la commission (possibilité pour le contribuable assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune d'obtenir la liquidation et le remboursement de ses créances sur l'État sans démarche particulière), sur les amendements portant sur le même objet n° I-163 de M. Thierry Foucaud et n° I-94 de Mme Nicole Bricq (suppression du "bouclier fiscal"), ainsi que sur les amendements de cette dernière n° I-96 (limitation de l'application du "bouclier fiscal" en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-106 (nonaccès au "bouclier fiscal" pour les bénéficiaires de levées d'option).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 7578, 7580) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-197 de M. Jack Ralite (extension de la redevance audiovisuelle aux résidences secondaires), n° I-20 (champ d'application de la provision pour investissement des entreprises de presse) de la commission repris par M. Michel Charasse ainsi que sur le sous-amendement n° I-260 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° I-20 précité. - **Article 24** (Répartition du produit de la taxe de l'aviation civile, TAC, entre le budget général et le budget annexe "Contrôle et exploitation aériens") (p. 7581) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-237 de la commission. - **Article 25** (Répartition du produit des amendes des radars automatiques) (p. 7584) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-146 de M. Louis Pinton, n° I-198 de Mme Marie-France Beaufilets et n° I-66 et I-65 de M. Gérard Miquel. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 7586) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-199 de M. Jean-François Voguet (relèvement du prélèvement sur les jeux de la Française des jeux au profit du Centre national du développement du sport). - **Article 28** (Opérations financières avec l'ERAP) (p. 7587) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-21 de la commission. - **Article 29** (Dissolution d'Autoroutes de France, ADF) (p. 7588) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-238 de la commission. -

Article 30 (Augmentation du droit de timbre perçu sur les demandes de passeport) (p. 7589, 7590) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-158 de M. Thierry Foucaud et n° I-64 de Mme Michèle André. - **Article 32 bis** (Volet immobilier de l'accompagnement de la restructuration du ministère de la défense) (p. 7592) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-239 et I-240 de la commission et n° I-200 de Mme Marie-France Beaufilets. - **Article 32 ter** (Autorisation de la perception de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement des certificats d'immatriculation des véhicules) (p. 7593) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-159 de M. Thierry Foucaud. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 7620, 7623) : réponse aux orateurs. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7655, 7656) : remerciements. Adaptation des finances publiques à la crise économique mondiale. Salue les avancées en matière de rémunération des équipes de gestion de fonds de capital-risque ; gestion du bouclier fiscal ; fiscalité écologique.

Deuxième partie :

Articles de récapitulation des crédits

- (8 décembre 2008) - **Article 39** (Plafond des autorisations d'emplois) (p. 8548) : son amendement n° II-394 : coordination ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 8549, 8553) : sur l'amendement n° II-304 de M. Michel Charasse (mise sous plafond d'emploi des établissements à autonomie financière du ministère des affaires étrangères), son sous-amendement n° II-400 ; rejeté. - **Article 40** (Plafond des emplois des opérateurs de l'Etat) (p. 8553) : son amendement n° II-395 : coordination ; adopté. - **Article 41** (Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement) : son amendement n° II-389 : modification de la liste des programmes bénéficiant d'une autorisation de reports de crédits de paiement supérieur à 3 % ; adopté.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 42 A** (Actualisation du taux d'inflation pris en compte en 2009 pour les revalorisations annuelles effectuées par référence au rapport économique, social et financier) (p. 8554) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-312 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8559, 8560) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Jean-Arthur n° II-309 (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libérateur sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %) et n° II-387 (repli), n° II-311 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal), sur les sous-amendements n° II-403 de M. Bernard Vera et n° II-401 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° II-309 précité, sur les sous-amendements n° II-404 de M. Bernard Vera et n° II-402 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° II-387 précité. (p. 8566, 8574) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Lambert n° II-282 (régime de déduction du revenu des frais, droits et intérêts d'emprunt pour l'acquisition de parts et d'actions d'une société), n° II-278 (aménagement du délai de départ à la retraite du dirigeant lors de la transmission échelonnée d'une entreprise), n° II-279 (diminution du droit d'enregistrement sur les réductions de capital par attribution de biens aux associés sortants), n° II-281 (application du taux réduit de taxe de publicité foncière de 0,60 % pour les locataires faisant l'acquisition de leur habitation principale), n° II-284 (maintien du report d'imposition en cas de partage d'une entreprise individuelle avec soulte), n° II-283 (maintien du report d'imposition en cas de partage d'une entreprise avec soulte), n° II-280 (exclusion des héritiers exonérés de droits de succession de l'application du principe de solidarité pour le paiement des droits de succession), et sur l'amendement n° II-249 de la commission (imputation des moins-values issues des cessions de valeurs mobilières réalisées en 2008 sur le revenu global). Sur l'amendement n° II-285 de M. Alain Lambert (application aux neveux et nièces venant à une succession par représentation de leur auteur du tarif prévu pour les successions dévolues entre les frères et soeurs), son sous-amendement n° II-398 ; adopté. - **Article 42** (Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux") (p. 8579, 8592) : son

amendement n° II-399 : réduction d'impôt pour les travaux de transformation en logement de tout ou partie des locaux situés dans des immeubles à usage d'habitation ; devenu sans objet. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-272, II-350, II-330, II-331, II-332, II-357, II-364, II-365 et II-363 de M. Jean-Léonce Dupont, n° II-250 de la commission, n° II-359, II-351 et II-336 de M. Jean-Paul Fournier, n° II-369 de M. Yves Dauge et n° II-360 et II-361 de M. Philippe Richert. Présentation prochaine au Parlement du plan de relance annoncé par le Président de la République à Douai.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 8673, 8674) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Laurent Béteille n° II-274 (octroi du régime de "translucidité" fiscale des sociétés, prévu à l'article 8 du code général des impôts, aux associés dirigeants de société par actions simplifiée), n° II-273 (mise en place d'un dispositif fiscal incitant les cabinets d'avocats à développer leurs activités à l'étranger) et n° II-275 (inclusion des dépenses de frais d'avocat dans l'assiette du crédit d'impôt pour les PME au titre de leurs dépenses de prospection commerciale à l'étranger). - **Article 51** (*Mesures d'incitation à la réalisation d'investissements en faveur de la restructuration foncière forestière*) (p. 8675, 8677) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-156, II-157 et II-158 de M. Philippe Leroy. - **Article additionnel après l'article 51** (p. 8678) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-302 de M. Jean-Pierre Bel (assujettissement de l'Office national des forêts à la taxe foncière sur les propriétés non bâties au titre des terrains non bâtis de l'Etat dont il a la charge). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8680, 8683) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-102 de M. Jean Milhau (majoration de la valeur des terrains constructibles), n° II-368 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (majoration du taux de la taxe communale additionnelle au droit de mutation), et de M. Albéric de Montgolfier n° II-335 (possibilité pour les EPCI à fiscalité mixte et les EPCI à taxe professionnelle unique de fixer un taux spécifique pour la taxe professionnelle perçue au titre des éoliennes de leur territoire) et n° II-334 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conditions de l'équilibre économique de l'industrie éolienne, et en particulier sur son régime fiscal). Favorable à l'amendement n° II-102 de M. Jean Milhau (majoration de la valeur des terrains constructibles). (p. 8684, 8687) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-299 de M. Yannick Botrel (régime dérogatoire de France Télécom en matière de taxe professionnelle), n° II-298 de Mme Nicole Bricq (possibilité pour les régies de quartier et de territoire d'être éligibles à l'agrément en tant qu'organismes prestataires de services à la personne), n° II-176 de M. Bruno Gilles (exonération d'impôts locaux des dispositifs de protection des chantiers et locaux professionnels) et n° II-177 de M. Michel Charasse (instauration d'un crédit d'impôt égal à 25 % des dépenses engagées par les entreprises pour assurer leur sécurité). - **Article 52 bis** (*Modification des règles du prélèvement effectué au profit du fonds de solidarité de la région Ile-de-France, FSRIF*) (p. 8692, 8693) : son amendement n° II-406 : aménagement du dispositif élargissant aux EPCI le financement du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-291 de Mme Nicole Bricq, n° II-397 de la

commission, ainsi que sur le sous-amendement n° II-410 de M. Denis Badré se rapportant à l'amendement n° II-406 du Gouvernement précité. - **Article 52 ter** (*Actualisation des valeurs locatives*) (p. 8696) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-323 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8697, 8703) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° II-292 (révision générale des valeurs locatives), n° II-294 (augmentation de 0,1 point des taux du versement transport en Ile-de-France) et n° II-295 (application du taux réduit de TVA aux redevances versées à Réseau Ferré de France), de M. Gérard César n° II-339 (révision des valeurs locatives) et n° II-340 (introduction d'un complément technique à la possibilité offerte aux établissements publics de coopération intercommunale ayant opté pour le dispositif fiscal de la taxe professionnelle unique de créer une commission intercommunale des impôts directs), n° II-293 de M. Marc Massion (modification des règles de versement au fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle pour les établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, résultant de la fusion d'EPCI préexistants) et sur le sous-amendement n° II-409 de la commission portant sur l'amendement n° II-287 de M. Daniel Reimer (impact des levés d'options de crédit-bail sur la valeur locative des immobilisations). - **Article 53** (*Doublement du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique*) (p. 8705) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-296 de Mme Odette Herviaux et n° II-347 de M. Philippe Richert. - **Article 54** (*Aménagement du régime de la redevance pour pollutions diffuses et de l'affectation de son produit*) (p. 8706) : sur l'amendement n° II-262 de la commission (modification du rythme d'augmentation de la redevance pour pollutions diffuses, et affectation du surplus de recettes à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques), son sous-amendement n° II-408 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 8708) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-305 de Mme Nathalie Goulet (accélération du versement aux communes des attributions au titre du fonds de compensation de la TVA) et n° II-338 de M. Gérard César (allongement du délai pendant lequel les communes et les établissements publics de coopération intercommunale peuvent financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général). - **Article additionnel avant l'article 54 bis** (p. 8709) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-116 de M. Yves Détraigne (assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes des sacs plastiques à usage unique). - **Article 54 bis** (*Prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle sur sept bassins d'emploi*) (p. 8711) : son amendement n° II-166 : extension de 7 à 25 bassins d'emploi du contrat de transition professionnelle ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 8713) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-269 de M. Michel Houel (obligation pour les micro-entreprises qui ne sont pas tenues de faire appel aux services d'un expert-comptable ou d'une association de gestion et de comptabilité de soumettre leurs documents comptables au contrôle d'un organisme agréé). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8767, 8768) : remerciements.

LAGAUCHE (Serge)
sénateur (Val-de-Marne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la commission des finances : Le financement des universités : pour un SYstème de répartition des Moyens à l'Activité et à la Performance (SYMPA) [n° 382 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Culture : Création - Cinéma [n° 100 tome 3 fasc. 2 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Culture**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jacques Valade sur l'expérimentation de la gratuité des musées** - (26 mars 2008) (p. 1237, 1239) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif et modifiant le code du sport [n° 310 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2605, 2607) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 1er** (art. L. 222-5 à L. 222-12 du code du sport - *Conditions d'exercice de la profession d'agent sportif*) (p. 2612, 2616) : ses amendements n° 1 : obligation pour les préposés de la société d'un agent sportif de détenir la licence d'agent sportif pour en exercer les activités ; n° 2 : interdiction de cumuler les fonctions de dirigeant associé ou actionnaire d'une société d'agent sportif avec celle de sportif ou d'entraîneur ; n° 5 : obligation d'obtention de la licence d'agent sportif pour les ressortissants des pays non membres de l'Union européenne ; et n° 6 : suppression du contrôle des contrats de travail et de transfert des joueurs par les ligues professionnelles ; rejetés ; n° 3 : clarification ; n° 4 : suppression du régime dérogatoire pour l'exercice temporaire et occasionnel de l'activité d'agent sportif pour les ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ; et n° 7 : fixation d'un délai à l'obligation de communiquer les contrats de travail et de transfert de joueurs aux fédérations ; retirés. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3513, 3514) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3520, 3521) : sa motion n° 1 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article 1er** (*Création d'un chapitre III au titre III du livre 1er du code de l'éducation*) (p. 3525, 3526) : son amendement n° 38 : suppression ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 133-2 du code de l'éducation - *Prévention des conflits dans l'enseignement scolaire public du premier degré*) (p. 3541, 3542) : son amendement n° 41 : suppression ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 133-3 du code de l'éducation - *Compétence d'organisation du service d'accueil en cas de grève*) (p. 3543) : son amendement n° 42 : suppression ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 133-4 du code de l'éducation - *Organisation du service d'accueil par la commune*) (p. 3548, 3550) : ses amendements n° 44 : suppression ; et n° 45 : relèvement, à 50 % des enseignants d'une école, du seuil déclenchant l'organisation par la commune d'un service d'accueil. - **Article 8** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - *Contribution financière versée par l'Etat aux communes pour la mise en œuvre du service d'accueil*) (p. 3560) : son amendement n° 50 : versement de la compensation de l'Etat dans les 35 jours suivant la notification par le maire des éléments nécessaires à son calcul ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3561) : son amendement n° 48 : transfert de la responsabilité administrative des communes et de la responsabilité pénale du maire à l'Etat pour la mise en œuvre du service d'accueil ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 133-7 du code de l'éducation - *Prestation de services pour l'organisation du service d'accueil*) (p. 3562) : son amendement n° 51 : suppression ; rejeté. - **Article 10** (*Entrée en vigueur des dispositions du projet de loi*) (p. 3563) : son amendement n° 52 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3564) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (4 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 20** (p. 4089) : soutient l'amendement n° 608 de M. Thierry Repentin (régime d'assurance chômage des travailleurs saisonniers) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 4406) : ses amendements portant sur le même objet n° 1021 et 1020 : renforcement de la réglementation de la gestion des cartes d'accès illimitées au cinéma ; retirés. - **Article 28** (art. 30-1 à 30-3 [nouveaux] du code de l'industrie cinématographique et L. 111-6-1, L. 122-1, L. 122-2 et L. 452-8 du code de l'urbanisme - *Aménagement cinématographique*) (p. 4409, 4410) : son amendement n° 1022 : maintien des critères actuels régissant l'ouverture ou l'extension des complexes cinématographiques ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut

de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - *Equipped des immeubles pour le très haut débit*) (p. 4467, 4468) : soutient l'amendement n° 784 de M. Daniel Raoul (obligation d'information sur les infrastructures et les réseaux par les gestionnaires et les opérateurs) ; rejeté. (p. 4470) : soutient l'amendement n° 997 de M. Daniel Raoul (substitution du principe du "roaming" à celui de "l'itinérance locale") ; retiré. (p. 4471, 4472) : soutient les amendements de M. Daniel Raoul n° 786 (convention régissant le partage des infrastructures) ; et n° 785 (application de l'itinérance locale dans des conditions ne nuisant pas à la qualité des services des opérateurs présents) ; retirés. (p. 4475) : soutient l'amendement n° 783 de M. Daniel Raoul (modalités de fixation du point de mutualisation) ; retiré. (p. 4482) : soutient l'amendement n° 788 de M. Daniel Raoul (contenu du rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) ; devenu sans objet. - **Article 30 quater** (art. 19 de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - *Obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 de tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs TNT individuel*) (p. 4503) : intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (suppression de l'obligation d'intégrer un décodeur MPEG-4 HD dans les petits téléviseurs et les adaptateurs au 1er décembre 2011).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire - Commission mixte paritaire [n° 140 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5128) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5308, 5310) : son intervention. Exemple de l'Île-de-France.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5458) : soutient l'amendement n° 548 de M. Thierry Repentin (encadrement du dispositif d'expérimentation de la modulation des loyers) ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - *Réforme de la gouvernance du 1 % logement*) (p. 5538) : soutient l'amendement n° 312 de M. Thierry Repentin (avis des représentants des organisations syndicales et patronales, membre de l'Union d'économie sociale du logement, UESL, sur le décret définissant l'emploi des fonds du 1 % logement) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) - **Article 7** (*Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés*) (p. 5620) : soutient l'amendement n° 357 de Mme Jacqueline Alquier (inscription de l'amélioration de la performance énergétique au nombre des actions mises en œuvre par le programme de requalification des quartiers anciens dégradés) ; adopté. - **Article 8** (art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003, art. L. 321-1-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 321-1, L. 325-1 et L. 326-1 du code de l'urbanisme - *Mise en œuvre du PNRQAD*) (p. 5629, 5630) : soutient l'amendement n° 355 de M. Thierry Repentin (suppression de l'article) ; rejeté. - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - *Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat*) (p. 5645, 5648) : intervient sur le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 de la commission

(modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH). Soutient les sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 367 (suppression du premierement du III de l'article) ; n° 362 (suppression du deuxièmeement du III de cet article) ; devenus sans objet. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5662, 5663) : soutient l'amendement n° 611 de M. Thierry Repentin (constitution de sociétés publiques locales d'aménagement sous la forme de société par actions simplifiées) ; retiré.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6350, 6352) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 6380, 6381) : son amendement n° 124 : rémunération des ayants droit dans le cadre de la copie privée ; retiré. - **Article 2 (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet)** (p. 6390) : son amendement n° 126 : nomination du président du collège de la HADOPI par ses pairs ; devenu sans objet. (p. 6427) : intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6450, 6452) : ses amendements n° 136 : conclusion d'un accord entre les partenaires de la filière cinéma-audiovisuel avant le 30 juin 2009 ; rejeté ; n° 138 : création d'un système de référencement permettant aux moteurs de recherche d'afficher en tête des pages les offres légales de l'œuvre désignée ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9 ou après l'article 10** (p. 6459) : son amendement n° 135 : réaménagement et accélération de la chronologie des médias ; devenu sans objet. Intervient sur le sous-amendement n° 103 de Mme Catherine Morin-Desailly portant sur l'amendement n° 50 de la commission (mise en place d'une base juridique au dispositif de chronologie des médias). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6470) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Article 23 (Ressources des organismes de l'audiovisuel public)** (p. 7478) : intervient sur l'amendement n° I-196 de M. Jack Ralite (augmentation de la redevance audiovisuelle).

- **Rappel au règlement** - (28 novembre 2008) (p. 7843) : mépris de la direction du CNRS et de sa tutelle envers les chercheurs.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7854, 7856) : son intervention.

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8181, 8183) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8209) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole).

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) (p. 8462, 8463) : son intervention.

Culture

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 7475) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission et des deux articles rattachés. (p. 8478, 8480) : à titre personnel, son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 55 quinquies** (p. 8729, 8730) : avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'amendement n° II-310 de M. Philippe Dominati (création d'un crédit d'impôt pour la relocalisation en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles réalisées par des entreprises de production établies hors de France).

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8829) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 44 bis (Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation)** (p. 9352) : avis favorable du groupe socialiste sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle).

LAMBERT (Alain)
sénateur (Orne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public Autoroutes de France le 10 janvier 2008.

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations le 23 juillet 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Fonds pour le développement de l'intermodalité dans les transports le 24 janvier 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres [n° 99 tome 3 annexe 10 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Environnement.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 5** (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - *Inaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société*) (p. 3730) : son amendement n° 985 : protection des héritiers d'un entrepreneur individuel après son décès ; devenu sans objet. (p. 3733) : intervient sur l'amendement n° 209 de la commission (suppression du report des effets de la déclaration d'insaisissabilité par décès de l'entrepreneur individuel au décès de son conjoint survivant) et sur l'article 5.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - *Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 4632, 4633) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - *Domaine de la loi*) (p. 4710) : ses amendements n° 1 : principe de consolidation des comptes publics ; et n° 19 : repli ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 4730) : son amendement n° 22 : présentation obligatoire au Parlement d'une évaluation du coût et de l'efficacité des dispositions fiscales dérogatoires ; rejeté. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 4733, 4734) : son amendement n° 23 : suppression du régime particulier en matière de délai applicable aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale ; retiré. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - *Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission*) (p. 4740) : son amendement n° 24 : codécision par les commissions et le Gouvernement des amendements faisant l'objet du vote bloqué ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 21** (p. 4750) : son amendement n° 25 : prestation de serment par le Gouvernement du respect par le projet de loi de finances du principe de sincérité ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7258, 7259) : son intervention.

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 7329, 7333) : ses amendements n° I-225 : exonération au titre des plus-values professionnelles des cessions de sociétés civiles professionnelles ne comprenant qu'un seul associé ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-247 du Gouvernement ; n° I-226 : exonération

partielle des droits de mutation à titre gratuit en faveur des engagements collectifs de conservation au profit des apports mixtes ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-248 du Gouvernement. Ses amendements n° I-222 : précision sur le champ des cessions de gré à gré de sociétés civiles à objet principalement agricole faisant l'objet d'un droit fixe d'enregistrement ; n° I-223 : exonération de taxe départementale de publicité foncière des baux à construction conclus dans le cadre du "Pass foncier" ; et n° I-224 : mesures relatives à la taxe de publicité foncière ou au droit d'enregistrement ; retirés.

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7770, 7772) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8563) : favorable à l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %). (p. 8566, 8576) : ses amendements n° II-282 : régime de déduction du revenu des frais, droits et intérêts d'emprunt pour l'acquisition de parts et d'actions d'une société ; n° II-278 : aménagement du délai de départ à la retraite du dirigeant lors de la transmission échelonnée d'une entreprise ; n° II-279 : diminution du droit d'enregistrement sur les réductions de capital par attribution de biens aux associés sortants ; et n° II-281 : application du taux réduit de taxe de publicité foncière de 0,60 % pour les locataires faisant l'acquisition de leur habitation principale ; retirés. Ses amendements n° II-284 : maintien du report d'imposition en cas de partage d'une entreprise individuelle avec soule ; n° II-283 : maintien du report d'imposition en cas de partage d'une entreprise avec soule ; n° II-280 : exclusion des héritiers exonérés de droits de succession de l'application du principe de solidarité pour le paiement des droits de succession ; adoptés. Son amendement n° II-285 : application aux neveux et nièces venant à une succession par représentation de leur auteur du tarif prévu pour les successions dévolues entre les frères et soeurs ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-398 du Gouvernement. (p. 8576) : favorable à l'amendement n° II-249 de la commission (imputation des moins-values issues des cessions de valeurs mobilières réalisées en 2008 sur le revenu global).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9264) : reprend l'amendement de M. Michel Charasse n° 44 (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA dès lors que l'actif net successoral dépasse 100 000 euros) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 9271, 9276) : ses amendements n° 40 : instauration d'une déduction des frais, droits et intérêts d'emprunt pour l'acquisition de parts et d'actions d'une société ; n° 35 : allongement du délai entre la cession de l'entreprise et la cessation de fonction dans le cadre du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles des dirigeants partant à la retraite ; n° 36 : réduction du droit d'enregistrement sur les réductions de capital par attribution de biens aux associés sortants ; n° 38 : extension du droit fixe d'enregistrement pour les cessions de gré à gré à toutes les sociétés civiles à objet principalement agricole ; n° 39 : éligibilité des apports en numéraires aux groupements fonciers agricoles à l'exonération partielle d'ISF ; et n° 93 : conditions d'application du taux réduit de la taxe de publicité foncière sur les immeubles ruraux ; adoptés.

LAMÉNIÉ (Marc)
sénateur (Ardennes)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) (p. 8068) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

LAMURE (Élisabeth)
sénateur (Rhône)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 4 décembre 2008.

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)] - (Rapport) [n° 413 tome 1 (2007-2008)] (24 juin 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 398 (2007-2008)] de modernisation de l'économie [n° 413 tome 2 (2007-2008)] (24 juin 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de modernisation de l'économie [n° 476 (2007-2008)] (17 juillet 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - rapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3604, 3606) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement) (p. 3767, 3781) : position de la commission sur les amendements n° 512, 511 et 513 de Mme Odette Terrade (suppression du III de l'article), n° 403, 404 et 402 de M. Daniel Raoul, n° 97, 315 et 316 de M. Pierre Hérisson, n° 959, 960 et 958 de M. Philippe Dominati, n° 951 de M. Jean-Paul Émin, n° 820 de M. Philippe Darniche, n° 269 de Mme Nathalie Goulet, n° 719 de M. Daniel Soulage et n° 752 de M. François Trucy. Ses amendements n° 109 ; n° 110 ; n° 111 : rédaction ; n° 113 : validité immédiate des accords interprofessionnels dérogatoires dans l'attente de leur validation avant le 1er mars 2009 ; n° 114 : extension, à tous les opérateurs, des accords interprofessionnels augmentant le délai légal ; n° 112 : possibilité, pour le ministre chargé de l'économie et après avis du Conseil de la concurrence, d'autoriser, dans certains secteurs n'ayant pu conclure d'accord interprofessionnel d'ici fin 2008, un dépassement transitoire du délai légal ; n° 115 : liste des collectivités d'outre-mer régie par le V ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3783, 3786) : position de la commission sur les amendements n° 262 de M. Gérard César (durée maximale de paiement ramenée à quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole), de M. Roland Courteau n° 773 (durée maximale de paiement ramenée à quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole), n° 774 (délai maximal de paiement ramené à cinquante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole), n° 772 (versement d'un acompte d'au moins 15 % du montant de la commande dans un délai de dix jours francs suivant signature du contrat dans le secteur viticole), n° 1019 du Gouvernement (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole), n° 267 de M. Éric Doligé (indexation des droits fixes perçus par les chambres de métiers sur le montant annuel du plafond de la sécurité sociale en vigueur l'année d'imposition) ainsi que sur le sous-amendement n° 1051 de M. Roland Courteau portant sur l'amendement n° 1019 (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole) précité. - **Article 6 bis** (art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - Contrôle des délais de paiement par les commissaires aux comptes) (p. 3788, 3789) : son amendement n° 117 : assouplissement de l'obligation d'établir un rapport sur les délais de paiement ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 405 de M. Daniel Raoul. - **Article 6 ter** (Dématérialisation des factures des administrations) (p. 3790) : son amendement n° 118 : obligation pour l'Etat, à compter du 1er janvier 2012, d'accepter les factures dématérialisées de ses fournisseurs ; adopté. - **Article 7** (art. L. 214-41 du code monétaire et financier - Réserve d'une part des marges publiques de haute technologie aux sociétés innovantes) (p. 3793, 3796) : son amendement n° 162 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 501 de Mme Odette Terrade, n° 707 de M. Michel Mercier, n° 294 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 408 et 407 de M. Daniel Raoul et n° 706 et 655 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3797) : position de la commission sur l'amendement n° 285 de Mme Esther Sittler (extension du dispositif de l'article 220 decies du code général des impôts aux entreprises de moins de cinq salariés). - **Article 8** (art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique - Réforme d'UBIFrance) (p. 3798, 3801) : ses amendements n° 119 : rédaction ; et n° 122 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 461 de Mme Marie-France Beauvils, n° 675 de Mme Anne-Marie Payet, n° 307, 308, 311 et 309 de Mme Nathalie Goulet, n° 410 et 409 de M. Daniel Raoul. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3802, 3803) : position de la commission sur les amendements n° 411 de M. Daniel Raoul (corrélation entre le soutien accordé aux PME par UBIFrance et le temps nécessaire au besoin de développement des produits concernés) et n° 913 de

Mme Nathalie Goulet (présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur l'opportunité de fusionner UBIFrance et l'Agence française des investissements internationaux). - **Article 9** (art. 8, 62, 163 unvicies, 206, 211, 211 bis, 221, et 239 bis AB [nouveau] du code général des impôts - Faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes) (p. 3806, 3807) : position de la commission sur les amendements n° 412 de M. Daniel Raoul, n° 754 de M. François Trucy, n° 1017 de M. Philippe Dominati, n° 355 de M. Marc Massion et n° 77 de M. Dominique Mortemousque. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3807, 3817) : position de la commission sur les amendements de M. Dominique Mortemousque n° 265 (actualisation des références réglementaires en matière de retrait de terres agricoles de la production en vertu du règlement CE n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003) et n° 76 (extension du dispositif fiscal en faveur des exploitants individuels produisant de l'électricité d'origine photovoltaïque ou éolienne aux sociétés civiles ayant une activité agricole), de M. Philippe Adnot n° 617 (renforcement du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de PME), n° 634 (substitution de la société de capital-investissement à la holding introduite par le législateur), n° 633 (augmentation des plafonds permettant aux sociétés de capital-investissement de procéder à des investissements à l'étranger), n° 621 (unification des pourcentage et plafond d'exonération au titre de l'ISF pour investissement dans les PME) et n° 619 (limitation de l'usage détourné du dispositif d'exonération au titre de l'ISF par des professionnels), n° 610 de M. Bernard Seillier (instauration d'un avantage fiscal pour les personnes physiques investissant dans les sociétés de capital-risque solidaires dont l'activité est exclusivement dirigée vers l'investissement dans les TPE et les PME), n° 689 de M. Daniel Dubois (extension de la possibilité d'imputer sur l'ISF les dons faits aux associations sans but lucratif offrant des prêts pour la création, la reprise et le développement d'entreprises), n° 448 de M. Éric Doligé (exonération d'ISF, pour la partie concernée, des responsables d'entreprise apportant leurs actifs immobiliers en garantie d'une PME) et n° 982 de M. Philippe Dominati (exonération d'ISF, pour la partie concernée, des responsables d'entreprise apportant leurs actifs mobiliers en garantie d'une PME). - **Article 10 ter** (art. 24-1 [nouveau] de la loi n° 95-96 du 1er février 1995 - Compensation des variations du coût des carburants) (p. 3828) : son amendement n° 120 : précision des conditions de contrôle des infractions au dispositif de l'article 24-1 de la loi du 1er février 1995 et extension du dispositif au transport fluvial des marchandises ; adopté. - **Article 10 quater** (rapport au Parlement sur le bilan de l'action des acteurs du système public de financement, d'appui et de soutien aux PME) (p. 3828) : son amendement n° 121 : suppression de l'article ; adopté.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Intitulé du Chapitre Ier** (Mettre en œuvre la deuxième étape de la réforme des relations commerciales) (p. 4091) : son amendement n° 123 : nouvel intitulé de la division - Renforcer la protection du consommateur ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 21 B** (p. 4097, 4099) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 522 (redéfinition de la vente liée), n° 531 (affichage individualisé du prix des produits contenus dans une offre commerciale), n° 529 (interdiction des accords d'exclusivité entre partenaires commerciaux) et sur l'amendement n° 663 de M. Claude Biwer (interdiction des accords d'exclusivité entre partenaires commerciaux). - **Article 21 B** (art. L. 121-1-1 et L. 122-11-1 du code de la consommation - Liste des pratiques commerciales réputées trompeuses ou agressives) (p. 4101) : son amendement n° 124 : rédaction ; adopté. - **Article additionnel après l'article 21 B** (p. 4102, 4103) : position de la commission sur les amendements n° 692 de M. Pierre Fauchon (modalités de détermination du caractère abusif des clauses contractuelles) et n° 916 de M. Philippe Dominati (ajout à la liste des clauses abusives de la possibilité pour une banque de ne pas rendre effective immédiatement la dénonciation d'un compte joint). - **Article 21 C** (art. L. 132-1 [et son annexe] du code de la consommation - Liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives) (p. 4105) : son amendement n° 125 : date d'entrée en vigueur ;

adopté. Position de la commission sur les amendements n° 516 de Mme Odette Terrade et n° 956 de M. Philippe Dominati. - **Article additionnel après l'article 21 C** (p. 4107) : position de la commission sur l'amendement n° 517 de Mme Odette Terrade (extension de la protection contre les clauses abusives à tous les contrats identiques conclus par le même professionnel). - **Article 21 D** (*Numéro non surtaxé pour obtenir la bonne exécution d'un contrat*) (p. 4107, 4108) : son amendement n° 126 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 534 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 21 D** (p. 4108, 4114) : ses amendements n° 835 : conditions de souscription d'un contrat relatif à la fourniture d'énergie ; n° 128 : charge financière des contrôles préalables à la mise sur le marché d'un produit ; et n° 127 : applicabilité directe en droit interne des décisions communautaires relatives à la suspension de la mise sur le marché d'un produit dangereux ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 761 de Mme Anne-Marie Payet (encadrement des services après-vente), n° 767 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de l'électricité au-delà du 1er juillet 2010) et sur les sous-amendements n° 1077 et 1067 de M. Daniel Raoul et n° 1074 de Mme Odette Terrade, portant sur l'amendement n° 835 précité.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Division additionnelle avant l'article 21** (p. 4126) : son amendement n° 266 : conséquence ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 21** : position de la commission sur l'amendement n° 547 de M. François Fortassin (mise en place d'un double étiquetage mentionnant le prix payé par le consommateur et le prix d'achat au producteur). - **Article 21** (*art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente*) (p. 4133, 4139) : position de la commission sur les amendements n° 413, 414, 415, 416 et 417 de M. Daniel Raoul, n° 526, 509, 527, 872 et 873 de Mme Odette Terrade. (p. 4137, 4139) : ses amendements n° 129 : simplification rédactionnelle ; et n° 130 : clarification de la rédaction de l'article L. 441-7 du code du commerce ; adoptés après modification par les sous-amendements n° 1029 de M. Claude Biwer, n° 1050 de M. Daniel Raoul, n° 1061 de M. Michel Houel et n° 870 de Mme Odette Terrade. (p. 4142, 4145) : position de la commission sur les sous-amendements précités ainsi que sur le sous-amendement n° 1053 de M. Bruno Retailleau portant son amendement n° 130 précité. Position de la commission sur les amendements n° 641, 650 et 705 de M. Claude Biwer, n° 69 et 70 de M. Michel Houel, n° 418, 419 et 769 de M. Daniel Raoul, n° 724 et 725 de Mme Anne-Marie Payet, n° 869 de Mme Odette Terrade et n° 597 de M. Alain Vasselle. (p. 4146, 4150) : position de la commission sur les amendements n° 420 et 770 de M. Daniel Raoul, n° 532 de Mme Odette Terrade, n° 638 et 639 de Mme Anne-Marie Payet, n° 715 de M. Daniel Soulage, n° 668 de M. Claude Biwer et n° 988 de M. Bruno Retailleau. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 4151, 4152) : position de la commission sur les amendements n° 682 de M. Claude Biwer (nullité des conventions interdisant à des commerçants de revendre leurs magasins à un acheteur qui n'est pas membre du même réseau) et n° 421 de M. Daniel Raoul (impossibilité de retourner au fournisseur les produits agroalimentaires acceptés par le distributeur lors de la livraison). - **Article 22** (*art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction des abus dans la relation commerciale*) (p. 4156, 4157) : son amendement n° 132 : simplification rédactionnelle ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 422, 424 et 425 de M. Daniel Raoul, n° 874 et 875 de Mme Odette Terrade, n° 659 et 661 de M. Claude Biwer, n° 649 de Mme Anne-Marie Payet et n° 286 de Mme Esther Sittler. (p. 4158) : position de la commission sur l'amendement n° 598 de M. Alain Vasselle. (p. 4158, 4159) : position de la commission sur les amendements n° 598 de M. Alain Vasselle, n° 949 de M. Henri de Raincourt, n° 423 de M. Daniel Raoul et n° 987 de M. Bruno Retailleau. (p. 4160, 4162) : position de la commission sur les amendements n° 83 de M. Gérard Cornu, n° 690 de Mme Anne-Marie Payet, n° 426 de M. Daniel Raoul et n° 665 et 669 de M. Claude Biwer. Son amendement n° 133 : rédaction ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 4163, 4165) : position de la commission sur les amendements n° 530 de Mme Odette Terrade (possibilité pour un franchisé qui se voit contraint, en fin de contrat, de

respecter une période de non-concurrence, dont la longueur est de nature à mettre en péril la pérennité et la continuité de son entreprise, d'obtenir une indemnisation de la part de son franchiseur), n° 989 de M. Bruno Retailleau (présentation annuelle par le Gouvernement aux assemblées parlementaires d'un bilan annuel sur la mise en œuvre de ce titre) et n° 427 de M. Daniel Raoul (encouragement à l'émergence d'une véritable organisation du commerce de centre-ville). - **Article 22 bis** (*art. L. 440-1 du code de commerce - Désignation du président de la CEPC*) (p. 4165) : position de la commission sur l'amendement n° 536 de Mme Odette Terrade. Son amendement n° 134 : possibilité de désigner un vice-président appartenant à une juridiction administrative ou judiciaire lorsque le président de la commission d'examen des pratiques commerciales n'est pas membre d'une juridiction ; adopté. - **Article 22 ter** (*art. L. 442-9 du code de commerce - Prise en compte de la hausse du coût des céréales dans le prix des produits de consommation courante*) (p. 4166) : son amendement n° 135 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 4166, 4167) : position de la commission sur l'amendement n° 759 de M. Éric Doligé (autorisation des relevés de prix entre commerçants concurrents). - **Article 22 quater** (*art. L. 120-20-12, L. 314-1 et L. 314-12 du code de la consommation - Prêt viager hypothécaire*) (p. 4167) : son amendement n° 136 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4169, 4170) : son amendement n° 137 : introduction dans la loi des dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Autorité de la concurrence ; adopté. (p. 4174, 4175) : son amendement n° 138 : seconde étape de l'intégration dans le projet de loi de la réforme du contrôle de la concurrence ; adopté après modification par les sous-amendements de M. Bruno Retailleau n° 990, n° 1054 et n° 1055. (p. 4177) : position de la commission sur l'amendement n° 760 de Mme Anne-Marie Payet (dispositions destinées à rendre plus opérationnelles les règles dérogatoires relatives au contrôle des opérations de concentration dans les collectivités et départements d'outre-mer) et sur les sous-amendements n° 990, 991, 1054 et 1055 de M. Bruno Retailleau portant sur son amendement n° 138 précité. - **Article 23** (*Habilitation à créer par voie d'ordonnance une Autorité de la concurrence*) (p. 4181) : son amendement n° 139 : coordination ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1035 du Gouvernement. (p. 4184, 4186) : position de la commission sur les amendements n° 693 de M. Pierre Fauchon, n° 429 de M. Pierre-Yves Collombat, n° 428 de Mme Nicole Bricq, n° 488, 518, 519, 520 et 521 de Mme Odette Terrade et sur les sous-amendements n° 664 de M. Claude Biwer, n° 671 de Mme Anne-Marie Payet, n° 1035 du Gouvernement, n° 1079, 1080, 1081 et 1082 de Mme Odette Terrade portant sur l'amendement n° 139 précité. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4189) : position de la commission sur les amendements n° 430 de Mme Nicole Bricq (rapport annuel de l'Autorité de la concurrence sur l'évolution des pratiques de marges dans la distribution) et n° 691 de M. Pierre Fauchon (impossibilité pour les juridictions devant statuer sur des actions en dommages et intérêts concernant une pratique visée à l'article 81 ou 82 du traité instituant la Communauté européenne, de rendre une décision contraire à celle de l'Autorité de la concurrence concluant à l'existence d'une infraction). - **Article 24** (*art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - Régime des soldes*) (p. 4194) : position de la commission sur les amendements n° 431, 432, 433 et 434 de M. Daniel Raoul, n° 484, 514 et 525 de Mme Odette Terrade, n° 72 de M. Michel Houel et n° 59 de M. Gérard Longuet. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4197, 4199) : position de la commission sur les amendements n° 90 de M. Jean-Patrick Courtois (limitation de l'implantation des Villages de marques à la proximité des usines de production) et de M. Daniel Raoul n° 435 (renforcement des sanctions contre la vente à perte) et n° 436 (prise en compte de l'ensemble des charges de fonctionnement du magasin dans le calcul de la revente à perte). - **Article 25** (*Réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA*) (p. 4200) : son amendement n° 141 : remplacement des mots "taxe d'aide au commerce et à l'artisanat" par les mots "taxe sur les surfaces commerciales" ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1085 du Gouvernement. (p. 4201, 4204) : son amendement n° 140 : non-assujettissement à la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat des

magasins présents dans les centres commerciaux mais ne faisant pas partie d'une chaîne ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1086 du Gouvernement. (p. 4202) : position de la commission sur les amendements n° 471 de M. Gérard Le Cam, n° 71 de M. Michel Houel, n° 437 de M. Daniel Raoul, et sur les sous-amendements n° 1085 et 1086 du Gouvernement portant sur les amendements précités n° 140 et 141. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 4204, 4205) : position de la commission sur les amendements n° 660 de M. Claude Biwer (institution d'une taxe additionnelle à la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat en faveur des commerces de centre-ville et de proximité) et n° 91 de M. Jean-Patrick Courtois (défense des commerces de bouche, en particulier dans les centres-villes). - **Article 26** (art. L. 750-1 et L. 750-1-1 [nouveau] du code de commerce et art. 1er de la loi du 27 décembre 1973 - Renforcement du FISAC) (p. 4206) : parole sur l'article. (p. 4208) : ses amendements n° 142 : financement garanti du soutien au commerce de proximité et à l'artisanat ; et n° 143 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 472 de M. Gérard Le Cam, n° 438 de M. Daniel Raoul, n° 708 de Mme Anne-Marie Payet et n° 766 de M. Thierry Repentin.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4282) : position de la commission sur l'amendement n° 776 de M. René Beaumont (mise en place d'un dispositif introduisant une obligation de rénovation et d'amélioration des sites commerciaux anciens assorti d'un crédit d'impôt). - **Article 26 bis** (art. L. 214-1 et L. 214-2 du code de l'urbanisme - Prémption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 4285, 4286) : son amendement n° 144 : remplacement de la notion de superficie du terrain par une référence à la surface de vente ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 792 et 793 de M. Thierry Repentin et n° 487 de Mme Odette Terrade. - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4289) : parole sur l'article. (p. 4296, 4298) : son amendement n° 149 : clarification rédactionnelle ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 494 de Mme Odette Terrade, n° 646 de M. Yves Détraigne et n° 794 et 831 de M. Thierry Repentin. (p. 4300, 4302) : ses amendements n° 1091 : inscription comme membre de la commission départementale d'aménagement commercial, CDAC, du président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale ou d'un adjoint au maire de la commune d'implantation ; et n° 146 : pour les projets ayant une zone de chalandise dépassant les limites du département d'implantation, participation à la CDAC d'un élu ou d'une personnalité qualifiée de chaque département voisin concerné ; adoptés. (p. 4299, 4302) : position de la commission sur les amendements n° 795 de M. Thierry Repentin, n° 273 de M. Gérard Cornu et sur le sous-amendement n° 1070, déposé sur l'amendement précité n° 146 de la commission. (p. 4304) : son amendement n° 154 : suppression de la référence à la concurrence parmi les champs de compétences des personnes qualifiées devant siéger à la CDAC ; adopté. (p. 4304, 4306) : position de la commission sur les amendements n° 796 de M. Thierry Repentin, n° 714 de M. Daniel Soulage et n° 583 de M. Gérard Longuet. (p. 4309) : position de la commission sur les amendements n° 670 de M. Philippe Nogrix, n° 824 de M. Philippe Darniche, n° 695 de Mme Anne-Marie Payet et n° 797 de M. Thierry Repentin. (p. 4312, 4314) : position de la commission sur les amendements n° 798 et 802 de M. Thierry Repentin, et n° 968 de M. Jean Desessard. (p. 4320, 4321) : son amendement n° 147 : délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial présentant des spécificités en matière d'aménagement du territoire, de qualité d'urbanisme ou de protection de l'environnement et précision sur l'adoption des documents d'aménagement provisoire de ces zones par les SCOT ou à défaut par les EPCI compétents pour leur élaboration ; adopté après modification par le sous-amendement n° 807 de M. Thierry Repentin. Sur son amendement n° 147 précité, son sous-amendement n° 918 ; retiré. (p. 4317, 4325) : position de la commission sur les amendements n° 704 de Mme Jacqueline Gourault, n° 799 et 803 de M. Thierry Repentin, n° 258 de M. Alain Fouché, n° 612

de M. Philippe Adnot, n° 822 de M. Philippe Darniche, n° 683 de Mme Françoise Férat, n° 658 de Mme Anne-Marie Payet, n° 272 de M. Gérard Cornu, n° 585 de M. Gérard Longuet, n° 775 de M. René Beaumont et n° 971, 972 et 973 de M. Jean Desessard. Sur son amendement n° 147 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 805, 807 et 804 de M. Thierry Repentin et n° 806 de M. Jean-Pierre Sueur. (p. 4329) : son amendement n° 116 : faculté reconnue aux maires et aux présidents d'EPCI appartenant à des zones d'aménagement commercial de saisir la CDAC pour des projets de construction de commerce d'une surface comprise entre 300 et 1000 mètres carrés ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 801 et 809 de M. Thierry Repentin, n° 255 de M. Michel Houel et n° 268 de Mme Nathalie Goulet.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4387, 4388) : position de la commission sur les amendements n° 654 de M. Claude Biwer, n° 684 de Mme Anne-Marie Payet, n° 855 de M. Francis Grignon et n° 832, 833 et 834 de M. Thierry Repentin. (p. 4389) : position de la commission sur les amendements n° 974, 975 et 976 de M. Jean Desessard. (p. 4395) : ses amendements n° 151 : rédaction ; et n° 145 : précision des critères d'autorisation des commissions départementales d'aménagement commercial ; adoptés. (p. 4390, 4397) : position de la commission sur les amendements n° 800 de M. Thierry Repentin, n° 813 et 811 de M. Jean-Pierre Sueur, n° 275 de M. Gérard Cornu, n° 291 de M. René Beaumont, n° 647 et 672 de M. Yves Détraigne et n° 969 et 970 de M. Jean Desessard. Sur son amendement n° 145 précité, position de la commission sur le sous-amendement n° 993 de M. Bruno Retailleau. (p. 4398, 4400) : position de la commission sur les amendements n° 821 et 825 de M. Philippe Darniche, n° 259 de M. Alain Fouché, n° 777 de M. René Beaumont, n° 302 de Mme Nathalie Goulet et n° 810 de M. Jacques Gillot. (p. 4402) : son amendement n° 152 : rédaction ; retiré. (p. 4403) : son amendement n° 153 : rédaction ; adopté. (p. 4401, 4404) : position de la commission sur les amendements n° 276 et 277 de M. Gérard Cornu, n° 260 de M. Alain Fouché, n° 1049 du Gouvernement et n° 667 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 27** (p. 4404) : position de la commission sur l'amendement n° 88 de M. Jean-Patrick Courtois (simplification du transfert d'officine de pharmacie à l'intérieur d'une même commune). - **Articles additionnels après l'article 27 ou après l'article 27 bis** (p. 4405) : position de la commission sur l'amendement n° 290 de M. Georges Mouly (représentativité des chambres de métiers et d'artisanat et des chambres de commerce et d'industrie). - **Article 27 ter** (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme - Prise en compte des besoins en matière de commerce dans les PLU) : son amendement n° 155 : rédaction ; adopté. - **Article 27 quater** (art. L. 123-1 du code de l'urbanisme - Possibilité de déterminer dans le PLU les zones de développement de la diversité commerciale) (p. 4406) : son amendement n° 156 : cohérence ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 28** (p. 4407) : position de la commission sur les amendements n° 1021 et 1020 de M. Serge Lagauche (renforcement de la réglementation de la gestion des cartes d'accès illimitées au cinéma). - **Article 28** (art. 30-1 à 30-3 [nouveaux] du code de l'industrie cinématographique et L. 111-6-1, L. 122-1, L. 122-2 et L. 452-8 du code de l'urbanisme - Aménagement cinématographique) (p. 4410) : position de la commission sur l'amendement n° 1022 de M. Serge Lagauche. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4411) : position de la commission sur l'amendement n° 261 de M. Gérard César (possibilité de diffuser sur Internet, à l'exception des sites destinés à la jeunesse, des messages informationnels ou éditoriaux sur les boissons alcoolisées dès lors que les auteurs de la publication n'en retirent aucune contrepartie financière). (p. 4414) : position de la commission sur l'amendement n° 1078 du Gouvernement (prolongation de l'autorisation d'utiliser l'appellation "Saint-Émilion Grand cru"). - **Article 28 bis** (art. L. 212-3 du code du tourisme - Dérogation à la règle d'exclusivité d'activité des agents de voyages en matière de prestations accessoires aux foires et salons) (p. 4414) : son amendement n° 157 : suppression ; adopté. - **Article 28 ter** (loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 - Abrogation de la loi relative aux voitures de petite remise) : son amendement n° 158 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 4415, 4418) : position de

la commission sur les amendements de Mme Anne-Marie Payet n° 685 (interdiction de la vente de tabac hors taxes dans les boutiques des aéroports pour les personnes voyageant entre la France métropolitaine et un département d'outre-mer), n° 686 (suppression des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant des départements d'outre-mer), n° 687 (exclusion des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant de l'île de La Réunion), n° 718 (interdiction de la vente de produits de tabac en distributeur automatique), n° 640 (interdiction de toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail) et n° 696 de Mme Muguette Dini (application de la loi n° 77-6 du 3 janvier 1977 relative à l'exploitation des voitures de petite remise aux sociétés de transport de personnes à moto). - **Intitulé du Chapitre Ier** (*Développer l'accès au très haut débit et aux nouvelles technologies de l'information et de la communication*) (p. 4419) : son amendement n° 159 : changement d'intitulé de la division ; adopté. - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L.33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - *Équipement des immeubles pour le très haut débit*) (p. 4423, 4431) : ses amendements n° 160 : prise en compte de la spécificité des besoins de certains occupants dans les immeubles à usage mixte ; n° 161 : maximisation de la mutualisation des infrastructures entre opérateurs ; et n° 167 : suppression de la disposition permettant à un opérateur de transformer d'office en fibre optique son réseau à haut débit ; adoptés. (p. 4423, 4432) : position de la commission sur les amendements n° 744 de M. Jean-Pierre Vial, n° 842 et 841 de M. Philippe Leroy, n° 779, 545, 791, 780, 778 et 781 de M. Daniel Raoul et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1088 de Mme Odette Terrade.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) (p. 4469) : son amendement n° 163 : information obligatoire des opérateurs sur les déploiements en zones grises et bilan d'évaluation établi par l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes ; adopté. (p. 4472) : position de la commission sur les amendements n° 784, 997, 786 et 785 de M. Daniel Raoul, n° 836 de M. Paul Girod, n° 876 de Mme Marie-France Beaufils, n° 94 de M. Pierre Hérisson et n° 702 de M. Yves Pozzo di Borgo. (p. 4476, 4477) : ses amendements n° 168 : faculté pour l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes de définir des dérogations au principe d'accès à la fibre optique ; et n° 169 : obligation de motiver le refus d'accès ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 844 et 843 de M. Philippe Leroy, n° 783 de M. Daniel Raoul, n° 93 de M. Pierre Hérisson et n° 700 et 698 de M. Yves Pozzo di Borgo. (p. 4481, 4482) : ses amendements n° 164 : obligation d'équipement en fibre optique des logements neufs à compter du 1er janvier 2011 ; et n° 165 : rédaction ; adoptés ; n° 166 : élargissement de la portée du rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1094 de M. Philippe Leroy. (p. 4478, 4484) : position de la commission sur les amendements n° 838 (couverture des zones blanches) et n° 850 de M. Philippe Leroy, n° 92 de M. Pierre Hérisson, n° 644 de M. Philippe Nogrix, n° 877 de Mme Marie-France Beaufils, n° 788 de M. Daniel Raoul, n° 1089 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 1094 de M. Philippe Leroy à son amendement n° 166 précité. - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 4485, 4487) : position de la commission sur les amendements de M. Philippe Leroy n° 849 (conditions de diffusion des services de télévision locale par les grands opérateurs de télévision) et n° 839 (obligation faite aux opérateurs de fournir des prestations d'accès à la sous-boucle locale équivalentes à celles offertes sur la boucle locale). - **Article 29 bis** (art. L. 35-9 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - *Tarifs sociaux pour la téléphonie mobile*) (p. 4489) : son amendement n° 170 : modification d'une référence ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 300 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 29 ter** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - *Possibilité, pour l'ARCEP, d'assortir une mise en demeure d'obligations intermédiaires*) (p. 4490) : ses

amendements n° 171 : possibilité pour l'ARCEP de sanctionner le non-respect des obligations intermédiaires ; et n° 173 : faculté donnée à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes de retirer une autorisation d'utilisation de fréquences ou de ressources en numérotation ; adoptés ; et n° 174 : faculté donnée à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes de prononcer des sanctions pécuniaires ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1095 de M. Philippe Leroy. (p. 4491) : sur son amendement n° 174 précité, position de la commission sur le sous-amendement n° 1095 de M. Philippe Leroy. - **Articles additionnels après l'article 29 ter** (p. 4492) : son amendement n° 185 : modalités d'utilisation partagée des infrastructures publiques de génie civil ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1087 de M. Philippe Leroy. (p. 4493, 4496) : son amendement n° 853 : éligibilité au FCTVA des dépenses d'investissement des collectivités territoriales pour le déploiement de la fibre optique ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 848 de M. Philippe Leroy (information des collectivités territoriales sur l'exécution des conventions de délégation de service public et réaffirmation de leurs droits de propriété sur les réseaux et infrastructures de communications électroniques) et sur le sous-amendement n° 1087 du même auteur à son amendement n° 185 précité. - **Article 30** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - *Modalités d'assignation des fréquences hertziennes par l'ARCEP*) (p. 4497) : position de la commission sur l'amendement n° 479 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 30 bis** (art. 96-2 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Publication par le CSA des zones retenues pour leur desserte en TNT*) (p. 4498, 4499) : son amendement n° 175 : publication par le CSA du calendrier prévisionnel de mise en œuvre de la couverture des zones ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° 1032 et 1033 de M. Pierre Hérisson à son amendement n° 175 précité. - **Article 30 ter** (art. 99 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses*) (p. 4500, 4501) : son amendement n° 176 : encadrement du schéma national d'arrêt de la diffusion analogique et du basculement vers le numérique ; adopté. - **Article 30 quater** (art. 19 de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - *Obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 de tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs TNT individuel*) (p. 4502) : son amendement n° 177 : suppression de l'obligation d'intégrer un décodeur MPEG-4 HD dans les petits téléviseurs et les adaptateurs au 1er décembre 2011 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 4503, 4504) : position de la commission sur l'amendement n° 103 de M. Pierre Hérisson (obligation d'intégrer la radio numérique dans les récepteurs radio commercialisés en France). - **Article 30 quinquies** (*Bilan de l'intervention des collectivités territoriales au titre de l'art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales*) (p. 4505) : son amendement n° 178 : contenu du rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes remis au Parlement et au Gouvernement ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 845 de M. Philippe Leroy. - **Article 30 sexies** (*Réseau partagé en téléphonie mobile de troisième génération*) (p. 4506, 4507) : ses amendements n° 179 : encadrement de la marge de manœuvre de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes pour la mise en œuvre d'un réseau ; n° 181 : précision ; et n° 180 : rédaction ; adoptés. (p. 4508, 4509) : position de la commission sur les amendements n° 480 de Mme Marie-France Beaufils, n° 701 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 790 de M. Daniel Raoul, n° 643 de M. Philippe Nogrix et n° 977, 978 et 1003 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 30 sexies** (p. 4511) : son amendement n° 986 : obligation d'information des consommateurs par les industriels et les distributeurs d'équipement électronique grand public ; adopté. (p. 4512) : position de la commission sur le sous-amendement n° 1075 de M. Christian Cambon à son amendement n° 986 précité. - **Articles additionnels après l'article 33 quater** (p. 4533, 4536) : position de la commission sur les amendements n° 1052 du Gouvernement (simplification des démarches administratives

dans le cas d'une exploitation regroupant des bois de plusieurs forêts communales), n° 364 de M. Richard Yung (création d'une nouvelle dotation destinée à compenser l'impact des restructurations des services ou établissements publics dépendant de l'Etat), n° 837 de M. Pierre Laffitte (homogénéisation des dotations par habitant de l'Etat), n° 945 (adaptation du régime des associations syndicales de gestion forestière) et n° 946 de M. Philippe Leroy (valorisation des forêts en l'absence d'alternative économique envisageable aux transports routiers). - **Article 34** (art. L. 611-10, L. 611-11, L. 611-16, L. 612-12, L. 613-2, L. 613-24, L. 613-25, L. 614-6 et L. 614-12 du code de la propriété intellectuelle - Adaptation du code de la propriété intellectuelle à la convention révisée sur le brevet européen) (p. 4540) : son amendement n° 182 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 533 de Mme Odette Terrade, n° 340 et 341 de M. François Autain, n° 440 et 439 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 657 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article 35** (Habilitation du Gouvernement à adapter, par ordonnances, le code de la propriété intellectuelle pour le simplifier et le rendre conforme aux engagements de la France) (p. 4542, 4543) : son amendement n° 183 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 486 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4551, 4552) : position de la commission sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 524 (restriction de la publicité télévisée ou radiodiffusée relative à des boissons ou à des produits alimentaires favorisant l'obésité chez les enfants et adolescents) et n° 538 (contenu du décret relatif à la sécurité des ascenseurs). - **Article 45** (art. 30-1 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et art. 15 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 - Prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 4553) : son amendement n° 172 : caractère définitif du renoncement par un consommateur du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché ; adopté. (p. 4554) : position de la commission sur l'amendement n° 339 de Mme Nathalie Goulet et sur le sous-amendement n° 860 de M. Philippe Marini à son amendement n° 172 précité. - **Articles**

additionnels après l'article 45 (p. 4556) : son amendement n° 184 : harmonisation des définitions des branchements et des extensions de réseaux électriques utilisées dans le droit électrique et dans le droit de l'urbanisme ; adopté. (p. 4557) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 540 de Mme Odette Terrade (interdiction des coupures d'énergie). - **Seconde délibération - Article 21 F** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Préservation des tarifs réglementés de l'électricité au-delà du 1er juillet 2010) (p. 4578) : position de la commission sur l'amendement n° A-2 du Gouvernement. - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) : position de la commission sur l'amendement n° A-3 du Gouvernement.

- **Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5036, 5039) : son intervention. Invite le Sénat à adopter ce texte. - **Article 37** (p. 5122) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) (p. 8527, 8528) : son intervention.

LAPORTE (Bernard)
secrétaire d'Etat chargé des sports
(jusqu'au 18 mars 2008)
secrétaire d'Etat chargé des sports, de la
jeunesse et de la vie associative
(du 18 mars 2008 au 11 janvier 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [n° 309 (2007-2008)]** - (21 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2314, 2315) : son intervention. Demande l'adoption de ce texte. (p. 2321) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. L. 232-9 du code du sport - Interdictions applicables aux sportifs en matière de produits dopants) (p. 2322) : sur l'amendement n° 1 de la commission (interdiction de détenir et d'utiliser des produits dopants dans l'ensemble des compétitions et manifestations sportives organisées sur le territoire français, définition du caractère interdit des substances et des produits en fonction de la seule liste élaborée en application de la convention internationale contre le dopage dans le sport, suppression de l'obligation de prouver la détention de produits dopants en vue d'un usage personnel par le sportif pour constituer une infraction et limitation de l'incrimination de détention aux seules substances et procédés les plus dopants), son sous-amendement n° 25 ; rejeté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 précité de la commission. - **Article 2** (art. L. 232-10 du code du sport - Interdictions applicables à toute personne en matière de produits dopants) (p. 2323) : sur l'amendement n° 2 de la commission qu'il accepte, son sous-

amendement n° 24 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission (possibilité pour l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD, d'effectuer un contrôle antidopage pendant la garde à vue d'un sportif soupçonné du délit de détention, de pourvoyeur ou de trafic de produits dopants). - **Article 4** (art. L. 232-19 du code du sport - Saisies par les agents chargés du contrôle) (p. 2325) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Jean-François Voguet. Son amendement n° 21 : introduction d'une voie de recours en appel contre les ordonnances d'autorisation de visite en matière de recherche des infractions à la législation sur le dopage ; adopté. - **Article 6** (art. L. 232-26 du code du sport - Quantum des peines applicables) (p. 2327) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de la commission et les sous-amendements n° 19 et 15 de M. Jean-François Voguet qui le modifie et sur les amendements n° 20, 17 et 18 de M. Jean-François Voguet. - **Article 7** (art. L. 232-27 du code du sport - Peines complémentaires) (p. 2328) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission. - **Article 9** (art. L. 232-2 du code du sport - Mesure de coordination relative au régime des autorisations pour usage à des fins thérapeutiques) (p. 2328) : son amendement n° 23 : possibilité de détenir ou d'utiliser des produits dopants sans sanction disciplinaire ou pénale pour un sportif possesseur d'une autorisation pour usage à des fins thérapeutiques délivrée ou reconnue par l'AFLD ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission. - **Article 10** (art. L. 232-5 du code du sport - Reconnaissance et missions de l'Agence française de lutte contre le dopage) (p. 2329) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de la commission. - **Article additionnel après l'article 14** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de la commission (sanction des sportifs étrangers participant à une compétition ou manifestation sportive en France). - **Article 15** (art. L. 232-24-1 nouveau du code du sport - Application des décisions disciplinaires des autorités de Nouvelle-Calédonie) : avis du

Gouvernement sur l'amendement n° 9 de la commission. - **Article 17** (art. L. 241-3 du code du sport - Régime des infractions pénales en matière de dopage animal) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de la commission. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 2331) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Ambroise Dupont (homogénéisation des règles en matière de lutte antidopage pour toutes les activités équestres). - **Article 18** (art. L. 241-4 du code du sport - Précision relative au régime du contrôle en matière de dopage animal) : son amendement n° 22 : réalisation des contrôles antidopages sur les animaux sous la responsabilité d'un vétérinaire ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2332) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 12 (ratification de l'ordonnance relative à la lutte contre le dopage et à la protection de la santé des sportifs en Nouvelle-Calédonie) et n° 13 (calcul des charges sociales afférentes aux médecins et vétérinaires préleveurs de l'AFLD).

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif et modifiant le code du sport [n° 310 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2604) : son intervention. Hommage au travail de la commission des affaires culturelles. - **Article 1er** (art. L. 222-5 à L. 222-12 du code du sport - Conditions d'exercice de la profession d'agent sportif) (p. 2611, 2616) avis du Gouvernement sur les amendements n° 9, 10, 11 et 8 de M. Jean-François Voguet, n° 1, 3, 2, 4, 5, 6 et 7 de M. Serge Lagache.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants - Commission mixte paritaire [n° 381 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2802) : son intervention. - **Article 4** (p. 2805) : son amendement n° 1 :

clarification de la procédure et suppression du recours civil contre l'ordonnance du président du tribunal de grande instance autorisant la saisie d'objets ou de documents ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) (p. 8504, 8508) : réponse aux orateurs. - **Demande de priorité** (p. 8508) : accepte la demande de priorité de la commission portant sur l'article 78. - **Article 78 (priorité) (Aménagement du droit à l'image collective, DIC, des sportifs professionnels)** (p. 8510, 8514) : son amendement n° II-386 (seuil d'exonération du DIC) ; adopté après modification par les sous-amendements n° II-391 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, auquel il est défavorable, et n° II-392 de la commission, qu'il accepte. Défavorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-101 (suppression) ainsi qu'à son sous-amendement n° II-390 de M. Pierre Martin portant sur l'amendement n° II-386 précité. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8515, 8517) : son amendement n° II-388 : ouverture de crédits pour la reconstruction de la piscine de l'INSEP ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° II-99 et n° II-100 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

LARCHER (Gérard)
sénateur (Yvelines)
UMP

Fin d'une mission temporaire auprès de la ministre de la santé, de la jeunesse et des sports le 14 avril 2008.

Président du Sénat à compter du 1er octobre 2008 ; a présidé les séances des 1er, 7, 8, 14, 15, 16, 20, 21, 28, 29, 30 octobre, 4, 6, 12, 13, 18, 27 novembre, 9, 11, 16, 18 et 22 décembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)] - (Rapport) [n° 413 tome 1 (2007-2008)] (24 juin 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 398 (2007-2008)] de modernisation de l'économie [n° 413 tome 2 (2007-2008)] (24 juin 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)] (7 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (9 janvier 2008) - **Discussion**

générale : son intervention (p. 95, 96). Votera ce texte enrichi des amendements de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 877, 878) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2875, 2876) : son intervention. Votera cette réforme.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - président de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3608, 3610) : son intervention. - **Organisation des débats** (p. 3632) : ses demandes relatives à l'organisation du débat ; demandes acceptées.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Question préalable** (p. 3665) : le groupe de l'UMP est défavorable à la motion n° 953 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3700) : intervient sur les amendements n° 299 de Mme Nathalie Goulet (suppression), n° 326 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) et n° 458 de Mme Marie-France Beaufile (suppression). (p. 3706) : intervient sur le sous-amendement n° 600 de M. Jacques Blanc à l'amendement n° 193 de la commission (élargissement de la dispense d'immatriculation). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3714) : ne votera pas l'amendement n° 108 de M. Michel Houel (modalités d'affiliation à la chambre de métier et de l'artisanat et à la chambre de commerce et d'industrie).

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement) (p. 3778, 3781) : intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (possibilité, pour le ministre chargé de l'économie et après avis du Conseil de la concurrence, d'autoriser, dans certains secteurs n'ayant pu conclure d'accord interprofessionnel d'ici fin 2008, un dépassement transitoire du délai légal). - **Article 9 bis** (assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, BSPCE) (p. 3819) : soutient l'amendement n° 1045 de la commission (rédaction) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9 bis** : position de la commission sur l'amendement n° 999 de M. Henri de Richemont (extension, aux membres des professions libérales, des déductions fiscales pour l'acquisition de parts de la société dans laquelle ils exercent leur activité). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 3820) : position de la commission sur l'amendement n° 1002 de M. Henri de Richemont (possibilité, pour les cabinets français à vocation internationale, de déduire certains frais de prospection). - **Article 10** (art. L. 214-36, L. 214-37, L. 214-38-1 [nouveau], L. 214-38-2 [nouveau], L. 214-41-1 et L. 511-6 du code monétaire et financier, et art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du régime des fonds d'investissement de proximité, création du fonds commun de placement à risques contractuel et extension du champ d'intervention des régions en matière de capital investissement) (p. 3822, 3825) : soutient les amendements de la commission n° 1 (suppression du I de l'article) ; retiré ; n° 2 (précision sur l'articulation des règles encadrant la création de parts différentes pour les fonds communs de placement à risques) ; adopté ; n° 4 (possibilité, pour les fonds communs de placement à risques contractuels, d'acquies des créances sur des sociétés non cotées) ; adoptés ; n° 5 (obligation, pour les fonds communs de placement à risques contractuels, d'être gérés par une société de gestion agréée à cet effet) ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 463 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 3825) : soutient l'amendement n° 3 de la commission (précision) ; adopté. - **Article 10 bis** (nouvel article L. 225-209-1 du code de commerce - Extension à

Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3826) : soutient l'amendement n° 6 de la commission (amélioration de la transparence des contrats de liquidité des sociétés cotées sur les marchés non-réglementés) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 3826) : position de la commission sur l'amendement n° 710 de M. Philippe Nogrix (instauration d'un délai d'agrément de sept jours valant tant pour l'établissement de crédit que pour l'emprunteur).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3175) : intervient sur les amendements identiques n° 755 de M. François Trucy et n° 962 de M. Philippe Dominati (assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral) ainsi que sur le sous-amendement n° 1068 de Mme Catherine Procaccia qui les modifie. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3880, 3881) : intervient sur l'amendement n° 727 de M. Daniel Soulagé (modification du calcul du crédit d'impôt formation des associés des GAEC).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 17** (art. 199 terdecies-0 B du code général des impôts - Amélioration de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des emprunts contractés pour acquies une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une opération de reprise) (p. 4064, 4065) : soutient l'amendement de la commission n° 10 : instauration d'une date butoir pour l'évaluation du dispositif ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 352, 353, 354 et 355 de M. Marc Massion, n° 470 de Mme Marie-France Beaufile et n° 651 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 17** (p. 4066) : soutient l'amendement de la commission n° 11 : cohérence ; adopté. - **Article 20 bis** (art. 6 et 23 de la loi n° 83-657 du 20 juillet 1983 relative au développement de certaines activités d'économie sociale - Statut des associés de sociétés coopératives artisanales) (p. 4090) : interrogation sur la procédure ouverte par la commission européenne à l'encontre des coopératives françaises. - **Articles additionnels après l'article 21 D** (p. 4110) : intervient sur l'amendement n° 767 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de l'électricité au-delà du 1er juillet 2010). (p. 4112, 4113) : défavorable aux sous-amendements n° 1074 de Mme Odette Terrade et n° 1077 et 1067 de M. Daniel Raoul portant sur l'amendement n° 835 de la commission (conditions de souscription d'un contrat relatif à la fourniture d'énergie).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4310, 4311) : seuils de passage des projets d'équipement commercial devant la CDAC. (p. 4327) : intervient sur le sous-amendement n° 807 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 147 de la commission (délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial présentant des spécificités en matière d'aménagement du territoire, de qualité d'urbanisme ou de protection de l'environnement et précision sur l'adoption des documents d'aménagement provisoire de ces zones par les SCOT ou à défaut par les EPCI compétents pour leur élaboration).

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 4419) : parole sur le titre II du projet de loi. - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L.33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4428, 4429) : intervient sur l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1092 de M. Daniel Raoul.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 30 quater** (p. 4504) : ses

observations sur les enjeux liés à la numérotation des chaînes de télévision. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 4559) : position de la commission sur l'amendement n° 1030 du Gouvernement (instauration d'un régime d'autorisation simplifiée pour les installations classées) et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° 1100, 1101 et 1102 de M. Jean Desessard. - **Intitulé du projet de loi** (p. 4576) : position de la commission sur l'amendement n° 861 de Mme Odette Terrade. - **Seconde délibération** (p. 4576) : accepte la demande de seconde délibération du Gouvernement sur les articles 16, 21 F, 29 et 39.

- *Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]* - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5040, 5041) : son intervention.

- **Election du Président du Sénat** - (1er octobre 2008) (p. 5214, 5215).

- **Rappel au règlement** - (7 octobre 2008) (p. 5228) : réponse au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Bel. Esprit d'ouverture du Sénat à la diversité politique. Souhait de la traduction de cet esprit dans la composition des bureaux des commissions. Constitution d'un groupe de travail, sous sa présidence, chargé de réfléchir aux modalités d'organisation de la Haute assemblée dans le cadre des nouvelles dispositions constitutionnelles.

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (14 octobre 2008) (p. 5281, 5282).

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2008) (p. 5284) : réponse au rappel au règlement de Mme Odette Terrade. Modalités d'organisation des travaux du Sénat.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de la République de Cuba** - (16 octobre 2008) (p. 5486).

- **Rappel au règlement** - (21 octobre 2008) (p. 5793) : intervient sur le rappel au règlement de M. Guy Fischer.

- **Éloge funèbre de Michel Dreyfus-Schmidt, sénateur du territoire de Belfort** - (4 novembre 2008) (p. 6481, 6482).

- **Rappel au règlement** - (12 novembre 2008) (p. 6684) : réponse à M. Michel Mercier sur la nécessité de réformer rapidement le règlement du Sénat pour permettre aux sénateurs d'assister à la fois à la séance publique et aux réunions des commissions.

- **Éloge funèbre de André Boyer, sénateur du Lot** - (18 novembre 2008) (p. 7014, 7015).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de la République de Moldavie** - (9 décembre 2008) (p. 8687).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 - Commission mixte paritaire [n° 149 (2008-2009)]** - (22 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9456) : remerciements.

LARCHER (Serge)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

LARDEUX (André)
sénateur (Maine-et-Loire)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre titulaire du Comité national des retraités et des personnes âgées.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité national d'évaluation des dispositifs expérimentaux d'aide aux personnes âgées.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du fonds de financement de l'allocation personnalisée d'autonomie jusqu'au 21 septembre 2008.

Membre titulaire de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Comité national de lutte contre la fraude le 23 juillet 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7259, 7261) : son intervention.

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8130, 8131) : son intervention. Exemple du département de la Martinique. - **Article 65 (Réforme des exonérations de cotisations patronales en faveur de l'outre-mer)** (p. 8149) : soutient l'amendement n° II-164 de M. Claude Lise (suppression) ; rejeté.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 245 (2007-2008)] relative à la journée de solidarité [n° 259 (2007-2008)] (3 avril 2008) - **Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi visant à sécuriser les opérations d'adossment de régimes de retraite spéciaux au régime général [n° 263 (2007-2008)] (9 avril 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)] - Famille [n° 83 tome 4 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (24 janvier 2008) - **Article 5** (*Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur*) (p. 495, 497) : son amendement n° 11 : rétablissement de la possibilité pour le bailleur de demander deux mois de loyer au titre de dépôt de garantie, assortie de l'étalement sur les dix premiers mois du bail du paiement du deuxième mois ; retiré. (p. 499, 500) : retire son amendement n° 11 précité. - **Articles additionnels après l'article 5 (précédemment réservés)** (p. 531, 533) : ses amendements n° 12 : abrogation des dispositions du code de procédure civile et du code de la construction et de l'habitation permettant de retarder l'exécution des décisions de justice à la fin de la procédure ; n° 13 : réduction à un mois du délai qui suit le commandement de payer dans le cadre de la procédure de résiliation pour défaut de paiement du loyer ; n° 14 : bénéfice du sursis hivernal réservé aux locataires de bonne foi ; et n° 15 : raccourcissement de la procédure d'indemnisation par l'Etat en cas de refus du concours de la force publique et imputation à la collectivité des conséquences du sursis hivernal à expulsion ; retirés.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 619, 621). Votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Deuxième lecture [n° 198 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1510) : ne votera pas ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1540, 1542) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 1554, 1556) : son intervention. Propose l'adoption de cette proposition de loi. - **Article 1er** (*art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé*) (p. 1563, 1566) : son amendement n° 1 : limitation à deux demi-journées des possibilités de fractionnement de la journée de solidarité ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour la famille - **Discussion générale** (p. 6700, 6702) : son intervention. Sous réserve de l'adoption de ses amendements, la commission des affaires sociales propose l'adoption des dispositions relatives à la famille.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 12** (*art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie*) (p. 6828) : son amendement n° 92 : caractère exceptionnel de l'augmentation du taux de de la taxe sur le chiffre d'affaires des organismes complémentaires ; rejeté. - **Article 15** (*art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et*

L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation) (p. 6854) : son amendement n° 228 : suppression ; rejeté.

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 7075) : son amendement n° 240 : extension aux centres de santé des dispositions relatives aux dépassements d'honoraires applicables aux professionnels de santé libéraux ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article 31 bis** (*art. L. 162-9, L. 162-14-1 et L. 722-4 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des cotisations sociales des chirurgiens dentistes*) (p. 7090, 7092) : son amendement n° 234 : suppression ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 46** (p. 7187) : son amendement n° 522 : clarification de la situation juridique des accueillants familiaux employés par des établissements publics de santé ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7197) : soutient l'amendement n° 481 de M. Jean-Marc Juilhard (information du patient sur le coût d'une prothèse dentaire préalablement à sa pose) ; retiré. (p. 7202) : position de la commission sur les amendements n° 288 de Mme Raymonde Le Texier (renforcement de l'obligation d'affichage de leurs tarifs par les professionnels de santé), n° 348 de Mme Muguette Dini (possibilité pour les apprentis de passer la visite médicale obligatoire auprès de leur médecin de famille) et n° 446 de M. François Autain (rapport du Gouvernement sur l'opportunité de créer un nouveau sous-objectif de dépenses permettant au sein de l'ONDAM de distinguer les charges et l'évolution des crédits du secteur public et ceux relevant du secteur privé). - **Article 70** (*art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale - Financement par la caisse nationale des allocations familiales de l'intégralité des majorations de pensions pour enfants*) (p. 7204, 7205) : son amendement n° 52 : suppression ; rejeté. Position de la commission sur l'amendement n° 214 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 70** (p. 7208) : son amendement n° 53 : instauration d'un taux de salaire horaire maximum pour la rémunération des assistants maternels, ouvrant droit au remboursement intégral des charges sociales ; adopté. - **Article 72** (*art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2324-1 du code de la santé publique ; art. 80 sexies du code général des impôts - Assouplissement des conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel*) (p. 7212, 7213) : son amendement n° 523 : amélioration de la définition des conditions du regroupement des assistants maternels ; adopté après modification par le sous-amendement n° 527 du Gouvernement qu'il accepte. (p. 7214, 7215) : position de la commission sur les amendements n° 215 de M. Guy Fischer, n° 308, 304, 305, 307 et 306 de Mme Claire-Lise Campion, n° 344 de Mme Muguette Dini, et n° 313 de Mme Marie-Thérèse Hermange. Sur son amendement n° 523 précité, position de la commission sur le sous-amendement n° 532 de Mme Claire-Lise Campion. - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 7220, 7221) : ses amendements n° 56 : augmentation du nombre d'enfants accueillis par un professionnel dans les crèches ; retiré ; et n° 57 : recentrage du crédit impôt famille sur les dépenses de financement des crèches ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 216 de M. Guy Fischer (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du cycle d'étude de l'enfant). - **Article 73** (*Objectifs de dépenses de la branche famille pour 2009*) (p. 7222) : position de la commission sur l'amendement n° 502 du Gouvernement. - **Article 74** (*art. L. 217-3 et L. 217-3-1 du code de la sécurité sociale - Nomination et cessation de fonctions des directeurs et agents comptables des organismes du régime général*) : à titre personnel, son amendement n° 233 : suppression ; retiré.

LAUFOAULU (Robert)
sénateur (Iles Wallis et Futuna)
UMP-R

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8134, 8135) : son intervention. Sa collectivité de Wallis-et-Futuna. Votera les crédits de cette mission.

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8200) : sa question. Enseignement primaire à Wallis-et-Futuna.

LAURENT (Daniel)
sénateur (Charente-Maritime)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 15 (art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation)** (p. 6853) : soutient l'amendement n° 93 de M. Gérard César (suppression) ; rejeté. (p. 6855) : soutient l'amendement n° 235 de M. Michel Doublet (suppression de l'augmentation annuelle des tarifs des droits indirects sur les alcools en fonction de l'inflation constatée) ; rejeté. (p. 6858, 6859) : favorable aux amendements de suppression n° 93 de M. Gérard César, n° 228 de M. André Lardeux et n° 423 de M. Roland Courteau.

LAURENT-PERRIGOT (Françoise)
sénateur (Gard)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

LE CAM (Gérard)
sénateur (Côtes-d'Armor)
CRC, puis CRC-SPG

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008 ; secrétaire de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant du Conseil d'orientation de l'observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en France métropolitaine et dans les départements et territoires d'outre-mer jusqu'au 13 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 865, 867) : le groupe CRC ne votera pas ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 883, 886) : ses amendements n° 58 : interdiction des importations de denrées agricoles végétales ou animales génétiquement modifiées ; n° 60 : organisation d'un débat public national sur les organismes génétiquement modifiés ; et n° 77 : mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement ; rejetés ; et n° 85 : organisation d'un grand débat public européen sur les organismes génétiquement modifiés et rediscussion des

directives européennes à leur sujet; retiré. - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 891, 892) : parole sur l'article. (p. 897, 899) : ses amendements n° 65 : garantie de la liberté de consommer et de produire sans OGM; et n° 64 : respect des critères environnementaux, sociaux, et économiques du développement durable; rejetés. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire) (p. 904) : ses amendements n° 67 : information sur les bénéfices éventuels résultant des OGM; devenu sans objet; et n° 66 : exclusion de la surveillance biologique du territoire des missions données au Haut conseil des biotechnologies; retiré. (p. 908) : son amendement n° 62 : suppression de la condition de gravité du risque; retiré. (p. 916, 917) : ses amendements n° 75 : délibération conjointe du comité scientifique et du comité économique, éthique et social; n° 72 : composition du comité scientifique; et n° 73 : composition du comité économique, éthique et social; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) (p. 1006) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 13 de la commission (composition du comité scientifique et du comité de la société civile). - **Article additionnel après l'article 2** (p. 1008) : son amendement n° 80 : contenu du rapport d'évaluation transmis par l'Etat à la commission européenne lors de demandes d'autorisations; rejeté. - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1015, 1016) : son amendement n° 76 : élargissement des conditions techniques requises pour les cultures en plein champ; rejeté. (p. 1017) : défavorable au sous-amendement n° 241 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 53 de M. Daniel Soulage (soumission de la mise en culture de la récolte, du stockage et du transport d'OGM au respect de conditions techniques). - **Rappel au règlement** (p. 1034) : interrogation sur la déclaration d'urgence relative au texte sur les organismes génétiquement modifiés. - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1035) : son amendement n° 78 : modalités de fixation des conditions techniques; rejeté. - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - Sanctions pénales) (p. 1041) : parole sur l'article. (p. 1047) : intervient sur l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi). - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - Responsabilité des exploitants cultivant des PGM) (p. 1051) : son amendement n° 79 : responsabilité de plein droit de l'ensemble de la filière OGM en cas de contamination; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5** : son amendement n° 71 : exclusion du champ de la contrefaçon de la reproduction par un agriculteur de semences de ferme pour les besoins de son exploitation agricole; rejeté. - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert) (p. 1064) : intervient sur l'amendement n° 51 de M. Daniel Soulage (information obligatoire préalablement aux semis des exploitants des parcelles entourant les cultures d'OGM).

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) (p. 1115, 1118) : ses amendements n° 81 : conformité aux dispositions communautaires des informations devant être communiquées à l'autorité administrative; et n° 82 : avis du comité de biovigilance avant la publication du rapport gouvernemental sur la surveillance biologique du territoire; adoptés. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1121) : favorable à l'amendement n° 210 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi pour chaque site expérimental). - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1125, 1129) : son amendement n° 61 : étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés; rejeté. - **Article 8** (art. L. 531-13, L. 531-1 et L. 531-2, L. 532-1 à L. 532-6 et L. 536-3 du code de l'environnement - Utilisation confinée d'OGM) (p. 1135, 1138) : ses amendements n° 70 : suppression de l'assouplissement de la réglementation de l'agrément pour l'utilisation confinée des organismes génétiquement modifiés; et n° 74 : précision; rejetés; n° 69 : contenu du dossier d'information; et n° 68 : suppression des

restrictions à l'exigence d'informations; devenus sans objet; n° 83 : garantie par l'Etat d'une information et d'une participation précoce et effective du public avant l'autorisation de produits génétiquement modifiés; retiré. - **Article 9** (art. L. 533-2 à L. 533-3-1 [nouveau], L. 533-5 à L. 533-7-1 [nouveau], L. 535-2, L. 535-4, L. 535-5, L. 536-1, L. 536-2, L. 536-4 et L. 536-5 du code de l'environnement - Utilisation d'OGM en milieu ouvert) (p. 1142, 1143) : son amendement n° 84 : possibilité pour les collectivités locales d'interdire les cultures d'organismes génétiquement modifiés sur leur territoire; rejeté. - **Article 10** (art. L. 251-2 du code rural - Simplification de la procédure d'élaboration d'un décret en Conseil d'Etat) (p. 1144) : son amendement n° 63 : suppression; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1151, 1152) : le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (26 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1254, 1255) : le groupe CRC s'opposera à cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1264, 1266) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (8 avril 2008) (p. 1522) : organisation des travaux. Demande le report de la discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés en raison du retard pris dans l'examen de ce texte par l'Assemblée nationale.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1742, 1744) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1763) : son amendement n° 2 : lors de la présidence européenne française, proposition par la France d'un débat relatif aux organismes génétiquement modifiés et d'une renégociation de la réglementation européenne; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 1766) : sa parole sur l'article. (p. 1774) : le groupe CRC se retire du débat.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2031, 2032) : son intervention.

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 269 (2006-2007)]** - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2050, 2051) : son intervention. - **Article 2** (Art. L. 424-16 du code de l'environnement - Décret en Conseil d'Etat sur les mesures de sécurité) (p. 2055) : son amendement n° 5 : suppression de l'article; retiré. - **Article 19** (Transport de parties de gibier) (p. 2062) : son amendement n° 6 : suppression de l'article; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2065) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Rappel au règlement** (p. 2224) : organisation des travaux du Sénat. Non-transmission de l'avis du Conseil d'Etat sur le projet de loi relatif à la réforme portuaire. - **Discussion générale** (p. 2233, 2235) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2249, 2250) : son amendement n° 40 : présentation d'un bilan de la réforme de 1992 relative au régime du travail dans les ports maritimes; rejeté. - **Article 1er** (Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes) (p. 2253, 2255) : ses amendements n° 37 : suppression; n° 38 : suppression du renvoi à un décret en Conseil d'Etat pour l'institution des grands ports maritimes; et n° 57 : suppression de la limitation des activités industrielles et commerciales des ports; rejetés. (p. 2256) : son amendement n° 56 : obligation pour les autorités portuaires de valoriser leur domaine dans le respect de la spécificité des activités maritimes et portuaires; rejeté. (p. 2261) : son amendement n° 50 : suppression du renvoi aux autorités déconcentrées des modifications ultérieures des circonscriptions portuaires; rejeté. (p. 2272, 2276) : ses

amendements n° 48 : suppression de l'article L. 103-1 portant sur le projet stratégique ; n° 82 : suppression de l'article L.103-2 du code des ports maritimes portant sur le projet stratégique et l'exploitation de l'outillage ; et n° 55 : obligation pour un grand port maritime d'être actionnaire majoritaire en cas de filialisation ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (21 mai 2008) - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 2294, 2295) : son amendement n° 39 : avant la vente des outillages, rapport sur leur évaluation financière détaillée et motivée ; rejeté. - **Article 5** (*Délai de cession des outillages et régime de propriété*) (p. 2296) : son amendement n° 33 : suppression ; rejeté. - **Article 8** (*Liste des critères de transfert du personnel*) (p. 2301) : son amendement n° 42 : suppression ; rejeté. - **Article 9** (*Accord cadre tripartite relatif aux mesures d'accompagnement du transfert de personnel*) (p. 2302) : ses amendements n° 43 : suppression ; et n° 47 : repli ; rejetés. - **Article 10** (*Mesures d'accompagnement du transfert de personnel à défaut d'accord cadre*) (p. 2306) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 15 de la commission. - **Article 11** (*Convention ou accord dans l'entreprise*) (p. 2306) : son amendement n° 49 : pour les salariés transférés, maintien du bénéfice des conventions collectives en vigueur jusqu'à la signature de l'accord-cadre ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2307, 2308) : son amendement n° 41 : à partir du 1er semestre 2010, rapport annuel dressant un bilan économique, social, financier et environnemental de la réforme engagée ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 12** (p. 2310) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 87 du Gouvernement (création de conseils scientifiques d'estuaires pour la Seine, la Loire et la Gironde). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2311) : le groupe CRC votera l'amendement n° 78 de M. Charles Josselin (prévention par l'Etat de la constitution de monopole).

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - **Article 1er** (*Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveau] - Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement*) (p. 2411) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Évelyne Didier (précision selon laquelle les atteintes portées aux sites Natura 2000 sont constitutives de dommages environnementaux, même si elles n'affectent pas spécifiquement les habitants à l'origine du classement du site) ; devenu sans objet. (p. 2429) : soutient l'amendement n° 56 de Mme Évelyne Didier (obligation pour l'administration de mettre à la disposition du public les mesures proposées par l'exploitant pour la réparation du dommage environnemental) ; devenu sans objet. (p. 2438) : soutient l'amendement n° 58 de Mme Évelyne Didier (suppression des dispositions prévoyant l'exonération de responsabilité de l'exploitant pour risque de développement) ; rejeté.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (24 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3335) : intervient sur les amendements n° 351 de Mme Alima Boumediene-Thiery (adoption de la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe) et n° 71 de M. Hugues Portelli (appréciation de la conformité des dispositions législatives aux engagements internationaux par le Conseil d'Etat et par la Cour de cassation - intervention du Conseil constitutionnel en cas de conflit de jurisprudence entre les deux hautes juridictions).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 1er** (*art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quaterdies, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises*) (p. 3681, 3682) : favorable à l'amendement n° 911 de Mme Marie-France Beaufils (suppression des dispositions relatives à l'allègement de la fiscalité sur les patrimoines et à l'élargissement du bouclier fiscal). - **Article 2** (*art. L. 243-6-3, art. L. 133-6-9 et L. 133-6-10 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 725-24 du*

code rural - Extension du champ d'application du rescrit social) (p. 3692, 3693) : parole sur l'article. Soutient l'amendement n° 455 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Article 5** (*art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - Insaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société*) (p. 3734) : le groupe CRC ne votera pas cet article. - **Article 5 quater** (*Rapport au Parlement sur l'extension du statut de conjoint collaborateur au concubin du chef d'entreprise*) (p. 3745) : soutient l'amendement n° 497 de Mme Odette Terrade (élargissement de la portée du rapport) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (*art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement*) (p. 3770, 3771) : soutient l'amendement n° 511 de Mme Odette Terrade (instauration d'un délai légal de paiement de sept jours pour les produits agricoles frais et périssables, suivant la date de réception de la marchandise) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3785) : intervient sur l'amendement n° 1019 du Gouvernement (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (17 octobre 2008) - **Article 4** (*art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM*) (p. 5588) : soutient l'amendement n° 183 de Mme Odette Terrade (suppression de l'article) ; devenu sans objet. - **Article 5** (*art. L. 443-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - Obligation de constituer des provisions spéciales dans les copropriétés HLM*) (p. 5602, 5603) : sur l'amendement n° 39 de la commission (régime des provisions spéciales au titre des logements locatifs dégradés), soutient le sous-amendement n° 184 de Mme Odette Terrade ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 5606) : soutient l'amendement n° 336 de Mme Odette Terrade (création d'un compte d'épargne à plafond majoré pour la gestion de trésorerie courante des syndicats de copropriété) ; rejeté. - **Article 7** (*Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés*) (p. 5616, 5617) : parole sur l'article. - **Article 8** (*art. 10 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003, art. L. 321-1-2 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 321-1, L. 325-1 et L. 326-1 du code de l'urbanisme - Mise en œuvre de la PNRQAD*) (p. 5629) : soutient l'amendement n° 189 de Mme Odette Terrade (suppression de l'article) ; rejeté. - **Article 9** (*art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat*) (p. 5638) : soutient l'amendement n° 287 de Mme Odette Terrade (instauration d'une pénalité financière pour les communes ayant, de leur fait, manqué à leurs engagements de programmation de logements sociaux et de places d'hébergement ouvertes au 1er janvier 2009) ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 214 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6333, 6334) : son intervention. Le groupe CRC s'abstiendra sur cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8245, 8247) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission. Situation des producteurs de lait en Bretagne.

LECERF (Jean-René)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire le 11 décembre 2008.

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres.

Membre titulaire de la Commission de suivi de la détention provisoire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPPA).

Membre titulaire de la Commission nationale de l'admission exceptionnelle au séjour jusqu'au 29 novembre 2008.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 158 (2007-2008)] relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 174 (2007-2008)] (23 janvier 2008) - **Justice - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 192 (2007-2008)] (5 février 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Vers la présidence française de l'union européenne : blanchiment, protection civile, immigration, asile et terrorisme [n° 342 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 322 (2007-2008)] relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 357 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Justice-Administration pénitentiaire [n° 104 tome 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Justice**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 108 (2008-2009)] relative à la législation funéraire [n° 119 (2008-2009)] (3 décembre 2008) - **Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 495 (2007-2008)] pénitentiaire [n° 143 (2008-2009)] (17 décembre 2008) - **Justice - Police et sécurité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 672, 674) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 692) : position de la commission sur la motion n° 51 de M. Richard Yung tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 696) : position de la commission sur la motion n° 83 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable - **Demande de renvoi à la commission** (p. 699) : position de la commission sur la motion n° 50 de M. Pierre-Yves Collombat tendant au renvoi à la commission. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 705) : position de la commission sur l'amendement n° 40 de Mme Alima Boumediene-Thiery (lutte contre la pédopornographie sur les sites de mise à disposition gratuite de fichiers vidéos). - **Article 1er** (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire) (p. 709) : position de la commission sur les amendements de suppression n° 52 de M. Robert Badinter et n° 64 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. (p. 710) : son amendement n° 1 : délimitation du champ d'application de la rétention de sûreté ; adopté. (p. 714) : position de la commission sur les amendements n° 34 de

Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 65 et n° 66 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 53 de M. Robert Badinter ainsi que sur les sous-amendements n° 80 et n° 81 de M. Pierre Fauchon, n° 32 et n° 33 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 67 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 63 de M. Hugues Portelli sur l'amendement n° 1 de la commission. (p. 716) : son intervention sur le régime des victimes mineures dans le cadre de la rétention de sûreté. (p. 719) : son amendement n° 2 : renforcement du dispositif d'évaluation de dangerosité ; adopté. (p. 720, 721) : position de la commission sur l'amendement n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur les sous-amendements n° 90 du Gouvernement, n° 47 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat portant sur son amendement n° 2 précité. (p. 723, 726) : ses amendements n° 3 : nature juridictionnelle de la commission chargée de demander une rétention de sûreté ; n° 4 : coordination ; n° 5 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 84, n° 35, n° 39, n° 85, n° 49 et n° 45 de Mme Alima Boumediene-Thiery ainsi que sur l'amendement n° 82 de M. Robert Badinter. (p. 727, 729) : ses amendements n° 6 : nécessaire avis favorable de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté à tout renouvellement de la rétention de sûreté ; n° 7 : autorisation à demander la levée de la rétention après un délai de trois mois à compter de la décision définitive de rétention de sûreté ; n° 8 : rédaction ; n° 9 : rédaction ; n° 10 : instauration de la "surveillance de sûreté" ; n° 11 : possibilité d'appel ou de pourvoi en cassation contre la décision de confirmation de rétention de sûreté ; et n° 12 : prise en compte des droits à l'emploi, à l'éducation et à la formation de la personne placée en rétention de sûreté ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 37, n° 48 et n° 87 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 730, 732) : ses amendements n° 13 : coordination ; n° 14 : évaluation de la dangerosité dans l'année suivant un placement en rétention de sûreté ainsi que pour les condamnés à une peine de réclusion criminelle égale ou supérieure à quinze ans et possibilité d'un transfert en unité hospitalière spécialement aménagée ; et n° 15 : limitation à la pratique de l'expertise ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) (p. 773) : son amendement n° 16 : définition d'une liste précise d'établissements pénitentiaires spécialisés dans les traitements médicaux psychologiques ; retiré. (p. 776, 778) : position de la commission sur les amendements n° 44, n° 46 et n° 42 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 70 et n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. Ses amendements n° 17 : rédaction ; n° 18 : substitution de la "surveillance de sûreté" à la surveillance judiciaire ; n° 19 : rédaction ; n° 20 : coordination ; et n° 21 : suivi socio-judiciaire dans le cadre de la surveillance de sûreté ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 779) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de Mme Alima Boumediene-Thiery (renforcement du caractère pluridisciplinaire de la commission chargée d'évaluer la dangerosité). - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 781) : son amendement n° 29 : avis conforme de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté avant toute libération conditionnelle de condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, et prise en compte de l'assignation à résidence et de la sortie sous surveillance pénitentiaire dans le régime de la "surveillance de sûreté" ; adopté. (p. 783) : son amendement n° 89 : applicabilité immédiate de la "surveillance de sûreté" à compter de la publication de la loi et notamment aux personnes déjà condamnées à une peine de réclusion criminelle supérieure ou égale à quinze ans ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 77 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 41 de Mme Alima Boumediene-Thiery ainsi que sur les sous-amendements n° 78 de M. Hugues Portelli et n° 92 du Gouvernement portant sur son amendement n° 29. - **Article 6 (priorité)** (*art. L. 3711-1 à L. 3711-3 et art. L. 3711-4-1 du code de la santé publique - Modifications relatives à la mise en œuvre de l'injonction de soins*) (p. 791, 792) : ses amendements n° 27 : possibilité de faire appel à des médecins ayant suivi une formation appropriée pour exercer la fonction de médecin coordonnateur ; n° 28 : suppression des deux derniers alinéas de l'article ; adoptés. Son intervention sur la fonction de médecin coordonnateur. - **Article 8 (priorité)** (*art. L. 6141-5 du code de la santé publique - Coordination - Obligation pour le personnel médical de signaler un risque sérieux pour la sécurité*) (p. 794) :

position de la commission sur l'amendement n° 76 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 2** (*art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - Limitation des réductions de peine en cas de refus de soins*) (p. 597) : position de la commission sur les amendements identiques n° 54 de M. Robert Badinter et n° 72 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, ainsi que sur les amendements n° 38 et n° 88 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 3** (*titre XXVIII nouveau, chapitre premier nouveau, art. 706-119 à 706-128 nouveaux, chapitre II nouveau, section 1 nouvelle, art. 706-129 à 706-132 nouveaux et section 2 nouvelle, art. 706-133 et 706-134, chapitre III nouveau, art. 706-135 A à 706-139 nouveaux du code de procédure pénale - Décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental*) (p. 801, 803) : ses amendements rédactionnels n° 22 ; n° 23 ; n° 24 ; et n° 25 ; n° 26 : interdiction d'exercice, pour la personne reconnue irresponsable pénalement, de l'activité professionnelle, en contact avec des mineurs, au cours de laquelle l'infraction a été commise ; adoptés. Position de la commission sur les amendements identiques n° 55 de M. Robert Badinter et n° 73 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur l'amendement n° 57 de M. Robert Badinter et n° 74 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 4** (*Coordinations*) (p. 805, 806) : position de la commission sur les amendements identiques n° 56 de M. Robert Badinter et n° 75 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat ainsi que sur l'amendement n° 58 de M. Robert Badinter. - **Article 12 bis** (*art. 706-53-7 du code de procédure pénale - Consultation du FIJAIS par les représentants de collectivités territoriales*) (p. 808) : position de la commission sur les amendements n° 60 de M. Robert Badinter et n° 79 de M. Hugues Portelli. - **Article additionnel après l'article 12 ter** (p. 809) : son amendement n° 30 : évaluation par le Parlement des dispositions relatives à la rétention de sûreté dans un délai maximum de cinq ans ; adopté. - **Article 13** (*Application aux collectivités d'outre mer*) (p. 809) : son amendement n° 31 : régime d'application des lois à Mayotte et dans les Terres australes et antarctiques françaises, TAAF ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 192 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 989, 990) : la commission mixte paritaire est parvenue à un accord sur les dispositions restant en discussion.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - **Article 7** (*art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat*) (p. 1426) : son amendement n° 94 : définition par voie réglementaire des petites et moyennes entreprises et des entreprises indépendantes ; rejeté. (p. 1427) : maintient son amendement précité n° 94.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - rapporteur de la commission des lois - **Discussion générale** (p. 2575, 2579) : son intervention. Souhait de la commission de poursuivre sa réflexion sur la définition du collège électoral sénatorial. - **Question préalable** (p. 2592, 2595) : sa motion n° 1 tendant à poser la question préalable ; adoptée.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2928) : son amendement n° 315 : rédaction conciliant la référence à la francophonie avec la reconnaissance des langues régionales ; devenu sans objet. Soutient l'amendement n° 57 de M. Jean-Paul Virapoullé (déplacement de la référence aux langues régionales de l'article 1er à l'article 2 de la Constitution) ; devenu sans objet. (p. 2938) : votera les amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Article 3 bis** (*art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3010, 3011) : soutient

l'amendement n° 68 de M. Hugues Portelli (institution du référendum d'initiative populaire); retiré. (p. 3037) : intervient sur l'amendement n° 68 de M. Hugues Portelli (institution du référendum d'initiative populaire). - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3042, 3043) : intervient sur l'amendement n° 265 de M. Pierre Fauchon (instauration d'un régime présidentiel assurant l'indépendance des pouvoirs exécutif et législatif, tout en conservant une possibilité de dissolution en cas de désaccord sur un texte essentiel).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 13 bis** (art. 38 de la Constitution - Ratification expresse des ordonnances) (p. 3218) : soutient l'amendement n° 70 de M. Hugues Portelli (limitation du délai d'habilitation à six mois); retiré. (p. 3219) : soutient l'amendement n° 61 de M. Jean-Paul Virapoullé (force de loi accordée aux ordonnances de l'article 38 de la Constitution); retiré. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 3228) : favorable aux amendements identiques n° 199 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 280 de M. Michel Mercier (publicité des avis du Conseil d'Etat) et n° 466 de M. Bernard Frimat (publicité des avis du Conseil d'Etat après leur adoption en conseil des ministres). (p. 3236) : soutient l'amendement n° 87 de M. Patrice Gélar (suppression de la référence à l'avis du Conseil d'Etat avant l'examen en commission d'une proposition de loi); adopté. - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3267) : son amendement n° 154 : obligation du recours au référendum en cas d'adhésion d'un Etat situé au moins en partie en dehors du Continent européen; devenu sans objet. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 3275) : soutient l'amendement n° 62 de M. Jean-Paul Virapoullé (coordination); devenu sans objet. (p. 3281) : intervient sur l'amendement n° 478 de M. Bernard Frimat (irrecevabilité des amendements du Gouvernement lors de la lecture des conclusions d'une commission mixte paritaire).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 3309) : intervient sur le sous-amendement n° 507 de M. Christian Cointat portant sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 3318, 3325) : parole sur l'article. Sur l'amendement n° 124 de la commission (obligation, pour le Gouvernement, de consulter la conférence des présidents de l'Assemblée nationale avant d'engager sa responsabilité sur le vote d'un texte à l'exception des projets de loi de finances ou de financement de la sécurité sociale), son sous-amendement n° 317; retiré. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3350) : favorable à l'amendement n° 73 de M. Hugues Portelli (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République). - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel) (p. 3355) : soutient l'amendement n° 63 de M. Jean-Paul Virapoullé (précision sur les voies de recours ouvertes dans le texte même de la décision de rejet de la question préjudicielle); retiré. - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la

magistrature) (p. 3372, 3374) : sur l'amendement n° 129 de la commission (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature), ses sous-amendements n° 319 et 153; retirés. Soutient l'amendement n° 64 de M. Jean-Paul Virapoullé (coordination); devenu sans objet. - **Article 31** (art. 71-1 nouveau de la Constitution - Création d'un Défenseur des droits des citoyens) (p. 3393) : soutient l'amendement n° 65 de M. Jean-Paul Virapoullé (extension des missions du défenseur des droits des citoyens en matière de fonctionnement des services publics); devenu sans objet.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er ou avant l'article 31** (p. 4628) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, n° 13 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 82 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 93 et 94 de M. Bernard Frimat (droit de vote des étrangers aux élections locales).

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 4728) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Bernard Frimat (suppression partielle). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 4769) : intervient sur l'amendement n° 135 de M. Robert Badinter (avis public de la commission permanente concernée statuant à la majorité des trois cinquièmes pour les nominations des membres du Conseil constitutionnel par le président des assemblées). - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 4788, 4789) : intervient sur l'amendement n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression du caractère rétroactif de la disposition visant à permettre aux membres du Gouvernement de retrouver leur siège de parlementaire).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7967, 7968) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits du programme "Administration pénitentiaire".

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 55 bis** (*Report de l'assujettissement des catalogues de vente par correspondance à la contribution environnementale sur les imprimés*) (p. 8717) : votera contre l'amendement n° II-264 de la commission (suppression).

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire - Deuxième lecture [n° 108 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 8838, 8839) : son intervention. Au nom de la commission des lois, propose l'adoption de ce texte sans modification.

LECLERC (Dominique)
sénateur (Indre-et-Loire)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de la caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi visant à sécuriser les opérations d'adossement de régimes de retraite spéciaux au régime général [n° 263 (2007-2008)] (9 avril 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 390 (2007-2008)] relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 400 (2007-2008)] (18 juin 2008) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 485 (2007-2008)] (23 juillet 2008) - **PME, commerce et artisanat - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)] - Assurance vieillesse [n° 83 tome 5 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Régimes sociaux et de retraite [n° 103 tome 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Fonction publique - Sécurité sociale.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article 1er** (art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé) (p. 1565) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (limitation à deux demi-journées des possibilités de fractionnement de la journée de solidarité).

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - Rupture conventionnelle du contrat de travail) (p. 1982, 1983) : intervient sur les amendements de suppression n° 51 de M. Jacques Muller et n° 74 de Mme Annie David.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 3427, 3428) : son intervention. Au nom de la commission des affaires sociales, invite le Sénat à adopter ce texte. - **Question préalable** (p. 3447) : position de la commission sur la motion n° 4 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3448) : position de la commission sur les amendements n° 43 (participation des représentants des salariés à la gestion de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS) et n° 44 de Mme Annie David (rapport sur la situation financière de l'AGS). - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - Définitions du projet personnalisé d'accès à

l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi) (p. 3453, 3454) : son amendement n° 1 : élaboration du plan personnalisé d'accès à l'emploi, PPAE, par le demandeur d'emploi et tout organisme participant au service public de l'emploi ; adopté. (p. 3450, 3457) : position de la commission sur les amendements n° 18, 19, 21 et 22 de Mme Annie David, n° 5 et 6 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 3459) : son amendement n° 2 : précision ; adopté. (p. 3462, 3463) : position de la commission sur les amendements n° 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 de Mme Annie David, n° 7 et 8 de Mme Raymonde Le Texier, et sur le sous-amendement n° 52 de M. Jean Desessard, déposé sur son amendement n° 2 précité. (p. 3465) : position de la commission sur les amendements n° 30 et 31 de Mme Annie David et n° 9 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 3474, 3475) : position de la commission sur les amendements n° 10 et 11 de Mme Raymonde Le Texier, n° 32, 33, 34, 35, 37, 20, 36, 38, 39, 40, 41 et 42 de Mme Annie David, n° 17 et 50 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3478) : position de la commission sur l'amendement n° 45 de Mme Annie David (obligation de dépôt des offres d'emploi auprès du seul service public). - **Article 2** (art. L. 5412-1 du code du travail - *Motifs de radiation de la liste des demandeurs d'emploi*) (p. 3482, 3484) : son amendement n° 3 : radiation de la liste des demandeurs d'emploi des personnes refusant de définir ou d'actualiser leur PPAE ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 16 de M. Jean Desessard, n° 12, 13 et 14 de Mme Raymonde Le Texier, n° 46, 47 et 48 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3485) : position de la commission sur les amendements n° 49 de Mme Annie David (entrée en vigueur de ce texte subordonnée à la mise en œuvre de la nouvelle offre de service de la nouvelle institution) et n° 51 du Gouvernement (mise en œuvre par l'ANPE des dispositions de ce texte en attendant la création de la nouvelle institution).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3874, 3876) : ambiguïté des amendements identiques n° 755 de M. François Trucy et n° 962 de M. Philippe Dominati (assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral). (p. 3877) : soutient l'amendement n° 763 de M. Philippe Darniche (possibilité pour les professionnels exerçant dans une société d'exercice libéral de détenir la majorité du capital et des droits de vote par l'intermédiaire d'une société de participation financière de professions libérales) ; adopté. - **Article 14 bis** (intitulé du titre III du livre 1er et art. L. 135-1 à L. 135-3 nouveaux du code de commerce, art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. 1457 du code général des impôts, art. 3 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 - *Régime juridique des vendeurs à domicile indépendants*) (p. 3878) : intervient sur l'amendement n° 753 de M. François Trucy (rédaction).

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi - Commission mixte paritaire [n° 485 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5132) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour l'assurance vieillesse - **Discussion générale** (p. 6702, 6703) : son intervention. (p. 6727, 6729) : nécessité de réaliser une réforme structurelle fondée sur des principes de contributivité et d'équilibre automatique des comptes.

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6907) : son amendement n° 401 : mesures en faveur de la consolidation des droits des participants aux institutions de retraite supplémentaire ; adopté.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 51 (priorité)** (art. L. 815-1, L. 815-2, L. 815-13, L. 815-24, L. 815-24-1 nouveau et L. 816-2 du code de la sécurité sociale - *Revalorisation du minimum*

vieillesse) (p. 6958, 6960) : position de la commission sur les amendements n° 352 de M. Guy Fischer, n° 345 de Mme Muguette Dini et n° 291, 289 et 290 de Mme Christiane Demontès. - **Article 52 (priorité)** (art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - *Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficier du droit à réversion*) (p. 6962, 6964) : position de la commission sur les amendements n° 176 de M. Guy Fischer, n° 312 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 382 de M. Denis Detcheverry. - **Articles additionnels après l'article 52 (priorité)** (p. 6964, 6965) : son amendement n° 42 : avis de la Commission de garantie des retraites sur la question des modalités techniques de remplacement du système de calcul par annuités de la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés, par celui des comptes notionnels de retraite ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 292 de Mme Raymonde Le Texier (évaluation par le Gouvernement des conditions de l'ouverture des droits à pension de réversion aux concubins et aux personnes liées par un pacte civil de solidarité). - **Article 52 bis (priorité)** (art. L. 161-1-6 nouveau du code de la sécurité sociale - *Mise en place d'un nouveau système d'échange d'informations entre les régimes de retraite*) (p. 6966) : position de la commission sur l'amendement n° 515 du Gouvernement. - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A*) (p. 6972, 6973) : position de la commission sur la demande de priorité formulée par le Gouvernement, ainsi que sur les amendements n° 190 de M. Guy Fischer, n° 252 de M. Nicolas About, n° 302 de Mme Patricia Schillinger, n° 510 de la commission et n° 425 de M. Serge Dassault. - **Article 61 ter (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section D*) (p. 6976) : position de la commission sur la demande de priorité du Gouvernement, ainsi que sur les amendements n° 191 de M. Guy Fischer, n° 253 de M. Nicolas About, n° 303 de Mme Patricia Schillinger et n° 518 du Gouvernement.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 53 (priorité)** (art. L. 321-5, L. 731-16, L. 732-34, L. 732-35, L. 732-54-1 à L. 732-54-4 du code rural ; art. L. 173-1-1 nouveau du code de la sécurité sociale - *Revalorisation des petites retraites agricoles*) (p. 6995) : son amendement n° 396 : suppression de l'obligation de prendre les mesures d'application de cet article par décret en Conseil d'Etat ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 177 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 53 (priorité)** (p. 6995, 6996) : son amendement n° 510 : consolidation du dispositif de rachat des périodes d'aide familial agricole accomplies entre quatorze et vingt et un ans dans le cadre des exploitations familiales ; adopté. - **Article 54 (priorité)** (art. L. 161-23-1, L. 643-1 et L. 643-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; article 13 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - *Revalorisation des pensions de retraite au 1er avril de chaque année*) (p. 6997) : position de la commission sur les amendements n° 181 de M. Guy Fischer et n° 294 de Mme Christiane Demontès. - **Article 55 (priorité)** (art. L. 173-2, L. 351-10-1 nouveaux, L. 351-10 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale - *Recentrage du dispositif du minimum contributif sur les salariés ayant eu de longues carrières faiblement rémunérées*) (p. 7000) : position de la commission sur l'amendement n° 182 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 55 (priorité)** (p. 7000, 7001) : position de la commission sur l'amendement n° 421 de M. Bernard Cazeau (revalorisation de la retraite minimum des non-salariés agricoles). - **Article 55 bis (priorité)** (art. L. 351-10 du code de la sécurité sociale - *Modification des règles de calcul de la pension des travailleurs lourdement handicapés*) (p. 7001) : son amendement n° 43 : mise en place d'un délai suffisant pour permettre aux caisses de retraite de mettre en œuvre les nouvelles modalités de calcul des pensions ; adopté. - **Article 56 (priorité)** (art. L. 173-7 nouveau, L. 351-14-1 et L. 382-29 du code de la sécurité sociale ; art. L. 742-3 du code

rural ; art. 114 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - Modification des règles de "rachat" de trimestres pour l'ouverture du droit à retraite anticipée pour carrière longue) (p. 7003) : position de la commission sur les amendements n° 183 de M. Guy Fischer et n° 295 de Mme Patricia Schillinger. - **Articles additionnels après l'article 56 (priorité)** (p. 7004, 7005) : son amendement n° 44 : application du principe générationnel aux régimes de la fonction publique ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 516 du Gouvernement (prise en compte, dans la détermination de la durée d'assurance, des périodes d'affiliation aux régimes de pension des organisations internationales). - **Article 57 (priorité)** (art. L. 634-2-1 du code de la sécurité sociale - Validation de trimestres au bénéfice des commerçants et artisans) (p. 7006) : son amendement n° 45 : refus de prise en compte, pour ouvrir droit à la retraite anticipée, des trimestres validés dans le cadre du dispositif de rachat ; adopté. - **Article 58 (priorité)** (art. L. 2241-4 du code du travail ; art. L. 138-24 à L. 138-27 nouveaux et L. 241-3 du code de la sécurité sociale - Incitation des entreprises à maintenir les seniors en emploi sous peine du versement d'une pénalité) (p. 7009, 7010) : position de la commission sur les amendements n° 184 de M. Guy Fischer, n° 328 de Mme Muguette Dini et n° 296, 297, 298, 299 et 300 de Mme Patricia Schillinger. - **Article additionnel après l'article 58 (priorité)** (p. 7016) : position de la commission sur l'amendement n° 422 de M. Alain Vasselle (instauration du tutorat dans le régime des non-salariés agricoles). - **Article 59 (priorité)** (art. L. 161-22, L. 352-1, L. 634-6, L. 643-6, L. 723-11-1 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-39 du code rural ; art. L. 84 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Libéralisation du cumul emploi retraite) (p. 7019) : son amendement n° 511 : coordination ; adopté. (p. 7020) : position de la commission sur les amendements n° 185 de M. Guy Fischer et n° 383 de M. Denis Detcheverry. - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office) (p. 7032) : position de la commission sur les amendements n° 301 de Mme Christiane Demontès, n° 356 de M. Philippe Adnot, n° 245 de Mme Catherine Procaccia, n° 186, 187 et 188 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 62 (priorité)** (p. 7040) : ses amendements n° 358 : extension des dispositions de l'article 61 aux présidents de conseil d'administration des établissements publics de l'État ; et n° 512 : suppression des compensations démographiques existant entre les différents régimes d'avantage social vieillesse ; adoptés. - **Article 63 (priorité)** (Réforme des "surpensions" d'outre-mer) (p. 7048, 7049) : ses amendements n° 46 : suppression de l'attribution de l'indemnité temporaire de retraite à compter du 1er janvier 2015 ; et n° 47 : diminution progressive du montant des indemnités temporaires de retraite ; retirés. (p. 7050) : ses amendements n° 48 : plafonnement des surpensions à leur valeur du 31 décembre 2008 ; et n° 49 : accélération du calendrier de la

mise en œuvre de la réforme des surpensions ; retirés. (p. 7051, 7059) : position de la commission sur les amendements n° 461, 463 et 464 de M. Richard Tuheiva, n° 226 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 405, 406, 407, 408 et 409 de M. Gaston Flosse, n° 482 de Mme Anne-Marie Payet, n° 400 de M. Simon Loueckhote, n° 236 et 237 de Mme Gélita Hoarau et n° 391 et 392 de M. Denis Detcheverry. (p. 7055) : intervient sur ses amendements n° 46, n° 47, et n° 49 précités. (p. 7057, 7058) : son amendement n° 50 : possibilité pour les autorités de contrôler le lieu d'où sont émis leurs appels téléphoniques pour s'assurer de l'effectivité de la condition de résidence des bénéficiaires de l'indemnité temporaire de retraite ; adopté. - **Article 64 (priorité)** (Objectifs de dépenses de la branche vieillesse) (p. 7061) : position de la commission sur l'amendement n° 501 du Gouvernement. - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins) (p. 7069) : son amendement n° 359 : présence des représentants des professionnels de santé durant les auditions de l'Union nationale des organismes complémentaires d'assurance maladie par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 7093, 7094) : son amendement n° 362 : en cas de dépassement des plafonds de garantie prévus dans les contrats d'assurance, non-subrogation de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 77** (p. 7228) : son amendement n° 61 : extension aux Français résidant à l'étranger de la récupération des sommes indûment versées au titre de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, ASPA ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 7943) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

LEFÈVRE (Antoine)
sénateur (Aisne)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6533, 6534) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte enrichi par les propositions de la commission.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

LEGENDRE (Jacques)
sénateur (Nord)
UMP

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale jusqu'au 28 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive le 3 avril 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du quai Branly le 4 décembre 2008.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature le 7 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Rapport d'information sur colloque, fait au nom de la délégation française à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe : Enseignement des littératures européennes [n° 221 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Culture - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports**.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8262) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : A quoi sert le baccalauréat ? [n° 370 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Culture - Société - Éducation**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2929) : son amendement n° 376 : référence à la francophonie définie comme un espace francophone de solidarité ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 3398) : son amendement n° 377 : inscription de la francophonie dans la Constitution ; adopté.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - président de la commission des affaires culturelles - **Organisation des débats** (p. 6350) : demande le report de la discussion des articles au lendemain matin, ainsi que la réserve de l'article premier et de l'amendement n° 145 de M. Ivan Renar (transparence des modalités de calcul de la rémunération des ayants droit pour la diffusion de leurs œuvres sur les réseaux de communication) ; demande acceptée.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6385) :

favorable à l'amendement n° 4 de la commission (attribution de la personnalité morale à la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet, HADOPI). (p. 6406) : intervient sur l'amendement n° 132 de M. Serge Lagache (possibilité, pour les abonnés, de contester les recommandations de manière électronique) et sur le sous-amendement n° 178 de Mme Catherine Procaccia portant sur l'amendement précité n° 132 de M. Serge Lagache. (p. 6412, 6413) : intervient sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime). - **Article additionnel après l'article 9 ou après l'article 10** (p. 6458) : intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (coordination). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6473) : remerciements. Se félicite de la défense, dans ce projet de loi, des droits de la création dans le cadre de la révolution numérique.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6532, 6533) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - président de la commission des affaires culturelles - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8208) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole).

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) - président de la commission des affaires culturelles - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*)

(p. 8468) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-133 (création et dotation d'un nouveau programme "Institut national de l'audiovisuel").

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - président de la commission des affaires culturelles - **Article 42** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux"*) (p. 8583) : intervient sur l'amendement n° II-250 de la commission (suppression, au terme d'un délai de vingt ans, des avantages fiscaux liés au dispositif Malraux).

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - président de la commission des affaires culturelles - **Article 1er** (*art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves*) (p. 8835) : votera le sous-amendement n° 4 de M. Michel Charasse déposé sur l'amendement n° 2 de M. Pierre-Yves Collombat (prise en compte des regroupements pédagogiques intercommunaux, RPI, dans l'appréciation des capacités d'accueil des communes).

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 - Commission mixte paritaire [n° 149 (2008-2009)]** - (22 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9455) : votera ce projet de loi.

de LEGGE (Dominique)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Deuxième lecture [n° 283 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5791) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5894) : soutient les amendements de Mme Catherine Procaccia n° 518 (obligation pour le ministère en charge du logement de tenir un répertoire des logements locatifs à partir des informations transmises par les bailleurs sociaux); et n° 517 (possibilité pour les organismes HLM de réaliser et gérer des résidences hôtelières à vocation sociale en partenariat avec des sociétés civiles immobilières); adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5897, 5898) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6606) : sa question au ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer une imposition forfaitaire sur les lignes de chemin de fer à grande vitesse concédées [n° 137 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Transports**.

- (27 novembre 2008) - **Article 60** (*Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures*) (p. 7821, 7831) : ses amendements n° II-76 : taxation des axes de trafic ; retiré ; et n° II-74 : prise en compte d'un critère économique et démographique ; adopté. Sur l'amendement n° II-6 de la commission (présentation d'un

rapport d'évaluation de la taxe), son sous-amendement n° II-77 ; adopté.

LE GRAND (Jean-François)
sénateur (Manche)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Ecologie, développement et aménagement durables : Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 101 tome 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - Budget - Environnement - Transports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 870, 872) : son intervention. - **Article 1er** (*art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 893) : son amendement n° 144 : prise en compte des systèmes agricoles et des écosystèmes régionaux ; retiré. (p. 898, 899) : ses amendements n° 146 : principe de participation du public ; et n° 134 : respect des critères du développement durable ; retirés. - **Article 2** (*art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 903) : son amendement n° 135 : élargissement du champ de saisine du Haut conseil ; retiré. (p. 905) : son amendement n° 157 : indépendance de l'instance assurant le suivi des mesures de surveillance ; retiré. (p. 907, 908) : sur l'amendement n° 8 de la commission (élargissement de la saisine du Haut conseil), son sous-amendement n° 167 ; retiré. Ses amendements n° 168 : saisine du Haut conseil par toute personne physique ou morale ; et n° 149 : cohérence ; retirés ; n° 148 : suppression du qualificatif "grave" après le terme "risque" ; adopté. (p. 909) : sur l'amendement n° 9 de la commission (précision sur les missions du Haut conseil), son sous-amendement n° 169 ; retiré et repris par Mme Marie-Christine Blandin. (p. 810) : son amendement n° 151 : adaptation à l'état actuel des progrès techniques des réglementations visant les autorisations de mise sur le marché et des protocoles des tests d'évaluation de toxicité ; retiré. (p. 919, 920) : intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. Jean-Paul Emorine portant sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies).

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2239, 2240) : son intervention. - **Article 1er** (*Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes*) (p. 2256) : son amendement n° 24 : exclusion des espaces à vocation naturelle des domaines dont la gestion est assurée par les grands ports ; retiré. (p. 2263) : son amendement n° 25 : exclusion des zones à vocation naturelle des biens remis par l'Etat aux grands ports maritimes ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2278, 2279) : ses amendements n° 22 : transfert à l'autorité portuaire du pouvoir d'affecter le produit des droits de port ; retiré ; n° 21 : possibilité pour les groupements régionaux d'aménager et d'exploiter les ports maritimes de commerce et les ports de plaisance ; et n° 23 : suppression du délai de trois ans fixé par la loi du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports, pour la création de sociétés portuaires ; adoptés.

LEJEUNE (André)
sénateur (Creuse)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

LELEUX (Jean-Pierre)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Economie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8882) : son intervention.
- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-**

2009)] - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009).**

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (17 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 9054, 9055) : son amendement n° 42 : présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement dressant le bilan de la mise en œuvre concrète du rattachement organique et budgétaire de la gendarmerie nationale au ministère de l'intérieur ; adopté.

LE MENN (Jacky)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
SOC

INTERVENTIONS

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 6018) : sur l'amendement n° 15 de la commission (réexamen périodique du montant de l'allocation), intervient sur le sous-amendement n° 155 de M. Jean Desessard.

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale le 8 octobre 2008.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6807, 6808) : sa question au ministre de la santé.

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Article 39** (art. L. 162-21-3, L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8, L. 162-22-9, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-6, L. 227-1, L. 314-3 et L. 314-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives au financement des établissements de santé) (p. 7132, 7133) : parole sur l'article. - **Article 40** (art. L. 6143-3, L. 6143-3-1, L. 6161-3-1 et L. 6162-1 du code de la santé publique - Clarification du traitement des situations de déséquilibre financier des établissements publics de santé et harmonisation des mises sous administration provisoire) (p. 7143, 7144) : parole sur l'article. - **Article 41** (art. L. 6113-10, L. 6113-10-1 et L. 6113-10-2 nouveaux du code de la santé publique ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Création de l'agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux) (p. 7153, 7154) : parole sur l'article. - **Article 42 bis** (art. L.O. 111-4 du code de la sécurité sociale et L. 3151-1 et suivants du code du travail - Intégration de nouvelles données dans les programmes de qualité et d'efficience) (p. 7159) : parole sur l'article.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

LEPAGE (Claudine)
*sénateur (Français établis hors de
France (Série A))*
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

LE PENSEC (Louis)
sénateur (Finistère)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6451) : soutient l'amendement n° 137 de M. Serge Lagauche (dépôt, par la Haute autorité, d'un rapport annuel sur le bureau de chaque assemblée) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Article 1er** (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - *Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense*) (p. 6548, 6550) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de cet article en supprimant la disposition limitant aux seules questions dites d'intérêt général le bénéfice de la protection du secret des sources, en étendant explicitement cette protection à l'ensemble de la chaîne d'information et en complétant les conditions requises pour porter atteinte au secret des sources dans le cadre d'une procédure pénale), soutient les sous-amendements de M. Jean-Pierre Sueur n° 24 et 27 ; rejetés.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - Culture - Pouvoirs publics et Constitution.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - Culture - Pouvoirs publics et Constitution.

LEROY (Philippe)
sénateur (Moselle)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers le 24 janvier 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence de prévention et de surveillance des risques miniers.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - Anciens combattants.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - Logement et urbanisme - Police et sécurité.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - Justice - Société.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - Justice - Recherche, sciences et techniques.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - Collectivités territoriales - Famille - Société.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - Éducation.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 1443) : son amendement n° 92 : extension des dérogations sectorielles aux contrats de partenariat en vue de l'amélioration des conditions d'enseignement et d'accueil des élèves dans les collèges et lycées et des étudiants dans les universités ; adopté

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3636, 3637) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L.33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4428) : intervient sur l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 1092 de M. Daniel Raoul. (p. 4430) : son amendement n° 842 : mention explicite des réseaux d'initiative publique ; retiré. (p. 4432) : son amendement n° 841 : suppression de la disposition permettant à un opérateur de transformer d'office en fibre optique son réseau à haut débit ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) (p. 4473, 4474) : ses amendements n° 844 : inclusion des réseaux d'initiative publique dans le champ d'application de la loi ; et n° 843 : couverture des zones blanches ; retirés. (p. 4479) : son amendement n° 838 : couverture des zones blanches ; adopté. (p. 4481) : son amendement n° 850 : contenu du rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ; retiré au profit de son sous-amendement n° 1094 à l'amendement n° 166 de la commission (élargissement de la portée du rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes). - **Articles additionnels après l'article 29** (p. 4485, 4488) : ses amendements n° 849 : conditions de diffusion des services de télévision locale par les grands opérateurs de télévision ; et

n° 846 : élargissement des facilités d'accès accordées aux opérateurs au réseau d'initiative publique ; retirés ; et n° 839 : obligation faite aux opérateurs de fournir des prestations d'accès à la sous-boucle locale équivalentes à celles offertes sur la boucle locale ; adopté. - **Article 29 ter** (art. L. 36-11 du code des postes et des communications électroniques - Possibilité, pour l'ARCEP, d'assortir une mise en demeure d'obligations intermédiaires) (p.4491) : sur l'amendement n° 174 de la commission (faculté donnée à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes de prononcer des sanctions pécuniaires), son sous-amendement n° 1095 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 29 ter** (p. 4492, 4495) : sur l'amendement n° 185 de la commission (modalités

d'utilisation partagée des infrastructures publiques de génie civil), son sous-amendement n° 1087 : utilisation partagée des infrastructures de génie civil ; adopté. Son amendement n° 848 : information des collectivités territoriales sur l'exécution des conventions de délégation de service public et réaffirmation de leurs droits de propriété sur les réseaux et infrastructures de communications électroniques ; retiré. - **Article 30 quinquies** (Bilan de l'intervention des collectivités territoriales au titre de l'art. L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales) (p. 4505) : son amendement n° 845 : suppression ; retiré.

LÉTARD (Valérie)
secrétaire d'État chargée de la solidarité
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 341, 344). Réponse aux orateurs (p. 353, 354).

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1553, 1554) : son intervention. Demande l'adoption de ce texte. (p. 1562, 1563) : réponse aux orateurs. - **Article 1er** (art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Rappel au règlement** (p. 1568) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Annie David. Document en cours d'élaboration. Avis oral de la Commission européenne. - **Discussion générale** (p. 1569, 1571) : son intervention. Demande l'adoption de ce projet de loi. (p. 1584, 1586) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 1917, 1919) : son intervention. - **Question préalable** (p. 1937) : avis du Gouvernement sur la motion n° 56 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Commission mixte paritaire [n° 324 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2185, 2187) : son intervention. - **Article 6** (p. 2194) : son amendement n° 1 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail - Commission mixte paritaire [n° 364 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2670, 2672) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6695, 6696) : son intervention. (p. 6737, 6738) : réponse aux orateurs.

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Article 43** (art. L. 133-4-4 nouveau du code de la sécurité sociale - Récupération sur les tarifs soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes des dépenses d'assurance maladie indument prises en charge à titre individuel par un organisme d'assurance maladie) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 248 et 167 de M. François Autain, n° 284 de Mme Raymonde Le Texier et n° 29 de la commission. - **Article 44 et article additionnel après l'article 44** (Tarification à la ressource des établissements sociaux et médico-sociaux) (p. 7166) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 168 de M. Guy Fischer, n° 285 de Mme Raymonde Le Texier, n° 30, 31 et 32 de la commission et n° 314 de Mme Marie-Thérèse Hermange.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 45** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5126-6-1 du code de la santé publique - Réintégration des dépenses de médicaments dans le tarif soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) (p. 7185, 7186) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33, 34, 35, 36, 37, 37 et 38 de la commission, n° 170 et 172 de M. Guy Fischer, n° 286 de Mme Raymonde Le Texier, n° 351 de Mme Marie-Thérèse Hermange, n° 333 de Mme Muguette Dini, n° 412 et 413 de M. Philippe Darniche, n° 454 et 451 de M. François Autain et sur les sous-amendements n° 452 et 453 de ce dernier, déposés sur l'amendement n° 37 de la commission. - **Article 46** (art. L. 14-10-5 et L. 14-10-9 du code de l'action sociale et des familles - Financement de la formation des aidants et accueillants familiaux) (p. 7187) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39 et 40 de la commission. - **Article additionnel après l'article 46** (p. 7188) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 522 de la commission (clarification de la situation juridique des accueillants familiaux employés par des établissements publics de santé).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8101, 8103) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 8108) : son amendement n° II-183 : coordination ; adopté. - **Article 74** (Renforcement de la convergence tarifaire et de la rationalisation des coûts dans les établissements médico-sociaux financés par l'Etat) (p. 8110) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-159 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article additionnel après l'article 74** (p. 8110) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-160 de Mme Isabelle Pasquet (possibilité pour les régies de quartier d'obtenir un agrément dérogatoire permettant de bénéficier d'exonérations fiscales). - **Article 76 bis** (Création d'un document de politique transversale relatif à la politique de l'égalité entre les femmes et les hommes) (p. 8113) : réponse à Mme Nicole Borvo Cohen-Seat à propos de l'avenir du service des droits des femmes et de l'égalité.

LE TEXIER (Raymonde)
sénateur (Val-d'Oise)
SOC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion (29 octobre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre suppléant du Conseil national du bruit.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'insertion"** - (17 janvier 2008) : son intervention (p. 302, 303).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 398, 401). - **Article 1er (Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés)** (p. 426) : son amendement n° 32 : suppression ; rejeté. (p. 442) : son amendement n° 33 : suppression des dispositions permettant le rachat de leurs jours de RTT par les salariés ; rejeté.

- *Commission mixte paritaire [n° 180 (2007-2008)]* - (31 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 761, 762). Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1938, 1940) : sa motion n° 39 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 2** (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - *Durée de la période d'essai*) (p. 1954) : soutient l'amendement n° 26 de Mme Christiane Demontès (précision selon laquelle l'objet de la période d'essai est de faciliter l'accès au CDI) ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 1232-1, L. 1233-2, L. 1234-9 et L. 1234-20 du code du travail - *Adaptations du droit du licenciement*) (p. 1969) : soutient l'amendement n° 31 de Mme Christiane Demontès (maintien du délai de cinq ans conférant un caractère libératoire au reçu pour solde de tout compte) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1986, 1987) : intervient sur l'amendement n° 75 de Mme Annie David (obligation de motiver la rupture conventionnelle qui résulte de l'initiative de l'employeur). (p. 1992, 1993) : soutient l'amendement n° 33 de Mme Christiane Demontès (possibilité pour l'employeur, au cours de l'entretien préalable à la rupture conventionnelle, de se faire assister par une personne de son choix membre de l'entreprise ou d'une organisation représentative d'employeurs) ; retiré. - **Article 6** (*Contrat à durée déterminée à objet défini*) (p. 2005) : soutient l'amendement n° 37 de Mme Christiane Demontès (impossibilité de recourir au CDD à objet défini pour faire face à un accroissement temporaire d'activité) ; rejeté. - **Article 7** (art. L. 1226-4-1 du code du travail - *Création d'un fonds de mutualisation*) (p. 2007) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Christiane Demontès (possibilité pour le fonds de mutualisation d'effectuer une avance mensuelle des indemnités dues au salarié dans l'attente de la conclusion de la procédure de licenciement pour cause d'inaptitude consécutive à une maladie ou à un accident non professionnel) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2015, 2016) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- *Commission mixte paritaire [n° 364 (2007-2008)]* - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2672, 2673) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3428, 3431) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - *Définitions du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi*) (p. 3453) : son amendement n° 6 : élaboration du plan personnalisé d'accès à l'emploi, PPAE, par le demandeur d'emploi et le service public de l'emploi ; retiré. (p. 3460, 3462) : ses amendements n° 7 : prise en compte dans le PPAE de la catégorie et de la durée du contrat de travail recherché ; et n° 8 : précision sur le salaire attendu ; devenus sans objet. (p. 3464) : son amendement n° 9 : garantie pour le demandeur d'emploi de bénéficier des engagements du service public en matière d'accompagnement, de formation et d'aide à la mobilité ; rejeté. (p. 3467, 3469) : ses amendements n° 10 : suppression de la définition de l'offre raisonnable d'emploi, ORE ; et n° 11 : suppression de l'actualisation périodique du PPAE et de la redéfinition de l'ORE ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 5412-1 du code du travail - *Motifs de radiation de la liste des demandeurs d'emploi*) (p. 3480, 3483) : ses amendements n° 12 : avis des partenaires sociaux sur le projet de décret précisant les conditions de radiation des demandeurs d'emploi ; n° 13 : suppression de la liste des motifs de radiation de la possibilité pour un demandeur d'emploi de refuser sans motif légitime et à deux reprises une ORE ; et n° 14 : suppression de la liste des motifs de radiation des refus d'accepter un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation ou une action d'insertion ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3485) : intervient sur l'amendement n° 51 du Gouvernement (mise en œuvre par l'ANPE des dispositions de

ce texte en attendant la création de la nouvelle institution). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3486) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- *Commission mixte paritaire [n° 485 (2007-2008)]* - (23 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5137, 5138) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (p. 5818) : sur l'amendement n° 92 de la commission (dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution des logements sociaux), soutient le sous-amendement n° 534 de M. Thierry Repentin ; adopté. (p. 5829, 5832) : sur l'amendement n° 97 de la commission (définition de la notion de personnes vivant au foyer), soutient le sous-amendement n° 536 de M. Thierry Repentin ; adopté. Soutient l'amendement n° 425 de M. Thierry Repentin (protection du concubin notoire) ; retiré.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 5964, 5966) : soutient la motion n° 89 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er** (art. L. 115-1, L. 115-2 et L. 115-4 du code de l'action sociale et des familles - *Principes des politiques d'insertion*) (p. 5974) : favorable à l'amendement n° 164 de Mme Annie David (maintien des dispositions relatives au rôle du RMI).

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) (p. 5988, 5989) : le groupe socialiste ne votera pas l'article 1er de ce projet de loi. - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6013) : favorable à l'amendement n° 143 de M. Jean Desessard (prise en charge par les caisses d'allocation familiale des démarches visant à récupérer les créances alimentaires dues aux bénéficiaires du RSA). (p. 6031) : favorable à l'amendement n° 117 de M. Yves Krattinger (exclusion du bouclier fiscal de la contribution finançant le RSA). (p. 6057) : favorable aux amendements identiques n° 151 de M. Jean Desessard et n° 193 de Mme Annie David (suppression des dispositions relatives au contrôle du train de vie des bénéficiaires du RSA). (p. 6063) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'article 2 de ce projet de loi.

- **Suite de la discussion** (24 octobre 2008) - **Article 6** (art. 81, 200 sexes, 200 octies, 1414, 1605 bis, 1649-0 A, 1665 bis et 1665 ter du code général des impôts - *Articulation du RSA avec la prime pour l'emploi et conditions d'exonération de la taxe d'habitation et de la redevance audiovisuelle*) (p. 6116, 6117) : soutient les amendements de M. Yves Krattinger n° 129 (dégrèvement de la taxe d'habitation pour les titulaires du RSA) ; rejeté ; et n° 130 (dégrèvement de la redevance audiovisuelle pour les titulaires du RSA) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 6124, 6125) : intervient sur l'amendement n° 84 de M. Michel Mercier (attribution des aides versées par les centres communaux d'action sociale, les fonds de secours des caisses de sécurité sociale ou de mutualité sociale agricole, sur la base du niveau des ressources et de la composition du foyer, et non plus par référence au statut de l'allocataire d'un minimum social). - **Article 9** (art. L. 1111-3, L. 1251-33, L. 1251-37, L. 2313-5, L. 2323-48, L. 2323-54, L. 3252-3, L. 5132-3, L. 5132-5, L. 5132-11-1 nouveau, L. 5132-15-1 nouveau, L. 5133-1 et L. 5133-2 du code du travail - *Insertion par l'activité économique*) (p. 6138) : son amendement n° 108 : suppression de toute durée minimale pour les contrats conclus par des entreprises d'insertion, des associations intermédiaires et des ateliers et chantiers d'insertion - possibilité de moduler la durée hebdomadaire du travail des personnes en insertion ; rejeté. - **Article 9 bis** (art. L. 5132-1 et L. 5132-15-2 nouveau du code du travail - *Coordination des structures d'insertion par l'activité économique*) (p. 6142) : votera contre l'amendement

n° 47 de la commission (suppression de la mention tendant à permettre à une personne morale de droit privé de porter ou de coordonner une ou plusieurs "actions d'insertion"). - **Article 13 bis** (art. L. 5212-7 du code du travail - *Accueil en stage des personnes handicapées*) (p. 6159) : intervient sur son amendement, présenté par M. Jean-Pierre Godefroy, n° 105 : suppression. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6169, 6170) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Question préalable** (p. 6200, 6202) : sa motion tendant à poser la question préalable n° 32 ; rejetée.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (13 novembre 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6751, 6754) : sa motion n° 458 tendant au renvoi à la commission ; rejetée.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 12** (art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - *Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie*) (p. 6833, 6834) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2008) - **Article 18** (art. L. 2241-2, L. 2242-8 et L. 3261-2 à L. 3261-5 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 131-4-1 et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge des frais de transport domicile-travail*) (p. 6899, 6900) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cet article.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52 (priorité)** (p. 6965) : son amendement n° 292 : évaluation par le Gouvernement des conditions de l'ouverture des droits à pension de réversion aux concubins et aux personnes liées par un pacte civil de solidarité ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 54 (priorité)** (art. L. 161-23-1, L. 643-1 et L. 643-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; article 13 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - *Revalorisation des pensions de retraite au 1er avril de chaque année*) (p. 6996) : parole sur l'article. - **Article 56 (priorité)** (art. L. 173-7 nouveau, L. 351-14-1 et L. 382-29 du code de la sécurité sociale ; art. L. 742-3 du code rural ; art. 114 de la loi n° 2006-1640 du 21 décembre 2006 de financement de la sécurité sociale pour 2007 - *Modification des règles de "rachat" de trimestres pour l'ouverture du droit à retraite anticipée pour carrière longue*) (p. 7003, 7004) : son intervention. - **Article 58 (priorité)** (art. L. 2241-4 du code du travail ; art. L. 138-24 à L. 138-27 nouveaux et L. 241-3 du code de la sécurité sociale - *Incitation des entreprises à maintenir les seniors en emploi sous peine du versement d'une pénalité*) (p. 7012, 7013) : votera contre cet article.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 7088) : son amendement n° 272 : présentation d'un rapport sur l'évaluation des franchises médicales ; retiré. - **Article 31 bis** (art. L. 162-9, L. 162-14-1 et L. 722-4 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge des cotisations sociales des chirurgiens dentistes*) (p. 7090, 7093) : son amendement n° 273 : suppression ; rejeté. - **Article 32** (art. L. 111-11 et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - *Suivi des propositions formulées par le rapport annuel sur l'évolution des charges et des produits de l'assurance maladie*) (p. 7096) : le groupe socialiste votera contre l'article 32 de ce projet de loi. - **Article 33** (art. L. 183-1-3 nouveau du code de la sécurité sociale - *Rémunération des enseignants de médecine générale*) (p. 7097, 7098) : parole sur l'article. - **Article 34** (art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - *Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série*) (p. 7115, 7119) : son amendement n° 274 : suppression ; devenu sans objet. Votera contre l'amendement

n° 528 du Gouvernement (rôle de la Haute Autorité de santé dans l'élaboration et la validation des référentiels). - **Article 38 bis** (*Remise d'un rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge des moyens contraceptifs*) (p. 7130) : parole sur l'article. - **Article 39** (art. L. 162-21-3, L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8, L. 162-22-9, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-6, L. 227-1, L. 314-3 et L. 314-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - *Dispositions diverses relatives au financement des établissements de santé*) (p. 7134, 7136) : ses amendements n° 278 : prise en compte d'indicateurs régionaux dans la régulation prix-volume et n° 279 : suppression du mécanisme de convergence tarifaire entre les hôpitaux publics et les cliniques privées ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7140) : son amendement n° 280 : participation des fédérations de santé publique à la fixation des forfaits d'imagerie médicale ; rejeté. - **Article 40** (art. L. 6143-3, L. 6143-3-1, L. 6161-3-1 et L. 6162-1 du code de la santé publique - *Clarification du traitement des situations de déséquilibre financier des établissements publics de santé et harmonisation des mises sous administration provisoire*) (p. 7151) : le groupe socialiste votera contre l'article 40 de ce projet de loi. - **Article additionnel après l'article 40** : son amendement n° 281 : financement complémentaire pour les mesures salariales concernant la fonction publique hospitalière décidées après l'adoption de la loi de financement de la sécurité sociale ; rejeté. - **Article 40 ter** (art. 116 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique hospitalière - *Recouvrement des contributions dues au centre national de gestion*) (p. 7152) : le groupe socialiste votera contre l'article 40 ter de ce projet de loi. - **Article 42** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - *Extension du champ des mises sous accord préalable à des prestations d'hospitalisation atypiques*) (p. 7157) : parole sur l'article. - **Article 43** (art. L. 133-4-4 nouveau du code de la sécurité sociale - *Récupération sur les tarifs soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes des dépenses d'assurance maladie indûment prises en charge à titre individuel par un organisme d'assurance maladie*) (p. 7160) : parole sur l'article. Son amendement n° 284 : suppression ; rejeté. - **Article 44 et article additionnel après l'article 44** (*Tarifification à la ressource des établissements sociaux et médico-sociaux*) (p. 7163, 7164) : son amendement n° 285 : suppression ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 45** (art. L. 314-8 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 5126-6-1 du code de la santé publique - *Réintégration des dépenses de médicaments dans le tarif soins des établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes*) (p. 7181) : son amendement n° 286 : suppression ; devenu sans objet. (p. 7186) : le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 47** (art. L. 1142-22, L. 1142-23, L. 1221-14 nouveau, L. 3111-9, L. 3122-1 et L. 3122-5 du code de la santé publique - *Procédure d'indemnisation à l'amiable par l'office national d'indemnisation des accidents médicaux pour les victimes d'une infection par le virus de l'hépatite C résultant d'une transfusion sanguine - Dotation pour 2009 à l'Oniam*) (p. 7189) : parole sur l'article. Le groupe socialiste votera cet article. - **Article 48** (article 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - *Dotations pour 2009 au fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins, au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés et à l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 7192) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 7194, 7195) : soutient l'amendement n° 388 de M. Bernard Cazeau (interdiction pour les praticiens hospitaliers d'ouvrir un cabinet privé ou d'exercer une activité rémunérée dans un établissement de santé privé durant deux ans) ; rejeté. - **Article 50** (*Fixation du montant de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie et de sa ventilation*) (p. 7197) : son amendement n° 287 : diminution de l'enveloppe de l'ONDAM afin d'abonder le FICQS ; rejeté. - **Article 72** (art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2324-1 du code de la santé publique ; art. 80 sexies du code général des impôts - *Assouplissement des*

conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel (p. 7218) : favorable à l'amendement n° 308 de Mme Claire-Lise Campion (maintien de l'agrément pour trois enfants). - **Article 77 (art. L. 162-1-14 du code de la sécurité sociale - Révision de la procédure des pénalités financières)** (p. 7226) : son amendement n° 309 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7233, 7234) : le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

LE VERN (Alain)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

- (4 décembre 2008) (p. 8339, 8340) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8349) : soutient l'amendement n° II-202 de M. Thierry Repentin (augmentation de la dotation de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat, ANAH) ; rejeté. - **Article 82 (Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU)** (p. 8350, 8351) : parole sur l'article. (p. 8353) : soutient l'amendement n° II-201 de M. Thierry Repentin (suppression) ; adopté.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

LISE (Claude)
sénateur (Martinique)
SOC-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Outre-mer [n° 101 tome 4 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5943, 5945) : son intervention. Son département de la Martinique.

LONGUET (Gérard)
sénateur (Meuse)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre titulaire de la Commission nationale consultative des droits de l'homme.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la commission des finances : Le financement des universités : pour un SYstème de répartition des Moyens à l'Activité et à la Performance (SYMPA) [n° 382 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'éducation prioritaire dans les académies de Versailles et de Créteil [n° 453 (2007-2008)] (9 juillet 2008) - **Société - Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Enseignement scolaire [n° 99 tome 3 annexe 13 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Éducation**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137

(2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 18) : intervient sur l'amendement n° 5 de M. Michel Billout (fusion d'Electricité de France et de Gaz de France au sein d'un pôle public de l'énergie). - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 24, 25) : favorable à l'amendement n° 6 de M. Jean Arthuis (sécurisation des consommateurs professionnels d'électricité ayant bénéficié du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1019) : défavorable à l'amendement n° 54 de Mme Marie-Christine Blandin (interdiction de la culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux et régionaux).

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) - **Article 7** (art. L. 535-3 du code de l'environnement - Limites à la publicité des données contenues dans les demandes d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché d'OGM) (p. 1125) : défavorable à l'amendement n° 126 de M. Jacques Muller (liste des informations ne pouvant être considérées comme confidentielles).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (19 juin 2008) - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs) (p. 3033, 3034) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3157) : défavorable aux amendements identiques n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 3237) : favorable à l'amendement n° 87 de M. Patrice Gérard (suppression de la référence à l'avis du Conseil d'Etat avant l'examen en commission d'une proposition de loi).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 3506, 3507) : son intervention. - **Article 8** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - Contribution financière versée par l'Etat aux communes pour la mise en œuvre du service d'accueil) (p. 3558) : son amendement n° 54 : substitution du mot "compensation" au mot "contribution" ; adopté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3618, 3621) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quater vicies, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises) (p. 3683) : ne votera pas l'amendement n° 966 de M. Philippe Dominati (intégration des régimes de protection sociale des professionnels libéraux dans le dispositif de l'interlocuteur social unique). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3715) : son amendement n° 61 : élargissement de la présomption de travailleur indépendant aux auto-entrepreneurs ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement) (p. 3762, 3780) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (possibilité, pour le ministre chargé de l'économie et après avis du Conseil de la concurrence, d'autoriser, dans certains secteurs n'ayant pu conclure d'accord interprofessionnel d'ici fin 2008, un dépassement transitoire du délai légal). - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 3818, 3819) : favorable aux amendements identiques n° 448 de M. Eric Doligé et n° 982 de M. Philippe Dominati (exonération d'ISF, pour la partie concernée, des responsables d'entreprise apportant leurs actifs mobiliers en garantie d'une PME). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3820) : soutient l'amendement n° 999 de M. Henri de Richemont (extension, aux membres des professions libérales, des déductions fiscales pour l'acquisition de parts de la société dans laquelle ils exercent leur activité) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 3820, 3821) : soutient l'amendement n° 1002 de M. Henri de Richemont (possibilité, pour les cabinets français à vocation internationale, de déduire certains frais de prospection) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 111-2-2 du code de la sécurité sociale - Régime social des impatriés) (p. 3896, 3897) : ses amendements n° 587 : élargissement de l'exonération prévue à l'ensemble des cotisations de sécurité sociale ; et n° 588 : limitation de l'application de cette disposition aux seuls salariés étrangers détachés dans le cadre d'une mobilité intragroupe ; retirés ; n° 589 : limitation à cinq ans de la durée d'absence d'affiliation du salarié pour pouvoir bénéficier d'une dispense d'affiliation au régime d'assurance vieillesse pour les salariés étrangers ; et n° 590 : réduction à trois mois de la durée minimale de présence du salarié impatrié dans l'entreprise étrangère pour pouvoir bénéficier d'une dispense d'affiliation au régime d'assurance vieillesse pour les salariés étrangers ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 37 bis (priorité)** (p. 3919) : soutient l'amendement n° 980 de M. Louis de Broissia (interdiction de tout accord d'exclusivité pour la reprise des programmes de France Télévisions diffusés par voie hertzienne terrestre) ; retiré. - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3946, 3949) : son amendement n° 582 : extension de la mission d'accessibilité bancaire à tous les établissements bancaires distributeurs du livret A ; retiré.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3987) : son amendement n° 593 : système de suivi du livret A ; retiré au profit de l'amendement n° 29 de la commission (rédaction). (p. 3990) : s'abstiendra sur les amendements portant sur le même objet n° 678 de Mme Anne-Marie Payet et n° 373 de Mme Nicole Bricq (non-report sur les prêts au logement social du coût de l'accessibilité bancaire). - **Article 17 bis** (art. L. 129-1 du code de commerce - Tutorat assuré par le cédant après la cession d'une entreprise) (p. 4067, 4068) : son amendement n° 627 : amélioration des conditions fiscales du tutorat bénévole ; adopté. - **Article additionnel après l'article 19** (p. 4081) : son amendement n° 628 : détermination par décret de la durée maximale de communication par la Banque de France d'informations relatives à la situation des dirigeants et des entrepreneurs ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 21 D** (p. 4111) : votera l'amendement n° 767 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de l'électricité au-delà du 1er juillet 2010). (p. 4113) : sur l'amendement n° 835 de la commission (conditions de souscription d'un contrat relatif à la fourniture d'énergie), votera les sous-amendements n° 1074 de Mme Odette Terrade et n° 1067 de M. Daniel Raoul mais ne votera pas le sous-amendement n° 1077 de ce dernier.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente) (p. 4128, 4129) : parole sur l'article. - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction des abus dans la relation commerciale) (p. 4152,

4153) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 4167) : intervient sur l'amendement n° 759 de M. Eric Doligé (autorisation des relevés de prix entre commerçants concurrents). - **Article 24** (art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - Régime des soldes) (p. 4193) : son amendement n° 59 : adaptation de la notion d'autorité compétente du département du lieu des soldes au cas des entreprises de vente à distance et sur Internet ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4305, 4306) : son amendement n° 583 : validation des autorisations d'exploitation commerciale délivrées jusqu'au 1er janvier 2009 et contestées devant le juge administratif sur le fondement du caractère non nominatif de l'arrêté désignant les membres de la commission départementale d'équipement commercial, CDEC ; adopté. (p. 4323) : son amendement n° 585 : encadrement durant une période limitée des modalités d'extension des surfaces de vente n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation préalable en raison de leur taille ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4390) : intervient sur l'amendement n° 287 de M. Michel Houel (application d'un seuil de 1000 mètres carrés pour les regroupements de surfaces de vente lorsque l'activité est à prédominance alimentaire). (p. 4401) : ne votera pas l'amendement n° 810 de M. Jacques Gillot (avis consultatif des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et de l'artisanat). - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4427, 4428) : intervient sur l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 1092 de M. Daniel Raoul.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 4652) : intervient sur les amendements analogues n° 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 103 de M. Bernard Frimat (injection d'une dose de proportionnelle aux élections législatives).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5267, 5268) : sa question au secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7357) : intervient sur l'amendement n° I-173 de M. Thierry Foucaud (modulation de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires). - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7373) : intervient sur le sous-amendement n° I-244 du Gouvernement portant sur l'amendement n° I-9 de la commission (aménagement du dispositif relatif à l'obligation de conservation des actifs pour les sociétés d'investissements immobiliers cotés, SIIC).

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial :

Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7788, 7790) : son intervention. - **Article 60** (*Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures*) (p. 7827, 7828) : défavorable à l'amendement n° II-70 de M. François Marc (prise en compte de la périphéricité et de la faiblesse de l'offre alternative à la route pour moduler la taxe).

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8167, 8169) : son intervention. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8207, 8208) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires

culturelles saisie pour avis n° II-66. (p. 8211, 8214) : position de la commission sur les amendements n° II-207 du Gouvernement et n° II-182 de M. Jacques Muller.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 59** (*Définition de l'assiette de taxation des jeux de casino exploités sous forme électronique*) (p. 9388) : parole sur l'article. - **Article 62** (*Régime de la composante additionnelle "recherche" de la taxe sur les installations nucléaires de base*) (p. 9390) : intervient sur l'amendement n° 33 de la commission (suppression). Stockage des déchets en Lorraine. - **Article 63** (*Financement du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TaRTAM*) (p. 9391) : parole sur l'article.

LOUECKHOTE (Simon)
sénateur (Nouvelle-Calédonie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 9 janvier 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 8 janvier 2008.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 63 (priorité)** (*Réforme des "surpensions" d'outre-mer*) (p. 7046, 7047) : parole sur l'article. (p. 7054) : favorable à l'amendement n° 405 de M. Gaston Flosse (report de la date d'entrée en vigueur de la réforme de l'indemnité temporaire de retraite). (p. 7057) : son amendement n° 400 : non-application de la réforme de l'indemnité temporaire de retraite aux fonctionnaires désireux de faire valoir leur droit à la retraite avant le 31 décembre 2008 ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8145) : son intervention.

LOZACH (Jean-Jacques)
sénateur (Creuse)
SOC

NOMINATIONS

Election le 21 septembre 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour la planification le 4 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

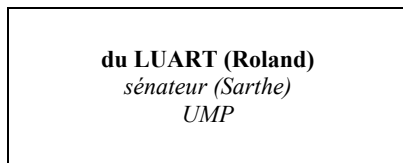
Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 100 tome 8 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Société - Sports.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :



Vice-président du Sénat ; a présidé les séances des 9, 10, 16, 17, 30 janvier, 5 février, 2, 9 avril, 7, 14, 27 mai, 4, 10, 19, 24, 26 juin, 2, 3, 9, 15, 17 juillet, 15, 21, 22 octobre, 5, 17, 18, 20, 24, 27 novembre, 5, 9 et 11 décembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Établissement public de financement et de restructuration le 10 janvier 2008.

Membre titulaire du Comité consultatif du secteur financier.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) (p. 8323, 8324) : son intervention. Son département de la Creuse. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission.

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8495, 8496) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 8503, 8504) : à titre personnel, son intervention. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8517) : son amendement n° II-100 : transfert de crédits vers le programme "Jeunesse et vie associative" pour financer les associations nationales d'éducation populaire ; adopté.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Justice [n° 99 tome 3 annexe 16 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (26 mars 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 1256, 1257) : favorable à la motion n° 1 de la commission des finances tendant au renvoi à la commission.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Conseil consultatif d'Arabie Saoudite** - (2 juillet 2008) (p. 3767).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs roumains** - (9 juillet 2008) (p. 4340).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4696, 4697) : son intervention.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4838) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean-Pierre Godefroy.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5251, 5252) : son intervention.

- **Souhaits de bienvenue à M. Dimitris Sioufas, président du Parlement hellénique** - (5 novembre 2008) (p. 6552).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 7064) : favorable à l'amendement n° 122 de M. François Autain (fixation d'un plafond conventionnel au-delà duquel les dépassements d'honoraires sont illicites).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

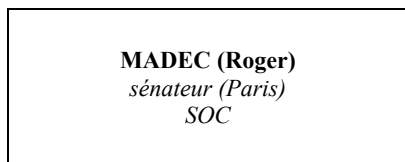
Justice

- (1er décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 7965, 7967) : son intervention. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de cette

mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7985) : son amendement n° II-1 : financement de l'équipement des établissements pénitentiaires en matériel de visioconférence au moyen de crédits prélevés sur le programme immobilier de la justice judiciaire ; retiré. (p. 7988) : position de la commission sur les amendements de la commission des lois saisie pour avis n° II-52 et n° II-53.

- **Rappel au règlement** - (11 décembre 2008) (p. 8869) : répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Frimat sur l'ordre d'examen des textes portant sur l'application de l'article 25 de la Constitution et l'élection des députés ; choix de l'ordre d'examen des textes établi en conférence des présidents, à la demande du Gouvernement.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Paraguay** - (11 décembre 2008) (p. 8876, 8877).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 6 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture [n° 110 (2007-2008)]** - (25 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1191, 1192) : son intervention. - **Article 8 bis** (art. 222-6-2, 222-19-2 et 222-20-2 nouveaux et 222-21 du code pénal - **Renforcement des sanctions pénales à l'encontre des détenteurs de chiens à l'origine d'accidents ou d'homicides**) (p. 1210) : son amendement n° 38 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 1212) : son amendement n° 40 : extension du champ des règles dérogatoires pour l'acquisition, la détention et l'utilisation des médicaments vétérinaires nécessaires à la réalisation des actes vétérinaires dispensés gratuitement dans les établissements des associations et fondations de protection des animaux ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1216) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.
- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1536, 1538) : son intervention.
- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1584) : son intervention.

MADRELLE (Philippe)
sénateur (Gironde)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement - Commission mixte paritaire [n° 134 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4443, 4444) : le groupe socialiste s'abstiendra sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

- **Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de fumée dans tous les lieux d'habitation - Deuxième lecture [n° 399 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4457, 4458) : son intervention. - **Article 2** (Art. L. 129 et L. 129-9 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - **Obligation d'installer des détecteurs de fumée dans les logements**) (p. 4461) : sur l'amendement n° 1 de la commission (installation du détecteur de fumée à la charge du propriétaire de locaux, fonctionnement et entretien sous la responsabilité de l'occupant), ses sous-amendements n° 3 ; retiré ; et n° 2 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 4464) : ses amendements n° 4 : information des acquéreurs ou des occupants sur l'usage et l'entretien des détecteurs de fumées et les comportements à adopter en cas de survenance d'un sinistre ; et n° 5 : dispositions fiscales en faveur de l'installation des détecteurs ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4465) : le groupe socialiste s'abstiendra sur la proposition de loi.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Quel avenir pour la gendarmerie ? [n° 271 (2007-2008)] (10 avril 2008) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

MAGRAS (Michel)
sénateur (Saint-Barthélemy)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR) le 4 décembre 2008.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6426) : favorable à l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8138, 8139) : son intervention. Sa collectivité de Saint-Barthélemy. Votera les crédits de cette mission. - **Article 65** (*Réforme des exonérations de cotisations patronales en faveur de l'outre-mer*) (p. 8150) : son amendement

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8041) : sa question.

Sécurité

- (2 décembre 2008) (p. 8067, 8068) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

n° II-50 : extension de l'exonération à Saint-Barthélemy ; adopté.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 55 quinquies** (p. 8726, 8727) : son amendement n° II-248 : validation législative d'articles du code des contributions directes de Saint-Barthélemy en matière de sanctions pénales des infractions aux règles fiscales locales ; retiré.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8877, 8878) : son intervention. - **Article 7** (*art. L.O. 176-1, L.O. 393-1, L.O. 455, L.O. 479, L.O. 506 et L.O. 533 du code électoral - Abrogations*) (p. 8914, 8916) : son amendement n° 1 (suppression) retiré puis repris par M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**. - (11 décembre 2008) - **Article 2** (*Habilitation du Gouvernement à procéder au découpage des circonscriptions législatives par ordonnance*) (p. 8927, 8928) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Article 5 bis** (*Dotations de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy*) (p. 9191, 9193) : parole sur l'article. Ses amendements n° 46 : suppression du versement annuel de Saint-Barthélemy au profit de l'Etat et de la Guadeloupe ; et n° 59 : repli ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9395, 9396) : intervient sur l'amendement n° 34 de la commission (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer) et sur le sous-amendement n° 167 de M. Richard Tuheiva qui le modifie.

MAHÉAS (Jacques)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
 SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [n° 197 (2007-2008)]** - (10 avril 2008) - **Discussion générale** (p.1644, 1645) : son intervention. - **Article 2** (art. L. 321-1-1 du code de la route - *Utilisation des véhicules non soumis à réception*) (p.1649) : son intervention sur l'amendement n° 2 de la commission (dispositions juridiques relatives aux véhicules à moteur non soumis à réception ainsi qu'à leur utilisation par des mineurs de moins de quatorze ans). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p.1651) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p.2630, 2631) : son intervention. Les membres du groupe socialiste s'abstiendront sur ce projet de loi. - **Article 8** (art. L. 131-11 du code des juridictions financières - *Modification du régime des amendes pour gestion de fait*) (p.2640) : soutiendra l'amendement n° 3 de la commission (précision des critères à prendre en compte par les juridictions financières pour infliger une amende pour gestion de fait) sous réserve de sa rectification. - **Article 11** (*chapitre II nouveau du titre IV du livre Ier de la première partie du code des juridictions financières - Procédure juridictionnelle applicable devant la Cour des comptes*) (p.2642) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 7 de la commission (précision quant aux modalités de décharge des comptables publics). - **Article 21** (*chapitre II du titre IV de la première partie du livre II du code des juridictions financières - Procédure de jugement des comptes des comptables publics et des comptables de fait par les chambres régionales des comptes*) (p.2646) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 11 de la commission (coordination). - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p.2653, 2654) : avis favorable du groupe socialiste sur le sous-amendement n° 20 de M. Yves Détraigne (allongement de cinq ans à six ans de la prescription des gestions de fait et maintien à six ans de la prescription relative aux comptabilités publiques patentes) déposé sur l'amendement n° 16 de la commission (harmonisation à cinq ans de la durée des délais de prescription des actions en responsabilité personnelle dirigées contre les comptables publics et les

gestionnaires de fait). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2655) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article 9 (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement)** (p. 3126, 3127) : soutient l'amendement n° 432 de M. Bernard Frimat (rôle du Parlement dans l'évaluation des politiques publiques) ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Deuxième lecture [n° 283 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5782, 5783) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5790, 5791) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

MALOVRY (Lucienne)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

MARC (François)
sénateur (Finistère)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 11 décembre 2008.

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 7599, 7601) : son intervention.

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

- (28 novembre 2008) (p. 7936, 7937) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Membre titulaire de la Commission de vérification des fonds spéciaux jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre suppléant du Comité consultatif de la législation et de la réglementation financières jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Comité d'orientation du centre d'analyse stratégique jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Services du premier ministre : l'heure du bilan [n° 415 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Politique des territoires [n° 99 tome 3 annexe 19 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Aménagement du territoire - Budget.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 636, 640) : son amendement n° 5 : modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe ; rejeté.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna [n° 156 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1470) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2933, 2934) : défavorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5256, 5257) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Article 6** (*Garanties apportées au secteur financier*) (p. 5390, 5391) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 9 (précision portant sur les contreparties de la garantie accordée par l'État pour le refinancement) ; et n° 10 (association du Parlement au contrôle du contenu des conventions) ; retirés.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Article 1er (priorité)** (art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime) (p. 6206, 6207) : une majorité du groupe socialiste votera les amendements de suppression n° 21 de la commission saisie pour avis, n° 35 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 73 de Mme Annie David. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6224) : le groupe socialiste votera l'amendement de la commission saisie pour avis n° 25 (modification du calcul de la réserve spéciale de participation).

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6507, 6509) : son intervention. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6607) : sa question au ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 7431, 7432) : soutient l'amendement n° I-149 de M. Thierry Repentin (restriction de l'application du taux réduit de TVA dans le cas des réseaux de chaleur) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7438, 7440) : soutient l'amendement n° I-94 de Mme Nicole Bricq (suppression du "bouclier fiscal") ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) (p. 7457, 7458) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-102 (suppression de la réduction d'ISF dans le cadre d'un pacte d'actionnaires) ; et n° I-99 (suppression de la réduction d'ISF pour les titres de société dont le propriétaire est salarié de l'entreprise concernée) ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 20** (p. 7469) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Nicole Bricq, n° I-105 : inéligibilité aux mesures de soutien des banques pour les établissements recourant à l'hypothèque "rechargeable". - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 10** (p. 7515, 7516) : favorable à l'amendement n° I-185 de Mme Marie-France Beaufils (révision générale de la réforme de la taxe professionnelle de 2006). - **Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7519) : soutient l'amendement n° I-59 de Mme Nicole Bricq (maintien en 2009 du mécanisme de régularisation de la DGF en appliquant cumulativement les régularisations de 2007 et de 2008) ; rejeté. (p. 7521, 7522) : défavorable à l'amendement

n° I-249 du Gouvernement (application d'un taux de progression de 2 % à la DGF).

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - **Article 60** (*Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures*) (p. 7820, 7821) : parole sur l'article. (p. 7825, 7827) : ses amendements n° II-70 : prise en compte de la périphéricité et de la faiblesse de l'offre alternative à la route pour moduler la taxe ; n° II-69 et n° II-68 : repli ; rejetés.

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8315, 8316) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8576) : défavorable à l'amendement n° II-249 de la commission (imputation des moins-values issues des cessions de valeurs mobilières réalisées en 2008 sur le revenu global).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Article 50** (*Aménagement du crédit d'impôt sur le revenu en faveur des économies d'énergie et du développement durable*) (p. 8668, 8669) : son amendement n° II-289 : exclusion des pompes à chaleur dépourvues d'équipement de démarrage progressif du bénéficiaire du crédit d'impôt en faveur des économies d'énergie et du développement durable ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Article 2** (*Affectation aux départements d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP*) (p. 9185, 9186) : son amendement n° 74 : modification du mécanisme d'application de la garantie constitutionnelle de compensation des charges transférées aux départements ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18 ter** (p. 9239) : soutient l'amendement n° 103 de M. Thierry Repentin (limitation de l'application du taux réduit de TVA pour l'accession à la propriété) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9260) : soutient l'amendement n° 80 de M. Jean-Pierre Bel (actualisation et assouplissement des critères d'instauration des bassins d'emplois à redynamiser, BER) ; rejeté. Bassins de la vallée de la Meuse et de Lavelanet.

MARINI (Philippe)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre titulaire de la Commission de surveillance de la Caisse des dépôts et consignations jusqu'au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

Membre ès qualités de la Conférence économique annuelle (ancienne Commission des comptes et budgets économiques de la nation) ; nouvelle nomination le 7 octobre 2008.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 2000-642 du 10 juillet 2000 portant réglementation des ventes volontaires de meubles aux enchères publiques [n° 210 (2007-2008)] (12 janvier 2008) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les occupations illégales de terrains affectés à des activités économiques [n° 208 (2007-2008)] (8 février 2008) - **Aménagement du territoire - Entreprises - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi portant diverses mesures tendant à favoriser le développement du marché de l'art en France [n° 209 (2007-2008)] (12 février 2008) - **Culture**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 156 (2007-2008)] ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna [n° 242 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Entreprises - Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : "L'affaire" EADS : des pistes pour une meilleure gouvernance publique (Rapport) [n° 251 tome 1 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : "L'affaire" EADS : des pistes pour une meilleure gouvernance publique (Auditions) [n° 251 tome 2 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : L'épargne retraite : un facteur décisif pour la réforme des retraites [n° 308 (2007-2008)] (30 avril 2008) - **Questions sociales et santé - Travail - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi pour le développement de l'épargne retraite [n° 321 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)] - (Rapport) [n° 413 tome 1 (2007-2008)] (24 juin 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi [n° 398 (2007-2008)] de modernisation de l'économie [n° 413 tome 2 (2007-2008)] (24 juin 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Exposé général et examen des articles [n° 433 tome 1 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque : Construire le cinquième risque : le rapport d'étape (rapport) [n° 447 tome 1 (2007-2008)] (8 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque : Construire le cinquième risque : le rapport d'étape (annexes) [n° 447 tome 2 (2007-2008)] (8 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Débat d'orientation des finances publiques : 2009, tournant de la législature [n° 457 (2007-2008)] (9 juillet 2008) - **Budget - Fonction publique**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 22 (2008-2009)] pour le financement de l'économie [n° 23 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Budget - Entreprises - PME, commerce et artisanat - Union européenne - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le système fiscal français à l'épreuve de la crise [n° 75 (2008-2009)] (4 novembre 2008) - **Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi [n° 55 (2008-2009)] de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 78 (2008-2009)] (4 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Le budget de 2009 et son contexte économique et financier [n° 99 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 99 tome 2 fasc. 1 vol. 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Les conditions générales de l'équilibre financier (Première partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 99 tome 2 fasc. 1 vol. 2 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Seconde partie de la loi de finances) - Examen des articles [n° 99 tome 3 vol. 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport général, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Les moyens des politiques publiques et les dispositions spéciales (Seconde partie de la loi de finances) - Tableau comparatif [n° 99 tome 3 vol. 2 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 134 (2008-2009)] pour 2008 [n° 135 tome 2 (2008-2009)] (15 décembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 134 (2008-2009)] pour 2008 [n° 135 tome 1 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 134 (2008-2009)] pour 2008 [n° 135 tome 3 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 138 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Budget.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 149 (2008-2009)] (22 décembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 24) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean Arthuis (sécurisation des consommateurs professionnels d'électricité ayant bénéficié du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] -

(18 juin 2008) - **Article 1er A** (art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales) (p. 2939) : favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3060) : défavorable aux amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution). (p. 3067, 3070) : soutient l'amendement n° 310 de M. Alain Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement) ; retiré. - **Article 11 (priorité)** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3076) : favorable à l'amendement n° 301 de M. Jean Arthuis (nécessité de conférer aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale une compétence de confirmation de l'ensemble des dispositifs d'exonération votés en cours d'année).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 3234) : son amendement n° 320 : précision selon laquelle la loi organique relative aux conditions d'élaboration des projets de loi est d'initiative parlementaire ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (30 juin 2008) - rapporteur de la commission spéciale - **Discussion générale** (p. 3606, 3608) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Article 4** (art. L. 443-11, L. 631-7, L. 631-7-2 et L. 631-7-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 123-10 et 145-1 du code de commerce - Réforme du régime d'autorisation des changements d'usage et d'usage mixte des locaux d'habitation) (p. 3724) : à titre personnel, votera tous les amendements de la commission spéciale.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3787) : intervient sur l'amendement n° 267 de M. Éric Doligé (indexation des droits fixes perçus par les chambres de métiers sur le montant annuel du plafond de la sécurité sociale en vigueur l'année d'imposition).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 31 (priorité)** (art. 81 C [nouveau] du code général des impôts - Amélioration du régime fiscal des impatriés) (p. 3886, 3887) : parole sur l'article. (p. 3888, 3890) : ses amendements n° 14 : extension sous certaines conditions de ce dispositif aux non-salariés ; n° 12 : assise de l'imposition du patrimoine des impatriés sur leurs seuls biens situés en France ; et n° 13 : coordination ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 473 de Mme Marie-France Beauvils. - **Article additionnel après l'article 31 (priorité)** (p. 3892) : position de la commission sur l'amendement n° 717 de Mme Catherine Morin-Desailly (suppression du paiement à la douane française de la TVA sur les produits importés). - **Article 31 bis (priorité)** (art. 1465 du code général des impôts - Amélioration des facultés d'exonération de taxe professionnelle par les collectivités territoriales) (p. 3894) : son amendement n° 15 : rectification et cohérence ; adopté. - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 111-2-2 du code de la sécurité sociale - Régime social des impatriés) (p. 3897, 3899) : son amendement n° 16 : élargissement du régime d'exemption d'affiliation à la sécurité sociale aux travailleurs indépendants exerçant leur activité en France sur une période limitée ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 474 de Mme Marie-France Beauvils, n° 587, 588, 589 et 590 de M. Gérard Longuet. - **Article 36 (priorité)** (art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - Rescrit en matière de crédit d'impôt recherche) (p. 3901) : ses amendements n° 17 : obligation pour l'administration fiscale et le ministère de la recherche ou l'organisme chargé de soutenir l'innovation de

motiver leurs réponses aux demandes des contribuables portant sur l'éligibilité de leurs projets de dépenses de recherche au dispositif du crédit d'impôt recherche, CIR ; et n° 1046 : précision ; adoptés. (p. 3902, 3904) : position de la commission sur les amendements n° 481 de Mme Marie-France Beaufls, n° 740, 739 et 743 de M. Christian Gaudin et n° 369 de Mme Nicole Bricq. - **Article additionnel après l'article 36 (priorité)** (p. 3904) : position de la commission sur l'amendement n° 616 de M. Philippe Adnot (réintégration des dépenses ayant bénéficié d'avances remboursables dans l'assiette des dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche, CIR). - **Article 37 B (priorité)** (*Aménagement du régime des fondations partenariales*) (p. 3906) : position de la commission sur l'amendement n° 615 de M. Philippe Adnot. - **Article additionnel avant l'article 37 (priorité)** (p. 3907) : position de la commission sur l'amendement n° 614 de M. Philippe Adnot (exonération d'ISF à hauteur de 75 % de l'investissement des dons en numéraire et en pleine propriété de titres de sociétés au profit d'organismes de recherche). - **Article 37 (priorité)** (*art. L. 562-2-1 du code monétaire et financier et art. 200, 206, 219 bis, 238 bis et 1740 A du code général des impôts - Création de fonds de dotation*) (p. 3909, 3910) : parole sur l'article. (p. 3912) : ses amendements n° 19 : faculté pour les fonds de dotation de fonctionner selon le système dit de la fondation à capitaux consommables ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1071 du Gouvernement qu'il accepte ; n° 20 : soumission des fonds de dotation faisant appel à la générosité publique à certaines obligations comptables ; n° 21 : renforcement de l'exercice du pouvoir d'alerte des commissaires aux comptes lors du contrôle des comptes des fonds de dotation ; et n° 18 : extension d'avantages fiscaux aux particuliers et aux entreprises effectuant un don aux fonds de dotation réalisant des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité sur des monuments historiques classés ou inscrits ; adoptés. (p. 3910, 3914) : position de la commission sur les amendements n° 370 de Mme Nicole Bricq, n° 1006 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam, n° 304 et 305 de Mme Nathalie Goulet et n° 734 de Mme Muguet Dini. - **Article additionnel après l'article 37 (priorité)** (p. 3915) : position de la commission sur l'amendement n° 613 de M. Philippe Adnot (extension de la réduction d'ISF en faveur des dons à certains organismes d'intérêt général aux dons consentis au profit des fonds de dotation et au profit des fondations universitaires et partenariales et création d'une exonération de droit de mutation à titre gratuit en faveur des dons et legs consentis aux fonds de dotation). - **Article 37 bis (priorité)** (*art. 39 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision*) (p. 3917) : position de la commission sur les amendements n° 535 de Mme Odette Terrade, n° 1023 de M. Serge Lagauche et n° 726 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Articles additionnels après l'article 37 bis (priorité)** (p. 3918, 3920) : position de la commission sur les amendements n° 742 de Mme Catherine Morin-Desailly (exclusion des chaînes de la TNT du bénéfice des dispositions dérogatoires prévues en matière de soutien à la création) et n° 980 de M. Louis de Broissia (interdiction de tout accord d'exclusivité pour la reprise des programmes de France Télévisions diffusés par voie hertzienne terrestre). - **Article 37 ter (priorité)** (*art. 47 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale, RFI*) (p. 3923) : position de la commission sur les amendements n° 310 et 303 de Mme Nathalie Goulet, n° 476 de M. Jack Ralite, n° 1008 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam et n° 1024 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga. - **Intitulé du Chapitre V (Garantir l'indépendance du service statistique public)** (p. 3923, 3925) : son amendement n° 22 : rétablissement de l'intitulé initial du chapitre V - Créer une Autorité de la statistique publique ; adopté. - **Article 38 (priorité)** (*art. 1er et 1er bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - Renforcement de l'indépendance du service statistique public*) (p. 3927, 3928) : son amendement n° 23 : création d'une Autorité de la statistique publique, fixation de sa composition et renvoi à un décret en conseil d'Etat pour déterminer ses attributions et ses modalités de fonctionnement ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 477 de Mme Marie-France Beaufls et n° 441 de M. Daniel Raoul. -

Article 38 bis (priorité) (*art. L. 1411-8 et L. 2132-3 du code de la santé publique et art. 7 et 7 bis de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - Coordination avec l'art. 38*) : son amendement n° 24 : suppression ; adopté. - **Article 39 (priorité)** (*section 1 du chapitre Ier du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A*) (p. 3942) : position de la commission sur les amendements n° 557, 551, 558 et 556 de M. Thierry Repentin et n° 886 de Mme Marie-France Beaufls. (p. 3946, 3950) : position de la commission sur les amendements n° 372 de Mme Nicole Bricq, n° 571, 553, 559 et 581 de M. Thierry Repentin, n° 896 et 897 de Mme Marie-France Beaufls et n° 582 de M. Gérard Longuet. (p. 3950, 3951) : ses amendements n° 27 : interdiction de cumuler un livret bleu ouvert avant le 1er janvier 2009 et un livret A ; et n° 28 : rédaction ; adoptés. (p. 3950, 3955) : position de la commission sur les amendements n° 374 et 375 de Mme Nicole Bricq, n° 560 et 561 de M. Thierry Repentin et n° 878, 879 et 880 de Mme Marie-France Beaufls. (p. 3951, 3956) : parole sur l'article L. 221-5 du code monétaire et financier relatif aux sommes collectées par les établissements bancaires au titre du livret A. (p. 3958, 3961) : position de la commission sur les amendements n° 377 de Mme Nicole Bricq, n° 562 et 572 de M. Thierry Repentin, n° 881 et 882 de Mme Marie-France Beaufls. (p. 3964) : son amendement n° 1057 : avis de l'Observatoire de l'épargne réglementée sur le décret précisant le taux de centralisation des dépôts collectés ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 379 et 378 de Mme Nicole Bricq, n° 676 et 677 de Mme Anne-Marie Payet, n° 554, 555, 563 et 564 de M. Thierry Repentin et n° 883 de Mme Marie-France Beaufls.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3982, 3988) : position de la commission sur les amendements de n° 565, 566, 567, 568, 579, 569 et 573 de M. Thierry Repentin, n° 380 et 381 de Mme Nicole Bricq, n° 884, 885, 888 et 887 de Mme Marie-France Beaufls et n° 593 de M. Gérard Longuet. (p. 3988, 3996) : ses amendements n° 29 : rédaction ; n° 30 : précision ; n° 1058 : rôle de l'Observatoire de l'épargne réglementée ; et n° 1059 : composition de l'Observatoire de l'épargne réglementée ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 383, 385, 373 et 384 de Mme Nicole Bricq, n° 570, 578, 575 et 574 de M. Thierry Repentin, n° 678 et 679 de Mme Anne-Marie Payet, n° 889, 891 et 892 de Mme Marie-France Beaufls. (p. 3997, 4005) : ses amendements n° 1073 : garantie du maintien de la défiscalisation du livret A ; n° 1038 : sanctions applicables en situation de multidétention de livrets d'épargne défiscalisés ; n° 25 : simplification ; et n° 26 : procédure applicable en matière de droit au compte ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 552, 577, 576 et 580 de M. Thierry Repentin, n° 387, 386, 376 et 388 de Mme Nicole Bricq, n° 893 et 894 de Mme Marie-France Beaufls, et n° 337 de M. Michel Charasse. - **Article 40 (priorité)** (*Section 4 du chapitre VIII du titre Ier du livre V, art. L. 518-101 du code monétaire et financier et art. 125 A du code général des impôts - Règles transitoires relatives à la réforme du livret A*) (p. 4010, 4011) : son amendement n° 32 : clôture ou transfert préalable d'un premier livret A avant l'ouverture d'un nouveau dans un autre établissement ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 389, 390, 391 et 392 de Mme Nicole Bricq, n° 898, 899 et 900 de Mme Marie-France Beaufls, et n° 1065 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 40 (priorité)** (p. 4013, 4019) : sur l'amendement n° 736 de M. Claude Biwer (obligation pour les prêteurs de vérifier la solvabilité des emprunteurs), son sous-amendement n° 1060 ; devenu sans objet. Position de la commission sur les amendements de M. Claude Biwer n° 737 (responsabilité des emprunteurs et des prêteurs) et n° 662 (interdiction de la pratique des taux d'appel), de M. Philippe Dominati n° 957 (interdiction de la pratique des taux d'appel) et n° 955 (interdiction de l'amortissement négatif). - **Intitulé du Chapitre Ier bis (priorité)** (*Dispositions relatives au réseau des caisses d'épargne*) (p. 4019) : son amendement n° 33 : nouvel intitulé de la division - Dispositions relatives au réseau des caisses d'épargne et du Crédit mutuel ; adopté. - **Article 40 bis (priorité)** (*art. L. 512-85, L. 512-91,*

L. 512-92, L. 512-94, L. 512-95, L. 512-99 et L. 512-100 du code monétaire et financier - Adaptation du statut et des missions des caisses d'épargne) (p. 4020) : position de la commission sur l'amendement n° 901 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 40 ter (priorité)** (art. L. 512-93 et L. 512-99 du code monétaire et financier - Mesures d'adaptation de la gouvernance des caisses d'épargne) (p. 4021) : son amendement n° 34 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 902 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 40 quater (priorité)** (Représentation des EPCI au sein des conseils d'orientation et de surveillance des sociétés locales d'épargne dont ils sont sociétaires) : position de la commission sur l'amendement n° 903 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article additionnel après l'article 40 quater (priorité)** (p. 4022) : son amendement n° 35 : abrogation de l'article L. 512-57 du code monétaire et financier ; adopté. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4027, 4036) : position de la commission sur les amendements n° 904, 905, 906, 907, 908 et 909 de Mme Marie-France Beaufils, n° 393, 937, 395, 394, 938, 396 et 449 de Mme Nicole Bricq, n° 939 et 940 de M. Thierry Repentin, n° 1009 du Gouvernement, n° 680 et 681 de Mme Anne-Marie Payet, n° 733 de M. Michel Mercier. Ses amendements n° 36 : composition de la commission de surveillance ; n° 37 : suppression de l'obligation pour les assemblées parlementaires de désigner au moins un membre n'appartenant pas à la majorité pour siéger à la commission de surveillance ; et n° 38 : coordination ; adoptés. - **Article 42 (priorité)** (Ordonnances tendant à la modernisation de la place financière française) (p. 4037, 4038) : parole sur l'article. (p. 4039, 4041) : ses amendements n° 39 : élargissement du champ de l'habilitation ; et n° 42 : clarification ; adoptés ; n° 40 : élargissement du champ de l'habilitation ; retiré ; n° 41 : délai d'habilitation de dix-huit mois pour la fusion de la commission bancaire et de l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles ; devenu sans objet. Position de la commission sur les amendements n° 482 de Mme Marie-France Beaufils, n° 941 de Mme Nicole Bricq et n° 1064 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 42 (priorité)** (p. 4042, 4046) : son amendement n° 43 : création d'un nouveau cas d'offre publique de retrait ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1069 du Gouvernement. Position de la commission sur les amendements n° 954 de M. Philippe Dominati (disposition tendant à améliorer la mobilité bancaire), de M. Jean-Jacques Jégou n° 948 (possibilité pour les établissements de crédit ou entreprises d'investissement de transmettre dans certains cas des informations confidentielles à des tiers sans autorisation préalable du client) et n° 947 (transmission des informations relatives aux abus de marché au sein de groupes financiers), et sur le sous-amendement n° 1066 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 948 précité. - **Article 42 bis (priorité)** (art. L. 511-41 du code monétaire et financier - Renforcement du contrôle interne des établissements de crédit) (p. 4047) : son amendement n° 44 : simplification ; adopté. - **Article 42 quater (priorité)** (art. L. 515-15 et L. 515-16 du code monétaire et financier - Adaptation du régime de refinancement de créances sur des personnes publiques détenues par les sociétés de crédit foncier) (p. 4048) : son amendement n° 45 : rectification ; adopté. - **Article additionnel après l'article 42 quinquies (priorité)** : son amendement n° 46 : relèvement du plafond des sanctions pouvant être prises par l'autorité des marchés financiers à l'encontre des personnes morales ; adopté. - **Article 42 sexies (priorité)** (art. L. 621-15 du code monétaire et financier - Amélioration des moyens dédiés à l'éducation financière du public) (p. 4049, 4050) : parole sur l'article. Ses amendements n° 47 : limitation à 300 000 euros par an de la somme pouvant être affectée à des actions éducatives par le fonds de garantie ; et n° 48 : suppression de l'obligation pour le Gouvernement de remettre un rapport au Parlement sur les actions éducatives dans le domaine financier ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 483 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article 42 septies (priorité)** (art. 1er de la loi n° 71-578 du 16 juillet 1971 sur la participation des employeurs au financement des premières formations technologiques et professionnelles, art. 228 du code général des

impôts, art. L. 214-14 du code de l'éducation - Exonération de la taxe d'apprentissage à raison des dépenses exposées pour la réalisation des parcours de formation personnalisés mis en œuvre par les écoles de la deuxième chance) (p. 4051, 4053) : son amendement n° 49 : extension du dispositif ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 910 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article additionnel après l'article 42 octies (priorité)** (p. 4053) : position de la commission sur l'amendement n° 338 de M. Michel Charasse (consignation des sommes mises à la charge des compagnies d'assurance). - **Article 16** (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant) (p. 4056, 4059) : son amendement n° 8 : dispositif "anti-abus" ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349 et 350 de M. Marc Massion, n° 652 de Mme Anne-Marie Payet et n° 270 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 16 bis** (art. 790 A du code général des impôts - Abattement de 300.000 euros sur les donations de fonds et de clientèles) (p. 4062) : son amendement n° 9 : dispositif "anti-abus" ; adopté.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 4244, 4246) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 4274) : intervient sur l'amendement n° 1 de la commission (information du Parlement sur le coût des grands programmes d'armement). - **Article additionnel après l'article 9** : son amendement n° 2 : réduction du délai de transmission au Parlement des référés de la Cour des comptes ; adopté. - **Article 10** (Création d'une annexe récapitulant les mesures fiscales et relatives aux cotisations sociales adoptées en cours d'année) (p. 4275, 4276) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté. (p. 4277, 4278) : intervient sur son amendement n° 3 précité.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (10 juillet 2008) - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4480) : à titre personnel, votera l'amendement n° 838 de M. Philippe Leroy (couverture des zones blanches).

- Rapporteur de la commission spéciale - **Article 43** (art. L. 16 B et L. 38 du livre des procédures fiscales, art. 64 du code des douanes - Amélioration des voies de recours contre les perquisitions fiscales) (p. 4546, 4548) : ses amendements n° 1103 : rectification ; n° 53, 1043, 54, 1044, 1040 et 50 : précision ; n° 1039, 1041 et 1042 : harmonisation ; et n° 51 et 52 : rédaction ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 4549) : position de la commission sur l'amendement n° 697 de M. Pierre Fauchon (instauration d'une procédure de main-levée devant le tribunal d'instance). - **Article 45** (art. 30-1 de la loi n° 2004-803 du 9 août 2004 et art. 15 de la loi n° 2006-1537 du 7 décembre 2006 - Prolongation du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) (p. 4554) : sur l'amendement n° 172 de la commission (caractère définitif du renoncement par un consommateur du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché), son sous-amendement n° 860 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 4560, 4572) : ses amendements n° 58 : faculté pour les sociétés mutuelles de se regrouper au sein d'unions mutualistes de groupes ; n° 56 : faculté pour les délégués composant l'assemblée générale d'un organisme mutualiste de voter par procuration ; adoptés ; n° 55 : cas d'exclusion du champ de limitation du cumul des mandats d'administrateur ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1072 de M. Alain Gournac ; et n° 57 : simplification et modernisation du régime des taxes communales sur la publicité ; adopté. Sur son amendement n° 57 précité, position de la commission sur les sous-amendements n° 1097, 1098, 1099 et 1096 de Mme Nicole Bricq. Son amendement n° 926 : affectation au département et

non plus au comité des finances locales de la majoration de 50 % de l'amende pénale en cas d'affichage illégal ; adopté. (p. 4573, 4575) : position de la commission sur les amendements de M. Jean Arthuis n° 728 (suppression du comité monétaire du conseil général de la Banque de France), n° 720 (conséquence) et n° 611 de M. Alain Vassel (possibilité pour les groupes d'assurance mutualiste de faire bénéficier leur personnel des mêmes outils d'intéressement que les entreprises). - **Seconde délibération - Article 16** (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - *Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant*) (p. 4577) : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Article 39** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - *Réforme de la distribution du livret A*) (p. 4581) : position de la commission sur l'amendement n° A-4 du Gouvernement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 4681, 4683) : la commission des finances soutient l'action du Gouvernement.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 4736) : intervient sur l'amendement n° 23 de M. Alain Lambert (suppression du régime particulier en matière de délai applicable aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 5249, 5251) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 5353, 5355) : son intervention. Souhaite l'adoption de ce texte dans la même version que l'Assemblée nationale. - **Question préalable** (p. 5377) : position de la commission sur la motion n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

Première partie :

Conditions générales de l'équilibre financier

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5378, 5379) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° 6 de M. Jacques Muller et n° 14 de M. Bernard Vera (suppression du bouclier fiscal) et sur le n° 16 (majoration de l'ISF) de ce dernier.

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5386, 5388) : position de la commission sur les amendements de M. Bernard Vera n° 17 (relèvement et réévaluation automatique du plafond du livret A), n° 18 (clarification de l'affectation des ressources et relèvement du plafond des livrets de développement durable) et n° 15 (taxation des primes et rémunérations exceptionnelles) ainsi que sur le n° 7 de M. Jacques Muller analogue à ce dernier. - **Article 6** (*Garanties apportées au secteur financier*) (p. 5391, 5400) : position de la commission sur les amendements n° 9, 10 et 12 de Mme Nicole Bricq, n° 1, 2, 3, 4 et 5 de M. Jacques Muller, n° 21, 23, 22, 25, 24, 19 et 20 de M. Bernard Vera. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5401) : position de la

commission sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Muller (encadrement des fonds d'investissement LBO, Leveraged buy-out).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6590, 6591) : son intervention. - **Question préalable** (p. 6618) : position de la commission sur la motion n° 25 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (*Objet de la programmation pluriannuelle des finances publiques*) (p. 6619, 6620) : position de la commission sur l'amendement n° 10 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 2** (*Objectifs de la programmation pluriannuelle des finances publiques*) (p. 6621, 6623) : son amendement n° 1 : précision ; adopté. Sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (actualisation des prévisions économiques), son sous-amendement n° 2 : suppression de la décomposition entre les différentes administrations publiques de l'objectif de solde budgétaire ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 11 de Mme Marie-France Beaufile et n° 27 du Gouvernement. - **Article 3** (*Approbation du rapport annexé à la présente loi*) (p. 6627, 6628) : position de la commission sur les amendements n° 12 de Mme Marie-France Beaufile et n° 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44 du Gouvernement. - **Article 4 A** (*Evolution des dépenses publiques en volume pour la programmation de 1,1 % en moyenne annuelle*) (p. 6629) : son amendement n° 3 : exclusion des collectivités territoriales et de l'assurance chômage du périmètre auquel s'applique la norme d'évolution des dépenses publiques ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 13 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 4** (*Norme annuelle de progression des dépenses de l'Etat*) (p. 6629, 6630) : son amendement n° 4 : extension à la dépense fiscale de la norme "zéro volume" ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 14 de Mme Marie-France Beaufile et n° 28 du Gouvernement. - **Article 5** (*Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat*) (p. 6631, 6632) : position de la commission sur les amendements n° 15 de Mme Marie-France Beaufile et n° 29 du Gouvernement. - **Article 6** (*Evolution des prélèvements sur recettes et des crédits affectés aux collectivités territoriales*) (p. 6634) : son amendement n° 5 : précision ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 23 et 24 de Mme Nicole Bricq, n° 16 de Mme Marie-France Beaufile et n° 30 du Gouvernement. - **Article 7** (*Norme annuelle d'évolution de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 6635) : position de la commission sur l'amendement n° 17 de M. Guy Fischer. - **Article 8** (*Affectation des surplus des impositions de toute nature à la réduction du déficit du budget de l'Etat*) : position de la commission sur l'amendement n° 18 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 9** (*Encadrement des mesures nouvelles relatives aux impôts, cotisations et contributions sociales affectés au budget de l'Etat ou à la sécurité sociale*) (p. 6636, 6637) : ses amendements n° 6 : prévision exercice par exercice de la compensation des mesures nouvelles ; et n° 7 : interdiction des mesures conduisant à une réduction des recettes fiscales en cas de déficit supérieur à 1,5 point du PIB ; retirés. Position de la commission sur les amendements n° 19 de Mme Marie-France Beaufile et n° 31 et 32 du Gouvernement. - **Article 10** (*Encadrement des "niches" fiscales et sociales*) (p. 6639) : ses amendements n° 8 : compensation exercice par exercice des niches fiscales ; et n° 9 : principe d'extinction automatique des niches fiscales et sociales créées durant la durée de la programmation ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 20 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 11** (*Suivi des niches fiscales et sociales*) (p. 6640) : position de la commission sur les amendements n° 21 et 22 de Mme Marie-France Beaufile.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 20** (art. L. 131-6, L. 131-6-1, L. 133-6-8, L. 136-6, L. 136-7, L. 642-2, L. 722-4, L. 723-5,

L. 723-15 et L. 756-5 du code de la sécurité sociale - Assujettissement des revenus distribués excédentaires des travailleurs non salariés non agricoles) (p. 6904, 6906) : son amendement n° 372 : suppression ; retiré.

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Article 39** (art. L. 162-21-3, L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8, L. 162-22-9, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-6, L. 227-1, L. 314-3 et L. 314-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives au financement des établissements de santé) (p. 7137, 7138) : son amendement n° 373 : instauration d'un coefficient correcteur s'appliquant aux tarifs nationaux d'hospitalisation et prenant en compte le différentiel de charges pesant sur le coût du travail entre les établissements publics de santé et les établissements de santé privés à but non lucratif ; rejeté.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7241, 7244) : son intervention. - **Question préalable** (p. 7270) : position de la commission sur la motion n° I-150 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable.

- **Mises au point au sujet de votes** - (21 novembre 2008) (p. 7285).

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)

Première partie :

- (21 novembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 7286) : position de la commission sur l'amendement n° I-172 de M. Thierry Foucaud (baisse du taux de TVA). - **Article 2** (Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2009) (p. 7287) : position de la commission sur l'amendement n° I-160 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7288) : position de la commission sur les amendements analogues n° I-83 de M. Thierry Repentin et n° I-161 de M. Thierry Foucaud (suppression du dispositif "Robien" d'aide à l'investissement locatif). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7288, 7293) : position de la commission sur les amendements n° I-115 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail) et de Thierry Foucaud n° I-162 (régime d'imposition des rémunérations différées au montant excédant six fois le plafond annuel de la sécurité sociale), n° I-174 (suppression de la mention d'un taux de défiscalisation pour les investissements en matière de logement en outre-mer) et n° I-175 (réduction des taux de défiscalisation des investissements productifs en outre-mer). - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 3** (p. 7294) : position de la commission sur les amendements n° I-182 de M. Thierry Foucaud (relèvement du plafond d'exonération du livret de développement durable) et n° I-143 de M. Philippe Adnot (pérennisation de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de la souscription à des parts de fonds d'investissement de proximité). - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 2 quater** (p. 7296) : position de la commission sur les amendements n° I-107 de Mme Nicole Bricq (retour aux anciens plafonds des dépenses éligibles à la réduction d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile) et n° I-176 de M. Thierry Foucaud (modification des plafonds éligibles aux réductions d'impôt pour l'emploi d'un salarié à domicile et pour les frais de garde d'enfants). - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7298, 7300) : position de la commission sur les amendements n° I-91 de Mme Nicole Bricq (barème de la prime pour l'emploi) et de M. Thierry Foucaud n° I-177 (régime d'imposition sur les plus-values) et n° I-178 (relèvement du taux

d'imposition des plus-values). - **Article 2 bis** (Régime fiscal des indemnités pour préjudice moral sur décision de justice) (p. 7301, 7306) : son amendement n° I-1 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° I-122 de M. Yves Détraigne. - **Article 2 ter** (Réduction d'impôt sur le revenu et déduction de l'impôt sur les sociétés pour le financement de projets économiques dans les pays en développement) (p. 7308, 7309) : son amendement n° I-2 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° I-151 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 2 ter** (p. 7312, 7313) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-111 (plafonnement de certains avantages fiscaux concernant l'impôt sur le revenu) et n° I-92 (modification du régime fiscal dérogatoire pour les dépenses d'hébergement des personnes dépendantes) et n° I-93 de M. François Marc (crédit d'impôt en matière de travaux d'économie d'énergie). - **Article 2 quater** (Régime fiscal du capital versé aux mineurs pour le rachat de leur droit au logement et au chauffage) (p. 7314, 7315) : position de la commission sur les amendements n° I-201 de Mme Marie-France Beaufilet et n° I-49 de Mme Brigitte Bout. - **Articles additionnels après l'article 2 quater** (p. 7316, 7317) : position de la commission sur les amendements n° I-104 de M. Bertrand Auban (abaissement de l'âge ouvrant le bénéfice de la demi-part supplémentaire pour les titulaires de la carte du combattant) et n° I-90 de M. Thierry Repentin (recentrage du taux réduit de TVA appliqué à la vente d'immeubles dans les quartiers de rénovation urbaine). - **Article 2 quinquies** (Exonération de l'impôt sur le revenu des primes versées au titre du prix Nobel) : son amendement n° I-3 : extension de l'exonération aux récompenses internationales dans les domaines littéraires, artistiques ou scientifiques, selon une liste fixée par décret en Conseil d'Etat ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2 quinquies** (p. 7318) : position de la commission sur l'amendement n° I-116 de M. Jean-Jacques Jégou (réduction d'impôt au titre des cotisations versées à l'ordre national des infirmiers). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 7319, 7320) : position de la commission sur les amendements n° I-109 de M. Jean-Pierre Sueur (augmentation du niveau de déductibilité des frais funéraires de l'actif de succession) et n° I-110 de Mme Nicole Bricq (fixation du montant de la réserve spéciale de participation au tiers du bénéfice après impôt). - **Article 3 bis** (Déductibilité de certaines charges des bénéficiaires imposables) (p. 7321) : position de la commission sur l'amendement n° I-152 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 3 bis** (p. 7322, 7326) : ses amendements n° I-42 : calcul du bénéfice de l'exploitation agricole pour l'application de l'impôt sur le revenu ; et n° I-38 : exonération d'impôt sur le revenu des plus-values réalisées dans le cadre d'une activité agricole, artisanale, commerciale ou libérale ; adoptés ; et n° I-47 : instauration d'une déduction forfaitaire du revenu foncier au titre des charges de propriété ; n° I-46 : définition des avances aux cultures pour la détermination du résultat imposable, en cas d'imposition d'après le bénéfice réel ; n° I-43 : relèvement du seuil de comptabilisation des recettes accessoires pour la détermination du bénéfice agricole ; n° I-41 : extension de l'abattement pour durée de détention applicable aux plus-values de cessions d'actions ou de parts de sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés ; et n° I-40 : suppression pour les exploitants agricoles de l'irrévocabilité de l'option pour la TVA trimestrielle ; retirés. - **Article 3 ter** (Prorogation de certaines incitations fiscales dans le domaine de l'environnement) (p. 7326) : son amendement n° I-5 : limitation à 2011 de la prorogation ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° I-153 de M. Thierry Foucaud. - **Article 3 quater** (Régime fiscal de certains entrepreneurs indépendants) (p. 7328) : son amendement n° I-241 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 7329, 7333) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Lambert n° I-225 (exonération au titre des plus-values professionnelles des cessions de sociétés civiles professionnelles ne comprenant qu'un seul associé), n° I-226 (exonération partielle des droits de mutation à titre gratuit en faveur des engagements collectifs de conservation au profit des apports mixtes), n° I-222 (précision sur le champ des cessions de gré à gré de sociétés civiles à objet principalement agricole faisant l'objet d'un droit fixe d'enregistrement), n° I-223 (exonération de taxe départementale

de publicité foncière des baux à construction conclus dans le cadre du "Pass foncier") et n° I-224 (mesures relatives à la taxe de publicité foncière ou au droit d'enregistrement), sur les sous-amendements du Gouvernement n° I-247 et n° I-248, portant respectivement sur les amendements n° I-225 et n° I-226 précités et sur l'amendement n° I-48 de M. Roland du Luart (allongement du délai de transformation des centres de gestion agréés et habilités à tenir une comptabilité).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 4** (*Suppression de l'imposition forfaitaire annuelle sur trois ans*) (p. 7340) : position de la commission sur les amendements n° I-154 et I-181 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7343, 7345) : position de la commission sur l'amendement n° I-22 de M. Jean Arthuis (clarification du régime fiscal des revenus des équipes de gestion des fonds communs de placement à risque et des sociétés de capital risque) ainsi que sur le sous-amendement n° I-246 du Gouvernement s'y rapportant. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 7346) : position de la commission sur l'amendement n° I-120 de M. Claude Biwer (suppression de la TVA portant sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers). - **Article 5** (*Diminution de la défiscalisation accordée aux biocarburants*) (p. 7347) : position de la commission sur l'amendement n° I-121 de M. Claude Biwer. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 7348, 7350) : position de la commission sur les amendements n° I-50 de Mme Nicole Bricq (suppression, pour les vols intérieurs, de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers bénéficiant aux carburéacteurs), et de M. Gérard Miquel n° I-51 (réduction du taux de TVA sur l'utilisation des huiles végétales pures), n° I-52 (autorisation générale d'usage des huiles végétales pures) et n° I-53 (exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les huiles végétales pures). - **Article 5 bis** (*Création d'un tarif pour le carburant E10*) (p. 7351) : position de la commission sur l'amendement n° I-155 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 7352, 7353) : position de la commission sur l'amendement n° I-54 de Mme Nicole Bricq (majoration de l'impôt sur les sociétés pour les compagnies pétrolières). - **Article 6** (*Reconduction de la taxe exceptionnelle mise à la charge des entreprises pétrolières en vue de financer la prime à la cuve versée aux foyers les plus modestes*) (p. 7354) : position de la commission sur l'amendement n° I-157 de M. Thierry Foucaud. Son amendement n° I-232 : modalités d'imputation de la taxe exceptionnelle de 25 % pesant sur la fraction de la provision pour hausse des prix des sociétés pétrolières ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 7355) : position de la commission sur le sous-amendement n° I-250 du Gouvernement portant sur son amendement n° I-147 : prolongement du remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation applicable au fioul domestique et au fioul lourd pour les professions agricoles ; adopté après modification par le sous-amendement précité. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7356, 7363) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-173 (modulation de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires) et n° I-179 (augmentation du taux de collecte du 1 % logement), ainsi que sur les amendements n° I-103 de M. François Marc (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé), n° I-183 de M. Ivan Renar (limitation de la progression du crédit d'impôt recherche), n° I-117 de M. Jean-Jacques Jégou (remboursement immédiat des créances du crédit d'impôt recherche afin d'améliorer à court terme les trésoreries des entreprises) et sur le sous-amendement n° I-252 de M. Michel Charasse s'y rapportant. - **Article 7 bis** (*Régime fiscal des "parachutes dorés"*) (p. 7364, 7365) : son amendement n° I-145 : demande de précisions sur les régimes de retraite à prestations définies, autres que les parachutes dorés ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° I-98 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 7365) : position de la commission sur l'amendement n° I-100 de M. Jean-Pierre Demerliat (limitation de la possibilité de transmission d'un patrimoine en exonération totale de droits au

travers de l'assurance vie). - **Article 7 ter** (*Création au profit des PME d'un régime analogue au bénéfice mondial consolidé*) (p. 7367) : son amendement n° I-6 : dans le cadre de l'extension aux petites et moyennes entreprises des principes du régime du bénéfice mondial consolidé, réduction à 50 % du seuil de détention du capital des filiales établies à l'étranger ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° I-156 de M. Thierry Foucaud. - **Article 7 quater** (*Régime des dons aux sociétés, dont l'Etat est actionnaire unique, qui ont pour activité la représentation de la France aux expositions universelles*) (p. 7368) : position de la commission sur l'amendement n° I-25 de M. Aymeri de Montesquiou. - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7369, 7370) : son amendement n° I-7 : report de l'application du plafond de détention de 60 % du capital des sociétés d'investissements immobiliers cotées, SIIC ; précision des règles de sortie et de retour dans le dispositif fiscal des SIIC ; possibilité d'extension du champ d'application du régime des SIIC aux droits réels immobiliers ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-242 du Gouvernement. (p. 7372) : son amendement n° I-8 : prorogation du régime d'externalisation d'actifs immobiliers détenus par des entreprises commerciales, industrielles et financières vers les sociétés d'investissements immobiliers, et augmentation du taux de taxation de la plus-value ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-243 du Gouvernement. (p. 7373) : son amendement n° I-9 : aménagement du dispositif relatif à l'obligation de conservation des actifs pour les sociétés d'investissements immobiliers cotées, SIIC ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-244 du Gouvernement. (p. 7370, 7374) : position de la commission sur les sous-amendements précités du Gouvernement et sur l'amendement n° I-118 de M. Christian Gaudin (mesures fiscales favorisant les dépenses exposées pour la réalisation d'opérations confiées à des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche). - **Article 8** (*Ajustement des tarifs de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers*) (p. 7375, 7376) : son amendement n° I-10 : suppression ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7377, 7379) : position de la commission sur les amendements n° I-119 de M. Jean-Jacques Jégou (renforcement temporaire du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu pour les souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises), n° I-101 de Mme Nicole Bricq (création d'une taxe additionnelle aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine), et de M. Thierry Foucaud n° I-166 (augmentation du taux d'imposition du montant des plus-values à long terme) et n° I-170 (soumission des avantages résultant de la pratique de distribution de stock-options à une contribution sociale au taux de 8 %). - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7385, 7386) : son amendement n° I-235 : diminution du tarif applicable aux installations d'incinération certifiées, ou ayant recours au mode de transport alternatif ; adopté. (p. 7390) : position de la commission sur les amendements n° I-72 et I-73 de M. Gérard Miquel, n° I-134 et I-135 de M. Dominique Braye, n° I-70 de M. Bernard Angels, n° I-213 de M. Laurent Béteille, n° I-204, I-207 et I-210 de M. Jacques Gautier. (p. 7396, 7399) : son amendement n° I-234 : affectation de la moitié du produit de la TGAP "granulats" aux départements et aux communes sur le territoire desquels sont extraits les matériaux ; adopté. (p. 7392, 7400) : position de la commission sur les amendements n° I-142 de M. Yves Détraigne, n° I-81 de M. Jean-Marc Pastor, n° I-127 de Mme Nathalie Goulet et n° I-206 de M. Jacques Gautier. (p. 7405) : son amendement n° I-233 : modalités de taxation des déchets traités par les installations de stockage, réparties en quatre catégories ; adopté. (p. 7408, 7409) : position de la commission sur les amendements n° I-205 de M. Jacques Gautier, n° I-24 de M. Aymeri de Montesquiou, n° I-69 et I-74 de M. Gérard Miquel, n° I-132, I-133 et I-131 de M. Dominique Braye ainsi que sur les sous-amendements n° I-253 et I-254 de M. Daniel Soulage s'y rapportant. (p. 7411, 7412) : son amendement n° I-233 : modalités de taxation des déchets traités par les installations de stockage, réparties en quatre catégories ; adopté. (p. 7416) : son amendement n° I-11 : rapport du Gouvernement évaluant l'impact économique et environnemental des dispositions de cet article ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-231 de M. Dominique Braye. (p. 7414, 7418) : position de la commission sur les amendements n° I-136 et I-137 de M. Dominique Braye, n° I-

208 et I-209 de M. Jacques Gautier, n° I-203 de M. Charles Revet et n° I-71 de M. Gérard Miquel, ainsi que sur le sous-amendement n° I-231 précité. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7418, 7430) : position de la commission sur les amendements n° I-33 de M. Michel Houel (application d'un régime fiscal préférentiel aux entreprises artisanales consacrant une partie de leur activité aux services à la personne), n° I-23 de Mme Anne-Marie Escoffier (application du taux réduit de TVA aux collecteurs flottants de déchets domestiques), n° I-171 de M. Thierry Foucaud (mise en œuvre de la taxe "Tobin"), ainsi que sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° I-56 (création d'une taxe carbone) et n° I-59 (maintien en 2009 du mécanisme de régularisation de la DGF en appliquant cumulativement les régularisations de 2007 et de 2008), de M. Gérard Miquel n° I-77 (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière pharmaceutique) et n° I-80 (création d'un Fonds de développement de la chaleur renouvelable), et de M. Dominique Braye n° I-139 (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière des déchets ménagers dangereux), n° I-140 (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière des déchets d'activités de soins à risques infectieux) et n° I-141 (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière d'ameublement). - **Articles additionnels avant l'article 9 bis** (p. 7431) : son amendement n° I-228 : suppression du "frottement fiscal" pour les sociétés d'avocats se transformant en associations d'avocats ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 9 bis** (p. 7432, 7433) : position de la commission sur les amendements n° I-149 de M. Thierry Repentin (restriction de l'application du taux réduit de TVA dans le cas des réseaux de chaleur) et n° I-108 de M. Jean-Pierre Sueur (application du taux réduit de TVA aux entreprises de pompes funèbres). - **Article 9 ter** (*Instauration d'un abattement sur le "malus" automobile tenant compte de la composition du foyer*) (p. 7433, 7434) : son amendement n° I-12 (suppression) ; retiré puis repris par Mme Nicole Bricq. Position de la commission sur l'amendement n° I-251 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 9 ter** (p. 7435) : position de la commission sur les amendements n° I-26 de M. Jean-Pierre Vial (exonération du malus automobile en faveur des personnes handicapées) et n° I-67 de Mme Nicole Bricq (exonération du malus automobile en faveur des titulaires de la carte d'invalidité). - **Article 9 quater** (*Instauration d'un abattement sur le malus automobile au bénéfice des véhicules "flex-fuel"*) (p. 7437, 7438) : son amendement n° I-13 : réduction du malus automobile en faveur des véhicules équipés pour fonctionner au superéthanol E85 ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7441, 7442) : son amendement n° I-14 : possibilité pour le contribuable assujéti à l'impôt de solidarité sur la fortune d'obtenir la liquidation et le remboursement de ses créances sur l'État sans démarche particulière ; adopté. (p. 7439, 7444) : position de la commission sur les amendements portant sur le même objet n° I-163 de M. Thierry Foucaud et n° I-94 de Mme Nicole Bricq (suppression du "bouclier fiscal"), ainsi que sur les amendements de cette dernière n° I-96 (limitation de l'application du "bouclier fiscal" en matière d'impôt de solidarité sur la fortune) et n° I-106 (non-acès au "bouclier fiscal" pour les bénéficiaires de levées d'option).

- **Rappel au règlement** - (25 novembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7453) : intervient sur le rappel au règlement de M. Thierry Foucaud.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7456, 7459) : ses amendements n° I-45 : revalorisation du montant de la fraction des parts des groupements fonciers agricoles, GFA, éligible à une réduction de 75 % de l'impôt sur le patrimoine ; et n° I-4 : prorogation jusqu'en 2010 des mesures en faveur des plans d'épargne retraite populaires, PERP, et des plans d'épargne retraite collectifs,

PERCO ; adoptés. (p. 7465, 7466) : ses amendements n° I-44 : modalités d'imputation sur l'ISF des versements effectués au titre de souscription de capital ou d'augmentation de capital dans une PME ; adopté ; et n° I-236 : alignement du régime fiscal des dons aux associations reconnues d'utilité publique ou aux associations de bienfaisance sur celui dont bénéficient les fondations reconnues d'utilité publique ; retiré. (p. 7454, 7468) : position de la commission sur les amendements de M. Philippe Dominati n° I-216 (suppression de l'ISF), n° I-219 (relèvement du plafond de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME) et, portant sur le même objet, n° I-217 et I-218 (relèvement de l'abattement sur la résidence principale au titre de l'ISF), de M. Thierry Foucaud n° I-167 (prise en compte des biens professionnels au titre de l'ISF), n° I-169 (majoration du barème de l'ISF) et n° I-180 (majoration de 10 % des cotisations d'ISF), de Mme Nicole Bricq n° I-102 (suppression de la réduction d'ISF dans le cadre d'un pacte d'actionnaires), de M. Michel Houel n° I-37 (ouverture du bénéfice de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME aux "business angels" regroupés au sein des sociétés d'investissement reconnues par OSEO), n° I-35 (assouplissement de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME dans le cadre d'une holding professionnelle) et n° I-36 (ouverture du bénéfice de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME aux sociétés de capital risque, SCR) ainsi que sur les amendements identiques n° I-99 de Mme Nicole Bricq et n° I-168 de M. Thierry Foucaud (suppression de la réduction d'ISF pour les titres de société dont le propriétaire est salarié de l'entreprise concernée). - **Article additionnel après l'article 20** : position de la commission sur l'amendement n° I-105 de M. François Marc (inéligibilité aux mesures de soutien des banques pour les établissements recourant à l'hypothèque "rechargeable"). - **Article 21** (*Création du compte d'affectation spéciale "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"*) (p. 7469, 7470) : son amendement n° I-18 : affectation au désendettement de l'Etat d'au moins 15 % du produit des redevances acquittées par les opérateurs privés pour l'utilisation des bandes de fréquences libérées par les ministères sauf par celui de la défense ; adopté. - **Article additionnel après l'article 21** : position de la commission sur l'amendement n° I-114 de M. Serge Lagauche (réévaluation du barème de la taxe sur la publicité). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 7472) : son amendement n° I-19 : modification du crédit d'impôt en faveur des entreprises de production phonographique prévu à l'article 220 octies du code général des impôts ; adopté. - **Article 23** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 7476) : position de la commission sur les amendements n° I-196 de M. Jack Ralite et n° I-221 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7479, 7481) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 7510) : position de la commission sur l'amendement n° I-75 de M. Gérard Miquel (réduction des frais de gestion prélevés par l'Etat sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM). - **Article 9 bis (précédemment réservé)** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes ou leurs groupements aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 7511, 7512) : position de la commission sur l'amendement n° I-130 de Mme Jacqueline Gourault. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7513) : position de la commission sur l'amendement n° I-129 de Mme Jacqueline Gourault (application de la TVA à taux réduit aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le balayage de leur voirie). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 7514, 7515) : position de la commission sur les amendements de Mme Marie-France Beaufilets n° I-184 (abrogation de la réforme de la taxe professionnelle de 2006) et n° I-185 (révision générale de la réforme de la taxe professionnelle de 2006). - **Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7519, 7520) : son amendement n° I-245 : application d'un taux de progression de 2 % à la DGF ; retiré au profit de l'amendement analogue n° I-249 du Gouvernement. Position de la commission sur les amendements n° I-57, I-58 et I-59 de Mme Nicole Bricq, n° I-186 de Mme Marie-France Beaufilets et n° I-126 de M. Daniel Dubois. - **Article 11 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations de fonctionnement*) (p. 7526) :

position de la commission sur les amendements n° I-60 de Mme Nicole Bricq et n° I-187 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 12 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations d'investissement*) (p. 7528) : position de la commission sur les amendements n° I-61 de Mme Nicole Bricq, n° I-188 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-220 de Mme Nathalie Goulet. - **Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice du FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7529) : son amendement n° I-15 : rétablissement de cet article dans sa version initiale ; adopté après modification par le sous-amendement n° I-229 (extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet) de M. Jean Arthuis. (p. 7530, 7531) : position de la commission sur l'amendement n° I-189 de Mme Marie-France Beaufile et sur le sous-amendement n° I-229 de M. Alberic de Montgolfier déposé sur son amendement précité n° I-15. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7533) : position de la commission sur l'amendement n° I-27 de M. Michel Doublet (éligibilité au FCTVA des dépenses engagées par les collectivités territoriales pour la numérisation du cadastre). - **Article 14 (précédemment réservé)** (*Reconduction du fonds de mobilisation départemental pour l'insertion, FMDI*) (p. 7534) : position de la commission sur l'amendement n° I-190 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels avant l'article 15 ou après l'article 15** (p. 7535, 7536) : position de la commission sur les amendements analogues n° I-191 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-63 de Mme Nicole Bricq (réduction de la contribution des collectivités territoriales aux frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Débat sur la participation de la France au budget des communautés européennes et article 33** (p. 7546, 7548) : son intervention. - **Article 15** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 7562, 7566) : son amendement n° I-16 : limitation de la réduction du montant des variables d'ajustement de l'enveloppe normée ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° I-62 de Mme Nicole Bricq, n° I-192 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-257 du Gouvernement ainsi que sur les sous-amendements n° I-230 de M. Nicolas Alfonsi portant sur son amendement n° I-16 ; et n° I-258 de M. Henri de Raincourt portant sur l'amendement n° I-257 précité. Ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle. - **Article 16** (*Compensation des transferts de compétences aux départements*) (p. 7571) : position de la commission sur les amendements n° I-193 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-255 du Gouvernement. - **Article 17** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 7573) : position de la commission sur les amendements n° I-194 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-256 du Gouvernement. - **Article 18** (*Compensation aux départements des charges résultant de la généralisation du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 7576) : position de la commission sur l'amendement n° I-195 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 19** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 7577) : son amendement n° I-17 : coordination ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° I-259 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 7578, 7580) : position de la commission sur les amendements n° I-197 de M. Jack Ralite (extension de la redevance audiovisuelle aux résidences secondaires) et sur le sous-amendement n° I-260 de M. Michel Charasse portant sur son amendement n° I-20. Son amendement n° I-20 (champ d'application de la provision pour investissement des entreprises de presse) ; retiré puis repris par M. Michel Charasse. - **Article 24** (*Répartition du produit de la taxe de l'aviation civile, TAC, entre le budget général et le budget annexe "Contrôle et exploitation aériens"*) (p. 7581, 7582) : son amendement n° I-237 : suppression ; adopté. - **Article 25** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 7583, 7584) : position de la commission sur les amendements n° I-146 de M. Louis Pinton, n° I-198 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-66 et I-65 de M. Gérard Miquel. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 7585, 7586) : position de la commission sur l'amendement n° I-199 de

M. Jean-François Voguet (relèvement du prélèvement sur les jeux de la Française des jeux au profit du Centre national du développement du sport). - **Article 28** (*Opérations financières avec l'ERAP*) (p. 7586, 7587) : son amendement n° I-21 : suppression de l'article ; retiré. - **Article 29** (*Dissolution d'Autoroutes de France, ADF*) (p. 7587, 7588) : son amendement n° I-238 : simplification du dispositif de consolidation et de certification des comptes de l'établissement Autoroute de France pour les années 2008 et 2009 ; adopté. - **Article 30** (*Augmentation du droit de timbre perçu sur les demandes de passeport*) (p. 7589, 7590) : position de la commission sur les amendements n° I-158 de M. Thierry Foucaud et n° I-64 de Mme Michèle André. - **Article 32 bis** (*Volet immobilier de l'accompagnement de la restructuration du ministère de la défense*) (p. 7592) : ses amendements n° I-239 : rédaction ; et n° I-240 : précision ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° I-200 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 32 ter** (*Autorisation de la perception de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement des certificats d'immatriculation des véhicules*) (p. 7593) : position de la commission sur l'amendement n° I-159 de M. Thierry Foucaud. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 7593, 7595) : son intervention. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 7609, 7610) : son intervention. - **Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 7634) : position de la commission sur l'amendement n° I-261 du Gouvernement. - **Seconde délibération - Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 7649) : position de la commission sur les amendements n° A-1, A-2, A-3, A-4, A-5, A-6, A-7, A-8 et A-9 du Gouvernement. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7650, 7651) : votera la première partie du projet de loi de finances pour 2009.

Deuxième partie :

Articles de récapitulation des crédits

- (8 décembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 39** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 8548) : position de la commission sur l'amendement n° II-394 du Gouvernement. - **Article additionnel avant l'article 40** (p. 8549, 8553) : position de la commission sur l'amendement n° II-304 de M. Michel Charasse (mise sous plafond d'emploi des établissements à autonomie financière du ministère des affaires étrangères), et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° II-400 du Gouvernement. - **Article 40** (*Plafond des emplois des opérateurs de l'Etat*) (p. 8553) : position de la commission sur l'amendement n° II-395 du Gouvernement. - **Article 41** (*Majoration des plafonds de reports de crédits de paiement*) : position de la commission sur l'amendement n° II-389 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Article 42 A** (*Actualisation du taux d'inflation pris en compte en 2009 pour les revalorisations annuelles effectuées par référence au rapport économique, social et financier*) (p. 8554) : position de la commission sur l'amendement n° II-312 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8557, 8559) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-Arthuis n° II-309 (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libérateur sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %) et n° II-387 (repli), n° II-311 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal), sur les sous-amendements n° II-403 de M. Bernard Vera et n° II-401 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° II-309 précité, sur les sous-amendements n° II-404 de M. Bernard Vera et n° II-402 de M. Michel Charasse portant sur l'amendement n° II-387 précité. (p. 8566, 8578) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Lambert n° II-282 (régime de déduction du revenu des frais, droits et intérêts d'emprunt pour l'acquisition de parts et d'actions d'une société), n° II-278 (aménagement du délai de départ à la retraite du dirigeant lors

de la transmission échelonnée d'une entreprise), n° II-279 (diminution du droit d'enregistrement sur les réductions de capital par attribution de biens aux associés sortants), n° II-281 (application du taux réduit de taxe de publicité foncière de 0,60 % pour les locataires faisant l'acquisition de leur habitation principale), n° II-284 (maintien du report d'imposition en cas de partage d'une entreprise individuelle avec soulte), n° II-283 (maintien du report d'imposition en cas de partage d'une entreprise avec soulte), n° II-280 (exclusion des héritiers exonérés de droits de succession de l'application du principe de solidarité pour le paiement des droits de succession) et n° II-285 (application aux neveux et nièces venant à une succession par représentation de leur auteur du tarif prévu pour les successions dévolues entre les frères et sœurs). Son amendement n° II-249 : imputation des moins-values issues des cessions de valeurs mobilières réalisées en 2008 sur le revenu global ; retiré. - **Article 42 (Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux")** (p. 8579, 8591) : son amendement n° II-250 : suppression, au terme d'un délai de vingt ans, des avantages fiscaux liés au dispositif Malraux ; rejeté. Position de la commission sur les amendements n° II-272, II-350, II-330, II-331, II-332, II-357, II-364, II-365 et II-363 de M. Jean-Léonce Dupont, n° II-359, II-351 et II-336 de M. Jean-Paul Fournier, n° II-399 du Gouvernement, n° II-369 de M. Yves Dauge et n° II-360 et II-361 de M. Philippe Richert. (p. 8592) : s'interroge sur le contenu du projet de loi de finances rectificative pour 2008. - **Article 42 bis (Aménagements du régime fiscal applicable aux monuments historiques)** (p. 8593, 8596) : son amendement n° II-251 : suppression du plafonnement à 200 000 euros de l'avantage fiscal en faveur de monuments privés non ouverts au public ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-211 de Mme Jacqueline Gourault, n° II-146 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, et n° II-354, II-353, II-352 et II-355 de M. Albéric de Montgolfier. - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 8597) : position de la commission sur l'amendement n° II-333 de M. Albéric de Montgolfier (présentation d'un rapport au Parlement sur les fouilles archéologiques). - **Article 43 (Plafonnement des réductions d'impôt obtenues au titre des investissements réalisés outre-mer)** (p. 8603, 8605) : son amendement n° II-252 : dispositif spécifique pour les entrepreneurs investisseurs et facilitation du recours à l'appel public à l'épargne ; adopté après modification par les sous-amendements n° II-396 et n° II-405 de M. Jean-Paul Virapoullé, qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° II-370 de M. Serge Larcher, n° II-205 de M. Jean-Paul Virapoullé et n° II-371 de M. Georges Patient. - **Article 43 bis (Aménagement du régime fiscal applicable aux souscriptions au capital de sociétés de financement de la pêche artisanale)** (p. 8606) : son amendement n° II-253 : limitation à trois ans de l'avantage fiscal lié aux souscriptions au capital de sociétés de financement de la pêche artisanale ; adopté. - **Article 43 ter (Renforcement de l'avantage fiscal attaché au compte épargne codéveloppement)** (p. 8607) : son amendement n° II-254 : limitation à trois ans de l'avantage fiscal lié au compte épargne codéveloppement ; adopté. - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 8608) : position de la commission sur l'amendement n° II-204 de M. Jean-Claude Danglot (suppression de la Banque postale). - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 8610) : position de la commission sur l'amendement n° II-306 de M. Thierry Repentin (entrée en vigueur du transfert de la compétence d'autorisation de changement d'usage des logements). - **Article 44 (Réforme du régime de la location meublée)** (p. 8612, 8618) : son amendement n° II-255 : exclusion de l'application immédiate de la réforme des opérations ayant fait l'objet d'un début de commercialisation ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-118 de M. Philippe Adnot, n° II-372 de M. Michel Sergent, n° II-341, II-277 et II-276 de M. Gérard César, n° II-356 de M. Hervé Maurey, n° II-227, II-286 et II-307 de M. Daniel Soulage, n° II-342, II-343 et II-344 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° II-358 de M. Alain Vasselle. - **Article 44 bis (Plafonnement global de certains avantages propres à l'impôt sur le revenu)** (p. 8620, 8624) : son amendement n° II-256 : coordination ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° II-322, II-314 et II-315 de M. Thierry Foucaud, n° II-362 de M. Philippe Richert et n° II-

373 de Mme Nicole Bricq - **Article 44 ter (Demi-part des personnes vivant seules ayant élevé un enfant)** (p. 8625) : son amendement n° II-257 : suppression progressive de la demi-part ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-316 de M. Thierry Foucaud. - **Article 44 quinquies (Allongement de la durée d'étalement de la réduction d'impôt pour acquisition de résidences de tourisme)** (p. 8628) : son amendement n° II-258 : harmonisation ; adopté. - **Article 44 nonies (Majoration du plafond pour les primo-bénéficiaires de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'emploi d'un salarié à domicile)** (p. 8628) : position de la commission sur les amendements n° II-317 de M. Thierry Foucaud et n° II-374 de Mme Nicole Bricq.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Articles additionnels après l'article 44 nonies** (p. 8642) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° II-375 (suppression du dispositif "Robien"), n° II-376 (suppression du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt), n° II-377 (limitation dans le temps du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt), n° II-378 (modification du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt), n° II-379 (modification des règles du prêt à taux zéro) et n° II-380 (exonération de taxe foncière sur les logements sociaux loués à des organismes agréés), ainsi que sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° II-313 (suppression du dispositif "Robien") et n° II-324 (concentration du prêt à taux zéro sur les familles les plus modestes). - **Article additionnel avant l'article 45** (p. 8643) : position de la commission sur l'amendement n° II-328 de M. Thierry Foucaud (atténuation du régime des plus-values à long terme sur les titres de sociétés d'investissements immobiliers cotées). - **Article 45 (Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens)** (p. 8645) : son amendement n° II-259 : suppression ; retiré. (p. 8648, 8650) : position de la commission sur les amendements n° II-345 de Mme Monique Papon, n° II-288 de M. Thierry Repentin, n° II-270 de M. Hervé Maurey, et n° II-393 du Gouvernement. - **Article 46 (Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique des logements neufs pour l'application du prêt à taux zéro en faveur de l'accession à la propriété)** (p. 8652, 8654) : son amendement n° II-260 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 46** (p. 8655) : position de la commission sur l'amendement n° II-198 de M. Christian Gaudin (alignement du régime des dépenses de recherche et développement sous-traitées aux groupements d'universités, sur le régime des mêmes dépenses sous-traitées aux universités au regard du crédit d'impôt recherche). - **Article 47 (Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique des logements neufs pour l'application du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt versés au titre de l'acquisition ou de la construction de l'habitation principale)** (p. 8656, 8657) : son amendement n° II-261 : harmonisation des dates d'application des crédits d'impôt ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-325 de M. Thierry Foucaud. - **Article 48 (Mise en place d'une "éco-conditionnalité" pour le bénéfice des dispositifs fiscaux en faveur des investissements locatifs)** (p. 8657) : position de la commission sur l'amendement n° II-318 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel avant l'article 48 bis** : position de la commission sur l'amendement n° II-327 de M. Thierry Foucaud. - **Article 48 bis (Eligibilité des dons aux groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune)** (p. 8658) : position de la commission sur les amendements n° II-319 et II-326 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 8659) : position de la commission sur les amendements de M. Philippe Adnot n° II-59 (introduction d'un dispositif anti-abus pour les holdings éligibles à la réduction d'ISF) et n° II-60 (distinction des holdings selon le nombre d'associés ou d'actionnaires au regard du régime de réduction d'ISF pour investissement dans les PME). (p. 8661, 8662) : position de la commission sur les amendements de M. Philippe Adnot n° II-61 (alignement du taux et du plafond de la réduction d'ISF en cas de souscription de parts de fonds communs de placement sur le régime de l'investissement direct), n° II-62 (relèvement du

plafond de la réduction d'ISF en cas de souscription de parts de fonds communs de placement sur le régime de l'investissement direct) et n° II-63 (création d'un surplafond de 10 000 euros pour la réduction d'ISF au titre des dons, en ce qui concerne les établissements de recherche). - **Article 49** (*Exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements économes en énergie*) (p. 8663, 8664) : position de la commission sur l'amendement n° II-366 de Mme Bernadette Dupont. - **Articles additionnels après l'article 49** (p. 8664, 8667) : position de la commission sur les amendements n° II-226 de M. Yvon Collin (exonération facultative de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des terres arboricoles et viticoles) et n° II-367 de Mme Bernadette Dupont (possibilité pour les collectivités d'exonérer de taxe d'habitation les constructions de logements à haut niveau de performance énergétique). Son amendement n° II-54 : extension du droit d'instaurer la taxe communale sur les centres de déchets à ceux résultant d'une autorisation préfectorale obtenue avant le 1er juillet 2002 ; adopté. - **Article 50** (*Aménagement du crédit d'impôt sur le revenu en faveur des économies d'énergie et du développement durable*) (p. 8669, 8671) : position de la commission sur les amendements n° II-289 de M. François Marc, n° II-346 de M. Charles Revet et n° II-290 de M. Roland Courteau. - **Articles additionnels avant l'article 51** (p. 8672, 8674) : position de la commission sur les amendements de M. Laurent Bêteille n° II-274 (octroi du régime de "translucidité" fiscale des sociétés, prévu à l'article 8 du code général des impôts, aux associés dirigeants de société par actions simplifiée), n° II-273 (mise en place d'un dispositif fiscal incitant les cabinets d'avocats à développer leurs activités à l'étranger) et n° II-275 (inclusion des dépenses de frais d'avocat dans l'assiette du crédit d'impôt pour les PME au titre de leurs dépenses de prospection commerciale à l'étranger). - **Article 51** (*Mesures d'incitation à la réalisation d'investissements en faveur de la restructuration foncière forestière*) (p. 8675, 8677) : position de la commission sur les amendements n° II-156, II-157 et II-158 de M. Philippe Leroy. - **Article additionnel après l'article 51** (p. 8678) : position de la commission sur l'amendement n° II-302 de M. Jean-Pierre Bel (assujettissement de l'Office national des forêts à la taxe foncière sur les propriétés non bâties au titre des terrains non bâtis de l'Etat dont il a la charge). - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8679, 8683) : position de la commission sur les amendements n° II-102 de M. Jean Milhau (majoration de la valeur des terrains constructibles), n° II-368 de Mme Marie-Hélène Des Esgaulx (majoration du taux de la taxe communale additionnelle au droit de mutation), et de M. Albéric de Montgolfier n° II-335 (possibilité pour les EPCI à fiscalité mixte et les EPCI à taxe professionnelle unique de fixer un taux spécifique pour la taxe professionnelle perçue au titre des éoliennes de leur territoire) et n° II-334 (rapport du Gouvernement au Parlement sur les conditions de l'équilibre économique de l'industrie éolienne, et en particulier sur son régime fiscal). (p. 8684, 8687) : position de la commission sur les amendements n° II-299 de M. Yannick Botrel (régime dérogatoire de France Télécom en matière de taxe professionnelle), n° II-298 de Mme Nicole Bricq (possibilité pour les régies de quartier et de territoire d'être éligibles à l'agrément en tant qu'organismes prestataires de services à la personne), n° II-176 de M. Bruno Gilles (exonération d'impôts locaux des dispositifs de protection des chantiers et locaux professionnels) et n° II-177 de M. Michel Charasse (instauration d'un crédit d'impôt égal à 25 % des dépenses engagées par les entreprises pour assurer leur sécurité). - **Article 52 bis** (*Modification des règles du prélèvement effectué au profit du fonds de solidarité de la région Ile-de-France, FSRIF*) (p. 8691, 8692) : son amendement n° II-397 : réduction du nombre d'EPCI à taxe professionnelle unique soumis au second prélèvement du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° II-291 de Mme Nicole Bricq. (p. 8694, 8695) : position de la commission sur l'amendement n° II-406 du Gouvernement, ainsi que sur le sous-amendement n° II-410 de M. Denis Badré s'y rapportant. - **Article 52 ter** (*Actualisation des valeurs locatives*) (p. 8696) : position de la commission sur l'amendement n° II-323 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8696, 8703) : position de la commission sur les amendements de Mme Nicole Bricq n° II-292 (révision

générale des valeurs locatives), n° II-294 (augmentation de 0,1 point des taux du versement transport en Ile-de-France) et n° II-295 (application du taux réduit de TVA aux redevances versées à Réseau Ferré de France), de M. Gérard César n° II-339 (révision des valeurs locatives) et n° II-340 (introduction d'un complément technique à la possibilité offerte aux établissements publics de coopération intercommunale ayant opté pour le dispositif fiscal de la taxe professionnelle unique de créer une commission intercommunale des impôts directs), n° II-287 de M. Daniel Reiner (impact des levées d'options de crédit-bail sur la valeur locative des immobilisations) et n° II-293 de M. Marc Massion (modification des règles de versement au fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle pour les établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, résultant de la fusion d'EPCI préexistants). (p. 8701) : sur l'amendement n° II-287 de M. Daniel Reiner (impact des levées d'options de crédit-bail sur la valeur locative des immobilisations), son sous-amendement n° II-409 ; adopté. - **Article 53** (*Doublement du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique*) (p. 8705) : position de la commission sur les amendements n° II-296 de Mme Odette Herviaux et n° II-347 de M. Philippe Richert. - **Article 54** (*Aménagement du régime de la redevance pour pollutions diffuses et de l'affectation de son produit*) (p. 8706, 8707) : son amendement n° II-262 : modification du rythme d'augmentation de la redevance pour pollutions diffuses, et affectation du surplus de recettes à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-408 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 54** (p. 8708) : position de la commission sur les amendements n° II-305 de Mme Nathalie Goulet (accélération du versement aux communes des attributions au titre du fonds de compensation de la TVA) et n° II-338 de M. Gérard César (allongement du délai pendant lequel les communes et les établissements publics de coopération intercommunale peuvent financer leur service d'assainissement non collectif sur leur budget général). - **Article additionnel avant l'article 54 bis** (p. 8709) : position de la commission sur l'amendement n° II-116 de M. Yves Détraigne (assujettissement à la taxe générale sur les activités polluantes des sacs plastiques à usage unique). - **Article 54 bis** (*Prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle sur sept bassins d'emploi*) (p. 8711) : position de la commission sur l'amendement n° II-166 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 55** (p. 8712, 8715) : position de la commission sur les amendements de M. Michel Houel n° II-269 (obligation pour les micro-entreprises qui ne sont pas tenues de faire appel aux services d'un expert-comptable ou d'une association de gestion et de comptabilité de soumettre leurs documents comptables au contrôle d'un organisme agréé), n° II-172 (réduction du délai de solidarité fiscale entre le cédant et le cessionnaire d'une entreprise) et n° II-171 (dépenalisation de certains contentieux sur des questions douanières). (p. 8715) : son amendement n° II-263 : rapport du Gouvernement déterminant les modalités permettant à l'Etat de reprendre à sa charge la maîtrise d'ouvrage des travaux sur des monuments historiques classés ; retiré. - **Article 55 bis** (*Report de l'assujettissement des catalogues de vente par correspondance à la contribution environnementale sur les imprimés*) (p. 8715, 8716) : son amendement n° II-264 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8718) : position de la commission sur les amendements analogues n° II-267 de M. Dominique Braye et n° II-300 de M. Gérard Miquel (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière de l'ameublement), ainsi que sur les n° II-268 de M. Dominique Braye et n° II-301 de M. Gérard Miquel (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans le domaine des déchets dangereux des ménages). - **Articles additionnels après l'article 55 ter** (p. 8720) : position de la commission sur les amendements n° II-303 de M. Jean-Pierre Sueur (exonération de la taxe sur les salaires des entrepreneurs de spectacles vivants) et n° II-349 de M. Thierry Foucaud (réduction des abattements applicables en matière de droits de succession et de donation). - **Article 55 quater** (*Réduction du délai de reprise en faveur des adhérents à un organisme de gestion agréé*) (p. 8722, 8723) : son amendement n° II-265 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 55 quater** (p. 8723, 8724) : position de la commission sur

l'amendement n° II-320 de M. Thierry Foucaud. - **Article 55 quinquies** (*Présentation de scénarii économiques alternatifs, en annexe aux projets de lois de finances*) (p. 8725) : son amendement n° II-266 : présentation par le Gouvernement, dans le rapport économique, social et financier annexé au projet de loi de finances de l'année, de deux variantes précisant les modifications qu'entraîneraient des hypothèses de croissances différentes, l'une supérieure, l'autre inférieure à celle du scénario prévu ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 55 quinquies** (p. 8726, 8730) : position de la commission sur les amendements n° II-248 de M. Michel Magras (validation législative d'articles du code des contributions directes de Saint-Barthélemy en matière de sanctions pénales des infractions aux règles fiscales locales), n° II-407 du Gouvernement (report au 31 décembre 2009 de la date limite jusqu'à laquelle les collectivités territoriales peuvent contracter des baux emphytéotiques administratifs en vue de réaliser certaines opérations) et n° II-310 de M. Philippe Dominati (création d'un crédit d'impôt pour la relocalisation en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles réalisées par des entreprises de production établies hors de France) ainsi que sur le sous-amendement n° II-412 du Gouvernement s'y rapportant. - **Seconde délibération - Article 34 et Etat A (pour coordination)** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 8756, 8757) : position de la commission sur l'ensemble des amendements déposés par le Gouvernement sur les articles faisant l'objet d'une seconde délibération. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8758, 8759) : son intervention.

- **Question orale avec débat de Mme Muguette Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8807, 8809) : son intervention.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - rapporteur général de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 9162, 9163) : son intervention. (p. 9166) : clarifie la position de la commission des finances sur l'amendement de la commission des affaires économiques saisi pour avis, déposé à l'article 30. - **Question préalable** (p. 9180) : position de la commission sur la motion n° 155 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Article 2** (*Affectation aux départements d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP*) (p. 9186) : position de la commission sur l'amendement n° 74 de M. François Marc. - **Article 3** (*Affectation du produit des amendes de police*) (p. 9188) : son amendement n° 1 : affectation de la totalité du produit des amendes de police au seul solde de la dotation d'aménagement de la DGF pour 2009 ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 118 de M. Bernard Vera. - **Article 5 bis** (*Dotations de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy*) (p. 9192, 9193) : position de la commission sur les amendements n° 46 et 59 de M. Michel Magras. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 9205) : son amendement n° 2 : modalités de contribution aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle des EPCI à taxe professionnelle unique résultant de la fusion d'EPCI préexistants ; adopté. - **Article 6** (*Cadre budgétaire de gestion par l'Etat des quotas de CO2*) (p. 9206, 9207) : son amendement n° 3 : suppression ; retiré. - **Article 7** (*Affectation des excédents du panier de recettes destiné au financement des exonérations sur les heures supplémentaires*) (p. 9210) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 60. - **Article additionnel après l'article 7** : position de la commission sur l'amendement n° 117 de M. Bernard Vera (suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, complémentaires ou choisies). - **Article 10** (*Modalités de clôture du Fonds pour le renouvellement urbain, FRU*) (p. 9212) : position de la commission sur les amendements n° 119 de M. Bernard Vera et n° 106 de M. Philippe Dallier. - **Article additionnel après l'article 10 bis** : son amendement n° 157 : coordinations en matière de taxes générales sur les matières polluantes, TGAP, applicables dans la filière papier ; adopté. - **Article 11 et état A** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 9216) :

position de la commission sur l'amendement n° 190 du Gouvernement. - **Article 12 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 9219, 9221) : position de la commission sur les amendements n° 186, 176, 177 et 178 du Gouvernement, et n° 73 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 13 et état B'** (*Budget général : annulation de crédits*) (p. 9224, 9226) : position de la commission sur les amendements n° 120 de M. Bernard Vera, n° 191, 185, 179, 180, 181, 183, 192, 182, 193 et 184 du Gouvernement. - **Article 18** (*Dégrèvement permanent de taxe professionnelle pour les investissements nouveaux réalisés entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2009*) (p. 9229, 9231) : son amendement n° 4 : déliaison partielle des taux de fiscalité locale ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 121 et 122 de M. Bernard Vera, et n° 82 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9233, 9237) : position de la commission sur les amendements de M. Laurent Bêteille n° 99 (alignement fiscal et comptable de la date de prise en compte des dégrèvements), n° 98 (précision rédactionnelle) et n° 114 (aménagement de la sortie d'un groupe fiscal en cas de défaillance de la société mère), n° 153 de Mme Catherine Dumas (correction de deux erreurs rédactionnelles), et de M. Philippe Dominati n° 156 (ouverture immédiate de l'option pour le régime de l'auto-entrepreneur pour les créateurs d'entreprise) et n° 91 (création d'un régime spécial de retenue à la source pour les artistes non résidents) et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 164 du Gouvernement. - **Article 18 bis** (*Majoration de 0,5 point des coefficients d'amortissement dégressif*) (p. 9238) : position de la commission sur l'amendement n° 123 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 18 ter** (p. 9239, 9240) : position de la commission sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 103 (limitation de l'application du taux réduit de TVA pour l'accession à la propriété) et n° 77 (recentrage et doublement du prêt à taux zéro). - **Article 18 quater** (*Création d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans le secteur locatif privé*) (p. 9242, 9247) : parole sur l'article. Son amendement n° 160 : aménagement des modalités de ce dispositif ; adopté après modification par le sous-amendement n° 194 du Gouvernement qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 124 de M. Bernard Vera et n° 111 de M. Thierry Repentin. - **Article 19** (*Instauration d'aides fiscales et sociales dans les zones de restructuration de la défense*) (p. 9256, 9258) : ses amendements n° 5 : précision du cadre légal des contrats de redynamisation de sites de défense entre l'Etat et les communes ; n° 158 : rédaction ; n° 6 : possibilité pour les ZRD du "second cercle" de décider de l'instauration d'exonérations facultatives de taxe professionnelle et de taxe foncière sur les propriétés bâties ; n° 159 : correction d'une erreur de référence ; et n° 7 : aménagement de sortie sur deux ans du dispositif d'exonération de cotisations sociales patronales ; adoptés ; et n° 8 : extension de cinq à sept ans de la période d'exonération de cotisations sociales patronales ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 131 de M. Bernard Vera, n° 88 et 90 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 89 de M. Hervé Maurey, n° 75 de M. Jean-Marc Todeschini et n° 163 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9260, 9265) : position de la commission sur les amendements n° 80 de M. Jean-Pierre Bel (actualisation et assouplissement des critères d'instauration des bassins d'emplois à redynamiser, BER), n° 43 de M. Aymeri de Montesquiou (augmentation de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie) et de M. Michel Charasse n° 44 (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA dès lors que l'actif net successoral dépasse 100 000 euros) repris ensuite par M. Alain Lambert. - **Article 20** (*Refonte de la procédure d'abus de droit*) (p. 9267, 9269) : position de la commission sur les amendements n° 70 et 69 de M. Jean-Jacques Jégou. Ses amendements n° 12 : rédaction ; retiré ; n° 10 : introduction d'une procédure de prévention des conflits d'intérêts ; et n° 11 : introduction du principe du contradictoire dans le cadre de la procédure devant le comité de l'abus de droit fiscal ; adoptés. - **Article 21** (*Contrôle sur demande en matière de donation et de succession*) (p. 9270) : position de la commission sur l'amendement n° 71 de M. Jean-Jacques Jégou et sur le sous-amendement n° 196 du Gouvernement qui le modifie. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 9270, 9276) : position de la commission sur les amendements de M. Alain Lambert n° 40

(instauration d'une déduction des frais, droits et intérêts d'emprunt pour l'acquisition de parts et d'actions d'une société), n° 35 (allongement du délai entre la cession de l'entreprise et la cessation de fonction dans le cadre du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles des dirigeants partant à la retraite), n° 36 (réduction du droit d'enregistrement sur les réductions de capital par attribution de biens aux associés sortants), n° 38 (extension du droit fixe d'enregistrement pour les cessions de gré à gré à toutes les sociétés civiles à objet principalement agricole), n° 39 (éligibilité des apports en numéraires aux groupements fonciers agricoles à l'exonération partielle d'ISF) et n° 93 (conditions d'application du taux réduit de la taxe de publicité foncière sur les immeubles ruraux). - **Article 21 bis** (*Exonération d'impôt sur le revenu des gains réalisés par les associés personnes physiques dits "passifs" de sociétés de personnes lors de la cession de leurs parts ou droits dans ces sociétés*) (p. 9277, 9278) : son amendement n° 13 : suppression ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 125 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 9280) : position de la commission sur l'amendement n° 100 de M. Laurent Béteille (octroi du régime de "translucidité" fiscale des sociétés de l'article 8 du code général des impôts aux associés dirigeants de sociétés par actions simplifiées). - **Article 21 quater** (*Relèvement du montant de la fraction de groupement foncier agricole ou de bail agricole à long terme bénéficiant d'une exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit*) : position de la commission sur l'amendement n° 126 de M. Bernard Vera. - **Article 21 quinquies** (*Restriction du champ d'investissement des holdings éligibles à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des souscriptions au capital des PME*) (p. 9281) : son amendement n° 14 : suppression ; adopté. - **Article 22** (*Légalisation de la procédure de rescrit valeur*) : position de la commission sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Article 26** (*Création d'un recours en matière de rescrit*) (p. 9283) : son amendement n° 15 : affirmation du caractère indépendant de la commission chargée de statuer en appel sur la demande de rescrit ; retiré. - **Article 28** (*Dispositif de lutte contre la fraude fiscale via les paradis fiscaux*) (p. 9284, 9285) : position de la commission sur les amendements n° 174 du Gouvernement et n° 72 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Article 30** (*Lutte contre la fraude via Internet*) (p. 9286, 9289) : son amendement n° 16 : définition du seuil de transactions faisant passer l'activité du vendeur de la catégorie occasionnelle à l'activité répétitive ; retiré. - **Article 31 bis** (*Procédure de remise et de remboursement de droits et taxes perçues par l'administration des douanes*) (p. 9290, 9291) : son amendement n° 161 : allongement du délai de recours auprès du juge et suspension de ce délai en cas de saisine de la commission de conciliation et d'expertise douanière ; adopté. - **Article 31 ter** (*Publicité des privilèges du Trésor et des Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, URSSAF*) : son amendement n° 162 : application de ce dispositif aux créances nées à compter du 1er juillet 2008 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 9293, 9294) : position de la commission sur les amendements n° 115 de M. Alain Gournac (rétablissement et encadrement du régime d'exonération d'impôt sur le revenu du complément de rémunération résultant de la contribution employeur à l'acquisition de titres-restaurant par les salariés) et de M. Gérard César n° 140 (dématérialisation des déclarations de récolte de raisin et de production de vin) et n° 142 (abrogation de l'obligation de déclarer à l'administration le procédé de fabrication des vins mousseux). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 9296) : position de la commission sur l'amendement n° 143 de M. Auguste Cazalet (mesures de coordination au sein du code des douanes et du code général des impôts). - **Article 39** (*Modification de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules*) (p. 9297) : position de la commission sur l'amendement n° 138 de M. Auguste Cazalet. - **Article 40 bis** (*Mensualisation des remboursements de crédits de TVA pour les exploitants agricoles*) (p. 9298) : position de la commission sur l'amendement n° 55 de M. Gérard César.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 41** (*Annualisation du malus automobile pour les voitures particulières les plus polluantes*) (p. 9312, 9313) : son amendement n° 17 : remplacement de l'annualisation du malus

automobile par une majoration du malus à l'achat du véhicule ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 92 de M. Philippe Dominati, n° 165 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 76 de Mme Nicole Briq déposé sur son amendement n° 17 précité. - **Article 41 bis** (*Baisse du tarif de taxe intérieure de consommation applicable à l'aquazole*) (p. 9314) : son amendement n° 18 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 41 bis** (p. 9315) : position de la commission sur l'amendement n° 132 de M. Bernard Vera (réduction de moitié de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel, TICGN, pour les collectivités territoriales). - **Article 41 ter** (*Aménagement du régime de la taxe intérieure de consommation sur les houilles, les lignites et les cokes*) (p. 9316) : son amendement n° 19 : abaissement du seuil de chiffre d'affaires que les achats de combustibles et d'électricité doivent dépasser pour permettre aux entreprises de valorisation de la biomasse de bénéficier d'une exonération de taxe intérieure de consommation sur les houilles, lignites et cokes ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 41 ter** (p. 9317) : position de la commission sur les amendements de M. Charles Revet n° 145 (réduction de la taxe intérieure sur la consommation en faveur de certains biocarburants de deuxième génération) et n° 146 (modification du régime de prise en compte de l'incorporation de certains biocarburants pour l'application du prélèvement supplémentaire de TGAP). - **Article 42** (*Réforme de la déduction pour aléas*) (p. 9321, 9322) : position de la commission sur les amendements n° 57, 52, 48 et 49 de M. Gérard César et n° 113 de Mme Nicole Bonnefoy. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9323, 9327) : position de la commission sur les amendements, portant sur le même objet, n° 56 de M. Gérard César et n° 95 de M. Philippe Dominati (élargissement à huit nouveaux châteaux du classement des grands crus de Saint-Emilion), n° 154 de Mme Catherine Dumas (création d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants), n° 50 de M. Gérard César (définition des avances aux cultures pour la détermination du résultat imposable, en cas d'imposition d'après le bénéfice réel) et n° 101 de M. Jean Bizet (fixation à 125 euros du droit de timbre pour la cession de gré à gré d'un navire de pêche artisanale). - **Article 42 bis** (*Déductibilité des charges financières du nu-propriétaire d'un immeuble dont l'usufruitier est bailleur social*) (p. 9327, 9328) : son amendement n° 20 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 197 du Gouvernement. - **Article 42 ter** (*Exonération d'impôt sur le revenu du produit de la vente, par des particuliers, d'électricité produite à partir d'une installation photovoltaïque*) (p. 9329, 9330) : son amendement n° 169 : suppression ; retiré. - **Article additionnel après l'article 42 quater** (p. 9331) : son amendement n° 141 : application aux régimes spéciaux de sécurité sociale de la déduction du revenu brut des cotisations d'assurance vieillesse versées au titre du rachat d'années d'études ; adopté. - **Article 42 sexies** (*Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites et moyennes entreprises en phase d'amorçage*) (p. 9332) : position de la commission sur l'amendement n° 127 de M. Bernard Vera. - **Article 42 septies** (*Prolongation de trois ans de la réduction d'impôt en faveur des SOFICA*) : position de la commission sur l'amendement n° 84 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 42 septies** (p. 9334, 9335) : position de la commission sur l'amendement n° 58 de M. Gérard César (neutralité fiscale des restructurations rendues obligatoires par la loi d'orientation agricole de 2006). - **Article 43** (*Aménagement du dispositif de financement en capital des sociétés d'approvisionnement à long terme d'électricité*) (p. 9335, 9336) : parole sur l'article. - **Article 43 bis** (*Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour certaines sociétés du secteur textile, habillement et cuir*) : son amendement n° 21 : suppression ; adopté. - **Article 43 ter** (*Précision sur la date d'application de la déchéance du régime de faveur des fusions*) : son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. - **Article 43 quater** (*Éligibilité des quatre principaux groupes bancaires mutualistes au régime de l'intégration fiscale*) (p. 9339) : son amendement n° 152 : aménagement de ce dispositif afin de prendre en compte les spécificités du réseau du Crédit Mutuel ; adopté. - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 9340, 9341) : position de la commission sur les amendements identiques n° 68 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 147 de M. Laurent Béteille (report d'un an du nouveau régime

fiscal des assurances mutuelles et institutions de prévoyance). - **Article 43 quinquies** (*Remboursement par anticipation de l'excédent des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 9341) : parole sur l'article. (p. 9342) : son amendement n° 23 : clarification ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 128 de M. Bernard Vera. - **Article 43 septies** (*Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour toutes les entreprises à titre exceptionnel*) (p. 9344) : position de la commission sur l'amendement n° 129 de M. Bernard Vera. Son amendement n° 170 : précision et harmonisation ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 9345) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 61 (recentrage du crédit d'impôt famille sur des crèches d'entreprises). - **Article 44** (*Modifications de la déduction fiscale en faveur du mécénat d'entreprises*) (p. 9346) : son amendement n° 24 : suppression ; adopté. - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9348, 9354) : son amendement n° 25 : revalorisation en 2009 de la redevance audiovisuelle du taux prévisionnel de l'inflation ; adopté. Position de la commission sur les amendements de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 87 et n° 86 et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 195 de M. Jack Ralite. - **Article 45** (*Aménagement du dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre*) (p. 9357) : son amendement n° 171 : suppression ; adopté. - **Article 46** (*Instauration d'une taxe minière spécifique applicable à la production d'or en Guyane*) (p. 9358) : son amendement n° 26 : report de l'entrée en vigueur de cette taxe jusqu'à la création effective du conservatoire écologique de Guyane ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 47** (p. 9359) : son amendement n° 172 : neutralisation des effets des levées d'option de crédit-bail sur la valeur locative des immeubles industriels à compter des impositions établies pour 2009 et pour les seules cessions et acquisitions postérieures au 31 décembre 2003 ; adopté. Exemple de la Meurthe-et-Moselle. - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 9361, 9366) : position de la commission sur les amendements identiques n° 45 de Mme Jacqueline Gourault et n° 81 de M. Jean-Claude Frécon (aménagement du régime d'épargne retraite des élus locaux, FONPEL), n° 65 de M. Jean-Paul Amoudry (réforme des taxes locales sur l'électricité) et n° 79 de M. Yannick Botrel (renforcement du dispositif de compensation des pertes de taxe professionnelle au titre des établissements de France Telecom). - **Article 48 bis** (*Base légale pour le traitement par les communes des demandes et de la délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 9368) : son amendement n° 173 : limite de l'effet des dispositions de cet article à la seule indemnisation des communes pour la période 2005-2008 ; retiré au profit de l'amendement n° 197 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 9369) : son amendement n° 27 : diminution du droit de timbre fiscal pour les demandeurs d'un passeport biométrique fournissant eux-mêmes leurs photos d'identité ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 48 ter** (p. 9373, 9374) : position de la commission sur les amendements n° 137 de M. Bernard Vera (modifications du régime de la taxe locale sur la publicité extérieure) et n° 150 de M. Christian Cointat (précision relative au versement de la dotation d'intercommunalité aux EPCI de Polynésie française). - **Article 48 quinquies** (*Taxe foncière sur les forêts domaniales*) (p. 9375) : son amendement n° 28 : confirmation législative de l'assujettissement de l'Office nationale des forêts à la taxe foncière sur les propriétés non bâties ; adopté. - **Article 48 septies** (*Réduction de valeur locative pour les immeubles de logements issus de la transformation de locaux industriels*) : son amendement n° 189 : correction d'erreurs techniques ; adopté. - **Article 48 octies** (*Exigibilité de la taxe locale d'équipement dans le cas de suspension judiciaire du permis de construire*) (p. 9376) : son amendement n° 29 : précision ; adopté. - **Article 48 nonies** (*Exonération facultative de versement pour dépassement du plafond légal de densité, VD/PLD*) : position de

la commission sur l'amendement n° 78 de Mme Nicole Bricq. - **Article 49** (*Mise à jour des références aux règlements d'exemption de notification des aides d'Etat de la Commission européenne*) (p. 9379) : son amendement n° 30 : correction d'une erreur de référence ; adopté. - **Article additionnel après l'article 49** : son amendement n° 109 : création d'un abattement par salarié pour le calcul de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 50** (p. 9380) : position de la commission sur l'amendement n° 41 de M. Dominique Braye (report de la date d'acquittement de la participation à l'effort de construction au titre de 2007 par les entreprises agricoles). - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9381) : position de la commission sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 62 (extension du bénéfice de la garantie des risques locatifs aux locataires les plus modestes dont le loyer représente moins de 50 % de leurs ressources). - **Article 53** (*Octroi de la garantie de l'Etat à des opérations spatiales*) (p. 9382) : son amendement n° 31 : fixation de deux plafonds distincts pour l'indemnisation des dommages causés lors d'opérations spatiales correspondant à la phase du lancement et à la phase postérieure à celle-ci ; retiré. - **Article 55 quater** (*Garantie de l'Etat relative aux frais de dépollution de certains terrains de la société SNPE, à l'occasion de leur transfert au secteur privé*) (p. 9385) : son amendement n° 188 : précision ; adopté. - **Article 55 quinquies** (*Octroi de la garantie de l'Etat à la Caisse centrale de réassurance pour soutenir l'assurance-crédit*) : parole sur l'article. (p. 9386) : son amendement n° 32 : précision ; adopté. - **Article 58** (*Modification du champ d'application des taxes affectées pour le développement de divers secteurs industriels*) : parole sur l'article. - **Article 59** (*Définition de l'assiette de taxation des jeux de casino exploités sous forme électronique*) (p. 9387, 9388) : parole sur l'article. - **Article 62** (*Régime de la composante additionnelle "recherche" de la taxe sur les installations nucléaires de base*) (p. 9390) : son amendement n° 33 : suppression ; retiré. - **Article 63** (*Financement du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TaRTAM*) (p. 9391) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9394, 9398) : ses amendements n° 34 : réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer ; et n° 198 : report de l'entrée en vigueur d'une taxe portant sur les livraisons de carburant en Guyane ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 167 de M. Richard Tuheiaiva déposé sur son amendement n° 34 précité et sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 64 (création d'un document de politique transversale retraçant la politique de lutte contre les drogues et les toxicomanies). - **Article additionnel après l'article 69** (p. 9399, 9400) : son amendement n° 187 : dispositif spécifique destiné à favoriser le développement de la "finance islamique" ; retiré. - **Article 70** (*Contribution de l'INPI au financement de l'effort d'OSEO en faveur des petites et moyennes entreprises*) : position de la commission sur l'amendement n° 130 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 9401, 9402) : position de la commission sur les amendements n° 139 de M. Gérard César (aménagement du régime de la redevance pour contrôle sanitaire perçue à l'importation des végétaux), n° 144 de M. Auguste Cazalet (précision sur les modalités d'exercice de l'activité de débitant de tabacs sous la forme d'une société en nom collectif), n° 148 de Mme Catherine Dumas (exclusion des produits d'occasion du champ d'application de la taxe sur les produits de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie et des arts de la table) et n° 151 de M. Dominique Braye (prorogation pour un an, par avenant, des conventions de délégation d'aide à la pierre à la demande des EPCI ne disposant pas d'un programme local de l'habitat). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9404, 9405) : remerciements.

MARLEIX (Alain)
*secrétaire d'Etat à la Défense, chargé
des anciens combattants
(jusqu'au 18 mars 2008)
secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux
collectivités territoriales
(à partir du 18 mars 2008)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 182 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1476, 1477) : son intervention. Souhaite l'adoption de ce texte sans modification. (p. 1484, 1485) : réponse aux orateurs. - **Article unique** (p. 1488) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Claude Biwer.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2579, 2581) : son intervention. Le Gouvernement ne peut soutenir ce texte. - **Question préalable** (p. 2595) : avis du Gouvernement sur la motion n° 1 de la commission tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8861, 8865) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**.

- **Rappel au règlement** - (11 décembre 2008) (p. 8869) : répond au rappel au règlement de M. Jean-Pierre Frimat sur l'ordre d'examen des textes portant sur l'application de l'article 25 de la Constitution et l'élection des députés ; respect de la Constitution quant à l'ordre du vote, la loi ordinaire précédant la loi organique ; respect de la hiérarchie traditionnelle quant à l'examen du texte, la loi organique précédant la loi ordinaire.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)] (suite)** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8884, 8887) : réponse aux orateurs. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8900, 8901) : avis du Gouvernement sur la motion n° 12 de Mme Alima Boumediene-

Thiery tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 8905, 8906) : avis du Gouvernement sur la motion n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. L.O. 119 du code électoral - *Nombre des députés*) (p. 8907) : mode de fixation du nombre de parlementaires dans chacune des assemblées. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8909) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression des sièges de députés et de sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin). - **Article 2** (art. L.O. 135, L.O. 176 et L.O. 178 du code électoral - *Remplacement temporaire à l'Assemblée nationale des députés ayant accepté des fonctions gouvernementales*) (p. 8911) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 4 de M. Bernard Frimat. - **Article 3** (art. L.O. 319 du code électoral - *Remplacement temporaire au Sénat d'un sénateur élu au scrutin majoritaire et ayant accepté des fonctions gouvernementales*) (p. 8913) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 5 de M. Bernard Frimat et n° 2 de Mme Alima Boumediene-Thiery. - **Article 5** (Livre VIII et art. L.O. 567-9 du code électoral - *Procédure de désignation d'une personnalité par le Président de la République pour siéger à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution*) (p. 8914) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Bernard Frimat. - **Article 7** (art. L.O. 176-1, L.O. 393-1, L.O. 455, L.O. 479, L.O. 506 et L.O. 533 du code électoral - *Abrogations*) (p. 8915, 8916) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de Michel Magras repris par M. Bernard Frimat.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**. - (11 décembre 2008) - **Article 1er** (Livre VIII du code électoral, art. L-567-1 à L. 567-8 nouveaux - *Commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution*) (p. 8918, 8926) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 2, 3, 4, 6, 8 et 9 de M. Bernard Frimat et n° 21, 22 et 23 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 2** (*Habilitation du Gouvernement à procéder au découpage des circonscriptions législatives par ordonnance*) (p. 8932, 8934) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 11, 12 et 15 de M. Bernard Frimat, n° 24 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 13 et 14 de M. Richard Yung. - **Article 3** (Livre III, art. L. 125 et L. 394 du code électoral - *Diverses dispositions relatives à l'élection des députés élus par les Français établis hors de France et aux circonscriptions législatives*) (p. 8936, 8938) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 et 17 de M. Bernard Frimat et n° 18 de M. Richard Yung. - **Article 4** (*Remplacement temporaire au Parlement européen des représentants français nommés membres du Gouvernement*) (p. 8939) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 20 de M. Bernard Frimat.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8096, 8098) : son intervention. Exemple de la Guadeloupe. Votera les crédits de cette mission.

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8124, 8125) : son intervention. Déterminera son vote en fonction des réponses apportées par le Gouvernement. - **Article 65** (*Réforme des exonérations de*

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

MARSIN (Daniel)
*sénateur (Guadeloupe)
RDSE-R, puis RDSE*

cotisations patronales en faveur de l'outre-mer) (p. 8150, 8155) : ses amendements n° II-163 : application des dispositions les plus favorables en cas de concurrence entre le nouveau

dispositif et celui des zones franches urbaines ; n° II-55 : date d'entrée en vigueur du dispositif ; retirés.

MARTIN (Pierre)
sénateur (Somme)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Membre suppléant de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur la proposition de loi [n° 310 (2007-2008)] visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 363 (2007-2008)] (29 mai 2008) - **Sports**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Accueil des jeunes enfants : pour un nouveau service public [n° 47 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Famille - Éducation**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 100 tome 8 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Société - Sports**.

INTERVENTIONS

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 février 2008) : au nom de MM. Henri Revol et Henri de Richemont (p. 845).

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif et modifiant le code du sport [n° 310 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 2602, 2603) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption de ce texte. - **Article 1er** (art. L. 222-5 à L. 222-12 du code du sport - *Conditions d'exercice de la profession d'agent sportif*) (p. 2611, 2616) : position de la commission sur les amendements n° 9, 10, 11 et 8 de M. Jean-François Voguet, et n° 1, 3, 2, 4, 5, 6 et 7 de M. Serge Lagache.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8196, 8197) : sa question. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8209) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° II-66 (remise à niveau des crédits de l'enseignement technique agricole).

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8494, 8495) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisi pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 78 (priorité)** (*Aménagement du droit à l'image collective, DIC, des sportifs professionnels*) (p. 8509, 8513) : son amendement n° II-101 : suppression ; retiré. Sur l'amendement n° II-386 du Gouvernement (seuil d'exonération du DIC), ses sous-amendements n° II-390 ; devenu sans objet ; et n° II-391 ; adopté. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8516) : son amendement n° II-99 : transfert de crédits vers le programme "Sport" pour financer les Jeux de la francophonie ; adopté.

MASSERET (Jean-Pierre)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale ; nouvelle nomination le 28 octobre 2008.

Président de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence de l'innovation industrielle.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service géant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Défense [n° 99 tome 3 annexe 8 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Défense**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8018, 8020) : son intervention. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de cette mission. Annonce de la mission de contrôle qu'il doit effectuer avec son collègue, M. Jacques Gautier, membre de la commission des affaires étrangères, sur le programme A-400M.

MASSION (Marc)
sénateur (Seine-Maritime)
SOC

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Secrétaire rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes : Les comptes du Sénat de l'exercice 2007 [n° 346 (2007-2008)] (21 mai 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Outre-mer [n° 99 tome 3 annexe 18 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Outre-mer.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes [n° 293 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2147, 2149) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Article 15** (art. 635, 639, 719, 721, 722, 722 bis et 726 du code général des impôts - Convergence du taux des droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux et de fonds de commerce) (p. 3882, 3884) : son amendement n° 342 : suppression; rejeté. Favorable à l'amendement n° 7 de la commission (relèvement du taux harmonisé des droits de mutation à titre onéreux).

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4249, 4252) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 7348) : soutient l'amendement n° I-50 de Mme Nicole Bricq (suppression, pour les vols intérieurs, de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers bénéficiant aux carburéacteurs); rejeté. (p. 7349, 7350) : soutient les amendements de M. Gérard Miquel n° I-52 (autorisation générale d'usage des huiles végétales pures); n° I-53 (exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les huiles végétales pures); et n° I-51 (réduction du taux de TVA sur l'utilisation des huiles végétales pures); rejetés. - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 7352) : soutient l'amendement n° I-54 de Mme Nicole Bricq (majoration de l'impôt sur les sociétés pour les compagnies pétrolières); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7356) : soutient l'amendement n° I-103 de M. François Marc (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé); rejeté. - **Article 7 bis** (*Régime fiscal des "parachutes dorés"*) (p. 7365) : soutient l'amendement n° I-98 de Mme Nicole Bricq (mesures dissuadant les entreprises d'accorder directement à des dirigeants des avantages regroupés sous la dénomination de "parachutes dorés"); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7 bis** : soutient l'amendement n° I-100 de M. Jean-Pierre Demerliat

(limitation de la possibilité de transmission d'un patrimoine en exonération totale de droits au travers de l'assurance vie); rejeté. - **Article 8** (*Ajustement des tarifs de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers*) (p. 7375, 7376) : soutient l'amendement n° I-55 de Mme Nicole Bricq (suppression); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7378) : soutient l'amendement n° I-101 de Mme Nicole Bricq (création d'une taxe additionnelle aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine); rejeté.

Deuxième partie :

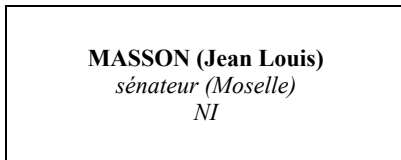
Outre-mer

- (2 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8113, 8114) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8703) : son amendement n° II-293 : modification des règles de versement au fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle pour les établissements publics de coopération intercommunale, EPCI, résultant de la fusion d'EPCI préexistants; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Article 18** (*Dégrèvement permanent de taxe professionnelle pour les investissements nouveaux réalisés entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2009*) (p. 9230, 9231) : soutient l'amendement n° 82 de Mme Nicole Bricq (dé Liaison des taux de fiscalité locale); retiré. Favorable aux amendements identiques n° 4 de la commission et n° 122 de M. Bernard Vera (dé Liaison partielle des taux de fiscalité locale).



NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre aux travailleurs frontaliers de bénéficier de la défiscalisation des heures supplémentaires [n° 160 (2007-2008)] (15 janvier 2008) - **Travail - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à réglementer les nuisances sonores le long des infrastructures autoroutières construites avant 1992 [n° 164 (2007-2008)] (16 janvier 2008) - **Logement et urbanisme - Transports.**

Proposition de résolution sur les séquelles de l'exploitation des anciennes mines de fer de Lorraine et notamment sur les conséquences de leur ennoyage [n° 258 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Collectivités territoriales - Environnement.**

Proposition de loi tendant à renforcer la représentativité du mode de scrutin pour les sénateurs [n° 299 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à unifier l'élection des conseillers régionaux et des conseillers généraux en instaurant un scrutin proportionnel de liste dans le cadre de l'arrondissement [n° 338 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à porter de trois mois à un an le délai de prescription pour tout délit de diffamation ou d'injure lorsqu'il est commis par l'intermédiaire d'Internet [n° 4 (2008-2009)] (7 octobre 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi tendant à aligner la fiscalité des stock-options sur celle des traitements et salaires [n° 5 (2008-2009)] (7 octobre 2008) - **Entreprises - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abaisser de 2 500 à 1 000 habitants le seuil à partir duquel les listes de candidats aux élections municipales doivent être complètes et à considérer comme nuls les suffrages en faveur de personnes qui ne sont pas candidates [n° 40 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à aligner les cotisations salariales des sportifs professionnels sur le droit commun [n° 51 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Sports - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à dispenser les communes de moins de 1 500 habitants de la charge du service minimum d'accueil des élèves dans les écoles [n° 70 (2008-2009)] (30 octobre 2008)

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution de la Moselle et le respect des normes européennes concernant la pollution des eaux de surface [n° 110 (2008-2009)] (24 novembre 2008) - **Aménagement du territoire - Environnement.**

MATHON-POINAT (Josiane)
sénateur (Loire)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Membre suppléant du Conseil d'orientation de la simplification administrative jusqu'au 27 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les carences du dispositif français d'évaluation des risques suicidaires en prison [n° 45 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5177, 5178) : son intervention. Votera contre la politique étrangère du Gouvernement.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel et relatif à ses archives** [n° 470 (2005-2006)] - (8 janvier 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2005-2006)** (p. 41, 42) : son intervention. Votera ces deux projets de loi, sous réserve de l'adoption de ses amendements.

- **Projet de loi relatif aux archives** [n° 471 (2005-2006)] - (8 janvier 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 470 (2005-2006).**

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation** [n° 510 (2004-2005)] - (15 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 233). Votera en fonction du sort réservé à son sous-amendement. - **Article 1er (Ratification)** (p. 235, 237) : sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 4 ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 367, 368).

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Article 1er (art. 88-1 de la Constitution - Autorisation de ratifier le traité de Lisbonne)** (p. 644, 645) : soutient l'amendement n° 18 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (participation de la France à l'Union européenne dans le respect du principe de laïcité) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental** [n° 158 (2007-2008)] - (30 janvier 2008) - **Question préalable** (p. 694, 696) : soutient la motion n° 83 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 1er (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance**

judiciaire et du suivi socio-judiciaire) (p. 707) : sa parole sur l'article. (p. 709) : soutient l'amendement n° 64 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. (p. 710) : soutient l'amendement n° 65 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (évaluation dès l'entrée en détention des personnes condamnées à une peine privative de liberté supérieure ou égale à quinze ans); rejeté. (p. 720) : sur l'amendement n° 2 de la commission (renforcement du dispositif d'évaluation de dangerosité), soutient le sous-amendement n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat; rejeté. Soutient l'amendement n° 68 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (mise en place d'une expertise médico-psychologique ainsi que d'une enquête sociale lors de l'évaluation de dangerosité); devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) (p. 776) : soutient l'amendement n° 70 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression partielle); rejeté. (p. 778) : soutient l'amendement n° 71 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression partielle); rejeté. - **Article 8 (priorité)** (art. L. 6141-5 du code de la santé publique - *Coordination - Obligation pour le personnel médical de signaler un risque sérieux pour la sécurité*) (p. 794) : soutient l'amendement n° 76 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté. - **Article 2** (art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - *Limitation des réductions de peine en cas de refus de soins*) (p. 796) : soutient l'amendement n° 72 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression article 2); rejeté. - **Article 3** (titre XXVIII nouveau, chapitre premier nouveau, art. 706-119 à 706-128 nouveaux, chapitre II nouveau, section 1 nouvelle, art. 706-129 à 706-132 nouveaux et section 2 nouvelle, art. 706-133 et 706-134, chapitre III nouveau, art. 706-135 A à 706-139 nouveaux du code de procédure pénale - *Décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental*) (p. 800) : parole sur l'article. (p. 801) : soutient l'amendement n° 73 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression); rejeté.

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [n° 194 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 937). Le groupe CRC votera contre cette proposition de loi. - **Article unique** (p. 938) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article additionnel après l'article unique** (p. 940) : favorable à l'amendement n° 2 de M. Yannick Bodin (application du texte à partir du 1er janvier 2009).

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (1er avril 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1380, 1382) : sa motion n° 96 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité; rejetée. - **Article 1er** (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat*) (p. 1385) : son amendement n° 99 : suppression; rejeté.

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1402, 1403) : parole sur l'article. Le groupe CRC ne votera pas l'article 2. - **Article 4** (art. 5 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Procédures applicables aux contrats de partenariat*) (p. 1419) : son amendement n° 102 : suppression; rejeté. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Description des procédures applicables aux contrats de partenariat*) (p. 1424) : son amendement n° 104 : cohérence; rejeté. - **Article 8** (art. 9 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Autorité compétente pour autoriser la signature d'un contrat de partenariat*) (p. 1428) : son amendement n° 106 : suppression; rejeté. - **Article 11** (art. 13 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement*) (p. 1433) : son amendement n° 108 : suppression; rejeté. - **Article 14** (art. 25 bis nouveau de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Harmonisation des régimes de subventions accordées dans le cadre de la "loi MOP" ou dans celui d'un contrat de partenariat*) (p. 1435) : son amendement n° 110 : suppression; rejeté. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - *Extension du recours aux contrats de partenariat*) (p. 1443) : son explication de vote sur l'article 6. - **Article 26** (art. L. 112-2 du code de l'urbanisme - *Exonération du versement pour dépassement de*

plafond légal de densité) (p. 1449) : son amendement n° 114 : suppression; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1463, 1464) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna [n° 156 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - **Articles additionnels après l'article unique** (p. 1469) : le groupe CRC est favorable aux amendements du Gouvernement n° 3 (extension de l'aide juridique à la Polynésie française et de l'aide juridictionnelle en matière pénale à Mayotte, Wallis et Futuna et en Nouvelle-Calédonie) et n° 4 (application à Saint-Pierre-et-Miquelon du régime des prestations familiales et du dispositif de retraite anticipée). - **Explications de vote sur l'ensemble** : le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

- **Proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 182 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1482, 1483) : son intervention. Le groupe CRC votera ce texte.

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 171 (2007-2008)]** - (15 avril 2008) - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 1707) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (présentation d'un rapport gouvernemental avant le 1er décembre 2008 sur le relèvement des plafonds de ressources ouvrant droit à l'aide juridique); rejeté.

- **Rappel au règlement** - (29 avril 2008) (p. 1831) : organisation des travaux. Déclaration d'irrecevabilité d'amendements par la commission des finances. Souhait d'une réforme de l'article 40 de la Constitution.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1844, 1846) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte. - **Article 1er** (art. 13-1 à 13-3 nouveaux de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Détachement et intégration directe*) (p. 1855, 1856) : son amendement n° 34 : bilan des lois précédentes avant d'en proposer des modifications ou l'abrogation; rejeté. - **Article 2** (art. 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 47-1 nouveau, 48 et 62 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 41, 54, 68-1 nouveau, 69 et 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 38, 58-1 nouveau et 59 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Modalités de mise en œuvre de l'intégration directe*) (p. 1858) : son amendement n° 35 : suppression; rejeté. - **Article 4** (art. 14-1 nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Droit au départ des fonctionnaires dans une autre administration ou dans le secteur privé*) (p. 1859) : son amendement n° 37 : suppression; rejeté. - **Article 6** (art. 42 et 64-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Accompagnement financier de la mobilité des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 1862) : son amendement n° 38 : suppression; rejeté. - **Article 8** (chapitre IX bis et art. 72-1 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 25 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007, art. 104 et 104-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, chapitre IX bis et art. 98-1 nouveaux de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Généralisation des possibilités de cumul d'emplois permanents à temps non complet dans la fonction publique*) (p. 1866) : son amendement n° 40 : suppression; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 1870) : son amendement n° 41 : instauration d'un plan de titularisation des agents contractuels des trois fonctions publiques occupant des fonctions à temps plein sur des postes correspondant à des missions permanentes de l'administration; rejeté. - **Article 10** (art. 3-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 3-2 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 9-2 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 1252-1 et art. L. 1251-60 à L. 1251-63 nouveaux du code du travail - *Recours à l'intérim*) (p. 1873, 1875) : son amendement n° 43 : suppression; devenu sans objet. Défavorable à l'amendement

n° 22 de M. François-Noël Buffet (limitation, différenciée selon les cas, de la durée totale des contrats de mission). - **Article 12** (art. 19 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 36 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 29 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Ouverture des concours internes des trois fonctions publiques aux ressortissants communautaires) (p. 1876) : parole sur l'article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1878, 1879) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel - Deuxième lecture [n° 304 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2007-2008)** (p. 2171, 2172) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux archives - Deuxième lecture [n° 305 (2007-2008)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 304 (2007-2008)**. - (15 mai 2008) - **Article 3** (art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine - Collecte, conservation et protection des archives publiques) : son amendement n° 4 : suppression de la possibilité de confier les archives publiques à des sociétés privées d'archivage ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - Délai de communicabilité des archives publiques) (p. 2178, 2179) : ses amendements n° 5 : suppression d'une disposition restreignant la communicabilité des archives ; n° 6 : cohérence ; n° 7 : suppression d'une catégorie d'archives incommunicables ; et n° 8 : rédactionnel ; rejetés. - **Art. 29** (Habilitation donnée au Gouvernement à agir par ordonnance pour harmoniser les régimes d'accès aux données publiques) (p. 2182) : son amendement n° 9 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations - Commission mixte paritaire [n° 324 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2188, 2190) : son intervention. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit des sociétés au droit communautaire [n° 314 (2007-2008)]** - (3 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2544, 2545) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Proposition de résolution tendant à actualiser le Règlement du Sénat afin d'intégrer les sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin dans les effectifs des commissions permanentes [n° 345 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2598, 2599) : son intervention. - **Article unique** (p. 2600) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile - Deuxième lecture [n° 323 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2659, 2660) : son intervention. Le vote du groupe CRC en faveur de cette proposition de loi sera subordonné à l'adoption de l'amendement qu'il présentera. - **Article 8** (art. L. 3243-3, L. 3245-1 et L. 1134-5 nouveau du code du travail, art. 7 bis nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prescription en matière salariale et en matière de discrimination au travail) (p. 2665, 2668) : son amendement n° 2 : fixation d'un délai de dix ans pour la prescription de l'action en réparation du préjudice résultant d'une situation de discrimination, à compter du moment où la personne discriminée a pu en connaître l'ensemble des éléments ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2669) : le groupe CRC votera contre cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Question préalable** (p. 2900) : intervient sur la motion n° 1 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2966, 2967) : soutient l'amendement n° 165 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution du principe de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 3002, 3003) : favorable à l'amendement n° 166 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élection du Président de la République par le Parlement réuni en Congrès). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 3045, 3046) : soutient l'amendement n° 417 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (avis conforme d'une commission constituée des membres des deux assemblées du Parlement pour l'ensemble des emplois auxquels nomme le Président de la République) ; devenu sans objet. (p. 3048, 3049) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 172 (caractère impératif de l'avis émis par les commissions) ; et n° 174 (majorité des deux commissions permanentes compétentes aux trois cinquièmes des suffrages exprimés) ; devenus sans objet. - **Article 11 (priorité)** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3077) : soutient l'amendement n° 190 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la référence à l'objectif d'équilibre des comptes des administrations publiques) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure) (p. 3093, 3095) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 175 (abrogation de l'article 16 de la Constitution) ; et n° 176 (repli) ; rejetés. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 3126) : soutient l'amendement n° 413 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (impossibilité pour le Parlement de déléguer sa fonction législative) ; devenu sans objet. (p. 3131) soutient l'amendement n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression de la limitation du nombre de députés) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3345) : soutient l'amendement n° 234 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (modification du nombre et du mode de désignation des membres du Conseil constitutionnel) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 3397) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 237 (affirmation de l'égalité et de la solidarité entre citoyens dans le cadre de la politique de décentralisation) ; et n° 238 (suppression de la possibilité, pour les collectivités territoriales, de déroger aux dispositions législatives régissant l'exercice de leurs compétences) ; rejetés.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 4355) : le groupe CRC votera la motion n° 4 de M. Pierre-Yves Collombat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 4356, 4358) : sa motion n° 3 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 4365) : son amendement n° 29 : suppression ; rejeté. - **Article 11** (art. 13 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement) (p. 4372) : son amendement n° 31 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4381, 4382) : le groupe CRC ne votera pas ce texte et s'associe au groupe socialiste pour la saisine du Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs) (p. 4640, 4641) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 37 (abaissement des seuils nécessaires pour soutenir une initiative référendaire) ; n° 38 (suppression du contrôle de constitutionnalité de l'initiative référendaire) ; et n° 39 (impossibilité d'adopter par voie parlementaire un projet de loi analogue à un texte rejeté par référendum) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 4708, 4710) : soutient

les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 50 (renforcement de l'indépendance des médias); et n° 49 (inscription à l'article 34 de la Constitution du principe de la limitation ou de l'interdiction du cumul des mandats); rejetés. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4738, 4740): soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 62 (suppression); n° 63 (exercice du droit d'amendement à tout moment du débat); n° 64 (limitation de la capacité d'amendement du Gouvernement); n° 65 (suppression de la procédure du vote bloqué); et n° 66 (interdiction pour le Gouvernement de demander une nouvelle délibération d'un article amendé au cours de la même lecture); rejetés. - **Article 20** (art. 46 de la Constitution - Délai séparant le dépôt d'un projet ou d'une proposition de loi organique de son examen) (p. 4749, 4750): soutient l'amendement n° 69 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression du droit de veto du Sénat prévu en matière de loi organique le concernant); rejeté. - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 4775): soutient l'amendement n° 81 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (réforme du Conseil supérieur de la magistrature); rejeté. (p. 4777): soutient l'amendement n° 80 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (avis conforme du Conseil supérieur de la magistrature sur les nominations concernant les magistrats du parquet); rejeté.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6536, 6537): son intervention. Déterminera son vote en fonction du sort réservé aux amendements consacrant réellement le principe de la protection des sources. - **Article 1er** (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense) (p. 6548, 6550): ses amendements n° 40: reformulation de l'énoncé du principe de la protection du secret des sources; n° 41: extension du bénéfice de la protection du secret des sources à toute personne participant au recueil ou à la diffusion d'information; n° 43: précisions sur les conditions d'exception au principe du secret des sources; et n° 42: définition d'une source; devenus sans objet. (p. 6557): s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de cet article en supprimant la disposition limitant aux seules questions dites d'intérêt général le bénéfice de la protection du secret des sources, en étendant explicitement cette protection à l'ensemble de la chaîne d'information et en complétant les conditions requises pour porter atteinte au secret des sources dans le cadre d'une procédure pénale). - **Article 2** (art. 56-2 du code de procédure pénale - Perquisitions et garanties du secret des sources) (p. 6559, 6560): ses amendements n° 44: extension de la protection du secret des sources du journaliste en cas de perquisition à tout lieu de vie et de travail de celui-ci; et n° 45: suppression de la mention selon laquelle les investigations conduites par un magistrat ne doivent pas porter atteinte de façon disproportionnée au secret des sources; devenus sans objet. (p. 6561): le groupe CRC votera contre cet article. - **Article 3 bis** (art. 60-1, 77-1 et 99-3 du code de procédure pénale - Nullité des réquisitions judiciaires portant atteinte au secret des sources) (p. 6567): son amendement n° 46: suppression du caractère disproportionné de l'atteinte au secret des sources; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6568, 6569): le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 7601, 7602): son intervention.

Deuxième partie :

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8407, 8408): son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) (p. 8425, 8426): son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8436): le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de ce compte spécial. - **Article 67** (*Modification, en faveur de la péréquation, des règles d'évolution de certaines composantes de la dotation globale de fonctionnement, DGF*) (p. 8438, 8439): soutient l'amendement n° II-230 de Mme Marie-France Beaufils (suppression); rejeté. - **Article 72** (*Création d'un fonds destiné aux communes qui perdent des ressources du fait de la restructuration des armées*) (p. 8451): parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire - Deuxième lecture [n° 108 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8839, 8840): son intervention. Le groupe CRC-SPG votera ce texte.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8870, 8871): son intervention. Le groupe CRC-SPG s'oppose aux deux textes. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 8901): favorable à la motion n° 12 de Mme Alima Boumediene-Thiery tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 8908, 8909): son amendement n° 8: suppression des sièges de députés et de sénateurs de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin; rejeté. - **Article 2** (art. L.O. 135, L.O. 176 et L.O. 178 du code électoral - Remplacement temporaire à l'Assemblée nationale des députés ayant accepté des fonctions gouvernementales) (p. 8910): son amendement n° 9: suppression; rejeté. - **Article 3** (art. L.O. 319 du code électoral - Remplacement temporaire au Sénat d'un sénateur élu au scrutin majoritaire et ayant accepté des fonctions gouvernementales) (p. 8912): son amendement n° 10: suppression; rejeté. - **Article 4** (art. L.O. 320 du code électoral - Remplacement temporaire au Sénat des sénateurs élus à la représentation proportionnelle) (p. 8913): son amendement n° 11: suppression; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**. - (11 décembre 2008) - **Article 1er** (*Livre VIII du code électoral, art. L-567-1 à L. 567-8 nouveaux - Commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution*) (p. 8921, 8924): ses amendements n° 21: nomination d'un membre de la commission par chaque groupe parlementaire; n° 22: adoption des avis de la commission par au moins trois cinquièmes des suffrages exprimés; et n° 23: élection du président de la commission en son sein; rejetés. - **Article 2** (*Habilitation du Gouvernement à procéder au découpage des circonscriptions législatives par ordonnance*) (p. 8930, 8931): son amendement n° 24: suppression; rejeté. - **Article 4** (*Remplacement temporaire au Parlement européen des représentants français nommés membres du Gouvernement*) (p. 8938): son amendement n° 25: suppression; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble des deux projets de loi** (p. 8940): le groupe CRC-SPG votera contre ces deux textes.

MAUREY (Hervé)
sénateur (Eure)
UC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

MAUROY (Pierre)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7255, 7256) : son intervention.

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 45** (*Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens*) (p. 8647) : son amendement n° II-270 : extension du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro aux communes de moins de 3 500 habitants ; rejeté. (p. 8650) : intervient sur son amendement précité n° II-270.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes**

MAYET (Jean-François)
sénateur (Indre)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour la planification le 4 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

MAZUIR (Rachel)
sénateur (Ain)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

connexes [n° 200 (2007-2008)] - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1079, 1082) : son intervention.

- **Proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 182 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1479, 1481) : son intervention. Exemple de la région Nord-Pas-de Calais. Le groupe socialiste votera ce texte.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2590, 2592) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2873, 2875) : son intervention.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 54 bis** (*Prorogation de l'expérimentation du contrat de transition professionnelle sur sept bassins d'emploi*) (p. 8710) : parole sur l'article.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

MÉLENCHON (Jean-Luc)
sénateur (Essonne)
SOC, puis CRC, puis CRC-SPG

Secrétaire du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle visant à compléter l'article 11 de la Constitution par un alinéa tendant à ce que la ratification d'un traité contenant des dispositions similaires à celles d'un traité rejeté fasse l'objet de consultation et soit soumise à référendum [n° 178 (2007-2008)] (24 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Traités et conventions - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi visant à abroger le délit d'offense au Président de la République [n° 97 (2008-2009)] (19 novembre 2008) - **Justice - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant la ratification de la Charte européenne (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

de travail) (p. 1979, 1980) : parole sur l'article. (p. 1984) : intervient sur les amendements de suppression n° 51 de M. Jacques Muller et n° 74 de Mme Annie David. (p. 1988, 1990) : intervient sur les explications de vote de M. Jean-Pierre Fourcade à propos des amendements de suppression n° 51 de M. Jacques Muller et n° 74 de Mme Annie David. - **Article 6** (*Contrat à durée déterminée à objet défini*) (p. 2000, 2001) : parole sur l'article. - **Article 8** (*art. L. 1251-60 et L. 8241-1 du code du travail - Portage salarial*) (p. 2009) : parole sur l'article. - **Article 9** (*art. L. 1223-1 à L. 1223-4, L. 1236-1 à L. 1236-6, L. 5423-15 à L. 5423-17 et L. 6322-26 et L. 6323-4 du code du travail - Abrogation du CNE*) (p. 2011, 2012) : parole sur l'article.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2032, 2034) : son intervention.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Rappel au règlement** (p. 2595) : conditions de vérification du quorum.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2915, 2916) : intervient sur les amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution). Proposition alternative. - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2920, 2921) : son amendement n° 145 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2960, 2961) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 13** (*art. 35 de la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 4722, 4723) : intervient sur les amendements n° 53 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (autorisation du Parlement pour toute intervention des forces armées à l'extérieur du territoire de la République), de Mme Michelle Demessine n° 55 (vote du Parlement sur l'opportunité d'une opération extérieure quinze jours après le début de l'intervention), n° 57 (renouvellement de l'autorisation de prolongation tous les quatre mois), n° 56 (autorisation de la prolongation par voie législative), de M. Bernard Frimat n° 111 (tenue d'un débat obligatoire suivi d'un vote facultatif lors de l'information du Parlement sur l'engagement des forces armées à l'étranger), n° 112 (soumission au vote des assemblées de la poursuite des opérations), n° 113 (convocation de droit du Parlement en session extraordinaire), n° 114 (information du Parlement sur le contenu des accords de défense et de coopération militaire) et n° 11 de Mme Alima Boumediene-Thiery (mise en place d'un contrôle régulier du maintien des troupes françaises à l'étranger).

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4834) : explication sur l'attitude du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité. - **Article 1er** (*art. L. 2121-1 du code du travail - Critères de représentativité syndicale*) (p. 4844, 4845) : favorable aux amendements identiques n° 193 de Mme Annie David et n° 61 de M. Jean-Pierre Godefroy (définition du respect des valeurs républicaines). - **Article 2** (*art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social*) (p. 4864, 4865) : intervient sur l'amendement n° 17 de la commission (dispositions spécifiques aux entreprises de presse). - **Article 4** (*art. L. 2143-3 à L. 2143-6, L. 2143-11 et L. 2324-2 du code du travail - Conditions de désignation des délégués syndicaux*) (p. 4876, 4877) : favorable à l'amendement

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Motion tendant à demander un référendum** (p. 592, 593) : conditions d'examen de la recevabilité de la motion de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à demander un référendum. - **Question préalable** (p. 629, 632) : sa motion n° 2 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 638, 639) : ne votera pas l'amendement n° 5 de M. François Marc (modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe). - **Article 2** (*art. 88-1, 88-2, 88-4, 88-5 et 88-6 à 88-7 [nouveaux] de la Constitution - Modification du titre XV de la Constitution relatif aux Communautés européennes et à l'Union européenne*) (p. 649) : réponse à M. Charles Josselin.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Question préalable** (p. 1091, 1094) : sa motion n° 3 tendant à poser la question préalable. - **Article unique** (p. 1097, 1098) : favorable à l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (nullité de tout acte européen remettant en cause les fondements et principes de la République française tels que l'exclusion du communautarisme et la laïcité conformément aux décisions du Conseil constitutionnel).

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Article 1er** (*art. L. 1221-2, L. 2313-5, L. 2323-47 et L. 2323-51 du code du travail - Information des élus du personnel sur le recours aux contrats à durée déterminée et aux contrats d'intérim*) (p. 1942, 1943) : parole sur l'article. (p. 1944) : intervient sur l'amendement n° 57 de Mme Annie David (nouvelle rédaction de la définition de la forme normale du contrat de travail). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1948, 1950) : intervient sur l'amendement n° 43 de M. Jacques Muller (instauration d'une taxe de précarité à l'encontre des entreprises dont le nombre de salariés en contrat précaire excède 10 % de l'effectif total). - **Article 2** (*art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - Durée de la période d'essai*) (p. 1951, 1952) : parole sur l'article. (p. 1958, 1959) : favorable à l'amendement n° 30 de Mme Christiane Demontès (imputation de la durée du stage sur la période d'essai et prise en compte de cette durée dans le calcul de l'ancienneté du salarié). (p. 1962) : favorable à l'amendement n° 4 de la commission (extension du bénéfice du délai de prévenance aux salariés en CDD pour les contrats stipulant une période d'essai d'au moins une semaine). (p. 1964) : son explication de vote sur l'article 2. - **Article 4** (*art. L. 1232-1, L. 1233-2, L. 1234-9 et L. 1234-20 du code du travail - Adaptations du droit du licenciement*) (p. 1966, 1967) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (*art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - Rupture conventionnelle du contrat*

n° 209 de Mme Annie David (interdiction de licencier un candidat à un mandat de délégué syndical dans les douze mois suivant les élections).

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Intitulé du Titre II** (*Le temps de travail*) (p. 4917, 4918) : favorable aux amendements identiques n° 76 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 139 de M. Jean Desessard (suppression de cette division). - **Articles additionnels avant l'article 16** (p. 4922, 4927) : intervient sur les amendements n° 77 de M. Jean-Pierre Godefroy (insertion dans ce texte de l'article 17 de la position commune permettant de déroger, à titre expérimental, par accord d'entreprise majoritaire au contingent annuel d'heures supplémentaires) et n° 231 de Mme Annie David (limitation de la semaine de travail à cinq jours consécutifs). - **Article 16** (*art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement*) (p. 4930) : parole sur l'article. (p. 4937, 4939) : intervient sur les amendements de Mme Annie David n° 234 (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche) et n° 235 (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche étendu), n° 117 de M. Jean-Paul Amoudry (définition du contingent annuel d'heures supplémentaires par accord de branche) et n° 142 de M. Jean Desessard (primauté de l'accord de branche sur l'accord d'entreprise pour la fixation du contingent annuel d'heures supplémentaires). (p. 4941, 4942) : intervient sur l'amendement n° 236 de Mme Annie David (obligation d'informer l'inspecteur du travail ou les institutions représentatives du personnel de l'ensemble des heures supplémentaires effectuées). (p. 4951, 4953) : favorable aux amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 81 (liberté pour le salarié de refuser d'effectuer des heures supplémentaires au-delà du contingent annuel sans que ce refus soit constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) et n° 82 (modalités du repos compensateur obligatoire et assimilation de celui-ci à une période de travail effectif pour le calcul des droits des salariés). - **Article 17** (*art. L. 2323-29 et*

L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - Conventions de forfait) (p. 4961, 4962) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Article 18** (*section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail*) (p. 4992, 4993) : parole sur l'article. (p. 4995, 4996) : intervient sur les amendements identiques n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 268 de Mme Annie David (suppression). (p. 5001) : intervient sur l'amendement n° 170 de M. Jean Desessard (contrepartie accordée aux salariés en cas de réduction du délai de prévention).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (16 octobre 2008) (p. 5486).

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Article 1er** (*art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Obligation de financement des classes élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves*) (p. 8830) : parole sur l'article. (p. 8833) : intervient sur le sous-amendement n° 4 de M. Michel Charasse déposé sur l'amendement n° 2 de M. Pierre-Yves Collombat (prise en compte des regroupements pédagogiques intercommunaux, RPI, dans l'appréciation des capacités d'accueil des communes). - **Article 2** (*art. L. 442-5-2 du code de l'éducation - Règlement des conflits par le préfet*) (p. 8835) : le groupe CRC-SPG votera contre cet article. - **Article 3** (*Dispositions finales*) (p. 8836) : le groupe CRC-SPG votera cet article.

MÉLOT (Colette)
sénateur (Seine-et-Marne)
UMP

DÉPÔTS

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires culturelles à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire de la Commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 949, 950). Le groupe UMP ne votera pas cette proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas Alfonsi sur les langues régionales ou minoritaires** - (13 mai 2008) (p. 2030, 2031) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants - Commission mixte paritaire [n° 381 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2806) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre

2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6470, 6471) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9 (Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP)** (p. 7389) : soutient l'amendement n° I-210 de M. Jacques Gautier (diminution de la taxe générale sur les activités polluantes pour les usines d'incinération efficaces sur le plan énergétique) ; devenu sans objet. (p. 7400) : soutient l'amendement n° I-206 de M. Jacques Gautier (affectation à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie du produit des hausses de tarifs de TGAP) ; retiré. (p. 7408) : soutient l'amendement n° I-205 de M. Jacques Gautier (modulation des tarifs de TGAP pour les installations de stockage et d'incinération, selon la provenance des déchets réceptionnés) ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8177, 8178) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8827, 8828) : son intervention. Exemple de la ville de Melun. Le groupe UMP votera ce texte.

MERCERON (Jean-Claude)
sénateur (Vendée)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie le 2 décembre 2008.

Membre suppléant du Conseil national de l'information statistique.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture [n° 110 (2007-2008)]** - (25 mars 2008) - **Article 3 bis (art. L. 211-12-1 du code rural - Fichier national canin)** (p. 1202, 1203) : sur l'amendement n° 5 de la commission (clarification des finalités du fichier national canin, définition des données pouvant être enregistrées dans ce fichier et précision du contenu des modalités d'application de cet article), ses sous-amendements n° 41 ; adopté ; et n° 42 ; rejeté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Article 6 bis (art. L. 663-1 et L. 671-13-1 [nouveau] du code rural - Déclaration des parcelles, information des voisins et tenue d'un registre public)** (p. 1791) : soutient l'amendement n° 52 de Mme Françoise Férat (précision) ; retiré.

MERCIER (Michel)
sénateur (Rhône)
UC-UDF, puis UC

Président du Groupe Union centriste-UDF ; puis président du Groupe Union centriste.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Vice-président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant du Comité des finances locales jusqu'au 1er avril 2008.

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de modération et de prévention.

Membre de la Conférence nationale des finances publiques.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (9 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 99, 100). Le groupe UC-UDF est favorable à la fusion des deux services.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1022) : intervient sur l'amendement n° 227 de M. Daniel Soulage (définition des distances d'éloignement).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1076, 1077) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (26 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1246, 1247) : son intervention. Exemple du département du Rhône.

- **Suite de la discussion** (13 mai 2008) (p. 2073, 2075) : sa nouvelle intervention après un renvoi du texte en commission et de nouvelles investigations.

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2585, 2587) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2857, 2859) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Mise au point au sujet d'un vote** (p. 2949) : au nom de M. Philippe Nogrix et de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article 1er** (art. 4 de la Constitution - *Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 2968, 2969) : son amendement n° 261 : garantie du pluralisme de la représentation et de la participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique de la Nation ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2993) : favorable à l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression). (p. 2999, 3000) : défavorable à l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios) ainsi qu'aux sous-amendements n° 512 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 513 de M. Michel Charasse s'y rapportant. - **Article 3 bis** (art. 11 de la Constitution - *Proposition de loi soutenue par une pétition d'un dixième des électeurs*) (p. 3032) : votera l'amendement n° 98 de la commission (institution d'un référendum d'initiative parlementaire appuyé par un certain nombre de citoyens). - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3041) : intervient sur l'amendement n° 265 de M. Pierre Fauchon (instauration d'un régime présidentiel assurant l'indépendance des pouvoirs exécutif et législatif, tout en conservant une possibilité de dissolution en cas de désaccord sur un texte essentiel). - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3064, 3065) : intervient sur les amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - *Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure*) (p. 3095, 3096) : soutient l'amendement n° 267 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de saisir le Conseil constitutionnel après quinze jours d'exercice des pouvoirs exceptionnels) ; retiré. - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - *Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3107) : le groupe de l'UC-UDF est favorable à l'article 7 de ce projet de loi. (p. 3113) : retire l'amendement n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de débattre de la déclaration du Président de la République en sa présence). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3126) : son amendement n° 269 : rôle du Parlement dans l'évaluation des politiques publiques ; retiré. (p. 3135) : défavorable aux amendements identiques n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - *Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées*) (p. 3329) : son amendement n° 284 : reconnaissance, dans la Constitution, de droits spécifiques aux groupes minoritaires ; retiré. Intervient sur l'amendement n° 392 de M. Jean-Michel Baylet (reconnaissance, dans la Constitution, de droits aux groupes

d'opposition ainsi qu'aux groupes minoritaires de chaque assemblée). - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3339) : favorable à l'amendement n° 333 de Mme Alima Boumediene-Thiery (élargissement de la ratification législative aux réserves et aux déclarations négociées dans le cadre d'un traité international). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3412) : le groupe UC-UDF s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4318, 4319) : intervient sur l'amendement n° 704 de Mme Jacqueline Gourault (maintien du seuil actuel de soumission des projets d'équipement commercial à l'autorisation de la CDAC).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4608, 4609) : son intervention. Favorable à ce texte. - **Question préalable** (p. 4623) : intervient sur la motion n° 92 de M. Jean-Pierre Sueur tendant à poser la question préalable.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 24** (art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées) (p. 4763) : défavorable à l'amendement n° 133 de M. Bernard Frimat (constitution d'une commission d'enquête à l'initiative de soixante députés ou sénateurs) et favorable à l'amendement n° 77 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (création d'une commission d'enquête à l'initiative d'au moins trente parlementaires ou d'un groupe parlementaire). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4792, 4793) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Congrès du Parlement [n° 459 (2007-2008)]** - (21 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 15, 16) : un grand nombre de membres du groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5266) : sa question au secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5361, 5362) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5416) : intervient sur l'amendement n° 3 de la commission (définition législative des plans stratégiques du patrimoine). Exemple du département du Rhône.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5449, 5456) : soutient les amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 564 (suppression de la définition par décret des indicateurs de mesure des différents objectifs) ; n° 619 (report de la date de signature des conventions au 30 juin 2012) ; et n° 565 (pénalités financières pour les seuls manquements graves aux engagements fixés par la convention) ; retirés. - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 15** (p. 5471) : soutient l'amendement n° 614 de M. Daniel Dubois (prorogation jusqu'en 2020 du bénéfice de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux construits jusqu'au 31 décembre 2009) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en

compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5741, 5742) : parole sur l'article. (p. 5749) : son amendement n° 549 : suppression ; adopté. - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Interdiction pour les bailleurs personnes morales de recourir au cautionnement) (p. 5753) : soutient l'amendement n° 573 de M. Jean-Léonce Dupont (maintien de la possibilité de demander une caution pour les logements destinés aux étudiants) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5848) : défavorable aux amendements identiques n° 216 de Mme Odette Terrade et n° 434 de M. Thierry Repentin (suppression). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5867, 5868) : son amendement n° 550 : intégration dans le champ des dons ouvrant droit à la réduction à l'ISF des dons au profit des associations reconnues d'utilité publique travaillant à l'insertion par le logement ; retiré.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat [n° 3 (2008-2009)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6307, 6308) : son intervention. Le groupe de l'Union centriste votera cette proposition de résolution.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2** (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet) (p. 6405) : intervient sur l'amendement n° 132 de M. Serge Lagauche (possibilité, pour les abonnés, de contester les recommandations de manière électronique).

- **Rappel au règlement** - (12 novembre 2008) (p. 6683, 6684) : nécessité de réformer rapidement le règlement du Sénat pour permettre aux sénateurs d'assister à la fois à la séance publique et aux réunions des commissions.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office) (p. 7028) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexes** (p. 7466) : intervient sur l'amendement n° I-236 de la commission (alignement du régime fiscal des dons aux associations reconnues d'utilité publique ou aux associations de bienfaisance sur celui dont bénéficient les fondations reconnues d'utilité publique). - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7488, 7489) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7513) : intervient sur l'amendement n° I-129 de Mme Jacqueline Gourault (application de la TVA à taux réduit aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le balayage de leur voirie).

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) - **Article 79** (Mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés) (p. 8013, 8014) : intervient sur les amendements de suppression n° II-127 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° II-149 de Mme Annie David.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 46** (Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique

des logements neufs pour l'application du prêt à taux zéro en faveur de l'accession à la propriété (p. 8652, 8654) : intervient sur l'amendement n° II-260 de la commission (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8765) : le groupe UC votera ce budget.

- *Commission mixte paritaire* [n° 138 (2008-2009)] - (17 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9143) : le groupe UC votera ce texte.

MERMAZ (Louis)
sénateur (Isère)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental** - *Commission mixte paritaire* [n° 192 (2007-2008)] - (7 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1004) : le groupe socialiste votera contre le projet de loi.

MÉZARD (Jacques)
sénateur (Cantal)
RDSE

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

MICHAUX-CHEVRY (Lucette)
sénateur (Guadeloupe)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8122, 8124) : son intervention. Exemple du département de la Guadeloupe. Votera les crédits de cette mission. - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 8158, 8159) : ses amendements n° II-124 : modification des critères de répartition du fonds régional pour le développement et l'emploi ; et n° II-161 : modification des critères de répartition du fonds routier ; retirés.

MICHEL (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Saône)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Deuxième lecture** [n° 198 (2007-2008)] - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1501, 1502) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1510) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1540) : son intervention.

- **Proposition de résolution tendant à modifier l'article 3 du Règlement du Sénat afin de renforcer le pluralisme dans l'organe dirigeant du Sénat** [n° 3 (2008-2009)] - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6306, 6307) : son intervention. Défavorable à cette proposition de résolution. - **Article unique** (p. 6310) : son amendement n° 3 : introduction du principe de la parité dans la constitution du bureau ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6313) : le groupe socialiste s'abstiendra sur cette proposition de résolution.

MILHAU (Jean)
sénateur (Lot)
RDSE

Devenu sénateur le 25 septembre 2008 (remplace M. André Boyer, décédé).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

MILON (Alain)
sénateur (Vaucluse)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8679, 8680) : son amendement n° II-102 : majoration de la valeur des terrains constructibles ; adopté.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de suivi de l'Agence française de l'adoption.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Accès à des soins de qualité : le cas de la chirurgie [n° 287 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Contribution à la réflexion sur la maternité pour autrui [n° 421 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Famille - Questions sociales et santé - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Santé [n° 103 tome 4 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1535, 1536) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6794, 6796) : son intervention.

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7103) : défavorable à l'amendement n° 275 de Mme Raymonde Le Texier (évaluation de l'efficacité des nouveaux médicaments). (p. 7113) : votera l'amendement n° 229 de M. Gilbert Barbier (rétablissement des compétences ordinales). - **Article 34** (art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série) (p. 7116) : son amendement n° 390 : précision ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Santé

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 7913, 7914) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 46** (*Prise en compte des caractéristiques thermiques et de la performance énergétique des logements neufs pour l'application du prêt à taux zéro en faveur de l'accession à la propriété*) (p. 8652) : le groupe UMP votera contre l'amendement n° II-260 de la commission (suppression).

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

MIQUEL (Gérard)
sénateur (Lot)
SOC

Questeur du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Secrétaire rapporteur de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes le 7 octobre 2008.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Écologie, développement et aménagement durables. Budget annexe : contrôle et exploitation aériens. Comptes spéciaux : contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route ; avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres [n° 99 tome 3 annexe 10 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Environnement.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7417) : son amendement n° I-71 : demande de rapport au Parlement sur la fiscalité des installations de traitement des déchets et sur les moyens financiers consacrés à la politique des déchets ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7423, 7424) : son amendement n° I-77 : instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière pharmaceutique ; retiré. (p. 7428, 7429) : son amendement n° I-80 : création d'un Fonds de développement de la chaleur renouvelable ; retiré.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7497, 7498) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 7509, 7511) : son amendement n° I-75 : réduction des frais de gestion prélevés par l'Etat sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM ; rejeté. - **Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7524) : défavorable à l'amendement n° I-249 du Gouvernement (application d'un taux de progression de 2 % à la DGF) - **Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice du FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7531) : votera le sous-amendement n° I-229 de M. Jean Arthuis (extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet) déposé sur l'amendement n° I-15 de la commission (rétablissement de cet article dans sa version initiale).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 15** (*Évolution des compensations d'exonérations*) (p. 7567) : défavorable à l'amendement n° I-257 du Gouvernement (prélèvement de 25 millions d'euros sur les ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle afin de limiter la diminution des variables d'ajustement). - **Article 18** (*Compensation aux départements des charges résultant de la généralisation du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 7575) : parole sur l'article. - **Article 25** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 7582, 7584) : ses amendements similaires n° I-66 et I-65 : augmentation de la part du produit des amendes radars affecté aux départements ; devenus sans objet.

Deuxième partie :

Écologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7772, 7773) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 51** (p. 8677, 8678) : soutient l'amendement n° II-302 de M. Jean-Pierre Bel (assujettissement de l'Office national des forêts à la taxe foncière sur les propriétés non bâties au titre des terrains non bâtis de l'Etat dont il a la charge) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8699) : intervient sur l'amendement n° II-292 de Mme Nicole Bricq (révision générale

des valeurs locatives). - **Article 55 bis** (*Report de l'assujettissement des catalogues de vente par correspondance à la contribution environnementale sur les imprimés*) (p. 8717) : le groupe socialiste votera l'amendement n° II-264 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8718, 8719) : ses amendements n° II-300 : instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière de l'ameublement ; rejeté ; et n° II-301 : instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans le domaine des déchets dangereux des ménages ; devenu sans objet.

MIRASSOU (Jean-Jacques)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé le 4 novembre 2008.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

MIRAUX (Jean-Luc)
sénateur (Eure)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009** [n° 80 (2008-2009)]

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7101, 7106) : soutient les amendements de Mme Raymonde Le Texier n° 275 (évaluation de l'efficacité des nouveaux médicaments) ; et n° 276 (classement par la Haute Autorité de santé des médicaments selon leur niveau d'amélioration du service médical rendu) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7122) : soutient l'amendement n° 277 de M. Claude Domeizel (possibilité pour un patient d'être adressé à un spécialiste par un médecin du travail sans consulter son médecin traitant) ; rejeté.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire de l'Observatoire national de la sécurité et de l'accessibilité des établissements d'enseignement.

de MONTESQUIOU (Aymeri)
sénateur (Gers)
RDSE

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Secrétaire de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Secrétaire de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le Brésil, puissance globale à l'heure des biocarburants [n° 482 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Sécurité [n° 99 tome 3 annexe 27 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Carle sur l'avenir de la formation professionnelle en France** - (22 janvier 2008) : son intervention (p. 319, 324).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention

(p. 405, 407). La majorité du groupe du RDSE apportera son soutien au Gouvernement.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 février 2008) : au nom de M. François Vendasi (p. 845).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 867) : une partie du groupe du RDSE votera ce texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1361, 1363) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1744, 1745) : son intervention. La majorité du groupe RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 269 (2006-2007)]** - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2051, 2052) : son intervention.

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2098, 2099) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) (p. 2824, 2827) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4689, 4691) : son intervention.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5186, 5188) : son intervention. Hommage aux soldats français tombés en Afghanistan. Le groupe RDSE votera en faveur de la politique étrangère du Gouvernement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5264, 6265) : sa question au ministre du budget et des comptes publics.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5937, 5938) : son intervention. Le groupe du RDSE votera ce texte.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (27 octobre 2008) (p. 6181) : au nom de M. Robert Tropeano.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6193, 6194) : son intervention. Le groupe RDSE votera ce texte.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6596, 6597) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7252, 7253) : son intervention. Favorable à ce projet de loi de finances.

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 7 quater (Régime des dons aux sociétés, dont l'Etat est actionnaire unique, qui ont pour activité la représentation de la France aux expositions universelles)** (p. 7368) : son amendement n° I-25 : mesures fiscales en faveur

des entreprises faisant des dons aux personnes morales, publiques ou privées, ayant pour activité la représentation de la France ou de ses collectivités locales à l'étranger ; retiré. - **Article 9 (Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP)** (p. 7406) : son amendement n° I-24 : aménagement des tarifs de TGAP sur les installations de stockage ; devenu sans objet.

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8058, 8060) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article additionnel après 73** (p. 8078) : position de la commission sur les amendements identiques de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-84 et de la commission des lois saisie pour avis n° II-98 (rapport sur les frais occasionnés par les transfèvements et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice), ainsi que sur le sous-amendement n° II-178 de M. François Rebsamen portant sur l'amendement n° II-84 précité.

de MONTGOLFIER (Albéric)
sénateur (Eure-et-Loir)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Solidarité, insertion et égalité des chances [n° 99 tome 3 annexe 29 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2 (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre**

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8249, 8250) : son intervention. Traitement des biocarburants dans le Gers. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8380, 8381) : son intervention. Votera les crédits de cette mission.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8762, 8763) : votera ce budget.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9175, 9176) : son intervention. Votera ce texte. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9261) : son amendement n° 43 : augmentation de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie ; retiré.

du revenu de solidarité active) (p. 6014) : son amendement n° 281 : garantie de la gratuité du service du RSA ; retiré.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6595, 6596) : son intervention. Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 13 (supprimé) (Prorogation du bénéfice du FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales)** (p. 7529, 7530) : sur l'amendement n° I-15 de la commission (rétablissement de cet article dans sa version initiale), son sous-amendement n° I-229 (extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet) ; retiré puis repris par M. Jean Arthuis.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - **Article 60 (Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures)** (p. 7823, 7824) : son amendement n° II-83 : précision ; retiré.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances (p. 8088, 8089) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8108) : position de la commission sur l'amendement n° II-183 du Gouvernement. - **Article 74 (Renforcement de la convergence tarifaire et de la rationalisation des coûts dans les établissements médico-sociaux financés par l'Etat)** (p. 8109) : position de la commission sur l'amendement n° II-159 de Mme Isabelle Pasquet. - **Article additionnel après l'article 74** (p. 8110) : position de la commission sur l'amendement n° II-160 de Mme Isabelle Pasquet (possibilité pour les régies de quartier d'obtenir un agrément dérogatoire permettant de bénéficier d'exonérations

fiscales). - **Article 75** (*Mesures de réforme de l'allocation de parent isolé, API*) (p. 8111) : position de la commission sur l'amendement n° II-58 du Gouvernement.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 42 bis** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux monuments historiques*) (p. 8595, 8596) : ses amendements n° II-353 : précisions ; adopté ; n° II-354 : suppression de la référence à la pleine propriété ; n° II-352 : possibilité pour les immeubles détenus en usufruit temporaire par des sociétés civiles immobilières de bénéficier du dispositif fiscal applicable aux monuments historiques ; et n° II-355 : prise en compte des sociétés civiles immobilières familiales ; retirés. - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 8597) : son amendement n° II-333 : présentation d'un rapport au Parlement sur les fouilles archéologiques ; adopté.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8681, 8683) : ses amendements n° II-335 : possibilité pour les EPCI à fiscalité mixte et les EPCI à taxe professionnelle unique de fixer un taux spécifique pour la taxe professionnelle perçue au titre des éoliennes de leur territoire ; et n° II-334 : rapport du Gouvernement au Parlement sur les conditions de l'équilibre économique de l'industrie éolienne, et en particulier sur son régime fiscal ; adoptés. - **Articles additionnels après l'article 55 quinquies** (p. 8730) : intervient sur l'amendement n° II-407 du Gouvernement (report au 31 décembre 2009 de la date limite jusqu'à laquelle les collectivités territoriales peuvent contracter des baux emphytéotiques administratifs en vue de réaliser certaines opérations).

MORANO (Nadine)

*secrétaire d'État chargée de la famille
(à partir du 18 mars 2008)*

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'extension du chèque emploi associatif [n° 195 (2008-2009)]** - (8 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1515, 1516) : son intervention. Souhaite l'adoption sans modification de cette proposition de loi. (p. 1521) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1590, 1591) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Bariza Khiari n° 10 (rapport du Conseil supérieur de l'audiovisuel sur l'évolution de la diversité dans le secteur de l'audiovisuel) et n° 12 (obligation pour les services publics et les entreprises de cinquante salariés ou plus d'intégrer dans leur bilan social annuel un chapitre sur l'évolution de la diversité). - **Article 1er** (*Transposition de la définition communautaire de la discrimination directe, de la discrimination indirecte et du harcèlement*) (p. 1592, 1597) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13, n° 14 de Mme Jacqueline Alquier, n° 31, n° 36, n° 32, n° 35 de Mme Annie David, n° 1, n° 2 et n° 3 de la commission ainsi que, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 52 de Mme Annie David qui le modifie. - **Article 2** (*Divers régimes d'interdiction des discriminations*) (p. 1601, 1608) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37, n° 38, n° 39, n° 40 de Mme Annie David, n° 16, n° 15, n° 17, n° 18, n° 19, n° 20 de Mme Jacqueline Alquier, n° 4 de la commission, n° 9 de Mme Christiane Hummel et n° 30 de M. Pierre Hérisson. - **Article 3** (*Protection contre les rétorsions*) (p. 1609) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de Mme Jacqueline Alquier. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 1611) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Jacques Hyst (clarification des incidences de la réduction éventuelle de trente ans à cinq ans du délai de droit commun de la prescription extinctive en matière de lutte contre les discriminations au travail) et sur le sous-amendement n° 53 de Mme Annie David qui le modifie. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 1613) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de la commission (suppression, dans le code du travail, de la liste des professions non soumises au régime d'interdiction des discriminations fondées sur le sexe). - **Article additionnel après l'article 5** (p. 1614) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 23 de Mme Bariza Khiari (possibilité pour les étudiants étrangers extracommunautaires ayant obtenu leur diplôme d'architecture en France de s'inscrire à l'ordre des architectes sans autre procédure dérogoaire). - **Article 6**

(*art. L. 122-45, L. 122-45-3, L. 122-45-5, L. 122-45-6 nouveau, L. 411-5 du code du travail - Coordination juridique dans le code du travail et application du droit communautaire*) (p. 1617) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 et n° 6 de la commission, n° 24 de Mme Jacqueline Alquier, n° 42 et n° 41 de Mme Annie David. - **Article 7** (*art. L. 1132-1, L. 1132-2, L. 1132-3, L. 1132-4 nouveau et L. 2141-1 du nouveau code du travail - Mesures de coordination dans le nouveau code du travail*) (p. 1618) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 55 et n° 7 de la commission et n° 25 de Mme Jacqueline Alquier. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1619, 1623) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 26 de Mme Jacqueline Alquier et n° 43 de Mme Annie David (autorisation pour les associations de se porter partie civile dans les affaires de discrimination concernant les fonctionnaires), portant également sur le même objet, n° 27 de Mme Jacqueline Alquier et n° 44 et n° 45 de Mme Annie David (codification des définitions communautaires de la discrimination et du harcèlement dans le code du travail et le code pénal), sur les amendements de Mme Jacqueline Alquier n° 28 (obligation de négociation annuelle dans les entreprises sur les objectifs en matière de lutte contre les discriminations) et n° 29 (présentation annuelle par le chef d'entreprise au comité d'entreprise des mesures prises en matière de lutte contre les discriminations) et n° 48 de Mme Annie David (instauration d'une taxe assise sur les salaires sanctionnant les entreprises ne satisfaisant pas à l'obligation d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes). - **Article 9** (*art. L. 112-1-1 du code de la mutualité et art. L. 931-3-2 du code de la sécurité sociale - Interdiction des discriminations en matière de mutualité et de prévoyance*) (p. 1625) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 51 de Mme Catherine Morin-Desailly. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 1626) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 46 de Mme Annie David (création d'un délit d'entrave à l'action de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 1627) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Annie David n° 49 (rapport sur le droit de vote des résidents extracommunautaires aux élections locales) et n° 50 (instauration d'un enseignement obligatoire sur toutes les formes de discrimination dès l'école primaire).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6694, 6695) : son intervention. (p. 6736, 6737) : réponse aux orateurs.

Quatrième partie :

- (20 novembre 2008) - **Article 70** (*art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale - Financement par la caisse nationale des allocations familiales de l'intégralité des majorations de pensions pour enfants*) (p. 7205) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 52 de la commission et n° 214 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 70** (p. 7208) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 53 de la commission

(instauration d'un taux de salaire horaire maximum pour la rémunération des assistants maternels, ouvrant droit au remboursement intégral des charges sociales). - **Article 71** (art. L. 531-5 et L. 531-6 du code de la sécurité sociale - *Modulation de la prestation de complément de libre choix de mode de garde en cas d'horaires d'accueil atypiques*) (p. 7209, 7210) : réponse aux orateurs. - **Article 72** (art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2324-1 du code de la santé publique ; art. 80 sexies du code général des impôts - *Assouplissement des conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel*) (p. 7213) : sur l'amendement n° 523 de la commission (amélioration de la définition des conditions du regroupement des assistants maternels) qu'elle accepte, son sous-amendement n° 527 ; adopté. (p. 7215, 7216) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 215 de M. Guy Fischer, n° 308, 304, 305, 307 et 306 de Mme Claire-Lise Campion, n° 344 de Mme Muguette Dini, et n° 313 de Mme Marie-Thérèse Hermange. Sur l'amendement précité n° 523 de la commission, avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 532 de Mme Claire-Lise Campion. - **Articles additionnels après l'article 72** (p. 7220, 7222) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 56 (augmentation du nombre d'enfants accueillis par un professionnel dans les crèches) et n° 57 (recentrage du crédit impôt famille sur les dépenses de financement des crèches) et

n° 216 de M. Guy Fischer (modulation de l'allocation de rentrée scolaire en fonction du cycle d'étude de l'enfant). - **Article 73** (*Objectifs de dépenses de la branche famille pour 2009*) : son amendement n° 502 : révision des objectifs de dépenses en conséquence de la révision des hypothèses macroéconomiques ; adopté. - **Article 74** (art. L. 217-3 et L. 217-3-1 du code de la sécurité sociale - *Nomination et cessation de fonctions des directeurs et agents comptables des organismes du régime général*) (p. 7223) : position de la commission sur l'amendement n° 233 de M. André Lardeux. - **Article 76** (*Fixation des prévisions des charges des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de sécurité sociale*) : son amendement n° 490 : révision des prévisions des charges de ces organismes en conséquence de la révision des hypothèses macroéconomiques ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8103, 8105) : réponse aux orateurs.

MOREIGNE (Michel)
sénateur (Creuse)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Services du premier ministre : l'heure du bilan [n° 415 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

2008) - **Discussion générale** (p. 1251, 1253) : son intervention. Le groupe socialiste restera vigilant quant au déroulement des réformes à venir et ne s'opposera pas à la présente proposition de loi.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1261, 1262) : son intervention.

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)] (suite)** - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2075, 2077) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2088) : le groupe socialiste s'abstiendra sur ce texte.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (26 mars

MORIN (Hervé)
ministre de la défense

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1367, 1368) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (19 juin 2008) - **Article 13 (priorité)** (*art. 35 de la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3023, 3024) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 193, 257, 258 et 259 de Mme Michelle Demessine, n° 139 et 140 de la commission saisie pour avis, n° 110 et 111 de la commission, n° 457, 458, 459 et 460 de M. Bernard Frimat, n° 20 de M. Michel Charasse, n° 279 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 341 et 362 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 3026) : réponse à M. Bernard Frimat sur l'amendement n° 457 précité.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) (p. 3565, 3568) : son intervention. (p. 3583, 3585) : réponse aux orateurs.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5189, 5191) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) (p. 8036, 8039) : réponse aux orateurs. (p. 8041, 8048) : réponse aux questions des sénateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8049) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-14 de la commission. - **Article 59 decies (Versement d'un pécule modulable d'incitation à une seconde carrière)** (p. 8050) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-22, II-24 et II-30 de la commission.

MORIN-DESAILLY (Catherine)
sénateur (Seine-Maritime)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires culturelles à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008 ; puis vice-présidente le 3 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Fondation du Patrimoine jusqu'au 26 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Décentralisation des enseignements artistiques : des préconisations pour orchestrer la sortie de crise [n° 458 (2007-2008)] (9 juillet 2008) - **Collectivités territoriales - Culture - Éducation.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 134 (2008-2009)] pour 2008 [n° 141 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel et relatif à ses archives [n° 470 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2005-2006)** (p. 35, 37) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisie pour avis à l'adoption de ces textes, sous réserve de la prise en compte de ses amendements.

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 470 (2005-2006)**. - (8 janvier 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 45) : ses amendements n° 40 : actualisation de la définition des archives ; et n° 41 : consolidation du statut du Conseil supérieur des archives ; adoptés. - **Article 2 (art. L. 211-4 du code du patrimoine - Définition des archives publiques)** (p. 46) : son amendement n° 42 : régime juridique des archives des assemblées parlementaires ; devenu sans objet. - **Article 3 (art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine - Collecte, conservation et protection des archives publiques)** (p. 48, 50) : ses amendements n° 43 : élargissement des critères de sélection des archives destinées à être conservées ; n° 55 : harmonisation des critères de sélection des documents d'archives contenant des données personnelles ; et n° 44 : habilitation par l'administration des archives des sociétés privées d'archivage pouvant conserver des archives publiques ; adoptés. - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 52) : son amendement n° 45 : conservation des archives des établissements publics de coopération intercommunale ; devenu sans objet. - **Article 4 (art. L. 212-9 du code du patrimoine - Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat)** (p. 54, 56) : intervient sur les amendements identiques n° 60 de M. Louis de Broissia et n° 70 de M. Jean-Claude Peyronnet (élargissement du champ de recrutement des directeurs départementaux des services d'archives). - **Article 5 (art. L. 212-18 du code du patrimoine - Allongement du délai de la procédure de classement d'archives privées)** (p. 57) : son amendement n° 46 : suppression ; adopté. - **Article 6 (art. L. 212-23 du code du patrimoine - Transposition aux archives privées classées des mesures protectrices applicables aux objets mobiliers)** : son amendement n° 47 : simplification de la rédaction du texte et de ses conditions d'application ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 58) : son amendement n° 48 : autorisation et contrôle scientifique et technique de l'administration des archives pour tous travaux engagés sur des archives classées ; adopté. - **Article 7 (art. L. 212-29 du code du patrimoine - Droit de reproduction d'archives privées avant exportation)** : son amendement n° 49 : prise en charge par le bénéficiaire des frais de reproduction ; adopté. - **Article 8 (art. L. 212-31 du code du patrimoine - Informations données à l'administration des archives en cas de vente publique d'archives privées)** (p. 59) : son amendement n° 50 : rédaction ; adopté. - **Article 11 (art. L. 213-1 à L. 213-8 du code du patrimoine - Délai de communicabilité des archives publiques)** (p. 61) : son amendement n° 51 : réaffirmation dans le code du patrimoine du principe de gratuité d'accès aux archives publiques ; retiré. (p. 66) : son amendement n° 52 : coordination ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 18** (p. 70, 71) : son amendement n° 53 : extension aux archives historiques du dispositif fiscal applicable aux objets mobiliers classés au titre des monuments historiques ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 73) : son amendement n° 54 : application aux archives du principe constitutionnel d'autonomie des Assemblées parlementaires ; adopté. (p. 76) : favorable, à titre personnel, à l'amendement n° 63 du Gouvernement (définition plus large et plus cohérente de la notion de biens culturels, extension de la protection pénale spécifique des biens culturels en cas de vol et adaptation du maximum des peines encourues).

- **Question orale avec débat de M. Georges Othily sur les droits de l'homme** - (6 février 2008) : son intervention (p. 972, 974).

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations [n° 241 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article 2 (Divers régimes d'interdiction des discriminations)** (p. 1608) : le groupe UC-UDF est favorable aux amendements identiques n° 9 de Mme Christiane Hummel, n° 20 de Mme Jacqueline Alquier et n° 40 de Mme Annie David (suppression de la dérogation accordée aux médias en matière de discriminations fondées sur le sexe).

- **Projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel - Deuxième lecture [n° 304 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2007-2008)** (p. 2172, 2173) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux archives - Deuxième lecture [n° 305 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 304 (2007-2008)**.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2235, 2237) : son intervention. Exemple des ports de Rouen et du Havre.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2751, 2752) : le groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6352, 6354) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Article 2 (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet)** (p. 6386) : sur l'amendement n° 5 de la commission (clarification des missions de la HADOPI), son sous-amendement n° 100 ; adopté. (p. 6388, 6390) : ses amendements n° 57 : nomination de quatre personnalités qualifiées après avis des commissions permanentes compétentes de chaque assemblée ; retiré ; n° 51 : élection du président du collège de la HADOPI ; adopté. Intervient sur l'amendement de M. Yves Pozzo di Borgo n° 110 (désignation de représentants d'associations d'utilisateurs d'Internet au sein des personnalités qualifiées) repris par Richard Yung. (p. 6393) : son amendement n° 52 : désignation du président de la commission de protection des droits par le collège de la Haute Autorité ; retiré. (p. 6398, 6400) : ses amendements n° 53 : précision ; adopté ; n° 61 : impossibilité pour la commission de protection des droits, de connaître des faits faisant déjà l'objet de poursuites pénales ; rejeté. (p. 6402, 6408) : ses amendements n° 66 : information des abonnés sur les dangers du piratage pour la création artistique ; n° 54 : motivation des recommandations ; adoptés ; n° 63 : possibilité, pour l'abonné, de contester les recommandations ; retiré. (p. 6408, 6409) : son amendement n° 64 : garantie du caractère graduel du dispositif de sanction ; devenu sans objet. (p. 6424, 6430) : recherche de la sanction la plus adéquate. Son amendement n° 55 : caractère automatique du sursis à l'exécution ; retiré. (p. 6433) : son amendement n° 58 : versement du prix de l'abonnement aux sociétés de perception et de répartition des droits durant la période de suspension ; retiré. (p. 6441) : son amendement n° 163 : protection de la vie privée des internautes ayant fait l'objet d'une sanction ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6451) : intervient sur l'amendement n° 136 de M. Serge Lagache (conclusion d'un accord entre les partenaires de la filière cinéma-audiovisuel avant le 30 juin 2009). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 6454) : sur l'amendement n° 48 de la commission (information des élèves sur les dangers du téléchargement illégal), son sous-amendement n° 62 ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9 ou après l'article 10** (p. 6456, 6460) : sur l'amendement n° 50 de la commission (mise en place d'une base juridique au dispositif de chronologie des médias), ses sous-amendements n° 101 ; retiré ; n° 102 et n° 103 ;

adoptés. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6461, 6462) : son amendement n° 60 : suppression, par la voie d'un accord professionnel dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, de l'ensemble des mesures techniques empêchant toute utilisation normale des fichiers musicaux ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6469, 6470) : le groupe UC votera ce texte.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (25 novembre 2008) - vice-présidente de la commission des affaires culturelles - **Article 23** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 7476, 7478) : son amendement n° I-221 : exclusion du groupement d'intérêt public "France télé numérique" du champ des bénéficiaires de la redevance audiovisuelle ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° I-196 de M. Jack Ralite (augmentation de la redevance audiovisuelle).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 7580) : sur l'amendement n° I-20 de M. Michel Charasse (champ d'application de la provision pour investissement des entreprises de presse), intervient sur le sous-amendement n° I-260 de ce dernier.

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8183, 8184) : son intervention.

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) (p. 8457, 8459) : son intervention.

Culture

- (5 décembre 2008) (p. 8480, 8481) : son intervention. Le groupe UC votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 9163, 9165) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles sur les trois articles dont elle s'est saisie, sous réserve de l'approbation de ses amendements.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 42 septies** (*Prolongation de trois ans de la réduction d'impôt en faveur des SOFICA*) (p. 9333) : son amendement n° 84 : rédaction ; adopté. - **Article 44** (*Modifications de la déduction fiscale en faveur du mécénat d'entreprises*) (p. 9346) : son amendement n° 85 : suppression ; adopté. - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9349, 9350) : intervient sur les amendements de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° 86 : augmentation du montant de la redevance audiovisuelle et n° 87 : modification de la règle de calcul de l'arrondi dans le cadre de l'indexation du montant de la redevance audiovisuelle sur l'inflation.

MORTEMOUSQUE (Dominique)
sénateur (Dordogne)
UMP

Non réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture [n° 137 (2007-2008)]** - (8 janvier 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 28) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (10 janvier 2008) - **Article 3** (*art. L.351-21, L. 351-22 et L. 354-1 du code du travail* -

Nouvelle organisation du régime d'assurance chômage) (p. 161, 162) : soutient l'amendement n° 87 de M. Jean-Pierre Vial (transfert à la nouvelle institution du recouvrement des contributions d'assurance chômage en cas d'incident de paiement) ; retiré. Sur l'amendement n° 9 de la commission (introduction de dérogations au principe du transfert aux URSSAF du recouvrement des cotisations de chômage), soutient le sous-amendement n° 91 de M. Jean-Claude Carle ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 863, 865) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 887) : intervient sur l'amendement n° 77 de M. Gérard Le Cam (mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (24 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3336) : intervient sur les amendements n° 351 de Mme Alima Boumediène-Thiery (adoption de la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe) et n° 71 de M. Hugues Portelli (appréciation de la conformité des dispositions législatives aux engagements internationaux par le Conseil d'Etat et par la Cour de cassation - intervention du Conseil constitutionnel en cas de conflit de jurisprudence entre les deux hautes juridictions).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 1er** (*art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quater, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises*) (p. 3685) : parole sur l'article. - **Article 3** (*art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services*) (p. 3702) : sur l'amendement n° 193 de la commission

(élargissement de la dispense d'immatriculation), son sous-amendement n° 1028 ; adopté. (p. 3708) : soutient l'amendement n° 447 de M. Christian Cambon (obligation du recours aux centres de formalités des entreprises) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3738) : soutient l'amendement n° 550 de M. Gérard Dériot (possibilité de transfert des produits de retraite facultatifs en capitalisation) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 3746) : son amendement n° 75 : prorogation d'exercice de trois ans des centres de gestion agréés et habilités ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3782, 3786) : soutient l'amendement n° 262 de M. Gérard César (durée maximale de paiement ramenée à quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole) ; adopté. Favorable à l'amendement n° 1019 du Gouvernement (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole). - **Article 9** (art. 8, 62, 163 univies, 206, 211, 211 bis, 221, et 239 bis AB [nouveau] du code général des impôts - Faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes) (p. 3805, 3806) : soutient l'amendement n° 754 de M. François Trucy (abaissement à 50 % du seuil de détention minimale, par des personnes physiques, du capital et des droits de vote des sociétés éligibles au régime de transparence fiscale) ; adopté. Son amendement n° 77 : reconduction tacite, par période de cinq exercices, du choix de l'impôt sur le revenu comme régime fiscal des sociétés de forme commerciale ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3807, 3809) : ses amendements n° 265 : actualisation des références réglementaires en matière de retrait de terres agricoles de la production en vertu du règlement CE n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 ; et n° 76 : extension du dispositif fiscal en faveur des exploitants individuels produisant de l'électricité

d'origine photovoltaïque ou éolienne aux sociétés civiles ayant une activité agricole ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3852, 3854) : ses amendements n° 74 : fixation par décret du contenu des relations conventionnelles entre l'employeur, l'apprenti et l'entreprise européenne susceptible d'accueillir temporairement ce dernier ; et n° 73 : enregistrement par les chambres consulaires des contrats d'apprentissage conclus par des associations et les membres de professions libérales ; adoptés. Soutient l'amendement n° 314 de M. Rémy Pointereau (règlement auprès des chambres régionales de commerce et d'industrie des frais exposés pour la délivrance de la carte professionnelle de courtier en vins) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 12 bis** (p. 3855) : soutient l'amendement n° 84 de M. Gérard Cornu (simplification de la réglementation de la vente au déballage) ; adopté. - **Article 12 ter** (art. L. 1274-1 du code du travail - Extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3857) : soutient l'amendement n° 85 de M. Gérard Cornu (simplification et refonte des dispositifs du titre emploi-entreprise, TEE, et du chèque emploi pour les très petites entreprises, CETPE, en un seul titre emploi-service entreprise, TESE) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3872, 3873) : soutient l'amendement n° 755 de M. François Trucy (assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral) ; adopté. - **Article 14 bis** (intitulé du titre III du livre Ier et art. L. 135-1 à L. 135-3 nouveaux du code de commerce, art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. 1457 du code général des impôts, art. 3 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 - Régime juridique des vendeurs à domicile indépendants) (p. 3878) : soutient l'amendement n° 753 de M. François Trucy (rédaction) ; adopté.

MOULY (Georges)
sénateur (Corrèze)
RDSE

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre suppléant du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à étendre aux terrains nus les dérogations prévues à l'article L. 111-3 du code rural relatives aux règles de distance entre bâtiments agricoles et habitations occupées par des tiers [n° 411 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Agriculture et pêche - Aménagement du territoire - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Carle sur l'avenir de la formation professionnelle en France** (22 janvier 2008) : son intervention (p. 328, 329).

MULLER (Jacques)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence exercée par les entreprises semencières sur les parlementaires français [n° 288 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Agriculture et pêche - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les carences du dispositif français d'évaluation des risques suicidaires en prison [n° 45 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance et la production d'effets en France des partenariats et unions civiles enregistrés à l'étranger [n° 121 (2008-2009)] (3 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 638) : favorable à l'amendement n° 5 de M. François Marc (modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 874, 875) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 890, 891) : parole sur l'article. (p. 892, 894) : ses amendements n° 86 : prise en compte des risques présentés par les OGM pour l'environnement ; n° 87 : reconnaissance du libre choix de produire et consommer sans OGM ; et n° 88 : garantie de transparence ; et n° 89 : mesures visant à éviter la présence d'OGM dans d'autres produits ; rejetés. (p. 894, 901) : ses amendements n° 90 : liberté d'entreprendre pour les agriculteurs n'utilisant pas les OGM ; n° 92 : garantie de la liberté d'exercice des apiculteurs sur l'ensemble du territoire sans risque supplémentaire ; n° 93 : garantie de la liberté de consommer et de produire sans OGM ; et n° 94 : inscription dans la loi du principe de développement durable ; rejetés ; et n° 91 : coordination ; devenu sans objet. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire) (p. 903) : parole sur l'article. (p. 905) : son amendement n° 97 : conduite des mesures de surveillance par une instance distincte ; retiré. (p. 907, 909) : ses amendements n° 98 : élargissement de la saisine du Haut conseil à toute personne physique ou morale ; et n° 99 : suppression de la condition de gravité du risque ; retirés. (p. 910, 912) : ses amendements n° 101 : prise en compte des effets cumulés et à long terme de la mise sur le marché des OGM ; et n° 103 : publicité des positions non consensuelles ; rejetés ; et n° 102 : application d'un protocole d'évaluation pour les OGM pesticides identique à celui imposé aux produits phytopharmaceutiques ; retiré. (p. 921) : intervient sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies).

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) (p. 1006) : son amendement n° 108 : financement du Haut conseil ; rejeté. (p. 1007) : son amendement n° 109 : cohérence ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3 ou après l'article 7** (p. 1010) : son amendement n° 127 : obligation de mentionner le caractère d'OGM d'une variété commercialisée ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural -

Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1013) : parole sur l'article. (p. 1014, 1015) : ses amendements n° 110 : formation du personnel intervenant dans le processus des OGM et élargissement du champ d'application des mesures destinées à éviter les risques de contamination ; et n° 111 : reconnaissance du caractère prévisible de la contamination des plantes ; rejetés. (p. 1036, 1039) : ses amendements n° 112 : consultation du Haut conseil dans l'élaboration des conditions techniques ; n° 113 : réévaluation régulière et fréquente de l'efficacité des mesures effectives de protection mises en œuvre ; et n° 114 : portée des sanctions prononcées par l'autorité administrative ; rejetés. - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - *Sanctions pénales*) (p. 1042) : son amendement n° 115 : coordination ; devenu sans objet. (p. 1044) : favorable à l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi). Intervient sur l'amendement n° 198 de M. Jean-Marc Pastor (rédaction). - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - *Responsabilité des exploitants cultivant des PGM*) (p. 1049, 1050) : parole sur l'article. (p. 1052, 1058) : ses amendements n° 116 : extension de la responsabilité d'une contamination aux cultures expérimentales ; n° 117 : responsabilité du distributeur de semences ; n° 119 : évaluation du préjudice économique ; n° 121 : dispositif de responsabilité solidaire et de plein droit ; et n° 122 : information écrite relative à la culture ou non d'OGM lors de vente ou de location de terrain ; rejetés ; n° 118 : mention explicite des apiculteurs dans la définition des exploitants agricoles bénéficiant d'indemnités en cas de contamination ; adopté et n° 120 : cohérence ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1061) : son amendement n° 123 : obligation d'obtenir l'autorisation du bailleur avant d'implanter une culture à base de plantes génétiquement modifiées ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - *Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1118) : favorable à l'amendement n° 209 de M. Jean-Marc Pastor (communication aux communes des informations relatives à la culture d'organismes génétiquement modifiés). Son amendement n° 124 : avis du comité de biovigilance avant la publication du rapport gouvernemental sur la surveillance biologique du territoire ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1120, 1121) : favorable à l'amendement n° 210 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi pour chaque site expérimental). - **Article 7** (art. L. 535-3 du code de l'environnement - *Limites à la publicité des données contenues dans les demandes d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché d'OGM*) (p. 1124, 1125) : ses amendements n° 125 : accès des membres de la Haute autorité et du Comité de biovigilance aux informations confidentielles ; et n° 126 : liste des informations ne pouvant être considérées comme confidentielles ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1128) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 61 de M. Gérard Le Cam et n° 219 de M. Jean-Marc Pastor (étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés). - **Article 8** (art. L. 515-13, L. 531-1 et L. 531-2, L. 532-1 à L. L. 532-6 et L. 536-3 du code de l'environnement - *Utilisation confinée d'OGM*) (p. 1134, 1135) : ses amendements n° 128 et 129 : précision ; adoptés. - **Article 9** (art. L. 533-2 à L. 533-3-1 [nouveau], L. 533-5 à L. 533-7-1 [nouveau], L. 535-2, L. 535-4, L. 535-5, L. 536-1, L. 536-2, L. 536-4 et L. 536-5 du code de l'environnement - *Utilisation d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1139, 1142) : parole sur l'article. Intervient sur l'amendement n° 212 de M. Jean-Marc Pastor (conditions d'autorisation de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés). Ses amendements n° 131 : élimination de tous les marqueurs de résistance aux antibiotiques ; n° 132 : rôle de la Haute Autorité ; et n° 133 : montant de la taxe assortie à une demande d'autorisation de dissémination volontaire ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1153, 1154) : ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture [n° 110 (2007-2008)]** - (25 mars 2008) - **Discussion générale** (p. 1192, 1193) : son intervention.

Article 1er A (*Observatoire national du comportement canin*) (p. 1195, 1196) : son amendement n° 34 : rétablissement de cet article supprimé par l'Assemblée nationale ; adopté. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1197) : son amendement n° 35 : création d'un groupe de travail sur le contrôle des chiens dangereux dans le cadre du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance ; retiré.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1757, 1758) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - *Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 1767, 1768) : son amendement n° 54 : principe de non-dissémination des organismes génétiquement modifiés ; devenu sans objet.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 1930, 1931) : son intervention. Les Verts voteront contre ce texte. - **Article 1er** (art. L. 1221-2, L. 2313-5, L. 2323-47 et L. 2323-51 du code du travail - *Information des élus du personnel sur le recours aux contrats à durée déterminée et aux contrats d'intérim*) (p. 1943, 1946) : ses amendements n° 41 : précision selon laquelle le contrat de travail à durée indéterminée est à temps plein ; rejeté ; et n° 42 : information des délégués du personnel ou du comité d'entreprise sur les contrats à temps partiel, les contrats aidés non comptabilisés dans l'effectif et les contrats de stage ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 1948) : son amendement n° 43 : instauration d'une taxe de précarité à l'encontre des entreprises dont le nombre de salariés en contrat précaire excède 10 % de l'effectif total ; rejeté. (p. 1950) : réponse inacceptable du ministre aux propos de M. Jean-Luc Mélenchon sur son amendement n° 43 précité. - **Article 2** (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - *Durée de la période d'essai*) (p. 1952, 1958) : ses amendements n° 44 : suppression ; n° 45 : réduction des durées d'essai prévues à l'article ; et n° 46 : imputation intégrale sur la période d'essai de la durée du stage intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études ; rejetés. (p. 1963) : son amendement n° 47 : suppression des dispositions prévoyant l'extinction en 2009 des mesures instituant des durées d'essai plus courtes que celles prévues à l'article ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 1226-1 du code du travail - *Ancienneté requise pour bénéficier de l'indemnisation conventionnelle de la maladie*) (p. 1965) : son amendement n° 49 : prise en compte, pour calculer l'ancienneté du salarié, de toutes les périodes de travail accomplies dans la même entreprise ou dans différentes entreprises appartenant au même groupe ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 1232-1, L. 1233-2, L. 1234-9 et L. 1234-20 du code du travail - *Adaptations du droit du licenciement*) (p. 1968) : son amendement n° 50 : suppression de la disposition rétablissant le caractère libératoire du reçu pour solde de tout compte ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - *Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1980, 1981) : son amendement n° 51 : suppression ; rejeté. (p. 1985) : intervient sur son amendement précité n° 51. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2016) : les sénateurs Verts voteront contre ce texte.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Commission mixte paritaire [n° 335 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2347, 2348) : son intervention. Ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Troisième lecture [n° 344 (2007-2008)]** - (12 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2786, 2787) : son intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de ce texte. - **Article 5 ter** (p. 2790) : le groupe socialiste est favorable à l'article 5 ter.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (22 juillet 2008) - **Article 18** (*section première du chapitre II du titre II du*

livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail) (p. 4994) : intervient sur les amendements identiques n° 95 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 268 de Mme Annie David (suppression). (p. 4996, 5006) : soutient les amendements de M. Jean Desessard portant sur le même objet n° 168 ; et n° 169 (fixation de la modulation du temps de travail par un accord collectif étendu) ; n° 170 (contrepartie accordée aux salariés en cas de réduction du délai de prévenance) ; n° 171 (repli) ; n° 173 (interdiction de faire récupérer par le salarié des absences autorisées) ; et n° 174 (conservation par le salarié en cas de rupture du contrat de travail pour motif économique du supplément de rémunération perçue) ; rejetés. - **Article 19** (art. 1er, 2 et 4 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et art. 81 quater du code général des impôts - Adaptation des dispositions des lois du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat et du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat) (p. 5010) : favorable aux amendements identiques n° 100 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 276 de Mme Annie David (suppression). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5021) : ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5367, 5369) : son intervention.

Première partie :

Conditions générales de l'équilibre financier

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5377) : son amendement n° 6 : suppression du bouclier fiscal ; rejeté.

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5387) : son amendement n° 7 : taxation des primes et rémunérations exceptionnelles ; rejeté. - **Article 6** (*Garanties apportées au secteur financier*) (p. 5393, 5396) : ses amendements n° 1 : précision portant sur les modalités de la garantie de l'État au système bancaire et financier ; n° 2 : engagement de la responsabilité sociale et environnementale des bénéficiaires de la garantie de l'État ; n° 3 : obligation pour les

établissements bénéficiaires de la garantie de l'État de fermer leurs comptes, filiales et holdings situés dans les centres financiers extraterritoriaux recensés par le FMI ; et n° 4 : intégration de parlementaires, de représentants des syndicats et des associations d'usagers et de consommateurs au sein de l'organisme d'administration de la société de refinancement ; rejetés. En cas de vote négatif sur l'amendement n° 3 précité, les sénateurs Verts voteront contre ce texte. (p. 5400) : son amendement n° 5 : inaccessibilité durant dix-huit mois des parts sociales du capital d'un établissement bancaire ou financier acquises par l'État et participation au conseil d'administration ou de surveillance de cet établissement de représentants de l'État et des syndicats ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5401) : son amendement n° 8 : encadrement des fonds d'investissement LBO, Leveraged buy-out ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5402) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6565, 6566) : soutient l'amendement n° 21 de Mme Alima Boumediene-Thiery (interdiction de placer en garde à vue un journaliste afin d'obtenir la divulgation de ses sources) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6569) : votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8212, 8213) : son amendement n° II-182 : affectation des crédits prévus pour le financement des heures supplémentaires au rétablissement des postes RASED supprimés ; rejeté. Exemple du Haut-Rhin.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8255, 8256) : son intervention. Les sénateurs Verts voteront contre les crédits de cette mission.

MURAT (Bernard)
sénateur (Corrèze)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

NACHBAR (Philippe)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008 ; secrétaire de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 2 jusqu'au 10 décembre 2008.

Membre suppléant du Haut conseil des musées de France.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Culture : Patrimoines - Transmission des savoirs [n° 100 tome 3 fasc. 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Culture.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel et relatif à ses archives [n° 470 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2005-2006)** (p. 40, 41) : son intervention. Le groupe UMP votera ces textes.

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 470 (2005-2006).** - (8 janvier 2008) - **Article 4 (art. L. 212-9 du code du patrimoine - Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat)** (p. 53) : soutient l'amendement n° 60 de M. Louis de Broissia (élargissement du champ de recrutement des directeurs départementaux des services d'archives) ; retiré.

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [n° 194 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 936). Le groupe UMP votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Culture

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8473, 8474) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - au nom de la commission des affaires culturelles - **Article 42 bis (Aménagements du régime fiscal applicable aux monuments historiques)** (p. 8594) : son amendement n° II-146 : suppression du plafonnement à 200 000 euros de l'avantage fiscal en faveur des monuments privés non ouverts au public ; adopté.

NAVARRO (Robert)
sénateur (Hérault)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111

(2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

NÈGRE (Louis)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7503, 7504) : son intervention. Exemple de Cagnes-sur-Mer.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7783, 7785) : son intervention. Votera les crédits de cette mission.

NOGRIX (Philippe)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UC-UDF

Non réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 207 (2007-2008)] autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part [n° 234 (2007-2008)] (25 mars 2008) - **Traités et conventions - Transports.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 278 (2007-2008)] autorisant la ratification de l'accord multilatéral entre la Communauté européenne et ses États membres, la République d'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, la Bosnie-et-Herzégovine, la République de Bulgarie, la République de Croatie, la République d'Islande, la République du Monténégro, le Royaume de Norvège, la Roumanie, la République de Serbie et la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo sur la création d'un espace aérien commun européen [n° 384 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : **Systèmes d'information et de communication dans l'armée française [n° 455 (2007-2008)]** (9 juillet 2008) - **Défense.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation [n° 510 (2004-2005)]** - (15 janvier 2008) - **Article 1er (Ratification)** (p. 236, 237) : défavorable au sous-amendement n° 4 de Mme Josiane Mathon-Poinat portant sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), qu'il votera.

- **Projet de loi autorisant la ratification de l'accord de transport aérien entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis d'Amérique, d'autre part [n° 207 (2007-2008)]** - (27 mars 2008) - rapporteur de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1326) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1363, 1365) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 7** (art. L. 214-41 du code monétaire et financier - Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes) (p. 3796) : intervient sur l'amendement n° 407 de M. Daniel Raoul

(relèvement du taux d'attribution des marchés publics réservés aux PME innovantes à 20 %).

NOVELLI (Hervé)
secrétaire d'Etat chargé des entreprises
et du commerce extérieur
(jusqu'au 18 mars 2008)
secrétaire d'Etat chargé du commerce,
de l'artisanat, des petites et moyennes
entreprises, du tourisme et des services
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean-Claude Carle sur l'avenir de la formation professionnelle en France** - (22 janvier 2008) : sa réponse (p. 330, 333).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 3667) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 507 de Mme Odette Terrade (insertion d'une division et d'un article concernant le pouvoir d'achat des personnels des grandes surfaces de distribution). - **Article 1er A** (*Définition législative des particuliers employeurs*) (p. 3669) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 186 de la commission, n° 323 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 451 de Mme Marie-France Beaufils. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3669, 3672) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Odette Terrade n° 539 (participation des sociétés pétrolières au redressement des comptes publics), n° 508 (organisation d'un Grenelle des salaires) et n° 510 (rapport au Parlement sur les conséquences pour le pouvoir d'achat des salariés à revenus modestes de la très faible revalorisation du SMIC). - **Article 1er** (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quater viciés, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises) (p. 3680, 3681) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 324 et 325 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 452 et 911 de Mme Marie-France Beaufils, n° 603 de M. Jacques Blanc et n° 966 de M. Philippe Dominati, n° 188 et 187 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3686) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 65 de M. Michel Houel (dispositions relatives à l'entrepreneur individuel). - **Article 1er bis** (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B et 293 G du code général des impôts - Augmentation des seuils permettant de bénéficier du régime fiscal de la micro-entreprise) (p. 3688, 3689) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 453 de Mme Marie-France Beaufils et n° 602 de M. Jacques Blanc et n° 1036 de la commission. - **Article 1er ter** (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B, 293 G, 302 septies A et 302 septies A bis du code général des impôts - Actualisation des seuils permettant de bénéficier du régime de la micro-entreprise, du régime simplifié de liquidation des taxes sur chiffre d'affaires et du régime du bénéfice réel) (p. 3691) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 454 de Mme Marie-France Beaufils, n° 189 de la commission et n° 1016 de M. Philippe Dominati. - **Article 2** (art. L. 243-6-3, art. L. 133-6-9 et L. 133-6-10 [nouveaux] du code de la sécurité sociale, art. L. 725-24 du code rural - Extension du champ d'application du *rescrit social*) (p. 3693, 3694) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 455 de M. Guy Fischer et n° 190 de la commission. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 3694) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 442 de M. Michel Houel (insertion d'un chapitre relatif à l'instauration d'une date unique pour l'ensemble

des prélèvements sociaux dans le code de la sécurité sociale). - **Article 2 bis** (art. L. 133-4-3 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Calcul des redressements effectués sur les exonérations des cotisations de sécurité sociale accordées sur la part contributive de l'employeur dans les titres-restaurant et les chèques-transport) (p. 3695) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 456 de M. Guy Fischer. - **Article 2 ter** (art. L. 242-12-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale) (p. 3696) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 191 de la commission, n° 445 de M. Alain Vasselle et n° 457 de M. Guy Fischer. - **Article 2 quater** (art. L. 5112-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Procédure de *rescrit* concernant les aides au maintien et à la sauvegarde de l'emploi) (p. 3697) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 496 de Mme Odette Terrade et n° 192 de la commission. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3700) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 299 de Mme Nathalie Goulet, n° 326 de M. Jean-Pierre Godefroy et n° 458 de Mme Marie-France Beaufils. (p. 3705, 3706) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 193 de la commission et sur ce dernier sur les sous-amendements n° 1031 de M. Bernard Barraux, n° 1011 de M. Philippe Dominati, n° 1028 de M. Dominique Mortemousque, n° 600 de M. Jacques Blanc, n° 1047 de M. Yves Détraigne. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 327 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 443 et 444 de Mme Nathalie Goulet, n° 741 de M. Philippe Nogrix et n° 816 de M. Philippe Darniche. (p. 3711, 3712) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 328 de M. Jean-Pierre Godefroy, n° 447 de M. Christian Cambon, n° 194 de la commission et n° 673 de M. Philippe Nogrix. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3717) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° 758 de M. François Trucy, et n° 961 de M. Philippe Dominati (extension de l'allègement comptable à tous les commerçants soumis au régime fiscal des micro-entreprises), ainsi que sur les amendements de M. Michel Houel n° 108 (modalités d'affiliation à la chambre de métier et de l'artisanat et à la chambre de commerce et d'industrie) et n° 66 (rétablissement du schéma de la formation des artisans), n° 195 de la commission (augmentation du nombre plafond des membres des chambres de commerce et d'industrie), n° 61 de M. Gérard Longuet (élargissement de la présomption de travailleur indépendant aux auto-entrepreneurs) et n° 105 de M. Gérard Cornu (renvoi à un décret pour la fixation du délai pendant lequel peut s'exercer le droit à la formation). - **Article 4** (art. L. 443-11, L. 631-7, L. 631-7-2 et L. 631-7-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 123-10 et 145-1 du code de commerce - Réforme du régime d'autorisation des changements d'usage et d'usage mixte des locaux d'habitation) (p. 3719, 3724) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 459 de Mme Marie-France Beaufils, n° 1037, 197 et 198 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 859 de Mme Bariza Khiari, n° 199 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 1010 de M. Philippe Dominati, n° 200, 201, 196, 202, 203, 204 et 205 de la commission, n° 858 de Mme Bariza Khiari, n° 764 et 765 de M. Daniel Raoul. - **Article 5** (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - Insaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société) (p. 3727, 3732) : avis

du Gouvernement sur les amendements n° 397, 398, 399 et 400 de M. Daniel Raoul, n° 712 de M. Daniel Soulage, n° 206, 207, 208 et 209 de la commission, n° 985 de M. Alain Lambert et n° 67 de M. Michel Houel et sur le sous-amendement n° 656 de Mme Anne-Marie Payet portant sur l'amendement n° 207 de la commission précité. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3735, 3739) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 63 de M. Michel Houel (suppression de la majoration fiscale appliquée aux entrepreneurs individuels non adhérents à un organisme agréé et faisant appel aux services des professionnels de l'expertise comptable), n° 735 de M. Jean Arthuis (suppression de la majoration fiscale appliquée aux entrepreneurs individuels non adhérents à un organisme agréé et faisant appel aux services des professionnels de l'expertise comptable) et n° 550 de M. Gérard Dériot (possibilité de transfert des produits de retraite facultatifs en capitalisation). - **Article 5 bis** (art. L. 121-8 [nouveau] du code de commerce - *Extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité*) (p. 3741) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 401 de M. Daniel Raoul et n° 491 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 5 bis** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 106 de M. Gérard Cornu. - **Article 5 ter** (*Habilitation à étendre par ordonnance la qualité de constituant d'une fiducie aux personnes physiques*) (p. 3744) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 460 de Mme Marie-France Beauvils et n° 211 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 3745) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 750 de M. François Trucy (durée maximale du contrat de fiducie porté à 99 ans). - **Article 5 quater** (*Rapport au Parlement sur l'extension du statut de conjoint collaborateur au concubin du chef d'entreprise*) (p. 3745) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 212 de la commission et n° 497 de Mme Odette Terrade. - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 3746, 3747) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 213 (prorogation d'exercice de trois ans des centres de gestion agréés et habilités), n° 254 (définition des particuliers employeurs) et n° 75 de M. Dominique Mortemousque (prorogation d'exercice de trois ans des centres de gestion agréés et habilités).

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - *Réduction des délais de paiement*) (p. 3765, 3779) : parole sur l'article. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 512, 511 et 513 de Mme Odette Terrade (suppression du III de l'article), n° 403, 404 et 402 de M. Daniel Raoul, n° 97, 315 et 316 de M. Pierre Hérisson, n° 959, 960 et 958 de M. Philippe Dominati, n° 951 de M. Jean-Paul Émin, n° 820 de M. Philippe Darniche, n° 269 de Mme Nathalie Goulet, n° 719 de M. Daniel Soulage, n° 752 de M. François Trucy, n° 109, 110, 111, 113, 114, 112 et 115 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3783, 3787) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 262 de M. Gérard César (durée maximale de paiement ramenée à quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole), de M. Roland Courteau n° 773 (durée maximale de paiement ramenée à quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole), n° 774 (délai maximal de paiement ramené à cinquante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole), n° 772 (versement d'un acompte d'au moins 15 % du montant de la commande dans un délai de dix jours francs suivant signature du contrat dans le secteur viticole), n° 267 de M. Éric Doligé (indexation des droits fixes perçus par les chambres de métiers sur le montant annuel du plafond de la sécurité sociale en vigueur l'année d'imposition) ainsi que sur le sous-amendement n° 1051 de M. Roland Courteau portant sur son amendement n° 1019 (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole) ; adopté. - **Article 6 bis** (art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - *Contrôle des délais de paiement par les commissaires aux comptes*) (p. 3788, 3789) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 117 de la commission et n° 405 de M. Daniel Raoul. - **Article 6 ter** (*Dématérialisation des factures des administrations*) (p. 3790) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 118 de la commission. - **Article 7** (art. L. 214-

41 du code monétaire et financier - *Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes*) (p. 3794, 3796) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 501 de Mme Odette Terrade, n° 707 de M. Michel Mercier, n° 294 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° 112 de la commission, n° 408 et 407 de M. Daniel Raoul et n° 706 et 655 de Mme Anne-Marie Payet. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3797) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 285 de Mme Esther Sittler (extension du dispositif de l'article 220 decies du code général des impôts aux entreprises de moins de cinq salariés). - **Article 8** (art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique - *Réforme d'UBIFrance*) (p. 3801, 3802) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 et 122 de la commission, n° 307, 308, 311 et 309 de Mme Nathalie Goulet, n° 410 et 409 de M. Daniel Raoul, n° 461 de Mme Marie-France Beauvils, n° 675 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3903) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 411 de M. Daniel Raoul (corrélation entre le soutien accordé aux PME par UBIFrance et le temps nécessaire au besoin de développement des produits concernés) et n° 913 de Mme Nathalie Goulet (présentation au Parlement d'un rapport du Gouvernement sur l'opportunité de fusionner UBIFrance et l'Agence française des investissements internationaux). - **Article 9** (art. 8, 62, 163 univices, 206, 211, 211 bis, 221, et 239 bis AB [nouveau] du code général des impôts - *Faculté pour les sociétés de capitaux de moins de cinq ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes*) (p. 3806, 3807) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 412 de M. Daniel Raoul, n° 754 de M. François Trucy, n° 1017 de M. Philippe Dominati, n° 355 de M. Marc Massion et n° 77 de M. Dominique Mortemousque. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3807, 3818) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Dominique Mortemousque n° 265 (actualisation des références réglementaires en matière de retrait de terres agricoles de la production en vertu du règlement CE n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003) et n° 76 (extension du dispositif fiscal en faveur des exploitants individuels produisant de l'électricité d'origine photovoltaïque ou éolienne aux sociétés civiles ayant une activité agricole), de M. Philippe Adnot n° 617 (renforcement du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de PME), n° 634 (substitution de la société de capital-investissement à la holding introduite par le législateur), n° 633 (augmentation des plafonds permettant aux sociétés de capital-investissement de procéder à des investissements à l'étranger), n° 621 (unification des pourcentage et plafond d'exonération au titre de l'ISF pour investissement dans les PME) et n° 619 (limitation de l'usage détourné du dispositif d'exonération au titre de l'ISF par des professionnels), n° 610 de M. Bernard Seillier (instauration d'un avantage fiscal pour les personnes physiques investissant dans les sociétés de capital-risque solidaires dont l'activité est exclusivement dirigée vers l'investissement dans les TPE et les PME), n° 689 de M. Daniel Dubois (extension de la possibilité d'imputer sur l'ISF les dons faits aux associations sans but lucratif offrant des prêts pour la création, la reprise et le développement d'entreprises), n° 448 de M. Éric Doligé (exonération d'ISF, pour la partie concernée, des responsables d'entreprise apportant leurs actifs immobiliers en garantie d'une PME) et n° 982 de M. Philippe Dominati (exonération d'ISF, pour la partie concernée, des responsables d'entreprise apportant leurs actifs mobiliers en garantie d'une PME). - **Article 9 bis** (*assouplissement du régime des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise, BSPCE*) (p. 3819) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1045 de la commission (rédaction). - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 3820) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 999 de M. Henri de Richemont (extension, aux membres des professions libérales, des déductions fiscales pour l'acquisition de parts de la société dans laquelle ils exercent leur activité). - **Article additionnel après l'article 9 ter** (p. 3820, 3821) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1002 de M. Henri de Richemont (possibilité, pour les cabinets français à vocation internationale, de déduire certains frais de prospection). - **Article 10** (art. L. 214-36, L. 214-37, L. 214-38-1 [nouveau], L. 214-38-2 [nouveau], L. 214-41-1 et L. 511-6 du code monétaire et financier, et art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - *Assouplissement du régime des fonds*

d'investissement de proximité, création du fonds commun de placement à risques contractuel et extension du champ d'intervention des régions en matière de capital investissement) (p. 3823, 3825) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2, 4, 5 et 463 de Mme Marie-France Beaufils. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 3825) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission (précision). - **Article 10 bis** (nouvel article L. 225-209-1 du code de commerce - *Extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité*) (p. 3826) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission (amélioration de la transparence des contrats de liquidité des sociétés cotées sur les marchés non-réglementés). - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 3826, 3827) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 710 de M. Philippe Nogrix (instauration d'un délai d'agrément de sept jours valant tant pour l'établissement de crédit que pour l'emprunteur). - **Article 10 ter** (art. 24-1 [nouveau] de la loi n° 95-96 du 1er février 1995 - *Compensation des variations du coût des carburants*) (p. 3828, 3829) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de la commission (précision des conditions de contrôle des infractions au dispositif de l'article 24-1 de la loi du 1er février 1995 et extension du dispositif au transport fluvial des marchandises). - **Article 10 quater** (rapport au Parlement sur le bilan de l'action des acteurs du système public de financement, d'appui et de soutien aux PME) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 121 de la commission. - **Article additionnel après l'article 10 quater** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 214 de la commission (précision). - **Intitulé du chapitre III** (*Simplifier le fonctionnement des petites et moyennes entreprises*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 215 de la commission. - **Article 11** (art. L. 112-3 du code monétaire et financier - *Suppression de l'interdiction d'indexation automatique des loyers des baux commerciaux sur l'inflation*) (p. 3830) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 216 de la commission et n° 528 de Mme Odette Terrade. - **Article additionnel après l'article 11** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 263 de M. Dominique Mortemousque (application du nouvel indice de référence des loyers sur des locations d'habitation accessoires à un bail à ferme). - **Article 11 bis** (art. L. 121-4 du code de commerce - *Mention du conjoint collaborateur sur les registres de publicité légale à caractère professionnel*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 217 de la commission. - **Article 11 ter** (art. L. 145-2 du code de commerce - *Assujettissement conventionnel des parties à un bail professionnel au régime des baux commerciaux*) (p. 3831) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 218 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 11 ter** (p. 3831, 3832) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 219 (possibilité de renouvellement du bail commercial de courte durée dans la limite de deux ans) et n° 220 (suppression de la référence aux usages locaux dans le statut des baux commerciaux). - **Article 11 quater** (art. L. 145-29 du code de commerce - *Délai de restitution des lieux en cas d'éviction du preneur d'un bail commercial*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 221 de la commission. - **Article 11 quinquies** (art. L. 145-34 et L. 145-38 du code de commerce et art. L. 112-2 du code monétaire et financier - *Création de l'indice des loyers commerciaux*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 222 de la commission. - **Article 12** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - *Neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés*) (p. 3839, 3840) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 495 et 498 de Mme Odette Terrade, n° 329 et 330 de M. Jacques Gillot, n° 499 de M. Michel Billout, n° 645 de M. Philippe Arnaud, n° 967 de M. Jean Desessard, n° 635 de M. Philippe Adnot, n° 826 de M. Thierry Repentin et n° 223 de la commission.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3851, 3854) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 331 (versement de la part contributive de l'employeur dans le chèque-transport sur le bulletin de paye des salariés) et n° 335 (détermination du régime d'assurance chômage des travailleurs saisonniers par des accords de branche conclus entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés), de M. Dominique Mortemousque n° 74 (fixation par décret du contenu des

relations conventionnelles entre l'employeur, l'apprenti et l'entreprise européenne susceptible d'accueillir temporairement ce dernier) et n° 73 (enregistrement par les chambres consulaires des contrats d'apprentissage conclus par des associations et les membres de professions libérales), n° 224 de la commission (définition d'une typologie d'entreprises pour les besoins de l'analyse statistique et économique) et n° 314 de M. Rémy Pointereau (règlement auprès des chambres régionales de commerce et d'industrie des frais exposés pour la délivrance de la carte professionnelle de courtier en vins). - **Article 12 bis** (art. L. 123-29, L. 123-30 et L. 123-31 nouveaux du code de commerce, art. 1er, 2 et 11 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969, art. 613 nonies et 613 decies du code général des impôts - *Condition d'exercice d'activités commerciales ou artisanales ambulantes*) (p. 3855) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 756 de M. François Trucy et n° 248 de la commission. - **Article additionnel après l'article 12 bis** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 84 de M. Gérard Cornu (simplification de la réglementation de la vente au déballage). - **Article 12 ter** (art. L. 1274-1 du code du travail - *Extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises*) (p. 3856, 3857) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 541 de Mme Odette Terrade et n° 85 de M. Gérard Cornu. - **Article 13** (art. L. 141-1, L. 210-5, L. 223-1, L. 223-22, L. 223-27 et L. 223-31 du code de commerce - *Simplification du fonctionnement de la société à responsabilité limitée - Conditions de vente d'un fonds de commerce*) (p. 3859) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 464 de Mme Marie-France Beaufils, n° 227, 225 et 226 de la commission. - **Article 13 bis** (art. L. 225-25, L. 225-72, L. 225-124 et L. 228-15 du code de commerce - *Simplification du régime de la société anonyme*) (p. 3861) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 465 de Mme Marie-France Beaufils, n° 228 et 229 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 3865) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 366 de M. Richard Yung (publicité sous forme d'extraits des conclusions de la Commission de conciliation et d'expertise douanière, CCED), de la commission n° 983 (suppression du droit préférentiel de souscription attaché aux actions de préférence sans droit de vote pour toute augmentation de capital en numéraire), de M. Philippe Adnot n° 626 (suppression du droit d'opposition existant dans le cas d'une conversion d'actions de préférence aboutissant à une réduction de capital non motivée par des pertes), n° 622 (limitation du recours à la procédure des avantages particuliers attachés aux actions de préférence), n° 623 (attribution aux sociétés émettrices du droit de modifier les règles de répartition des bénéfices et des bonis de liquidation sous réserve de l'inscription de cette faculté dans le contrat d'émission), n° 624 (assouplissement des mesures de protection des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la mesure où la société émettrice ne fait pas appel public à l'épargne), n° 630 (constitution d'une masse des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital dans les seules sociétés faisant appel public à l'épargne) et n° 625 (remplacement du régime de nullité absolue par une nullité relative s'appliquant en cas de violation des règles d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société). - **Article 14** (art. L. 227-1, L. 227-2, L. 227-9, L. 227-9-1 et L. 227-9-2 [nouveaux], L. 227-10 et L. 232-23 du code de commerce - *Simplification des modalités de fonctionnement de la société par actions simplifiée*) (p. 3866, 3867) : parole sur l'article. (p. 3871, 3872) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 466 de Mme Marie-France Beaufils, n° 231, 232, 234, 230 et 233 de la commission, n° 80 de M. Jean-Claude Carle, n° 367 de M. Richard Yung, n° 666 et 674 de Mme Anne-Marie Payet. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3873, 3877) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 755 de M. François Trucy (assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral) et n° 962 de M. Philippe Dominati (assouplissement du régime juridique de détention du capital des sociétés d'exercice libéral) ainsi que sur le sous-amendement n° 1068 de Mme Catherine Procaccia qui les modifie et sur l'amendement n° 763 de M. Philippe Darniche (possibilité pour les professionnels exerçant dans une société d'exercice libéral de détenir la majorité du capital et des droits de vote par l'intermédiaire d'une société de participation financière de

professions libérales). - **Article 14 bis** (intitulé du titre III du livre Ier et art. L. 135-1 à L. 135-3 nouveaux du code de commerce, art. L. 311-3 du code de la sécurité sociale, art. 1457 du code général des impôts, art. 3 de la loi n° 93-121 du 27 janvier 1993 - Régime juridique des vendeurs à domicile indépendants) (p. 3878) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 753 de M. François Trucy. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3879) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 235 de la commission et n° 762 de Mme Anne-Marie Payet (protection des adhérents des réseaux de vente multi-niveaux). - **Article 14 ter** (Rapport au Parlement sur la création d'un guichet administratif unique pour les entreprises de moins de cent salariés) (p. 3880) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 236 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3881) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 727 de M. Daniel Soulage (modification du calcul du crédit d'impôt formation des associés des GAEC) et n° 729 de Mme Anne-Marie Payet (création d'offices régionaux d'information, de formation et de formalités des professions libérales). - **Article 15** (art. 635, 639, 719, 721, 722, 722 bis et 726 du code général des impôts - Convergence du taux des droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux et de fonds de commerce) (p. 3883) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 342 de M. Marc Massion, n° 467 de Mme Marie-France Beaufils et n° 7 de la commission.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 25** (Réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA) (p. 4201) : sur les amendements de la commission n° 140 (non-assujettissement à la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat des magasins présents dans les centres commerciaux mais ne faisant pas partie d'une chaîne) et n° 141 (remplacement des mots "taxe d'aide au commerce et à l'artisanat" par les mots "taxe sur les surfaces commerciales"), ses sous-amendements n° 1085 et 1086 ; adoptés. (p. 4202, 4203) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 471 de M. Gérard Le Cam, n° 71 de M. Michel Houel, n° 437 de M. Daniel Raoul, n° 140 et 141 précités. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 4204, 4205) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 660 de M. Claude Biwer (institution d'une taxe additionnelle à la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat en faveur des commerces de centre-ville et de proximité) et n° 91 de M. Jean-Patrick Courtois (défense des commerces de bouche, en particulier dans les centres-villes). - **Article 26** (art. L. 750-1 et L. 750-1-1 [nouveau] du code de commerce et art. 1er de la loi du 27 décembre 1973 - Renforcement du FISAC) (p. 4208, 4209) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 142 et 143 de la commission, n° 472 de M. Gérard Le Cam, n° 438 de M. Daniel Raoul, n° 708 de Mme Anne-Marie Payet et n° 766 de M. Thierry Repentin.

- **Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Article 37** (p. 5122) : son amendement n° 1 (rédaction) ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5266) : réponse à M. Michel Mercier. (p. 5267) : réponse à M. Bernard Vera. (p. 5268) : réponse à M. Gérard Longuet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5370, 5374) : réponse aux orateurs.

Première partie :

Conditions générales de l'équilibre financier

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5378, 5379) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 6 de M. Jacques Muller et n° 14 de M. Bernard Vera (suppression du bouclier fiscal) et sur le n° 16 (majoration de l'ISF) de ce dernier.

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5386, 5388) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Bernard Vera n° 17 (relèvement et réévaluation automatique du plafond du livret A), n° 18 (clarification de l'affectation des ressources et relèvement du plafond des livrets de développement durable) et n° 15 (taxation des primes et rémunérations exceptionnelles) ainsi que sur le n° 7 de M. Jacques Muller analogue à ce dernier. - **Article 6** (Garanties apportées au secteur financier) (p. 5391, 5400) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 9, 10 et 12 de Mme Nicole Bricq, n° 1, 2, 4 et 5 de M. Jacques Muller, n° 21, 23, 22, 25, 24, 19 et 20 de M. Bernard Vera.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) (p. 8530, 8535) : réponse aux orateurs.

- Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]

- (19 décembre 2008) - **Article 41** (Annualisation du malus automobile pour les voitures particulières les plus polluantes) (p. 9313) : son amendement n° 165 : simplification des modalités de recouvrement du malus annualisé ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 92 de M. Philippe Dominati et n° 17 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 76 de Mme Nicole Bricq. - **Article 41 bis** (Baisse du tarif de taxe intérieure de consommation applicable à l'aquazole) (p. 9314) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de la commission. - **Article additionnel après l'article 41 bis** (p. 9315) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 132 de M. Bernard Vera (réduction de moitié de la taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel, TICGN, pour les collectivités territoriales). - **Article 41 ter** (Aménagement du régime de la taxe intérieure de consommation sur les houilles, les lignites et les cokes) (p. 9316) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 41 ter** (p. 9317, 9318) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Charles Revet n° 145 (réduction de la taxe intérieure sur la consommation en faveur de certains biocarburants de deuxième génération) et n° 146 (modification du régime de prise en compte de l'incorporation de certains biocarburants pour l'application du prélèvement supplémentaire de TGAP). - **Article 42** (Réforme de la déduction pour aléas) (p. 9321, 9322) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 57, 52, 48 et 49 de M. Gérard César et n° 113 de Mme Nicole Bonnefoy. - **Articles additionnels après l'article 42** (p. 9323, 9327) : avis du Gouvernement sur les amendements, portant sur le même objet, n° 56 de M. Gérard César et n° 95 de M. Philippe Dominati (élargissement à huit nouveaux châteaux du classement des grands crus de Saint-Émilion), n° 154 de Mme Catherine Dumas (création d'un prêt à taux zéro pour l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants), n° 50 de M. Gérard César (définition des avances aux cultures pour la détermination du résultat imposable, en cas d'imposition d'après le bénéfice réel) et n° 101 de M. Jean Bizet (fixation à 125 euros du droit de timbre pour la cession de gré à gré d'un navire de pêche artisanale). - **Article 42 bis** (Déductibilité des charges financières du nu-propriétaire d'un immeuble dont l'usufruitier est bailleur social) (p. 9328) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de la commission et n° 97 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe. - **Article 42 ter** (Exonération d'impôt sur le revenu du produit de la vente, par des particuliers, d'électricité produite à partir d'une installation photovoltaïque) (p. 9329, 9330) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 169 de la commission. - **Article additionnel après l'article 42 quater** (p. 9332) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 141 de M. Philippe Marini (application aux régimes spéciaux de sécurité sociale de la déduction du revenu brut des cotisations d'assurance vieillesse versées au titre du rachat d'années d'études). - **Article 42 sexies** (Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites et moyennes entreprises en phase d'amorçage) (p. 9333) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 127 de M. Bernard Vera. - **Article 42 septies** (Prolongation de trois ans de la

réduction d'impôt en faveur des SOFICA) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 84 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 42 septies** (p. 9335) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de M. Gérard César (neutralité fiscale des restructurations rendues obligatoires par la loi d'orientation agricole de 2006). - **Article 43** (*Aménagement du dispositif de financement en capital des sociétés d'approvisionnement à long terme d'électricité*) (p. 9336) : réponse au rapporteur général. - **Article 43 bis** (*Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour certaines sociétés du secteur textile, habillement et cuir*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 21 de la commission. - **Article 43 ter** (*Précision sur la date d'application de la déchéance du régime de faveur des fusions*) (p. 9338) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de la commission. - **Article 43 quater** (*Eligibilité des quatre*

principaux groupes bancaires mutualistes au régime de l'intégration fiscale) (p. 9339) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 152 de la commission. - **Article additionnel après l'article 43 quater** (p. 9340, 9341) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 68 de M. Jean-Paul Amoudry et n° 147 de M. Laurent Béteille (report d'un an du nouveau régime fiscal des assurances mutuelles et institutions de prévoyance). - **Article 43 quinquies** (*Remboursement par anticipation de l'excédent des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 9341) : réponse au rapporteur général. (p. 9342) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 128 de M. Bernard Vera et n° 23 de la commission.

OTHILY (Georges)
sénateur (Guyane)
RDSE

Non réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission d'enquête sur l'immigration clandestine.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds pour l'emploi dans les départements d'outre-mer et la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon (FEDOM).

PANIS (Jacqueline)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
UMP-R

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008 ; puis vice-présidente le 3 décembre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 679, 680) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Georges Othily sur les droits de l'homme** - (6 février 2008) : sa question (p. 963, 964).

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1838) : son intervention. La majorité du groupe RDSE votera ce texte.

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2072, 2073) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) (p. 3581, 3582) : son intervention.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Croatie : une "nouvelle Côte d'Azur" pour l'Union européenne ? (mission effectuée en Croatie du 15 au 19 juillet 2008) [n° 49 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à la pénalisation de l'usurpation d'identité numérique [n° 86 (2008-2009)] (6 novembre 2008) - **Police et sécurité - Société.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

PAPON (Monique)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

Secrétaire du Sénat ; puis vice-présidente du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Accueil des jeunes enfants : pour un nouveau service public [n° 47 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Famille - Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (20 novembre 2008) - **Article 74** (art. L. 217-3 et L. 217-3-1 du code de la sécurité sociale - *Nomination et cessation de fonctions des directeurs et agents comptables des organismes du régime général*) (p. 7223) : position de la commission sur l'amendement n° 233 de M. André Lardeux.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 45** (*Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens*) (p. 8645, 8646) : son amendement n° II-345 : extension du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro aux travaux sur les portes d'entrée extérieure ; adopté.

PASQUA (Charles)
sénateur (Hauts-de-Seine)
UMP-A

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Institut national des hautes études de sécurité (INHES) le 30 janvier 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Quel avenir pour la gendarmerie ? [n° 271 (2007-2008)] (10 avril 2008) - **Défense - Police et sécurité**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

PASQUET (Isabelle)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
CRC, puis CRC-SPG

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice**.

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - *Sanctions pénales*) (p. 1047) : s'abstient sur l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - *Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3113) : défavorable à l'amendement n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de débattre de la déclaration du Président de la République en sa présence) et favorable à l'article 7 de ce projet de loi. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3134) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3166, 3167) : intervient sur l'amendement n° 104 de la commission (rectification).

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5330, 5332) : soutient la motion n° 224 de Mme Odette Terrade tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5451) : soutient l'amendement n° 164 de Mme Odette Terrade (repli) ; rejeté. (p. 5465) : soutient l'amendement n° 167 de Mme Odette Terrade (établissement d'un rapport triennal de performance des organismes d'HLM par l'Union social pour l'habitat, USH) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes*) (p. 5492) : soutient l'amendement n° 169 de Mme Odette Terrade (augmentation des prélèvements opérés sur les communes ne respectant pas l'article 55 de la loi SRU) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau],

L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM (p. 5801, 5806) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux), soutient les sous-amendements de Mme Odette Terrade n° 648 et n° 649 ; rejetés. Soutient l'amendement n° 207 de Mme Odette Terrade (repli) ; devenu sans objet. (p. 5817) : sur l'amendement n° 92 de la commission (dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution des logements sociaux), soutient les sous-amendements n° 659, 660, 661, 657 et 658 de Mme Odette Terrade ; rejetés. (p. 5824, 5825) : soutient les amendements de Mme Odette Terrade n° 210 (cohérence) ; rejeté ; et n° 211 (suppression de toute référence à la sous-occupation du logement social) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 20 ou après l'article 21** (p. 5839) : sur l'amendement n° 101 de la commission (modernisation des dispositions relatives aux sociétés d'économie mixte gérant des logements locatifs sociaux), soutient le sous-amendement n° 223 de Mme Odette Terrade ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5849) : soutient l'amendement n° 217 de Mme Odette Terrade (majoration des plafonds de ressources maximales pour accéder à un logement social en location) ; rejeté. - **Article 23** (art. 21 de la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994, art. 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, art. L. 311-9 et L. 312-5 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des obligations des communes en matière d'hébergement) (p. 5861) : soutient l'amendement n° 219 de Mme Odette Terrade (maintien de la référence aux hébergements d'urgence) ; devenu sans objet. - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) (p. 5869, 5870) : soutient l'amendement n° 220 de Mme Odette Terrade (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5893) : soutient l'amendement n° 221 de Mme Odette Terrade (possibilité, sous certaines conditions, pour les bailleurs de demander à leur locataire de participer au financement de travaux favorisant des économies d'énergie) ; rejeté.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5956, 5958) : soutient la motion n° 283 de Mme Annie David tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 5968) : soutient l'amendement n° 160 de Mme Annie David (abrogation des dispositions transitoires mettant en œuvre la loi relative aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi) ; rejeté. - **Article 1er** (art. L. 115-1, L. 115-2 et L. 115-4 du code de l'action sociale et des familles - Principes des politiques d'insertion) (p. 5971, 5973) : soutient les amendements de Mme Annie David n° 162 (objectifs du revenu de solidarité active, RSA), n° 163 (maintien des différents dispositifs d'intéressement à la reprise d'activité) et n° 164 (maintien des dispositions relatives au rôle du RMI) ; rejetés.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Article 1er bis** (art. L. 3312-8 nouveau du code du travail - Conclusion d'un accord d'intéressement au niveau de la branche) (p. 6214) : soutient l'amendement n° 74 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6225) : sur l'amendement n° 25 (modification du calcul de la réserve spéciale de participation) de la commission saisie pour avis, son sous-amendement n° 103 ; rejeté. Le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 25 précité de la commission saisie pour avis. - **Article 2 quater** (art. L. 3321-1 et L. 3323-10 du code du travail - Champ d'application de la participation dans le secteur public) (p. 6228) : soutient l'amendement n° 78 de Mme Annie David (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 3** (Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2008) (p. 6759) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 10** (art. 2, 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale et ressources de cette caisse) (p. 6818, 6819) : soutient l'amendement n° 96 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Article 11** (art. L. 245-16 du code de la sécurité sociale - Modification de la clé de répartition des prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement) (p. 6824, 6825) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 99 (suppression) ; et n° 100 (transmission au Parlement d'un rapport sur les conséquences de la modification de la clé de répartition des prélèvements sur les revenus du patrimoine et des produits de placement) ; rejetés. - **Article 13 bis** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de rupture supérieures à un million d'euros) (p. 6844, 6845) : soutient les amendements analogues de M. Guy Fischer n° 108 et n° 109 (création de nouvelles recettes au profit des caisses de sécurité sociale) ; rejetés.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 65 (priorité)** (art. L. 431-1 et L. 432-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 751-42 du code rural - Amélioration de la prise en charge des frais paramédicaux) (p. 6939) : parole sur l'article. - **Article 67 (priorité)** (art. 47 de la loi n° 2004-1370 du 20 décembre 2004 de financement de la sécurité sociale pour 2005 - Contribution de la branche accidents du travail et maladies professionnelles au fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante et au fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante) (p. 6949) : soutient l'amendement n° 208 de M. Guy Fischer (maintien de la contribution des employeurs au Fonds de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante, et augmentation du rendement de cette contribution) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 53 (priorité)** (art. L. 321-5, L. 731-16, L. 732-34, L. 732-35, L. 732-54-1 à L. 732-54-4 du code rural ; art. L. 173-1-1 nouveau du code de la sécurité sociale - Revalorisation des petites retraites agricoles) (p. 6994, 6995) : soutient l'amendement n° 177 de M. Guy Fischer (revalorisation, en fonction des salaires, du montant minimum versé aux assurés par le régime d'assurance vieillesse de base des personnels non salariés des professions agricoles) ; rejeté. - **Article 54 (priorité)** (art. L. 161-23-1, L. 643-1 et L. 643-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; article 13 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - Revalorisation des pensions de retraite au 1er avril de chaque année) (p. 6996, 6997) : parole sur l'article. - **Article 55 (priorité)** (art. L. 173-2, L. 351-10-1 nouveaux, L. 351-10 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale - Recentrage du dispositif du minimum contributif sur les salariés ayant eu de longues carrières faiblement rémunérées) (p. 6999) : parole sur l'article. - **Article 58 (priorité)** (art. L. 2241-4 du code du travail ; art. L. 138-24 à L. 138-27 nouveaux et L. 241-3 du code de la sécurité sociale - Incitation des entreprises à maintenir les seniors en emploi sous peine de versement d'une pénalité) (p. 7008) : soutient l'amendement n° 184 de M. Guy Fischer (rétablissement de la contribution Delalande) ; rejeté. - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - Suppression de la mise à la retraite d'office) (p. 7029) : soutient l'amendement n° 186 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. (p. 7030, 7031) : soutient l'amendement n° 188 de M. Guy Fischer (possibilité de partir à la retraite à partir de 37,5 annuités, avec une pension au moins égale à 75 % du salaire brut moyen) ; rejeté. - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie

complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins (p. 7071) : soutient l'amendement n° 126 de M. Guy Fischer (possibilité pour les mutuelles complémentaires d'être signataires de la convention passée entre les professionnels de santé, les centres de santé, les maisons de santé volontaire, et la mission régionale de santé) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7111) : soutient l'amendement n° 430 de M. François Autain (publication des conventions conclues entre les membres des professions médicales et les entreprises produisant ou commercialisant des produits de santé) ; adopté. - **Article 40** (art. L. 6143-3, L. 6143-3-1, L. 6161-3-1 et L. 6162-1 du code de la santé publique - *Clarification du traitement des situations de déséquilibre financier des établissements publics de santé et harmonisation des mises sous administration provisoire*) (p. 7145, 7147) : soutient les amendements de M. Guy Fischer n° 157 (élaboration du plan de redressement par le conseil d'administration de l'établissement concerné) ; n° 159 (respect des objectifs fixés par le schéma régional d'organisation sanitaire dans le plan de redressement) ; n° 355 (suppression des sanctions personnelles à l'égard des directeurs d'établissement et autres membres du personnel de direction) ; et n° 164 (repli) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Article 70** (art. L. 223-1 du code de la sécurité sociale - *Financement par la caisse nationale des allocations familiales de l'intégralité des majorations de pensions pour enfants*) (p. 7204, 7205) : soutient l'amendement n° 214 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Article 72** (art. L. 421-1, L. 421-4 et L. 423-1 du code de l'action sociale et des familles ; art. L. 212-2 du code de la sécurité sociale ; art. L. 2324-1 du code de la santé publique ; art. 80 sexies du code général des impôts - *Assouplissement des conditions d'exercice de la profession d'assistant maternel*)

(p. 7211, 7212) : soutient l'amendement n° 215 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (28 novembre 2008) (p. 7943, 7944) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission. - **Articles additionnels après l'article 66 ter** (p. 7948) : le groupe CRC-SPG ne votera l'amendement n° II-115 de Mme Catherine Procaccia (transmission au Parlement, par les régimes spéciaux de retraite, d'une évaluation prospective de leurs engagements et de leurs équilibres financiers).

Remboursements et dégrèvements

- (28 novembre 2008) (p. 7957) : son intervention. Votera contre les crédits de cette mission.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8093, 8095) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8108) : le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 74** (*Renforcement de la convergence tarifaire et de la rationalisation des coûts dans les établissements médico-sociaux financés par l'Etat*) (p. 8109) : son amendement n° II-159 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 74** (p. 8110) : son amendement n° II-160 : possibilité pour les régies de quartier d'obtenir un agrément dérogatoire permettant de bénéficier d'exonérations fiscales ; rejeté.

PASTOR (Jean-Marc)
sénateur (Tarn)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Questeur du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 4 novembre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

Membre titulaire de la Commission nationale de présélection des pôles d'excellence rurale.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution sur le troisième paquet énergie (textes E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [n° 296 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Union européenne - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte spécial : développement agricole et rural [n° 101 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Agriculture et pêche - Budget.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 10, 12) : son intervention. - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité) (p. 20, 21) : soutient l'amendement n° 10 de M. Daniel Raoul (suppression de la date butoir du 1er juillet 2010) ; devenu sans objet. (p. 25) : intervient sur l'amendement n° 6 de M. Jean Arthuis (sécurisation des consommateurs professionnels d'électricité ayant bénéficié du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché). - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 27, 28) : favorable à l'amendement n° 9 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de vente de gaz naturel pour les sites raccordés aux réseaux entre le 1er juillet 2007 et la date de publication de cette loi). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 29) : votera contre ce texte.

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction - Deuxième lecture** [n° 136 (2007-2008)] - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 847) : son intervention. Amendements du groupe socialiste. - **Article 1er** (Obligation générale de sécurité pour les manèges, machines et installations) (p. 848, 849) : ses amendements n° 1 : obligation de sécurité imposée aux attractions de levage et de portage de personnes ; et n° 2 : conformité à la norme NF EN 13814 ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 851) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 149 (2007-2008)] - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 861, 863) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 895, 901) : ses amendements n° 183 : précision du caractère indépendant de l'évaluation préalable ; adopté ; et n° 185 : respect des critères environnementaux du développement durable ; retiré ; et n° 222 : contrôle de l'Etat sur le triptyque organisme vivant - gène - fonction ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire) (p. 905) : son amendement n° 188 : indépendance de l'instance assurant le suivi des mesures proposées par le Haut conseil ; rejeté. (p. 908) : le groupe socialiste votera le sous-amendement n° 236 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 8 de la commission (élargissement de la saisine du Haut conseil). (p. 915, 921) : sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies), ses sous-amendements n° 224 ; n° 226 : retirés. Ses amendements n° 189 : avis du comité scientifique préalable à celui du comité économique éthique et social ; et n° 191 : avis du Haut conseil rendus en séance plénière ; devenus sans objet. (p. 921) : intervient sur le sous-amendement n° 180 de M. Jean-Paul Emorine portant sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies).

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) (p. 1006) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 13 de la commission

(composition du comité scientifique et du comité de la société civile). - **Articles additionnels avant l'article 3 ou après l'article 7** (p. 1010) : son amendement n° 218 : mention obligatoire du caractère d'OGM d'une variété commercialisée ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - Conditions techniques de culture de PGM) (p. 1015) : ses amendements n° 194 : élargissement de la liste des opérations soumises au respect de conditions techniques ; et n° 192 : non-limitation des conditions techniques au respect des distances entre les cultures ; adoptés. (p. 1016, 1017) : défavorable au sous-amendement n° 241 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 53 de M. Daniel Soulage (soumission de la mise en culture de la récolte, du stockage et du transport d'OGM au respect de conditions techniques). (p. 1035) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 227 de M. Daniel Soulage (définition des distances d'éloignement). (p. 1036) : son amendement n° 195 : cohérence ; rejeté. Sur l'amendement n° 19 de la commission (modalités de fixation des conditions techniques), son sous-amendement n° 225 ; rejeté. (p. 1037, 1038) : intervient sur l'amendement n° 113 de M. Jacques Muller (réévaluation régulière et fréquente de l'efficacité des mesures effectives de protection mises en œuvre). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1040, 1041) : intervient sur l'amendement n° 223 de M. Thierry Repentin (extension des pouvoirs de l'Institut national de l'origine et de la qualité, INAO). - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - Sanctions pénales) (p. 1042) : intervient sur l'amendement n° 244 du Gouvernement (définition du champ du délit en matière de non-respect des conditions techniques). (p. 1045) : défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi). - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - Responsabilité des exploitants cultivant des PGM) (p. 1050) : parole sur l'article. (p. 1052, 1057) : ses amendements n° 199 : extension de la responsabilité d'une contamination de filières par des cultures expérimentales d'OGM ; n° 200 : responsabilité solidaire du distributeur de semences ; rejetés ; n° 204 : simplification rédactionnelle ; adopté ; et n° 202 : cohérence ; devenu sans objet. - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert) (p. 1062, 1063) : son amendement n° 207 : obligation de procéder à la déclaration préalablement à l'implantation des cultures ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) (p. 1117, 1118) : intervient sur son amendement n° 209 : communication aux communes des informations relatives à la culture d'organismes génétiquement modifiés. Son amendement n° 208 : avis du comité de biovigilance avant la publication du rapport gouvernemental sur la surveillance biologique du territoire ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1121, 1122) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Daniel Raoul, n° 210 : création d'une commission locale d'information et de suivi pour chaque site expérimental. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 1126, 1130) : ses amendements n° 219 :

étiquetage de tous les produits contenant des organismes génétiquement modifiés ; rejeté ; et n° 213 : conditions d'expérimentation sur les animaux ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 8** (p. 1132) : ses amendements n° 181 : définition d'un organisme génétiquement modifié ; et n° 214 : processus d'expérimentation précédant la mise sur le marché d'un organisme génétiquement modifié ; retirés. - **Article 10** (art. L. 251-2 du code rural - Simplification de la procédure d'élaboration d'un décret en Conseil d'Etat) (p. 1144) : son amendement n° 220 : suppression ; adopté. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1148) : favorable à l'amendement n° 48 de la commission (création d'un dispositif de soutien au financement de la recherche en génomique végétale). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1152, 1153) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1747, 1749) : son intervention. Le groupe socialiste déterminera son vote en fonction du sort réservé à ses amendements. - **Rappel au règlement** (p. 1761) : débat restreint. - **Article 1er** (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM) (p. 1771) : défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (définition du "sans organismes génétiquement modifiés"). (p. 1773) : le groupe socialiste se retire du débat.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8239, 8240) : son intervention. (p. 8258, 8259) : à titre personnel, son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8276) : le groupe socialiste votera l'amendement de la commission des affaires économiques saisie pour avis n° II-132 (majoration des crédits destinés à financer les charges de bonification des prêts consentis aux Coopératives d'utilisation du matériel agricole, CUMA, et au Centre national des expositions et concours agricoles, CENECA). (p. 8279) : favorable à l'amendement n° II-168 de Mme Odette Herviaux (majoration des crédits destinés à financer les associations d'animation rurale).

- **Commission mixte paritaire [n° 138 (2008-2009)]** - (17 décembre 2008) - **Article 9** (p. 9135) : défavorable à l'amendement n° 1 du Gouvernement (suppression d'une disposition précisant les conditions d'exonération de TGAP des déchets traités dans les installations de stockage susceptibles d'être qualifiées de "bioréacteur").

PATIENT (Georges)
sénateur (Guyane)
SOC-A

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) - en remplacement de M. Claude Lise, rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8115, 8116) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 8135, 8138) : son intervention, en son nom et au nom de M. Jean-Étienne Antoinette. Exemple du département de Guyane. Voteront contre les crédits de cette mission.

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2008) (p. 8225, 8227) : son intervention. Votera contre les crédits de cette mission.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) (p. 8430, 8432) : son intervention. Crise du carburant en Guyane. Ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article additionnel après l'article 67** (p. 8441) : son amendement n° II-221 : suppression du plafonnement de la dotation superficielle perçue par les communes de Guyane et affectation du reliquat à l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune bénéficiaire est membre ; retiré.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 43** (*Plafonnement des réductions d'impôt obtenues au titre des investissements réalisés outre-mer*) (p. 8600, 8601) : parole sur l'article. (p. 8604) : soutient l'amendement n° II-370 de M. Serge Larcher (augmentation du plafond de la réduction d'impôt) ; retiré. Son amendement n° II-371 : rétablissement de la possibilité, pour les entrepreneurs investisseurs en outre-mer, de bénéficier du remboursement d'une partie de la réduction d'impôt ; retiré.

PATRIAT (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Participations financières de l'Etat [n° 101 tome 8 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7500, 7501) : son intervention. Exemple de la Bourgogne.

Deuxième partie :

Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7950, 7951) : son intervention.

Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

PAUL (Philippe)
sénateur (Finistère)
UMP

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour la planification le 4 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

PAYET (Anne-Marie)
sénateur (La Réunion)
UC-UDF, puis UC

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008 ; secrétaire de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre suppléant du Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Le phénomène addictif : mieux le connaître pour mieux le combattre [n° 487 (2007-2008)] (23 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de loi visant à encadrer la participation des communes au financement des écoles privées sous contrat d'association [n° 19 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Outre-mer [n° 103 tome 2 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Outre-mer**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils**

sont exposés [n° 47 (2007-2008)] - (22 janvier 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 354) : votera les conclusions de la commission des affaires sociales.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 407, 408). Le groupe UC-UDF votera le projet de loi pour le pouvoir d'achat.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (5 février 2008) : au nom de M. Daniel Dubois (p. 823).

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1270, 1271) : son intervention.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail - Commission mixte paritaire [n° 364 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2675, 2676) : son intervention. Le groupe UC-UDF votera en faveur de ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur la lutte contre les addictions** - (11 juin 2008) (p. 2765, 2767) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 3131) : soutient l'amendement n° 271 de M. Yves Détraigne (suppression de la limitation du nombre de députés); rejeté. (p. 3139) : sur l'amendement n° 103 de la commission (limitation du nombre de sénateurs), soutient le sous-amendement n° 296 de M. Yves Détraigne; rejeté. - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3163) : sur l'amendement n° 104 de la commission (rectification), soutient le sous-amendement n° 270 de M. Michel Mercier; retiré. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3180) : soutient l'amendement n° 275 de M. Michel Mercier (suppression de la possibilité de porter atteinte au principe de non-rétroactivité); adopté.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 3225) : soutient l'amendement n° 280 de M. Michel Mercier (publicité des avis du Conseil d'Etat); retiré. (p. 3237) : soutient l'amendement n° 281 de M. Michel Mercier (publicité des avis du Conseil d'Etat lorsqu'il est saisi d'une proposition de loi); retiré. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 3242) : soutient l'amendement n° 398 de M. Nicolas About (déroulement à huis clos des réunions au cours desquelles les commissions adoptent les projets ou propositions de loi); retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3632, 3634) : son intervention. Exemple du département de La Réunion.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat; art. 1600 du code général des impôts; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3705) : soutient l'amendement n° 741 de M. Philippe Nogrix (gratuité de l'immatriculation); devenu sans objet. (p. 3711) : soutient l'amendement n° 673 de M. Philippe Nogrix (information des centres de formalités des entreprises, CFE); retiré. - **Article 5** (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - Insaisissabilité des biens

fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société) (p. 3729) : sur l'amendement n° 207 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 656; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 3784, 3786) : défavorable aux amendements identiques n° 262 de M. Gérard César et n° 773 de M. Roland Courteau (durée maximale de paiement ramenée à quarante-cinq jours fin de mois ou soixante jours à compter de la date d'émission de la facture dans le secteur viticole) ainsi qu'à l'amendement n° 1019 du Gouvernement (versement d'un acompte de 15 % du montant de la commande dans le secteur viticole). - **Article 7** (art. L. 214-41 du code monétaire et financier - Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes) (p. 3792, 3793) : soutient l'amendement n° 707 de M. Michel Mercier (possibilité de réserver la totalité de certains marchés dont la valeur est inférieure à 50 000 € à des petites et moyennes entreprises); retiré. Ses amendements n° 706 : relèvement du taux d'attribution des marchés publics réservés aux PME innovantes à 25 %; retiré; n° 655 : élargissement des entreprises bénéficiaires du dispositif préférentiel dans les départements d'outre-mer; rejeté. - **Article 8** (art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique - Réforme d'UBIFrance) (p. 3799) : son amendement n° 675 : rationalisation des relations entre UBIFrance et les départements d'outre-mer; retiré. - **Articles additionnels après l'article 9 (suite)** (p. 3815) : soutient l'amendement n° 689 de M. Daniel Dubois (extension de la possibilité d'imputer sur l'ISF les dons faits aux associations sans but lucratif offrant des prêts pour la création, la reprise et le développement d'entreprises); retiré. - **Article additionnel après l'article 10 bis** (p. 3826) : soutient l'amendement n° 710 de M. Philippe Nogrix (instauration d'un délai d'agrément de sept jours valant tant pour l'établissement de crédit que pour l'emprunteur); retiré. - **Article 12** (art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés) (p. 3837) : soutient l'amendement n° 645 de M. Philippe Arnaud (suppression de la modification du seuil des effectifs de l'entreprise pris en compte pour la contribution au financement des transports en commun, dite "versement transport"); adopté.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 14** (art. L. 227-1, L. 227-2, L. 227-9, L. 227-9-1 et L. 227-9-2 [nouveaux], L. 227-10 et L. 232-23 du code de commerce - Simplification des modalités de fonctionnement de la société par actions simplifiée) (p. 3870, 3872) : ses amendements n° 666 : inscription dans la loi de seuils de chiffre d'affaires et d'effectif salarié dont le franchissement rend obligatoire le contrôle des comptes de la société; et n° 674 : obligation de désigner un commissaire aux comptes pour toutes les sociétés par actions simplifiées exerçant un contrôle exclusif ou conjoint sur une ou plusieurs autres sociétés; retirés. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3879) : son amendement n° 762 : protection des adhérents des réseaux de vente multi-niveaux; adopté. - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3881) : son amendement n° 729 : création d'offices régionaux d'information, de formation et de formalités des professions libérales; retiré. - **Article additionnel après l'article 31 (priorité)** (p. 3892) : soutient l'amendement n° 717 de Mme Catherine Morin-Desaillly (suppression du paiement à la douane française de la TVA sur les produits importés); retiré. - **Article 36 (priorité)** (art. L. 80 B du livre des procédures fiscales - Rescrit en matière de crédit d'impôt recherche) (p. 3901, 3902) : soutient les amendements de M. Christian Gaudin portant sur le même objet n° 740 et n° 739 (obligation pour l'administration fiscale de motiver les réponses aux demandes des contribuables portant sur l'éligibilité de leurs projets de dépenses de recherche au dispositif du crédit d'impôt recherche, CIR); adoptés; et n° 743 (fixation à trois mois du délai de réponse de l'administration fiscale à une demande sur l'éligibilité du projet d'une entreprise au CIR); retiré. (p. 3903) : votera l'amendement n° 17 de la commission (obligation pour l'administration fiscale et le ministère de la recherche ou l'organisme chargé de soutenir l'innovation de motiver leurs réponses aux demandes des contribuables portant

sur l'éligibilité de leurs projets de dépenses de recherche au dispositif du crédit d'impôt recherche, CIR). - **Article 37 (priorité)** (art. L. 562-2-1 du code monétaire et financier et art. 200, 206, 219 bis, 238 bis et 1740 A du code général des impôts - Création de fonds de dotation) (p. 3913) : soutient l'amendement n° 734 de Mme Muguette Dini (renforcement de l'exercice du pouvoir d'alerte des commissaires aux comptes lors du contrôle des comptes des fonds de dotation) ; retiré. - **Article 37 bis (priorité)** (art. 39 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3917) : soutient l'amendement n° 726 de Mme Catherine Morin-Desailly (diminution du seuil d'audience au-delà duquel s'applique le dispositif anti-concentration) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 37 bis (priorité)** (p. 3918) : soutient l'amendement n° 742 de Mme Catherine Morin-Desailly (exclusion des chaînes de la TNT du bénéfice des dispositions dérogatoires prévues en matière de soutien à la création) ; retiré. - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3961, 3962) : ses amendements n° 676 : fixation à 70% du taux minimal de centralisation des dépôts collectés au titre du livret A et du livret de développement durable ; et n° 677 : détermination d'un seuil plafond de centralisation des dépôts collectés au titre du livret A et du livret de développement durable en limitant à 2 le coefficient multiplicateur par rapport à l'encours des prêts ; retirés.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3989, 3993) : ses amendements n° 678 : non-report sur les prêts au logement social du coût de l'accessibilité bancaire ; adopté ; et n° 679 : financement du logement social par les sommes collectées au titre de l'épargne réglementée ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 40 (priorité)** (p. 4013, 4017) : soutient les amendements de M. Claude Biwer n° 736 (obligation pour les prêteurs de vérifier la solvabilité des emprunteurs) ; n° 737 (responsabilité des emprunteurs et des prêteurs) ; retirés ; et n° 662 (interdiction de la pratique des taux d'appel) ; adopté. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4030, 4034) : ses amendements n° 680 : composition de la commission de surveillance ; et n° 681 : contrôle par la commission bancaire du respect des exigences du service d'intérêt général de financement du logement social ; retirés. Soutient l'amendement n° 733 de M. Michel Mercier (suppression de l'obligation pour les assemblées parlementaires de désigner au moins un membre n'appartenant pas à la majorité pour siéger à la commission de surveillance) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 42 (priorité)** (p. 4044, 4046) : soutient les amendements de M. Jean-Jacques Jégou n° 948 (possibilité pour les établissements de crédit ou entreprises d'investissement de transmettre dans certains cas des informations confidentielles à des tiers sans autorisation préalable du client) ; adopté après modification par le sous-amendement n° 1066 du Gouvernement ; et n° 947 (transmission des informations relatives aux abus de marché au sein de groupes financiers) ; adopté. - **Article 16** (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant) (p. 4056) : son amendement n° 652 : clarification ; retiré.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente) (p. 4139) : sur l'amendement n° 130 de la commission (clarification de la rédaction de l'article L. 441-7 du code de commerce), soutient le sous-amendement n° 1029 de M. Claude Biwer ; adopté. (p. 4140) : soutient l'amendement n° 707 de M. Michel Mercier (possibilité de réserver la totalité de certains marchés dont la valeur est inférieure à 50 000 € à des petites et moyennes entreprises) ; retiré. Soutient l'amendement n° 641 de M. Claude Biwer

(modification de la définition des services de coopération commerciale figurant à l'article L. 441-7 du code de commerce) ; devenu sans objet. (p. 4141) : soutient l'amendement n° 650 de M. Claude Biwer (modalités de facturation des grossistes) ; devenu sans objet. (p. 4142) : ses amendements n° 724 : assouplissement des règles fixant la date obligatoire de signature de la convention unique devant être conclue entre un vendeur et son distributeur ; et n° 725 : suppression de l'obligation de rédiger une convention unique pour les relations commerciales de faible importance ; devenus sans objet. (p. 4147) : son amendement n° 639 : non-application aux dispositifs médicaux des dispositions de cet article ; retiré. (p. 4148) : soutient les amendements de M. Daniel Soulage n° 715 (rétablissement de rapports de forces équilibrés entre producteurs et distributeurs de fruits et légumes) ; et de M. Claude Biwer n° 668 (application des dispositions de cet article à compter du 1er janvier 2009) ; retirés. (p. 4149, 4150) : son amendement n° 638 : application des dispositions de cet article dans les départements d'outre-mer à compter du 1er janvier 2010 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 4151) : soutient l'amendement n° 682 de M. Claude Biwer (nullité des conventions interdisant à des commerçants de revendre leurs magasins à un acheteur qui n'est pas membre du même réseau) ; retiré. - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction des abus dans la relation commerciale) (p. 4155, 4156) : soutient les amendements de M. Claude Biwer n° 659 (précision) ; et n° 661 (renforcement du régime des sanctions financières applicables aux commerçants s'adonnant à des pratiques abusives ou déloyales) ; retirés. Son amendement n° 649 : réintroduction de l'opposabilité des conditions générales de vente pour le seul cas particulier de la sous-traitance ; retiré. (p. 4160) : son amendement n° 690 : extension de la sanction de l'abus, dans la relation commerciale, aux clauses des contrats permettant à une centrale d'achat ou à un grossiste de figer un fonds de commerce dans son circuit de distribution en obtenant de son client un droit de préférence en cas de cession, sans lui fournir en contrepartie des actifs immatériels ; adopté. (p. 4161) : soutient l'amendement n° 665 de M. Claude Biwer (modalités de fixation et de liquidation de l'astreinte à laquelle le juge peut avoir recours) ; retiré. (p. 4162) : soutient l'amendement n° 669 de M. Claude Biwer (application des dispositions de cet article à compter du 1er janvier 2009) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4176, 4177) : son amendement n° 760 : dispositions destinées à rendre plus opérationnelles les règles dérogatoires relatives au contrôle des opérations de concentration dans les collectivités et départements d'outre-mer ; retiré. - **Article 23** (Habilitation à créer par voie d'ordonnance une Autorité de la concurrence) (p. 4181, 4182) : sur l'amendement n° 139 de la commission (coordination), soutient le sous-amendement n° 664 de M. Claude Biwer ; retiré. (p. 4183) : sur l'amendement n° 139 de la commission (coordination), son sous-amendement n° 671 ; retiré. (p. 4184) : soutient l'amendement n° 693 de M. Pierre Fauchon (suppression de la compétence décisionnelle du ministre de l'économie en matière de pratiques anticoncurrentielles) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 4189) : soutient l'amendement n° 691 de M. Pierre Fauchon (impossibilité pour les juridictions devant statuer sur des actions en dommages et intérêts concernant une pratique visée à l'article 81 ou 82 du traité instituant la Communauté européenne, de rendre une décision contraire à celle de l'Autorité de la concurrence concluant à l'existence d'une infraction) ; retiré. - **Article 26** (art. L. 750-1 et L. 750-1-1 [nouveau] du code de commerce et art. 1er de la loi du 27 décembre 1973 - Renforcement du FISAC) (p. 4207) : son amendement n° 708 : gestion déconcentrée des crédits du Fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4307, 4308) : son amendement n° 695 : maintien des observatoires départementaux d'équipement commercial ; rejeté. (p. 4317) : son amendement n° 658 : adaptation aux départements d'outre-mer du relèvement

du seuil de soumission d'un projet commercial à l'autorisation de la CDAC ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4385, 4386) : soutient l'amendement n° 654 de M. Claude Biwer (suppression du dispositif assouplissant l'implantation des points de vente de distribution de carburants) ; retiré. Son amendement n° 684 : encadrement des modalités d'extension des magasins n'ayant pas fait l'objet d'une autorisation préalable ; retiré. (p. 4396) : soutient les amendements de M. Yves Détraigne n° 647 (prise en compte de la densité d'équipement en moyennes et grandes surfaces de la zone) ; et n° 672 (prise en compte des effets sur la concurrence entre groupes de distribution) ; devenus sans objet. (p. 4404) : son amendement n° 667 : prise en compte des spécificités des DOM ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4412) : défavorable à l'amendement n° 261 de M. Gérard César (possibilité de diffuser sur Internet, à l'exception des sites destinés à la jeunesse, des messages informationnels ou éditoriaux sur les boissons alcoolisées dès lors que les auteurs de la publication n'en retirent aucune contrepartie financière). - **Articles additionnels après l'article 28 ter** (p. 4414, 4418) : ses amendements n° 685 : interdiction de la vente de tabac hors taxes dans les boutiques des aéroports pour les personnes voyageant entre la France métropolitaine et un département d'outre-mer ; n° 686 : suppression des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant des départements d'outre-mer ; n° 703 : extension du monopole de l'Etat sur la vente au détail de tabac aux départements d'outre-mer ; n° 718 : interdiction de la vente de produits de tabac en distributeur automatique ; adoptés ; et n° 687 : exclusion des exonérations de taxes en cas d'achat de tabac par des voyageurs se rendant ou partant de l'île de La Réunion ; devenu sans objet ; et n° 640 : interdiction de toute boisson alcoolisée sur le lieu de travail ; rejeté.

- *Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]* - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5046, 5048) : son intervention. Votera contre ce texte.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (24 octobre 2008) - **Article 11** (*art. L. 5134-20, L. 5134-21-1 nouveau, L. 5134-22, L. 5134-23-1 nouveau, L. 5134-23-2 nouveau, L. 5134-25-1 nouveau, L. 5134-26, L. 5134-28-1 nouveau, L. 5134-29, L. 5134-30, L. 5134-30-1 nouveau et L. 5134-30-2 nouveau du code du travail - Modification du contrat d'accompagnement dans l'emploi*) (p. 6148) : soutient l'amendement n° 85 de M. Michel Mercier (possibilité pour les associations de moduler la durée de travail hebdomadaire des personnes en insertion, titulaires d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi) ; retiré. - **Article 17** (*Dispositions transitoires*) (p. 6166) : soutient l'amendement n° 67 de M. Michel Mercier (possibilité de recouvrer les indus constatés sur le paiement des prestations fusionnées au sein du revenu de solidarité active, ainsi que sur le paiement des prestations de revenu de solidarité active expérimental) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6168, 6169) : le groupe de l'Union centriste votera ce texte.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6611, 6612) : sa question au ministre du budget, des comptes publics et de la fonction publique.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6790, 6792) : son intervention. (p. 6804, 6805) : sa question au ministre de la santé.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6836) : soutient l'amendement n° 329 de Mme Muguette Dini (développement du dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé) ; adopté. - **Article 13** (*art. L. 137-15 à L. 137-17 nouveaux et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - Contribution sur les rémunérations ou gains exclus de l'assiette des cotisations sociales*) (p. 6840) : soutient l'amendement n° 331 de Mme Muguette Dini (limitation de l'assiette du forfait social au seul montant de la participation dite légale) ; rejeté. (p. 6842) : soutient l'amendement n° 342 de Mme Muguette Dini (exonération du forfait social pour les entreprises de moins de cinquante salariés) ; rejeté. - **Article 15** (*art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation*) (p. 6859) : votera contre les amendements de suppression n° 93 de M. Gérard César, n° 228 de M. André Lardeux et n° 423 de M. Roland Courteau.

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 63 (priorité)** (*Réforme des "surpensions" d'outre-mer*) (p. 7056, 7057) : son amendement n° 482 : prise en compte des intérêts moraux et matériels, des liens familiaux, des précédents lieux de résidence ou d'affectation professionnelle, ou de la détention de biens mobiliers ou immobiliers, dans les conditions d'octroi de l'indemnité temporaire de retraite ; retiré.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7122) : son amendement n° 335 : certification obligatoire des logiciels d'aide à la prescription médicale à compter du 1er janvier 2010 ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7129, 7130) : son amendement n° 334 : suivi des dépenses liées aux dispositifs médicaux inscrits sur la liste des produits et prestations remboursables ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8116, 8117) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 65** (*Réforme des exonérations de cotisations patronales en faveur de l'outre-mer*) (p. 8151, 8154) : ses amendement n° II-106 : clarification ; retiré ; et n° II-107 : harmonisation ; adopté après modification par l'amendement n° II-184 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 65** (p. 8155, 8158) : ses amendements n° II-108 : encadrement de la vente au détail du tabac dans les départements d'outre-mer ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-197 du Gouvernement ; n° II-109 : possibilité pour les conseils généraux d'augmenter l'assiette servant à la détermination des droits de consommation sur le tabac vendu dans les départements d'outre-mer ; adopté ; et n° II-110 : abaissement des contingents de produits du tabac bénéficiant d'une franchise de TVA et de droits d'accises pour les voyageurs en provenance ou à destination d'un département d'outre-mer ; rejeté.

PÉCRESSE (Valérie)
ministre de l'enseignement supérieur et
de la recherche

DÉPÔTS

En première lecture devant le Sénat :

Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2008-97 du 31 janvier 2008 portant adaptation de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités aux universités implantées dans une ou plusieurs régions et départements d'outre-mer [n° 406 (2007-2008)] (18 juin 2008) - **Outre-mer - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales [n° 297 (2006-2007)]** - (16 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 248, 250). Réponse aux orateurs (p. 261, 263). - **Article 1er (Définitions)** (p. 264) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 1, 2, 3, 4 et 5 de la commission. - **Article 2 (Champ d'application des autorisations)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 6 de la commission (rédaction). - **Article 3 (Régime d'autorisation des transferts d'objets)** (p. 265) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, 8 et 9 de la commission. - **Article 4 (Conditions de délivrance des autorisations)** (p. 265, 267) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 10, n° 11, n° 12, n° 13, n° 14 ainsi que sur le sous-amendement n° 41 de M. Daniel Raoul portant sur l'amendement n° 11 précité. - **Article 6 (Obligation d'assurance)** (p. 268) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 15, 16, 17 et 18 de la commission. - **Article 7 (Personnes chargées des contrôles)** (p. 269) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 19, n° 20 et n° 21 de la commission. - **Article 8 (Missions de l'autorité administrative)** (p. 270) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 22 de la commission et sur le sous-amendement n° 40 de M. Daniel Raoul qui s'y rapporte. - **Article 10 (Modalités de constatation des infractions)** : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 et n° 24 de la commission. - **Article 12 (Tenue du registre d'immatriculation)** (p. 271) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 25 de la commission. - **Article 14 (Action récursoire de l'Etat)** (p. 271, 273) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 26 de la commission et n° 39 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 15**

(*Garantie financière de l'Etat*) (p. 273) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de la commission. - **Article 16 (Plafond de la garantie de l'Etat pendant la phase de lancement)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission. - **Article 17 (Plafond de la garantie de l'Etat après la phase de lancement)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de la commission. - **Article 20 (Conditions d'exonération de la responsabilité contractuelle)** (p. 274) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission. - **Article 21 (Rôle du CNES sur le Centre spatial guyanais, CSG)** (p. 274, 275) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 31 et n° 32 de la commission. - **Article 22 (Article L. 611-1 du code de la propriété intellectuelle - Extension des règles de propriété industrielle)** : avis du Gouvernement sur les amendements n° 33 et n° 34 de la commission. - **Article 23 (Déclaration préalable)** (p. 276) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 35 de la commission. - **Titre VIII - Dispositions finales** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de la commission. - **Article 26 (Exclusion des activités de défense)** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 37 de la commission. - **Article 28 (Mesures d'application de la loi)** (p. 277) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 38 de la commission.

- *Deuxième lecture [n° 272 (2007-2008)]* - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2360, 2361) : son intervention. (p. 2365, 2366) : réponse aux intervenants. S'associe à l'hommage rendu par le rapporteur à Christian Cabal.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7861, 7867) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7870, 7872) : ses amendements n° II-129 (augmentation des crédits transférés aux universités au titre de leur masse salariale) et n° II-140 (modification des crédits en raison d'un transfert de personnel vers les collectivités territoriales) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-43 de la commission. - **Article 66 bis (Rapport sur l'impact financier de la mise en œuvre de mesures permettant la délivrance de conventions de stages par les établissements d'enseignement supérieur ou les établissements scolaires)** (p. 7873) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-44 de la commission et n° II-57 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 66 ter** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-95 de M. Philippe Adnot (participation des étudiants aux dépenses de médecine préventive).

PÉPIN (Jean)
sénateur (Ain)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire de l'Observatoire des territoires.

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

PERCHERON (Daniel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 6 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

PEYRAT (Jacques)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8204, 8205) : sa question. Suppression de postes de professeurs du second degré dans le Nord-Pas-de-Calais.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

PEYRONNET (Jean-Claude)
sénateur (Haute-Vienne)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire de la Commission nationale de déontologie de la sécurité.

Membre suppléant de la Conférence nationale des services d'incendie et de secours ; nouvelle nomination ; membre titulaire le 16 octobre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois : Vers la présidence française de l'union européenne : blanchiment, protection civile, immigration, asile et terrorisme [n° 342 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Justice - Police et sécurité - Union européenne**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Protection des droits et libertés [n° 104 tome 8 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi organique modifiant l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 portant loi organique sur le Conseil Constitutionnel et relatif à ses archives [n° 470 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 471 (2005-2006)** (p. 38, 40) : son intervention. Votera ces projets de loi. Remarques sur l'application de l'article 40.

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 470 (2005-2006)**. - (8 janvier 2008) - **Article 4** (art. L. 212-9 du code du patrimoine - Recrutement des directeurs des services départementaux d'archives parmi les seuls conservateurs ou conservateurs généraux du patrimoine de l'Etat) (p. 53, 56) : son amendement n° 70 : élargissement du champ de recrutement des directeurs départementaux des services d'archives ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 77, 78) : ne votera pas l'amendement n° 63 du Gouvernement (définition plus large et plus cohérente de la notion de biens culturels, extension de la protection pénale spécifique des biens culturels en cas de vol et adaptation du maximum des peines encourues). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 78) : votera ce texte.

- **Rappel au règlement** - (9 janvier 2008) (p. 86) : intervient sur le rappel au règlement de M. Jean Arthuis, président de la commission des finances. Son amendement déposé lors du débat sur le projet de loi relatif aux archives. Application de l'article 40 de la Constitution.

- **Proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [n° 197 (2007-2008)]** - (10 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1641, 1642) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1645) : son amendement n° 5 : mise en place de plans départementaux de randonnées motorisées ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 1650) : son intervention sur le sous-amendement n° 6 du Gouvernement portant sur l'amendement n° 3 de la commission (déclaration obligatoire de véhicules non soumis à réception dont la vitesse peut excéder vingt-cinq kilomètres par heure).

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1840, 1843) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte. - **Article 6** (art. 42 et 64-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Accompagnement financier de la mobilité des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 1862, 1863) : son amendement n° 47 : suppression ; rejeté. - **Article 7** (art. 36 et 44-1 à 44-4 nouveaux de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Réorientation professionnelle*) (p. 1865) : son amendement n° 48 : suppression ; rejeté. - **Article 8** (chapitre IX bis et art. 72-1 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 25 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007, art. 104 et 104-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, chapitre IX bis et art. 98-1 nouveaux de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Généralisation des possibilités de cumul d'emplois permanents à temps non complet dans la fonction publique*) (p. 1867) : son amendement n° 49 : suppression ; rejeté. - **Article 9** (art. 3 des lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et 84-53 du 26 janvier 1984 - *Remplacement momentané des fonctionnaires par des agents non titulaires*) (p. 1871) : son amendement n° 50 : suppression ; rejeté. - **Article 10** (art. 3-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 3-2 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 9-2 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 1252-1 et art. L. 1251-60 à L. 1251-63 nouveaux du code du travail - *Recours à l'intérim*) (p. 1873, 1874) : son amendement n° 51 : suppression ; devenu sans objet.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2880, 2881) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2993) : favorable à l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - *Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire*) (p. 3275, 3276) : soutient l'amendement n° 476 de M. Bernard Frimat (suppression de la possibilité donnée aux conférences des présidents des deux assemblées de s'opposer conjointement à une déclaration d'urgence) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - *Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 3319) : parole sur l'article.

- **Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4704, 4705) : demande de suspension de séance pour examiner les propositions du Président de la République. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4707) : soutient l'amendement n° 106 de M. Bernard Frimat (incompatibilité du mandat parlementaire de député avec l'exercice de tout autre mandat ou fonction électif) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4707, 4708) : intervient sur l'amendement n° 107 de M. Bernard Frimat (suppression du renouvellement partiel du Sénat). - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 4735) : intervient sur les amendements n° 60 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression), n° 120 de M. Bernard Frimat (en matière d'examen en séance publique des textes issus des travaux de la commission permanente saisie au fond, suppression de l'exception en faveur des projets de loi de finances, des projets de financement de la sécurité sociale, et des projets de révision constitutionnelle) et n° 23 de M. Alain Lambert (suppression du régime particulier en matière de délai applicable aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 7879, 7880) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article additionnel après l'article 59 duodecimes** (p. 7886) : son amendement n° II-46 : coordination ; adopté.

Sécurité civile

- (2 décembre 2008) (p. 8083) : son intervention.

PICHERAL (Jean-François)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Membre titulaire du Conseil d'administration du Centre national d'art et de culture Georges Pompidou (se substituant, à compter d'octobre 2000, à l'ancien conseil d'orientation).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société Radio-France.

Membre titulaire de la Commission nationale de la vidéosurveillance.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

PIERRE (Jackie)
sénateur (Vosges)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre suppléant du Conseil supérieur de la forêt et des produits forestiers le 24 janvier 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

PILLET (François)
sénateur (Cher)
UMP-R

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 16 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

PINTAT (Xavier)
sénateur (Gironde)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques le 4 novembre 2008.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 153 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation internationale ITER pour l'énergie de fusion relatif au siège de l'Organisation ITER et aux privilèges et immunités de l'Organisation ITER sur le territoire français [n° 173 (2007-2008)] (22 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions**.

Proposition de loi tendant à renforcer la sécurité autour des installations à risques industriels et à assurer le respect de l'objectif national de réduction des émissions de gaz à effet de serre [n° 217 (2007-2008)] (25 février 2008) - **Entreprises - Environnement - Énergie**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Défense - Équipement des forces [n° 102 tome 5 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Défense**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 89 (2008-2009)] autorisant l'approbation de la déclaration de certains gouvernements européens relative à la phase d'exploitation des lanceurs Ariane, Vega et Soyouz au Centre spatial guyanais [n° 127 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Recherche, sciences et techniques - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture [n° 137 (2007-2008)]** - (8 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 12, 13) : son intervention - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 18) : son amendement n° 1 : adaptation du régime juridique applicable à l'éligibilité des consommateurs domestiques ; retiré. Sur l'amendement n° 11 de la commission

(correction d'un "bug" juridique), son sous-amendement n° 12 ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [n° 324 (2006-2007)]** - (15 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1713, 1714) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8022, 8023) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits du programme "Équipement des forces" et de l'ensemble de cette mission.

PINTON (Louis)
sénateur (Indre)
UMP

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Article 25** (*Répartition du produit des amendes des radars automatiques*) (p. 7582) : son amendement n° I-146 : augmentation de la part du produit des amendes radars affectée aux départements ; adopté.

Deuxième partie :

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8265, 8266) : son intervention.

PIRAS (Bernard)
sénateur (Drôme)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Vice-président de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et la sécurité en matière nucléaire jusqu'au 4 décembre 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

PLANCADE (Jean-Pierre)
sénateur (Haute-Garonne)
RDSE

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles à partir du 7 octobre 2008.

Vice-président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes.

Vice-président de la Délégation pour la planification jusqu'au 3 novembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société La Cinquième (de 1995 à 2000 : Conseil d'administration de la société Télévision du savoir) le 4 décembre 2008.

Membre suppléant du Conseil supérieur de la réserve militaire jusqu'au 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 100 tome 7 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** [n° 497 (2007-2008)] - (21 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5898) : la majorité du groupe du RDSE ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 7847) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

POINTEREAU (Rémy)
sénateur (Cher)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'aviation marchande le 4 décembre 2008.

Réélu le 21 septembre 2008.

Vice-président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

PONCELET (Christian)
sénateur (Vosges)
UMP

Président du Sénat jusqu'au 30 septembre 2008 ; a présidé les séances des 8, 10, 15, 23, 24, 29, 30 janvier, 6, 7 février, 25, 27 mars, 1er, 3, 8, 10, 15, 16, 29 avril, 6, 13, 14, 20, 22, 27, 29 mai, 4, 12, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 26 juin, 1er, 8, 9, 15, 16 juillet et 22 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

INTERVENTIONS

- **Éloge funèbre de Daniel Bernardet, sénateur de l'Indre** - (15 janvier 2008) (p. 226).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Organisation des débats** (p. 398) : demande de réserve de la commission des affaires sociales de tous les amendements portant articles additionnels ainsi que de

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Politique des territoires [n° 101 tome 5 (2008-2009)]** - (20 novembre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Article 3 B (art. L. 642-5-1 [nouveau] du code rural - Protection des signes de qualité et d'origine)** (p. 1781, 1782) : soutient l'amendement n° 53 de M. Gérard César (précision) ; retiré.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5939, 5940) : son intervention. Votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8316, 8317) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 55 bis** (p. 8717) : soutient l'amendement n° II-267 de M. Dominique Braye (instauration d'un mécanisme de responsabilité élargie du producteur dans la filière de l'ameublement) ; retiré.

l'examen séparé des deux amendements de suppression de l'article 1er afin d'éviter la discussion commune de trente-cinq amendements ; demande acceptée.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Sénégal** - (24 janvier 2008) (p. 511).

- **Éloge funèbre de Serge Vinçon, sénateur du Cher** - (29 janvier 2008) (p. 589, 591).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Moldavie** - (29 janvier 2008) (p. 602, 603).

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 janvier 2008) (p. 668) : intervient sur la mise au point au sujet d'un vote de M. Bruno Retailleau. Organisation des travaux du Sénat. Choix des sénateurs présents en séance publique de poursuivre l'examen du projet de loi constitutionnelle.

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (6 février 2008) : son intervention (p. 957).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire du Qatar** - (7 février 2008) (p. 1033).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (25 mars 2008) (p. 1184, 1185).

- **Communication du Médiateur de la République** - (27 mars 2008) (p. 1318) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) (p. 1350) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (29 avril 2008) (p. 1831) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Josiane Mathon-Poinat.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat de la République démocratique du Congo** - (14 mai 2008) (p. 2093).

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2093) : nouvelle pratique de la Haute assemblée : tenue de deux débats annuels sur la politique étrangère de la France.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Canada** - (20 mai 2008) (p. 2224).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Mexique** - (27 mai 2008) (p. 2384).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire d'Albanie** - (4 juin 2008) (p. 2590).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Demande de vérification du quorum** (p. 2595) : demande formulée par le groupe socialiste. Confirme la présence d'un nombre suffisant de sénateurs dans l'hémicycle. - **Rappel au règlement** (p. 2596) : réponse au rappel au règlement de M. Jean-Luc Mélenchon.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Vietnam** - (18 juin 2008) (p. 2919).

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire bulgare** - (19 juin 2008) (p. 3012).

- **Rappel au règlement** - (20 juin 2008) (p. 3092) : intervient sur le rappel au règlement de M. Michel Charasse.

- **Rappel au règlement** - (20 juin 2008) (p. 3122) : intervient sur le rappel au règlement de Mme Alima Boumediene-Thiery.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Sénat du Chili** - (26 juin 2008) (p. 3540).

- **Hommage solennel à Mme Ingrid Betancourt** - (8 juillet 2008) (p. 4241).

- **Allocution de M. le Président du Sénat** - (15 juillet 2008) (p. 4598, 4600) : bilan de l'année parlementaire 2007-2008.

- **Ouverture de la deuxième session extraordinaire de 2007-2008** - (22 septembre 2008) (p. 5167).

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5169) : réunion du Sénat dans sa composition antérieure aux élections sénatoriales. Hommage aux soldats français morts en Afghanistan.

- **Ajournement du Sénat** - (22 septembre 2008) (p. 5200).

PONIATOWSKI (Ladislav)
sénateur (Eure)
UMP-R

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie ; nouvelle nomination du 2 décembre 2008 au 4 décembre 2008.

Membre titulaire de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz jusqu'au 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 137 (2007-2008)] relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel [n° 155 (2007-2008)] (8 janvier 2008) - **Énergie**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de résolution sur le troisième paquet énergie (textes E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [n° 296 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Union européenne - Énergie**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 269 (2006-2007)] pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 307 (2007-2008)] (30 avril 2008) - **Environnement - Sports**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de résolution [n° 296 (2007-2008)] sur le troisième paquet énergie (textes E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [n° 330 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Union européenne - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture [n° 137 (2007-2008)]** - (8 janvier 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 9, 10) : son intervention. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 16, 17) : position de la commission sur les amendements de M. Billout n° 2 (demande de moratoire sur les directives européennes) et n° 5 (fusion d'électricité de France et de Gaz de France au sein d'un pôle public de l'énergie). - **Article 1er (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité)** (p. 19) : son amendement n° 11 : correction d'un "bug" juridique ; adopté après modification par le sous-amendement n° 12 de M. Xavier Pintat qu'il accepte. (p. 22, 26) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Michel Billout, n° 1 de M. Xavier Pintat, n° 10 de M. Daniel Raoul et n° 6 de M. Jean Arthuis. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 27) : position de la commission sur l'amendement n° 9 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de vente de gaz naturel pour les sites raccordés aux réseaux entre le 1er juillet 2007 et la date de publication de cette loi).

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 269 (2006-2007)]** - (13 mai 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 2043, 2045) : son intervention. - **Article 2 (Art. L. 424-16 du code de l'environnement - Décret en**

Conseil d'Etat sur les mesures de sécurité (p. 2055) : position de la commission sur l'amendement n° 5 de M. Gérard Le Cam. - **Article 5** (Art. L. 423-21-1 du code de l'environnement - Diminution de la redevance annuelle) (p. 2056, 2057) : position de la commission sur l'amendement n° 8 du Gouvernement. - **Article 8** (Art. L. 428-17 du code de l'environnement - Procédure de restitution du permis suspendu) (p. 2057) : position de la commission sur l'amendement n° 10 du Gouvernement. - **Article 9** (Art. L. 428-21 du code de l'environnement - Saisie du gibier) (p. 2058) : position de la commission sur l'amendement n° 11 du Gouvernement. - **Article 11** (Art. L. 428-3-1 nouveau du code de l'environnement - Lutte contre le sabotage des actions de chasse) (p. 2059) : position de la commission sur l'amendement n° 12 du Gouvernement. - **Article 12** (Art. L. 425-12-1 nouveau du code de l'environnement - Indemnisation des dégâts de gibier) (p. 2060) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 16** (Art. L. 421-14 et L. 421-5 du code de l'environnement - Agrément au titre de la protection de l'environnement) (p. 2061) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Jean-Marc Pastor. - **Article 19**

(Transport de parties de gibier) (p. 2062) : position de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2063, 2065) : position de la commission sur les amendements n° 3 de M. Alain Vasselle (mise en place d'une déduction fiscale pour les salaires versés aux gardes particuliers) et n° 7 de M. René Beaumont (procédé de marquage systématique du gibier des chasses commerciales).

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)] - (28 mai 2008) - Articles additionnels après l'article 5** (p. 2481) : intervient sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes) portant sur l'amendement n° 44 de la commission (corrections apportées à la transposition de trois directives).

PORTELLI (Hugues)
sénateur (Val-d'Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 267 (2007-2008)] relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 291 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Fonction publique**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental [n° 158 (2007-2008)]** - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 675, 677) : son intervention. - **Article 1er** (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire) (p. 713) : sur l'amendement n° 1 de la commission (délimitation du champ d'application de la rétention de sûreté), son sous-amendement n° 63 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) - **Article 12 (priorité)** (*Entrée en vigueur*) (p. 780) : sur l'amendement n° 29 de la commission (avis conforme de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté avant toute libération conditionnelle de condamné à la réclusion criminelle à perpétuité, et prise en compte de l'assignation à résidence et de la sortie sous surveillance pénitentiaire dans le régime de la "surveillance de sûreté"), son sous-amendement n° 78 ; adopté.

- **Commission mixte paritaire [n° 192 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 991, 992) : le groupe UMP votera le texte élaboré par la commission mixte paritaire.

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1835, 1838) : son intervention. Au nom de la commission des lois, propose l'adoption de ce texte sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Question préalable** (p. 1854) : position de la commission sur la motion n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à poser la question préalable ; - **Article 1er** (art. 13-1 à 13-3 nouveaux de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Détachement et intégration directe*) (p. 1856) : ses amendements n° 1 : prise en compte de l'ancienneté acquise dans le cadre des détachements en cours au moment de la publication de la loi pour bénéficier de l'intégration directe au terme d'un délai de cinq ans ; adopté ; et n° 2 : rapport sur l'application des dispositions du chapitre Ier ; retiré. Position de la commission sur l'amendement n° 34 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 2** (art. 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 47-1 nouveau, 48 et 62 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 41, 54, 68-1 nouveau, 69 et 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 38, 58-1 nouveau et 59 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Modalités de mise en œuvre de l'intégration directe*) (p. 1858) : ses amendements de rédaction n° 3, 4 et 5 ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 3** (art. L. 4132-13 nouveau du code de la défense - *Accès des fonctionnaires civils aux corps militaires*) (p. 1859) : position de la commission sur l'amendement n° 36 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 4** (art. 14-1 nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Droit au départ des fonctionnaires dans une autre administration ou dans le secteur privé*) (p. 1860) : son amendement n° 6 : précision ; adopté après modification par le sous-amendement n° 52 de M. François-Noël Buffet qu'il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 37 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 25 de M. François-Noël Buffet. - **Article 5** (art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 66 et 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 55 et 57 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - *Prise en compte de la double carrière des fonctionnaires en détachement*) (p. 1861) : ses amendements n° 7 : précision ; n° 8 et 9 : rédaction ; adoptés. - **Article 6** (art. 42 et 64-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Accompagnement financier de la mobilité des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 1863) : position de la commission sur les amendements n° 38 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 47 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 7** (art. 36 et 44-1 à 44-4 nouveaux de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Réorientation professionnelle*) (p. 1865) : ses amendements n° 11 : obligation de prendre en compte la situation familiale du fonctionnaire placé en réorientation professionnelle dans les trois propositions d'emploi devant lui être faites avant une éventuelle mise en disponibilité d'office ; et n° 12 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 39 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 48 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 8** (*chapitre IX bis et art. 72-1 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 25 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007, art. 104 et 104-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, chapitre IX bis et art. 98-1 nouveaux de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Généralisation des possibilités de cumul d'emplois permanents à temps non complet dans la fonction publique*) (p. 1868) : son amendement n° 13 : caractère expérimental, pour une durée de cinq ans, de l'extension des possibilités de cumul d'emplois permanents à temps non complet dans les trois fonctions publiques ; adopté après modification par le sous-amendement n° 54 du Gouvernement qu'à titre personnel il accepte. Position de la commission sur les amendements n° 40 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 49 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1869) : position de la commission sur les amendements n° 24 de M. François-Noël Buffet (possibilité pour les collectivités territoriales d'expérimenter, au titre des années 2008 à 2010, le remplacement de la notation des fonctionnaires par un entretien professionnel) et n° 26 de M. André Dulait (modification du code des pensions militaires afin de permettre aux fonctionnaires de l'Etat en situation de réorientation professionnelle d'occuper des emplois relevant du dispositif des emplois réservés). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 1870) : position de la

commission sur l'amendement n° 41 de Mme Josiane Mathon-Poinat (instauration d'un plan de titularisation des agents contractuels des trois fonctions publiques occupant des fonctions à temps plein sur des postes correspondant à des missions permanentes de l'administration). - **Article 9** (art. 3 des lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et 84-53 du 26 janvier 1984 - *Remplacement momentané des fonctionnaires par des agents non titulaires*) (p. 1871) : ses amendements n° 14 : extension au congé de présence parentale des dispositions prévues pour le congé parental ; et n° 15 : rédaction ; adoptés. A titre personnel, son amendement n° 53 : intégration dans le code général des collectivités territoriales d'une disposition rappelant la compétence de l'organe délibérant de la collectivité pour définir la notion de besoins en personnel des services ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 50 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 10** (art. 3-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 3-2 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 9-2 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 1252-1 et art. L. 1251-60 à L. 1251-63 nouveaux du code du travail - *Recours à l'intérim*) (p. 1873) : son amendement n° 16 : suppression ; retiré. - **Article 11** (art. 14-2 nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Reprise des contrats de non titulaires en cas de transfert d'activités entre personnes morales de droit public*) (p. 1875) : ses amendements n° 17 : rédaction ; et n° 18 : précision ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 45 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15** (art. 49 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Clarification des dispositions relatives à la position hors cadres des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 1877) : son amendement n° 19 : alignement des règles relatives au placement en position hors cadres des fonctionnaires territoriaux et hospitaliers sur celles applicables aux agents de l'Etat ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 1878) : position de la commission sur les amendements de M. Yves Détraigne n° 31 (introduction de nouvelles dérogations au principe du remboursement obligatoire par les organismes bénéficiaires pour les mises à disposition de fonctionnaires de l'Etat) et n° 29 (prolongation jusqu'en 2013 d'une mesure transitoire permettant à des médecins du travail non qualifiés mais déjà en poste de régulariser leur situation grâce à une formation diplômante).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2581, 2583) : son intervention. Le groupe UMP votera la motion tendant à poser la question préalable sur ce texte.

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2710, 2711) : son intervention. - **Article 7** (art 461-1 à 462-11 nouveaux du code pénal - *Crimes de guerre*) (p. 2729) : sur l'amendement n° 3 de la commission (incrimination de l'implication des mineurs de dix-huit ans dans les conflits armés) son sous-amendement n° 60 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2749) : défavorable au sous-amendement n° 62 de M. Robert Badinter portant sur l'amendement n° 61 de la commission (compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2917) : intervient sur les amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution). Proposition alternative. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 2948) : intervient sur l'amendement n° 162 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution du principe du mode de scrutin proportionnel pour la mise en œuvre du suffrage universel).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2990, 2991) : intervient sur l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion

de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure) (p. 3097, 3098) : favorable à une réécriture de l'article 16 de la Constitution. - **Article 6** (art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République) (p. 3105) : favorable à l'amendement n° 386 de M. Jean-Michel Baylet (suppression). - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès) (p. 3112) : votera l'article 7 de ce projet de loi. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 3129) : défavorable à l'amendement n° 437 de M. Bernard Frimat (renouvellement intégral des deux assemblées parlementaires). (p. 3137, 3138) : intervient sur les amendements identiques n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3164) : soutient l'amendement n° 81 de M. Patrice Gélard (précision) ; retiré. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3179, 3184) : soutient les amendements de M. Patrice Gélard n° 83 (suppression de la possibilité de porter atteinte au principe de non-rétroactivité) ; adopté ; et n° 84 (suppression de la mention relative à l'égalité hommes-femmes) ; devenu sans objet. Son amendement n° 69 : suppression de la mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 3313) : intervient sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées). - **Article 23** (art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte) (p. 3318) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 3340, 3342) : favorable à

l'amendement n° 233 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (élargissement du droit de saisine du Conseil constitutionnel aux groupes parlementaires). Son amendement n° 71 : appréciation de la conformité des dispositions législatives aux engagements internationaux par le Conseil d'Etat et par la Cour de cassation - intervention du Conseil constitutionnel en cas de conflit de jurisprudence entre les deux hautes juridictions ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 25** (p. 3343) : intervient sur l'amendement n° 321 de M. Robert Badinter (requalification du "Conseil constitutionnel" en "Cour constitutionnelle"). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3347) : son amendement n° 73 : suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 26** (p. 3353) : son amendement n° 74 : extension à quinze jours du délai imparti au Conseil constitutionnel pour statuer en urgence sur la conformité des lois ; retiré. - **Article 26** (art. 61-1 nouveau de la Constitution - Exception d'inconstitutionnalité sous forme de motion préjudicielle renvoyée au Conseil constitutionnel) (p. 3354, 3355) : son amendement n° 75 : extension du contrôle de constitutionnalité, par la voie de la question préjudicielle, à soixante sénateurs ou soixante députés ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 52 bis** (Modification des règles du prélèvement effectué au profit du fonds de solidarité de la région Ile-de-France, FSRIF) (p. 8690) : parole sur l'article. (p. 8695) : défavorable à l'amendement n° II-406 du Gouvernement (aménagement du dispositif élargissant aux EPCI le financement du fonds de solidarité des communes de la région Ile-de-France).

POVINELLI (Roland)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
 SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

POZZO di BORGO (Yves)
sénateur (Paris)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Quel avenir pour la gendarmerie ? [n° 271 (2007-2008)] (10 avril 2008) - **Défense - Police et sécurité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Où va la Russie ? [n° 416 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi** [n° 141 (2007-2008)] - (10 janvier 2008) - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 142) : soutient l'amendement n° 34 de M. Michel Mercier (participation de représentants des collectivités territoriales au conseil d'administration) ; adopté. (p. 148) : soutient l'amendement n° 36 de M. Michel Mercier (garantie du statut applicable aux personnels) ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution** [n° 170 (2007-2008)] - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 612, 614). Le groupe UC-UDF votera ce projet de loi.

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) (p. 2099, 2101) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (19 juin 2008) - **Article 13 (priorité)** (art. 35 de la Constitution - *Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3018) : son amendement n° 279 : suppression du droit donné à l'Assemblée nationale de se prononcer en dernier ressort sur la prolongation d'une intervention des forces armées à l'étranger ; devenu sans objet. (p. 3020, 3021) : intervient sur son amendement n° 279 précité. (p. 3028) : intervient sur les amendements identiques n° 111 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 140 (subordination au vote d'une loi de l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 21** (art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - *Rôle de la Cour des comptes*) (p. 3289) : favorable à l'amendement n° 144 de M. Hugues Portelli (création d'un office parlementaire d'évaluation et de contrôle des politiques publiques).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) (p. 3574, 3576) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (9 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 28** (p. 4413) : ne votera pas l'amendement n° 261 de M. Gérard César (possibilité de diffuser sur Internet, à l'exception des sites destinés à la jeunesse, des messages informationnels ou éditoriaux sur les boissons alcoolisées dès lors que les auteurs de la publication n'en retirent aucune contrepartie financière). - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - *Équipement des immeubles pour le très haut débit*) (p. 4431, 4432) : son amendement n° 699 : suppression de la disposition permettant à un opérateur de transformer d'office en fibre optique son réseau à haut débit ; adopté.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) (p. 4471) : son amendement n° 702 : dispositif alternatif basé sur le partage d'infrastructures passives des opérateurs 2G ; retiré au profit de l'amendement n° 163 de la commission (information obligatoire des opérateurs sur les déploiements en zones grises et bilan d'évaluation établi par l'autorité de régulation des communications électroniques et des postes). (p. 4476) : ses amendements n° 700 : élargissement de l'appréciation du point de mutualisation ; et n° 698 : retour à la rédaction initiale pour la définition du point de mutualisation ; retirés. - **Article 30 sexies** (*Réseau partagé en téléphonie mobile de troisième génération*) (p. 4506, 4507) : son amendement n° 701 : élargissement du champ des modalités de partage par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ; retiré. Soutient l'amendement n° 643 de M. Philippe Nogrix (critères de détermination du taux de couverture de la population) ; retiré. - **Article 32** (art. L. 314-15 [nouveau] et L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance de la carte de résident pour contribution économique exceptionnelle*) (p. 4517) : intervient sur les amendements identiques n° 368 de Mme Bariza Khiari et n° 502 de Mme Odette Terrade (suppression). - **Article 33 bis** (art. L. 3211-1 du code général de la propriété des personnes publiques - *Coûts de dépollution des immeubles cédés par l'Etat*) (p. 4528) : intervient sur les amendements de la commission n° 250 (rédaction) et n° 251 (suppression d'une disposition superflue). - **Article 34** (art. L. 611-10, L. 611-11, L. 611-16, L. 612-12, L. 613-2, L. 613-24, L. 613-25, L. 614-6 et L. 614-12 du code de la propriété intellectuelle - *Adaptation du code de la propriété intellectuelle à la convention révisée sur le brevet européen*) (p. 4540) : soutient l'amendement n° 657 de Mme Anne-Marie Payet (précision que la brevetabilité de la seconde indication thérapeutique ne porte pas atteinte à la définition du médicament générique) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 43** (p. 4549) : soutient l'amendement n° 697 de M. Pierre Fauchon (instauration d'une procédure de main-levée devant le tribunal d'instance) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 45** (p. 4556) : soutient l'amendement n° 731 de M. Marcel Deneux (harmonisation des définitions des branchements et des extensions de réseaux électriques utilisées dans le droit électrique et dans le droit de l'urbanisme) ; adopté. (p. 4573, 4574) : soutient les amendements de M. Jean Arthuis, n° 728 (suppression du comité monétaire du conseil général de la Banque de France) ; et n° 720 (conséquence) ; adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4582) : une partie des membres du groupe UC-UDF votera ce texte.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale** [n° 499 (2007-2008)] - (16 décembre

2008) - **Article 1er** (art. L. 1142-1 et L. 3211-2 et art. L. 3211-3 et L. 3225-1 [nouveaux] du code de la défense - Rattachement de la gendarmerie nationale au ministre de l'Intérieur, confirmation de son statut militaire et définition de ses missions) (p. 9018) : son amendement n° 35 : maintien de la gendarmerie nationale sous l'autorité du commandement militaire lorsqu'elle participe aux interventions des forces armées sur des théâtres extérieurs ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er**

(p. 9020) : ses amendements n° 36 : autonomie de la direction générale de la gendarmerie nationale au sein du ministère de l'intérieur ; et n° 37 : désignation du directeur général de la gendarmerie nationale parmi les officiers généraux de gendarmerie ; retirés.

PRINTZ (Gisèle)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis membre le 18 novembre 2008 ; puis vice-présidente le 3 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la coopération.

Membre titulaire de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

Membre titulaire de la Commission d'étude de la revalorisation des rentes, des retraites et des pensions des anciens combattants de l'outre-mer.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 19 juin 2008.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ; nouvelle nomination ; membre titulaire le 4 décembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 13** (p. 4724) : soutient l'amendement n° 115 de M. Bernard Frimat (limitation du champ d'intervention des ordonnances) ; rejeté. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - *Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 4733) : soutient l'amendement n° 120 de M. Bernard Frimat (en matière d'examen en séance publique des textes issus des travaux de la commission permanente saisie au fond, suppression de l'exception en faveur des projets de loi de finances, de projets de financement de la sécurité sociale, et des projets de révision constitutionnelle) ; rejeté.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (17 juillet 2008) - **Question préalable** (p. 4839, 4840) : sa motion n° 60 tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. L. 2121-1 du code du travail - *Critères de représentativité syndicale*) (p. 4846) : soutient l'amendement n° 63 de M. Jean-Pierre Godefroy (rédaction) ; adopté. - **Article 2** (art. L. 2122-1, L. 2122-2 et L. 2122-3 à L. 2122-11 du code du travail - *Règles de détermination de la représentativité des organisations syndicales aux différents niveaux de dialogue social*) (p. 4855) : soutient l'amendement n° 69 de M. Jean-Pierre Godefroy (retour à une périodicité de deux ans pour les élections professionnelles) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (18 juillet 2008) - **Article 7** (art. L. 2232-21 à L. 2232-27, L. 2232-27-1 nouveau, L. 2232-8 et L. 2232-29 du code du travail - *Négociation collective par les représentants élus du personnel et les salariés mandatés*) (p. 4900) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 73 (limitation de ce dispositif aux entreprises de moins de cinquante salariés) ; et n° 74 (exclusion du champ d'application de cet article du nouveau dispositif relatif au temps de travail négocié) ; rejetés. - **Intitulé du Titre II** (*Le temps de travail*) (p. 4916) : soutient l'amendement n° 76 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression de cette division) ; rejeté. - **Article 16** (art. L. 3121-11 à L. 3121-14, L. 3121-17 à L. 3121-19 et L. 3121-24 du code du travail - *Contingent annuel d'heures supplémentaires et repos compensateur de remplacement*) (p. 4930, 4931) : soutient l'amendement n° 78 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté. (p. 4949, 4950) : soutient les amendements de M. Jean-Pierre Godefroy n° 80 (rétablissement de l'autorisation de l'inspecteur du travail pour les heures supplémentaires effectuées au-delà du contingent annuel) ; et n° 81 (liberté pour le salarié de refuser d'effectuer des heures supplémentaires au-delà du contingent annuel sans que ce refus soit constitutif d'une faute ou d'un motif de licenciement) ; rejetés. - **Article 17** (art. L. 2323-29 et L. 3121-28 à L. 3121-47 du code du travail - *Conventions de forfait*) (p. 4962) : soutient l'amendement n° 85 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (22 juillet 2008) - **Article 18** (*section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - Dispositifs d'aménagement du temps de travail*) (p. 4998) : soutient l'amendement n° 97 de M. Jean-Pierre Godefroy (précision) ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 3153-3 du code du travail, L. 242-4-3 nouveau du code de la sécurité sociale et 83 du code général des impôts - *Régime fiscal et social applicable en cas d'utilisation de droits accumulés sur le compte épargne-temps en vue de la retraite*) (p. 5015) : soutient l'amendement n° 104 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (p. 5803, 5804) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux) soutient le sous-amendement n° 427 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 5813, 5814) : soutient l'amendement n° 431 de M. Thierry Repentin (suppression des dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution de logements sociaux) ; rejeté.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - *Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6041) : soutient l'amendement n° 92 de Mme Raymonde Le Texier (contenu des conventions conclues entre les départements et les organismes en charge de l'accompagnement des bénéficiaires du RSA) ; devenu sans objet. (p. 6048) : soutient l'amendement n° 97 de Mme Raymonde Le Texier (libre appréciation du président du conseil général à l'égard de la suspension du versement du RSA) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6195, 6197) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Article 1er (priorité)** (art. 244 quater T, 199 ter Q, 220 Y nouveaux et art. 223 O du code général des impôts - *Incitation à la conclusion d'un accord d'intéressement et au versement d'une prime*) (p. 6209) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (répartition uniforme de cette prime sur l'ensemble des salariés) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er bis** (p. 6216) : soutient l'amendement n° 38 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (diminution à dix salariés du seuil de la participation obligatoire) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 3324-10 et L. 3325-2 du code du travail, art. 158 et 163 bis AA du code général des impôts - *Modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation*) (p. 6220) : soutient l'amendement n° 43 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (instauration d'un régime dérogatoire pour les sociétés coopératives ouvrières de production, SCOP) ; rejeté. - **Article 2 nonies** (art. L. 3334-5-1 nouveau du code du travail - *Adhésion par défaut à un plan d'épargne pour la retraite collectif*) (p. 6235) : soutient l'amendement n° 49 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (suppression) ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - *Modernisation de la procédure de fixation du Smic*) (p. 6245, 6246) : soutient l'amendement n° 52 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (prise en compte de l'indice des prix à la consommation et de l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires horaires moyens dans le calcul de l'évolution du SMIC) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 6288) : soutient l'amendement n° 57 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (création d'un forfait minimal de cotisations sociales patronales pour les entreprises de plus de vingt salariés employant plus du quart de leurs effectifs en contrat à durée déterminée, en contrat à temps partiel ou en contrat d'intérim) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 241-13 du

code de la sécurité sociale - Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic) (p. 6294) : soutient l'amendement n° 60 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (diminution du délai dont disposeront les branches pour revaloriser les salaires minimaux) ; rejeté.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 52 (priorité)** (art. L. 342-6, L. 353-1, L. 353-6 nouveau, L. 357-10-2 nouveau, L. 634-2 et L. 643-7 du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-41 et L. 732-51-1 nouveau du code rural - Instauration d'une majoration de la pension de réversion au bénéfice des veufs aux revenus les plus modestes et introduction d'une condition d'âge pour bénéficiaire du droit à réversion) (p. 6961) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 60 (priorité)** (art. L. 351-10 du code de la sécurité sociale ; art. L. 14 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Revalorisation de la surcote) (p. 7021) : parole sur l'article. - **Article 31** (art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins) (p. 7068) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) - **Article 38 bis** (Remise d'un rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge des moyens contraceptifs) (p. 7130) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (20 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 50** (p. 7201) : soutient l'amendement n° 288 de Mme Raymonde Le Texier (renforcement de l'obligation d'affichage de leurs tarifs par les professionnels de santé) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (28 novembre 2008) (p. 7896, 7897) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7905, 7911) : ses amendements n° II-87 : revalorisation de la retraite du combattant, n° II-93 : date d'application de la revalorisation, n° II-86 : revalorisation du plafond majorable de la rente mutualiste du combattant, n° II-88 : revalorisation du point d'indice des pensions militaires, n° II-91 : reconnaissance de la campagne double pour les anciens combattants d'Algérie, n° II-90 : relèvement du montant de l'allocation différentielle de solidarité en faveur des conjoints survivants et n° II-89 : extension des droits à réparation pour les orphelins ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 59 septies** (p. 7912) : son amendement n° II-92 : abaissement de l'âge permettant aux anciens combattants de bénéficier d'une demi-part supplémentaire au titre de l'impôt sur le revenu ; rejeté.

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8098, 8099) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

PROCACCIA (Catherine)
sénateur (Val-de-Marne)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi en faveur des revenus du travail (29 octobre 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'hôpital national de Saint Maurice jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie le 19 juin 2008.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 141 (2007-2008)] relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [n° 154 (2007-2008)] (8 janvier 2008) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi [n° 183 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Entreprises - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sécuriser les opérations d'adossment de régimes de retraite spéciaux au régime général [n° 263 (2007-2008)] (9 avril 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de résolution sur la proposition de directive du Conseil relative à la mise en œuvre de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de religion ou de convictions, de handicap, d'âge ou d'orientation sexuelle (E 3918) [n° 58 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (9 janvier 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** : son intervention (p. 90, 92). Au nom de la commission des affaires sociales, propose l'adoption de ce texte. - **Question préalable** (p. 107) : position de la commission sur la motion n° 65 de M. Guy Fischer tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 110) : position de la commission sur la motion n° 67 de M. Jean-Pierre Godefroy tendant au renvoi à la commission. - **Article 1er** (art. L. 311-1, L. 311-1-1 et L. 311-1-2 du code du travail - *Coordination des acteurs du service public de l'emploi*) (p. 113) : son amendement n° 2 : création d'un conseil régional de l'emploi dans chaque

région ; adopté. (p. 115, 116) : position de la commission sur les amendements n° 37, n° 38 et n° 39 de Mme Annie David, n° 68, n° 69 et n° 70 de Mme Christiane Demontès, n° 31 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 88 de M. Jean-Claude Carle. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 118, 120) : position de la commission sur les amendements n° 32 de M. Jean-Jacques Jégou (création d'une commission nationale d'évaluation de l'emploi, de la formation et de l'insertion) et n° 71 de Mme Christiane Demontès (prorogation de vingt-quatre mois des conventions conclues entre le représentant de l'Etat en région, les régions et l'AFPA). - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-7-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 123, 130) : position de la commission sur les amendements n° 35 de M. Michel Mercier, n° 40, n° 42, n° 43, n° 44, n° 45, n° 46 et n° 41 de Mme Annie David, n° 72, n° 73 et n° 74 de Mme Christiane Demontès et n° 92 de Mme Joëlle Garriaud-Maylam.

- **Suite de la discussion** (10 janvier 2008) (p. 140, 144) : ses amendements n° 3 : évolution du nombre de représentants syndicaux et patronaux dans le conseil d'administration en fonction du nombre d'organisations représentatives reconnues ; retiré ; n° 4 : institution d'une procédure de révocation du directeur général à la demande du conseil d'administration ; et n° 5 : création dans le budget d'une nouvelle section séparant les dépenses d'intervention en faveur des demandeurs d'emploi et les dépenses de fonctionnement ; adoptés. (p. 145) : position de la commission sur les amendements n° 47, n° 48, n° 49 de Mme Annie David, n° 75, n° 76, n° 77 de Mme Christiane Demontès et n° 34 de M. Michel Mercier. (p. 146, 148) : ses amendements n° 6 : application à la nouvelle institution en matière de gestion des achats du régime applicable aux institutions du régime d'assurance chômage ; et n° 7 : application d'une convention de branche ; adoptés. (p. 149) : position de la commission sur les amendements n° 93 du Gouvernement, n° 50, n° 51 de Mme Annie David, n° 36 de M. Michel Mercier et n° 78 de Mme Christiane Demontès. (p. 151) : son amendement n° 8 : encadrement des conditions de participation des acteurs locaux au service public de l'emploi par les conventions signées entre le préfet de région et la nouvelle institution ; adopté. (p. 150, 155) : position de la commission sur les amendements n° 52, n° 53, n° 54, n° 55, n° 56 de Mme Annie David, n° 79 et n° 80 de Mme Christiane Demontès. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 156, 157) : position de la commission sur les amendements n° 89 de M. Jean-Claude Carle (intégration des services d'orientation professionnelle de l'AFPA dans la future institution) et n° 29 de M. Jean-Pierre Cantegrit (possibilité pour les salariés expatriés privés d'emploi de s'inscrire auprès des comités consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle). - **Article 3** (art. L.351-21, L. 351-22 et L. 354-1 du code du travail - *Nouvelle organisation du régime d'assurance chômage*) (p. 162) : son amendement n° 9 : introduction de dérogations au principe du transfert aux URSSAF du recouvrement des cotisations de chômage ; adopté après modification par le sous-amendement n° 91 de M. Jean-Claude Carle qu'elle accepte. (p. 159, 164) : position de la commission sur les amendements n° 57 et n° 58 de Mme Annie David, n° 81 de Mme Christiane Demontès, n° 95 du Gouvernement et n° 87 de M. Jean-Pierre Vial. (p. 165) : son amendement n° 11 : ventilation de la participation du régime d'assurance chômage au fonctionnement et à l'investissement de la nouvelle institution ainsi qu'aux dépenses d'intervention en faveur des demandeurs d'emploi ; retiré au profit de l'amendement portant sur le même objet n° 82 de Mme Christiane Demontès. - **Articles additionnels après l'article 8 (priorité)** (p.166) : son amendement n° 18 : présentation d'un rapport sur le transfert éventuel à la nouvelle institution des personnels de l'AFPA chargée de l'orientation professionnelle des demandeurs d'emploi ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 66 de M. Nicolas About (qualification de démissionnaire attribuée au salarié s'inscrivant comme demandeur d'emploi après avoir abandonné son poste de travail). - **Article 4** (art. L. 143-11-4, L. 143-11-6, L. 351-5-1 nouveau, L. 351-6, L. 351-6-1, L. 351-8 du code du travail, L. 114-12, L. 142-1, L. 142-2, L. 213-1, L. 243-7 du code de la sécurité sociale - *Transfert du recouvrement des cotisations Assedic aux Urssaf*) (p. 169, 170) : ses amendements n° 12 :

réparation d'une omission et harmonisation rédactionnelle ; et n° 13 : précision du régime juridique applicable au recouvrement des cotisations et contributions exigibles avant la date du transfert aux URSSAF ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 83 de Mme Christiane Demontès et n° 30 de M. Jean-Paul Amoudry. - **Article 5** (*Instance de préfiguration de la nouvelle institution*) (p. 179, 180) : son amendement n° 14 : lancement immédiat de la procédure de recherche du nom de la nouvelle institution ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 103 du Gouvernement et n° 60 de Mme Annie David. - **Article 6** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des personnels de l'ANPE et de l'Unedic*) (p. 182, 184) : ses amendements n° 15 : encadrement de la durée de négociation de la convention collective de la nouvelle institution ; et n° 16 : précision du statut des personnels nouvellement embauchés de l'UNEDIC et des ASSEDIC dans l'attente de la signature de la nouvelle convention collective ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 61 de Mme Annie David, n° 85 de Mme Christiane Demontès et n° 96 du Gouvernement. - **Article 7** (*Modalités du transfert à la nouvelle institution des biens de l'ANPE et des Assedic*) (p. 185, 186) : son amendement n° 17 : mise à disposition de la nouvelle institution des biens des ASSEDIC ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 62 et n° 63 de Mme Annie David. - **Article 9** (*Cohérence rédactionnelle des textes législatifs et réglementaires en vigueur*) (p. 188, 189) : son amendement n° 19 : correction d'une erreur matérielle de chiffrage ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 99, n° 98 et n° 97 du Gouvernement. - **Article 11** (*art. L. 1134-4, L. 1144-3, L. 1233-68, L. 1233-69, L. 1235-16, L. 1236-2, L. 1251-46, L. 1274-2, L. 2211-2, L. 3253-14, L. 3253-15, L. 3253-16, L. 3253-17, L. 3253-20, L. 3253-21, L. 5112-1 et L. 5112-2 nouveaux, L. 5133-5, L. 5134-55, L. 5134-97, L. 5134-61, L. 5212-7, L. 5311-2, L. 5311-5, L. 5312-1 à L. 5312-14 nouveaux, L. 5313-2, L. 5411-1, L. 5411-2, L. 5411-4, L. 5422-4, L. 5422-24, L. 5423-14, L. 5423-17, L. 5424-2, L. 5424-21, L. 5426-1, L. 5427-1 à L. 5427-5, L. 5427-7, L. 5427-9, L. 6332-17, L. 6341-1, L. 6341-6, L. 8272-1 du nouveau code du travail - Insertion dans le nouveau code du travail des dispositions figurant aux articles 1er à 3*) (p. 193, 195) : ses amendements rédactionnels n° 21 et n° 24, de coordination n° 23 et n° 25, n° 22 : adaptation de la rédaction de ce texte aux dispositions introduites dans le nouveau code du travail ; et n° 26 : correction d'une faute d'orthographe ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 102 de Mme Christiane Demontès, n° 100, n° 101, n° 104 et n° 94 du Gouvernement. - **Article 12** (*art. L. 3253-14, L. 3253-18, L. 3253-21, L. 5422-16, L. 5422-17 à L. 5422-20 du nouveau code du travail - Insertion dans le nouveau code du travail des dispositions figurant à l'article 4*) (p. 196) : son amendement n° 28 : précision ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** : son amendement n° 1 : nouvel intitulé de ce texte - **Projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi** ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 198) : remerciements.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 410, 412). Le groupe UMP votera en faveur de ce projet de loi. - **Article 1er** (*Modalités de conversion en argent d'un certain nombre de droits à congés*) (p. 443) : son amendement n° 61 : prolongation jusqu'au 31 décembre 2009 de la période de rachat des jours de RTT ; adopté après modification suggérée par le Gouvernement. (p. 447) : accepte de rectifier son amendement précité n° 61 à la demande du Gouvernement. (p. 449, 450) : intervient sur l'amendement n° 103 de M. Guy Fischer (suppression des conventions de forfait jour). Soutient l'amendement n° 25 de M. Alain Gournac (extension du dispositif aux salariés qui ne relèvent pas du droit commun du code du travail ou du code rural) ; adopté. - **Article 1er ter** (*Conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale*) (p. 452) : son amendement n° 27 : extension du dispositif aux salariés agricoles ; adopté. - **Article 2** (*Déblocage anticipé des sommes attribuées au titre de la participation aux résultats de l'entreprise*) (p. 457, 460) : son amendement n° 62 : interdiction pour l'entreprise d'abonder les sommes issues du déblocage de la participation lorsqu'elles sont réinvesties dans le plan d'épargne entreprise ; retiré. - **Article 3**

(*Versement d'une prime exceptionnelle aux salariés des entreprises non assujetties au régime de la participation*) (p. 463, 464) : soutient l'amendement n° 58 de M. Alain Gournac (intégration des salariés du secteur de l'économie sociale dans le champ d'application de l'article) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 5** (*Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur*) (p. 497, 498) : s'il est maintenu, votera l'amendement n° 11 de M. André Lardeux (rétablissement de la possibilité pour le bailleur de demander deux mois de loyer au titre de dépôt de garantie, assortie de l'étalement sur les dix premiers mois du bail du paiement du deuxième mois). - **Articles additionnels avant l'article 1er (précédemment réservés)** (p. 537) : s'abstient sur l'amendement n° 30 de Mme Raymonde Le Texier (plafonnement du dépassement d'honoraires demandé aux patients à 15 % du montant de la prise en charge par les régimes obligatoires d'assurance maladie). - **Article additionnel après l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 545) : s'interroge sur l'application pratique de l'amendement n° 57 de M. Alain Gournac (possibilité pour des salariés qui renoncent à leurs jours de RTT, de mutualiser leurs rémunérations afin de financer le maintien de la rémunération d'autres salariés de l'entreprise utilisant un congé pour des activités d'intérêt général).

- **Projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi - Commission mixte paritaire [n° 183 (2007-2008)]** - (31 janvier 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 738, 739) : son intervention.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-613 du 26 avril 2007 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine du médicament - Deuxième lecture [n° 198 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1509) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Article 1er** (*art. L. 3133-7, L. 3133-8, L. 3133-9, L. 3133-10, L. 3133-11 et L. 3133-12 du code du travail - Assouplissement des modalités d'exercice de la journée de solidarité dans les entreprises du secteur privé*) (p. 1564, 1565) : favorable à l'amendement n° 1 de la commission (limitation à deux demi-journées des possibilités de fractionnement de la journée de solidarité).

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (7 mai 2008) - **Article 5** (*art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1982) : intervient sur les amendements de suppression n° 51 de M. Jacques Muller et n° 74 de Mme Annie David. (p. 1997) : ne votera pas l'amendement n° 77 de Mme Annie David (suppression des dispositions relatives à la protection des salariés détenteurs d'un mandat syndical). - **Article 8** (*art. L. 1251-60 et L. 8241-1 du code du travail - Portage salarial*) (p. 2010) : soutient l'amendement n° 55 de M. Louis Souvet (négociation de l'accord de branche organisant le portage dans le secteur de l'intérim après consultation des organisations représentatives du portage salarial) ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2016, 2017) : avis favorable du groupe UMP sur ce texte.

- **Projet de loi relatif aux archives - Deuxième lecture [n° 305 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Article additionnel après l'article 19** (p. 2180) : son amendement n° 3 : autorisation d'hébergement des données de santé par un tiers ; retiré.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail - Commission mixte paritaire [n° 364 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2680) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3875) : sur l'amendement n° 755 de M. François Trucy (assouplissement du régime juridique de détention du capital des

sociétés d'exercice libéral), reprend le sous-amendement n° 1063 de M. Bernard Barraux (exclusion des professions de santé du champ de cette mesure) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 42 (priorité)** (*Ordonnances tendant à la modernisation de la place financière française*) (p. 4041) : s'abstient sur l'amendement n° 1064 du Gouvernement (modification de l'habilitation pour la fusion de la commission bancaire et de l'autorité de contrôle des assurances et des mutuelles). - **Articles additionnels avant l'article 21 A** (p. 4096) : votera l'amendement n° 358 de Mme Nicole Bricq (création d'un recours collectif au profit des consommateurs).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 22** (*art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction des abus dans la relation commerciale*) (p. 4159) : soutient l'amendement n° 949 de M. Henri de Raincourt (obligation de mentionner le nom et l'adresse du fabricant sur les produits vendus sous la marque des distributeurs) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 22 ter** (p. 4167) : votera l'amendement n° 759 de M. Éric Doligé (autorisation des relevés de prix entre commerçants concurrents).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 29** (*art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit*) (p. 4484, 4485) : votera l'amendement n° 1089 du Gouvernement (cadre juridique permettant aux autorités organisatrices de la distribution d'électricité, d'eau potable et d'assainissement collectif d'assurer le passage de la fibre optique). - **Article 30 quater** (*art. 19 de la loi n° 2007-309 du 5 mars 2007 relative à la modernisation de la diffusion audiovisuelle et à la télévision du futur - Obligation de passage progressif à la norme MPEG-4 de tous les téléviseurs vendus ainsi que des adaptateurs TNT individuel*) (p. 4502, 4503) : intervient sur l'amendement n° 177 de la commission (suppression de l'obligation d'intégrer un décodeur MPEG-4 HD dans les petits téléviseurs et les adaptateurs au 1er décembre 2011). - **Article 30 sexies** (*Réseau partagé en téléphonie mobile de troisième génération*) (p. 4510) : intervient sur les amendements, portant sur le même objet, de M. Jean Desessard n° 977 et n° 1003 (réalisation d'une étude d'impact sur la santé humaine et sur l'environnement), ainsi que sur le n° 978 (information de la population avant toute installation ou modification d'un équipement).

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (22 juillet 2008) - **Article 22** (*art. L. 3153-3 du code du travail, L. 242-4-3 nouveau du code de la sécurité sociale et 83 du code général des impôts - Régime fiscal et social applicable en cas d'utilisation de droits accumulés sur le compte épargne-temps en vue de la retraite*) (p. 5016) : son amendement n° 191 : extension du dispositif fiscal au plan d'épargne retraite entreprise ; retiré.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (17 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 5600) : intervient sur l'amendement n° 608 de Mme Dominique Voynet (possibilité, pour les maires, de recourir aux réquisitions d'immeubles vides).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 5689, 5690) : soutient les amendements de M. Charles Revet n° 463 (modalités d'attribution de droit du permis de construire dans les communes ne disposant pas de plan d'occupation des sols) ; n° 464 (possibilité pour le conseil municipal de délimiter des secteurs à l'intérieur desquels la réalisation de programmes de logements comportant au moins une moitié de logements locatifs sociaux bénéficie d'une majoration du coefficient d'occupation des sols) ; n° 466 (possibilité de transformer une cour-masure en maison d'habitation lorsqu'elle n'abrite plus d'activités agricoles) ;

n° 465 (possibilité pour les communes de recourir à la procédure de révision simplifiée pour classer de nouveaux terrains en zone constructible) ; et n° 461 (prise en charge par les propriétaires des travaux de voirie et réseaux divers nécessaires à la viabilisation des terrains classés en zone constructible par les communes dans le cadre de la procédure de révision simplifiée) ; retirés. - **Article 17** (*art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU*) (p. 5749) : soutient l'amendement n° 459 de M. Charles Revet (possibilité pour les communes d'incorporer dans les 20 % de logements sociaux qu'elles sont tenues de construire, les logements neufs destinés à être affectés à l'habitation principale des personnes physiques ne dépassant pas un certain plafond de ressources) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (*art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (p. 5800, 5802) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux) ses sous-amendements n° 514 et n° 515 ; retirés.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6191, 6193) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte. - **Article 2** (*art. L. 3324-10 et L. 3325-2 du code du travail, art. 158 et 163 bis AA du code général des impôts - Modalités d'utilisation des sommes versées au titre de la participation*) (p. 6220) : son amendement n° 65 : modulation de l'application dans le temps des dispositions de cet article ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2 sexies** (p. 6234) : son amendement n° 30 : extension de l'accès au plan d'épargne salariale aux agents généraux d'assurance et aux agents commerciaux ; adopté. - **Article 3** (*art. L. 2271-1, L. 3231-6, L. 3231-11 et L. 3231-11-1 nouveau du code du travail - Modernisation de la procédure de fixation du Smic*) (p. 6249) : intervient sur les amendements identiques n° 17 de la commission, n° 53 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 86 de Mme Annie David (maintien au 1er juillet de la date de fixation du SMIC).

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6284) : soutient l'amendement n° 67 de Mme Christiane Kammermann (autorisation pour les associations caritatives de percevoir des dons sous forme de titres-restaurant) ; adopté. - **Article 5** (*art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic*) (p. 6293) : soutient l'amendement n° 31 de M. Gérard César (application de la conditionnalité des allègements de charges sociales au secteur agricole) ; retiré. Son amendement n° 99 : possibilité de report au-delà du 1er janvier 2011 de l'entrée en vigueur de ce dispositif sous réserve d'une diminution de moitié du nombre de branches dont les minima salariaux sont inférieurs au SMIC ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6297) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6405) : Sur l'amendement n° 132 de M. Serge Lagache (possibilité, pour les abonnés, de contester les recommandations de manière électronique), son sous-amendement n° 178 ; adopté. (p. 6410, 6411) : son amendement n° 113 : coupure du seul accès à Internet en cas de sanction d'un abonné à une offre triple-play ; retiré.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 18** (art. L. 2241-2, L. 2242-8 et L. 3261-2 à L. 3261-5 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 131-4-1 et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge des frais de transport domicile-travail*) (p. 6897) : intervient sur l'amendement n° 7 de la commission (caractère facultatif du plan de mobilité).

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - *Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7031, 7032) : son amendement n° 245 : possibilité pour les entreprises de saisir le médecin du travail pour vérifier l'aptitude du salarié à poursuivre son activité dans l'emploi qu'il occupe ; retiré. (p. 7037) : intervient sur son amendement n° 245 précité.

- Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7289) : défavorable à l'amendement n° I-115 de M. Jean-Jacques Jégou (assujettissement à l'impôt sur le revenu des indemnités temporaires versées aux victimes d'accidents du travail). - **Article 2 quater** (*Régime fiscal du capital versé aux mineurs pour le rachat de leur droit au logement et au chauffage*) (p. 7314) : soutient l'amendement n° I-49 de Mme Brigitte Bout (limitation de la validation législative sur les contentieux relatifs aux droits au logement et au chauffage perçu par les mineurs) ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 7333) : soutient l'amendement n° I-48 de M. Roland du Luart (allongement du délai de transformation des centres de gestion agréés et habilités à tenir une comptabilité) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7394) : favorable à l'amendement n° I-142 de M. Yves Détraigne (encouragement au développement de l'utilisation des sacs biodégradables).

Deuxième partie :

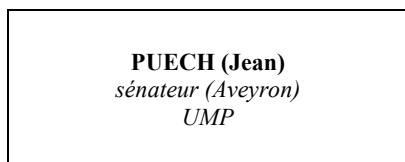
Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) (p. 8529, 8530) : son intervention, en son nom et au nom de M. Michel Bécot.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 9371) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 27 de la commission et n° 136 de M. Bernard Vera (diminution du droit de timbre fiscal pour les demandeurs d'un passeport biométrique fournissant eux-mêmes leurs photos d'identité). - **Article additionnel avant l'article 50** (p. 9380) : soutient l'amendement n° 41 de M. Dominique Braye (report de la date d'acquittement de la participation à l'effort de construction au titre de 2007 par les entreprises agricoles) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9396) : favorable à l'amendement n° 34 de la commission (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer).

- Au nom de la commission des affaires sociales (p. 9398) : soutient l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 64 (création d'un document de politique transversale retraçant la politique de lutte contre les drogues et les toxicomanies) ; adopté. -

- A titre personnel - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 9401, 9402) : soutient les amendements de M. Auguste Cazalet n° 144 (précision sur les modalités d'exercice de l'activité de débitant de tabacs sous la forme d'une société en nom collectif) ; et de M. Dominique Braye n° 151 (prorogation pour un an, par avenant, des conventions de délégation d'aide à la pierre à la demande des EPCI ne disposant pas d'un programme local de l'habitat) ; adoptés.



Non réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

Président de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jean Puech sur la création d'un véritable statut de l'élu local** - (22 janvier 2008) : sa question (p. 356, 359).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2879, 2880) : son intervention.

RAFFARIN (Jean-Pierre)
sénateur (Vienne)
 UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 606, 609). Le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2861, 2863) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er A** (p. 2918) : défavorable aux amendements identiques n° 160 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 354 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 419 de M. Bernard Frimat (suppression de la référence à la notion de "race" dans la Constitution).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Article 13 (priorité)** (art. 35 de la Constitution - *Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3025) : fait part de son expérience de Premier ministre.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - *Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3112) : défavorable aux amendements identiques n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 329 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 428 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - *Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3143) : favorable à l'amendement n° 103 de la commission (limitation du nombre de sénateurs). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - *Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3159) : défavorable aux amendements identiques n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - *Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France* -

Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 3230) : intervient sur les amendements n° 45 de M. Christian Cointat (rétablissement de l'examen prioritaire par le Sénat des projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français de l'étranger) et n° 463 de M. Bernard Frimat (suppression de la priorité d'examen par le Sénat des textes concernant l'organisation des collectivités territoriales). (p. 3237, 3238) : favorable à l'amendement n° 87 de M. Patrice Gélard (suppression de la référence à l'avis du Conseil d'Etat avant l'examen en commission d'une proposition de loi). - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - *Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3270) : votera les amendements identiques n° 133 de la commission, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel et n° 493 de M. Bernard Frimat (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - *Conditions générales de vente*) (p. 4133) : ne votera pas les amendements de suppression n° 413 de M. Daniel Raoul et n° 526 de Mme Odette Terrade.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - *Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4289, 4290) : parole sur l'article. (p. 4310) : favorable à l'amendement n° 797 de M. Thierry Repentin (maintien des observatoires départementaux d'équipement commercial chargés de collecter des données sur l'organisation commerciale des territoires). (p. 4312, 4313) : défavorable aux amendements identiques n° 798 de M. Thierry Repentin et n° 968 de M. Jean Desessard (maintien à 300 mètres carrés du seuil de soumission des projets d'équipement commercial à l'autorisation de la CDAC).

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (22 juillet 2008) - **Article 18** (section première du chapitre II du titre II du livre Ier de la troisième partie et sous-section 8 de la section première du chapitre III du titre II du livre Ier de la troisième partie du code du travail - *Dispositifs d'aménagement du temps de travail*) (p. 4997) : intervient sur l'amendement n° 96 de M. Jean-Pierre Godefroy (fixation de la modulation du temps de travail par un accord collectif étendu).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) - **Article additionnel après 73** (p. 8079) : intervient sur les amendements identiques de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-84 et de la commission des lois saisie pour avis n° II-98 (rapport sur les frais occasionnés par les transfèrements et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice) .

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52** (p. 8684) : intervient sur l'amendement n° II-299 de M. Yannick Botrel (régime dérogatoire de France Télécom en matière de taxe professionnelle).

RAINAUD (Marcel)
sénateur (Aude)
 SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 6 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre l'obésité [n° 312 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Questions sociales et santé - Éducation.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi définissant les conditions de paiement, lors des transactions commerciales, sur le vin [n° 374 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Agriculture et pêche - PME, commerce et artisanat.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

de RAINCOURT (Henri)
sénateur (Yonne)
UMP

Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire à compter du 15 janvier 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre titulaire du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics.

Membre titulaire de l'Observatoire de l'emploi public.

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative.

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Pouvoirs publics [n° 99 tome 3 annexe 20 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1797, 1798) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2851, 2853) : son intervention. Le groupe UMP souscrit aux grandes orientations de cette révision.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2939) : le groupe UMP votera les amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 9** (*art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement*) (p. 3134) : défavorable aux amendements portant sur le même objet n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés). (p. 3144) : favorable à l'amendement n° 103 de la commission (limitation du nombre de sénateurs).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 34** (*art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi*) (p. 3408, 3409) : intervient sur les amendements de Mme Alima Boumediene-Thiery n° 340 (suppression du caractère rétroactif de la disposition permettant aux membres du Gouvernement de retrouver leur siège de parlementaires) et n° 358 (coordination).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Congrès du Parlement [n° 459 (2007-2008)]** - (21 juillet 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 10, 11) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8564, 8565) : le groupe UMP ne votera pas l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %).

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8759, 8761) : votera ce budget.

RALITE (Jack)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice**.

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie**.

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet** [n° 405 (2007-2008)] - (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits*

sur Internet) (p. 3695) : soutient l'amendement n° 152 de M. Ivan Renar (extension à cinq ans des délais d'incompatibilités professionnelles pour les membres de la Haute autorité) ; devenu sans objet. Soutient le sous-amendement n° 153 de M. Ivan Renar portant sur l'amendement n° 12 de la commission (incompatibilités de fonctions des membres de la Haute Autorité) ; adopté. (p. 6401) : soutient l'amendement n° 141 de M. Ivan Renar (précision) ; devenu sans objet. (p. 6408) : soutient l'amendement n° 151 de M. Ivan Renar (garantie du caractère graduel du dispositif de sanctions) ; devenu sans objet. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6467, 6469) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Article 23** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 7474, 7477) : parole sur l'article. Son amendement n° I-196 : augmentation de la redevance audiovisuelle ; rejeté.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - **Rappel au règlement** (p. 8452, 8453) : article 36, alinéa 3 du Règlement du Sénat. Regrette l'heure tardive du débat sur les crédits des médias. Dénonce les coups de force du Président de la République dans le domaine de l'audiovisuel : suppression de la publicité sur les chaînes publiques ; nomination et révocation du président de la télévision publique. Volonté du Président de la République de concentrer tous les pouvoirs en utilisant l'audiovisuel.

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) (p. 8459, 8460) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission. - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 8471) : intervient sur ses amendements, soutenus par M. Ivan Renar, n° II-228 : diminution du seuil d'audience au-delà duquel s'applique le dispositif anticoncentration en matière télévisuelle et n° II-229 : abrogation de l'article 143 de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie autorisant l'Etat à détenir RFI via la holding "Audiovisuel extérieur de la France".

Culture

- (5 décembre 2008) (p. 8475, 8477) : son intervention.

- **Rappel au règlement** - (16 décembre 2008) (p. 8978) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat. Proteste contre l'application anticipée du projet de loi sur l'audiovisuel.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9347) : parole sur l'article. (p. 9348, 9354) : sur l'amendement de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle), son sous-amendement n° 195 ; rejeté.

RAOUL (Daniel)
sénateur (Maine-et-Loire)
SOC

Secrétaire du Sénat à compter du 12 novembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés (14 mai 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'énergie le 2 décembre 2008.

Membre titulaire du Comité national de l'initiative française pour les récifs coralliens (IFRECOR).

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution sur le troisième paquet énergie (textes E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [n° 296 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Union européenne - Énergie.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Recherche et enseignement supérieur [n° 101 tome 6 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Conférence des présidents** - (16 janvier 2008) (p. 247) : protestation contre les modalités d'organisation de la discussion

portant sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés.

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales [n° 297 (2006-2007)]** - (16 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 259, 261). Le groupe socialiste s'abstiendra sur ce projet de loi. - **Article 1er (Définitions)** (p. 264) : défavorable à l'amendement n° 3 de la commission (précision). - **Article 4 (Conditions de délivrance des autorisations)** (p. 266, 267) : sur l'amendement n° 11 de la commission (instauration d'une licence), son sous-amendement n° 41 ; rejeté. Défavorable à l'amendement n° 13 de la commission (clarification). - **Article 6 (Obligation d'assurance)** (p. 268) : favorable aux amendements n° 15, 16, 17 et 18 de la commission (rédaction). - **Article 8 (Missions de l'autorité administrative)** (p. 260, 270) : sur l'amendement n° 22 de la commission (nouvelle rédaction de l'article), son sous-amendement n° 40 ; retiré. - **Article 21 (Rôle du CNES sur le Centre spatial guyanais, CSG)** (p. 275) : intervient sur l'amendement n° 32 de la commission (rôle du président du CNES). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 277) : s'abstiendra sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 867, 868) : son intervention. - **Rappel au règlement** (p. 883) : protestation contre les conditions d'organisation des travaux. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 887) : favorable à l'amendement n° 77 de M. Gérard Le Cam (mesures en faveur des petits paysans des pays en voie de développement). (p. 887) : soutient l'amendement n° 221 de M. Jean-Marc Pastor (interdiction de la brevetabilité sur un gène) ; rejeté. - **Article 1er (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM)** (p. 896) : soutient l'amendement n° 184 de M. Jean-Marc Pastor (soutien de l'Etat aux activités de recherche sur le vivant) ; rejeté. - **Intitulé du chapitre 1er (La Haute autorité sur les organismes génétiquement modifiés)** (p. 902) : soutient l'amendement n° 186 de M. Jean-Marc Pastor (remplacement de la dénomination "Haute autorité sur les OGM" par celle de "Haut conseil des biotechnologies") ; adopté. - **Article 2 (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire)** (p. 909) : soutient l'amendement n° 187 de M. Jean-Marc Pastor (prise en compte des avantages liés aux OGM) ; retiré. Soutient l'amendement n° 190 de M. Jean-Marc Pastor (adaptation à l'état actuel des progrès techniques des réglementations visant les autorisations de mise sur le marché et des protocoles des tests d'évaluation de toxicité) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) - **Division additionnelle avant l'article 3** (p. 1009) : soutient l'amendement n° 193 de M. Jean-Marc Pastor (insertion d'une division additionnelle) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 3 ou après l'article 7** (p. 1011) : favorable à l'amendement n° 218 de M. Jean-Marc Pastor (mention obligatoire du caractère d'OGM d'une variété commercialisée).

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1118, 1119) : soutient l'amendement n° 210 de M. Jean-Marc Pastor (création d'une commission locale d'information et de suivi pour chaque site expérimental) ; rejeté. - **Article 7 (art. L. 535-3 du code de l'environnement - Limites à la publicité des données contenues dans les demandes d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché d'OGM)** (p. 1124) : soutient l'amendement n° 211 de M. Jean-Marc Pastor (accès des membres du Haut conseil des biotechnologies et du Comité de biovigilance aux informations confidentielles) ; rejeté. - **Article 8 (art. L. 515-13, L. 531-1 et L. 531-2, L. 532-1 à L. 532-6 et L. 536-3 du code de l'environnement - Utilisation confinée d'OGM)** (p. 1135, 1137) : soutient l'amendement n° 215 de M. Jean-Marc Pastor (plan de prévention des risques) ; rejeté. Sur l'amendement n° 33 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 216 de M. Jean-Marc Pastor ; devenu sans objet. - **Article 9 (art. L. 533-2 à L. 533-3-1 [nouveau], L. 533-5 à L. 533-7-1 [nouveau], L. 535-2, L. 535-4, L. 535-5, L. 536-1, L. 536-2, L. 536-4 et L. 536-5 du code de l'environnement - Utilisation d'OGM en milieu ouvert)** (p. 1140, 1142) : soutient les

amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 212 (conditions d'autorisation de la dissémination d'organismes génétiquement modifiés) ; rejeté ; et n° 217 (montant de la taxe assortie à une demande d'autorisation de dissémination volontaire) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 1147) : favorable à l'amendement n° 48 de la commission (création d'un dispositif de soutien au financement de la recherche en génomique végétale).

- **Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1750, 1753) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 1764, 1765) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 21 (interdiction de mise sur le marché d'animal transgénique ou cloné) ; et n° 22 (définition des organismes génétiquement modifiés) ; rejetés. - **Article 1er (art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM)** (p. 1771) : défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (définition du "sans organismes génétiquement modifiés").

- **Commission mixte paritaire [n° 335 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2345, 2346) : son intervention. Les sénateurs socialistes ne participeront pas au vote sur ce projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales - Deuxième lecture [n° 272 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2363, 2365) : réservera son vote, sans doute positif, dans l'attente des précisions du Gouvernement et du rapporteur.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3615, 3618) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Question préalable** (p. 3665) : le groupe socialiste s'abstiendra sur la motion n° 953 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable - **Article 1er A (Définition législative des particuliers employeurs)** : p. 3668) : soutient l'amendement n° 323 de M. Jean-Pierre Godefroy (suppression) ; adopté. - **Article 1er (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quatercivies, 197 C, 200 sexes, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises)** (p. 3682) : demande un scrutin public sur l'amendement n° 325 de M. Jean-Pierre Godefroy (limitation aux trois premières années d'activité du statut dérogatoire de la micro-entreprise). - **Article 1er ter (art. 50-0, 96, 102 ter, 293 B, 293 G, 302 septies A et 302 septies A bis du code général des impôts - Actualisation des seuils permettant de bénéficier du régime de la micro-entreprise, du régime simplifié de liquidation des taxes sur chiffre d'affaires et du régime du bénéfice réel)** (p. 3691) : intervient sur l'amendement n° 1016 de M. Philippe Dominati (conditions d'exonération de la taxe professionnelle pour les jeunes créateurs d'entreprise). - **Article 3 (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services)** (p. 3706, 3707) : intervient sur les sous-amendements déposés à l'amendement n° 193 de la commission (élargissement de la dispense d'immatriculation). - **Article 4 (art. L. 443-11, L. 631-7, L. 631-7-2 et L. 631-7-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 123-10 et 145-1 du code de commerce - Réforme du régime d'autorisation des changements d'usage et d'usage mixte des locaux d'habitation)** (p. 3722) : ses amendements n° 764 : extension de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux habitants de HLM ; et n° 765 : extension de l'autorisation d'exercer une activité professionnelle aux logements situés au rez-de-chaussée ; devenus sans objet. (p. 3725, 3726) : intervient sur l'amendement n° 199 de la commission (compétence pour la délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux). - **Article 5 (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de**

commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - *Insaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société* (p. 3728) : ses amendements n° 398 : suppression partielle ; et n° 399 : repli ; rejetés. (p. 3730) : son amendement n° 400 : création d'un fonds privé de cautionnement ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 3747) : intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (définition des particuliers employeurs).

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - *Réduction des délais de paiement*) (p. 3763, 3782) : parole sur l'article. Ses amendements n° 404 : réduction progressive du délai de paiement ; n° 402 : réduction progressive du délai dérogatoire vers le délai légal ; retirés. Intervient sur l'amendement n° 112 de la commission (possibilité, pour le ministre chargé de l'économie et après avis du Conseil de la concurrence, d'autoriser, dans certains secteurs n'ayant pu conclure d'accord interprofessionnel d'ici fin 2008, un dépassement transitoire du délai légal). - **Article 7** (art. L. 214-41 du code monétaire et financier - *Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes*) (p. 3792, 3793) : ses amendements n° 408 : extension du dispositif préférentiel à toutes les PME de moins de 250 salariés ; et n° 407 : relèvement du taux d'attribution des marchés publics réservés aux PME innovantes à 20 % ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3803) : intervient sur son amendement présenté par Richard Yung n° 411 : corrélation entre le soutien accordé aux PME par UBIFrance et le temps nécessaire au besoin de développement des produits concernés.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 3877) : ses observations sur l'article.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 40 (priorité)** (p. 4015) : favorable à l'amendement n° 736 de M. Claude Biwer (obligation pour les prêteurs de vérifier la solvabilité des emprunteurs). - **Article 16** (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - *Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant*) (p. 4055, 4061) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° 346 (limitation de l'avantage fiscal aux seuls droits d'enregistrements perçus par l'Etat) ; adopté et, portant sur le même objet, n° 347 et 348 (repli) ; devenus sans objet. - **Article 20** (art. L. 3332-17, L. 3332-17-1 [nouveau] et L. 3334-13 du code du travail ; art. L. 131-85, L. 213-12, L. 213-13, L. 214-4, L. 511-6, et L. 511-33 du code monétaire et financier ; art. L. 313-10 et L. 333-4 du code de la consommation - *Développement de l'économie solidaire et du micro-crédit*) (p. 4085, 4086) : soutient l'amendement n° 827 de M. Thierry Repentin (part de contrats aidés ou de situations d'insertion professionnelle à respecter dans les effectifs des entreprises solidaires) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 21 B** (p. 4098, 4100) : intervient sur l'amendement n° 522 de Mme Odette Terrade (redéfinition de la vente liée). - **Article 21 C** (art. L. 132-1 [et son annexe] du code de la consommation - *Liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives*) (p. 4106) : intervient sur l'amendement n° 516 de Mme Odette Terrade (renforcement des mesures destinées à lutter contre les clauses abusives). - **Article 21 D** (*Numéro non surtaxé pour obtenir la bonne exécution d'un contrat*) (p. 4108) : votera l'amendement n° 126 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 21 D** (p. 4109, 4112) : son amendement n° 767 : préservation des tarifs réglementés de l'électricité au-delà du 1er juillet 2010 ; adopté. Sur l'amendement n° 835 de la commission (conditions de souscription d'un contrat relatif à la fourniture d'énergie), ses sous-amendements n° 1077 et 1067 ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - *Conditions générales de vente*) (p. 4129, 4130) : parole sur l'article. (p. 4132) : son amendement n° 413 : suppression ; rejeté. (p. 4137) : son amendement n° 416 : transparence complète des conditions générales de vente ; rejeté. (p. 4138) : intervient sur son amendement n° 414 : suppression de la

négociabilité des conditions générales de vente. (p. 4141) : son amendement n° 418 : rédaction ; devenu sans objet. (p. 4146) : son amendement n° 420 : possibilité pour les fournisseurs de répercuter sur leurs factures l'évolution subie du prix des matières premières ; retiré. (p. 4150) : défavorable à cet article. - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - *Sanction des abus dans la relation commerciale*) (p. 4153, 4154) : son amendement n° 422 : cohérence ; rejeté. (p. 4159, 4160) : son amendement n° 423 : nullité de la clause visant à interdire au fournisseur la possibilité de faire évoluer son tarif durant le contrat ; rejeté. (p. 4161) : son amendement n° 426 : modalités de fixation et de liquidation de l'astreinte à laquelle le juge peut avoir recours ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 4164) : son amendement n° 427 : encouragement à l'émergence d'une véritable organisation du commerce de centre-ville ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - *Régime des soldes*) (p. 4196) : intervient sur son amendement n° 431 : adaptation de la notion d'autorité compétente du département du lieu des soldes aux entreprises de vente à distance et sur Internet. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 4197, 4198) : ses amendements n° 435 : renforcement des sanctions contre la vente à perte ; et n° 436 : prise en compte de l'ensemble des charges de fonctionnement du magasin dans le calcul de la revente à perte ; rejetés. - **Article 25** (*Réforme de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat, TACA*) (p. 4202) : son amendement n° 437 : majoration du montant de la taxe d'aide au commerce et à l'artisanat pour les établissements dépassant 800 mètres carrés ; devenu sans objet. (p. 4203) : intervient sur l'amendement n° 141 de la commission (remplacement des mots "taxe d'aide au commerce et à l'artisanat" par les mots "taxe sur les surfaces commerciales").

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - *Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4296, 4297) : soutient l'amendement n° 794 de M. Thierry Repentin (rétablissement parmi les objectifs de la politique d'urbanisme commercial du maintien des activités commerciales dans les zones rurales et de montagne ainsi que dans les centres-villes) ; adopté. (p. 4315, 4316) : soutient l'amendement n° 799 de M. Thierry Repentin (fixation à 500 mètres carrés du seuil de soumission à l'autorisation de la CDAC des projets de construction d'une surface commerciale et à 1000 mètres carrés de ceux prévoyant une extension) ; rejeté. (p. 4322) : sur l'amendement n° 147 de la commission (délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial présentant des spécificités en matière d'aménagement du territoire, de qualité d'urbanisme ou de protection de l'environnement et précision sur l'adoption des documents d'aménagement provisoire de ces zones par les SCOT ou à défaut par les EPCI compétents pour leur élaboration), soutient le sous-amendement n° 804 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 4323) : soutient l'amendement n° 803 de M. Thierry Repentin (délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial spécifiques et définition obligatoire de ces zones dans des documents d'aménagement commercial intégrés aux plans locaux d'urbanisme) ; devenu sans objet. (p. 4327) : intervient sur le sous-amendement n° 807 de M. Thierry Repentin déposé sur l'amendement n° 147 de la commission (délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial présentant des spécificités en matière d'aménagement du territoire, de qualité d'urbanisme ou de protection de l'environnement et précision sur l'adoption des documents d'aménagement provisoire de ces zones par les SCOT ou à défaut par les EPCI compétents pour leur élaboration). (p. 4328, 4329) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 801 (suppression du régime dérogatoire visant à étendre la saisine de la CDAC aux projets de constructions de commerces d'une surface de 300 à 1000 mètres carrés aux maires des communes de moins de 15 000 habitants) ; et n° 809 (repli) ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4387) : soutient l'amendement n° 834 de M. Thierry Repentin (maintien de l'obligation d'autorisation pour tout changement d'activité de surfaces commerciales de plus de 2000 mètres carrés) ; devenu

sans objet. (p. 4391) : soutient l'amendement n° 800 de M. Thierry Repentin (suppression d'une disposition dérogatoire pour les gares de centre-ville) ; rejeté. (p. 4401) : intervient sur l'amendement n° 259 de M. Alain Fouché (possibilité pour la commission départementale d'aménagement commercial d'entendre toute personne extérieure susceptible d'éclairer sa décision). - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4421, 4432) : parole sur l'article. Ses amendements n° 778 : obligation pour l'assemblée générale d'un immeuble de statuer sur toute proposition d'installation de ligne à très haut débit en fibre optique ; n° 791 : fixation des travaux d'installation dans la convention conclue entre l'opérateur et les propriétaires de l'immeuble ; et n° 782 : suppression de la disposition permettant à un opérateur de transformer d'office en fibre optique son réseau à haut débit ; adoptés ; n° 779 : instauration d'un droit à la fibre sur le modèle du droit à l'antenne ; et n° 780 : conditions de cohabitation de différents opérateurs sur un même réseau ; rejetés. Sur l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 : possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles, son sous-amendement n° 1092 ; devenu sans objet. Reprend l'amendement n° 545 précité.

- **Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5048, 5049) : son intervention. Le groupe socialiste et apparentés votera contre ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5419) : soutient l'amendement n° 227 de M. Thierry Repentin (consultation des représentants des locataires avant la signature de la convention) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5446, 5447) : soutient l'amendement n° 230 de M. Thierry Repentin (signature des conventions par les EPCI) ; retiré. (p. 5448) : intervient sur l'amendement n° 226 de M. Thierry Repentin (participation des associations représentatives de locataires à l'élaboration de la convention). (p. 5459, 5462) : son amendement n° 234 : consultation de l'EPCI délégataire de l'attribution des aides à la pierre sur le dispositif d'expérimentation de la modulation des loyers ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5467) : ses amendements n° 237 : abrogation d'un article du code de la construction et de l'habitat excluant des conventions les programmes HLM réalisés depuis l'entrée en vigueur de la loi relative aux libertés et responsabilités de 2004 et dont la convention APL a été signée par le président de l'EPCI ; et n° 238 : abrogation d'un article du code de la construction et de l'habitat dérogeant au plafond de ressources fixé dans les conventions APL, signées par le président de l'EPCI, des programmes HLM réalisés depuis la mise en œuvre de la loi relative aux libertés et responsabilités locales de 2004 ; rejetés. - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes) (p. 5493) : soutient l'amendement n° 249 de M. Thierry Repentin (suppression du caractère rétroactif de cette disposition et fixation à trois du nombre d'années de référence pour le calcul de la pénalité) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5503, 5504) : soutient l'amendement de M. Thierry Repentin n° 251 (remplacement de la notion d'"utilité sociale" par celle d'"intérêt général" dans la définition des actions menées en faveur du logement des personnes les plus défavorisées) ; retiré. - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et

L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement) (p. 5524) : son amendement n° 315 : possibilité pour les entreprises de verser le 1 % logement à un EPCI compétent en matière de logement ; devenu sans objet. (p. 5528) : son amendement n° 296 : modification de l'échelon de versement de la participation des entreprises à l'effort de construction, PEEC ; retiré. (p. 5532) : sur l'amendement n° 14 de la commission (hiérarchisation des catégories d'emploi de la PEEC), soutient les sous-amendements de M. Thierry Repentin n° 642, 643 et 641 ; rejetés. (p. 5532) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 301 (affectation du 1 % logement aux logements locatifs très sociaux) ; et n° 304 (affectation du 1 % logement aux départements d'outre-mer) ; retirés. (p. 5536) : son amendement n° 306 : précision sur les formes d'emploi du 1 % logement et sur les opérateurs des politiques publiques de l'habitat ; retiré. (p. 5544) : le groupe socialiste s'abstiendra lors du vote de l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 255 (transmission au Parlement d'un document de programmation, fixant la répartition des ressources de la PEEC, établi pour une durée de trois ans par les ministres chargés du logement et du budget après consultation de l'Union d'économie sociale du logement, UESL).

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5565, 5583) : son amendement n° 291 : composition du conseil d'administration de l'ANPEEC ; retiré. Soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 293 (représentation du Gouvernement au sein du conseil d'administration de l'UESL) ; rejeté ; et n° 307 (conclusion d'une convention avec le PCI concerné dans le cadre des programmes locatifs mis en œuvre par l'association foncière logement, AFL) ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 260 (représentation du Gouvernement au sein du conseil d'administration de l'UESL). - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM) (p. 5595) : favorable aux amendements de suppression n° 183 de Mme Odette Terrade et n° 283 de M. Thierry Repentin. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5598) : soutient l'amendement n° 529 de M. Thierry Repentin (clarification du mécanisme antispéculation de cession de logements sociaux) ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 5600) : intervient sur l'amendement n° 608 de Mme Dominique Voynet (possibilité, pour les maires, de recourir aux réquisitions d'immeubles vides). - **Article 6** (art. 29-1 à 29-6 et art. 29-7 et 29-8 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Création d'une procédure d'alerte dans les copropriétés en difficulté) (p. 5607, 5610) : son amendement n° 345 : suppression de l'article ; rejeté. Le groupe socialiste s'abstiendra sur l'amendement n° 40 de la commission (nomination d'un mandataire ad hoc en cas de dégradations dans la copropriété). - **Article 7** (Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) (p. 5618, 5628) : sur l'amendement n° 44 de la commission (critères d'éligibilité au programme national de requalification des quartiers anciens dégradés), soutient le sous-amendement n° 351 de M. Thierry Repentin ; rejeté. Intervient sur l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 266 (information régulière du Parlement par le biais d'un rapport gouvernemental annuel sur le suivi du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés). - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat) (p. 5635, 5662) : parole sur l'article. Ses amendements n° 365 : obligation, pour le préfet, de répondre dans les trois mois à un EPCI souhaitant devenir délégataire d'aides à la pierre ; n° 360 : possibilité, pour le représentant de l'Etat dans le département, de dénoncer une convention d'aides à la pierre dont la mise en place s'avérerait insuffisante ; rejetés ; n° 361 : procédure de contestation des PLH ; devenu sans objet ; et portant sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime des programmes locaux

d'habitat, PLH), son sous-amendement n° 356 ; adopté. Intervient sur l'amendement n° 370 de M. Thierry Repentin (suppression d'une disposition permettant au préfet de modifier le programme local de l'habitat). - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5658, 5670) : ses amendements n° 381 : possibilité, pour le préfet, de suspendre l'opposabilité du PLU tant que les besoins du plan départemental d'accueil et de logement de personnes défavorisées ne sont pas satisfaits ; retiré ; n° 379 : harmonisation du code de l'urbanisme et du code général des collectivités territoriales ; adopté dans la séance du 20 octobre 2008 à la page 5681. Intervient sur les amendements de la commission n° 70 (modification de l'assiette de la taxe forfaitaire sur la cession des terrains rendus constructibles) et du Gouvernement n° 66 (transfert au préfet du droit de préemption des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) (p. 5681) : intervient sur son amendement n° 379 précité (présenté le 17 octobre, p. 5660). (p. 5682) : soutient l'amendement n° 452 de M. Thierry Repentin (obligation pour les communes soumises aux dispositions de l'article 55 de la loi SRU de fixer un pourcentage minimal de logements locatifs sociaux dans le plan local d'urbanisme) ; rejeté. (p. 5685) : soutient l'amendement n° 451 de M. Thierry Repentin (multiplication par cinq du prélèvement effectué par logement social manquant dans les communes ne respectant pas les prescriptions relatives au nombre de logements locatifs sociaux) ; rejeté. (p. 5686) : soutient l'amendement n° 453 de M. Thierry Repentin (renforcement du pouvoir de substitution du préfet pour la construction de logements dans les communes en constat de carence au regard de l'article 55 de la loi SRU) ; retiré. (p. 5687, 5689) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 450 (confirmation de l'importance de la variable "nombre de logements sociaux" dans le calcul de l'indice synthétique de ressources et de charges permettant la répartition de la dotation de solidarité urbaine) ; retiré ; et n° 444 (interdiction des reverses internes entre EPCI et communes tendant à réduire l'efficacité du dispositif de solidarité) ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 123-1-1, L. 127-1, L. 127-2 et L. 123-1-4 (nouveau) du code de l'urbanisme - Majoration des règles de construction dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, PLU) (p. 5692) : intervient sur l'amendement n° 376 de M. Thierry Repentin (suppression des dispositions permettant au propriétaire d'un logement ou d'un immeuble de s'affranchir des dispositions d'urbanisme dans les PLU). (p. 5693) : son amendement n° 374 : possibilité pour les établissements publics de coopération intercommunale qui définissent les plans locaux d'urbanisme de déterminer les zones où le coefficient d'occupation des sols est majoré en cas de construction de logements sociaux ; adopté. (p. 5695) : le groupe socialiste vote l'amendement n° 72 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5697, 5698) : son amendement n° 382 : possibilité pour l'autorité responsable du plan local d'urbanisme de définir des zones dans lesquelles un volume minimal de construction est nécessaire pour obtenir un permis de construire ; rejeté. (p. 5699) : défavorable à l'amendement n° 559 de M. Daniel Dubois (possibilité pour le préfet de prononcer le retrait de l'autorisation de fouilles archéologiques si celles-ci n'ont pas été engagées dans un délai de six mois). - **Article 12** (art. L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de l'urbanisme - Convention de projet urbain partenarial) (p. 5703) : soutient l'amendement n° 385 de M. Thierry Repentin (maintien de la procédure de restitution des sommes versées par les aménageurs ou constructeurs au titre du projet partenarial urbain lorsque les équipements publics, prévus à la convention, n'ont pas été réalisés) ; devenu sans objet. (p. 5704, 5705) : le groupe socialiste s'abstient sur l'amendement n° 79 de la commission (extension de la possibilité de conclure des conventions de projet urbain partenarial aux communes dotées d'une carte communale et à celles qui sont dépourvues de document d'urbanisme). - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5706, 5707) : intervient sur l'amendement n° 644 du Gouvernement (transfert aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale de la compétence pour délivrer un permis de construire demandé par les offices départementaux ou interdépartementaux d'HLM). - **Article 14** (Art. 14 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 - Extension des interventions de l'ANRU aux structures d'hébergement et de transition) (p. 5711) : défavorable au sous-amendement n° 84 de

la commission portant sur l'amendement n° 629 du Gouvernement (précision des conditions de financement des structures d'hébergement par l'Agence nationale de rénovation urbaine, aussi bien dans le programme national de rénovation urbaine que dans le programme national de requalification des quartiers anciens dégradés) qu'il est prêt à voter. - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 5713) : soutient l'amendement n° 399 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif "Robien" à partir du 31 décembre 2009) ; rejeté. (p. 5716) : intervient sur l'amendement n° 399 de M. Thierry Repentin (suppression du dispositif "Robien" à partir du 31 décembre 2009). - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5721) : sur l'amendement n° 85 de la commission (rédaction), soutient le sous-amendement n° 531 de M. Thierry Repentin ; rejeté. (p. 5722) : son amendement n° 389 : possibilité pour les établissements publics de coopération intercommunale disposant d'un programme local d'habitat de donner leur avis sur la liste des communes comprises dans les zones où pourront être construits des logements au titre des dispositifs de défiscalisation ; devenu sans objet. Soutient l'amendement n° 532 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les associations représentatives des intercommunalités de donner un avis sur la liste des communes comprises dans les zones où pourront être construits des logements défiscalisés) ; devenu sans objet. (p. 5726, 5727) : intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5728) : soutient l'amendement n° 394 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les préfets et les EPCI compétents en matière de logement de fixer les plafonds de ressources ouvrant droit à la déduction fiscale prévue par les dispositifs "Robien" et "Borloo") ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 16** (p. 5736) : soutient l'amendement n° 397 de M. Thierry Repentin (obligation d'accompagner toute offre ou tout contrat de crédit immobilier, souscrit à des fins de réalisation d'un investissement locatif, d'un descriptif des dispositifs existants permettant de conventionner le logement et de sécuriser le paiement du loyer) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5755) : soutient l'amendement n° 482 de Mme Odette Herviaux (échelonnement du paiement du dépôt de garantie sur dix mois, à compter de la signature du bail) ; retiré. - **Article additionnel après l'article 18** (p. 5758, 5759) : soutient l'amendement n° 483 de Mme Odette Herviaux (alignement des conditions imposées aux locataires des appartements meublés sur celles pesant sur les locataires de logements vides) ; retiré. - **Article 19** (art. L. 613-1 et L. 613-2 du code de la construction et de l'habitation - Réduction des délais accordés par les juridictions dans le cadre des procédures d'expulsion) (p. 5763) : soutient l'amendement n° 478 de Mme Odette Herviaux (réduction de la période d'expulsion locative) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5768) : soutient l'amendement n° 485 de Mme Odette Herviaux (possibilité pour le préfet de missionner, après l'établissement d'un diagnostic, un organisme tiers tel qu'une association pour assurer, si nécessaire, le maintien dans les lieux du ménage en prenant à bail son logement et en assurant l'accompagnement social) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5867) : favorable au sous-amendement n° 682 de Mme Dominique Voynet portant sur l'amendement n° 332 (dispositif de veille sociale spécifique à la région Ile-de-France) de la commission des affaires sociales saisie pour avis. - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) (p. 5873) : soutient l'amendement n° 493 de M. Serge Lagache (rôle du préfet de région) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 24** (p. 5877) : soutient l'amendement n° 509 de Mme Odette Herviaux (conditions de délégation du contingent préfectoral de logements locatifs sociaux) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5882, 5883) : soutient l'amendement n° 502 de Mme Odette Herviaux (identification des logements présentant un caractère insalubre ou dangereux) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5887) : soutient l'amendement n° 504 de Mme Odette Herviaux (en cas d'expulsion, soumission de l'octroi de la force publique à une

offre de relogement pour les personnes expulsées); retiré. - **Demande de seconde délibération** (p. 5895) : le groupe socialiste votera contre la demande de seconde délibération du Gouvernement portant sur l'article 21 du projet de loi.

- **Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 214 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6332, 6333) : son intervention. Votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7849, 7850) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 50** (*Aménagement du crédit d'impôt sur le revenu en faveur des économies d'énergie et du développement durable*) (p. 8671) : soutient l'amendement n° II-290 de M. Roland Courteau (maintien du taux de 40 % pour le crédit d'impôt applicable aux équipements de production d'énergie à partir de biomasses, lorsque ceux-ci remplacent des installations réalisées avant 1993) ; retiré.

RAOUL (Paul)
sénateur (Nord)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT) le 4 décembre 2008.

Membre suppléant de la Commission nationale des aides publiques aux entreprises.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Croatie : une "nouvelle Côte d'Azur" pour l' Union européenne ? (mission effectuée en Croatie du 15 au 19 juillet 2008) [n° 49 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés** [n° 149 (2007-2008)] - (7 février 2008) - **Article additionnel après l'article 3** (p. 1040) : soutient l'amendement n° 223 de M. Thierry Repentin (extension des pouvoirs de l'Institut national de l'origine et de la qualité, INAO) ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 671-14 et L. 671-15 [nouveaux] du code rural - *Sanctions pénales*) (p. 1047) : défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (sanction des destructions illégales de cultures autorisées par la loi). (p. 1047) : soutient l'amendement n° 198 de M. Jean-Marc Pastor (rédaction) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - *Responsabilité des exploitants cultivant des PGM*) (p. 1057, 1058) : soutient les amendements de M. Jean-Marc Pastor n° 203 (mise en place d'un dispositif de responsabilité solidaire et de plein droit) ; et n° 206 (obligation d'une information écrite relative à la culture ou non d'OGM lors de vente ou de location de terrain) ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 1061) : favorable à l'amendement n° 123 de M. Jacques Muller (obligation d'obtenir l'autorisation du bailleur avant d'implanter une culture à base de plantes génétiquement modifiées). - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - *Transparence de la localisation des cultures d'OGM en milieu ouvert*) (p. 1064) : favorable à l'amendement n° 51 de M. Daniel Soulage (information obligatoire préalablement aux semis des exploitants des parcelles entourant les cultures d'OGM).

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement** [n° 288 (2006-2007)] - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2395, 2396) : son intervention. Avancées certaines du texte, qu'il juge cependant personnellement trop timide. - **Article 1er** (Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - *Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement*) (p. 2410, 2412) : son amendement n° 100 : suppression de l'expression "à long terme" s'agissant du maintien de la conservation des sites visés à l'article ; devenu sans objet. Soutient l'amendement n° 102 de Mme Odette Herviaux (extension du principe de la responsabilité environnementale à l'ensemble des sites répondant à un objectif de préservation des habitats et des espèces de faune et de flore, tels que les parcs

naturels régionaux) ; devenu sans objet. (p. 2421) : soutient l'amendement n° 109 de Mme Odette Herviaux (prise en compte des dommages causés aux sols et à l'eau dans le champ de la responsabilité pour faute) ; devenu sans objet. (p. 2426) : soutient l'amendement n° 112 de Mme Odette Herviaux (suppression des dispositions précisant que les mesures de réparation doivent être considérées en tenant compte de l'usage du site endommagé et de la possibilité de la régénération naturelle des sols) ; devenu sans objet. (p. 2431) : soutient les amendements de Mme Odette Herviaux n° 116 (obligation pour l'administration d'exercer ses pouvoirs de police en cas de menace ou de survenance d'un dommage) ; et n° 117 (obligation pour l'administration de mettre en demeure l'exploitant qui n'a pas pris les mesures de prévention ou de réparation nécessaires d'y procéder dans un délai déterminé) ; rejetés. (p. 2443) : intervient sur les amendements identiques n° 59 de Mme Évelyne Didier, n° 81 de M. Jean Desessard et n° 94 de Mme Fabienne Keller (constitution obligatoire de garanties financières par l'exploitant).

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7785, 7786) : son intervention. (p. 7802) : sa question au secrétaire d'Etat chargé des transports. - **Article 60** (*Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures*) (p. 7827) : intervient sur l'amendement n° II-70 de M. François Marc (prise en compte de la périphéricité et de la faiblesse de l'offre alternative à la route pour moduler la taxe). Sa région du Nord-Pas-de-Calais.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) (p. 8250, 8251) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 54** (*Aménagement du régime de la redevance pour pollutions diffuses et de l'affectation de son produit*) (p. 8706, 8707) : intervient sur l'amendement n° II-262 de la commission (modification du rythme d'augmentation de la redevance pour pollutions diffuses, et affectation du surplus de recettes à l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques) ainsi que sur le sous-amendement n° II-408 du Gouvernement s'y rapportant.

REBSAMEN (François)
sénateur (Côte-d'Or)
SOC

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Economie. Compte spécial: gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien [n° 99 tome 3 annexe 11 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Culture - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi

n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (p. 5805, 5809) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux) soutient le sous-amendement n° 676 de M. Thierry Repentin ; adopté. Soutient l'amendement n° 426 de M. Thierry Repentin (garantie au locataire déménageant dans un logement plus petit de bénéficier d'un loyer au mètre carré identique à celui de son ancien logement) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sécurité

- (2 décembre 2008) - **Article additionnel après 73** (p. 8076, 8078) : sur l'amendement de la commission des affaires étrangères saisie pour avis n° II-84 (rapport sur les frais occasionnés par les transfèrements et les extractions judiciaires en vue d'un transfert progressif de cette charge au ministère de la justice), son sous-amendement n° II-178 .

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 6896, 6898) : soutient l'amendement n° II-292 de Mme Nicole Bricq (révision générale des valeurs locatives) ; rejeté.

REINER (Daniel)
sénateur (Meurthe-et-Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre titulaire du Comité des prix de revient des fabrications d'armement le 11 décembre 2008.

Membre suppléant de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports jusqu'au 8 décembre 2008.

Membre suppléant du Conseil supérieur de l'aviation marchande jusqu'au 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques et de la mission d'information : Infrastructures de transport : remettre la France sur la bonne voie [n° 196 (2007-2008)] (6 février 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Transports**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Défense - Equipement des forces [n° 102 tome 5 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Défense.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

RENAR (Ivan)
sénateur (Nord)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8023, 8024) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 8045, 8046) : sa question.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 52 ter** (p. 8701) : son amendement n° II-287 : impact des levées d'options de crédit-bail sur la valeur locative des immobilisations ; adopté après modification par le sous-amendement n° II-409 de la commission.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8997, 8999) : son intervention. Ne votera pas ce projet de loi. - **Article 1er** (art. L. 1142-1 et L. 3211-2 et art. L. 3211-3 et L. 3225-1 [nouveaux] du code de la défense - Rattachement de la gendarmerie nationale au ministre de l'Intérieur, confirmation de son statut militaire et définition de ses missions) (p. 9014, 9015) : soutient l'amendement n° 44 de M. Jean-Louis Carrère (suppression) ; rejeté. (p. 9017) : soutient l'amendement n° 49 de M. Jean-Louis Carrère (maintien de la gendarmerie nationale sous l'autorité du ministre de la défense) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 1321-1 du code de la défense - Suppression de la procédure de réquisition pour l'emploi de la gendarmerie nationale au maintien de l'ordre) (p. 9022) : soutient l'amendement n° 45 de M. Jean-Louis Carrère (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2008) - **Article 8** (Abrogation du décret du 20 mai 1903) (p. 9052) : soutient l'amendement n° 51 de M. Jean-Louis Carrère (suppression) ; rejeté.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Article 2** (*art. L. 211-4 du code du patrimoine - Définition des archives publiques*) (p. 46) : soutient l'amendement n° 68 de Mme Josiane Mathon-Poinat (réintroduction des archives des entreprises publiques dans le champ des archives publiques) ; devenu sans objet. - **Article 3** (*art. L. 212-1 à L. 212-5 du code du patrimoine - Collecte, conservation et protection des archives publiques*) (p. 49, 50) : soutient l'amendement n° 69 de Mme Josiane Mathon-Poinat (interdiction de confier des archives publiques au stade d'archives vivantes ou intermédiaires à des sociétés privées d'archives) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 77) : intervient sur l'amendement n° 63 du Gouvernement (définition plus large et plus cohérente de la notion de biens culturels, extension de la protection pénale spécifique des biens culturels en cas de vol et adaptation du maximum des peines encourues). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 78) : votera ce texte.

- **Question orale avec débat de M. Jacques Valade sur l'expérimentation de la gratuité des musées** - (26 mars 2008) (p. 1241, 1242) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2921, 2922) : soutient l'amendement n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression) ; adopté.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publics pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Question préalable** (p. 3522) : soutient la motion n° 18 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 5** (*art. L. 133-4 du code de l'éducation - Organisation du service d'accueil par la commune*) (p. 3547, 3548) : parole sur l'article. (p. 3551) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 7 de la commission (faculté pour les organisations syndicales de négocier avec l'autorité administrative les modalités de déclaration d'intention de participation à une grève). - **Article 8** (*art. L. 133-6 du code de l'éducation - Contribution financière versée par l'État aux communes pour la mise en œuvre du service d'accueil*) (p. 3556, 3560) : parole sur l'article. Le groupe CRC votera contre les amendements identiques n° 11 de la commission et de la commission saisie pour avis n° 54 (substitution du mot "compensation" au mot "contribution") et s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 57 du Gouvernement (création d'une compensation plancher et indexation de celle-ci). - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3562) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 12 de la commission (transfert à l'État de la responsabilité administrative des communes pour la mise en œuvre du service d'accueil).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Article 1er** (*art. 4 de la Constitution - Participation des partis et groupements politiques à la vie démocratique*) (p. 4635) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (indépendance et liberté des médias) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4637) : soutient l'amendement n° 36 de Mme Nicole Borvo

Cohen-Seat (décompte dans les médias du temps de parole du Président de la République avec celui des personnalités de la même sensibilité politique) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article 24** (*art. 51-1 nouveau de la Constitution - Définition des droits des groupes politiques au sein des règlements des assemblées*) (p. 4760) : soutient l'amendement n° 76 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (adoption du règlement de chaque assemblée à la majorité des trois cinquièmes) ; rejeté. (p. 4762) : soutient l'amendement n° 77 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (création d'une commission d'enquête à l'initiative d'au moins trente parlementaires ou d'un groupe parlementaire) ; rejeté. - **Article 30 septies** (*art. 75-1 de la Constitution - Langues régionales*) (p. 4778, 4779) : son amendement n° 91 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6354, 6356) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Article 2** (*Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet*) (p. 6386, 6387) : son amendement n° 154 : incitation au développement de l'offre légale ; rejeté. (p. 6389) : favorable à l'amendement de M. Yves Pozzo di Borgo n° 110 (désignation de représentants d'associations d'utilisateurs d'Internet au sein des personnalités qualifiées) repris par M. Richard Yung. (p. 6392) : ses amendements n° 139 : adjonction d'un membre de la CNIL au sein de la commission de protection des droits ; n° 140 : adjonction d'un membre de la CNIL au sein de la commission de protection des libertés ; rejetés. (p. 6400, 6401) : son amendement n° 155 : applicabilité de la sanction au téléchargement illégal des seules œuvres disponibles en offre légale ; retiré. (p. 6403, 6406) : son amendement n° 148 : possibilité, pour l'abonné, de contester la recommandation ; retiré. (p. 6411) : son amendement n° 142 : abaissement de trois à un mois du délai minimal de suspension de courte durée ; adopté. (p. 6425) : le groupe CRC s'abstiendra sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 75 (substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime). (p. 6433) : son amendement n° 146 : suppression de l'obligation de continuer à payer le fournisseur d'accès alors même que l'abonnement est suspendu ; rejeté. (p. 6437, 6439) : ses amendements n° 143 : possibilité pour les internautes de savoir s'ils figurent dans le répertoire national des personnes faisant l'objet d'une suspension de leur accès à Internet ; n° 147 : sécurisation de l'utilisation du répertoire national des personnes faisant l'objet d'une suspension de leur accès à Internet ; rejetés ; n° 149 : sécurisation de l'accès au répertoire des personnes faisant l'objet d'une suspension de leur accès à Internet ; adopté. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6445, 6446) : son amendement n° 161 : évaluation du dispositif proposé pour la protection des revenus de la création dans un délai de deux ans ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 6454, 6455) : son amendement n° 160 : information des élèves sur les dangers du téléchargement illégal ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6462, 6463) : ses amendements n° 144 : précision des délais de disparition des mesures techniques de protection des œuvres musicales et cinématographiques ; n° 158 : affichage de la part revenant à la création sur le prix de vente de l'œuvre ; rejetés. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 6464) : son amendement n° 159 : instauration d'un nouveau droit à rémunération assis sur les recettes publicitaires des sites hébergeant des œuvres culturelles ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 6465, 6466) : son amendement n° 145 : transparence des modalités de calcul de la rémunération des ayants droit pour la diffusion de leurs œuvres sur les réseaux de communication ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7850, 7852) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Rappel au règlement** - (3 décembre 2008) (p. 8166) : article 36 du règlement du Sénat. Exprime son émotion à la suite des événements survenus dans un collège de Marciac au cours d'une opération de prévention menée par la gendarmerie.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)**

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8188, 8189) : sa question.

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8468) : le groupe CRC-SPG votera contre l'amendement de la commission des affaires étrangères saisi pour avis n° II-133 (création et dotation d'un nouveau programme "Institut national de l'audiovisuel"). - **Articles additionnels après l'article 63** (p. 8471) : soutient les amendement de M. Jack Ralite n° II-228 (diminution du seuil d'audience au-delà duquel s'applique le dispositif anticoncentration en matière télévisuelle); et n° II-229 (abrogation de l'article 143 de la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie autorisant l'Etat à détenir RFI via la holding "Audiovisuel extérieur de la France"); rejetés.

REPENTIN (Thierry)
sénateur (Savoie)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement (2 juillet 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre suppléant du Conseil national de l'habitat.

Membre titulaire du Comité de liaison pour l'accessibilité des transports et du cadre bâti (COLIAC) le 4 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale chargée de l'examen du respect des obligations de logements sociaux le 4 juillet 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Ville et logement [n° 101 tome 7 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat** [n° 151 (2007-2008)] - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 412, 414).

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 474) : son amendement n° 48 : blocage des loyers pendant un an ; rejeté. (p. 486) : intervient sur son amendement présenté par Mme Patricia Schillinger n° 46 : blocage de la hausse des loyers au moment de la relocation du logement pendant une période transitoire de trois ans . (p. 487, 488) : son amendement n° 47 : plafonnement de la hausse de loyers à 15 % du coût réel des travaux d'amélioration effectués par le propriétaire ; rejeté. - **Article 5** (*Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur*) (p. 494, 495) : parole sur l'article. (p. 497) : votera contre l'amendement n° 11 de M. André Lardeux (rétablissement de la possibilité pour le bailleur de demander deux mois de loyer au titre de dépôt de garantie, assortie de l'étalement sur les dix premiers mois du bail du paiement du deuxième mois). (p. 499) : question fondamentale du caractère obligatoire de la garantie du risque locatif universelle que le Gouvernement s'engage à mettre en œuvre. (p. 512, 514) : ses amendements n° 49 : possibilité, pour les locataires, de verser le montant du dépôt de garantie sur une durée de dix mois à compter de l'entrée dans le logement ; retiré ; n° 51 : réévaluation de l'indemnité versée au locataire en cas de restitution tardive du dépôt de garantie par le bailleur ; n° 52 : obligation pour les propriétaires de produire des factures à l'appui des retenues qu'ils effectueront sur le montant restitué du dépôt de garantie ; et n° 50 : élargissement du champ des bénéficiaires de la diminution du dépôt de garantie ; rejetés. - **Articles additionnels avant l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 515, 518) : ses amendements n° 41 : application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux ventes de terrains et de logements neufs acquis par les bénéficiaires du prêt à taux zéro ainsi qu'aux travaux effectués par eux ; retiré ; et n° 53 : extension de l'application du taux réduit de TVA de 5,5 % aux réseaux de chaleur ; rejeté. (p. 523) : favorable à l'amendement n° 123 de Mme Marie-France Beaufils (relèvement du plafond du livret A à 20.000 euros). - **Articles additionnels après l'article 4 (précédemment réservés)** (p. 525, 526) : son amendement n° 45 : extension à l'ensemble du territoire national de la possibilité offerte au Gouvernement de bloquer temporairement par décret en Conseil d'Etat la hausse des loyers à la relocation en allongeant la durée de validité de ce décret ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3 bis (précédemment réservés)** (p. 552, 554) : ses amendements n° 39 et 40 : généralisation du remboursement sur la fiche de paie du coût de l'abonnement de transport, après présentation d'un justificatif ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire**

dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)] - (27 mai 2008) - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2399, 2401) : sa motion n° 122 tendant au renvoi à la commission ; rejetée. - **Article 1er** (*Art. L. 160-1 à 165-2 du code de l'environnement [nouveaux] - Prévention et réparation de certains dommages causés à l'environnement*) (p. 2440, 2441) : soutient l'amendement n° 121 de Mme Odette Herviaux (transposition dans la loi du dispositif prévu par la directive permettant aux associations d'alerter l'autorité compétente de la présomption d'un dommage) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2470) : intervient sur le sous-amendement n° 64 de M. Henri de Richemont (application des mêmes sanctions aux navires français et étrangers en cas d'infraction de pollution) portant sur l'amendement n° 42 de la commission (répression de la pollution marine). (p. 2477) : intervient sur l'amendement n° 44 de la commission (corrections apportées à la transposition de trois directives) et sur le sous-amendement n° 129 du Gouvernement (délivrance à titre onéreux d'une fraction des quotas alloués aux exploitants des installations existantes). (p. 2494, 2495) : intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (régime des "Evaluations des incidences Natura 2000").

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires** [n° 260 (2007-2008)] - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2700, 2701) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République** [n° 365 (2007-2008)] - (23 juin 2008) - **Article 19** (*art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire*) (p. 3274, 3275) : soutient l'amendement n° 475 de M. Bernard Frimat (recevabilité, à tout moment de la navette, des amendements ayant un lien avec le texte en discussion) ; devenu sans objet. (p. 3280) : favorable à l'amendement n° 478 de M. Bernard Frimat (irrecevabilité des amendements du Gouvernement lors de la lecture des conclusions d'une commission mixte paritaire).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie** [n° 398 (2007-2008)] - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3637, 3640) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 12** (*art. L. 2333-64 et L. 2531-2 du code général des collectivités territoriales - Neutralisation de l'impact financier du franchissement des seuils de dix et vingt salariés*) (p. 3835, 3836) : soutient les amendements de M. Jacques Gillot n° 329 (suppression du VII de l'article) ; rejeté ; et n° 330 (suppression du VIII de l'article) ; adopté. Son amendement n° 826 : compensation, à l'euro près pour les collectivités territoriales, du relèvement du seuil relatif au versement transports ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement n° 329 de M. Jacques Gillot (suppression du VII de l'article).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 3850, 3852) : ses amendements n° 331 : versement de la part contributive de l'employeur dans le chèque-transport sur le bulletin de paye des salariés ; et n° 335 : détermination du régime d'assurance chômage des travailleurs saisonniers par des accords de branche conclus entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés ; rejetés. - **Article 39 (priorité)** (*section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A*) (p. 3931, 3932) : parole sur l'article. (p. 3933, 3934) : soutient l'amendement n° 371 de Mme Nicole Bricq (suppression) ; rejeté. (p. 3937, 3941) :

réitère sa demande de suppression de cet article. Ses amendements n° 557 : réserve du droit d'usage du terme "livret A" aux deux seuls distributeurs actuels, la Caisse d'Épargne et la Banque Postale ; et n° 558 : rédaction ; rejetés. (p. 3943) : intervient sur son amendement présenté par Mme Bariza Khiari n° 551 : relèvement du plafond du livret A. (p. 3945, 3950) : ses amendements n° 571 : extension de la mission d'accessibilité bancaire à tous les établissements distributeurs du livret A ; n° 553 : garantie de la gratuité des transactions sur le livret A ; n° 559 : élargissement de l'accès au livret A à tous les organismes à but non lucratif ; et n° 581 : repli ; rejetés. (p. 3951, 3953) : soutient l'amendement n° 374 de Mme Nicole Bricq (soumission à l'avis des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat du décret définissant les modalités d'ouverture et de fonctionnement du livret A) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 28 de la commission (rédaction). Son amendement n° 560 : garantie de la prise en compte des seules sommes déposées sur le livret A dans le calcul du plafonnement ; rejeté. (p. 3961, 3963) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 379 (fixation à 70% du taux minimal de centralisation des dépôts collectés au titre du livret A et du livret de développement durable) ; n° 378 (détermination d'un seuil plafond de centralisation des fonds collectés au titre du livret A et du livret de développement durable en limitant à 2 le coefficient multiplicateur par rapport à l'encours des prêts) ; rejetés. Ses amendements n° 554 : maintien de la centralisation complète des dépôts collectés au titre du livret A ; et n° 555 : fixation à 70% du taux minimal de centralisation des dépôts collectés au titre de livret A et à 1,33 celui du coefficient multipliateur par rapport à l'encours des prêts ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3982, 3987) : ses amendements n° 565, 568, 579 et 569 : rédaction ; n° 566 : exclusion des sociétés financières du champ des entreprises financées par le livret A et le livret de développement durable ; n° 567 : financement par le livret A et le livret de développement durable des associations d'aide aux personnes défavorisées ; et n° 573 : rémunération des établissements distribuant le livret A et le livret de développement durable ; rejetés. Soutient l'amendement n° 381 de Mme Nicole Bricq (avis des commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat pour définir les modalités de rémunération) ; rejeté. (p. 3989, 3997) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 373 (non-répourt sur les prêts au logement social du coût de l'accessibilité bancaire) ; devenu sans objet ; et n° 384 (financement du logement social par les sommes collectées au titre de l'épargne réglementée) ; rejeté. Ses amendements n° 578 : précision ; et n° 575 : garantie du maintien de la défiscalisation des intérêts du livret A ; rejetés. (p. 3999, 4006) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 1073 de la commission (garantie du maintien de la défiscalisation du livret A). Intervient sur l'amendement n° 1038 de la commission (sanctions applicables en situation de multidétention de livrets d'épargne défiscalisés). Soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 386 (possibilité pour le Trésor public de procéder gratuitement au prélèvement des impôts sur les livrets A) ; n° 376 (rapport annuel au Parlement sur l'accessibilité bancaire) ; et n° 388 (suivi de l'application de la charte d'accessibilité bancaire) ; rejetés. Favorable à l'amendement n° 387 de Mme Nicole Bricq (conditions d'accès au service bancaire universel).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 26** (art. L. 750-1 et L. 750-1-1 [nouveau] du code de commerce et art. 1er de la loi du 27 décembre 1973 - Renforcement du FISAC) (p. 4207) : soutient l'amendement n° 438 de M. Daniel Raoul (précision) ; adopté. (p. 4208) : son amendement n° 766 : caractère prioritaire des aides du fonds d'intervention pour les services, l'artisanat et le commerce en faveur des petits commerces de montagne ; retiré.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 26 bis** (art. L. 214-1 et L. 214-2 du code de l'urbanisme - Prémption des terrains destinés à l'aménagement commercial) (p. 4283, 4285) : parole sur l'article. Ses amendements n° 792 : suppression ; et n° 793 : inscription de cet article dans les dispositions prévues à l'article L. 213-1 du code de l'urbanisme

relatif au droit de préemption urbain ; rejetés. - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4292, 4293) : parole sur l'article. (p. 4298) : son amendement n° 831 : prise en compte des critères d'engagements sociaux et comportementaux dans les décisions des commissions départementales d'aménagement commercial, CDAC ; rejeté. (p. 4299, 4301) : intervient sur son amendement présenté par M. Richard Yung n° 795 : inscription comme membre de la commission départementale d'aménagement commercial, CDAC, du président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale ou d'un adjoint au maire de la commune d'implantation et sur l'amendement identique n° 1091 de la commission. (p. 4302, 4303) : intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (pour les projets ayant une zone de chalandise dépassant les limites du département d'implantation, participation à la CDAC d'un élu ou d'une personnalité qualifiée de chaque département voisin concerné). Sur ce dernier, ne votera pas le sous-amendement n° 1070 de M. Alain Fouché. (p. 4309, 4310) : favorable à l'amendement n° 695 de Mme Anne-Marie Payet (maintien des observatoires départementaux d'équipement commercial). Intervient sur son amendement, présenté par M. Jean-Pierre Sueur, n° 797 : maintien des observatoires départementaux d'équipement commercial chargés de collecter des données sur l'organisation commerciale des territoires. (p. 4314) : son amendement n° 802 : inscription dans la loi de l'obligation pour toute implantation commerciale d'être conforme aux dispositions du schéma de cohérence territoriale, SCOT ; rejeté. Exemple des SCOT de la région grenobloise et de la "Métropole Savoie". (p. 4321, 4322) : sur l'amendement n° 147 de la commission (délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial présentant des spécificités en matière d'aménagement du territoire, de qualité d'urbanisme ou de protection de l'environnement et précision sur l'adoption des documents d'aménagement provisoire de ces zones par les SCOT ou à défaut par les EPCI compétents pour leur élaboration), ses sous-amendements n° 805 ; rejeté ; et n° 807 ; adopté. (p. 4325, 4327) : intervient sur ses sous-amendements n° 805 et n° 807 déposés sur l'amendement précité n° 147 de la commission sur lequel il s'abstient. (p. 4330) : intervient sur son amendement, présenté par M. Daniel Raoul n° 809 : repli. S'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 255 de M. Michel Houel (extension de la saisine de la CDAC aux projets de constructions de commerces d'une surface de 300 à 1000 mètres carrés aux maires des communes de moins de 20 000 habitants).

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) (p. 4390) : le groupe socialiste ne votera pas l'amendement n° 287 de M. Michel Houel (application d'un seuil de 1000 mètres carrés pour les regroupements de surfaces de vente lorsque l'activité est à prédominance alimentaire). (p. 4397, 4398) : intervient sur l'amendement n° 145 de la commission (précision des critères d'autorisation des commissions départementales d'aménagement commercial). (p. 4400) : soutient l'amendement n° 810 de M. Jacques Gillot (avis consultatif des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et de l'artisanat) ; rejeté. (p. 4401) : intervient sur l'amendement n° 810 de M. Jacques Gillot (avis consultatif des chambres de commerce et d'industrie, des chambres de métiers et de l'artisanat). (p. 4402) : intervient sur l'amendement n° 276 de M. Gérard Cornu (rédaction).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 4746) : soutient l'amendement n° 123 de M. Bernard Frimat (recevabilité de tout amendement dès lors qu'il présente un lien avec le texte déposé ou transmis) ; rejeté. (p. 4749) : intervient sur l'amendement n° 123 de M. Bernard Frimat (recevabilité de tout amendement dès lors qu'il présente un lien avec le texte déposé ou transmis).

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5300, 5303) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5417, 5418) : sur l'amendement n° 4 de la commission (association des EPCI et des départements à l'élaboration des dispositions de la convention), son sous-amendement n° 524 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5453, 5455) : intervient sur les amendements de M. Jean-Léonce Dupont n° 564 (suppression de la définition par décret des indicateurs de mesure des différents objectifs) et n° 619 (report de la date de signature des conventions au 30 juin 2012) et n° 5 de la commission (reformulation des sanctions imposées aux organismes HLM en cas de non-respect des engagements fixés par la convention). (p. 5462) : le groupe socialiste votera l'amendement n° 8 de la commission (suppression du rapport au Parlement sur le bilan des expérimentations en matière de loyers modulables). (p. 5464) : sur l'amendement n° 9 de la commission (maintien en 2010 du bénéfice de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes d'HLM ayant conclu ou renouvelé une convention tendant à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires), son sous-amendement n° 525 ; rejeté. Son amendement n° 229 : maintien en 2010 et 2011 du bénéfice de l'abattement sur la taxe foncière sur les propriétés bâties pour les organismes d'HLM ayant conclu ou renouvelé une convention tendant à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires ; devenu sans objet - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 5470) : favorable à l'amendement n° 322 de Mme Odette Terrade (augmentation et réévaluation automatique du plafond du livret A). - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5474) : intervient sur l'amendement n° 460 de M. Charles Revet (création d'une Caisse nationale de dépôt des garanties logements sociaux et de garantie du logement social). - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes*) (p. 5490) : sur l'amendement n° 10 de la commission (réécriture de cet article en limitant le prélèvement aux seuls organismes ayant une activité locative), son sous-amendement n° 631 : prise en compte des opérations en cours de réalisation dans le calcul du prélèvement ; rejeté. (p. 5493, 5494) : son amendement n° 244 : fixation du taux de prélèvement après avis de l'Union sociale pour l'habitat, USH ; devenu sans objet. (p. 5500, 5503) : intervient sur son amendement de suppression, soutenu par Mme Bariza Khiari n° 245 ainsi que sur le sous-amendement n° 622 du Gouvernement déposé sur l'amendement n° 10 précité de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5507) : intervient sur l'amendement n° 589 de M. Serge Dassault (suppression de la garantie des communes aux emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour leurs opérations de construction). - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - *Réforme de la gouvernance du 1 % logement*) (p. 5513) : parole sur l'article. (p. 5517, 5518) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Odette Herviaux, n° 311 : suppression. (p. 5519) : votera contre l'amendement n° 174 de Mme Odette Terrade (augmentation du plafond des cotisations du 1 % logement). (p. 5522, 5523) : intervient sur l'amendement n° 554 de M. Daniel Dubois (réaffirmation de la vocation du 1 % logement à financer le logement des salariés des entreprises du secteur assujetties). (p. 5524) : sur l'amendement n° 12 de la commission (rétablissement de la faculté donnée aux entreprises de reporter sur les exercices postérieurs les excédents versés sur leurs ressources propres au titre du logement de leurs salariés), son sous-amendement n° 300 ; rejeté. (p. 5526, 5527) :

intervient sur ses sous-amendements n° 526 et n° 300 déposés sur l'amendement précité n° 12 de la commission. (p. 5529) : son amendement n° 528 : remplacement de l'expression "collecteurs agréés" par "organismes agréés chargés notamment de la collecte" ; rejeté. (p. 5534) : votera contre le sous-amendement n° 638 de la commission des finances saisié pour avis, déposé sur l'amendement n° 14 de la commission (hiérarchisation des catégories d'emploi de la PEEC). (p. 5536) : son amendement n° 298 : continuité des actions entreprises par l'Agence nationale pour la participation des entreprises à l'effort de construction, ANPEEC ; rejeté. (p. 5543) : intervient sur l'amendement de la commission des finances saisié pour avis n° 255 (transmission au Parlement d'un document de programmation, fixant la répartition des ressources de la PEEC, établi pour une durée de trois ans par les ministres chargés du logement et du budget après consultation de l'Union d'économie sociale du logement, UESL).

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5573, 5584) : sur l'amendement n° 24 de la commission (réorganisation des fonds gérés par l'Union d'économie sociale du logement, UESL), son sous-amendement n° 297 ; retiré. Ses amendements n° 316 : restriction au droit de veto individuel des commissaires du Gouvernement présents au sein du conseil d'administration de l'UESL ; n° 309 : collecte des offices HLM sur le 1 % logement ; rejetés. Intervient sur son amendement, soutenu par M. Daniel Raoul, n° 293 : représentation du Gouvernement au sein du conseil d'administration de l'UESL. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - *Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM*) (p. 5590, 5595) : ses amendements portant sur le même objet, n° 439 ; et n° 440 : amélioration des conditions de l'achat en VEFA par les organismes HLM ; rejetés. Critique les conditions d'appel d'offres introduites à l'article 4. Votera l'amendement n° 36 de la commission (achat de logements en VEFA par les organismes HLM). - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5596) : demande le retrait de l'amendement n° 626 du Gouvernement (élargissement des missions de l'ANAH). - **Article 5** (art. L. 443-7-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation - *Obligation de constituer des provisions spéciales dans les copropriétés HLM*) : son amendement n° 341 : régime des provisions spéciales au titre des logements locatifs dégradés ; adopté. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5605) : intervient sur l'amendement n° 358 de Mme Jacqueline Alquier (interdiction de vente de logements HLM ne répondant pas aux critères d'efficacité énergétique de la loi de programme du Grenelle de l'environnement). Développement durable et logements sociaux. - **Articles additionnels après l'article 6 ou après l'article 27** (p. 5612, 5613) : intervient sur les amendements n° 348 de M. Daniel Raoul (création d'un permis de mise en copropriété) et n° 43 de la commission (pérennisation du régime de révision simplifiée des règlements de copropriété). - **Article 7** (*Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés*) (p. 5625) : intervient sur l'amendement n° 187 de Mme Odette Terrade (suppression), identique à son amendement n° 354. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 5633) : son amendement n° 421 : gestion de fonds locaux de réhabilitation par les établissements publics fonciers locaux ; retiré. - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - *Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat*) (p. 5641, 5644) : sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH), son sous-amendement n° 372 ; adopté. Intervient sur le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 précité. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5655, 56) : favorable à l'amendement n° 63 de la commission (possibilité, pour les communes, de délimiter dans leur PLU des secteurs à l'intérieur desquels les programmes devront comporter un pourcentage défini de logements de taille moyenne) ainsi qu'à l'amendement n° 379 de M. Daniel Raoul (harmonisation du code de l'urbanisme et du code général des collectivités territoriales). Intervient sur les amendements n° 474 de

M. Charles Revet (taxe forfaitaire de droit sur la cession à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles) et n° 66 du Gouvernement (transfert au préfet du droit de préemption des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence). Sur l'amendement n° 64 de la commission (suppression du droit de délaissement), ses sous-amendements n° 645 ; adopté ; et n° 636 ; retiré. Ses amendements n° 457 : fixation d'un prix de vente maximal pour les logements relevant de l'accession sociale à la propriété ; n° 546 : association des établissements publics de SCOT à la réalisation de programmes locaux de l'habitat ; n° 545 : association des établissements publics de SCOT à la réalisation des plans départementaux de l'habitat ; retirés ; n° 449 (transmission de la déclaration d'intention d'aliéner au préfet) ; retiré puis repris par M. Jean-Marie Vanlerenberghe ; n° 420 : coopération entre établissements publics fonciers locaux et établissements fonciers d'État ; rejeté ; n° 423 : alignement des bases de la taxe spéciale d'équipement perçue par les établissements publics fonciers locaux sur celle de la TSE des établissements publics fonciers d'État ; adopté. Soutient l'amendement n° 380 de M. Daniel Raoul (partage de la plus-value engendrée par l'urbanisation d'un terrain entre le propriétaire et la collectivité territoriale) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) (p. 5683, 5684) : son amendement n° 422 : obligation pour l'État de vendre ses terrains et immeubles à des prix inférieurs à la valeur vénale quand ils sont destinés à la construction de logements, notamment sociaux ; rejeté. (p. 5687) : son amendement n° 448 : création d'une part supplémentaire au sein de la dotation globale de fonctionnement en faveur des communes compétentes en matière de politique du logement ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 123-1-1, L. 127-1, L. 127-2 et L. 123-1-4 (nouveau) du code de l'urbanisme - Majoration des règles de construction dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, PLU) (p. 5691, 5693) : son amendement n° 376 : suppression des dispositions permettant au propriétaire d'un logement ou d'un immeuble de s'affranchir des dispositions d'urbanisme dans les PLU ; retiré. (p. 5694, 5695) : son amendement n° 544 : prise en compte de critères de développement durable dans le choix des secteurs bénéficiant d'une majoration du coefficient d'occupation des sols ; retiré. (p. 5697) : favorable aux amendements de la commission n° 73 (possibilité pour les communes d'appliquer de manière combinée la majoration de leur coefficient d'occupation des sols pour favoriser les constructions à haute performance énergétique avec la majoration correspondant à la part de logements sociaux d'un programme, tout en demeurant en deça du plafond de 50 %) et n° 74 (validité des délibérations prises sur le fondement de l'article L. 127-1 du code de l'urbanisme). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5698) : favorable à l'amendement n° 382 de M. Daniel Raoul (possibilité pour l'autorité responsable du plan local d'urbanisme de définir des zones dans lesquelles un volume minimal de construction est nécessaire pour obtenir un permis de construire). - **Article 11** (art. 1er de la loi n° 2006-872 du 13 juillet 2006 portant engagement national pour le logement et L. 300-6 du code de l'urbanisme - Réalisation de logements sur des terrains publics ayant valeur d'opérations d'intérêt national) (p. 5699, 5700) : parole sur l'article. (p. 5701) : son amendement n° 547 : possibilité pour les organismes HLM de réaliser des programmes de construction mixtes ; retiré. - **Article 12** (art. L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de l'urbanisme - Convention de projet urbain partenarial) (p. 5704) : son amendement n° 384 : possibilité pour les organismes HLM de se grouper avec d'autres organismes, publics ou privés, afin de se voir confier par une collectivité territoriale un projet urbain partenarial ou une opération d'aménagement ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 5706) : favorable à l'amendement n° 388 de Mme Jacqueline Alquier (possibilité pour les maires de déroger sous certaines conditions aux dispositions du plan local d'urbanisme afin d'atteindre les objectifs de développement durable). - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5708) : intervient sur l'amendement n° 606 de Mme Dominique Voynet (obligation de consulter les habitants des quartiers concernés par des opérations de rénovation urbaine). - **Articles additionnels avant l'article 15** (p. 5715) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Daniel Raoul, n° 399 : suppression du dispositif "Robien" à partir du 31 décembre 2009. - **Article 15** (art. 31 du code

général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5718, 5719) : parole sur l'article. (p. 5726) : intervient sur l'amendement n° 85 de la commission (rédaction). - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 5729) : son amendement n° 395 : possibilité pour les préfets et les EPCI compétents en matière de logement de fixer les plafonds de ressources et de loyer du "Robien recentré" ; rejeté. (p. 5730) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Bariza Khiari, n° 396 : modification du régime de TVA applicable aux ventes et prestations de travaux pour les ménages ayant recours au prêt à taux zéro. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5732) : intervient sur son amendement n° 455 : amélioration des conditions d'accès au prêt à taux zéro en faveur des ménages en ayant le plus besoin. - **Article 16** (art. 278 sexies et 284 du code général des impôts - Extension des avantages fiscaux du "Pass-Foncier" aux logements collectifs) (p. 5735, 5736) : favorable aux amendements de la commission des finances saisie pour avis n° 269 (dans un même programme et pour des appartements présentant des caractéristiques équivalentes, maintien du prix hors taxes d'un appartement bénéficiant du taux réduit de TVA de 5,5 % en deça de celui d'un appartement vendu avec un taux de TVA normal) et n° 673 du Gouvernement (redéfinition des règles de récupération de la TVA en cas de revente d'un logement bénéficiant de la TVA à taux réduit). S'abstiendra sur l'amendement n° 679 du Gouvernement (encouragement de l'utilisation du foncier public pour soutenir le secteur de l'immobilier, et extension aux opérations réalisées grâce au Pass-Foncier de la décote prévue par les textes sur la valeur des terrains de l'Etat vendus pour construire du logement social). - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5740, 5741) : parole sur l'article. (p. 5746, 5747) : son amendement n° 1 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5766) : soutient l'amendement n° 477 de Mme Odette Herviaux (possibilité de prononcer un sursis à exécution d'une expulsion en cas de bonne foi du locataire et s'il a déposé une demande dans le cadre de la procédure du droit au logement opposable) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5811) : intervient sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux). (p. 5822, 5823) : intervient sur son amendement, soutenu par Mme Gisèle Printz, n° 431 : suppression des dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution de logements sociaux. - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5847) : intervient sur son amendement, présenté par Mme Maryvonne Blondin, n° 434 : suppression. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5849) : son amendement n° 437 : modification des plafonds de ressources des candidats à l'accession sociale à la propriété ; rejeté. - **Article 23** (art. 21 de la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994, art. 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, art. L. 311-9 et L. 312-5 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation - Réforme des obligations des communes en matière d'hébergement) (p. 5858) : soutient l'amendement n° 491 de Mme Odette Herviaux (nouvelle rédaction de l'article) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5866) : intervient sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 331 (mise en place d'un dispositif de veille sociale chargée d'accueillir les personnes sans abri ou en détresse). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5890, 5892) : ses amendements n° 413 : extension à trois ans de la période d'exonération fiscale pour les cessions de biens réalisées par des établissements publics fonciers ; et n° 414 : suppression de l'envoi d'une déclaration d'intention d'aliéner pour un

propriétaire vendant un terrain à un établissement public foncier local ; n° 419 : simplification de la modification des statuts de l'établissement public foncier local ; n° 418 : fonctionnement des établissements publics fonciers locaux ; adoptés ; ses amendements n° 416 : suppression des honoraires de négociation pour les titulaires ou délégataires du droit de préemption ; rejeté ; et n° 417 : obligation pour le comptable d'un établissement public foncier local d'exercer ses fonctions dans les locaux de l'établissement ; retiré. - **Seconde délibération - Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5896) : défavorable à l'amendement n° A-1 du Gouvernement (rétablissement). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5898, 5899) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Thierry Repentin sur la crise du logement et le développement du crédit hypothécaire** - (29 octobre 2008) (p. 6316, 6319) : sa question.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

RETAILLEAU (Bruno)
sénateur (Vendée)
NI

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre titulaire de la Commission du dividende numérique.

Secrétaire de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi organique visant à faire évoluer les sanctions consécutives à une erreur matérielle dans la gestion des comptes de campagne lors des élections législatives [n° 466 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique visant à permettre le retour à l'équilibre budgétaire [n° 467 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 405 (2007-2008)] favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 59 (2008-2009)] (28 octobre 2008) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

- (4 décembre 2008) (p. 8317, 8318) : son intervention, au nom des élus de la montagne.

Ville et logement

- (4 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8332, 8333) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 82** (*Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU*) (p. 8354) : à titre personnel, favorable à l'amendement n° II-39 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 82** (p. 8355) : en tant que rapporteur pour avis, sur l'amendement n° II-40 de la commission (indexation de la valeur du terme constant de la participation personnelle des ménages), son sous-amendement n° II-104 ; rejeté.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 8609, 8610) : son amendement n° II-306 : entrée en vigueur du transfert de la compétence d'autorisation de changement d'usage des logements ; irrecevable (article 40 de la Constitution).

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 614, 615). Ne votera pas ce projet de loi.

- **Mise au point au sujet d'un vote** - (30 janvier 2008) (p. 668) : pour M. Philippe Darniche et lui-même. Conditions du débat sur le projet de loi constitutionnelle. Organisation des travaux de l'Assemblée nationale pour les textes importants.

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1077, 1078) : son intervention. - **Article unique** (p. 1099) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (nullité de tout acte européen remettant en cause les fondements et principes de la République française tels que l'exclusion du communautarisme et la laïcité conformément aux décisions du Conseil constitutionnel).

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (28 mai 2008) - **Article additionnel après l'article 4** (p. 2455, 2456) : son amendement n° 66 : possibilité donnée aux collectivités territoriales de se constituer partie civile en cas de catastrophe environnementale ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2470) : intervient sur le sous-amendement n° 64 de M. Henri de Richemont (application des mêmes sanctions aux navires français et étrangers en cas d'infraction de pollution) portant sur l'amendement n° 42 de la commission (répression de la pollution marine).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2938) :

favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3269) : défavorable aux amendements identiques n° 133 de la commission, n° 142 de la commission saisie pour avis, n° 292 de M. Michel Mercier, n° 396 de M. Hubert Haenel et n° 493 de M. Bernard Frimat (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3413) : ne votera pas ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3613, 3615) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente) (p. 4130, 4131) : parole sur l'article. (p. 4139, 4140) : sur l'amendement n° 130 de la commission (clarification de la rédaction de l'article L. 441-7 du code du commerce), son sous-amendement n° 1053 ; retiré. (p. 4144) : intervient sur son sous-amendement n° 1053 précité. (p. 4149) : son amendement n° 988 : application des dispositions de cet article à compter du 1er janvier 2009 ; retiré. - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction des abus dans la relation commerciale) (p. 4159) : son amendement n° 987 : nullité de la clause visant à interdire au fournisseur la possibilité de faire évoluer son tarif durant le contrat ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 4163) : son amendement n° 989 : présentation annuelle par le Gouvernement aux assemblées parlementaires d'un bilan annuel sur la mise en œuvre de ce titre ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4171, 4172) : favorable à l'amendement n° 137 de la commission (introduction dans la loi des dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Autorité de la concurrence). (p. 4175, 4176) : sur l'amendement n° 138 de la commission (seconde étape de l'intégration dans le projet de loi de la réforme du contrôle de la concurrence), ses sous-amendements n° 991 ; retiré ; et n° 990, 1054 et 1055 ; adoptés.

- **Suite de la discussion** (9 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) : Sur l'amendement n° 145 de la commission (précision des critères d'autorisation des commissions départementales d'aménagement commercial), son sous-amendement n° 993 ; retiré. (p. 4398) : soutient l'amendement n° 821 de M. Philippe Darniche (dispositif tendant à rendre les schémas de développement commercial départementaux opposables aux schémas de cohérence territoriale intercommunaux, aux plans locaux d'urbanisme et aux autorisations d'exploitation) ; retiré. (p. 4400) : soutient l'amendement n° 825 de M. Philippe Darniche (saisine pour avis des chambres consulaires) ; retiré. - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - Equipement des immeubles pour le très haut débit) (p. 4426) : défavorable à l'amendement de M. Paul Blanc n° 545 (possibilité de concurrence entre les opérateurs de communication et les propriétaires des immeubles) et, sur ce dernier, au sous-amendement n° 1092 de M. Daniel Raoul. (p. 4433) : intervient sur les amendements identiques n° 67 de M. Michel Houel, n° 85 de M. Gérard Cornu, n° 699 de M. Yves Pozzo di Borgo, n° 782 de M. Daniel Raoul et n° 841 de M. Philippe Leroy (suppression de la disposition permettant à un opérateur de transformer d'office en fibre optique son réseau à haut débit).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 33** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 4784, 4785) : son amendement n° 18 : suppression ; rejeté.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 6348, 6350) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Article 2** (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet) (p. 6385, 6386) : sur l'amendement n° 5 de la commission (clarification des missions de la HADOPI), son sous-amendement n° 67 ; retiré. (p. 6388, 6391) : ses amendements n° 68 : désignation d'une personnalité qualifiée par chaque ministère concerné ; retiré ; n° 69 : nomination du président du collège de la HADOPI par décret ; devenu sans objet. Défavorable à l'amendement n° 51 de Mme Catherine Morin-Desailly (élection du président du collège de la HADOPI). (p. 6401, 6405) : ses amendements n° 70 : précision ; adopté ; n° 71 : notification de la liste des œuvres illicites téléchargées ; n° 73 : possibilité, pour l'abonné, de contester les recommandations ; retirés. Intervient sur l'amendement n° 132 de M. Serge Lagauche (possibilité, pour les abonnés, de contester les recommandations de manière électronique). (p. 6408, 6413) : ses amendements n° 74 : envoi d'une lettre recommandée par la Haute autorité avant toute sanction ; adopté ; n° 75 : substitution d'une amende à la coupure de l'accès à Internet en tant que sanction ultime ; rejeté. Suspension de l'accès à Internet. (p. 6426) : recherche de la sanction la plus adaptée. Ses amendements n° 76 : précision ; adopté ; n° 77 : ouverture d'un recours suspensif pour l'abonné sur le point d'être sanctionné ; retiré. (p. 6434, 6435) : ses amendements n° 78 : précision ; adopté ; n° 79 : non-application de la suspension de l'accès à Internet si celle-ci entraîne également la suspension des autres types de service inclus dans l'offre commerciale composite ; rejeté. (p. 6435, 6438) : ses amendements n° 80 : rédaction ; n° 81 : sécurisation de l'accès à Internet ; n° 83 : rédaction ; adoptés. (p. 6440, 6443) : Sur l'amendement n° 35 (rédaction) de la commission, son sous-amendement n° 84 ; adopté. Son amendement n° 86 : compensation financière de fournisseurs d'accès assurant des prestations pour le compte de la Haute autorité ; retiré. - **Article 5** (Procédure devant le président du tribunal de grande instance pour faire cesser les atteintes aux droits d'auteur et aux droits voisins sur les services de communication en ligne) (p. 6446, 6447) : son amendement n° 87 : substitution du principe de responsabilité en cascade aux notions de filtrage et de restriction d'accès ; adopté. - **Article 6** (Obligation de surveillance de l'accès à Internet par le titulaire de l'abonnement) (p. 6448, 6450) : ses amendements n° 88 : exclusion des personnes morales du champ d'application du texte ; n° 89 : suppression de la notion d'utilisation frauduleuse de l'accès à Internet à des fins de piratage ; retirés ; et n° 90 : précision des caractéristiques essentielles de l'utilisation de l'œuvre numérisée acquise par un internaute ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 9 ou après l'article 10** (p. 6457, 6458) : sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (coordination), son sous-amendement n° 91 ; retiré. - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 6463) : son amendement n° 92 : disponibilité, en vidéo à la demande, des films bénéficiant d'une aide du CNC ; retiré. - **Article additionnel après l'article 11** (p. 6465) : son amendement n° 93 : entrée en vigueur de la présente loi six mois après sa publication ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6471) : remerciements. Se félicite de la défense, dans ce projet de loi, des droits de la création dans le cadre de la révolution numérique.

- **Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles primaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Article 1er** (art. L. 442-5-1 du code de l'éducation - Obligation de financement des classes

élémentaires sous contrat par les communes de résidence des élèves) (p. 8832) : son amendement n° 1 : insertion des classes élémentaires sous contrat dans la définition des capacités d'accueil des communes ; retiré.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 9165, 9166) : son intervention. Saisine de l'article 44 bis. Avis favorable de la commission des affaires économiques sur les amendements de la commission des affaires culturelles saisi pour avis déposés sur cet article.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 43 bis** (*Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour certaines sociétés du secteur textile, habillement et cuir*) (p. 9337) : défavorable à l'amendement n° 21 de la commission (suppression). - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9350, 9351) : avis favorable de la commission des affaires économiques saisi pour avis sur les amendements de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle) et n° 87 (modification de la règle de calcul de l'arrondi dans le cadre de l'indexation du montant de la redevance audiovisuelle sur l'inflation).

REVET (Charles)
sénateur (Seine-Maritime)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du Crédit maritime mutuel.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'établissement national des invalides de la marine.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports le 8 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'établissement public de sécurité ferroviaire.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 190 (2007-2008)] relatif à la nationalité des équipages de navires [n° 232 (2007-2008)] (19 mars 2008) - **Agriculture et pêche - Transports - Travail.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 300 (2007-2008)] portant réforme portuaire [n° 331 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Collectivités territoriales - Entreprises - Transports - Travail - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Écologie, développement et aménagement durables : Budget annexe, contrôle et exploitation aériens. Compte spécial : contrôle et sanctions automatisés des infractions au code de la route [n° 101 tome 3 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Environnement - Transports.**

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard Dériot sur la politique de lutte contre l'obésité** - (27 mars 2008) (p. 1296) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la nationalité des équipages de navires - Deuxième lecture [n° 190 (2007-2008)]** - (27 mars 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 1301, 1302) : son intervention. (p. 1305, 1306) : réponse aux orateurs.

- **Proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [n° 197 (2007-2008)]** - (10 avril 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 1646) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Jean-Claude Peyronnet (mise en place de plans départementaux de randonnées motorisées). - **Article 1er** (art. L. 321-1 du code de la route - *Commercialisation des véhicules non soumis à réception par des professionnels - Interdiction de leur vente aux mineurs*) (p. 1648) : favorable à

l'amendement n° 1 de la commission (rédaction). Renforcement des obligations de sécurité en matière de quads.

- **Projet de loi portant réforme portuaire [n° 300 (2007-2008)]** - (20 mai 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 2227, 2229) : son intervention. - **Question préalable** (p. 2244, 2245) : position de la commission sur la motion n° 18 de M. Gérard Le Cam tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 2248) : position de la commission sur la motion n° 28 de M. Gérard Le Cam tendant au renvoi à la commission. - **Intitulé du titre Ier (Organisation portuaire et grands ports maritimes)** (p. 2249) : son amendement n° 1 : changement de la dénomination "grands ports maritimes" par "grands ports autonomes"; retiré. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 2250) : position de la commission sur l'amendement n° 40 de M. Gérard Le Cam (présentation d'un bilan de la réforme de 1992 relative au régime du travail dans les ports maritimes). - **Article 1er (Art. L. 100-1 à L. 106-3 [nouveaux] du code des ports maritimes - Organisation portuaire et grands ports maritimes)** (p. 2254, 2256) : ses amendements n° 2 : rédaction ; n° 3 : suppression de la référence à la tutelle de l'Etat sur ces ports ; et n° 4 : obligation pour les ports de tenir compte des enjeux de développement durable dans le respect des règles de concurrence et possibilité pour ceux-ci de détenir des participations minoritaires dans des entreprises privées ; adoptés. (p. 2253, 2259) : position de la commission sur les amendements n° 37, n° 38, n° 57, n° 56 de M. Gérard Le Cam, n° 24 de M. Jean-François Le Grand, n° 58, n° 75 de M. Charles Josselin et n° 51 de M. Gérard Le Cam modifié par le sous-amendement n° 88 du Gouvernement et n° 84 de ce dernier. (p. 2262) : son amendement n° 5 : accroissement de l'autonomie des grands ports maritimes en matière d'investissements en infrastructures ; adopté. (p. 2264, 2265) : son amendement n° 83 : modification de la composition du conseil de surveillance ; adopté après modification par les sous-amendements n° 90 du Gouvernement et n° 62 de M. Charles Josselin qu'il accepte. (p. 2267, 2268) : position de la commission sur les amendements n° 50, 46, 53 et 54 de M. Gérard Le Cam, n° 59, 61, 60, 81 et 63 de M. Charles Josselin, n° 25 de M. Jean-François Le Grand, et n° 27 de Mme Sylvie Desmarescaux. (p. 2269, 2271) : ses amendements n° 6 : certification des comptes annuels du port par un commissaire aux comptes ; adopté après modification par le sous-amendement n° 90 du Gouvernement qu'il accepte ; n° 7 : nomination du président du directoire après avis conforme du conseil de surveillance ; adopté ; et n° 8 : suppression de la possibilité de consulter le conseil de développement sur la politique tarifaire du grand port maritime et suppression de la référence à un décret en conseil d'Etat ; retiré. (p. 2272, 2273) : ses amendements n° 9 : détermination par le décret instituant le conseil de coordination interportuaire, de sa composition, des modes de désignation de ses membres, de ses règles de fonctionnement et des conditions d'élaboration du document de coordination ; et n° 10 : compatibilité nécessaire du projet stratégique avec les orientations nationales en matière de dessertes intermodales, conclusion obligatoire d'un contrat entre le grand port maritime, l'Etat et, le cas échéant, les collectivités territoriales pour assurer la mise en œuvre du projet stratégique et pour définir la politique des dividendes versées à l'Etat ; adoptés. (p. 2276, 2277) : ses amendements n° 11 : suppression de la disposition restreignant les prises de participations minoritaires des ports aux seules entreprises établies dans un état membre de l'Union européenne ; et n° 12 : possibilité pour les collectivités territoriales ou leur groupement de s'associer aux travaux d'un conseil de coordination interportuaire ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 64, 65, 80, 66, 79 et 67 de M. Charles Josselin, n° 20 et 19 de M. Francis Grignon, n° 48, 82 et 55 de M. Gérard Le Cam et n° 85 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2277, 2278) : position de la commission sur l'amendement n° 52 de M. Gérard Le Cam (abrogation de l'ordonnance du 2 août 2005 permettant aux ports de gérer eux-mêmes le réseau ferré situé à l'intérieur de leur circonscription). - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 2279) : position de la commission sur les amendements de M. Jean-François Legrand n° 22 (transfert à l'autorité portuaire du pouvoir d'affecter le produit des droits de port), n° 21 (possibilité pour les

groupements régionaux d'aménager et d'exploiter les ports maritimes de commerce et les ports de plaisance) et n° 23 (suppression du délai de trois ans fixé par la loi du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports, pour la création de sociétés portuaires).

- **Suite de la discussion** (21 mai 2008) - **Article 3 (Art. 1518 A bis et 1464 J [nouveaux] du code général des impôts - Avantages fiscaux des entreprises de manutention ayant acquis des outillages publics)** (p. 2293) : son amendement n° 13 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 32, 31, 29 et 30 de M. Gérard Le Cam. - **Intitulé du titre III (Dispositions transitoires et finales)** (p. 2294) : position de la commission sur l'amendement n° 70 de M. Charles Josselin. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 2295) : position de la commission sur l'amendement n° 39 de M. Gérard Le Cam (avant la vente des outillages, rapport sur leur évaluation financière détaillée et motivée). - **Article 5 (Délai de cession des outillages et régime de propriété)** (p. 2296) : position de la commission sur l'amendement n° 33 de M. Gérard Le Cam. - **Article 6 (Projet stratégique)** (p. 2297) : position de la commission sur l'amendement n° 34 de M. Gérard Le Cam. - **Article 7 (Procédures de vente des outillages)** (p. 2299) : son amendement n° 14 : attribution d'une priorité d'achat en matière d'outillages publics aux opérateurs ayant réalisé un investissement sur un terminal ou aux utilisateurs réguliers de ces outillages et inscription obligatoire dans les contrats de cession d'outillages de dispositions spécifiques sur le sort de ces derniers en cas de résiliation imputable à l'opérateur ; adopté. (p. 2300) : position de la commission sur les amendements n° 35 de M. Gérard Le Cam, n° 76 et 77 de M. Charles Josselin, et n° 86 du Gouvernement. - **Article 8 (Liste des critères de transfert du personnel)** (p. 2301) : position de la commission sur l'amendement n° 42 de M. Gérard Le Cam. - **Article 9 (Accord cadre tripartite relatif aux mesures d'accompagnement du transfert de personnel)** (p. 2303) : position de la commission sur les amendements n° 43 et 47 de M. Gérard Le Cam, n° 71 et 72 de M. Charles Josselin. - **Article 10 (Mesures d'accompagnement du transfert de personnel à défaut d'accord cadre)** (p. 2305, 2306) : son amendement n° 15 : extension à sept ans de la période de réintégration dans les effectifs portuaires des personnels licenciés par leur entreprise privée d'accueil ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 45 et 44 de M. Gérard Le Cam et n° 73 de M. Charles Josselin. - **Article 11 (Convention ou accord dans l'entreprise)** (p. 2306) : son amendement n° 16 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 49 de M. Gérard Le Cam. - **Articles additionnels après l'article 11** (p. 2307) : son amendement n° 17 : régime de retraite de salariés non cadres ; retiré. (p. 2308, 2309) : position de la commission sur les amendements n° 41 de M. Gérard Le Cam (à partir du 1er semestre 2010, rapport annuel dressant un bilan économique, social, financier et environnemental de la réforme engagée) et n° 91 du Gouvernement (ouverture de négociations pour la mise en place avant le 30 juin 2009 d'une convention collective pour l'ensemble des travailleurs portuaires). - **Article 12 (Biens remis aux ports autonomes et vente des biens immobiliers)** (p. 2310) : position de la commission sur l'amendement n° 74 de M. Charles Josselin. - **Article additionnel après l'article 12** : position de la commission sur l'amendement n° 87 du Gouvernement (création de conseils scientifiques d'estuaires pour la Seine, la Loire et la Gironde). - **Article additionnel après l'article 13** (p. 2311) : position de la commission sur l'amendement n° 78 de M. Charles Josselin (prévention par l'Etat de la constitution de monopole). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2313) : remerciements. Son attachement en tant qu'élu de la Seine-Maritime à la relance des ports.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 1er (art. L. 131-6, L. 131-6-2, L. 133-6-8 [nouveau], L. 133-6-2, L. 136-3 du code de la sécurité sociale et art. 151-0 [nouveau], 163 quatercivies, 197 C, 200 sexies, 1417, 1649-0 du code général des impôts - Régime fiscal et social des micro-entreprises)** (p. 3684) : votera l'article 1er.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (16 octobre 2008) - **Article additionnel avant l'article 2** (p. 5472, 5474) : son amendement n° 460 : création d'une Caisse nationale de dépôt des garanties logements sociaux et de garantie du logement social ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5507, 5508) : intervient sur l'amendement n° 589 de M. Serge Dassault (suppression de la garantie des communes aux emprunts contractés par les bailleurs sociaux pour leurs opérations de construction). - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement) (p. 5522) : intervient sur l'amendement n° 554 de M. Daniel Dubois (réaffirmation de la vocation du 1 % logement à financer le logement des salariés des entreprises du secteur assujetties).

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5565, 5585) : ses amendements n° 468 : abrogation de l'article L. 313-11 du code de la construction et de l'habitation ; n° 470 : composition du conseil d'administration de l'ANPEEC ; et n° 469 : abrogation de l'article L. 313-12 du code de la construction et de l'habitation ; retirés. Sur l'amendement n° 20 de la commission (précision), son sous-amendement n° 630 ; retiré. - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM) (p. 5594) : défavorable aux amendements de suppression n° 183 de Mme Odette Terrade et n° 283 de M. Thierry Repentin. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5659, 5668) : ses amendements n° 473 : mise en œuvre d'une procédure de révision simplifiée en cas de non-dépôt du rapport du commissaire-enquêteur dans un délai de

deux mois ; n° 474 : taxe forfaitaire de droit sur la cession à titre onéreux de terrains nus rendus constructibles ; retirés ; n° 472 : transformation de bâtiments agricoles désaffectés en habitations ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 7777, 7778) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisi pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Article 50** (*Aménagement du crédit d'impôt sur le revenu en faveur des économies d'énergie et du développement durable*) (p. 8669, 8670) : son amendement n° II-346 : éligibilité au crédit d'impôt en faveur des économies d'énergie et du développement durable des coûts d'équipement et d'installation d'un dispositif d'assainissement non collectif ; adopté.

- **Question orale avec débat de Mme Muguette Dini sur la prévention du surendettement** - (10 décembre 2008) (p. 8813, 8814) : son intervention.

REVOL (Henri)
sénateur (Côte-d'Or)
UMP-A

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'énergie.

Membre titulaire du Comité de contrôle du Fonds de soutien aux hydrocarbures ou assimilés d'origine nationale.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires jusqu'au 8 juillet 2008.

Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et la sécurité en matière nucléaire.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 297 (2006-2007)] relatif aux opérations spatiales [n° 161 (2007-2008)] (15 janvier 2008) - **Recherche, sciences et techniques - Transports**.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de résolution sur le troisième paquet énergie (textes E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [n° 296 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Union européenne - Énergie**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi [n° 272 (2007-2008)] relatif aux opérations spatiales [n° 328 (2007-2008)] (14 mai 2008) - **Recherche, sciences et techniques - Transports**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux opérations spatiales [n° 297 (2006-2007)]** - (16 janvier 2008) - rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** : son intervention (p. 250, 253). - **Article 1er** (*Définitions*) (p. 264) : ses amendements n° 1, 2, 3, 4 et 5 : précision ; adoptés. - **Article 2**

(*Champ d'application des autorisations*) : son amendement n° 6 : rédaction ; adopté. - **Article 3** (*Régime d'autorisation des transferts d'objets*) (p. 265) : ses amendements n° 7, 8 et 9 : rédaction ; adoptés. - **Article 4** (*Conditions de délivrance des autorisations*) (p. 265, 267) : ses amendements n° 10 et 12 : rédaction ; n° 11 : instauration d'une licence ; n° 13 : clarification ; et n° 14 : conséquence ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 41 de M. Daniel Raoul portant sur l'amendement n° 11 précité. - **Article 6** (*Obligation d'assurance*) (p. 268) : ses amendements n° 15, 16, 17 et 18 : rédaction ; adoptés. - **Article 7** (*Personnes chargées des contrôles*) (p. 269) : ses amendements n° 19 : suppression des officiers et agents de police judiciaire de la liste des personnes qualifiées pour procéder au contrôle ; n° 20 : suppression de la condition relative à la nécessité d'être assermenté ; et n° 21 : précision ; adoptés. - **Article 8** (*Missions de l'autorité administrative*) (p. 269, 270) : son amendement n° 22 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. Position de la commission sur le sous-amendement n° 40 de M. Daniel Raoul portant sur l'amendement n° 22 précité. - **Article 10** (*Modalités de constatation des infractions*) (p. 270) : ses amendements n° 23 : nécessité d'être assermenté pour les agents constatant les infractions ; et n° 24 : précision ; adoptés. - **Article 12** (*Tenue du registre d'immatriculation*) (p. 271) : son amendement n° 25 : rédaction ; adopté. - **Article 14** (*Action récursoire de l'Etat*) (p. 271, 272) : son amendement n° 26 : conditions de mise en œuvre d'une action récursoire ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 39 de M. Jean-Claude Danglot. - **Article 15** (*Garantie financière de l'Etat*) (p. 273) : son amendement n° 27 : précision ; adopté. - **Article 16**

(*Plafond de la garantie de l'Etat pendant la phase de lancement*) : son amendement n° 28 : coordination ; adopté. - **Article 17** (*Plafond de la garantie de l'Etat après la phase de lancement*) : son amendement n° 29 : coordination ; adopté. - **Article 20** (*Conditions d'exonération de la responsabilité contractuelle*) (p. 274) : son amendement n° 30 : clarification ; adopté. - **Article 21** (*Rôle du CNES sur le Centre spatial guyanais, CSG*) (p. 274, 275) : ses amendements n° 31 : rectification ; n° 32 : rôle du président du CNES ; adoptés. - **Article 22** (*Article L. 611-1 du code de la propriété intellectuelle - Extension des règles de propriété industrielle*) : ses amendements n° 33 : rédaction ; et n° 34 : exclusion des droits conférés par le brevet des objets destinés à être lancés dans l'espace extra-atmosphérique introduits sur le territoire français ; adoptés. - **Article 23** (*Déclaration préalable*) (p. 267) : son amendement n° 35 : précision ; adopté. - **Titre VIII - Dispositions finales** : son amendement n° 36 : précision ; adopté. - **Article 26** (*Exclusion des activités de défense*) : son amendement n° 37 : précision ; adopté. - **Article 28** (*Mesures d'application de la loi*) (p. 277) : son amendement n° 38 : missions du CNES ; adopté.

- **Deuxième lecture [n° 272 (2007-2008)]** - (22 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2361, 2363) : son intervention. Hommage à Christian Cabal. Avis favorable de la commission des affaires économiques à l'adoption sans modification du projet de loi.

de RICHEMONT (Henri)
sénateur (Charente)
UMP

Rapport d'information, fait au nom de la commission des lois et de la commission des affaires sociales : Contribution à la réflexion sur la maternité pour autrui [n° 421 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Famille - Questions sociales et santé - Société**.

Non réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Membre suppléant de la Commission supérieure de codification (ancienne commission supérieure de codification et de simplification des textes législatifs et réglementaires).

Membre de la Mission commune d'information sur le bilan et les conséquences de la contamination par l'amiante.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation [n° 510 (2004-2005)]** - (15 janvier 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** : son intervention (p. 229, 230). - **Article 1er** (*Ratification*) (p. 235, 236) : son amendement n° 1 : nouvelle rédaction de l'article ; adopté. Position de la commission sur le sous-amendement n° 4 de Mme Josiane Mathon-Poinat portant sur l'amendement n° 1 précité. - **Article 2** (*Coordination*) (p. 238) : son amendement n° 2 : précision ; adopté. - **Article 3** (*Entrée en vigueur*) : son amendement n° 3 : suppression ; adopté.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Article 1er** (*art. L. 531-1-1 [nouveau] du code de l'environnement - Principes régissant l'utilisation des OGM*) (p. 1770, 1772) : défavorable à l'amendement n° 12 de la commission (définition du "sans organismes génétiquement modifiés").

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (28 mai 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2461, 2463) : sur l'amendement n° 42 de la commission (répression de la pollution marine), ses sous-amendements n° 62 : plafonnement de l'amende à 5 millions d'euros ; n° 63 : suppression du deuxième niveau de gravité ; et n° 64 : application des mêmes sanctions aux navires français et étrangers en cas d'infraction de pollution ; rejetés.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2632) : son intervention. Les membres

du groupe UMP soutiendront tous les amendements présentés par la commission des lois et voteront en faveur du projet de loi.

RICHERT (Philippe)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

Vice-président du Sénat ; puis questeur du Sénat à compter du 7 octobre 2008 ; a présidé les séances des 23, 24, 30 janvier, 7, 8 février, 25, 27 mars, 3, 9, 10 avril, 14, 20 mai, 3, 5, 12, 17, 18, 20, 25, 30 juin, 3, 4, 16, 17 et 18 juillet 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France 3.

Membre titulaire du Haut conseil des musées de France.

Membre suppléant de la Commission du Fonds national pour l'archéologie préventive ; nouvelle nomination le 3 avril 2008.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'informatisation du livre foncier d'Alsace-Moselle [n° 193 (2007-2008)] (5 février 2008) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles et de la commission des finances : Le financement des universités : pour un SYstème de répartition des Moyens à l'Activité et à la Performance (SYMPA) [n° 382 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Budget - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 389 (2007-2008)] instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 408 (2007-2008)] (19 juin 2008) - **Fonction publique - Éducation.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 480 (2007-2008)] (22 juillet 2008) - **Fonction publique - Éducation.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi concernant les nouvelles possibilités de transfert d'affectation aux collectivités territoriales du patrimoine de l'Etat [n° 17 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi constitutionnelle modifiant le titre XV de la Constitution [n° 170 (2007-2008)]** - (29 janvier 2008) - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 640, 641) : défavorable à l'amendement n° 5 de M. François Marc (modification de la constitution permettant la ratification de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires du Conseil de l'Europe).

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Rappel au règlement** (p. 1034) : intervient sur le rappel au règlement de M. Gérard Le Cam. Confirmation de la déclaration d'urgence sur le projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation parlementaire de Finlande** - (20 mai 2008) (p. 2241).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 3504, 3506) : son intervention. Au nom de la commission des affaires culturelles, propose l'adoption de ce texte sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 3522) : position de la commission sur la motion n° 1 de M. Serge Lagache tendant à

opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 3524, 3525) : position de la commission sur la motion n° 18 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (*Création d'un chapitre III au titre III du livre Ier du code de l'éducation*) (p. 3526) : position de la commission sur les amendements n° 38 de M. Serge Lagache, n° 19 et 20 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin. - **Article 2** (*art. L. 133-1 du code de l'éducation - Consécration du droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques*) (p. 3527, 3528) : ses amendements n° 2 : suppression de la mention du caractère obligatoire du temps scolaire ; et n° 3 : mise en place d'un service d'accueil gratuit des élèves en cas d'impossibilité matérielle ou légale de remplacement d'un enseignant ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 21 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 39 de M. Serge Lagache. - **Article 3** (*art. L. 133-2 du code de l'éducation - Prévention des conflits dans l'enseignement scolaire public du premier degré*) (p. 3542) : son amendement n° 4 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 22 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 41 de M. Serge Lagache. - **Article 4** (*art. L. 133-3 du code de l'éducation - Compétence d'organisation du service d'accueil en cas de grève*) (p. 3543) : ses amendements n° 5 : cohérence ; et n° 6 : précision ; adoptés. (p. 3544, 3545) : position de la commission sur les amendements n° 23 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin, n° 42 de M. Serge Lagache, n° 53 de M. Philippe Arnaud et n° 37 de M. Pierre-Yves Collombat. - **Article 5** (*art. L. 133-4 du code de l'éducation - Organisation du service d'accueil par la commune*) (p. 3549) : ses amendements n° 7 : faculté pour les organisations syndicales de négocier avec l'autorité administrative les modalités de déclaration d'intention de participation à une grève ; et n° 8 : relèvement, à 20 % des enseignants d'une école, du seuil déclenchant l'organisation par la commune d'un service d'accueil ; adoptés. (p. 3550) : position de la commission sur les amendements n° 44 et 45 de M. Serge Lagache, n° 17 de M. Jean-Claude Carle et n° 36 de M. Yves Détraigne. - **Article 7** (*art. L. 133-6 du code de l'éducation - Utilisation des locaux de l'école pour l'organisation par les communes du service d'accueil*) (p. 3553) : son amendement n° 9 : précision ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 24 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 47 de M. Serge Lagache. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3554) : son amendement n° 10 : établissement d'une liste de personnes susceptibles de participer à l'organisation du service d'accueil ; adopté. - **Article 8** (*art. L. 133-6 du code de l'éducation - Contribution financière versée par l'État aux communes pour la mise en œuvre du service d'accueil*) (p. 3558, 3560) : son amendement n° 11 : substitution du mot "compensation" au mot "contribution" ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 50 de M. Serge Lagache. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 3561) : son amendement n° 12 : transfert à l'Etat de la responsabilité administrative des communes pour la mise en œuvre du service d'accueil ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 48 de M. Serge Lagache (transfert de la responsabilité administrative des communes et de la responsabilité pénale du maire à l'Etat pour la mise en œuvre du service d'accueil). - **Article 9** (*art. L. 133-7 du code de l'éducation - Prestation de services pour l'organisation du service d'accueil*) (p. 3562, 3563) : son amendement n° 13 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 51 de M. Serge Lagache et n° 55 de M. Ambroise Dupont. - **Article 10** (*Entrée en vigueur des dispositions du projet de loi*) : son amendement n° 14 : coordination ; adopté. - **Intitulé du projet de loi** (p. 3564) : son amendement n° 15 : modification de l'intitulé du projet de loi - Droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire ; adopté.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (4 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4047) : intervient sur le rappel au règlement de M. Paul Girod.

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail [n° 448 (2007-2008)]** - (18 juillet 2008) - **Rappel au règlement** (p. 4932, 4933) : réponse aux rappels au règlement de MM. Guy Fischer et Jean-Pierre Godefroy. - **Organisation des débats** (p. 4958).

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire - Commission mixte paritaire [n° 140 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 5124, 5126) : son intervention. Propose l'adoption de ce texte.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (23 octobre 2008) - **Article 3** (*Compensation des charges nouvelles incombant aux départements*) (p. 6076) : défavorable aux amendements identiques n° 199 de Mme Annie David et n° 119 de M. Yves Krattinger (remplacement de la notion d'extension de compétences par celle de transfert de compétences).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7801) : sa question au secrétaire d'Etat chargé des transports.

Pouvoirs publics

- (28 novembre 2008) - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7891, 7892) : en sa qualité de premier questeur, soutient l'amendement du Président du Sénat n° II-117 (réduction de la dotation du Sénat) ; adopté.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 42** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux immeubles bâtis situés dans certaines zones protégées, dispositif "Malraux"*) (p. 8582) : défavorable à l'amendement n° II-250 de la commission (suppression, au terme d'un délai de vingt ans, des avantages fiscaux liés au dispositif Malraux). (p. 8588, 8590) : ses amendements n° II-360 : relèvement de la réduction d'impôt ; et n° II-361 : relèvement du plafond à 150 000 euros ; adoptés.

- Au nom de la commission des affaires culturelles - **Article 44 bis** (*Plafonnement global de certains avantages propres à l'impôt sur le revenu*) (p. 8621, 8623) : son amendement n° II-147 : coordination ; adopté. A titre personnel, son amendement n° II-362 : exclusion du dispositif Malraux du plafonnement global des niches fiscales ; retiré.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Article 53** (*Doublement du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique*) (p. 8705) : son amendement n° II-347 : possibilité de cumuler le bénéfice du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique avec les aides en faveur de la conversion ou du maintien en mode de production biologique ; retiré.

RIES (Roland)
sénateur (Bas-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la Délégation française aux Assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'Union de l'Europe occidentale jusqu'au 28 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi** visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 182 (2007-2008)] - (3 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1483, 1484) : son intervention. Ville de Strasbourg.

- **Projet de loi** de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)] - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5318) : son intervention.

RISPAT (Yves)
sénateur (Gers)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

de ROHAN (Josselin)
sénateur (Morbihan)
UMP

Président du Groupe Union pour un Mouvement Populaire jusqu'au 15 janvier 2008.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 16 janvier 2008 ; membre de la commission jusqu'au 16 janvier 2008.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation parlementaire au renseignement.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne du 22 janvier 2008 au 7 octobre 2008.

Premier vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre titulaire de la Commission consultative du secret de la défense nationale du 9 janvier 2008 au 1er octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de l'administration (ENA) jusqu'au 10 novembre 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : L'industrie de défense dans la perspective du Livre blanc [n° 340 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Défense - Police et sécurité - Recherche, sciences et techniques.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi constitutionnelle [n° 365 (2007-2008)] de modernisation des institutions de la Ve République [n° 388 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Où va la Russie ? [n° 416 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 1066, 1067) : son intervention. (p. 1074) : réponse aux propos de M. Robert Bret. - **Article unique** (p. 1099) : intervient sur l'amendement n° 1 de M. Michel Charasse (nullité de tout acte européen remettant en cause les fondements et principes de la République française tels que l'exclusion du communautarisme et la laïcité conformément aux décisions du Conseil constitutionnel). (p. 1101) : remerciements. Nouveau départ pour l'Europe.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la situation en Afghanistan** - (1er avril 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 1353, 1355) : son intervention. Approuve la présence des troupes françaises au côté des alliés de la France en Afghanistan.

- **Débat organisé à l'initiative de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur la politique étrangère de la France** - (14 mai 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2093, 2096) : son intervention.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 2815, 2817) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, rapporteur pour avis - **Discussion générale** (p. 2847, 2849) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption de ce texte. (p. 2870, 2872) : à titre personnel, son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Article 1er A** (*art. premier de la Constitution - Langues régionales - Egal accès des femmes et des hommes aux responsabilités professionnelles et sociales*) (p. 2938) : à titre personnel, favorable aux amendements de suppression n° 3 de M. Michel Charasse, n° 77 de M. Patrice Gélard, n° 145 de M. Jean-Luc Mélenchon, n° 157 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 250 de M. Adrien Gouteyron et n° 260 de M. Yves Détraigne.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) – président de la commission des affaires étrangères et rapporteur pour avis - **Article 13 (priorité)** (*art. 35 de la Constitution - Information et autorisation du Parlement relative aux interventions des forces armées à l'étranger*) (p. 3015) : son amendement n° 139 : nécessité pour le Gouvernement d'informer le Parlement de sa décision de faire intervenir les forces armées à l'étranger ; adopté. (p. 3017) : son amendement n° 140 : subordination au vote d'une loi de l'autorisation de prolongation de l'intervention des forces armées à l'étranger ; adopté. (p. 3022, 3023) : réponses aux orateurs. (p. 3026, 3027) : réponse à M. Bernard Frimat sur l'amendement n° 457 précité.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 7** (*art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès*) (p. 3110) : à titre personnel, défavorable aux amendements identiques n° 178 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 329 de Mme Alima Boumediene-Thiery et n° 428 de M. Bernard Frimat (suppression), et l'amendement n° 268 de M. Jean-Paul Amoudry (possibilité de débattre de la déclaration du Président de la République en sa présence). - **Article 10** (*art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux*) (p. 3158) : défavorable aux amendements identiques n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales). - **Article 12** (*Vote de résolutions par les assemblées parlementaires*) (p. 3193, 3196) : au nom de la commission des affaires étrangères, son amendement n° 138 : rétablissement et encadrement par une loi organique ; adopté. Défavorable à l'amendement n° 188 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité pour les assemblées parlementaires de voter des résolutions s'imposant au Gouvernement).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - président de la commission des affaires étrangères et rapporteur pour avis - **Article 33 (priorité)** (*art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3265) : son amendement n° 142 : possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum ; adopté.

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 23** (*art. 49 de la Constitution - Limitation des conditions dans lesquelles le Gouvernement peut engager sa responsabilité sur le vote d'un texte*) (p. 3317, 3318) : à titre personnel, parole sur l'article. - **Article 32** (*art. 88-4 de la Constitution - Examen par le Parlement des projets ou propositions d'actes des Communautés européennes et de l'Union européenne*) (p. 3400) : au nom de la commission des affaires étrangères, son amendement n° 141 : requalification des "commissions chargées des affaires

européennes" en "comités chargés des affaires européennes" ; adopté.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Livre blanc sur la défense** - (26 juin 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 3568, 3571) : son intervention.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (16 juillet 2008) - **Article 16** (*art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique*) (p. 4735) : intervient sur les amendements n° 60 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (suppression), n° 120 de M. Bernard Frimat (en matière d'examen en séance publique des textes issus des travaux de la commission permanente saisie au fond, suppression de l'exception en faveur des projets de loi de finances, de projets de financement de la sécurité sociale, et des projets de révision constitutionnelle) et n° 23 de M. Alain Lambert (suppression du régime particulier en matière de délai applicable aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale). - **Article 25** (*art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel*) (p. 4770) : intervient sur l'amendement n° 136 de M. Robert Badinter (suppression partielle). - **Article 33** (*art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 4782, 4783) : favorable à l'article.

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 5173, 5176) : son intervention. Hommage aux soldats français tombés en Afghanistan. Au nom de la commission, soutient la politique étrangère et de défense du Gouvernement.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8035, 8036) : son intervention. Souhaite l'adoption des crédits de cette mission.

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) - président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées - **Discussion générale** (p. 8994, 8996) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (17 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 9047) : intervient sur l'amendement n° 50 de M. Jean-Louis Carrère (élection des membres du conseil militaire de la gendarmerie). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9056) : ses observations.

ROMANI (Roger)
sénateur (Paris)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil supérieur de la réserve militaire.

Vice-président du Sénat à compter du 7 octobre 2008 ; a présidé les séances des 14, 20, 21, 24, 27 octobre, 12, 20, 25, 27 novembre, 1er, 2, 17, 18 et 19 décembre 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Où va la Russie ? [n° 416 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Cyberdéfense : un nouvel enjeu de sécurité nationale [n° 449 (2007-2008)] (8 juillet 2008) - **Défense - Recherche, sciences et techniques**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail** [n° 448 (2007-2008)] - (18 juillet 2008) - **Organisation des débats** (p. 4983) : demande la levée de la séance.

ROUJAS (Gérard)
sénateur (Haute-Garonne)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion** [n° 7 (2008-2009)] - (24 octobre 2008) - **Article 14** (*Entrée en vigueur de la réforme*) (p. 6163) : intervient sur l'amendement n° 292 du Gouvernement (anticipation de l'entrée en vigueur de certaines dispositions favorables du nouveau régime juridique des contrats aidés et du contrat à durée déterminée d'insertion).

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Direction de l'action du Gouvernement

- (28 novembre 2008) (p. 7880, 7881) : son intervention.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 351 (2007-2008)] autorisant l'approbation d'un accord relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° 369 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 466 (2005-2006)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Comité international des poids et mesures portant amendement de l'accord du 25 avril 1969 relatif au siège du Bureau international des poids et mesures et à ses privilèges et immunités sur le territoire français [n° 419 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Traités et conventions**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 205 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif à la coopération dans le domaine de l'étude et de l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique à des fins pacifiques [n° 444 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Énergie**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

ROUVIÈRE (André)
sénateur (Gard)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées jusqu'au 30 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 143 (2007-2008)] autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale [n° 265 (2007-2008)] (9 avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Sécurité sociale - Traités et conventions - Union européenne.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires étrangères : Quel avenir pour la gendarmerie ? [n° 271 (2007-2008)] (10 avril 2008) - **Défense - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense [n° 270 (2008-2009)]** - (14 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble (p. 2134) : le groupe socialiste votera ce texte.**

ROZIER (Janine)
sénateur (Loiret)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Vice-présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

SANTINI (André)
secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique** [n° 267 (2007-2008)] - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1833, 1835) : son intervention. - **Question préalable** (p. 1854, 1855) : avis du Gouvernement sur la motion n° 33 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à poser la question préalable. - **Article 1er** (art. 13-1 à 13-3 nouveaux de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - **Détachement et intégration directe**) (p. 1856, 1857) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 34 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 1 et n° 2 de la commission. - **Article 2** (art. 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 47-1 nouveau,

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 103 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Anciens combattants - Budget.**

Proposition de loi visant à instaurer un accouchement dans la confidentialité [n° 109 (2008-2009)] (21 novembre 2008) - **Famille - Questions sociales et santé.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Gérard Dériot sur la politique de lutte contre l'obésité** - (27 mars 2008) (p. 1292, 1293) : son intervention.

- **Proposition de loi relative à l'extension du chèque emploi associatif** [n° 195 (2008-2009)] - (8 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1517, 1518) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture** [n° 425 (2007-2008)] - (9 juillet 2008) - **Article 1er** (art. premier de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - **Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat**) (p. 4364) : intervient sur l'amendement n° 8 de M. Jean-Pierre Sueur (instauration d'un montant plancher pour le recours aux contrats de partenariat).

- **Projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail** [n° 448 (2007-2008)] - (17 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4821, 4822) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (28 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 7895, 7896) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8189, 8190) : sa question. Exemple du Loiret.

48 et 62 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 41, 54, 68-1 nouveau, 69 et 97 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et art. 38, 58-1 nouveau et 59 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - **Modalités de mise en œuvre de l'intégration directe** (p. 1858) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 35 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 3, 4 et 5 de la commission. - **Article 3** (art. L. 4132-13 nouveau du code de la défense - **Accès des fonctionnaires civils aux corps militaires**) (p. 1859) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 36 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 4** (art. 14-1 nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - **Droit au départ des fonctionnaires dans une autre administration ou dans le secteur privé**) (p. 1860) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 37 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 25 de M. François-Noël Buffet et n° 6 de la commission ainsi que sur le sous-amendement n° 52 de M. François-Noël Buffet qui le modifie. - **Article 5** (art. 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 66 et 67 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 55 et 57 de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - **Prise en compte de la double carrière des fonctionnaires en détachement**) (p. 1861, 1862) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 7, n° 8 et n° 9 de la commission. - **Article 6** (art. 42 et 64-1 nouveau de la loi

n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Accompagnement financier de la mobilité des fonctionnaires de l'Etat* (p. 1863) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 38 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 47 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Article 7** (art. 36 et 44-1 à 44-4 nouveaux de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Réorientation professionnelle*) (p. 1865) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 39 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 48 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 11 et n° 12 de la commission. - **Article 8** (*chapitre IX bis et art. 72-1 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 25 de la loi n° 2007-148 du 2 février 2007, art. 104 et 104-1 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, chapitre IX bis et art. 98-1 nouveaux de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986 - Généralisation des possibilités de cumul d'emplois permanents à temps non complet dans la fonction publique*) (p. 1868) : sur l'amendement n° 13 de la commission (caractère expérimental, pour une durée de cinq ans, de l'extension des possibilités de cumul d'emplois permanents à temps non complet dans les trois fonctions publiques) qu'il accepte, son sous-amendement n° 54 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 40 de Mme Josiane Mathon-Poinat et n° 49 de M. Jean-Claude Peyronnet. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 1869) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de M. François-Noël Buffet (possibilité pour les collectivités territoriales d'expérimenter, au titre des années 2008 à 2010, le remplacement de la notation des fonctionnaires par un entretien professionnel) et n° 26 de M. André Dulait (modification du code des pensions militaires afin de permettre aux fonctionnaires de l'Etat en situation de réorientation professionnelle d'occuper des emplois relevant du dispositif des emplois réservés). - **Article additionnel avant l'article 9** (p. 1870) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de Mme Josiane Mathon-Poinat (instauration d'un plan de titularisation des agents contractuels des trois fonctions publiques occupant des fonctions à temps plein sur des postes correspondant à des missions permanentes de l'administration). - **Article 9** (art. 3 des lois n° 84-16 du 11 janvier 1984 et 84-53 du 26 janvier 1984 - *Remplacement momentané des fonctionnaires par des agents non titulaires*) (p. 1872) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 42 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 50 de M. Jean-Claude Peyronnet, n° 14 et n° 15 de la commission et n° 53 de M. Hugues Portelli. - **Article 10** (art. 3-1 nouveau de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984, art. 3-2 nouveau de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, art. 9-2 nouveau de la loi n° 86-33 du 9 janvier 1986, art. L. 1252-1 et art. L. 1251-60 à L. 1251-63 nouveaux du code du travail - *Recours à l'intérim*) (p. 1874) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 de Mme Josiane Mathon-Poinat, n° 51 de M. Jean-Claude Peyronnet et n° 22 de M. François-Noël Buffet. - **Article 11** (art. 14-2 nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - *Reprise des contrats de non titulaires en cas de transfert d'activités entre personnes morales de droit public*) (p. 1876) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 17 et n° 18 de la commission et n° 45 de Mme Josiane Mathon-Poinat. - **Article 15** (art. 49 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 - *Clarification des dispositions relatives à la position hors cadres des fonctionnaires de l'Etat*) (p. 1877) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 19 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 15** (p. 1878) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Yves Détraigne n° 31 (introduction de nouvelles dérogations au principe du remboursement obligatoire par les organismes bénéficiaires pour les mises à disposition de fonctionnaires de l'Etat) et n° 29 (prolongation jusqu'en 2013 d'une mesure transitoire permettant à des médecins du travail non qualifiés mais déjà en poste de régulariser leur situation grâce à une formation diplômante). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1879) : remerciements. Revalorisation de la fonction publique.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 - Commission mixte paritaire [n° 481 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5140, 5141) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Article 15** (*Evolution des compensations d'exonérations*) (p. 7563, 7565) : son amendement n° I-257 : prélèvement de 25 millions d'euros sur les ressources des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle afin de limiter la diminution des variables d'ajustement ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° I-62 de Mme Nicole Bricq, n° I-192 de Mme Marie-France Beaufile, n° I-16 de la commission, ainsi que sur les sous-amendements n° I-230 de M. Nicolas Alfonsi portant sur l'amendement n° I-16 de la commission ; et n° I-258 de M. Henri de Raincourt portant sur son amendement n° I-257. - **Article 16** (*Compensation des transferts de compétences aux départements*) (p. 7571) : son amendement n° I-255 : ajustement des compensations financières pour transferts de compétences aux départements ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-193 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 17** (*Compensation des transferts de compétences aux régions*) (p. 7572, 7573) : son amendement n° I-256 : ajustement des fractions de tarifs de TIPP attribuées aux régions ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-194 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 18** (*Compensation aux départements des charges résultant de la généralisation du revenu de solidarité active, RSA*) (p. 7576) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-195 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 19** (*Evaluation des prélèvements opérés sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales*) (p. 7577) : son amendement n° I-259 : coordination ; adopté. - **Débat sur les effectifs de la fonction publique** (p. 7603, 7608) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9159, 9162) : son intervention. (p. 9176, 9178) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 9180) : avis du Gouvernement sur la motion n° 155 de M. Bernard Vera tendant à poser la question préalable. - **Article 2** (*Affectation aux départements d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP*) (p. 9186) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 174 du Gouvernement. - **Article 3** (*Affectation du produit des amendes de police*) (p. 9189) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 118 de M. Bernard Vera et n° 1 de la commission. - **Article 5 bis** (*Dotations de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy*) (p. 9193) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 46 et 59 de M. Michel Magras. - **Article additionnel après l'article 5 bis** (p. 9205) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission (modalités de contribution aux fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle des EPCI à taxe professionnelle unique résultant de la fusion d'EPCI préexistants). - **Article 6** (*Cadre budgétaire de gestion par l'Etat des quotas de CO2*) (p. 9207) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission. - **Article 7** (*Affectation des excédents du panier de recettes destiné au financement des exonérations sur les heures supplémentaires*) (p. 9210) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 60. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9211) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 117 de M. Bernard Vera (suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, complémentaires ou choisies). - **Article 10** (*Modalités de clôture du Fonds pour le renouvellement urbain, FRU*) (p. 9212) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 119 de M. Bernard Vera et n° 106 de M. Philippe Dallier. - **Article additionnel après l'article 10 bis** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 157 de la commission (coordinations en matière de taxes générales sur les matières polluantes, TGAP, applicables dans la filière papier). - **Article 11 et état A** (*Équilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation des emplois*) (p. 9216, 9217) : son amendement n° 190 : conséquences et ajustement du tableau de financement ; adopté. - **Article 12 et état B** (*Budget général : ouverture de crédits supplémentaires*) (p. 9219) : ses amendements n° 186 (majoration des crédits du programme "Soutien de la politique de la défense") ; n° 176 (ajustement des ouvertures de crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales") ; n° 177 (ajustement des ouvertures de crédits de la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances") ; et n° 178 (ajustement des ouvertures de crédits de la

mission "Sport, jeunesse et vie associative"); adoptés. (p. 9221) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Sueur. - **Article 13 et état B' (Budget général :**

annulation de crédits) (p. 9224) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 120 de M. Bernard Vera.

SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre titulaire du Conseil supérieur pour le reclassement professionnel et social des travailleurs handicapés.

Membre de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5322, 5323) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

SAUGEY (Bernard)
sénateur (Isère)
 UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 7 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008 ; vice-président de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République le 21 octobre 2008.

Membre de l'Observatoire de la Décentralisation.

Membre suppléant du Comité des finances locales ; nouvelle nomination ; membre titulaire le 18 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil national des services publics départementaux et communaux.

Membre titulaire du Conseil national de l'aménagement et du développement du territoire (CNADT).

Membre titulaire du Conseil d'orientation de la simplification administrative jusqu'au 27 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 283 (2007-2008)] relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 350 (2007-2008)] (21 mai 2008) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi [n° 13 (2008-2009)] relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 24 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Relations avec les collectivités territoriales [n° 104 tome 9 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 2629, 2630) : son intervention. Sous le bénéfice de ses observations et de ses amendements, avis favorable de la commission des lois à l'adoption du projet de loi. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 2638) : position de la commission sur l'amendement n° 19 de M. Christian Cambon (exclusion des comptes des organismes professionnels indépendants du contrôle de la Cour des comptes). - **Article additionnel après l'article 3** (p. 2639) : son amendement n° 1 : rédaction ; adopté. - **Article 7** (art. L. 131-10 du code des juridictions financières - *Suppression de la possibilité reconnue au juge des comptes d'infliger une amende pour retard dans la production des comptes aux héritiers d'un comptable décédé*) : son amendement n° 2 : suppression de l'obligation faite aux héritiers d'un comptable décédé en poste de produire les comptes à sa place ; retiré. - **Article 8** (art. L. 131-11 du code des juridictions financières - *Modification du régime des amendes pour gestion de fait*) (p. 2640) : son amendement n° 3 : précision des critères à prendre en compte par les juridictions financières pour infliger une amende pour gestion de fait ; adopté après modification suggérée par M. Jacques Mahéas. - **Article 9** (art. L. 131-12 du code des juridictions financières - *Suppression du pouvoir de remise gracieuse du ministre chargé du budget en matière d'amendes*) : ses amendements n° 4 et 5 : précision ; adoptés. - **Article 10** (chapitre Ier nouveau du titre IV du livre Ier de la première partie du code des juridictions financières - *Réorganisation des dispositions du code des juridictions financières communes aux activités juridictionnelles et administratives de la Cour des comptes*) (p. 2641) : son amendement n° 6 : correction d'erreurs de référence ; adopté. - **Article 11** (chapitre II nouveau du titre IV du livre Ier de la première partie du code des juridictions financières - *Procédure juridictionnelle applicable devant la Cour des comptes*) (p. 2642) : ses amendements n° 7 : précision quant aux modalités de décharge des comptables publics ; n° 8 et 9 : rédaction ; adoptés. - **Article 16 bis** (art. L. 231-4 du code des juridictions financières, art. L. 1612-19-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 421-21 du code de la construction et de l'habitation - *Suppression de la compétence reconnue à l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale pour statuer sur l'utilité publique de dépenses ayant donné lieu à gestion de fait*) (p. 2643) : son amendement n° 10 : suppression ; adopté. - **Article 21** (chapitre II du titre IV de la première partie du livre II du code des juridictions financières - *Procédure de jugement des comptes des comptables publics et des comptables de fait par les chambres régionales des comptes*) (p. 2646, 2647) : ses amendements n° 11 et 12 : coordination ; et n° 13 : rédaction ; adoptés. - **Article 28** (art. L. 254-4 et L. 256-1 du code des juridictions financières - *Coordinations concernant les chambres territoriales des comptes*) (p. 2649) : son amendement n° 14 : extension des dispositions du texte aux collectivités d'outre-mer ; adopté. - **Article 29 bis** (art. 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963 de finances pour 1963 - *Coordinations à l'article 60 de la loi n° 63-156 du 23 février 1963, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des comptables*) (p. 2650) : son amendement n° 15 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 29 bis** (p. 2651, 2653) : son amendement n° 16 : harmonisation à cinq ans de la durée des délais de prescription des actions en responsabilité personnelle dirigées contre les comptables publics et les

gestionnaires de fait ; adopté. Position de la commission sur le sous-amendement n° 20 de M. Yves Détraigne (allongement de cinq ans à six ans de la prescription des gestions de fait et maintien à six ans de la prescription relative aux comptabilités publiques patentes) déposé sur son amendement n° 16 précité. - **Article 30** (*Habilitation du gouvernement à étendre par ordonnance les dispositions du projet de loi aux collectivités d'outre-mer*) (p. 2654) : son amendement n° 17 : suppression ; adopté. - **Article 31** (*Dispositions transitoires*) (p. 2655) : son amendement n° 18 : coordination ; adopté.

- *Deuxième lecture* [n° 283 (2007-2008)] - (21 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5781, 5782) : son intervention.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes** [n° 341 (2007-2008)] - (5 novembre 2008) - **Article 1er** (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - *Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense*) (p. 6555) : intervient sur le sous-amendement n° 23 de Mme Alima Boumediene-Thiery, déposé sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de cet article en supprimant la disposition limitant aux seules questions dites d'intérêt général le bénéfice de la protection du secret des sources, en étendant explicitement cette protection à l'ensemble de la chaîne d'information et en complétant les conditions requises pour

porter atteinte au secret des sources dans le cadre d'une procédure pénale).

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Première partie :

- (25 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7483, 7484) : son intervention.

Deuxième partie :

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8422, 8423) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois à l'adoption des crédits de cette mission.

SAUNIER (Claude)
sénateur (Côtes-d'Armor)
SOC

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre suppléant de la Cour de Justice de la République.

Secrétaire de la Délégation pour la planification.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Vice-président de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la prévention et à la lutte contre l'obésité [n° 312 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Questions sociales et santé - Éducation**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport d'information, fait au nom de la délégation du Sénat pour la Planification : Recherche et innovation en France : surmonter nos handicaps au service de la croissance [n° 392 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Culture - Entreprises - Recherche, sciences et techniques - Éducation.**

Rapport de l'OPECST, fait au nom de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques : L'industrie de la microélectronique : reprendre l'offensive [n° 417 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Entreprises - PME, commerce et artisanat - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

SCHILLINGER (Patricia)
sénateur (Haut-Rhin)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires sociales à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre titulaire du Conseil national du bruit le 4 décembre 2008.

Membre suppléant du Conseil d'administration de l'Établissement public de santé national de Fresnes spécifiquement destiné à l'accueil des personnes incarcérées.

Membre suppléant de la Commission nationale d'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi [n° 289 (2007-2008)] visant à lutter contre les incitations à la recherche d'une maigreur extrême ou à l'anorexie [n° 439 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Société**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service géant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi** [n° 141 (2007-2008)] - (9 janvier 2008) - **Article 2** (art. L. 311-5, L. 311-5-1, L. 311-6, L. 311-7 à L. 311-12, L. 311-10-1, L. 351-17 et L. 351-18 - *Institution du nouvel opérateur*) (p. 124) : soutient l'amendement n° 73 de Mme Christiane Demontès (participation du nouvel organisme à la lutte pour l'égalité professionnelle) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat** [n° 151 (2007-2008)] - (23 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 414, 415). - **Article 1er ter** (*Conversion du repos compensateur de remplacement en une majoration salariale*) (p. 452) : soutient l'amendement n° 35 de Mme Raymonde Le Texier (suppression) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (24 janvier 2008) - **Article 4** (*Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers*) (p. 485) : soutient l'amendement n° 46 de M. Thierry Repentin (blocage de la hausse des loyers au moment de la relocation du logement pendant une période transitoire de trois ans) ; rejeté.

- **Question orale avec débat de M. Jean-Pierre Godefroy sur l'aide aux malades en fin de vie** - (8 avril 2008) (p. 1534, 1535) : son intervention.

- **Question orale avec débat de M. Nicolas About sur la lutte contre les addictions** - (11 juin 2008) (p. 2767, 2768) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009** [n° 80 (2008-2009)] - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6725, 6727) : son intervention.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 6** (art. L. 161-23-1 et L. 351-11 du code de la sécurité sociale, art. L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Revalorisation exceptionnelle de 0,8 % des pensions des salariés, commerçants, artisans et fonctionnaires au 1er septembre 2008*) (p. 6768) : parole sur l'article.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 15** (art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation*) (p. 6852, 6853) : parole sur l'article. (p. 6856) : soutient l'amendement n° 264 de M. Serge Larcher (suppression de la surtaxe des spiritueux et des alcools forts) ; adopté.

Quatrième partie :

- (17 novembre 2008) - **Article 51 (priorité)** (art. L. 815-1, L. 815-2, L. 815-13, L. 815-24, L. 815-24-1 nouveau et L. 816-2 du code de la sécurité sociale - *Revalorisation du minimum vieillesse*) (p. 6956) : parole sur l'article. - **Article 61 bis (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section A*) (p. 6966, 6967) : parole sur l'article. - **Article 61 ter (priorité)** (art. L. 421-9 du code de l'aviation civile - *Suppression de la "clause couperet" relative au personnel navigant de l'aéronautique civile de section D*) (p. 6975) : son amendement n° 303 : suppression ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (18 novembre 2008) - **Article 54 (priorité)** (art. L. 161-23-1, L. 643-1 et L. 643-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 16 du code des pensions civiles et militaires de retraite ; article 13 de l'ordonnance n° 2002-411 du 27 mars 2002 relative à la protection sanitaire et sociale à Mayotte - *Revalorisation des pensions de retraite au 1er avril de chaque année*) (p. 6997) : soutient l'amendement n° 294 de Mme Christiane Demontès (revalorisation semestrielle des pensions) ; rejeté. (p. 6998) : votera contre cet article. - **Article 55 (priorité)** (art. L. 173-2, L. 351-10-1 nouveaux, L. 351-10 et L. 634-2 du code de la sécurité sociale - *Recentrage du dispositif du minimum contributif sur les salariés ayant eu de longues carrières faiblement rémunérées*) (p. 6999) : parole sur l'article. - **Article 58 (priorité)** (art. L. 2241-4 du code du travail ; art. L. 138-24 à L. 138-27 nouveaux et L. 241-3 du code de la sécurité sociale - *Incitation des entreprises à maintenir les seniors en emploi sous peine du versement d'une pénalité*) (p. 7006, 7007) : parole sur l'article. - **Article 59 (priorité)** (art. L. 161-22, L. 352-1, L. 634-6, L. 643-6, L. 723-11-1 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-39 du code rural ; art. L. 84 du code des pensions civiles et militaires de retraite - *Libéralisation du cumul emploi retraite*) (p. 7018) : parole sur l'article. - **Article 61 (priorité)** (art. L. 1221-18 et L. 1237-5 à L. 1237-8 du code du travail - *Suppression de la mise à la retraite d'office*) (p. 7027, 7028) : parole sur l'article.

SCHURCH (Mireille)
sénateur (Allier)
CRC, puis CRC-SPG

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5795, 5796) : parole sur l'article. (p. 5802) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux) soutient les sous-amendements de Mme Odette Terrade n° 650 ; devenu sans objet ; et n° 651 ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7787, 7788) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission consacrés aux transports.

SÉGUIN (Philippe)
Premier président de la Cour des comptes

INTERVENTIONS

- **Dépôt du rapport annuel de la Cour des Comptes** - (6 février 2008) - Premier président de la Cour des comptes : son intervention (p. 957, 961).

SEILLIER (Bernard)
sénateur (Aveyron)
RDSE

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi pour le pouvoir d'achat (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant rénovation de la démocratie sociale et réforme du temps de travail (18 juillet 2008).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion : La lutte contre la pauvreté et l'exclusion : une responsabilité à partager (rapport) [n° 445 tome 1 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Société**.

SERGENT (Michel)
sénateur (Pas-de-Calais)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 2009 (9 décembre 2008).

Membre suppléant de l'Observatoire national du service public de l'électricité et du gaz.

Membre titulaire de la Commission nationale du sport de haut niveau.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion : La lutte contre la pauvreté et l'exclusion : une responsabilité à partager (auditions et déplacements) [n° 445 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Société**.

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'insertion"** - (17 janvier 2008) - au nom de la commission des affaires sociales : son intervention (p. 299, 302).

- **Projet de loi autorisant la ratification du traité de Lisbonne modifiant le traité sur l'Union européenne, le traité instituant la Communauté européenne et certains actes connexes [n° 200 (2007-2008)]** - (7 février 2008) - **Discussion générale** (p. 1075, 1076) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3436, 3437) : son intervention. Favorable à ce texte. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3486, 3487) : le groupe RDSE, dans sa grande majorité, votera ce texte.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3809, 3810) : son amendement n° 610 : instauration d'un avantage fiscal pour les personnes physiques investissant dans les sociétés de capital-risque solidaires dont l'activité est exclusivement dirigée vers l'investissement dans les TPE et les PME ; retiré.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Arrêt sur image : le droit à l'image collective des sportifs professionnels en question [n° 255 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Sports**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Sport, jeunesse et vie associative [n° 99 tome 3 annexe 30 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Sports**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7395, 7396) : soutient l'amendement n° I-81 de M. Jean-Marc Pastor (mesures en faveur de la méthanisation permettant de récupérer l'énergie contenue dans les déchets) ; adopté. (p. 7406, 7407) : soutient l'amendement n° I-69 de M. Gérard Miquel (aménagement des tarifs de TGAP sur les installations de stockage) ; devenu sans objet.

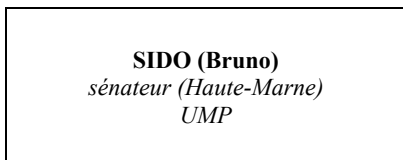
Deuxième partie :

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8493, 8494) : son intervention. Au nom de la commission, propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 78 (priorité)** (*Aménagement du droit à l'image collective, DIC, des sportifs professionnels*) (p. 8509, 8514) : son amendement n° II-37 : nouvelle rédaction de l'article visant à limiter le DIC ; rejeté. Sur l'amendement n° II-386 du Gouvernement (seuil d'exonération du DIC), son sous-amendement n° II-392 ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° II-101 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis, et sur les sous-amendements n° II-390 et n° II-391 de cette dernière, portant sur l'amendement n° II-386 précité. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8515, 8517) : son amendement n° II-36 : transfert de crédits vers le programme "Jeunesse et vie associative" afin de financer l'opération "Envie d'agir !" ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° II-388 du Gouvernement, n° II-99 et n° II-100 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 44 nonies** (p. 8639, 8640) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° II-376 (suppression du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt) ; n° II-377 (limitation dans le temps du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt) ; et n° II-378 (modification du crédit d'impôt sur les intérêts d'emprunt) ; rejetés. - **Article 45** (*Instauration d'un prêt à taux zéro destiné au financement de travaux de rénovation afin d'améliorer la performance énergétique des logements anciens*) (8646, 8647) : soutient l'amendement n° II-288 de M. Thierry Repentin (extension du bénéfice de l'éco-prêt à taux zéro aux organismes HLM) ; rejeté.



NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 2 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil consultatif de l'Internet.

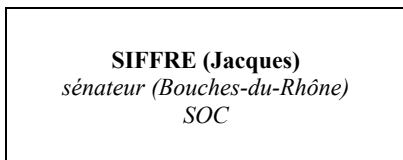
Membre titulaire du Haut comité pour la transparence et la sécurité en matière nucléaire le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Comité national de l'eau le 16 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de résolution sur le troisième paquet énergie (textes E 3642, E 3643, E 3644, E 3645 et E 3646) [n° 296 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Union européenne - Énergie.**



Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : La Croatie : une "nouvelle Côte d'Azur" pour l'Union européenne ? (mission effectuée en Croatie du 15 au 19 juillet 2008) [n° 49 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Article 1er** (art. 66 de la loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 de programme fixant les orientations de la politique énergétique - *Retour aux tarifs réglementés de vente d'électricité*) (p. 21, 23) : son amendement n° 6 (sécurisation des consommateurs professionnels d'électricité ayant bénéficié du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché) ; retiré puis repris par M. Jean Arthuis.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

SIGNÉ (René-Pierre)
sénateur (Nièvre)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8203, 8204) : sa question.

SITTLER (Esther)
sénateur (Bas-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires sociales jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre titulaire de la Commission nationale pour l'autonomie des jeunes.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

Membre de la Mission commune d'information sur les politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion le 10 janvier 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'informatisation du livre foncier d'Alsace-Moselle [n° 193 (2007-2008)] (5 février 2008) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie**.

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation**.

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat [n° 211 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 1462) : soutient l'amendement n° 93 de M. Jean-Paul Virapoullé (exclusion des activités financées en contrats de partenariat du bénéfice de la défiscalisation réservé aux investissements productifs outre-mer) ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 3686) : soutient l'amendement n° 65 de M. Michel Houel (dispositions relatives à l'entrepreneur individuel) ; retiré. - **Article 3** (art. L. 123-1-1 nouveau du code de commerce ; art. 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat ; art. 1600 du code général des impôts ; art. 2 de la loi n° 82-1091 du 23 décembre 1982 relative à la formation professionnelle des artisans - Dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers Guichet unique pour l'exercice des activités de services) (p. 3703) : sur l'amendement n° 193 de la commission (élargissement de la dispense d'immatriculation), soutient le sous-amendement n° 64 de M. Michel Houel ; retiré. - **Article 5** (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - Insaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société) (p. 3730) : soutient l'amendement n° 67 de M. Michel Houel (création d'un patrimoine d'affectation) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3735) : soutient l'amendement n° 63 de M. Michel Houel (suppression de la majoration fiscale appliquée aux entrepreneurs individuels non adhérents à un organisme agréé et faisant appel aux services des professionnels de l'expertise comptable) ; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 7** (p. 3797) : son amendement n° 285 : extension du dispositif de l'article 220 decies du code général des impôts aux entreprises de moins de cinq salariés ; retiré.

SOULAGE (Daniel)
sénateur (Lot-et-Garonne)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation pour la planification.

Membre titulaire du Conseil national du tourisme.

Membre titulaire de la Conférence de la ruralité.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur la proposition de loi [n° 214 (2007-2008)] tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 50 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Agriculture et pêche.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales. Compte spécial : développement agricole et rural [n° 101 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Agriculture et pêche - Budget.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés [n° 149 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 859, 861) : son intervention. - **Article 2** (art. L. 531-3, L. 531-4 et L. 531-5 du code de l'environnement - *Substitution de la Haute autorité sur les OGM aux commissions du génie génétique et du génie biomoléculaire*) (p. 915) : sur l'amendement n° 12 de la commission (fonctionnement du Haut conseil des biotechnologies), son sous-amendement n° 52 ; adopté.

- **Suite de la discussion** (7 février 2008) - **Article 3** (art. L. 663-8 et L. 663-9 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1014, 1022) : ses amendements n° 53 : soumission de la mise en culture de la récolte, du stockage et du transport d'OGM au respect de conditions techniques ; adopté après modification par le sous-amendement n° 241 du Gouvernement ; et n° 227 : définition des distances d'éloignement ; adopté ; n° 54 (interdiction de la culture d'OGM dans les parcs naturels nationaux et régionaux) ; retiré puis repris par Mme Marie-Christine Blandin ; et n° 228 : mise en place de zone de protection ; retiré. (p. 1035) : intervient sur son amendement précité n° 227. (p. 1038) : soutient l'amendement n° 55 de M. Jean-Paul Amoudry (extension des pouvoirs de l'Institut national de l'origine et de la qualité, INAO) ; retiré. - **Article 5** (art. L. 663-10 et L. 663-11 [nouveaux] du code rural - *Responsabilité des exploitants cultivant des PGM*) (p. 1056) : favorable à l'amendement n° 118 de M. Jacques Muller (mention explicite des apiculteurs dans la définition des exploitants agricoles bénéficiant d'indemnités en cas de contamination). - **Article 6** (art. L. 251-1 et L. 251-21 du code de l'environnement - *Transparence de la localisation*

des cultures d'OGM en milieu ouvert) (p. 1063) : son amendement n° 51 : information obligatoire préalablement aux semis des exploitants des parcelles entourant les cultures d'OGM ; adopté.

- **Suite de la discussion** (8 février 2008) (p. 1115) : soutient l'amendement n° 229 de Mme Françoise Férat (conformité aux dispositions communautaires des informations devant être communiquées à l'autorité administrative) ; adopté. - **Article 7** (art. L. 535-3 du code de l'environnement - *Limites à la publicité des données contenues dans les demandes d'autorisation de dissémination ou de mise sur le marché d'OGM*) (p. 1123) : sur l'amendement n° 28 de la commission (organisation du texte et précision relative à la divulgation des données contenues dans les dossiers de demande d'autorisation d'utilisation confinée d'organismes génétiquement modifiés), soutient les sous-amendements de Mme Françoise Férat n° 57 et n° 56 ; retirés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1153) : la majorité du groupe UC-UDF votera en faveur de ce projet de loi.

- **Question orale avec débat de M. Gérard Bailly sur la lutte contre l'épidémie de fièvre catarrhale ovine** - (26 mars 2008) (p. 1267, 1268) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1745, 1747) : son intervention. - **Article 3 A** (art. L. 334-8 [nouveau] du code de l'environnement - *Parcs nationaux et parcs naturels régionaux*) (p. 1779, 1781) : ses amendements n° 49 : possibilité d'exclure la culture d'organismes génétiquement modifiés des parcs nationaux et régionaux par un vote à la majorité qualifiée des exploitants agricoles concernés ; et n° 50 : suppression de la référence à la charte des parcs nationaux et régionaux ; retirés. - **Article 3** (art. L. 663-2 et L. 663-3 [nouveaux] du code rural - *Conditions techniques de culture de PGM*) (p. 1784) : son amendement n° 51 : remplacement de la notion de présence accidentelle d'organismes génétiquement modifiés par la notion de dissémination ; retiré.

- **Projet de loi relatif à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement [n° 288 (2006-2007)]** - (27 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2388, 2389) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (28 mai 2008) - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 2488, 2489) : les sénateurs du groupe UC-UDF s'abstiendront sur les amendements n° 96 et 97 du Gouvernement (habilitation du Gouvernement à procéder par voie d'ordonnance pour mettre le code de l'environnement en conformité avec le droit européen en matière de transfert des déchets). (p. 2494) : intervient sur l'amendement n° 98 du Gouvernement (régime des "Evaluations des incidences Natura 2000").

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 5** (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - *Insaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société*) (p. 3727, 3728) : son amendement n° 712 : insaisissabilité du domicile des associés de groupements agricoles d'exploitants en commun, GAEC ; retiré.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - *Réduction des délais de paiement*) (p. 3771, 3772) : son amendement n° 719 : délai légal de paiement de vingt jours fin de décade pour les produits frais, surgelés, et d'épicerie ; retiré.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 14 ter** (p. 3880) : son amendement n° 727 : modification du calcul du crédit d'impôt formation des associés des GAEC ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à généraliser l'assurance récolte obligatoire [n° 214 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) -

rapporteur de la commission des affaires économiques - **Discussion générale** (p. 6330, 6331) : son intervention. Avis défavorable de la commission à l'adoption de cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7401, 7402) : sur l'amendement n° I-131 de M. Dominique Braye (tarifs réduits de la taxe générale sur les activités polluantes pour les installations conformes à la norme internationale ISO 14001, ou faisant l'objet d'une revalorisation énergétique du biogaz de plus de 75 %), ses sous-amendements n° I-253 et n° I-254 ; devenus sans objet.

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7802, 7804) : sa question au secrétaire d'Etat chargé des transports.

Agriculture, pêche, alimentation, forêt et affaires rurales - Compte d'affectation spéciale : Développement agricole et rural

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8238, 8239) : son intervention. (p. 8251, 8252) : à titre personnel, son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

SOUVET (Louis)
sénateur (Doubs)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations (16 avril 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux droits et devoirs des demandeurs d'emploi (18 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à la journée de solidarité [n° 245 (2007-2008)]** - (9 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1559, 1560) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 1926, 1927) : son intervention. Le groupe UMP apportera son soutien à la politique du Gouvernement de modernisation du marché du travail.

- **Suite de la discussion** (7 mai 2008) - **Article 5** (*art. L. 1237-11 à L. 1237-16 du code du travail, art. 80 duodecimes du code général des impôts, art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale et L. 741-10 du code rural - Rupture conventionnelle du contrat de travail*) (p. 1995, 1996) : son amendement n° 53 : obligation de former le recours juridictionnel, à peine d'irrecevabilité, avant l'expiration d'un délai de douze mois à compter de la date d'homologation de la convention ; retiré.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 6** (*art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement*) (p. 3763) : parole sur l'article.

SUEUR (Jean-Pierre)
sénateur (Loiret)
SOC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Evian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental** [n° 158 (2007-2008)] - (30 janvier 2008) - **Discussion générale** (p. 687) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat** [n° 211 (2007-2008)] - (1er avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1370, 1372) : son intervention. Généralisation injustifiée des partenariats public-privé qui sont des procédures exceptionnelles. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 1382, 1383) : favorable à la motion n° 96 de Mme Josiane Mathon-Poinat tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Article 1er** (art. 1er de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat*) (p. 1386, 1391) : son amendement n° 118 : réécriture de l'article et introduction d'un seuil de 50 millions d'euros en dessous duquel ne peut être conclu un contrat de partenariat ; rejeté. Sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de l'article visant à distinguer les critères facultatifs des critères obligatoires du contrat de partenariat, à clarifier le champ du contrat et à subordonner la rémunération du partenaire privé à des objectifs de performance), ses sous-amendements n° 119 : impossibilité de conclure un contrat de partenariat pour un montant de travaux ou de prestations inférieur à 50 millions d'euros ; n° 120 : organisation d'un concours d'architecte lorsque le contrat de partenariat concerne la construction d'un immeuble ou sa réhabilitation ; et n° 122 : impossibilité de déléguer la gestion d'un service public au titulaire d'un contrat de partenariat ; rejetés. Ses amendements n° 123, n° 125 et n° 124 portant respectivement sur le même objet que ses sous-amendements n° 119 et n° 122 précités ; et, soutenu par M. Pierre-Yves Collombat, n° 121 : suppression de la possibilité pour la personne publique de mandater son cocontractant dans l'encaissement des recettes issues du paiement par les usagers du service public ; devenus sans objet. - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 1392) : ses amendements n° 126 et 127 : assujettissement de l'attributaire du contrat de partenariat aux règles du code des marchés publics ; rejetés.

- **Suite de la discussion** (2 avril 2008) - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - *Extension du*

recours aux contrats de partenariat) (p. 1404, 1411) : ses amendements n° 129 : réécriture de l'article visant à définir les cas dans lesquels le recours au contrat de partenariat sera possible et à préciser le critère d'urgence ; rejeté ; n° 128 : réintégration dans l'article de la disposition de l'ordonnance du 17 juin 2004 prévoyant le concours d'un organisme expert pour la réalisation de l'évaluation préalable ; adopté ; n° 131 : obligation pour la personne publique de motiver avec précision sa décision de choisir le contrat de partenariat ; n° 130 : suppression du troisième cas de recours au contrat de partenariat fondé sur un bilan plus favorable que les autres formules de marché public ; n° 134 : précision selon laquelle l'avantage que constitue le paiement différé est exclu des éléments pris en compte pour apprécier le bilan ; n° 132 : précision selon laquelle le recours à un contrat de partenariat doit être justifié par un bilan "nettement" plus favorable que le recours à d'autres contrats ; n° 133 : suppression des voies d'accès sectorielles ouvertes au contrat de partenariat jusqu'au 31 décembre 2012 ; et n° 135 : limitation du champ d'application de la présente loi aux contrats de partenariat mis en œuvre à partir de sa date de publication ; rejetés. (p. 1414, 1415) : reprend l'amendement retiré par la commission des finances saisi pour avis n° 77 : nécessité d'une évaluation préalable favorable pour justifier le recours aux contrats de partenariat dans les secteurs réputés présenter un caractère d'urgence ; devenu sans objet ; et, après avoir été soutenu puis retiré par M. Charles Guené, de M. Philippe Marini n° 169 : limitation de la dérogation sectorielle en matière de rénovation urbaine aux opérations approuvées par l'Agence nationale de la rénovation urbaine ; rejeté. Intervient sur son amendement précité n° 129. (p. 1416, 1419) : intervient sur ses amendements précités n° 130, n° 133 et n° 135 ainsi que sur le n° 169 de M. Philippe Marini qu'il a repris après qu'il ait été soutenu et retiré par M. Charles Guené. maintient son amendement précité n° 135. - **Article 4** (art. 5 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Procédures applicables aux contrats de partenariat) (p. 1420, 1421) : son amendement n° 136 : suppression de la possibilité pour la personne publique d'engager une procédure de dialogue compétitif en cas de projet complexe ; retiré. - **Article 6** (art. 7 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Description des procédures applicables aux contrats de partenariat) (p. 1422) : son amendement n° 137 : cohérence ; rejeté. - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 1424, 1425) : ses amendements n° 141 : suppression du mot "économiquement" s'agissant de l'appréciation de l'offre ; adopté ; et n° 140 : suppression de la possibilité pour la personne publique de demander au candidat le mieux placé de clarifier certains aspects de son offre ; devenu sans objet. (p. 1427, 1428) : intervient sur l'amendement n° 94 de M. Jean-René Lecerf (définition par voie réglementaire des petites et moyennes entreprises et des entreprises indépendantes). - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 1439, 1441) : ses remarques quant à la procédure retenue par la commission des lois pour alléger l'examen du chapitre II. Précise que les amendements du groupe socialiste ne seront pas présentés sans pour autant avoir été retirés. Son amendement n° 158 : application aux collectivités territoriales des dispositions prévues pour l'Etat s'agissant de la définition des organismes procédant à l'évaluation préalable ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 1414-9 du code général des collectivités territoriales - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 1446) : son amendement n° 165 : coordination ; adopté. - **Article 25** (art. L. 1414-16 du code général des collectivités territoriales - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement) (p. 1448, 1449) : ses observations sur les articles 26 et suivants du projet de loi. - **Article 32** (Application de la loi aux contrats en cours de passation) (p. 1463) : intervient sur son amendement, soutenu par M. Pierre-Yves Collombat, n° 168 : suppression. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1464, 1465) : le groupe socialiste ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi organique relatif aux archives du Conseil constitutionnel - Deuxième lecture [n° 304 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 305 (2007-2008)** (p. 2169, 2171) : son

intervention. Le groupe socialiste s'abstiendra sur le projet de loi.

- **Projet de loi relatif aux archives - Deuxième lecture [n° 305 (2007-2008)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 304 (2007-2008)**. - (15 mai 2008) - **Art. 29** (Habilitation donnée au Gouvernement à agir par ordonnance pour harmoniser les régimes d'accès aux données publiques) (p. 2182, 2183) : favorable à l'amendement n° 9 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression).

- **Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Question préalable** (p. 2597) : défavorable à la motion n° 1 de la commission tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2634, 2636) : son intervention. - **Article 16 bis** (art. L. 231-4 du code des juridictions financières, art. L. 1612-19-1 du code général des collectivités territoriales, art. L. 421-21 du code de la construction et de l'habitation - Suppression de la compétence reconnue à l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale pour statuer sur l'utilité publique de dépenses ayant donné lieu à gestion de fait) (p. 2644, 2645) : défavorable à l'amendement n° 10 de la commission (suppression).

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - **Article unique** (p. 2700) : favorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi portant adaptation du droit pénal à l'institution de la Cour pénale internationale [n° 308 (2006-2007)]** - (10 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 2748, 2749) : favorable au sous-amendement n° 62 de M. Robert Badinter portant sur l'amendement n° 61 de la commission (compétence subsidiaire de la France, par rapport à celle de la Cour pénale internationale, pour juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Question préalable** (p. 2897, 2899) : sa motion n° 1 tendant à poser la question préalable ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2964) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 2989, 2990) : favorable à l'amendement n° 423 de M. Bernard Frimat (concours des moyens de diffusion de masse de l'information et de la culture à la liberté d'opinion et d'expression). (p. 2997, 2998) : favorable à l'amendement n° 424 de M. Bernard Frimat (modalités d'exercice de l'expression pluraliste sur les chaînes de télévision et les radios). - **Articles additionnels après l'article 3 quater** (p. 3041, 3042) : intervient sur l'amendement n° 265 de M. Pierre Fauchon (instauration d'un régime présidentiel assurant l'indépendance des pouvoirs exécutif et législatif, tout en conservant une possibilité de dissolution en cas de désaccord sur un texte essentiel). - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 3052) : intervient sur les amendements déposés sur cet article.

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 5** (art. 16 de la Constitution - Contrôle de la durée d'exercice des pleins pouvoirs dévolus au Président de la République en cas de crise majeure) (p. 3094, 3098) : soutient l'amendement n° 426 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 16 de la

Constitution) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 3151, 3152) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 439 et 440 de M. Bernard Frimat (modalités de constitution d'une commission d'enquête). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3159) : intervient sur les amendements identiques n° 313 de M. Nicolas Alfonsi et n° 442 de M. Bernard Frimat (suppression des dispositions relatives au remplacement temporaire d'un parlementaire en cas d'acceptation de fonctions gouvernementales). (p. 3167, 3168) : défavorable à l'amendement n° 104 de la commission (rectification). - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 3172) : soutient l'amendement n° 441 de M. Bernard Frimat (instauration de séances de questions d'actualité lors des sessions extraordinaires) ; retiré. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3180) : soutient l'amendement n° 446 de M. Bernard Frimat (suppression de la possibilité de porter atteinte au principe de non-rétroactivité) ; adopté. (p. 3190) : favorable à l'amendement n° 450 de M. Bernard Frimat (inscription du droit au logement dans la Constitution). - **Article 12** (Vote de résolutions par les assemblées parlementaires) (p. 3195, 3198) : soutient l'amendement n° 456 de M. Bernard Frimat (rétablissement sans limitation du droit pour les assemblées parlementaires de voter des résolutions) ; devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 13 ou avant l'article 13 bis** (p. 3201) : favorable à l'amendement n° 44 de Mme Bariza Khiari (obligation de publier les règlements d'application d'une loi dans les six mois suivant sa promulgation).

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 33 (priorité)** (art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne) (p. 3266, 3267) : soutient l'amendement n° 493 de M. Bernard Frimat (possibilité de ratification de l'adhésion d'un Etat à l'Union européenne par la voie parlementaire ou par référendum) ; adopté. - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 3277) : soutient l'amendement n° 478 de M. Bernard Frimat (irrecevabilité des amendements du Gouvernement lors de la lecture des conclusions d'une commission mixte paritaire) ; rejeté. (p. 3280) : intervient sur l'amendement n° 478 de M. Bernard Frimat (irrecevabilité des amendements du Gouvernement lors de la lecture des conclusions d'une commission mixte paritaire).

- **Suite de la discussion** (24 juin 2008) - **Article 22** (art. 48 de la Constitution - Nouvelles modalités de répartition de l'ordre du jour) (p. 3310) : intervient sur le sous-amendement n° 507 de M. Christian Cointat portant sur l'amendement n° 123 de la commission (fixation de l'ordre du jour des assemblées). - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 3351) : favorable à l'amendement n° 73 de M. Hugues Portelli (suppression de la qualité de membre de droit du Conseil constitutionnel pour les anciens présidents de la République). - **Article 28** (art. 65 de la Constitution - Conseil supérieur de la magistrature) (p. 3378, 3379) : intervient sur l'amendement n° 489 de M. Robert Badinter (composition, organisation et compétence du Conseil supérieur de la magistrature). - **Article 31** (art. 71-1 nouveau de la Constitution - Création d'un Défenseur des droits des citoyens) (p. 3395, 3396) : intervient sur l'amendement n° 491 de M. Bernard Frimat (constitutionnalisation du Médiateur de la République). - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 3409) : intervient sur l'amendement n° 358 de Mme Alima Boumediene-Thiery (coordination).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 5** (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - Insaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un

entrepreneur individuel ou d'une société) (p. 3727) : soutient l'amendement n° 397 de M. Daniel Raoul (suppression) ; rejeté. - **Article 5 bis** (art. L. 121-8 [nouveau] du code de commerce - Extension du statut de conjoint collaborateur du chef d'entreprise travaillant dans l'entreprise familiale au partenaire d'un pacte civil de solidarité) (p. 3739, 3740) : soutient l'amendement n° 401 de M. Daniel Raoul (extension du statut de conjoint collaborateur aux concubins) ; devenu sans objet. (p. 3741) : favorable à l'amendement n° 401 de M. Daniel Raoul (extension du statut de conjoint collaborateur aux concubins). - **Article 5 quater** (Rapport au Parlement sur l'extension du statut de conjoint collaborateur au concubin du chef d'entreprise) (p. 3745, 3746) : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 212 de la commission (suppression). - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 3747) : intervient sur l'amendement n° 254 de la commission (définition des particuliers employeurs).

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - Sanction des abus dans la relation commerciale) (p. 4154, 4155) : soutient l'amendement n° 424 de M. Daniel Raoul (suppression de la notion de "déséquilibre significatif dans les droits et obligations des parties") ; rejeté. - **Article 24** (art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - Régime des soldes) (p. 4196) : intervient sur l'amendement n° 434 de M. Daniel Raoul (fixation d'une date au niveau du département pour les périodes des soldes "flottantes" par les représentants des commerçants).

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4293, 4294) : parole sur l'article. (p. 4300) : favorable à l'amendement n° 795 de M. Thierry Repentin (inscription comme membre de la commission départementale d'aménagement commercial, CDAC, du président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale ou d'un adjoint au maire de la commune d'implantation). (p. 4308, 4309) : soutient l'amendement n° 797 de M. Thierry Repentin (maintien des observatoires départementaux d'équipement commercial chargés de collecter des données sur l'organisation commerciale des territoires) ; adopté. (p. 4321) : sur l'amendement n° 147 de la commission (délimitation dans le cadre des schémas de cohérence territoriale de zones d'aménagement commercial présentant des spécificités en matière d'aménagement du territoire, de qualité d'urbanisme ou de protection de l'environnement et précision sur l'adoption des documents d'aménagement provisoire de ces zones par les SCOT ou à défaut par les EPCI compétents pour leur élaboration), son sous-amendement n° 806 ; rejeté. (p. 4326) : intervient sur son sous-amendement n° 806 déposé sur l'amendement précité n° 147 de la commission.

- **Projet de loi relatif aux contrats de partenariat - Deuxième lecture [n° 425 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4343, 4345) : son intervention. - **Article additionnel avant l'article 1er** (p. 4359) : son amendement n° 5 : rappel du caractère dérogoatoire du contrat de partenariat ; rejeté. - **Article 1er** (art. premier de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Assouplissement du régime des contrats de partenariat de l'Etat) (p. 4361) : son amendement n° 6 : organisation du concours d'architecture nécessairement préalable au lancement de la procédure de passation du contrat de partenariat ; rejeté. - **Article 2** (art. 2 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 4365, 4366) : ses amendements n° 9 : limitation de l'application des contrats de partenariat ; n° 10 : définition de l'urgence ; et n° 12 : suppression de la "nouvelle voie d'accès sectorielle" ; rejetés. - **Article 7** (art. 8 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Conditions d'attribution d'un contrat de partenariat) (p. 4369) : parole sur l'article. (p. 4369, 4370) : son amendement n° 15 : suppression du dispositif permettant à la personne publique de demander à un candidat identifié de présenter les éléments de clarification ; rejeté. - **Article 11** (art. 13 de l'ordonnance n° 2004-559 du 17 juin 2004 - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement)

(p. 4372) : le groupe socialiste est favorable à l'amendement n° 31 de Mme Josiane Mathon-Poinat (suppression). - **Article 15** (art. L. 1414-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du régime des contrats de partenariat des collectivités territoriales et de leurs groupements) (p. 4374) : ses amendements n° 17 : principe de l'égalité d'accès devant la commande publique ; n° 18 : conditions de réalisation obligatoire d'un concours d'architecture ; et n° 19 : interdiction de déléguer la gestion d'un service public à un titulaire d'un contrat de partenariat ; rejetés. - **Article 16** (art. L. 1414-2 du code général des collectivités territoriales - Extension du recours aux contrats de partenariat) (p. 4375) : ses amendements n° 20 : réalisation par un organisme agréé de l'étude préalable mise en œuvre sur une initiative des collectivités territoriales ; n° 21 : définition de l'urgence ; n° 22 : suppression du nouveau cas d'éligibilité aux contrats de partenariat basés sur un bilan entre avantages et inconvénients ; et n° 23 : suppression de la nouvelle "voie d'accès sectorielle" ; rejetés. - **Article 19** (art. L. 1414-6 du code général des collectivités territoriales - Nombre de personnes admises à concourir à un contrat de partenariat) (p. 4376) : son amendement n° 24 : maintien du résultat du concours d'architecture préalable dans le dossier de consultation remis aux candidats à un contrat de partenariat ; rejeté. - **Article 25** (art. L. 1414-16 du code général des collectivités territoriales - Valorisation par le titulaire du contrat de partenariat du domaine sur lequel est édifié l'ouvrage ou l'équipement) : son amendement n° 25 : limite de la durée des baux ; rejeté. - **Article 32** (Application de la loi aux contrats en cours de passation) (p. 4380) : son amendement n° 26 : suppression ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4381) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte et va saisir le Conseil constitutionnel.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (9 juillet 2008) - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial) (p. 4391, 4392) : son amendement n° 813 : organisation d'un concours d'architecture pour les édifices commerciaux de plus de 1000 mètres carrés ; rejeté. (p. 4397) : son amendement n° 811 : organisation d'un concours d'architecture ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 32** (art. L. 314-15 [nouveau] et L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - Délivrance de la carte de résident pour contribution économique exceptionnelle) (p. 4515, 4516) : favorable aux amendements de suppression de cet article.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Question préalable** (p. 4620, 4622) : sa motion n° 92 tendant à poser la question préalable ; rejetée. - **Article 4** (art. 13 de la Constitution - Avis conjoint des commissions parlementaires sur certaines nominations effectuées par le Président de la République) (p. 4642) : soutient l'amendement n° 98 de M. Bernard Frimat (composition et prérogatives de ces commissions) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 10** (p. 4707) : soutient l'amendement n° 107 de M. Bernard Frimat (suppression du renouvellement partiel du Sénat) ; rejeté. - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 4709) : intervient sur l'amendement n° 50 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (renforcement de l'indépendance des médias). - **Article 12** (art. 34-1 nouveau de la Constitution - Résolutions) (p. 4714) : soutient l'amendement n° 110 de M. Bernard Frimat (suppression de l'avis du Gouvernement en matière de vote des résolutions par le Parlement) ; rejeté. (p. 4716) : intervient sur les amendements portant sur le même objet n° 110 de M. Bernard Frimat et n° 52 (suppression de l'avis du Gouvernement en matière de vote des résolutions par le Parlement) et n° 51 (valeur contraignante des résolutions) de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat. - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France -

Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 4725, 4726) : soutient les amendements de M. Bernard Frimat n° 117 et 118 (suppression partielle) ; rejetés. (p. 4727, 4728) : intervient sur l'amendement n° 118 de M. Bernard Frimat (suppression partielle). - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 4743) : intervient sur les amendements identiques n° 62 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 121 de M. Bernard Frimat (suppression). - **Article 19** (art. 45 de la Constitution - Faculté pour la Conférence des présidents de s'opposer à la déclaration d'urgence - Conditions de recevabilité des amendements en première lecture - Possibilité pour le président d'une assemblée de provoquer la réunion d'une commission mixte paritaire) (p. 4747) : soutient l'amendement n° 124 de M. Bernard Frimat (interdiction de déposer des amendements après la tenue d'une commission mixte paritaire) ; rejeté. - **Article 23 bis** (art. 50-1 nouveau de la Constitution - Déclaration à caractère thématique du Gouvernement devant les assemblées) (p. 4759) : soutient l'amendement n° 130 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. - **Article 25** (art. 56 de la Constitution - Avis sur les nominations des membres du Conseil constitutionnel) (p. 4769) : intervient sur l'amendement n° 135 de M. Robert Badinter (avis public de la commission permanente concernée statuant à la majorité des trois cinquièmes pour les nominations des membres du Conseil constitutionnel par le président des assemblées). - **Article 34** (art. 13, 17, 24, 25, 39, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 48, 49, 50-1, 56, 61-1, 65, 69 et 71-1 de la Constitution - Entrée en vigueur de certaines dispositions du projet de loi) (p. 4789) : favorable à l'amendement n° 4 de Mme Alima Boumediene-Thiery (suppression du caractère rétroactif de la disposition visant à permettre aux membres du Gouvernement de retrouver leur siège de parlementaire).

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Deuxième lecture [n° 283 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5783, 5784) : son intervention. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5791) : le groupe socialiste votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6537, 6540) : son intervention. - **Article 1er** (art. 2, 3 et 35 de la loi du 29 juillet 1881 - Affirmation du principe de la protection du secret des sources des journalistes - Diffamation et respect des droits de la défense) (p. 6548, 6550) : sur l'amendement n° 1 de la commission (réécriture de cet article en supprimant la disposition limitant aux seules questions dites d'intérêt général le bénéfice de la protection du secret des sources, en étendant explicitement cette protection à l'ensemble de la chaîne d'information et en complétant les conditions requises pour porter atteinte au secret des sources dans le cadre d'une procédure pénale), ses sous-amendements n° 26 et 28 ; rejetés. Son amendement n° 25 : définition des différentes catégories de personnes bénéficiant de la protection du secret des sources ; devenu sans objet. (p. 6553, 6557) : sur l'amendement précité n° 1 de la commission, intervient sur son sous-amendement soutenu par Mme Claudine Lepage n° 24 et se déclare favorable au sous-amendement n° 23 de Mme Alima Boumediene-Thiery. Regrette le rejet par la commission des amendements et sous-amendements de l'opposition sénatoriale. Intervient sur son sous-amendement n° 26 déposé sur l'amendement précité n° 1 de la commission que le groupe socialiste ne votera pas. - **Article 2** (art. 56-2 du code de procédure pénale - Perquisitions et garanties du secret des sources) : Ses amendements n° 29 : extension de la protection accordée aux entreprises éditrices en cas de perquisition dans les locaux des prestataires techniques, hébergeurs de contenus, fournisseurs d'accès à Internet ou opérateurs de télécommunications ; devenu sans objet ; et n° 30 : versement au dossier de procédure du procès-verbal d'opposition à la saisie d'un document lors d'une perquisition ; retiré. Le groupe socialiste votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 6562) : son amendement n° 32 : présence obligatoire de deux journalistes en qualité de témoins lors d'une perquisition au domicile de l'un de leurs confrères ; rejeté. - **Article 3** (art. 326 et 437 du code de procédure pénale - Droit au silence des journalistes entendus

comme témoin) (p. 6563) : son amendement n° 33 : extension de la garantie offerte aux journalistes entendus comme témoins aux directeurs de publication et aux collaborateurs de la rédaction ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6564) : ses amendements n° 34 : strict encadrement de la garde à vue des journalistes ; et n° 35 : interdiction de placer en garde à vue un journaliste afin d'obtenir la divulgation de ses sources ; rejetés. - **Article 3 bis** (art. 60-1, 77-1 et 99-3 du code de procédure pénale - Nullité des réquisitions judiciaires portant atteinte au secret des sources) (p. 6567) : son amendement n° 37 : suppression du caractère disproportionné de l'atteinte au secret des sources ; retiré. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6569) : le groupe socialiste votera contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) - **Article 35 et état B** (Crédits du budget général) (p. 7807, 7808) : soutient l'amendement n° II-81 de Mme Nicole Bricq (indemnisation des sinistrés de la sécheresse de 2003) ; retiré.

- **Rappel au règlement** - (1er décembre 2008) (p. 7964, 7965) : article IX de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen. Interpellation d'un journaliste, ancien directeur du journal Libération à la suite d'une plainte en diffamation. Interrogation sur la justification de cette arrestation, sur sa compatibilité avec les dispositions du projet de loi relatif à la protection du secret des sources et sur la demande par le ministre d'une enquête.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)**

Deuxième partie :

Justice

- (1er décembre 2008) (p. 7976, 7977) : son intervention.

Administration générale et territoriale de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8406, 8407) : son intervention. - **Article 58** (Création d'une dotation pour les titres sécurisés) (p. 8419) : parole sur l'article.

Relations avec les collectivités territoriales - Compte spécial : avances aux collectivités territoriales

- (5 décembre 2008) (p. 8428, 8430) : son intervention. - **Article 68** (Révision du droit à compensation des régions au titre de la compétence "Services régionaux de voyageurs", SRV) (p. 8444) : soutient l'amendement n° II-218 de Mme Nicole Bricq (application de ce dispositif à la région Ile-de-France) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 68** (p. 8445, 8446) : soutient les amendements n° II-219 de Mme Nicole Bricq (majoration de la dotation de compensation attribuée aux régions afin de neutraliser les dépenses résultant de l'assujettissement à la taxe sur les salaires de la contribution pour l'exploitation des services transférés versée par les régions aux entreprises de transport) ; et n° II-224 de M. François Patriat (modification de l'année de référence des données utilisées pour la répartition de la dotation de péréquation entre les régions) ; adoptés. - **Article 71** (Dotations d'aménagement urbain destinées à financer les projets d'aménagement et de développement des communes prioritaires éligibles à la DSU) (p. 8450) : soutient l'amendement n° II-220 de Mme Nicole Bricq (élargissement de l'utilisation des crédits de la DDU aux dépenses de personnel participant à la mise en œuvre des projets et actions retenus pour l'attribution de ces fonds) ; rejeté.

Articles non rattachés

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 55 ter** (p. 8720, 8721) : son amendement n° II-303 : exonération de la taxe sur les salaires des entrepreneurs de spectacles vivants ; retiré.

- **Proposition de loi relative à la législation funéraire - Deuxième lecture [n° 108 (2008-2009)]** - (10 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 8841, 8843) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 138 (2008-2009)]** - (17 décembre 2008) - **Article 34 et état A** (p. 9139) : défavorable à l'amendement n° 24 du Gouvernement (conséquence).

SUTOUR (Simon)
sénateur (Gard)
SOC

Réélu le 21 septembre 2008.

Secrétaire du Sénat jusqu'au 6 octobre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008 ; secrétaire de la commission jusqu'au 6 octobre 2008.

Vice-président de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Rapporteur adjoint de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes le 7 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres ; nouvelle nomination le 11 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission consultative des archives audiovisuelles de la justice.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Justice et accès au droit [n° 104 tome 4 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Justice**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Débat sur la participation de la France au budget des communautés européennes et article 33** (p. 7552, 7554) : son intervention.

Deuxième partie :

Conseil et contrôle de l'Etat

- (28 novembre 2008) (p. 7874, 7876) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

TASCA (Catherine)
sénateur (Yvelines)
SOC

Vice-présidente du Sénat à compter du 7 octobre 2008 ; a présidé les séances des 16, 23, 24, 29, 30 octobre, 6, 13, 17, 24, 28 novembre, 1er, 4, 11 et 18 décembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 280 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement [n° 367 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi relative à l'organisation des transports scolaires en Île-de-France [n° 373 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Transports - Éducation.**

Rapport d'information, fait au nom de la Délégation pour l'Union européenne : Les services d'intérêt général après le traité de Lisbonne [n° 376 (2007-2008)] (4 juin 2008) - **Fonction publique - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 464 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement [n° 129 (2008-2009)] (10 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Souhaits de bienvenue à une délégation du Parlement européen** - (16 octobre 2008) (p. 5488, 5489).

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet** [n° 405 (2007-2008)] - (29 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6359, 6360) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Article 2 (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet)** (p. 6393) : soutient l'amendement n° 128 de M. Serge Lagauche (nomination du président de la commission de protection des droits par ses pairs) ; rejeté. (p. 6404) : soutient l'amendement n° 132 de M. Serge Lagauche (possibilité, pour les abonnés, de contester les recommandations de manière électronique) ; adopté.

- **Souhaits de bienvenue à une délégation de sénateurs du Cambodge** - (6 novembre 2008) (p. 6601).

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8381, 8383) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement** [n° 464 (2007-2008)] - (16 décembre 2008) - rapporteur de la

commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8979, 8981) : son intervention. Propose, au nom de la commission des affaires étrangères, l'adoption de ces projets de loi.

TERRADE (Odette)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes ; puis vice-présidente le 3 décembre 2008.

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de modernisation de l'économie (10 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires économiques, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Économie [n° 101 tome 2 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le "Grenelle de l'insertion"** - (17 janvier 2008) : son intervention (p. 305, 307).

- **Projet de loi pour le pouvoir d'achat [n° 151 (2007-2008)]** - (24 janvier 2008) - **Article 4 (Nouvelle définition de l'indice de référence des loyers)** (p. 475, 481) : ses amendements n° 84 : majoration de l'impôt sur les sociétés pétrolières ; n° 86 : réalisation par la commission des affaires économiques du Sénat, avant le 31 janvier 2008, d'un rapport examinant le respect par les sociétés délégataires du service public de l'eau de leurs obligations ; et n° 98 : exclusion des prestations familiales de la détermination de la capacité de remboursement dans le cadre des procédures de surendettement ; rejetés. (p. 482, 485) : ses amendements n° 124 : intégration des logements neufs mis en première location dans le champ d'application de l'article ; et n° 131 : conditions de la révision des loyers des logements dont le niveau des loyers est notoirement sous-évalué ou ayant fait l'objet de travaux ; rejetés. (p. 489, 492) : ses amendements n° 126 : augmentation du nombre de références exigées des bailleurs pour valider la fixation d'un loyer ; et n° 130 : abrogation des articles du code de la construction et de l'habitation régissant les conventions de patrimoine passées entre l'Etat et les bailleurs sociaux ; rejetés. - **Article 5 (Réduction du montant maximum du dépôt de garantie exigible par le bailleur)** (p. 494) : parole sur l'article.

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction - Deuxième lecture [n° 136 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Discussion générale** (p. 847) : le groupe CRC votera la proposition de loi. - **Article 1er (Obligation générale de sécurité pour les manèges, machines et installations)** (p. 849) : le groupe CRC votera l'amendement n° 1 de M. Jean-Marc Pastor (obligation de sécurité imposée aux attractions de levage et de portage de personnes).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article additionnel après l'article 13 ou avant l'article 13 bis** (p. 3200) : soutient l'amendement n° 194 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (abrogation de l'article 37 de la Constitution) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 18 (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission)** (p. 3254, 3255) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 206 (limitation du droit d'amendement du Gouvernement) ; et n° 205 (suppression de la procédure dite du vote bloqué) ; devenus sans objet.

- **Rappel au règlement** - (30 juin 2008) (p. 3595, 3596) : le groupe CRC demande l'interruption de la campagne médiatique financé par le Gouvernement et relative au pouvoir d'achat.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3621, 3624) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce projet de loi. (p. 3631, 3632) : demande la levée de l'urgence sur ce texte.

- **Suite de la discussion** (1er juillet 2008) - **Division additionnelle avant le titre Ier** (p. 3666) : son amendement n° 507 : insertion d'une division et d'un article concernant le pouvoir d'achat des personnels des grandes surfaces de distribution ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3670) : son amendement n° 508 : organisation d'un Grenelle des salaires ; rejeté. - **Article 4** (art. L. 443-11, L. 631-7, L. 631-7-2 et L. 631-7-4 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et art. L. 123-10 et 145-1 du code de commerce - Réforme du régime d'autorisation des changements d'usage et d'usage mixte des locaux d'habitation) (p. 3719) : soutient l'amendement n° 459 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 5** (art. L. 526-1 et L. 526-3 du code de commerce ; L. 330-1 et L. 332-9 du code de la consommation - Inaisissabilité des biens fonciers non affectés à un usage professionnel - Extension du bénéfice du surendettement aux personnes ayant garanti la dette d'un entrepreneur individuel ou d'une société) (p. 3726, 3727) : le groupe CRC ne votera pas cet article. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 3737, 3738) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 735 de M. Jean Arthuis (suppression de la majoration fiscale appliquée aux entrepreneurs individuels non adhérents à un organisme agréé et faisant appel aux services des professionnels de l'expertise comptable). - **Article 5 ter** (Habilitation à étendre par ordonnance la qualité de constituant d'une fiducie aux personnes physiques) (p. 3742) : soutient l'amendement n° 460 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 5 quater** (p. 3747) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 254 de la commission (définition des particuliers employeurs).

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement) (p. 3776, 3782) : parole sur l'article. Son amendement n° 72 : réduction des délais de paiement ; retiré. Le groupe CRC votera contre cet article. - **Article 6 ter** (Dématisation des factures des administrations) (p. 3789) : parole sur l'article. - **Article 8** (art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique - Réforme d'UBIFrance) (p. 3798) : soutient l'amendement n° 461 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 10** (art. L. 214-36, L. 214-37, L. 214-38-1 [nouveau], L. 214-38-2 [nouveau], L. 214-41-1 et L. 511-6 du code monétaire et financier, et art. L. 4211-1 du code général des collectivités territoriales - Assouplissement du régime des fonds d'investissement de proximité, création du fonds commun de placement à risques contractuel et extension du champ d'intervention des régions en matière de capital investissement) (p. 3822) : soutient l'amendement n° 463 de Mme Marie-France Beaufile (abrogation de l'article 199 terdecies-0 A du code général des impôts) ; rejeté. - **Article 10 bis** (nouvel article L. 225-209-1 du code de commerce - Extension à Alternext du régime des rachats d'actions et des contrats de liquidité) (p. 3825, 3826) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 10 quater** (p. 3829) : intervient sur l'amendement n° 214 de la commission (précision).

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 12 ter** (art. L. 1274-1 du code du travail - Extension du champ d'application du service chèque-emploi pour les très petites entreprises) (p. 3855, 3856) : son amendement n° 541 : suppression ; rejeté. - **Article 13 bis** (art. L. 225-25, L. 225-72, L. 225-124 et L. 228-15 du code de commerce - Simplification du régime de la société anonyme) (p. 3860) : soutient l'amendement n° 465 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3879) : le groupe CRC votera les amendements identiques n° 235 de la commission et n° 762 de Mme Anne-Marie Payet (protection des adhérents des réseaux de vente multi-niveaux). - **Article 31 (priorité)** (art. 81 C [nouveau] du code général des impôts - Amélioration du régime fiscal des impatriés) (p. 3891, 3892) : le groupe CRC votera contre cet

article. - **Article 31 bis (priorité)** (art. 1465 du code général des impôts - Amélioration des facultés d'exonération de taxe professionnelle par les collectivités territoriales) (p. 3894, 3895) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 15 de la commission (rectification et cohérence) et contre cet article. - **Article 31 ter (priorité)** (art. L. 111-2-2 du code de la sécurité sociale - Régime social des impatriés) (p. 3895) : soutient l'amendement n° 474 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 37 B (priorité)** (Aménagement du régime des fondations partenariales) (p. 3906, 3907) : le groupe CRC ne votera pas l'amendement n° 615 de M. Philippe Adnot (possibilité pour les établissements publics à caractère scientifique et technologique de créer des fondations partenariales). - **Article 37 bis (priorité)** (art. 39 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3916) : son amendement n° 535 : suppression ; rejeté. - **Article 37 ter (priorité)** (art. 47 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale, RFI) (p. 3921, 3922) : soutient l'amendement n° 476 de M. Jack Ralite (suppression) ; rejeté. - **Article 38 (priorité)** (art. 1er et 1er bis [nouveau] de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - Renforcement de l'indépendance du service statistique public) (p. 3926) : soutient l'amendement n° 477 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 38 bis (priorité)** (art. L. 1411-8 et L. 2132-3 du code de la santé publique et art. 7 et 7 bis de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 - Coordination avec l'art. 38) (p. 3928) : soutient l'amendement n° 478 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; adopté. - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre Ier du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 168 I D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3930, 3931) : parole sur l'article. (p. 3934, 3935) : soutient l'amendement n° 890 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. (p. 3937) : invite le Sénat à supprimer cet article. (p. 3942, 3943) : le groupe CRC votera l'amendement n° 551 de M. Thierry Repentin (relèvement du plafond du livret A). (p. 3951) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 27 de la commission (interdiction de cumuler un livret bleu ouvert avant le 1er janvier 2009 et un livret A). (p. 3955) : soutient l'amendement n° 880 de Mme Marie-France Beaufile (définition de manière égalitaire par tous les établissements bancaires concernés du montant minimal des opérations sur le livret A) ; rejeté. (p. 3964, 3965) : intervient sur l'amendement n° 379 de Mme Nicole Bricq (fixation à 70% du taux minimal de centralisation des dépôts collectés au titre du livret A et du livret de développement durable).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) (p. 3984) : soutient l'amendement n° 885 de Mme Marie-France Beaufile (réduction) ; rejeté. (p. 3991, 3995) : soutient l'amendement n° 889 de Mme Marie-France Beaufile (garantie par l'Etat du fonds d'épargne de la Caisse des dépôts et consignations) ; rejeté. Le groupe CRC votera contre les amendements de la commission n° 1058 (rôle de l'Observatoire de l'épargne réglementée), n° 1059 (composition de l'Observatoire de l'épargne réglementée) et n° 30 (précision). (p. 4007) : le groupe CRC votera contre l'article 39 de ce projet de loi. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4024, 4025) : parole sur l'article. (p. 4026, 4035) : soutient les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° 904 (rétablissement de la possibilité pour le ministre de l'économie d'appliquer à la Caisse des dépôts et consignations des règles particulières) ; n° 905 (suppression du texte proposé pour définir les missions de la Caisse des dépôts et consignations) ; n° 906 (cohérence) ; et n° 909 (suppression des dispositions relatives au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) ; rejetés. - **Article 16** (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du

cédant) (p. 4055) : soutient l'amendement n° 468 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Articles additionnels avant l'article 21 A** (p. 4096) : intervient sur ses amendements, portant sur le même objet, n° 506 et 505 : création d'une action de groupe en faveur des consommateurs. - **Articles additionnels avant l'article 21 B** (p. 4097, 4099) : ses amendements n° 522 : redéfinition de la vente liée ; n° 531 : affichage individualisé du prix des produits contenus dans une offre commerciale ; et n° 529 : interdiction des accords d'exclusivité entre partenaires commerciaux ; rejetés. - **Article 21 C** (art. L. 132-1 [et son annexe] du code de la consommation - *Liste des clauses présumées abusives et considérées de manière irréfragable comme abusives*) (p. 4104, 4105) : son amendement n° 516 : renforcement des mesures destinées à lutter contre les clauses abusives ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 21 C** (p. 4106, 4107) : son amendement n° 517 : extension de la protection contre les clauses abusives à tous les contrats identiques conclus par le même professionnel ; rejeté. - **Article 21 D** (*Numéro non surtaxé pour obtenir la bonne exécution d'un contrat*) (p. 4107) : son amendement n° 534 : gratuité des appels téléphoniques vers les services permettant d'obtenir la bonne exécution d'un contrat ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (7 juillet 2008) - **Article 21** (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - *Conditions générales de vente*) (p. 4127, 4128) : défavorable à cet article. (p. 4132, 4133) : son amendement n° 526 : suppression ; rejeté. (p. 4135) : son amendement n° 527 : suppression du titre Ier de la loi n° 2008-3 du 3 janvier 2008 portant sur les dispositions relatives à la modernisation des relations commerciales ; rejeté. (p. 4136) : son amendement n° 873 : suppression de la négociabilité des conditions générales de vente ; rejeté. (p. 4140) : son amendement n° 870 : modification de la définition des services de coopération commerciale figurant à l'article L. 441-7 du code de commerce ; adopté. (p. 4143) : transforme son amendement n° 870 précité en sous-amendement portant sur l'amendement n° 130 de la commission (clarification de la rédaction de l'article L. 441-7 du code de commerce). (p. 4146, 4147) : son amendement n° 532 : extension du dispositif établissant un coefficient multiplicateur entre le prix d'achat et le prix de vente des fruits et légumes périssables au-delà des situations de crise conjoncturelle ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 442-6 du code de commerce - *Sanction des abus dans la relation commerciale*) (p. 4153) : parole sur l'article. (p. 4154) : son amendement n° 875 : renforcement des amendes civiles infligées en cas de pratiques restrictives de concurrence ; rejeté. (p. 4155) : son amendement n° 874 : mesures en faveur des commerçants exploitant leur point de vente sous enseigne pour faciliter la transmission de leur fonds de commerce en fin de contrat ; rejeté. (p. 4162) : ne votera pas cet article. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 4162, 4163) : son amendement n° 530 : possibilité pour un franchisé qui se voit contraint, en fin de contrat, de respecter une période de non-concurrence, dont la longueur est de nature à mettre en péril la pérennité et la continuité de son entreprise, d'obtenir une indemnisation de la part de son franchiseur ; rejeté. - **Article 22 bis** (art. L. 440-1 du code de commerce - *Désignation du président de la CEPC*) (p. 4165) : son amendement n° 536 : suppression ; retiré. - **Article 22 quater** (art. L. 120-20-12, L. 314-1 et L. 314-12 du code de la consommation - *Prêt viager hypothécaire*) (p. 4168) : son amendement n° 537 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 23** (p. 4171) : votera contre l'amendement n° 137 de la commission (introduction dans la loi des dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Autorité de la concurrence). (p. 4178, 4179) : votera contre l'amendement n° 138 de la commission (seconde étape de l'intégration dans le projet de loi de la réforme du contrôle de la concurrence). - **Article 23** (*Habilitation à créer par voie d'ordonnance une Autorité de la concurrence*) (p. 4179, 4181) : parole sur l'article. Son amendement n° 488 : suppression ; rejeté. (p. 4182) : sur l'amendement n° 139 de la commission (coordination), ses sous-amendements n° 1079 et 1082 ; rejetés. (p. 4184) : ses amendements n° 518 : augmentation des prérogatives du Conseil de la concurrence en matière de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles ; n° 520 : possibilité pour l'Autorité de la concurrence de procéder à la cession de certaines activités par les groupes en cas d'abus de position

dominante sur une zone de chalandise ; n° 519 : renforcement du contrôle juridique sur le renouvellement des contrats de délégation de services publics de l'eau ; et n° 521 : publicité de l'ouverture par le Conseil de la concurrence d'une procédure à l'encontre d'une ou plusieurs entreprises ; devenus sans objet. - **Article 24** (art. L. 310-3, L. 310-5 et L. 442-4 du code de commerce - *Régime des soldes*) (p. 4191) : son amendement n° 514 : suppression de la dérogation accordée aux établissements de commerce de détail d'ameublement leur permettant d'ouvrir le dimanche ; rejeté. (p. 4195, 4196) : intervient sur son amendement n° 514 précité.

- **Suite de la discussion** (8 juillet 2008) - **Article 26 bis** (art. L. 214-1 et L. 214-2 du code de l'urbanisme - *Préemption des terrains destinés à l'aménagement commercial*) (p. 4285) : son amendement n° 487 : allongement du délai d'exercice du droit de préemption par les communes ; rejeté. Exemple de la commune de Saint-Pierre-des-Corps. - **Article 27** (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - *Réforme de la législation sur l'équipement commercial*) (p. 4290, 4291) : parole sur l'article. (p. 4302, 4303) : intervient sur l'amendement n° 146 de la commission (pour les projets ayant une zone de chalandise dépassant les limites du département d'implantation, participation à la CDAC d'un élu ou d'une personnalité qualifiée de chaque département voisin concerné). (p. 4330) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote des amendements n° 255 de M. Michel Houel (extension de la saisine de la CDAC aux projets de constructions de commerces d'une surface de 300 à 1000 mètres carrés aux maires des communes de moins de 20 000 habitants) et n° 116 de la commission (faculté reconnue aux maires et aux présidents d'EPCI appartenant à des zones d'aménagement commercial de saisir la CDAC pour des projets de construction de commerce d'une surface comprise entre 300 et 1000 mètres carrés).

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 29** (art. L. 24-2 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, art. 1er de la loi n° 66-457 du 2 juillet 1966 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion, L. 33-6, L. 33-7, L. 34-8-3, L. 34-8-4 [nouveaux], L. 36-6, L. 36-8 du code des postes et des communications électroniques et L. 111-5-1 du code de la construction et de l'habitation - *Equipement des immeubles pour le très haut débit*) (p. 4482) : soutient l'amendement n° 877 de Mme Marie-France Beaufile (élargissement de la portée du rapport de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) ; rejeté. - **Article 29 bis** (art. L. 35-9 [nouveau] du code des postes et des communications électroniques - *Tarifs sociaux pour la téléphonie mobile*) (p. 4488, 4489) : parole sur l'article. - **Article 30** (art. L. 42-2 du code des postes et des communications électroniques - *Modalités d'assignation des fréquences hertziennes par l'ARCEP*) (p. 4496, 4497) : soutient l'amendement n° 479 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 30 ter** (art. 99 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - *Possibilité, pour le CSA, d'expérimenter l'extinction de la télévision analogique dans des zones peu denses*) (p. 4499, 4500) : parole sur l'article. - **Article 30 sexies** (*Réseau partagé en téléphonie mobile de troisième génération*) (p. 4506) : soutient l'amendement n° 480 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 32** (art. L. 314-15 [nouveau] et L. 314-14 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile - *Délivrance de la carte de résident pour contribution économique exceptionnelle*) (p. 4514, 4515) : ses amendements n° 502 : suppression ; et n° 871 : suppression de la carte de compétences et talents créée par la loi du 20 novembre 2007 ; rejetés. - **Article 34** (art. L. 611-10, L. 611-11, L. 611-16, L. 612-12, L. 613-2, L. 613-24, L. 613-25, L. 614-6 et L. 614-12 du code de la propriété intellectuelle - *Adaptation du code de la propriété intellectuelle à la convention révisée sur le brevet européen*) (p. 4537, 4538) : son amendement n° 533 : suppression ; rejeté. - **Article 35** (*Habilitation du Gouvernement à adapter, par ordonnances, le code de la propriété intellectuelle pour le simplifier et le rendre conforme aux engagements de la France*) (p. 4542) : son amendement n° 486 : suppression ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 44** (p. 4551, 4552) : ses

amendements n° 524 : restriction de la publicité télévisée ou radiodiffusée relative à des boissons ou à des produits alimentaires favorisant l'obésité chez les enfants et adolescents ; et n° 538 : contenu du décret relatif à la sécurité des ascenseurs ; rejetés. - **Intitulé du projet de loi** (p. 4575, 4576) : son amendement n° 861 : nouvel intitulé ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 4582, 4583) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- *Commission mixte paritaire [n° 476 (2007-2008)]* - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5049, 5051) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Rappel au règlement** - (14 octobre 2008) (p. 5284) : article 32 du Règlement du Sénat. Ordre du jour et organisation des travaux du Sénat. Conditions d'examen du projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion. Conséquence de l'invocation de l'article 40 de la Constitution sur le droit d'expression des parlementaires. Opposition de l'irrecevabilité à la constitution d'un syndicat mixte du logement pour l'Île-de-France.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5304, 5306) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Suite de la discussion** (15 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010) (p. 5409, 5410) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (16 octobre 2008) (p. 5446) : son amendement n° 162 : signature des conventions par les EPCI ; retiré. (p. 5449) : son amendement n° 163 : définition des indicateurs de mesure des différents objectifs ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes) (p. 5487, 5488) : son amendement n° 168 : suppression ; rejeté. (p. 5490) : sur l'amendement n° 10 de la commission (réécriture de cet article en limitant le prélèvement aux seuls organismes ayant une activité locative), ses sous-amendements n° 172 : exclusion du champ du prélèvement des organismes exerçant des activités d'accession à la propriété ; retiré ; n° 171 : report de la date de mise en œuvre de ce dispositif ; et n° 170 : fixation du taux de prélèvement par arrêté ministériel après avis de l'Union sociale pour l'habitat, USH ; rejetés. (p. 5501) : intervient sur son sous-amendement n° 172 précité. - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - Réforme de la gouvernance du 1 % logement) (p. 5512, 5513) : parole sur l'article. (p. 5527) : son amendement n° 176 : suppression de l'exonération d'assujettissement au 1 % logement pour les PME ayant au moins vingt salariés ; rejeté. (p. 5543, 5544) : le groupe CRC votera contre l'amendement de la commission des finances saisie pour avis n° 255 (transmission au Parlement d'un document de programmation, fixant la répartition des ressources de la PEEC, établi pour une durée de trois ans par les ministres chargés du logement et du budget après consultation de l'Union d'économie sociale du logement, UESL).

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) (p. 5563, 5584) : ses amendements n° 178 : suppression des dispositions réformant le système de gouvernance du 1 % ; devenu sans objet ; n° 179 : position tendant à refonder la composition du conseil d'administration de l'ANPEEC ; n° 180 : cohérence ; n° 181 : suppression de l'ensemble des mesures relatives à la gouvernance du 1 % ; et n° 182 : collecte des offices HLM sur le 1 % logement ; rejetés. Le groupe CRC votera contre cet article. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5585) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 35 de la commission (missions et gouvernance de l'Agence nationale de l'habitat,

ANAH). - **Article 4** (art. L. 433-2, L. 433-3 et L. 433-4 [nouveaux] du code de la construction et de l'habitation - Régime juridique des opérations réalisées en VEFA par les organismes HLM) (p. 5587) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5596) : demande le retrait de l'amendement n° 626 du Gouvernement (élargissement des missions de l'ANAH). - **Article additionnel après l'article 4** (p. 5598) : son amendement n° 185 : clarification du mécanisme anti-spéculatif de cession de logements sociaux ; adopté. - **Article 6** (art. 29-1 à 29-6 et art. 29-7 et 29-8 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - Création d'une procédure d'alerte dans les copropriétés en difficulté) (p. 5607, 5609) : parole sur l'article. Son amendement n° 186 : renforcement du dispositif de prévention des difficultés des copropriétés ; devenu sans objet. - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat) (p. 5635, 5646) : son amendement n° 190 : renforcement du droit de préemption au bénéfice des préfets et des organismes HLM ; retiré. Intervient sur le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime des programmes locaux d'habitat, PLH). Le groupe CRC votera contre le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 précité.

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article 10** (art. L. 123-1-1, L. 127-1, L. 127-2 et L. 123-1-4 [nouveau] du code de l'urbanisme - Majoration des règles de construction dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, PLU) (p. 5693) : le groupe CRC s'abstient sur l'amendement n° 71 de la commission (possibilité pour les communes de majorer dans certains secteurs les règles de construction du PLU par une délibération). Son amendement n° 191 : refus du recours à une densification du bâti pour répondre à la nécessité de construire des logements sociaux ; rejeté. (p. 5695) : intervient sur son amendement n° 191 précité. (p. 5696) : son amendement n° 192 : maintien de la possibilité de surdensité pour réaliser des logements locatifs sociaux accessibles par les personnes de ressources modestes ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 10** (p. 5699) : défavorable à l'amendement n° 559 de M. Daniel Dubois (possibilité pour le préfet de prononcer le retrait de l'autorisation de fouilles archéologiques si celles-ci n'ont pas été engagées dans un délai de six mois). - **Article 12** (art. L. 332-9, L. 332-10 et L. 332-11 du code de l'urbanisme - Convention de projet urbain partenarial) (p. 5702) : son amendement n° 193 : suppression ; rejeté. - **Article additionnel avant l'article 14** (p. 5708, 5709) : votera l'amendement n° 606 de Mme Dominique Voynet (obligation de consulter les habitants des quartiers concernés par des opérations de rénovation urbaine). - **Article 14** (Art. 14 de la loi n° 2003-710 du 1er août 2003 - Extension des interventions de l'ANRU aux structures d'hébergement et de transition) (p. 5709, 5710) : son amendement n° 194 : suppression ; rejeté. - **Article 15** (art. 31 du code général des impôts - Recentrage des mécanismes d'amortissement fiscal en faveur des investissements locatifs sur les marchés immobiliers tendus) (p. 5720) : son amendement n° 195 : possibilité pour les préfets et les EPCI compétents en matière de logements de fixer les plafonds de ressources et de loyer, dans le cadre des dispositifs "Robien" et "Borloo", en tenant compte du contexte local ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 15 ou après l'article 16** (p. 5731) : son amendement n° 198 : amélioration du prêt à taux zéro ; rejeté. - **Article 17** (art. L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation - Intégration temporaire de certains logements en accession sociale à la propriété dans le décompte des logements pris en compte pour l'application de l'article 55 de la loi SRU) (p. 5748) : son amendement n° 199 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 17** (p. 5750) : son amendement n° 200 : inéligibilité des maires dont les communes ne respecteraient pas l'objectif de réalisation d'au moins 20 % de logements locatifs sociaux ; rejeté. - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Interdiction pour les bailleurs personnes morales de recourir au cautionnement) (p. 5751) : parole sur l'article. - **Article 19** (art. L. 613-1 et L. 613-2 du code de la construction et de l'habitation - Réduction des délais

accordés par les juridictions dans le cadre des procédures d'expulsion) (p. 5760, 5761) : son amendement n° 202 : suppression ; rejeté. (p. 5762, 5763) : ses amendements n° 203 : réduction de la période d'expulsion locative ; et n° 319 : en l'absence de relogement des intéressés, possibilité d'accorder des délais supplémentaires aux occupants de locaux dont l'expulsion locative est ordonnée judiciairement ; devenus sans objet.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM) (p. 5794, 5795) : parole sur l'article. (p. 5797, 5807) : son amendement n° 206 : suppression ; rejeté. Sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux) ses sous-amendements n° 655 et n° 656 ; rejetés ; et n° 654 ; adopté. Son amendement n° 208 : réaffirmation du droit pour les personnes handicapées de se voir attribuer un logement adapté à leur besoin ; devenu sans objet. (p. 5813, 5816) : son amendement n° 209 : suppression des dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution de logements sociaux ; rejeté. Sur l'amendement n° 92 de la commission (dispositions relatives aux personnes disposant de revenus deux fois supérieurs aux plafonds prévus pour l'attribution des logements sociaux), ses sous-amendements n° 664 et 668 ; rejetés. (p. 5825, 5832) : sur l'amendement n° 94 de la commission, son sous-amendement n° 667 ; rejeté. Ses amendements n° 212 : suppression des dispositions contestant le droit au maintien ; n° 214 : suppression des dispositions contestant le droit de suite ; et n° 337 : application du dispositif aux contrats conclus après la promulgation de la loi ; rejetés. - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 5835) : son amendement n° 338 : possibilité de suspendre par décret les dispositions relatives à la vente de logements HLM ; rejeté. - **Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5842, 5846) : ses amendements n° 216 : suppression ; adopté ; et n° 215 : modification de la référence faisant évoluer le montant des plafonds de ressources ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 5850) : son amendement n° 340 : limitation de la hausse des loyers ; rejeté. - **Article 22** (art. L. 121-15 et L. 121-17 du code de l'action sociale - Modalités de fonctionnement de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances) (p. 5855) : parole sur l'article. Son amendement n° 218 : suppression des dispositions relatives à la modification de la structure de l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ; rejeté. - **Article 25** (art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - Définition de l'habitat indigne) (p. 5880) : le groupe CRC votera l'amendement n° 496 de Mme Odette Herviaux (suppression). - **Articles additionnels après l'article 27** (p. 5889, 5890) : son amendement n° 222 : conditions d'applicabilité des accords signés entre bailleurs et associations de locataires ; retiré. - **Seconde délibération - Article 21** (art. L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation - Diminution des plafonds de ressources pour l'attribution des logements locatifs sociaux) (p. 5896) : défavorable à l'amendement n° A-1 du

Gouvernement (rétablissement). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5897) : le groupe CRC votera contre ce projet de loi.

- **Rappel au règlement** - (22 octobre 2008) (p. 5916) : art. 36, alinéa 3, du règlement du Sénat. Dénonce les pressions exercées sur les demandeurs d'emploi qui résulteraient de l'adoption du projet de loi généralisant le revenu de solidarité active. Exemple dans son département du Val-de-Marne.

- **Question orale avec débat de M. Thierry Repentin sur la crise du logement et le développement du crédit hypothécaire** - (29 octobre 2008) (p. 6322, 6324) : son intervention.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Politique des territoires

- (4 décembre 2008) (p. 8319, 8320) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission.

- **Rappel au règlement** - (4 décembre 2008) (p. 8334) : article 36, alinéa 3, du règlement du Sénat. Financement de l'ANRU et de la construction de logements sociaux.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] (suite)**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) (p. 8335, 8336) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 82** (Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU) (p. 8349, 8350) : parole sur l'article. - **Article 83** (Demande de rapport au Parlement sur le financement du programme national de rénovation urbaine et de l'Agence nationale de l'habitat, ANAH, par le 1 % Logement) (p. 8356) : parole sur l'article.

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques (p. 8521, 8522) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires économiques saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. (p. 8523, 8524) : son intervention, au nom de M. Jean-Claude Danglot. Le groupe CRC-SGP ne votera pas les crédits de cette mission.

- **Rappel au règlement** - (11 décembre 2008) (p. 8897) : s'étonne que M. Arthuis ait pu intervenir, à l'issue de la séance des questions d'actualité au Gouvernement, sur une question qu'elle avait posée ; donne lecture de l'objet des amendements controversés.

TESTON (Michel)
sénateur (Ardèche)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques.

Membre titulaire de l'Assemblée générale et section permanente du Conseil national des transports le 8 décembre 2008.

Membre titulaire de la Commission supérieure du service public des postes et des communications électroniques ; nouvelle nomination le 2 décembre 2008.

Réélu le 21 septembre 2008.

Membre de la Mission commune d'information "Centre de décision économique et attractivité du territoire national".

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes de prises d'otages [n° 339 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative aux tarifs réglementés d'électricité et de gaz naturel - Deuxième lecture** [n° 137 (2007-2008)] - (8 janvier 2008) - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 27) : soutient l'amendement n° 9 de M. Daniel Raoul (préservation des tarifs réglementés de vente de gaz naturel pour les sites raccordés aux réseaux entre le 1er juillet 2007 et la date de publication de cette loi) ; rejeté.

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales** [n° 106 (2007-2008)] - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 952, 953). Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Ecologie, développement et aménagement durables - Budget annexe : Contrôle et exploitations aériens - Compte spécial : Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route - Compte spécial : Avances au fonds d'aide à l'acquisition des véhicules propres

- (27 novembre 2008) (p. 7790, 7791) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre les crédits consacrés aux infrastructures et aux transports. (p. 7798, 7799) : sa question au secrétaire d'Etat chargé des transports. - **Article 60** (*Instauration d'une taxe due par les poids lourds à raison de l'utilisation de certaines infrastructures*) (p. 7829, 7830) : ses amendements n° II-64 : consultation des collectivités concernées pour l'établissement des taux kilométriques et des modulations éventuelles de la taxe ; et n° II-65 : inscription du plafonnement du coût de collecte de la taxe dans le cahier des charges de l'appel d'offres ; rejetés.

Economie - Compte spécial : "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"

- (6 décembre 2008) (p. 8525, 8526) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

TEULADE (René)
sénateur (Corrèze)
SOC

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des retraites le 4 décembre 2008.

Membre suppléant du Conseil de surveillance du Fonds de réserve pour les retraites le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Santé

- (28 novembre 2008) (p. 7919, 7921) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission.

TEXIER (Yannick)
sénateur (Ille-et-Vilaine)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation de la législation.

Membre titulaire du Conseil national de l'information statistique.

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Agence des aires marines protégées.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires économiques : Brésil : le géant vert ? [n° 189 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Affaires étrangères et coopération.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux archives [n° 471 (2005-2006)]** - (8 janvier 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 78) : le groupe de l'UMP votera ce texte.

- **Projet de loi relatif à la réforme du service public de l'emploi [n° 141 (2007-2008)]** - (10 janvier 2008) - **Article 3** (art. L.351-21, L. 351-22 et L. 354-1 du code du travail - Nouvelle organisation du régime d'assurance chômage)

(p. 164) : intervient sur l'amendement n° 58 de Mme Annie David (suppression de la possibilité de transfert des fichiers de demandeurs d'emploi entre les administrations).

- **Proposition de loi relative à la sécurité des manèges, machines et installations pour fêtes foraines ou parcs d'attraction - Deuxième lecture [n° 136 (2007-2008)]** - (5 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 850, 851) : le groupe UMP dans son ensemble apporte son soutien entier à cette proposition de loi.

- **Projet de loi renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux - Deuxième lecture [n° 110 (2007-2008)]** - (25 mars 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1216) : le groupe UMP votera ce texte enrichi par les travaux des deux commissions.

- **Proposition de loi relative aux conditions de commercialisation et d'utilisation de certains engins motorisés [n° 197 (2007-2008)]** - (10 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1642, 1643) : son intervention.

- **Projet de loi relatif aux organismes génétiquement modifiés - Deuxième lecture [n° 269 (2007-2008)]** - (16 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1749, 1751) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 269 (2006-2007)]** - (13 mai 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 2065) : le groupe UMP votera ce texte.

THIOLLIÈRE (Michel)
sénateur (Loire)
RDSE, puis UMP

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires culturelles.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de la société France Télévisions le 4 décembre 2008.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi [n° 405 (2007-2008)] favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 53 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Culture - Recherche, sciences et techniques**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Médias - Avances à l'audiovisuel - Audiovisuel [n° 100 tome 6 fasc. 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Culture**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires culturelles, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 134 (2008-2009)] pour 2008 [n° 141 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - rapporteur de la commission des affaires culturelles - **Discussion générale** (p. 6345, 6348) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (30 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 2** (p. 6379, 6381) : son amendement n° 3 : intitulé du titre III du livre III du code de la propriété intellectuelle ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 124 de M. Serge Lagache (rémunération des ayants droit dans le cadre de la copie privée). - **Article 2 (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet)** (p. 6384, 6387) : ses amendements n° 4 : attribution de la personnalité morale à la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet, HADOPI ; n° 5 : clarification des missions de la HADOPI ; adoptés. Position de la commission sur les sous-amendements n° 67 de la commission saisie pour avis et n° 100 de Mme Catherine Morin-Desailly portant sur son amendement n° 5 précité. Position de la commission sur l'amendement n° 154 de M. Ivan Renar. (p. 6387) : son amendement n° 6 : remise annuelle par la HADOPI d'un rapport au Parlement et au Gouvernement ; adopté. (p. 6387, 6392) : ses amendements n° 7 : coordination ; n° 8 : rédaction ; n° 9 : rédaction et précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 68 et 69 de la commission saisie pour avis, n° 125, 126 et 127 de M. Serge Lagache, n° 37 et 51 de Mme Catherine Morin-Desailly ainsi que sur l'amendement n° 110 de M. Richard Yung. (p. 6392, 6394) : position de la commission sur les amendements n° 139 et 140 de M. Ivan Renar, n° 52 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 128 de M. Serge Lagache. Ses amendements n° 10 : coordination ; n° 11 : cohérence ; adoptés. (p. 6394, 6395) : ses amendements n° 12 : incompatibilités de fonctions des membres de la Haute Autorité ; n° 13 : soumission des membres de la Haute autorité, à l'issue de leur mandat, aux dispositions du code pénal relatives à la prise illégale d'intérêts ; adoptés. Position de la commission sur l'amendement n° 152 de M. Ivan Renar et sur le sous-amendement n° 153 de M. Ivan Renar portant sur l'amendement n° 12 précité. (p. 6395, 6397) : ses amendements n° 14 : mode de fonctionnement de la Haute Autorité ; n° 15 : possibilité, pour la Haute Autorité, d'avoir recours à des experts dans le cadre de l'exercice de ses missions ; n° 16 : rédaction ; n° 17 : précision ; n° 18 : réception des saisines par les membres de la commission de protection des droits ; n° 19 : rédaction ; n° 20 : champ d'application du secret professionnel au sein de la Haute autorité ; adoptés. Position de la commission sur le sous-amendement n° 111 de M. Yves

Pozzo di Borgo portant sur l'amendement n° 15 précité. (p. 6398, 6400) : position de la commission sur les amendements n° 53 et 61 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 118 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 97 du Gouvernement et n° 155 de M. Ivan Renar. Son amendement n° 21 : possibilité, pour les entreprises de communication audiovisuelle et pour les éditeurs de logiciels, de saisir la Haute autorité ; devenu sans objet. (p. 6401, 6407) : son amendement n° 22 : rédaction ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 70, 71 et 73 de la commission saisie pour avis, n° 141 et 148 de M. Ivan Renar, n° 66, 63 et 54 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 130 et 131 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 132 de M. Serge Lagauche et sur le sous-amendement n° 178 de Mme Catherine Procaccia portant sur l'amendement n° 132 de M. Serge Lagauche. (p. 6408, 6412) : ses amendements n° 23 : rédaction ; n° 24 : caractère cumulatif des sanctions ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 74 et n° 75 de la commission saisie pour avis, n° 151 et 142 de M. Ivan Renar, n° 64 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 165 de M. Michel Houel, n° 113 de Mme Catherine Procaccia, et n° 133 de M. Serge Lagauche. (p. 6428) : son amendement n° 25 : adaptation du dispositif de protection à l'évolution des technologies ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 55 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 120 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 76 et n° 77 de la commission saisie pour avis, et n° 105 et 107 de Mme Alima Boumediene-Thiery. (p. 6432, 6435) : ses amendements de coordination n° 30, n° 26, n° 27 et n° 30 ; n° 28 : rapport entre la HADOPI et l'abonné contrevenant ; n° 29 : rédaction ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 134 de M. Claude Domeizel, n° 121 de Mme Marie-Christine Blandin, n° 146 de M. Ivan Renar, n° 58 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 78 et n° 79 de la commission saisie pour avis. (p. 6436, 6440) : position de la commission sur les amendements n° 94 de Mlle Sophie Joissains, n° 80, 81 et 83 de la commission saisie pour avis, n° 109, 108 et 104 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 143, 147 et 149 de M. Ivan Renar. Ses amendements n° 31 : sécurisation des accès à Internet ; retiré ; n° 32 : rédaction ; n° 33 : information périodique des abonnés par les fournisseurs d'accès à Internet sur les méfaits du piratage ; n° 34 : rédaction ; adoptés. (p. 6440, 6443) : ses amendements n° 35 : rédaction ; n° 36 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les sous-amendements n° 95 de Mlle Sophie Joissains et n° 84 de la commission saisie pour avis portant sur son amendement n° 35 précité, ainsi que sur les amendements n° 163 de Mme Catherine Morin-Desailly, n° 106 de Mme Alima Boumediene-Thiery, et n° 86 de la commission saisie pour avis. (p. 6443, 6445) : ses amendements de coordination n° 37 et n° 38 ; n° 39 : précision ; n° 40 : mise en place d'un "label" d'offre légale de contenus culturels et évaluation et suivi des expérimentations en matière de reconnaissance de contenu et de filtrage par la Haute autorité ; adoptés. Position de la commission sur les sous-amendements n° 119 et 122 de Mme Marie-Christine Blandin portant sur l'amendement n° 40 précité. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 6445, 6446) : position de la commission sur l'amendement n° 161 de M. Ivan Renar (évaluation du dispositif proposé pour la protection des revenus de la création dans un délai de deux ans). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 6446) : son amendement n° 41 : modification de l'intitulé du chapitre VI du titre III du livre III du code de la propriété intellectuelle ; adopté. - **Article 5** (*Procédure devant le président du tribunal de grande instance pour faire cesser les atteintes aux droits d'auteur et aux droits voisins sur les services de communication en ligne*) (p. 6447) : sur l'amendement n° 87 (substitution du principe de responsabilité en cascade aux notions de filtrage et de restriction d'accès) de la commission saisie pour avis, son sous-amendement n° 179 ; adopté. Son amendement n° 42 : suppression de la notion de filtrage ; retiré. - **Article 6** (*Obligation de surveillance de l'accès à Internet par le titulaire de l'abonnement*) (p. 6448, 6450) : ses amendements rédactionnels n° 43 et n° 45 ; et n° 44 : précision ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 88, n° 89 et n° 90 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 6450, 6452) : position de la commission sur les amendements de M. Serge Lagauche n° 136 (conclusion d'un accord entre les partenaires de la filière cinéma-audiovisuel avant le 30 juin 2009), n° 137 (dépôt, par la

Haute autorité, d'un rapport annuel sur le bureau de chaque assemblée) et n° 138 (création d'un système de référencement permettant aux moteurs de recherche d'afficher en tête des pages les offres légales de l'œuvre désignée). - **Article additionnel avant l'article 8** (p. 6452, 6453) : position de la commission sur l'amendement n° 112 de Mme Alima Boumediene-Thiery (intégration des vidéogrammes dans le dispositif prévu par la loi dans la confiance numérique et mise en cohérence du texte avec la pratique actuelle de mise à disposition gratuite de vidéos en ligne). - **Article 8** (*Information des abonnés, par les fournisseurs d'accès à Internet, sur les moyens techniques de sécurisation de cet accès*) (p. 6453) : son amendement n° 46 : information des internautes, par les fournisseurs d'accès à Internet, des moyens de sécurisation inscrits sur la liste qu'établira la Haute autorité en application du nouvel article L. 331-30 du code de la propriété intellectuelle ; adopté. - **Division additionnelle après l'article 9** (p. 6453) : son amendement n° 47 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 6454, 6455) : son amendement n° 48 : information des élèves sur les dangers du téléchargement illégal ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° 62 de Mme Catherine Morin-Desailly et n° 96 de Mlle Sophie Joissains portant sur son amendement n° 48 précité ainsi que sur l'amendement n° 160 de M. Ivan Renar portant sur le même objet. - **Division additionnelle après l'article 9** (p. 6455) : son amendement n° 49 : coordination ; adopté. - **Article additionnel après l'article 9 ou après l'article 10** (p. 6456, 6460) : son amendement n° 50 : mise en place d'une base juridique au dispositif de chronologie des médias ; adopté. Position de la commission sur les sous-amendements n° 101, 102 et 103 de Mme Catherine Morin-Desailly et sur le sous-amendement n° 99 du Gouvernement portant sur son amendement n° 50 précité. Position de la commission sur les amendements n° 98 du Gouvernement (coordination) et n° 135 de M. Serge Lagauche (réaménagement et accélération de la chronologie des médias), ainsi que sur le sous-amendement n° 91 de la commission saisie pour avis portant sur l'amendement n° 98 précité. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 6462, 6463) : position de la commission sur les amendements n° 60 de Mme Catherine Morin-Desailly (suppression, par la voie d'un accord professionnel dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi, de l'ensemble des mesures techniques empêchant toute utilisation normale des fichiers musicaux), et de M. Ivan Renar n° 144 (précision des délais de disparition des mesures techniques de protection des œuvres musicales et cinématographiques) et n° 158 (affichage de la part revenant à la création sur le prix de vente de l'œuvre). - **Article additionnel avant l'article 10** (p. 6463) : position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 92 (disponibilité, en vidéo à la demande, des films bénéficiant d'une aide du CNC). - **Article additionnel après l'article 10** (p. 6464) : position de la commission sur l'amendement n° 159 de M. Ivan Renar (instauration d'un nouveau droit à rémunération assis sur les recettes publicitaires des sites hébergeant des œuvres culturelles). - **Article additionnel après l'article 11** (p. 6465) : position de la commission sur l'amendement de la commission saisie pour avis n° 93 (entrée en vigueur de la présente loi six mois après sa publication). - **Article additionnel avant l'article 1er (précédemment réservé)** (p. 6466) : position de la commission sur l'amendement n° 145 de M. Ivan Renar (transparence des modalités de calcul de la rémunération des ayants droit pour la diffusion de leurs œuvres sur les réseaux de communication). - **Article 1er (précédemment réservé)** (*Dispositions modifiant le code de la propriété intellectuelle*) (p. 6467) : ses amendements n° 1 : possibilité de saisine pour avis de la Haute autorité dans le cadre de la mission de régulation actuellement exercée par l'Autorité de régulation des mesures techniques ; n° 2 : suppression de dispositions superfétatoires ; adoptés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6472, 6475) : remerciements. Se félicite de la défense, dans ce projet de loi, des droits de la création dans le cadre de la révolution numérique

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Médias - Compte spécial : avances à l'audiovisuel

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles (p. 8454, 8455) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires culturelles à l'adoption des crédits de cette mission et du compte spécial.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles - **Article 44 bis (Indexation**

de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation) (p. 9348, 9353) : ses amendements n° 86 (augmentation du montant de la redevance audiovisuelle) ; adopté ; et n° 87 (modification de la règle de calcul de l'arrondi dans le cadre de l'indexation du montant de la redevance audiovisuelle sur l'inflation) ; retiré.

TODESCHINI (Jean-Marc)
sénateur (Moselle)
SOC

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation à partir du 7 octobre 2008.

Secrétaire de la commission des affaires culturelles jusqu'au 6 octobre 2008.

Vice-président de la Délégation française à l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (O.S.C.E.).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à permettre l'identification des victimes de catastrophes naturelles [n° 152 (2007-2008)] (3 janvier 2008) - **Environnement - Justice.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation [n° 99 tome 3 annexe 5 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Anciens combattants - Budget**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 942, 945). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 954) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

TORRE (Henri)
sénateur (Ardèche)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre titulaire du Comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDES).

Membre titulaire du Comité directeur du Fonds d'investissement des départements d'outre-mer (FIDOM).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public de réalisation de défaisance.

TRILLARD (André)
sénateur (Loire-Atlantique)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées.

Membre titulaire du Conseil national du littoral.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 7893, 7894) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 7907, 7911) : position de la commission sur les amendements n° II-87, II-93, II-86, II-88, II-91, II-90 et II-89 de Mme Gisèle Printz et n° II-120 et II-119 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 59 septies** (p. 7912) : position de la commission sur l'amendement n° II-92 de Mme Gisèle Printz (abaissement de l'âge permettant aux anciens combattants de bénéficier d'une demi-part supplémentaire au titre de l'impôt sur le revenu).

Membre titulaire de la Commission d'évaluation des dispositifs de défiscalisation et d'exonération des charges sociales outre-mer.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Des ambitions aux réalisations : retour sur deux ans de politique du logement en outre-mer [n° 355 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Logement et urbanisme - Outre-mer**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Mayotte : un éclairage budgétaire sur le défi de l'immigration clandestine [n° 461 (2007-2008)] (10 juillet 2008) - **Outre-mer - Économie et finances, fiscalité**.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 227 (2007-2008)] autorisant la ratification de l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Albanie, d'autre part [n° 418 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Union européenne**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la communication des collectivités territoriales [n° 52 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Action extérieure de l'État : moyens de l'action internationale [n° 102 tome 1 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Immigration, asile et intégration : Immigration et asile [n° 102 tome 7 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Société.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense** [n° 324 (2006-2007)] - (15 avril 2008) - **Article 1er** (*chapitre IV du titre III du livre III du CPMIVG - Refonte du dispositif des emplois réservés*) (p. 1720) : sur l'amendement n° 1 de la commission (rédaction), son sous-amendement n° 16 ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture** [n° 459 (2007-2008)] - (15 juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er** (p. 4637) : intervient sur l'amendement n° 96 de M. Bernard Frimat (indépendance et pluralisme des médias).

- **Projet de loi de finances pour 2009** [n° 98 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8293, 8294) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8369, 8370) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de cette mission sous réserve du vote de son amendement. - **Article additionnel avant l'article 56** (p. 8402) : son amendement n° II-45 : mise en place d'un double plafonnement de la prise en charge des frais de scolarité des enfants français dans les lycées français de l'étranger et remise au Parlement d'une étude d'impact sur les modalités de financement préalablement à toute extension de la gratuité des frais de scolarité ; devenu sans objet.

TROENDLE (Catherine)
sénateur (Haut-Rhin)
UMP

NOMINATIONS

Vice-présidente de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre titulaire du Conseil supérieur de l'adoption.

Membre suppléant du Conseil national de la formation professionnelle tout au long de la vie jusqu'au 19 juin 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à modifier certaines dispositions relatives à l'informatisation du livre foncier d'Alsace-Moselle [n° 193 (2007-2008)] (5 février 2008) - **Collectivités territoriales - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à rendre obligatoire la consultation des citoyens préalablement à l'implantation d'éoliennes de grande hauteur [n° 230 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Aménagement du territoire - Collectivités territoriales - Énergie.**

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 182 (2007-2008)] visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 238 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Collectivités territoriales - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à lutter contre les nouvelles formes d'esclavage [n° 33 (2008-2009)] (16 octobre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé.**

Avis, fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Sécurité civile [n° 104 tome 10 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Police et sécurité.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation [n° 510 (2004-2005)]** - (15 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 232, 233). Le groupe UMP votera ce texte.

- **Proposition de loi facilitant l'égal accès des femmes et des hommes au mandat de conseiller général [n° 194 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** : son intervention (p. 930, 931). - **Article unique** (p. 938) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Bernard Frimat. - **Article additionnel après l'article unique** (p. 939) : position de la commission sur l'amendement n° 2 de M. Yannick Bodin (application du texte à partir du 1er janvier 2009).

- **Proposition de loi visant à renforcer la coopération transfrontalière, transnationale et interrégionale par la mise en conformité du code général des collectivités territoriales avec le règlement communautaire relatif à un groupement européen de coopération territoriale [n° 182 (2007-2008)]** - (3 avril 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1477, 1478) : son intervention. Propose l'adoption sans modification de ce texte. - **Article unique** (p. 1487, 1488) : position de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Claude Biver.

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin

2008) - **Discussion générale** (p. 2696) : son intervention. Le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4605, 4606) : son intervention. Favorable à ce texte.

- **Suite de la discussion** (16 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 26** (p. 4772) : soutient l'amendement n° 15 de M. Hubert Haenel (reconnaissance de la légitimité de la législation particulière aux départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin) ; retiré.

- **Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)]** - (4 novembre 2008) - **Article unique** (p. 6520) : son amendement n° 1 : extension aux médias audiovisuels disposant de sites Internet de la dérogation accordée aux publications de presse légalement déclarées ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Sécurité civile

- (2 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale (p. 8081, 8082) : son intervention. Avis favorable de la commission des lois saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi n° 106 (2008-2009)** (p. 8871, 8872) : son intervention. Le groupe UMP votera ces deux textes.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009).**

- **Projet de loi portant dispositions relatives à la gendarmerie nationale [n° 499 (2007-2008)]** - (17 décembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9057) : le groupe UMP votera ce texte.

TROPEANO (Robert)
sénateur (Hérault)
RDSE

Réélu le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 6 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Membre suppléant du Conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres jusqu'au 1er octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur le fonctionnement des dispositifs de formation professionnelle.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi tendant à faire la distinction entre publicités et articles de presse rédactionnels, en matière d'information sur le vin [n° 213 (2007-2008)] (15 février 2008) - **Agriculture et pêche.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin sur Internet [n° 219 (2007-2008)] (27 février 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi constitutionnelle tendant à la reconnaissance des langues régionales [n° 379 (2007-2008)] (10 juin 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation

- (28 novembre 2008) (p. 7900, 7901) : son intervention. Ne votera pas les crédits de cette mission.

TRUCY (François)
sénateur (Var)
UMP

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Vice-président de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes le 7 octobre 2008.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour 2007 (9 juillet 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Membre titulaire de la Commission chargée d'examiner les demandes d'autorisation ou de renouvellement d'autorisation de jeux.

Membre suppléant de la Commission consultative appelée à émettre un avis sur la modification de la valeur du point de pension.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Le régime des pensions militaires est-il adapté aux besoins d'une armée professionnelle ? [n° 236 (2007-2008)] (25 mars 2008) - **Défense - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : La Défense et l'insertion des jeunes : le Service militaire adapté et le dispositif "Défense deuxième chance" "Apprendre à réussir" [n° 290 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Défense.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des finances : Conduite et résultats du contrôle budgétaire au service d'une meilleure gestion des comptes publics [n° 366 (2007-2008)] (3 juin 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)] (25 juin 2008) - **Justice - Recherche, sciences et techniques**.

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Défense [n° 99 tome 3 annexe 8 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Défense**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2007-1490 du 18 octobre 2007 relative aux marchés d'instruments financiers et portant actualisation et adaptation du droit économique et financier applicable à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna [n° 156 (2007-2008)]** - (2 avril 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1469, 1470) : le groupe UMP votera ce projet de loi.

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-883 du 2 août 2005 relative à la mise en place au sein des institutions de la défense d'un dispositif d'accompagnement à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes en difficulté et**

l'ordonnance n° 2007-465 du 29 mars 2007 relative au personnel militaire modifiant et complétant la partie législative du code de la défense et le code civil, et portant diverses dispositions relatives à la défense [n° 270 (2008-2009)] - (14 mai 2008) - rapporteur pour avis de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation - **Discussion générale** (p. 2124, 2126) : son intervention. Avis favorable de la commission des finances.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 3312) : son amendement n° 758 : extension de l'allègement comptable à tous les commerçants soumis au régime fiscal des micro-entreprises ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 5 ter** (p. 3744, 3745) : son amendement n° 750 : durée maximale du contrat de fiducie porté à 99 ans ; adopté.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6** (art. L. 441-6 et L. 442-6 du code de commerce - Réduction des délais de paiement) (p. 3775) : son amendement n° 752 : application des accords dérogatoires du III jusqu'au 1er janvier 2013 ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 12 bis** (art. L. 123-29, L. 123-30 et L. 123-31 nouveaux du code de commerce, art. 1er, 2 et 11 de la loi n° 69-3 du 3 janvier 1969, art. 613 nonies et 613 decies du code général des impôts - Condition d'exercice d'activités commerciales ou artisanales ambulantes) (p. 3854) : son amendement n° 756 : rédaction ; adopté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Défense

- (1er décembre 2008) - rapporteur spécial de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation (p. 8017, 8018) : son intervention. Au nom de la commission des finances, propose l'adoption des crédits de cette mission.

TUHEIAVA (Richard)
sénateur (Polynésie française)
SOC-A

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale à partir du 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 63 (priorité)** (*Réforme des "suspensions" d'outre-mer*) (p. 7042, 7043) : parole sur l'article. (p. 7047, 7048) : son amendement n° 464 : report de la date d'entrée en vigueur de la réforme de l'indemnité temporaire de retraite ; rejeté. (p. 7053) : intervient sur l'amendement n° 405 de M. Gaston Flosse identique à son amendement n° 464 précité. (p. 7056) : son amendement n° 463 : prise en compte des intérêts matériels et moraux dans les critères d'éligibilité pour les congés bonifiés ; retiré. (p. 7058) : son amendement n° 461 : association

des partenaires sociaux à la réforme de l'indemnité temporaire de retraite ; rejeté.

- *Commission mixte paritaire [n° 112 (2008-2009)]* - **Discussion générale** (p. 7680, 7682) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ce texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (19 décembre 2008) - **Article additionnel après l'article 64** (p. 9394, 9395) : sur l'amendement n° 34 de la commission (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer), son sous-amendement n° 167 ; rejeté. (p. 9397) : souhaite le retrait de l'amendement n° 34 de la commission (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer).

TÜRK (Alex)
sénateur (Nord)
NI

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la Délégation pour l'Union européenne jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre titulaire de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (CNIL).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi relative à l'inscription d'une initiation à l'utilisation du défibrillateur cardiaque entièrement automatique dans le déroulement de la Journée d'appel de préparation à la défense [n° 117 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Défense - Questions sociales et santé - Recherche, sciences et techniques - Société.**

Proposition de loi tendant à rendre publics les avis de la Commission nationale de l'informatique et des libertés sur les projets de loi [n° 139 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Recherche, sciences et techniques - Société.**

VALADE (Jacques)
sénateur (Gironde)
UMP

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Président de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

Vice-président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Président de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire (17 juillet 2008).

Membre titulaire du Conseil d'administration de l'Etablissement public du musée du quai Branly ; nouvelle nomination le 3 avril 2008.

Membre ès qualités du Haut comité du loisir social, de l'éducation populaire et des activités de pleine nature.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : Quelles réformes pour le secteur de l'audiovisuel ? [n° 231 (2007-2008)] (17 mars 2008) - **Culture.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif [n° 310 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Sports.**

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires culturelles : L'Inde aux deux visages : de Bollywood à la cyber-université [n° 473 (2007-2008)] (16 juillet 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Jacques Valade sur l'expérimentation de la gratuité des musées** - (26 mars 2008) (p. 1233, 1235) : sa question.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur le Conseil européen des 19 et 20 juin 2008 et sur la présidence française de l'Union européenne** - (17 juin 2008) - président de la commission des affaires culturelles (p. 2817, 2818) : son intervention.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Article 37 bis (priorité)** (art. 39 de la

loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3915, 3918) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 37 bis (priorité)** (p. 3920) : intervient sur l'amendement n° 980 de M. Louis de Broissia (interdiction de tout accord d'exclusivité pour la reprise des programmes de France Télévisions diffusés par voie hertzienne terrestre).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4687, 4688) : son intervention.

VALL (Raymond)
sénateur (Gers)
RDSE

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires économiques à partir du 7 octobre 2008.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6807) : sa question au ministre de la santé.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 7421) : soutient l'amendement n° I-23 de Mme Anne-Marie Escoffier (application du taux réduit de TVA aux collecteurs flottants de déchets domestiques) ; retiré.

VALLET (André)
sénateur (Bouches-du-Rhône)
UC-UDF

Ne se représente pas le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles jusqu'au 30 septembre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Membre de la Délégation parlementaire pour les problèmes démographiques.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

VANLERENBERGHE (Jean-Marie)
sénateur (Pas-de-Calais)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des affaires sociales.

Membre de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi (24 janvier 2008).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la modernisation du marché du travail (21 mai 2008).

Membre titulaire du Conseil d'orientation pour l'emploi jusqu'au 1er octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture.**

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - **Ville et logement [n° 103 tome 8 (2008-2009)]** (20 novembre 2008) - **Budget - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi visant à améliorer la santé au travail des salariés et à prévenir les risques professionnels auxquels ils sont exposés [n° 47 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 344, 345).

- **Projet de loi portant modernisation du marché du travail [n° 302 (2007-2008)]** - (6 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 1921, 1923) : son intervention. - **Article 2 (art. L. 1221-19 à L. 1221-25 nouveaux du code du travail - Durée de la période d'essai)** (p. 1959) : intervient sur l'amendement n° 30 de Mme Christiane Demontès (imputation de la durée du stage sur la période d'essai et prise en compte de cette durée dans le calcul de l'ancienneté du salarié).

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article 12 (Vote de résolutions par les assemblées parlementaires)** (p. 3194) : soutient l'amendement n° 278 de M. Michel Mercier (possibilité pour les assemblées parlementaires de voter des résolutions dans les conditions fixées par le Règlement) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5310, 5311) : son intervention. Le groupe UC déterminera sa position en fonction du sort réservé à son amendement de suppression déposé à l'article 17.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5670, 5672) : intervient sur l'amendement n° 66 du Gouvernement (transfert au préfet du droit de préemption des communes faisant l'objet d'un arrêté de carence). Reprend l'amendement de M. Thierry Repentin n° 449 : transmission de la déclaration d'intention d'aliéner au préfet ; retiré.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales (p. 8333, 8334) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales saisie pour avis à l'adoption des crédits de cette mission. - **Article 82 (Modification du régime des exonérations de cotisations sociales en faveur des zones franches urbaines, ZFU)** (p. 8353) : son amendement n° II-179 : suppression ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 83** (p. 8357, 8359) : ses amendements n° II-180 : indexation du montant du remboursement de la CNAF pour les frais de gestion de l'APL sur le nombre de dossiers traités ; et n° II-181 : inscription dans la loi du taux d'effort du locataire donnant accès à la garantie des risques locatifs ; retirés.

VANTOMME (André)
sénateur (Oise)
SOC

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Rapport, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi [n° 276 (2007-2008)] autorisant l'approbation de l'accord relatif aux services de transport aérien entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Madagascar [n° 383 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Traités et conventions - Transports**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Aide publique au développement [n° 102 tome 3 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Budget**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux emplois réservés et portant dispositions diverses relatives à la défense [n° 324 (2006-2007)]** - (15 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1715, 1716) : son intervention. - **Article 1er** (*chapitre IV du titre III du livre III du CPMIVG - Refonte du dispositif des emplois réservés*) (p. 1720) : le groupe socialiste s'abstiendra sur l'ensemble des amendements de la commission et du Gouvernement.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (19 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 40** (p. 7151) : favorable à l'amendement n° 281 de Mme Raymonde Le Texier (financement complémentaire pour les mesures salariales concernant la fonction publique hospitalière décidées après l'adoption de la loi de financement de la sécurité sociale).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Santé

- (28 novembre 2008) (p. 7921, 7922) : son intervention.

Aide publique au développement - Compte spécial : Accords monétaires internationaux - Compte spécial : Prêts à des États étrangers

- (3 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées (p. 8220, 8221) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires étrangères à l'adoption des crédits de cette mission.

VASSELLE (Alain)
sénateur (Oise)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Membre de la Délégation à l'aménagement et au développement durable du territoire.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques.

Membre de l'Office parlementaire d'évaluation des politiques de santé.

Président de droit de la Mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 (13 novembre 2008).

Rapporteur de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 (20 novembre 2008).

Membre titulaire de la Commission des comptes de la Sécurité sociale.

Membre titulaire du Comité de surveillance du fonds de solidarité vieillesse.

Membre titulaire du Comité de surveillance de la caisse d'amortissement de la dette sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale.

Membre titulaire du Conseil de surveillance du Fonds de financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie.

Membre titulaire du Haut conseil pour l'avenir de l'assurance maladie ; nouvelle nomination le 4 décembre 2008.

Membre titulaire du Conseil d'orientation des finances publiques.

DÉPÔTS

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur la proposition de loi organique [n° 140 (2007-2008)] tendant à prévoir l'approbation par les lois de financement de la sécurité sociale des mesures de réduction et d'exonération de cotisations et de contributions de sécurité sociale adoptées en cours d'exercice [n° 163 (2007-2008)] (15 janvier 2008) - **Budget - Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Proposition de loi relative au service public local du très haut débit [n° 298 (2007-2008)] (22 avril 2008) - **Aménagement du territoire - Recherche, sciences et techniques.**

Proposition de loi visant à rendre obligatoire l'installation de détecteurs de monoxyde de carbone dans tous les lieux d'habitation [n° 301 (2007-2008)] (29 avril 2008) - **Logement et urbanisme - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à sanctionner la vente d'objets liés au nazisme ou à d'autres auteurs de crimes contre l'humanité [n° 362 (2007-2008)] (28 mai 2008) - **Justice - Société.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Santé : qui doit payer ? Une contribution au débat sur les transferts de charges entre l'assurance maladie, les complémentaires et les ménages [n° 385 (2007-2008)] (11 juin 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Pour une gestion responsable de l'hôpital [n° 403 (2007-2008)] (18 juin 2008) - **Collectivités territoriales - Questions sociales et santé.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque : Construire le cinquième risque : le rapport d'étape (rapport) [n° 447 tome 1 (2007-2008)] (8 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la Mission commune d'information sur la prise en charge de la dépendance et la création du cinquième risque : Construire le cinquième risque : le rapport d'étape (annexes) [n° 447 tome 2 (2007-2008)] (8 juillet 2008) - **Questions sociales et santé - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la commission des affaires sociales : Finances sociales : quel chemin vers l'équilibre ? [n° 456 (2007-2008)] (9 juillet 2008) - **Budget - Fonction publique - Sécurité sociale.**

Rapport d'information, fait au nom de la mission d'évaluation et de contrôle de la sécurité sociale et de la commission des affaires sociales : Ouvrir la couverture maladie au secteur privé : l'expérience néerlandaise [n° 471 (2007-2008)] (15 juillet 2008) - **Sécurité sociale - Union européenne.**

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société.**

Proposition de loi tendant à garantir la parité de financement entre les écoles élémentaires publiques et privées sous contrat d'association lorsqu'elles accueillent des élèves scolarisés hors de leur commune de résidence [n° 20 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Éducation.**

*Avi*s, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi [n° 55 (2008-2009)] de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 71 (2008-2009)] (30 octobre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale [n° 80 (2008-2009)] pour 2009 [n° 83 tome 1 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)] - Assurance maladie [n° 83 tome 2 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)] - Examen des articles [n° 83 tome 7 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale.**

Rapport, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)] - Tableau comparatif [n° 83 tome 8 (2008-2009)] (5 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale.**

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité.**

Rapport, fait au nom de la commission mixte paritaire, sur le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 112 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Budget - Sécurité sociale**.

Avis, fait au nom de la commission des affaires sociales, sur le projet de loi de finances rectificative [n° 134 (2008-2009)] pour 2008 [n° 140 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique tendant à prévoir l'approbation par les lois de financement de la sécurité sociale des mesures de réduction et d'exonération de cotisations et de contributions de sécurité sociale adoptées en cours d'exercice [n° 140 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales - **Discussion générale** (p. 377, 378) : la commission des affaires sociales recommande l'adoption de la proposition de loi organique dans les termes qu'elle soumet à l'assemblée.

- **Proposition de loi tendant à abroger l'article 89 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales [n° 106 (2007-2008)]** - (6 février 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 956) : ses observations.

- **Proposition de loi pour l'amélioration et la simplification du droit de la chasse [n° 269 (2006-2007)]** - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2048, 2050) : son intervention. - **Article 9** (*Art. L. 428-21 du code de l'environnement - Saisie du gibier*) (p. 2058) : intervient sur l'amendement n° 11 du Gouvernement (harmonisation de la législation sur la saisie de gibier). - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 2063) : son amendement n° 3 : mise en place d'une déduction fiscale pour les salaires versés aux gardes particuliers ; retiré.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2886, 2887) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3068) : intervient sur l'amendement n° 310 de M. Alain Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement). - **Article 11 (priorité)** (*art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi*) (p. 3075) : favorable à l'amendement n° 301 de M. Jean Arthuis (nécessité de conférer aux lois de finances et aux lois de financement de la sécurité sociale une compétence de confirmation de l'ensemble des dispositifs d'exonération votés en cours d'année).

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (1er juillet 2008) - **Article 2 ter** (*art. L. 242-12-1 [nouveau] du code de la sécurité sociale - Date unique d'application des nouveaux taux de cotisation de sécurité sociale*) (p. 3695, 3696) : son amendement n° 445 : suppression ; adopté.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 31 ter (priorité)** (*art. L. 111-2-2 du code de la sécurité sociale - Régime social des impatriés*) (p. 3899) : favorable à l'amendement n° 16 de la commission (élargissement du régime d'exemption d'affiliation à la sécurité sociale aux travailleurs indépendants exerçant leur activité en France sur une période limitée).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales, chargé des équilibres financiers généraux de la sécurité sociale (p. 4683, 4687) : son intervention.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** -

(22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5935, 5937) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (*art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active*) (p. 6033) : intervient sur l'amendement n° 182 de Mme Annie David (garantie par l'Etat de l'attribution de ressources suffisantes au financement intégral du RSA). (p. 6036) : votera l'amendement n° 293 du Gouvernement (précision). - **Article 3** (*Compensation des charges nouvelles incombant aux départements*) (p. 6080) : favorable à l'amendement n° 65 (précision) de la commission des finances saisie pour avis.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6591, 6594) : son intervention.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - rapporteur de la commission des affaires sociales pour les équilibres financiers généraux et l'assurance maladie - **Discussion générale** (p. 6696, 6700) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (13 novembre 2008) - **Question préalable** (p. 6750, 6751) : position de la commission sur la motion n° 483 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6754, 6755) : position de la commission sur la motion n° 458 de Mme Raymonde Le Texier tendant au renvoi à la commission.

Deuxième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 3** (*Rectification des prévisions de recettes et des tableaux d'équilibre pour 2008*) (p. 6760) : position de la commission sur l'amendement n° 491 du Gouvernement. - **Article additionnel après l'article 4** (p. 6764) : position de la commission sur l'amendement n° 427 de M. Serge Dassault (remplacement des cotisations et des taxes liées au financement de la sécurité sociale pour les branches maladie et allocations familiales, par une contribution dont l'assiette est déterminée par la différence entre le montant du chiffre d'affaires et le montant de la masse salariale augmenté des charges salariales afférentes). - **Article 5** (*art. 60, 74 et 78 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Rectification des montants des dotations du fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés, du fonds d'intervention pour la qualité et la coordination des soins et de l'établissement de préparation et de réponse aux urgences sanitaires*) (p. 6767) : position de la commission sur l'amendement n° 94 de M. Guy Fischer (suppression).

Débat thématique sur "l'hôpital en question" :

- (13 novembre 2008) (p. 6774, 6776) : son intervention.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel*) (p. 6817) : position de la commission sur les amendements n° 95 de M. Guy Fischer et n° 492 du Gouvernement. - **Article 10** (*art. 2, 4 et 6 de l'ordonnance n° 96-50 du 24 janvier 1996 relative au remboursement de la dette sociale, art. L. 135-3 et L. 136-8 du code de la sécurité sociale - Reprise de dette par la caisse d'amortissement de la dette sociale et ressources de cette caisse*) (p. 6819) : position de la commission sur les amendements n° 96 de M. Guy Fischer et n° 254 de M. Bernard Cazeau. - **Article additionnel après l'article 10** (p. 6822) : position de la commission sur l'amendement n° 97 de M. Guy Fischer (abrogation de la loi n° 2007-1223 du 21 août 2007 en faveur du travail, de l'emploi et du pouvoir d'achat). - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 6822, 6824) : position de la commission sur les amendements n° 98 de M. Guy Fischer (réforme des cotisations sociales patronales favorisant les PME

et les entreprises à fort taux de main d'œuvre), et de M. Bernard Cazeau n° 255 (conditionnement des exonérations de cotisations sociales à l'existence d'un accord salarial) et n° 256 (évaluation régulière des dispositifs d'exonération des cotisations de sécurité sociale). - **Article 11** (art. L. 245-16 du code de la sécurité sociale - *Modification de la clé de répartition des prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine et les produits de placement*) (p. 6825) : son amendement n° 1 : financement des majorations de pensions pour enfants par un versement direct des produits de la Caisse nationale d'allocation familiales vers la Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés ; adopté. - **Article 12** (art. L. 241-2, L. 245-7, L. 862-1 à L. 862-4, L. 862-6 et L. 862-7 du code de la sécurité sociale - *Mesures relatives au financement de la protection complémentaire de la couverture universelle du risque maladie*) (p. 6830) : position de la commission sur les amendements n° 92 de M. André Lardeux, n° 257 de M. Bernard Cazeau, n° 62 de la commission saisie pour avis, n° 513 du Gouvernement et n° 101, 102, 103 et 104 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 12** (p. 6835, 6836) : position de la commission sur les amendements n° 105 de M. Guy Fischer (augmentation des ressources de l'Agence centrale des organismes de sécurité sociale par la création d'une contribution assise sur les revenus de type stock-options), n° 258 de M. Bernard Cazeau (création d'une taxe additionnelle de 11 % aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine) et n° 329 de Mme Muguet Dini (développement du dispositif d'aide à l'acquisition d'une complémentaire santé). - **Article 13** (art. L. 137-15 à L. 137-17 nouveaux et L. 241-2 du code de la sécurité sociale - *Contribution sur les rémunérations ou gains exclus de l'assiette des cotisations sociales*) (p. 6838, 6842) : son amendement n° 2 : élargissement de l'assiette du forfait social ; retiré. Position de la commission sur les amendements n° 106 et 107 de M. Guy Fischer, n° 331 et 342 de Mme Muguet Dini, n° 259, 260, 261 et 262 de M. Bernard Cazeau. - **Article 13 bis** (art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - *Assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de rupture supérieures à un million d'euros*) (p. 6844) : son amendement n° 4 : augmentation de la taxation des parachutes dorés ; adopté. (p. 6845) : position de la commission sur les amendements n° 250 de Mme Annie David, et n° 108 et 109 de M. Guy Fischer. - **Article 14** (art. L. 138-10, L. 245-5-1 A, L. 245-5-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - *Contributions à la charge des entreprises pharmaceutiques*) (p. 6846, 6848) : position de la commission sur les amendements n° 456 de M. François Autain, n° 63 et 64 de la commission saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6848, 6851) : position de la commission sur l'amendement n° 441 de M. François Autain (modification du taux et de l'assiette de la taxe sur les dépenses de promotion du médicament) et de la commission saisie pour avis n° 65 (rôle et composition du conseil stratégique des industries de santé) ainsi que sur le sous-amendement n° 514 de M. Bernard Cazeau s'y rapportant. - **Article 15** (art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - *Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation*) (p. 6857) : position de la commission sur les amendements n° 93 de M. Gérard César, n° 228 de M. André Lardeux, n° 398 de M. Nicolas About, n° 235 de M. Michel Doublet, n° 89 de Mme Sylvie Desmarescaux, n° 80 de Mme Françoise Henneron, n° 264 de M. Serge Larcher et n° 423 et 402 de M. Roland Courteau.

- **Suite de la discussion** (17 novembre 2008) - **Article 16** (art. L. 721-1, L. 723-12, L. 723-34, L. 731-1 à L. 731-5, L. 731-10 et L. 762-1-1 du code rural ; art. L. 134-11-1 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. 1609 viciés, 1618 septies et 1647 du code général des impôts - *Suppression du fonds de financement des prestations sociales des non-salariés agricoles et intégration financière à la Caisse nationale d'assurance maladie de la branche maladie du régime de protection sociale des non-salariés agricoles*) (p. 6888) : son amendement n° 507 : rédaction ; adopté. - **Article 17** (art. L. 731-10-1 nouveau, L. 741-10-4 nouveau, L. 725-24, L. 741-16, L. 751-1, L. 751-8, L. 751-10 et L. 751-18 du code rural - *Mesures relatives aux régimes agricoles*) (p. 6889) : son amendement n° 393 : prolongation des exonérations de cotisations sociales versées par les jeunes chefs d'exploitation ou d'entreprise agricole ; adopté. -

Article additionnel après l'article 17 (p. 6890) : son amendement n° 394 : harmonisation entre le régime agricole et le régime général ; adopté. - **Article 17 bis** (art. L. 651-5 du code de la sécurité sociale - *Aménagement de l'assiette de la contribution sociale de solidarité des sociétés*) (p. 6890) : son amendement n° 6 : suppression ; adopté. - **Article 18** (art. L. 2241-2, L. 2242-8 et L. 3261-2 à L. 3261-5 du code du travail ; art. 81 du code général des impôts ; art. L. 131-4-1 et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale - *Prise en charge des frais de transport domicile-travail*) (p. 6893, 6898) : position de la commission sur les amendements n° 112 de M. Guy Fischer, n° 267, 268, 269 et 270 de M. Bernard Cazeau et n° 266 de M. Jean-Pierre Godefroy. (p. 6897) : son amendement n° 7 : caractère facultatif du plan de mobilité ; retiré. (p. 6898, 6899) : ses amendements n° 9 : rédaction ; n° 8 : rectification ; et n° 10 : maintien des conventions et accords collectifs plus favorables prévoyant une prise en charge des frais de transport personnels des salariés ; adoptés. - **Article additionnel après l'article 18** (p. 6900) : position de la commission sur l'amendement n° 326 de M. Jean-Pierre Godefroy (dépôt par le Gouvernement, en 2009, sur le bureau de l'Assemblée nationale et du Sénat, d'un rapport évaluant la possibilité d'accroître le montant de l'allocation aux adultes handicapés à hauteur du salaire minimum interprofessionnel de croissance). - **Article 19** (art. L. 225-1-1, L. 243-6-1, L. 243-6-3, L. 243-6-4 nouveau, L. 243-7-2 et L. 243-7-3 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 725-24 du code rural - *Sécurité juridique des cotisants*) (p. 6903) : son amendement n° 11 : précision ; adopté. (p. 6904) : position de la commission sur les amendements n° 113 de M. Guy Fischer et n° 67 de la commission saisie pour avis. - **Article 20** (art. L. 131-6, L. 131-6-1, L. 133-6-8, L. 136-6, L. 136-7, L. 642-2, L. 722-4, L. 723-5, L. 723-15 et L. 756-5 du code de la sécurité sociale - *Assujettissement des revenus distribués excédentaires des travailleurs non salariés non agricoles*) (p. 6905) : son amendement n° 508 : précision ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 372 de M. Philippe Marini. - **Article 21** (art. L. 131-9, L. 161-25-3, L. 242-13, L. 380-3-1 du code de la sécurité sociale ; art. L. 761-10 du code rural - *Cotisation d'assurance maladie majorée sur les revenus imposables à l'étranger*) (p. 6906) : son amendement n° 12 : suppression d'une différence de traitement entre les cotisations d'assurance maladie versées par les salariés exerçant une activité professionnelle en France et à l'étranger, et les cotisations sociales de droit commun ; adopté. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 6907, 6908) : position de la commission sur l'amendement n° 401 de M. Dominique Leclerc (mesures en faveur de la consolidation des droits des participants aux institutions de retraite supplémentaire). - **Article 22** (art. L. 131-4-1, L. 131-7, L. 242-1, L. 242-4-2 et L. 242-4-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 741-10, L. 741-10-3 et L. 741-10-4 du code rural ; art. L. 3261-2 du code du travail ; art. 7 de la loi n° 2008-111 du 8 février 2008 pour le pouvoir d'achat ; art. 1er de la loi n° 2008-1258 du 3 décembre 2008 en faveur des revenus du travail - *Non-compensation par le budget de l'Etat des pertes de recettes liées à certains dispositifs*) (p. 6908, 6909) : son amendement n° 14 : suppression ; devenu sans objet. (p. 6911) : son amendement n° 521 : soumission, au forfait de 2 % créé à l'article 13, de la prime exceptionnelle de 1 500 euros applicable dans les entreprises ayant conclu un nouvel accord d'intéressement ; adopté. (p. 6911) : position de la commission sur les amendements n° 271 de M. Bernard Cazeau, n° 325 de Mme Muguet Dini, et n° 114, 115 et 116 de M. Guy Fischer. - **Articles additionnels après l'article 22** (p. 6912, 6913) : son amendement n° 15 : ciblage des allègements généraux de cotisations de sécurité sociale sur les entreprises de moins de cinquante salariés ; retiré. (p. 6914, 6916) : position de la commission sur les amendements n° 117 de M. Guy Fischer (suppression des exonérations de cotisations patronales lorsque l'employeur se dispense de respecter ses obligations légales en terme de politique salariale) et n° 227 de M. Richard Yung (suspension, pour l'année 2009, de l'obligation pour les Français expatriés de s'acquitter d'un droit d'entrée lorsqu'ils souhaitent adhérer à une assurance volontaire maladie-maternité-invalidité). - **Article 23** (*Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales*) (p. 6917) : position de la commission sur l'amendement n° 118 de M. Guy Fischer. - **Article 24 et annexe C** (*Fixation des*

prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) (p. 6922, 6924) : position de la commission sur les amendements n° 494 et 493 du Gouvernement ainsi que sur le sous-amendement n° 119 de M. Guy Fischer s'y rapportant. - **Article 25** (*Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base*) (p. 6925) : position de la commission sur l'amendement n° 495 du Gouvernement. - **Article 26** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général*) (p. 6925) : position de la commission sur l'amendement n° 496 du Gouvernement. - **Article 27** (*Approbation du tableau d'équilibre des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base de sécurité sociale*) : position de la commission sur l'amendement n° 497 du Gouvernement. - **Article 28** (*Objectif d'amortissement de la dette sociale et affectation de recettes au fonds de réserve pour les retraites*) (p. 6926) : position de la commission sur l'amendement n° 498 du Gouvernement. - **Seconde délibération de la troisième partie - Article 9 et annexe B** (*Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel - annexe B*) (p. 6932) : position de la commission sur l'amendement n° A-2 du Gouvernement. - **Article 12 bis** : position de la commission sur l'amendement n° A-1 du Gouvernement. - **Article 24 et annexe C** (*Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base*) (p. 6936, 6937) : position de la commission sur les amendements n° A-3 et A-4 du Gouvernement. - **Article 25** (*Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base*) (p. 6938) : position de la commission sur l'amendement n° A-5 du Gouvernement. - **Article 26** (*Approbation du tableau d'équilibre du régime général*) : position de la commission sur l'amendement n° A-6 du Gouvernement.

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article additionnel après l'article 55 (priorité)** (p. 7000, 7001) : son amendement n° 421 (revalorisation de la retraite minimum des non-salariés agricoles) ; retiré puis repris par M. Bernard Cazeau. - **Article additionnel après l'article 58 (priorité)** (p. 7016, 7017) : son amendement n° 422 : instauration du tutorat dans le régime des non-salariés agricoles ; retiré. - **Organisation des débats** (p. 7038) : demande une modification urgente du règlement intérieur. - **Articles additionnels avant l'article 31** (p. 7061, 7067) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 121 (reconnaissance du caractère illicite des dépassements d'honoraires ne correspondant pas aux devis, et possibilité pour les assurés de récupérer les paiements indus), n° 122 (fixation d'un plafond conventionnel au-delà duquel les dépassements d'honoraires sont illicites), n° 123 (possibilité pour les patients d'engager une action auprès de l'assurance maladie s'ils ont fait l'objet de dépassements d'honoraires abusifs) et n° 449 (extension à tous les médecins conventionnés de l'application de l'option de coordination figurant dans la convention du 12 janvier 2005). - **Article 31** (*art. L. 162-14-3 nouveau, L. 162-15, L. 182-2 et L. 182-3 du code de la sécurité sociale ; art. 44 de la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 - Participation de l'union nationale des organismes d'assurance maladie complémentaire aux négociations conventionnelles - Expérimentations de nouveaux modes de rémunération des professionnels de santé et de financement de la permanence des soins*) (p. 7069, 7075) : position de la commission sur les amendements n° 124, 125, 126 et 127 de M. Guy Fischer, n° 132 de M. François Autain, n° 330 de Mme Muguette Dini, n° 359 de M. Dominique Leclerc et n° 416 de M. Bruno Gilles. - **Articles additionnels après l'article 31** (p. 7075) : position de la commission sur l'amendement n° 240 de M. André Lardeux (extension aux centres de santé des dispositions relatives aux dépassements d'honoraires applicables aux professionnels de santé libéraux).

- **Suite de la discussion** (19 novembre 2008) (p. 7089) : position de la commission sur l'amendement n° 353 de M. Guy Fischer (présentation d'un rapport d'évaluation sur les franchises médicales). - **Article 31 bis** (*art. L. 162-9, L. 162-14-1 et*

L. 722-4 du code de la sécurité sociale - Prise en charge des cotisations sociales des chirurgiens dentistes) (p. 7091, 7093) : position de la commission sur les amendements n° 234 de M. André Lardeux, n° 273 de Mme Raymonde Le Texier, n° 341 de Mme Muguette Dini et n° 371 de Mme Sylvie Desmarescaux. - **Article additionnel après l'article 31 bis** (p. 7093, 7094) : position de la commission sur l'amendement n° 362 de M. Dominique Leclerc (en cas de dépassement des plafonds de garantie prévus dans les contrats d'assurance, non-brogation de l'Office national d'indemnisation des accidents médicaux). - **Article 32** (*art. L. 111-11 et L. 114-4-1 du code de la sécurité sociale - Suivi des propositions formulées par le rapport annuel sur l'évolution des charges et des produits de l'assurance maladie*) (p. 7095) : position de la commission sur l'amendement n° 69 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 32** (p. 7097) : position de la commission sur l'amendement n° 133 de M. Guy Fischer (dispense des épreuves de vérification de langue pour les médecins titulaires d'un diplôme interuniversitaire de santé). - **Article 33** (*art. L. 183-1-3 nouveau du code de la sécurité sociale - Rémunération des enseignants de médecine générale*) (p. 7098, 7100) : son amendement n° 16 : application aux enseignants de médecine générale d'un contrat type élaboré par l'Union nationale des caisses d'assurance maladie ; adopté. Position de la commission sur les amendements n° 230 de M. Gilbert Barbier et n° 70 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 33** (p. 7100, 7112) : position de la commission sur les amendements n° 135 de M. Guy Fischer (définition d'une période minimale d'exercice au sein des établissements publics pour les masseurs-kinésithérapeutes), de Mme Raymonde Le Texier n° 275 (évaluation de l'efficacité des nouveaux médicaments) et n° 276 (classement par la Haute Autorité de santé des médicaments selon leur niveau d'amélioration du service médical rendu), de M. François Autain n° 437 (non-inscription sur la liste des médicaments remboursables des médicaments n'apportant aucune amélioration du service médical rendu), de repli n° 438 et n° 138, n° 444 (publication des délibérations du comité économique des produits de santé), n° 434 (prescription par l'AFSSPS, la Haute Autorité de santé ou le Comité économique des produits de santé des études pharmaco-épidémiologiques postérieures à la mise sur le marché), n° 436 (sanctions en cas de non-réalisation des études postérieures à la mise sur le marché), n° 435 (sanctions en cas de non-réalisation des études postérieures à la mise sur le marché dans un délai de cinq ans), n° 439 (suppression de la procédure de dépôt de prix), n° 430 (publication des conventions conclues entre les membres des professions médicales et les entreprises produisant ou commercialisant des produits de santé) et sur l'amendement n° 229 de M. Gilbert Barbier (rétablissement des compétences ordinales). - **Article 34** (*art. L. 162-1-7 et L. 315-2 du code de la sécurité sociale - Référentiels de prescription et procédure d'accord préalable pour certains actes réalisés en série*) (p. 7116, 7117) : position de la commission sur les amendements n° 141 de M. Guy Fischer, n° 274 de Mme Raymonde Le Texier, n° 350 de Mme Muguette Dini, n° 390 de M. Alain Milon, n° 384 de M. Gilbert Barbier et n° 528 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 34 bis** (p. 7119, 7120) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 440 (participation des patients au système de pharmaco-vigilance) et n° 445 (suppression du dispositif dérogatoire autorisant les publicités télévisées ou radiodiffusées pour le grand public en faveur des vaccins). - **Article 35** (*art. L. 161-36-4-3 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 1111-8-1 du code de la santé publique - Groupement d'intérêt public chargé du développement des systèmes d'information de santé partagés*) (p. 7121) : position de la commission sur les amendements n° 142 et 143 de M. Guy Fischer et n° 526 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 35** (p. 7122) : position de la commission sur les amendements n° 335 de Mme Anne-Marie Payet (certification obligatoire des logiciels d'aide à la prescription médicale à compter du 1er janvier 2010) et n° 277 de M. Claude Domeizel (possibilité pour un patient d'être adressé à un spécialiste par un médecin du travail sans consulter son médecin traitant). - **Article 35 bis** (*art. L. 161-36-1, L. 161-36-2 et L. 161-36-3-2 nouveau du code de la sécurité sociale - Expérimentation d'un dossier médical sur support mobile*) (p. 7123) : ses

amendements n° 17 : précision ; adopté après modification par le sous-amendement n° 529 du Gouvernement qu'il accepte ; et n° 503 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 35 bis** (p. 7124) : position de la commission sur l'amendement n° 361 de M. Dominique Leclerc (obligation pour les pharmaciens d'officines ou pharmaciens de pharmacie à usage intérieur d'un établissement de santé de consulter et d'alimenter le dossier pharmaceutique lors de la délivrance des médicaments). - **Article 36** (art. L. 162-22-7-2, L. 162-5-17 nouveaux et L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale - Dispositif de régulation des prescriptions de spécialités pharmaceutiques financées en sus des groupes homogènes de séjour et validation de la prescription des médicaments orphelins) (p. 7125) : position de la commission sur les amendements n° 71 de la commission des finances saisie pour avis et n° 149 de M. Guy Fischer. - **Article 37 bis** (art. L. 5121-1 du code de la santé publique - Modification des règles d'inscription des médicaments au répertoire des groupes génériques) (p. 7127) : position de la commission sur les amendements n° 519 et 520 du Gouvernement. - **Articles additionnels après l'article 37 bis** (p. 7127, 7128) : position de la commission sur les amendements de M. François Autain n° 448 (inclusion des métabolites actifs dans la définition retenue pour les génériques) et n° 447 (régime des autorisations de mise sur le marché). - **Article 37 ter** (art. L. 5125-23 du code de la santé publique - Obligation de recours à la dénomination commune internationale) : son amendement n° 19 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 411 de M. Philippe Darniche. - **Article 37 quater** (Nouvelle procédure d'évaluation de certains médicaments) (p. 7129) : son amendement n° 20 : suppression ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 72 de la commission des finances saisie pour avis. - **Articles additionnels après l'article 38** (p. 7130) : position de la commission sur les amendements identiques n° 150 de M. Guy Fischer et n° 334 de Mme Anne-Marie Payet (suivi des dépenses liées aux dispositifs médicaux inscrits sur la liste des produits et prestations remboursables). - **Article 38 bis** (Remise d'un rapport au Parlement sur les modalités de prise en charge des moyens contraceptifs) (p. 7130) : son amendement n° 21 : précision ; adopté. - **Article 39** (art. L. 162-21-3, L. 162-22-2, L. 162-22-3, L. 162-22-8, L. 162-22-9, L. 162-22-10, L. 174-1-1, L. 174-6, L. 227-1, L. 314-3 et L. 314-3-2 du code de la sécurité sociale ; art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 - Dispositions diverses relatives au financement des établissements de santé) (p. 7133, 7139) : position de la commission sur les amendements n° 73 de la commission des finances saisie pour avis, n° 246 et 153 de M. François Autain, n° 278 et 279 de Mme Raymonde Le Texier, n° 152 et 151 de M. Guy Fischer et n° 373 de M. Philippe Marini. - **Articles additionnels après l'article 39** (p. 7140, 7141) : position de la commission sur les amendements identiques n° 247 de M. François Autain et n° 280 de Mme Raymonde Le Texier (participation des fédérations de santé publique à la fixation des forfaits d'imagerie médicale) et sur l'amendement n° 155 de M. Guy Fischer (pour les établissements privés autres que les établissements privés non lucratifs, intégration des honoraires des médecins libéraux dans les tarifs). - **Article 39 bis** (art. 33 de la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 ; art. L. 162-22-6, L. 174-2 et L. 174-2-1 du code de la sécurité sociale - Transmission directe des factures des établissements de santé publique aux caisses d'assurance maladie) (p. 7141, 7142) : ses amendements n° 22 : date d'entrée en vigueur de la facturation directe ; et n° 23 : suppression de la référence à un décret pour définir les conditions de mise en œuvre de l'expérimentation de la facturation directe ; retirés. - **Article 40** (art. L. 6143-3, L. 6143-3-1, L. 6161-3-1 et L. 6162-1 du code de la santé publique - Clarification du traitement des situations de déséquilibre financier des établissements publics de santé et harmonisation des mises sous administration provisoire) (p. 7145, 7148) : ses amendements n° 24 : précision ; n° 25 : possibilité de placer un établissement sous administration provisoire dans une situation pouvant porter atteinte à la qualité et à la sécurité des soins ; n° 504 : précision ; et n° 26 : extension du dispositif aux établissements médico-sociaux du secteur privé à but non lucratif ; adoptés. Position de la commission sur les amendements n° 156, 157, 158, 159, 160,

161, 355, 164, 165, 162 et 163 de M. Guy Fischer. - **Article additionnel après l'article 40** (p. 7151) : position de la commission sur l'amendement n° 281 de Mme Raymonde Le Texier (financement complémentaire pour les mesures salariales concernant la fonction publique hospitalière décidées après l'adoption de la loi de financement de la sécurité sociale). - **Article 40 bis** (art. L. 6132-3, L. 6143-1, L. 6143-6 et L. 6145-16 du code de la santé publique - Certification des comptes des établissements publics de santé) (p. 7152) : son amendement n° 27 : modalités de certification des comptes des hôpitaux ; adopté après modification par le sous-amendement n° 530 du Gouvernement qu'il accepte. - **Article 41** (art. L. 6113-10, L. 6113-10-1 et L. 6113-10-2 nouveaux du code de la santé publique ; art. 40 de la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 - Création de l'agence nationale d'appui à la performance des établissements de santé et médico-sociaux) (p. 7154, 7155) : position de la commission sur les amendements n° 166 de M. Guy Fischer et n° 75, 76 et 77 de la commission des finances saisie pour avis. - **Article additionnel après l'article 41** (p. 7156) : position de la commission sur l'amendement n° 457 de M. François Autain (établissement d'un rapport fixant les modalités de mise en œuvre et de financement d'un plan permettant aux hôpitaux de traiter les effluents chimiques toxiques déversés à l'égoût). - **Article 42** (art. L. 162-1-17 du code de la sécurité sociale - Extension du champ des mises sous accord préalable à des prestations d'hospitalisation atypiques) (p. 7157) : son amendement n° 505 : précision ; adopté. - **Article additionnel après l'article 42** (p. 7158) : position de la commission sur l'amendement n° 282 de M. Jean-Pierre Godefroy (allongement de deux semaines du congé maternité).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (26 novembre 2008) - **Article 15** (Evolution des compensations d'exonérations) (p. 7566, 7567) : favorable à l'amendement n° I-16 de la commission (limitation de la réduction du montant des variables d'ajustement de l'enveloppe normée).

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 - Commission mixte paritaire [n° 112 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - rapporteur pour le Sénat de la commission mixte paritaire - **Discussion générale** (p. 7675, 7677) : son intervention. - **Article 9 et annexe B** (Approbation du rapport fixant un cadrage quadriannuel) (p. 7715) : position de la commission sur l'amendement n° 1 du Gouvernement. - **Article 23** (Approbation du montant de la compensation des exonérations de cotisations sociales) (p. 7716) : position de la commission sur l'amendement n° 6 du Gouvernement. - **Article 24 et annexe C** (Fixation des prévisions de recettes de l'ensemble des régimes obligatoires de base, du régime général et des organismes concourant au financement des régimes obligatoires de base) : position de la commission sur les amendements n° 2 et 3 du Gouvernement. - **Article 25** (Approbation du tableau d'équilibre de l'ensemble des régimes obligatoires de base) : position de la commission sur l'amendement n° 4 du Gouvernement. - **Article 26** (Approbation du tableau d'équilibre du régime général) : position de la commission sur l'amendement n° 5 du Gouvernement. - **Article 72 bis** (Réforme du crédit impôt famille pour inciter les entreprises à financer des services de garde d'enfants) (p. 7717) : position de la commission sur l'amendement n° 7 du Gouvernement.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion - Commission mixte paritaire [n° 77 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7745) : le groupe UMP votera ce texte.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Solidarité, insertion et égalité des chances

- (2 décembre 2008) (p. 8095, 8096) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

Enseignement scolaire

- (3 décembre 2008) (p. 8178, 8180) : son intervention. Enseignement précoce des langues étrangères dans l'Oise.

Ville et logement

- (4 décembre 2008) (p. 8336, 8337) : son intervention. Le groupe UMP votera les crédits de cette mission.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - rapporteur pour avis de la commission des affaires sociales - **Discussion générale**

(p. 9166, 9168) : son intervention. Avis favorable de la commission des affaires sociales sur le projet de loi, sous réserve de l'approbation de ses amendements. - **Article 2 (Affectation aux départements d'une part du produit de la taxe intérieure de consommation sur les produits pétroliers, TIPP)** (p. 9186, 9187) : intervient sur l'amendement n° 74 de M. François Marc (modification du mécanisme d'application de la garantie constitutionnelle de compensation des charges transférées aux départements). - **Article 7 (Affectation des excédents du panier de recettes destiné au financement des exonérations sur les heures supplémentaires)** (p. 9209, 9210) : son amendement n° 60 : précision ; adopté.

VENDASI (François)
sénateur (Haute-Corse)
RDSE

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales.

Réélu le 21 septembre 2008.

VERA (Bernard)
sénateur (Essonne)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la nation.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 2008 (19 décembre 2008).

Membre suppléant du Comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics le 16 décembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme.**

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice.**

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Rapport, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)] - Contributions des rapporteurs spéciaux [n° 433 tome 2 (2007-2008)] (2 juillet 2008) - **Budget - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice.**

Rapport spécial, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)] - Budget annexe - Publications officielles et information administrative [n° 99 tome 3 annexe 33 (2008-2009)] (20 novembre 2008) - **Budget - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi renforçant le contrôle comptable du revenu minimum d'insertion [n° 212 (2007-2008)]** - (13 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2071, 2072) : son intervention. - **Article 2 (Information du département lors de la reprise des versements après une décision de suspension des**

droits au RMI (p. 2082, 2083) : soutient l'amendement n° 3 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Article 4** (*Contenu des conventions passées entre les conseils généraux et les organismes payeurs*) (p. 2084) : soutient l'amendement n° 5 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté. - **Article 6** (*Dispositions finales*) (p. 2086) : soutient l'amendement n° 7 de M. Guy Fischer (suppression) ; rejeté.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes [n° 283 (2007-2008)]** - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2632, 2634) : son intervention. Le groupe CRC ne votera pas ce projet de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (20 juin 2008) - **Article 6** (*art. 17 de la Constitution - Encadrement de l'exercice du droit de grâce par le Président de la République*) (p. 3099, 3100) : soutient l'amendement n° 177 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (procédure encadrant le droit de grâce) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 33 (priorité)** (*art. 88-5 de la Constitution - Modalités de ratification des traités relatifs à l'adhésion de nouveaux Etats à l'Union européenne*) (p. 3263, 3264) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 241 (suppression) ; et n° 242 (référéendum obligatoire pour la ratification de tout traité relatif à l'Union européenne et aux Communautés européennes) ; rejetés. - **Article 21** (*art. 47, 47-1 et 47-2 nouveau de la Constitution - Rôle de la Cour des comptes*) (p. 3287) : soutient les amendements de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat n° 217 (rôle d'évaluation des politiques publiques de la Cour des comptes exercé prioritairement au service du Parlement) ; n° 215 (élargissement des compétences du Parlement et de la Cour des comptes en matière de contrôle de l'utilisation des fonds publics) ; et n° 216 (saisine de la Cour des comptes par les groupes parlementaires) ; rejetés.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Article 13** (*art. L. 141-1, L. 210-5, L. 223-1, L. 223-22, L. 223-27 et L. 223-31 du code de commerce - Simplification du fonctionnement de la société à responsabilité limitée - Conditions de vente d'un fonds de commerce*) (p. 3858, 3859) : soutient l'amendement n° 464 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 14** (*art. L. 227-1, L. 227-2, L. 227-9, L. 227-9-1 et L. 227-9-2 [nouveaux], L. 227-10 et L. 232-23 du code de commerce - Simplification des modalités de fonctionnement de la société par actions simplifiée*) (p. 3867, 3868) : soutient l'amendement n° 466 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 15** (*art. 635, 639, 719, 721, 722, 722 bis et 726 du code général des impôts - Convergence du taux des droits d'enregistrement sur les cessions de droits sociaux et de fonds de commerce*) (p. 3883) : soutient l'amendement n° 467 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. - **Article 31 (priorité)** (*art. 81 C [nouveau] du code général des impôts - Amélioration du régime fiscal des impatriés*) (p. 3887) : soutient l'amendement n° 473 de Mme Marie-France Beaufile (suppression) ; rejeté. (p. 3890) : le groupe CRC votera contre les amendements de la commission n° 14 (extension sous certaines conditions de ce dispositif aux non-salariés), n° 13 (coordination) et n° 12 (assise de l'imposition du patrimoine des impatriés sur leurs seuls biens situés en France).

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 39 (priorité)** (*section 1 du chapitre Ier du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A*) (p. 4007) : intervient sur l'amendement n° 387 de Mme Nicole Bricq (conditions d'accès au service bancaire universel). - **Article 40 (priorité)** (*Section 4 du chapitre VIII du titre Ier du livre V, art. L. 518-101 du code monétaire et financier et art. 125 A du code général des impôts - Règles transitoires relatives à la réforme du livret A*) (p. 4010) : soutient l'amendement n° 899 de Mme Marie-France Beaufile (suppression de la fusion des fonds d'épargne) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (10 juillet 2008) - **Article 33 quater** (*Etude d'impact territoriale en cas de projet de réorganisation d'un service ou d'un établissement public dépendant de l'Etat*) (p. 4531) : intervient sur l'amendement n° 998 de M. Bernard Barraux (limitation de la portée de l'article à la fixation des objectifs et du cadre général de l'étude d'impact économique et social). - **Article 43** (*art. L. 16 B et L. 38 du livre des procédures fiscales, art. 64 du code des douanes - Amélioration des voies de recours contre les perceptions fiscales*) (p. 4548) : le groupe CRC ne votera pas l'article.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5267) : sa question au secrétaire d'Etat chargé du commerce, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du tourisme et des services.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5362, 5364) : son intervention. Le groupe CRC ne votera pas ce texte.

Première partie :

Conditions générales de l'équilibre financier

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 5377, 5379) : ses amendements n° 14 : suppression du bouclier fiscal ; et n° 16 : majoration de l'ISF ; rejetés.

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Articles additionnels avant l'article 6** (p. 5387) : son amendement n° 18 : clarification de l'affectation des ressources et relèvement du plafond des livrets de développement durable ; rejeté. - **Article 6** (*Garanties apportées au secteur financier*) (p. 5390) : parole sur l'article. (p. 5396, 5398) : ses amendements n° 23 : intégration de parlementaires, de représentants des organisations syndicales et des usagers du secteur bancaire au sein des organes dirigeants de la société de refinancement ; et n° 24 : suppression de la référence au statut privé de la société de recapitalisation ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5402, 5403) : le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la Cour des comptes et aux chambres régionales des comptes - Deuxième lecture [n° 283 (2007-2008)]** - (21 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5790) : le groupe CRC s'abstiendra sur ce texte.

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6609) : sa question à la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]** - (20 novembre 2008) - **Question préalable** (p. 7268, 7270) : soutient la motion n° I-150 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable ; rejeté.

Première partie :

- (21 novembre 2008) - **Article 2** (*Actualisation du barème de l'impôt sur le revenu 2009*) (p. 7282) : soutient l'amendement n° I-160 de M. Thierry Foucaud (relèvement du taux d'imposition des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7292) : soutient l'amendement n° I-174 de M. Thierry Foucaud (suppression de la mention d'un taux de défiscalisation pour les investissements en matière de logement en outre-mer) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 2 ou après l'article 3** (p. 7293, 7294) : soutient l'amendement n° I-182 de M. Thierry Foucaud (relèvement du plafond d'exonération du livret de développement durable) ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 7299) : soutient l'amendement n° I-177 de M. Thierry Foucaud (régime d'imposition sur les plus-values) ; rejeté. - **Article 2 ter** (*Réduction d'impôt sur le revenu et*

déduction de l'impôt sur les sociétés pour le financement de projets économiques dans les pays en développement) (p. 7308) : soutient l'amendement n° I-151 de M. Thierry Foucaud (suppression); adopté. - **Article 2 quater** (Régime fiscal du capital versé aux mineurs pour le rachat de leur droit au logement et au chauffage) (p. 7313, 7314) : soutient l'amendement n° I-201 de Mme Marie-France Beaufile (rétablissement de la possibilité d'introduire des contentieux après l'amortissement du capital); rejeté. - **Article 3 bis** (Déductibilité de certaines charges des bénéfices imposables) (p. 7321) : soutient l'amendement n° I-152 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté. - **Article 3 ter** (Prorogation de certaines incitations fiscales dans le domaine de l'environnement) (p. 7326) : soutient l'amendement n° I-153 de M. Thierry Foucaud (suppression); retiré au profit de l'amendement n° I-5 de la commission (limitation à 2011 de la prorogation).

- **Suite de la discussion** (24 novembre 2008) - **Article 5 bis** (Création d'un tarif pour le carburant E10) (p. 7351) : soutient l'amendement n° I-155 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7362, 7363) : soutient l'amendement n° I-183 de M. Ivan Renar (limitation de la progression du crédit d'impôt recherche); rejeté. - **Article 8** (Ajustement des tarifs de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers) (p. 7375, 7376) : soutient l'amendement n° I-165 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7456, 7461) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-167 (prise en compte des biens professionnels au titre de l'ISF); et n° I-169 (majoration du barème de l'ISF); rejetés. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Articles additionnels avant l'article 10** (p. 7513, 7514) : soutient l'amendement n° I-184 de Mme Marie-France Beaufile (abrogation de la réforme de la taxe professionnelle de 2006); rejeté. - **Article 12 (précédemment réservé)** (Reconduction du montant de certaines dotations d'investissement) (p. 7527) : soutient l'amendement n° I-188 de Mme Marie-France Beaufile (suppression); rejeté.

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 16** (Compensation des transferts de compétences aux départements) (p. 7569, 7570) : soutient l'amendement n° I-193 de Mme Marie-France Beaufile (augmentation de la DGF afin de compenser le transfert de personnels TOS et des DDE vers les départements et les régions); rejeté. - **Article 17** (Compensation des transferts de compétences aux régions) (p. 7572) : soutient l'amendement n° I-194 de Mme Marie-France Beaufile (majoration de la compensation des transferts de compétences en faveur des régions); rejeté. - **Article 18** (Compensation aux départements des charges résultant de la généralisation du revenu de solidarité active, RSA) (p. 7575, 7576) : soutient l'amendement n° I-195 de Mme Marie-France Beaufile (compensation aux collectivités territoriales des dépenses résultant de la généralisation du RSA par une part de l'impôt sur la fortune); rejeté. - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 7578) : soutient l'amendement n° I-197 de M. Jack Ralite (extension de la redevance audiovisuelle aux résidences secondaires); rejeté. - **Article 25** (Répartition du produit des amendes des radars automatiques) (p. 7582) : soutient l'amendement n° I-198 de Mme Marie-France Beaufile (minoration de l'augmentation de la part des amendes radars affectée aux comptes d'affectation spéciale "contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route"); devenu sans objet. - **Article additionnel après l'article 25** (p. 7585) : soutient l'amendement n° I-199 de M. Jean-François Voguet (relèvement du prélèvement sur les jeux de la Française des jeux au profit du Centre national du développement du sport); rejeté. - **Article 30** (Augmentation du droit de timbre perçu sur les demandes de passeport) (p. 7588) : soutient l'amendement n° I-158 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'augmentation du droit de timbre pour les passeports); rejeté. - **Article 32 bis** (Volet immobilier de l'accompagnement de la restructuration du ministère de la défense) (p. 7591, 7592) : soutient l'amendement n° I-200 de Mme Marie-France Beaufile (remplacement de

l'article par une disposition reconnaissant à l'Etat la possibilité de céder gratuitement des immeubles); rejeté. - **Article 32 ter** (Autorisation de la perception de la redevance destinée à couvrir les frais d'acheminement des certificats d'immatriculation des véhicules) (p. 7593) : soutient l'amendement n° I-159 de M. Thierry Foucaud (suppression de l'article); rejeté. - **Débat sur l'évolution de la dette** (p. 7619, 7620) : son intervention. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7653) : le groupe CRC votera contre la première partie du projet de loi de finances pour 2009.

Deuxième partie :

Pouvoirs publics

- (28 novembre 2008) (p. 7889, 7890) : son intervention. Le groupe CRC-SPG ne votera pas les crédits de cette mission.

Budget annexe : Publications officielles et information administrative

- (28 novembre 2008) - rapporteur spécial (p. 7892, 7893) : son intervention. Propose l'adoption des crédits de cette mission.

Articles non rattachés

- (8 décembre 2008) - **Article 42 A** (Actualisation du taux d'inflation pris en compte en 2009 pour les revalorisations annuelles effectuées par référence au rapport économique, social et financier) (p. 8554) : favorable à l'amendement n° II-312 de M. Thierry Foucaud (revalorisation de 2 % du barème de l'ISF). - **Articles additionnels avant l'article 42** (p. 8556, 8558) : soutient l'amendement n° II-311 de M. Thierry Foucaud (suppression du bouclier fiscal); rejeté. Sur l'amendement n° II-309 de M. Jean Arthuis (suppression de l'ISF et du bouclier fiscal, relèvement du prélèvement libératoire sur les plus-values et création d'une tranche marginale d'impôt sur le revenu à 45 %), son sous-amendement n° II-403; rejeté. Sur l'amendement n° II-387 de M. Jean Arthuis (repli), son sous-amendement n° II-404; devenu sans objet. - **Article 44 bis** (Plafonnement global de certains avantages propres à l'impôt sur le revenu) (p. 8621, 8622) : soutient les amendements de M. Thierry Foucaud portant sur le même objet n° II-314 et II-315 (plafonnement global des niches fiscales); rejetés. - **Article 44 nonies** (Majoration du plafond pour les primo-bénéficiaires de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'emploi d'un salarié à domicile) (p. 8627) : soutient l'amendement n° II-317 de M. Thierry Foucaud (suppression); rejeté.

- **Suite de la discussion** (9 décembre 2008) - **Article 52 ter** (Actualisation des valeurs locatives) (p. 8695, 8696) : soutient l'amendement n° II-323 de M. Thierry Foucaud (réévaluation des valeurs locatives); rejeté.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Question préalable** (p. 9178, 9180) : sa motion n° 155 tendant à poser la question préalable; rejetée. - **Article 6** (Cadre budgétaire de gestion par l'Etat des quotas de CO₂) (p. 9206) : parole sur l'article. - **Article additionnel après l'article 7** (p. 9210) : son amendement n° 117 : suppression de l'exonération d'impôt sur le revenu et de cotisations sociales sur les heures supplémentaires, complémentaires ou choisies; rejeté. - **Article 12 et état B** (Budget général : ouverture de crédits supplémentaires) (p. 9221, 9222) : favorable à l'amendement n° 73 de M. Jean-Pierre Sueur (redéploiement de crédits au profit des sinistrés de la sécheresse de 2003). - **Article 18** (Dégrèvement permanent de taxe professionnelle pour les investissements nouveaux réalisés entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2009) (p. 9229, 9230) : ses amendements n° 121 : suppression du dispositif proposé d'un nouveau dégrèvement de taxe professionnelle et relèvement du taux de plafonnement de la cotisation minimale de taxe professionnelle; rejeté; et n° 122 : déliaison partielle des taux de fiscalité locale; adopté. - **Article 18 ter** (Doublement du plafond du PTZ au titre des logements neufs acquis en 2009) (p. 9238) : parole sur l'article. - **Article 19** (Instauration d'aides fiscales et sociales dans les zones de restructuration de la défense) (p. 9252, 9253) : son

amendement n° 131 : remplacement du dispositif de cet article par la reconnaissance de la possibilité à l'Etat de céder gratuitement des immeubles ; rejeté. - **Article 21 bis** (*Exonération d'impôt sur le revenu des gains réalisés par les associés personnes physiques dits "passifs" de sociétés de personnes lors de la cession de leurs parts ou droits dans ces sociétés*) (p. 9277, 9278) : son amendement n° 125 : diminution des abattements des droits de mutation à titre gratuit entre vifs au titre des donations aux membres de sa famille ; rejeté. - **Article 27** (*Présomption de revenus des transferts physiques de sommes, titres ou valeurs non déclarées en provenance ou vers des pays non membres de l'Union européenne*) (p. 9283, 9284) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 41** (*Annualisation du malus automobile pour les voitures particulières les plus polluantes*) (p. 9312) : parole sur l'article. - **Article 42** (*Réforme de la déduction pour aléas*) (p. 9319) : parole sur l'article. - **Article 42 sexies** (*Augmentation du plafond de la réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital de petites et moyennes entreprises en phase d'amorçage*) (p. 9332) : son amendement n° 127 : suppression ;

rejeté. - **Article 43 quinquies** (*Remboursement par anticipation de l'excédent des acomptes d'impôt sur les sociétés*) (p. 9342) : son amendement n° 128 : suppression ; rejeté.

- **Rappel au règlement** - (19 décembre 2008) (p. 9343) : article 36, alinéa 3 du règlement du Sénat. Accélération du démantèlement de la Caisse des dépôts et consignations. Banalisation du livret A. Vente de logements locatifs sociaux par la société ICADE, filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Demande au Gouvernement de faire preuve de transparence sur le financement de son plan de relance économique et de préserver la nature sociale du patrimoine locatif de la Caisse des dépôts et consignations.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)] (suite)** - (19 décembre 2008) - **Article 48 bis** (*Base légale pour le traitement par les communes des demandes et de la délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 9367) : parole sur l'article.

VESTRI (René)
sénateur (Alpes-Maritimes)
UMP

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à confier à des conseillers territoriaux l'administration des départements et des régions [n° 21 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales**.

Election le 21 septembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires sociales à partir du 7 octobre 2008.

VIAL (Jean-Pierre)
sénateur (Savoie)
UMP

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire du Conseil d'administration de la Cité des sciences et de l'industrie.

Membre titulaire du Conseil national de la montagne.

Membre de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi pour l'attribution de la carte du combattant aux anciens combattants de l'Armée française ayant au moins quatre mois de présence en Algérie avant le 1er juillet 1964 [n° 282 (2007-2008)] (15 avril 2008) - **Anciens combattants**.

Proposition de loi relative à la publicité en faveur du vin et autres boissons alcoolisées [n° 311 (2007-2008)] (6 mai 2008) - **Agriculture et pêche - Questions sociales et santé**.

Proposition de loi visant à responsabiliser les acteurs du crédit à la consommation et à lutter contre le surendettement [n° 94 (2008-2009)] (13 novembre 2008) - **Famille - Société - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi relative aux sociétés publiques locales [n° 133 (2008-2009)] (11 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Économie et finances, fiscalité**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Première partie :

- (25 novembre 2008) - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales - Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice du FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7531) : intervient sur le sous-amendement n° I-229 de M. Jean Arthuis (extension de l'éligibilité au FCTVA des dépenses en matière d'accès à Internet) déposé sur l'amendement n° I-15 de la commission (rétablissement de cet article dans sa version initiale).

VIRAPOULLÉ (Jean-Paul)
sénateur (La Réunion)
UMP

Secrétaire du Sénat à compter du 12 novembre 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre titulaire de la Commission des comptes économiques et sociaux des départements d'outre-mer et de suivi de la loi d'orientation pour l'outre-mer jusqu'au 11 mai 2008.

DÉPÔTS

Proposition de loi relative à la déclaration domiciliaire [n° 15 (2008-2009)] (14 octobre 2008) - **Collectivités territoriales - Famille - Société**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (2 juillet 2008) - **Article 7** (art. L. 214-41 du code monétaire et financier - Réserve d'une part des marchés publics de haute technologie aux sociétés innovantes) (p. 3793, 3794) : son amendement n° 294 : élargissement du champ des entreprises bénéficiaires du dispositif préférentiel dans les départements d'outre-mer ; rejeté.

- **Projet de loi généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion [n° 7 (2008-2009)]** - (22 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5947, 5948) : son intervention. Exemple de La Réunion.

VOGUET (Jean-François)
sénateur (Val-de-Marne)
CRC, puis CRC-SPG

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles.

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants (3 juin 2008).

Vice-président de la Mission temporaire sur l'organisation et l'évolution des collectivités territoriales le 15 octobre 2008.

- **Suite de la discussion** (23 octobre 2008) - **Article 2** (art. L. 262-1 à L. 262-58 du code de l'action sociale et des familles - Modalités de mise en œuvre du revenu de solidarité active) (p. 5999) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 63 (priorité)** (*Réforme des "surpensions" d'outre-mer*) (p. 7043, 7044) : parole sur l'article. (p. 7048) : son amendement n° 226 : maintien de l'entrée dans le dispositif de l'indemnité temporaire de retraite après 2008, et garantie en faveur du montant de cette indemnité ; rejeté. (p. 7054) : intervient sur les amendements identiques n° 464 de M. Richard Tuheiva et n° 405 de M. Gaston Flosse (report de la date d'entrée en vigueur de la réforme de l'indemnité temporaire de retraite).

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Outre-mer

- (2 décembre 2008) (p. 8128, 8130) : son intervention. - **Article 65** (*Réforme des exonérations de cotisations patronales en faveur de l'outre-mer*) (p. 8147) : parole sur l'article. (p. 8150, 8154) : soutient les amendements portant sur le même objet de M. Louis-Constant Fleming n° II-97 ; devenu sans objet ; et n° II-96 (extension du dispositif à Saint-Martin) ; retiré. Son amendement n° II-94 : date d'entrée en vigueur du dispositif ; retiré.

Articles non rattachés - (8 décembre 2008) - **Article 43** (*Plafonnement des réductions d'impôt obtenues au titre des investissements réalisés outre-mer*) (p. 8600) : parole sur l'article. (p. 8604, 8605) : sur l'amendement n° II-252 de la commission (dispositif spécifique pour les entrepreneurs investisseurs et facilitation du recours à l'appel public à l'épargne), ses sous-amendements n° II-396 et n° II-405 ; adoptés. Son amendement n° II-205 : rétablissement de la possibilité, pour les entrepreneurs investisseurs en outre-mer, de bénéficier du remboursement d'une partie de la réduction d'impôt ; retiré.

DÉPÔTS

Proposition de loi tendant à favoriser la prévention des expulsions locatives [n° 244 (2007-2008)] (26 mars 2008) - **Famille - Justice - Logement et urbanisme**.

Proposition de loi tendant à la reconnaissance du génocide tzigane pendant la Seconde guerre mondiale [n° 337 (2007-2008)] (15 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice**.

Proposition de loi relative à l'élection sénatoriale [n° 343 (2007-2008)] (20 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à abroger le bouclier fiscal et à moraliser certaines pratiques des dirigeants de grandes entreprises en matière de revenus [n° 29 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Entreprises - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à assurer un droit à un recours effectif [n° 56 (2008-2009)] (29 octobre 2008) - **Justice**.

Proposition de loi relative au droit de formation à la langue nationale de l'État d'accueil [n° 113 (2008-2009)] (26 novembre 2008) - **Culture - Questions sociales et santé.**

Proposition de loi relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires [n° 118 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Environnement - Questions sociales et santé - Énergie.**

Proposition de loi abrogeant la loi n° 2008-790 instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire [n° 147 (2008-2009)] (18 décembre 2008) - **Éducation.**

Proposition de loi relative à la réhabilitation collective des fusillés pour l'exemple de la guerre de 1914-1918 [n° 148 (2008-2009)] (19 décembre 2008) - **Anciens combattants - Justice.**

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi relative à l'extension du chèque emploi associatif [n° 195 (2008-2009)]** - (8 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1518, 1519) : son intervention. Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi relatif à la lutte contre le trafic de produits dopants [n° 309 (2007-2008)]** - (21 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2317, 2318) : son intervention. Le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte. - **Article 1er** (art. L. 232-9 du code du sport - *Interdictions applicables aux sportifs en matière de produits dopants*) (p. 2322, 2323) : le groupe CRC votera contre l'amendement n° 1 de la commission (interdiction de détenir et d'utiliser des produits dopants dans l'ensemble des compétitions et manifestations sportives organisées sur le territoire français, définition du caractère interdit des substances et des produits en fonction de la seule liste élaborée en application de la convention internationale contre le dopage dans le sport, suppression de l'obligation de prouver la détention de produits dopants en vue d'un usage personnel par le sportif pour constituer une infraction et limitation de l'incrimination de détention aux seules substances et procédés les plus dopants) et le sous-amendement n° 25 du Gouvernement qui le modifie. - **Article additionnel après l'article 2** (p. 2323, 2324) : s'abstiendra lors du vote de l'amendement n° 3 de la commission (possibilité pour l'Agence française de lutte contre le dopage, AFLD, d'effectuer un contrôle antidopage pendant la garde à vue d'un sportif soupçonné du délit de détention, de pourvoir ou de trafic de produits dopants). - **Article 4** (art. L. 232-19 du code du sport - *Saisies par les agents chargés du contrôle*) (p. 2325) : son amendement n° 16 : possibilité de réquisitionner des forces de l'ordre dans le cadre d'une mission de police judiciaire limitée aux seuls cas où l'ordonnance du président du tribunal de grande instance le prévoit ; rejeté. - **Article 6** (art. L. 232-26 du code du sport - *Quantum des peines applicables*) (p. 2326) : sur l'amendement n° 4 de la commission (modification de la codification), ses sous-amendements n° 19 ; rejeté ; et n° 15 ; adopté. Ses amendements n° 20 : introduction de circonstances aggravantes pour les personnes ayant autorité sur les sportifs ; n° 17 : suppression de la pénalisation pour détention de produits dopants par un sportif ; et n° 18 : repli ; devenus sans objet. - **Article 9** (art. L. 232-2 du code du sport - *Mesure de coordination relative au régime des autorisations pour usage à des fins thérapeutiques*) (p. 2328) : favorable aux amendements portant sur le même objet n° 6 de la commission et n° 23 du Gouvernement (possibilité de détenir ou d'utiliser des produits dopants sans sanction disciplinaire ou pénale pour un sportif possesseur d'une autorisation pour usage à des fins thérapeutiques délivrée ou reconnue par l'AFLD). - **Articles additionnels après l'article 20** (p. 2332) : votera contre l'amendement n° 13 de la commission (calcul des charges sociales afférentes aux médecins et vétérinaires préleveurs de l'AFLD). (p. 2333) : le groupe CRC s'abstiendra lors du vote de ce texte.

- **Proposition de loi visant à encadrer la profession d'agent sportif et modifiant le code du sport [n° 310 (2007-2008)]** - (4 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2607, 2608) : son intervention. - **Article 1er** (art. L. 222-5 à L. 222-12 du code du sport - *Conditions d'exercice de la profession d'agent sportif*) (p. 2611, 2615) : ses amendements n° 9 : clarification du principe d'interdiction de rémunération d'un intermédiaire en cas de signature d'un contrat par un sportif mineur ; adopté ; n° 10 : publication par les fédérations délégataires de la liste des agents sportifs autorisés à exercer dans leur discipline ainsi que des sanctions pouvant être prises à leur encontre ; n° 11 : interdiction pour un club de payer les frais d'agent d'un sportif ; et n° 8 : suppression du contrôle des contrats de travail et de transfert des joueurs par les ligues professionnelles ; rejetés. - **Explications de vote sur l'ensemble** : Le groupe CRC votera contre ce texte.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3062, 3063) : favorable aux amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 12** (*Vote de résolutions par les assemblées parlementaires*) (p. 3194) : soutient l'amendement n° 188 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (possibilité pour les assemblées parlementaires de voter des résolutions s'imposant au Gouvernement) ; devenu sans objet.

- **Projet de loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires publiques pendant le temps scolaire obligatoire [n° 389 (2007-2008)]** - (26 juin 2008) - **Article 4** (art. L. 133-3 du code de l'éducation - *Compétence d'organisation du service d'accueil en cas de grève*) (p. 3545, 3546) : intervient sur les amendements de suppression n° 23 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 42 de M. Serge Lagauche. - **Article 7** (art. L. 133-6 du code de l'éducation - *Utilisation des locaux de l'école pour l'organisation par les communes du service d'accueil*) (p. 3553) : favorable aux amendements de suppression n° 24 de Mme Brigitte Gonthier-Maurin et n° 47 de M. Serge Lagauche.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (3 juillet 2008) - **Article 39 (priorité)** (*section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A*) (p. 3949) : soutient l'amendement n° 897 de Mme Marie-France Beaufils (élargissement de l'accès au livret A à tous les organismes à but non lucratif) ; rejeté. (p. 3954) : soutient l'amendement n° 879 de Mme Marie-France Beaufils (dépôt des sommes versées en excédent du plafond prévu pour le livret A sur un livret supplémentaire non défiscalisé) ; rejeté. (p. 3961) : soutient l'amendement n° 882 de Mme Marie-France Beaufils (centralisation des sommes excédentaires par les établissements bancaires après accord du détenteur du livret A) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Articles additionnels avant l'article 21 A** (p. 4093) : soutient l'amendement n° 506 de Mme Odette Terrade (création d'une action de groupe au profit des consommateurs) ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Recherche et enseignement supérieur

- (28 novembre 2008) (p. 7856) : son intervention. Le groupe CRC-SPG votera contre les crédits de cette mission.

Sport, jeunesse et vie associative

- (6 décembre 2008) (p. 8501, 8503) : son intervention. Le groupe CRC-SGP ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 78 (priorité)** (*Aménagement du droit à l'image*)

collective, DIC, des sportifs professionnels) (p. 8508, 8509) : parole sur l'article. (p. 8513, 8514) : votera l'amendement n° II-37 de la commission (nouvelle rédaction de l'article visant à limiter le DIC). - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 8516) : favorable à l'amendement de la commission des affaires culturelles saisie pour avis n° II-99 (transfert de

crédits vers le programme "Sport" pour financer les Jeux de la francophonie).

VOYNET (Dominique)
sénateur (Seine-Saint-Denis)
SOC-R

NOMINATIONS

Secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées à partir du 8 octobre 2008 ; membre de la commission jusqu'au 7 octobre 2008.

Membre de la Mission commune d'information sur la sécurité d'approvisionnement électrique de la France et les moyens de la préserver.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille.**

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'influence exercée par les entreprises semencières sur les parlementaires français [n° 288 (2007-2008)] (16 avril 2008) - **Agriculture et pêche - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales.**

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Economie et finances, fiscalité.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les carences du dispositif français d'évaluation des risques suicidaires en prison [n° 45 (2008-2009)] (22 octobre 2008) - **Justice - Police et sécurité.**

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail.**

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne.**

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance et la production d'effets en France des partenariats et unions civiles enregistrés à l'étranger [n° 121 (2008-2009)] (3 décembre 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille - Justice - Traités et conventions.**

INTERVENTIONS

- **Débat et vote sur la demande du Gouvernement tendant à autoriser la prolongation de l'intervention des forces armées en Afghanistan** - (22 septembre 2008) (p. 5180, 5181) : son intervention. Votera contre la politique étrangère du Gouvernement.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5268, 5269) : sa question au ministre du budget et des comptes publics.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion** [n° 497 (2007-2008)] - (14 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5319, 5321) : son intervention. - **Exception d'irrecevabilité** (p. 5333) : intervient sur la motion n° 224 de Mme Odette Terrade tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité. - **Question préalable** (p. 5334, 5336) : sa motion n° 519 tendant à poser la question préalable ; rejetée

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie** [n° 22 (2008-2009)]

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Article 6** (*Garanties apportées au secteur financier*) (p. 5399) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Vera (engagement de la société Dexia Crédit local de France à consentir des prêts à taux préférentiels aux collectivités territoriales). (p. 5400) : explication de vote sur cet article. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5402) : votera contre ce texte.

- **Projet de loi de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion [n° 497 (2007-2008)]** - (16 octobre 2008) - **Article 1er** (art. L. 441-12, L. 445-1, L. 445-2, L. 445-3 et L. 445-4 du code de la construction et de l'habitation et art. 1388 bis du code général des impôts - *Obligation pour les organismes HLM de conclure une convention d'utilité sociale avant le 31 décembre 2010*) (p. 5461) : intervient sur l'amendement n° 165 de Mme Odette Terrade (suppression du dispositif d'expérimentation de la modulation des loyers). - **Articles additionnels avant l'article 2 ou après l'article 15** (p. 5470) : soutient l'amendement n° 359 de M. Thierry Repentin (prorogation jusqu'en 2014 du bénéfice de l'exonération de taxes foncières sur les propriétés bâties pour les logements locatifs sociaux construits jusqu'au 31 décembre 2009) ; rejeté. - **Article 2** (art. L. 423-14 [nouveau], L. 452-1, L. 452-3 et L. 481-1-1 du code de la construction et de l'habitation - *Création d'un mécanisme de mutualisation des ressources financières des organismes*) (p. 5501) : intervient sur les amendements de suppression n° 168 de Mme Odette Terrade et n° 245 de M. Thierry Repentin. Exemple de sa ville de Montreuil. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 5504) : son amendement n° 607 : doublement de la taxe annuelle sur les logements vacants ; rejeté. - **Article 3** (art. L. 313-1, L. 313-2 [nouveau], L. 313-3 [nouveau], L. 313-7 à L. 313-16-4, L. 313-19, L. 313-20, L. 313-22, L. 313-23, L. 313-26-1, L. 313-31, L. 313-32-1, L. 313-33 et L. 313-34 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation, art. 116 de la loi de finances pour 2002 et art. 85 de la loi de finances rectificative pour 2007 - *Réforme de la gouvernance du 1 % logement*) (p. 5525) : soutient l'amendement n° 314 de M. Thierry Repentin (possibilité pour les entreprises de verser le 1 % logement aux seuls organismes HLM ayant conclu une convention avec l'État) ; devenu sans objet. (p. 5534, 5535) : sur l'amendement n° 14 de la commission (hiérarchisation des catégories d'emploi de la PEEC), intervient sur les sous-amendements n° 642 de M. Thierry Repentin et n° 638 de la commission des finances saisie pour avis.

- **Suite de la discussion** (17 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 5597) : intervient sur l'amendement n° 626 du Gouvernement (élargissement des missions de l'ANAH). - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 5599, 5600) : son amendement n° 608 : possibilité, pour les maires, de recourir aux réquisitions d'immeubles vides ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 5** (p. 5605) : intervient sur l'amendement n° 358 de Mme Jacqueline Alquier (interdiction de vente de logements HLM ne répondant pas aux critères d'efficacité énergétique de la loi de programme du Grenelle de l'environnement). - **Article 6** (art. 29-1 à 29-6 et art. 29-7 et 29-8 [nouveaux] de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis - *Création d'une procédure d'alerte dans les copropriétés en difficulté*) (p. 5609) : sur l'amendement n° 40 de la commission (nomination d'un mandataire ad hoc en cas de dégradations dans la copropriété), soutient le sous-amendement n° 343 de M. Daniel Raoul ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 6 ou après l'article 27** (p. 5612) : soutient l'amendement n° 348 de M. Daniel Raoul (création d'un permis de mise en copropriété) ; rejeté. - **Article 7** (*Définition des objectifs du programme national de requalification des quartiers anciens dégradés*) (p. 5619, 5628) : soutient l'amendement n° 586 de M. Thierry Repentin (création de logements locatifs sociaux dans le cadre de la requalification des îlots) ; rejeté. Intervient sur l'article. - **Article 9** (art. L. 301-5-1, L. 302-1, L. 302-2, L. 302-3, L. 302-4-1 [nouveau] du code de la construction et de l'habitation et articles L. 123-1 et L. 123-14 du code de l'urbanisme - *Renforcement du caractère opérationnel des programmes locaux de l'habitat*) (p. 5645, 5649) : intervient sur le sous-amendement n° 282 de M. Philippe Dallier portant sur l'amendement n° 56 de la commission (modifications du régime

des programmes locaux d'habitat, PLH). Votera contre ce sous-amendement. Soutient l'amendement n° 370 de M. Thierry Repentin (suppression d'une disposition permettant au préfet de modifier le programme local de l'habitat) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 9** (p. 5659) : intervient sur l'amendement n° 381 de M. Daniel Raoul (possibilité, pour le préfet, de suspendre l'opposabilité du PLU tant que les besoins du plan départemental d'accueil et de logement de personnes défavorisées ne sont pas satisfaits).

- **Suite de la discussion** (20 octobre 2008) - **Article 18** (art. 22-1 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Interdiction pour les bailleurs personnes morales de recourir au cautionnement*) (p. 5752) : soutient l'amendement n° 475 de Mme Odette Herviaux (suppression) ; rejeté. (p. 5754) : soutient l'amendement n° 489 de Mme Odette Herviaux (réservation de l'usage du dispositif Loca-pass aux bailleurs sociaux) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 5756) : soutient l'amendement n° 480 de Mme Odette Herviaux (amélioration des conditions de restitution du dépôt de garantie au locataire) ; rejeté. - **Article additionnel après l'article 18 ou après l'article 27** (p. 5757) : soutient l'amendement n° 479 de Mme Odette Herviaux (restitution du dépôt de garantie par le nouveau bailleur en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des locaux loués) ; adopté. - **Article 19** (art. L. 613-1 et L. 613-2 du code de la construction et de l'habitation - *Réduction des délais accordés par les juridictions dans le cadre des procédures d'expulsion*) (p. 5759, 5760) : parole sur l'article. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 5767) : sur les amendements de Mme Odette Herviaux, intervient sur le n° 484 (création d'une "déclaration d'intention d'expulser" pour les congés délivrés par le bailleur) et soutient le n° 486 (création obligatoire de la commission de prévention des expulsions) ; adopté.

- **Suite de la discussion** (21 octobre 2008) - **Article 20** (art. L. 442-4, L. 442-4-1, L. 442-4-2, L. 442-4-3 [nouveau], L. 442-4-4 [nouveau], L. 442-5-1 [nouveau], L. 442-8-1 du code de la construction et de l'habitation, art. 10 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 et art. 40 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 - *Dispositions relatives à la mobilité dans le parc HLM*) (p. 5795) : parole sur l'article. (p. 5799) : favorable à l'amendement n° 429 de M. Thierry Repentin (suppression). (p. 5801, 5812) : sur l'amendement n° 91 de la commission (modification du régime du droit au maintien dans les lieux) soutient le sous-amendement n° 675 de M. Thierry Repentin ; rejeté. Soutient l'amendement n° 428 de M. Thierry Repentin (préservation du maintien dans les lieux en l'absence d'une demande locale justifiant le relogement des locataires) ; devenu sans objet. Intervient sur l'amendement précité n° 91 de la commission. - **Articles additionnels avant l'article 22** (p. 5852) : soutient l'amendement n° 406 de M. Thierry Repentin (limitation des hausses de loyers consécutives à des travaux effectués par les propriétaires) ; rejeté. - **Article 23** (art. 21 de la loi n° 94-624 du 21 juillet 1994, art. 2 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990, art. L. 311-9 et L. 312-5 du code de l'action sociale et des familles et art. L. 633-1 du code de la construction et de l'habitation - *Réforme des obligations des communes en matière d'hébergement*) (p. 5863) : défavorable au sous-amendement n° 646 de la commission des finances saisie pour avis, portant sur l'amendement n° 104 de la commission (nouvelle rédaction de l'article). - **Articles additionnels après l'article 23** (p. 5866) : sur l'amendement n° 332 (dispositif de veille sociale spécifique à la région Ile-de-France) de la commission des affaires sociales saisie pour avis, son sous-amendement n° 682 ; rejeté. (p. 5867) : soutient l'amendement n° 500 de Mme Odette Herviaux (mission du plan départemental d'action pour le logement des personnes défavorisées) ; adopté. - **Article 24** (art. L. 441-2-3 du code de la construction et de l'habitation - *Mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France*) (p. 5870, 5873) : soutient les amendements n° 494 de M. Serge Lagache (suppression) ; et n° 508 de Mme Odette Herviaux (répartition entre les communes de la mise en œuvre du droit au logement opposable en Ile-de-France) ; rejetés. - **Article 25** (art. 4 de la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 et art. L. 302-1 du code de la construction et de l'habitation - *Définition de l'habitat indigne*) (p. 5879, 5880) : soutient l'amendement n° 510 de Mme Odette Herviaux

(définition de l'habitat indigne) ; retiré. - **Articles additionnels après l'article 25** (p. 5882) : son amendement n° 537 : modalités d'évaluation de la valeur des fonds de commerce des établissements d'hébergement en cas d'expropriation ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 26** (p. 5888) : soutient l'amendement n° 506 de Mme Odette Herviaux (relèvement à 70 % de l'avantage fiscal prévu en cas de location d'un logement à un organisme en vue de sa sous-location à des personnes défavorisées) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 5898) : les sénateurs Verts voteront contre ce projet de loi.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

WAUQUIEZ (Laurent)
secrétaire d'Etat, porte-parole du
Gouvernement
(jusqu'au 18 mars 2008)
secrétaire d'Etat chargé de l'emploi
(à partir du 18 mars 2008)

INTERVENTIONS

- **Projet de loi relatif aux droits et aux devoirs des demandeurs d'emploi [n° 390 (2007-2008)]** - (25 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3422, 3426) : son intervention. (p. 3441, 3444) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 3447) : avis du Gouvernement sur la motion n° 4 de Mme Annie David tendant à poser la question préalable - **Articles additionnels avant l'article 1er** (p. 3448) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 43 (participation des représentants des salariés à la gestion de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS) et n° 44 de Mme Annie David (rapport sur la situation financière de l'AGS). - **Article 1er** (art. L. 5411-6 et L. 5411-6-1 à L. 5411-6-4 nouveaux du code du travail - Définitions du projet personnalisé d'accès à l'emploi et de l'offre raisonnable d'emploi) (p. 3450, 3457) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 18, 19, 21 et 22 de Mme Annie David, n° 5 et 6 de Mme Raymonde Le Texier et n° 1 de la commission. (p. 3463) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29 de Mme Annie David, n° 7 et 8 de Mme Raymonde Le Texier, n° 2 de la commission, et sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 52 de M. Jean Desessard. (p. 3465) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 30 et 31 de Mme Annie David et n° 9 de Mme Raymonde Le Texier. (p. 3475) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 10 et 11 de Mme Raymonde Le Texier, n° 32, 33, 34, 35, 37, 20, 36, 38, 39, 40, 41 et 42 de Mme Annie David, n° 17 et 50 de M. Jean Desessard. - **Article additionnel après l'article 1er** (p. 3479) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 45 de Mme Annie David (obligation de dépôt des offres d'emploi auprès du seul service public). - **Article 2** (art. L. 5412-1 du code du travail - Motifs de radiation de la liste des demandeurs d'emploi) (p. 3484) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de M. Jean Desessard, n° 12, 13 et 14 de Mme Raymonde Le Texier, n° 46, 47 et 48 de Mme Annie David et n° 3 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 2** (p. 3485) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 49 de Mme Annie David (entrée en vigueur de ce texte subordonnée à la mise en œuvre de la nouvelle offre de service de la nouvelle institution). Son amendement n° 51 : mise en œuvre par l'ANPE des dispositions de ce texte en attendant la création de la nouvelle institution ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 3488) : remerciements.

- **Commission mixte paritaire [n° 485 (2007-2008)]** - (23 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 5132, 5133) : son intervention.

Deuxième partie :

Ville et logement

- (4 décembre 2008) (p. 8337, 8339) : son intervention. Les sénateurs Verts ne voteront pas les crédits de cette mission.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8385, 8387) : son intervention.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (27 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 6184, 6185) : son intervention. (p. 6199) : réponse aux orateurs.

- **Suite de la discussion** (28 octobre 2008) - **Articles additionnels après l'article 3** (p. 6284) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 54 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (application uniforme du SMIC à l'ensemble du territoire et à l'ensemble des salariés) et n° 67 de Mme Christiane Kammermann (autorisation pour les associations caritatives de percevoir des dons sous forme de titres-restaurant). - **Article additionnel avant l'article 4** (p. 6285) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (transmission préalable aux représentants du personnel des informations figurant dans le rapport annuel présenté à l'assemblée générale des actionnaires). - **Article 4** (art. L. 131-4-2, L. 241-13 et L. 752-3-1 du code de la sécurité sociale, art. 12 et 12-1 de la loi n° 96-987 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville et art. 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 - Conditionnalité des allègements de cotisations sociales au respect de la négociation annuelle obligatoire sur les salaires) (p. 6286, 6287) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 56 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° 87 de Mme Annie David. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 6288) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 57 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle (création d'un forfait minimal de cotisations sociales patronales pour les entreprises de plus de vingt salariés employant plus du quart de leurs effectifs en contrat à durée déterminée, en contrat à temps partiel ou en contrat d'intérim). - **Article 5** (art. L. 241-13 du code de la sécurité sociale - Réduction du montant des allègements de charges lorsque le salaire minimum conventionnel de branche est inférieur au Smic) (p. 6295, 6296) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 58, 59 et 60 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° 88, 89, 90 et 91 de Mme Annie David, n° 66 de M. Jean-René Lecerf, n° 97 et 98 de M. Philippe Dominati, n° 31 de M. Gérard César, n° 99 de Mme Catherine Procaccia et n° 18 et 101 de la commission. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6298) : remerciements.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Quatrième partie :

- (18 novembre 2008) - **Article 58 (priorité)** (art. L. 2241-4 du code du travail ; art. L. 138-24 à L. 138-27 nouveaux et L. 241-3 du code de la sécurité sociale - Incitation des entreprises à maintenir les seniors en emploi sous peine du versement d'une pénalité) (p. 7010, 7011) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 184 de M. Guy Fischer, n° 328 de Mme Muguette Dini et n° 296, 297, 298, 299 et 300 de Mme Patricia Schillinger. - **Article additionnel après l'article 58 (priorité)** (p. 7016, 7017) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 422 de M. Alain Vasselle (instauration du tutorat dans le régime des non-salariés agricoles). - **Article 59 (priorité)** (art. L. 161-22, L. 352-1, L. 634-6, L. 643-6, L. 723-11-1 nouveau du code de la sécurité sociale ; art. L. 732-39 du code rural ; art. L. 84 du code des pensions civiles et militaires de retraite - Libéralisation du cumul emploi retraite) (p. 7020) :

avis du Gouvernement sur les amendements n° 185 de M. Guy Fischer, n° 511 de la commission et n° 383 de M. Denis Detcheverry.

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail - Commission mixte paritaire [n° 76 (2008-2009)]** - (27 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 7749, 7750) : son intervention.

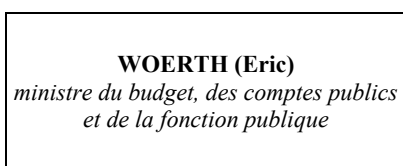
- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Travail et emploi

- (1er décembre 2008) (p. 8002, 8006) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8006, 8007) : son amendement n° II-165 : majoration des crédits du programme "Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi" afin de financer l'extension du contrat de transition professionnelle, CTP, et l'augmentation des

dépenses de chômage partiel ; adopté. (p. 8008) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-125 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle. - **Article 79 (Mesures en faveur de la formation et de l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés)** (p. 8012, 8013) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-127 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle, n° II-149 de Mme Annie David et n° II-148 de M. Paul Blanc. - **Article 80 (Suppression de la prise en charge par l'Etat de l'allocation de fin de formation, AFF)** (p. 8015) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-128 de Mme Annie Jarraud-Vergnolle et n° II-150 de Mme Annie David. - **Article additionnel après l'article 81** (p. 8017) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-38 de la commission (rapport du Gouvernement sur l'efficacité des allègements de cotisations sociales au regard de la politique de l'emploi).



INTERVENTIONS

- **Proposition de loi organique tendant à prévoir l'approbation par les lois de financement de la sécurité sociale des mesures de réduction et d'exonération de cotisations et de contributions de sécurité sociale adoptées en cours d'exercice [n° 140 (2007-2008)]** - (22 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 378, 380).

- **Projet de loi relatif à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique [n° 267 (2007-2008)]** - (29 avril 2008) - **Discussion générale** (p. 1831, 1833) : son intervention. (p. 1849, 1851) : réponse aux orateurs.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3058, 3059) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Christian Cointat, portant sur le même objet, n° 46, 47 et 48 (assouplissement des modalités d'application de l'article 40 de la Constitution), ainsi que sur les amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution). (p. 3066) : demande un scrutin public sur les amendements identiques n° 146, n° 200 et n° 467 précités. Intervient sur l'amendement n° 48 de M. Gérard Delfau précité. (p. 3067) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 310 de M. Alain Lambert (abrogation automatique au bout de cinq ans des dispositions fiscales dérogatoires dont l'impact n'aura pas été évalué par le Gouvernement). (p. 3069, 3070) : intervient sur l'amendement n° 310 précité. - **Article 11 (priorité) (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi)** (p. 3072) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 302 de M. Jean Arthuis, n° 312 de M. Alain Lambert et n° 451 de M. Bernard Frimat. (p. 3074, 3075) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 301 de M. Jean Arthuis et n° 447 de M. Bernard Frimat. (p. 3078) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 108 de la commission, n° 190 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, n° 449 de M. Bernard Frimat, n° 380 de M. Alain Lambert, n° 18 et 19 de M. Michel Charasse.

- **Projet de loi de règlement des comptes et rapport de gestion pour l'année 2007 [n° 429 (2007-2008)]** - (8 juillet 2008) - **Discussion générale** (p. 4241, 4244) : son intervention. (p. 4255, 4258) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel**

après l'article 7 (p. 4273) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de la commission (information du Parlement sur le coût des grands programmes d'armement). - **Article additionnel après l'article 9** (p. 4274) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de la commission (réduction du délai de transmission au Parlement des référés de la Cour des comptes). - **Article 10 (Création d'une annexe récapitulant les mesures fiscales et relatives aux cotisations sociales adoptées en cours d'année)** (p. 4276) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de la commission (suppression).

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat d'orientation budgétaire** - (16 juillet 2008) (p. 4672, 4677) : son intervention. (p. 4702, 4704) : réponse aux intervenants.

- **Déclaration du Gouvernement, suivie d'un débat, sur la crise financière et bancaire** - (8 octobre 2008) (p. 5244, 5248) : son intervention. (p. 5261, 5263) : réponse aux orateurs. (p. 5264) : réponse à M. Jean-Pierre Fourcade. (p. 5265) : réponse à M. Aymeri de Montesquiou. (p. 5266) : réponse à Mme Nicole Bricq. (p. 5269) : réponse à Mme Dominique Vovnet.

- **Projet de loi de finances rectificative pour le financement de l'économie [n° 22 (2008-2009)]** - (15 octobre 2008) - **Discussion générale** (p. 5374) : réponse au président de la commission des finances. - **Question préalable** (p. 5377) : avis du Gouvernement sur la motion n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

Deuxième partie :

Moyens des politiques publiques et dispositions spéciales

- (15 octobre 2008) - **Article 6 (Garanties apportées au secteur financier)** (p. 5395) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Jacques Muller. (p. 5399) : intervient sur l'amendement n° 19 de M. Bernard Vera (engagement de la société Dexia Crédit local de France à consentir des prêts à taux préférentiels aux collectivités territoriales). - **Article additionnel après l'article 6** (p. 5401) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Jacques Muller (encadrement des fonds d'investissement LBO, Leveraged buy-out).

- **Projet de loi de programmation des finances publiques pour les années 2009 à 2012 [n° 55 (2008-2009)]** - (6 novembre 2008) - **Discussion commune d'un projet de loi déclaré d'urgence et débat sur une déclaration du Gouvernement** (p. 6587, 6590) : son intervention. (p. 6604, 6614) : réponse aux orateurs. - **Question préalable** (p. 6618) : avis du Gouvernement sur la motion n° 25 de M. Thierry Foucaud tendant à poser la question préalable. - **Article 1er (Objet de la programmation pluriannuelle des finances publiques)** (p. 6620) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 10 de Mme Marie-France Beauvils. - **Article 2 (Objectifs de la programmation pluriannuelle des finances publiques)**

(p. 6621, 6624) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 27 (actualisation des prévisions économiques) ; adopté ; et n° 26 ; adopté après modification par le sous-amendement n° 2 de la commission (suppression de la décomposition entre les différentes administrations publiques de l'objectif de solde budgétaire), auquel il s'oppose. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 1 de la commission et n° 11 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 3** (*Approbation du rapport annexé à la présente loi*) (p. 6627, 6628) : ses amendements, portant sur le même objet, n° 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43 et 44 (cohérence) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 4 A** (*Evolution des dépenses publiques en volume pour la programmation de 1,1 % en moyenne annuelle*) (p. 6629) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de Mme Marie-France Beaufile et n° 3 de la commission. - **Article 4** (*Norme annuelle de progression des dépenses de l'Etat*) (p. 6629, 6630) : son amendement n° 28 : hausse de 0,1 % en volume pour l'année 2009 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 14 de Mme Marie-France Beaufile et n° 4 de la commission. - **Article 5** (*Programmation triennale des crédits des missions du budget général de l'Etat*) (p. 6631, 6632) : son amendement n° 29 : modification des crédits inscrits dans le budget triennal par mission pour traduire l'impact des prévisions économiques sur la charge de la dette ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 6** (*Evolution des prélèvements sur recettes et des crédits affectés aux collectivités territoriales*) (p. 6634) : son amendement n° 30 : actualisation des prévisions économiques ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 23 et 24 de Mme Nicole Bricq, n° 16 de Mme Marie-France Beaufile et n° 5 de la commission. - **Article 7** (*Norme annuelle d'évolution de l'objectif national de dépenses d'assurance maladie*) (p. 6635) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Guy Fischer. - **Article 8** (*Affectation des surplus des impositions de toute nature à la réduction du déficit du budget de l'Etat*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de Mme Marie-France Beaufile (suppression). - **Article 9** (*Encadrement des mesures nouvelles relatives aux impôts, cotisations et contributions sociales affectés au budget de l'Etat ou à la sécurité sociale*) (p. 6636, 6637) : ses amendements n° 31 (rectification traduisant l'impact de nouvelles hypothèses économiques sur les recettes de l'Etat) ; et n° 32 (rectification traduisant l'impact de nouvelles hypothèses économiques sur les recettes des régimes obligatoires de sécurité sociale) ; adoptés. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 19 de Mme Marie-France Beaufile et n° 6 et 7 de la commission. - **Article 10** (*Encadrement des "niches" fiscales et sociales*) (p. 6639) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 20 de Mme Marie-France Beaufile et n° 8 et 9 de la commission. - **Article 11** (*Suivi des niches fiscales et sociales*) (p. 6640) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 21 et 22 de Mme Marie-France Beaufile.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]** - (12 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6684, 6689) : son intervention. (p. 6730, 6732) : réponse aux orateurs.

Troisième partie :

- (13 novembre 2008) - **Article 13 bis** (*art. L. 242-1 du code de la sécurité sociale - Assujettissement aux cotisations sociales des indemnités de rupture supérieures à un million d'euros*) (p. 6845) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 250 de Mme Annie David, et n° 108 et 109 de M. Guy Fischer. - **Article 14** (*art. L. 138-10, L. 245-5-1 A, L. 245-5-5 et L. 245-6 du code de la sécurité sociale - Contributions à la charge des entreprises pharmaceutiques*) (p. 6847) : intervient sur l'amendement de la commission saisi pour avis n° 63 (augmentation du taux de la contribution du chiffre d'affaires de l'industrie du médicament au cours des années 2009 à 2011). - **Articles additionnels après l'article 14** (p. 6848, 6852) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission saisi pour avis n° 65 (rôle et composition du conseil stratégique des industries de santé), n° 263 de M. Bernard Cazeau (régulation du marché du médicament en privilégiant la baisse de prix par rapport aux remises), et de M. François Autain n° 111

(suppression des remises sur le prix du médicament) et n° 441 (modification du taux et de l'assiette de la taxe sur les dépenses de promotion du médicament). - **Article 15** (*art. 402 bis, 403, 438 et 520 A du code général des impôts, art. L. 131-8 et L. 245-9 du code de la sécurité sociale - Augmentation du tarif des droits indirects sur les alcools par rattrapage annuel de l'inflation*) (p. 6857, 6858) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 93 de M. Gérard César, n° 228 de M. André Lardeux, n° 398 de M. Nicolas About, n° 235 de M. Michel Doublet, n° 89 de Mme Sylvie Desmarescaux, n° 80 de Mme Françoise Henneron, n° 264 de M. Serge Larcher et n° 423 et 402 de M. Roland Courteau.

Quatrième partie :

- (20 novembre 2008) - **Article 77** (*art. L. 162-1-14 du code de la sécurité sociale - Révision de la procédure des pénalités financières*) (p. 7227) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 218 et 221 de M. Guy Fischer, n° 309 de Mme Raymonde Le Texier et n° 58, 59 et 60 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 77** (p. 7227, 7228) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 223 de M. Guy Fischer (abrogation des articles L. 114-19, L. 114-20 et L. 114-21 du code de la sécurité sociale relatifs au contrôle et à la lutte contre la fraude) et n° 61 de la commission (extension aux Français résidant à l'étranger de la récupération des sommes indûment versées au titre de l'allocation de solidarité aux personnes âgées, ASPA). - **Article 78** (*art L. 161-1-5 nouveau, L. 553-2, L. 821-5-1 nouveau, L. 835-3 du code de la sécurité sociale ; art. L. 351-11 du code de la construction et de l'habitation ; art. L. 262-46 du code de l'action sociale et des familles - Amélioration du recouvrement des indus et extension de la procédure de contrainte*) (p. 7230) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 524 et 525 de la commission. - **Article additionnel après l'article 80** (p. 7231) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 225 de M. François Autain (pérennisation du financement des mises à disposition de salariés des entreprises du secteur privé non lucratif sanitaire, social et médico-social auprès des organisations syndicales représentatives). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 7234) : remerciements.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Discussion générale :

- (20 novembre 2008) (p. 7235, 7238) : son intervention. (p. 7262, 7265) : réponse aux orateurs.

Première partie :

- (24 novembre 2008) - **Article 4** (*Suppression de l'imposition forfaitaire annuelle sur trois ans*) (p. 7341) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-154 et I-181 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 4** (p. 7343, 7345) : sur l'amendement n° I-22 de M. Jean Arthuis (clarification du régime fiscal des revenus des équipes de gestion des fonds communs de placement à risque et des sociétés de capital risque), son sous-amendement n° I-246 ; adopté. - **Article additionnel avant l'article 5** (p. 7346) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-120 de M. Claude Biwer (suppression de la TVA portant sur la taxe intérieure sur les produits pétroliers). - **Article 5** (*Diminution de la défiscalisation accordée aux biocarburants*) (p. 7347) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-121 de M. Claude Biwer. - **Articles additionnels après l'article 5** (p. 7348, 7351) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-50 de Mme Nicole Bricq (suppression, pour les vols intérieurs, de l'exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers bénéficiant aux carburateurs), et de M. Gérard Miquel n° I-51 (réduction du taux de TVA sur l'utilisation des huiles végétales pures), n° I-52 (autorisation générale d'usage des huiles végétales pures) et n° I-53 (exonération de la taxe intérieure sur les produits pétroliers pour les huiles végétales pures). - **Article 5 bis** (*Création d'un tarif pour le carburant E10*) (p. 7351) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-155 de M. Thierry Foucaud. - **Article additionnel avant l'article 6** (p. 7353) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-54 de Mme Nicole Bricq (majoration de l'impôt sur les sociétés pour les compagnies pétrolières). -

Article 6 (*Reconduction de la taxe exceptionnelle mise à la charge des entreprises pétrolières en vue de financer la prime à la cuve versée aux foyers les plus modestes*) (p. 7354) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-157 de M. Thierry Foucaud et n° I-232 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 6** (p. 7355) : sur l'amendement n° I-147 de la commission (prolongement du remboursement partiel de la taxe intérieure de consommation applicable au fioul domestique et au fioul lourd pour les professions agricoles), son sous-amendement n° I-250 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 7** (p. 7356, 7363) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Foucaud n° I-173 (modulation de l'impôt sur les sociétés selon que les entreprises privilégient la distribution des dividendes ou l'investissement productif et l'augmentation de la part des salaires) et n° I-179 (augmentation du taux de collecte du 1 % logement), ainsi que sur les amendements n° I-103 de M. François Marc (modulation des taux de l'impôt sur les sociétés en fonction de l'affectation du bénéfice réalisé), n° I-183 de M. Ivan Renar (limitation de la progression du crédit d'impôt recherche), n° I-117 de M. Jean-Jacques Jégou (remboursement immédiat des créances du crédit d'impôt recherche afin d'améliorer à court terme les trésoreries des entreprises) et sur le sous-amendement n° I-252 de M. Michel Charasse s'y rapportant. - **Article 7 bis** (*Régime fiscal des "parachutes dorés"*) (p. 7364, 7365) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-145 de la commission et n° I-98 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 7 bis** (p. 7366) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-100 de M. Jean-Pierre Demerliat (limitation de la possibilité de transmission d'un patrimoine en exonération totale de droits au travers de l'assurance vie). - **Article 7 ter** (*Création au profit des PME d'un régime analogue au bénéfice mondial consolidé*) (p. 7367, 7368) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-156 de M. Thierry Foucaud et n° I-6 de la commission. - **Article 7 quater** (*Régime des dons aux sociétés, dont l'Etat est actionnaire unique, qui ont pour activité la représentation de la France aux expositions universelles*) (p. 7368) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-25 de M. Aymeri de Montesquiou. - **Articles additionnels après l'article 7 quater** (p. 7370) : sur l'amendement n° I-7 de la commission (report de l'application du plafond de détention de 60 % du capital des sociétés d'investissements immobiliers cotées, SIIC ; précision des règles de sortie et de retour dans le dispositif fiscal des SIIC ; possibilité d'extension du champ d'application du régime des SIIC aux droits réels immobiliers), son sous-amendement n° I-242 ; adopté. (p. 7372) : sur l'amendement n° I-8 de la commission (prorogation du régime d'externalisation d'actifs immobiliers détenus par des entreprises commerciales, industrielles et financières vers les sociétés d'investissements immobiliers, et augmentation du taux de taxation de la plus-value), son sous-amendement n° I-243 ; adopté. (p. 7373) : sur l'amendement n° I-9 de la commission (aménagement du dispositif relatif à l'obligation de conservation des actifs pour les sociétés d'investissements immobiliers cotées, SIIC), son sous-amendement n° I-244 ; adopté. (p. 7370, 7374) : avis du Gouvernement sur les amendements précités de la commission et sur l'amendement n° I-118 de M. Christian Gaudin (mesures fiscales favorisant les dépenses exposées pour la réalisation d'opérations confiées à des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche). - **Article 8** (*Ajustement des tarifs de la taxe spéciale sur certains véhicules routiers*) (p. 7375, 7376) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-10 de la commission, n° I-55 de Mme Nicole Bricq et n° I-165 de M. Thierry Foucaud. - **Articles additionnels après l'article 8** (p. 7377, 7379) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-119 de M. Jean-Jacques Jégou (renforcement temporaire du dispositif de réduction d'impôt sur le revenu pour les souscriptions au capital des petites et moyennes entreprises), n° I-101 de Mme Nicole Bricq (création d'une taxe additionnelle aux prélèvements sociaux sur les revenus du patrimoine), et de M. Thierry Foucaud n° I-166 (augmentation du taux d'imposition du montant des plus-values à long terme) et n° I-170 (soumission des avantages résultant de la pratique de distribution de stock-options à une contribution sociale au taux de 8 %). - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7390) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-72 et I-73 de M. Gérard Miquel, n° I-134 et I-135 de M. Dominique Braye, n° I-70 de M. Bernard

Angels, n° I-213 de M. Laurent Béteille, n° I-204, I-207 et I-210 de M. Jacques Gautier, et n° I-235 de la commission. (p. 7392, 7400) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-142 de M. Yves Détraigne, n° I-81 de M. Jean-Marc Pastor, n° I-127 de Mme Nathalie Goulet, n° I-206 de M. Jacques Gautier et n° I-234 de la commission. (p. 7409, 7410) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-205 de M. Jacques Gautier, n° I-24 de M. Aymeri de Montesquiou, n° I-69 et I-74 de M. Gérard Miquel, n° I-132, I-133 et I-131 de M. Dominique Braye ainsi que sur les sous-amendements n° I-253 et I-254 de M. Daniel Soulage s'y rapportant. (p. 7412, 7414) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-233 de la commission.

- **Suite de la discussion** (25 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 9 sexies** (p. 7454, 7468) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Philippe Dominati n° I-216 (suppression de l'ISF), n° I-219 (relèvement du plafond de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME) et, portant sur le même objet, n° I-217 et I-218 (relèvement de l'abattement sur la résidence principale au titre de l'ISF), de M. Thierry Foucaud n° I-167 (prise en compte des biens professionnels au titre de l'ISF), n° I-169 (majoration du barème de l'ISF) et n° I-180 (majoration de 10 % des cotisations d'ISF), de Mme Nicole Bricq n° I-102 (suppression de la réduction d'ISF dans le cadre d'un pacte d'actionnaires), de M. Michel Houel n° I-37 (ouverture du bénéfice de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME aux "business angels" regroupés au sein des sociétés d'investissement reconnues par OSEO), n° I-35 (assouplissement de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME dans le cadre d'une holding professionnelle) et n° I-36 (ouverture du bénéfice de la réduction d'ISF pour investissement dans les PME aux sociétés de capital risque, SCR), de la commission n° I-45 (revalorisation du montant de la fraction des parts des groupements fonciers agricoles, GFA, éligible à une réduction de 75 % de l'impôt sur le patrimoine), n° I-4 (prorogation jusqu'en 2010 des mesures en faveur des plans d'épargne retraite populaires, PERP, et des plans d'épargne retraite collectifs, PERCO), n° I-44 (modalités d'imputation sur l'ISF des versements effectués au titre de souscription de capital ou d'augmentation de capital dans une PME) et n° I-236 (alignement du régime fiscal des dons aux associations reconnues d'utilité publique ou aux associations de bienfaisance sur celui dont bénéficient les fondations reconnues d'utilité publique) ainsi que sur les amendements identiques n° I-99 de Mme Nicole Bricq et n° I-168 de M. Thierry Foucaud (suppression de la réduction d'ISF pour les titres de société dont le propriétaire est salarié de l'entreprise concernée). - **Article additionnel après l'article 20** (p. 7469) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-105 de M. François Marc (inéligibilité aux mesures de soutien des banques pour les établissements recourant à l'hypothèque "rechargeable"). - **Article 21** (*Création du compte d'affectation spéciale "Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien"*) (p. 7470) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-18 de la commission. - **Article additionnel après l'article 21** (p. 7471) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-114 de M. Serge Lagache (réévaluation du barème de la taxe sur la publicité). - **Article additionnel après l'article 22** (p. 7473) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-19 de la commission (modification du crédit d'impôt en faveur des entreprises de production phonographique prévu à l'article 220 octies du code général des impôts). - **Article 23** (*Ressources des organismes de l'audiovisuel public*) (p. 7476, 7478) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-196 de M. Jack Ralite et n° I-221 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis. - **Débat sur les recettes des collectivités territoriales** (p. 7486, 7488) : son intervention. - **Article additionnel après l'article 9** (p. 7510) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-75 de M. Gérard Miquel (réduction des frais de gestion prélevés par l'Etat sur la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, TEOM). - **Article 9 bis** (**précédemment réservé**) (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes ou leurs groupements aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) (p. 7511, 7512) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-130 de Mme Jacqueline Gourault. - **Article additionnel après l'article 9 bis** (p. 7513) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-129 de Mme Jacqueline Gourault (application de la TVA à taux réduit

aux rémunérations versées par les communes aux exploitants assurant le balayage de leur voirie). - **Articles additionnels avant l'article 10** (p. 7514, 7515) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Marie-France Beaufile n° I-184 (abrogation de la réforme de la taxe professionnelle de 2006) et n° I-185 (révision générale de la réforme de la taxe professionnelle de 2006). - **Article 10 (précédemment réservé)** (*Indexation de la dotation globale de fonctionnement, DGF, sur l'inflation prévisionnelle*) (p. 7519) : son amendement n° I-249 : application d'un taux de progression de 2 % à la DGF ; adopté. (p. 7520, 7521) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-57, I-58 et I-59 de Mme Nicole Bricq, n° I-186 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-126 de M. Daniel Dubois. - **Article 11 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations de fonctionnement*) (p. 7526) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-60 de Mme Nicole Bricq et n° I-187 de Mme Marie-France Beaufile. - **Article 12 (précédemment réservé)** (*Reconduction du montant de certaines dotations d'investissement*) (p. 7528, 7529) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-61 de Mme Nicole Bricq, n° I-188 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-220 de Mme Nathalie Goulet. FCTVA. - **Article 13 (supprimé)** (*Prorogation du bénéfice de la FCTVA pour les infrastructures passives de téléphonie mobile des collectivités territoriales*) (p. 7530, 7531) : avis du Gouvernement sur les amendements n° I-189 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-15 de la commission et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° I-229 de M. Albin de Montgolfier. - **Articles additionnels après l'article 13** (p. 7533) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-27 de M. Michel Doublet (éligibilité au FCTVA des dépenses engagées par les collectivités territoriales pour la numérisation du cadastre). - **Article 14 (précédemment réservé)** (*Reconduction du fonds de mobilisation départemental pour l'insertion, FMDI*) (p. 7534) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° I-190 de Mme Marie-France Beaufile. - **Articles additionnels avant l'article 15 ou après l'article 15** (p. 7536) : avis du Gouvernement sur les amendements analogues n° I-191 de Mme Marie-France Beaufile et n° I-63 de Mme Nicole Bricq (réduction de la contribution des collectivités territoriales aux frais d'assiette et de recouvrement des impôts locaux).

- **Suite de la discussion** (26 novembre 2008) - **Article 34 et état A annexé** (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 7633) : son amendement n° I-261 : prise en compte des modifications intervenues au cours de la discussion ; adopté. - **Demande de seconde délibération et d'un vote unique** (p. 7634, 7635) : demande une seconde délibération sur plusieurs articles en application de l'article 43, alinéa 4, du Règlement ; demande accordée. - **Seconde délibération - Article 2 quinquies A** (*Application du taux réduit de TVA aux seuls bénéficiaires du prêt à taux zéro*) (p. 7635) : son amendement n° A-1 : suppression de l'article ; adopté lors du vote unique. - **Article 3 bis A** (*Majoration des frais funéraires déductibles*) : son amendement n° A-2 : suppression ; adopté lors du vote unique. - **Article 9** (*Aménagement de la taxe générale sur les activités polluantes, TGAP*) (p. 7639) : son amendement n° A-3 : aménagement du dispositif de la TGAP ; adopté lors du vote unique. - **Article 9 bis B** (*Déduction de la TGAP du montant de la taxe communale sur les déchets*) : son amendement n° A-4 : suppression ; adopté lors du vote unique. - **Article 9 bis** (*Application du taux réduit de TVA aux rémunérations versées par les communes ou leurs groupements aux exploitants assurant le déneigement de la voirie*) : son amendement n° A-5 : restriction du champ d'application du taux réduit de TVA pour prestations de déneigement ; adopté lors du vote unique. - **Article 9 ter A** (*Application du taux réduit de TVA aux prestations de balayages effectués par les communes sur la voirie départementale*) : son amendement n° A-6 : suppression ; adopté lors du vote unique. - **Article 24** (*Répartition du produit de la taxe de l'aviation civile, TAC, entre le budget général et le budget annexe "Contrôle et exploitation aériens"*) (p. 7640) : son amendement n° A-7 : modalités de répartition de la taxe d'aviation civile ; adopté lors du vote unique. - **Article 30** (*Augmentation du droit de timbre perçu sur les demandes de passeport*) : son amendement n° A-8 : majoration du droit de timbre sur les passeports ; adopté lors du vote unique. - **Article 34 et état A annexé** (*Equilibre*

général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois) (p. 7648) : son amendement n° A-9 : mise en cohérence de l'article d'équilibre ; adopté lors du vote unique. - **Vote sur l'ensemble de la première partie** (p. 7655) : remerciements.

Deuxième partie :

Gestion des finances publiques et des ressources humaines - Compte spécial : Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés - Compte spécial : Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics

- (28 novembre 2008) (p. 7937, 7939) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7940) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-7 de la commission.

Provisions

- (28 novembre 2008) (p. 7941, 7942) : son intervention.

Régimes sociaux et de retraite - Compte spécial : Pensions

- (28 novembre 2008) (p. 7944, 7945) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7946) : son amendement n° II-141 : modification des crédits prenant en compte un transfert d'agents vers la fonction publique territoriale ; adopté. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 7947) : son amendement n° II-143 : prise en compte de la modification de la prévision d'inflation ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 66 ter** (p. 7948) : avis du Gouvernement sur les amendements de Mme Catherine Procaccia n° II-114 (transmission au Parlement de données statistiques par les régimes spéciaux de retraite) et n° II-115 (transmission au Parlement, par les régimes spéciaux de retraite, d'une évaluation prospective de leurs engagements et de leurs équilibres financiers).

Engagements financiers de l'Etat - Compte spécial : Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat - Compte spécial : Participations financières de l'Etat

- (28 novembre 2008) (p. 7952, 7953) : réponse aux orateurs. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7954) : son amendement n° II-138 : réduction des crédits ; adopté. - **Article 37 et état D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 7954) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° II-20 et II-12.

Remboursements et dégrèvements

- (28 novembre 2008) (p. 7957) : réponse aux intervenants. - **Article 35 et état B** (*Crédits du budget général*) (p. 7958) : son amendement n° II-139 : ajustement des crédits en fonction des nouvelles hypothèses macroéconomiques ; adopté.

- **Articles non rattachés** - (8 décembre 2008) - **Article 42 bis** (*Aménagements du régime fiscal applicable aux monuments historiques*) (p. 8596) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-211 de Mme Jacqueline Gourault, n° II-251 de la commission, n° II-146 de la commission des affaires culturelles saisie pour avis et n° II-354, II-353, II-352 et II-355 de M. Albin de Montgolfier. - **Article additionnel après l'article 42 bis** (p. 8597) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-333 de M. Albin de Montgolfier (présentation d'un rapport au Parlement sur les fouilles archéologiques). - **Article 43** (*Plafonnement des réductions d'impôt obtenues au titre des investissements réalisés outre-mer*) (p. 8605, 8606) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-321 de M. Thierry Foucaud, n° II-370 de M. Serge Larcher, n° II-205 de M. Jean-Paul Virapoullé, n° II-371 de M. Georges Patient, n° II-252 de la commission et, sur ce dernier, sur les sous-amendements n° II-396 et II-405 de M. Jean-Paul Virapoullé. - **Article 43 bis** (*Aménagement du régime fiscal applicable aux souscriptions au capital de sociétés de financement de la pêche artisanale*) (p. 8606) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-253 de la commission. - **Article 43 ter** (*Renforcement de l'avantage fiscal attaché au*

compte épargne codéveloppement) (p. 8607) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-254 de la commission. - **Article additionnel après l'article 43 ter** (p. 8608, 8609) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-204 de M. Jean-Claude Danglot (suppression de la Banque postale). - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 8610) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-306 de M. Thierry Repentin (entrée en vigueur du transfert de la compétence d'autorisation de changement d'usage des logements). - **Article 44** (*Réforme du régime de la location meublée*) (p. 8612, 8618) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-255 de la commission, n° II-118 de M. Philippe Adnot, n° II-372 de M. Michel Sergent, n° II-341, II-277 et II-276 de M. Gérard César, n° II-356 de M. Hervé Maurey, n° II-227, II-286 et II-307 de M. Daniel Soulage, n° II-342, II-343 et II-344 de Mme Marie-Thérèse Hermange et n° II-358 de M. Alain Vasselle. - **Article 44 bis** (*Plafonnement global de certains avantages propres à l'impôt sur le revenu*) (p. 8620, 8624) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-256 de la commission, n° II-147 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis, n° II-322, II-314 et II-315 de M. Thierry Foucaud, n° II-362 de M. Philippe Richert et n° II-373 de Mme Nicole Bricq. - **Article 44 ter** (*Demi-part des personnes vivant seules ayant élevé un enfant*) (p. 8625, 8626) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-316 de M. Thierry Foucaud et n° II-257 de la commission. - **Article 44 quinquies** (*Allongement de la durée d'étalement de la réduction d'impôt pour acquisition de résidences de tourisme*) (p. 8628) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-258 de la commission. - **Article 44 nonies** (*Majoration du plafond pour les primo-bénéficiaires de la réduction d'impôt sur le revenu au titre de l'emploi d'un salarié à domicile*) (p. 8628) : avis du Gouvernement sur les amendements n° II-317 de M. Thierry Foucaud et n° II-374 de Mme Nicole Bricq.

Suite de la discussion

- (9 décembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 55 quinquies** (p. 8727, 8730) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° II-248 de M. Michel Magras (validation législative d'articles du code des contributions directes de Saint-Barthélemy en matière de sanctions pénales des infractions aux règles fiscales locales). Sur l'amendement n° II-310 de M. Philippe Dominati (création d'un crédit d'impôt pour la relocalisation en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles réalisées par des entreprises de production établies hors de France), son sous-amendement n° II-412 ; adopté. (p. 8730) : son amendement n° II-407 : report au 31 décembre 2009 de la date limite jusqu'à laquelle les collectivités territoriales peuvent contracter des baux emphytéotiques administratifs en vue de réaliser certaines opérations ; adopté. - **Demande de seconde délibération** (p. 8730) : en application de l'article 43, alinéa 4 du règlement du Sénat, demande une seconde délibération ; demande accordée. - **Seconde délibération - Article 35 et Etat B** (*Crédits du budget général*) (p. 8731, 8742) : ses amendements n° B-5 (modification des crédits de la mission "Action extérieure de l'Etat" - majoration des crédits du programme "Rayonnement culturel et scientifique" - minoration des crédits du programme "Action de la France en Europe et dans le monde") ; n° B-7 (modification des crédits de la mission "Conseil et contrôle de l'Etat") ; n° B-8 (majoration des crédits de la mission "Aide publique au développement" - modification des crédits du programme "Solidarité à l'égard des pays en développement") ; n° B-9 (modification des crédits de la mission "Anciens combattants et mémoires avec la Nation" - majoration des crédits du programme "Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant") ; n° B-10 (modification des crédits de la mission "Administration générale et territoriale de l'Etat" - minoration des crédits du programme "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur") ; n° B-11 (modification des crédits de la mission "Agriculture, pêche, alimentation, forêts et affaires rurales" - minoration des crédits du programme "Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture") ; n° B-12 (modification des crédits de la mission "Culture" et du programme "Transmission du savoir et démocratisation de la culture" - majoration des crédits des programmes "Création" et "Patrimoines") ; n° B-13 (minoration

des crédits du programme "Charges de la dette et trésorerie de l'Etat") ; n° B-14 (modification des crédits de la mission "Economie" - minoration des crédits du programme "Développement des entreprises et de l'emploi") ; n° B-15 (modification des crédits de la mission "Ecologie, développement et aménagement durables" - minoration des crédits du programme "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire") ; n° B-16 (minoration des crédits de la mission "Défense") ; n° B-17 (modification des crédits de la mission "Direction de l'action du Gouvernement" - majoration des crédits de la mission interministérielle "Union pour la Méditerranée") ; n° B-18 (modification des crédits de la mission "Enseignement scolaire" - minoration du programme "Enseignement technique agricole") ; n° B-19 (minoration de la dotation "Dépenses accidentelles et imprévisibles") ; n° B-20 (majoration des crédits de la mission "Politique des territoires" - minoration des crédits du programme "Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire") ; n° B-22 (majoration des crédits de la mission "Outre-mer" - minoration des crédits du programme "Emploi outre-mer") ; n° B-23 (modification des crédits de la mission "Justice" - minoration des crédits du programme "Justice judiciaire") ; n° B-24 (minoration des crédits du programme "Immigration") ; n° B-25 (minoration des crédits de la mission "Gestion des finances publiques et des ressources humaines" et du programme "Conduite et pilotage des politiques économique et financière") ; n° B-26 (majoration des crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales" et du programme "Concours spécifiques et administration") ; n° B-27 (majoration des crédits de la mission "Travail et emploi" - minoration des crédits du programme "Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail") ; n° B-28 (majoration des crédits de la mission "Sport, jeunesse et vie associative" - minoration du programme "Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative") ; n° B-29 (modification des crédits de la mission "Solidarité, insertion et égalité des chances" - minoration des crédits du programme "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales") ; n° B-30 (majoration des crédits du programme "Coordination des moyens de secours" - minoration des crédits de la mission "Sécurité civile") ; n° B-31 (minoration des crédits de la mission "Sécurité" et du programme "Gendarmerie nationale") ; n° B-32 (majoration des crédits de la mission "Santé" et du programme "Prévention et sécurité sanitaire") ; n° B-33 (modification des crédits de la mission "Recherche et enseignement supérieur" - minoration des crédits du programme "Formations supérieures et recherche universitaire") ; et n° B-34 (majoration des crédits de la mission "Ville et logement" et des programmes "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables" et "Politique de la ville" - minoration des crédits du programme "Développement et amélioration de l'offre de logement") ; adoptés par un vote unique. - **Article 37 et Etat D** (*Crédits des comptes d'affectation spéciale et des comptes de concours financiers*) (p. 8742, 8743) : son amendement n° B-6 : majoration des crédits du programme "Avances à des organismes distincts de l'Etat et gérant des services publics" ; adopté. - **Article 39** (*Plafond des autorisations d'emplois*) (p. 8744) : son amendement n° B-21 : modification du plafond des autorisations d'emplois pour 2009 ; adopté. - **Article 50** (*Aménagement du crédit d'impôt sur le revenu en faveur des économies d'énergie et du développement durable*) (p. 8744, 8745) : son amendement n° B-4 : suppression de l'extension du crédit d'impôt sur le revenu pour dépenses d'équipement de l'habitation principale en faveur du développement durable et des économies d'énergie aux personnes qui s'équiperaient d'un système d'assainissement non collectif ne consommant pas d'énergie et permettant de récupérer les eaux usées ; adopté. - **Article 52 bis B** (*Rapport d'évaluation sur les conditions de l'équilibre économique de l'industrie éolienne*) (p. 8745) : son amendement n° B-35 : suppression ; adopté. - **Article 54 bis B** (*Taxation des sacs à usage unique en matière plastique*) (p. 8745, 8746) : son amendement n° B-3 : suppression ; adopté. - **Article 56 A** (*Prise en charge des frais de scolarité des enfants français scolarisés dans un établissement d'enseignement français à l'étranger*) (p. 8746) : son amendement n° B-2 : suppression de l'introduction d'un plafond de prise en charge de ces frais de scolarité ; adopté. - **Article 34**

et Etat A (pour coordination) (*Equilibre général du budget, trésorerie et plafond d'autorisation d'emplois*) (p. 8755, 8756) : son amendement n° B-1 : dans l'état A annexé, ajustement entre les lignes de recettes du compte d'affectation spécial "Pensions" - majoration des recettes du compte de concours financiers "Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics" - minoration des crédits des missions du budget général - prise en compte, dans le fonds des autorisations d'emplois de l'Etat du transfert aux collectivités territoriales des personnels techniques, ouvriers et de services, POS, de l'enseignement technique agricole ; adopté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 8768, 8769) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 138 (2008-2009)]*

Discussion générale :

- (17 décembre 2008) (p. 9063, 9065) : son intervention. Remerciements. - **Article 4 bis** (p. 9133, 9135) : son amendement n° 3 : rectification d'une erreur matérielle ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 9** : son amendement n° 1 : suppression d'une disposition précisant les conditions d'exonération de TGAP des déchets traités dans les installations de stockage susceptibles d'être qualifiées de "bioréacteur" ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 9 bis (pour coordination)** (p. 9136) : son amendement n° 12 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 13** : son amendement n° 10 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 13 bis** : son amendement n° 11 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 16** : son amendement n° 22 : minoration des fractions de taux de la TIPP affectées aux départements pour compenser financièrement les transferts de compétences, au titre du transfert des personnels du ministère de l'éducation nationale ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 17** (p. 9137) : son amendement n° 21 : minoration des fractions de taux de la TIPP affectées aux régions pour compenser financièrement les transferts de compétences au titre du transfert des personnels des ministères de l'éducation nationale et de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire dans le domaine des routes nationales ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 19** : son amendement n° 20 : ajustement consécutif à la prise en compte d'un amendement présenté par le Gouvernement dans le cadre du projet de loi de finances rectificative pour 2008 portant sur le prélèvement sur recettes au profit des collectivités de Saint-Martin et Saint-Barthélemy ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 22 bis** (p. 9138) : son amendement n° 9 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 34 et état A** : son amendement n° 24 : conséquence ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 35 et état B** (p. 9139, 9141) : ses amendements n° 23 (minoration des crédits du programme "Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires") ; n° 17 (majoration des crédits du programme "Enseignement technique agricole") ; n° 16 (minoration des crédits du programme "Dépenses accidentelles et imprévisibles") ; n° 15 (ajustement des crédits de la mission "Relations avec les collectivités territoriales") ; n° 14 (ajustement des crédits du programme "Remboursements et dégrèvements") ; et n° 13 (majoration des crédits du programme "Politique de la ville") ; adoptés avec l'ensemble du texte. - **Article 38 (pour coordination) et état E** : son amendement n° 19 : fixation du découvert autorisé du compte de commerce "Gestion des actifs carbone de l'Etat" ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 42** : son amendement n° 8 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 45** : son amendement n° 7 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 48 ter** : son amendement n° 6 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 49** : son amendement n° 5 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 62** : son amendement n° 2 : correction d'une erreur matérielle ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 67** (p. 9142) : son amendement n° 18 : prise en compte de la croissance de la population des communes les plus fragiles dans le calcul de leur DGF ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 82 bis** : son amendement n° 4 : suppression du gage ; adopté avec l'ensemble du texte.

- **Projet de loi de finances rectificative pour 2008 [n° 134 (2008-2009)]** - (18 décembre 2008) - **Article 13 et état B'**

(*Budget général : annulation de crédits*) (p. 9226) : ses amendements portant sur le même objet n° 191, 185, 179, 180, 181, 183, 192, 182 et 193 et n° 184 (ajustements techniques sur les crédits de différentes missions) ; adoptés. - **Article 18 (Dégrèvement permanent de taxe professionnelle pour les investissements nouveaux réalisés entre le 23 octobre 2008 et le 31 décembre 2009)** (p. 9231, 9232) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 121 et 122 de M. Bernard Vera, n° 4 de la commission et n° 82 de Mme Nicole Bricq. - **Articles additionnels après l'article 18** (p. 9235) : sur l'amendement n° 91 de M. Philippe Dominati (création d'un régime spécial de retenue à la source pour les artistes non résidents) qu'il accepte, son sous-amendement n° 164 ; adopté. (p. 9233, 9237) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Laurent Bétéille n° 99 (alignement fiscal et comptable de la date de prise en compte des dégrèvements), n° 98 (précision rédactionnelle) et n° 114 (aménagement de la sortie d'un groupe fiscal en cas de défaillance de la société mère), de M. Philippe Dominati n° 156 (ouverture immédiate de l'option pour le régime de l'auto-entrepreneur pour les créateurs d'entreprise) et n° 153 de Mme Catherine Dumas (correction de deux erreurs rédactionnelles). - **Article 18 bis (Majoration de 0,5 point des coefficients d'amortissement dégressif)** (p. 9238) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 123 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 18 ter** (p. 9239, 9240) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Thierry Repentin n° 103 (limitation de l'application du taux réduit de TVA pour l'accession à la propriété) et n° 77 (recentrage et doublement du prêt à taux zéro). - **Article 18 quater (Création d'une réduction d'impôt pour l'investissement dans le secteur locatif privé)** (p. 9246, 9247) : sur l'amendement n° 160 de la commission (aménagement des modalités de ce dispositif) qu'il accepte, son sous-amendement n° 194 ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 124 de M. Bernard Vera et n° 111 de M. Thierry Repentin. - **Article 19 (Instauration d'aides fiscales et sociales dans les zones de restructuration de la défense)** (p. 9258, 9259) : son amendement n° 163 : extension du bénéfice des exonérations d'imposition des bénéficiaires et d'exonération de cotisations sociales patronales aux ZRD du "second cercle" dans le seul cas des emprises foncières libérées par la réorganisation des unités militaires et des établissements du ministère de la défense ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 131 de M. Bernard Vera, n° 88 et 90 de M. Jean-Marie Vanlerenberghe, n° 89 de M. Hervé Maurey, n° 75 de M. Jean-Marc Todeschini et n° 5, 158, 6, 159, 8 et 7 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 19** (p. 9260, 9265) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 80 de M. Jean-Pierre Bel (actualisation et assouplissement des critères d'instauration des bassins d'emplois à redynamiser, BER), n° 43 de M. Aymeri de Montesquiou (augmentation de la taxe pour frais de chambre de commerce et d'industrie) et de M. Michel Charasse n° 44 (récupération sur succession des sommes versées au titre de l'APA dès lors que l'actif net successoral dépasse 100 000 euros) repris ensuite par M. Alain Lambert. - **Article 20 (Refonte de la procédure d'abus de droit)** (p. 9267, 9269) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 70 et 69 de M. Jean-Jacques Jégou et n° 12, 10 et 11 de la commission. - **Article 21 (Contrôle sur demande en matière de donation et de succession)** (p. 9270, 9271) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 71 de M. Jean-Jacques Jégou. Sur ce dernier, son sous-amendement n° 196 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 21** (p. 9270, 9276) : avis du Gouvernement sur les amendements de M. Alain Lambert n° 40 (instauration d'une déduction des frais, droits et intérêts d'emprunt pour l'acquisition de parts et d'actions d'une société), n° 35 (allongement du délai entre la cession de l'entreprise et la cessation de fonction dans le cadre du dispositif d'exonération des plus-values professionnelles des dirigeants partant à la retraite), n° 36 (réduction du droit d'enregistrement sur les réductions de capital par attribution de biens aux associés sortants), n° 38 (extension du droit fixe d'enregistrement pour les cessions de gré à gré à toutes les sociétés civiles à objet principalement agricole), n° 39 (éligibilité des apports en numéraires aux groupements fonciers agricoles à l'exonération partielle d'ISF) et n° 93 (conditions d'application du taux réduit de la taxe de publicité foncière sur les immeubles ruraux). - **Article 21 bis (Exonération d'impôt sur le revenu des gains réalisés par les associés personnes physiques dits "passifs" de**

sociétés de personnes lors de la cession de leurs parts ou droits dans ces sociétés (p. 9278) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 13 de la commission et n° 125 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 21 ter** (p. 9280) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 100 de M. Laurent Bêteille (octroi du régime de "translucidité" fiscale des sociétés de l'article 8 du code général des impôts aux associés dirigeants de sociétés par actions simplifiées). - **Article 21 quater** (*Relèvement du montant de la fraction de groupement foncier agricole ou de bail agricole à long terme bénéficiant d'une exonération partielle de droits de mutation à titre gratuit*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 126 de M. Bernard Vera. - **Article 21 quinquies** (*Restriction du champ d'investissement des holdings éligibles à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune au titre des souscriptions au capital des PME*) (p. 9281) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de la commission. - **Article 22** (*Légalisation de la procédure de rescrit valeur*) (p. 9282) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 104 de M. Jean-Léonce Dupont. - **Article 26** (*Création d'un recours en matière de rescrit*) (p. 9283) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 15 de la commission. - **Article 28** (*Dispositif de lutte contre la fraude fiscale via les paradis fiscaux*) (p. 9284, 9285) : son amendement n° 174 : extension du délai de reprise de dix ans aux activités occultes en matière de TVA et de taxe professionnelle ; adopté. Avis du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de M. Jean-Jacques Jégou. - **Article 30** (*Lutte contre la fraude via Internet*) (p. 9286, 9290) : son amendement n° 175 : extension du droit de communication de l'administration fiscale aux prestataires de service sur Internet ; adopté. Avis du Gouvernement sur les amendements n° 16 de la commission et n° 112 de M. François Patriat. - **Article 31 bis** (*Procédure de remise et de remboursement de droits et taxes perçues par l'administration des douanes*) (p. 9291) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 161 de la commission. - **Article 31 ter** (*Publicité des privilèges du Trésor et des Unions de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, URSSAF*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 162 de la commission. - **Articles additionnels après l'article 32** (p. 9293, 9294) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 115 de M. Alain Gournac (rétablissement et encadrement du régime d'exonération d'impôt sur le revenu du complément de rémunération résultant de la contribution employeur à l'acquisition de titres-restaurant par les salariés) et de M. Gérard César n° 140 (dématérialisation des déclarations de récolte de raisin et de production de vin) et n° 142 (abrogation de l'obligation de déclarer à l'administration le procédé de fabrication des vins mousseux). - **Article additionnel après l'article 38** (p. 9296) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 143 de M. Auguste Cazalet (mesures de coordination au sein du code des douanes et du code général des impôts). - **Article 39** (*Modification de la taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules*) (p. 9297) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 138 de M. Auguste Cazalet. - **Article 40 bis** (*Mensualisation des remboursements de crédits de TVA pour les exploitants agricoles*) (p. 9298) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 55 de M. Gérard César.

- **Suite de la discussion** (19 décembre 2008) - **Article 43 septies** (*Remboursement immédiat du crédit d'impôt recherche pour toutes les entreprises à titre exceptionnel*) (p. 9344) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 129 de M. Bernard Vera et n° 170 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 44** (p. 9345) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 61 (recentrage du crédit d'impôt famille sur des crèches d'entreprises). - **Article 44** (*Modifications de la déduction fiscale en faveur du mécénat d'entreprises*) (p. 9346) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 24 de la commission et n° 85 de la commission des affaires culturelles saisi pour avis. - **Article 44 bis** (*Indexation de la redevance audiovisuelle sur le taux de l'inflation*) (p. 9349, 9355) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 25 de la commission et de la commission des affaires culturelles saisi pour avis n° 87 et n° 86 et, sur ce dernier, sur le sous-amendement n° 195 de M. Jack Ralite. (p. 9355) : souhaite que le débat de fond sur la redevance audiovisuelle ait lieu en présence du ministre de la culture et de la communication. - **Article 45** (*Aménagement du*

dégrèvement de taxe professionnelle en faveur des entreprises de transport sanitaire terrestre) (p. 9357) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 171 de la commission. - **Article 46** (*Instauration d'une taxe minière spécifique applicable à la production d'or en Guyane*) (p. 9358) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 26 de la commission. - **Article additionnel avant l'article 47** (p. 9359) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 172 de la commission (neutralisation des effets des levées d'option de crédit-bail sur la valeur locative des immeubles industriels à compter des impositions établies pour 2009 et pour les seules cessions et acquisitions postérieures au 31 décembre 2003). - **Articles additionnels après l'article 48** (p. 9361, 9366) : avis du Gouvernement sur les amendements identiques n° 45 de Mme Jacqueline Gourault et n° 81 de M. Jean-Claude Frécon (aménagement du régime d'épargne retraite des élus locaux, FONPEL), n° 65 de M. Jean-Paul Amoudry (réforme des taxes locales sur l'électricité) et n° 79 de M. Yannick Botrel (renforcement du dispositif de compensation des pertes de taxe professionnelle au titre des établissements de France Telecom). Transposition en cours de la directive "Energie". Insertion de la compensation des pertes de taxes professionnelles "France Telecom" dans le cadre de la prochaine réforme de la fiscalité des collectivités locales. - **Article 48 bis** (*Base légale pour le traitement par les communes des demandes et de la délivrance des cartes nationales d'identité et des passeports*) (p. 9368) : son amendement n° 197 : augmentation de l'indemnisation par titre d'identité versée aux communes pour les années 2005-2008 ; adopté. - **Articles additionnels après l'article 48 bis** (p. 9370) : avis du Gouvernement sur les amendements portant sur le même objet n° 27 de la commission et n° 136 de M. Bernard Vera (diminution du droit de timbre fiscal pour les demandeurs d'un passeport biométrique fournissant eux-mêmes leurs photos d'identité). - **Articles additionnels après l'article 48 ter** (p. 9373, 9374) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 137 de M. Bernard Vera (modifications du régime de la taxe locale sur la publicité extérieure) et n° 150 de M. Christian Cointat (précision relative au versement de la dotation d'intercommunalité aux EPCI de Polynésie française). - **Article 48 quinquies** (*Taxe foncière sur les forêts domaniales*) (p. 9375) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de la commission. - **Article 48 septies** (*Réduction de valeur locative pour les immeubles de logements issus de la transformation de locaux industriels*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 189 de la commission. - **Article 48 octies** (*Exigibilité de la taxe locale d'équipement dans le cas de suspension judiciaire du permis de construire*) (p. 9376) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de la commission. - **Article 48 nonies** (*Exonération facultative de versement pour dépassement du plafond légal de densité, VD/PLD*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 78 de Mme Nicole Bricq. - **Article 49** (*Mise à jour des références aux règlements d'exemption de notification des aides d'Etat de la Commission européenne*) (p. 9379) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de la commission. - **Article additionnel après l'article 49** : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 109 de M. Philippe Marini (création d'un abattement par salarié pour le calcul de la taxe sur le chiffre d'affaires des exploitants agricoles). - **Article additionnel avant l'article 50** (p. 9380) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 41 de M. Dominique Braye (report de la date d'acquiescement de la participation à l'effort de construction au titre de 2007 par les entreprises agricoles). - **Article additionnel après l'article 51** (p. 9381) : avis du Gouvernement sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisi pour avis n° 62 (extension du bénéfice de la garantie des risques locatifs aux locataires les plus modestes dont le loyer représente moins de 50 % de leurs ressources). - **Article 53** (*Octroi de la garantie de l'Etat à des opérations spatiales*) (p. 9382) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 31 de la commission. - **Article 55 quater** (*Garantie de l'Etat relative aux frais de dépollution de certains terrains de la société SNPE, à l'occasion de leur transfert au secteur privé*) (p. 9385) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 188 de la commission. - **Article 55 quinquies** (*Octroi de la garantie de l'Etat à la Caisse centrale de réassurance pour soutenir l'assurance-crédit*) (p. 9386) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de la commission. - **Article 58** (*Modification du champ d'application des taxes affectées pour le développement de divers secteurs*

industriels) (p. 9387) : réponse au rapporteur général. - **Article 59** (*Définition de l'assiette de taxation des jeux de casino exploités sous forme électronique*) (p. 9388) : réponse au rapporteur général. - **Article 62** (*Régime de la composante additionnelle "recherche" de la taxe sur les installations nucléaires de base*) (p. 9390) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 33 de la commission. - **Article 63** (*Financement du tarif réglementé transitoire d'ajustement du marché, TaRTAM*) (p. 9392) : réponse aux orateurs. - **Article additionnel après l'article 64** (p. 8395, 8398) : avis du Gouvernement sur les amendements de la commission n° 34 (réforme de l'indemnité temporaire de retraite en outre-mer) et n° 198 (report de l'entrée en vigueur d'une taxe portant sur les livraisons de carburant en Guyane), et sur l'amendement de la commission des affaires sociales saisie pour avis n° 64 (création d'un document de politique transversale retraçant la politique de lutte contre les drogues et les toxicomanies). Avis du Gouvernement sur le sous-amendement n° 167 de M. Richard Tuheiava déposé sur l'amendement précité n° 34 de la commission. - **Article additionnel après l'article 69** (p. 9400) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 187 de la commission (dispositif spécifique destiné à favoriser le développement de la "finance islamique"). - **Article 70** (*Contribution de l'INPI au financement de l'effort d'OSEO en faveur des petites et moyennes entreprises*) : avis du Gouvernement sur l'amendement n° 130 de M. Bernard Vera. - **Articles additionnels après l'article 70** (p. 9401, 9402) : avis du Gouvernement sur les amendements n° 139 de M. Gérard César (aménagement du régime de la redevance pour contrôle sanitaire perçue à l'importation des végétaux), n° 144 de

M. Auguste Cazalet (précision sur les modalités d'exercice de l'activité de débitant de tabacs sous la forme d'une société en nom collectif), n° 148 de Mme Catherine Dumas (exclusion des produits d'occasion du champ d'application de la taxe sur les produits de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie, de l'orfèvrerie et des arts de la table) et n° 151 de M. Dominique Braye (prorogation pour un an, par avenant, des conventions de délégation d'aide à la pierre à la demande des EPCI ne disposant pas d'un programme local de l'habitat). - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 9405, 9406) : remerciements.

- *Commission mixte paritaire [n° 149 (2008-2009)]* - (22 décembre 2008) - **Discussion générale** (p. 9417, 9418) : son intervention. - **Article 18 ter (pour coordination)** (p. 9453) : son amendement n° 1 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 18 quater** : son amendement n° 2 : modification des régimes en faveur de l'investissement locatif dit "Robien" et "Borloo" ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 42 bis** : son amendement n° 3 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 42 octies** : son amendement n° 4 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 46 bis** : son amendement n° 5 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 48 ter A** : son amendement n° 6 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte. - **Article 48 septies** : son amendement n° 7 : coordination ; adopté avec l'ensemble du texte.

YADE (Rama)
secrétaire d'Etat chargée des affaires
étrangères et des droits de l'homme

- **Projet de loi autorisant l'approbation de la décision du Conseil relative au système des ressources propres des Communautés européennes [n° 293 (2007-2008)]** - (15 mai 2008) - **Discussion générale** (p. 2142, 2144) : son intervention. (p. 2151) : réponse aux orateurs.

INTERVENTIONS

- **Question orale avec débat de M. Georges Othily sur les droits de l'homme** - (6 février 2008) : sa réponse aux intervenants (p. 974, 979).

YUNG (Richard)
sénateur (Français établis hors de
France (Série C 2))
SOC

Membre de la Commission spéciale sur le projet de loi de modernisation de l'économie du 18 juin 2008 au 23 juillet 2008.

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre de la commission des affaires européennes le 8 octobre 2008.

Membre de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes le 18 novembre 2008.

DÉPÔTS

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur l'avenir de la Caisse des dépôts et consignations [n° 157 (2007-2008)] (10 janvier 2008) - **Entreprises - Fonction publique - Économie et finances, fiscalité.**

Proposition de loi tendant à prendre en compte le temps de parole du Président de la République dans les médias audiovisuels [n° 187 (2007-2008)] (30 janvier 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution.**

Proposition de loi visant à permettre aux communes et aux communautés de communes qui exercent la compétence sociale, de bénéficier au même titre que les organismes visés au I de l'article 200 du code général des impôts, des exonérations prévues par les articles L. 322-14 du code du travail et L. 131-4-3 du code de la sécurité sociale [n° 216 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Collectivités territoriales.**

Proposition de loi pour un logement adapté à chacun et abordable pour tous [n° 247 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Logement et urbanisme**.

Proposition de loi relative à l'enregistrement des pactes civils de solidarité à l'étranger [n° 248 (2007-2008)] (1er avril 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Famille**.

Proposition de loi tendant à supprimer les difficultés d'application de l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation [n° 257 (2007-2008)] (2 avril 2008) - **Famille**.

Proposition de loi tendant à rétablir les droits des Français établis hors de France pour l'élection des représentants français au Parlement européen [n° 261 (2007-2008)] (8 avril 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution - Union européenne**.

Proposition de loi visant à attribuer la carte du combattant aux soldats engagés en Algérie après les accords d'Évian du 2 juillet 1962 jusqu'au 1er juillet 1964 [n° 294 (2007-2008)] (17 avril 2008) - **Anciens combattants - Défense**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête chargée d'évaluer le coût financier en 2008 et son évolution prévisible en 2009 et pour les années suivantes des dépenses imposées directement ou indirectement par l'État aux collectivités territoriales [n° 297 (2007-2008)] (18 avril 2008) - **Budget - Collectivités territoriales**.

Proposition de loi relative aux conditions de l'élection des sénateurs [n° 322 (2007-2008)] (7 mai 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à assurer l'indemnisation des dommages subis à l'étranger [n° 356 (2007-2008)] (27 mai 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les liens existant entre le pouvoir exécutif et les responsables d'entreprises et de service gérant des organismes de presse et des services de la communication audiovisuelle, et leurs conséquences pour l'indépendance et le pluralisme de la presse et des médias [n° 446 (2007-2008)] (7 juillet 2008) - **Culture - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi tendant à élargir le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France [n° 27 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi organique tendant à autoriser le vote par correspondance sous pli fermé et le vote électronique des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République et les référendums [n° 28 (2008-2009)] (15 octobre 2008) - **Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)] (23 octobre 2008) - **Entreprises - Société - Travail**.

Proposition de résolution sur la communication de la Commission européenne sur sa stratégie politique annuelle pour 2009 [n° 57 (2008-2009)] (27 octobre 2008) - **Union européenne**.

Proposition de loi tendant à permettre la reconnaissance des unions conclues dans un autre État de l'Union européenne par tous les couples quelle que soit leur orientation sexuelle [n° 111 (2008-2009)] (25 novembre 2008) - **Famille - Société - Union européenne**.

INTERVENTIONS

- **Projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2005-759 du 4 juillet 2005 portant réforme de la filiation et modifiant ou abrogeant diverses dispositions relatives à la filiation** [n° 510

(2004-2005)] - (15 janvier 2008) - **Discussion générale** : son intervention (p. 230, 232). Le groupe socialiste est favorable à ce texte. - **Article 1er (Ratification)** (p. 236) : défavorable au sous-amendement n° 4 de Mme Josiane Mathon-Poinat portant sur l'amendement n° 1 de la commission (nouvelle rédaction de l'article).

- **Projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental** [n° 158 (2007-2008)] - (30 janvier 2008) - **Exception d'irrecevabilité** (p. 690, 692) : sa motion n° 51 tendant à opposer l'exception d'irrecevabilité ; rejetée.

- **Suite de la discussion** (31 janvier 2008) - **Article 1er** (art. 706-53-13 à 706-53-22 nouveaux, art. 362, 717-1, 723-37, 723-38 nouveau et art. 763-8 du code de procédure pénale - *Rétention de sûreté - Soins en détention - Prolongation des obligations de la surveillance judiciaire et du suivi socio-judiciaire*) (p. 774) : intervient sur l'amendement n° 16 de la commission (définition d'une liste précise d'établissements pénitentiaires spécialisés dans les traitements médicaux psychologiques). - **Article 6 (priorité)** (art. L. 3711-1 à L. 3711-3 et art. L. 3711-4-1 du code de la santé publique - *Modifications relatives à la mise en œuvre de l'injonction de soins*) (p. 793) : son intervention sur la fonction de médecin coordonnateur. - **Article 2** (art. 721 et 721-1 du code de procédure pénale - *Limitation des réductions de peine en cas de refus de soins*) (p. 795) : soutient l'amendement n° 54 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Article 3** (titre XXVIII nouveau, chapitre premier nouveau, art. 706-119 à 706-128 nouveaux, chapitre II nouveau, section 1 nouvelle, art. 706-129 à 706-132 nouveaux et section 2 nouvelle, art. 706-133 et 706-134, chapitre III nouveau, art. 706-135 A à 706-139 nouveaux du code de procédure pénale - *Décisions d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental*) (p. 800) : soutient l'amendement n° 55 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Article 4** (*Coordinations*) (p. 805) : soutient les amendements de M. Robert Badinter n° 56 (suppression) ; et n° 58 (suppression des inscriptions au casier judiciaire des déclarations d'irresponsabilité pénale) ; rejetés. - **Article 12 bis** (art. 706-53-7 du code de procédure pénale - *Consultation du FIJAIS par les représentants de collectivités territoriales*) (p. 807) : soutient l'amendement n° 60 de M. Robert Badinter (suppression) ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 811, 812) : le groupe socialiste ne votera pas ce texte.

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines** [n° 171 (2007-2008)] - (15 avril 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 1710) : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire** [n° 314 (2007-2008)] - (3 juin 2008) - **Article 1er** (section IV nouvelle du chapitre VI du titre III du livre II du code de commerce ; art. L. 236-25 à L. 236-32 nouveaux du code de commerce - *Régime applicable aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux*) (p. 2550) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat d'un délai maximum pour l'exercice, par le notaire ou par le greffier du tribunal, du contrôle de la légalité de la réalisation de la fusion et de la constitution de la société nouvelle issue de la fusion). - **Explications de vote sur l'ensemble** : le groupe socialiste votera ce projet de loi.

- **Proposition de loi portant réforme de la prescription en matière civile - Deuxième lecture** [n° 323 (2007-2008)] - (5 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2657, 2659) : son intervention. Sous le bénéfice de ses observations, le groupe socialiste votera la proposition de loi. - **Article 1er** (art. 1792-4-1, 1792-4-2 et 1792-4-3 nouveaux et titre XX du livre troisième du code civil - *Réforme des règles de la prescription extinctive*) (p. 2663, 2664) : soutient l'amendement n° 3 de M. Thierry Repentin (fixation d'un délai de dix ans pour la prescription des actions en responsabilité contre les constructeurs es qualité ainsi que contre les assujettis à la responsabilité décennale des constructeurs) ; retiré. - **Article 8** (art. L. 3243-3, L. 3245-1 et L. 1134-5 nouveau du code du

travail, art. 7 bis nouveau de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 - Prescription en matière salariale et en matière de discrimination au travail) (p. 2665, 2668) : son amendement n° 4 : précision selon laquelle l'action en réparation se prescrit à compter de la révélation de la discrimination à la victime, c'est-à-dire de la connaissance par celle-ci du manquement et du préjudice en résultant ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble** : le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République [n° 365 (2007-2008)]** - (17 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2885, 2886) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (18 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 1er A ou avant l'article 1er ou avant l'article 31 ou après l'article 31 ou avant l'article 32** (p. 2956, 2957) : favorable à l'amendement n° 163 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (inscription dans la Constitution de la reconnaissance de la citoyenneté des résidents étrangers).

- **Suite de la discussion** (19 juin 2008) - **Articles additionnels après l'article 14 (priorité)** (p. 3062) : votera les amendements identiques n° 146 de M. Jean Arthuis, n° 200 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat et n° 467 de M. Bernard Frimat (abrogation de l'article 40 de la Constitution).

- **Suite de la discussion** (20 juin 2008) - **Article 7** (art. 18 de la Constitution - Prise de parole du Président de la République devant le Congrès) (p. 3108) : soutient l'amendement n° 428 de M. Bernard Frimat (suppression) ; rejeté. - **Article 9** (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement) (p. 3124) : parole sur l'article. (p. 3136) : favorable aux amendements identiques n° 11 de M. Michel Charasse, n° 271 de M. Yves Détraigne, n° 332 de Mme Alima Boumediene-Thiery, n° 409 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, et n° 436 de M. Bernard Frimat (suppression de la limitation du nombre de députés). - **Article 10** (art. 25 de la Constitution - Retour des anciens ministres au Parlement et sincérité des découpages électoraux) (p. 3168) : votera l'amendement n° 443 de M. Bernard Frimat (composition et modalités de consultation de la commission indépendante chargée d'examiner la délimitation des circonscriptions électorales). - **Article 11** (art. 34 de la Constitution - Domaine de la loi) (p. 3184) : soutient l'amendement n° 448 de M. Bernard Frimat (suppression de la mention relative à la répartition des contentieux entre les ordres juridictionnels) ; devenu sans objet. (p. 3187) : soutient l'amendement n° 454 de Mme Monique Cerisier-ben Guiga (inscription des dispositions relatives à la définition du régime électoral des instances représentatives des Français établis hors de France dans la loi) ; devenu sans objet.

- **Suite de la discussion** (23 juin 2008) - **Article 14** (art. 39 de la Constitution - Suppression de la priorité donnée au Sénat pour examiner les projets de loi relatifs aux instances représentatives des Français établis hors de France - Conditions d'élaboration des projets de loi - Avis du Conseil d'Etat sur les propositions de loi) (p. 3229) : soutient l'amendement n° 463 de M. Bernard Frimat (suppression de la priorité d'examen par le Sénat des textes concernant l'organisation des collectivités territoriales) ; rejeté. - **Article 16** (art. 42 de la Constitution - Discussion en séance publique sur le texte de la commission - Délais entre le dépôt ou la transmission d'un texte et son examen en séance publique) (p. 3243) : soutient l'amendement n° 469 de M. Bernard Frimat (discussion en séance publique sur la base du texte adopté par la commission pour tous les projets ou propositions de loi, y compris les révisions constitutionnelles, les projets de loi de finances et les projets de loi de financement de la sécurité sociale) ; rejeté. - **Article 18** (art. 44 de la Constitution - Exercice du droit d'amendement en séance ou en commission) (p. 3252) : parole sur l'article.

- **Projet de loi de modernisation de l'économie [n° 398 (2007-2008)]** - (30 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 3634, 3636) : son intervention.

- **Suite de la discussion** (2 juillet 2008) - **Article 6 bis** (art. L. 441-6-1 [nouveau] du code de commerce - Contrôle des

délais de paiement par les commissaires aux comptes) (p. 3788, 3789) : défavorable à l'amendement n° 117 de la commission (assouplissement de l'obligation d'établir un rapport sur les délais de paiement). Soutient l'amendement n° 405 de M. Daniel Raoul (transmission du rapport sur les délais de paiement au tribunal de commerce) ; rejeté. - **Article 8** (art. 50 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique - Réforme d'UBIFrance) (p. 3798, 3800) : parole sur l'article. (p. 3800, 3802) : soutient l'amendement n° 409 de M. Daniel Raoul (modulation de l'aide apportée par UBIFrance aux PME en fonction de leur taux de pénétration sur les marchés étrangers) ; rejeté. Intervient sur l'amendement n° 311 de Mme Nathalie Goulet (création d'un partenariat entre UBIFrance et les Ordres des avocats, les compagnies des experts comptables et les compagnies des commissaires aux comptes afin d'informer les investisseurs étrangers sur notre fiscalité). - **Articles additionnels après l'article 8** : soutient l'amendement n° 411 de M. Daniel Raoul (corrélation entre le soutien accordé aux PME par UBIFrance et le temps nécessaire au besoin de développement des produits concernés) ; rejeté.

- **Suite de la discussion** (3 juillet 2008) - **Article 13 bis** (art. L. 225-25, L. 225-72, L. 225-124 et L. 228-15 du code de commerce - Simplification du régime de la société anonyme) (p. 3862) : défavorable aux amendements de la commission n° 228 (évaluation des avantages particuliers résultant d'une émission d'actions de préférence dans le rapport spécial du commissaire aux comptes présenté à l'assemblée générale extraordinaire compétente pour la décision de cette émission) et n° 229 (simplification de la procédure d'attribution d'options au bénéfice des membres du personnel salarié de la société anonyme, par le biais de délégations pouvant être accordées par le conseil d'administration au président, au directeur général, aux directeurs généraux délégués afin de procéder à des constatations et à des modifications des statuts). - **Articles additionnels après l'article 13 bis** (p. 3862) : son amendement n° 366 : publicité sous forme d'extraits des conclusions de la Commission de conciliation et d'expertise douanière, CCED ; adopté. - **Article 14** (art. L. 227-1, L. 227-2, L. 227-9, L. 227-9-1 et L. 227-9-2 [nouveaux], L. 227-10 et L. 232-23 du code de commerce - Simplification des modalités de fonctionnement de la société par actions simplifiée) (p. 3868, 3869) : son amendement n° 367 : maintien de l'obligation de recours à un commissaire aux comptes pour l'ensemble des sociétés par actions simplifiées ; rejeté. - **Articles additionnels après l'article 14 bis** (p. 3879) : intervient sur les amendements identiques n° 235 de la commission et n° 762 de Mme Anne-Marie Payet (protection des adhérents des réseaux de vente multi-niveaux). - **Article 37 bis (priorité)** (art. 39 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Assouplissement du dispositif anti-concentration pour les chaînes de télévision) (p. 3916, 3917) : soutient l'amendement n° 1023 de M. Serge Lagache (suppression) ; rejeté. - **Article 37 ter (priorité)** (art. 47 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication - Possibilité de détention indirecte par l'Etat du capital de Radio France Internationale, RFI) (p. 3921) : parole sur l'article.

- **Suite de la discussion** (4 juillet 2008) - **Article 39 (priorité)** (section 1 du chapitre 1er du titre II du livre II, art. L. 112-3, L. 221-27, L. 221-28, L. 221-38 [nouveau], L. 312-1 et L. 518-25-1 [nouveau] du code monétaire et financier, art. 157 et 1681 D du code général des impôts et art. 166 A [nouveau] du livre des procédures fiscales - Réforme de la distribution du livret A) (p. 3998, 4002) : soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 552 (garantie du maintien de la défiscalisation du livret A) ; n° 577 (modalités de plafonnement des versements sur le livret de développement durable) ; et n° 387 de Mme Nicole Bricq (conditions d'accès au service bancaire universel) ; rejetés. - **Article 41 (priorité)** (art. L. 512-94, L. 518-1, L. 518-4, L. 518-5 à L. 518-10, L. 518-15-2 [nouveau], L. 518-15-3 [nouveau] et L. 566-3 du code monétaire et financier - Dispositions relatives à la gouvernance et au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) (p. 4028, 4036) : soutient les amendements de Mme Nicole Bricq n° 393 (précision relative au caractère public de la Caisse des dépôts et consignations) ; n° 937 (cohérence) ; portant sur le même objet

n° 395 et 938 (composition de la commission de surveillance) ; n° 394 (précision) ; n° 396 (précision sur les activités dévolues à la commission bancaire) ; et n° 449 (contrôle par la commission bancaire du respect des exigences du service d'intérêt général de financement du logement social) ; rejetés. Soutient les amendements de M. Thierry Repentin n° 939 (suppression des dispositions relatives au personnel de la Caisse des dépôts et consignations) ; et n° 940 (repli) ; rejetés. - **Article 42 (priorité) (Ordonnances tendant à la modernisation de la place financière française)** (p. 4041) : favorable aux amendements identiques n° 482 de Mme Marie-France Beauvils et n° 941 de Mme Nicole Bricq (suppression). - **Article 16 (art. 732 bis et 732 ter [nouveaux] du code général des impôts - Incitation à la reprise d'entreprises par les salariés ou membres du cercle familial du cédant)** (p. 4054, 4058) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° 343 (suppression) ; n° 344 (exonération de droit d'enregistrement pour les cessions inférieures à 300 000 euros) ; n° 345 (repli) ; rejetés ; n° 349 (évaluation du dispositif proposé avant le 31 décembre 2011) ; et n° 350 (limitation à trois ans de la mise en œuvre du dispositif) ; adoptés. - **Article 16 bis (art. 790 A du code général des impôts - Abattement de 300.000 euros sur les donations de fonds et de clientèles)** (p. 4061, 4062) : soutient l'amendement n° 351 de M. Marc Massion (suppression) ; rejeté. - **Article 17 (art. 199 terdecies-0 B du code général des impôts - Amélioration de la réduction d'impôt sur le revenu au titre des emprunts contractés pour acquérir une fraction du capital d'une société non cotée à l'occasion d'une opération de reprise)** (p. 4064) : soutient les amendements de M. Marc Massion n° 353 (relèvement du seuil de détention des droits sociaux ouvrant le bénéfice de la mesure) ; rejeté ; n° 354 (instauration d'une date butoir pour l'évaluation du dispositif) ; devenu sans objet ; et n° 355 (présentation au Parlement d'un rapport d'évaluation du dispositif) ; adopté. - **Article additionnel après l'article 17 (p. 4066)** : le groupe socialiste votera contre l'amendement n° 11 de la commission (cohérence). - **Article additionnel après l'article 17 bis (p. 4069)** : reprend l'amendement de la commission n° 237 : extension de la garantie de l'Association pour la gestion du régime de garantie des créances des salariés, AGS, aux salariés souscrivant au capital de leur entreprise transformée en société coopérative ouvrière de production ; retiré. - **Article 19 (Habilitation à modifier par ordonnance les règles relatives aux difficultés des entreprises, à la fiducie et au gage sans dépossession)** (p. 4079, 4080) : son amendement n° 357 : suppression ; rejeté. - **Article 20 (art. L. 3332-17, L. 3332-17-1 [nouveau] et L. 3334-13 du code du travail ; art. L. 131-85, L. 213-12, L. 213-13, L. 214-4, L. 511-6, et L. 511-33 du code monétaire et financier ; art. L. 313-10 et L. 333-4 du code de la consommation - Développement de l'économie solidaire et du micro-crédit)** (p. 4086, 4087) : soutient les amendements n° 332 de M. Jean-Pierre Godefroy (rémunération des dirigeants des entreprises solidaires) ; rejeté ; et n° 333 de M. Thierry Repentin (relèvement à 40 % du pourcentage minimal de l'actif des organismes assimilés à des entreprises solidaires devant être composées de titres de telles entreprises) ; retiré. - **Articles additionnels avant l'article 21 A (p. 4092, 4096)** : soutient l'amendement n° 358 de Mme Nicole Bricq (création d'un recours collectif au profit des consommateurs) ; rejeté.

- **Suite de la discussion (7 juillet 2008) - Article 21 (art. L. 441-2-1, L. 441-6 et L. 441-7 du code de commerce - Conditions générales de vente)** (p. 4136) : soutient l'amendement n° 414 de M. Daniel Raoul (suppression de la négociabilité des conditions générales de vente) ; rejeté. (p. 4139) : sur l'amendement n° 130 de la commission (clarification de la rédaction de l'article L. 441-7 du code de commerce), soutient le sous-amendement n° 1050 de M. Daniel Raoul ; adopté. (p. 4140) : soutient l'amendement n° 769 de M. Daniel Raoul (modification de la définition des services de coopération commerciale figurant à l'article L. 441-7 du code de commerce) ; retiré. (p. 4142) : soutient l'amendement n° 419 de M. Daniel Raoul (substitution de la notion "d'obligations" à celle de "contreparties" afin de maintenir les conditions générales de vente comme socle de la négociation commerciale) ; devenu sans objet. - **Articles additionnels après l'article 21 (p. 4151)** : soutient l'amendement n° 421 de M. Daniel Raoul (impossibilité

de retourner au fournisseur les produits agroalimentaires acceptés par le distributeur lors de la livraison) ; rejeté.

- **Suite de la discussion (8 juillet 2008) - Article 27 (art. L. 750-1 à L. 751-3, L. 751-6, L. 751-9, L. 752-1 à L. 752-11, L. 752-13 à L. 752-19, L. 752-22 et L. 752-23 du code de commerce - Réforme de la législation sur l'équipement commercial)** (p. 4299) : soutient l'amendement n° 795 de M. Thierry Repentin (inscription comme membre de la commission départementale d'aménagement commercial, CDAC, du président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale ou d'un adjoint au maire de la commune d'implantation) ; adopté.

- **Projet de loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la Ve République - Deuxième lecture [n° 459 (2007-2008)]** - (15 juillet 2008) - **Article additionnel après l'article 7 (p. 4646)** : soutient l'amendement n° 100 de M. Bernard Frimat (interdiction du cumul de la fonction ministérielle avec tout mandat électif) ; rejeté. - **Article 9 (art. 24 de la Constitution - Missions et mode d'élection du Parlement)** (p. 4647) : parole sur l'article. (p. 4654) : son amendement n° 105 : mode d'élection des députés représentant les Français établis hors de France ; retiré.

- **Projet de loi favorisant la diffusion et la protection de la création sur Internet [n° 405 (2007-2008)]** - (29 octobre 2008) - **Discussion générale (p. 6360, 6361)** : son intervention.

- **Suite de la discussion (30 octobre 2008) - Article 2 (Organisation et missions de la Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet)** (p. 6388, 6389) : soutient l'amendement n° 125 de M. Serge Lagauche (représentation des internautes par une des quatre personnalités qualifiées) ; rejeté. Reprend l'amendement de Yves Pozzo di Borgo n° 110 : désignation de représentants d'associations d'utilisateurs d'Internet au sein des personnalités qualifiées ; rejeté. (p. 6411) : soutient l'amendement n° 133 de M. Serge Lagauche (abaissement de trois à un mois du délai minimal de suspension de courte durée) ; adopté.

- **Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale (p. 6518, 6519)** : son intervention. Le groupe socialiste votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2009 [n° 80 (2008-2009)]**

Troisième partie :

- (17 novembre 2008) - **Articles additionnels après l'article 22 (p. 6915)** : son amendement n° 227 : suspension, pour l'année 2009, de l'obligation pour les Français expatriés de s'acquitter d'un droit d'entrée lorsqu'ils souhaitent adhérer à une assurance volontaire maladie-maternité-invalidité ; rejeté.

- **Projet de loi de finances pour 2009 [n° 98 (2008-2009)]**

Deuxième partie :

Immigration, asile et intégration

- (4 décembre 2008) (p. 8294, 8296) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas les crédits de cette mission. - **Article 35 et état B (Crédits du budget général)** (p. 8310) : favorable à l'amendement n° II-190 de M. Adrien Gouteyron (création d'un programme "Garantie de l'exercice du droit d'asile") et, sur ce dernier, défavorable au sous-amendement n° II-9 de la commission.

Action extérieure de l'État

- (5 décembre 2008) (p. 8390, 8392) : son intervention.

- **Projet de loi organique portant application de l'article 25 de la Constitution [n° 105 (2008-2009)]** - (11 décembre 2008) - **Discussion générale commune avec celle du projet de loi**

n° 106 (2008-2009) (p. 8879, 8881) : son intervention. Le groupe socialiste ne votera pas ces projets de loi. - **Question préalable** (p. 8906) : favorable à la motion n° 13 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat tendant à poser la question préalable.

- **Projet de loi relatif à la commission prévue à l'article 25 de la Constitution et à l'élection des députés [n° 106 (2008-2009)] - Discussion générale commune avec celle du projet de loi organique n° 105 (2008-2009)**. - (11 décembre 2008) - **Article 1er** (*Livre VIII du code électoral, art. L-567-1 à L. 567-8 nouveaux - Commission indépendante prévue à l'article 25 de la Constitution*) (p. 8920, 8924) : intervention sur les amendements de M. Bernard Frimat n° 3 (nomination, par le président de l'Assemblée nationale, de deux personnalités qualifiées, dont l'une sur proposition conjointe des groupes politiques d'opposition), n° 4 (nomination, par le président du Sénat, de deux personnalités qualifiées dont l'une sur proposition conjointe des groupes politiques d'opposition) et n° 6 (élection du président de la commission en son sein). - **Article 2** (*Habilitation du Gouvernement à procéder au découpage des circonscriptions législatives par ordonnance*) (p. 8931, 8932) : ses amendements n° 13 : élection des députés représentant les Français établis hors de France dans le cadre de

circonscriptions ; n° 14 : mode de calcul du nombre de députés représentant les Français établis hors de France ; rejetés. - **Article 3** (*Livre III, art. L. 125 et L. 394 du code électoral - Diverses dispositions relatives à l'élection des députés élus par les Français établis hors de France et aux circonscriptions législatives*) (p. 8935, 8938) : soutient l'amendement n° 17 de M. Bernard Frimat (substitution du scrutin à la proportionnelle ou scrutin majoritaire pour l'élection des députés et des Français établis hors de France) ; rejeté. Son amendement n° 18 : autorisation du vote par correspondance sous pli fermé ou par voie électronique pour les Français établis hors de France ; rejeté. - **Explications de vote sur l'ensemble des deux projets de loi** (p. 8940) : ses observations sur les textes.

- **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Bénin relatif à la gestion concertée des flux migratoires et au codéveloppement [n° 464 (2007-2008)]** - (16 décembre 2008) (p. 8981, 8982) : son intervention. Le groupe socialiste votera contre ces projets de loi.

ZOCCHETTO (François)

sénateur (Mayenne)
UC-UDF, puis UC

NOMINATIONS

Vice-président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale.

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la rétention de sûreté et à la déclaration d'irresponsabilité pénale pour cause de trouble mental (31 janvier 2008).

DÉPÔTS

Proposition de loi visant à autoriser la restitution par la France des têtes maories [n° 215 (2007-2008)] (22 février 2008) - **Affaires étrangères et coopération - Culture**.

Rapport, fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi [n° 171 (2007-2008)] créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 266 (2007-2008)] (9 avril 2008) - **Justice**.

Proposition de loi tendant à prévenir le surendettement [n° 114 (2008-2009)] (27 novembre 2008) - **Justice - Questions sociales et santé - Économie et finances, fiscalité**.

Proposition de loi visant à rendre permanent le principe de parité au sein du tableau des adjoints au maire des communes de 3 500 habitants et plus [n° 116 (2008-2009)] (2 décembre 2008) - **Collectivités territoriales - Pouvoirs publics et Constitution**.

Proposition de loi visant à instaurer une imposition forfaitaire sur les lignes de chemin de fer à grande vitesse concédées [n° 137 (2008-2009)] (16 décembre 2008) - **Transports**.

INTERVENTIONS

- **Proposition de loi créant de nouveaux droits pour les victimes et améliorant l'exécution des peines [n° 171 (2007-2008)]** - (15 avril 2008) - rapporteur de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale - **Discussion générale** (p. 1690, 1692) : son intervention. - **Art. 1er** (*Titre XIV bis nouveau, art. 706-15-1, 706-15-2, 474-1 nouveaux et 706-11 du code de procédure pénale - Institution d'un dispositif d'aide au recouvrement des dommages et intérêts pour les victimes d'infractions*) (p. 1700, 1702) : ses amendements n° 5 : possibilité, pour la victime, de recourir à l'aide au recouvrement dans les délais légaux lorsque la personne condamnée fait l'objet d'un sursis avec mise à l'épreuve sur plusieurs années ; n° 1 : rédaction ; n° 3 : extension du délai de saisine du fonds de garantie à deux mois ; n° 2 : précision ; n° 4 : possibilité, pour la victime, de saisir le président du tribunal de grande instance en cas de refus du délai de forclusion par le fonds de garantie ; n° 6 : coordination ; n° 7 : extension du délai ouvert à la victime pour demander l'aide au recouvrement en cas d'irrecevabilité au dispositif d'indemnisation ; n° 12 : mise en œuvre du dispositif dérogatoire d'indemnisation des véhicules incendiés ; n° 8 : coordination ; adoptés. - **Article 2** (*art. L. 422-4, section 1 et section 2 nouvelles, art. 422-7 à 422-10 nouveaux du code des assurances - Mise en œuvre de l'aide au recouvrement*) (p. 1703) : ses amendements n° 9 : extension à deux mois du délai de versement de l'avance accordée dans le cadre de l'aide au recouvrement ; n° 10 : précision ; n° 11 : coordination ; adoptés. - **Article 3** (*art. 706-14 du code de procédure pénale - Amélioration des conditions d'indemnisation d'un propriétaire de véhicule détruit*) (p. 1704) : son amendement n° 12 : mise en œuvre du dispositif dérogatoire d'indemnisation des véhicules incendiés ; adopté. - **Article 5** (*art. 559-1 nouveau du code de procédure pénale - Délai de quarante-cinq jours fixé aux huissiers pour signifier les décisions pénales*) (p. 1704, 1705) : son amendement n° 13 : possibilité, pour le procureur de la République, de porter à trois mois le délai prévu au premier alinéa de l'article 559-1 du code de procédure pénale ; adopté. - **Article 6** (*art. 557 et 558 du code de procédure pénale - Avis de passage et signification de la décision à l'étude de l'huissier*) (p. 1705) : son amendement n° 14 : rationalisation du dispositif de signification des décisions pénales ; adopté. - **Article additionnel après l'article 6** (p. 1706) : son amendement n° 15 : aménagements au dispositif de signification des décisions de justice ; adopté. - **Article 7** (*art. 530-4 nouveau du code de procédure pénale - Possibilité donnée au Trésor public d'accorder des remises sur les amendes forfaitaires majorées*) (p. 1707) : son amendement n° 23 : possibilité pour le Trésor

public d'accorder des remises totales ou partielles aux personnes faisant l'objet d'une amende forfaitaire majorée ; adopté. - **Articles additionnels avant l'article 11** (p. 1707, 1709) : son amendement n° 16 : évaluation de la présente loi d'ici à trois ans ; adopté. Position de la commission sur l'amendement n° 21 de Mme Nicole Borvo Cohen-Seat (présentation d'un rapport gouvernemental avant le 1er décembre 2008 sur le relèvement des plafonds de ressources ouvrant droit à l'aide juridique) et sur l'amendement n° 26 du Gouvernement (applicabilité du projet de loi outre-mer). - **Article 11** (*Dates d'entrée en vigueur*) (p. 1710) : ses amendements n° 17 : entrée en vigueur du texte au premier jour du troisième mois suivant sa date de publication ; et n° 25 : maintien de la procédure de signification en mairie jusqu'au 31 décembre 2008 ; adoptés.

- **Projet de loi portant diverses dispositions d'adaptation du droit des sociétés au droit communautaire [n° 314 (2007-2008)]** - (3 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2545, 2547) : son intervention. Avis favorable du groupe UC-UDF sur ce projet de loi assorti des amendements de la commission. - **Article 1er** (*section IV nouvelle du chapitre VI du titre III du livre II du code de commerce ; art. L. 236-25 à L. 236-32 nouveaux du code de commerce - Régime applicable aux fusions transfrontalières de sociétés de capitaux*) (p. 2550) : intervient sur l'amendement n° 4 de la commission (fixation par décret en Conseil d'Etat d'un délai maximum pour l'exercice, par le notaire ou par le greffier du tribunal, du contrôle de la légalité de la réalisation de la fusion et de la constitution de la société nouvelle issue de la fusion).

- **Proposition de loi complétant l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires [n° 260 (2007-2008)]** - (10 juin 2008) - **Discussion générale** (p. 2696, 2697) : son intervention. L'ensemble du groupe UC-UDF soutient cette proposition de loi. - **Article unique** (p. 2701) : défavorable à l'amendement n° 3 de M. Pierre-Yves Collombat (convocation des collaborateurs du Président de la République devant une commission d'enquête parlementaire).

- **Projet de loi en faveur des revenus du travail [n° 502 (2007-2008)]** - (28 octobre 2008) - **Explications de vote sur l'ensemble** (p. 6297) : le groupe UC votera ce texte.

- **Proposition de loi visant à prolonger l'application des articles 3, 6 et 9 de la loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 relative à la lutte contre le terrorisme et portant dispositions diverses relatives à la sécurité et aux contrôles frontaliers [n° 39 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6489, 6490) : son intervention. Le groupe UC votera cette proposition de loi.

- **Proposition de loi visant à réformer le statut des dirigeants de sociétés et à encadrer leurs rémunérations [n° 54 (2008-2009)]** - (4 novembre 2008) - en remplacement de M. Jean-Jacques Hiest, président de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et d'administration générale, rapporteur - **Discussion générale** (p. 6499, 6502) : son intervention. - **Demande de renvoi à la commission** (p. 6512) : sa motion n° 1 tendant au renvoi à la commission.

- **Proposition de loi tendant à allonger le délai de prescription de l'action publique pour les diffamations, injures ou provocations commises par l'intermédiaire d'Internet [n° 423 (2007-2008)]** - (4 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6519) : son intervention. Le groupe UC votera cette proposition de loi.

- **Projet de loi relatif à la protection du secret des sources des journalistes [n° 341 (2007-2008)]** - (5 novembre 2008) - **Discussion générale** (p. 6534, 6536) : son intervention. Favorable à ce texte.

- ABOUT (Nicolas), p. 1
 ACKERMANN (Yves), p. 7
 ADNOT (Philippe), p. 7
 ALBANEL (Christine), p. 9
 ALDUY (Jean-Paul), p. 11
 ALFONSI (Nicolas), p. 12
 ALLIOT-MARIE (Michèle), p. 13
 ALQUIER (Jacqueline), p. 16
 AMARA (Fadela), p. 17
 AMOUDRY (Jean-Paul), p. 18
 ANDRÉ (Michèle), p. 18
 ANDRÉ (Pierre), p. 20
 ANDREONI (Serge), p. 20
 ANGELS (Bernard), p. 21
 ANTOINETTE (Jean-Etienne), p. 22
 ANZIANI (Alain), p. 23
 ARNAUD (Philippe), p. 23
 ARTHUIS (Jean), p. 24
 ASSASSI (Éliane), p. 29
 ASSOULINE (David), p. 31
 AUBAN (Bertrand), p. 32
 AUTAIN (François), p. 33
 BACHELOT-NARQUIN (Roselyne), p. 36
 BADINTER (Robert), p. 39
 BADRÉ (Denis), p. 41
 BAILLY (Gérard), p. 43
 BALARELLO (José), p. 44
 BARBIER (Gilbert), p. 44
 BARNIER (Michel), p. 45
 BARRAUX (Bernard), p. 46
 BAYLET (Jean-Michel), p. 46
 BEAUFILS (Marie-France), p. 47
 BEAUMONT (René), p. 51
 BÉCOT (Michel), p. 53
 BEL (Jean-Pierre), p. 53
 BELOT (Claude), p. 55
 BERGÉ-LAVIGNE (Maryse), p. 55
 BÉRIT-DÉBAT (Claude), p. 56
 BERNARD-REYMOND (Pierre), p. 56
 BERTHOU (Jacques), p. 58
 BERTRAND (Xavier), p. 58
 BESSE (Roger), p. 64
 BESSON (Eric), p. 65
 BESSON (Jean), p. 66
 BÉTEILLE (Laurent), p. 67
 BIARNÈS (Pierre), p. 73
 BILLARD (Joël), p. 74
 BILLOUT (Michel), p. 74
 BIWER (Claude), p. 76
 BIZET (Jean), p. 77
 BLANC (Christian), p. 81
 BLANC (Jacques), p. 81
 BLANC (Paul), p. 83
 BLANDIN (Marie-Christine), p. 84
 BLONDIN (Maryvonne), p. 86
 BOCKEL (Jean-Marie), p. 87
 BODIN (Yannick), p. 87
 BONNEFOY (Nicole), p. 89
 BORDIER (Pierre), p. 89
 BORLOO (Jean-Louis), p. 90
 BOROTRA (Didier), p. 91
 BORVO COHEN-SEAT (Nicole), p. 91
 BOTREL (Yannick), p. 96
 BOULAUD (Didier), p. 96
 BOUMEDIENE-THIERY (Alima), p. 98
 BOURDIN (Joël), p. 102
 BOURQUIN (Martial), p. 103
 BOURZAI (Bernadette), p. 103
 BOUT (Brigitte), p. 104
 BOUTANT (Michel), p. 105
 BOUTIN (Christine), p. 106
 BOYER (André), p. 112
 BOYER (Jean), p. 112
 BOYER (Yolande), p. 113
 BRANGER (Jean-Guy), p. 114
 BRAYE (Dominique), p. 114
 BRET (Robert), p. 121
 BRICQ (Nicole), p. 124
 BRISEPIERRE (Paulette), p. 130
 de BROISSIA (Louis), p. 130
 BRUGUIÈRE (Marie-Thérèse), p. 131
 BRUN (Elie), p. 131
 BUFFET (François-Noël), p. 132
 BUSSEREAU (Dominique), p. 133
 CAFFET (Jean-Pierre), p. 134
 CAMBON (Christian), p. 135
 CAMPION (Claire-Lise), p. 136
 CANTEGRIT (Jean-Pierre), p. 137
 CARLE (Jean-Claude), p. 138
 CARRÈRE (Jean-Louis), p. 139
 CARTRON (Françoise), p. 141
 CAZALET (Auguste), p. 142
 CAZEAU (Bernard), p. 143
 CERISIER-ben GUIGA (Monique), p. 145
 CÉSAR (Gérard), p. 146
 CHARASSE (Michel), p. 148
 CHASTAN (Yves), p. 152
 CHATEL (Luc), p. 153
 CHATILLON (Alain), p. 155
 CHAUVEAU (Jean-Pierre), p. 156
 CHEVÉ (Jacqueline), p. 156
 CHEVÈNEMENT (Jean-Pierre), p. 157
 CLÉACH (Marcel-Pierre), p. 157
 COINTAT (Christian), p. 158
 COLLIN (Yvon), p. 161
 COLLOMB (Gérard), p. 162
 COLLOMBAT (Pierre-Yves), p. 163
 CORNU (Gérard), p. 166
 COUDERC (Raymond), p. 167
 COURTEAU (Roland), p. 167
 COURTOIS (Jean-Patrick), p. 170
 DALLIER (Philippe), p. 172
 DANGLOT (Jean-Claude), p. 173
 DARCOS (Xavier), p. 175
 DARNICHE (Philippe), p. 176
 DASSAULT (Serge), p. 177
 DATI (Rachida), p. 179
 DAUDIGNY (Yves), p. 184
 DAUGE (Yves), p. 185
 DAUNIS (Marc), p. 187
 DAVID (Annie), p. 187
 DEBRÉ (Isabelle), p. 195
 del PICCHIA (Robert), p. 198
 DELEVOYE (Jean-Paul), p. 200
 DELFAU (Gérard), p. 200
 DEMERLIAT (Jean-Pierre), p. 201
 DEMESSINE (Michelle), p. 202
 DEMONTÈS (Christiane), p. 203
 DEMUYNCK (Christian), p. 205
 DENEUX (Marcel), p. 205
 DÉRIOT (Gérard), p. 206
 DESCAMPS (Béatrice), p. 207
 DES ESGAULX (Marie-Hélène), p. 208
 DESESSARD (Jean), p. 208
 DESMARESCAUX (Sylvie), p. 214
 DETCHEVERRY (Denis), p. 215

- DÉTRAIKNE (Yves), p. 216
 DIDIER (Évelyne), p. 218
 DINI (Muguette), p. 220
 DOLIGÉ (Éric), p. 222
 DOMEIZEL (Claude), p. 224
 DOMINATI (Philippe), p. 226
 DOUBLET (Michel), p. 228
 DREYFUS-SCHMIDT (Michel), p. 229
 DUBOIS (Daniel), p. 230
 DUFAUT (Alain), p. 231
 DULAIT (André), p. 232
 DUMAS (Catherine), p. 234
 DUPONT (Ambroise), p. 234
 DUPONT (Bernadette), p. 235
 DUPONT (Jean-Léonce), p. 238
 DURRIEU (Josette), p. 239
 DUSSAUT (Bernard), p. 240
 DUVERNOIS (Louis), p. 241
 ÉMIN (Jean-Paul), p. 242
 EMORINE (Jean-Paul), p. 242
 ESCOFFIER (Anne-Marie), p. 243
 ESNEU (Michel), p. 244
 ETIENNE (Jean-Claude), p. 244
 FALCO (Hubert), p. 245
 FAUCHON (Pierre), p. 246
 FAUCONNIER (Alain), p. 248
 FAURE (Jean), p. 248
 FELTZ (Henri), p. 250
 FÉRAT (Françoise), p. 250
 FERRAND (André), p. 251
 FICHET (Jean-Luc), p. 252
 FILLON (François), p. 252
 FISCHER (Guy), p. 253
 FLEMING (Louis-Constant), p. 260
 FLOSSE (Gaston), p. 260
 FORTASSIN (François), p. 261
 FOUCAUD (Thierry), p. 262
 FOUCHÉ (Alain), p. 265
 FOURCADE (Jean-Pierre), p. 266
 FOURNIER (Bernard), p. 269
 FOURNIER (Jean-Paul), p. 269
 FRANÇOIS-PONCET (Jean), p. 270
 FRASSA (Christophe-André), p. 270
 FRÉCON (Jean-Claude), p. 271
 FRÉVILLE (Yves), p. 272
 FRIMAT (Bernard), p. 273
 GAILLARD (Yann), p. 277
 GARREC (René), p. 278
 GARRIAUD-MAYLAM (Joëlle), p. 280
 GAUDIN (Christian), p. 282
 GAUDIN (Jean-Claude), p. 283
 GAUTIER (Charles), p. 283
 GAUTIER (Gisèle), p. 284
 GAUTIER (Jacques), p. 285
 GÉLARD (Patrice), p. 288
 GÉRARD (Alain), p. 290
 GERBAUD (François), p. 291
 GHALI (Samia), p. 291
 GILLES (Bruno), p. 292
 GILLOT (Jacques), p. 292
 GINÉSY (Charles), p. 293
 GIRAUD (Adrien), p. 293
 GIRAUD (Francis), p. 294
 GIROD (Paul), p. 294
 GIUDICELLI (Colette), p. 295
 GODEFROY (Jean-Pierre), p. 296
 GONTHIER-MAURIN (Brigitte), p. 300
 GOULET (Nathalie), p. 302
 GOURAULT (Jacqueline), p. 306
 GOURNAC (Alain), p. 307
 GOUTEYRON (Adrien), p. 310
 GOY-CHAVENT (Sylvie), p. 312
 GRIGNON (Francis), p. 312
 GRILLOT (Louis), p. 313
 GRUILLOT (Georges), p. 313
 GUENÉ (Charles), p. 314
 GUÉRINI (Jean-Noël), p. 315
 GUERRY (Michel), p. 316
 GUILLAUME (Didier), p. 317
 HAENEL (Hubert), p. 318
 HAUT (Claude), p. 319
 HENNERON (Françoise), p. 320
 HÉRISSON (Pierre), p. 321
 HERMANGE (Marie-Thérèse), p. 322
 HERVÉ (Edmond), p. 323
 HERVIAUX (Odette), p. 324
 HIRSCH (Martin), p. 326
 HOARAU (Gélita), p. 329
 HORTEFEUX (Brice), p. 329
 HOUEL (Michel), p. 330
 HOUPERT (Alain), p. 332
 HUE (Robert), p. 332
 HUMBERT (Jean-François), p. 333
 HUMMEL (Christiane), p. 333
 HURÉ (Benoît), p. 334
 HYEST (Jean-Jacques), p. 335
 IBRAHIM RAMADANI (Soibahadine), p. 343
 IDRAC (Anne-Marie), p. 343
 JARLIER (Pierre), p. 344
 JARRAUD-VERGNOLLE (Annie), p. 346
 JEANNEROT (Claude), p. 348
 JÉGO (Yves), p. 349
 JÉGOU (Jean-Jacques), p. 349
 JOISSAINS (Sophie), p. 351
 JOSSELIN (Charles), p. 352
 JOURNET (Alain), p. 353
 JOUYET (Jean-Pierre), p. 354
 JOYANDET (Alain), p. 355
 JUILHARD (Jean-Marc), p. 355
 KAMMERMANN (Christiane), p. 355
 KAROUTCHI (Roger), p. 356
 KELLER (Fabienne), p. 359
 KERGUERIS (Joseph), p. 360
 KHIARI (Bariza), p. 361
 KLÈS (Virginie), p. 364
 KOSCIUSKO-MORIZET (Nathalie), p. 365
 KOUCHNER (Bernard), p. 367
 KRATTINGER (Yves), p. 368
 LABEYRIE (Philippe), p. 369
 LABORDE (Françoise), p. 370
 LAFFITTE (Pierre), p. 371
 LAGARDE (Christine), p. 372
 LAGAUCHE (Serge), p. 380
 LAMBERT (Alain), p. 383
 LAMÉNIE (Marc), p. 385
 LAMURE (Élisabeth), p. 385
 LAPORTE (Bernard), p. 390
 LARCHER (Gérard), p. 391
 LARCHER (Serge), p. 393
 LARDEUX (André), p. 394
 LAUFOAULU (Robert), p. 396
 LAURENT (Daniel), p. 396
 LAURENT-PERRIGOT (Françoise), p. 397
 LE CAM (Gérard), p. 397
 LECERF (Jean-René), p. 400
 LECLERC (Dominique), p. 403

INDEX

- LEFÈVRE (Antoine), p. 405
 LEGENDRE (Jacques), p. 406
 de LEGGE (Dominique), p. 407
 LE GRAND (Jean-François), p. 408
 LEJEUNE (André), p. 409
 LELEUX (Jean-Pierre), p. 409
 LE MENN (Jacky), p. 410
 LEPAGE (Claudine), p. 411
 LE PENSEC (Louis), p. 411
 LEROY (Philippe), p. 412
 LÉTARD (Valérie), p. 413
 LE TEXIER (Raymonde), p. 414
 LE VERN (Alain), p. 417
 LISE (Claude), p. 418
 LONGUET (Gérard), p. 419
 LOUECKHOTE (Simon), p. 421
 LOZACH (Jean-Jacques), p. 421
 du LUART (Roland), p. 422
 MADEC (Roger), p. 423
 MADRELLE (Philippe), p. 424
 MAGRAS (Michel), p. 425
 MAHÉAS (Jacques), p. 426
 MALOVRY (Lucienne), p. 427
 MARC (François), p. 427
 MARINI (Philippe), p. 429
 MARLEIX (Alain), p. 444
 MARSIN (Daniel), p. 444
 MARTIN (Pierre), p. 445
 MASSERET (Jean-Pierre), p. 446
 MASSION (Marc), p. 447
 MASSON (Jean Louis), p. 448
 MATHON-POINAT (Josiane), p. 449
 MAUREY (Hervé), p. 453
 MAUROY (Pierre), p. 453
 MAYET (Jean-François), p. 454
 MAZUIR (Rachel), p. 454
 MÉLENCHON (Jean-Luc), p. 455
 MÉLOT (Colette), p. 457
 MERCERON (Jean-Claude), p. 458
 MERCIER (Michel), p. 459
 MERMAZ (Louis), p. 461
 MÉZARD (Jacques), p. 462
 MICHAUX-CHEVRY (Lucette), p. 462
 MICHEL (Jean-Pierre), p. 462
 MILHAU (Jean), p. 463
 MILON (Alain), p. 463
 MIQUEL (Gérard), p. 464
 MIRASSOU (Jean-Jacques), p. 466
 MIRAUX (Jean-Luc), p. 466
 de MONTESQUIOU (Aymeri), p. 467
 de MONTGOLFIER (Albéric), p. 468
 MORANO (Nadine), p. 469
 MOREIGNE (Michel), p. 470
 MORIN (Hervé), p. 471
 MORIN-DESAILLY (Catherine), p. 471
 MORTEMOUSQUE (Dominique), p. 473
 MOULY (Georges), p. 474
 MULLER (Jacques), p. 475
 MURAT (Bernard), p. 477
 NACHBAR (Philippe), p. 478
 NAVARRO (Robert), p. 478
 NÈGRE (Louis), p. 479
 NOGRIX (Philippe), p. 479
 NOVELLI (Hervé), p. 480
 OTHILY (Georges), p. 484
 PANIS (Jacqueline), p. 484
 PAPON (Monique), p. 485
 PASQUA (Charles), p. 486
 PASQUET (Isabelle), p. 486
 PASTOR (Jean-Marc), p. 488
 PATIENT (Georges), p. 490
 PATRIAT (François), p. 491
 PAUL (Philippe), p. 492
 PAYET (Anne-Marie), p. 492
 PÉCRESSE (Valérie), p. 496
 PÉPIN (Jean), p. 496
 PERCHERON (Daniel), p. 497
 PEYRAT (Jacques), p. 497
 PEYRONNET (Jean-Claude), p. 498
 PICHERAL (Jean-François), p. 500
 PIERRE (Jackie), p. 500
 PILLET (François), p. 501
 PINTAT (Xavier), p. 501
 PINTON (Louis), p. 502
 PIRAS (Bernard), p. 503
 PLANCADE (Jean-Pierre), p. 504
 POINTEREAU (Rémy), p. 504
 PONCELET (Christian), p. 505
 PONIATOWSKI (Ladislas), p. 506
 PORTELLI (Hugues), p. 507
 POVINELLI (Roland), p. 509
 POZZO di BORGIO (Yves), p. 510
 PRINTZ (Gisèle), p. 511
 PROCACCIA (Catherine), p. 513
 PUECH (Jean), p. 517
 RAFFARIN (Jean-Pierre), p. 518
 RAINAUD (Marcel), p. 519
 de RAINCOURT (Henri), p. 520
 RALITE (Jack), p. 521
 RAOUL (Daniel), p. 522
 RAOULT (Paul), p. 527
 REBSAMEN (François), p. 528
 REINER (Daniel), p. 529
 RENAR (Ivan), p. 530
 REPENTIN (Thierry), p. 532
 RETAILLEAU (Bruno), p. 537
 REVET (Charles), p. 539
 REVOL (Henri), p. 541
 de RICHEMONT (Henri), p. 542
 RICHERT (Philippe), p. 543
 RIES (Roland), p. 545
 RISPAT (Yves), p. 546
 de ROHAN (Josselin), p. 546
 ROMANI (Roger), p. 547
 ROUJAS (Gérard), p. 548
 ROUVIÈRE (André), p. 549
 ROZIER (Janine), p. 550
 SANTINI (André), p. 550
 SAN VICENTE-BAUDRIN (Michèle), p. 552
 SAUGEY (Bernard), p. 553
 SAUNIER (Claude), p. 554
 SCHILLINGER (Patricia), p. 555
 SCHURCH (Mireille), p. 557
 SÉGUIN (Philippe), p. 557
 SEILLIER (Bernard), p. 557
 SERGENT (Michel), p. 558
 SIDO (Bruno), p. 560
 SIFFRE (Jacques), p. 560
 SIGNÉ (René-Pierre), p. 561
 SITTLER (Esther), p. 562
 SOULAGE (Daniel), p. 563
 SOUVET (Louis), p. 564
 SUEUR (Jean-Pierre), p. 565
 SUTOUR (Simon), p. 569
 TASCA (Catherine), p. 570
 TERRADE (Odette), p. 572

INDEX

TESTON (Michel), p. 576
TEULADE (René), p. 578
TEXIER (Yannick), p. 578
THIOLLIÈRE (Michel), p. 579
TODESCHINI (Jean-Marc), p. 581
TORRE (Henri), p. 582
TRILLARD (André), p. 582
TROENDLE (Catherine), p. 583
TROPANO (Robert), p. 584
TRUCY (François), p. 585
TUHEIÄVA (Richard), p. 586
TÜRÄ (Alex), p. 587
VALADE (Jacques), p. 587
VALL (Raymond), p. 588
VALLET (André), p. 588
VANLERENBERGHE (Jean-Marie), p. 589
VANTOMME (André), p. 589
VASSELLE (Alain), p. 591
VENDASI (François), p. 596
VERA (Bernard), p. 596
VESTRI (René), p. 599
VIAL (Jean-Pierre), p. 599
VIRAPOULLÉ (Jean-Paul), p. 600
VOGUET (Jean-François), p. 600
VOYNET (Dominique), p. 602
WAUQUIEZ (Laurent), p. 604
WOERTH (Eric), p. 605
YADE (Rama), p. 612
YUNG (Richard), p. 612
ZOCCHETTO (François), p. 616